

# Document

## Articles de presse de janvier 2013

### Table des matières

#### France

##### Politique

- Nicolas Sarkozy avait commandité l'assassinat d'Hugo Chavez. (02.01)
- Dans la Loire, 170 élus vont démissionner en bloc pour défendre leur commune. (12.01)
- Mali. C'est l'Union sacrée (Le Figaro) (12.01)
- Chérèque, M. Pauvreté du gouvernement: la CFDT affirme son autonomie. (18.01)
- Mali : une guerre peut en cacher une autre. (22.01)
- Enquête Karachi : un témoin accable le contre-espionnage français (31.01)

##### Social

- Le panier des consommateurs atteint un record de prix "*historique*" en 2012. (10.01)
- Liquidation du CDI. Le retour du patron de droit divin. (13.01)
- Retraites complémentaires : le Medef demande des efforts aux salariés. (16.01)
- La Cades émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013. (16.01)
- Près d'un tiers des chômeurs travaillent à temps réduit. (18.01)
- Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri. (22.01)
- Ce qu'il faut savoir sur les radiations abusives à Pôle emploi. (31.01)

##### Economie

- Hausse des défaillances d'entreprises en 2012 en France. (18.01)
- Goldman Sachs conseille à la France de baisser les salaires de 30%. (31.01)

#### International

##### Politique

- « *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les «*États en déroute*»? (07.01)
- Grèce : la pourriture de l'oligarchie (08.01)
- "*Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg*". (17.01)
- Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. (20.01)
- Royaume-Uni: Cameron promet un référendum sur le maintien ou non dans l'UE. (23.01)
- Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)
- Égypte : violences pour le "*Jour de la Révolution*", cinq morts (26.01)
- Révélations d'un ténor de MEGA : les médias grecs ont été invités à se taire sur la non viabilité de la dette. (29.01)

##### Social

- Les Allemands pourront désormais choisir leur ramoneur. (02.01)
- Le chômage au plus haut dans la zone euro mais le pire est peut-être à venir. (09.01)
- Espagne: le secteur bancaire manifeste contre les suppressions d'emplois. (10.01)
- Les "*minijobs*" critiqués dans une Allemagne qui doute de son modèle social. (11.01)
- Sous l'austérité, manifester est devenu une habitude en Espagne. (22.01)
- Afrique du Sud : de nouvelles images accablent la police à Marikana. (30.01)

## Economie

- Les milliardaires plus fortunés en 2012. (04.01)
- Affaire Fortis: le directeur financier de BNP Paribas inculpé en Belgique (10.01)
- Le visage du commerce mondial transformé par de nouvelles données. (17.01)
- Les pays arabes décident de finaliser leur zone de libre-échange cette année. (23.01)
- Davos à la recherche de la confiance perdue. (23.01)

## Un article de liberation.fr du 1er janvier 2013

### Les Allemands pourront désormais choisir leur ramoneur. (02.01)

La profession réglementée bénéficiait jusqu'ici d'un monopole, un héritage du nazisme.

Les ramoneurs allemands, connus pour leur costume noir et haut de forme traditionnels, ont basculé dans l'économie de marché au 1er janvier en voyant tomber leur monopole issu du nazisme.

L'Allemagne a fini par céder aux pressions de Bruxelles pour libéraliser ce secteur, jusqu'ici protégé, et se conformer à une directive européenne sur les services, après des années de résistance.

Cette profession réglementée bénéficiait d'un monopole depuis la mise en place en 1935 par le régime nazi d'un registre national, attribuant à des «*maîtres*» ramoneurs des zones exclusives pour l'exercice de leur métier.

Depuis le 1er janvier, les hommes en noir doivent affronter la concurrence d'entrepreneurs libres de proposer leurs services sans limite géographique et de négocier leurs prix.

*«Tout n'est pas si mauvais. Les clients pourront choisir leur ramoneur, et nous aussi, pour la première fois, nous aurons le choix»*, estime Norbert Skrobek, 52 ans, qui exerce cette profession à Berlin où il emploie son fils et deux apprentis.

*«Maintenant, je peux dire que je n'ai plus besoin de travailler pour des clients qui n'ont pas payé depuis deux ou trois ans. C'est un plus»*, explique-t-il.

Les quelque 8.000 ramoneurs d'Allemagne ne sont pas seulement chargés de nettoyer les conduits de cheminée, mais ils s'occupent aussi de contrôler la sécurité des systèmes de chauffage, leur niveau de pollution et leur efficacité énergétique.

Selon M. Skrobek, les ramoneurs prenaient en charge un ensemble de missions sous leur rémunération forfaitaire, mais désormais les propriétaires de logements devront mieux s'informer sur les travaux nécessaires et leurs coûts.

Anticipant l'ouverture à la concurrence, M. Skrobek a transféré son local professionnel dans le quartier animé et central de Kreuzberg et il a décoré sa vitrine avec des images pittoresques de ramoneurs en costume traditionnel.

*«Jusqu'à présent nous n'avions pas besoin de nous vendre. Notre statut était un peu comme celui des fonctionnaires»*, explique cet homme au regard pétillant qui a démarré dans la profession en 1977, à l'âge de 17 ans.

*«Cela a toujours été mon rêve de faire ce métier. Quand j'étais écolier, je trouvais très romantique»* de travailler sur les toits, au dessus de la cime des arbres, avec des vues imprenables sur la ville.

Pourtant, les ramoneurs, qui ont en Allemagne la réputation de porter bonheur, n'ont pas toujours eu bonne réputation dans le pays.

Sous le Troisième Reich, les nazis leur demandaient d'espionner leurs concitoyens pour le compte du régime en profitant de leur accès privilégié à tous les logements. La pratique s'est poursuivie dans l'ex Allemagne de l'Est communiste. Mais M. Skrobek assure que cette image sulfureuse fait partie du passé.

L'association allemande des maîtres ramoneurs affirme par ailleurs que le pays enregistre le plus faible taux de blessures liées au feu ou à des empoisonnements au monoxyde de carbone dans l'Union européenne.

En 2009, l'Allemagne avait déjà ouvert une brèche dans le marché verrouillé des ramoneurs, en se voyant contrainte d'autoriser les professionnels d'autres pays de l'UE à exercer sur son territoire. Mais la faiblesse des tarifs réglementaires ne rendait pas le marché attractif pour la plupart des sociétés étrangères.

Commentaire.

Libération (ou l'AFP) a de quoi jubiler, dorénavant le prix du ramonage en Allemagne va augmenter et les salaires des ramoneurs baissés... Que le journal du banquier de gauche Rothschild, si, si, il y en a qui y croient et ils sont plus nombreux que ce que vous pensez, célèbre la fin d'un monopole qui date du nazisme qui n'était pas sans présenter un avantage social pour les ramoneurs qui avaient un statut proche de celui des fonctionnaires, ne m'étonne pas.

Pourquoi ? Pour au moins une raison qu'ignore la quasi totalité de ses lecteurs, et au-delà l'ensemble des travailleurs et les militants du mouvement ouvrier qui généralement se contentent d'arguments à l'emporte-pièce, que je n'ai jamais évoqué dans ce portail parce qu'il s'agit d'une question disons délicate à aborder, un terrain particulièrement glissant si vous voulez, par crainte d'être incompris et d'apparaître comme un suppôt du nazisme, oui, rien que cela, vous comprenez mes hésitations à aborder cette question.

Avant d'y venir, posons-nous une question préalable : Vous êtes-vous demandés comment Hitler et son parti nazi sont devenus aussi populaires en Allemagne, un pays en proie à une profonde crise financière, à une dépression, comment les Allemands qui devaient affronter une terrible crise sociale ont-ils pu se mobiliser derrière un tel régime au point de sacrifier leurs vies pour lui ? Comment un tel exploit a-t-il pu être possible, alors que quelques années auparavant la majorité des Allemands accordaient leur confiance aux partis social-démocrate et communiste (stalinisé) ? Comment un tel revirement a-t-il été possible, la trahison de la social-démocratie et des staliniens n'expliquant pas tout, je vous mets là sur la piste de la bonne réponse ?

Jusqu'à présent c'est la seule explication qu'on nous a donnée ou en tout cas que personnellement j'avais retenue, mais qui en dernière analyse était insuffisante, pour ne pas dire qu'elle comportait une grave lacune qui ne permettait pas de comprendre comment le nazisme avait fini par triompher en Allemagne et le mouvement ouvrier à être décapité, liquidé.

Dans un portail canadien qu'on ne peut pas cataloguer particulièrement parmi les adeptes de la théorie du complot, animé par des gens plutôt de gauche, progressiste (apparemment ?), qui dénoncent les excès du capitalisme et tous ses crimes, j'ai lu il y a plus d'un mois un très long article comportant une multitude d'indications précise et chiffrées sur les réalisations sociales du régime nazi sur la période de 1932 à 1937 notamment, puis jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

En lisant cela, je me suis fait cette réflexion : tout s'explique, certes sur fond d'une économie de guerre qui passait au second plan dans la tête des travailleurs allemands, plus préoccupés au quotidien par leur survie rendue impossible la veille et que le régime nazi avait rendu possible. On pourrait dire qu'ils ont réalisé l'équivalent du programme du Front populaire ou du CNR après la guerre en France, augmentation des salaires, réduction du temps de travail, avantages sociaux en tous genres, nationalisations, construction massive de logements sociaux, Sécurité sociale, retraites, réduction du chômage de 5 à 1 million en 5 ans, élévation du niveau de vie, limitation des profits des capitalistes, etc. Mieux encore que le "New deal" aux Etats-Unis.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi et comment les travailleurs ou la population a été conquise par le régime nazi... avant de l'envoyer à l'abattoir ! Compréhension à laquelle on ne pouvait pas accéder avec les seules explications qui nous avaient été fournies uniquement sur le plan politique, le volet social ayant été occulté, reste à savoir pourquoi, par crainte que les travailleurs ou les militants penchent pour le nazisme ? Pourquoi ? Parce que les dirigeants du mouvement ouvrier ou de son avant-garde étaient incapables de trouver le langage approprié pour s'adresser aux travailleurs et leur dire la vérité sur la menace que constituait le parti nazi ou l'extrême droite en France ? Ces questions se posent également de nos jours. Ce que je comprends d'autant moins, c'est que l'on dispose de l'expérience du passé pour contrer le discours de l'extrême droite, pourquoi ne le fait-on pas, pas même Mélenchon qui n'a jamais dû aborder la question que je viens de soulever. On doit combattre la réaction sous tous ses masques, sur tous les plans, tous les fronts sans exception.

Je reviendrai une autre fois sur cette question, car apparemment on est loin de connaître la vérité sur ce qui s'est réellement passé en Allemagne à cette époque et pendant la guerre. Je verrai si je mets cet article en ligne ou les coordonnées de ce portail, je l'ai déjà donné précédemment à propos d'une autre question, Haarp je crois. J'avais déjà signalé dans une causerie que les mêmes banquiers avaient financé les deux camps pendant toute la durée de la guerre, ce que les autorités britanniques et françaises n'étaient pas censées ignorer évidemment, mais que de mon côté j'ignorais totalement, ce que les travailleurs ignorent évidemment.

Quant à la question soulevée par cette article, à savoir faut-il combattre pour conserver un acquis social qui remonterait au régime nazi, si le statut des ramoneurs en Allemagne marqua réellement un progrès social, la question ne se pose même pas, sans pour autant que cela signifie soutenir le régime en vigueur dans ce pays à cette époque, évidemment.

## Un article du Réseau Voltaire du 1er janvier 2013

### Nicolas Sarkozy avait commandité l'assassinat d'Hugo Chavez. (02.01)

La ministre vénézuélienne des Services pénitentiaires, Iris Varela, a annoncé sur son compte Twitter l'expulsion d'un ressortissant français connu sous le nom de Frédéric Laurent Bouquet, le 29 décembre 2012.

M. Bouquet avait été arrêté à Caracas, le 18 juin 2009, avec trois ressortissants dominicains, en possession d'un arsenal. La police scientifique avait saisi dans l'appartement qu'il avait acquis 500 grammes d'explosifs C4, 14 fusils d'assaut dont 5 avec visée télescopique, 5 avec visée laser, et 1 avec silencieux, des câbles spéciaux, 11 détonateurs électroniques, 19 721 cartouches de différents calibres, 3 mitraillettes, 4 pistolets de différents calibres, 11 équipements radio, 3 talkies walkies et une base radio, 5 fusils de chasse calibre 12, 2 gilets pare-balles, 7 uniformes militaires, 8 grenades, 1 masque à gaz, 1 couteau de combat et 9 bouteilles de poudre à canon.

Durant son procès, M. Bouquet a admis avoir été formé en Israël et être un agent des services secrets militaires français (DGSE). Il a reconnu préparer un attentat pour assassiner le président constitutionnel Hugo Chavez.

M. Bouquet avait été condamné à 4 ans de prison ferme pour « *détention illégale d'armes* ». Il a purgé sa peine. Il a été extrait de sa cellule par ordonnance N° 096-12 du premier juge Yulismar Jaime, puis a été expulsé pour « *atteinte à la sécurité nationale* », en vertu de l'article 39 alinéa 4 de la Loi sur les migrations et les étrangers.

Les autorités vénézuéliennes s'étaient jusqu'à présent abstenues de communiquer sur ce sujet. Les faits ont été confirmés par le porte-parole du quai d'Orsay, Philippe Lalliot. L'ambassade de France à Caracas a décliné tout commentaire.

De notre enquête nous pouvons conclure : (1) le président Nicolas Sarkozy a commandité l'assassinat de son homologue Hugo Chavez (2) l'opération fut un fiasco (3) la France a accordé des compensations substantielles pour étouffer cette affaire durant le mandat de M. Sarkozy.

## Un article lefigaro.fr du 3 janvier 2013

### Les milliardaires plus fortunés en 2012. (04.01)

Selon l'indice Bloomberg, la fortune des personnes les plus riches du monde a augmenté de 241 milliards de dollars pour atteindre 1,9 trillion de dollars. Celle de Marc Zuckerberg, en revanche, a diminué de plus de 5 milliards.

Les riches sont toujours plus riches. Selon l'indice «*Bloomberg Billionaires Index*» qui mesure au jour le jour l'évolution des fortunes des milliardaires en fonction de l'évolution des cours de Bourse ou des fluctuations des monnaies, les personnes les plus riches de la planète ont vu leur patrimoine augmenter de 241 milliards de dollars au total par rapport à 2011, à 1,9 trillion (1) de dollars pour 2012, soit une hausse de 1,9%.

Le Mexicain Carlos Slim conserve son titre d'homme le plus riche du monde avec une fortune de 76,4 milliards de dollars (+1,6%) devant l'Américain Bill Gates, président de Microsoft et ses 63,4 milliards de dollars. Le podium est complété par un Européen: l'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque Zara, avec une fortune en hausse de 3,2% à 59,3 milliards de dollars. Le Français le plus fortuné reste Bernard Arnault, qui a réintégré le top 10. Le patron de LVMH occupe la 9e place avec 29,8 milliards de dollars de patrimoine (+3,2%).

Avec 12,3 milliards de dollars, Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, ne fait plus partie des 40 personnalités les plus riches du monde. Le jeune homme de 28 ans a perdu plus de 5 milliards de dollars suite à l'introduction en Bourse du réseau social en mai 2012. Depuis cette date, l'action a perdu près de 30 % de sa valeur.

A noter que le milliardaire indien, Lakshmi Mittal, tant décrié par le gouvernement sur la fermeture du site lorrain d'ArcelorMittal, occupe la 37e place avec une fortune de 19,2 milliards de dollars, en hausse de 2,8%.

(1) 1 trillion représente 1000 milliards

## Un article de Mondialisatoion.ca du 1er janvier 2013

### « *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les «*États en déroute*»? (07.01)

Une dangereuse rumeur s'est propagée à travers le monde et elle pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La légende veut que le président iranien ait menacé de détruire Israël ou, pour citer les propos déformés, dit « *Israël doit être rayé de la carte* ». Contrairement à la croyance populaire, il n'a jamais fait cette déclaration [...] (Arash Norouzi, *Wiped off The Map: The Rumor of the Century*, janvier 2007.)

Les États-Unis ont attaqué directement ou indirectement environ 44 pays à travers le monde depuis août 1945, certains d'entre eux à plusieurs reprises. Le but affiché de ces interventions militaires était d'effectuer un « *changement de régime* ». Pour justifier et dissimuler ce qui correspondait à des actions unilatérales et illégales, on a invariablement évoqué les « *droits humains* » et la « *démocratie* ». (Professeur Eric Waddell, *The United States' Global Military Crusade (1945- )*, Global Research, février 2007)

« Voici un memo du Pentagone qui décrit comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan et pour terminer, l'Iran ». J'ai dit « Est-il classifié? » Il a dit « *Oui monsieur.* » J'ai répondu : « *Alors ne me le montrez pas.* » (General Wesley Clark, *Democracy Now*, 2 mars 2007.)

Washington « oeuvre à la destruction » d'une très longue liste de pays. Qui « *raye des pays de la carte*? » L'Iran ou les États-Unis?

Durant une période appelée euphémiquement l'« *après-guerre* » – de 1945 à aujourd'hui – les États-Unis ont directement ou indirectement attaqué plus de 40 pays.

Alors que les principes de la politique étrangère des États-Unis prétendent « *propager la démocratie* », l'interventionnisme étasunien, par des moyens militaires et des opérations clandestines, a donné lieu à la déstabilisation totale et la partition de pays souverains.

Détruire des pays fait partie d'un projet impérial des États-Unis, un processus de domination mondiale. De plus, selon des sources officielles, les États-Unis ont en tout 737 bases militaires à l'étranger (données de 2005).

Le concept d'« État en déroute »

Dans son rapport « *Global Trends* » (Tendances mondiales, décembre 2012), le National Intelligence Council (NIC), situé à Washington, « *prédit* » que 15 pays en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient deviendront des « *États en déroute* » d'ici 2030 en raison de leurs « *conflits potentiels et leurs ennuis environnementaux* ».

La liste des pays dans le rapport de 2012 du NIC comprend l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, le Tchad, le Niger, le Nigeria, le Mali, le Kenya, le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, la Somalie, la République démocratique du Congo, le Malawi, Haïti et le Yémen. (voir p 39)

Dans le rapport de 2005, publié au début du second terme de Bush, le NIC avait prévu que le Pakistan deviendrait un « *État en déroute* » d'ici 2015 « *car il sera affecté par la guerre civile, la talibanisation totale et la lutte pour le contrôle de ses armes nucléaires* ».

Le Pakistan a été comparé à la Yougoslavie, découpée en sept États par procuration après une décennie de « *guerres civiles* » parrainées par les États-Unis et l'OTAN.

Le NIC prévoyait pour le Pakistan « *un destin à la yougoslave [...], un pays déchiré par la guerre civile, des bains de sang et des rivalités interprovinciales* ». (Energy Compass, 2 mars 2005.)

Bien qu'il affirme que les États en déroute « *servent de refuge aux extrémistes politiques et religieux* » (p. 143), le rapport ne reconnaît pas que depuis les années 1970, les États-Unis et leurs alliés ont secrètement



soutenu des organisations religieuses extrémistes afin de déstabiliser des États-nations laïques et souverains.

Et le Pakistan et l'Afghanistan étaient des États laïcs dans les années 1970. Un « *statut d'État en déroute* » à la yougoslave ou à la somalienne n'est pas le résultat de divisions sociales internes, mais un objectif stratégique mis en oeuvre par des opérations clandestines et des actions militaires.

Fund for Peace, dont le siège est à Washington et le mandat consiste à promouvoir « *une sécurité durable par la recherche* », publie (annuellement) un « Index des États en déroute » basé sur une évaluation des risques.

Trente-trois pays (compris dans les catégories Alerte [rouge] et Avertissement [orange]) sont identifiés comme étant des « *États en déroute* ».

Selon Fund for Peace, les États en déroute sont également des « *cibles pour les terroristes liés à Al-Qaïda* ».

Le classement annuel des pays par Fund for Peace et Foreign Policy indiquant les symptômes des États en déroute/fragiles est publié au moment où le monde s'inquiète de plus en plus du sanctuaire étatique au nord du Mali où s'établissent des extrémistes liés à Al-Qaïda pour l'expansion du djihad.

Inutile de dire que l'histoire d'Al-Qaïda comme élément du renseignement étasunien, son rôle dans la division des factions et l'instabilité au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique subsaharienne n'est pas mentionnée. Les activités des unités djihadistes d'Al-Qaïda dans la plupart de ces pays relèvent d'un programme clandestin diabolique du renseignement.

Les États « *faibles* » et « *en déroute* » : une menace pour les États-Unis

Selon une logique tordue du Congrès étasunien, les « *États en déroute plus faibles* » constituent une menace pour la sécurité des États-Unis : « *[P]lusieurs menaces [émanent] d'États décrits soit comme étant faibles, fragiles, vulnérables, défaillants, précaires, en déroute, en crise ou déstructurés* ».

Lorsque la Guerre froide a pris fin au début des années 1990, les analystes ont pris conscience de l'émergence d'un environnement de sécurité internationale dans lequel les États faibles et défaillants devenaient des véhicules pour le crime organisé international, des voies pour la prolifération nucléaire et des points chauds pour les conflits civils et les urgences humanitaires.

Les menaces potentielles à la sécurité nationale des États-Unis que posent les États faibles et défaillants est devenue davantage évidente avec les attentats du 11-Septembre 2001 contre les États-Unis commis par Al-Qaïda, organisés par Oussama ben Laden à partir du refuge offert par l'Afghanistan. Les événements du 11-Septembre 2001 ont poussé le président George W. Bush à déclarer dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis de 2002 que les « *États faibles comme l'Afghanistan peuvent poser un danger aussi grand pour nos intérêts nationaux que les États forts* ». (Weak and Failing States: Evolving Security, Threats and U.S. Policy, Rapport du CRS pour le Congrès des États-Unis, Washington, 2008.)

Dans ce rapport du CRS du Congrès, on ne mentionne toutefois pas que « *les points chauds du crime organisé et les conflits civils* » sont le résultat d'opérations clandestines du renseignement étasunien.

Fait amplement documenté, l'économie afghane de la drogue, générant plus de 90 pour cent des réserves mondiales d'héroïne, est liée à une opération de blanchiment d'argent de plusieurs milliards de dollars impliquant de grandes institutions financières. Le commerce de la drogue en provenance de l'Afghanistan est protégé par le CIA et des forces d'occupation des États-Unis et de l'OTAN.

La Syrie qualifiée d'« *État en déroute* »

Les atrocités commises contre la population syrienne par l'Armée syrienne libre (ASL), appuyée par les États-Unis et l'OTAN, créent les conditions favorisant une guerre confessionnelle.

L'extrémisme confessionnel favorise le démantèlement de l'État-nation qu'est la Syrie ainsi que la fin du gouvernement central à Damas.

Le but de la politique étrangère de Washington est de transformer la Syrie en ce que le NIC appelle un « *État en déroute* ».

Le changement de régime implique le maintien d'un gouvernement central. Alors que la crise syrienne se développe, l'objectif ultime n'est plus le « changement de régime », mais la destruction et la partition de la Syrie en tant qu'État-nation.

La stratégie des États, de l'OTAN et d'Israël consiste à diviser le pays en trois États faibles. De récents reportages indiquent que si Bachar Al-Assad « *refuse de démissionner, la Syrie deviendra un État en déroute comme la Somalie* ».

L'un des possibles « *scénarios de démantèlement* » rapporté par la presse israélienne est la formation d'États, séparés et « *indépendants* », sunnite, alaouite-chiite, kurde et druze.

Selon le major-général Yair Golan des Forces de défense d'Israël (FDI), « *la Syrie est dans une guerre civile qui fera d'elle un État en déroute où se propagera le terrorisme* » et les FDI analysent actuellement « *comment la Syrie se démantèlerait* ». (Reuters, 31 mai 2012.)

En novembre l'ambassadeur de la paix des Nations Unies Lakhdar Brahimi a laissé entendre que la Syrie deviendrait « *une nouvelle Somalie [...] mettant en garde contre un scénario où les seigneurs de guerre et les milices remplissent un vide laissé par l'effondrement de l'État* ». (Reuters, 22 novembre 2012.)

« *Ce que je crains est pire [...], que l'État s'effondre et que la Syrie se transforme en Somalie.* »

« *Je crois que si l'on ne s'occupe pas de cette question correctement, la partition ne sera pas le problème mais plutôt la « Somalisation » : l'effondrement de l'État et l'émergence de seigneurs de guerre, de milices et de groupes de combattants.* » (Ibid.)

Ce que l'envoyé de l'ONU a omis de mentionner est que le démantèlement de la Somalie était délibéré. Il faisait partie d'un projet militaire et du renseignement des États-Unis, désormais appliqué à plusieurs pays ciblés du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie qualifiés d'« *États en déroute* ».

Voici la question principale : qui déroute les États en déroute? Qui les « *anéantit* »?

Le démantèlement planifié de la Syrie en tant qu'État souverain relève d'un plan régional intégré d'ordre militaire et des services de renseignement comprenant le Liban, l'Iran et le Pakistan. Selon les « *prédictions* » du NIC, le démantèlement du Pakistan devrait se produire au cours des trois prochaines années.

Michel Chossudovsky

Article original: "Wiping Countries Off the Map": Who's Failing the "Failed States", publié le 29 décembre 2012.

Traduction Julie Lévesque pour Mondialisation.ca

## Un article du New York Times du 7 janvier 2013

### Grèce : la pourriture de l'oligarchie (08.01)

par Kostas Vaxevanis - Traduction et publié par OkeaNews 7 janvier 2013

La démocratie est comme une bicyclette: si vous arrêter de pédaler, vous tombez. Malheureusement, le vélo de la démocratie grecque est rompu depuis longtemps. Après l'effondrement de la junte militaire en 1974, la Grèce a seulement créé un hybride, une forme diluée de la démocratie. Vous pouvez voter, appartenir à un parti et protester. Pour l'essentiel, cependant, une petite clique exerce tout le pouvoir politique significatif.

Pour tout ce qui a été dit à propos de la crise grecque, beaucoup n'a pas été dit. La crise est devenue un champ de bataille des intérêts et des idéologies. L'enjeu est le rôle du secteur public et l'État-providence. Oui, en Grèce, nous avons un secteur public qui ne fonctionne pas ; au cours des 40 dernières années, les partis au pouvoir ont donné des emplois du gouvernement à leurs partisans, quelles que soient leurs qualifications.

Mais le vrai problème avec le secteur public est la petite élite de gens d'affaires qui vivent de l'Etat grec tout en se faisant passer pour des «entrepreneurs». Ils soudoient les politiciens pour obtenir des gros contrats du gouvernement, généralement à des prix gonflés. Ils possèdent également un grand nombre de médias du pays, et parviennent ainsi à faire en sorte que leurs actions soient silencieuses. Parfois, ils vont même jusqu'à acheter une équipe de football pour rallier un soutien populaire et protéger leurs crimes derrière la protection populaire, comme le baron de la drogue Pablo Escobar l'a fait en Colombie et le chef paramilitaire Arkan en Serbie.

En 2011, Evangelos Venizelos, qui était alors ministre des Finances et est aujourd'hui le leader du parti socialiste, le Pasok, a institué une nouvelle propriété du droit fiscal. Mais pour les propriétés de plus de 2.000 mètres carrés la taxe a été réduite de 60%. M. Venizelos a ainsi mis en place une exemption importante pour les seules personnes qui pouvaient se permettre de payer l'impôt : les riches. (M. Venizelos est aussi l'homme responsable d'une loi accordant une large immunité aux ministres du gouvernement.) [note okeanews : E. Venizelos est également propriétaire d'un nombre conséquent de biens immobiliers, dont beaucoup ont été achetés courant 2010]

Ces manigances ont cours depuis des décennies. Le public est privé de la vraie information, puisque les chaînes de télévision, les journaux et les sites de nouvelles en ligne sont contrôlés par l'élite économique et politique.

Un autre scandale implique la liste dite de Lagarde. En 2010, Christine Lagarde, alors ministre des Finances françaises (et désormais à la tête du Fonds Monétaire International), a remis au gouvernement grec une liste de quelque 2000 citoyens grecs ayant des comptes bancaires suisses, pour aider à découvrir la fraude fiscale. Les autorités grecques n'ont pratiquement rien fait avec la liste, deux anciens ministres des Finances, Georges Papaconstantinou, et son successeur, M. Venizelos, auraient même déclaré au Parlement qu'ils ne savaient pas où elle était. Pendant ce temps, plusieurs médias ont fausement accusé certains hommes politiques et des hommes d'affaires d'être sur la liste, afin de dissimuler la triste réalité : les gens riches ont fraudé le fisc, tandis que leurs concitoyens désespérés étaient à la recherche de nourriture dans les poubelles. Lorsque Hot Doc, le mensuel que j'édite et publie, a rendu publique la liste en Octobre, j'ai été arrêté et accusé d'avoir violé la vie privée, mais j'ai été acquitté. Le résultat n'a pas plu à ceux qui sont au pouvoir. Je suis donc dans l'attente d'un second procès (la date n'a pas encore été définie) sur des allégations similaires et vagues. Tout au long de l'ensemble du processus – de la publication de la liste, mon arrestation, mon acquittement – les médias grecs étaient absents. C'était une actualité devenue mondiale pour la presse internationale, mais pas dans le pays où elle a eu lieu.

La raison en est simple. La liste de Lagarde implique un groupe corrompu qui répond au nom de la démocratie même si il l'annule négligemment : les fonctionnaires avec les sociétés offshore, des amis et des proches des ministres du gouvernement, des banquiers, des éditeurs et ceux qui sont impliqués dans le marché noir.

Après la publication de la liste dans mon magazine, le gouvernement grec n'a pas fait un seul commentaire sur le sujet.

Lorsque M. Venizelos a quitté le ministère des Finances en mars dernier, il n'a pas retransmis le CD avec la liste à son successeur. Il l'a gardé pour lui. Ce n'est que lorsque son successeur, Yannis Stournaras, a déclaré au Financial Times en Octobre qu'il n'avait jamais reçu la liste que M. Venizelos l'a rendu au bureau du premier ministre. Il n'a jamais été questionné au sujet du retard, et les chefs des trois partis de la coalition gouvernementale n'ont pas renvoyé son cas à la commission d'enquête parlementaire.

Pendant ce temps, une nouvelle version publiée de la liste précise que quelqu'un avait enlevé les noms de trois des proches de M. Papaconstantinou, qui était le ministre des Finances de 2009 à 2011, avant M. Venizelos. Le mois dernier, M. Papaconstantinou a été expulsé du Pasok. Maintenant, il fait face à une enquête parlementaire, à la levée potentielle de son immunité, à des poursuites en tant qu'ancien ministre et à des accusations de falsification des données. Il semble qu'il puisse devenir une nouvelle Iphigénie, un bouc émissaire sacrifié pour que le système politique corrompu puisse survivre.

Tout cela se déroule à un moment où la Grèce est sur la corde raide au-dessus de l'abîme de la faillite, tandis que le gouvernement de coalition met en place de nouvelles taxes pour les classes inférieures. La moitié des jeunes Grecs sont au chômage. L'économie se contracte à un rythme annuel de 6,9 pour cent. Les gens recherchent de la nourriture. Et un parti néo-nazi, l'Aube Dorée, est à la hausse, en exploitant le ressentiment et la rage envers la classe dirigeante.

Le peuple grec doit remonter sur leur vélo de la démocratie en exigeant la fin de la tromperie et de la corruption. Les journalistes doivent résister aux manipulations et redécouvrir leurs fonctions journalistiques. Et le gouvernement devrait relancer l'héritage de la Grèce antique – au lieu de tuer le messager.

## Un article de l'AFP du 8 janvier 2013

### Le chômage au plus haut dans la zone euro mais le pire est peut-être à venir. (09.01)

Le taux de chômage continue de voler de record en record dans la zone euro, où il a atteint 11,8% en novembre et touche particulièrement les pays soumis aux plus fortes cures d'austérité, comme l'Espagne et la Grèce, et rien ne semble indiquer un inversement de tendance.

Ce niveau record se traduit par le fait que 18,82 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en novembre, soit une hausse de 113.000 par rapport à octobre. C'est aussi 2,015 millions de chômeurs de plus qu'en novembre 2011. Au niveau des 27, le nombre de chômeurs dépasse 26 millions.

Certes, la hausse mensuelle du nombre de chômeurs est la moins forte depuis août et la saignée est moindre que celle observée en octobre, où 220.000 personnes avaient rejoint les rangs des demandeurs d'emploi dans la zone euro.

Mais cela ne suffira pas à inverser la tendance, et *"il semble hautement probable que le taux de chômage dépasse clairement les 12% au cours de 2013"* dans la zone euro, estime Howard Archer, économiste d'IHS Global insight.

Le taux de chômage a atteint des niveaux exceptionnels en Espagne, où il touchait 26,6% de la population active en novembre, et en Grèce, où il a atteint 26% en septembre, dernier mois où des données sont disponibles.

Le Premier ministre irlandais Enda Kenny, en visite en Allemagne, a jugé *"complètement inacceptable que 26 millions de personnes soient au chômage en Europe"*.

En particulier, le chômage des jeunes n'est *"pas supportable"*, a-t-il dit. Le taux de chômage des jeunes était de 24,4% en novembre dans la zone euro, avec des pics à 57,6% en Grèce et 56,5% en Espagne.

De manière générale, les pays soumis à des cures d'austérité drastiques, le plus souvent pour accompagner un plan d'aide européen, ont vu leur taux de chômage grimper en un an: il est ainsi passé de 18,9% à 26% en Grèce et de 14,1% à 16,3% au Portugal.

Ces taux très élevés contrastent avec ceux observés en Autriche (4,5%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,6%).

Le commissaire européen aux Affaires sociales Laszlo Andor l'a d'ailleurs reconnu mardi au cours d'une conférence de presse: *"le fossé s'élargit entre les pays confrontés à une hausse rapide du chômage et ceux où le marché du travail fonctionne mieux"*.

M. Andor, qui présentait mardi un rapport annuel de la Commission européenne sur l'emploi et la situation sociale en Europe, en a brossé un sombre tableau, qualifiant 2012 de *"très mauvaise année"*. De plus, *"la plupart des systèmes de sécurité sociale ont perdu une grande partie de leur capacité à protéger les revenus des ménages contre les effets de la crise"*, a-t-il noté.

M. Andor a jugé *"improbable que l'Europe connaisse beaucoup d'améliorations sur le plan socio-économique en 2013"*.

Pour que cela advienne, il faudra *"faire plus de progrès en matière de crédibilité dans la résolution de la crise de l'euro, trouver les ressources pour réaliser des investissements indispensables, y compris dans la formation, pour aider les gens à trouver un emploi et contre l'exclusion sociale, et faire en sorte que la finance agisse au service de l'économie réelle"*, a-t-il dit.

Le rapport de la Commission européenne montre notamment que les revenus disponibles des ménages ont baissé entre 2007 et 2011 de 17% en Grèce, 8% en Espagne, 7% à Chypre ou encore 5% en Estonie et en Irlande.

Interrogé sur le rôle qu'a pu jouer dans cette situation la politique de rigueur budgétaire, défendue par son collègue aux Affaires économiques Olli Rehn, M. Andor a répondu que "*la consolidation budgétaire était un objectif très important*". Mais "*nous avons toujours dit que cela devait être accompagné de politiques qui soutiennent la croissance*", a-t-il ajouté.

## Un article de l'AFP du 9 janvier 2013

### Affaire Fortis: le directeur financier de BNP Paribas inculpé en Belgique (10.01)

Le directeur financier du groupe BNP Paribas, Lars Machenil, a été inculpé en Belgique dans le cadre de l'enquête sur la débâcle du bancassureur belgo-néerlandais Fortis, rapportent mercredi les quotidiens économiques belges L'Echo et De Tijd.

Nommé en mars 2012 directeur financier de BNP Paribas, il occupait en 2008 ce poste chez Fortis Banque, filiale bancaire belge du groupe Fortis.

M. Machenil est le sixième cadre de Fortis à être inculpé dans ce dossier, instruit depuis quatre ans et visant à déterminer les responsabilités dans la chute du groupe.

Interrogée par l'AFP, BNP Paribas *"rappelle que la procédure belge est différente de la procédure française. Ce que l'on appelle inculpation en Belgique n'induit pas un renvoi au tribunal mais constitue une étape préliminaire"* de l'instruction.

Selon L'Echo, une septième personne aurait été inculpée. Le parquet de Bruxelles a fait savoir qu'il ne souhaitait pas faire de commentaire sur cette affaire.

Les autres inculpés sont l'ex-président du conseil d'administration de Fortis, Maurice Lippens, son ancien directeur général, Herman Verwilt, et trois autres responsables, Jean-Paul Votron, Gilbert Mittler et Filip Dierckx. Ce dernier est actuellement vice-président du comité de direction de BNP Paribas Fortis.

Ils sont accusés de manipulation de cours, escroquerie et faux en écriture. L'Echo ne précise pas quels sont les chefs d'inculpation de M. Machenil.

Les faits concernent l'augmentation de capital réalisée en 2007 par Fortis pour prendre le contrôle de la néerlandaise ABN Amro, conjointement avec l'espagnole Santander et la britannique Royal bank of Scotland (RBS).

Les informations communiquées aux investisseurs à cette occasion, notamment les comptes du groupe, n'auraient pas reflété la véritable situation de Fortis.

Au moment des faits considérés, M. Machenil était adjoint du directeur financier de Fortis, en charge de la comptabilité et du contrôle de gestion, et n'était pas membre du comité de direction.

Frappé de plein fouet par la crise financière en raison de son exposition aux subprimes, Fortis avait été démantelé en octobre 2008 et en partie nationalisé par les Pays-Bas pour 16,8 milliards d'euros, l'autre partie ayant été rachetée par le français BNP Paribas.

**Un article de Mondialisatoion.ca du 1er janvier 2013**

### **Espagne: le secteur bancaire manifeste contre les suppressions d'emplois. (10.01)**

Des centaines de salariés des banques ont manifesté mercredi à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne pour dénoncer la mauvaise gestion d'un secteur aujourd'hui sinistré et la suppression de milliers d'emplois venant alimenter un chômage historique.

*"Plus de 30.000 postes de travail ont été détruits depuis 2008, et tous les pronostics portent à croire que 20.000 autres vont être détruits au cours du prochain quinquennat",* affirme l'UGT, qui avec l'autre principal syndicat du pays, CCOO, a appelé à manifester.

Selon la Banque d'Espagne, le secteur bancaire, jugé surdimensionné par rapport à la taille du pays, a perdu plus de 28.000 emplois entre 2008 et 2011, passant de 270.855 à 243.041 salariés. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

De quoi alourdir un chômage qui frappe plus d'un actif sur quatre et un jeune actif de moins de 24 ans sur deux.

*"Nous ne sommes pas des banquiers, nous sommes des travailleurs",* hurlaient des centaines de salariés devant la banque d'Espagne à Madrid, dont de nombreux de Bankia, dont la déconfiture a poussé l'Union européenne à annoncer en juin une aide au secteur bancaire espagnol de jusqu'à 100 milliards d'euros.

Sur les 37 milliards déjà versés, Bankia en a reçu a elle seule 18.

*"Bankia est le sommet de l'iceberg de tout le système financier qui est au bout du rouleau à cause de la mauvaise gestion des politiques et ce sont les salariés qui paient",* dénonçait Anna Sanchez, une commerciale de Bankia de 44 ans.

*"Nous sommes nombreux à travailler chez Bankia depuis plus de 25 ans et ils vont nous jeter à la rue avec une indemnisation ridicule",* s'emporte aussi Isabel Gomez Suarez, une autre commerciale de 50 ans.

Des centaines d'autres salariés de Bankia se sont rassemblés à Barcelone, Valence, Avila, Las Palmas ou encore Ségovie.

Plus grande union de caisses d'épargne et quatrième banque du pays par les actifs, elle est devenue le symbole des excès des années de bulle immobilière où les banques ont prêté à tout-va.

La banque, qui compte 7,5 millions de clients, doit présenter mercredi aux syndicats les sacrifices liés à sa restructuration: d'ici 2015, elle devra supprimer quasiment 6.000 emplois, soit 28% de ses effectifs, passant de 20.589 employés à quelque 14.500.

Pour y parvenir, elle fermera plus d'un tiers (39%) de ses agences.

De son côté, la première banque de la zone euro par capitalisation Santander, a maintenu mercredi son intention d'absorber ses filiales Banesto et Banif, avec à la clef une coupe claire de 3.000 emplois, selon des sources syndicales.

Ébranlé par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, le secteur financier de la quatrième économie de la zone euro ne s'en est jamais vraiment remis, et certaines banques croulent désormais sous les actifs toxiques.

Quelque 36 milliards d'euros de ces actifs ont déjà été transférés à la Sareb, la *"bad bank"* espagnole imposée par Bruxelles.

Les salariés dénoncent eux une gestion catastrophique du secteur dont ils paient aujourd'hui les pots cassés.



*"Nous considérons comme inacceptable que ceux qui ont abusé de leurs postes de direction dans les banques sauvées par l'Etat, comme (l'ancien président de Bankia Rodrigo) Rato, entre autres, se promènent en liberté alors qu'ils ont mené des milliers de familles à la ruine", affirme l'UGT.*

Rodrigo Rato, ancien directeur général du FMI et ex-ministre, est poursuivi devant la justice, avec d'autres ex-membres de la direction de Bankia, pour, notamment, "escroquerie" et "détournement de fonds" face à la déconfiture de l'action Bankia.

## Un article de l'AFP du 9 janvier 2013

### Le panier des consommateurs atteint un record de prix "*historique*" en 2012. (10.01)

Après avoir déjà grimpé de 4,4% en 2011, le panier moyen des consommateurs a de nouveau progressé en 2012 (+3,49%), notamment en raison d'une flambée des "*premiers prix*", atteignant ainsi "*un record historique*", relève Familles rurales dans son Observatoire annuel.

Selon cette étude réalisée tous les ans et à paraître jeudi dans la Croix, en 2012 "*les prix ont fortement augmenté et cela dès le mois de mai*" et sont désormais "*les plus élevés*" jamais observés depuis la création de l'Observatoire en 2006.

Le "*record historique*" a été atteint en novembre, avec un panier moyen - qui comprend 35 produits de consommation courante (eaux, biscuits, jus de fruits, desserts, confiture, produits laitiers,...) - s'établissant à 138,63 euros.

Selon l'association de consommateurs, la hausse est particulièrement importante sur les produits "*premiers prix*", qui grimpent de 7,71%, franchissant la barre des 100 euros (100,79 euros).

"*Tous les panels sont à la hausse*" aussi bien les marques nationales (+2,19%), dont le panier atteint 178,18 euros, que les "*marques distributeurs*" (+2,17%), avec un panier moyen à 132,40 euros, qui atteignent ainsi 4% sur les trois dernières années.

Dans son panel, l'association compare les prix par type de magasins (hyper, supermarchés, magasins de proximité et hard-discount) mais aussi par type de produits (marques nationales, marques de distributeurs, 1er prix).

Les plus fortes hausses de prix ont été enregistrées dans les supermarchés en 2012, même s'ils restent l'endroit où les marques nationales sont les moins chères.

Concernant les "*premiers prix*", ce sont paradoxalement chez les hard-discounters que le panier moyen est le plus cher à 104,39 euros, contre 99,82 en supermarchés et 99,2 en hypers.

Enquête réalisée par un réseau de 80 "*veilleurs consommation*" issus de 36 départements dans 86 magasins. Les relevés sont faits tous les deux mois.

## Un article de l'AFP du 10 janvier 2013

### Les "*minijobs*" critiqués dans une Allemagne qui doute de son modèle social. (11.01)

Plus de 7 millions d'Allemands sont employés dans des "*minijobs*", mais ces contrats précaires, peu rémunérés et dispensés de charges sociales sont de plus en plus montrés du doigt dans une Allemagne qui s'interroge sur la face obscure de son succès économique.

Ces contrats ont notamment été accusés d'alimenter une "*bombe à retardement*" en condamnant les salariés durablement employés sous ce dispositif à des retraites dérisoires.

Pour répondre aux critiques, le gouvernement d'Angela Merkel a relevé au 1er janvier le plafond de rémunération de ces emplois, de 400 à 450 euros par mois, et les minijobs signés après cette date seront soumis aux cotisations retraite, sauf si les salariés y renoncent expressément.

Mais pour Dorothea Voss, chercheuse à la fondation Hans-Böckler, proche du syndicat DGB, cette mesure ne fait qu'aggraver le problème en "*renforçant une forme d'emploi, catastrophique du point de vue de la protection sociale, et qui ne permet pas de vivre décemment*".

Avec le nouveau règlement, les minijobbers "*vont certes pouvoir cotiser pour une retraite, mais très faible. Encourager ce genre de contrat, c'est programmer (à terme) une vague de pauvreté chez les seniors*", prévient-elle.

Les minijobs, créés dans les années 1970, se sont fortement développés après les grandes réformes du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder entre 2003 et 2005.

Leur nombre atteignait 7,4 millions fin septembre 2012, sur une population active de 42 millions de personnes. Ils sont l'un des symboles de la flexibilisation du marché du travail en Allemagne, où le taux de chômage a chuté à 6,5% après un pic à 11,5% en avril 2005.

On les soupçonne toutefois d'avoir prospéré au détriment des emplois soumis à cotisation, comme l'a récemment suggéré une étude d'un institut de recherche qui dépend de l'agence allemande pour l'emploi.

Cette étude pointait le recours massif aux minijobs dans les petites entreprises et des secteurs comme la restauration (34% des salariés) ou la distribution (23%).

Dans ces entreprises, il s'agit très majoritairement de postes peu qualifiés. "*C'est dans les minijobs que l'on trouve la plus haute proportion de bas salaires*" horaires, d'autant que les minijobbers sont souvent moins payés que les autres salariés à fonction égale, dénonce Mme Voss.

Selon le DGB, les trois quarts touchent moins de 8,5 euros net par heure, et parfois même moins de 5 euros...

La question de la pauvreté a été choisie par l'opposition sociale-démocrate (SPD) comme cheval de bataille pour la campagne des législatives prévues en septembre. Le SPD promet de créer un salaire minimum universel de 8,5 euros s'il arrive au pouvoir.

Mais le sujet préoccupe aussi au sein du gouvernement allemand. La ministre de la Famille, Kristina Schröder, s'est émue début janvier des faibles perspectives d'accès à un meilleur emploi pour les minijobbers, notamment les femmes qui en représentent les deux tiers.

Les minijobs ne sont que "*dans des cas rarissimes*" un tremplin, "*on constate que les gens n'en sortent pas*", a-t-elle déploré.

Ces emplois permettent néanmoins à des personnes d'améliorer leurs conditions matérielles, plaide Holger Schäfer, économiste de l'Institut de l'Economie allemande (IW), proche du patronat.

*"On ne peut pas vivre que des minijobs (mais) un chômeur indemnisé qui a un minijob est moins en danger de paupérisation qu'un chômeur sans minijob", explique-t-il. (Admirez le cynisme ! Quelle aubaine en effet, vous êtes trop bon monseigneur ! - Ndlr)*

Cette forme d'emploi est utile comme revenu complémentaire, cumulé avec l'allocation de chômage longue durée (Hartz IV), ou pour une épouse dont le mari assure l'essentiel des revenus du ménage, argumente-t-il.

Selon M. Schäfer, l'appétit des chefs d'entreprises pour les minijobs ne s'explique *"pas tant (par) leur coût moindre que par une flexibilité plus grande"*, notamment dans les démarches administratives --une simple feuille A4 suffit pour déclarer un salarié-- et dans le choix des horaires, calés sur les heures d'activités intenses.

Commentaire.

Quand ces sous-emplois rémunérés une misère ont été institués, puis se sont développés sous Gerhard Schröder dans le cadre de l'Agenda 2010, cela n'a pas vraiment gêné le SPD, parti du chancelier social-démocrate, le DGB lié au SPD n'a pas trouvé utile de rompre ses relations avec ce parti, le gouvernement et le patronat, il a donc légitimé cette main d'oeuvre bon marché pour les esclavagistes des temps modernes.

Quand on s'accommode du capitalisme, qu'on l'accompagne, on est condamné à boire la ciguë de la trahison jusqu'à la lie.

Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 11 janvier 2013

**Dans la Loire, 170 élus vont démissionner en bloc pour défendre leur commune. (12.01)**

**Pour protester contre l'élargissement de la communauté d'agglomération de Roanne, environ 170 maires, adjoints et conseillers municipaux s'apprêtent à démissionner collectivement. Une première à cette échelle.**

Ce samedi 12 janvier, quinze villages du Roannais perdront leurs maires. Et derrière eux, des dizaines d'adjoints et de conseillers municipaux leur emboîteront le pas. En tout, pas moins de 170 élus remettront ce jour là, en main propre - et "*le coeur déchiré*", selon l'un d'eux -, leur démission à Fabienne Buccio, préfète de la Loire. Avant de défiler, écharpes tricolores sur l'épaule, dans les rues de Saint-Etienne, le matin, et dans celles de Roanne, l'après-midi.

A l'origine de ce sabotage collectif? La réforme territoriale, votée en décembre 2010, qui redessine la carte des collectivités et incite aux regroupements dans des structures intercommunales plus vastes. Un objectif louable dans notre pays célèbre pour ces 36 000 communes, mais dont l'application ne va pas sans heurts. Dans le Roannais, elle provoque un vent de révolte inégalé par son ampleur. En cause, l'élargissement de Grand Roanne agglomération (GRA) à 40 localités contre six auparavant -soit plus de 100 000 habitants-, depuis le 1er janvier 2013. Et ceci, alors même que la moitié des conseils municipaux concernés se sont prononcés contre ces nouvelles frontières.

Pour les réfractaires, principalement des élus ruraux, leurs communes courent le risque de n'être plus que des "*coquilles vides*", privées de toute compétence. Ils craignent également d'être purement et simplement "*annexés*" par la sous-préfecture. "*Avec Roanne [38 000 habitants], nous ne partageons pas les mêmes problématiques, qu'on nous foute la paix !*", martèle Yves Durand (sans étiquette), maire démissionnaire de la bourgade de Saint-Haon-le-Châtel et porte-parole du collectif d'opposants.

Depuis des mois, le dossier enflamme le territoire. En octobre dernier, les pourfendeurs de l'élargissement s'étaient enchaînés aux grilles de la sous-préfecture pour défendre leurs vues et tenter d'imposer un projet alternatif (le regroupement de trois communautés de communes dans un ensemble cohérent de 20 000 habitants baptisé "*Plaine et Côte roannaises*"). "*Mais pourquoi donc forcer des gens qui ne souhaitent pas travailler ensemble à s'associer?*", s'étrangle Yves Durand. "*Le dialogue n'a pas pu se nouer, toute proposition ayant été systématiquement refusée*", rétorque le roannais Christian Avocat (PS), président de GRA et cheville-ouvrière de l'élargissement. D'ici la fin du mois, il présidera le premier conseil communautaire du nouveau Grand Roanne. Avec nombre de chaises vides autour de la table...

Après avoir reçu les démissions des maires et autres élus, la préfète de la Loire dispose d'un mois pour les valider. S'il manque plus de la moitié de l'effectif d'un conseil municipal, des élections partielles devront se tenir dans un délai de trois mois. Dans les villages qui n'auraient plus un seul élu, la préfète devra nommer une délégation spéciale constituée de trois personnes choisies pour leur neutralité politique - bien souvent, il s'agit de fonctionnaires d'Etat. Cette équipe gèrerait alors les affaires courantes. Elle aurait aussi pour mission l'organisation d'un nouveau scrutin dans un délai de trois mois également.

**Un article de lefigaro.fr du 11 janvier 2013**

**Mali. C'est l'Union sacrée (Le Figaro) (12.01)**

(Titre du Figaro : *Mali : la classe politique quasi unanime derrière Hollande*, la réserve n'était pas de mise comme vous pourrez le lire plus loin, il est intéressant de constater que Le Figaro se fait gracieusement le porte-parole de Mélenchon)

**Hormis Mélenchon et Mamère, la majorité des personnalités politiques saluent la décision du chef de l'Etat d'engager les forces françaises aux côtés des soldats maliens pour combattre les groupes islamistes armés.**

C'est l'Union sacrée. Une pluie de réactions de soutien a suivi vendredi le discours de François Hollande confirmant l'engagement français auprès des troupes maliennes, aussi longtemps que «nécessaire». La majorité soutient «pleinement» la décision du président, a ainsi déclaré vendredi le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Bruno Le Roux, sur BFM TV. Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, a de son côté affirmé dans un communiqué soutenir «sans réserve cette décision très ferme prise en réponse à la demande du président malien». «Dans le respect de la légalité internationale, l'intervention de la France vise à préserver la souveraineté du Mali sur son territoire et à garantir la sécurité de nos nombreux ressortissants dans ce pays», a-t-il précisé. Le président socialiste du Sénat, Jean-Pierre Bel, a déclaré dans un communiqué qu'il «approuv(ait) la décision» de Hollande, qui «répond à une situation d'urgence».

Soutien affiché à droite

L'opposition a elle aussi affiché son soutien. A l'UMP, les deux ex-rivaux de la présidence, Jean-François Copé et François Fillon, ont salué cette décision. Pour Copé, «l'intervention de l'armée française se fait dans une parfaite légalité internationale. La France se montre fidèle à ses valeurs universelles, celles-là même qui ont justifié l'intervention en Afghanistan contre l'extrémisme, le fanatisme, le terrorisme et en faveur de la paix et de la sécurité internationales». Même tonalité dans les propos de l'ex-premier ministre, qui a appelé à l'unité sur Twitter:

François Fillon : *La lutte contre le terrorisme exige l'unité de la Nation au-delà des clivages partisans.*

Un «total soutien» a aussi été apporté par l'ex-ministre Nadine Morano, sur Twitter:

Nadine Morano : *Contre le terrorisme la France doit parler d'une seule voix. Total soutien à l'intervention militaire de nos forces armées au Mali.*

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a quant à elle jugé «légitime» l'engagement de l'armée française au Mali.

Les leaders centristes Jean-Louis Borloo (UDI) et François Bayrou (MoDem) ont mis en avant l'«urgence» qu'il y avait à agir. «La décision d'engager les troupes françaises est un acte grave qui nécessite un débat», a toutefois noté Jean-Louis Borloo.

La décision de François Hollande était «indispensable» a estimé le député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan.

Mélenchon, voix discordante

C' est finalement à gauche de la gauche ou chez les écologistes que quelques voix dissonantes se faisaient entendre vendredi. Le député EELV Noël Mamère a affirmé «s'étonner que le président de la République reproduise les mêmes méthodes que son prédécesseur en ne saisissant le Parlement qu'une fois les opérations lancées», en référence à l'intervention française en Libye, décidée par Nicolas Sarkozy en 2001.

Le co-président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, s'est lui montré plus circonspect. *«L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable»* et *«en décider seul, sans en saisir préalablement ni le gouvernement ni le Parlement, est condamnable»*.

Le premier ministre Jean-Marc Ayrault a appelé vendredi l'ensemble des responsables politiques pour les informer de la situation. Il recevra lundi les responsables parlementaires.

Commentaire.

En réalité, les va-t-en-guerre Borloo, Mélenchon et Mamère regrette seulement de ne pas avoir été associés plus directement à cette décision. Ne vous en faites pas, on sait dans quel camp vous êtes.

**Un article de lemonde.fr du 12 janvier 2013**

**Liquidation du CDI. Le retour du patron de droit divin. (13.01)**

(Titre du Monde : *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi*)

L'accord modifie en profondeur des pans entiers du code du travail. Certaines mesures donnent une plus grande liberté d'action aux entreprises qui veulent se restructurer. D'autres renforcent la protection des salariés.

**- Licenciements. (Licenciements arbitraire facilités et moins coûteux, sans recours ou presque. - Ndlr)**

Les règles de contestation des licenciements économiques collectifs sont bouleversées. Le but est de limiter le contrôle des tribunaux, qui débouche parfois sur l'annulation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE, plan social) ou sur le versement de dommages et intérêts aux salariés. Désormais, la procédure et le contenu du PSE feront l'objet soit d'un accord majoritaire, soit d'une procédure d'homologation par l'administration. Des recours devant le juge sont possibles, contre la procédure elle-même ou contre la teneur du PSE. Le salarié peut également saisir la justice si le motif du plan social ne lui paraît pas valable – mais dans des délais plus courts qu'avant. Pour fixer l'ordre dans lequel les salariés sont licenciés, le chef d'entreprise aura la possibilité de "privilégier la compétence professionnelle".

**- Conciliation (Faciliter les licenciements. - Ndlr)**

L'objectif est d'accélérer la résolution des litiges liés à un licenciement. Lors de l'audience de conciliation, qui se tient au début de la procédure devant les prud'hommes, le patron et son salarié peuvent mettre fin à leur différend, moyennant le versement à ce dernier d'une indemnité forfaitaire, qui varie en fonction de son ancienneté.

**- Accords de maintien dans l'emploi. (Un élément essentiel du contrat de travail est liquidé. Le salarié devient taillable et corvéable à merci. - Ndlr)**

Ils consistent à permettre aux entreprises confrontées "à de graves difficultés conjoncturelles" de baisser les rémunérations et/ou le temps de travail ; en contrepartie, elles s'engagent à ne pas licencier. L'accord, qui nécessite le feu vert du ou des syndicats représentant au moins 50 % du personnel, est conclu pour une durée maximale de deux ans. Les salariés qui refusent de se plier à ces nouvelles conditions de travail sont licenciés. L'employeur doit leur proposer "des mesures d'accompagnement" mais il n'est pas soumis aux obligations liées à un licenciement économique collectif (offre de reclassement, etc.).

**- Mobilité interne. (Un élément essentiel du contrat de travail, la notion de poste de travail, est liquidé. - Ndlr)**

Les entreprises peuvent mettre en place une organisation qui contraigne, en cas de besoin, les salariés à changer de poste ou de lieu de travail. Celui qui refuse cette nouvelle affectation est licencié "pour motif personnel" ; il a droit à des "mesures de reclassement" mais les obligations pesant sur l'employeur sont moins fortes que celles liées à un licenciement économique.

**- Droits rechargeables. (Un "droit" soumis à réserves, remis en cause éventuellement. - Ndlr)**

Cette mesure cherche à encourager le retour sur le marché du travail des chômeurs. Elle leur permet, quand ils reprennent une activité, de garder les droits à l'assurance-chômage non utilisés. Toutefois, ce dispositif ne doit pas "aggraver le déséquilibre financier" de l'Unedic. A cet effet, des études d'impact seront conduites et suivies de mesures correctrices en cas de dérapage. La construction du dispositif sera aussi tributaire de négociations sur la convention d'assurance-chômage, qui doivent s'ouvrir cette année.

**- Généralisation de la complémentaire santé (Un "droit" applicable à partir de... 2016. - Ndlr)**



Les entreprises devront souscrire un contrat auprès d'un organisme (mutuelle, assurance, institution paritaire...) pour proposer à leur personnel une couverture collective complémentaire des frais de santé. Le financement de ce mécanisme sera partagé par moitié entre les salariés et les employeurs. Les salariés qui perdent leur emploi bénéficieront de la couverture santé et prévoyance pour une durée portée à un an (contre neuf mois jusqu'à maintenant).

**- Temps partiel. (Normalisation de l'emploi à la carte. -NdIr)**

Pour mieux encadrer l'exercice du temps partiel, des négociations s'ouvriront, notamment dans les branches très concernées par le phénomène (au moins un tiers des effectifs). Les salariés ne pourront pas travailler moins de vingt-quatre heures par semaine (excepté ceux qui sont employés par des particuliers et les étudiants de moins de 26 ans). Toutefois, une durée d'activité inférieure est possible si le salarié le demande pour être au service de plusieurs employeurs.

**- Compte personnel de formation (L'équivalent du carnet de travail du régime de Vichy - NdIr)**

Dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à son départ à la retraite, toute personne aura un compte individuel de formation, quel que soit son parcours professionnel.

**- Information et représentation des salariés (collaboration de classes permanente renforcée - NdIr)**

L'accord instaure une "*base de données unique*" sur l'entreprise, consultable par les représentants du personnel et par les délégués syndicaux. Ces informations visent à donner "*une présentation pédagogique (...) des options stratégiques*" de la société. Dans les entreprises employant au moins 10 000 personnes dans le monde ou au moins 5 000 en France, il est prévu d'accorder un ou deux postes d'administrateur aux salariés (avec voix délibérative).

**Commentaire.**

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

**Un article de liberation.fr du 15 janvier 2013**

### **Retraites complémentaires : le Medef demande des efforts aux salariés. (16.01)**

**Le projet d'accord présenté aux partenaires sociaux prévoit un gel des pensions et anticipe un recul de l'âge du départ à la retraite.**

Ils ne se quittent plus. Quatre jours après la fin des discussions sur l'emploi, patronat et syndicats se sont retrouvés ce mardi, toujours au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Mais cette fois pour reprendre leurs palabres sur les retraites complémentaires du privé, interrompus depuis la mi-décembre. Mais le projet d'accord soumis ce matin par l'organisation patronale, qui prévoit notamment un gel des pensions, a été déclaré non recevable par les négociateurs syndicaux.

Les partenaires sociaux ont jusqu'à fin mars pour trouver un accord redressant les comptes de l'Arcco (qui gère les retraites complémentaires des salariés) et l'Agirc (pour les cadres). La question n'a rien d'anecdotique : en moyenne, la retraite complémentaire représente 30% de la pension d'un salarié, et 57% de celle d'un cadre. Fin 2010, on comptait 22 millions de cotisants pour 14 millions de retraités environ. Mais à eux deux, ces organismes affichent en effet un déficit de 4,8 milliards d'euros en 2012, et qui pourrait culminer à 10,4 milliards en 2017. Autour de la table, personne ne conteste le problème. Mais le choix du remède est une autre affaire.

Dans son projet d'accord (lire ci-dessous), le Medef propose en effet de faire reposer l'essentiel de l'effort sur les cotisants, via une revalorisation des pensions inférieure de 1,5 points à l'augmentation des prix pour 2013-2014, puis de un point jusqu'en 2017. Autre idée : en cas de décès d'un retraité percevant une retraite complémentaire, les taux de réversion de celle-ci à ses ayants droit (conjoint ou enfants) seraient diminués, avec un taux maximum de 56% contre 60% aujourd'hui. Ces deux réformes permettraient des économies de 4,4 milliards d'euros à horizon 2017.

Au-delà de ces mesures «*conservatoires*», qui doivent permettre de faire tenir le système avant une éventuelle réforme globale des retraites, le document patronal présente aussi des objectifs à plus long terme. Et notamment, à partir de 2019, un recul progressif de l'âge à partir duquel il est possible de toucher sa retraite complémentaire à taux plein «dès lors que l'on a liquidé sa retraite de base à taux plein». En clair, le projet d'accord anticipe déjà un recul de l'âge de départ à la retraite pour le régime général, question qui doit être abordée au printemps lors de nouvelles négociations sur le sujet.

C'est peu dire que ce programme n'est pas du goût des syndicats. Si la plupart, CGT exclue, ne refusent pas d'envisager une sous-indexation temporaire, une décote de 1,5 point est exclue. Car, en cas d'inflation inférieure à ce chiffre (elle a été de 1,2% en 2012), l'évolution des pensions serait négative. En outre, les représentants des salariés exigent que le patronat prenne sa part de l'effort via une augmentation des cotisations, mesure que l'on cherche en vain dans le projet d'accord du Medef. Selon la CGT, une augmentation des cotisations de 1,65 point pour l'Agirc et de 1,06 point pour l'Arcco, supportée à 90 % par les employeurs, assurerait l'équilibre des deux régimes jusqu'en 2017.

Bref, moins «*grand public*» que les discussions sur l'emploi, les négociations Agirc-Arrco n'en seront pas moins disputées, d'autant que le rapport de force qui s'y établira déterminera en partie celui de la prochaine réforme du régime général. La partie de bas de fer est loin d'être finie, avenue Bosquet.

## Un article de Reuters du 15 janvier 2013

### La Cades émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013. (16.01)

La Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013, soit 10 milliards d'euros de moins qu'en 2012, a annoncé mardi son président Patrice Ract Madoux.

Lors d'une conférence de presse, il a précisé que sur les 30 milliards d'euros que la Caisse prévoit d'émettre, 20 milliards d'euros porteront sur des obligations de moyen et long terme.

En 2012, la Cades a émis 30,2 milliards d'euros de dette à moyen et long terme sur un total de 40 milliards, ce qui la place dans le club des grands émetteurs quasi-souverains comme la banque publique allemande KfW ou la Banque européenne d'investissement (BEI).

Créée en 1996 pour reprendre les déficits accumulés par la Sécurité sociale, la Cades a finalement été amenée à reprendre au fil des ans 209,2 milliards de dette à fin 2012.

Selon les prévisions de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013, elle reprendra cette année 8,1 milliards d'euros, ce qui portera le montant cumulé depuis 1996 à 217,1 milliards d'euros. Elle remboursera cette année 12,4 milliards d'euros, selon les prévisions, soit 84,1 milliards d'amortissements cumulés.

Contrairement aux années précédentes, la loi de 2013, qui prévoit un déficit du régime général de la Sécurité sociale de 11,5 milliards d'euros auxquels s'ajoute un trou de 2,5 milliards d'euros du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), ne transfère pas de nouvelle dette à la Cades.

Conformément à la loi de réforme des retraites, elle a pour mission de reprendre, entre 2012 et 2018, 68 milliards d'euros de déficit cumulé du régime vieillesse et du FSV, à raison de 10 milliards maximum par an. En 2013, elle reprendra 8,1 milliards d'euros.

Pour faire face au déficit, le gouvernement a préféré cette année remonter le plafond de découvert autorisé de l'Acos, la banque de la Sécurité sociale, à 29,5 milliards d'euros (contre 22,0 milliards en 2012) - une dette qui, comme par le passé, serait transférée pour tout ou partie à la Cades.

*"Ce plafond est un indicateur avancé de ce que la Cades pourrait être amenée à reprendre", a dit Patrice Ract Madoux qui estime que, dans l'hypothèse d'un nouveau transfert à la Caisse, il n'y aurait pas de raison majeure de prolonger la durée de vie de la Caisse au-delà de 2025.*

Une loi organique et le Conseil constitutionnel obligent les gouvernements à affecter des ressources nouvelles à la Cades pour tout nouveau transfert de dette supplémentaire.

Les besoins de financement de la Caisse en 2013 sont en baisse sensible (46,4 milliards d'euros, soit 20 milliards de moins qu'en 2012).

Ils comprennent la reprise de dette de 8,1 milliards d'euros, 10,4 milliards d'euros de remboursements de titres de maturité courte, 20,4 milliards de remboursements de titres moyen/long terme, 4,1 milliards d'euros d'intérêts et 3,4 milliards d'euros d'appel de marges.

Ces besoins sont couverts pour 30 milliards d'euros par les émissions de dette, et à hauteur de 16,4 milliards d'euros par plusieurs ressources : contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), une partie de la contribution sociale généralisée (CSG), un versement du Fonds de réserve des retraites et un prélèvement de 2,2% sur les revenus du capital.

La Cades, qui bénéficie de la garantie implicite de la République française, a, comme elle, vu en 2012 ses notes de crédit "AAA" (Standard & Poor's) et "Aaa" (Moody's) abaissées à "AA+" et à "Aa1" avec perspective négative.

Cela n'a pas empêché la Cades, à l'instar de la France, de se financer à des taux historiquement bas.

Le taux de financement moyen de la Caisse est ainsi tombé à 2,7% en moyenne contre 2,9% en 2012, a précisé Pierre Hainry, responsable adjoint des opérations de marché.

#### Commentaire

Je n'ai pas le temps de me pencher sur cette question et de faire le calcul, ce qui est sûr c'est que par le biais de cette dette on engraisse les marchés financiers, et les syndicats qui participent à la gestion des organismes sociaux en sont les complices. Comment, ils ne vous l'ont pas dit, combien de milliards d'euros d'intérêts ils leur ont fait cadeaux ?

## Un article de l'AFP du 16 janvier 2013

### Le visage du commerce mondial transformé par de nouvelles données. (17.01)

L'OCDE et l'OMC ont publié mercredi de nouvelles statistiques qui prennent mieux en compte la réalité de la mondialisation dans le commerce international, révélant notamment un poids plus important des services.

Selon ces nouvelles données, les services, qui représentent un peu plus de 20% du commerce mondial dans les calculs traditionnels, ont en fait un poids deux fois plus important, expliquent l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans un communiqué.

Cette initiative conjointe sur les échanges en valeur ajoutée *"rompt avec les statistiques commerciales classiques qui mesurent les flux bruts de biens et de services à chaque franchissement de frontière"*, affirment-elles.

*"Elle cherche plutôt à analyser la valeur ajoutée par les pays dans la production des biens ou services exportés et offre ainsi une vision plus complète des relations commerciales entre les nations"*, estiment ces institutions.

*"Un bien produit dans l'UE et exporté aux Etats-Unis inclut des composants de Chine et du Japon, utilisant des matières premières et des services en provenance d'Australie, de Russie ou d'Inde"*, a lancé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors d'une conférence de presse à Paris.

Ainsi, selon l'expression du directeur général de l'OMC Pascal Lamy, les produits seraient désormais *"made in the world"*, ou *"fabriqués dans le monde"*, et non plus *"made in France"*, *"made in Italy"* ou *"made in China"*.

Parmi les principaux enseignements tirés de cette première étude, qui sera approfondie dans les prochains mois, on constate que *"l'excédent commercial bilatéral de la Chine avec les Etats-Unis est inférieur de 25% lorsqu'il est calculé en valeur ajoutée"*. Cet écart s'explique par le fait que les produits exportés par la Chine aux Etats-Unis intègrent en réalité une grande part de services et biens intermédiaires américains.

40% de la valeur de l'électronique chinoise

Autre constat: en valeur ajoutée, les Etats-Unis prennent la place de l'Allemagne comme premier partenaire commercial de la France. Cette dernière *"exporte des biens et services intermédiaires vers l'Allemagne et les autres économies européennes, mais une partie de la valeur ajoutée ainsi exportée se dirige vers des marchés tiers, notamment les Etats-Unis"*, une fois les biens européens exportés vers les Etats-Unis, expliquent les auteurs de l'étude.

Du coup, le déficit commercial de la France vis-à-vis des Etats-Unis est moindre lorsqu'on le calcule en valeur ajoutée.

En outre, les exportations de services, qui sont déjà un point fort de l'économie française, sortent encore renforcées par cette nouvelle approche: 55% de la valeur ajoutée des exportations brutes totales vient des services.

Par ailleurs, la puissance exportatrice de certains pays, comme l'Allemagne, est mieux mise en perspective par cette analyse plus fine. Ainsi *"un tiers de la valeur totale des véhicules automobiles exportés d'Allemagne vient en fait d'autres pays, et le contenu étranger représente près de 40% de la valeur totale des exportations de produits électroniques chinois"*, soulignent les experts de l'OCDE et de l'OMC.

Autrement dit, *"si l'Allemagne disait +pas d'importations+, et bien, elle n'exporterait plus de voitures"*, a fait valoir Angel Gurría.

Pour Pascal Lamy, *"les pays qui exportent le plus et le mieux sont les pays qui importent le plus et le mieux"*. *"Bloquer les importations nuit à la croissance de la productivité d'un pays et nuit donc automatiquement à sa compétitivité"*, a renchéri le secrétaire général de l'OCDE.

Commentaire.

Ne plaisantez pas, les économistes et autres experts de l'OCDE et de l'OMC viennent de faire une grande découverte que nous avons déjà intégré dans nos analyses depuis des années. Cette annonce recouvre autre chose, quoi, je n'en sais rien, peut-être que la *"made in monde"* accompagnerait bien sur le plan politique de la liquidation des Etats ou nations et annonce une nouvelle offensive dans cette direction...

**Un article du monde.fr du 16 janvier 2013**

**"Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg". (17.01)**

**Pierre Boilley est le directeur du Centre d'études des mondes africains. Spécialiste du Sahel, il analyse les combats entre groupes islamistes et l'armée française ainsi que leurs conséquences sur l'avenir du Mali.**

**Le président français, François Hollande, emploie le seul vocable "terroristes" pour désigner les ennemis de la France sur le sol malien. Est-ce le bon terme ?**

Il est en partie faux. Pour l'essentiel, ces troupes sont composées des combattants islamistes d'Ansar Eddine qui veulent instaurer la loi islamique au Mali. Leur démarche est religieuse mais aussi politique au sens où ce groupe est une dissidence de la rébellion touareg malienne du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Ce groupe n'a jamais fait d'enlèvements ou posé des bombes contre des objectifs civils. Ce qui n'est pas le cas, en revanche, des membres du Mujao ou d'Al-Qaida au Maghreb islamique, présents dans les rangs opposés aux soldats français. Il faut prendre garde aux termes employés pour ne pas trahir la réalité du terrain.

**Des représentants du MNLA et d'Ansar Eddine se sont déclarés prêts, fin décembre 2012, à cesser les hostilités. Comment expliquez-vous l'offensive islamiste ?**

L'une des principales causes de cette offensive est liée au fait que cette rencontre, le 21 décembre, à Alger était une négociation fantoche. Le chef d'Ansar Eddine, Iyad ag Ghali, a été tenu à l'écart. Il a vite dénoncé des pourparlers menés par des personnes sans mandat et manipulés par Alger. Le 2 janvier, il a publié une plate-forme qui valait déclaration de guerre. Le 4 janvier, il a confirmé publiquement qu'il attaquerait l'Etat malien s'il ne renonçait pas à la laïcité.

Sa décision de lancer l'opération vers le sud du pays obéit aussi à des plans déjà évoqués par les chefs islamistes du Mali qui prévoient de faire le lien avec d'autres forces fondamentalistes de la région, dont celles de Boko Haram au Nigeria.

Le MNLA a également souligné, pour sa part, l'absence de représentativité des personnes présentes à Alger. Cette fausse concertation a accéléré la mobilisation de la branche radicale d'Ansar Eddine alors que d'autres chefs coutumiers de ce mouvement, Bajan ag Hamatou ou Alghabass ag Intalla, plus modérés, soutenaient encore la voie de la négociation.

**Existe-t-il des dissensions parmi les combattants islamistes ?**

Les troupes islamistes ne sont pas toutes des salafistes acharnés. Il existe différents courants mais ils restent minoritaires. Par ailleurs, beaucoup de combattants ont rejoint ces rangs pour des raisons financières. AQMI a de l'argent grâce aux otages, les caisses d'Ansar Eddine sont en partie remplies par Alger et le Mujao reçoit des fonds manifestement par l'intermédiaire du Croissant-Rouge qatari et des réseaux saoudiens. La fidélité des soldats islamistes n'est pas que religieuse et peut donc vite s'évanouir.

**L'intervention française était-elle inéluctable ?**

A l'origine, cela aurait dû rester une affaire malienne. Tant qu'AQMI était isolé, il aurait pu être éradiqué avec l'aide de l'Algérie et de la Mauritanie. Mais les liens entre les djihadistes d'AQMI et la présidence malienne ont mis en échec ce souhait. Des alliances locales ont ensuite modifié les lignes et AQMI est devenu un vrai problème pour le Mali. La venue de forces africaines était une solution peu viable et le processus était bloqué. Le MNLA, vaincu militairement par les groupes islamistes, se réorganisait et privilégiait la négociation avec Bamako. L'ouverture restait potentielle.

**On dirait que vous saluez l'arrivée des militaires français...**

Dès lors que les soldats français sont sur le sol malien, il faut qu'ils assument leurs actes jusqu'au bout, c'est au moins une garantie. Car il ne faut pas laisser la main à la seule armée malienne. Le risque est grand que les autorités de Bamako, soutenues par une armée putschiste, ne profitent de la présence des militaires français au Mali pour mener de larges représailles contre les Touareg à l'abri du paravent antiterroriste. On peut s'inquiéter quand on entend le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, appeler à la reconquête. Nous savons déjà que les civils touareg ne sont pas épargnés par les soldats maliens.

Les Français en ont conscience car des contacts existent avec le MNLA pour ne pas confondre ses forces avec celles des islamistes. La stabilité du Mali ne peut se faire sans régler la question touareg et le problème de la marginalisation du nord du pays qui ont nourri le terreau djihadiste.



## Un article de l'AFP du 17 janvier 2013

### Près d'un tiers des chômeurs travaillent à temps réduit. (18.01)

De plus de plus de demandeurs d'emploi travaillent partiellement: près d'un tiers mi-2012, contre la moitié au milieu des années 1990, selon une étude publiée jeudi par le ministère du Travail.

Alors que la catégorie A des chômeurs sans activité focalise en général l'attention, cette enquête permet de mieux cerner ceux qui travaillent à temps réduit, en conservant souvent une partie de leur allocation: les catégories B (ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois) et C (78 heures ou plus).

Fin juin 2012, ils étaient 1,4 million, soit 31% des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C réunies (4,4 millions). Contre 17% seulement en 1996.

Un peu plus de 60% de ces chômeurs en activité réduite ont effectué plus de 78 heures et 42% plus de 110 heures, seuil où le cumul entre l'allocation chômage et le nouveau revenu n'est en général plus possible.

Si la tendance est profonde, le phénomène varie au gré de la conjoncture (il diminue quand l'emploi en général se dégrade et augmente en période de reprise), observe la direction statistique du ministère (Dares). Depuis la mi-2011, il s'est infléchi.

Les demandeurs d'emploi en activité réduite ont un niveau d'étude globalement plus élevé que les autres chômeurs et sont aussi un peu plus qualifiés. Il s'agit plus souvent de femmes, de personnes âgées de 30 à 49 ans, vivant en couple, avec des enfants à charge.

La Dares note que le cas de figure est aussi très fréquent chez les intermittents et intérimaires: plus de 80% des demandeurs d'emploi intermittents du spectacle pouvant prétendre à une indemnité travaillent à temps réduit et plus de la moitié des chômeurs intérimaires indemnisables.

En janvier 2012, 71% des demandeurs d'emploi en activité réduite étaient indemnisables (45,6% relevant de l'allocation classique, 5,2% du régime des intermittents, 14,8% du régime des intérimaires et 5,4% d'un autre régime).

Enfin, les personnes entrées en catégories B et C début 2010 ont été plus longtemps inscrites que celles sans activité: plus de 12 mois (dont 6 mois en activité réduite en tenant compte des aller-retours parfois entre catégories), contre 5 mois pour la catégorie A (moyenne des trois catégories: 8 mois).

## Un article de Reuters du 17 janvier 2013

### Hausse des défaillances d'entreprises en 2012 en France. (18.01)

Le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 2,7% en France en 2012 pour atteindre 59.780, un niveau qui reste inférieur au record de 2009, selon les chiffres publiés jeudi par la société de services Altares.

La hausse a été particulièrement marquée au quatrième trimestre, avec 16.067 redressements judiciaires ou liquidations judiciaires directes, en progression de 12,5% par rapport au dernier trimestre de 2011.

En outre, 381 sauvegardes ont été prononcées au quatrième trimestre 2012, portant le total sur l'an dernier à 1.498.

En 2009, 62.313 défaillances avaient été recensées.

Le secteur de la construction a concentré 29% des défaillances l'an dernier, le nombre de procédures collectives atteignant 17.300 (+2,2%). L'essentiel des dépôts de bilan concernent le bâtiment (15.000) avec une tendance stable, tandis que l'immobilier voit le nombre de procédures augmenter de 13% à 2.400.

*"Sur le 4e trimestre, les chiffres s'affolent avec un secteur du bâtiment qui ressort à +11% et l'immobilier à +34%", souligne Altares.*

Le commerce est le deuxième secteur le plus touché avec 23% des jugements, en hausse limitée à 1,5% grâce à la résistance du secteur de la vente de détail (+0,4%).

L'industrie résiste plus que les autres secteurs, avec une baisse de 1% du nombre de défaillances.

*"L'industrie manufacturière fait mieux que résister avec un nombre de défaillances d'entreprises (3.000) encore en légère baisse en 2012 (-1%) mais surtout à un niveau historiquement bas", ajoute Altares. "La plupart des métiers industriels sont dans le vert, mais quelques uns souffrent encore beaucoup, comme la fabrication de vêtements de dessus ou la mécanique industrielle."*

La situation s'est le plus sensiblement retournée dans le transport et la logistique où, après une forte baisse en 2011, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 11% en 2012 (1.953 procédures).

## Un article de l'AFP du 17 janvier 2013

### Chérèque, M. Pauvreté du gouvernement: la CFDT affirme son autonomie. (18.01)

François Chérèque chargé du suivi du plan gouvernemental sur la pauvreté, Laurence Laigo, autre ex-dirigeante de la CFDT, dans un cabinet ministériel: autant de nominations reflet d'une proximité idéologique entre le gouvernement et le syndicat réformiste qui proclame toutefois son autonomie à l'égard de tout pouvoir.

Depuis qu'il a quitté fin novembre la tête de la CFDT, François Chérèque, 56 ans, a accumulé les postes: il a rejoint l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), a pris la présidence de Terra Nova, centre de réflexion proche du PS, il sera aussi le "*M. pauvreté*" du gouvernement, fonction attribuée en tant que haut fonctionnaire.

De son côté, Laurence Laigo, qui était jusqu'au mois dernier l'une des neuf dirigeants de la CFDT, a quitté ses fonctions pour rejoindre le cabinet de la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, comme conseillère.

Les promotions d'ex-dirigeants cédétistes ne s'arrêtent pas là : Nicole Notat, figure emblématique de la CFDT a accepté une mission au cabinet de la ministre l'Economie numérique Fleur Pellerin, tandis que Jacky Bontems, ex-numéro deux de la centrale et ex-conseiller du candidat François Hollande, devrait entrer au futur Commissariat général à la stratégie, selon des informations de presse.

Le nouveau leader de la centrale, Laurent Berger, prend ses distances: "*François Chérèque était fonctionnaire avant d'entrer à la CFDT (...) il est toujours fonctionnaire. Il a maintenant une vie professionnelle propre. Je ne suis pas concerné par ce qu'il fait*". Mais, ajoute-t-il, "*chacun reconnaîtra ses compétences*" en tant que haut fonctionnaire.

Il n'empêche que ces nominations successives vont alimenter l'image d'un syndicat proche du pouvoir au moment où la CFDT vient de signer un accord sur l'emploi avec le patronat, rejeté par la CGT et FO.

La centrale entend couper court à ces interprétations: "*La CFDT affirme tous les jours son autonomie vis-à-vis du politique, elle défend les salariés du mieux qu'elle peut et est autonome vis-à-vis de tout gouvernement quel qu'il soit*", affirme à l'AFP Marcel Grignard, l'un de ses dirigeants.

"*On ne revendique aucune place privilégiée*" auprès du gouvernement, ajoute-t-il en soulignant que la direction de la centrale a signé jeudi "*en toute liberté et autonomie*" l'accord sur l'emploi. La centrale avait paraphé également des accords sous un gouvernement de droite, comme en 2007 (la réforme Larcher), rappelle-t-il.

Mais, "*il y a des passerelles idéologiques évidentes entre le syndicat réformiste*" adepte du dialogue social et la sociale démocratie prônée François Hollande, souligne un chercheur.

"*La CFDT a toujours été très proche de François Hollande, la source en est le delorisme et la référence à Jacques Delors auprès de qui M. Hollande a fait ses classes*", ajoute-t-il.

Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa, autre syndicat réformiste proche de la CFDT, voit également une "*convergence de réflexion*" entre les organisations réformistes et le gouvernement actuel. "*Il ne s'agit pas de connivence*", affirme-t-il auprès de l'AFP.

"*Au sein du PS, tout le monde n'a pas la même approche*", relève-t-il. Ainsi l'accord sur l'emploi a fait grincer des dents "*à tous ceux qui à gauche ont une vision étatiste du social, comme certains courants au PS, le PCF et le Parti de gauche*".

La proximité entre la CFDT et des courants du PS n'est pas nouvelle: le père de François Chérèque, Jacques Chérèque, avait été ministre de Michel Rocard entre 1988 et 1991, après avoir été le numéro deux d'Edmond Maire à la CFDT.

## Commentaire.

C'est marrant, je n'ai pas souvenir d'avoir lu des articles du POI, du NPA ou de LO dans lesquels ils auraient fait ressortir ce lien organique, viscéral, naturel qui existe entre le PS et la CFDT communément décrit comme un syndicat jaune, plus particulièrement leurs dirigeants qui sont de véritables pourritures.

Était-ce encore pour épargner le PS, pour qu'on ne s'aperçoive pas à quel point il était pourri et combattait quotidiennement dans les syndicats (CFDT, CFTC, CGC, UNSA notamment, FSU aussi) au côté du patronat contre la classe ouvrière ?

Extrait du *Programme de transition* (Trotsky) de la IVe Internationale :

*"Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois."*

Poursuivons :

- *"C'est pourquoi les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, **mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats.** S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne."*

Après cette terrible défaite (accord du 11 janvier), oseront-ils rompre avec les appareils vendus des syndicats ? Gageons qu'ils n'en feront rien. Pourquoi ? Devinez, ils auraient trop à y perdre. Et la cause qu'ils sont censés défendre et représenter ? Elle passe après, à la trappe !

## Un article de l'AFP du 19 janvier 2013

### **Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. (20.01)**

Les ministres britannique et américain de la Défense se sont dit déterminés samedi à lutter contre les agissements d'Al-Qaïda au Maghreb, lors d'une conférence de presse consacrée à la crise des otages en Algérie, mais ils ont exclu d'envoyer des troupes dans la région.

Le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta et son homologue britannique Philipp Hammond se sont refusés à critiquer la gestion par Alger de la prise d'otages sur le site gazier d'In Aménas. Celle-ci s'est terminée samedi dans le sang après une nouvelle intervention des forces algériennes contre les ravisseurs, membres d'un groupe proche d'Al-Qaïda,

Les Algériens *"sont dans la région, ils comprennent la menace terroriste sûrement mieux que beaucoup d'autres pays. Je pense qu'il est important de continuer à travailler avec eux pour développer une approche régionale"*, a souligné le secrétaire américain à la Défense, en visite à Londres dans le cadre d'une tournée européenne.

Ces pertes en vie humaines lors de la prise d'otages *"sont épouvantables et il faut dire clairement que ce sont les terroristes qui en portent l'entière responsabilité"*, a commenté pour sa part Philipp Hammond, soulignant que *"les différents pays avaient des approches différentes"*.

*"Nous sommes déterminés à vaincre le terrorisme et à être aux côtés du gouvernement algérien"*, a-t-il ajouté.

Il a lancé une mise en garde à *"ceux qui sont derrière cette attaque et qui doivent être bien convaincus que la puissance des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de leurs alliés va s'abattre sur eux et qu'ils n'auront aucun endroit où se cacher"*.

M. Panetta a souligné pour sa part que depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis se sont promis de *"traquer Al-Qaïda partout et dans tous les endroits où il essayait de se cacher"* et qu'il en irait de même en Afrique du Nord.

*"Nous ne pouvons absolument pas nous endormir sur nos lauriers ou accepter qu'Al-Qaïda existe d'une manière ou d'une autre et puisse créer une base d'opérations quelque part dans le monde"*, a-t-il déclaré.

Les deux hommes ont tous deux fait part de leur soutien à l'opération française au Mali, où la France combat des groupes islamistes armés, mais ils ont exclu d'envoyer des troupes dans la région.

*"Nous n'envisageons pas d'envoyer de soldats sur le terrain"*, a déclaré Leon Panetta. *"Nous n'avons pas prévu d'envoyer des soldats britanniques au Mali"*, a renchéri Philipp Hammond.

Ils ont souhaité continuer à travailler avec les pays de la région pour défaire Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi, un groupe affilié à Al-Qaïda).

*"Pour combattre cet ennemi, nous devons faire en sorte d'être le plus efficace possible et cela implique de travailler avec les pays de la région"*, a souligné le secrétaire américain à la Défense.

*"Chaque pays a sa propre appréciation pour faire face au terrorisme. Ce qui m'importe, c'est qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher qu'Aqmi n'établisse une base d'opérations dans cette zone"*, a-t-il ajouté.

Commentaire.

Il est dit ici ouvertement ou plutôt rappelé que les impérialismes américain et britannique, dont les intérêts économiques sont intimement liés depuis plus d'un siècle, se moquent éperdument de la souveraineté des Etats, violent ainsi tous les traités ou accords internationaux signés entre les différents Etats ou dans le

cadre de l'ONU, qu'ils s'octroient le pouvoir exorbitant d'agir arbitrairement partout dans le monde militairement ou par le biais de leurs agences de renseignement qui est en réalité une armée occulte d'assassins professionnels ou encore en passant par des sociétés privées spécialisées dans le crime.

Au passage, aux partisans de l'ONU dont le charlatan Mélenchon, l'ONU est la création de l'impérialisme américain, l'expérience passée nous enseigne et cela va de soi, que sans sa participation cette institution n'existerait pas.

Quant à sa fonction, elle est clairement mise en valeur à travers les multiples violations dont son règlement ou les résolutions qu'elle a adoptées ont fait l'objet de la part de l'impérialisme américain (et sioniste faut-il préciser) ou d'autres Etats avec son concours, ce qui signifie qu'elle est une institution internationale à vocation coercitive envers tous les Etats du monde, à l'exception des Etats-Unis et éventuellement ses alliés qui dispose telle une dictature militaire du pouvoir d'imposer sa volonté au reste du monde.

Ainsi on pourrait définir l'ONU comme un parlement ou un gouvernement mondial soumis à la dictature de l'impérialisme américaine agissant pour le compte du cartel de banquiers internationaux à la tête duquel se trouvent ceux de la Fed et de la BoA, auquel tous les Etats doivent se soumettre sous peine d'être déclaré ennemi des Etats-Unis et soumis à de terribles représailles.

Partant de là, il est évident qu'aucun parti ou militant se réclamant du socialisme ne peut soutenir l'ONU ou s'en réclamer, rompre avec cet instrument de la dictature impérialiste américaine est une nécessité absolue, non négociable.

En réalité, Al-Qaïda est une création de l'impérialisme américain qui a vocation à servir ses intérêts géostratégiques et économiques :

- pour justifier sa guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie,
- pour imposer des lois liberticides aux Etats-Unis,
- pour intervenir militairement partout dans le monde quand ses intérêts économiques sont menacés, soit en fomentant directement des coups d'Etat contre des régimes qui entendent développer leurs pays ou utiliser leurs richesses pour sortir la population de l'extrême pauvreté dans laquelle elle se trouve du fait du pillage réalisé par les multinationales essentiellement occidentales,
- soit en armant des groupes qu'ils utiliseront par la suite contre des régimes en place, de façon à justifier une intervention militaire pour rétablir la soi-disant démocratie,
- quand ils ne les utilisent pas pour déstabiliser des régimes qu'ils estiment peu fiables ou enclin à satisfaire les besoins de leurs concurrents russe, chinois, indien, etc., de manière à ce que ces régimes se retrouvent pris à la gorge et dans l'obligation de faire appel à eux.

## Un article du Réseau Voltaire du 21 janvier 2013

### Mali : une guerre peut en cacher une autre. (22.01)

par Thierry Meyssan

Préparée de longue date et annoncée par François Hollande six mois à l'avance, l'intervention française au Mali a été présentée comme une décision prise en urgence en réponse à des développements dramatiques. Cette mise en scène ne vise pas seulement à s'emparer de l'or et de l'uranium maliens, elle ouvre surtout la voie à une déstabilisation de l'Algérie.

« *L'appétit vient en mangeant* », dit le proverbe. Après avoir recolonisé la Côte d'Ivoire et la Libye, puis tenté de s'emparer de la Syrie, la France lorgne à nouveau sur le Mali pour prendre l'Algérie à revers.

Durant l'attaque de la Libye, les Français et les Britanniques ont fait un large usage des islamistes pour combattre le pouvoir de Tripoli, les séparatistes de Cyrénaïque n'étant pas intéressés à renverser Mouammar el-Kadhafi une fois Benghazi indépendante. À la chute de la Jamahiriya, j'ai personnellement été témoin de la réception des dirigeants d'AQMI par des membres du Conseil national de transition à l'hôtel Corinthia, qui venait d'être sécurisé par un groupe britannique spécialisé venu exprès d'Irak. Il était évident que la prochaine cible du colonialisme occidental serait l'Algérie et qu'AQMI y jouerait un rôle, mais je ne voyais pas quel conflit pourrait être utilisé pour justifier une ingérence internationale.

Paris a imaginé un scénario dans lequel la guerre pénètre en Algérie par le Mali.

Peu avant la prise de Tripoli par l'OTAN, les Français parvinrent à soudoyer et à retourner des groupes Touaregs. Ils eurent le temps de les financer abondamment et de les armer, mais il était déjà bien tard pour qu'ils jouent un rôle sur le terrain. Une fois la guerre finie, ils retournèrent dans leur désert.

Les Touaregs sont un peuple nomade vivant au Sahara central et sur les bordures du Sahel, soit un vaste espace partagé entre la Libye et l'Algérie, le Mali et le Niger. S'ils ont obtenu la protection des deux premiers Etats, ils ont au contraire été délaissés par les deux derniers. Par conséquent, depuis les années 60, ils n'ont cessé de remettre en question la souveraineté du Mali et du Niger sur leurs terres. Bien logiquement, les groupes armés par la France décidèrent d'utiliser leurs armes pour faire aboutir leurs revendications au Mali. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) prend le pouvoir dans presque tout le Nord-Mali où il habite. Cependant, un groupuscule d'islamistes touaregs, Ansar Dine, rattaché à AQMI, en profite pour imposer la charia dans quelques localités.

Le 21 mars 2012, un étrange coup d'État est perpétré au Mali. Un mystérieux « *Comité pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État* » (CNRDRE) renverse le président Amadou Toumani Touré et déclare vouloir restaurer l'autorité malienne au Nord du pays. Il en résulte une grande confusion, les putschistes étant incapables d'expliquer en quoi leur acte améliorera la situation. Le renversement du président est d'autant plus bizarre qu'une élection présidentielle était prévue cinq semaines plus tard et que le président sortant ne se représentait pas. Le CNRDRE est composé par des officiers formés aux États-Unis. Il empêche la tenue de l'élection et transmet le pouvoir à un des candidats, en l'occurrence le francophile Dioncounda Traoré. Ce tour de passe-passe est légalisé par la CEDEAO, dont le président n'est autre qu'Alassane Ouattara, mis au pouvoir un an plus tôt par l'armée française en Côte d'Ivoire.

Le coup d'État accentue la division ethnique du pays. Les unités d'élite de l'armée malienne (formées aux USA) ayant un commandement touareg rejoignent la rébellion avec armes et bagages.

Le 10 janvier, Ansar Dine —appuyé par d'autres groupes islamistes— attaque la ville de Konna. Il quitte donc le territoire touareg pour étendre la loi islamique au Sud du Mali. Le président de transition Dioncounda Traoré décrète l'état d'urgence et appelle la France au secours. Paris intervient dans les heures qui suivent pour empêcher la prise de la capitale, Bamako. Prévoyant, l'Élysée avait pré-positionné au Mali des hommes du 1er Régiment parachutiste d'infanterie de marine (« *la coloniale* ») et du 13e Régiment de dragons parachutistes, des hélicoptères du COS, trois Mirage 2000D, deux Mirage F-1, trois C135, un C130 Hercules et un C160 Transall.



En réalité, il est fort peu probable qu'Ansar Dine ait représenté une menace réelle, car la vraie force combattante, ce ne sont pas les islamistes, mais les nationalistes touaregs, lesquels n'ont aucune ambition au Sud du Mali.

Pour conduire son intervention militaire, la France demande l'aide de nombreux États, dont l'Algérie. Alger est piégé : accepter de collaborer avec l'ancienne puissance coloniale ou prendre le risque d'un reflux des islamistes sur son sol. Après hésitation, il accepte d'ouvrir son espace aérien au transit français. Mais en définitive, un groupe islamiste non identifié attaque un site gazier de British Petroleum au Sud de l'Algérie en accusant Alger de complicité avec Paris dans l'affaire malienne. Une centaine de personnes sont prises en otages, mais pas seulement des Algériens et des Français. Le but est manifestement d'internationaliser le conflit en le transportant en Algérie.

La technique d'ingérence française est une reprise de celle de l'administration Bush : utiliser des groupes islamistes pour créer des conflits, puis intervenir et s'installer sur place sous prétexte de résoudre les conflits. C'est pourquoi la rhétorique de François Hollande reprend celle de « *la guerre au terrorisme* », pourtant abandonnée à Washington. On retrouve dans ce jeu les protagonistes habituels : le Qatar a pris des parts dans de grandes sociétés françaises installées au Mali, et l'émir d'Ansar Dine est proche de l'Arabie saoudite.

Le pyromane-pompier est aussi un apprenti sorcier. La France a décidé de renforcer son dispositif anti-terroriste, le plan Vigipirate. Paris ne craint pas une action des islamistes maliens sur le sol français, mais le reflux des jihadistes de Syrie. En effet, durant deux ans, la DCRI a favorisé le recrutement de jeunes musulmans français pour se battre avec l'ASL contre l'État syrien. Du fait de la débandade de l'ASL, ces jihadistes reviennent actuellement au pays natal où ils pourraient être tentés, par solidarité avec Ansar Dine, d'utiliser les techniques terroristes qu'on leur a appris en Syrie.

Thierry Meyssan

Source : Al-Watan (Syrie)



## Un article de Reuters du 21 janvier 2013

### Sous l'austérité, manifester est devenu une habitude en Espagne. (22.01)

Après quatre ans de crise économique, manifester est devenu une habitude presque quotidienne en Espagne où les baisses de salaires, les privatisations et les réductions dans la dépense publique sont à l'origine d'un bouleversement social sans précédent depuis la fin du franquisme.

Juges, médecins, conducteurs de bus et éboueurs sont parmi les catégories les plus touchées par les arrêts de travail provoqués par les politiques de rigueur mises en oeuvre par le gouvernement de Mariano Rajoy.

Pas un jour ne se passe sans qu'une manifestation ne se déroule dans les rues de Madrid ou d'une autre grande ville du pays.

*"Notre gouvernement a mis le pays sur la voie de la ruine. Il nous retire tous nos avantages et tout notre pouvoir d'achat"*, dénonce Francisco Garcia, agent d'entretien et délégué syndical à l'Hôpital général d'Alicante.

Depuis le début de l'année, Francisco Garcia et ses collègues ont fait grève 17 jours pour exiger le paiement de deux mois d'arriérés de salaires qui leurs sont dus par le gouvernement régional de Valence.

A Grenade, dans le sud, toujours ce mois-ci, les camions-poubelles sont restés au dépôt pendant deux semaines en réaction à la réduction des horaires de travail et du salaire des agents. La grève s'est achevée dimanche, mais le quart seulement des ordures accumulées dans la ville ont été déblayés.

La colère de l'opinion est accentuée par le plan de sauvetage, à hauteur de 100 milliards d'euros, des banques espagnoles qui ont fait gonfler la bulle de l'immobilier dans la décennie ayant précédé la crise. Dans le même temps, des dizaines de milliers de foyers espagnols, incapables de faire face aux traites de leurs emprunts immobiliers, sont expropriés.

*"Ils sauvent les banques mais ferment les hôpitaux"*, proclamait dimanche une banderole lors de la manifestation hebdomadaire rassemblant médecins et personnel de la santé à Madrid contre les projets de privatisation de six hôpitaux.

Contrairement à la Grèce, les mouvements sociaux n'ont pas donné lieu à des actes de violence politique. Mais des tragédies familiales, dont les suicides de propriétaires évincés de chez eux, ont conduit le gouvernement Rajoy à décréter un moratoire sur les expulsions.

Fort de sa majorité absolue au parlement et de l'absence de toute échéance électorale cette année, le président du gouvernement n'entend pas dévier cependant des objectifs d'assainissement des finances publiques qu'il s'est fixé en accord avec l'Union européenne.

*"La stratégie du gouvernement est de camper sur ses positions, de ne faire aucune concession et de s'accrocher à l'espoir que l'économie commencera à se redresser d'ici à la fin 2013 ou en 2014"*, commente l'analyste madrilène Miguel Murado.

Sur le front budgétaire, Rajoy n'a guère de marges de manoeuvre. L'Etat doit lever cette année plus de 200 milliards d'euros de dette à moyen et long terme sur les marchés obligataires, et même si les taux auxquels l'Espagne s'endette ont baissé ces derniers temps, le pays reste sous surveillance: si les 20 milliards d'euros d'économies budgétaires supplémentaires promises pour cette année ne sont pas exécutées, les taux pourraient s'envoler de nouveau.

Mais la récession (-1% en 2012) entretient un cercle vicieux: avec un chômage touchant le quart de la population active et des ventes au détail en recul constant depuis 29 mois, les recettes fiscales (impôts sur les revenus, TVA) sont moins importantes et les objectifs de réduction du déficit plus difficiles à tenir.

Au début de la crise, les Espagnols semblaient accueillir les mesures d'austérité avec philosophie, comme un mal nécessaire après les excès de la décennie précédente qui ont saturé le marché de l'immobilier avec

un million de logements vides et donné vie à des infrastructures (autoroutes, aéroports, lignes ferroviaires) sous-utilisées.

Mais la rigueur et la récession s'installent. D'après un sondage récent de l'institut Metroscopia, trois Espagnols sur quatre pensent que le gouvernement Rajoy ne sait pas comment sortir de la crise.

*"Au final, nous allons devoir quitter notre pays parce qu'il n'y a plus de travail"*, note Elina Rodriguez, étudiante en histoire âgée de 20 ans.

En 2011, on estime à 370.000 le nombre d'Espagnols ayant opté pour l'émigration. C'est dix fois plus qu'avant la crise de 2008.

Et les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front de l'emploi. Depuis le début de l'année, la banque Bankia, aujourd'hui passée sous contrôle public, a annoncé 6.000 suppressions de postes. La filiale espagnole de l'opérateur de téléphonie mobile Vodafone prévoit d'en supprimer un millier. Iberia, la compagnie aérienne, envisage pour sa part de réduire d'un quart ses effectifs, soit 4.500 postes en moins.

*"Il se produit dans notre pays une chose qui ne s'était jamais produite auparavant: il est pour le moins étrange de voir des juges, des procureurs, des avocats, des médecins, des infirmières et des enseignants manifester dans la rue"*, dit Jose Luis Gonzalez Armengol, un des principaux juges à Madrid.

## Un article du figaro.fr du 21 janvier 2013

### **Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri. (22.01)**

(Titre du Figaro : *Des salariés sacrifient des RTT pour sauver 300 emplois*. J'ai changé le titre car il ne correspondait pas à la réalité.)

Ils ont signé. À contrecœur, mais ils ont fini par signer. Afin de sauver «300 à 400 emplois», selon la CGT, les 1100 salariés des trois sites ardéchois de Plastic Omnium viennent de parapher, par l'entremise de leurs trois syndicats (CGT, CFDT et CFE-CGC), un accord avec leur direction. Son contenu? La suppression de trois jours de RTT, le gel des salaires en 2013 et leur revalorisation à hauteur d'un demi-point Insee en 2014, ainsi que l'arrêt jusqu'en 2015 du versement d'une participation, dont le plancher était jusqu'ici de 500 euros.

«C'était soit ça, soit la direction déménageait une partie de l'usine en Allemagne», explique Pascal Lemerrier, représentant syndical CGT de ce sous-traitant, fabricant des pièces plastiques thermoformées (partie de cabines, hayons...) pour le compte, notamment, des camions Mercedes et Volvo Trucks ou encore Renault et Range Rover.

À l'origine de cette négociation, il y a un accident industriel. En mars de l'année dernière, une partie de l'atelier peinture de l'usine de Saint-Désirat employant 150 salariés part en flamme. En octobre, concomitamment à l'annonce de la suppression de 95 emplois (70 licenciements et 25 mutations dans l'Ain) chez les cadres et agents de maîtrise du service recherche et développement ardéchois, la direction française de Plastic Omnium fait connaître sa volonté de réduire le coût de ses transports - «sous la pression de nos donneurs d'ordre», précise aujourd'hui un porte-parole de l'entreprise. Et donc de déménager outre-Rhin l'activité de peinture, arrêtée depuis le début de l'année, et les activités connexes.

«Nous sommes entièrement dépendants du marché européen, qui ne va vraiment pas bien», justifie-t-on encore côté direction. Pour réduire ses coûts, Plastic Omnium envisage donc de se rapprocher, en Allemagne, des centres d'assemblage où sont livrées ses pièces en thermoplastique qui composent les camions.

Deux mois plus tard, afin de maintenir l'activité industrielle du site, les employés ardéchois de Plastic Omnium se prononcent à 70% en faveur de l'«accord de compétitivité», finalement entériné en fin de semaine dernière. Une négociation sans aucun mouvement social

En échange, le groupe s'engage à reconstruire l'atelier de peinture et à moderniser l'outil industriel pour un montant d'environ 20 millions d'euros. Entre-temps, si aucun emploi n'a été supprimé à la production dans les effectifs permanents de l'entreprise, ce sont quelque 200 intérimaires qui, depuis un an, ont été remerciés et ne sont plus venus pointer à l'usine.

L'unité industrielle de Saint-Désirat a connu par le passé de nombreux mouvements de grève. La dernière négociation menée entre la direction et les salariés s'est cette fois-ci déroulée sans mouvement social. Et Pascal Lemerrier de relever avec amertume: «On avait le couteau sous la gorge. Là, on n'était pas en position de force.» Les travaux de réhabilitation de l'atelier de peinture devraient prochainement débuter. Ils doivent durer plusieurs mois.

## Un article de Reuters du 22 janvier 2013

### Davos à la recherche de la confiance perdue. (23.01)

En prononçant un discours intitulé *"Diriger malgré l'adversité"*, le président du Conseil italien, Mario Monti, donnera le ton du Forum économique mondial qui s'ouvre mercredi à Davos dans un climat de crise économique et d'incertitude diplomatique.

Plus de 1.500 dirigeants d'entreprises et une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus du 23 au 27 janvier dans la petite station de sports d'hiver suisse pour ce rituel mondain très couru chaque année.

*"Il est très clair que l'avenir de l'économie mondiale est fondé sur le rétablissement de la confiance. Rétablir la confiance dans les dirigeants, rétablir la confiance dans notre avenir. Et cela signifie que nous devons sortir du mode crise"*, a déclaré le fondateur du Forum, Klaus Schwab, lors d'une conférence de presse.

Pour y parvenir, le chemin risque d'être difficile, à en croire l'enquête annuelle de la société de relations publiques Edelman publiée lundi.

Cette étude réalisée dans 26 pays montre certes un léger regain de confiance dans les entreprises et les gouvernements par rapport à l'an dernier mais seules 26% des personnes interrogées font confiance aux chefs d'entreprise pour résoudre les problèmes sociaux et 15% aux chefs de gouvernement.

Dix-neuf pour cent seulement des sondés estiment que les entreprises sont capables de décisions moralement justes. La même question posée à propos des politiques ne donne que 14% de *"oui"*.

*"Il y a un manque de confiance incroyable en ceux qui dirigent"*, commente Richard Edelman, le directeur général de la société. *"Les niveaux de confiance dans les gouvernements sont plus mauvais que dans les entreprises, mais l'un et l'autre sont atroces."*

Richard Edelman souligne que les dirigeants politiques et économiques pâtiennent des scandales à répétition dans le monde bancaire, ainsi que de divers scandales et controverses qui vont des aveux de dopage du coureur cycliste Lance Armstrong à la mise à l'écart de l'homme politique chinois Bo Xilai après un meurtre impliquant sa femme, en passant par le scandale de mœurs à la BBC.

### CHOCS ET MALAISE

Bien que l'Europe ait réussi à éviter un effondrement de l'euro en 2012 et que les Etats-Unis aient repoussé le *"mur budgétaire"*, un rapport sur les risques mondiaux publié début janvier par le Forum économique mondial montre que les dirigeants d'entreprises et experts économiques craignent que la classe politique ne parvienne pas à résoudre les grands problèmes.

Le rapport cite les inégalités et le fardeau de la dette publique comme les menaces économiques les plus fortes et souligne les interrogations croissantes au sujet du climat.

*"Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité faite de chocs soudains et d'un malaise économique général prolongé"*, estime Klaus Schwab. *"La croissance à l'avenir, dans ce contexte nouveau, nécessite du dynamisme, une vision audacieuse et des actions encore plus audacieuses."*

Pour les dirigeants politiques, l'enjeu est donc immense et il en va de leur crédibilité au moment où nombre d'entre eux s'apprêtent à remettre leur mandat en jeu devant le suffrage universel.

Mario Monti doit défendre son programme d'austérité lors des législatives fin février tandis que son homologue allemande Angela Merkel espère que la défaite de son parti aux élections régionales dimanche n'empêchera pas sa réélection aux législatives fédérales de septembre prochain.

La crise des otages en Algérie, l'intervention française au Mali et les retombées des Printemps arabes devraient être également débattus à Davos, où sont attendus de nombreux dirigeants africains et proche-orientaux ainsi que plusieurs responsables de sociétés pétrolières et gazières.

Pour aider les dirigeants à rechercher des idées concrètes et innovantes alors qu'émergent les premiers signes d'un léger mieux économique mondial, les organisateurs du Forum proposent des séances de méditation matinale et même une rencontre avec un joueur de trombone intitulée : *"Comment le jazz peut-il servir de modèle pour la diplomatie, la direction, la collaboration et l'innovation?"*

L'élite mondiale réunie à Davos sera comme toujours très protégée, mais cela n'empêchera pas la remise par des impertinents du prix de *"la pire entreprise de l'année"* tandis que quelques Suisses prévoient de protester contre la spéculation financière.

Parmi les figures en vue du monde économique présentes à Davos, figurent le président de la banque suisse UBS, Axel Weber, et Jamie Dimon, le PDG de la banque américaine JP Morgan Chase.

Selon l'enquête Edelman, la banque est le secteur qui reste le plus décrié : seuls 50% des sondés lui font confiance.

## Un article de l'AFP du 22 janvier 2013

### Royaume-Uni: Cameron promet un référendum sur le maintien ou non dans l'UE. (23.01)

Le Premier ministre David Cameron a finalement cédé aux eurosceptiques de son camp et pris le risque de braquer ses partenaires européens, en décidant de s'engager mercredi à organiser à l'horizon 2015-2017 un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Dans un discours initialement prévu vendredi dernier à Amsterdam, mais reprogrammé pour 08H00 GMT mercredi à Londres, en raison de la crise en Algérie qui requerrait toute son attention, le chef de file conservateur va assurer qu'il préférerait que son pays demeure au sein de l'édifice européen, mais à deux conditions: que l'UE se réforme, et qu'elle accepte une renégociation de ses liens avec la Grande-Bretagne.

Le Premier ministre résume ainsi son calendrier et sa vision.

Il souhaite inscrire la nécessité *"d'un nouvel arrangement"* avec Bruxelles dans le manifeste électoral des conservateurs pour les législatives de 2015.

En cas de victoire lui permettant d'exercer un deuxième mandat, il organiserait un référendum dans le courant de la première moitié de la prochaine législature (2015-2019).

*"L'intérêt national britannique est mieux servi au sein d'une Union européenne flexible, adaptable et ouverte. Et une telle Europe se porterait mieux avec la Grande-Bretagne en son sein"*, entend-il plaider.

*"Si nous ne répondons pas aux défis, le danger est que l'Europe échoue et que les Britanniques se dirigent vers la sortie"*, fait-il valoir.

*"Je ne souhaite pas que cela arrive, je veux que l'Europe soit un succès"* poursuit-il en soulignant *"le désenchantement actuel de l'opinion publique, à son comble"* pour plusieurs raisons. *"Les gens estiment que l'UE s'oriente dans une direction qu'ils n'ont jamais voulue. Ils vivent mal les interférences dans notre vie nationale, au travers de lois et règlements qu'ils considèrent superfétatoires. Et ils se demandent à quoi tout cela rime"*.

*"Une fois les nouvelles relations (entre le Royaume-Uni et l'UE) renégociées, nous consulterons les Britanniques par référendum en leur proposant un choix très simple, pour ou contre le maintien dans l'UE, sur la base du nouvel arrangement"*, va préconiser le chef du gouvernement.

*"Le référendum se tiendra sur la question dedans/dehors"*, insiste-t-il.

Les eurosceptiques particulièrement influents au sein du parti conservateur réclamaient à cor et à cri une telle consultation face *"au déficit démocratique bruxellois"*.

M. Cameron va indiquer mercredi *"qu'il comprend leur impatience"* en insistant cependant sur la nécessité de donner une chance à une Europe remodelée.

Les extraits du discours diffusés dans la nuit de mardi à mercredi ne précisent pas les termes du nouveau contrat que Cameron entend obtenir.

Dans le passé cependant, le Premier ministre a clairement mis en avant les avantages économiques du marché commun, en dépit de la crise dans la zone euro, et a critiqué les dérives politiques en matière de supranationalité.

Il s'est prononcé ainsi pour le rapatriement à Londres de prérogatives dévolues à Bruxelles, notamment dans le domaine de l'emploi, des réglementations sociales, de la police et de la justice.

Il a aussi envisagé de nouvelles exemptions s'ajoutant à celles obtenues dans le passé par Londres, qui a notamment refusé d'adopter la monnaie unique.

En optant pour un référendum, David Cameron a fait la sourde oreille à tous ceux qui --dans son pays et à l'étranger-- le mettaient en garde contre une dérive centrifuge: ses partenaires au sein de l'UE réticents ou hostiles à la perspective d'"une Europe à la carte"; le président Barack Obama favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'UE; ses alliés libéraux démocrates au sein du gouvernement britannique de coalition, résolument europhiles.

Le chef du parti travailliste d'opposition Ed Miliband a pour sa part déclaré dès mardi soir que "*dans son discours, David Cameron se présentera comme un Premier ministre faible, à la remorque de son parti et non pas guidé par l'intérêt économique national*".

Un article du figaro.fr du 22 janvier 2013

### Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)

Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali.

Soutenir leurs partisans intégristes plutôt que la lutte antiterroriste menée par la France. Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali contre les djihadistes. Ils ont été soutenus par leur sponsor du Qatar, pourtant l'un des plus proches alliés de Paris au Moyen-Orient.

La charge la plus franche est venue du président égyptien Mohammed Morsi, issu de la Confrérie. *«Nous ne serons jamais d'accord avec une intervention militaire au Mali parce que cela va attiser le conflit dans cette région»*, a déclaré le rais égyptien en déplacement en Arabie saoudite, n'hésitant pas à parler d'une *«agression»*. Pour Morsi, *«l'intervention doit être pacifique et (...) des fonds doivent être investis dans le développement. Ce que nous ne voudrions jamais, c'est séparer le Nord arabe du cœur de l'Afrique»*.

Soucieux de coller à une rue islamiste prompte à dénoncer *«les invasions étrangères»*, les dirigeants tunisiens ont commencé par se montrer opposés à l'offensive militaire française, avant de se rétracter quelque peu. Il y a une semaine, le ministre des Affaires étrangères, membre des Frères musulmans, Rafik Abdelsallem, estimait que *«les problèmes en Afrique doivent être résolus dans un cadre africain»*, tout en se disant *«contre une intervention étrangère, dans tous les cas de figures»*.

Quelques jours auparavant, le président Moncef Marzouki - un laïc - s'était déjà gardé d'apporter son soutien à Paris, indiquant qu'il aurait *«préféré une solution politique négociée»*. Y a-t-il eu des réactions courroucées de Paris en coulisses? Toujours est-il qu'après une rencontre entre l'ambassadeur de France à Tunis, François Gouyette, et Rafik Abdelssalem, ce dernier a adouci sa position, disant *«comprendre»* l'opération française. *«La Tunisie est bien consciente des exigences de l'intervention militaire française et des problèmes de sécurité qui ont nécessité ce processus pour empêcher la transformation du Mali en un foyer de terrorisme et de violence»*, indiquait alors le ministère tunisien des Affaires étrangères dans un communiqué cousu de fil blanc.

Tout aussi embarrassante pour la France a été la réaction de ses alliés qatariens. Le premier ministre, Hamad Ben Jassem, a mis en doute le bien-fondé de l'intervention française, estimant que le recours à la force ne réglerait pas le problème au Mali. Dans la foulée, le très influent cheikh Youssef Qaradaoui, hébergé à Doha, critiquait *«la précipitation de la France à déclencher la guerre, avant d'avoir épuisé tous les moyens de parvenir à une solution pacifique et à la réconciliation nationale»*. Une attaque émise au nom de l'Union internationale des oulémas musulmans, l'organisme que dirige Cheikh Qaradaoui, un ami des dirigeants qatariens, qui n'a pas pu s'exprimer sans un feu vert de l'émir Cheikh Hamad, lui-même. L'activisme humanitaire du Qatar au Mali est regardé avec suspicion par les services de renseignements français.

Commentaire.

A Doha et à Riad, leurs régimes tiennent uniquement par la grâce des impérialistes occidentaux. Ils peuvent décider de passer outre leurs recommandations ou avis ou de les renverser quand ils le veulent.

Après la liquidation de Saddam Hussein, de Mohamar Kadhafi, de Ben Ali, de Moubarak, de Bagbo, et dernièrement la tentative de liquider Assad reçu en grande pompe par Sarkozy l'année précédente, ils ont droit de s'inquiéter pour leurs peaux qui ne vaut vraiment pas chères pour les criminelles aux commandes des différents impérialismes occidentaux. Le jour où ils le décideront en quelques heures le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite sera réglé.

Moncef Marzouki et Mohammed Morsi sont eux aussi en sursis et ils le savent.

Ceux qui les ont mis à la tête de la Tunisie et de l'Egypte peuvent les lâcher à tout moment...



## Un article de l'AFP du 22 janvier 2013

### Les pays arabes décident de finaliser leur zone de libre-échange cette année. (23.01)

La Ligue arabe a décidé mardi, au terme d'un sommet à Ryad, de finaliser avant la fin de l'année son projet de zone de libre-échange entre ses 22 membres, un marché de 367 millions de personnes.

*"Nous sommes déterminés à finaliser, avant la fin 2013, les dispositions nécessaires à la mise en place de la Grande zone franche arabe"*, a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi.

Ce projet, approuvé en 1998 deux ans après son lancement avec l'espoir d'éliminer progressivement les barrières douanières et de créer à terme un marché commun, bute notamment sur les règles fixant les conditions pour que les produits puissent être exonérés des droits de douane.

Soumis à des pressions croissantes depuis le début du Printemps arabe, les membres de la Ligue se sont résolus à encourager les investissements inter-arabes afin de lutter contre le chômage et la pauvreté, à l'origine des soulèvements populaires ayant balayé quatre chefs d'Etat en deux ans.

Ainsi, le sommet de Ryad a approuvé un amendement à la Convention unifiée sur les investissements arabes dans les pays arabes, approuvée en 1980, invitant les pays membres à *"réviser leurs législations"* pour encourager l'investissement et créer de l'emploi, a indiqué M. Arabi.

En 2011, le taux de chômage s'élevait à 16% dans le monde arabe, et les investissements interarabes ne dépassaient guère la barre des 25 milliards de dollars, selon un récent rapport du Conseil économique et social arabe.

Parallèlement, les investissements étrangers directs dans les pays arabes ont chuté de 37% à 43 milliards de dollars en 2011, selon le même rapport.

Les participants au sommet de Ryad ont en outre *"salué"*, selon M. Arabi, une proposition de l'Arabie saoudite, riche pays pétrolier qui a engrangé en 2012 un excédent budgétaire de près de 103 milliards de dollars, portant sur l'augmentation de 50% des fonds alloués aux organismes financiers arabes communs.

Le Fonds arabe de développement économique et social monétaire (FADES), basé à Koweït, est l'un des principaux bailleurs de fonds des pays arabes, auxquels il accorde notamment des prêts à faible taux d'intérêt.

Cette initiative est de nature à *"mobiliser plus de 10 milliards de dollars pour ces organismes (...) pour qu'ils augmentent leur contribution au financement de projets"* de développement dans le monde arabe, a expliqué le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal.

*"Le sommet a tenu à être à l'écoute des aspirations des peuples arabes"*, a ajouté le ministre lors d'une conférence de presse, recommandant *"le sérieux et la crédibilité pour la mise en oeuvre"* des mesures annoncées au terme du 3e sommet arabe économique dont la 4e édition devrait se tenir en 2015 à Tunis.

Les 22 membres de la Ligue arabe détiennent 62% des réserves mondiales de brut et 24% des réserves mondiales de gaz. Mais les exportations des pays arabes n'ont représenté en 2010 que 5,8% du total des exportations mondiales.

Un article du figaro.fr du 22 janvier 2013

### Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)

Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali.

Soutenir leurs partisans intégristes plutôt que la lutte antiterroriste menée par la France. Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali contre les djihadistes. Ils ont été soutenus par leur sponsor du Qatar, pourtant l'un des plus proches alliés de Paris au Moyen-Orient.

La charge la plus franche est venue du président égyptien Mohammed Morsi, issu de la Confrérie. *«Nous ne serons jamais d'accord avec une intervention militaire au Mali parce que cela va attiser le conflit dans cette région»*, a déclaré le rais égyptien en déplacement en Arabie saoudite, n'hésitant pas à parler d'une *«agression»*. Pour Morsi, *«l'intervention doit être pacifique et (...) des fonds doivent être investis dans le développement. Ce que nous ne voudrions jamais, c'est séparer le Nord arabe du cœur de l'Afrique»*.

Soucieux de coller à une rue islamiste prompte à dénoncer *«les invasions étrangères»*, les dirigeants tunisiens ont commencé par se montrer opposés à l'offensive militaire française, avant de se rétracter quelque peu. Il y a une semaine, le ministre des Affaires étrangères, membre des Frères musulmans, Rafik Abdelsallem, estimait que *«les problèmes en Afrique doivent être résolus dans un cadre africain»*, tout en se disant *«contre une intervention étrangère, dans tous les cas de figures»*.

Quelques jours auparavant, le président Moncef Marzouki - un laïc - s'était déjà gardé d'apporter son soutien à Paris, indiquant qu'il aurait *«préféré une solution politique négociée»*. Y a-t-il eu des réactions courroucées de Paris en coulisses? Toujours est-il qu'après une rencontre entre l'ambassadeur de France à Tunis, François Gouyette, et Rafik Abdelssalem, ce dernier a adouci sa position, disant *«comprendre»* l'opération française. *«La Tunisie est bien consciente des exigences de l'intervention militaire française et des problèmes de sécurité qui ont nécessité ce processus pour empêcher la transformation du Mali en un foyer de terrorisme et de violence»*, indiquait alors le ministère tunisien des Affaires étrangères dans un communiqué cousu de fil blanc.

Tout aussi embarrassante pour la France a été la réaction de ses alliés qatariens. Le premier ministre, Hamad Ben Jassem, a mis en doute le bien-fondé de l'intervention française, estimant que le recours à la force ne réglerait pas le problème au Mali. Dans la foulée, le très influent cheikh Youssef Qaradaoui, hébergé à Doha, critiquait *«la précipitation de la France à déclencher la guerre, avant d'avoir épuisé tous les moyens de parvenir à une solution pacifique et à la réconciliation nationale»*. Une attaque émise au nom de l'Union internationale des oulémas musulmans, l'organisme que dirige Cheikh Qaradaoui, un ami des dirigeants qatariens, qui n'a pas pu s'exprimer sans un feu vert de l'émir Cheikh Hamad, lui-même. L'activisme humanitaire du Qatar au Mali est regardé avec suspicion par les services de renseignements français.

Commentaire.

A Doha et à Riad, leurs régimes tiennent uniquement par la grâce des impérialistes occidentaux. Ils peuvent décider de passer outre leurs recommandations ou avis ou de les renverser quand ils le veulent.

Après la liquidation de Saddam Hussein, de Mohamar Kadhafi, de Ben Ali, de Moubarak, de Bagbo, et dernièrement la tentative de liquider Assad reçu en grande pompe par Sarkozy l'année précédente, ils ont droit de s'inquiéter pour leurs peaux qui ne vaut vraiment pas chères pour les criminelles aux commandes des différents impérialismes occidentaux. Le jour où ils le décideront en quelques heures le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite sera réglé.

Moncef Marzouki et Mohammed Morsi sont eux aussi en sursis et ils le savent.

Ceux qui les ont mis à la tête de la Tunisie et de l'Égypte peuvent les lâcher à tout moment...

## Un article de l'AFP du 25 janvier 2013

### Egypte : violences pour le "*Jour de la Révolution*", cinq morts (26.01)

Cinq personnes ont été tuées vendredi dans des affrontements entre manifestants hostiles au pouvoir islamiste et forces de l'ordre en Egypte, qui marquait le deuxième anniversaire du début du soulèvement -le "*Jour de la Révolution*"- ayant renversé Hosni Moubarak.

Les cinq personnes ont été atteintes par balle à la poitrine et au ventre à Suez (nord-est), ont indiqué à l'AFP des médecins de l'hôpital de la ville.

Plus de 370 autres ont été blessées dans des heurts dans neuf gouvernorats d'Egypte, selon le ministère de la Santé. Il n'est pas précisé si ces bilans incluent des policiers.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène dans plusieurs villes, dont Le Caire et Alexandrie (nord).

En fin de soirée, la place Tahrir, dans le centre de la capitale, était largement désertée par les manifestants en raison de la densité des tirs de gaz.

Ce regain de tension dans la crise opposant le président islamiste Mohamed Morsi qui se prévaut d'avoir été démocratiquement élu en juin dernier, et l'opposition qui l'accuse de dérive autoritaire, est aggravé par les lourdes difficultés économiques que traverse le pays.

Des accrochages sporadiques entre groupes de jeunes et forces de l'ordre ont eu lieu toute la journée aux abords de la place Tahrir où des milliers de personnes se sont massées.

Une énorme pancarte était déployée sur la place avec l'inscription "*Le peuple veut faire tomber le régime*", tandis que la foule scandait "*dégage, dégage!*" à l'encontre de M. Morsi, comme pour M. Moubarak il y a deux ans.

"*On n'a pas fait la révolution pour qu'un groupe corrompu en remplace un autre*", lançait une manifestante, Maha Kamal, 40 ans, voile turquoise et drapeau égyptien à la main.

"*L'Egypte a besoin d'une nouvelle révolution pour les jeunes et pour une vraie démocratie*", affirmait un autre manifestant, Chawki Ahmed, 65 ans.

Des manifestants ont également jeté des pierres sur un immeuble abritant les locaux du site internet des Frères musulmans, la formation dont est issu M. Morsi. D'autres se sont rendus près du palais présidentiel, où la police a tenté de les disperser avec du gaz lacrymogène.

*"Pain, liberté, justice sociale"*

La chaîne de télévision Sky News Arabia a indiqué dans un communiqué qu'une de ses correspondantes, Aya Radi, avait été attaquée par des inconnus à Alexandrie et légèrement blessée pendant qu'elle couvrait les événements dans cette ville.

A Ismaïliya (nord-est), des manifestants ont mis le feu au siège local du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation politique des Frères musulmans, et envahi le siège du gouvernorat.

Des bâtiments publics ont également été la cible des contestataires à Damiette (nord) et Kafr el-Cheikh (delta du Nil).

L'opposition, composée de mouvements en majorité de gauche et libéraux et qui affiche une unité encore précaire, avait appelé à défiler en reprenant les mêmes mots d'ordre qu'il y a deux ans : "*Pain, liberté, justice sociale*".

Le climat s'est fortement envenimé depuis fin novembre, date à laquelle M. Morsi s'est doté provisoirement de pouvoirs exceptionnels, puis a poussé les feux pour faire passer une Constitution rédigée par une commission à dominante islamiste.

Le texte, adopté par référendum en décembre, continue d'être vivement critiqué par l'opposition qui estime qu'il ouvre la voie à une islamisation accrue de l'Egypte et porte atteinte à certaines libertés.

Jeudi soir, M. Morsi avait appelé ses compatriotes à célébrer "*de manière pacifique et civilisée*" cette journée décrétée "*Jour de la Révolution*", dans une allusion au soulèvement qui avait débuté le 25 janvier 2011.

Les Frères musulmans n'avaient pas officiellement appelé à manifester vendredi, préférant commémorer le "*Jour de la Révolution*" par des initiatives sociales et caritatives.

Le contexte est alourdi par l'annonce attendue samedi du jugement dans le procès des responsables présumés de la mort de 74 personnes à l'issue d'un match de football à Port-Saïd (nord-est) en février 2012.

Les "*Ultras*" du club cairote d'al-Ahly, qui assurent compter la grande majorité des victimes, menacent de manifestations violentes et d'une "*nouvelle révolution*" s'ils n'obtiennent pas justice.

Malade et condamné à la prison à perpétuité, M. Moubarak, 84 ans, attend un nouveau procès.<

Commentaire.

Pas de bol pour ceux qui ont orchestré la chute de Moubarak et placé au pouvoir leurs protégés, les Frères musulmans, les tenants du Nouvel ordre mondial qui ont déstabilisé cette région du monde. La majorité des Egyptiens n'en veulent et se mobilisent pour le faire savoir "*Morsi dégage*", autant dire : Obama, Clinton, Cameron, Sarkozy, Hollande, Monti, Roy et Cie, bref l'ONU, l'UE, le FMI, la Banque mondiale toutes les institutions du capital qu'ils représentent, y compris Morsi.

## Un article de okeanews.fr du 29 janvier 2013

### Révélation d'un ténor de MEGA : les médias grecs ont été invités à se taire sur la non viabilité de la dette. (29.01)

La récente révélation du journaliste de MEGA Giannis Pretenteris fait sensation. Ce dernier a indiqué qu'en 2010, lui et ses collègues auraient caché à leurs téléspectateurs et à leurs lecteurs la non-viabilité de la dette grecque - évènement qui a permis l'attaque de la troïka contre la Grèce.

Dans un entretien à iefimerida, Pretenteris laisse entendre qu'il a accepté des consignes spécifiques pour le faire, de la part d'individus qu'il ne mentionne pas.

Il explique de manière caractéristique dans l'entretien :

*"Nous savions tous dès le début que la dette n'était pas viable, mais ils nous ont dit de ne pas le dire, que ce n'était pas le bon moment. Le résultat, c'est que jusqu'à 2010, ils ont dit que la dette était viable et nous leur répondions 'non, elle ne l'est pas'."*

Cette révélation a été faite, de manière symptomatique, moins de 24h avant le rassemblement de protestation prévu aujourd'hui devant le bâtiment de la chaîne MEGA.

Le communiqué -savoureux et non censuré- de l'initiative des travailleurs des médias pour le rassemblement :

*Les mass-médias ont été dans leur majorité les piliers idéologiques de la politique des mémorandums. Au moyen de reportages mensongers et intentionnellement effrayants, ils présentent la politique du choc comme voie à sens unique et calomnient tous ceux qui résistent à la barbarie sociale. Ils fonctionnent comme les porte-parole du gouvernement et font des reportages sur la base d'une inspiration goebbelsienne officieuse. Ils forgent des stéréotypes sur les immigrés, les fonctionnaires, les travailleurs, les syndicalistes, les activistes et incitent à l'automatisme social.*

*Ces derniers jours, nous avons vécu l'apogée du terrorisme médiatique, comparable aux jours sombres du YENED [ndlr : service d'information des forces armées]. Ils ont rempli nos écrans de bouteilles de bière vides et ont pris pour cibles les espaces autogérés de la vie sociale [ndlr : raid de la police à Villa Amalia et dans le squat Lelas Karagiannis] pour légaliser la stratégie de la tension de Dendias [ndlr : ministre de l'ordre public], ils ont masqué les mobiles et la nature du meurtre raciste perpétré contre le Pakistanais de 27 ans à Petralona (ndlr : lire ou relire Qui était Shehzad Luqman), ils ont diffusé des montages vidéo pour traîner dans la boue des députés de gauche et des mouvements sociaux opposés à la commercialisation des espaces libres, ils ont calomnié la lutte des travailleurs dans les transports publics et ont imposé les méthodes répressives de la réquisition forcée du personnel. Et ils continuent... Les employeurs de la presse, après avoir appliqué le mémorandum le plus dur à leurs employés, veulent protéger l'institution de la peur généralisée et de la paupérisation qu'ils ont créée en dressant des murs face à la société.*

*Assez. Nous, travailleurs de la presse, n'avons rien en commun avec les grands groupes et les grands journalistes amplement rémunérés et instrumentalisés. Nous ne faisons pas partie de leur coterie et de leurs affaires. Nous avons choisi notre camp. Aux côtés des habitants de Chalcidique [ndlr : en lutte contre la mine d'or] et contre les orpailleurs, aux côtés des immigrés et contre les esclavagistes, contre les clôtures, contre les patrons du travail au noir, contre l'Aube dorée, aux côtés des manifestants et contre la répression, aux côtés des travailleurs des transports en commun, et contre la troïka intérieure et extérieure, aux côtés des fonctionnaires et contre la liquidation du patrimoine public. Nous sommes aux côtés de la société et nous luttons, ensemble, contre le mémorandum, le racisme et la censure.*

*Rassemblement de protestation mardi 29 janvier, à 7h devant la chaîne Mega. (Mesogeion 117)*

L'année dernière déjà, un appel à manifester devant la chaîne Mega TV avait été lancé par des citoyens sur les réseaux sociaux. Les raisons ? Le ras le bol de subir la désinformation régulière de la chaîne, digne d'une propagande, car, entre autre, "Mega TV a falsifié le son des émeutes sur la vidéo lors de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos en 2008", "Mega TV a diffusé des images d'archives des émeutes au cours d'une

*démonstration pacifique le 17/11/2011", "Mega TV accuse les manifestants pacifiques d'être des voyous cagoulés" , "Mega TV a été la principale source de propagande sale et constante du soutien aux partis pro-austérité, en particulier à celui du PASOK".*

## Un article lepoint.fr du 29 janvier 2013

### Afrique du Sud : de nouvelles images accablent la police à Marikana. (30.01)

Des images diffusées par Channel 4, une chaîne britannique, sont venues étayer la thèse selon laquelle la police sud-africaine a poursuivi et abattu de sang-froid des mineurs grévistes lors de la tragédie de Marikana (nord), qui s'était soldée par la mort de 34 manifestants le 16 août 2012. La chaîne a diffusé cette semaine des vidéos prises avec un téléphone portable montrant des policiers poursuivant des mineurs à travers des broussailles, et en abattant au moins un. Le film - qui a été visionné en novembre par une commission d'enquête mise en place pour faire la lumière sur ces événements - semble confirmer ce que témoignages et enquêtes ont affirmé dans les semaines suivantes, à savoir que la police sud-africaine n'a pas seulement agi en état de légitime défense.

Dans la vidéo, apparemment prise par un policier, on entend un officier inviter ses collègues à faire preuve de retenue : *"Le gars est là, qui court. Ne tirez pas sur lui, ne tirez pas sur lui !"* Mais un instant plus tard, des coups de feu retentissent, puis la caméra se déplace sur un cadavre. Puis on entend un autre policier dire : *"Cet enc... de sa mère, je lui ai tiré dessus au moins dix fois !"* Selon Channel 4 News, le corps a été retrouvé avec 12 impacts de balle.

Dans le dos

Le président Jacob Zuma a lancé une enquête pour faire toute la lumière sur la fusillade du 16 août, qui a beaucoup choqué en Afrique du Sud tant elle rappelait les brutalités de l'apartheid. Sur les 34 victimes, 16 manifestants sont morts pendant la fusillade qui avait été diffusée en direct à la télévision, les 18 autres mineurs ayant été tués par la suite. Les avocats des familles des victimes ont relevé qu'au moins 14 d'entre elles avaient été touchées dans le dos, ce qui suggère qu'elles ont été abattues en fuyant la police.

La commission d'enquête devait rendre ses conclusions en janvier, mais elle devrait poursuivre ses audiences jusqu'à la fin de l'automne austral, vers mai. Le conflit de la mine de platine de Marikana, exploitée par le groupe britannique Lonmin, a fait au total 48 morts. Il a été réglé fin septembre grâce à des augmentations de salaires. Le mouvement a provoqué une vague sans précédent de grèves sauvages qui se sont propagées dans une grande partie des mines du pays jusqu'en novembre.



Un article de l'expansion.com du 30 janvier 2013

### Ce qu'il faut savoir sur les radiations abusives à Pôle emploi. (31.01)

**Dans un rapport qui doit être remis au gouvernement le mois prochain, le médiateur de Pôle emploi préconise d'abolir les radiations pour absence à convocation, jugées "abusives". Explications.**

Après 19 mois de hausse interrompue, le nombre d'inscrits à Pôle emploi sans activité (catégorie A) est resté quasi-stable en décembre (+300 personnes), à 3,1 millions de personnes. Mais, gros bémol, les radiations administratives sont en hausse de 9700 par rapport à novembre (+24,5%). La tentation est forte d'y voir une relation de cause à effet. En clair: Pôle emploi multiplierait les radiations pour faire dégonfler les chiffres du chômage.

Ce raccourci est cependant loin d'être avéré. Il n'y a *"pas de politique de radiation"* chez Pôle emploi, affirme un rapport sur la gestion des listes d'emplois et les radiations du médiateur national de Pôle emploi, Jean-Louis Walter, qui sera présenté fin février en conseil d'administration de l'organisme public et remis au ministre du Travail, Michel Sapin. *"Il n'y a pas de politique prescrite aux conseillers de radier les demandeurs d'emploi, mais il y a une pratique demandée qui conduit à convoquer massivement les inscrits"*, explique Jean-Charles Steyger, membre du bureau national du SNU-FSU - premier syndicat de Pôle emploi.

En clair: les politiques de convocation sans motif - c'est-à-dire sans proposition d'une offre d'emploi - se sont multipliées sous la précédente majorité. On se souvient de Nicolas Sarkozy annonçant, en février 2011 au 20h de TF1, que Pôle emploi allait convoquer en moins d'un mois les 700.000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an. Or le principal motif de radiation administrative des chômeurs, c'est l'absence à une convocation (97% des cas). Le nombre de radiations a ainsi quasiment doublé sous la précédente majorité, passant de 20.000 en moyenne par mois au début des années 2000 à 40.000 aujourd'hui, avec des pics à 50.000 en 2007-2008.

*"Cette politique de convocation n'est plus de rigueur aujourd'hui"*, confie Jean-Charles Steyger, qui en veut pour preuve le fait que le gouvernement n'ait pas donné de consignes suite au lancement des emplois d'avenir en novembre dernier - les conseillers de Pôle emploi n'ont pas été contraints de convoquer les 800.00 jeunes de moins de 25 ans pointant au chômage. Reste que nombre des radiations actuelles peuvent être jugées *"abusives"*. Interdire les radiations pour absence

*"Si l'on peut débattre de la portée de l'absence à une convocation et de l'interprétation à lui donner, systématiquement lui attribuer la valeur d'un refus de remplir ses obligations est exagéré, particulièrement au regard de certains motifs ponctuels et involontaires : retard de train, retard de 10 minutes au rendez-vous, erreur de calendrier, etc"*, écrit Jean-Louis Walter dans son rapport. Le principal motif involontaire la non réception de la convocation, aujourd'hui majoritairement envoyée par mail, parce que le demandeur d'emploi ne consulte pas régulièrement son compte en ligne Pôle emploi, ou parce qu'il n'est pas à son domicile pendant la période à laquelle il est convoqué- tout demandeur d'emploi a droit à cinq semaines de vacances par an.

*"Radier est une décision grave"*, souligne Jean-Louis Walter, qui équivaut pour le demandeur d'emploi à ne pas percevoir d'indemnités pendant deux mois, *"une épreuve que même un salarié socialement inséré ne saurait surmonter sans dommages"*. Déjà, il y a eu une avancée cette année sur la question des indus réclamés après radiation: auparavant, un demandeur d'emploi convoqué par courrier daté du 1er du mois à un entretien le 15, radié officiellement le 31 - le délai est de deux semaines pour justifier sa non présence -, devait rembourser son indemnité perçue sur ce mois. Ce n'est plus le cas depuis le 1er janvier: la radiation entre en vigueur à compter du mois suivant.

Mais il faut aller encore plus loin. *"Nous avons fait tomber la rétroactivité, nous voulons désormais que l'on soit radié pour une raison juste, et pas par erreur. On est à mi-chemin"*, a déclaré Jean-Louis Walter à l'AFP. Il préconise d'abolir les radiations pour absence à une convocation et de leur substituer *"un dispositif de graduation ou de sursis"*. Il demande aussi *"la généralisation de l'interdiction des radiations pour absence à un entretien téléphonique"* et une *"amélioration de l'information"* sur la dématérialisation des courriers.



*"Ce serait une excellente mesure, réagit Jean-Charles Steyger (SNU-FSU). Moins d'un demandeur d'emploi sur deux (42%) est aujourd'hui indemnisé, ce qui est déjà trop peu. Les radiations abusives dues à des convocations intempestives accentuent encore le phénomène, ce qui est soicalement inacceptable".*

Commentaire.

Il ne leur viendra pas à l'esprit que c'était vécu comme une humiliation pour de nombreux travailleurs de devoir répondre à ce genre de convocations et de s'expliquer comme s'ils étaient responsables d'être au chômage ou pire, d'être des fainéants ou des profiteurs et qu'ils se complairaient dans cette situation. On peut concevoir qu'au bout d'un moment certains renoncent à répondre à ces convocations qui ne servent à rien puisqu'ils sont toujours au chômage.

Les rentiers des conseils d'administration qui vivent de la tonte des coupons n'ont pas ce souci là.

## Un article de l'AFP du 30 janvier 2013

### Enquête Karachi : un témoin accable le contre-espionnage français (31.01)

Un professionnel du renseignement affirme que le contre-espionnage français était au courant dès 1994 d'un financement occulte de la campagne de Balladur via des contrats d'armement et dès 2002 de la piste financière de l'attentat de Karachi qui a coûté la vie à quinze personnes.

Le témoignage de Gérard Willing, qui dirigeait une société de renseignement privé, est pris au sérieux par les enquêteurs et les parties civiles qui vont demander de nouvelles auditions, selon des sources proches de l'enquête.

La Direction de la Surveillance du Territoire (DST), "savait tout dès 1994-1995" sur un financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur grâce à des retro-commissions liées aux contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite (Sawari II) et le Pakistan (Agosta), a témoigné Gérard Willing dans un entretien à l'AFP après une audition lundi chez le juge antiterroriste Marc Trévidic.

La DST a selon lui surveillé le siège de campagne du Premier ministre, filmant les allers et venues et "les valises" d'argent liquide. Les services "n'ignoraient rien" a affirmé cet homme qui dit avoir travaillé ponctuellement pour la DST.

C'est dans ce cadre, selon lui, que la DST lui aurait demandé d'identifier des personnes filmées devant le QG de M. Balladur qui réfute tout financement occulte de sa campagne. Mais, selon M. Willing, "tous les documents ont été détruits en 2011".

M. Willing a réaffirmé par ailleurs avoir fait, dès le 13 mai 2002, cinq jours après l'attentat, un compte-rendu oral à l'intention de la DST, faisant le lien entre l'attentat et une piste financière. Il aurait également rédigé une note écrite à l'intention du général Philippe Rondot, alors patron du renseignement français.

Les services "savaient"

Dans cette note consultée par l'AFP, M. Willing écartait, sur la base des témoignages de correspondants au ministère britannique des Affaires étrangères et du chef d'Etat-major de la marine indienne, la piste d'Al-Qaïda, privilégiée par le juge Jean-Louis Brugière.

Il émettait "l'hypothèse" d'un attentat commis en représaille après l'arrêt, en 1996, des commissions et leur "captation par les amis orientaux du camp chiraquien" après l'élimination des premiers intermédiaires, Ali Ben Moussalem, Abdul Rhaman El-Assir, et Ziad Takieddine. Leur mise à l'écart a financièrement "lésé beaucoup de monde", notamment au Pakistan, selon M. Willing.

La thèse d'un détournement des commissions est aussi défendue par M. Takieddine, mis en examen dans le volet financier du dossier.

Mais "la DST a pas tenu compte" de sa note, explique M. Willing.

Cette piste d'un attentat de représaille est privilégiée par le juge Trévidic, qui a repris l'enquête en 2007, après la découverte fortuite, en 2008, dans les locaux de la Direction des Chantiers Navals (DCN), du rapport Nautilus écrit quelques semaines après l'attentat, et qui faisait état de la piste financière.

Le juge a récemment demandé la déclassification de la note de M. Willing, jamais versée au dossier.

"Les services français savaient et ont tout caché, il devront s'expliquer devant la justice", a réagi Gilles Sanson, qui a survécu à l'attentat et pour lequel "on est au coeur d'une affaire d'Etat".

Son avocate, Me Marie Dosé, estime que ce témoignage "confirme que les services étaient au courant de la piste financières depuis 2002".

Avocats des familles, Me Olivier Morice a condamné *"l'entrave au plus haut niveau de l'Etat"* dans cette affaire.

## **Un article de huffingtonpost.fr du 25 janvier 2013**

### **Goldman Sachs conseille à la France de baisser les salaires de 30%. (31.01)**

(Le titre provient d'un autre article du Parisien.fr, celui d'Huffington Post était : *Interview avec Goldman Sachs. Huw Pill, économiste en chef de Goldman Sachs: "Le principal défaut de la France ? Un secteur public trop important"*)

De passage à Paris pour faire le bilan de l'année passée et de celles à venir, les économistes de Goldman Sachs sont venus distiller leurs prévisions pour 2013. C'est Huw Pill, le "Monsieur Europe" de ses économistes, qui répond aux questions du HuffPost et balaye tous les sujets majeurs.

Situation de la zone euro, la Grèce, la France, mais aussi la cabale lancée par *The Economist* à l'encontre du gouvernement... Voici l'avis de la plus prestigieuse -et plus sulfureuse- banque d'investissement du monde.

### **Qu'attendre de l'année 2013 en Europe ?**

Nous sommes assez optimistes en ce qui concerne la situation économique globale, notamment pour la seconde partie de l'année. Nous sommes également optimistes pour les marchés financiers, qui ont pris une bonne direction depuis la fin de l'année dernière. Les moteurs de croissance que sont la Etats-Unis et la Chine ont retrouvé les niveaux qu'ils tutoyaient avant la crise.

### **Et pour la zone euro en particulier ?**

Elle devrait connaître une contraction moins importante qu'en 2012. Il faudra toutefois attendre au moins 2016 pour retrouver une croissance modeste, selon nos estimations. La zone euro a surtout besoin de réduire sa dette publique.

### **Distingue-t-on une porte de sortie ?**

A partir de 2015, les bénéfices des plans d'économies réalisés commenceront à porter leurs fruits. L'Europe va s'en sortir doucement, mais sûrement. Sa lenteur lui permet de s'adapter à la situation économique globale. Qu'en est-il de la situation de la Grèce ?

C'est le pays qui compte les plus gros déséquilibres. Athènes est loin d'être sortie d'affaire, mais c'est le pays qui a connu les plus gros ajustements de toute la zone euro. D'autres mesures sont encore à prendre, mais la stabilisation est proche. La Grèce a toujours besoin de l'aide de l'Europe, mais aussi de temps. Ça ne sera pas facile, ni rapide.

### **Comment Goldman Sachs voit l'économie française ?**

Si on la compare à la Grèce, la France a tout pour elle. Mieux placée géographiquement, plus importante économiquement... Mais elle ne pourrait pas compter sur un programme d'aide européen comme pour la Grèce. Du coup, la France doit pratiquer des ajustements d'elle-même.

### **C'est quoi le problème, donc ?**

La France a un problème chronique, qui dure depuis de nombreuses années. Notamment un manque de compétitivité et des déséquilibres dans ses comptes. Selon moi, le principal défaut est incarné par un secteur public bien trop important. Cela a pour conséquence de retourner l'économie sur elle-même, c'est pour ça que la France ne produit pas assez de biens exportables.

### **Une recette miracle pour François Hollande ?**

Il faudrait déplacer l'emprise de l'Etat vers le secteur privé. Ensuite, il faudrait s'appuyer sur une baisse des salaires générale, afin de regagner de la compétitivité. On estime que la France devrait réduire sa moyenne salariale d'environ un tiers, ce qui est politiquement impossible à imposer...

Commentaire.

Cela ne coïnciderait-il pas avec l'un des objectifs à terme de l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à baisser les salaires ?

Les entreprises licencient massivement, le patronat fait grimper le chômage à un niveau insoutenable avec la bénédiction du gouvernement (et du précédent), parvenu à ce stade, l'ensemble des partenaires antisociaux partagent le même diagnostic et les mêmes remèdes pour le faire refluer sur la base de la baisse des salaires, de la précarité généralisée des nouveaux emplois créés et le tour est joué, la "croissance" comme par miracle est de retour et les entreprises embauchent à nouveau, le chômage baisse tandis que la pauvreté a encore gagné du terrain...

## Un article Le Nouvel Observateur du 31 janvier 2013

### Combien gagnent les fonctionnaires ? (01.02)

Gel du point d'indice de la fonction publique, coup de frein sur l'évolution des carrières, baisse des effectifs : les fonctionnaires demandent une amélioration de leurs conditions de travail. Question salaire, cependant, même si chaque cas est différent, ils ne sont pas forcément moins bien payés que dans le privé, si l'on en croit les statistiques fournies par le gouvernement.

Ainsi, les employés et les ouvriers (C) travaillant pour les collectivités territoriales perçoivent en moyenne 1.588 euros net par mois, soit un peu plus que ceux du privé, à 1.547 euros. Dans la fonction publique hospitalière, les agents de service sont à 1.668 euros, les ouvriers à 1.611 euros.

Les agents au niveau intermédiaires (B) touchent en moyenne 2.257 euros net par mois au sein de l'Etat, 2.181 euros dans les collectivités et 2.051 euros dans la fonction publique hospitalière, sauf les infirmières et les aides sociales, qui sont à 2.293 euros. Dans le privé, le niveau équivalent perçoit 2.143 euros net par mois en moyenne.

Enfin, alors que les cadres dans le privé sont payés en moyenne 2.950 euros par mois, ils touchent 2.977 euros au sein de l'Etat (voire 3.708 euros si l'on retire les enseignants), 3.174 euros dans la fonction publique territoriale et 3.520 euros dans la santé. Les médecins touchent en moyenne 4.702 euros par mois

Commentaire.

Ces données sont fournies à titre indicatif uniquement.

Je recopie ce qui figurait dans un tableau en annexe que je ne peux pas insérer dans cet article.

Salaires mensuels net en 2010. A : cadres ; B : intermédiaires ; C : employés et ouvriers

Fonction publique d'Etat : (A) 2 977 ; (B) 2 257

Fonction publique d'Etat hors enseignants : (A) 3 708 ; (B) 2 350

Fonction publique territoriale : (A) 3 174 ; (B) 2 181 ; (C) 1 588

Etablissements publics de santé : médecins : 4 702 ; cadres administratifs : 3 520 ; infirmières et aides sociales : 2 293 ; administratifs intermédiaires : 2 051 ; agents de service : 1 668 ; ouvriers : 1 611

Sources : DADS, SIASP, INSEE, DREES et DGAFP-DES

## Un article nouvelobs.com du 1er février 2013

### ArcelorMittal : fermer Florange et... empocher des millions ? (01.02)

C'est une information qui ne va pas faire plaisir aux salariés du groupe ArcelorMittal. Alors que les métallos français, belges et luxembourgeois prévoient de se retrouver le mercredi 6 février pour manifester ensemble devant le Parlement européen à Strasbourg, le site Notre planète.info révèle que le géant franco-indien pourrait continuer à engranger des millions d'euros grâce à la fermeture définitive des hauts-fourneaux lorrains.

Pendant que les métallos de Florange remuent ciel et terre pour sauver leur emploi et que l'Etat indemnise leurs périodes de chômage partiel, ArcelorMittal, qui a prévu de fermer les hauts-fourneaux du site en mars 2013, devrait tout de même percevoir ses quotas de permis à polluer. *"Lorsqu'une installation a cessé ses activités, l'État membre concerné ne lui délivre plus de quotas d'émission à compter de l'année suivant la cessation des activités"*, précise en effet la Commission européenne, citée par le site d'informations.

Un cadeau de 19 millions d'euros

Le nouveau plan d'allocation français, pour la période 2013-2020, prévoit ainsi, selon Notre planète.info, un quota gratuit de 3,8 millions de tonnes de CO2 de permis à polluer pour le site de Florange. A environ 5 euros la tonne sur le marché des droits à polluer, cela représente un joli pactole de 19 millions d'euros !

Florange fait en effet partie, explique le site, des quelque 10.000 sites industriels européens qui ont été intégrés au système d'échange de quotas d'émissions de CO2 mis en place en 2005. En fin d'année, si le site industriel dépasse son quota, il doit acheter des *"droits à polluer"* sur le marché carbone pour compenser ses émissions. Si, à l'inverse, il n'utilise pas tout son quota, il peut engranger et accumuler ses permis d'émissions pour ensuite les revendre à des entreprises qui ont dépassé leurs propres quotas.

D'après Notre planète.info, ArcelorMittal n'a pas dépassé son quota annuel en 2009, 2010 et 2011, économisant plusieurs millions de tonnes de CO2. Et ce, en partie grâce à la mise en sommeil de ses hauts-fourneaux de Florange ! Au niveau mondial, ArcelorMittal serait même la compagnie qui a accumulé le plus grand excédent de quotas.

Le ministre français du Redressement productif, Arnaud Montebourg, le ministre de l'Economie du gouvernement wallon, Jean-Claude Marcourt, et le ministre luxembourgeois de l'Economie, Etienne Schneider évoqueront le dossier ArcelorMittal devant la Commission européenne le 12 février. Une réunion qui se tiendra à l'occasion d'une table ronde consacrée à l'avenir de la sidérurgie en Europe.

Commentaire.

Vous avez le droit de clouer au pilori EELV !

## Un article de l'AFP 31 janvier 2013

### Dix millions de Français frappés par la crise du logement. (03.02)

Dix millions de personnes sont affectées par la crise du logement en France, selon le 18e rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement publié vendredi.

Il s'agit du premier rapport publié depuis la prise de fonction de François Hollande qui a signé en février 2012 le "*contrat social*" de la Fondation qui prévoit la production de 500.000 logements par an, dont 150.000 sociaux.

Reçue à l'Elysée jeudi matin, une délégation de la Fondation Abbé Pierre a décrit un "*chef de l'Etat très au fait du problème et de la situation*".

*"Il a déclaré qu'il ne renierait aucun des engagements pris l'année dernière en dépit de la situation budgétaire et économique actuelle"*, a dit à Reuters le délégué général de la Fondation, Patrick Doutreligne.

François Hollande devrait effectuer très prochainement un déplacement sur le thème du logement au cours duquel il pourrait annoncer une série de mesures.

Six ans après la mort de l'Abbé Pierre, la fondation éponyme recense 685.142 personnes privées de domicile personnel, dont 133.000 sans domicile, 18.142 en résidence sociale, 38.000 en chambre d'hôtel, 85.000 dans des "*habitations de fortune*" et 411.000 contraintes de vivre chez des tiers.

Quelque 2,7 millions de personnes vivent par ailleurs dans des conditions de logement jugées "*très difficiles*", sans confort ou très surpeuplé. Le rapport fait également état de 172.847 personnes vivant dans des logements meublés et 71.188 gens du voyage ne pouvant accéder à une aide d'accueil.

Au total, ce sont plus de 3,6 millions de personnes qui sont mal logées. S'ajoutent 5 millions de personnes fragilisées par rapport au logement, c'est-à-dire occupant une copropriété en difficulté, un logement surpeuplé, ou devant faire face à des impayés.

Le rapport fait également état de 1,179 millions de ménages en attente d'un logement social, de 3,8 millions de ménages en situation de précarité énergétique, de 1,3 million de locataires en difficulté de paiement tout comme 565.000 propriétaires, et de 91.000 ménages menacés d'expulsion.

La publication de ce rapport survient alors que plusieurs affaires de mal-logement ont été récemment médiatisées. Une mère célibataire d'une trentaine d'années a ainsi été expulsée mi janvier, en pleine trêve hivernale, de son logement de 4m2 à Paris après trois mois d'impayés.

En signant le "*contrat social pour une nouvelle politique du logement*" en 2012, François Hollande s'était engagé à atteindre l'objectif de 500.000 logements par an, généraliser la taxe sur les logements vacants dans les zones de marché tendu, encadrer les loyers privés et éradiquer 600.000 logements indignes.

Lors de sa rencontre jeudi avec la Fondation Abbé Pierre, le chef de l'Etat a "*souligné que les efforts devaient être poursuivis pour favoriser la production de logements*", selon un communiqué de l'Elysée.

*"Un an après le changement de majorité politique, un certain nombre de dispositions ont été adoptées, des perspectives ont été tracées"*, estime la Fondation Abbé Pierre dans son rapport. *"Certes on ne peut pas attendre des résultats significatifs après six mois d'action gouvernementale mais on peut toutefois apprécier si elle s'engage dans la bonne direction."*

La Fondation relève entre autres les mesures de soutien au développement de la construction locative sociale, la mise en place d'un nouveau dispositif pour encourager l'investissement locatif ainsi que les dispositions concernant la taxation des logements vides ou les réquisitions.



L'organisation pointe en revanche une démarche "*chaotique*" du gouvernement en matière d'accueil d'urgence.

*"Après une rallonge budgétaire habituelle et l'annonce de la création de nouvelles places, la démarche engagée semble toutefois aller dans le bon sens", juge-t-elle.*

Quant à la gestion des expulsions, le gouvernement a "*mêlé réponses en urgence et annonce de démarches plus lointaines*", déplore la Fondation Abbé Pierre.

*"La circulaire du 26 octobre sur la gestion des expulsions locatives a été beaucoup trop tardive pour être efficace et n'a pas su limiter les effets sociaux les plus dévastateurs des expulsions qui se sont poursuivies jusqu'au 31 octobre."*

## Un article de l'AFP du 2 février 2013

### De nouveau en récession, l'Ukraine se prépare à une année difficile. (03.02)

L'Ukraine, retombée en récession fin 2012, aborde l'année en position difficile, peinant à s'accorder avec le Fonds monétaire international (FMI) pour se financer et de nouveau en froid avec la Russie sur le dossier gazier.

Les statistiques officielles ont confirmé cette semaine les prévisions des analystes: cette ex-république soviétique de 46 millions d'habitants a vu son produit intérieur brut (PIB) se contracter pendant deux trimestres de suite pour la première fois depuis 2009.

Le PIB a reculé de 2,7% au quatrième trimestre en glissement annuel, après une baisse de 1,2% au troisième trimestre.

Et sur l'ensemble de l'année, la croissance ne s'élève qu'à 0,2%, contre 5,2% en 2011 et alors que le budget 2012 était bâti sur une prévision de 3,9%.

Des experts ukrainiens mettent notamment en cause la crise que traverse la métallurgie ukrainienne. Cette industrie, qui assure 20% du PIB et 60% des exportations nationales, a vu sa production plonger de 5,2% en décembre.

La politique de la banque centrale, qui a imposé des restrictions sur les liquidités bancaires pour éviter une dépréciation de la devise nationale à l'approche des législatives de fin 2012, est également montrée du doigt par certains.

Les exportations assurant plus de la moitié de son PIB, *"l'économie ukrainienne a été durement frappée l'an dernier pas la détérioration des conditions économiques dans le monde"*, souligne dans une note d'analyse Raiffeisen Bank Aval.

Pour ne rien arranger, la récession fait son retour au moment où le pays fait face à des remboursements record d'emprunts cette année: plus de 9 milliards de dollars dont plus de 6 milliards au FMI.

La Russie dont les importations du gaz ont coûté à Kiev plus de 13 milliards de dollars l'an dernier, vient de verser de l'huile sur le feu. Elle réclame sept milliards de dollars de plus pour du gaz non acheté mais prévu par le contrat, ce que l'Ukraine refuse pour l'instant.

Cette *"menace met le gouvernement ukrainien face à un sérieux défi budgétaire. Il lui sera difficile de payer ne serait-ce qu'une partie de cette somme"*, prévient Eurasia Group, une société spécialisée dans les relations internationales.

Avec son budget déjà déficitaire, l'Ukraine est contrainte d'emprunter davantage. Le gouvernement a déjà déclaré qu'il souhaitait obtenir 15 milliards de dollars du FMI dont une mission se trouve à Kiev depuis mardi.

Mais les négociations ne s'annoncent pas faciles. Le Fonds, qui a déjà suspendu son aide à Kiev en 2011 faute de réformes promises, exige des mesures impopulaires, dont une hausse du prix du gaz pour les ménages et une plus grande flexibilité du taux de changes de la monnaie ukrainienne.

Le Premier ministre Mykola Azarov s'est voulu optimiste, assurant lors d'une récente rencontre avec des médias étrangers que le pays pourrait facilement emprunter sur des marchés. Mais les analystes sont plus réservés.

*"Sans le FMI, personne ne leur donnera d'argent à de bonnes conditions"*, a déclaré à l'AFP Igor Mazepa, fondateur du groupe d'investissement ukrainien Concorde Capital.

Pour lui, le gouvernement n'a pas beaucoup de marge de manoeuvre et finira selon toute vraisemblance de se plier aux exigences du Fonds.

Premier signe de compromis, M. Azarov et son chef de la diplomatie Léonid Kojara ont pour la première fois admis ces derniers jours la possibilité d'augmenter les tarifs du gaz pour la population.

Même si Kiev arrive à décrocher l'aide du FMI, "*l'année 2013 sera dure pour l'économie ukrainienne (...) et la stagnation économique se poursuivra*", prévient Erste Bank, qui table sur une hausse du PIB annuelle de 1,5% du PIB.

"*La situation est compliquée, mais gérable*", souligne à l'AFP le PDG de Raiffeisen Bank Aval Volodymyr Lavrentchouk. Son établissement prévoit une croissance de 2,5% en 2013, sans exclure un scénario pessimiste de 0,5-1%.

## Un article de l'AFP du 2 février 2013

### La Slovaquie s'inquiète d'un possible retrait d'US Steel. (03.02)

Des signes que U.S. Steel cherche un repreneur pour ses grandes aciéries à Kosice dans l'est de la Slovaquie ont semé la consternation dans ce pays de la zone euro de 5,4 millions d'habitants dont le géant d'acier américain est le premier employeur.

Fondée dans les années 1960 et rachetée par U.S. Steel en 2000 pour quelque 350 millions d'euros, la compagnie Vychodoslovenske Zeleziarne (VSZ, Aciéries de Slovaquie orientale) compte 11.000 salariés. S'y ajoutent des milliers d'emplois indirects.

U.S. Steel a révélé en novembre que plusieurs investisseurs étaient intéressés par la reprise de l'usine de Kosice.

Les médias ont notamment mentionné le groupe Metinvest, numéro un d'acier en Ukraine. Metinvest a toutefois nié tout intérêt pour la transaction.

U.S. Steel garde le silence sur les raisons de son départ éventuel. Selon le Premier ministre social-démocrate slovaque, Robert Fico, ce sont les règlements européens très stricts dans le domaine de l'environnement qui poussent US Steel à envisager de quitter la Slovaquie.

M. Fico a fait également état d'une hausse des prix des matières premières et de la fin des mesures d'exemption fiscales au bout de dix ans.

L'acier coule dans les veines de Kosice, grand pôle de l'industrie lourde slovaque fort de 240.000 habitants, affichant un taux de chômage de 10%.

Bartolomej Deak a pour la première fois franchi le seuil de l'usine il y a 28 ans. Ses deux frères y travaillent aussi et ses deux fils espèrent les imiter un jour.

*"L'état d'esprit des salariés est mauvais. La peur est sensible", a-t-il confié à l'AFP.*

Vladimir Vano, analyste à la banque Volksbank, avertit qu'un *"nouveau propriétaire pourrait s'orienter vers des produits à une plus haute valeur ajoutée ce qui risquerait d'entraîner une réduction des effectifs surtout dans le secteur du traitement du minerai de fer"*.

Producteur d'acier basé à Pittsburgh (Ohio) avec d'importants sites aux Etats-Unis, au Canada et en Europe centrale, U.S. Steel figure parmi les 15 premiers producteurs mondiaux. Ses capacités de production d'acier brut se chiffrent à 29,3 millions de tonnes nettes par an.

U.S. Steel Kosice est un fournisseur clé pour les trois constructeurs automobiles implantés en Slovaquie: l'allemand Volkswagen, le français PSA Peugeot Citroën et le sud-coréen Kia.

Le secteur automobile slovaque a battu en 2012 un record avec quelque 900.000 véhicules produits. Les affaires vont bien aussi pour la sidérurgie en Slovaquie, malgré la morosité qui règne dans l'UE, son principal marché à l'exportation.

De ce point de vue, l'éventuel retrait du groupe américain soulève des questions d'autant plus que son site slovaque a affiché chaque année des bénéfices à l'exception d'une perte nette de 25 millions d'euros enregistrée en 2011.

Selon l'analyste de la banque Tatra, Juraj Valachy, l'éventuel départ d'U.S. Steel *"pourrait être une décision stratégique, le groupe ayant déjà fermé l'année dernière une usine en Serbie"*.

Le groupe américain a quitté la Serbie en revendant au Trésor serbe pour un dollar un site d'une valeur estimée à 23 millions de dollars.

M. Fico a offert à U.S. Steel des incitations en matière d'énergie, d'environnement et de transport, afin de compenser les quelque 500 millions de dollars qu'il devrait investir d'ici 2016 dans les technologies vertes pour se conformer à la législation européenne.

Cette offensive de charme intervient au moment où le taux de chômage en Slovaquie a grimpé à son plus haut niveau depuis huit ans (14,44% en décembre) et où Bratislava se voit obligé de réduire sa prévision de croissance pour 2013 à 1,2% du PIB, après une hausse de 2,3% en 2012.

*"Il est de l'intérêt des deux parties de poursuivre les négociations et de trouver une solution pour que cet investisseur puisse rester en Slovaquie"*, a récemment affirmé le chef du gouvernement.

Les règlements de l'UE en matière de l'environnement *"mettent les sociétés locales dans une situation désavantageuse par rapport à celles situées en Ukraine ou en Chine où elles n'ont pas à se conformer à ces règles"*, estime M. Fico, farouche critique des privatisations.

**Un article du portail WWS publié par Mondialisation.ca du 2 février 2013**

### **Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. (04.02)**

Avec l'aggravation de la crise grecque, le chef du parti d'opposition SYRIZA (Coalition de la gauche radicale) est venu aux Etats-Unis cette semaine pour des réunions à huis-clos avec les représentants du ministère des Affaires étrangères et du FMI, ainsi que pour une série d'apparitions en public.

Pendant que le gouvernement grec du Premier ministre Antonis Samaras utilisait des méthodes dignes d'un Etat policier pour briser une grève des travailleurs du métro, Tsipras s'est servi de son voyage pour dire aux représentants américains et à ceux du FMI qu'ils n'auraient rien à craindre s'il arrivait au pouvoir.

Les derniers sondages indiquent que SYRIZA et Nouvelle démocratie, le principal parti du gouvernement de coalition entre conservateurs et socio-démocrates, sont pratiquement au coude-à-coude. Avec 27 pour cent des voix aux dernières élections, SYRIZA représente le principal parti d'opposition, et avec une colère populaire qui monte contre les mesures d'austérité sans fin et le chômage de masse, il est tout à fait possible qu'il arrive premier aux prochaines élections.

Tsipras a consacré sa tournée américaine à rassurer la classe dirigeante américaine sur le fait que si cela se produisait, elle pourrait compter sur lui et SYRIZA pour servir de pilier de la stabilité du capitalisme, qu'il oeuvrera à supprimer les élans révolutionnaires de la classe ouvrière grecque.

« *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient,* » a obligeamment déclaré Tsipras devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion Brookings Institute de Washington.

Mercredi, Tsipras a participé à des négociations au ministère des Affaires étrangères avec l'adjoint du ministre des Affaires étrangères Eric Rubin, responsable des questions liées à la Grèce, la Turquie, Chypre et le Caucase, ainsi qu'avec Christopher Smart, l'adjoint du ministre des Finances pour l'Europe et l'Eurasie.

Jeudi, le chef de SYRIZA a rendu visite au siège du Fonds monétaire international, y rencontrant son numéro deux, David Lipton, le premier directeur adjoint de l'agence.

Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton et le dirigeant de SYRIZA « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* »

Le ministère des Affaires étrangères n'a toujours pas publié de communiqué sur sa réunion avec Tsipras.

Pour sa part, SYRIZA affirme que, bien qu'il y ait « *des accords et des désaccords,* » la réunion au ministère des Affaires étrangères a révélé une « *évaluation commune* » sur le fait que la poursuite de l'austérité n'était pas la réponse à la crise économique grecque. Il a été dit que Tsipras avait assuré aux représentants américains qu'il croyait que la Grèce avait un « *rôle important* » à jouer pour assurer la stabilité internationale et qu'elle mènerait une politique internationale s'appuyant sur « *la durée et la cohérence.* » Dans d'autres remarques, Tsipras a défendu le maintien de la Grèce dans l'OTAN.

Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine. (La transcription intégrale en anglais est disponible sur le portail WWS).

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]... Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assurait à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Sa principale proposition, à laquelle il a fait référence à plusieurs reprises dans ses remarques, est, pour reprendre ses termes, une « coupe » pour les créanciers publics de la Grèce, principalement la Banque centrale européenne (BCE) et les pays de la zone euro, similaire à l'annulation partielle de la dette imposée aux banques et aux prêteurs privés en octobre 2011 qui a réduit de moitié les intérêts attendus des emprunts grecs.

Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérité passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* »

*« Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir, » a-t-il répondu, « comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou. »*

En fait, SYRIZA a obtenu 27 pour cent des voix l'an dernier en s'appuyant sur sa promesse d'inverser toutes les précédentes coupes du gouvernement Grec et de revenir sur l'accord. Comme l'ont démontré les commentaires de Tsipras à Athènes, ce parti n'a aucune intention de faire quoi que ce soit de ce genre. La rhétorique anti-coupes ne vise simplement qu'à détourner la colère des travailleurs grecs vers des voies sans danger pour le capital.

Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de SYRIZA.

*« Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus socio-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après le Journal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grèce et est plus acceptable vue de l'étranger. »*

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : *« Dans un pays où les gauchistes ont historiquement été incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture. »*

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis.

*« L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce, » a-t-il dit. « Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'ai vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008. »*

Dans son intervention à l'Université Columbia de la ville de New York jeudi soir, Tsipras n'a présenté qu'un visage légèrement plus « à gauche », tentant de gagner le soutien de son public en insistant sur la montée des forces fascistes en Grèce, organisées au sein du parti d'ultra-droite Aube dorée (Chryssi Avghi).

Il a appelé son auditoire à se joindre à SYRIZA dans sa tentative « *d'ériger un pare-feu de démocratie contre le fascisme et le néonazisme.* »

La réalité politique est que le double langage des éléments de la pseudo-gauche comme SYRIZA, qui dénoncent l'austérité dans leurs discours tout en soutenant la stabilité capitaliste et l'Union européenne en pratique, alimente la croissance d'Aube dorée, permettant aux fascistes de se présenter comme l'opposant combatif de l'UE, des banquiers et du monde politique dont SYRIZA fait partie.

Bill Van Auken



## Un article de l'AFP du 4 février 2013

### Libye: des appels à une "*deuxième révolution*" inquiètent les autorités (06.02)

Deux ans après la "*révolution*" qui a renversé le dictateur Mouammar Kadhafi, les autorités libyennes sont critiquées pour leur incapacité à mener des réformes, et les appels à manifester le 15 février se multiplient, certains allant jusqu'à réclamer une "*deuxième révolution*".

Les autorités ont mis leurs services de sécurité en état d'alerte afin d'empêcher tout débordement à l'occasion des festivités commémorant l'anniversaire de "*la révolution du 17 février*".

Les revendications vont du "*bannissement des responsables de l'ancien régime*" à "*la chute du (nouveau) régime*", en passant par la dissolution des milices armées, ou la réforme de l'enseignement supérieur.

Un tract circulant à Tripoli appelle ainsi à un "*soulèvement populaire*" et à la "*désobéissance civile*", pour "*faire tomber le régime*", encourageant les Libyens à faire des réserves de nourriture et de carburant, en prévision d'une paralysie du pays à partir du 15 février.

Partis de Benghazi (est), ces appels ont été relayés sur les réseaux sociaux et dans les médias par plusieurs groupes libyens, dont les partisans du fédéralisme dans l'est du pays et des organisations de la société civile.

"*Les appels à manifester sont justifiés par une accumulation de problèmes*", a déclaré à l'AFP Mohamed al-Mufti ancien prisonnier politique invoquant l'inflation, le coût de la vie et le chômage élevé chez les jeunes. "*Ce mouvement a aussi des motivations politiques avec des revendications portant sur le fédéralisme et la contestation des décisions et des choix de l'Assemblée et du gouvernement*", a-t-il ajouté.

Pour Zahia Attia, militante politique, "*il s'agira de sit-in et de marches de protestation pacifiques pour dénoncer l'échec de l'Assemblée nationale à réaliser des avancées dans des dossiers tels que la réconciliation nationale, la répartition des ressources, (...) et la rédaction d'une Constitution*".

Craignant des débordements similaires à ceux qui ont touché l'Egypte voisine à l'occasion du deuxième anniversaire de "*la révolution égyptienne du 25 janvier*", les autorités ont tenu plusieurs réunions pour organiser les festivités prévues le 17 février, et surtout pour se préparer sur le plan sécuritaire aux manifestations du 15 février.

Le ministre de l'Intérieur libyen, Ashour Shwayel, a exprimé ses "*craintes de voir les mouvements de protestation du 15 février perdre leur caractère pacifique*", tout en soulignant "*le droit de chaque citoyen (...) à exprimer son opinion politique*".

Amor Bouchaala, membre de la Coordination des organisations de la société civile, a exigé que les manifestations restent pacifiques pour que son organisation y participe. "*Les revendications doivent porter sur la correction du processus de la révolution et non sur la contestation ni de l'Assemblée nationale, ni du gouvernement, qui sont des institutions légitimes*", éluës par le peuple, a-t-il ajouté.

Des responsables et plusieurs organisations, dont des groupes islamistes, accusent des fidèles de l'ancien régime d'être derrière ces appels à manifester destinés, selon eux, "*à semer le désordre et à perpétuer l'instabilité dans le pays*".

Sur Facebook, des internautes opposés à ces appels ont souligné que "*les institutions sont légitimes et qu'il n'y a aucune raison qu'elles soient contestées*".

Mais pour Hadj Ahmed Mouldi, 54 ans, technicien informatique à Tripoli, les Libyens vont se mobiliser car "*16 mois après la chute de Kadhafi, rien n'a changé et les différents gouvernements n'ont réussi ni à établir la sécurité, ni à restaurer l'autorité de l'Etat*".

## Un article de l'AFP du 5 février 2013

### La CIA a bénéficié de la collaboration de 54 pays pour ses prisons secrètes (06.02)

La Belgique, l'Algérie, le Danemark, le Canada: au total 54 pays ont collaboré avec la CIA dans son programme de détention secrète et de tortures de suspects de terrorisme après les attentats du 11-Septembre, selon le rapport d'une organisation humanitaire publié mardi.

Selon l'organisation Open Society Justice Initiative, ces 54 gouvernements étrangers ont participé à ce programme de l'agence du renseignement américain de diverses manières: en accueillant les prisons secrètes sur leur sol, en aidant à la capture et au transport des détenus, en interrogeant et en torturant selon le programme d'interrogatoires renforcés, en fournissant des renseignements ou encore en ouvrant leur espace aérien pour permettre le transfert illégal de personnes d'un pays à un autre.

*"En participant à ces opérations, ces gouvernements ont violé aussi le droit intérieur et international et ont sapé les règles contre la torture"* qui est "non seulement illégale et immorale mais aussi inefficace pour réunir des renseignements fiables", dénonce le rapport intitulé *"De la mondialisation de la torture"*.

Ces 54 pays cités dans le rapport sont localisés sur tous les continents, de l'Afghanistan en passant par le Yémen et le Zimbabwe, jusqu'à 25 pays d'Europe comme l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume Uni, l'Espagne et l'Italie. L'Australie y est aussi mentionnée ainsi que l'Iran, qui a remis dix personnes aux Etats-Unis malgré ses mauvaises relations avec Washington.

Les prisons secrètes de la CIA, où sont passés notamment les cinq accusés du 11-Septembre, actuellement détenus à Guantanamo, étaient en Thaïlande, Roumanie, Pologne et Lituanie.

Les méthodes d'interrogatoires musclés qui y étaient utilisées, et autorisées sous George W. Bush, dont la simulation de noyade assimilée à de la torture, ont été largement dénoncées par le président Barack Obama.

Le rapport identifie 136 personnes qui ont été détenues ou transférées par la CIA. Certaines étaient des membres engagés du réseau Al-Qaïda, mais d'autres, nombreuses, ont été arrêtées par erreur lors du vaste mouvement de lutte antiterroriste mené à toute allure par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre et maintenues en détention.

L'Italie est le seul pays où un tribunal a condamné des responsables pour leur implication dans ces opérations, le Canada est le seul pays à avoir présenté des excuses à une victime de ce programme, et à avoir comme l'Australie, la Suède et le Royaume Uni, versé des indemnités de compensation à des victimes.

Le rapport dénonce les Etats-Unis qui, dit-il, n'ont enquêté que *"de manière limitée"* sur les mauvais traitements aux détenus et n'ont engagé aucune poursuites pénales. L'administration Obama ne semble pas avoir renoncé à la détention secrète à court terme et refuse de publier des documents relatifs à ce programme de la CIA, ajoute le rapport.

La commission sénatoriale sur le renseignement a récemment rendu un rapport d'enquête sur ce programme mais celui-ci reste classifié. Sa présidente Dianne Feinstein avait qualifié *"d'erreurs terribles"* la création et l'utilisation à long terme des prisons secrètes ou *"sites noirs"* et le recours aux techniques d'interrogatoires musclés.

Le nouveau directeur de la CIA John Brennan doit être auditionné jeudi devant le Sénat pour confirmer sa nomination.

*"La torture associée aux opérations de détention secrètes et de transfert illégal d'individus continueront de coller à la peau des Etats-Unis et de leurs partenaires tant qu'ils ne diront pas la vérité et ne poursuivront pas les responsables"*, souligne encore le rapport. *"L'impunité dont les responsables jouissent aujourd'hui ouvre la voie à d'autres abus dans des opérations de contre-terrorisme"*.

Commentaire.

J'ai mis ce rapport (216 pages) en ligne au format pdf, en anglais, dans la rubrique Politique.

Assurément, les Etats-Unis qui utilisent les méthodes dignes des pires dictatures militaires ou des nazis sont une démocratie, de même que les 54 gouvernements étrangers qui en ont été les complices.

J'ai lu quelques commentaires d'internatutes à la suite de cet article et l'un d'eux à retenu mon attention. Son auteur disait que puisque des Etats prétendent démocratiques cautionnaient des pratiques dignes des nazis autrefois, cela concourait à banaliser le nazisme à rendre plus présentable ou fréquentable l'extrême droite... Cela n'est pas faux à mon avis, cela peut effectivement encourager certaines personnes à s'y intéresser, alors que jusqu'à présent cela ne leur serait jamais venu à l'esprit ou elles désapprouvaient une telle démarche.

Tenez un article tout frais d'aujourd'hui relatant un sondage qui confirme mon assertion.

- Le FN se banalise aux yeux des Français - Lemonde.fr 06.02

Ainsi, aujourd'hui, 47 % des personnes interrogées estiment que le FN *"ne représente pas un danger pour la démocratie"* (soit 8 points de plus qu'en 2012).

A titre de comparaison, plus de 70 % des sondés désignaient ce parti comme un danger dans la deuxième partie des années 1990.

Ces résultats soulignent donc de manière significative une normalisation du parti d'extrême droite.

Au même moment où paraissait ce rapport, Obama justifiait à la suite de Bush le recours à l'élimination de citoyen américain partout dans le monde dès lors que la CIA avait estimé qu'il présentait une menace pour les intérêts américain.

Voilà un extrait d'un article de l'AFP paru hier relatif à cette décision.

- Les Etats-Unis ont le droit de conduire une opération meurtrière à l'extérieur du pays à l'encontre d'un citoyen américain quand il s'agit d'un responsable du réseau Al-Qaïda, selon un document confidentiel du ministère de la Justice rendu public mardi.

Ce document de 16 pages, dévoilé par la chaîne NBC, justifie pour la première fois l'élimination de citoyens américains, en particulier dans des frappes de drones, contestée devant des tribunaux par des organisations de défense des droits de l'homme.

Il souligne que les Etats-Unis ne violent ni la Constitution ni les lois fédérales en tuant un ressortissant américain quand il représente une menace imminente d'attaques violentes pour le pays et que sa capture n'est pas réalisable.

Sa publication intervient à deux jours de l'audition au Sénat du chef du contre-terrorisme de la Maison Blanche, John Brennan, en vue de sa confirmation en tant que nouveau directeur de la CIA.

John Brennan a joué un rôle clé dans la campagne de tirs de drones américains, qui a été lancée en 2004 mais s'est largement intensifiée sous la présidence Obama.

Un groupe de sénateurs républicains et démocrates vient d'écrire à Barack Obama en vue de l'audition de M. Brennan pour réclamer la publication des documents juridiques autorisant Washington à tuer des citoyens américains.

*"C'est vital que le Congrès et le public américain aient une totale compréhension de la manière dont l'exécutif interprète les limites et les frontières de son autorité"*, écrivent les élus.

Le document publié mardi, qui résume un mémo juridique de 50 pages resté classifié, est intitulé: *"De la légalité d'une opération meurtrière contre un citoyen américain qui est un haut dirigeant opérationnel d'Al-Qaïda ou d'une de ses filiales"*. Le ministère de la Justice s'est refusé à tout commentaire.

Réagissant à ce document, la Maison Blanche a défendu les frappes de drones comme étant *"nécessaires pour empêcher les menaces en cours, arrêter les projets d'attentats, prévenir de futures attaques et sauver des vies américaines"*.

*"Ces frappes sont légales, éthiques et sages"*, a déclaré Jay Carney, porte-parole de la Maison Blanche.

Selon le document, un responsable *"de haut niveau et informé"* peut décider que l'individu pris pour cible pose *"une menace imminente d'attentats violents contre les Etats-Unis"* s'il s'est seulement *"récemment"* impliqué dans de telles activités et qu'il n'y a pas de preuve qu'il y ait renoncé.

Il est publié sur fond de controverse sur les frappes de drones américains au Pakistan et au Yémen. Parmi les attaques les plus critiquées, celle qui a conduit à la mort de l'imam radical Anwar Al-Aulaqi, ressortissant américain, et de deux autres Américains, abattus par un drone au Yémen en 2011.

L'Union américaine des libertés civiles (ACLU), le New York Times et le Centre pour la défense des droits constitutionnels ont attaqué l'administration Obama en justice dans cette affaire. Deux recours sont actuellement examinés en appel à New York et Washington.

Ce document *"est profondément troublant"*, a déclaré Hina Shamsi, directrice de l'ACLU sur la sécurité nationale. *"Il est difficile de croire qu'il a été rédigé dans une démocratie bâtie sur un système d'équilibres et de contrôles. Il résume en des termes froids la toute puissance stupéfiante de l'exécutif"*.

Dans un entretien exclusif à l'AFP, le secrétaire à la Défense sortant Leon Panetta a expliqué vendredi que les attaques de drones constituaient *"une partie importante"* des opérations américaines contre Al-Qaïda et devaient *"continuer d'être un outil"*.

Commentaire.

En violation de la souveraineté de ces Etats, les Etats-Unis s'octroyant un pouvoir dictatorial étendu à toute la planète.

C'est extrêmement grave, car ils peuvent décider de liquider quasiment n'importe qui dans le monde en prétendant qu'il préparait un attentat, car il est facile après coup pour la CIA de fabriquer des preuves pour le prouver et agir en toute impunité.

Quand on voit que les attentats du 11 septembre 2001 orchestrés par la clique à Bush a servi à justifier les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, puis accessoirement la Libye, à restreindre les libertés publiques (et des syndicats) aux Etats-Unis, à renforcer le contrôle de la population, à concocter le Patriot Act, on peut facilement imaginer qu'une telle pratique pourrait être étendue à d'autres domaines ou personnes qu'à de prétendus dirigeants d'Al-Qaïda, organisation que les Etats-Unis ont conçue de toutes pièces, mais dont certains éléments peuvent avoir échappé à leur contrôle (attention, pas le 11/9, tout avait été minutieusement programmé à l'échelle de tout le pays.).

## Un article de 20minutes.fr et du Nouvel Observateur du 5 février 2013

### L'industrie française a perdu plus de 120.000 emplois en trois ans. (06.02)

Selon une enquête du cabinet Trendeo, la France a perdu depuis janvier 2009 plus d'un millier d'usines, entraînant avec elles la disparition de plus de 120.000 emplois...

En quatre ans, 1 087 fermetures ont été annoncées, pour seulement 703 ouvertures. La France compte ainsi 384 sites industriels de moins qu'au début de 2009. C'est *"le pays le plus désindustrialisé d'Europe"*, selon Patrick Artus, de Natixis. (lemonde.fr 05.02)

Les chiffres sont mauvais, mais ils ne sont pas surprenants. Les déboires de PSA, de Renault ou encore de Dux, les restructurations engagées chez Sanofi, Merck, Kronenbourg ou encore Coca-Cola ont bien pesé sur le tissu industriel français.

Plus d'un millier d'usines ont fermé leurs portes dans le pays depuis janvier 2009, révèle le cabinet Trendeo dans une étude livrée aux Echos. Entraînant avec elles la disparition de plus de 120.000 emplois, principalement dans l'automobile, la pharmacie, le meuble ou encore l'imprimerie.

2012, année noire

Et le rythme s'est encore accéléré en 2012, avec un accroissement des fermetures d'usines de 42%. Au cours de cette seule année, 24.000 postes ont disparu. La situation s'était pourtant un peu améliorée en 2010 et en 2011.

Concrètement, l'an dernier, si 166 sites ont ouvert leurs portes en France, 266 les ont fermées. Et l'euro fort, dénoncé ces derniers jours par le gouvernement, n'est pas étranger à cette dégradation. «L'euro a augmenté de 10% face au dollar depuis juillet 2012, ce qui pèse sur la compétitivité des entreprises», analyse pour Les Echos David Cousquer, du cabinet Trendeo.

Selon le quotidien économique, *"les secteurs de l'automobile, de la pharmacie, du meuble ou de l'imprimerie"* sont en "première ligne" de cette dégradation. En revanche, soulignent "Les Echos", *"dans cet environnement difficile, la construction aéronautique et le luxe continuent d'afficher leur singularité, avec plus de 2.400 créations de postes"*.

*"L'industrie bénéficie aussi des investissements dans les énergies vertes, avec plus de 9.000 annonces de création en l'espace d'un an"*, écrit encore le journal qui conclut toutefois que cette *"montée en puissance... restera insuffisante pour redonner du souffle à l'industrie française"*.

## Un article de l'AFP du 6 février 2013

### Syrie: les rebelles forment des adolescents à devenir "*des machines à tuer*" (07.02)

*"Quand ils arrivent ici, ce sont des enfants. Mais quand ils sortent, ils sont devenus des machines à tuer":* sans aucun état d'âme le sergent déserteur Abderrazaq forme des adolescents pour les envoyer au combat contre les troupes du président syrien Bachar al-Assad.

*"Moussab! Tu es censé le tuer, pas lui caresser le torse",* hurle-t-il, quand un jeune de 14 ans, qui a réussi à désarmer un garçon de l'équipe adverse, lui donne un coup de poing au lieu de faire mine de le poignarder.

*"Je suis très fier de mon fils. Je sais qu'il deviendra un bon soldat",* affirme son père, Abou Kamal, qui combat au sein de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles), tout comme neuf oncles et dix cousins de Moussab.

Sobhi, 15 ans, a supplié son père de le laisser suivre la formation. *"J'en avais assez de rester à la maison à attendre que mon père et mes frères rentrent du front et me racontent leur guerre. Je veux y aller moi-même et la voir de mes propres yeux",* explique-t-il.

Moustapha, 14 ans, est beaucoup moins déterminé, mais il répète ce que lui soufflent les adultes: *"Je veux lutter pour ma famille et mon pays, et si je dois donner ma vie, je suis prêt".*

*"Les enfants sont les meilleurs soldats que je connaisse. Tu commandes et ils obéissent. Un adulte, lui, va poser des questions. Ces enfants (...) ne mettent rien en doute",* assure Abderrazaq. *"Leurs parents veulent qu'ils reçoivent une formation militaire avant de les envoyer en première ligne, où, sans un bon entraînement, ils mourraient rapidement",* explique ce militaire de 38 ans.

*"Le problème, c'est qu'il n'y a plus d'adultes dans les villages, du coup ce sont les enfants qui suivent une formation militaire",* poursuit-il, en passant en revue ses jeunes troupes dans une ancienne école de la province d'Alep (nord) transformée en académie militaire rebelle.

Et si nombre de ces jeunes risquent de périr, *"d'autres viendront les remplacer pour continuer la lutte",* assure Abderrazaq, alors que le conflit en Syrie a fait plus de 60.000 morts en 22 mois selon l'ONU.

Pour Jean-Nicolas Beuze, en charge de la protection de l'enfance pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'Unicef, c'est l'une des particularités du conflit syrien. *"Il n'y a pas de recrutement actif d'enfants comme dans d'autres conflits, les jeunes se présentent parfois spontanément, encouragés par leur famille, mais les chefs des groupes armés ont l'obligation de les refuser",* dit-il à l'AFP.

Le droit international interdit en effet à toute personne de moins de 18 ans de participer au combat ou à des opérations de soutien, comme l'espionnage, le transport d'armes ou l'approvisionnement des combattants, rappelle-t-il. Et avoir recours à des enfants *"en position de combat ou de soutien aux combattants constitue une violation grave des droits de l'enfant"*, souligne-t-il.

Sur internet, de nombreuses vidéos montrent des enfants-soldats à travers le pays. Tournées par des médias internationaux ou par des brigades rebelles qui ont fait de ces enfants leurs mascottes, elles montrent des jeunes garçons tenant des kalachnikov et, pour l'un d'eux, un lance-roquettes plus grand que lui.

Sur l'une de ces vidéos, filmée par des insurgés, le 24 novembre, à Deir Ezzor, dans l'est du pays, apparaît un jeune garçon portant un gilet militaire et un fusil automatique, au milieu de rebelles tirant au front. *"Voilà le plus jeune combattant de Syrie",* lance le caméraman, avant que le garçon ne se présente comme *"Danny Walid, 14 ans"*.

Plusieurs autres vidéos, tournées dans la même région, montrent des garçons, tous présentés comme *"le plus jeune combattant de Syrie"*, au milieu de groupes rebelles.

Une vidéo particulièrement choquante, largement diffusée par les partisans du régime, montre un garçonnet entouré par des hommes présentés comme des rebelles.

Il a une hache dans la main et décapite un homme au sol sous les félicitations des hommes qui l'entourent. Après avoir détaché la tête du corps, les rebelles la lancent et la font rouler à terre devant l'enfant.



## Un article de Reuters du 6 février 2013

### Démission du gouvernement tunisien après la mort d'un opposant. (07.02)

Les islamistes au pouvoir en Tunisie ont annoncé mercredi la démission du gouvernement et promis d'organiser rapidement des élections pour tenter de calmer les violentes manifestations provoquées par l'assassinat du dirigeant de l'opposition laïque Chokri Belaïd.

De nouveaux affrontements ont éclaté mercredi soir devant le ministère de l'Intérieur, où un policier a été tué par des jets de pierres, a-t-on appris de source officielle.

Un peu plus tôt, le Premier ministre Hamadi Jebali, membre du parti islamiste Ennahda, s'était adressé à la Nation pour annoncer sa décision de former un *"gouvernement de compétences nationales"* composé de technocrates *"n'appartenant à aucun parti et travaillant pour l'intérêt de la Nation"*.

*"Après l'échec des négociations entre les partis sur un remaniement gouvernemental, j'ai décidé de former une petite équipe de technocrates"*, a-t-il dit en précisant que ses membres n'auraient pas le droit de se présenter aux élections.

Ces dernières, a-t-il souligné, auront lieu le plus rapidement possible.

Cette annonce a été accueillie avec prudence par Mouldi Fahem, un responsable du Parti républicain (opposition laïque).

*"La décision du Premier ministre est une réponse aux demandes de l'opposition. Nous en saluons le principe. Nous attendons les détails"*, a-t-il dit à Reuters.

*"C'est une décision tardive, mais une décision importante"*, a estimé de son côté Beji Caïd Essebi, chef du parti laïque Nida Touns.

A la suite de la mort de Chokri Belaïd, l'opposition a appelé à une grève générale jeudi, jour des obsèques du défunt, et suspendu sa participation à l'Assemblée constituante. Par la suite, la famille du défunt n'a pas exclu que les funérailles aient lieu avant vendredi.

Chokri Belaïd, un avocat de 49 ans, était le secrétaire général du Mouvement des patriotes démocrates, membre du Front populaire, une coalition d'opposition qui regroupe une douzaine de formations.

Blessé de quatre balles devant chez lui par un homme qui a pris la fuite à moto avec un complice, il a succombé à ses blessures à l'hôpital.

*"Chokri Belaïd a été assassiné aujourd'hui devant son domicile, de quatre balles tirées dans la tête et dans la poitrine"*, a précisé Ziad Lakhder, l'un des responsables du Front populaire.

Le chef de file d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a affirmé à Reuters que son parti était totalement étranger à cet assassinat.

*"Le parti Ennahda est totalement innocent de l'assassinat de Belaïd"*, a martelé le chef du parti islamiste qui dirige la coalition gouvernementale. *"Les seuls à qui profite cet assassinat, ce sont les ennemis de la révolution."*

*"La Tunisie connaît aujourd'hui l'impasse politique la plus grave depuis la révolution. Nous devons garder notre calme et ne pas nous laisser entraîner dans une spirale de violence. Plus que jamais, il faut que nous restions unis"*, a ajouté Rached Ghannouchi.

La nouvelle de la mort de Belaïd a provoqué de violentes manifestations à travers le pays. La police est intervenue pour disperser à coups de gaz lacrymogène les manifestants rassemblés devant le ministère de l'Intérieur à Tunis.



Des manifestations ont aussi eu lieu à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, berceau de la "*révolution de jasmin*" qui a chassé du pouvoir le président Zine ben Ali en janvier 2011, coup d'envoi du "*printemps arabe*". La police est également intervenue.

Selon des témoins, les bureaux d'Ennahda ont été incendiés à Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax.

Le chef de l'Etat tunisien, le président Moncef Marzouki, a écourté une visite qu'il effectuait au Parlement européen à Strasbourg et annulé sa participation au sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) jeudi au Caire.

*"Il y a une tentative de déstabilisation de mon pays"*, a dit Marzouki, lui-même fondateur du Congrès pour la République, une formation de la gauche laïque qui participe au gouvernement.

*"Cet odieux assassinat n'a pas d'autre objectif que d'opposer la composante laïque à la composante musulmane de la société pour susciter le chaos"*, a-t-il ajouté.

Il s'est refusé à incriminer Ennahda, laissant entendre que le crime pouvait servir ceux qu'il a appelé les salafistes djihadistes ou les partisans de l'ancien régime du président Ben Ali.

Les difficultés économiques ont provoqué ces derniers mois des manifestations parfois violentes et le gouvernement a accusé des militants liés à Al Qaïda de stocker des armes dans le pays en vue d'y instaurer par la force un Etat islamiste.

Un article du figaro.fr du 6 février 2013

### Le rapport qui accable le système de santé britannique (07.02)

Le premier ministre David Cameron a présenté ses excuses au nom du gouvernement et du pays après la publication d'un rapport mercredi sur les conditions de traitement sordides de centaines de patients d'un hôpital anglais.

Un «*catalogue ignoble de défaillances médicales et d'encadrement*». Le premier ministre britannique, David Cameron, a présenté des excuses au nom du gouvernement et du pays tout entier après la publication mercredi du rapport accablant sur l'hôpital Stafford, où 400 à 1200 patients avaient succombé à diverses privations, entre 2005 et 2008. Un rapport de 3000 pages qui pointe du doigt la gestion de l'établissement. L'avocat Robert Francis, qui a dirigé la commission à l'origine de ce rapport, a ainsi dénoncé devant les caméras «*les souffrances écoeurantes et inutiles de centaines de personnes*», «*abandonnées par un système qui a ignoré les signaux d'avertissement et qui a fait passer les intérêts de l'entreprise et la réduction des coûts avant la sécurité des patients*».

«*Tellement assoiffés qu'ils buvaient l'eau sale des vases*»

Le scandale de l'hôpital Stafford, l'un des plus graves ayant affecté le Service national de santé (NHS) depuis sa création en 1948, avait choqué le Royaume-Uni. Une enquête avait été ouverte en 2010, après la découverte des conditions déplorables dans lesquelles étaient traités les patients de cet établissement public du centre de l'Angleterre.

Certains malades restaient étendus dans des draps souillés ou assis sur des pots de chambre pendant des heures. Les patients n'étaient souvent lavés qu'une fois par mois, ou n'étaient pas nourris. Parfois même, la nourriture était laissée à un endroit qu'ils ne pouvaient pas atteindre. En outre, les proches qui venaient leur rendre visite devaient parfois leur apporter à manger, jeter eux-mêmes les pansements usagés ou encore nettoyer les toilettes. «*Certains patients étaient tellement assoiffés qu'ils buvaient l'eau sale des vases*», a renchéri David Cameron, devant le Parlement.

Cinq autres établissements dans le viseur

Lors d'une conférence de presse, l'avocat Robert Francis a mis en cause les dirigeants de l'établissement, qui n'ont pas su écouter les patients et le personnel. Il estime toutefois qu'il y a eu «*un échec du système dans son ensemble*» et appelé à un «*changement fondamental de culture*» au sein du NHS. Cette institution faisait encore il y a peu la fierté de la Grande-Bretagne: elle avait été placée au cœur de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Londres, l'été dernier.

Le rapport publié hier énumère donc 290 recommandations, comme l'adoption d'un «*devoir de franchise*» qui contraindrait le personnel à reconnaître quand une erreur a été commise, sous peine de poursuites pénales. Le premier ministre a de son côté promis de nommer un inspecteur général des hôpitaux et de renforcer le système d'inspections d'ici à l'automne prochain. Il a également annoncé que cinq autres hôpitaux enregistrant des taux de mortalité élevés allaient faire l'objet d'une enquête, selon le site de la BBC.

## Un article de Reuters du 6 février 2013

### Pas de temps à perdre pour les réformes, selon Laurence Parisot (07.02)

Le gouvernement et les partenaires sociaux doivent s'attaquer sans attendre à la réforme de l'assurance chômage et des retraites pour assurer la pérennité du système social français, a déclaré mercredi la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Medef et CFDT sont d'ores et déjà d'accord pour mettre rapidement en place un groupe de travail sur l'assurance chômage, la convention établissant les règles d'indemnisation des demandeurs d'emploi prenant fin à la fin 2013, a précisé la dirigeante de la première organisation patronale française.

*"La situation financière du pays reste vraiment très fragile", a-t-elle déclaré lors d'une rencontre organisée par le mensuel Enjeux-Les Echos. "Il nous faut des réformes structurelles, on ne peut pas se contenter de tourner les petits boutons qu'on manipule classiquement depuis des décennies."*

*"Sur l'assurance chômage, il nous faut une réforme profonde, vraiment une transformation du système", a-t-elle ajouté.*

Creusé par une croissance économique atone et la dégradation continue de l'emploi, le déficit de l'assurance chômage devrait presque doubler cette année pour atteindre 5 milliards d'euros, ce qui portera sa dette à 18,6 milliards fin 2013, selon son gestionnaire, l'Unedic.

Face à cette dégradation, la Cour des comptes a estimé que le rétablissement financier devait passer par une révision de l'ensemble des paramètres : ouverture des droits, durées de cotisation, niveau de cotisation et d'indemnisation...

Elle a recommandé un taux de cotisation majoré pour les employeurs ayant le plus recours aux contrats à durée limitée (CDD et intérim), une mesure esquissée dans l'accord sur l'emploi conclu par les partenaires sociaux, et une baisse du taux de remplacement pour les indemnités les plus élevées.

Sur ce dernier point, Laurence Parisot a estimé qu'il ne fallait pas prendre le problème par *"le petit bout de la lorgnette"*, en soulignant que les cadres étaient aussi ceux qui cotisaient le plus à l'assurance chômage, une prudence partagée par des économistes comme par exemple à l'OFCE.

*"Sur les retraites, il n'y a pas d'autre solution que d'allonger la durée de cotisation et de repousser l'âge légal", a déclaré Laurence Parisot. "On ne va pas pouvoir retarder la question de la grande réforme du régime général des retraites."*

Le déficit des retraites devrait dépasser 21 milliards d'euros en 2017, selon le Conseil d'orientation des retraites, alors que la réforme de 2010 prévoyait l'équilibre en 2018.

Le gouvernement a décidé d'ouvrir ce dossier dans le cadre de la conférence sociale en juillet.

Selon un sondage CSA publié mardi, 60% des Français considèrent que le report à 65 ans de l'âge légal de départ à la retraite, contre 62 prévu par la réforme de 2010, sera à terme nécessaire.

Les comptes sociaux figurent aux côtés des comptes de l'Etat et des collectivités locales dans le calcul du déficit public de la France, que le pays s'est engagé à ramener de quelque 4,5% du produit intérieur brut fin 2012 à 3% fin 2013, une mission quasi impossible en raison de la faiblesse de la croissance économique, selon la plupart des économistes.

Le gouvernement continue pour l'instant de prévoir une baisse du déficit à 3% fin 2013, soutenue par une croissance du PIB de 0,8%. Cette dernière prévision, très supérieure au consensus d'économistes et aux prévisions des institutions internationales, sera réexaminée par le gouvernement français, sans aucun doute à la baisse, d'ici la présentation du nouveau programme de stabilité de la France en avril.

## Commentaire.

Le Medef et la CFDT ont clairement annoncé quel sera le contenu réactionnaire de la "*réforme*" de l'assurance chômage et des retraites au menu de pseudo négociations qui sont censées démarrer au mois de juillet prochain et qui fera ensuite l'objet d'un accord, exactement comme ce fut le cas au cours des mois qui ont précédé l'accord patronal sur la sécurisation de la précarité du travail du 11 janvier 2013.

Dès lors, il est parfaitement clair que tout syndicat qui acceptera ce cadre et d'y participer trahira les intérêts des travailleurs, se fera le complice de l'accord scélérat qui en sortira. A ce jour, il est prévu que la CGT et FO y participent, qui portent déjà la terrible responsabilité de l'accord patronal du 11 janvier dernier. A suivre.

## Un article de l'AFP du 4 février 2013

### Tunisie : Meurtre de Chokri Belaid, crime contre la Révolution (09.02)

Chokri Belaid est mort. Victime du premier attentat politique dans la Tunisie d'après la Révolution. L'assassin a tiré quatre balles sur le secrétaire général du Parti des patriotes démocrates unifié, en ce mercredi 6 février. Belaid a été touché à la tête, au cœur, à la nuque et à l'épaule. L'assassin ne lui a laissé aucune chance.

Du travail de professionnel a souligné Hamma Hammami, le leader du Front Populaire, dont fait parti le mouvement dirigé par le martyr de la gauche tunisienne. Pour son camarade Hammami, « *l'opération a été organisée et perpétrée par des spécialistes* ».

Le pire ? C'est que cet attentat qui endeuille aujourd'hui toute la Tunisie ne représente même pas vraiment une surprise. Chokri Belaid a tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme. Sans que ses appels à l'aide ne soient véritablement entendus. Le lundi 23 janvier 2012, soit plus d'une année avant qu'il ne tombe sous les balles de ses meurtriers, Belaid avait affirmé avoir été menacé de mort en pleine rue, sur l'avenue Habib Bourguiba, à un jet de pierre du ministère de l'Intérieur. Et ce ne sera pas la seule fois que Chokri Belaid dénoncera publiquement de tels agissements, en révélant être la cible potentielle d'un meurtre politique.

Son compagnon de route de toujours, Hamma Hammami, pointera du doigt « *l'indulgence coupable du gouvernement, et de certains hommes politiques à l'égard des appels à la violence* ». Alors que des milices ont multiplié les menaces et les agressions physiques dans l'impunité. Les appels au meurtre ont trop souvent retenti dans les mosquées, et en marge des manifestations. Des mouvements politiques s'en sont même faits une spécialité, faisant de tels agissements une banalité. Sans que les autorités ne s'en inquiètent ou ne réagissent avec la détermination requise.

Pis : certains députés d'Ennahdha leurs trouvent même des justifications, leurs donnant ainsi une pseudo-absolution, voire même une légitimité, sous le toit de l'Assemblée Nationale Constituante. Les voici désormais, mis face à leurs responsabilités.

Du slogan au meurtre

Parce que manifestement, la Tunisie est passée du stade des slogans, à l'exécution de meurtres politiques froidement planifiés. Les menaces dans le champ politiques, même verbales, peuvent dégénérer à tout moment en agression physique. Et en assassinat. Le martyr de Chokri Belaid vient de le prouver de manière sanglante. Pour Hamma Hammi, il n'y a pas de doute : « *cet acte a été commis par des mouvements politiques qui veulent entraîner le pays dans le meurtre et l'anarchie. Tout le gouvernement assume la responsabilité de ce crime ignoble* ».

Or la situation est d'autant plus grave, que des armes à feu sont désormais en circulation en Tunisie. Revolvers et kalachnikovs sont effectivement disponibles sur le marché noir... Et les caches d'armes clandestines disséminées sur tout le territoire de la République sont régulièrement découvertes par les autorités.

Les revendications de la Révolution Tunisienne ont été et demeurent, malgré les difficultés, des exigences de dignité et de liberté. Les Tunisiens vont-ils aujourd'hui y renoncer pour se laisser entraîner dans la spirale sanglante de la violence ? Ou donneront-ils enfin, dans un sursaut salutaire, un coup d'arrêt à ceux qui veulent tuer et enterrer la Révolution ? Ne reste plus qu'à espérer que l'appel de Hamma Hammami soit entendu : « *ce crime doit unir tous les Tunisiens, pour que le sang de Chokri Belaid ne soit pas versé en vain* ».

**Un article de Front Populaire publié par michelcollon.info le 7 février 2013**

### **Le Front Populaire refuse l'offre du FMI (09.02)**

Le Front Populaire refuse l'offre du FMI d'avoir une rencontre en privé. En effet, le FMI a imposé au peuple tunisien durant 23 ans, en s'appuyant sur la dictature de Ben Ali, une politique antisociale et antidémocratique qui a fait beaucoup de ravages (chômage, pauvreté, corruption et dictature..). En revanche, le Front Populaire propose au FMI une rencontre publique lors d'un débat télévisé.

Le Front Populaire rappelle que, le peuple tunisien qui a fait la révolution a exprimé sa volonté de rejet de cette politique, et du pouvoir qui avait la charge de la lui imposer. De même que sa volonté d'en finir avec cette politique.

Cependant, faisant fi de cette volonté clairement exprimée à travers la révolution, le FMI non seulement exige la poursuite de la même politique, mais, en plus veut l'accentuer davantage. C'est le sens du nouveau plan d'austérité et de relance de l'endettement extérieur (à un rythme jamais atteint auparavant sous la dictature) qui vient d'être conclu avec le gouvernement de la Troïka. Le dernier rapport de l'Expert de l'ONU sur la dette qui condamne les agissements des créanciers comme le FMI en affirmant que : « *les créanciers ne devraient pas subordonner l'octroi de prêts ou les mesures d'allègement de la dette à la mise en œuvre, notamment, de politiques de privatisation, de titrisation, de libéralisation du commerce, de dérégulation des investissements ou de libéralisation du secteur financier* ». Ce rapport insiste également sur le fait que « *les États créanciers et les institutions financières internationales ne doivent pas tirer parti d'une crise économique, financière ou liée à la dette extérieure pour promouvoir des réformes structurelles dans les États débiteurs* ».

Le Front Populaire ne reconnaît aucune légitimité au FMI pour continuer de décider du sort du peuple tunisien et considère son nouveau plan comme étant la poursuite de son agression contre le peuple tunisien. Le Front Populaire exige du FMI de cesser immédiatement toute ingérence et tout acte hostile contre le peuple tunisien. De même que le Front Populaire exige que le FMI rétrocède au peuple tunisien ce qu'il a indûment perçu comme remboursement de la dette odieuse afin que cela alimente un fonds de développement humain contrôlé par la population.

Le Front Populaire saisit cette occasion pour exiger du gouvernement de la Troïka de cesser toute collaboration avec le FMI qui porte atteinte aux intérêts vitaux du peuple tunisien. Qu'il mette fin aux négociations secrètes avec le FMI, la BM, la Commission Européenne ou bien toute autre autorité ayant pour objet les intérêts nationaux du peuple tunisien.

Enfin, le Front Populaire exige la suspension immédiate du remboursement de la dette, le gel des intérêts et la réalisation d'un audit de la dette tunisienne. Cet audit doit associer la société civile et permettre de comprendre les circonstances entourant la conclusion de ces prêts, leur utilisation, d'identifier les responsabilités et déterminer la part odieuse : celle qui doit être annulée sans conditions.

**Un article lemonde.fr du 8 février 2013**

**Chokri Belaïd, un tribun devenu l'ennemi juré des islamistes. (09.02)**

Etudiant engagé à l'extrême gauche, Chokri Belaïd haranguait ses camarades d'université avec une habileté et une verve que lui enviaient les islamistes, eux aussi opposants au régime de l'ancien dirigeant Zine El-Abidine Ben Ali. Devenu avocat, après des études de droit en partie réalisées en France, le tribun poursuivra sur sa lancée en devenant le porte-parole d'une petite formation de la gauche radicale, les Patriotes démocrates, d'obédience marxiste et panarabiste, qui ne deviendra légale qu'en avril 2011, après le soulèvement tunisien et la chute de l'ancien régime.

A cette époque, du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011, Chokri Belaïd est de toutes les manifestations, avec son ami Hama Hammami, le dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien, forcé à la clandestinité pendant des années. Aux dernières heures du régime Ben Ali, les deux hommes seront d'ailleurs arrêtés ensemble avant d'être relâchés. Ils se réuniront ensuite avec plusieurs formations de la gauche radicale dans un mouvement baptisé le Front populaire.

Ne disposant que d'un seul élu à l'Assemblée nationale constituante, le Front, qui compte un nombre important de militants, est aujourd'hui parvenu à s'imposer comme la troisième force du pays. Mais peu de Tunisiens connaissaient jusqu'à récemment Chokri Belaïd, issu d'un milieu très modeste, né en novembre 1964 dans l'un des quartiers les plus pauvres du sud de Tunis, Djebel Jelloud.

**L'AVOCAT DES GRÉVISTES, "MILITANT DE PREMIER ORDRE"**

Les grévistes du bassin minier de Gafsa, eux, savent ce qu'ils lui doivent. Lorsque éclate la grande grève de 2008 dans cette région déshéritée du Sud, annonciatrice du mouvement qui balaiera deux ans plus tard le régime Ben Ali, une terrible répression s'abat sur ses meneurs. "*Chokri Belaïd a pris la tête du groupe d'avocats qui nous a défendus, c'était un militant de premier ordre*", se souvient l'un des acteurs de cette époque, Mouhieddine Cherbib, qui réside aujourd'hui en France. L'avocat plaidera également les dossiers de plusieurs salafistes emprisonnés par l'ancien régime.

Tout change à partir du 14 janvier 2011. La moustache de Chokri Belaïd devient soudain familière aux Tunisiens. Ses talents d'élocution, son franc-parler, en font un invité courtoisé des plateaux télévisés. Membre de la Haute Instance pour les objectifs de la révolution, il participe aux travaux qui mèneront aux premières élections libres d'octobre 2011, sans jamais cesser de vitupérer contre les gouvernants, en particulier l'ancien premier ministre de transition, Béji Caïd Essebsi.

Au fil des mois, c'est cependant avec le courant islamiste que les choses vont de plus en plus se dégrader. Chokri Belaïd redouble de critiques contre le gouvernement dominé par les islamistes du parti Ennahda. Il dénonce le climat de "*violence*" qui, affirme-t-il, s'est installé dans le pays, et que le pouvoir, selon lui, instrumentalise à des fins électoralistes et pour des enjeux internes. Dans ses diatribes, l'avocat vise en particulier l'aile dure d'Ennahda.

En réaction, le ministre de l'intérieur, Ali Larayedh, membre du parti islamiste, le désignera nommément comme l'un des responsables des émeutes de Siliana, en novembre 2012, durement réprimées par les forces de sécurité qui tirèrent sur les manifestants avec des fusils de chasse.

Mais l'atmosphère se dégrade encore. L'opposant Chokri Belaïd est cité dans des prêches hostiles d'imams, vilipendé sur des dizaines de pages Facebook, menacé de mort. Jusqu'à son assassinat.

## Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 10 février 2013

### L'Algérie compte nationaliser la filiale algérienne d'ArcelorMittal (11.02)

**Le groupe public Sider qui détient déjà 30% d'ArcelorMittal Annaba devrait voir sa part passer à 51%.**

L'Etat algérien s'apprête à prendre le contrôle de la filiale algérienne en difficulté du numéro un mondial de la sidérurgie ArcelorMittal, a-t-on appris dimanche 10 février de sources concordantes.

*"L'Etat via le groupe public Sider va prendre prochainement le contrôle de la majorité du capital du complexe sidérurgique"* d'ArcelorMittal d'El Hadjar, près d'Annaba (600 km au sud d'Alger), a déclaré l'ancien secrétaire général du syndicat d'entreprise Smaïn Kouadria. L'accord permettrait à ArcelorMittal Algérie d'améliorer sa situation financière très délicate depuis plus de deux ans.

Le ministère algérien de l'Industrie et les dirigeants d'ArcelorMittal seraient en train de finaliser les discussions, a précisé de son côté le quotidien francophone *"El Watan"*. Le montant de la transaction devrait s'élever à quelque 200 millions de dollars, selon le journal. Le groupe public Sider qui détient déjà 30% d'ArcelorMittal Annaba verrait sa part passer à 51%, a ajouté *"El Watan"*.

Empêcher une éventuelle fermeture

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar est détenu actuellement à 70% par ArcelorMittal et à 30% par Sider. En janvier 2012, l'ancien Premier ministre algérien Ahmed Ouyahia avait promis que l'Etat allait intervenir pour empêcher une éventuelle fermeture du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, alors confronté à une crise de trésorerie. ArcelorMittal a par la suite conclu un accord avec une banque publique algérienne portant sur une ligne de crédit de 140 millions d'euros destinés à financer un plan de développement qui devait lui permettre d'augmenter ses capacités de production.

*"Malgré la mise en oeuvre de ces mesures financières, la situation financière d'ArcelorMittal d'Annaba (AMA) a atteint un niveau critique (...) en octobre 2012. Un mois après AMA a sollicité de nouveau les pouvoirs publics pour une intervention massive destinée à garantir la poursuite des activités de l'entreprise en Algérie"*, a précisé *El Watan*.

Le complexe, propriété de l'Etat algérien, avait été racheté à 70% en 2001 par l'indien Ispat, qui appartient au groupe Mittal. Il produit actuellement plus d'un million de tonnes par an.



## Un article Lepoint.fr du 11 février 2013

### Quand les Syriens n'en peuvent plus des djihadistes. (12.02)

(Titre Lepoint.fr : *Syrie : les djihadistes ne font plus l'unanimité*. Vous comprenez pourquoi j'ai changé le titre, car en réalité les djihadistes n'ont jamais fait "*l'unanimité*" en Syrie ou ailleurs, c'est une falsification des faits pour justifier le soutien que leur apporte l'impérialisme français et américain qui sont en train de les lâcher.

Cela fait près de deux ans que les médias aux ordres répète inlassablement que le peuple syrien combat le régime en place, si cela avait été exact, cela ferait longtemps qu'il serait tombé. Le Point se fait l'écho de la voix de ses maîtres et prend ses désirs pour la réalité, cela relève de la propagande occidentale tournée contre la Syrie. Il va leur falloir se faire à l'idée que la Syrie n'était pas la Libye.)

- Accueillis à bras ouverts dans la Syrie rebelle, les djihadistes du front al-Nosra se sont accrochés à plusieurs reprises récemment avec des villageois, non pour des raisons politiques, mais lors de banales querelles liées à leur interprétation extrémiste de l'islam. Au moins quatre altercations, avec échanges de coups de poing - dont l'une a failli dégénérer en affrontement armé -, ont eu lieu dans la région d'Atmé, base arrière clé de la rébellion dans la province d'Idleb (nord-ouest), ont indiqué plusieurs témoins et habitants qui ont souhaité garder l'anonymat.

Dans le village de Qah, des combattants d'al-Nosra sont intervenus pour arrêter un homme ayant prononcé des jurons après un banal accident de voiture, et le traduire devant un tribunal islamique. Par malchance, l'homme interpellé était le frère d'un respecté leader local, rebelle de la première heure. Celui-ci a immédiatement mobilisé des dizaines d'hommes en armes et a réussi à kidnapper à son tour, après un dangereux face-à-face avec les hommes d'al-Nosra et des tirs dans les roues de leurs véhicules, un chef local de l'organisation islamiste. Ascension fulgurante

Les habitants de Qah ont pu ainsi négocier la libération du villageois arrêté. Ils ont alors relâché le chef d'al-Nosra, non sans lui avoir raccourci au passage à coups de ciseau sa longue barbe de salafiste, a indiqué un homme se présentant comme un témoin direct de la scène. Dans le village voisin d'Atmé, un cheikh jordanien du front al-Nosra qui voulait prendre la parole à la mosquée en a été empêché par les fidèles. Là aussi la confrontation a un moment menacé de dégénérer. Deux autres altercations du même genre ont eu lieu, à Atmé et Ad Dana.

Le front al-Nosra a connu une ascension fulgurante à partir de mi-2012, s'imposant sur toutes les lignes de front comme le fer de lance de la rébellion, au détriment d'une Armée libre (ASL) inefficace et souvent jugée comme corrompue. Ce faisant, al-Nosra et ses volontaires étrangers de toutes nationalités, avaient gagné le respect de nombreux Syriens en zone rebelle, dans une admiration mêlée de crainte et d'interrogations sur les motivations finales de ce mystérieux mouvement.

Lié à al-Qaida en Irak (USA)

Le front al-Nosra a revendiqué des centaines d'attaques et plusieurs dizaines d'attentats-suicides en Syrie. Il serait lié à al-Qaida en Irak, selon Washington, qui l'a placé mi-décembre sur sa liste des organisations terroristes. Loin d'isoler le groupe, la décision américaine avait au contraire suscité un élan de sympathie générale envers les djihadistes : "*Nous sommes tous d'al-Nosra*", proclamaient alors de nombreux fidèles à la sortie des mosquées. Ce temps-là est visiblement en train de changer.

*"Chaque jour qui passe maintenant, il y a ce genre d'incident avec ces gens qui veulent nous imposer leur façon d'être. Ils commencent à nous poser problème"*, a commenté un notable d'Atmé. Le même chantait encore jusqu'à il y a peu les louanges de ces djihadistes, "*les seuls à venir aider les Syriens alors que le monde entier nous a abandonnés*". Ces premières frictions se cristallisent non pas autour de question politique, mais sur des banalités du quotidien : un menton glabre, une cigarette allumée sous leur nez... ou toute autre attitude qu'ils jugent "*anti-islamique*". Présence un peu trop envahissante

La présence un peu trop envahissante de quelques prêcheurs exaltés - souvent non-Syriens - dans les mosquées suscite également un rejet croissant. "*Nous avons accepté que le cheikh d'al-Nosra (un Jordanien) prêche de temps en temps. Mais maintenant ils veulent nous imposer leur cheikh tous les*

*vendredis, ce n'est pas possible", se plaint une autre personnalité respectée d'Atme. "Certains d'entre nous se sont fait traiter de mécréants", s'étonne le même. "Mais qui sont-ils donc pour nous parler ainsi, et nous imposer leur propre loi dans la vie de tous les jours ?"*

Jusqu'à présent, le front avait toujours affiché son souci de s'attirer la sympathie des populations, par la discipline de ses combattants, ou encore les activités (très modestes) de sa branche "*humanitaire*" Qism al-Ighata.

## Un article du Guardian publié par okeanews.fr le 11 février 2013

### La Grèce est confrontée à une crise humanitaire. (12.02)

La Grèce fait-elle face à une crise humanitaire ? Pour Alex Politaki, journaliste pour The Guardian, aucun doute, la Grèce est bien confrontée à un désastre honteux pour l'Europe et le gouvernement grec .

Les normes de l'Union Européenne concernant la pauvreté montrent que la Grèce est en crise. Mais les Etats membres ne veulent pas admettre que c'est leur «plan de sauvetage» qui est à blâmer. Les sociétés européennes supposent généralement que les crises humanitaires n'ont lieu qu'à la suite de catastrophes naturelles, d'épidémies, de guerres ou de conflits. Qu'une telle crise puisse se produire dans un pays européen, en particulier dans un des pays membre de l'Union européenne, semble être hors de question pour beaucoup d'entre nous.

Et pourtant, un certain nombre d'experts soutiennent que la Grèce est actuellement au centre d'une crise humanitaire. Le directeur de Médecins du Monde , Nikitas Kanakis, la plus grande ONG et la plus importante en Grèce, a été parmi les premiers à le déclarer ouvertement. La zone portuaire de Perama, près d'Athènes, en particulier, est au milieu d'une catastrophe humanitaire. La Société médicale d'Athènes, la plus grande organisation professionnelle du genre, a même envoyé une lettre officielle à l'ONU demandant une intervention.

Si cette crise humanitaire a été jusqu'à présent peu évoquée, il y a des raisons politiques. En reconnaissant la gravité de la situation, le gouvernement grec et l'Union Européenne devraient également admettre que l'état actuel des choses a été provoqué par le soi-disant «sauvetage» économique de la Grèce. Ainsi, les autorités ont choisi de garder le silence.

Il est vrai qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue une crise humanitaire. Mais la définition utilisée par ceux ayant une expérience dans le domaine est pratique et simple. Une crise humanitaire est généralement marquée par une pauvreté croissante, l'inégalité accrue dans l'éducation et la protection sociale, et le manque d'accès aux services sociaux. Des indicateurs particulièrement importants sont la perte de l'accès aux services de santé de base, aux examens médicaux, à l'hospitalisation et aux médicaments. En d'autres termes: quand vous voyez une crise, vous ne pouvez pas la confondre avec autre chose.

La Grèce n'aurait jamais imaginé qu'elle aurait du faire face à une crise humanitaire. Selon l' indice de développement humain des Nations Unies, en 2008, la Grèce était classée au 18ème rang dans le monde. Personne dans le pays n'a vraiment pensé que cela pourrait changer de façon si spectaculaire.

C'était une fausse sécurité offerte par les institutions et les mécanismes de l'UE. Les États membres devaient payer pour cette sécurité imaginaire en répondant à des critères économiques et politiques. Le paradoxe est que même l'Union Européenne, garante supposée de la sécurité et de la prospérité des Etats membres, dispose de moyens bien définis pour mesurer la pauvreté, à la fois en valeur absolue et relative, qui montrent que la crise humanitaire existe en Grèce.

Sur la base des critères et des données de l'Union Européenne, la Grèce est un pays en situation de pauvreté grave. En 2011, 31,4% de la population, soit 3,4 millions de personnes, vivaient avec un revenu inférieur à 60% du revenu national moyen disponible . Dans le même temps, 27,3% de la population, soit 1,3 millions de personnes, étaient menacés de pauvreté. Il n'y a pas encore de données pour 2012, mais les choses ont certainement empiré.

En utilisant d'autres indicateurs de l'UE, une grande proportion des ménages grecs vit actuellement dans des conditions de «privation matérielle». Un peu plus de 11% vivent dans une «privation matérielle extrême», ce qui signifie sans chauffage suffisant, sans électricité, ni soit d'une voiture ou d'un téléphone. Cela signifie aussi avoir une alimentation pauvre, dépourvu de viande ou de poisson sur une base hebdomadaire, ainsi que l'incapacité totale ou partielle de faire face aux dépenses d'urgence ou des paiements pour le loyer et les factures.

L'inefficacité des programmes européens pour la réinsertion des chômeurs sur le marché du travail et l'absence de programmes nationaux de protection sociale ont poussé la Grèce encore plus loin dans les

rangs de la pauvreté. Le taux de chômage des adultes était de 26,8% en Octobre 2012 . Et ce niveau, même si il est énorme par rapport à un passé récent, n'est représentatif de toute la réalité.

Il manque, par exemple, le chômage résultant de la défaillance des milliers de petites entreprises. Aux chômeurs devraient être ajoutés les travailleurs pauvres, à savoir les travailleurs avec des salaires si bas qu'ils ne peuvent pas satisfaire les besoins fondamentaux. Correspondants à 13% de la main-d'œuvre, ils représentent la plus forte proportion de travailleurs pauvres dans la zone euro.

Il y a trois autres indicateurs qui pointent vers une crise humanitaire. Tout d'abord, le nombre de personnes sans-abri a atteint des niveaux sans précédent pour un pays européen: des estimations non officielles indiquent un nombre de 40.000. Deuxièmement, la proportion de bénéficiaires grecs des services médicaux des ONG dans certains centres urbains a enregistré 60% du total en 2012. Cela aurait été impensable il y a trois ans, puisque ces services sont généralement fournis aux immigrants, et pas aux Grecs.

Troisièmement, il y a eu une croissance explosive dans les soupes populaires et la distribution générale de vivres. Même si rien n'est officiellement enregistré, l'Eglise de Grèce distribue environ 250 000 rations quotidiennes, alors qu'il y a un nombre inconnu de rations distribuées par les autorités municipales et les ONG. Par un ordre récent du gouvernement, les rations municipales sera encore élargies en raison de l'incidence croissante de l'évanouissement des enfants à l'école en raison de l'apport calorique trop faible. Il y aura également des repas légers offerts aux jeunes étudiants.

La preuve de la pauvreté, l'inégalité et l'impossibilité d'accéder aux services primaires confirme les déclarations de plus en plus désespérées des personnes en première ligne de la crise. Le pays est devenu un champ de l'action humanitaire, et devrait être traité comme tel. Il est honteux pour le gouvernement grec et l'Union Européenne de fermer les yeux. La communauté humanitaire internationale doit réagir de toute urgence.

Article par Alex Politaki, pour le Guardian, publié le 11 février 2013.

## Un article de Reuters et lemonde.fr du 13 février 2013

### Coup d'envoi de discussions sur le libre-échange entre UE et USA. (14.02)

Les Etats-Unis et l'Union européenne se sont mis d'accord mercredi pour lancer d'ici juin des négociations sur un accord de libre-échange historique, qui concernerait la moitié de la production économique mondiale.

Les deux entités ont publié un communiqué commun (MEMO/13/94) recommandant l'ouverture de négociations en vue d'un accord élargi sur le commerce et les investissements.

Dans ce communiqué, le président Barack Obama, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, soulignent qu'à travers cette négociation, les Etats-Unis et l'Union européenne pourront non seulement élargir le commerce et l'investissement de part et d'autre de l'Atlantique, mais aussi contribuer au développement des règles internationales, susceptibles de renforcer le commerce multilatéral. (Cette stratégie complète ou se combine avec la guerre que les puissances occidentales mènent en Afrique, au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient pour contrer les ambitions de la Chine et de la Russie. - Ndlr)

Berlin et Paris ont salué l'annonce du président américain, Barack Obama, de l'ouverture de négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne. (Normal, Hollande et Merkel sont totalement subordonnés à l'impérialisme américain. - Ndlr)

Récemment, la chancelière allemande Angela Merkel avait appelé à accélérer le processus et relevé l'existence de "*signaux positifs*" aux Etats-Unis. Selon la chambre de commerce américaine en Allemagne, les échanges commerciaux transatlantiques représentent un volume de 700 milliards de dollars (520 milliards d'euros) par an et permettent 14 millions d'emplois.

La France, qui a toujours été dans le passé l'un des pays les plus réservés sur la création d'une zone de libre-échange transatlantique, s'est tout de même félicitée de cette proposition. La ministre du commerce extérieur, Nicole Bricq, a souligné que Paris défendra "*ses intérêts*", notamment sur l'agriculture, les indications géographiques protégées, ou encore la question du bœuf. (Tu parles ! - Ndlr) Une consultation s'achèvera début mars et la décision de la France de soutenir ou non un tel accord sera prise dans la foulée, a-t-on précisé dans l'entourage de la ministre.

L'accord de libre-échange pourrait accroître d'environ 0,5% la croissance européenne d'ici 2027, et de 0,4% celle des Etats-Unis, avec 86 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an pour l'UE, et 65 milliards d'euros outre-Atlantique. (Ou plutôt l'inverse. - Ndlr)

*"Ces négociations vont définir une norme, non seulement pour notre commerce et notre investissement bilatéral, dont font partie les questions de réglementation (Lire de dérèglementation. -Ndlr), mais aussi pour le développement des règles du commerce mondial"*, a déclaré José Manuel Barroso lors d'une conférence de presse. (Qui seront décidées à Washington. - Ndlr)

Un tel accord constituerait l'événement le plus important dans l'histoire du commerce international depuis la création de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en 1995.

Le communiqué conjoint intervient au lendemain du discours de Barack Obama sur l'état de l'Union, dans lequel il appelle à l'ouverture de négociations avec les Vingt-Sept pour la création d'un vaste espace de libre-échange avec l'Union européenne.

Face au ralentissement de la croissance de part et d'autre de l'Atlantique et à la montée de la concurrence de la Chine et des économies émergentes, les deux entités ont mis en place un groupe de travail qui a prôné en 2012 des négociations en vue d'un accord élargi sur le commerce et les investissements.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, s'attend à des discussions difficiles sans "*solution de facilité*". Il a précisé qu'il faudrait dans l'idéal que les discussions soient achevées d'ici deux ans.

La plupart des taxes à l'importation entre l'UE et les Etats-Unis sont déjà relativement basses, en moyenne de 4%.

Les négociations porteront sur l'harmonisation des normes, des ceintures de sécurité pour les voitures aux produits d'entretien pour la maison et sur les réglementations sur les services.

Pour qu'elles puissent avoir lieu, ces négociations doivent faire l'objet d'une notification auprès du Congrès américain, tandis que la Commission européenne doit recevoir le feu vert des Etats membres de l'Union. Elle présentera en mars un projet de directive de négociations.

La réduction des taxes dans l'agriculture devrait constituer le volet le plus difficile des discussions.

Un précédent projet d'accord transatlantique en 1998 avait été bloqué par la France, qui redoutait à l'époque que l'Union européenne ne soit obligée à des concessions sur le commerce agricole.

Les Etats-Unis ont depuis longtemps fait part de leur déception face aux restrictions imposées par l'Union européenne sur certains de leurs produits agricoles, notamment les OGM.

Signe de la réticence toujours palpable de l'UE, José Manuel Barroso a déclaré que les négociations ne mettraient pas en danger la santé des consommateurs européens.

*"Nous ne négocierons pas des changements de règles de base de chaque partie dont nous ne voulons pas, que ce soient les hormones ou les OGM", a-t-il dit. (C'est toujours ce qu'ils disent au départ, tout est beau, tout est bien dans l'intérêts des peuples. Tiens c'est marrant cette fois-ci ils ne l'ont pas mentionné, ils n'ont parlé que d'intérêts purement mercantiles. - Ndlr)*

Quant aux Etats-Unis, ils ne souhaitent pas voir se reproduire un schéma identique au cycle de négociations sur le commerce de Doha, démarré en 2001 et qui n'a jamais pu aboutir.

Le groupe des vingt pays industrialisés et pays émergents les plus importants (G20) doit adopter le communiqué publié mardi par le groupe des sept (G7) afin d'apaiser les tensions sur la question des taux de change, a déclaré un haut fonctionnaire du gouvernement allemand mercredi. *"Je suis très heureux que nous ayons conclu – espérons-le – la question des taux de change pour le moment avec le nouveau communiqué du G7 (...), que tous les membres du G7 ont endossé et j'espère qu'il en sera de même pour le G20", a-t-il dit, à deux jours de la réunion des grands argentiers du G20 à Moscou. "Il ne faut pas que les discussions sur les taux de change détournent les Etats des réformes structurelles. Nous continuerons de réclamer plus de réformes structurelles dans la zone euro, en Europe et dans le monde", a ajouté ce responsable qui a requis l'anonymat.*

Commentaire.

Un accord sur les taux de change en faveur du dollar et contre l'euro, voilà ce que va signer Hollande. Les 7 pays les plus riches se mettent d'accord et les 13 autres comptent pour du beurre et n'ont plus qu'à suivre...

Leur objectif est clair, amplifier la déréglementation tout azimut au niveau de l'UE (et du monde) au profit du cartel des banquiers, tandis que les Etats toujours autant ou plus endettés que jamais devront sabrer dans leurs budgets sociaux et réaliser des *"réformes structurelles"* pour livrer tous les services publics aux marchés, c'est le modèle néo conservateur américain qui doit s'imposer partout dans le monde.

Ce sera un pas de plus vers la mise en place du gouvernement mondial auquel ils aspirent, et on a la preuve ici que ce n'est pas une vue de l'esprit ou une fabulation d'adepte de la théorie du complot ou je ne sais quoi.

**Un article lexpansion.com du 14 février 2013**

## **Gros plan sur l'explosion du nombre des chômeurs en fin de droits. (16.02)**

**La tentative de suicide d'un chômeur en fin de droits à Saint-Ouen braque une nouvelle fois les projecteurs sur la montée du chômage de longue durée et celle des exclus du système d'indemnisation. Le principaux chiffres à retenir.**

Après l'immolation par le feu d'un chômeur de 42 ans en fin de droits devant le Pôle Emploi de Nantes, la tentative de suicide similaire à Saint-Ouen d'un homme se disant dans la même situation met en lumière l'explosion du nombre de demandeurs d'emploi exclus du régime d'indemnisation.

### **Près d'un chômeur sur deux n'est pas indemnisé**

A la fin décembre, plus de 4,6 millions de personnes pointaient à Pôle emploi, dont 3,1 millions sans aucune activité. Deux catégories en hausse respectivement de 10% et de 8,8%. Mais tous ces demandeurs d'emploi ne sont pas indemnisés. En décembre dernier, près de 2,3 millions de personnes recevaient une allocation chômage, soit une hausse de 5,1% sur un an deux fois moins rapide que la hausse globale des chômeurs. Autrement dit, si on y ajoute les chômeurs dispensés de recherche d'emploi, près d'un chômeur sur deux (47,8%) n'est pas indemnisé.

### **80 à 90 000 personnes par mois perdent leurs droits**

Chaque mois, entre 80.000 et 90.000 allocataires en moyenne ne sont plus couverts par l'assurance-chômage car leurs droits sont épuisés. Le nombre de chômeurs en fin de droits a ainsi progressé de 7,2% en 2012. Pour l'Unédic, ces sorties sont dues au fait que de plus en plus d'entre eux entrent avec des droits chômage plus courts, et donc plus rapidement épuisés. *"La conjoncture étant mauvaise, elle permet peu de reprise d'emploi, l'arrivée en fin de droits est donc plus courante"*, souligne-t-on.

A la crise, s'ajoute aussi un manque d'accompagnement dispensé par Pôle Emploi en raison d'un manque d'effectifs. Les agents sont débordés. *"En France, les conseillers Pôle Emploi ont deux fois plus de personnes à accompagner qu'en Angleterre ou en Allemagne"* précise Sophie Bonnaure, déléguée général de Solidarités Nouvelles face au Chômage.

### **Près de 2 millions de chômeurs longue durée**

La situation n'est pas près de s'améliorer. Le chômage de longue durée a explosé (+12,5%) en 2012 à 1,96 millions de personnes inscrites depuis plus d'un an à Pôle emploi. Soit près de 39% des demandeurs d'emploi. Parmi eux, 500.000 sont au chômage depuis trois ans ou plus.

### **Que deviennent les chômeurs en fin de droit ?**

Il y a trois cas possibles. Soit, la personne bénéficie de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) si elle justifie cinq ans d'activité salariée au cours des dix années précédant la fin de son contrat de travail.

Soit, le demandeur d'emploi n'est pas éligible à l'ASS mais perçoit le Revenu de Solidarité Active (RSA) : 483,24 euros pour une personne seule et n'exerçant aucune activité. Le passage de l'indemnisation au revenu minimum se traduit donc par une importante baisse de revenu.

Soit, le chômeur ne remplit aucune des conditions pour accéder à un minima social : à savoir s'il est âgé de moins de 25 ans ou si son foyer dépasse les plafonds du revenu. La personne se retrouve alors sans ressources propres. *"Quand on n'a ni le droit à l'ASS, ni au RSA, on n'est rien du tout !"* souligne Jean-François Kiefer, secrétaire national de CGT chômeurs.

### **Quelles solutions ?**



Tout passe évidemment par une reprise de l'activité. Mais un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi tout au long de leurs recherches est nécessaire. *"Il faut des moyens financiers pour recruter plus d'agents, estime ainsi Sophie Bonnaure. Les entretiens avec les chômeurs sont trop courts, parfois ils se font par téléphone ou e-mail. Et, il faut du temps. Redonner confiance à la personne, s'assurer qu'elle ne se désocialise pas et l'écouter à l'occasion de rencontres régulières, sont les éléments indispensables pour aider un chômeur".*

Un sentiment partagé par Philippe Berhault, secrétaire général adjoint de la CFDT-PSTE : *" Il faut s'occuper des demandeurs d'emploi dès le démarrage ! Pour cela, il faut du renfort sur place afin de mieux cibler les besoins des personnes. Je crois à la vertu de l'accompagnement mais il faut donner les moyens aux agents "*.

### **Quelles perspectives pour 2013?**

L'Unédic ne prévoit que 7.300 demandeurs d'emploi indemnisés supplémentaires, mais s'attend à un afflux de 185.500 chômeurs sans activité de plus. En incluant les demandeurs d'emploi ayant une activité réduite, l'assurance-chômage prévoit une hausse totale de 234.900 inscrits. Le taux d'indemnisation pourrait donc encore baisser.



## **Un article de l'expansion.com du 15 février 2013**

### **La France a détruit près de 67 000 emplois en 2012 (16.02)**

L'économie française continue de détruire des emplois. Quelque 28.100 emplois ont été détruits au 4e trimestre 2012 dans les secteurs marchands, portant le nombre de postes disparus à 66.800 pour l'année (-0,4% par rapport à 2011), notamment dans l'intérim, selon des estimations provisoires publiées jeudi par l'Insee.

L'intérim, réputé précurseur des évolutions du marché du travail, a perdu 65.600 postes en un an, soit 11,5% de ses effectifs, souligne l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les intérimaires, comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission, tirent à la baisse les chiffres de l'emploi pour ce secteur des services (25.700 postes détruits in fine pour le tertiaire en un an, soit -0,2%).

Sur un an, l'industrie est aussi durement touchée, avec 31.700 emplois supprimés (-1%). Du côté de la construction, le solde est aussi négatif pour 2012, mais dans une moindre mesure (-9.400 postes soit -0,7%). 66.800 emplois ont disparu l'an passé

Sur un an, ce sont au total 66.800 postes qui ont disparu en France, portant le nombre total d'emplois salariés dans le secteur marchand à 16,033 millions. Après la reprise observée en 2010, la France a recommencé à détruire des emplois au dernier trimestre 2011, malgré un court répit début 2012.

Pour espérer stabiliser le chômage, il faudrait que l'économie crée 30.000 à 40.000 postes chaque trimestre, selon les économistes. Alors que le chômage accuse une hausse ininterrompue depuis 20 mois, 285.000 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires ont poussé la porte de Pôle emploi l'année dernière (+10%), hissant leur nombre à 3.132.900, proche du pic historique de janvier 1997 (3.205.000).

L'Insee a également annoncé jeudi que la croissance avait été nulle en 2012. Les experts estiment qu'une hausse annuelle d'1,5% du PIB est nécessaire pour inverser la courbe du chômage, objectif que s'est assigné François Hollande pour la fin 2013.

**Un article de Libération.fr du 15 février 2013**

### **L'OCDE salue l'accélération des réformes structurelles, cap sur l'emploi (16.02)**

L'OCDE a salué vendredi une nette accélération des réformes structurelles, qu'elle prône de longue date, notamment dans les pays les plus fragiles de la zone euro, mais a appelé à "aller plus loin" pour favoriser l'emploi.

Paradoxalement, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reproche aux pays considérés comme de bons élèves, dont l'Allemagne, d'avoir un rythme de réformes *"nettement plus modéré"*. Une libéralisation du marché des biens y favoriserait non seulement l'activité mais aussi une réduction de l'excédent des comptes courants, facteur de déséquilibres européens et mondiaux, estime-t-elle dans son rapport annuel *"Objectif croissance"*.

Ce document, présenté à Moscou lors d'une réunion ministérielle des principaux pays riches et émergents du G20, identifie *"les priorités de réformes"* pour *"relancer la croissance et renforcer l'emploi durablement, sur fond de morosité"* économique.

*"L'accélération du rythme général des réformes signalé dans l'édition de l'année dernière s'est confirmée"*, se félicite le chef économiste de l'organisation Pier Carlo Padoan.

Selon lui, les réformes pour mettre en oeuvre les recommandations de l'OCDE, souvent d'inspiration libérale, *"sont à leur plus haut niveau"* depuis la première édition de ce rapport en 2005.

Les efforts *"ont été particulièrement soutenus dans les pays de la zone euro"* sous la pression des marchés, comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne, relève-t-il.

Le club des pays riches se réjouit de voir que les réformes ont aussi porté sur le marché du travail et la protection sociale, *"des domaines politiquement sensibles"*.

Cela a *"contribué"*, estime Pier Carlo Padoan, à la récente accalmie dans la zone euro. Pour autant, les réformes structurelles *"constituent plus que jamais une priorité"* à ses yeux.

Alors que l'atonie de la reprise économique dans de nombreux pays riches *"a repoussé une proportion croissante de la population active aux marges du marché du travail"*, l'OCDE *"met l'accent"*, dans l'édition 2013, sur l'emploi.

Elle appelle à *"renforcer et remettre à plat les politiques actives du marché du travail et les politiques sociales, afin d'atténuer (...) l'impact des pertes d'emplois à court terme"*, mais aussi de *"réduire le chômage avant qu'il ne s'enracine"*.

*"Cela vaut tout particulièrement pour la plupart des pays européens, où le chômage demeure nettement supérieur à son niveau d'avant la crise"*, soulignent les auteurs du rapport, mais aussi pour les États-Unis et le Canada, où *"le nombre de chômeurs de longue durée et de personnes ayant renoncé à chercher un emploi demeure élevé"*.

*"Il faut aller plus loin"*, avec *"une réduction des obstacles à l'entrée dans le secteur des services"* qui *"peut déboucher rapidement sur des gains d'emploi"*, insistent-ils.

Malgré ses réformes récentes, la France est appelée à réduire la dualité entre CDI très protégés et CDD plus précaires et à rendre sa fiscalité plus favorable au travail.

Quant aux pays émergents, ils doivent *"faire reculer l'économie informelle"*. *"Élargir le champ d'application de la protection sociale, réformer la réglementation du marché du travail et garantir l'adéquation des ressources affectées à l'enseignement primaire et secondaire constituent à cet égard des recommandations essentielles"*, explique l'OCDE.

Un article du monde.fr du 15 février 2013

### Ben Zygier, "prisonnier X" qui embarrasse Israël. (18.02)

Qui était le mystérieux "prisonnier X" détenu au secret dans la prison de haute sécurité d'Ayalon, à Ramlé, dans le sud de Tel-Aviv, entre février et décembre 2010 ? Quel secret pouvait-il bien garder pour que la justice israélienne et le Shin Bet, les services de sécurité intérieure, imposent la plus stricte censure aux médias et organisations des droits de l'homme qui ont tenté d'enquêter sur l'affaire ?

La diffusion, mardi 12 février, d'une enquête de la chaîne australienne ABC a donné quelques éléments : Ben Zygier, un juif australien ayant immigré en Israël en 2001 et âgé de 34 ans à sa mort, avait été recruté par le Mossad, le service du renseignement extérieur israélien. De cette histoire réunissant tous les ingrédients d'un bon roman d'espionnage, les autorités israéliennes n'ont finalement accredité qu'une version minimale. Un texte de six paragraphes, dont la justice israélienne a autorisé mercredi la diffusion.

#### Qui est Ben Zygier ?

L'histoire de Ben Zygier débute comme celle de nombreux "olim" ("immigrés juifs en Israël"). Né à Melbourne dans une famille très active au sein de la communauté juive, le jeune homme est membre du mouvement de jeunesse juif Hashomer Hatzahir ("la jeune garde"). Il effectue de nombreux séjours en Israël. Devenu avocat, en 2001, il décide d'immigrer en Israël où il épouse une Israélienne, avec qui il aura deux enfants. Les médias israéliens estiment que l'homme aurait effectué son service militaire à son arrivée en Israël.

D'anciennes connaissances peinent encore à l'imaginer dans cette double vie d'agent du Mossad. "Je n'aurais jamais imaginé que quelqu'un comme lui puisse être au Mossad. Ben parlait trop", a déclaré sous couvert de l'anonymat un ancien ami du mouvement de jeunesse, au JTA. L'homme se serait pourtant ouvertement confié à deux amis, indique le quotidien israélien Haaretz. "Il m'a dit qu'il venait d'être recruté. J'étais choqué. C'est le type de sujet sur lequel les gens plaisantent souvent, mais je n'avais aucune raison de douter de lui", a indiqué un ami de Melbourne.

L'appartenance de Ben Zygier aux services secrets israéliens n'a pas fait l'objet de démenti. Sans le dire ouvertement, son avocat Avigdor Feldman a même laissé entendre que Ben Zygier travaillait bien pour le Mossad. "L'agent de liaison du Mossad avec lequel j'étais en contact m'a informé que, malheureusement, mon client n'était plus en vie", a raconté l'avocat.

#### Pourquoi a-t-il été arrêté par Israël ?

Le profil de Ben Zygier avait très vite éveillé les soupçons des services de renseignement australiens, l'ASIO. Ils auraient été alertés par la demande effectuée lors d'un passage de Ben Zygier en Australie d'un nouveau passeport sous le nom de Ben Allen, rapporte le journal électronique +972. Les médias relatent qu'il aurait par la suite à nouveau changé d'identité pour Ben Alon puis Benjamin Burrows.

Selon le *Sydney Morning Herald*, Ben Zygier faisait partie d'un groupe de trois binationaux israélo-australiens placés début 2010 sous la surveillance de l'ASIO. "Ces hommes ont utilisé leurs nouveaux passeports pour voyager en Iran, en Syrie et au Liban", rapporte le journal. Ils avaient également tous trois des parts dans une société vendant du matériel électronique en Iran, rapportait le journal The Age en février 2010. Le quotidien australien rapporte que le correspondant de Fairfax Media, Jason Koutsoukis, avait à cette occasion appelé Ben Zygier. Il lui avait alors révélé les soupçons pesant sur son appartenance au Mossad et l'existence d'une enquête de l'ASIO à son sujet.

Cette conversation pourrait être liée, estime *Haaretz*, à l'arrestation quelques jours plus tard de Ben Zygier par le Shin Bet. Au nombre des pistes évoquées sur les raisons de cette arrestation, le groupe australien Fairfax Media cite des sources sécuritaires australiennes selon lesquelles Ben Zygier a été arrêté parce qu'il était sur le point de divulguer au gouvernement de Canberra ou à la presse des informations sur les opérations secrètes israéliennes, dont l'usage de faux passeports.

La détention de Ben Zygier est intervenue à un moment de tension aiguë entre Israël et l'Australie. Mahmoud Al-Mabhouh, un cadre militaire du Hamas, est assassiné à Dubaï, en janvier 2010. Selon Dubaï,

des passeports de plusieurs nationalités – dont un faux australien – ont été utilisés par les meurtriers. Ben Zygier était-il l'un des membres du commando qui a assassiné ce dirigeant du Hamas, chargé notamment de l'approvisionnement en armes du mouvement palestinien ?

C'est ce qu'affirme le journal koweïtien *Al Jarid*, qui cite des sources occidentales anonymes. Mais d'autres sources, dont la police de Dubaï, le démentent. Du fait de cet imbroglio diplomatique, les diplomates australiens n'ont pas demandé à avoir accès au prisonnier, indique le *Brisbane Times*. La famille ne l'a pas demandé non plus. Les diplomates australiens n'ont été impliqués dans l'affaire qu'après sa mort en détention.

### **Comment a-t-il pu se suicider en prison ?**

L'homme s'est pendu dans sa cellule en décembre 2010. Son suicide éveille les soupçons. Cette célèbre cellule de l'aile 15, spécialement construite pour Ygal Amir, l'assassin de l'ancien premier ministre Yitzhak Rabin, a été équipée de caméras jusque dans les sanitaires afin de permettre une surveillance constante, 24 heures sur 24, indique *Haaretz*. Le système de surveillance identifie les mouvements corporels et la respiration. Une alarme est donnée si aucun mouvement n'est détecté en l'espace de cinquante secondes. Aucun suicide n'a eu lieu ces deux dernières années dans des cellules de ce type, précise le quotidien.

Cet acte a surpris son avocat, Avigdor Feldman, qui l'avait vu la veille. *"A aucun moment, durant toute la conversation, je n'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'une personne qui était sur le point de se supprimer"*, a témoigné l'avocat spécialiste des droits de l'homme. *"J'ai trouvé une personne en effet inquiète, à cause des circonstances, mais sûrement pas une personne émotionnellement détruite ou dépressive, pour autant que j'aie pu en juger"*, a-t-il insisté. Sans divulguer les *"crimes graves"* reprochés à son client, M. Feldman a précisé que ce dernier était alors confronté à un choix cornélien entre négocier une peine – soit un certain nombre d'années en prison – ou bien continuer à se défendre lors d'un procès difficile qui, en cas de culpabilité, aurait pu aboutir aussi à une détention prolongée. *"Ceux qui l'interrogeaient lui ont dit qu'il pouvait s'attendre à une longue peine de prison et qu'il serait rejeté par sa famille et la communauté juive"*, a ajouté l'avocat. *"Ils ont fait jouer toutes les cordes sensibles, et je suppose que cela a finalement abouti à cette fin tragique."*

Un éditorialiste de *Haaretz* évoque ainsi deux scénarios : une négligence du service pénitentiaire ou *"l'autre alternative : quelqu'un a poussé Zygier à la mort, psychologiquement, si ce n'est physiquement"*. Sans adhérer totalement à cette thèse, nombre de commentateurs israéliens se disent troublés par les multiples zones d'ombre de l'affaire. *"Les questions (...) sont nombreuses et troublantes. Y a-t-il eu une tentative des différents organismes gouvernementaux, dont le procureur général et les agences de sécurité, de blanchir l'affaire et d'empêcher une enquête indépendante sur les circonstances de sa mort ?"*, s'interroge l'éditorialiste du Yediot Aharonot Shimon Shiffer.

### **Quels sont les faits qui lui sont reprochés ?**

Des analystes soulignent que, selon le ministère de la justice israélien, la famille de Ben Zygier a été immédiatement informée de son arrestation, des avocats mis à sa disposition et toutes les procédures légales respectées. Le quotidien de droite *Maariv* critique ainsi *"les informations publiées en Australie présentant l'image d'un homme qui a été emprisonné sans procès, sans procédure légale, en isolement total"*. L'avocat Avigdor Feldman admet, lui aussi que, malgré les aspects mystérieux de l'affaire, les droits légaux du *"prisonnier X"* ont été respectés, *"sinon rien ne serait sorti"*. Le ministère de la justice a assuré qu'une enquête avait été ouverte sur d'éventuelles négligences relatives au décès du *"prisonnier X"*. Selon le quotidien *Haaretz*, les pouvoirs publics ont accepté de verser *"plusieurs millions de shekels"* à la famille de Ben Zygier il y a un mois et demi, lorsque l'enquête interne a conclu au suicide.

Les procédures qui ont entouré sa détention laissent penser à une implication dans des actes *"d'espionnage, de trahison, des informations très très sensibles qui, si elles étaient connues d'autres personnes, pourraient poser une menace immédiate à l'Etat d'Israël"*, a justifié une source des renseignements à la chaîne australienne ABC. D'anciens membres des services de renseignement israéliens affirment que la détention au secret d'anciens espions est parfois nécessaire pour éviter que les pays dans lesquels ils ont effectué des missions ne découvrent leur véritable identité et ne débusquent d'autres agents secrets présents sur place. L'appartenance supposée de Ben Zygier au Mossad et son implication dans des opérations secrètes,

s'ils étaient avérés, estime le journal électronique +972, "*explique pourquoi Israël s'est autant démené pour garder son identité secrète*".

La censure imposée aux médias israéliens et aux associations de droits de l'homme depuis 2010 fait toutefois l'objet de nombreuses critiques. "*On appelle cela une disparition, et une disparition n'est pas seulement une violation des droits de la personne à un procès équitable, c'est un crime*", a dénoncé Bill van Esveld, un avocat de Human Rights Watch basé à Jérusalem. Dans les médias israéliens, on critique aussi l'imposition d'une censure. Alors que le journaliste d'Haaretz Yoel Marcus met en lumière l'absurdité de l'application des règles de la censure militaire, le site électronique +972 se demande s'il était au fond question de protéger la sécurité nationale ou davantage les responsables des échecs mis en lumière dans cette affaire ?

Hélène Sallon

### **Vers une indemnisation de la famille du "prisonnier X"**

Selon le *Guardian*, le gouvernement israélien a proposé une compensation financière s'élevant à "*des centaines de milliers de livres*" à la famille du "prisonnier X". Citant une source anonyme, le *Haaretz* affirme que cet accord a été passé il y a six semaines, après une enquête officielle sur la mort de Ben Zygiel.

Commentaire.

Cela ne fait pas l'ombre d'un doute que le Mossad l'a liquidé.

## **Un article de lexpansion.com du 18 février 2013**

### **10 chiffres à connaître sur le surendettement. (19.02)**

#### **Une étude réalisée par la Banque de France révèle le profil des personnes surendettées en 2011. Portrait en dix chiffres clefs.**

Une femme seule, de plus de 55 ans, locataire, vivant avec moins de 2000 euros par mois ... voilà le portrait robot auquel on pourrait aboutir si l'on recoupait les caractéristiques les plus fréquentes retrouvées chez les surendettés, selon la dernière enquête réalisée par la Banque de France. Cette étude typologique, qui a été publiée ce lundi, a été établie à partir de 202 874 dossiers déclarés recevables (répondant aux critères du surendettement) au cours de l'année 2011. Portrait en dix chiffres clefs.

#### **232 493 dossiers déposés en 2011**

En cinq ans, la Banque de France a reçu plus d'un million de dossiers de surendettement dont 900 000 ont été jugés recevables. Ces chiffres sont poussés par la crise économique et le fort taux de chômage, qui a atteint 10,3% au troisième trimestre 2012. Au total, ce ne sont pas moins de 232 493 dossiers que la commission du surendettement a reçus en 2011, soit une augmentation de 6,19% par rapport à l'année précédente.

#### **36 801 euros de dette moyenne par dossier**

L'encours moyen global par dossier recevable est de 36 801 euros en 2011, ce qui est en légère augmentation par rapport à 2010 (+2 345 euros). La dette de ces ménages n'est pas seulement liée aux crédits à la consommation, mais aussi aux charges courantes avec les dépenses de logement, énergie et alimentation.

#### **81,2% des ménages ont moins de 450 euros par mois pour réduire leur dette**

La capacité de remboursement moyenne a stagné en 2011. 81,2% des ménages disposent de moins de 450 euros par mois pour réduire leur dette.

#### **9,1 dettes par dossier**

Le nombre moyen de dettes par dossier a légèrement fléchi en 2011. Il est passé de 9,9 dettes en 2010 à 9,1 en 2011 pour l'ensemble des dossiers recevables. 90% d'entre eux enregistrent une dette de consommation, 75,6% une dette de charge courante, 55,9% une dette liée à un découvert ou un dépassement, et 8,7% une dette immobilière.

#### **78,5% des personnes surendettées vivent avec moins de 2000 euros par mois**

78,5% des ménages surendettés ont des ressources mensuelles inférieures à 2000 euros par mois: un quart des surendettés est au chômage (25,6% en 2011) et un autre quart est en invalidité, congé longue durée (maladie, parental) ou sans profession. Les autres sont dans des situations plus précaires encore. 48,7% des personnes surendettées ont un revenu inférieur ou égal au SMIC et 10,7% ont un revenu inférieur ou égal au revenu de solidarité active (RSA).

#### **39 % des surendettés sont des salariés**

La part des surendettés salariés en activité a augmenté de 2,3 points sur la période 2010-2011 pour atteindre 39%. Les salariés en CDI sont particulièrement touchés avec une hausse de 1,6% par rapport à l'année précédente. Les contrats à durée déterminée et les intérimaires n'échappent pas à la tendance, mais dans une moindre mesure avec une augmentation de seulement 0,4%. Et les professions les plus touchées par ce phénomène sont les employés (35,1%) et les ouvriers (24,5%).

#### **Deux tiers des surendettés vivent seuls**

64,2% des personnes surendettées sont des personnes vivant seules. L'étude révèle qu'il y a moins de célibataires mais de plus en plus de personnes séparées ou divorcées. Ces derniers font face à des dépenses coûteuses à la suite de la séparation : frais d'avocats, déménagement, nouveau logement ou encore ameublement. Ils représentent 35% des cas contre 26,5% dix ans plus tôt. Cependant, on note une légère augmentation des personnes surendettées vivant en couple : 38,5% en 2011 contre 34,7% en 2010.

### **78,6% des surendettés sont locataires**

La grande majorité des personnes surendettées sont locataires. Ils représentent au total 78,6% des surendettés. Cependant, la part de ceux qui sont propriétaires est en augmentation de près de deux points par rapport à 2010, s'établissant à 9,3% en 2011. Même si leur représentation reste minoritaire, les propriétaires sont donc eux aussi de plus en plus concernés par le surendettement. La Banque de France ne manque pas de rapprocher ces données d'une autre statistique puisque la part de dossiers comportant un endettement immobilier est passée dans le même temps de 7,2% à 8,7%. Avec un montant moyen qui s'élève à 95 252 euros.

### **55,5% des personnes surendettées sont des femmes**

Globalement, les femmes représentent 55,5% de l'ensemble des débiteurs et codébiteurs. Cette part est en légère baisse par rapport à 2010, où les femmes représentaient 56% des surendettés. Elles sont plus représentées dans les tranches d'âge extrêmes: chez les moins de 25 ans et les plus de 75 ans.

### **+ 7 points pour les surendettées seniors**

Confirmant la tendance au vieillissement des personnes surendettées, le pourcentage de surendettés seniors, de plus de 55 ans, a augmenté de 7 points depuis 2001 pour atteindre 23,6% des cas en 2011. Nombreux sont ceux qui assument à la fois leurs parents âgés et aident leurs enfants voire petits-enfants dans les grandes étapes de leurs vie (études supérieures, achat d'une première voiture ou d'un logement). Reste qu'en 2011, la tranche d'âge la plus représentée en 2011 était celle des 35-44 ans, avec 27,4% des dossiers.



## Un article de La Tribune du 18 février 2013

### L'accord de libre échange Etats-Unis - Europe n'est pas pour demain (19.02)

L'Union européenne et les Etats-Unis ont décidé de lancer les négociations pour un accord de libre-échange entre les deux zones. A quoi ressemblera cet accord qualifié du "plus important contrat commercial bilatéral jamais négocié" ? La Tribune fait le point.

Dans son discours sur l'état de l'Union le 12 février, Barack Obama a annoncé sa volonté de faire avancer les négociations concernant la zone de libre-échange envisagée avec l'Union européenne. Ce dont Bruxelles se félicite. Mais à quoi ressemblera cet accord de libre-échange historique qui pourrait devenir le plus important contrat commercial bilatéral jamais négocié ? Accès aux marchés, harmonisation de la réglementation, barrières non tarifaires... Voici les principales pistes à l'étude par la Commission européenne.

#### L'accès aux marchés

**Tarifs:** L'objectif de cet accord serait de tendre vers la suppression de tous les droits sur le commerce transatlantique des produits industriels et agricoles, avec un traitement spécial pour les produits les plus sensibles. Actuellement, les barrières tarifaires transatlantiques sont relativement faibles, avec une moyenne de 5,2% pour l'Union européenne et 3,5% pour les Etats-Unis, d'après les estimations de l'OMC. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des échanges commerciaux entre l'UE et les États-Unis, ces droits de douane représentent des coûts non négligeables. Rappelons en effet qu'ensemble, les Etats-Unis et l'Union européenne représentent près de la moitié (47%) de la production de richesse mondiale et environ un tiers du commerce mondial, d'après la Commission européenne. *"Chaque jour, des marchandises et des services de près de 2 milliards d'euros sont négociés de manière bilatérale"*, précise la Commission.

**Services:** L'Union européenne et les Etats-Unis souhaitent également ouvrir leurs secteurs des services. Les deux parties voudraient élargir leurs marchés à de nouveaux secteurs, comme celui des transports.

**Investissement:** Dans ce domaine, l'objectif est d'atteindre les plus hauts niveaux de libéralisation et de protection, sans que plus de précisions ne soit pour l'heure donnée à ce sujet.

**Passation des marchés publics:** Les entreprises européennes dont l'activité dépend de marchés publics représentent 25% du PIB et 31 millions d'emplois, selon la Commission européenne. Par conséquent, le contrat viserait à créer de nouvelles opportunités commerciales en ouvrant l'accès aux marchés publics à tous les niveaux de gouvernement, sans discrimination pour les entreprises européennes.

#### La réglementation et les barrières non tarifaires

**Barrière non tarifaire:** Les droits de douane ne constituent pas, selon la Commission européenne, l'obstacle le plus important. Ce serait plutôt les barrières qui se dressent *"derrière la frontière"* qui posent problème. Dans un communiqué, le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht évoque ainsi des *"surcoûts de 10 à 20%"* pour certains produits. L'exemple le plus souvent cité est l'automobile. En effet, les standards de sécurité et les normes environnementales varient de part et d'autre de l'Atlantique. Ce qui gêne les constructeurs qui veulent exporter leurs produits. Ceux-ci doivent en effet adapter leurs modèles et certifications à la réglementation en vigueur sur le lieu de commercialisation. Ce qui a un coût. Cet accord commercial a donc pour but de réduire les coûts inutiles et des retards pour les entreprises, tout en maintenant un haut niveau de protection concernant la santé, la sécurité, les consommateurs et l'environnement.

**Réglementation:** Dans cet esprit, les deux parties ont l'intention d'aligner autant que possible leurs normes et procédures (ou les accepter mutuellement), en s'accordant sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (normes sanitaires et d'hygiène, par exemple pour les produits alimentaires), ainsi que sur les obstacles techniques au commerce. En outre, les deux parties doivent plancher sur la compatibilité des réglementations de plusieurs secteurs spécifiques, tels que la chimie, l'automobile, la pharmaceutique et d'autres branches de santé telles que celle des appareils médicaux.



Droits de propriété intellectuelle: L'Union européenne et les Etats-Unis se sont engagés à maintenir et à promouvoir un niveau élevé de protection de la propriété intellectuelle, ainsi que leur application. Compte tenu de l'efficacité de leurs systèmes respectifs, le but n'est pas de tendre vers une harmonisation, mais d'identifier un certain nombre de questions spécifiques pour lesquelles les divergences seront abordées.

Commerce et développement durable: Les deux parties ont également l'intention de travailler ensemble sur les aspects sociaux et environnementaux du commerce et du développement durable.

Une harmonisation qui s'annonce difficile

Mais ces annonces ne doivent pas masquer les difficultés qui persistent encore entre les deux membres de l'OMC. En raison de multiples divergences réglementaires qui ne peuvent disparaître en un claquement de doigts, l'idée est d'envisager un "accord vivant" permettant d'améliorer la convergence réglementaire au fil du temps par rapport aux objectifs et délais impartis.

Le chemin est encore semé d'embûches. En particulier sur les sujets les plus sensibles tels que l'agroalimentaire par exemple. Le "*boeuf aux hormones américain*" en est un symbole. La question avait en effet donné lieu à une querelle entre les deux continents pendant plus de vingt ans. L'Europe refusait d'importer la viande incriminée et les Etats-Unis se défendaient en imposant, avec l'aval de l'OMC, d'importants droits de douane sur des produits typiques tels que le roquefort, le chocolat, les échalotes ou encore la moutarde. La hache de guerre a finalement été enterrée en mars 2012, suite à un vote au Parlement européen.

Aujourd'hui, c'est à la politique agricole commune (PAC) de servir de principal point de tension entre les deux régions les plus riches du monde. Pour le pays de l'Oncle Sam, la PAC relève du protectionnisme. Sur les produits agricoles, les droits de douane s'élèvent "*en moyenne à seulement 12% pour les Etats-Unis, contre 30% en moyenne pour l'Europe*", d'après le site du ministère de l'Agriculture américain. De son côté, le Congrès américain évalue les droits de douane moyens à 9% pour les Etats-Unis et à 18% pour l'Europe.

"*Dans l'idéal*", les Européens souhaitent boucler le dossier d'ici deux ans, comme l'a confirmé Karel De Gucht début février... une éternité.

Commentaire. Au départ j'avais reproduit un autre article du portail Atlantico et franchement cela me gênait tant il est fréquenté par des gens immondes, ensuite j'ai dégoté celui-ci plus objectif, pas difficile !

## Un article de Reuters du 19 février 2013

### Les effets des perturbateurs endocriniens chimiques dévoilés. (20.02)

Les perturbateurs endocriniens chimiques pourraient être en partie responsables de la recrudescence de malformations à la naissance, de cancers hormono-dépendants et de troubles neurologiques et psychiatriques, selon un rapport de l'Onu publié mardi.

Selon ce rapport conjoint du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) intitulé *"L'Etat de la science sur les perturbateurs endocriniens chimiques"*, *"de nombreuses substances chimiques synthétiques dont les effets perturbateurs sur le système endocrinien n'ont pas été testés pourraient avoir des conséquences non négligeables sur la santé"*.

Les experts soupçonnent ces substances d'être responsables des troubles de la reproduction observés chez l'homme, de la hausse des cancers, autrefois rarissimes, chez l'enfant, mais aussi de l'asthme, des accidents vasculaires-cérébraux, de la maladie d'Alzheimer et de Parkinson, de l'obésité, ou encore de la disparition de certaines espèces animales.

De plus, les enfants exposés avant ou après la naissance à ces perturbateurs sont jugés particulièrement vulnérables et susceptibles de développer plus tard des troubles du comportement ou de l'apprentissage, telle la dyslexie.

Dans certains pays, ces troubles affectent 5 à 10% des enfants à la naissance, et l'autisme peut affecter jusqu'à 1% des enfants. Les leucémies et les cancers du cerveau sont aussi en hausse chez l'enfant, selon le rapport.

Pour aboutir à ces conclusions réunies en 28 pages, les experts de l'Onu se sont appuyés sur les conclusions d'études sur l'impact des produits chimiques sur l'homme et l'animal.

Parmi les substances incriminées figurent les phtalates, longtemps utilisés pour rendre les matières plastiques plus souples. Les phtalates sont utilisés notamment pour fabriquer des jouets, des tétines, des parfums et des médicaments, ainsi que des produits cosmétiques, comme des déodorants.

Le rapport cite également les perturbateurs présents dans les pesticides, les appareils électroniques, ainsi que certains additifs ou contaminants dans l'alimentation. Les experts estiment qu'ils seraient présents dans les récipients ou les bouteilles et passeraient dans les boissons et l'alimentation.

Le bisphénol A, interdit depuis le début de l'année en France pour les contenants destinés aux enfants de moins de trois ans, en fait partie. On le retrouve dans le polycarbonate et dans des résines époxy utilisées dans le revêtement intérieur des boîtes de conserve, des canettes et des canalisations.

Mais les auteurs du rapport soulignent que des *"centaines de milliers"* d'autres perturbateurs sont utilisés dans le monde et que seule une petite partie est reconnue comme potentiellement nuisible pour la santé et le système endocrinien.

*"Les produits chimiques occupent une place de plus en plus importante dans la vie moderne et sont essentiels à beaucoup d'économies nationales, mais leur gestion irrationnelle remet en cause la réalisation d'objectifs de développement essentiels et le développement durable pour tous"*, a déclaré Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE.

*"Il est clair que certains de ces polluants chimiques peuvent affecter le système endocrinien et (...) peuvent aussi interférer dans les processus de développement des êtres humains et des espèces animales"*, met en garde le rapport.

La contamination intervient de plusieurs façons, notamment du fait de la modification de l'environnement.

*"Les perturbateurs endocriniens chimiques peuvent entrer dans l'environnement principalement par le biais des effluents industriels et urbains, le ruissellement des terres agricoles et l'incinération et le rejet des"*

*déchets. L'être humain peut y être exposé lors de l'ingestion de nourriture, de poussière et d'eau ou de l'inhalation de gaz et de particules présents dans l'air, ainsi que par contact cutané", souligne le rapport.*

Les auteurs déclarent par conséquent l'existence d'"une menace mondiale qui doit être résolue", et qui pourrait être *"largement sous-estimée"*.

Ils préconisent d'approfondir les recherches afin de bien comprendre les liens qui existent entre ces perturbateurs endocriniens chimiques et les troubles observés.

*"Tous ces troubles complexes ont des causes à la fois génétiques et environnementales", soulignent-ils.*

*"Mais comme les connaissances dont on dispose sont très lacunaires, il est extrêmement difficile de déterminer exactement les causes et les effets."*

*"Les perturbateurs endocriniens chimiques connus ne constituent que la 'partie émergée de l'iceberg' et il faut disposer de méthodes de test plus complètes pour identifier d'autres perturbateurs endocriniens éventuels, leurs sources et leurs modes d'exposition", concluent-ils.*

Commentaire.

On croit rêver, comme si ce n'était pas évident qu'à force de jouer aux apprentis sorciers uniquement pour faire du fric, ils ne mettaient pas en danger à terme l'existence de la civilisation humaine ou plutôt certaines couches de la population, les plus défavorisées qui aussi les plus nombreuses, qui consomment de préférence les produits les moins chers bourrés de produits chimiques de synthèse, alors que les nantis peuvent s'approvisionner dans les magasins diététiques et consommer des produits sains.

C'est une forme d'eugénisme programmé comme une autre, dont les multinationales ont parfaitement conscience qu'on le veuille ou non.

Certains nous dirons : et voilà qu'il nous ressort la théorie du complot. Mais qui a caché à la population les dangers potentiels de ces produits ? Qui a fait en sorte qu'ils figurent absolument partout ou presque ? Qui a fait en sorte que la majorité de la population n'ai pas les moyens financiers pour les éviter ? Qui aujourd'hui comme demain fait ou fera en sorte que la population continue de l'ignorer ? Ceux à qui cela rapportent des centaines de milliards de dollar par an à travers le monde, en réalité au cartel des banquiers internationaux qui contrôlent aussi les multinationales de l'agroalimentaire et de la chimie, les principaux laboratoires, les grandes universités américaines...

**Un article lepoint.fr du 20 février 2013**

**Allemagne : Amazon et ses gardes néonazis. (21.02)**

**Un documentaire allemand a révélé les pratiques peu scrupuleuses d'Amazon en matière de droit du travail. Il est même question d'agents de sécurité néonazis.**

Rien ne va plus pour Amazon en Europe. La France et le Royaume-Uni l'accusent de ne pas s'acquitter de ses impôts. Si bien que le fisc français réclame près de 200 millions d'euros d'arriérés au géant de la vente en ligne. Mais voilà qu'une nouvelle polémique, cette fois venant d'Allemagne, vient écorner de nouveau l'image de la marque. Et c'est un documentaire qui sonne la charge. Diffusé le 13 février sur la chaîne ARD, *Ausgeliefert ! Leiharbeiter bei Amazon* (Livré ! Les travailleurs saisonniers d'Amazon) révèle les conditions de travail au sein de l'une des plateformes d'Amazon à la veille des fêtes de fin d'année.

Les images, souvent tournées en caméra cachée, lèvent le voile sur les conditions de travail des 5 000 intérimaires étrangers d'Amazon. Ces derniers, issus pour la majorité d'Europe de l'Est et du Sud, travaillent dans des conditions de grande promiscuité : ils dorment dans des bungalows sinistres, sont contraints d'attendre des bus surchargés dans le froid, sont rémunérés à des salaires inférieurs à ceux promis par leurs recruteurs... Mais le plus inquiétant n'est pas là.

Des agents de sécurité à l'allure néonazie

Le documentaire accuse aussi l'entreprise américaine d'employer un service de sécurité apparenté à l'extrême droite. Une accusation plausible à en croire les vêtements portés par les employés et par le nom donné à l'entreprise. Souvent vêtus de sweat-shirts Thor Steinar, une marque adulée par les néonazis allemands, les gardes font la vie dure aux intérimaires. Quant à leur employeur ? La société HESS (Hensel European Security Service) est l'homophone de Rudolf Hess. Un homme qui a été l'un des plus proches confidents d'Adolf Hitler. Chef de la chancellerie du NSDAP, il a participé activement à la rédaction des lois de Nuremberg. Les mêmes qui permirent, dès 1935, d'accroître les persécutions faites aux juifs. Lors du procès de Nuremberg, Rudolf Hess fut condamné à la prison à perpétuité. À l'âge de 93 ans, après quarante-six années de détention, il se pendit en prison à l'aide d'un fil électrique.

Un "martyr" pour les néonazis.

Suicide pour les autorités allemandes, mais assassinat pour la famille. Celle-ci avait même accusé la CIA d'avoir perpétré le crime. Une thèse qui avait été défendue, dans un livre, par un ex-brancardier de la prison. Il n'en fallait pas plus aux néonazis pour faire de Rudolf Hess un de leurs martyrs. Il est alors difficile d'imaginer que la société HESS, dans une Allemagne au passé encore sensible, ait choisi ce nom en toute innocence. Bien que l'entreprise ait démenti ses supposés liens avec l'extrême droite, Amazon a mis un terme au contrat. La multinationale n'avait pas d'autre choix face au scandale suscité par la diffusion du documentaire.

De fait, dans toute l'Allemagne, les réactions ne cessent de pleuvoir. Les journaux en font leurs gros titres, les consommateurs appellent au boycott sur le compte Facebook de la marque, et le gouvernement allemand a menacé le groupe américain de sanctions. Dans un article du Monde, en date du 19 février, Michael Sommer, le président de la fédération de syndicats DGB, a déclaré : *"Il faut arrêter le système Amazon."* Amazon a pourtant peu de souci à se faire. L'Allemagne est son marché le plus important en Europe.

## Un article de Reuters.fr du 20 février 2013

### Bruxelles va avoir un droit de veto sur les budgets nationaux. (21.02)

Le Parlement européen et la Commission européenne se sont entendus mercredi pour autoriser cette dernière à contrôler les projets de budget des pays de la zone euro afin de s'assurer qu'ils respectent les règles européennes et à recommander des ajustements si tel ne devait pas être le cas.

Après des mois de discussions houleuses, les députés ont accepté de renforcer les prérogatives de l'exécutif européen pour améliorer la discipline budgétaire de la zone euro et éviter une nouvelle crise de la dette.

Aux termes de l'accord, les recommandations de la Commission européenne ne seront pas contraignantes, mais les gouvernements qui n'en tiendront pas compte s'exposeront à des sanctions de Bruxelles.

La nouvelle loi, appelée "*paquet de deux*" sur la gouvernance économique, complète les règles budgétaires existantes, durcies fin 2011 pour imposer des sanctions plus rapides aux pays qui ne respectent pas les objectifs de déficit budgétaire et de plafond de la dette.

*"Ces nouvelles loi sont un élément clé pour mettre en place une gouvernance économique plus forte dans la zone euro et renforcer la protection de l'Union européenne contre de nouvelles crises économiques"*, a estimé le président du Parlement européen, Martin Schulz.

L'accord conclu mercredi devrait se concrétiser par le vote d'une loi au mois de mars, ce qui contraindra les gouvernements des pays de la zone euro à transmettre leur projet de budget 2014 à la Commission avant le 15 octobre.

*"Cela signifie que la zone euro va bénéficier d'un cadre décisionnaire plus intégré et plus efficace dès le cycle budgétaire 2014"*, s'est réjoui le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn.

Dans le système actuel, les membres de la zone euro se concertent déjà, au cours des six premiers mois de l'année, sur l'orientation que doit prendre leur politique budgétaire l'année suivante. La Commission européenne fait des suggestions, que les gouvernements doivent valider.

Le nouveau rendez-vous d'octobre, avant que les projets de budget ne soient soumis aux parlements nationaux, est donc présenté comme un simple moyen de s'assurer que les Etats respectent les engagements qu'ils ont pris au premier semestre.

La loi permettra également à la Commission de placer sous surveillance étroite un pays qui serait exposé à *"des difficultés financières"*.

Concrètement, cela signifie que le gouvernement du pays en question devra s'attaquer aux racines du problème, et que l'efficacité de ses réformes sera évaluée chaque semestre par l'exécutif européen.

Ce nouveau système de contrôle a fait l'objet de négociations ardues entre la Commission et le Parlement, qui ne s'opposait pas au principe, mais demandait en retour la mise en place d'un *"Fonds de rédemption"* européen.

Proposé à l'origine par des économistes allemands, ce fonds mutualiserait la part de la dette des pays de la zone euro dépassant 60% du produit intérieur brut (PIB) -le seuil toléré par Bruxelles- et permettrait son remboursement sur vingt ans à taux réduits.

La Commission ne voulait pas promettre au Parlement de présenter un projet de loi sur ce sujet, en raison de l'hostilité affichée par Berlin et d'autres capitales d'Europe du Nord à toute mutualisation de la dette.

Pour débloquer les négociations, l'exécutif et le législatif européens ont accepté une solution de compromis: la création d'un groupe d'experts qui se penchera sur la faisabilité du Fonds de rédemption et devra rendre ses conclusions -non contraignantes- d'ici à mars 2014, trois mois avant l'expiration du mandat en cours de la Commission.

Commentaire.

Question : De qui est l'émanation la Commission européenne, qui désigne ses représentants, qui la compose, d'où viennent-ils ? Qui donne le pouvoir à la Commission européenne ou plus largement aux institutions de l'Union européenne de se substituer aux Etats ?

Réponse : les chefs d'Etat des 27 pays qui composent l'Union européenne ainsi que les institutions politiques nationales de chacun de ces pays.

Donc pour briser le joug ou la dictature de l'Union européenne, pour rompre avec l'UE dont la politique coïncide avec celle que mettent en oeuvre tous les gouvernements et parlements de l'UE, ne faut-il pas axer notre politique dans la perspective de renverser les institutions politiques nationales dans chacun de ces pays pour ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier, à un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste constituée par les travailleurs eux-mêmes avec les partis et les organisations qui combattent à leur côté pour leur émancipation du capital ? Existe-t-il une autre voie ?

La main de fer de la dictature de l'oligarchie financière se referme, il nous reste peu de temps pour faire voler en éclats tout leur édifice construit sur la négation de nos droits politiques qu'incarne le Parlement européen. Le boycott des élections européennes s'impose à nous évidemment.

Un article d'oceanews.fr du 20 février 2013

### François Hollande à Athènes : les affaires sont les affaires. (21.02)

Le président français était à Athènes hier, en "ami", pour montrer sa "solidarité" devant les efforts fournis par la population et le gouvernement. Jugeant que le retour à la croissance était la solution pour la Grèce, il a indiqué que *"le maintien de la Grèce dans la zone euro est un acquis"*. Vaste blague démontée dans le dernier billet de Jacques Sapir.

Il serait possible d'écrire plusieurs pages sur la venue du président, comme l'a d'ailleurs fait mediapart hier dans son article *"A Athènes, Hollande devient champion des privatisations"*. Tout y est.

On pourrait rappeler qu'avec la grève des journalistes en Grèce, il n'y eu aucun commentaire sur les images de François Hollande arrivant à l'Aéroport. La vidéo de son arrivée a d'ailleurs tourné en boucle et les téléspectateurs ont donc eu l'occasion de voir l'atterrissage et la sortie du président français de son avion plus de 80 fois. Il semble aussi que la population grecque, à raison, n'était pas particulièrement excitée par cette visite. Il faut dire, dans un pays où les derniers chiffres du chômage montrent une hécatombe, dans un pays gouverné d'une main de fer par le premier ministre A. Samaras, le nouvel ami de F. Hollande, la priorité est ailleurs.

Rappelons que F. Hollande avait conseillé à la population grecque à voter pour les partis pro-euro, c'est à dire ceux là même, pour les médias, la Nouvelle Démocratie et le PASOK, qui sont en grande partie à l'origine de tout ce que l'on peut reprocher à la société grecque. Inutile de rappeler ici que le Syriza souhaitait également rester dans la zone euro. F. Hollande a donc apporté son soutien au premier ministre, qui, rappelons le, avait indiqué pendant la campagne électorale que *"les immigrés sont les tyrans de la société grecque"*.

F. Hollande a donc apporté son soutien à un gouvernement qui torture ses détenus, procède à des raid dans des espaces autogérés, stigmatise les toxicomanes et les séropositifs et ferme les yeux sur les actions des néonazis : hier, le procès d'un des députés de l'Aube Dorée qui avait participé à la destruction des stands de vendeurs étrangers sur deux marchés devait commencer. Son avocat n'ayant *"pas pu venir"*, le procès a été ajourné et reporté au mois d'octobre prochain. Classique en Grèce : E. Kasidiaris, qui avait frappé deux femmes politiques de gauche en direct à la télévision grecque en est au 4ème report d'un procès pour violence avec arme blanche. Autre exemple, le procès pour contrebande et contrefaçon de la société Aegean Oil a lui aussi été reporté dernièrement pour la 5ème fois, tandis que son patron aurait menacé de mort un journaliste d'Unfollow. L'avocat du patron d'Aegean Oil, dans cette affaire de menaces de mort, n'est autre qu'un ami de longue date et conseiller officieux du nouvel ami de F. Hollande, le premier ministre A. Samaras. Cet avocat, M. Kranidiotis, est également un commentateur fréquent sur les affaires publiques, et ses articles dans des journaux de droite et des sites web populistes sont connus pour leur nationalisme et leur xénophobie. Il est allé jusqu'à suggérer dans un article que l'armée doit intervenir pour maintenir «l'ordre» en Grèce.

F. Hollande aurait du lire le dernier classement 2013 de RSF et la chute vertigineuse de la Grèce concernant la liberté de la presse, ou le dernier rapport de l'ONU qui pointe du doigt les conditions de détentions dans le pays, ou encore l'alerte du conseil de l'Europe qui précise que *"les attaques racistes sont une menace réelle pour la démocratie"* ou enfin la dernière intervention de l'historien Mark Mazower qui *"alerte la Grèce sur le danger sous estimé de l'Aube Dorée"*.

F. Hollande aurait pu lire le rapport édifiant d'Amnesty International sur les violences policières, contrairement au ministre grec de l'ordre public N. Dendias, le chef de la toute puissante police répressive grecque. Doit-on également rappeler à F. Hollande que la police nationale d'Athènes serait noyautée par l'Aube Dorée ?

En 2012, plus de 5000 manifestations et mouvements de protestation ont eu lieu à travers le pays. Cela fait une moyenne de 14 par jour. Une nouvelle grève générale commence.

Commentaire.

Je n'ai pas pu reproduire une dizaine de messages envoyés par l'Elysée sur Twitter.

Pourquoi d'après vous les sections de l'Internationale socialiste se sont-elles toujours accomodés du capitalisme, des régimes despotiques ou des dictateurs africains notamment ? Pourquoi n'ont-elles jamais voulu mobiliser et armer les masses contre les tentatives de coup d'Etat militaire annoncées laissant la place aux militaires genre Pétain, Franco, Pinochet ou Vidéla, etc. y compris en sacrifiant leurs propres dirigeants ?

Parce qu'elles ont cessé d'être socialiste il y a 99 ans. A refuser ce constat, le mouvement ouvrier international va au devant des pires défaites.



**Un article du nouvelobs.fr du 22 février 2013**

### **Caméra cachée dans un labo pharmaceutique. (23.02)**

**Deux journalistes se sont infiltrés dans les coulisses d'un grand laboratoire français et auprès de visiteurs médicaux. Leur film est diffusé ce vendredi soir sur France 2.**

Il était une fois une très fine journaliste de Capa nommé Sophie Bonnet, qui confia à un confrère la mission de se faire recruter pour six mois comme stagiaire dans le service marketing d'une importante firme pharmaceutique française. Capa lui confia une caméra cachée. La firme lui donna un bureau, un portable et le code intranet dont la jeune recrue ferait bon usage le soir une fois rentré à la maison.

Sophie Bonnet de son côté s'en alla promener sa caméra cachée parmi le petit monde tout aussi fermé des visiteurs médicaux qui lui ont confié des choses comme ça : *"On nous demande en formation de ne pas trop insister sur les effets secondaires. Ça peut être un problème d'avancer des qualités sur le médicament qui ne sont pas vérifiées scientifiquement."* Nous avons rencontré cette journaliste embedded. Son documentaire, *"Laboratoires pharmaceutiques, un lobby en pleine santé"*, passe ce vendredi sur France 2, à 22h25, dans la série *"Les Infiltrés"*.

#### **Pourquoi avoir infiltré un laboratoire pharmaceutique ?**

- Nous voulions savoir comment se passe la campagne de lancement d'un médicament dans une firme. Comment le service marketing s'y prend pour parvenir à faire prescrire son produit et convaincre les médecins. Ce qui m'a sidérée, c'est que des médicaments dont on sait qu'ils sont mal classés par la Haute Autorité de Santé [la HAS évalue le service rendu d'un nouveau produit sur une échelle qui va de 1 à 5, NDLR], des traitements dont on sait qu'ils n'apportent aucune innovation, que leurs effets secondaires sont très mal connus, et que leur prix est exorbitant, eh bien le laboratoire va tout de même réussir à les faire prescrire en très grande quantité.

Les firmes utilisent pour cela les méthodes de marketing agressives utilisées pour n'importe quel produit de grande consommation. Voitures, ordinateurs ou médicaments, c'est pareil. C'est triste à dire mais le scandale du Médiateur aura changé très peu de choses. Il y a toujours moyen de détourner les lois promulguées, comme la *"loi anti-cadeau"* [loi de Pierre Bérégovoy datant de 1992 sur la régulation des avantages délivrés en France aux professionnels de la santé par les firmes pharmaceutiques, NDLR], pour parvenir à vendre un produit.

**Un des passages les plus impressionnants de votre documentaire est celui où vous filmez en caméra cachée le PDG venu en personne faire un tour au service marketing pour galvaniser ses troupes.**

- Cela se passe au moment où Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, essaye de faire passer une loi pour limiter l'impact et encadrer le travail des visiteurs médicaux. Le PDG explique très clairement qu'il préfère, si on doit faire des économies, se séparer du département Recherche plutôt que se passer de visiteurs médicaux. Ce monsieur explique aussi, très sûr de lui, qu'il va trouver un député pour faire amender la loi dans un sens favorable aux fabricants de médicaments. Et les labos effectivement sont parvenus à leurs fins car le projet de loi a été complètement édulcoré.

#### **Les médecins qui apparaissent dans votre film semblent désinformés.**

- C'est souvent le cas, oui. Mais ils pourraient en savoir plus. Les informations indépendantes sont là, à leur disposition : sur le site de la HAS, celui du Formindép, ou celui de Pharmacritique. Il existe aussi des revues indépendantes de très haute qualité comme *"Prescrire"*. Les visiteurs médicaux servent de boucs émissaires. Les médecins pourraient arrêter de lire leur presse subventionnée et chercher l'information sérieuse là où elle se trouve.

#### **Une conclusion après sept mois d'enquête ?**

- Tout ce temps, j'ai à peine entendu parler des patients. Mais beaucoup de business, vente, objectifs, promotion, autorisation de mise sur le marché, concurrence. Il règne dans le monde de la santé française

une opacité générale à tous les niveaux de la chaîne. Quel que soit le sujet sur lequel on choisit d'enquêter, ce que l'on découvre est affolant.

Des sommes d'argent colossales sont en jeu. Personne n'a intérêt à ce que les patients soient mis au courant de la réalité des choses. Le court sujet présenté à la fin de mon film parle de ce qu'on appelle "*les marges arrières*". Quand un pharmacien décide de travailler avec un laboratoire génériqueur, très souvent ce labo lui reverse de l'argent.

Au cours de mon enquête, je me suis faite passer pour un pharmacien désireux de monter une officine. J'ai pris rendez-vous avec des génériqueurs français, choisis au hasard. A chacun, j'ai demandé de quels aménagements commerciaux je pourrais bénéficier si j'achetais mes médicaments chez eux. Les trois labos que j'ai vus m'ont proposé de me reverser de l'argent – jusqu'à 60% du prix des médicaments. Et l'un d'eux m'a même proposé une escroquerie à la Sécu. Des montages financiers et juridiques qui permettent de rendre ces arrangements légaux. Mais ils restent cachés.

## Un article du Réseau Voltaire du 22 février 2013

### Obama et Poutine vont-ils se partager le Proche-Orient ? (24.02)

Par Thierry Meyssan.

**Dans un article publié le 26 janvier dernier en Russie, Thierry Meyssan expose le nouveau plan de partage du Proche-Orient sur lequel travaillent la Maison-Blanche et le Kremlin. L'auteur y révèle les principales données de la négociation en cours sans préjuger d'un accord définitif, ni de sa mise en œuvre. L'intérêt de l'article est qu'il permet de comprendre les positions ambiguës de Washington qui pousse ses alliés dans une impasse de manière à pouvoir leur imposer prochainement une nouvelle donne dont ils seront exclus.**

Le président Obama s'apprête à changer complètement de stratégie internationale, malgré l'opposition que son projet a suscité dans sa propre administration.

Le constat est simple. Les États-Unis sont en passe de devenir indépendants au plan énergétique grâce à l'exploitation rapide des gaz de schistes et du pétrole des sables bitumineux. Par conséquent la doctrine Carter (1980) selon laquelle la sécurisation de l'accès au pétrole du Golfe est un impératif de sécurité nationale est morte. De même d'ailleurs que l'Accord du Quincy (1945) selon lequel Washington s'engage à protéger la dynastie des Séoud si ceux-ci leur garantissent l'accès au pétrole de la péninsule arabique. Le temps est venu d'un retrait massif qui permettra de transférer les GI's vers l'Extrême-Orient afin de contenir l'influence chinoise.

D'autre part, tout doit être fait pour empêcher une alliance militaire sino-russe. Il convient donc d'offrir des débouchés à la Russie qui la détournent de l'Extrême-Orient.

Enfin, Washington étouffe de sa relation trop étroite avec Israël. Celle-ci est extrêmement onéreuse, injustifiable au plan international, et dresse contre les États-Unis l'ensemble des populations musulmanes. En outre, il convient de sanctionner clairement Tel-Aviv qui s'est ingéré de manière ahurissante dans la campagne électorale présidentielle US, qui plus est en misant contre le candidat qui a gagné.

C'est trois éléments ont conduit Barack Obama et ses conseillers à proposer un pacte à Vladimir Poutine : Washington, qui reconnaît implicitement avoir échoué en Syrie, est prêt à laisser la Russie s'installer au Proche-Orient sans contrepartie, et à partager avec elle le contrôle de cette région.

C'est dans cet état d'esprit qu'a été rédigé par Kofi Annan le Communiqué de Genève du 30 juin 2012. À l'époque, il s'agissait juste de trouver une issue à la question syrienne. Mais cet accord a été immédiatement saboté par des éléments internes de l'administration Obama. Ils ont laissé fuiter à la presse européenne divers éléments sur la guerre secrète en Syrie, y compris l'existence d'un Presidential Executive Order enjoignant la CIA de déployer ses hommes et des mercenaires sur le terrain. Pris en tenaille, Kofi Annan avait démissionné de ses fonctions de médiateur. De son côté, la Maison-Blanche avait fait profil bas pour ne pas exposer ses divisions en pleine campagne pour la réélection de Barack Obama.

Dans l'ombre trois groupes s'opposaient au communiqué de Genève :

- Les agents impliqués dans la guerre secrète ;
- Les unités militaires chargées de contrer la Russie
- Les relais d'Israël.

Au lendemain de son élection, Barack Obama a débuté la grande purge. La première victime fut le général David Petraeus, concepteur de la guerre secrète en Syrie. Tombé dans un piège sexuel tendu par une agente du Renseignement militaire, le directeur de la CIA fut contraint à la démission. Puis, une douzaine de hauts gradés furent mis sous enquête pour corruption. Parmi eux, le suprême commandeur de l'OTAN (amiral James G. Stravdis) et son successeur désigné (le général John R. Allen), ainsi que le commandant de la Missile Défense Agency —c'est-à-dire du « *Bouclier anti-missiles* »— (général Patrick J. O'Reilly).

Enfin, Susan Rice et Hillary Clinton faisaient l'objet de vives attaques pour avoir caché au Congrès des éléments sur la mort de l'ambassadeur Chris Stevens, assassiné à Benghazi par un groupe islamiste probablement commandité par le Mossad.

Ses différentes oppositions internes étant pulvérisées ou paralysées, Barack Obama a annoncé un renouvellement en profondeur de son équipe. D'abord, John Kerry au département d'État. L'homme est partisan déclaré d'une collaboration avec Moscou sur les sujets d'intérêt commun. Il est aussi un ami personnel de Bachar el-Assad. Puis, Chuck Hagel au département de la Défense. C'est un des piliers de l'OTAN, mais un réaliste. Il a toujours dénoncé la mégalomanie des néo-conservateurs et leur rêve d'impérialisme global. C'est un nostalgique de la Guerre froide, ce temps béni où Washington et Moscou se partageaient le monde à moindres frais. Avec son ami Kerry, Hagel avait organisé en 2008 une tentative de négociation pour la restitution par Israël du plateau du Golan à la Syrie. Enfin John Brennan à la CIA. Ce tueur de sang-froid est convaincu que la première faiblesse des États-Unis, c'est d'avoir créé et développé le jihadisme international. Son obsession est d'éliminer le salafisme et l'Arabie saoudite, ce qui en définitive soulagerait la Russie au Nord-Caucas.

Simultanément, la Maison-Blanche a poursuivi ses tractations avec le Kremlin. Ce qui devait être une simple solution pour la Syrie est devenu un projet bien plus vaste de réorganisation et de partage du Proche-Orient.

On se souvient qu'en 1916, à l'issue de 8 mois de négociations, le Royaume-Uni et la France se partagèrent en secret le Proche-Orient (Accords Sykes-Picot). Le contenu de ces accords avait été révélé au monde par les Bolcheviks dès leur arrivée au pouvoir. Il s'est poursuivi durant près d'un siècle. Ce que l'administration Obama envisage, c'est un remodelage du Proche-Orient pour le XXI<sup>e</sup> siècle, sous l'égide des USA et de la Russie.

Aux États-Unis, bien qu'Obama se succède à lui-même, il ne peut dans la période actuelle qu'expédier les affaires courantes. Il ne reprendra ses attributions complètes que lors de sa prestation de serment, le 21 janvier. Dans les jours qui suivront, le Sénat auditionnera Hillary Clinton sur le mystère de l'assassinat de l'ambassadeur en Libye (23 janvier), puis il auditionnera John Kerry pour confirmer sa nomination (24 janvier). Immédiatement après, les 5 membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront à New York pour examiner les propositions Lavrov-Burns sur la Syrie.

Celles-ci prévoient la condamnation de toute ingérence extérieure, le déploiement d'observateurs et d'une force de paix des Nations Unies, un appel aux différents protagonistes pour qu'ils forment un gouvernement d'union nationale et planifient des élections. La France devrait s'y opposer sans pour autant menacer d'utiliser son veto contre son suzerain US.

L'originalité du plan, c'est que la force des Nations Unies serait principalement composée par des soldats de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Le président Bachar el-Assad resterait au pouvoir. Il négocierait rapidement une Charte nationale avec des leaders de l'opposition non-armée sélectionnés avec l'approbation de Moscou et Washington, et ferait valider cette charte par référendum sous contrôle des observateurs.

Ce coup de théâtre a été préparé de longue date par les généraux Hassan Tourekmani (assassiné le 18 juillet 2012) et Nikolay Bordyuzha. Une position commune des ministres des Affaires étrangères de l'OTSC a été conclue le 28 septembre et un Protocole a été signé entre le département onusien de maintien de la paix et l'OTSC. Celle-ci dispose maintenant des mêmes prérogatives que l'OTAN. Des manœuvres communes ONU/OTSC de simulation ont été organisées au Kazakhstan sous le titre « *Fraternité inviolable* » (8 au 17 octobre). Enfin, un plan de déploiement de « *chapkas bleues* » a été discuté au sein du Comité militaire de l'ONU (8 décembre).

Une fois la Syrie stabilisée, une conférence internationale devrait se tenir à Moscou pour une paix globale entre Israël et ses voisins. Les États-Unis considèrent qu'il n'est pas possible de négocier une paix séparée entre Israël et la Syrie, car les Syriens exigent d'abord une solution pour la Palestine au nom de l'arabisme. Mais il n'est pas possible non plus de négocier une paix avec les Palestiniens, car ceux-ci sont extrêmement divisés, à moins que la Syrie ne soit chargée de les contraindre à respecter un accord majoritaire. Par conséquent, toute négociation doit être globale sur le modèle de la conférence de Madrid (1991). Dans cette hypothèse, Israël se retirerait autant que faire se peut sur ses frontières de 1967. Les Territoires palestiniens et la Jordanie fusionneraient pour former l'État palestinien définitif. Son gouvernement serait confié aux

Frères musulmans ce qui rendrait la solution acceptable aux yeux des gouvernements arabes actuels. Puis, le plateau du Golan serait restitué aux Syriens en échange de l'abandon du lac de Tibériade, selon le schéma envisagé jadis aux négociations de Shepherdstown (1999). La Syrie deviendrait garante du respect des traités par la partie jordano-palestinienne.

Comme dans un jeu de domino, on en viendrait alors à la question kurde. L'Irak serait démantelé pour donner naissance à un Kurdistan indépendant et la Turquie serait appelée à devenir un État fédéral accordant une autonomie à sa région kurde.

Côté US, on souhaiterait prolonger le remodelage jusqu'à sacrifier l'Arabie saoudite devenue inutile. Le pays serait divisé en trois, tandis que certaines provinces seraient rattachées soit à la fédération jordano-palestinienne, soit à l'Irak chiite, conformément à un vieux plan du Pentagone ("*Taking Saudi out of Arabia*", 10 juillet 2002). Cette option permettrait à Washington de laisser un vaste champ d'influence à Moscou sans avoir à sacrifier une partie de sa propre influence. Le même comportement avait été observé au FMI lorsque Washington a accepté d'augmenter le droit de vote des BRICS. Les États-Unis n'ont rien cédé de leur pouvoir et ont contraint les Européens à renoncer à une partie de leurs votes pour faire de la place aux BRICS.

Cet accord politico-militaire se double d'un accord économico-énergétique, le véritable enjeu de la guerre contre la Syrie étant pour la plupart des protagonistes la conquête de ses réserves de gaz. De vastes gisements ont en effet été découverts au Sud de la Méditerranée et en Syrie. En positionnant ses troupes dans le pays, Moscou s'assurerait un plus large contrôle sur le marché du gaz dans les années à venir.

Le cadeau de la nouvelle administration Obama à Vladimir Poutine se double de plusieurs calculs. Non seulement détourner la Russie de l'Extrême-Orient, mais aussi l'utiliser pour neutraliser Israël. Si un million d'Israéliens ont la double nationalité états-unienne, un autre million est russophone. Installées en Syrie, les troupes russes dissuaderaient les Israéliens d'attaquer les Arabes et les Arabes d'attaquer Israël. Par conséquent, les États-Unis ne seraient plus obligés de dépenser des sommes phénoménales pour la sécurité de la colonie juive.

La nouvelle donne obligerait les États-Unis à reconnaître enfin le rôle régional de l'Iran. Cependant Washington souhaiterait obtenir des garanties que Téhéran se retire d'Amérique latine où il a tissé de nombreux liens, notamment avec le Venezuela. On ignore la réaction iranienne à cet aspect du dispositif, mais Mahmoud Ahmadinejad s'est d'ores et déjà empressé de faire savoir à Barack Obama qu'il ferait tout ce qui est en son possible pour l'aider à prendre ses distances avec Tel-Aviv.

Ce projet a des perdants. D'abord la France et le Royaume-Uni dont l'influence s'efface. Puis Israël, privé de son influence aux États-Unis et ramené à sa juste proportion de petit État. Enfin L'Irak, démantelé. Et peut-être l'Arabie saoudite qui se débat depuis quelques semaines pour se réconcilier avec les uns et les autres afin d'échapper au sort qui lui est promis. Il a aussi ses gagnants. D'abord Bachar el-Assad, hier traité de criminel contre l'humanité par les Occidentaux, et demain glorifié comme vainqueur des islamistes. Et surtout Vladimir Poutine qui, par sa ténacité tout au long du conflit, parvient à faire sortir la Russie de son « containment », à lui rouvrir la Méditerranée et le Proche-Orient et à faire reconnaître sa prééminence sur le marché du gaz.

Source :

Odnako (Fédération de Russie)

Hebdomadaire d'information générale. Rédacteur en chef : Mikhail Léontieff.

## Un article de l'AFP du 24 février 2013

### Vers une fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu, plus vieil hôpital de Paris. (25.02)

Les urgences de l'Hôtel-Dieu, l'hôpital le plus ancien de Paris, devraient finalement fermer, a-t-on appris dimanche de sources concordantes, tandis que la direction affirme ne pas avoir pris de décision définitive à ce sujet.

*"Les urgences vont fermer, mais il restera un centre d'accès aux soins en urgence ouvert 24/24 à tous les cas non graves", a affirmé dans une interview au Journal du Dimanche Jean-Marie Le Guen, député PS et président du conseil de surveillance de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris).*

*"Faute de pouvoir financer des travaux de mise aux normes au coût exorbitant, le très vieil Hôtel-Dieu ne pouvait plus fonctionner. A la place nous allons créer un +hôpital debout+, un hôpital de santé publique où l'on ne dormira pas, l'hôpital du XXI<sup>e</sup> siècle", a-t-il ajouté.*

Interrogée par l'AFP, la direction a assuré que la décision définitive n'était pas encore arrêtée.

*"La décision définitive de ce que sera l'Hôtel-Dieu demain ne peut pas être prise par la direction tant que le processus de consultation des instances internes et des partenaires externes n'est pas achevé", a déclaré Sophie Albert, directrice de projet de l'Hôtel-Dieu.*

*"Nous travaillons aujourd'hui à réorganiser les flux des patients les plus lourds et offrir pour les autres une possibilité de venir en consultation de médecine générale, que ce soit en urgence ou pas, ouverte 24 heures sur 24", a-t-elle détaillé.*

Ces orientations, contenues dans un rapport remis début février, *"sont actuellement présentées aux différentes instances"*, a expliqué Mme Albert.

Bernard Granger, membre de la CME (Commission médicale d'établissement), a toutefois indiqué à l'AFP que *"la direction avait confirmé en interne sa volonté de fermer les urgences"*.

*"Elles seront remplacées par une maison médicalisée prenant en charge les urgences plus bénignes mais le Samu et les pompiers emmèneront les cas graves vers d'autres hôpitaux", a-t-il précisé.*

Mais selon lui, *"la réflexion n'est pas aboutie"* au sujet de cette maison médicalisée: *"il faut trouver des médecins, l'ouverture 24/24 paraît compliquée et la question de son équilibre économique avec des consultations en secteur 1 (tarifs Sécu) se pose"*.

La direction de l'AP-HP avait dévoilé en septembre son projet concernant l'avenir de l'Hôtel-Dieu, situé au cœur de la capitale.

L'établissement, dont les locaux nécessitent une rénovation coûteuse, deviendrait un centre de recherche et d'enseignement, privé de lits d'hospitalisation.

Alors que plusieurs services ont déjà été transférés à l'hôpital Cochin (XIV<sup>e</sup> arr.) , les syndicats avaient manifesté à plusieurs reprises contre une éventuelle fermeture des urgences, qui ont accueilli 43.000 patients en 2011.

En novembre, la CME, instance au rôle majeur dans la politique médicale des hôpitaux, s'était prononcée pour la fermeture progressive en 2013, invoquant des raisons de sécurité pour les patients.

*"Presque tous les services d'hospitalisation de l'Hôtel-Dieu auront été transférés à la fin de l'année et (...) l'hôpital ne pourra plus assurer la sécurité continue des soins sur place", avait-elle estimé.*

Dans une lettre adressée fin octobre à la directrice générale de l'AP-HP Mireille Faugère, le maire de Paris Bertrand Delanoë s'était dit *"personnellement très attaché"* au maintien des urgences.

Commentaire.

C'est un faux prétexte pour fermer cet hôpital. En Inde on serait très fier et très heureux d'avoir un tel hôpital et un tel personnel à notre service. S'il faut fermer l'Hôtel-Dieu parce qu'il n'est aux normes, alors il faut fermer 90% des hôpitaux dans le monde.

On ferait peut-être mieux de faire disparaître le plus tôt possible le parti réactionnaire de Jean-Marie Le Guen et ses semblables dans le monde, c'est une question de santé publique !



Un article d'oceanews.fr du 25 février 2013

**Grèce : un ancien diplomate grec prédit l'insurrection sociale et des manifestations sanglantes. (25.02)**

Un ancien diplomate grec, Leonidas Chrysanthopoulos, s'est confié depuis qu'il a démissionné de son poste au ministère grec des affaires étrangères. Il prédit une insurrection sociale avec des manifestations violentes en Grèce et indique que le gouvernement aurait engagé BlackWater, l'entreprise américaine militaire privée tristement célèbre pour ses activités en Irak, pour protéger le parlement. S'il semble être rassuré sur les forces armées grecques et un éventuel coup d'Etat, il ne mâche pas ses mots sur le gouvernement, l'UE et le futur sombre qui attend le pays.

Leonidas Chrysanthopoulos était un diplomate du ministère grec des affaires étrangères. En tant que jeune officier en service dans les années 1970, il a contribué à assurer l'adhésion de la nation alors fraîchement démocratique à l'Union Européenne (à l'époque la CEE). Il a été ambassadeur d'Athènes en Pologne, en Albanie et au Canada, et, enfin, le directeur général des affaires européennes au sein du ministère.

L'an dernier, il a finalement démissionné en tant que secrétaire général de l'organisation de coopération de la mer Noire, est parti dans le secteur privé, et se sent désormais libre de parler ouvertement de sa fureur sur ce que font l'Europe et les prêteurs internationaux à son pays.

*"A un certain moment, très bientôt, il y aura une explosion des troubles sociaux. Cela sera très désagréable"* dit-il. Dans les dernières semaines, les bureaux des partis au pouvoir ont été incendiés, ainsi que les maisons de journalistes pro-gouvernementaux. Le siège du parti de la Nouvelle Démocratie au pouvoir a été mitraillé et quelques jours plus tard, une bombe a explosé dans un centre commercial appartenant au 2ème citoyen le plus riche du pays. Personne n'a été gravement blessé par les attaques.

*"Il s'agit d'une escalade des actions"*, s'inquiète-t-il, ajoutant qu'il s'attend à ce que *"l'explosion"* se produise tôt ou tard. Il prédit que l'étincelle arrivera quand les nouveaux impôts et les nouvelles taxes avec effet rétroactif viendront à échéance dans les prochains mois et que les gens ne pourront tout simplement pas payer. *"Il y aura de nouvelles hausses des actions armées. Il y aura des manifestations sanglantes."*

*"Ces actions sont condamnables, bien sûr, mais je pense que ce genre d'activité armée augmentera aussi longtemps que le gouvernement continue d'imposer des mesures oppressives contre le peuple grec."*

Le Premier ministre belge Elio di Rupo a dit à Davos que l'Europe doit changer la course de l'austérité dans les six mois s'il n'y a aucun signe de reprise. Ce sont des paroles d'espoir pour Chrysanthopoulos, mais il craint que cela ne soit déjà trop tard pour son pays.

*"Nous n'avons pas six mois. Si l'UE veut changer quelque chose, ils doivent le changer hier. Nous avons même des problèmes à enterrer les morts parce que les gens ne peuvent plus payer les frais d'obsèques. Nous nous dirigeons sur la voie de la destruction. (...) La situation en Grèce est dramatique. Si nous poursuivons la voie de l'austérité, nous finirons par un désastre. Si la Grèce d'abandonne l'euro et revient à la drachme, la situation serait difficile, mais plus facile à gérer. Si nous devions revenir à la drachme, cela se ferait progressivement avec les deux monnaies en coexistence pour une période d'un an, ce que nous avons fait lorsque nous avons adopté l'euro. Mais avec une monnaie nationale, la Grèce sera en mesure de la dévaloriser et de rendre son économie plus compétitive."*

L'été dernier, la coalition dirigée par Antonis Samaras a lancé une répression majeure (l'opération "Xenius Zeus", le nom de l'ancien dieu de l'hospitalité) sur les migrants irréguliers, détenant jusqu'à 60.000 personnes dont 4.200 seulement ont été arrêtées pour des infractions - une décision qui a été critiquée par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme.

Chrysanthopoulos a indiqué que le gouvernement a engagé Blackwater, l'entreprise américaine militaire privée tristement célèbre pour ses activités en Irak, qui porte désormais le nom de "Academi". Il en explique la raison sans ambages : *"Le gouvernement grec n'a pas confiance en sa police, dont les salaires ont également été réduits."*



Dans une interview fin 2012, il a indiqué :

*"La démocratie n'existe plus en Grèce. Les mesures d'austérité récemment adoptées étaient inconstitutionnelles selon les plus hauts tribunaux de la Grèce. Un membre du Parlement et ancien ministre a indiqué à la télévision que les mesures sont inconstitutionnelles, mais qu'ils doivent les voter. De cette façon, il ouvertement violé le serment qu'il a pris quand il a prêté serment de protéger la Constitution.*

*Le gouvernement grec a récemment conclu un accord avec la société remplaçante de Blackwater pour engager des mercenaires pour la protection du Parlement. Cependant, le Parlement, dans les démocraties, ne requiert aucune protection. Des directives ont été données aux médias sur ce qui peut être dit et toléré et ce qui ne peut être toléré [voir ici]. Les journalistes qui ne se conforment pas sont harcelés par des agents du gouvernement ou arrêtés. Un autre journaliste a été sommairement congédié de la télévision d'Etat, car il a montré le premier ministre qui était hué lors des célébrations de la fête nationale. Et l'UE se fout de la démocratie en Grèce comme elle le fait à propos de la démocratie dans d'autres pays, comme la Turquie."*

Cependant il précise que via ce qu'il entend par les contacts qu'il entretient parmi ses anciens collègues et des politiciens, il est convaincu qu'il n'y aura pas de coup d'Etat militaire, contrairement à 1967.

*"Il y a des contacts de certains hommes politiques avec des éléments des forces armées afin de garantir que, dans le cas d'une agitation sociale importante, l'armée n'interviendra pas."*

*"Je ne veux pas aller trop dans les détails ici car il s'agit d'une question délicate", poursuit-il. "Mais à la suite de ces contacts, je pense que cela va être un succès."*

Il déplore ce qui s'est passé à l'UE dans laquelle il a passé une grande partie de sa carrière: *"Je faisais partie de l'équipe de négociation en tant que jeune diplomate qui a amené la Grèce à l'UE. L'UE que nous avons rejoint en 1981 n'existe plus."*

*"Nous avons besoin d'un changement de cap."*

Une étude de la fédération grecque des PME a récemment estimé que plus de la moitié des foyers grecs était menacée d'insolvabilité en 2013. Plus d'un tiers de la population grecque vit désormais sous le seuil de pauvreté.

2013, l'année du printemps grec ?

Commentaire.

Que d'illusions dans cet article, il est rassuré sur l'armée, moi tous les matins en me réveillant je m'attends à l'annonce d'un coup d'Etat militaire en Grèce. La Grèce après la France et l'Inde, c'est devenu mon troisième pays, tous les jours je reçois des articles et je suis la situation au jour le jour.

Le prolétariat grec doit s'organiser et s'armer...

## Un article de 20minutes.fr du 25 février 2013

### Une majorité de Français confrontés à des fins de mois difficiles. (26.02)

Plus d'un Français sur cinq se dit dans une situation financière précaire qui l'oblige à rogner sur tous les postes de consommation, y compris l'alimentation et la santé, et près de la moitié déclare avoir tout juste de quoi boucler son budget, selon une étude publiée lundi...

Selon le baromètre CA Com/BFM Business/Ipsos/CGI Consulting; 22% des sondés déclarent être dans une situation financière «*précaire*», ne leur permettant pas de faire face aux dépenses élémentaires de la vie courante (alimentation, santé, logement).

14% indiquent être obligés de puiser dans leurs économies pour boucler leur budget en fin de mois. Parmi ceux qui disposent encore de revenus suffisants, 45% estiment avoir tout juste de quoi terminer le mois. Seuls 32% parviennent à mettre de l'argent de côté.

Sus au superflu

Conséquence de cette situation, près de la moitié des Français (46%) déclare se contenter de l'essentiel. Seul 1% déclare pouvoir dépenser sans compter, tandis que la quasi-majorité (45%) jouent la carte des dépenses «*raisonnables*» pour acheter ce qui leur fait envie.

Les Français se montrent, pour la plupart, pessimistes sur l'avenir puisque 55% des personnes interrogées s'attendent à voir leur pouvoir d'achat encore diminuer en 2013. Plus d'un tiers (31%) pensent que leur situation va rester la même, tandis que 12% seulement tablent sur une amélioration.

Près d'un Français sur six (59%) se dit inquiet de basculer un jour dans la précarité. Cette crainte touche désormais l'ensemble de la population, y compris les cadres supérieurs (43%).

Commentaire.

Tout cela est à prendre avec du recul ou beaucoup de précautions. De quel niveau de consommation ou de vie partent-ils, disposent-ils réellement ? Qu'entendent-ils par "essentiel" ? Qu'est-ce qui pour eux sont des dépenses «*raisonnables*» ?

Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 1er mars 2013

**"Syrie: la politique française subjuguée par le Qatar?"(02.03)**

**En Syrie comme en Tunisie ou en Egypte, le Qatar prône comme seule alternative aux dictatures "laïques" la prise de pouvoir par les Frères Musulmans, estiment nos contributeurs Boutros Hallaq et Mohammad Makhoul. Un objectif qui va à l'encontre des intérêts de la France.**

Depuis le début de la crise syrienne, la politique française colle littéralement à celle du Qatar. Or, si les deux pays partagent un même objectif, obtenir la fin d'une dictature qui n'a que trop duré, leurs intérêts et leurs valeurs sont-ils les mêmes?

Conscient des enjeux du Printemps arabe, le Qatar déploie toute son énergie pour en maîtriser le cours afin de conjurer le danger mortel que constituerait à ses yeux son extension aux pays du Golfe. Ce n'est un secret pour personne qu'il prône comme seule alternative aux dictatures dites "laïques" la prise de pouvoir par les Frères Musulmans: c'est déjà fait en Tunisie et en Egypte.

Concernant la Syrie, il a mis en selle, contre la volonté de la majorité des opposants, un Conseil national syrien dominé par lesdits Frères Musulmans. Décrédibilisée, cette instance fut remplacée dernièrement, après une simple modification de façade, par la Coalition nationale syrienne (CNS).

Un régime libéral dans sa politique économique et à distance du wahhabisme mais fermé à la démocratie

Il nous est difficile d'imaginer que la France puisse rester fidèle à ses valeurs en s'engageant à la suite d'un régime, certes libéral dans sa politique économique et se tenant à distance du wahhabisme, mais complètement fermé à la démocratie (il vient de condamner à 15 ans de prison l'un de ses ressortissants pour un simple poème critique des autorités) et fort actif dans le soutien aux mouvements extrémistes, au Mali notamment.

Pressé de plaire aux promoteurs de la CNS, la France n'a-t-elle pas poussé le ridicule jusqu'à suggérer à cette coalition de proposer un ambassadeur, sans même tenir compte de l'impasse juridique qu'entraînerait la cohabitation de deux ambassades syriennes sur le territoire national? N'a-t-elle pas, en outre, avalisé l'intervention contre le mouvement démocratique au Bahreïn?

A terme, comment la France, avec ses intérêts politiques et ses valeurs humaines, pourrait-elle s'accommoder de la politique qatarie? Dans un pays aussi pluriel que la Syrie, l'installation d'un régime aux mains des Frères Musulman ouvrirait la voie à des conflits internes et à une déstabilisation durable du pays et de la région, avec le risque d'une guerre civile interminable qui laisserait le champ libre aux extrémismes religieux. Pire, elle l'exposerait à l'éclatement alors qu'il est déjà menacé par les revendications séparatistes kurdes et les prétentions territoriales d'Israël et de la Turquie.

Dans tous les cas, elle laminerait sa diversité humaine. Tout le voisinage en serait miné, à commencer par le Liban. Toutes les conditions seraient réunies pour faire de la Syrie le siège d'une confrontation, plus ou moins ouverte, entre les puissances régionales et internationales. Militairement encerclée par l'Otan et sa ceinture de missiles balistiques, économiquement marginalisée par les oléoducs et gazoducs reliant le Golfe ou l'Asie centrale à l'Europe, la Russie ne pourra que réagir, elle qui tire 90% de son PIB de ses richesses en pétrole et en gaz.

Comment croire qu'un tel "règlement" de la crise syrienne garantisse les intérêts français et européens dans cette zone de proximité? Pourquoi un tel alignement de la diplomatie française sur la politique du Qatar? Sixième puissance mondiale, héritière d'une histoire prestigieuse, dépositaire des valeurs universalistes de la Révolution, la France serait-elle réduite à plier l'échine devant un émirat pour des financements à court terme?

Certains vont jusqu'à prononcer le mot "servilité" vis-à-vis d'une dynastie qui, depuis quelques années, gratifie notre pays de ses investissements colossaux, de ses contrats mirobolants notamment dans le domaine de l'armement, et pousserait la générosité jusqu'à donner un coup de pouce électoral à tel ou tel

parti politique... Faut-il donner raison aux Guignols de l'info qui s'en gaussent à gorge déployée, ou à cet hebdomadaire qui titrait récemment Comment ils ont livré la France au Qatar?

Imaginer une approche plus adéquate pour une sortie de crise rapide en Syrie

Afin de défendre les valeurs et intérêts de la France, les responsables politiques seraient mieux inspirés d'imaginer une approche plus adéquate pour une sortie de crise rapide en Syrie. Elle devrait s'appuyer, selon nous, sur deux principes.

- Favoriser, d'abord, la dynamique interne d'intégration en privilégiant la recherche d'un consensus entre les différentes composantes de la société civile et les divers courants de l'opposition intérieure. Cela pourrait se traduire par l'élaboration d'un programme analogue à celui du Conseil national de la résistance (représentant alors des groupes de résistance contre l'occupation nazie), qui engagerait les mouvements politiques ainsi que les forces combattantes formées des militaires dissidents et des groupes de civils armés, à l'exclusion toutefois des fractions salafistes extrémistes.

Il s'agit d'inverser la logique imprimée par le Qatar, qui consiste à imposer de l'extérieur et unilatéralement une instance censée représenter le peuple syrien, afin justement d'empêcher l'émergence d'une dynamique politique endogène, que la dissidence armée appelle de ses vœux afin de mettre fin à l'anarchie entretenue de l'extérieur.

- Subordonner, ensuite, toute action politique au service du projet d'avenir que le peuple syrien se choisit lui-même, en cessant enfin de le considérer comme une simple carte jetée dans le grand jeu de la stratégie régionale qui oppose l'Iran à la Turquie, Israël et certains pays du Golfe. Seule une entité politique rassemblant toutes les composantes du pays pourra contribuer à la stabilité de la région, et seule une société civile pluraliste, et donc démocratique, pourra garantir cette entité.

Il s'agit bien de sortir de ce que le journaliste britannique Patrick Seale a appelé "*la lutte pour la Syrie*", qui anime actuellement la politique qatarie, pour aller vers la construction d'une société civile démocratique et ouverte, en Syrie et au-delà. S'il est urgent de sauver la Syrie des griffes du régime Assad, ce n'est point pour la donner en pâture à l'extrémisme religieux, mais pour la rendre à ses citoyens. La nouvelle carte du Proche-Orient, c'est ainsi que nous la rêvons.

Commentaire.

Voilà un chef d'oeuvre de désinformation et de manipulation, car en Syrie, l'opposition armée syrienne, composée de Syriens, au régime, n'existe pour ainsi dire pas, elle représenterait moins d'1% de la population d'où la nécessité jusqu'à présent pour les puissances occidentales de faire appel à des dizaines de milliers de mercenaires étrangers pour faire croire qu'il existerait en Syrie une opposition armée au régime, justifier la livraison d'armes, etc. Par contre le régime a constitué dans tout le pays et tous les quartiers sous son contrôle des milices armées pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la Syrie sous le commandement de l'armée syrienne.

Le Conseil national de la résistance avait pour objectif de lutter contre l'occupant. Aujourd'hui ce sont les mercenaires à la solde de l'impérialisme américain, français et britannique les envahisseurs qu'il s'agit de chasser de la Syrie, donc si un tel organisme devait être formé il le serait à l'initiative du régime en place en rassemblant toutes les composantes syriennes ennemies des propagandistes de guerre dont L'Express se fait le porte-parole complaisant...

**Un article de Reuters du 1er mars 2013**

### Kerry "**choqué**" par les propos d'Erdogan sur le sionisme (02.03)

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a estimé vendredi à Ankara que les propos par lesquels le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, assimilait le sionisme à des crimes contre l'humanité étaient "**choquants**".

Le nouveau chef de la diplomatie américaine, qui effectue sa première visite dans un pays musulman depuis sa prise de fonctions il y a un mois, devait s'entretenir avec les dirigeants turcs avant tout de la guerre civile en Syrie ainsi que de questions liées à la sécurité énergétique ou au contre-terrorisme.

Mais les propos du Premier ministre turc lors d'une conférence à Vienne sous les auspices des Nations unies, condamnés dans la foulée par Israël, les Etats-Unis et le secrétaire général de l'Onu, ont assombri son voyage dans la région.

*"Non seulement nous sommes en désaccord avec cela, mais nous le trouvons choquant"*, a dit John Kerry lors d'une conférence de presse à Ankara aux côtés de son homologue turc, Ahmet Davutoglu.

Le nouveau chef de la diplomatie américaine a dit avoir évoqué le sujet avec ce dernier et avoir l'intention de le faire également, directement, avec Recep Tayyip Erdogan.

*"Cela dit, la Turquie et Israël sont tous deux des alliés vitaux pour les Etats-Unis et nous voulons les voir travailler ensemble pour pouvoir aller au-delà des paroles et commencer à prendre des mesures concrètes pour changer cette relation"*, a ajouté John Kerry.

*"Je pense que c'est possible mais, à l'évidence, nous devons dépasser le type de propos que nous venons d'entendre."*

Sur le dossier proche-oriental, Washington a besoin de tous ses alliés. L'administration Obama voit en la Turquie un acteur clé dans le dossier syrien, pour le soutien à l'opposition au président Bachar al Assad et pour gérer l'après-Assad.

Mais la détérioration des relations diplomatiques entre la Turquie et Israël empêche Ankara de jouer un rôle-pivot dans l'ensemble de la région, comme l'auraient souhaité les Etats-Unis.

Les relations entre l'Etat hébreu et Ankara, qui était alors son unique allié dans le monde musulman, se sont considérablement dégradées après la mort de neuf Turcs dans l'abordage par les forces spéciales israéliennes d'un bateau chargé d'aide à destination de la bande de Gaza, en mai 2010.

Mercredi, à Vienne lors d'une conférence de l'Alliance des civilisations parrainée par l'Onu, le Premier ministre turc a déclaré : *"Comme pour le sionisme, l'antisémitisme et le fascisme, il est devenu impossible de ne pas considérer l'islamophobie comme un crime contre l'humanité."*

Benjamin Netanyahu, chef du gouvernement israélien, a condamné jeudi les propos tenus la veille par son homologue turc.

*"Il s'agit d'une déclaration sombre et erronée, de celles qui, selon nous, appartiennent au passé"*, peut-on lire dans un communiqué diffusé par les services de Benjamin Netanyahu, qui condamnent fermement.

Lors de la conférence de presse de vendredi, Davutoglu a répondu : *"Si Israël veut entendre des déclarations positives de la part de la Turquie, il doit reconsidérer son attitude à la fois envers nous et envers la Cisjordanie."*

Pour reprendre le dialogue avec Israël, la Turquie veut des excuses officielles, une indemnisation pour les victimes et les familles des morts et la levée du blocus de Gaza.

Israël s'est borné à exprimer ses "*regrets*" et a offert d'abonder "*un fond humanitaire*" pour l'indemnisation des victimes et de leurs familles.

La Maison blanche s'est également indignée des propos de Recep Tayyip Erdogan. *"Nous réfutons la qualification de crime contre l'humanité employée par le Premier ministre Erdogan au sujet du sionisme, qui est offensante et fausse"*, écrit Tommy Vietor, porte-parole de Barack Obama, dans un communiqué.

*"Nous encourageons les peuples de toutes confessions, cultures et idées à dénoncer les actes haineux et à surmonter les divergences de notre époque"*, ajoute-t-il.

*"Franchement, qualifier le sionisme de crime contre l'humanité, c'est particulièrement offensant. Cela aura un effet corrosif (sur les relations américano-turques)"*, a déclaré un responsable américain sous le sceau de l'anonymat.

Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a également condamné les propos de Recep Tayyip Erdogan, les qualifiant de *"blessants"* et estimant qu'ils provoquent la *"division"*.

La presse des deux pays a toutefois fait état d'un réchauffement ces dernières semaines. Des diplomates de haut rang se seraient ainsi rencontrés en février à Rome et du matériel militaire israélien aurait été livré en Turquie.

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 1er mars 2013

### Le chômage bat un nouveau record en zone euro, à près de 12%. (02.03)

**Le taux de sans emploi a atteint 11,9% en janvier dans les pays de l'Union monétaire, soit 18,99 millions de chômeurs. Et aucune éclaircie sur le marché de l'emploi n'est attendue dans les mois à venir.**

Frôlant les 12%, le chômage ne cesse de grimper en zone euro. Du jamais vu, alors que la région est plongée dans une récession plus profonde que prévu qui n'offre aucune perspective d'amélioration dans le secteur de l'emploi. Le taux de chômage a atteint 11,9% de la population active en janvier, contre 11,8% le mois précédent (chiffre révisé), selon les données publiées vendredi par l'office européen de statistiques Eurostat.

Ce niveau record signifie que 18,99 millions de personnes étaient sans emploi début 2013 dans les 17 pays de l'Union monétaire. En un mois, 201.000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs au sein de l'Union monétaire et près de 2 millions en un an (1,90 million).

*"Ces niveaux sont inacceptables"*, a déploré vendredi Jonathan Todd, le porte-parole du commissaire européen en charge de l'Emploi, Laszlo Andor, y voyant *"une tragédie pour l'Europe"*. Cette situation risque de peser sur la consommation, un des moteurs de la croissance, *"sachant que le pouvoir d'achat est étouffé par des salaires qui ne progressent plus et des politiques d'austérité"*, estime Howard Archer, économiste pour IHS Global Insight.

Dans ses dernières prévisions économiques publiées la semaine passée, la Commission européenne allait dans le même sens, estimant que le chômage devrait grimper à 12,2% cette année et se stabiliser à 12,1% en 2014. Elle a en outre prévenu qu'un taux de chômage *"élevé et persistant porte le risque de devenir structurel en raison de la perte de compétences"* des salariés sans emploi.

De grandes disparités

La situation est particulièrement critique en Espagne et en Grèce, deux pays soumis à de rudes cures d'austérité: le taux de chômage s'est établi à 26,2% en janvier en Espagne. En Grèce, où les dernières données disponibles datent du mois de novembre, il s'est élevé à 27%. Dans ces deux pays, les jeunes paient un lourd tribut: environ 59,4% des moins de 25 ans étaient au chômage en Grèce et 55,5% en Espagne en janvier, contre 24,2% dans l'ensemble de la zone euro, soit 3,64 millions de personnes.

Les différences sont toutefois importantes en terme d'emploi au sein de la zone euro: tandis que de nombreux pays sont frappés par un chômage de masse, l'Autriche a enregistré un taux de 4,9% en janvier, l'Allemagne et le Luxembourg de 5,3% et les Pays-Bas de 6%.

Des perspectives moroses

*"Malheureusement, un changement de tendance n'est pas en vue. Même si l'économie de la zone euro sort de récession dans l'année, le marché de l'emploi risque lui de rester déprimé une grande partie de l'année, si ce n'est tout 2013",* estime Martin van Vliet, économiste pour la banque ING.

*"L'Europe sociale est en panne"*

Pour tenter de remédier à cette situation, les ministres européens de l'Emploi ont adopté jeudi une proposition de la Commission européenne, la *"Garantie pour la jeunesse. Il s'agit d'encourager les Etats membres à offrir à tous les jeunes jusqu'à l'âge de 25 ans un emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage de qualité"*. Mais certains ont laissé transparaître leur désarroi. *"L'Europe sociale est en panne"*, ont déploré le Français Michel Sapin et son homologue allemande Ursula von der Leyen, tout mettant en garde contre le risque *"de saper la confiance dans la valeur de la construction européenne et des institutions de l'Union"*. Ils ont invité à *"renouer avec une ambition sociale pour l'Europe"*, alors que la croissance et l'emploi seront au menu du prochain sommet européen qui se tient mi-mars à Bruxelles.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le chômage a atteint à 10,8% en janvier, ce qui correspond à quelque 26,21 millions de personnes sans emploi début 2013. Pendant ce temps, le chômage s'élevait à 7,9% aux Etats-Unis et s'est établi à 4,2% au Japon où les dernières données disponibles datent de décembre.

**Un article du figaro.fr du 28 février 2013**

### **La santé des Grecs en danger. (02.03)**

La pénurie de médicaments dans les pharmacies, de matériel et de personnel dans les hôpitaux est alarmante.

Le système de santé grec est en état d'alerte. Avec les mesures de rigueur imposées par les créanciers publics du pays (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) depuis trois ans, le budget de la santé a été amputé de plus de 32 % et tout le secteur souffre.

Avec la réduction des effectifs, imposant une seule embauche de praticien pour cinq départs à la retraite, les hôpitaux publics sont surchargés, les salles d'attente aux urgences ne désemplissent pas et la fatigue est visible sur les visages des médecins qui accumulent plusieurs heures de travail supplémentaire pour un salaire déjà amputé de plus de 40 %. Selon Miron Fasoulakis, chirurgien à l'hôpital Elpis, dans le centre d'Athènes, il y a urgence: *«Nous manquons sérieusement de matériel de base: seringues, compresses, gants en latex ou fil pour points de suture. D'autant que nous sommes dépassés et nous n'avons plus assez de personnel pour faire face à la demande. Il n'y a aucune embauche pour dix départs en ce moment! Et qui*



*viendrait travailler 48 heures par semaine pour un salaire mensuel de 1000 euros? Nous, nous faisons notre travail parce que nous respectons avant tout le serment d'Hippocrate, mais c'est éreintant, parce qu'avec la crise les malades sont de plus en plus nombreux.»*

*«Aucune crise ne doit avoir raison de la vie des gens»*

Si la crise économique a des effets directs sur la santé des Grecs - hausse des taux de cancers, de sclérose en plaque et d'épilepsie -, l'accès aux soins est de plus en plus réduit. De surcroît, le chômage touche aujourd'hui plus de 27 % de la population active, dont 60 % de jeunes. Un an après la perte de leur emploi, ils perdent leur couverture sociale et doivent s'acquitter de la totalité de leurs frais médicaux. Nombre d'entre eux ne le peuvent pas, ils laissent donc leur pathologie s'aggraver. Pour endiguer le phénomène, Thodoros Giannaros, le directeur de l'hôpital Elpis, accepte de soigner les non assurés: *«Les médecins, ou moi-même, payons de notre poche pour les aider. Surtout en cas d'urgence. Aucune crise ne doit avoir raison de la vie des gens. Mais nous ne pouvons pas fournir les traitements à long terme, surtout pour les cancéreux non assurés. Nous les aidons à trouver des chimiothérapies gratuites en collaborant avec d'autres hôpitaux, mais nous ne pouvons pas fournir toute la thérapie.»*

Aujourd'hui, il s'insurge contre la décision de la Croix-Rouge suisse de réduire de moitié son exportation de poches de sang vers la Grèce, progressivement, à partir de 2015. La Croix-Rouge en livre actuellement 30.000 par an. *«Prendre une telle décision, sous prétexte que la Croix-Rouge grecque a des impayés de 4 millions d'euros, c'est endosser la responsabilité de la mort de milliers de personnes. C'est stupide, triste, honteux et déplorable.»*

*«La Sécu ne rembourse plus ou avec un retard monstre»*

À 51 ans, Thodoros Giannaros mène un combat quotidien pour motiver ses troupes et tenter de gérer les comptes de son établissement. Il a opté pour les médicaments génériques, dont l'utilisation est encore rare en Grèce: *«Nous avons ainsi réduit nos coûts de 60 %, mais cela ne suffit pas. Car nous manquons de médicaments en général. Le pire, c'est que ce qui se passe en Grèce aujourd'hui risque d'arriver en Europe demain.»* Et pour cause, depuis le début de la crise économique, les laboratoires pharmaceutiques quittent un à un la Grèce, qu'ils considèrent comme insolvable. La pénurie de médicaments commence à se faire ressentir partout dans le pays, les tiroirs des pharmacies se vident à vue d'œil et les pharmaciens sont à bout. *«Non seulement nous n'avons plus de médicaments importants, comme les traitements pour épileptiques, dont il n'existe pas de génériques, mais surtout les ordonnances ne sont plus remboursées par la Sécu ou ont un retard monstre»,* affirme Konstantin Lourandos, président de l'Union des pharmaciens. *«L'État, la Sécurité sociale, me doit 100.000 euros. Et je ne suis pas le seul! Elle doit 1 milliard d'euros aux pharmaciens du pays. Nombre de pharmacies ont fait faillite, les autres multiplient les grèves et lettres au ministère pour se faire entendre. Mais il faut que le gouvernement réagisse»,* conclut-il.

En sortant d'une séance au Parlement mercredi soir, Andreas Lykourazos, le ministre de la Santé, a promis l'embauche de plusieurs médecins pour les soins intensifs.

### Un article de l'AFP du 28 février 2013

#### En Inde, ces enfants qui travaillent à la mine pour survivre. (02.03)

A 13 ans, Sanjay Chhetri se lève chaque jour avec la même peur: que la mine de charbon où il travaille s'effondre et l'ensevelisse à jamais. Comme des milliers d'enfants dans le nord-est de l'Inde, il gagne sa vie accroupi dans des tunnels si étroits que seuls des enfants peuvent s'y glisser.



L'adolescent à la fine ossature est doté de la morphologie adéquate pour travailler dans la lucrative industrie minière de l'Etat du Meghalaya: l'entrée des galeries, sombres et humides, est bien trop petite pour une corpulence d'adulte.

Sanjay embauche au coeur de la nuit, descend le long d'échelles glissantes avec deux pioches et une minuscule lampe frontale, et s'enfonce dans les profondeurs du sous-sol, à 1.400 mètres sous terre.

Il se déplace avec la même précaution qu'à ses débuts, il y a sept mois, de peur de rater un barreau et de tomber cinquante mètres plus bas.

Une fois dans la mine, il s'accroupit tant qu'il peut et se glisse dans un trou à rat de 60 centimètres de hauteur, en traînant un wagon vide derrière lui. C'est là que son cauchemar commence: *"C'est terrifiant d'imaginer que le plafond tombe sur moi quand je travaille"*, dit-il.

Douze heures plus tard, il aura empoché 200 roupies (2,80 euros). C'est plus que ce que gagnent ses parents, des manoeuvres qui vivent dans la capitale de l'Etat, Shillong.

Le travail des mineurs est pourtant illégal en Inde, avec des différences sur l'âge légal de la majorité en fonction des Etats. Et la loi sur les mines de 1952 interdit aux entreprises d'employer des jeunes de moins de 18 ans à l'intérieur des mines.

Mais le Meghalaya n'est pas soumis à cette loi sur la mine en raison de son statut spécial d'Etat du nord-est, peuplé de nombreuses tribus, où s'exerce un droit coutumier qui l'emporte sur la législation nationale.

Là-bas, n'importe quel propriétaire terrien peut ainsi creuser une mine à sa guise et les lois en vigueur ne l'obligent à aucune mesure de sécurité. Dans ces mines artisanales, aucune technologie sophistiquée: les mineurs creusent eux-mêmes les galeries avec des pelles et des pioches.

Aîné d'une famille de huit enfants, Sanjay a quitté l'école voici deux ans lorsque sa famille ne pouvait plus payer les factures.

*"C'est un travail très difficile, j'ai du mal à tirer le wagon quand je l'ai rempli de charbon"*, confie-t-il à l'AFP.

Alors qu'il grelotte dans un jean maculé de charbon, chaussé de tongs qui dévoilent des pieds ridés comme s'ils appartenaient à un homme beaucoup plus âgé, il raconte que ses parents lui demandent constamment de rentrer à la maison pour travailler avec eux.

Mais il n'est pas encore prêt à quitter la mine.

*"J'ai besoin d'économiser de l'argent pour retourner à l'école. Mes amis me manquent et je me souviens encore de l'école. J'ai encore mes vieux rêves"*.

Le responsable de la mine, Kumar Subba, assure que des enfants comme Sanjay affluent en nombre devant la mine pour se faire embaucher.

*"Il s'en présente toujours de nouveaux. Ils mentent sur leur âge, disent qu'ils ont vingt ans alors qu'on voit bien sur leur visage qu'ils sont beaucoup, beaucoup plus jeunes"*.

Surya Limu, au visage poupin, est parmi les dernières recrues de l'équipe de Kumar Subba, dans le village de Rymbai.

Il assure avoir 17 ans, et raconte avoir quitté son Népal natal lorsque son père est mort dans l'incendie de leur maison, laissant une veuve et deux enfants.

Contrairement à ses collègues plus expérimentés, Surya descend lentement l'échelle précaire dans un mouvement qui crispe ses traits délicats.

*"Bien sûr j'ai peur, mais qu'est-ce que je peux faire? J'ai besoin d'argent, comment faire autrement pour rester en vie?"*, dit-il à l'AFP.

Selon une association caritative basée à Shillong, Impulse NGO Network, 70.000 enfants sont actuellement employés dans les mines du Meghalaya, plusieurs milliers d'autres travaillant par ailleurs dans les gisements de charbon.

*"Les propriétaires des mines trouvent moins cher d'extraire le charbon en utilisant des méthodes manuelles et non scientifiques et ils trouvent aussi que c'est moins cher d'employer des enfants. La police empêche des pots-de-vin et regarde ailleurs"*, dénonce Rosanna Lyngdoh, une militante d'Impulse.

Mais après des décennies d'extraction minière sans réglementation, l'Etat a l'intention de se doter cette année pour la première fois d'une politique minière.

Le projet de loi stipule que les propriétaires des mines n'emploient plus d'enfants, même s'il n'interdit pas pour autant l'exploitation de ces boyaux étroits et étouffants qui évoquent des trous à rat.

*"Aussi longtemps que ce genre de mines existera, les enfants seront toujours employés parce qu'ils ont la bonne taille pour ramper"*, prédit Rosanna Lyngdoh.

Les accidents et les effondrements sont fréquents, au fur et à mesure que le sous-sol est percé anarchiquement de boyaux instables et friables, risquant d'enterrer vivants des enfants pris au piège.

Selon Gopal Rai, qui vit avec sept autres employés dans une cahute en bambou de 2,5 sur 3 mètres, les dédommagements aux enfants blessés sont rares, lorsqu'ils existent.

*"Il y a des jours où ça va et d'autres où c'est un peu difficile de respirer"*, témoigne le jeune homme de 17 ans. Mais il ne voit pas l'intérêt d'aller consulter un médecin.

*"Pour quoi faire ? De toute façon, quand je vais travailler je ne sais même pas si je vais rentrer vivant"*.

## Un article de l'AFP du 4 mars 2013

### Le monde compte un nombre record de milliardaires (05.03)

Le monde n'a jamais compté autant de milliardaires : ils sont 1.426 cette année, 200 de plus que l'an dernier, dont le plus riche est toujours le Mexicain Carlos Slim, selon le classement annuel 2013 du magazine Forbes publié lundi.

Deux Français se hissent à la 9e et 10e places de ce classement: Liliane Bettencourt (L'Oréal) est désormais la femme la plus riche au monde (9e, 30 milliards de dollars) et Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est 10e, avec une fortune estimée à 29 milliards de dollars.

Les quatre pays qui comptent le plus de milliardaires sont les Etats-Unis (442), la Chine (122), la Russie (110) et l'Allemagne (58).

Pour la quatrième année consécutive, le roi mexicain des télécommunications Carlos Slim reste premier du classement Forbes ([www.forbes.com/billionnaires](http://www.forbes.com/billionnaires)), avec une fortune estimée à 73 milliards de dollars (4 milliards de plus que l'an dernier), devant l'Américain Bill Gates, co-fondateur de Microsoft (67 milliards, 6 milliards de plus qu'en 2012). Les milliardaires de la high tech américaine forment toujours d'ailleurs un contingent important dans ce classement.

L'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara arrive désormais 3e avec 57 milliards (19,5 milliards de plus qu'en 2012), devançant l'homme d'affaires et philanthrope américain Warren Buffett, 4e avec 53,5 milliards.

Pour les plus fortunés de la planète, qui se sont enrichis dans l'immobilier, l'énergie, la technologie, la finance, l'alimentaire, ou même la religion, la crise n'existe pas. Ils sont cette année 1.426 milliardaires, 200 de plus que l'an dernier, record absolu depuis 27 ans que le classement existe.

Ils étaient 140 lorsque Forbes avait publié sa première liste, avec une fortune cumulée de 295 milliards.

Tous ensemble, ces ultra-riches --dont 138 femmes-- pèsent cette année 5.400 milliards de dollars (contre 4.600 milliards l'an dernier).

Le plus jeune, Dustin Moskovitz, a 28 ans, à la tête d'une fortune de 3,8 milliards. Il était l'un des co-fondateurs de Facebook avec Mark Zuckerberg (qui a rétrogradé de la 35 à la 66e, ayant perdu 4,2 milliards en un an).

Le plus âgé est David Rockefeller, 97 ans, qui dispose de 2,7 milliards.

Et le plus grand perdant est cette année le Brésilien Eike Batista (énergie, mines), qui a perdu 19,4 milliards, rétrogradant de la 7e à la 100e place. Il a perdu, souligne Forbes, plus de deux millions de dollars par heure...

Le Français Bernard Arnault a quant à lui perdu 12 milliards et a été rétrogradé de la 4e à la 10ème place, selon Forbes.

Par région, les Etats-Unis restent en tête avec 442 milliardaires (425 en 2012), talonnés par l'Asie-pacifique (386). L'Europe vient ensuite (366), puis l'Amérique du Sud (129).

Chez les femmes, Liliane Bettencourt a détrôné cette année l'Américaine Christy Walton, héritière de la chaîne d'hyper-marchés WalMart, qui était depuis sept ans la femme la plus riche au monde (11e, 28,2 milliards).

On trouve aussi dans la liste la designer italienne Miuccia Prada (78e) et, nouvelle dans la liste, la Suisse née en Russie Margarita Louis-Dreyfus (198e).

Et quatre pays font leur entrée pour la première fois dans le classement, l'Angola, le Népal, le Swaziland et le Vietnam tous désormais riches d'un milliardaire.

Parmi les autres nouveaux entrants, figure aussi Edir Macedo (1268e), un pasteur brésilien, pentecôtiste, créateur d'une église à Rio et propriétaire d'une chaîne de télévision, qui a vendu 10 millions de livres.

### **Un complément Lepoint.fr du 03.03**

L'Asie est le continent qui compte le plus de milliardaires, suivi par l'Amérique du Nord et l'Europe, selon une étude publiée jeudi par le magazine chinois *Hurun Report*. Sur 1 453 personnes dont la fortune excédait le milliard de dollars américains en janvier, 608 se trouvaient en Asie, 440 en Amérique du Nord et 324 en Europe. Pour ce qui est des pays, les États-unis continuent à dominer le classement avec 408 milliardaires, suivis par la Chine qui en compte 317. Les places suivantes sont occupées par la Russie, l'Allemagne et l'Inde, précise ce magazine consacré au luxe.

La richesse cumulée de l'ensemble des milliardaires en dollars de la planète est estimée par Hurun à 5 500 milliards de dollars, soit environ le produit intérieur brut du Japon, troisième économie mondiale, en 2012. *"L'année dernière a connu un rebond de la richesse dans le secteur privé"*, selon le magazine, qui précise que les actifs nets des dix personnes les plus riches du monde ont augmenté en 2012 de 22 %, soit 250 millions de dollars par jour au total. Les secteurs à l'origine de cette accumulation de richesse des milliardaires sont principalement l'immobilier, les télécommunications, les médias et la distribution.

Rupert Hoogewerf, le président et directeur de recherches de Hurun Report, estime toutefois que le nombre réel des milliardaires à travers le monde pourrait être trois fois plus élevé, alors que beaucoup d'entre eux dissimulent leur richesse. *"Certaines personnes font délibérément de leur richesse un secret car... elle est accumulée par des moyens illégaux"*, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, ajoutant que *"d'autres préfèrent simplement garder un profil bas"*. Hoogewerf a par le passé compilé la liste du magazine Forbes.

Commentaire.

Il est vrai que lorsque Forbes attribue seulement 2,7 milliards de dollars à David Rockefeller, on a envie de dire qu'ils ont dû oublier deux zéros... avant la virgule évidemment.

Comment les besoins insatiables de ces monstrueux parasites qui accaparent les richesses produites pourraient-ils être compatibles avec ceux grandissants de plus de 7 milliards d'hommes, femmes et enfants ? C'est impossible évidemment, d'où la situation mondiale, l'orientation de la politique de l'oligarchie internationale qui conduit au chômage de masse, à la généralisation de la précarité et de la pauvreté sur tous les continents... On a là les fondements du capitalisme et de sa crise qui conduisent infailliblement à son effondrement, à la guerre, à la barbarie...

Un article lemonde.fr du 4 mars 2013

### A Abou Dhabi, 94 opposants traînés devant la justice. (05.03)

En 2011, Amnesty International avait donné un nom de code aux cinq citoyens émiratis, qui avaient payé de huit mois de prison leur appel à réformer le système politique en vigueur dans leur pays : il s'agissait des "UAE 5", les 5 des "United Arab Emirates" (Emirats arabes unis). Deux ans plus tard, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait bien revoir à la hausse sa terminologie : ce ne sont plus 5 mais 94 militants pro-démocratie qui risquent de faire les frais du peu de goût des dirigeants émiratis pour le pluralisme politique.

Leur procès pour "atteinte à la sécurité de l'Etat", s'est ouvert lundi 4 mars à huis-clos, devant la Cour suprême fédérale d'Abou Dhabi, au terme d'une instruction entachée d'irrégularités, durant laquelle les prévenus, emprisonnés par vagues successives depuis mars 2012, ont subi de nombreux mauvais traitements.

"Il semble que les autorités des Emirats arabes unis s'apprêtent à traîner des dizaines de leurs concitoyens (...) devant une parodie de justice", s'insurge l'organisation Human Rights Watch (HRW), qui presse le secrétaire d'Etat américain John Kerry, de passage lundi à Abou Dhabi, à aborder ce sujet avec ses hôtes.

#### DIFFUSION DE "MENSONGES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX"

Officiellement, les "UAE 94" sont accusés de complot visant à s'emparer du pouvoir dans cette fédération de sept émirats, pilotée depuis Abou Dhabi, la capitale du plus puissant d'entre eux. Une "organisation secrète", "en lien avec les Frères musulmans", qui mène des "réunions clandestines", "dissémine ses mensonges sur les réseaux sociaux", tente de mettre sur pied "une branche militaire" et sous couvert de "vertu islamique" "pénètre tous les rouages de l'Etat" : la presse officielle agite sans grande subtilité l'épouvantail de la subversion islamiste, téléguidée depuis Le Caire par les Frères musulmans, la bête noire des monarques émiratis.

Depuis la chute de Hosni Moubarak, leur ancien allié égyptien, en février 2011, ceux-ci redoutent que les révoltes arabes ne se propagent jusqu'à chez eux et ne viennent troubler leur prospérité, fondée sur la rente pétrolière et la main-d'œuvre immigrée.

Seule l'identité de 64 des 94 accusés a été rendue publique. Il s'agit de professeurs d'université, d'avocats, de juges et d'étudiants, qui pour certains sont membres ou sympathisants d'Al-Islah, une formation islamiste non-violente, affiliée aux Frères musulmans, que le régime, en ces temps troublés, ne semble plus disposé à tolérer.

#### DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

On trouve parmi eux des signataires de la pétition du 3 mars 2011, lancée par certains des "UAE 5", qui demandait de transformer le Conseil national fédéral, le pseudo-Parlement des Emirats, en une chambre dotée de véritables pouvoirs législatifs. Sur le banc des accusés, figurent également des militants bien connus des droits de l'homme, comme l'avocat Mohamed Al-Roken, membre de l'association internationale des juristes, qui a défendu pendant de nombreuses années d'autres opposants détenus arbitrairement, déchus de leur nationalité ou encore déportés.

Jusqu'au mois de février, assure HRW, ces détenus ont été privés de toute assistance juridique. Lorsqu'une rencontre avec un avocat a finalement été autorisée, un représentant du procureur assistait à la conversation, en violation de la confidentialité qui sied à ces échanges. Le plus souvent, les avocats n'ont pas eu accès aux dossiers et aux charges exactes qui pèsent contre les accusés, dont le lieu de détention est maintenu secret.

#### ISOLEMENT PROLONGÉ

Leurs familles font par ailleurs état de mauvais traitement, sous la forme d'isolement prolongé, d'insultes de la part des gardes et d'exposition à des éclairages très forts. A une audience de procédure, au mois de

septembre, plusieurs détenus sont apparus désorientés, hagards, et pour certains à peine capables de marcher. Les comptes en banque de certains d'entre eux ont été gelés, de même que ceux de leurs épouses, plongeant leurs familles dans de grandes difficultés financières.

Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme, qui redoutent un procès inéquitable, ont envoyé des observateurs à Abou Dhabi. Mais aucun n'a été autorisé à pénétrer dans la salle d'audience. Samedi, la française Noémie Crottaz, représentante de l'organisation Al-Karama, basée à Genève, avait été refoulée à son arrivée à l'aéroport d'Abou Dhabi.

L'accès à la totalité de l'article est protégé Déjà abonné ? Identifiez-vous : désolé, faute de contributeurs financiers, c'est au-dessus des moyens de notre portail.

**Un article lemonde.fr du 4 mars 2013**

### **L'Irlande veut transférer une partie de la dette de ses banques à l'Europe. (05.03)**

**L'Irlande accentue la pression pour transférer une partie de la dette de ses banques à l'Europe, une décision qui lui permettrait de faciliter sa sortie du plan de sauvetage financier à la fin de l'année.**

Michael Noonan, le ministre de l'économie irlandais, a réitéré une nouvelle fois sa demande, mercredi 27 février, lors d'une rencontre avec un groupe de journaux étrangers, dont Le Monde : *"L'Europe s'est engagée, le 29 juin 2012, à briser le lien entre les dettes souveraines et bancaires ; cet engagement tient toujours"*, rappelle-t-il.

Selon lui, le transfert pourrait porter sur un maximum de 28 milliards d'euros, pris en charge par le Mécanisme de stabilité européen (MSE) : le fonds de secours mis en place en 2012 pourrait en principe recapitaliser directement les banques, selon des modalités qui divisent encore les Etats de la zone euro. Mais Berlin et la Banque centrale européenne (BCE) bloquent cette demande.

Le débat remonte à la décision controversée, prise par Dublin à l'automne 2008, de se porter garant des banques pour enrayer la panique financière. Résultat, la faillite bancaire a été transférée à l'Etat et lui a coûté 64 milliards d'euros, l'équivalent de 40 % du produit intérieur brut (PIB), somme énorme pour ce petit pays.

#### **LA DOUCHE FROIDE**

Ce geste, décidé dans l'urgence, s'était fait sous la pression de l'Europe et de la BCE, qui craignaient qu'une faillite des banques irlandaises ne se propage au reste du continent. Beaucoup d'Irlandais estiment qu'ils paient très cher pour avoir contribué à sauver l'Europe. Ils demandent qu'une partie de la dette bancaire soit partagée avec le reste de la zone euro.

Le 29 juin 2012, Dublin pensait avoir obtenu une avancée décisive. L'Eurogroupe affirmait alors : *"Il est impératif de casser le cercle vicieux entre les banques et le souverain (...). L'Eurogroupe va examiner la situation du secteur financier irlandais."*

Mais fin septembre 2012, c'est la douche froide. Dans un communiqué conjoint, les ministres de l'économie de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Finlande semblaient revenir en arrière : le MSE pouvait aider à recapitaliser les banques en cas de crise, mais pas de façon rétroactive : *"Les actifs hérités du passé doivent être de la responsabilité des autorités nationales."*

#### **GARE À LA RECHUTE**

L'Irlande réplique qu'il n'est pas question de demander à l'Europe de prendre en charge tout son plan de sauvetage bancaire. Elle accepte de conserver les dettes des banques qui ont fermé, faisant complètement faillite. Mais elle voudrait transférer ses participations dans les établissements qui existent encore – Allied Irish Bank, Bank of Ireland et Permanent TSB.

Les actions de ces trois banques demeurent cotées. Dublin les a achetées 28 milliards d'euros, mais elles ne valent plus que 8 milliards au cours actuel. L'Irlande suggère que le MSE rachète ces participations, à un prix qui reste à déterminer. Ce serait un simple transfert d'actifs, qui permettrait au pays de réduire son exposition au risque bancaire.

A part le blocage de Berlin et de la BCE, presque tout le monde y est favorable. *"Il est important que l'Europe concrétise son engagement du 29 juin"*, dit Peter Breuer, le représentant du Fonds monétaire international pour l'Irlande.

#### **"L'UNION EUROPÉENNE DOIT TENIR SES PROMESSES"**

De passage à Dublin le 28 février, Martin Schulz, le président du Parlement européen, lui-même Allemand, va dans le même sens : *"Les Irlandais ont payé cher pour arrêter la crise européenne (...). L'Union"*

*européenne doit tenir ses promesses.*" Et Olli Rehn, le commissaire chargé des affaires économiques, tenait quelques jours plus tôt des propos similaires.

Une telle transaction assurerait de façon presque certaine à l'Irlande de sortir d'ici à la fin de 2013 du plan de sauvetage du FMI et de l'UE, signé fin 2010. Si le pays est bien engagé sur cette voie, une rechute de son secteur bancaire n'est pas écartée et pourrait mettre en danger son rétablissement.

Même le FMI le dit : le transfert *"réduirait le risque que l'Irlande continue à avoir besoin de l'assistance officielle du FMI et de l'UE après fin 2013"*, affirme M. Beuer. De quoi faire de ce pays la première success story dont la zone euro a tant besoin.



Un article de okeanews.fr du 28 février 2013

### Grèce : quand la droite du premier ministre A. Samaras rejoint l'idéologie de l'Aube Dorée. (05.03)

85 députés du parti de la droite "*conservatrice*" Nouvelle Démocratie ont déposé un texte qui entend privilégier la "*loi du sang*" pour entrer dans la police ou dans l'armée du pays. Avec cet amendement, il ne suffira plus d'être citoyen grec pour accéder à ces fonctions, il faudra aussi être de «*souche grecque* ». Cette initiative révèle encore un peu plus le vrai visage du parti du premier ministre Antonis Samaras, qui rallie l'extrême droite et affiche son mépris des droits de l'homme et des citoyens.

*"Le temps est venu de régler par la loi la question de genos pour ceux qui s'inscrivent dans les académies militaires. Ils doivent être grec par genos"*

L'expression "*grec par genos*" est un critère couramment utilisé, mais plutôt vague de "*grécité*". Le mot "*genos*" ( dans son sens le plus large peut être traduit par filiation, race, de sang, de lignée, de souche etc. Définir quelqu'un comme "*grec par genos*" peut signifier "*grec de naissance*", "*grec par le sang*", "né de parents grecs", "*de lignée grecque*", "*grec ethnique*" ou toute variation de ce qui précède, en fonction de l'intention politique de l'orateur. Pour l'extrême-droite, il peut aller aussi loin que définir "*quelqu'un qui a de l'ADN grec*".

Remise en cause de la loi sur la naturalisation

Outre le fait que Kostarakos, comme figure militaire supérieure en Grèce, puisse ou non avoir le droit de commenter publiquement des questions de politique, son intervention est arrivée dans un contexte où la question de l'identité nationale est vivement débattue en Grèce. En 2010, le ministre de l'Intérieur de l'époque Giannis Ragnousis (PASOK) a proposé au parlement la loi 3838/2010 qui a établi un certain nombre de critères pour les enfants de parents immigrés pour obtenir la nationalité grecque. Les catégories d'enfants immédiatement admissibles à la citoyenneté grecque en vertu de cette loi comprenaient des enfants nés en Grèce de parents immigrés, qui ont tous deux vécu en permanence et légalement en Grèce depuis au moins 5 ans au moment de la demande de citoyenneté, et les enfants qui avaient terminé 6 années d'études dans le système éducatif grec tout en résidant en permanence et légalement en Grèce. Cette loi permettait de faciliter la naturalisation qui était quasiment impossible avant.

Durant la campagne électorale, Antonis Samaras s'était engagé à repousser cette loi en affirmant que cela contribuerait à la lutte contre la criminalité. Il avait également indiqué que "les immigrés sont les tyrans de la société grecque". Après sa victoire aux élections de 2012, la mise en place de l'opération "*Xenius Zeus*" (le dieu grec de l'hospitalité - une sémantique qui en dit long) confirmera une position déjà extrême concernant l'immigration. Jusqu'à 60 000 immigrés ont été détenus durant les raids de la police depuis l'été dernier. 4.200 ont été arrêtées pour des infractions. Une décision qui a été critiquée par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme.

Depuis, la loi sur la naturalisation a été invalidée par le Conseil d'Etat, qui a annoncé le 14 novembre 2012, qu'il la jugeait inconstitutionnelle. La décision du Conseil d'État, qui a finalement été publiée le 6 février 2013, précise que l'exigence minimale pour un résident étranger pour se faire naturaliser doit être de montrer la preuve d'un «lien réel avec la société grecque et l'Etat grec», qui ne pourrait pas être démontré de manière adéquate par des critères formels tels que le nombre d'années de résidence ou d'éducation en Grèce. Le gouvernement de Samaras avait annoncé avant même la publication officielle que toutes les naturalisations seraient suspendues.

Il est inutile de préciser que le sujet de la naturalisation fait partie des thèmes de prédilection du parti nazi Aube Dorée, dont le slogan "*Sang, Honneur, Aube Dorée*" rappelle des temps bien sombres. De plus, l'impunité dont profite les membres du parti néonazi Aube Dorée depuis des mois maintenant pose de nombreuses questions sur la volonté réelle de l'Etat de lutter contre les violences racistes et les dérives fascistes.

La Nouvelle Démocratie intègre des éléments pro-junte dans son groupe parlementaire

Le parti d'Antonis Samaras avait intégré, pendant la campagne électorale de 2012, des membres de l'ancienne extrême droite du LAOS (lire ici).

Makis Voridis, par exemple, ancien membre du parti d'extrême droite LAOS est actuellement le porte parole du groupe parlementaire de la Nouvelle Démocratie. Voridis se lance en politique en 1985 en tant que chef des jeunes de l'Union Politique Nationale, un parti d'extrême droite pro-Junte fondé par le dictateur Papadopoulos depuis sa cellule. Notons que son prédécesseur à ce poste n'était autre que N. Michaloliakos, l'actuel chef du parti néonazi Aube Dorée. Après plusieurs échecs à des élections législatives, Voridis a rejoint le LAOS en 2007, s'est fait élire et fut nommé ministre en 2011 dans le gouvernement de "technocrates" de L. Papademos. En février 2012, il est exclu du LAOS mais Papademos lui demande de rester ministre et il adhère à la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras.

Adonis Georgiadis, qui faisait à la radio la promotion d'ouvrages nationalistes et national-socialistes quand il était journaliste, fut nommé ministre adjoint au développement par Papademos en novembre 2011, et quittera le LAOS pour la Nouvelle Démocratie en février 2012.

Konstantinos Kiltidis, qui a rejoint lui aussi la Nouvelle Démocratie en 2012, a commencé sa carrière en 1973 au sein du Parti du 4 Août (en référence au coup d'état fasciste de Metaxas en 1936).

Thanos Plevris a rejoint la Nouvelle Démocratie en mai 2012. Il n'est autre que le fils de Konstantinos Plevris, souvent considéré comme le père du néo-nazisme grec, puisqu'en 1960 il fonde avec d'autres le parti du 4 Août, un parti fasciste qui soutient ouvertement la dictature des années 1967-1974. C'est dans ce parti que Konstantinos Kiltidis (voir plus haut) et N. Michaloliakos (Aube Dorée) ont fait leurs premiers pas en politique. Il se trouve aussi être l'auteur du livre "Les Juifs : toute la vérité", pour lequel il est condamné pour racisme, puis acquitté par la Cour Suprême.

Cette radicalisation n'a cessé de se confirmer mois après mois, par l'attitude du gouvernement concernant ses positions sur l'immigration mais aussi par celle du ministre de l'ordre public Nikos Dendias. Interrogé récemment par Unfollow concernant les violences policières, N. Dendias a avoué de ne pas avoir lu le rapport d'Amnesty International qui est pourtant alarmant. En octobre dernier, des manifestants antifascistes ont été torturés par la police à Athènes lors de leur détention. Il y a quelques semaines, la police grecque a modifié les photos prises de 4 détenus, pour selon les termes de N. Dendias, "*permettre qu'ils soient reconnaissables*". Un aveux qui en dit long.

Le parti du premier ministre propose une loi intégrant la notion de "*grec par genos*"

Une nouvelle étape vient d'être franchie cette semaine : 85 parlementaires, soit les deux tiers des membres élus de la Nouvelle Démocratie, proposent un amendement à un projet de loi présenté par le ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses, de la culture et des sports sur la ratification "*de l'accord entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria sur les droits économiques, scientifiques et la coopération technologique*".

#### Préambule

En raison de la particularité des questions qui ont à voir avec notre sécurité nationale par rapport aux autres pays européens, mais aussi concernant le problème de l'immigration clandestine qui frappe notre pays, ainsi que la récente loi sur la nationalité et ses conséquences, il est souhaitable que genos soit réintégré comme critère de sélection dans toutes les académies militaires et de police comme un pré-requis pour l'admission, avec une exception pour couvrir les besoins spécifiques jugés nécessaires par l'état-major général.

#### Article

Les candidats aux instituts supérieurs d'études militaires (ASEI), aux académies militaires pour les sous-officiers (ASSY), aux académies de police et aux académies de formation des autorités portuaires et gardes côtières grecques doivent être grecs par genos et par nationalité. Les grecs Omogeneis [la diaspora] qui ne sont pas ressortissants grecs sont également admissibles et obtiendront la nationalité sans autre formalité lors de l'inscription. Le chef de chaque branche ou d'organisme [des forces armées] peut décider d'autoriser,

de manière à couvrir des besoins spécifiques, les inscriptions des candidats qui ne sont pas Grecs par *genos*, à condition que celles-ci ne dépassent pas le nombre de deux (2) par académie.

Parmi les signataires de la proposition, on retrouve bien sur les éléments les plus extrêmes du parti d'Antonis Samaras, ce qui éclaire sur la manière dont le terme "*grec par genos*" est utilisé ici. Le parti nationaliste des grecs indépendants de P. Kammenos et le parti néo-nazi de N. Michaloliakos Aube Dorée ont bien entendu applaudi cette initiative et ont annoncé leur soutien pour le vote de ce texte.

Triomphante, Aube Dorée a déclaré le 25 février :

*"Il n'y a aucun besoin de plus amples commentaires pour souligner que ceci est une nouvelle grande victoire pour Aube Dorée et une nouvelle concession pour la Nouvelle Démocratie, qui suit maintenant clairement notre agenda politique dans sa vaine tentative de limiter la perte de ses électeurs vers l'Aube Dorée".*

Très vives critiques de l'opposition et des autres partis de la coalition gouvernementale

Le parti de l'opposition SYRIZA a vivement critiqué l'amendement (voir ici et là), ainsi que les deux partis membres de la coalition gouvernementale, le PASOK et la Gauche Démocratique. La déclaration du PASOK a souligné que la législation antérieure exigeant que les candidats aux académies militaires soient "*grecs par genos*" avait été déclarée inconstitutionnelle et que le seul cas où la Constitution grecque stipule "*genos*" comme critère d'admissibilité est pour la candidature à la Présidence de la République, qui demande une nationalité grecque de son père ou de sa mère. Le PASOK a en outre noté l'absurdité de permettre aux citoyens naturalisés de devenir ministres ou d'effectuer leur service militaire, tout en leur interdisant d'atteindre le grade d'officier, et a qualifié l'intervention du chef des forces armées "*inacceptable*".

La déclaration de la gauche démocratique a été extrêmement brutale dans sa critique envers les 85 députés de la Nouvelle Démocratie qui ont soumis la proposition d'amendement, disant que c'était un symptôme de "*l'obscurantisme de l'époque moyenâgeuse*." La Gauche Démocratique a conclu : "*Ceux qui retournent les forces armées dans un champ de la confrontation idéologique et politique sapent leur unité et leur efficacité en ce temps de crise pour notre pays*."

En réponse, Aube Dorée a déclaré :

*"L'interdiction des étudiants étrangers dans les académies militaires est une grande victoire pour l'Aube Dorée et est la justification d'une lutte que nous avons menée depuis de nombreuses années. Les uniformes d'honneur des officiers grecs ne peuvent pas être donnés à des Albanais, des Asiatiques et des Africains, et les forces armées de notre pays ne deviendront pas subordonnées à des agents étrangers, car c'était la volonté des dirigeants anti-hellénique décadents. Ces deux parties dégénérées, le PASOK et la gauche démocratique, se sont déjà mis en marge de la politique et de la société. "*

Pour le quotidien Efimerida ton Syndakton (voir la traduction complète de l'article chez roumelie), aucun doute, cela montre "*Le visage hideux de la droite grecque*" :

La quasi totalité du groupe parlementaire de Nea Dimokratia a montré son véritable fondement idéologique, celui d'une droite dure et non repentante, malgré les réactions acerbes de ses partenaires gouvernementaux, en déposant le projet d'amendement relatif aux écoles de la police et de l'armée. Une initiative bien sûr saluée frénétiquement par [le parti néonazi] Chryssi Avgi.

(...)

Le pays emprunte des routes dangereuses, sur lesquelles paradent en grandes pompes les 85 députés de Nea Dimokratia et les ultranationalistes de Chryssi Avgi. Voilà un gouvernement qui essaye, dit-il, de nous sortir de la crise, tout en nous menant vers une autre crise dangereuse, celle de l'identité. Une initiative totalement anticonstitutionnelle, selon le PASOK, un obscurantisme moyenâgeux pour le DIMAR [Gauche démocratique].

(...)

D'un pas régulier, le gouvernement montre que son intérêt pour la politique centriste était un pur artifice pré-électoral. Dans le triumvirat qu'il forme désormais avec les Grecs Indépendants et Chryssi Avgi, il présente son vrai visage : figé, impassible, dur et antidémocratique. Voilà la droite.

Avec l'appui du parti des grecs indépendants et de l'Aube Dorée, l'amendement peut recevoir un total de 123 voix, assez loin des 151 voix nécessaires pour valider la loi. Il reste possible, quoique peu probable, que l'amendement soit adopté, si 28 des 44 autres députés de la Nouvelle Démocratie votent en sa faveur.

Même si le texte ne passe pas lors vote qui aura lieu aujourd'hui, une nouvelle étape vient d'être franchie dans le schéma politique grec. La Nouvelle Démocratie, encore présentée par la vaste majorité des médias comme une droite "*conservatrice*", montre pourtant une idéologie toujours plus orientée vers son extrême. Il est grand temps de changer de sémantique.

"*Sang, Honneur, Nouvelle Démocratie*" : le prochain slogan du parti du premier ministre Antonis Samaras ?

Commentaire.

Pourquoi pas, pourquoi devrait-il se gêner quand on observe que ses opposants donnent la parole au PASOK et à DIMAR qui gouvernent avec lui contre le peuple grec, qui en sont les complices ?

Un article lesechos.fr du 5 mars 2013

### Le report de l'âge légal a fait bondir la population active en 2012. (06.03)

**L'étude « *Emploi et Salaires* » de l'Insee montre les effets de la hausse prononcée du taux d'activité des seniors.**

La population active continue de progresser fortement en France. Mais ce n'est plus lié à la démographie, comme ce fut le cas pendant des décennies. Comme le souligne l'Insee dans son étude annuelle « *Emploi et Salaires* » publiée ce matin, « *le recul de l'âge de départ à la retraite accroît fortement le taux d'emploi des seniors et soutient à lui seul la croissance de la population active* ». Alors que l'effet démographique, pour la première fois, s'avère négatif en 2012 : l'évolution du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans entre le troisième trimestre 2011 et la même période de 2012 fait diminuer la population active de 36.000 (voir graphique), contre un effet moyen de + 150.000 actifs par an entre 2003 et 2010. Les premières générations du baby-boom arrivent en effet à l'âge de 65 ans.

Mais dans le même temps, l'augmentation du taux d'activité fait grimper la population active de 253.000 personnes, ce qui conduit à une hausse nette de 217.000 actifs, pour une population active estimée à 28,385 millions de personnes âgées de 15 ans à 64 ans à la fin du troisième trimestre (dernier chiffre connu). Cette progression du taux d'activité est elle-même liée uniquement à l'évolution observée au-delà de 50 ans (en dessous, le taux diminue depuis plusieurs années). « *Entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2012, le taux d'activité des seniors (50-64 ans) est passé de 56,7 % à 61,3 %* », souligne l'Insee, qui pointe l'effet des reculs de l'âge de la retraite depuis juillet 2011. La hausse de l'activité des seniors a contribué à accroître la population active de 190.000 personnes par an depuis trois ans.

Cette progression notable depuis la mi-2011 se cumule avec le recul de l'emploi observé depuis la même date (le marché de l'emploi s'est retourné à l'été 2011), « *si bien que le chômage est reparti à la hausse, passant de 9,1 % au deuxième trimestre 2011 à 9,9 % au troisième trimestre 2012 en France métropolitaine* », ajoutent les auteurs.

Entre 60 et 64 ans, le taux d'actifs tombe à 20 %

Et la hausse du taux d'activité n'est pas terminée. Car l'âge légal de la retraite va continuer d'augmenter rapidement d'ici à 2017, et la part des seniors en activité reste inférieure à la moyenne européenne : entre 55 et 59 ans, la France est proche de la moyenne (69 % d'actifs fin 2011 contre 70 %) mais l'écart est important entre 60 et 64 ans (20 % d'actifs contre 36 %).

Au passage, l'Insee fait un rappel historique intéressant : le taux d'activité des seniors était plus élevé dans les années 1970 et a chuté par la suite (retraite à 60 ans, préretraite, etc.) : le taux d'activité des 60-64 ans revient ainsi aujourd'hui à son niveau de... 1985.

L'étude souligne aussi l'augmentation du taux de chômage des seniors depuis 2008, même si celle-ci est de même ampleur que la hausse globale du taux de chômage. Parmi les 55-59 ans sans emploi, ce sont surtout les anciens employés ou ouvriers qui souhaiteraient travailler.

Commentaire.

Que cherchent-ils : à maintenir un chômage de masse, que les vieux crèvent au boulot pour ne pas avoir à leur verser de retraite, que les jeunes soient au chômage et versent dans la délinquance pour justifier leur arsenal répressif ? Les trois à la fois sans doute, plus la société sera pourrie et plus cela fait leur affaire, ils sont comme cela.

## Un article l'AFP du 5 mars 2013

### Violences aux urgences: exaspération à l'hôpital Nord de Marseille. (06.03)

Violence des patients, agressivité des proches: des médecins et infirmiers de l'hôpital Nord de Marseille ont exprimé mardi leur exaspération, après la multiplication d'actes de violence ces derniers mois dans le service des urgences de l'établissement.

Dimanche, un homme mécontent d'un certificat médical a menacé le médecin qui l'avait soigné de revenir *"avec une kalachnikov"*, s'il n'obtenait pas le nombre de jours d'arrêt souhaité. Il est actuellement recherché par les services de police, qui ont ouvert une enquête.

Lundi, c'est un homme et son frère, blessés dans un accident de la circulation qui ont créé l'incident. L'un d'eux, qui ne supportait pas d'attendre, a cassé une porte à coups de poing, a expliqué mardi le Dr Philippe Jean, chef du service des urgences de l'hôpital Nord, lors d'un point de presse. Deux vigiles de l'établissement ont été blessés dans l'altercation.

La direction de l'hôpital et les deux vigiles ont porté plainte, et les deux frères ont été interpellés par la police, puis placés en garde à vue pour violences volontaires en réunion et dégradation. Ils devraient être présentés mercredi au procureur de la République.

*"Nous enregistrons malheureusement un accident par mois de cette gravité"*, a déploré mardi le directeur de l'hôpital, Gilles Halimi.

Dans les couloirs des urgences de l'établissement, situé dans les Quartiers nord, dans une zone parmi les plus défavorisées de Marseille, beaucoup confient avoir subi des violences verbales ou physiques.

Ainsi Maéva Delaveau, médecin urgentiste depuis 10 ans à Marseille, qualifie ces actes de violences de *"complètement délirants"*. *"Il y a quelques semaines, un patient n'était pas satisfait de son certificat médical, alors il m'a craché dessus. Il voulait une semaine de plus et a essayé de me frapper"*, dit-elle.

*"Une autre fois, se souvient-elle, il y avait un patient qui voulait que je le soigne mais pas que je l'examine. Donc quand j'ai commencé à vouloir regarder son pansement, il m'a frappée"*.

L'hôpital Nord n'est pas un cas isolé et à l'échelle nationale, 5.760 faits de violence ont été signalés en 2011, selon les derniers chiffres de l'Observatoire national des violences en milieu de santé, cités par l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille. Dans 51% des cas il s'agit de violences physiques, soit une hausse de 4% par rapport à 2010, selon la même source.

Les trois services les plus touchés sont la psychiatrie (25%), les urgences (15%) - en augmentation de 1,5% - et la médecine générale (12%).

*"On le vit très mal, on a l'impression d'être incompetent. On n'est pas en quantité suffisante pour répondre rapidement à toutes les attentes. On fait ce qu'on peut pour prendre en charge (les malades) au plus vite"*, témoigne Virginie Louviaux, infirmière depuis un an au service des urgences.

*"Il faudrait une sécurité plus soutenue, par exemple des renforts de police de temps en temps, parce que face à nous on a des gens armés"*, ajoute-t-elle.

De nombreuses infirmières qui sont de garde de nuit expliquent *"avoir la boule au ventre au moment de prendre leur service"*, dit l'une d'elles.

Pour le Dr Jean, *"la violence urbaine est désormais importée à l'hôpital. Il n'y a plus de respect de l'institution."*

Parmi les facteurs de crises, les équipes citent le non-respect des règles de visite, et le fait que le nombre d'accompagnants dépasse souvent la règle d'un seul par box de soins. Le respect de cette mesure éviterait "*des débordements inutiles*", souligne le Dr Jean.



## **Un article L'Expansion.com du 5 mars 2013**

### **L'optimisation fiscale de Google fait scandale au Royaume-Uni. (06.03)**

**On en sait un peu plus sur les montages financiers de Google, qui lui ont permis d'évacuer vers les Bermudes plus de 9 milliards de dollars de revenus en 2011. Hors Etats-Unis, le groupe ne paierait que 3,2% d'impôts sur les sociétés.**

Le fisc britannique n'en a pas fini avec l'évasion fiscale des multinationales. Après avoir fait plier Starbucks et obtenu des révélations d'Amazon, il s'est procuré de nouveaux renseignements confondants de la part de Google, explique le Daily Mail. David Cameron s'est saisi du dossier et a fait parvenir une lettre aux dirigeants du G8, dont il vient de prendre la présidence tournante, insistant en faveur d'une action concertée pour lutter contre l'optimisation fiscale.

Des documents officiels montrent que Google a fait transiter 6,1 milliards de livres (9,2 milliards de dollars) par les Bermudes en 2011, une somme doublée en trois ans, ce qui lui a permis de réduire de moitié, de l'ordre d'1,5 milliard de dollars, le montant de ses impôts sur les sociétés en 2011. Pour le Royaume-Uni, cela s'est traduit cette année là par un montant payé d'un peu plus de 9 millions de dollars, alors que près de 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires s'évaporaient vers les Bermudes.

La technique utilisée est la même partout. Les filiales locales facturent des services publicitaires au siège irlandais, qui à son tour paye des royalties à une holding néerlandaise (c'est le double sandwich irlandais-hollandais), payant ses taxes dans les Bermudes. Apple utilise un montage similaire, mais en bout de course on trouve les Iles Vierges au lieu des Bermudes.

Grâce à ces montages sophistiqués, Google a réussi à limiter son taux d'imposition mondial moyen, hors Etats-Unis, à 3,2% en 2012, explique le Daily Mail. Or, dans les pays européens dans lesquels il est présent, et où se situe la majeure partie de son activité, les taux d'imposition varient entre 26% et 34%.



## Un article l'expansion.com du 6 mars 2013

### 10 chiffres sur les salaires des Français. (08.03)

**Vaut-il mieux travailler dans le public ou dans le privé? Dans une grande entreprise ou une PME? Quel secteur rémunère le mieux? Les réponses tirées de l'édition 2013 de l'étude "Emploi et salaires" de l'Insee, publiée ce mercredi 6 mars.**

En 2010, le salaire moyen d'un travailleur à temps plein s'élevait à 25.020 euros dans le privé et 29.100 euros dans la fonction publique d'Etat, selon l'Insee.

**+0,2%:** c'est la progression du salaire mensuel par tête (qui prend en compte l'ensemble des rémunérations perçues par les salariés, notamment les primes, l'intéressement et la rémunération des heures supplémentaires) en 2012, dans le privé. En 2011, le SMPT avait progressé de 0,4%. Dans le public, le salaire moyen par tête s'est replié de 0,3% en 2011.

(Cela ne concerne pas les plus mal lotis, des millions et millions de travailleurs qui n'ont pas de primes, pas d'intéressement et qui n'ont pas fait d'heures supplémentaires - Ndlr)

**20.720 euros:** c'est le salaire annuel médian en équivalent temps plein d'un actif français en 2010, soit 1726 euros par mois. Cela veut dire que la moitié des salariés français gagne plus, la moitié gagne moins. Si l'on intègre les personnes travaillant à temps partiel ou travaillant moins de 12 mois par an, cette médiane tombe à 17.500 euros, soit 1458 euros en moyenne par mois.

(Estimation qui ne veut rien dire. - Ndlr)

**25.020 euros:** c'est le salaire net annuel moyen en 2010 d'un salarié du privé travaillant à temps plein, soit 2085 euros nets par mois, en hausse de 0,5% sur un an (contre +1,1% en 2009). Ce salaire varie de 18.080 euros pour un employé à 47.550 euros pour un cadre.

(Estimation qui ne veut rien dire. - Ndlr)

9.430 euros: c'est la différence de salaire entre un salarié d'une TP et un salarié d'une grande entreprise. En 2010, le salaire annuel net moyen était de 20.190 euros dans TPE, 24.130 euros dans les PME, 27.080 euros dans les ETI et 29.620 euros dans les grands groupes. Ce fort écart s'explique par la structure des emplois: les grandes entreprises emploient plus de cadres, mais aussi et surtout parce que le salaire augmente clairement avec la taille de l'entreprise. Ainsi, un cadre d'un grand groupe gagne en moyenne 50.000 euros par an, contre 37.300 euros pour un cadre de TPE.

(Cela confirme ce que nous savions et disions entre les couches les plus mal loties et l'aristocratie ouvrière. - Ndlr)

**5.900 euros:** c'est le revenu salarial annuel net moyen des salariés employés par des particuliers. Près de 1,7 millions de personnes ont travaillé pour des ménages en 2010, la plupart (1,35 million) au domicile des employeurs (garde d'enfants, ménages, aides à domicile, etc.). Ce sont majoritairement des femmes (89%) âgées de plus de 50 ans (40%). La moitié des salariés de particuliers employeurs a gagné moins de 4.000 euros l'an en 2010. Il existe des écarts importants de rémunérations entre les femmes de ménages (3.860 euros en moyenne par an) et les assistantes maternelles (10.060 euros).

(L'esclavage des temps modernes. Ndlr)

**35.230 euros:** c'est le salaire annuel net moyen en 2010 dans le secteur des services mixtes, qui regroupe à la fois les services aux entreprises et aux particuliers. C'est 41% de plus que le salaire moyen dans le privé. Ce secteur emploie 1,8 million de personnes, dont 47% dans la finance et l'assurance. La proportion de cadres dans ce secteur est de 44% contre 18% en moyenne tous secteurs confondus. Le deuxième secteur qui rémunère le mieux est l'industrie (26.650 euros net annuels en moyenne). Le secteur le moins rémunérateur est le commerce (22.800 euros), en raison d'un plus fort recours aux temps partiels féminins.

(Cela confirme ce que nous savions et disions entre les couches les plus mal loties et l'aristocratie ouvrière, dont la finance, les banques et les assurances. - Ndlr)

**29.110 euros:** c'est le salaire annuel net moyen d'un fonctionnaire de l'Etat en 2010, en hausse de 0,7% sur un an. Le salaire des fonctionnaires de catégorie A (équivalent des cadres dans le privé), soit 56% des effectifs de l'Etat, est supérieur de 47% aux agents de catégorie C (équivalent des ouvriers 30% des effectifs). Les fonctionnaires de l'Etat sont beaucoup mieux lotis que leurs collègues de la fonction publique territoriale, où le salaire annuel net moyen s'élève à 21.550 euros, et que les agents de la fonction publique hospitalière (26.200 euros net par an en moyenne).

(Les fonctionnaires de l'Etat sont des privilégiés, le fond de commerce des syndicats bourgeois qui assurent la stabilité du régime avec les retraités et l'aristocratie ouvrière. - Ndlr)

**34.920 euros:** c'est le salaire annuel net moyen des non salariés, hors agriculteurs et auto-entrepreneurs. C'est toutefois dans cette catégorie que les disparités de salaires sont les plus fortes: le salaire médian est de 20.150 euros par an. 11% des non salariés ont en effet un revenu d'activité nul, parce qu'ils n'ont pas dégagé de bénéfice ou parce qu'ils se rémunèrent sous forme de dividende. A l'opposé, 10% des non salariés dégagent un revenu annuel supérieur à 80.430 euros par an. Les activités les plus rémunératrices sont les professions juridiques (plus de 100.000 euros annuels) et les pharmaciens (plus de 90.000 euros); les moins rémunératrices sont les arts et spectacles, la coiffure et les taxis (moins de 17.000 euros annuels).

**4.080 euros:** c'est le revenu d'activité annuel moyen des auto-entrepreneurs actifs, au nombre de 340.000 fin 2010 (c'est deux fois plus qu'en 2009).

**20%:** c'est l'écart de salaire entre les hommes et les femmes dans le privé en 2010. Dans le public, cet écart se réduit à 13%. Le salaire net annuel moyen d'une femme dans le privé était de 21.833 euros en 2010, contre 27.235 euros pour les hommes. Dans le public, le salaire annuel d'une femme était de 24.166 euros contre 27.812 euros pour un homme. Cette situation est due pour partie à la structure des emplois, les femmes étant moins nombreuses à être cadre. Mais même au sein de chaque catégorie socioprofessionnelle, un écart persiste: le salaire des femmes cadres est inférieur de 23% à celui des hommes cadres dans le privé et de 17% dans le public.

Commentaire.

Quand on compare ces salaires avec ceux en Grèce qui étaient comparables à ceux affichés ici en 2008 et qui depuis ont été divisés par deux ou plus, on comprend pourquoi les uns descendent dans la rue tous les jours et les autres ne se sentent pas vraiment concernés, en plus de leur ignorance...

**Un article lemonde.fr du 6 mars 2013**

### **Une construction européenne kafkaïenne. (08.03)**

Par André Grjebine, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po

Comment expliquer qu'après avoir promis la croissance et le bien-être pour tous, l'Union européenne (UE) soit devenue cette union d'Etats dont les gouvernements désarmés s'avèrent incapables de faire face à la crise ? Comment est-on passé de Keynes à Kafka ?

C'est là que vient à l'esprit une question qu'on ose à peine formuler : aussi habile, aussi nécessaire même qu'il ait pu paraître, la mise entre parenthèses du politique n'est-elle pas le ver dans le fruit qui a pourri la construction européenne ? Elle a soumis la communauté en formation à une loi sociologique qui veut que les structures bureaucratiques n'aient pour fin que leur propre expansion, à la fois en élargissant sans cesse leur sphère d'action et en accaparant toujours plus de pouvoir dans un nombre toujours plus grand de domaines de compétence. La règle s'est ainsi imposée selon laquelle devait être considéré comme bon tout ce qui allait dans le sens de l'intégration et du consensus, mauvais tout ce qui allait en sens contraire. L'objectif est devenu d'éliminer à tout prix les conflits, en oubliant que la démocratie se nourrit des conflits. Il est vrai que dans ce système les gouvernements démocratiquement élus sont perçus comme des institutions démagogiques, pour ne pas dire des empêcheurs de tourner en rond.

L'indépendance des banques centrales, et singulièrement de la Banque centrale européenne (BCE), est devenue le symbole de ce dessaisissement des Etats. Ce n'était qu'un premier pas. Une étrange constellation s'est constituée, composée d'innombrables institutions communautaires non élues et de gouvernements nationaux. Ces derniers n'ont pas été à proprement parler dépossédés de leur pouvoir, mais ils ne peuvent l'exercer qu'à condition de suivre les normes qui leur sont imposées de l'extérieur. Cet extérieur n'est pas un pouvoir central, ni même un quelconque autocrate, mais une entité aux visages multiples, sans nom et sans contours précis, qui ne tire sa puissance que du mouvement d'expansion qui, une fois impulsé, échappe à tout contrôle.

En mettant en oeuvre une politique de relance communautaire, l'UE aurait pu contrecarrer le discrédit de la politique de la demande, qui à l'échelle nationale bute sur la contrainte extérieure. La plus grande partie des échanges des pays européens ont lieu, en effet, entre ces pays. De surcroît, une relance coordonnée de l'ensemble de la zone euro aurait entraîné une dépréciation de l'euro, favorable à sa balance commerciale avec le reste du monde. Au lieu de quoi, sous l'emprise de l'orthodoxie allemande et du libéralisme ambiant, les règles imposées aux Etats membres n'ont fait que renforcer leur impuissance, sans que la Communauté en prenne le relais.

Les politiques budgétaires ont été enfermées dans un corset juridique. Dans une démocratie, les citoyens sont invités, au moment des élections, à se prononcer sur les résultats obtenus, notamment en matière économique. Dans l'UE, où seul le Parlement européen est élu, mais avec une audience et des pouvoirs encore relativement limités, c'est moins l'efficacité de la politique économique qui est reconnue ou sanctionnée par les citoyens que sa conformité aux règles de droit qui est jugée par des commissaires, des commissions ou des juges. La question est alors de savoir si les critères de Maastricht et d'autres sont respectés et non si la croissance est excessivement faible et si le chômage augmente. La règle d'or que Mme Merkel a imposée à ses partenaires renforce encore ce juridisme.

Le comportement des dirigeants français illustre bien la perversion de la politique à laquelle peuvent conduire le mélange de règles rigides et l'obsession du consensus. En général, les hommes d'Etat définissent une stratégie faite d'avancées et de concessions en fonction des objectifs qu'ils se proposent. Nos dirigeants, mais ils ne sont pas les seuls, ont adopté la démarche inverse : ils sont prêts à sacrifier leurs promesses électorales pour se conformer aux normes qui leur sont imposées. Les concessions ne sont plus pour eux un moyen de parvenir à leurs fins. C'est de faire toutes les concessions nécessaires pour parvenir au consensus qui est devenu leur priorité, quelles qu'en soient les conséquences. Quand, à l'issue du Conseil européen des 7 et 8 février, François Hollande se félicite d'avoir obtenu un compromis, alors qu'il vient d'accepter une réduction du budget communautaire, c'est-à-dire d'avaliser que l'UE s'éloigne encore davantage de la perspective d'une politique de relance, il illustre parfaitement cette inversion des priorités.

Dans tout système qui se veut consensuel, la langue de bois est de règle. Elle est un moyen privilégié pour juguler les velléités de contestation qui pourraient déboucher sur des conflits. Parler de croissance quand on met en oeuvre une politique dont on sait qu'elle va conduire à la stagnation est devenu habituel. De même, les références permanentes à la convergence sont censées effacer la divergence des économies européennes que l'on observe pourtant depuis des années. Enfin, quiconque critique le fonctionnement de l'UE est aussitôt accusé d'être un antieuropéen primaire.

Dans ce contexte, les élections qui viennent de se dérouler en Italie sont symptomatiques du désarroi ambiant. Dans un système démocratique, et même dans une autocratie, le mécontentement populaire peut être dirigé sur une cible : une majorité que l'on peut espérer remplacer, un dictateur dont on attend qu'il soit renversé. Dans un système oligarchique comme celui qui prévaut au sein de l'UE, le pouvoir est suffisamment dilué pour être hors d'atteinte. Il ne reste pour témoigner de son mécontentement que le rejet et le ricanement. De la même façon, dans l'URSS, les anecdotes contre le régime étaient le principal moyen de contestation, un procédé passif et sans risque pour le pouvoir en place... jusqu'à son enlèvement final. C'est ce dont viennent de témoigner les électeurs italiens, las de cet exécutant appliqué des exigences communautaires qu'a été Mario Monti. Beppe Grillo serait-il le triste avenir de l'Union européenne ?

## Un article de Reuters du 11 mars 2013

### L'Iran et le Pakistan inaugurent le chantier d'un gazoduc. (12.03)

Les présidents iranien et pakistanais ont inauguré lundi le chantier de la partie pakistanaise d'un gazoduc qui doit relier à terme les gisements iraniens de South Pars au Pakistan, rapportent les médias iraniens.

La télévision publique iranienne a diffusé des images de Mahmoud Ahmadinejad et Asif Ali Zardari, son homologue pakistanais, se serrant la main et priant ensemble après avoir dévoilé une plaque commémorative.

Ce projet de 7 milliards de dollars, dont les origines remontent aux années 1990, a longtemps été différé, du fait notamment des pressions exercées par les Etats-Unis sur le Pakistan et sur l'Inde, qui était initialement partie prenante.

Ces dix dernières années, Washington a tenté de lier ce projet aux sanctions contre le programme nucléaire iranien, mettant en garde contre le risque d'y participer.

New Delhi s'en est retiré en 2009, arguant de problèmes de coûts et de sécurité - l'année précédente, l'Inde avait signé un accord nucléaire avec Washington. Le Pakistan en revanche est resté impliqué.

Faisant allusion aux Etats-Unis, Mahmoud Ahmadinejad a accusé lundi des *"éléments étrangers"* de chercher à nuire aux relations de l'Iran avec le Pakistan. *"Je veux dire à ces gens que le gazoduc n'a aucun lien avec le dossier nucléaire"*, a poursuivi le président iranien. *"On ne peut pas fabriquer des bombes atomiques avec du gaz naturel. C'est pourquoi ils ne devraient avoir aucune raison de s'opposer à ce gazoduc."*

Mais la Bourse d'Islamabad a terminé en baisse de près de 2,5% lundi sur fond de craintes de sanctions américaines parmi les investisseurs.

A Washington, la porte-parole du département américain d'Etat n'a nullement cherché à atténuer ces inquiétudes. *"Si ce projet va de l'avant, nous aurons de sérieuses inquiétudes quant au déclenchement de sanctions"*, a dit Victoria Nuland.

*"Cela dit, on nous a annoncé ce gazoduc dix ou quinze fois déjà, nous allons donc voir ce qui va se passer"*, a-t-elle ajouté.

Selon la chaîne publique iranienne Irib, la construction des 900 km de la partie iranienne du gazoduc est achevée; côté pakistanais, les 750 km sont à construire. Téhéran a accepté de prêter 500 millions de dollars à Islamabad, soit le tiers du coût estimé de la portion pakistanaise, rapporte l'agence iranienne Fars.

Le gazoduc pourrait acheminer vers le Pakistan jusqu'à 21,5 millions de mètres cubes de gaz par jour d'ici à décembre 2014.

## Un article de Reuters du 11 mars 2013

### 230.000 foyers radiés par leur fournisseur d'énergie en 2012. (12.03)

L'abonnement de 230.000 foyers à l'électricité ou au gaz a été résilié en 2012 à l'initiative des fournisseurs d'énergie en raison d'impayés, a déclaré lundi le délégué du Médiateur de l'énergie Bruno Léchevin lors d'un déplacement avec la ministre de l'Energie sur le thème de la précarité énergétique.

L'adoption de la loi sur l'énergie, qui doit définitivement être adoptée lundi soir par l'Assemblée, doit mettre fin aux coupures d'énergie pendant l'hiver mais les résiliations sont un autre phénomène inquiétant, a-t-il dit.

*"Les résiliations à l'initiative du fournisseur sont pour 2012 de l'ordre de 230.000 en gaz et en électricité", a dit Bruno Léchevin, lors d'une rencontre avec des familles touchées par la précarité énergétique à Romainville (Seine-Saint-Denis).*

Ces résiliations sont en hausse de plus de 20% concernant l'électricité et certains ménages endettés peinent à retrouver un accès à l'énergie, a-t-il ajouté.

*"Et le consommateur a parfois du mal à retrouver un fournisseur (...) à tel point qu'on lui conseille de trouver un autre fournisseur sans dire qu'il est en difficulté de paiement, sans dire qu'il a une dette", a ajouté Bruno Léchevin.*

Près de 8 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par la précarité énergétique en France et consacrent plus de 10% de leurs revenus à leur facture d'énergie.

Environ 580.000 coupures d'énergie ou baisse de puissance à 1.000 watts, la consommation d'un radiateur, ont eu lieu en 2012 mais la proposition de loi Brottes doit mettre fin à cette pratique et étendre de un à quatre millions les bénéficiaires des tarifs sociaux de l'énergie .

*"C'est une question de dignité humaine, que l'hiver on ne soit pas mis dans une situation où on ne peut pas se chauffer", a souligné la ministre de l'Energie Delphine Batho, précisant qu'il s'agissait de mesures d'urgence qui devraient être complétées par le plan de rénovation thermique des bâtiments.*

Le gouvernement s'est engagé à rénover le parc immobilier français, où les plus vieux logements, qualifiés de passoires thermiques, engloutissent près de 50% de l'énergie consommée.

Dix-sept fournisseurs d'électricité et/ou de gaz sont actuellement accessibles aux particuliers en France mais les opérateurs historiques concentrent l'essentiel du marché.

## Un article de Reuters du 12 mars 2013

### Strasbourg entérine le contrôle communautaire des budgets (13.03)

Le Parlement européen a approuvé mardi deux nouveaux règlements sur la gouvernance économique de la zone euro dont l'un accorde un pouvoir de contrôle accru à la Commission européenne sur l'élaboration des budgets nationaux.

Les deux textes, qui ont déjà fait l'objet d'un accord de principe au sein du Conseil, ont obtenu l'aval d'environ 80% des eurodéputés.

Les gouvernements devront transmettre leur projet de budget 2014 avant le 15 octobre à l'exécutif européen qui veillera à ce qu'il respecte les critères de l'UE, notamment en termes d'endettement et de déficit.

Bruxelles pourra formuler des recommandations qui ne seront pas contraignantes, mais les gouvernements qui n'en tiendront pas compte s'exposeront à des sanctions.

Les membres de la zone euro se concertent déjà, au cours des six premiers mois de l'année, sur l'orientation que doit prendre leur politique budgétaire l'année suivante. La Commission européenne fait alors des suggestions que les gouvernements doivent valider.

Un second règlement fixe des règles et des procédures explicites pour la mise sous surveillance renforcée, par la Commission européenne, de tout pays de la zone euro en difficulté ou susceptible de connaître de graves problèmes financiers.

Ce nouveau mécanisme de contrôle a fait l'objet de négociations ardues entre la Commission et le Parlement.

Celui-ci ne s'opposait pas au principe, mais demandait en retour la mise en place d'un "*Fonds de rédemption*" européen dans lequel les pays de la zone euro auraient placé la part de leur dette dépassant 60% du produit intérieur brut (PIB), afin de permettre son remboursement sur vingt ans à des taux réduits.

Confronté à l'hostilité affichée par Berlin et d'autres capitales d'Europe du Nord à toute mutualisation de la dette, le Parlement a accepté la création d'un groupe d'experts qui se penchera sur la faisabilité de ce fonds et devra rendre ses conclusions - non contraignantes - d'ici à mars 2014.

Ces deux règlements, qualifiés de "*paquet de deux*", complètent les règles budgétaires existantes, durcies fin 2011 par le "*paquet de six*", pour tenter de prévenir de nouvelles crises économiques dans la zone euro.

Le premier train de mesures instaurait des sanctions automatiques pour les Etats qui ne respectent pas les règles (un déficit budgétaire ne dépassant pas 3% et un endettement contenu en dessous de 60% du PIB).

Commentaire.

Ce qui est déterminant sur le plan du combat politique, ce n'est pas que les budgets des Etats passent sous la tutelle de l'UE, qu'y pouvons-nous, rien dans l'état actuel des choses, mais que ces Etats acceptent la dictature de l'UE, Etat contre lequel il nous est possible de combattre dans nos pays respectif, or aucun parti ne veut livrer ce combat, cherchez l'erreur.

Ceux qui sont prompts à défendre la République une et indivisible refusent par ailleurs d'axer leur combat contre l'Etat, ses institutions, cherchez l'erreur...



**Un article lepoint.fr du 12 mars 2013**

### **L'Italie au bord du credit crunch . (13.03)**

L'Italie s'en sortira-t-elle enfin un jour ? La claque reçue par Mario Monti aux élections législatives souligne que la troisième économie de la zone euro est loin d'être tirée d'affaire, malgré l'indéniable succès du Professore à persuader les investisseurs de la capacité du pays à rembourser sa dette.

Certes, la situation n'est pas aussi grave qu'au début 2012, lorsque plus personne à l'étranger ne voulait détenir de dette italienne. L'État empruntait alors à plus de 7 %. Un taux qui aurait mené le pays tout droit à la banqueroute, s'il avait perduré. Aujourd'hui, les taux des obligations italiennes à 10 ans sont revenus autour de 4,5 %.

Récession de presque 2,5 %

Mais cela n'a pas empêché le pays de ployer sous la récession. En 2012, la richesse nationale a reculé de 2,4 %, notamment sous l'effet de la cure d'austérité. Et elle ne devrait pas se stabiliser cette année. Le recul du PIB pourrait encore atteindre 1,5 %, à en croire le département des études économiques de la banque française Natixis. Ajoutée à l'incertitude politique, cette sombre perspective a conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note financière du pays, le 8 mars dernier. Pour Fitch désormais, l'économie italienne ne vaut pas mieux que l'Irlande, pourtant passé un plan d'aide européen. Elle est même placée sous perspective négative.

Selon la Confindustria, le patronat du pays, la péninsule frôle le credit crunch (crise du crédit). Les banques ne prêtent presque plus aux PME, sans que ce soit à des taux prohibitifs, face à l'augmentation des défaillances. C'est le serpent qui se mord la queue : les banques n'ont pas confiance, elles prêtent de moins en moins, ce qui fait augmenter les faillites d'entreprises et renforce la méfiance des banques.

Si la promesse de Mario Draghi de faire "*tout ce qui est nécessaire*" pour sauver l'euro en septembre 2012 a incontestablement ramené une certaine confiance dans la dette des pays du Sud, force est de constater qu'elle a échoué à rétablir une transmission normale de sa politique monétaire accommodante (taux bas) à l'économie des pays du Sud. Pour résumer, les taux bas de la BCE ont des effets en Allemagne, mais pas dans les pays qui en ont besoin.

Le problème, c'est que les banques italiennes ont des réserves de liquidités sous forme de dette italienne, plutôt fragile, ce qui les empêche de se remettre à prêter, juge un économiste au fait de la question. "*Tant que vous ne corrigez pas ça, il n'y a aucun espoir.*" Jeudi dernier, le Financial Times s'en inquiétait également en citant une étude de Barclays selon laquelle l'écart entre les taux pratiqués en moyenne par les banques allemandes et les banques italiennes et espagnoles pour des prêts de moins de un million d'euros aux entreprises était supérieur à l'écart observé en juillet 2012, avant les déclarations du président de la BCE.

Une dette colossale

Pour ne rien arranger, l'administration publique italienne n'honore pas 48 milliards d'arriérés de dettes commerciales dues aux entreprises, s'est alarmé le vice-président de la Confindustria, Fulvio Conti, administrateur délégué d'Enel, dans un entretien au Sole 24 Ore.

Heureusement pour l'Italie, sa trajectoire des finances publiques est plutôt sur la bonne voie. En 2012, le pays est sorti de la procédure européenne pour déficit excessif, en revenant à 3 % de déficit au terme d'un effort considérable de 2,3 points de PIB. Alors, évidemment, le poids de sa dette est colossal et pourrait franchir 130 % du PIB à la fin de l'année. Mais le déficit budgétaire, lui, devrait rester sous contrôle, à 2,8 % du PIB, malgré la récession, anticipe Natixis. Fitch s'attend même à ce qu'il soit proche de l'équilibre, une fois retirés les effets négatifs de la conjoncture économique, conformément à la logique du nouveau traité budgétaire européen. Sans le poids des remboursements de la dette, l'Italie compte même un excédent, contrairement à la France.



Reste à savoir si le prochain gouvernement ne remettra pas tout en cause. Le score du comique Beppe Grillo, de quelque 25 % des votes, et la résistance de Silvio Berlusconi, qui a fait campagne sur les baisses d'impôts, montrent que les Italiens ne supportent plus l'austérité. Quel qu'il soit, le nouveau gouvernement sera donc sur la corde raide. Et devra jouer les équilibristes.

## Un article de l'AFP du 13 mars 2013

### La GPEC, arme de Renault pour réduire les effectifs sans plan social. (14.03)

Pour supprimer plus de 15% de ses effectifs sans plan social et gagner encore en compétitivité et flexibilité, Renault s'est largement appuyé sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), un outil d'anticipation qui n'est pas pour un autant un pare-feu à la crise.

La GPEC est *"la matrice de l'accord de compétitivité"* de Renault, estime Ridha Ben Hamza. Ce professeur de droit prédit *"une nouvelle jeunesse"* au dispositif qui va *"retrouver sa place et ne plus être un simple gadget"* utilisé par une poignée d'entreprises.

Renault est un adepte de longue date de cet outil, baptisé *"GPEC"* avec la loi pour la Cohésion sociale de 2005 qui oblige les entreprises de plus de 300 salariés à en négocier une tous les trois ans.

La GPEC doit permettre à l'entreprise de prévoir sur plusieurs années ses besoins de main d'oeuvre et de formation. L'objectif : *"Mieux anticiper les effets sur l'emploi des mutations économiques, technologiques, sociales et démographiques"*, selon le ministère du Travail.

Après un plan de départ volontaires en 2009 (4.000 postes à supprimer et 1.000 dans ses filiales), Renault opte en 2011 pour la GPEC --signée par les syndicats CFE-CGC, CFDT, CFTC et FO-- qu'elle dote d'un véritable arsenal pour décupler la flexibilité et la mobilité : prêt de main d'oeuvre à une entreprise extérieure, prime au départ en cas de démission pour un emploi à l'extérieur, reconversion professionnelle, congés sabbatiques, congés de création d'entreprise, etc.

La direction instaure aussi une dispense d'activité permettant aux plus de 58 ans un départ anticipé à la retraite au titre de la pénibilité en usine (3.000 salariés éligibles sur trois ans).

La GPEC 2011 prévoyait aussi des embauches : sur les 400 prévues dans les sites industriels, le pacte a été quasiment honoré à ce jour, mais le compte n'y est pas dans l'ingénierie (600 embauches sur les 1.600 prévues), selon des syndicalistes.

Trois ans plus tard, mettant en avant un marché européen exsangue, Renault veut encore gagner en compétitivité, et s'appuie pour se faire sur la GPEC : elle sera prolongée jusqu'en 2016, et certaines de ses mesures seront renforcées. Cette fois-ci, 8.260 suppressions de postes sont prévues.

Pour la CGT, les 760 embauches évoquées *"ne peuvent pas compenser les départs naturels prévus"* et vont *"aggraver encore davantage les conditions de travail des personnels en place"*.

En 2011, Renault employait 55.000 personnes en France, 44.642 en 2013. Les effectifs devraient chuter à 37.142 fin 2016.

Loin de voir dans cette GPEC un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) déguisé, certains syndicalistes louent les aspects positifs du dispositif.

*"L'automobile est une industrie qui évolue"* et la GPEC offre *"une vraie cartographie des métiers"*, relève ainsi Laurent Smolnik (FO).

*"L'accord de GPEC oblige l'entreprise à anticiper et permet peut-être d'éviter un PSE, on est capable de détecter les tendances et les mouvements longs. La GPEC a été un outil très favorable pour nous car globalement on s'est appuyé sur des choses qu'on connaissait, un outil qui a permis de cadrer d'avantage cet accord de compétitivité, on ne part pas à l'aventure"*, estime par ailleurs Dominique Chauvin (CFE-CGC).

*"La GPEC n'est pas un médicament contre les restructurations, mais elle permet quand on est exposé à des aléas et à une forte situation concurrentielle, que les salariés ne soient pas victimes de ce qui se passe"*, analyse Patrick Gilbert, professeur à l'IAE de Paris. Elle consiste, *"avec l'idée d'un partage de responsabilités entre les employeurs et salariés sur le devenir des emplois"*, à *"mettre à la disposition du salariés des armes (bilan de compétences, formation, mobilité)"*, résume ce professeur coordinateur d'un

rapport sur la GPEC. *"On s'efforce de limiter les chocs et de préparer les gens. La tendance est à beaucoup moins de prévision, beaucoup plus de prévention"*.

*"La mise en place de l'accord est basée sur des hypothèses de marché, si en 2014 il y a un crash économique, des choses se passeront (...) Jamais aucun accord GPEC n'empêchera de recourir à un PSE"*, constate M. Chauvin.

Commentaire.

Préventivement, patrons et syndicats vont programmer ensemble des licenciements ou des suppressions de postes, des baisses de salaires, etc. On appelle cela le corporatisme. On appelle les travailleurs à quitter ces syndicats patronaux, qu'ils rejoignent la CGT ou SUD en attendant des jours meilleurs.

## Un article de Reuters du 13 mars 2013

### Près de 100.000 emplois marchands détruits en 2012. (14.03)

Le secteur privé français a perdu près de 100.000 emplois l'an dernier, le plus mauvais résultat depuis trois ans, et 2013 s'annonce encore très difficile, risquant de tuer l'objectif présidentiel d'une baisse du chômage d'ici la fin de l'année.

Des proches de François Hollande ont déjà commencé à nuancer cet objectif qu'il s'était lui-même fixé, certains expliquant que stabiliser le chômage serait déjà un succès après des dizaines de mois de hausse.

Selon les chiffres publiés mercredi par l'Insee, les secteurs principalement marchands ont détruit 99.500 postes (-0,6%) l'an dernier. L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acosse) a quant à elle annoncé 94.000 pertes nettes d'emplois.

Le chiffre de l'institut de la statistique est le plus mauvais sur un an depuis le premier trimestre 2010 (-108.500 emplois) et depuis 2009 pour une année calendaire (-260.700).

L'Insee a nettement relevé le chiffre du quatrième trimestre, à 44.600 postes détruits contre -28.100 en première estimation. De même, les destructions du troisième trimestre ont été relevées à 46.000 contre 41.700 annoncé auparavant.

Philippe Waechter, chef économiste de Natixis Asset Management, juge cette tendance préoccupante. "La croissance médiocre en 2013 va accentuer le recul de l'emploi", écrit-il sur Twitter, à l'unisson de nombreux économistes.

Selon l'Insee, le rythme des destructions d'emploi dans les secteurs marchands est semblable au quatrième et troisième trimestres. L'Acosse évoque une accentuation du repli.

L'institut de la statistiques souligne que les destructions hors intérim se sont intensifiées pour atteindre 35.300 postes au quatrième trimestre contre 16.900 au troisième.

Le recul s'est poursuivi dans l'industrie avec 9.400 postes supprimés au quatrième trimestre, soit le même rythme que lors des précédents trimestres de 2012, portant le nombre d'emplois industriels détruits à 29.400 sur l'ensemble de l'année.

La construction a elle aussi connu de nouvelles destructions, avec -7.000 postes au quatrième trimestre pour atteindre -13.800 sur l'ensemble de 2012.

Le secteur tertiaire a quant à lui perdu 28.200 postes au quatrième trimestre, après -35.700 postes au troisième, portant à 56.200 le nombre de postes perdus sur l'ensemble de 2012.

L'emploi hors intérim a reculé plus nettement dans ce secteur au quatrième trimestre, les effectifs intérimaire baissant eux moins fortement (-9.300 postes, -61.000 sur un an).

Selon l'Acosse, le salaire moyen par tête a augmenté au quatrième trimestre à un rythme légèrement inférieur à celui des trois trimestres précédents (+0,4% après +0,5% aux deuxième et troisième trimestres), portant la hausse sur un an à 2,1%.

La masse salariale a augmenté seulement de 0,2% au quatrième trimestre, confirmant le ralentissement observé depuis le début de l'année. Elle a progressé de 1,7% sur un an, le niveau le plus bas constaté depuis juin 2010. En moyenne annuelle, la masse salariale a progressé de 2,2% en 2012 contre 3,6% en 2011.

Un article de 20minutes.fr du 14 mars 2013

### Développement: la classe moyenne des pays du Sud a plus que doublé en 20 ans. (15.03)

**Dans son rapport 2013 publié ce jeudi, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) révèle l'essor « à une vitesse et à un niveau sans précédent » des pays du Sud...**

Le monde tel qu'on le conçoit encore aujourd'hui, où le Nord tout-puissant aurait la mainmise sur un Sud sous-développé, est obsolète. C'est l'une des conclusions du rapport 2013 du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), dévoilé ce jeudi à New York. *«La carte mondiale géopolitique s'est totalement transformée, explique Najat Rochdi, directrice adjointe du bureau du PNUD à Genève. On le voyait déjà avec les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), mais le rapport démontre que ça va au-delà. L'émergence d'autres pays bouleverse les équilibres mondiaux et il faudra en tenir compte».*

*«L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent»*, souligne le document. Entre 1980 et 2010, la part des pays en développement dans le commerce mondial est ainsi passée de 25% à 47%, tandis que leur part dans la production mondiale est passée de 33 à 45%. Les échanges Sud-Sud se sont également intensifiés, passant de 8,1% à 26,7%, et devraient bientôt dépasser les échanges Nord-Sud.

Selon les prévisions du rapport, la production économique combinée des trois pays en développement que sont le Brésil, la Chine et l'Inde dépassera à elle seule la production cumulée du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis en 2020. En 2050, ces trois pays devraient représenter 40% de la production mondiale, contre 10% en 1950. *«On aurait jamais pu imaginer ça il y a dix ans»*, relève Najat Rochdi. Ce retournement s'explique notamment par le coup d'arrêt qu'a subi la croissance des économies développées avec la crise financière de 2008-2009, alors que celle des pays en développement s'est poursuivie.

L'extrême pauvreté est passée de 43,1% en 1990 à 22,4% en 2008

Les avancées enregistrées dans les pays en développement ne sont pourtant pas qu'une affaire de PIB et d'échanges commerciaux. L'indice de développement humain (IDH, calculé à partir de la longévité, du niveau d'instruction et de la maîtrise des ressources nécessaires pour un niveau de vie décent) a lui aussi fait des *«progrès significatifs»* depuis 1990, relève le rapport. Santé, éducation, transports, télécommunications et niveau de vie se sont améliorés. La proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est ainsi passée de 43,1% en 1990 à 22,4% en 2008. La classe moyenne des pays du Sud, mieux éduquée et plus à même de jouer un rôle en faveur du développement, a quant à elle bondi de 26% à 58% ces vingt dernières années.

Ces progrès en matière de développement humain sont *«extraordinaires»*, estime le PNUD. L'organisation appelle toutefois à une plus grande équité, et précise que tous les pays en développement ne sont pas concernés par cet essor. *«Le changement est plus lent dans la plupart des 49 pays les moins avancés, en particulier ceux qui sont enclavés géographiquement ou sont éloignés des marchés mondiaux».*

Comment les autres sont-ils parvenus à améliorer leur sort? Le PNUD a observé trois moteurs principaux: implication de l'Etat sur le long terme (et non à court terme en fonction d'échéances politiques) en matière de développement, accès aux marchés mondiaux (intégration par étapes à l'économie mondiale, création d'emplois) et innovation en matière de politique sociale avec l'investissement massif dans le secteur public, notamment sur la santé et l'éducation. *«On rabâche le même message depuis 50 ans et on va encore le faire ces 50 prochaines années: c'est en investissant sur le capital humain qu'on atteint le progrès»*, affirme Najat Rochdi.

*«Ne pas voir les pays du Sud comme une menace»*

Face à cette nouvelle configuration économique et géopolitique mondiale, le PNUD appelle à une réorganisation des instances globales afin que les pays du Sud soient mieux représentés. *«Le Nord ne doit pas les voir comme une menace, mais comme une opportunité pour développer des partenariats»*, insiste Najat Rochdi. Le rapport cite le Qatar, dont les partenariats avec les pays développés se sont multipliés. Pas

sûr que cet exemple soit de nature à rassurer les pays du Nord, au moment où l'appétit du Qatar, en France notamment, est parfois jugé un peu trop vorace. *«Je ne défends pas le positionnement politique du Qatar ni celui des autres pays, répond prudemment la directrice adjointe. Le PNUD apporte des faits et des éléments statistiques. Libre à chacun ensuite de les interpréter comme il l'entend».*

Commentaire.

*«L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent»*, mais on ne vous dira pas à quel prix pour la population concernée sur le plan politique et social, livrée à des régimes semi-féodaux, des dictatures, des régimes dans lesquels il n'existe pour ainsi dire aucun contre-pouvoir, soit que les syndicats n'existent pas, soit qu'ils soient totalement corrompus ou liés à des partis politiques de droite.

## Un article de La Tribune du 13 mars 2013

### En Allemagne, on ose parler de la retraite à 69 ans. (15.03)

La Fondation Bertelsmann estime que la situation du système de retraite par répartition allemand désespérée d'ici 2060, mais réclame un allongement du temps travaillé, ainsi que l'amélioration du taux d'emploi des femmes et de la qualification des jeunes

La question des retraites va-t-elle s'imposer dans la campagne électorale allemande ? Une étude de la Fondation Bertelsmann publiée ce lundi relance en tout cas l'idée de la retraite à 69 ans outre-Rhin. Une idée qui avait déjà été proposée en 2011 par le conseil des « *Cinq sages économistes* » qui conseillent le gouvernement fédéral.

#### Effet de ciseaux

L'étude de la Fondation Bertelsmann souligne le problème démographique auquel doit faire face la République fédérale avec l'arrivée à la retraite des classes d'âge 1955-1970. Le défi démographique est considérable, principalement en raison de la très faible natalité enregistrée outre-Rhin depuis des décennies. L'Allemagne va devoir faire face à un effet de ciseaux difficile à gérer : une population en âge de travailler de plus en plus faible face à une population à la retraite qui explose. Selon les projections de l'Etude, la situation serait intenable.

#### Une perte de revenu considérable pour les retraités et les cotisants

Aujourd'hui, la cotisation retraite des salariés allemands s'élève à 19,3 % et permet de disposer en moyenne de 52,9 % de son salaire de référence hors impôts sous forme de pension. En 2060, si rien ne change, il faudra pour atteindre l'équilibre des comptes, affirme l'étude, augmenter les cotisations à 27,2 % du salaire brut pour espérer obtenir 41,2 % du salaire de référence pendant sa retraite. Selon les auteurs de ce document, ni les évolutions escomptées de l'immigration, ni la hausse possible des salaires et de la productivité ne semblent en mesure de corriger cette évolution.

#### Faire travailler plus et mieux les femmes

La Fondation recommande donc de prendre plusieurs mesures énergiques pour réagir dès maintenant au vieillissement de la population. Il s'agit d'abord de favoriser la participation des femmes au marché du travail. Même si le taux d'emploi des femmes en Allemagne n'est pas si faible qu'on le dit habituellement (il est supérieur à celui de la France), il demeure encore inférieur à celui des hommes. Surtout, les femmes travaillent souvent dans les métiers les plus précaires et aux salaires les plus faibles. Elles cotisent donc moins. La Fondation Bertelsmann réclame donc une meilleure participation des femmes au marché du travail, notamment à leur juste niveau de qualification (les femmes de 15 à 54 ans sont plus diplômées que les hommes, mais travaillent moins), notamment par le développement des modes de garde d'enfants, mais aussi par un changement de référence de la société.

#### Partir à 69 ans

Deuxième recommandation, la plus polémique : le report de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite. En 2005, la « *grande coalition* » avait accepté le report de 65 à 67 ans de cet âge sur un mode très progressif : d'ici à 2030, et sous la condition de rapport d'étapes. Mais les auteurs de l'étude estiment qu'il faut aller plus loin : jusqu'à 69 ans, donc, avec une augmentation notable du taux d'emploi des plus de 55 ans. Aujourd'hui en Allemagne, le taux de chômage des personnes de 64 ans est de 14,2 %, près de 3 fois celui de la moyenne de la population. Et les préretraites sont restées monnaie courante.

#### Etre mieux formé

Dernière option proposée par l'étude : l'amélioration de la formation afin de renforcer les formations. Avec une qualification plus élevée, les actifs ont de meilleurs salaires et un taux d'activité plus important : les entrées de cotisations en sont améliorées. L'étude réclame donc une réforme de la formation professionnelle et scolaire pour aider plus les élèves en position de faiblesse.

## Gain minime

Reste que la situation semble désespérée pour le système par répartition allemand : selon l'étude, en combinant ces trois méthodes, l'équilibre serait atteint avec des cotisations de 25,5 % pour toucher une pension de 42,5 % de son salaire de référence. Autrement dit, les gains seraient fort réduits. La classe politique allemande ne semble cependant pas prête à évoluer sur ce terrain. Angela Merkel et sa majorité de centre-droit a refusé de réformer le système mis en place en 2005 et la SPD, pourtant à l'origine de la réforme, a de plus en plus de mal à accepter l'adieu à la retraite à 65 ans. Il y a donc peu de chance, pour l'instant, de voir cette proposition de retraite à 69 ans voir le jour. Sauf que le problème de la pauvreté des personnes âgées et des retraités est, lui, un sujet dominant aujourd'hui dans la société allemande.

## Commentaire.

La Fondation Bertelsmann est une institution euro-atlantiste, néoconservatrice, une agence en Europe du groupe Bilderberg, voir le dossier dans le site.

Ils vont bien y arriver à 70 ans. Et après 75, 80, plus ? A croire que la population est ignorante, faible prête à tout accepter, effrayant et catastrophique.



Un article de 20minutes.fr du 14 mars 2013

### Election du pape: Quel a été le rôle de Jorge Mario Bergoglio durant la dictature argentine? (15.03)

A peine élu que déjà, des voix se font entendre pour rappeler un passé gênant. Le pape François, décrit comme le *«pape des pauvres»*, est réputé pour prendre des positions politiques, notamment contre le néo-libéralisme ou le mariage homosexuel défendu par la présidente argentine Cristina Kirchner. Mais ce portrait forcément laudateur recèle quelques zones d'ombres que certains médias et experts ont relevé dès mercredi, évoquant un passé trouble de Jorge Mario Bergoglio durant la période de la dictature militaire entre 1976 et 1983.

Le Guardian a rappelé qu'un livre, sorti en 2005 en Argentine, *El silencio* (Le silence), accuse le nouveau pape d'avoir retiré sa protection à deux prêtres et donné son feu vert en 1976 à l'armée pour l'enlèvement de ces deux jésuites qui travaillaient dans les bidonvilles, une activité mal vue par le pouvoir à l'époque. C'est l'un de ces deux prêtres, qui a survécu, qui tenait ces accusations. Il est mort en 2000 et Jorge Mario Bergoglio, qui parle de *«diffamation»*, a toujours clamé son innocence dans ce dossier. Il a même expliqué qu'au contraire, il avait caché des dissidents politiques et ainsi pu les sauver des escadrons de la mort.

Sa *«soutane est entachée symboliquement»*

Mais, même en Argentine, certains restent persuadé qu'il a joué un rôle trouble. *«Bergoglio est un homme de pouvoir et il sait comment se positionner parmi les puissants. J'ai encore beaucoup de doutes sur son rôle concernant les jésuites qui ont disparu sous la dictature»*, a témoigné mercredi à une radio argentine Eduardo de la Serna, représentant d'un groupe de prêtres de gauche. L'agence de presse Reuters a rappelé des propos de Fortunato Mallimaci, l'ancien doyen des sciences sociales à l'Université de Buenos Aires, selon lequel *«l'histoire le [Jorge Mario Bergoglio, ndlr] condamne»*. *«Il s'est opposé à toute innovation dans l'Eglise et, surtout, pendant la dictature, il s'est montré proche des militaires»*, a-t-il ajouté.

En France, Christian Terasse, le rédacteur en chef de la revue Golias, hebdomadaire catholique progressiste, est revenu longuement sur France info sur le rôle qu'aurait tenu le nouveau pape durant la dictature de Videla. *«Cet homme n'a pas eu les paroles, les attitudes qui convenaient pour protéger certains de ses confrères engagés contre la dictature militaire de Videla. (...) J'ai un document qui montre que l'Eglise d'Argentine [dont le nouveau pape était l'un des responsables, ndlr] se réunissait avec la dictature pour consigner un certain nombre de dispositions par rapport à des opposants catholiques jugés marxistes parce que subversifs par rapport à l'ordre chrétien qui soutenait le général Videla»*. Pour ce spécialiste, cela ne fait aucun doute, *«la soutane blanche de Bergoglio est entachée symboliquement: à la fois au niveau de son positionnement personnel qui n'a pas été très courageux parce qu'il n'a pas protégé certains de ses confrères mais aussi de ce qu'il représente du rôle politique qu'a joué l'église d'Argentine dans sa complicité avec la dictature»*.

L'Eglise argentine, dont le nouveau pape était l'un des responsables, *«est l'une des plus contestées d'Amérique latine pour sa passivité, voire sa complicité, à l'égard de la dernière dictature militaire de 1976-1983»*, a expliqué à Sipa le spécialiste Paulo Paranagua. *«Le national-catholicisme était l'idéologie dominante des forces armées, qui comptaient avec la bénédiction de la hiérarchie de l'Eglise. Contrairement aux Eglises du Brésil et du Chili, qui ont joué un rôle capital dans la défense des victimes de la répression et dans la lutte pour les libertés, le clergé argentin a montré une indifférence coupable face aux horreurs commises. Les religieux et religieuses solidaires des Mères de la place de Mai n'étaient pas soutenus par leurs supérieurs, et ont payé parfois de leur vie leur fraternité»*, analyse-t-il. L'Eglise argentine a même fait un mea culpa en 2000 pour ne pas avoir protégé ses fidèles durant la dictature.

De son côté, l'Association des Mères de la Place de Mai - dont les enfants ont disparu durant la dictature - a rappelé dans un communiqué que l'Eglise n'avait jamais réagi à l'assassinat de 150 prêtres argentins sous la dictature, contrairement aux *«Mères»*. *«Nous continuons d'avoir des relations avec les prêtres du Tiers-Monde, quant à ce pape élu mercredi, nous n'avons qu'un seul mot à dire: Amen»*, ironisent-elles.

### Complément de l'AFP

Horacio Verbitsky, auteur de l'ouvrage *"Double jeu, l'Argentine catholique et militaire"*, est un de ses principaux accusateurs et dit avoir connaissance de *"cinq nouveaux témoignages, qui confirment le rôle de*

*Bergoglio dans la répression du gouvernement militaire au sein de l'Eglise catholique qu'il préside aujourd'hui, dont la disparition de prêtres".*

Jeudi, dans le quotidien Pagina 12, proche du gouvernement, Horacio Verbitsky écrit avec ironie que *"les luttes internes de la curie romaine suivent une logique tellement inexplicable que les faits les plus obscurs peuvent être attribués à l'esprit saint"*.

Déjà en 2005, le nom du cardinal argentin avait été associé à l'enlèvement des jésuites.

En novembre 2010, alors cardinal et primat d'Argentine, Mgr Bergoglio avait été interrogé en tant que témoin par des magistrats à l'archevêché dans le cadre d'un procès sur des crimes commis pendant la dictature.

Il a aussi été entendu comme témoin pendant un procès sur les bébés d'opposants adoptés par des fonctionnaires du régime militaire, et répondu qu'il n'en avait connu l'existence qu'après le rétablissement de la démocratie.

En 2011, c'est une juge française qui avait demandé en vain son audition dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un curé français en 1976, sous la dictature argentine.

*"Ce pape n'est certainement pas une grande figure de la défense des droits de l'Homme", juge Sophie Thonon, avocate de la famille du prêtre. "Il est au contraire soupçonné de ne pas avoir dénoncé les crimes de la dictature, de ne pas avoir demandé des comptes et donc, par son silence, d'avoir couvert ces actes", a ajouté l'avocate.*

### **Complément lemonde.fr**

Un groupe d'accusés poursuivis pour des crimes commis sous la dictature en Argentine (1976-1983) sont apparus jeudi 14 mars à leur procès en arborant des cocardes du Vatican, pour saluer l'élection la veille d'un pape originaire de leur pays. La chaîne de télévision C5N et le journal La Mañana de Cordoba ont diffusé des images des accusés portant des insignes du Vatican au revers de leur veste, lors d'une audience de leur procès actuellement en cours dans la ville de Cordoba, dans le nord-ouest de l'Argentine.

Ouvert en décembre 2012, ce procès concerne un groupe d'une quarantaine de militaires accusés de tortures dans le centre de détention clandestin de La Perla, à Cordoba, le deuxième plus important du pays à cette époque. Le principal accusé, Luciano Menendez, a déjà été condamné à sept occasions pour des crimes commis sous le régime militaire.

L'élection mercredi du pape François, ancien archevêque de Buenos Aires, a soulevé en Argentine une polémique à propos de l'attitude considérée par certains comme trop complaisante de l'Eglise catholique envers la dictature des généraux.

## Un article LExpansion.com du 15 mars 2013

### Plus de 8 embauches sur 10 se font en CDD, au plus haut depuis 1999. (16.03)

La part des recrutements en CDD a atteint 81,7% au troisième trimestre 2012. Un record depuis que ce taux est mesuré.

Non seulement le chômage explose et les destructions d'emplois se multiplient, mais les recrutements qui restent sont de plus en plus précaires. Selon une étude publiée jeudi par le ministère du travail, la part des embauches en CDD a atteint 81,7% au 3e trimestre 2012 dans les entreprises de plus de 10 salariés, le plus haut niveau depuis que ce taux est mesuré (1999),

Tombé à moins de 67% fin 2000, le taux d'embauches en CDD a atteint un niveau inégalé depuis la mise en place de statistiques sur les entrées et sorties de main d'oeuvre en janvier 1999. Sur un trimestre, la hausse est de 0,7 point. Elle est de 3,3 points sur un an.

La part des embauches en CDD est la plus forte dans le tertiaire (83,7%) et l'industrie (68,2%). Dans ces deux secteurs, elle augmente respectivement de 3,2 et 4,1 points sur un an. En revanche, elle baisse dans la construction (-2,4 points à 49,9%).

Parallèlement, parmi les motifs de départ cette fois des entreprises, le taux de sortie suite à une fin de CDD était lui aussi au plus haut depuis dix ans, à 9,7%.

Le taux de démission au plus bas

A l'inverse, le taux de démission se rapprochait au troisième trimestre *"des niveaux de mi-2009, les plus bas observés au cours de la décennie"*, à 1,3% (en recul de 0,2 point sur un an), indique l'étude trimestrielle de la Direction statistique du ministère (Dares). Cette évolution est à mettre en rapport avec la *"montée en charge de l'usage des ruptures conventionnelles"* depuis 2008, soulignent les auteurs.

Conséquence du relèvement progressif des âges de départ à la retraite, les sorties pour ce motif (0,2%) continuent à diminuer mais *"très modérément"*.

## Un article de Reuters du 15 mars 2013

### Mario Draghi fait la leçon aux dirigeants européens. (16.03)

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), a dispensé jeudi soir, en marge du sommet de Bruxelles, un cours magistral sur le coût du travail aux 17 chefs d'Etats et de gouvernements de la zone euro, a-t-on appris auprès de responsables européens.

Pendant les deux heures de leçon, Mario Draghi, ancien professeur d'économie et de sciences politiques, a mis l'accent sur l'écart de plus en plus important dans certains pays entre le coût du travail et la productivité.

*"C'était une présentation très claire qui a souligné que l'écart était en train de s'accroître, en particulier dans des pays comme l'Italie et la France", a dit un diplomate de la zone euro qui a eu connaissance de la réunion.*

*"Draghi a essentiellement dit: 'il y a deux manières de réduire cet écart, soit en diminuant le coût du travail, soit en améliorant la productivité' et il a expliqué que plus cet écart était important, moins grande était la marge de manoeuvre pour l'amenuiser", a-t-il ajouté.*

Un autre responsable européen a rapporté que le cours avait constitué un *"rappel à la réalité"* pour les dirigeants de la zone euro, mais qu'il avait été bien accueilli, malgré son heure tardive (23 heures) et la masse de graphiques et de tableaux qui a été remise aux participants.

*"A un moment, l'un des Premiers ministres a fait part de ses préoccupations quant à la hausse du coût unitaire du travail dans son pays, et a demandé à son homologue portugais d'évoquer la manière dont il avait abordé le problème", a raconté le responsable.*

Angela Merkel, la chancelière allemande, a jugé la leçon utile et a rapporté que Mario Draghi avait concentré ses propos sur la manière *"d'améliorer notre compétitivité"*.

Un troisième responsable européen a confirmé que le président de la BCE avait insisté sur *"l'importance de ce qu'il appelle les 'trois c', la compétitivité, la confiance et le crédit"*.

Mario Draghi, qui a enseigné à l'université de Florence, a donné plus tôt dans la journée une version abrégée de sa leçon à l'ensemble des 27 dirigeants de l'Union européenne, qui ont également assisté à un discours sur la productivité de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

José Manuel Barroso a souligné que la baisse du coût du travail et l'amélioration de la productivité pouvaient contribuer à une hausse des exportations et a expliqué comment des pays comme l'Irlande, le Portugal et l'Espagne avaient transformé l'an dernier leurs déficits courants en excédents.

Commentaire.

Ils étaient venus chercher leur *"feuille de route"*

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 19 mars 2013

### Privatisation furtive du pétrole québécois. (20.03)

Selon des estimations récentes, l'île d'Anticosti, joyau forestier québécois baigné dans le golfe du Saint-Laurent, à 400 kilomètres seulement de Saint-Pierre et Miquelon, abriterait des gisements de schiste contenant de 30 à 40 milliards de barils de pétrole conventionnel, dont la valeur brute pourrait atteindre quatre mille milliards de dollars. Les Québécois seraient-ils en passe de devenir les nouveaux cheikhs pétroliers d'Amérique, rivalisant les Albertains de l'Ouest canadien? En tout cas, l'existence de tels gisements soulève la grogne dans *"la belle province"*, car ces actifs pétroliers – certes enfouis dans le sous-sol mais pendant longtemps publics car ils relevaient directement de l'État québécois – ont été à toutes fins pratiques privatisés dans le plus grand secret voilà six ans.

Utilisée comme terrain de chasse par les Micmacs, *"découverte"* ensuite par Jacques Cartier en 1534, l'île d'Anticosti est rachetée en 1895 par Henri Menier, chocolatier du Val-d'Oise, qui en fait sa chasse gardée. Il y fait même construire un château tout en bois. Au cours du siècle suivant, les 220 cerfs de Virginie introduits par cet aventurier aussi fortuné que fantaisiste se reproduisent à un rythme vertigineux, à tel point qu'aujourd'hui, le troupeau est dénombré à plus de 150 000 cerfs. Par contre, côté humain, selon le dernier recensement canadien, l'île ne possède que 240 habitants.

En 1974, l'État québécois fait l'acquisition de l'île d'Anticosti. Mais les ressources pétrolières au sous-sol font déjà l'objet de toutes les convoitises. En 2002, Bernard Landry (alors premier ministre péquiste du Québec, donc souverainiste) et André Caillé (alors président du conseil d'Hydro-Québec, société d'état un peu à l'image d'EDF) développent ensemble une division pétrolière et gazière au sein de cette société. Le but recherché? Atteindre l'indépendance énergétique du Québec, tout en prévoyant de se garder *"un bas de laine"* (un fonds d'investissement) à l'exemple de la Norvège. De quoi faire un pied de nez au reste du Canada...

Cinq ans plus tard, cependant, Hydro-Québec ferme discrètement sa division pétrolière et gazière, transférant les concessions d'exploration et d'exploitation au secteur privé. Pendant ce temps-là, plusieurs hauts cadres, dont M. Caillé lui-même, quittent Hydro-Québec afin de combler des postes stratégiques dans le secteur pétrolier québécois naissant.

En 2007-2008, les permis d'exploration et d'exploitation sur l'île d'Anticosti sont octroyés à deux entreprises pétrolières québécoises, Pétrolia inc. et Junex inc. De son côté, Hydro-Québec, fort de son chiffre d'affaires de 12,3 milliards de dollars et de son résultat net de 2,6 milliards (2011), refuse de divulguer les détails concernant ces transactions.

Sceptiques de nature, les Québécois expriment leur mécontentement. Début 2012, la grogne finit par éclater. Les inquiétudes des citoyens au sujet des forages pétroliers et gaziers au Québec sont au cœur du printemps érable, vaste mouvement de contestation des Québécois *"écoeurés"* par la corruption, la collusion et le manque de transparence qui semblent caractériser le gouvernement libéral de la province. Alors chef de l'opposition, la péquiste Pauline Marois brandit le spectre de la privatisation inconsidérée de ressources énergétiques publiques. Elle vilipende notamment le gouvernement libéral d'avoir largué l'or noir de l'île d'Anticosti à rabais, privant ainsi l'État de plusieurs centaines de milliards de dollars de revenus!

Tout en canalisant habilement les forces vives déchaînées par le printemps érable, Pauline Marois est élue premier ministre en septembre 2012. Une fois au pouvoir, par contre, elle cultive l'ambiguïté au sujet du pétrole de schiste. Dans un premier temps, elle s'engage à publier une étude d'impact environnemental avant de prendre une décision. Ensuite, elle déclare un moratoire sur l'exploitation du pétrole de schiste. Finalement, elle dit avoir demandé une copie des contrats à Hydro-Québec, en vue d'étudier la situation. En fait les péquistes ont abandonné toute velléité de réformer ce secteur d'activité au potentiel alléchant. D'ailleurs, deux anciens chefs du Parti québécois ont servi de lobbyistes grassement rémunérés par l'industrie pétrolière.

En attendant, les Québécois méritent des réponses claires à des questions primordiales: D'abord, sur le plan de l'environnement: comment protéger l'environnement à Saint-Pierre et Miquelon, cet archipel français d'Amérique, sans oublier l'environnement du Québec et des quatre autres provinces canadiennes donnant sur le golfe, dont l'économie dépend de la pêche? Surtout dans un contexte où les produits chimiques

hautement toxiques injectés dans la roche atteindront éventuellement les eaux du golfe – sans oublier que l'exploitation du pétrole de schiste elle-même produit énormément de gaz à effet de serre.

Selon la loi de Murphy, "*Si une chose peut mal tourner, elle va infailliblement mal tourner*" – comment faire si la fracturation hydraulique pratiquée à grande échelle et/ou le transport du pétrole de schiste tournaient à la catastrophe ? Ensuite, sur le plan des affaires : le transfert par Hydro-Québec d'actifs publics vers le secteur privé a-t-il réellement été effectué dans l'intérêt public ? Pourquoi ces concessions pétrolières n'ont-elles pas été vendues aux enchères publiques, de façon transparente, comme cela arrive partout ailleurs au Canada ? Finalement, sur le plan de possibles conflits d'intérêt : plusieurs hauts cadres et géologues chez Hydro-Québec ont quitté la société pour siéger aux conseils d'administration des deux sociétés pétrolières, une fois le transfert des concessions complété.

S'agit-il réellement d'une coïncidence ? La tendance actuelle partout en Amérique du Nord est à l'oligarchie – à une culture politique où ce sont les grosses entreprises qui dictent les règles du jeu. Le Québec n'échappe pas à la règle. Or, les citoyens québécois, au nom desquels Hydro-Québec est supposée agir, ont droit à des explications très claires, car il s'agit possiblement de la plus importante privatisation furtive d'actifs publics de toute l'histoire canadienne. Et ce, dans une mer intérieure fragile, translucide, magnifique ... dans ce golfe du Saint-Laurent partagé entre le Canada et la France.

**Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 19 mars 2013**

### **L'Allemagne et Merkel doivent compter avec un nouveau parti anti-euro. (20.03)**

Les eurosceptiques allemands viennent de créer le premier vrai parti anti-euro du pays. Objectif: s'installer durablement dans le paysage politique pour travailler à une dissolution " contrôlée " de la zone euro. Leur pouvoir de nuisance pourrait se révéler dès les élections législatives du 22 septembre prochain.

Son programme est réduit mais sans ambiguïté: " *Alternative pour l'Allemagne* " (AfD), le premier véritable parti anti-euro outre-Rhin, ne veut pas de " *sauvetage de la monnaie unique* " et exige la dissolution de la zone Euro par une sortie " *progressive et contrôlée* " des pays d'Europe du sud, puis d'Europe du nord.

" *L'Allemagne n'a de toute façon pas besoin de la monnaie unique* ", estime l'économiste Bernd Lucke, ancien membre du parti conservateur d'Angela Merkel pendant 33 ans et cofondateur de la nouvelle formation. Sa méthode est simple : " *L'Allemagne doit cesser de verser toute aide à au fonds pour obliger les Etats-membres à négocier une sortie des traités, pour les pays qui le désirent* ", a-t-il précisé lors de la première grande présentation publique du petit parti, lundi dernier à Berlin.

Un parti créé par des économistes, des journalistes et des entrepreneurs

Pour la nouvelle formation, l'actualité européenne est idéale : la crise financière chypriote relance les angoisses des citoyens, les remèdes vermoulus de Bruxelles et du FMI montrent que même le bas de laine des petits épargnants n'est plus à l'abri. Enfin, l'Italie s'enfoncé dans une crise politique verrouillée par l'euroscepticisme du comique Beppe Grillo. " *Les eurosceptiques allemands n'ont jamais trouvé de place sur l'échiquier politique* ", explique Matthias Jung de l'Institut de sondages Forschungsgruppe Wahlen. Et c'est précisément ce que le nouveau parti, fondé en février 2013 par un groupe de professeurs d'économie, de journalistes économiques et de petits entrepreneurs, veut changer.

Jusqu'à présent, le seul parti politique à avoir placé la lutte contre l'euro au centre de son message était PRO-DM, une formation créée en 1998 par un patron de presse financière avide de publicité. Farouche opposant de l'introduction de la monnaie unique, Pro-DM avait cependant bien vite sombré, dès l'avènement de l'Euro et suite à l'infiltration par des éléments nationalistes.

Depuis, les opposants allemands à la monnaie unique ont créé moult associations et ont lancé de retentissantes attaques contre le projet européen en portant plainte à plusieurs reprises devant le Tribunal fédéral constitutionnel. Partisans du maintien de l'autonomie budgétaire nationale, ils détestent les glissades successives d'Angela Merkel vers une Union européenne de transfert, elle qui avait successivement garanti que l'Allemagne n'aiderait pas financièrement la Grèce, ne soutiendrait pas un mécanisme européen permanent d'aide financière, une annulation partielle de la dette grecque, etc...

Déjà 23% à 26% d'opinions favorables

Une semaine seulement après sa création, 3000 déçus de droite avaient déjà rejoints l'AfD qui recueille des scores de 23 % à 26 % d'opinions favorables dans les sondages (Forsa - TNS-Emnid) et compte bien entrer au Bundestag à l'issue des élections législatives du 22 septembre. Evidemment, la formation est encore minuscule, dispose d'un programme politique qui n'aborde que les questions d'euro, d'Europe et de démocratie et ne possède encore aucune figure politique connue et expérimentée parmi ses dirigeants.

Pourtant, les partis conservateur (CDU) et libéral, incertains de réunir une majorité nationale, ont flairé le danger. " *L'Allemagne a besoin de l'Europe. C'est ce que la soi-disante alternative pour l'Allemagne ne comprend pas. Ce groupe ne représente rien d'autre que la peur du futur sous une forme institutionnelle*", a expliqué le président du groupe parlementaire conservateur Volker Kauder. Si l'AfD a peu de chances réelles d'entrer au Parlement, le nouveau parti espère au moins profiter de la vague protestataire générale pour grappiller les quelques points qui pourraient empêcher la droite de revenir au pouvoir. Ou pousser Merkel à durcir sa politique européenne.



## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Medef: l'UIMM rejette la proposition de réforme des statuts. (22.03)

L'UIMM, la plus grande fédération du Medef, a annoncé jeudi que son conseil avait rejeté à l'unanimité les propositions de changement des statuts du Medef permettant à sa présidente, Laurence Parisot, de se présenter pour un troisième mandat.

Le comité statutaire du Medef, saisi en janvier par Mme Parisot, avait proposé lundi l'introduction de mandats de 5 ans auxquels pourraient se porter candidats les présidents sortants sans limitation du nombre de mandats.

Une telle réforme serait applicable dès la prochaine élection si elle était acceptée.

Actuellement, un président sortant peut, après un premier mandat de 5 ans, se présenter pour un second mandat uniquement et de 3 ans seulement. Le second mandat de Mme Parisot s'achève le 1er juillet.

*"Le Conseil de l'UIMM s'est prononcé à l'unanimité contre la proposition du comité statutaire du Medef présentée au conseil exécutif du Medef le 18 mars dernier concernant la durée du mandat, la possibilité de se représenter sans limitation (sous réserve de la limite d'âge portée à 67 ans) et le caractère immédiatement applicable de la réforme"*, indique la fédération patronale de la métallurgie dans un communiqué.

Les propositions votées à l'unanimité des 7 membres du comité statutaire doivent à présent être votées le 28 mars à la majorité simple par le conseil exécutif du Medef, composé de 45 membres, avant d'être soumises à une assemblée générale extraordinaire (AGE).

Pour que les réformes soient validées, l'AGE doit les voter à une majorité des deux tiers.

L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) représente un peu moins du tiers des 560 membres votants de l'assemblée générale et pourrait donc, si elle était suivie même par un nombre réduit d'autres membres, faire pencher la balance dans le sens d'un refus de la réforme.

*"Le Conseil de l'UIMM a par ailleurs donné mandat à ses représentants au conseil exécutif du Medef afin de mettre tout en oeuvre pour que la préparation et le déroulement du vote du 28 mars concernant la réforme des statuts se fasse dans la transparence et le respect de la gouvernance"*, ajouté l'UIMM, qui dispose de deux représentants au conseil.

La démarche de Mme Parisot a suscité une vive polémique au sein du Medef.

*"Il est normal que des organisations se demandent si leurs statuts sont encore adaptés. Mais il y a un temps pour le faire et il est surprenant que cette question se pose pour le Medef à six mois d'une élection"*, avait estimé le 19 janvier le président de l'UIMM, Frédéric Saint-Geours.

Les candidats actuellement déclarés à la présidence du Medef sont Pierre Gattaz (53 ans), président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), Geoffroy Roux de Bézieux (50 ans), patron de Virgin Mobile (Omea Telecom), l'ex-médiateur de la sous-traitance Jean-Claude Volot et le patron de la PME Aqoba, Thibault Lanxade.

Mme Parisot avait annoncé le 1er mars qu'elle se présenterait si une réforme des statuts le lui permettait.

M. Saint-Geours ne s'est pas encore prononcé sur son éventuelle candidature.



## **Un article de l'Express.fr du 21 mars 2013**

### **- Chypre: six questions pour comprendre la crise. (22.03)**

**Menacée de faillite bancaire, Chypre, qui craignait une fuite des capitaux russes, a refusé le plan de sauvetage européen. Comment en est-on arrivé là? Quels étaient les termes du débat? Quels sont les risques?**

Chypre inquiète les Européens. Au bord du défaut de paiement, l'île de 850 000 habitants, entrée dans l'Union européenne en 2004 et dans la zone euro en 2008, avait sollicité une aide européenne. Bruxelles avait imposé, en contrepartie, la taxation des comptes bancaires du pays, une solution rejetée le 19 mars par le Parlement de Nicosie. Sur place, afin d'éviter les effets de paniques, les banques sont fermées, en principe jusqu'au 26 mars.

### **Pourquoi Chypre a-t-elle besoin d'aide?**

C'est en réalité le système bancaire chypriote qui se porte mal. Pour attirer les capitaux étrangers, les banques de l'île offrent des taux de rémunération très attractifs, sensiblement plus élevés que dans les autres pays de la zone euro. Et elles ne se montrent pas très regardantes sur l'origine des capitaux. S'ajoute à cela une fiscalité très favorable. Résultat: les banques chypriotes sont devenues, au sein de la zone euro, un havre pour les capitaux étrangers, et notamment ceux des oligarques russes. Le secteur bancaire de l'île a grossi démesurément au point que les dépôts bancaires représentent aujourd'hui 750% du PIB du pays. Ce "business model" aurait sans doute pu fonctionner longtemps encore sans la crise grecque. Mais les banques chypriotes ont investi une grande partie des fonds qui leur étaient confiés en Grèce. Du coup, entre l'effacement de 53,5% de la dette publique grecque de mars 2012 et les créances douteuses accumulées, elles ont perdu beaucoup d'argent et se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite. Chypre estime avoir besoin de 17 milliards d'euros, ce qui correspond à peu près à son PIB.

### **Que lui a-t-on proposé ?**

Les négociations avec le Mécanisme européen de stabilité qui dépend de l'Eurogroupe -les pays membres de la zone euro- et le FMI ont été entamées il y a déjà près d'un an. Elles se sont accélérées ces dernières semaines. Rapidement balayé: le haircut, qui revient à imposer aux créanciers l'abandon d'une partie de leurs créances et la mise à la disposition de Chypre, sans contreparties, de la somme demandée. Les Européens s'étaient engagés, après avoir imposé le haircut dans la crise grecque, à ne plus avoir recours à cette pratique, véritable chiffon rouge pour les marchés.

Par ailleurs, plusieurs des Etats de l'Eurogroupe, ainsi que le FMI, s'opposaient catégoriquement à l'idée de donner à Chypre un chèque de 17 milliards d'euros, à la fois pour une raison économique - éviter que l'économie de l'île ne soit submergée par une dette qu'elle aurait été incapable de rembourser- et pour une raison politique- ne pas avoir à payer pour sauver les comptes d'oligarques russes qui savaient au demeurant qu'on plaçant leur argent à Chypre ils prenaient un risque. Une position notamment défendue par l'Allemagne: en pleine campagne électorale Angela Merkel aurait eu du mal à faire admettre aux électeurs allemands qu'ils allaient devoir voler au secours de milliardaires russes dont certains auraient choisi les banques chypriotes pour blanchir des fonds provenant d'opérations douteuses. Il a donc été décidé de proposer à Chypre un prêt de 10 milliards d'euros, en échange de quoi Nicosie s'engagerait à taxer les dépôts bancaires- dont ceux des Russes- pour un montant global de 5,8 milliards d'euros.

### **Comment se sont déroulées les discussions?**

C'est dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 mars, au cours d'une très longue réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe qu'a été élaboré un plan adopté à l'unanimité, y compris donc par le ministre des finances chypriote. Le projet consistait à taxer la totalité des comptes, au taux de 6,75% pour les dépôts inférieurs à 100 000 euros, et 9,9% au dessus. Au départ, les ministres européens avaient plaidé pour une taxation plus élevée frappant uniquement sur les comptes de plus de 100 000 euros. Mais cette solution avait été rejetée par les autorités chypriotes, celles-ci ne voulant pas entendre parler d'un taux à deux chiffres, de peur de faire fuir les capitaux étrangers - qui représentent 40% des 38 milliards de dépôts-et de mettre à jamais en péril leur business model. A l'aube, donc, tout le monde s'est rallié à l'idée d'une taxation

générale, en oubliant la règle adoptée par l'Union européenne qui veut que les dépôts bancaires soient garantis jusqu'à 100 000 euros...

### **Pourquoi le Parlement chypriote a-t-il rejeté le plan de l'Eurgroupe?**

La décision prise à Bruxelles a suscité une forte émotion de la part de tous les Chypriotes qui se sont réveillés en apprenant qu'ils avaient, en l'espace d'une nuit, perdu une partie de leurs économies. La décision, une première en Europe, a surpris et inquiété aussi en Grèce, en Espagne ou en Italie... Parallèlement, les Russes, qui ne manquent pas de moyens de pression à Chypre, ont fait savoir leur désaccord. Les autorités ont finalement présenté au Parlement un plan amendé exemptant les dépôts inférieurs à 20 000 euros. Le texte a été rejeté par le Parlement, y compris par les députés du parti au pouvoir.

### **Que peut-il se passer maintenant?**

La Commission européenne, au lendemain du vote du Parlement, a souhaité que l'idée d'une taxation soit reprise, pour les seuls dépôts supérieurs à 100 000 euros, qu'il faudrait alors taxer davantage pour obtenir les 5,8 milliards d'euros requis. Mais les autorités chypriotes continuent de s'y opposer, de peur de faire fuir les capitaux. D'autres solutions sont évoquées. Parmi elles, l'idée d'un emprunt russe gagé sur les réserves potentielles de gaz au large de l'île. Ce qui renforcerait l'influence de Moscou à Chypre et ne manquerait pas d'inquiéter les Européens. Certains évoquent aussi des privatisations, sans que cela semble très convaincant, ou une aide de l'Eglise orthodoxe, fort riche.

### **Quels sont les risques ?**

Les banques sont fermées jusqu'au mardi 26 mars. Mais que se passera-t-il après? Personne ne peut exclure une ruée des épargnants et, si les détenteurs des plus gros dépôts y participaient un effondrement des banques. Au-delà de Chypre, certains observateurs craignent que l'inquiétude gagne d'autres pays, notamment l'Italie ou l'Espagne.

## Un article de Reuters du 21 mars 2013

### La zone euro adresse un ultimatum à Chypre (22.03)

L'Union européenne donne à Chypre jusqu'à lundi pour trouver les quelques six milliards d'euros nécessaires pour compléter son plan de sauvetage, sous peine d'un effondrement de son système financier qui entraînerait sans doute son éviction de la zone euro.

Signe qu'il commence à se préparer au pire, le gouvernement chypriote a demandé au parlement de l'autoriser à instaurer un éventuel contrôle des mouvements de capitaux, qui pourrait lui permettre de freiner un exode des fonds déposés dans les banques du pays.

La Banque centrale européenne a en effet prévenu les dirigeants chypriotes que, faute de solution, elle cesserait dès le 25 mars de fournir des liquidités d'urgence aux établissements bancaires de l'île.

Au même moment, un haut responsable de l'UE a déclaré à Reuters que, faute d'accord sur une taxation des dépôts, Chypre devrait fermer purement et simplement ses banques les plus importantes et alors quitter la zone euro.

*"Si le secteur financier s'effondre, alors le pays devra tout simplement subir une dévaluation très significative et, face à cette situation, il n'aura pas d'autre issue que celle d'avoir sa propre monnaie"*, a déclaré ce responsable.

Ce double coup de semonce de la BCE et de l'UE intervient alors que la classe dirigeante chypriote tente d'élaborer un nouveau plan pour réunir des fonds après l'échec d'un premier projet rejeté à une immense majorité par les parlementaires de l'île.

Les ministres des Finances des 16 autres pays de la zone euro ont appelé jeudi soir Nicosie à leur présenter une nouvelle proposition qui, a précisé le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, devra respecter "les paramètres définis auparavant".

Pratiquement au même moment, le gouvernement chypriote présentait au parlement un projet de création d'un *"fonds de solidarité"* qui rassemblerait des actifs publics, notamment les revenus futurs des réserves de gaz du pays. L'examen du texte a été reporté à vendredi.

Le président du parlement, Yiannakis Omirou, a souligné que l'instauration d'une taxe sur les dépôts bancaires non garantis n'était pas à l'ordre du jour.

Chypre, qui n'a plus accès aux marchés, a besoin d'une aide de 17 milliards d'euros et il était prévu que 5,8 milliards soient prélevés via une ponction exceptionnelle sur les dépôts bancaires, le reste des fonds étant apportés par l'UE et le FMI. Mais le parlement a rejeté massivement cette solution mardi.

Constatant le blocage de la situation, Standard & Poor's a dégradé une nouvelle fois jeudi la note souveraine de Chypre, ramenée à CCC.

A Nicosie, Bank of Cyprus, la principale banque de l'île, a lancé un appel au gouvernement pour qu'il s'entende au plus vite avec l'UE.

La banque centrale chypriote, de son côté, a démenti des rumeurs de faillite de la deuxième banque de l'île, Cyprus Popular Bank, puis annoncé peu après un "processus de résolution" pour consolider le secteur.

*"En établissant ce cadre légal, des mesures de résolution seront imposées à Popular Bank de telle sorte qu'elle pourra continuer d'offrir des services bancaires à ses clients mardi prochain"*, a dit à la presse son gouverneur, reconnaissant ainsi la grave situation dans laquelle se trouve la banque.

Il n'a pas précisé la teneur de ces mesures mais a assuré que les dépôts bancaires jusqu'à 100.000 euros seraient protégés.

Déjà fermés lundi, mardi et mercredi, les établissements bancaires chypriotes garderont portes closes jusqu'à mardi, lundi étant férié à Chypre.

D'une téléconférence de représentants des ministères des Finances de la zone euro ont filtré des détails exposant la perplexité des partenaires de Chypre face au comportement de sa classe politique.

Selon des notes prises durant cette réunion et que Reuters a pu consulter, la question d'une sortie de Chypre a été ouvertement évoquée. L'absence de représentant chypriote a troublé plusieurs participants et reflété l'ampleur de la confusion régnant dans le dossier.

A Moscou, le ministre des Finances chypriote, Michael Sarris, a dit négocier un éventuel accroissement des investissements russes dans les secteurs bancaire et énergétique du pays ainsi qu'une extension des maturités et une baisse des taux d'intérêt d'un prêt de 2,5 milliards d'euros consentis par la Russie.

L'implication du Kremlin, qui souhaite préserver l'intégrité des milliards d'euros d'avoirs russes à Chypre, complique encore le dossier.

La Russie, qui partage avec Chypre une forte culture orthodoxe, juge sévèrement le comportement de la zone euro. Son Premier ministre, Dmitri Medvedev, a comparé les propositions du bloc monétaire à des mesures confiscatoires dignes de l'époque soviétique.

Signe de la volonté de Moscou de mettre tout son poids dans la balance, Dmitri Medvedev a prévenu que la Russie pourrait réduire la part en euro de ses réserves de change, qui était de 42% au 1er janvier.

La deuxième banque russe, VTB, présente à Chypre via sa filiale Russian Commercial Bank, a démenti être intéressée par l'acquisition de banques chypriotes et a même menacé de se retirer de l'île si les dépôts venaient à être ponctionnés.

## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Etats-Unis: 149 tours de contrôle américaines vont fermer à partir d'avril. (23.03)

Pour ses détracteurs, rien n'illustre mieux le caractère "*stupid*" de l'austérité généralisée américaine que la fermeture prévue de la tour de contrôle de Salisbury, un petit aéroport régional à deux heures de Baltimore, sur la côte Est américaine.

En 1999, le comté local a investi 640.000 dollars pour ajouter une tour à cet aérodrome utilisé par des pilotes amateurs, des avions militaires et quelques vols US Airways. Depuis, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) paie le salaire des contrôleurs aériens, sous-traitants privés, comme dans de nombreux autres aéroports.

Mais la FAA se voit aujourd'hui forcée d'économiser environ 600 millions de dollars d'ici septembre 2013, sous le coup de coupes budgétaires automatiques votées par le Congrès et promulguées par le président Barack Obama.

Conséquence: le gouvernement a annoncé vendredi que 149 tours de contrôles privées (sur 251) allaient fermer à partir du 7 avril, un chiffre légèrement réduit par rapport à une liste prévisionnelle publiée en février.

A celles-ci devaient s'ajouter 49 autres, directement gérées par la FAA, qui avaient été marquées en février pour fermeture plus tard dans l'année, soit au total 38% des tours du pays --pas dans les grands aéroports comme New York, mais dans les aérodromes où elles ne sont pas jugées cruciales, comme Salisbury.

Ces coupes affectent chaque agence gouvernementale uniformément et ont été qualifiées de "*stupid*" par des élus car elles ne distinguent pas les services importants des autres.

Le directeur de l'aéroport de Salisbury, Robert Bryant, veut toutefois mettre les points sur les "i": un pilote sait atterrir sur une piste sans tour.

Mais les contrôleurs aériens ont un travail de chef d'orchestre pour séparer les avions, à l'atterrissage et au décollage, et faire en sorte qu'ils n'entrent pas en collision.

Sans tour, "*il sera de la responsabilité des pilotes de communiquer sur la même fréquence radio et de se parler pour dire quelle est leur position, quelles sont leurs intentions, et on espère que tout le monde écouterait bien la même fréquence*" dit-il à l'AFP.

Dans sa tour, un contrôleur veille, une paire de jumelles sur son plan de travail. Ce jour-là il neige et la visibilité est mauvaise.

"*Quand il y a des vols commerciaux, des avions militaires, beaucoup de trafic, on a vraiment besoin d'une paire d'yeux supplémentaire*", explique Tom, 46 ans, qui s'attend à perdre son emploi.

A Salisbury, 53.000 "*opérations*" (un décollage ou un atterrissage compte comme une opération) ont eu lieu en 2012, et le gouvernement a fixé la barre éliminatoire à 150.000 par an.

Les six vols quotidiens d'US Airways seront maintenus. Mais le président du comté, Richard Pollitt, craint que les passagers n'évitent son aéroport.

Ses premiers mots fusent: "*la sécurité ne sera pas affectée*", assure-t-il.

La décision de fermer la tour n'en est pas moins absurde, selon lui, fruit de l'impasse entre démocrates et républicains à Washington, aucun des camps n'ayant voulu céder sur le budget pour permettre une annulation ou un report des coupes automatiques. "*C'est des conneries*", dit-il.

*"Les gens pensent que la décision a été prise de cibler les services qui seraient le plus ressentis par la population", ajoute Robert Bryant. "Ils voulaient faire quelque chose de visible, et l'aviation est une cible facile".*

Les républicains sont d'accord: selon eux, Barack Obama aurait intérêt à envenimer la situation pour mettre l'opinion de son côté et forcer ses opposants à accepter d'annuler l'austérité.

*"Apparemment, certains à Washington veulent nous faire croire que la fermeture des tours de contrôles prouvera une fois pour toutes (...) qu'il est impossible de réduire les budgets", déclarait le sénateur Jerry Moran mercredi.*

Son amendement pour annuler les fermetures des tours de contrôle a été enterré sans même un vote.

Commentaire.

J'ai mis cet article en ligne pour montrer qu'on est en présence de fous dangereux, de dingues à qui il faut retirer le pouvoir des mains, les neutraliser par la force ou les exterminer pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la population américaine et du reste du monde. Existerait-il une autre alternative ? Chacun sait que non, alors un peu de courage...

## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Espagne: les retraités paient un lourd tribut au fiasco bancaire. (23.03)

*"Quelle honte! Le gouvernement sait que Bankia escroque les retraités"*: malgré ses 70 ans, Antonio Rodriguez manifeste chaque jeudi à Madrid, victime des *"preferentes"*, ces titres *"toxiques"* vendus en masse à des retraités qui y ont englouti leurs économies.

*"En 2009, j'ai acheté pour 72.000 euros de ces titres. Notre banquier nous avait promis 7% d'intérêt avec un produit sûr. S'il nous avait dit qu'on risquait de tout perdre, nous n'aurions jamais signé"*, témoigne ce retraité.

Comme lui, ils sont des dizaines à se rassembler chaque semaine dans le centre de Madrid, devant Caja Madrid, l'une des caisses d'épargne dont la fusion en 2010 a donné naissance au géant bancaire espagnol Bankia.

Tous fustigent la vente massive de ces *"preferentes"*, ou *"participations préférentielles"*, et d'autres produits complexes par les banques et caisses d'épargne en mal de liquidités.

Cette pratique s'est répandue après l'explosion en 2008 de la bulle immobilière. Frappées par la crise, plusieurs banques espagnoles ont eu recours à la vente de ces titres, offrant une rémunération confortable.

De nombreux petits épargnants se sont ensuite retrouvés piégés, avec leur placement bloqué par les banques surendettées.

*"Les banquiers avaient besoin de prendre l'argent où il était, auprès des vieux qui épargnent plus"*, s'emporte Antonio Baraona Ortiz, 75 ans.

*"Je travaillais la nuit. Nous avons quatre enfants. Nous avons fait beaucoup de sacrifices pour épargner 68.000 euros et ils nous ont tout volé"*, lâche-t-il. Tous disent avoir fait confiance à leur banquier. *"Nous sommes des clients de toujours. J'ai placé 52.000 euros"*, regrette Puri Cano, une pré-retraîtée de 56 ans.

Près d'un million de familles se sont retrouvées, souvent sans le savoir, détentrices de quelque 30 milliards d'euros de ces titres, affirme l'Adicae, une association de défense des petits actionnaires.

*"Aucun autre pays d'Europe n'a vendu de participations préférentielles à des petits épargnants. La pression du lobby bancaire est énorme en Espagne"*, dénonce Fernando Herrero, son porte-parole.

Selon les chiffres officiels, 22 milliards d'euros de *"participations préférentielles"* étaient aux mains de petits porteurs en mai 2011, émis par des banques dont certaines ont frôlé la faillite.

Or la valeur de ces titres a fondu avec la crise. D'autant que le sauvetage européen de plus de 40 milliards d'euros accordé en 2012 aux banques espagnoles en difficulté a imposé de lourdes pertes à leurs détenteurs pour ne pas allonger la facture du contribuable européen.

Le fonds public de restructuration bancaire (Frob) a annoncé vendredi une décote de 38% pour les titulaires de *"preferentes"*.

L'association Apabanc de défense des petits actionnaires a immédiatement dénoncé cette décision qui touche *"les petits épargnants espagnols victimes de la plus grande escroquerie financière du pays"*.

Les associations ont reçu des milliers de plaintes de petits porteurs. *"75% de ces produits ont été vendus dans les années 2008-2009"* auprès de personnes dont toutes ne savaient pas ce qu'elles achetaient, a reconnu vendredi le ministre de l'Economie Luis de Guindos.

Sur les 1.274 plaintes reçues depuis 2011 par le défenseur du peuple chargé de contrôler l'administration, *"une majorité provient de personnes âgées"*, selon un porte-parole de cet organisme.

Quelques-uns ont déjà obtenu gain de cause devant la justice.

Pour les autres, le gouvernement a annoncé vendredi la création d'une commission d'arbitrage qui devraient aider les personnes "*les plus vulnérables*" à récupérer le plus possible s'il est reconnu qu'elles n'étaient pas à même de comprendre ce qu'il achetait.

Les banques privées ont d'ailleurs été mises à contribution et devront verser, via le fonds de garantie des dépôts, entre 1,5 et 2 milliards, pour rembourser des victimes de produits toxiques des banques nationalisées NovaGaliciaCaixa et CatalunyaCaixa.

Mais c'est ce fonds qui fixera le prix de reprise des titres, avec obligatoirement une décote, a indiqué une source des autorités bancaires.

En attendant, Nemecio Martin, un retraité de 70 ans, qui avait placé 42.000 euros pour payer sa maison de retraite, est désespéré: "*Si je ne peux pas payer, je vais où? Sous un pont pour mourir?*"

Commentaire.

Il va falloir se rassembler et prendre les armes pour faire respecter vos droits et passer à l'assaut des institutions, avez-vous une autre solution à proposer ? Personnellement je n'en vois pas d'autres.



## Un article de l'AFP du 23 mars 2013

### Egypte la colère des révolutionnaires contre les islamistes s'aggrave. (24.03)

Deux ans après la chute de Hosni Moubarak, de nombreux *"jeunes de la révolution"* estiment n'avoir plus que la violence de rue pour s'opposer aux Frères musulmans au pouvoir en Egypte, accusés de reproduire un système répressif, sourd aux espoirs de démocratie.

*"C'est devenu une guerre de rues. Chaque coup qu'ils nous portent, on le leur rend encore plus fort"*, lance Farid Sayyed, 24 ans, rencontré lors des affrontements des derniers jours devant le siège des Frères musulmans dans la banlieue du Caire.

A trois reprises en une semaine, les abords du bâtiment, dans le quartier de Moqattam, ont vu des violences entre manifestants proches de l'opposition, membres de la confrérie islamiste et policiers, qui ont fait plusieurs dizaines de blessés.

C'est la première fois que le siège de la confrérie est ainsi visé, preuve que le puissant mouvement islamiste et son bureau politique sont désormais identifiés comme le vrai centre du pouvoir, éclipsant le président Mohamed Morsi, pourtant issu de ses rangs.

La fugace solidarité du début 2011 contre Moubarak entre le mouvement islamiste très structuré et les *"jeunes de la révolution"* -ardents militants pro-démocratie mais mal organisés- a fait long feu.

*"Nous avons commencé par défendre nos idées politiques puis les Frères musulmans ont échoué à nous faire taire, alors ils essayent de nous tuer"*, dit Farid avec amertume.

*"Même si les Frères musulmans quittent le pouvoir, notre conflit avec eux persistera car il est devenu personnel"*, renchérit Abdallah Souleimane, un étudiant en droit de 18 ans.

Une vidéo réalisée par le site d'information alternative *"Mosireen"* ("déterminés"), très regardée sur Youtube, replace les flambées de colère actuelles dans le prolongement de la révolte qui chassa Hosni Moubarak.

*"Les Frères sont des menteurs, ils trompent sous couvert de religion"* ou *"ils sont le nouveau PND"* -le parti autrefois hégémonique de Moubarak- y scandent des manifestants.

Absence de l'Etat de droit

*"La violence est exercée par les Frères contre les manifestants. Les milices des Frères visent les militants et les tuent"*, affirme à l'AFP Heba Yassine, une porte-parole du Courant populaire, l'un des principaux mouvements d'opposition.

*"Toute violence est une réaction à l'absence de l'Etat de droit, ce qui fait que les opprimés se font justice eux-mêmes"*, estime-t-elle.

Les Frères musulmans dénoncent pour leur part une dérive du mouvement révolutionnaire.

*"Les vrais révolutionnaires ont disparu de la scène, occupée maintenant par des voyous et ceux qui veulent se venger de la police"*, dit à l'AFP Yasser Mehrez, un porte-parole des Frères. *"Les choses sont sorties du cadre de la politique"*, ajoute-t-il.

Elu en juin 2012, Mohamed Morsi se prévaut d'être le premier civil à avoir accédé à la présidence après une longue lignée de militaires, grâce pour la première fois à un scrutin démocratique.

Mais les pleins pouvoirs qu'il s'était temporairement accordés fin 2012, puis l'adoption d'une Constitution accusée de faire la part belle aux islamistes, ont renforcé la détermination de l'opposition.

Des manifestations meurtrières l'an dernier devant le palais présidentiel, l'aggravation de la crise économique, la dégradation de la sécurité à travers le pays et les craintes d'une mainmise des Frères sur l'appareil l'Etat ont encore alourdi le climat.

*"Face à l'impasse politique actuelle, gouvernants et gouvernés sont tentés par le recours à la rue pour régler leurs comptes"*, explique Ahmed Abd Rabbo, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Pour Noha Bakr, professeur en sciences politiques à l'Université américaine du Caire, la tension est exacerbée par *"la diabolisation de l'autre, et la banalisation de l'effusion de sang"*.

"Cela risque de transformer l'Egypte en un pays à la dérive, dans lequel l'Etat pourrait perdre définitivement tout contrôle", prévient-elle.

## Un article de Reuters du 23 mars 2013

### La justice sort peu à peu du joug politique. (24.03)

L'actualité politico-judiciaire de ces derniers jours, marquée par l'affaire Cahuzac et la mise en examen de Nicolas Sarkozy, témoigne d'un nouveau climat dans les relations entre l'exécutif et la justice après des années de vives tensions, selon des analystes.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 2012, des magistrats semblent s'affranchir plus facilement des pressions hiérarchiques ou politiques.

*"Beaucoup de reproches sont faits à François Hollande aujourd'hui, mais pas celui d'empêcher les juges de faire leur travail, pas celui d'être suspecté d'être malhonnête ou de vouloir être hyperprésident ou de vouloir occuper des prérogatives qui ne sont pas les siennes",* souligne Gaël Sliman de l'Institut BVA.

Nicolas Sarkozy a été mis en examen jeudi soir à Bordeaux pour *"abus de faiblesse"* dans un volet de l'affaire Bettencourt où pourraient apparaître d'éventuels financements illégaux de la campagne présidentielle de 2007.

Cette mise en examen survient deux jours après l'ouverture par le parquet de Paris d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale qui a entraîné la démission de l'ex-ministre socialiste du Budget Jérôme Cahuzac, soupçonné d'avoir détenu illégalement en Suisse un compte bancaire.

Pour le politologue Stéphane Rozès, ces rebondissements montrent *"très clairement que l'actuelle majorité laisse travailler les magistrats, à la fois sur l'affaire Cahuzac et sur l'affaire Sarkozy"*. *"Dans les deux cas, la garde des Sceaux laisse faire les magistrats."*

La ministre de la Justice Christiane Taubira a assuré vendredi les magistrats de son soutien face aux critiques des proches de Nicolas Sarkozy dont Henri Guaino qui a accusé le juge Gentil de *"déshonorer la justice par ses "accusations grotesques" lancées contre Nicolas Sarkozy"*.

## RESPECTER LA JUSTICE

Pour Gaël Sliman, *"le fait de respecter la justice quand on est un parti politique au pouvoir ou de donner ce sentiment là, c'est plutôt porté à votre crédit. Le fait de se fâcher avec les juges ou de contester les résultats ça ne produit pas en général un bon effet sur le parti politique ou l'homme politique qui le fait"*, dit-il.

Ce nouveau climat a permis de tourner la page de plusieurs années de vives tensions entre le monde judiciaire et le gouvernement de Nicolas Sarkozy.

En 2009, la volonté de l'ex-président de la République de supprimer les juges d'instruction après l'affaire d'Outreau avait suscité l'indignation des syndicats de magistrats qui dénonçaient *"la mort d'un système judiciaire indépendant"*.

Sous Nicolas Sarkozy, *"il y avait à la fois une grande méfiance de ces politiques envers les juges d'instruction, en tout cas une volonté de leur confier le moins possible d'enquêtes"*, souligne une magistrate sous couvert de l'anonymat.

*"Là on a une volonté contraire, notamment concernant l'affaire Cahuzac, il y a une volonté de la part du procureur d'une plus grande transparence."*

Les récents développements dans l'affaire Bettencourt et l'affaire Cahuzac sont-ils pour autant le révélateur d'un changement profond des relations entre justice et politique ? *"Il est trop tôt pour le dire"*, dit cette magistrate.

*"On attend plus de choses à ce niveau là, une toujours plus grande transparence et le moins d'empiétement possible dans la marche de la justice."*

## ALLIANCE PRESSE MAGISTRATS

Cette succession de procédures judiciaires en l'espace de 48 heures illustre aussi l'alliance conclue entre la presse et les "*petits magistrats*" au début des années 1990 au nom de l'indépendance de la justice, note Stéphane Rozès.

Les deux affaires judiciaires ont été révélées par le site d'information en ligne Mediapart.

*"Il y a eu une alliance des médias et des petits magistrats pour faire en sorte que la magistrature recouvre une indépendance par rapport à la tutelle historique du politique", souligne-t-il.*

*"Cette tendance remonte à la période des petits juges, à partir du début des années 1990 après les scandales de la fin de la Mitterrandie lorsque l'opinion publique commençait à être très critique à l'égard de la classe politique."*

Les Français ont toujours soutenu les juges d'instruction, qui sont garants à leurs yeux de l'indépendance de la justice et garants "*du fait qu'il y aura toujours des petits juges pour remettre les hommes politiques dans le droit chemin*", note Gaël Sliman.

Pour Stéphane Rozès, les récentes affaires révélées par Mediapart ne devraient pas se traduire par une montée des populismes en France, ni d'un regain du refrain "*tous pourris*".

*"C'est perçu positivement par les Français qui considèrent que les juges font leur travail. Je crois que quand chacun fait son travail en démocratie, c'est une matière antidote aux populismes", estime-t-il.*

Commentaire.

Et les affaires d'Etat Boulin, Clearstream, Karachi, et des dizaines d'autres ? Cahuzac, Sarkozy, ce sont des cas individuels qui n'engagent qu'eux, les affaires citées engagent l'Etat, ses partis...

**Un article de l'AFP du 24 mars 2013**

### **WikiLeaks: Bradley Manning, "héros" de l'auteur des fuites sur le Vietnam (25.03)**

Il a attendu des décennies avant que WikiLeaks révèle au public des milliers de documents confidentiels. Aujourd'hui, Daniel Ellsberg, l'homme à l'origine de la fuite des *"Pentagon papers"* sur la guerre du Vietnam, considère Bradley Manning comme un *"héros"*.

La taupe de WikiLeaks, accusée d'être à l'origine de la fuite de documents militaires et de milliers de câbles diplomatiques américains, est un champion de la vérité, certainement pas un traître à son pays, plaide cet ancien analyste militaire désormais octogénaire, dans un entretien à l'AFP.

*"Je m'identifie facilement à ceux qui dénoncent les secrets", ces fameux "whistleblowers", explique Ellsberg. "Mais avec Bradley plus que les autres. Il mérite d'être vu comme un héros. En tout cas, il en est un pour moi".*

Depuis sa maison de Kensington, dans la baie de San Francisco (Californie, ouest), il dit même souhaiter que le jeune soldat incarcéré depuis trois ans se voie décerner le prix Nobel de la paix.

L'histoire du jeune analyste de renseignement en Irak renvoie à la sienne, quand en 1971, il s'est retrouvé à l'origine de la fuite de 7.000 pages de documents, les fameux *"Papiers du Pentagone"*.

Ce rapport secret, officiellement nommé *"Relations Etats-Unis-Vietnam 1945-1967, une étude préparée pour le département de la Défense"*, retraçait l'histoire de la politique américaine avec le Vietnam après la Seconde Guerre mondiale.

Une fois rendus publics par une quinzaine de quotidiens américains, les documents ont montré que le gouvernement américain n'avait cessé de mentir à la population sur l'engagement des Etats-Unis dans le conflit.

La fuite orchestrée par Manning est la plus importante depuis les *"Pentagon Papers"* et, selon Ellsberg, il y a *"fréquemment besoin de ce type de révélations"*.

*"Je n'aurais pas pu le faire sans photocopieuse. Manning n'aurait pu faire ce qu'il a fait sans clé USB",* note-t-il simplement. La volonté d'informer le public sur ce que le gouvernement veut lui cacher est la même.

Daniel Ellsberg salue également le rôle du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Il *"était en territoire inconnu, tout seul, et a été le premier à faciliter les fuites par des gens comme moi ou Manning"*, en donnant les outils informatiques pour publier les fuites et en garantissant l'anonymat, juge-t-il.

Les critiques contre WikiLeaks, accusé d'avoir mis des gens en danger par ces révélations, il les balaie de la main. *"Ironiquement, les accusations ont été proférées par des gens qui sont souillés du sang des civils innocents en Irak, en Afghanistan, en Somalie, au Yémen et partout ailleurs"*, rétorque l'activiste.

Le procès de Bradley Manning doit débuter en juin et le jeune homme encourt la réclusion à perpétuité pour *"collusion avec l'ennemi"*.

Daniel Ellsberg espère voir les charges abandonnées. Pour les mêmes raisons pour lesquelles il a lui-même échappé à la justice: les fautes du gouvernement *"heurten la notion de justice"*.

Sous l'administration de Richard Nixon, il dit avoir été victime d'écoutes illégales, du cambriolage du bureau de son médecin et même de tentatives de le *"neutraliser complètement"*. Des actions qu'il compare au traitement subi par Manning en prison, où il a été isolé de longs mois et parfois privé de ses vêtements ou de sommeil.

Ellsberg a lui-même été sorti de la salle du tribunal lors d'une comparution de Bradley Manning, après avoir tenté de discuter avec lui lors d'une suspension d'audience.

Pour Daniel Ellsberg, le gouvernement américain est *"en guerre"*. *"Appelez-la la guerre contre la révélation de la vérité, surtout les vérités sur les crimes, les mensonges, la guerre et les imprudences du gouvernement"*. Face à cela il faut, selon lui, davantage de Bradley Manning.

Commentaire.

J'étais en train de formater cet article, quand je me suis demandé si Daniel Ellsberg et Bradley Manning n'avaient pas été manipulés à leur insu, quand on a en mémoire le Watergate et la purge qu'Obama a entreprise au sommet de l'Etat et du ministère de la Défense en particulier, ses attaques contre le Pentagone. Les révélations de WikiLeaks ont porté un sérieux coup aux républicains... On pourrait aussi s'étonner que Daniel Ellsberg coule des jours paisibles, alors que la CIA a liquidé des opposants, des indics ou des *"traîtres"* pour moins que cela, à croire qu'il leur avait rendu un fier service. A suivre.

## Un article de l'AFP du 26 mars 2013

### **Pays émergents: les Brics veulent créer une banque de développement. (27.03)**

Les dirigeants des pays émergents des Brics, réunis à Durban en Afrique du Sud, se sont mis d'accord mardi pour créer une banque de développement commune destinée à financer des infrastructures, qui devrait leur permettre de se passer de la Banque mondiale.

"C'est fait", a déclaré le ministre sud-africain des Finances Pravin Gordhan, quand l'AFP lui demandait si les cinq pays --Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud-- étaient parvenus à un accord sur la création de cette banque, lors des discussions ministérielles précédant leur cinquième sommet annuel.

Les détails devraient être annoncés mercredi par les chefs d'Etat et de gouvernement des cinq pays, selon M. Gordhan.

Mais il devrait ne s'agir que d'un accord de principe, le règlement des questions techniques étant remis à plus tard.

"Il y a encore beaucoup de détails à discuter (...) et il va y avoir un processus pour le reste de ces détails", a indiqué à l'AFP le ministre du Commerce et de l'Industrie sud-africain Rob Davies.

La nouvelle banque devrait, selon les conclusions de la commission de travail qui a précédé le sommet, être dotée d'un capital de départ de 50 milliards de dollars, soit 10 milliards par pays.

Quand bien même elle devrait avoir du mal à réunir une telle somme qui correspond à 2,5% de son produit intérieur brut (PIB), l'Afrique du Sud en a fait une priorité. Elle espère trouver ainsi un moyen de financer son ambitieux programme d'infrastructures et aussi les projets des pays voisins.

"Je pense que les montants disponibles pour financer le développement ne sont clairement pas suffisants pour satisfaire (...) les besoins en infrastructures sur le continent africain. Ainsi, un nouvel acteur sera le bienvenu, pour ajouter sa contribution et, espérons le, secouer quelques-unes des autres institutions grâce à une saine concurrence", a relevé le ministre du Commerce et de l'Industrie sud-africain Rob Davies.

Le pays hôte a d'ailleurs donné pour thème à la rencontre de Durban "Les Brics et l'Afrique: un partenariat pour le développement, l'intégration et l'industrialisation".

Derrière le discours politique unificateur, qui consiste à dire que les Brics doivent constituer une force économique et politique pour s'affranchir des puissances occidentales, se dissimulent cependant des appréhensions africaines.

L'implantation massive en Afrique de la Chine, le géant des Brics, pose question, certains estimant que la Chine n'est plus un pays émergent, et que ses relations économiques avec le continent s'apparentent désormais à une nouvelle forme de colonialisme.

La journée a justement démarré mardi pour le président sud-africain Jacob Zuma par la réception de son homologue chinois Xi Jinping dans le cadre d'une visite d'Etat à Pretoria.

"Nous voyons les succès de la Chine comme une source d'espoir et d'inspiration. L'émergence de la Chine porte des leçons pour nous, car nous essayons de suivre son exemple", a déclaré M. Zuma.

Et les deux pays de signer quelques contrats, notamment dans les domaines des hydrocarbures et du développement d'infrastructures de transport.

Un contre-poids à l'Occident

Les deux hommes se sont ensuite rendu à Durban où M. Zuma s'est entretenu en tête-à-tête avec le Russe Vladimir Poutine.

Soucieux de leur indépendance, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui rassemblent 43% de la population mondiale et produisent le quart du PIB de la planète, veulent se doter d'institutions et mécanismes communs leur permettant de contourner un système mondial actuellement dominé par l'Occident, du Fonds monétaire international (FMI) à la Banque mondiale (BM) en passant par les agences de notation.

La BM a "salué" mardi le lancement de cette nouvelle banque, rejetant implicitement toute idée de compétition entre les deux institutions.

*"Nous sommes prêts à travailler étroitement avec cette nouvelle banque pour mettre un terme à la pauvreté",* a précisé l'institution de Washington dans un communiqué.

Outre la création d'une banque de développement, les Brics pourraient aussi mettre en réserve une partie de leurs fabuleuses réserves de change --4.400 milliards de dollars, selon Pretoria, aux trois quarts détenus par Pékin-- pour s'entraider en cas de choc conjoncturel.

Ce pot commun, qui leur permettrait d'éviter un recours au FMI, devrait être doté d'une centaine de milliards de dollars, selon le gouverneur de la banque centrale du Brésil Alexandre Tombini.

Le Brésil et la Chine ont parallèlement signé un accord d'échange de 30 milliards de dollars entre leurs banques centrales destiné à stimuler leur commerce bilatéral.

Les cinq pays ont aussi dans leurs cartons une agence de notation, un mécanisme de réassurance, un conseil d'entrepreneurs, une classification maison des universités... On évoque également un câble sous marin permettant de transmettre des données à haut débit du Brésil à la Russie via l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine, un projet à 1,2 milliard de dollars.



## Un article de l'AFP du 26 mars 2013

### La crise sociale s'aggrave dans l'Union européenne. (27.03)

Conséquence de la crise et des politiques d'austérité, l'emploi a régressé et le chômage n'a cessé d'augmenter dans l'Union européenne, tandis que la situation financière des ménages est restée précaire, a constaté la Commission européenne dans un rapport publié mardi.

*"Les effets négatifs des restrictions budgétaires et des hausses d'impôts sur l'emploi et le niveau de vie sont de plus en plus visibles dans certains États membres", souligne le rapport.*

*"La crise sociale que traverse l'Europe continue de s'aggraver. Dans un certain nombre d'États membres, aucun signe d'amélioration tangible n'est en vue. Les personnes les plus pauvres ont très souvent été les plus sévèrement touchées", a reconnu le commissaire européen chargé des Affaires sociales, Laszlo Andor.*

Les chiffres du rapport sont accablants.

Le chômage a continué d'augmenter en janvier 2013. Il touche désormais 26,2 millions de personnes dans l'Union (19 millions dans la zone euro), soit 10,8% de la population active (11,9% de celle de la zone euro). L'écart en matière de chômage entre, d'une part, le sud et la périphérie et, d'autre part, le nord de la zone euro a atteint 10 points de pourcentage en 2012, un niveau sans précédent.

Non seulement le chômage des jeunes a atteint un nouveau sommet dans l'ensemble de l'Union (23,6 % des jeunes actifs étaient sans emploi en janvier 2013), mais sa durée tend à s'allonger.

Le PIB de l'Union a affiché un recul de 0,5% au quatrième trimestre 2012, le plus important depuis le début de l'année 2009. Le taux d'emploi total s'est contracté de 0,4% en 2012; rien qu'au quatrième trimestre, il a diminué de 0,2% par rapport au trimestre précédent.

Les dépenses de protection sociale baissent plus rapidement que lors des crises économiques précédentes, note encore le rapport, qui constate que la proportion des ménages de l'Union faisant état d'une situation de détresse financière reste largement supérieure à ce qui a pu être observé au cours de la précédente décennie. Près d'un ménage à bas revenus sur quatre connaît une telle situation.

Commentaire.

On appréciera leur cynisme, quand les peuples déferleront et se vengeront de tout ce qu'ils leur ont fait subir, ils ne pourront pas plaider qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient et leurs conséquences dramatiques pour des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles en Europe.

Comment faire pour continuer à satisfaire les besoins grandissants des privilégiés dont la masse augmente aussi, mêmes si elle ne représente qu'une infime partie de la population, qui concentre à elle seule l'essentiel des richesses produites, et satisfaire les besoins grandissants également d'une population européenne et mondiale en augmentation.

Telle est à la fois le fondement du capitalisme et la contradiction qu'il doit affronter et qui conduit à son effondrement, justifie de leur point de vue les politiques d'austérité qu'ils mettent en oeuvre, et aussi les guerres...

## Un article de RTBF et lejournaldusiecle.com du 27 mars 2013

### **L'utilisation massive de pesticides met l'humanité en danger selon le cancérologue D. Belpomme . (27.03)**

Cancérologue français Dominique Belpomme, l'utilisation massive de pesticides dans l'agriculture met l'espèce humaine en danger.

Cancer, diabète, obésité, leucémie ou autisme chez l'enfant: pour résoudre ces problèmes de santé publique, il n'y a qu'une réponse possible selon lui, c'est de réduire l'utilisation des produits chimiques, et notamment les pesticides.

Pour Dominique Belpomme, professeur en cancérologie à l'université de Paris, trois quarts des cancers sont évitables puisqu'ils sont dus à la dégradation physique, chimique et biologique de notre environnement, « *à condition que nous ayons une politique environnementale à la hauteur des enjeux de santé publique. Autrement dit, que nous réduisions à leur source les polluants chimiques que nous dispensons dans l'environnement* ».

Il indique au micro de Bertrand Henne que la communauté scientifique est d'accord pour constater le « *lien causal entre l'utilisation à outrance des pesticides telle que nous le faisons aujourd'hui en Europe et l'apparition des fléaux de santé publique tels que cancer, diabète, obésité, leucémie chez l'enfant ou autisme chez l'enfant. La seule réponse possible à ce problème majeur de santé publique est de réduire l'utilisation des produits chimiques mis sur le marché, et notamment les pesticides utilisés dans l'agriculture* ».

Le professeur Belpomme insiste pour dire que « *ce n'est pas la dose qui fait le poison, mais la répétition des doses* » même infimes. Et qu'il y a des « *effets cocktails : plusieurs substances peuvent s'associer pour créer des effets qui n'existent pas lorsqu'on étudie ces substances isolément* ».

Cercle vicieux

« Mais aujourd'hui, on n'est pas suivi au niveau politique » regrette-t-il : le règlement européen de 2009 concernant l'utilisation des pesticides est « *scandaleux* » selon de nombreux scientifiques puisqu'il dit qu'il faut une utilisation durable des pesticides.

Si le cancérologue affirme qu'il « *y a aujourd'hui des alternatives à l'utilisation massive de pesticides* », il admet que « *la transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement ne pourra se faire que progressivement. Nous sommes dans un cercle vicieux dans lequel, pour des raisons purement économiques, nous utilisons des pesticides à outrance. Il y a 50 ans on n'utilisait pas de pesticides, on avait une agriculture moins rentable mais plus respectueuse de la santé* ».

« *Le véritable moyen pour arriver à guérir l'ensemble des cancers c'est d'ajouter à la prévention secondaire, c'est-à-dire le dépistage, la prévention primaire qui consiste à réduire à leur source les polluants environnementaux, dont font partie les pesticides* » poursuit le professeur Belpomme.

« *Si nous continuons à polluer l'environnement comme nous le faisons, l'espèce humaine se met en danger. Réchauffement climatique, problèmes de santé, destruction de la nature : nous sommes en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Par la dégradation de la planète, nous risquons tout simplement de faire en sorte que l'humanité disparaisse* ».

## Un article lejournaldusiecle.com du 27 mars 2013

### « L' Allemagne contre l'Europe », l'article censuré d'El País. (28.03)

« *Merkel, comme Hitler, a déclaré la guerre au reste de l'Europe, cette fois pour s'assurer un espace vital économique* »...

Pour cette phrase, la tribune « *L'Allemagne contre l'Europe* » de l'économiste Juan Torres López, professeur à l'Université de Séville et membre du Conseil scientifique d'Attac Espagne, a été éjectée dimanche du site Internet de l'influent quotidien espagnol El País.

L'article « *contenait des affirmations que ce journal considère inappropriées* » explique El País dans un bref communiqué qui remplace la tribune en question.

Le site LatinReporters en a traduit ci-dessous le texte intégral, récupéré sur le blog Cumbre Social par Manuela Martínez, secrétaire générale de la section de Grenade de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste).

#### L' ALLEMAGNE CONTRE L'EUROPE

par Juan Torres López, économiste, professeur à l'Université de Séville

Il est très significatif qu'on parle habituellement de « *punition* » pour désigner les mesures que Mme Merkel et ses ministres imposent aux pays les plus touchés par la crise.

Ils disent à leurs compatriotes qu'ils doivent punir notre irresponsabilité afin que les Allemands ne payent pas notre gaspillage et nos dettes. Mais le raisonnement est faux, car les irresponsables n'ont pas été les peuples que Merkel s'obstine à châtier, mais les banques allemandes qu'elle protège et celles d'autres pays auxquelles elles octroyèrent des prêts, avec une irresponsabilité cette fois réelle, pour obtenir des profits multimillionnaires.

Les grands groupes économiques européens ont réussi à établir un modèle d'union monétaire très imparfait et asymétrique qui a aussitôt reproduit et élargi les inégalités initiales entre les économies impliquées. En outre, grâce à leur capacité d'investissement énorme et la puissance de leurs gouvernements, les grandes compagnies du Nord ont pu s'approprier de nombreuses entreprises et même des secteurs entiers des pays de la périphérie, comme l'Espagne. Cela a causé d'importants déficits commerciaux dans ces pays et des excédents, en Allemagne surtout, ainsi que dans d'autres pays dans une moindre mesure.

Parallèlement, les politiques successives des gouvernements allemands ont concentré davantage encore les revenus au sommet de la pyramide sociale, ce qui augmenta son niveau d'épargne déjà élevé. De 1998 à 2008, la richesse du 10% le plus riche d'Allemagne passa de 45% à 53% du total, celle du 40% suivant de 46% à 40% et celle du 50% le plus pauvre de 4% à 1%.

Ces circonstances mirent à la disposition des banques allemandes des sommes énormes. Mais au lieu de les consacrer à l'amélioration du marché intérieur allemand et de la situation de ceux disposant des revenus les plus bas, elles s'en servirent (à raison de quelque 704 milliards d'euros jusqu'en 2009, selon la Banque des règlements internationaux) pour financer la dette des banques irlandaises, la bulle immobilière espagnole, l'endettement des entreprises grecques ou pour spéculer, ce qui fit bondir la dette privée dans la périphérie européenne et les actifs toxiques des banques allemandes (900 milliards d'euros en 2009).

L'éclatement de la crise perturba gravement les banques allemandes, mais elles obtinrent que leur insolvabilité, plutôt que d'apparaître comme le résultat de leur grande imprudence et irresponsabilité (à laquelle Merkel ne fait jamais référence), soit présentée comme la conséquence du gaspillage et de la dette publique des pays abritant les banques auxquelles elles avaient octroyé des prêts. Les Allemands retirèrent rapidement leur argent de ces pays, mais la dette demeura dans les bilans des banques débitrices.

Merkel s'érigea en défenseur des banquiers allemands et, pour les aider, elle lança deux stratégies. L'une est celle des sauvetages, vendus comme destinés à sauver les pays, mais qui consistent en fait à octroyer

aux gouvernements des prêts que payent les peuples pour les transférer à des banques, dont une prompte récupération permettrait ensuite de rembourser les Allemands. L'autre stratégie est d'empêcher que la Banque centrale européenne stoppe d'emblée les attaques spéculatives contre la dette de la périphérie, la hausse des primes de risque des autres pays permettant alors à l'Allemagne de se financer à moindre coût.

Merkel, comme Hitler, a déclaré la guerre au reste de l'Europe, cette fois pour s'assurer un espace vital économique. Elle nous punit pour protéger ses grandes entreprises et ses banques et aussi pour faire oublier à son électorat le modèle honteux qui a fait que le niveau de pauvreté de son pays est le plus élevé des 20 dernières années, que 25% de ses salariés gagnent moins de 9,15 euros/heure ou qu'à la moitié de sa population ne correspond, comme je l'ai dit, qu'un misérable 1% de toute la richesse nationale.

La tragédie, c'est l'énorme collusion entre les intérêts financiers paneuropéens qui dominent nos gouvernements et que ceux-ci, au lieu de nous défendre avec patriotisme et dignité, nous trahissent en agissant comme de simples comparses de Merkel.

Commentaire.

L'auteur a raison à la fin de son article de mettre en relief la complicité de tous les gouvernements avec l'oligarchie financière, il a raison de mettre en lumière que l'Allemagne est le fer de lance du combat de la finance contre tous les peuples de l'UE puisque que l'Allemagne en est le pays le plus puissant, on pourrait ajouter historiquement et financièrement lié à Londres et Washington depuis un ou des siècles.

Par contre, on ne peut pas le suivre quand il enjoint aux gouvernements des différents pays de l'UE de penser avant tout aux intérêts de leur propre pays par "*patriotisme*" derrière lequel il faudrait se ranger ensuite, ce qui est une position sociale-patriote totalement inacceptable pour nous. Ce genre de discours est très dangereux, car il alimente et justifie le nationalisme, l'hyper nationalisme, au-delà, le national-socialisme.

Notre ennemi n'est pas l'Allemagne, il est dans notre propre pays, c'est notre propre bourgeoisie, notre propre oligarchie, nos propres capitalistes, le CAC 40, la Bourse, les banquiers et leurs institutions politiques, la Ve République, ce sont eux qu'il faut combattre, abattre.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point le mot d'ordre et la ligne politique axée sur la troïka sont opportunistes, inopérants et même rejoignent le danger évoqué plus haut. Désigner Washington, Bruxelles, Franckfort ou Berlin comme responsable de la situation économique et sociale, c'est détourner les travailleurs et les militants de leur véritable ennemi, la classe des capitalistes et leurs représentants politiques qui officient dans leur propre pays.

Il faut bien comprendre que dans la tête de la majorité des travailleurs qui ont une faible conscience politique, l'Allemagne désignera tous les Allemands sans distinction de classe. Ce qui est en train de se mettre en place c'est une propagande nauséabonde qui rappelle celle de 1914 ou 1939 parallèlement à une situation économique, sociale et politique qui n'est pas non plus sans rappeler ces époques, à des degrés différents selon les pays, c'est plus particulièrement vrai en Grèce.

D'où la nécessité d'expliquer la situation aux travailleurs et d'être le plus clair et le plus précis dans le choix des mots qu'on emploie dans notre discours.

Un article [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr) du 29 mars 2013

### **Etats-Unis : les guerres en Irak et en Afghanistan coûteront plus que prévu. (30.03)**

**Le budget américain en état de guerre. Selon une étude publiée jeudi 28 mars, les guerres en Irak et en Afghanistan vont coûter aux Etats-Unis de 4 000 à 6 000 milliards de dollars sur le long terme, et ainsi grever le budget du gouvernement pour les décennies à venir.**

Selon une spécialiste de l'université Harvard, Linda Bilmes, les Etats-Unis vont devoir s'occuper d'anciens combattants de plus en plus nombreux, environ 2,5 millions, coût qui s'ajoutera au remboursement des emprunts effectués pour faire face à celui des guerres elles-mêmes.

*"Une des conséquences de ces choix budgétaires faits durant les guerres en Irak et en Afghanistan, c'est que les Etats-Unis vont à l'avenir devoir limiter leurs dépenses de personnel, de diplomatie, de recherche et développement, et ils devront revoir certaines initiatives militaires", explique le rapport. "En bref, l'héritage des guerres en Irak et en Afghanistan va perdurer durant des décennies", ajoute l'étude.*

#### **LA RETRAITE DES SOLDATS**

Mme Bilmes, qui a travaillé par le passé pour le gouvernement de Bill Clinton, a constaté que les Etats-Unis avaient déjà dépensé 2 000 milliards de dollars pour les deux guerres lancées par George W. Bush.

Mais selon la spécialiste de Harvard, les coûts les plus importants seront le fait des pensions d'invalidité et les soins médicaux dispensés aux soldats blessés : ainsi, plus de la moitié des 1,56 million de soldats ayant pris leur retraite vont bénéficier de pensions à vie. Un chiffre sans précédent, selon Mme Bilmes.

Ces coûts augmenteront au fil du temps, précise-t-elle, soulignant par exemple que l'année la plus coûteuse pour les dépenses d'invalidité consécutives à la Première guerre mondiale a été l'année 1969, quand les anciens combattants ont vieilli et ont eu besoin de davantage de soins médicaux.

#### **DES PENSIONS PLUS GÉNÉREUSES**

*"Les dépenses futures seront encore plus importantes concernant les deux récents conflits, caractérisés par un taux de survie bien plus important, des pensions plus généreuses et de nouveaux traitements médicaux plus chers", ajoute encore Linda Bilmes.*

Les récents sondages d'opinion montrent que les Américains sont de plus en plus fatigués de la guerre en Afghanistan et critiquent la décision de George W. Bush d'envahir l'Irak il y a dix ans.

Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense sous Bush, avait affirmé avant l'invasion que la guerre coûterait environ 50 milliards de dollars.

10 ans après l'intervention en Irak.

## Un article de l'AFP du 29 mars 2013

### Représentativité: les cinq mêmes syndicats repris pour quatre ans. (30.03)

Le couperet est tombé vendredi : les cinq grandes confédérations syndicales, CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, ont obtenu leur certificat de représentativité pour rester à la table des négociations au cours des quatre prochaines années et le camp des réformistes se trouve conforté. Ces cinq syndicats ont franchi le seuil de 8% des voix aux élections professionnelles dans les entreprises du secteur privé, critère fixé par la loi de 2008 qui les rend tributaire de leur audience, mesurée tous les 4 ans.

La CGT reste premier syndicat français avec 26,77% des voix, talonnée par la CFDT (26%). FO obtient 15,94%, la CFE-CGC 9,43% et la CFTC 9,30%, a indiqué le ministère du Travail.

Ces cinq syndicats étaient déjà autour de la table en vertu d'un décret de 1966, lui-même issu d'un arrêté de 1945. Le camp des réformistes ne perd pas la CFTC, sur laquelle pesait une incertitude.

*"Désormais, les acteurs ont une légitimité fondée non sur la base d'un arrêté ministériel, mais sur la base d'une élection",* ce qui *"donne davantage de place et de force à la négociation collective"*, a relevé Jean-Denis Combexelle, directeur du travail, à l'issue de la présentation des résultats.

Les règles également changent: le poids relatif de chaque syndicat lors des négociations est désormais fonction de son suffrage, calculé après élimination des non représentatifs. Pour être valide, tout accord avec le patronat doit être signé par un ou plusieurs syndicats totalisant 30% des voix, sans être rejeté par 50%.

La CGT pèse le plus lourd (30,62%, unique syndicat en mesure de valider éventuellement seul un accord), la CFDT (29,74%), FO (18,23%), la CFE-CGC (10,78%) et la CFTC (10,63%).

Le gouvernement est soulagé : l'accord du 11 janvier sur la sécurisation de l'emploi, signé par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, reste majoritaire au regard des nouvelles règles (les deux opposants, FO, CGT, pesant 48,8%).

Les cinq confédérations se disent toutes satisfaites.

La CGT se réjouit de voir *"confortée"* sa position de premier syndicat - elle est également en tête dans la fonction publique - mais elle perd des plumes: aux élections prud'homales de 2008, elle avait obtenu 33,9%. La centrale est pénalisée par sa présence moins forte que la CFDT dans les entreprises du privé.

La CFDT se targue d'être *"dans un mouchoir"* avec la CGT. La centrale réformiste estime que *"cette journée consacre la démocratie sociale"* en conférant *"une plus grande légitimité"* au club des cinq.

*"Les forces se réclamant clairement d'une pratique syndicale réformatrice sont majoritaires. Cela peut constituer un espoir pour les salariés français et pour le dialogue social"*, relève l'Unsa, proche de la CFDT, mais qui avec 4,26%, n'a pas été qualifiée.

En ce jour saint, l'annonce est particulièrement réconfortante pour les dirigeants de la CFTC, *"irremplaçable et toujours représentative"*, proclame le syndicat chrétien attaché à sa spécificité.

Force ouvrière se dit *"satisfaite"* de consolider sa troisième place. *"Nous n'avons jamais été inquiets"*, affirme sa représentante Marie-Alice Medeuf-Andrieu.

La CFE-CGC, représentant les cadres, totalise dans son propre collège 18,14%, et au niveau national elle *"devient la quatrième organisation par ordre d'importance"*. Elle *"compte dans le paysage syndical"*, assure-t-elle.

Comme l'UNSA, Solidaires est recalée avec 3,47%, et a réagi en déclarant qu'elle continuerait de *"mettre en oeuvre un syndicalisme de contre-pouvoir"*.

La participation des salariés aux scrutins (dans les entreprises de plus de 11 salariés, les TPE et les chambres d'agriculture) est évaluée par le ministère à 42,78% : 5,4 millions ont pris part au vote (5 millions de suffrage exprimés) sur un total de 12,7 millions de salariés inscrits. La participation est supérieure au scrutin prud'homal de 2008 (4,6 millions).

Environ 4 millions n'ont pas eu la possibilité de voter travaillant dans des entreprises où les syndicats sont absents, explique le ministère.

La participation a été très faible dans les TPE (10,38%, 4,6 millions de salariés concernés) et chez les salariés agricoles (16,1%, 300.000). Dans les grandes entreprises, elle a été de l'ordre de 66%, selon la CGT.

Après vérification d'autres critères - indépendance, transparence financière, implantation territoriale - le ministre du Travail prendra des arrêtés (attendus mi-mai et mi-juin) marquant l'entrée en vigueur des nouvelles règles. C'est après la publication des arrêtés que les syndicats qui ont éventuellement des griefs pourront saisir la justice.



## Un article de l'AFP du 31 mars 2013

### Le Japon au coeur du grand jeu du libre-échange. (01.04)

Une part importante du futur commerce mondial se noue autour du Japon qui vient d'ouvrir trois vastes négociations de libre-échange: avec les Etats-Unis dans le cadre du Partenariat transpacifique (TPP), l'Union européenne d'autre part et enfin la Chine et la Corée du Sud, préviennent des analystes.

*"Le Japon est à la traîne des autres grandes puissances économiques en terme d'accord de libre-échange. Il y a dans l'archipel le sentiment que c'est maintenant ou jamais",* explique Ivan Tselichtchev, économiste à l'Université de gestion de Niigata.

Après des années de tergiversations et d'occasions manquées, Tokyo a décidé de franchir trois Rubicon quasi simultanément, sous l'impulsion de son nouveau Premier ministre, le conservateur Shinzo Abe.

*"C'est la première fois depuis les années Koizumi (2001-2006) que le pays est dirigé par un homme volontariste. Pour marquer son autorité, Abe doit faire du Japon un acteur important de la construction de ces zones de libre-échange qui vont dessiner l'économie mondiale des années 2020 et au-delà",* ajoute M. Tselichtchev.

Le 15 mars, M. Abe a annoncé son intention de participer aux négociations du partenariat trans-Pacifique (TPP), qui ont pour but de créer la plus vaste zone mondiale de libre-échange entre onze pays riverains du vaste océan, douze en comptant le Japon, dont les Etats-Unis, ses voisins nord-américains, et des Etats d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-Est.

*"Il n'y a que le Japon, tourné vers lui-même, qui n'est pas entré dans une économie ouverte comme les pays émergents d'Asie ou l'Amérique",* a justifié M. Abe.

Souhaitée ardemment par Washington, la venue de Tokyo donne une ampleur toute autre à ce projet, qui pèse désormais 40% du produit intérieur brut (PIB) mondial. Aussi les autres puissances en pourparler avec le Japon ont-elles accéléré le mouvement.

*"L'Union européenne, la Chine et la Corée du Sud ont dû sentir la pression"* et ont ouvert des discussions formelles avec le Japon, souligne Ikuo Kuroiwa, de l'Institut des économies en développement, évoquant un *"effet domino"*.

Dès le 25 mars, les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ont décidé avec M. Abe de lancer une négociation de libre-échange UE-Japon, évoquée depuis des années entre ces deux puissances économiques représentant un tiers du PIB mondial.

Le lendemain, c'est la Chine et la Corée du Sud qui ouvraient une discussion tripartite avec le Japon en vue de sceller un accord commercial (20% du PIB mondial en cumulé).

Le coup d'envoi d'un quatrième processus pourrait être donné en mai entre le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les dix membres de l'Association des nations du sud-est asiatique (Asean).

Entre Bruxelles et Tokyo, les motivations sont économiques: l'UE voudrait disposer d'un meilleur accès au marché nippon aujourd'hui entravé de barrières non-tarifaires, tandis que le Japon souhaiterait réduire les taxes sur ses voitures et son électronique, afin que ses entreprises concourent à égalité sur le marché européen avec leurs rivales sud-coréennes.

Mais du côté de Pékin et de son nouveau dirigeant Xi Jinping, il s'agit aussi de devancer la nouvelle ambition asiatique de Washington sous l'égide du président Barack Obama, pour des raisons sécuritaires, mais pas seulement. Il s'agit aussi d'éviter que les avancées du TPP en termes de commerce et d'investissement ne façonnent les règles internationales sur les décombres de l'échec du cycle de négociations multilatérales de Doha (OMC).



*"La Chine veut bâtir son propre cadre commercial avant que les Etats-Unis ne soient davantage présents en Asie"*, résume Shujiro Urata, professeur d'économie à l'Université de Waseda.

Reste que si la volonté politique est là de tous côtés, des obstacles et des craintes demeurent, comme dans le secteur américain de l'automobile qui redoute une déferlante de voitures nippones.

Au Japon, l'opposition vient des agriculteurs. *"Dans ses négociations d'antan avec des pays en développement, le Japon signait des accords qui préservaient son agriculture en échange d'assistance technologique. Mais avec l'UE ou les Etats-Unis, cette stratégie ne marchera pas"*, prévient M. Urata.

Sur le front Tokyo-Pékin-Séoul, la Chine, justement désireuse d'exporter ses produits agricoles, voudra protéger son secteur manufacturier, vulnérable à la compétitivité de l'automobile et de l'électronique nippones et sud-coréennes, d'après M. Kuroiwa.

Les plus optimistes parient néanmoins sur l'effet d'entraînement que ces diverses négociations exerceront les unes sur les autres. Pékin ne pourra par exemple pas tolérer d'importantes avancées du TPP sans réagir, et vice-versa pour Washington.

**Un article lemonde.fr du 1er avril 2013**

### **Combien de locataires sont expulsés chaque année en France ? (02.04)**

Après une prolongation de quinze jours en raison de la *"situation exceptionnelle liée aux conditions climatiques"*, la trêve des expulsions locatives qui avait débuté le 1er novembre 2012 s'est achevée lundi 1er avril, à 6 heures du matin. Le Collectif des associations unies, qui réunit des associations venant en aide aux plus démunis telles que Fondation Abbé Pierre, Secours catholique, Droit au logement, Médecins du monde, etc., a réagi en réclamant *"un moratoire sur toutes les expulsions locatives en 2013"* pour les locataires de bonne foi en situation de précarité.

Dès le 29 mars, les sénateurs du groupe Communiste républicain et citoyen (CRC) avaient réclamé de *"faire cesser ces pratiques d'un autre âge en décrétant, comme le demandent les associations, un moratoire pour l'année 2013 sur les expulsions locatives"*, et ce *"sans attendre les projets de loi qui doivent être soumis cette année"*. Une allusion à la garantie universelle des loyers défendue par le gouvernement. Dimanche 31 mars, Cécile Duflot, la ministre du logement, a affirmé que ce nouveau dispositif devait permettre *"de sécuriser les propriétaires, d'éviter les expulsions, en les prévenant très longtemps en amont avant que les impayés se soient accumulés, mais aussi de faciliter l'accès au logement"*.

Combien de personnes sont concernées chaque année par ces procédures inlassablement dénoncées par les associations d'aide aux mal logés ? Les chiffres publiés le 1er février 2013 par la Fondation Abbé Pierre dans son rapport annuel sur l'état du mal-logement font état de *"nouveaux records en matière d'expulsions"*.

En 2011 (derniers chiffres connus), 145 828 ménages ont été assignés en justice pour impayés de loyer ou défaut d'assurance. Parmi ces assignations, 113 669 décisions de justice prononçant l'expulsion ont été rendues. Un chiffre en constante hausse : 81 080 décisions de justice avaient été rendues dix ans plus tôt pour le même motif.

Ces chiffres ne signifient pas pour autant que 113 669 ménages ont été expulsés de leur domicile en 2011. Cette année-là, entre le 15 mars et le 1er novembre, 12 759 ménages ont été expulsés avec le concours de la force publique.

Un nombre près de deux fois plus important qu'en 2001 (6 337 expulsions). La Fondation parle même d'un *"traitement répressif sans précédent"* dans la mesure où les procédures d'expulsion sont mises en œuvre *"de manière plus systématique"*.

Il existe donc une forte différence entre le nombre de décisions de justice prononçant une expulsion (113 669) et le nombre des interventions effectives de la police et la gendarmerie (12 759). Certains ménages sont parvenus à rétablir leur situation et d'autres ont décidé de quitter leur domicile avant l'intervention des forces de l'ordre. *"Le nombre de ménages expulsés est donc en réalité bien plus important que le simple chiffre des interventions effectives de la force publique"*, souligne la Fondation.

*"Si on considère tous ceux qui partent avant l'intervention policière, on est plus près de 40 000 à 50 000 expulsions chaque année"*, observait Sylvie Guichard, directrice des missions sociales de la Fondation Abbé-Pierre, dans un entretien au Monde.fr en octobre 2011. *"L'expulsion, c'est d'abord une décision de justice."*

Le gouvernement avait annoncé à l'automne l'arrêt des expulsions des ménages reconnus prioritaires Dalo (Droit au logement opposable), mais *"actuellement, le traitement d'une demande Dalo en Ile-de-France est devenu si lent, que l'expulsion arrive plus vite que l'octroi du fameux label"*, constate le collectif francilien des Mal-logés en Colère, interrogé par l'AFP.

Le *"Collectif des associations unies"* (dont la Fondation Abbé Pierre, le Secours catholique et Médecins du monde) a réclamé *"un moratoire sur toutes les expulsions locatives en 2013"*, pour les locataires de bonne foi en situation de précarité.

Une trêve instaurée en décembre 1956

La trêve a été instaurée par une loi du 3 décembre 1956 sur une proposition de loi SFIO-PCF. Elle durait alors du 1er décembre au 15 mars et a été prolongée d'un mois (1er novembre au 15 mars) en 1990.

Un article publié par wikistrike.com du 2 avril 2013

### **Spéculation : l'Espagne a déjà remboursé trois fois sa dette ! (05.04)**

**En dix ans, l'Espagne a remboursé 1 020 milliards d'euros de dette, taux d'intérêt compris. Soit trois fois le montant de ce que l'État avait emprunté en 2000. Un énorme transfert des richesses ponctionnées sur la population et les services publics au bénéfice de riches créanciers. Comme en Grèce ou au Portugal...**

La dette de l'État espagnol est le point de mire de toute l'Europe, du fait que les marchés financiers (banques d'investissement, fonds vautours et assurances) continuent à spéculer sur cette dette avec un seul objectif : amasser de juteux bénéfices. Et cela provoque l'appauvrissement de la population dans son ensemble, car toute cette spéculation conduit à une augmentation progressive des intérêts à payer, réduisant à leur tour d'autres dépenses de l'État : éducation, prestations de retraite, vieillesse et chômage, justice, santé ou services sociaux. Toutes ces mesures d'austérité, équivalentes aux plans d'ajustement structurel menés au sud de la planète à partir des années 1980, ne font qu'augmenter les inégalités sociales, à travers l'appauvrissement chaque fois plus important des personnes, spécialement des plus vulnérables (femmes, minorités ethniques, jeunes, immigrés, personnes au chômage et à la retraite).

Cependant, et contrairement au discours dominant, ce ne sont pas les dépenses publiques qui ont augmenté la dette de l'État espagnol, mais, bien au contraire, les mesures qui ont provoqué des déficits obligeant à un endettement croissant, et dont le bénéfice pour l'ensemble de la population est plus que douteux. Par exemple, la baisse des impôts sur les successions et donations, sur la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, et la suppression de l'impôt sur le patrimoine ont bénéficié aux plus riches, dont le patrimoine, en réponse à leur cupidité, a par ailleurs été protégé par la fraude fiscale, la baisse des impôts sur les sociétés et les Sicav.

#### **Effet boule de neige**

Par conséquent, la logique opérante consiste à faire payer à l'ensemble de la population des avantages économiques obtenus par un petit nombre de personnes qui s'enrichissent grâce à la dette. Mais il n'est pas facile de connaître la proportion exacte du budget dédiée au remboursement. Cela est dû à une volonté politique délibérée de dissimuler ces questions à la population, rendue possible par le caractère particulier de l'endettement des États, très différent de la compréhension générale qu'on peut avoir des prêts aux particuliers ou aux entreprises. Pour ces prêts, l'argent prêté (appelé capital), tout comme les intérêts, se rembourse au fur et à mesure du délai accordé. Dans le cas d'un État, seuls les intérêts des prêts (appelés lettres, bons ou obligations d'État, selon qu'ils soient à court, moyen ou long terme) sont remboursés régulièrement jusqu'à échéance, alors que le capital doit être remboursé dans son intégralité quand le prêt se termine (arrive à échéance).

Pour cette raison, le fonctionnement habituel des États est de s'endetter à nouveau pour payer les échéances d'anciennes dettes, ce qui leur permet de dissimuler ces dépenses, du fait qu'elles s'équilibrent au niveau budgétaire : les dépenses pour paiement des échéances équivalent aux revenus pour émission de nouvelle dette. Cependant, en augmentant la dette par un déficit résultant d'une mauvaise gestion budgétaire, on augmente chaque fois plus le paiement, qui à son tour nécessite chaque fois davantage d'émissions. De plus, cette nouvelle dette peut être émise sous des conditions différentes, par exemple avec des taux d'intérêt plus élevés (ce qui s'est passé dernièrement), ce qui débouche sur le classique effet boule de neige (augmentation de la dette par l'effet conjugué de forts taux d'intérêt et de nouveaux prêts pour payer les anciens).

#### **Nécessité d'un audit de la dette**

L'étude minutieuse des budgets généraux de l'État (accessibles sur le site du ministère espagnol de l'Économie et des Finances) permet de vérifier la quantité d'argent dépensée par l'État espagnol au titre du remboursement du capital durant ces dernières années. Par exemple, le remboursement du capital pour l'année 2010 est comparable au budget total de l'État pour cette année. Si nous additionnons intérêts et capital remboursé dernièrement, nous voyons qu'entre 2000 et 2010 l'État espagnol a remboursé plus de 3 fois ce qu'il devait en 2000, et continue à en devoir près du double. Ce tableau permet aussi de voir comment les intérêts et le capital remboursés, tout comme la dette totale, ont poursuivi leur hausse depuis

2000 ; et avec l'actuelle spéculation sur la dette de l'État espagnol, cette tendance n'est pas près de s'inverser.

En conclusion, il paraît totalement injuste d'économiser sur les services publics comme l'éducation et la santé pour rembourser une dette dans le but d'alléger un déficit qui a bénéficié aux plus riches. Sous la pression populaire si nécessaire, l'État doit ouvrir tous les comptes publics de la dette pour que la population, en s'appuyant sur le droit national et international, puisse décider si elle doit rembourser ce qui a déjà été payé plusieurs fois, et annuler une dette frappée d'illégitimité. Ainsi, cet audit de la dette espagnole permettrait d'inverser le transfert de richesses opéré par le service de la dette non pas au bénéfice des riches créanciers, mais bien à destination du bien-être de la population dans son ensemble.

Yves Julien, Jérôme Duval (Patatas Arriba, coordination Attac – CADTM) – Valencia

Commentaire.

On croit rêver une fois de plus, les pays africains ont remboursé en intérêts plusieurs fois le capital qui leur avait été prêté généreusement par le FMI ou des puissances occidentales, alors que leurs dettes ne cessaient d'augmenter, qui ne le sait pas ? Ce qu'ils dénoncent aussi concerne la plupart des pays, dont la France.

" *Sous la pression populaire si nécessaire, l'État doit ouvrir tous les comptes publics de la dette*", ben voyons, allez le demander poliment à son altesse royale, elle va vous ouvrir tout grand les livres de compte de l'Etat, si, si, n'oubliez surtout pas la gèneflexion à votre arrivée et à votre départ, cela ferait mauvais genre !

Voyez-vous, vous vivez dans une bulle, vous vous adressez à des gens qui savent déjà ce que vous racontez là, donc vous perdez votre temps à vouloir convaincre des gens qui sont déjà convaincus. C'est aux masses ignorantes qu'il faut aller expliquer tout cela, très simplement. Mais cela ne suffit pas, il faut leur proposer une issue politique qui permettra de mettre un terme à cette situation, sinon elles vous prendront pour de beaux parleurs sans en tirer la moindre leçon pratique. Comment un tel régime peut-il tenir un jour supplémentaire, sinon parce que la majorité des masses demeurent ignorantes, n'y comprennent rien, non ?

## Un article La-Croix.com du 4 avril 2013

### Délinquance financière: une note très critique sur les services de police. (05.04)

C'est un document d'une sévérité inédite rédigé par un collectif d'officiers de la DCRI, ce « *FBI à la française* » issu, en 2008, de la fusion entre la Direction de la surveillance du territoire (DST) et les Renseignements généraux (RG) voulue par Nicolas Sarkozy. Rédigé sur 14 pages en style parfois télégraphique, ce véritable audit du service de renseignement, mais aussi de nombreuses autres directions de la police compétentes en matière de délinquance financière, a été remis le 16 février dernier aux parlementaires du groupe de travail sur les exilés fiscaux dirigé par le député socialiste Yann Galut.

#### Banque suisse UBS

Cette note très précise, que La Croix a pu consulter, encourage les élus à interroger, si possible dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire, les anciens et actuels patrons ou responsables de la DCRI (dont Bernard Squarcini, Gilles Gray, Éric Bellemain-Comte...), notamment celles et ceux qui étaient et sont encore chargés du renseignement économique et financier, ainsi que ses chefs du « *département sécurité* » ou du « *groupe action* » de la sous-direction chargée du renseignement économique.

Car les auteurs de la note se livrent à un véritable réquisitoire, révélant d'une part la surveillance étroite opérée par le renseignement intérieur sur l'organisation de la fraude fiscale internationale, notamment celle qui fut organisée en France par la banque suisse UBS, et dénonçant d'autre part la non-transmission à la justice des informations considérables recueillies lors de cette surveillance.

« *Pourquoi, après avoir découvert cette infraction pénale (NDLR : celle commise par UBS), la sous-direction K (renseignement économique et financier) de la DCRI ne l'a-t-elle pas dénoncée au procureur de la République (...) ? Pourquoi la sous-direction K a-t-elle axé son travail de surveillance sur les cadres de l'UBS qui dénonçaient le système de fraude plutôt que sur ceux (qui étaient) à l'origine du système ?* », peut-on lire dans ce document confidentiel.

#### Service interministériel d'intelligence économique

Plus grave encore, les rédacteurs de la note pointent du doigt « *les services extérieurs à la DCRI qui ont travaillé sur le dossier Tracfin (1)* » concernant l'organisation de l'évasion fiscale massive de la France vers la Suisse, notamment le service interministériel d'intelligence économique. Selon l'un de ces officiers, « *la presque totalité des cadres de la DCRI et de ces autres services de police ou de renseignement, toujours en responsabilité, sont ceux qui ont servi avec zèle le président de la République précédent* ».

Résultat, selon eux, « *le faible nombre de dénonciations qui émanent des services de renseignement spécialisés dans le domaine économique et financier, notamment ceux de la DCRI, nous incite à réfléchir sur la mission de ces services dont l'inefficacité pénale est injustifiable* ». Dès lors, le verdict de ces professionnels est radical : « *Ces services se nourrissent des délits qu'ils ne souhaitent pas voir apparaître ou révéler à l'autorité judiciaire pour ne pas amoindrir leur influence, quand le besoin s'en fait sentir.* »

#### Une entrave majeure à la justice

Enfin, la note des officiers du renseignement intérieur remise aux élus affirme que le fonctionnement actuel de leur service représente une entrave majeure à la justice. « *Il conviendrait de ne plus abusivement protéger le recueil de renseignements économiques et financiers par le "secret défense", car ce type de renseignements ne menace pas la défense ou la sécurité nationale* », écrivent-ils.

Avant de conclure : « *Généraliser la classification des activités et des informations recueillies par la DCRI empêche la justice d'avoir à connaître des informations dont elle a rapidement besoin pour ses enquêtes.* »

#### Complément de l'AFP

Interrogé par l'AFP, le député PS du Cher Yann Galut qui pilote le groupe de travail, a confirmé qu'il avait reçu cette note "très critique envers la DCRI" et a affirmé l'avoir "transmise au président de la commission

*des Lois, au rapporteur général du Budget et au président du groupe PS". Il s'est voulu prudent sur son contenu: "Cette note doit être vérifiée, ce qui est écrit nous interpelle".*

*"Il conviendrait de ne plus abusivement protéger le recueil de renseignements économiques et financiers par le +secret défense+, car ce type de renseignements ne menace pas la défense ou la sécurité nationale", selon cette note confidentielle citée par un journaliste spécialiste des sujets d'évasion fiscale.*

Commentaire.

C'est marrant, spontanément, apparemment c'est naturel chez eux, il faut que le député PS en charge de se dossier émette des doutes sur le contenu de ce rapport, il veut couvrir qui cette fois ?

**Un article de l'AFP du 4 avril 2013**

### **Une enquête internationale dévoile le "*Who's Who des paradis fiscaux*"**

Une enquête journalistique mondiale a mis sur la place publique le nom de personnalités apparemment liées à des sociétés off-shore dans des paradis fiscaux, des révélations qui relancent la polémique sur l'évasion fiscale et accentuent la pression sur le président français François Hollande dont un proche est cité.

Cette plongée dans le monde opaque des paradis fiscaux a été rendue possible par les recherches de longue haleine faites par le Consortium de journalistes d'investigation américains ICIJ, qui a fait appel à une quarantaine d'organes de presse internationaux (Le Monde, le Guardian, la BBC, le Washington Post, la Süddeutsche Zeitung...) pour l'aider à recouper les informations. Il s'agit "sans doute de la plus grande collaboration journalistique internationale de l'histoire", selon la petite ONG basée à Washington.

L'ICIJ a réussi à se procurer un disque dur contenant 2,5 millions d'emails et des informations sur 122.000 sociétés off-shore et quelque 12.000 intermédiaires : mémos internes, copies de passeports, pièces comptables ou encore documents officiels. Soit "*le plus important stock d'informations venues de l'intérieur sur le système des sociétés off-shore jamais obtenu par des médias*", commente le quotidien britannique Guardian.

Ces informations concernent principalement les Iles vierges britanniques et représentent un volume "160 fois supérieur aux informations confidentielles publiées par WikiLeaks sur le département d'Etat américain en 2010". Elles ont filtré à partir de deux sociétés offrant des services "*offshore*" à Singapour et aux Iles Vierges.

On y trouve les noms de "*milliers de détenteurs*" d'intérêts dans des paradis fiscaux, dentistes américains, "*villageois grecs issus des classes moyennes*", dirigeants étrangers, milliardaires et marchands d'armes, écrit le Guardian.

Parmi eux, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev qui aurait quatre sociétés off-shore aux Iles Vierges à son nom ou à celui de son épouse et de ses filles.

Y figurent aussi la célèbre collectionneuse d'art espagnole Carmen Thyssen-Bornemisza, la fille aînée de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, Maria, et Olga Chouvalova, la femme d'Igor Chouvalov, un homme d'affaires proche du président russe Vladimir Poutine et titulaire du poste de vice-Premier ministre.

Selon le journal belge Le Soir, des diamantaires d'Anvers sont également cités dans l'enquête.

Mais l'affaire se révèle particulièrement embarrassante pour le président français Hollande, déjà aux prises avec le scandale déclenché par l'inculpation de son ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac pour fraude fiscale : son trésorier pendant la campagne présidentielle de 2012, Jean-Jacques Augier, est en effet aussi mentionné par l'ICIJ.

Ce dernier a admis jeudi être actionnaire de deux sociétés offshore dans les îles Caïmans, tout en niant en avoir tiré un "*avantage fiscal*".

Le Guardian prend aussi le soin de rappeler que "*rien ne suggère que les personnes mentionnées sur ces listes aient enfreint la loi*".

Mais ce "*Who's Who des paradis fiscaux*", comme le baptise l'ICIJ, "*montre comment le secret de la finance off-shore s'étend dans le monde, permettant aux riches d'éviter de payer des impôts, alimentant la corruption et les malheurs des pays riches et pauvres*", souligne le consortium. Pour lui, la crise chypriote actuelle "*est un des exemples de la façon dont le système off-shore peut affecter la stabilité financière d'un pays*".

La Grèce a d'ailleurs immédiatement annoncé l'ouverture d'une enquête sur les comptes d'une centaine de sociétés offshore inconnues de ses services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'ICIJ. Ces dispositifs offshore ont constitué pendant des années un des vecteurs clés de l'évasion fiscale endémique dans ce pays.



La Commission européenne a profité de l'occasion pour exhorter les Etats membres de l'UE à "*se saisir de la question*" de l'évasion fiscale qui coûte "*plus de 1.000 milliards d'euros par an à l'Europe*".

Et l'organisation de lutte contre la corruption Global Witness a estimé que les pays du G8 n'avaient désormais "*plus d'excuse pour ne pas agir*" contre la fraude.

Le Tax Justice Network, un réseau international de chercheurs et de militants qui lutte pour la "*justice fiscale*", évalue à 20.0000 à 30.000 milliards de dollars le montant des sommes dissimulées dans les paradis fiscaux de par le monde.

Commentaire.

Je manque de temps pour réfléchir à cet article.

Au regard des auteurs de cette enquête liés aux banques, on doit se demander quelle était leur véritable motivation : venir en aide aux tenants d'un Nouvel ordre mondial qui mènent la guerre contre les Etats qui sont décidément incapables de mettre de l'ordre dans ce vieux monde, tandis qu'eux ils en auraient les moyens ? A suivre.

## Un article Le Monde du 5 avril 2013

### Le "*Monsanto act*" met les OGM au-dessus de la loi aux Etats-Unis. (06.04)

**C'est un amendement discret glissé dans une loi budgétaire pour l'agriculture aux Etats-Unis, mais il provoque scandale et stupéfaction chez les défenseurs de l'environnement et les ennemis des OGM : la justice américaine ne pourra plus s'opposer aux mises en culture de plantes génétiquement modifiées, même si elles n'ont pas reçu d'homologation et sont de ce fait illégales.**

Que dit l'article 735 de ce texte de loi, affublé du surnom de "*Monsanto Protection Act*" et désormais voté par le Congrès et approuvé par le président Barack Obama ? Que "*dans le cas où une décision [d'autorisation de culture] est ou a été invalidée ou annulée, le ministère de l'agriculture doit (...), sur simple demande d'un cultivateur, d'un exploitant agricole ou d'un producteur, accorder immédiatement une autorisation ou une dérogation temporaire.*" Ce dans le but de "*s'assurer que les cultivateurs ou d'autres acteurs sont en mesure de déplacer, planter, cultiver, introduire dans le commerce*" les semences en question et les cultures qui en sont issues.

Pour Greenpeace Canada, "*la signature de cette loi par le président Obama ne permettra plus aux tribunaux américains d'empêcher la vente et la plantation de plantes OGM même si elles n'ont pas été approuvées par le processus pourtant déjà laxiste des autorisations et quelles que soient les conséquences pour l'environnement ou la santé*".

Les ONG soupçonnent le sénateur républicain du Missouri, Roy Blunt, décrit par le magazine Mother Jones, le 4 avril, comme "*l'homme de Monsanto à Washington*", d'être l'auteur de cet amendement. D'autres élus ont tenté de s'opposer au texte, comme le sénateur démocrate du Montana Jon Tester. Selon lui, par cette loi, le gouvernement contraint son propre ministère de l'agriculture à "*ignorer une décision d'un tribunal qui interdit la plantation de cultures OGM parce qu'elles sont illégales*". Une autre sénatrice démocrate, Barbara Mikulski (Maryland), a présenté des excuses publiques pour l'adoption de cette loi.

### LA CRAINTE D'UN DANGEREUX PRÉCÉDENT

La mesure a révolté les milieux démocrates et écologistes – une pétition baptisée "*Food Democracy Now*" a déjà recueilli 250 000 signatures. Mais le très droitier Tea Party a lui aussi fait part de sa colère face à une opération de lobbying qui fausse la libre concurrence. Les entreprises devraient "*respecter les règles du libre-marché comme tout le monde, au lieu de recruter des lobbyistes pour réécrire les règles à leur profit à Washington*", écrit ainsi le think tank conservateur Freedom Works.

Le "*Monsanto Protection Act*" est censé n'être que provisoire : la loi dans laquelle il s'inscrit expire en principe au mois de septembre. Mais les défenseurs de l'environnement craignent que la décision ne crée un dangereux précédent.

Cette affaire intervient alors que Monsanto, dont les semences alimentent 93% du soja, 88% du coton et 86% du maïs aux Etats-Unis, a annoncé, mercredi 3 avril, une hausse de 22% de ses bénéfices au deuxième trimestre. Et au moment où les Etats-Unis font pression sur l'Europe, dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange, pour que les Vingt-Sept simplifient leur réglementation en matière d'importation de produits OGM, jugée "*inapplicable*" et "*lourde*", lundi 1er avril par le Bureau au commerce extérieur américain dans un rapport sur les mesures sanitaires dans le monde.

## Un article de l'AFP du 9 avril 2013

### Le vieux monde pourri rend hommage à Margaret Thatcher (10.04)

(Titre de l'AFP : Décès de Margaret Thatcher: nombreux hommages dans le monde à la "*Dame de fer*")

Margaret Thatcher, décédée lundi à l'âge de 87 ans, laisse le souvenir d'une "*grande personnalité politique*" qui a marqué le XXe siècle, selon les nombreux hommages qui lui ont été rendus :

- Barack Obama a estimé qu'avec le décès de Margaret Thatcher "*les Etats-Unis perdent une vraie amie*", référence à l'attachement de l'ancienne Première ministre britannique à l'alliance américano-britannique : "*Avec le décès de la baronne Margaret Thatcher, le monde perd l'un des grands avocats de la liberté et les Etats-Unis perdent une vraie amie.*"

- Mikhaïl Gorbatchev, l'ex-président soviétique qui a eu Mme Thatcher comme interlocuteur direct au moment de la fin de la guerre froide : "*Margaret Thatcher était une grande personnalité politique et une personne brillante. Elle restera dans nos mémoires et dans l'histoire.*"

- Lech Walesa, chef historique du syndicat polonais Solidarité et ancien président polonais : "*C'était une grande personnalité (...) qui a contribué à la chute du communisme en Pologne et en Europe de l'Est, avec (le président américain) Ronald Reagan, le pape Jean Paul II et le syndicat Solidarité.*"

- Le pape François a salué "*les valeurs chrétiennes qui ont constitué les bases de son engagement au service public et en faveur de la promotion de la liberté dans la famille des nations*".

- José Manuel Barroso, président de la Commission européenne : "*On se souviendra d'elle à la fois pour ses contributions et ses réserves vis-à-vis de notre projet commun*" d'Union européenne.

- Herman Van Rompuy, président du Conseil européen : "*Pendant ses 11 années au gouvernement, Mme Thatcher a agi pour transformer le Royaume-Uni et pour imprimer sa marque sur l'agenda européen*".

- Martin Schulz, président du parlement européen : "*Qu'on soit d'accord ou pas avec ses politiques, Margaret Thatcher a montré que la politique avait encore la capacité d'être une force de changement.*"

- Vladimir Poutine, président russe : "*Elle faisait toujours une forte impression, elle était très rigoureuse, directe et cohérente, une très grande figure politique*", a noté le président, qui était espion du KGB, notamment en Allemagne de l'Est, lorsque Margaret Thatcher était au pouvoir au Royaume-Uni.

- Angela Merkel, la chancelière allemande : "*Premier ministre pendant de longues années, elle a marqué la Grande-Bretagne moderne comme peu l'ont fait, avant ou après elle. Elle a été un leader extraordinaire de notre époque.*"

- François Hollande, président français : "*Tout au long de sa vie publique, avec des convictions conservatrices qu'elle assumait pleinement, elle fut soucieuse du rayonnement du Royaume-Uni et de la défense de ses intérêts*". Il a aussi salué son "*impulsion décisive*" pour la construction du tunnel sous la Manche.

- Jean-Marc Ayrault, Premier ministre français a, lui, émis des critiques : "*C'était une autre époque, une époque qu'on a appelé les années Thatcher, les années Reagan, qui a causé bien des dégâts économiques et sociaux, la libéralisation à outrance, la mise en cause des services publics, dont on voit encore les conséquences.*"

- Jacques Chirac, ancien président français : "*Nous avons eu des désaccords dans le passé, et nous les avons toujours assumés pleinement car ils étaient dictés par la conception qui étaient la nôtre des intérêts de nos peuples. Mais je dois ajouter que jamais ces divergences de vues n'ont empêché le respect entre nous.*"

- Helmut Kohl, ancien chancelier allemand : *"J'ai beaucoup apprécié Margaret Thatcher pour son amour de la liberté, son ouverture d'esprit incomparable, sa franchise et son style direct."*
- Giorgio Napolitano, président italien: Margaret Thatcher *"a laissé une trace profonde sur la scène internationale au cours des années qui ont vu la fin de la guerre froide, renforçant la solidarité atlantique"*.
- Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan: Elle a été *"une femme politique extraordinaire qui a défendu avec force la liberté et a été une avocate déterminée de l'Otan et des liens transatlantiques. Elle a joué un rôle de premier plan pour mettre fin à la Guerre froide"*.
- Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain : *"C'était une personnalité courageuse, une femme qui avait appris qu'un dirigeant doit avoir des convictions fortes parce que les gens n'ont aucun moyen de se décider par eux-mêmes à moins que leurs dirigeants ne leur donnent la direction à suivre."*
- George Bush, ancien président américain élu en 1988, père de George W. Bush : *"Margaret était, très certainement, un des défenseurs les plus féroces au XXe siècle de la liberté et de l'économie de marché, une dirigeante à la personnalité rare qui portait haut la bannière de ses convictions."*
- Shimon Peres, président israélien : *"Elle a été une amie véritable et dédiée à Israël et nous a soutenus en périodes de crises et a utilisé son influence pour nous aider à faire la paix"*.
- Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël : *"Elle a été une véritable grande dirigeante, une femme de principes, de détermination, de conviction, de force, une femme de grandeur. Elle a été un ardent supporteur d'Israël et du peuple juif."*
- Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU : *"Elle a été Premier ministre depuis bien longtemps avant que je n'ai pu la rencontrer officiellement. Mais j'ai vu le film 'Iron Lady' et j'ai été très inspiré par sa façon de gouverner."*
- Shinzo Abe, Premier ministre du Japon : *"L'ancienne Premier ministre Thatcher, à propos de la guerre des Malouines, a dit qu'elle avait cherché à appliquer avant tout le principe selon lequel la loi internationale (...) doit prévaloir sur le recours à la force"*.
- Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas : *"L'Angleterre avait été profondément changée, améliorée et renforcée lorsqu'elle s'est retirée de la politique en 1990 comparé au pays auquel elle avait été confrontée en 1979 lorsqu'elle devint Premier ministre"*.
- Mariano Rajoy, chef du gouvernement conservateur espagnol : *"Son inébranlable engagement pour la liberté, la démocratie et l'Etat de droit, ainsi que sa ferme détermination réformatrice constituent un héritage précieux pour les gouvernements européens actuels"*.
- L'Assemblée législative de l'archipel des Malouines, rattaché au Royaume-Uni depuis 1833 et occupé par l'Argentine lors de la guerre des Malouines en 1982: *"On se souviendra toujours d'elle dans les îles pour sa détermination à envoyer une force navale pour nous libérer lors de l'invasion par l'Argentine en 1982"*, a déclaré l'élu Mike Summer au nom de ses collègues.
- ANC, le Congrès national africain, parti au pouvoir en Afrique du sud : *"Elle a échoué à reconnaître l'ANC comme le parti légitime pour gouverner (l'Afrique du Sud), mais elle n'était pas sur la même longueur d'ondes que le peuple britannique sur ce sujet, mais l'eau a coulé sous les ponts depuis"*, selon le porte-parole de l'ANC Keith Khoza.
- Parmi les critiques dans le concert de louanges, le footballeur anglais Joey Barton, milieu de terrain dans l'équipe de Marseille (sud de la France) a estimé sur son compte Twitter : *"Je pourrais dire 'repose en paix Maggie' mais ce ne serait pas honnête. Si le paradis existe, cette vieille sorcière n'y aura pas sa place"*.
- Toujours sur Twitter le leader de la gauche radicale française Jean-Luc Mélenchon a noté : *"Margaret Thatcher va découvrir en enfer ce qu'elle a fait aux mineurs"*.

## Un article de Reuters du 13 avril 2013

### La BCE pour un ordre d'imposition des pertes dans les banques. (14.04)

L'Europe doit clairement définir l'ordre dans lequel elle va imposer des pertes aux actionnaires, créanciers et déposants en cas de fermeture de banques et ces règles devraient être mises en oeuvre dès 2015, a déclaré vendredi Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE).

L'ordre d'imposition des pertes dans la résolution des banques européennes doit être établi dans le cadre d'un mécanisme plus large de résolution qui fixerait des règles communes pour toutes les banques, ce qui permettrait de rendre les fermetures éventuelles ordonnées et prévisibles, a-t-il dit.

*"L'adoption urgente (d'un tel processus) est importante afin que les choses soient claires dès le début dans un cadre harmonisé de résolution en Europe et ce cadre devrait aussi prévoir des options de renflouement interne ("bail-in") et des préférences pour les déposants", a-t-il dit à la presse.*

*"Le but de tout cela est de permettre une résolution des défaillances bancaires sans avoir recours à l'argent des contribuables, tout en maintenant une stabilité financière", a-t-il dit. "Il est préférable que ces règles de renflouement interne et l'ordre de préférence qui l'accompagne soient mis en place, disons, en 2015, et non pas en 2018."*

Le commissaire européen au Marché intérieur Michel Barnier a dit que, dans le cadre de cette proposition en cours de discussions, les actionnaires des banques seraient les premiers à subir des pertes, suivis des détenteurs d'obligations junior.

Les détenteurs d'obligations senior et les gros déposants arriveraient en dernier, tandis que ceux qui ont des dépôts allant jusqu'à 100.000 euros seraient toujours totalement protégés et récupéreraient leurs fonds.

Le débat sur la possibilité que les déposants soient mis à contribution lors de la fermeture de banques a commencé après des négociations difficiles en vue du plan de sauvetage de Chypre, qui prévoit finalement que les gros déposants soient tenus de participer au coût de fermeture de l'une des plus grandes banques chypriotes et de la restructuration de l'autre.

## Un article de l'express.fr du 15 avril 2013

### Turquie: le verdict contre Fazil Say, un nouveau coup porté à la liberté d'expression . (16.04)

Pianiste turc de renommée internationale, Fazil Say a été condamné ce lundi à 10 mois de prison avec sursis pour *"insulte aux valeurs religieuses d'une partie de la population"*. A condition qu'il ne commette pas de délit pendant 5 ans, le virtuose n'ira pas en prison. Le pianiste était jugé depuis octobre dernier pour avoir partagé sur Twitter des messages revendiquant son athéisme. Il y citait les vers du poète persan Omar Khayyam critiquant les musulmans qui croient que *"les flots de vin coulent au paradis"*. Dans un autre message, il se moquait de la précipitation du muezzin à lancer son appel à la prière.

*"Je suis très triste de cette décision de justice rendue au nom de mon pays. C'est une déception pour moi du point de vue de la liberté d'expression plus qu'à titre personnel"*, a-t-il déclaré dans un communiqué.

Ouvertement hostile au gouvernement conservateur de l'AKP et connu pour être un fervent défenseur de la laïcité, Fazil Say avait été plusieurs fois la cible des medias proches du pouvoir pour ses propos critiques. Il avait accusé le gouvernement d'être à l'origine du procès ouvert contre lui. Pourtant, personne ne s'attendait à une condamnation, même avec sursis. Le verdict a suscité les réactions de nombreux artistes et intellectuels turcs.

*"La vraie question n'est pas de savoir si Fazil Say ira ou pas en prison. En vertu de cette décision de justice, il est désormais considéré comme une personne qui a insulté la religion. Nous connaissons les dangers que soulève une telle qualification, avec l'exemple de Hrant Dink"*, a déclaré Ali Topuz, rédacteur en chef de Radikal. Il fait allusion au journaliste arménien assassiné après avoir été condamné pour insulte à l'identité turque. *"C'est une décision honteuse"*, a réagi sur Twitter Deniz Ülke Arıboğan, politologue et membre de la *"délégation des sages"*, formée pour étudier la résolution du problème kurde. *"Heureusement que Khayyam n'est pas en vie"*, a ironisé pour sa part Cüneyt Özdemir, journaliste au CNN Turk. Les internautes ont littéralement bombardé les réseaux sociaux et les forums de protestations contre la décision du tribunal.

*"Champion"* des pays ayant le plus de journalistes en prison, selon le dernier rapport du Comité de la protection des journalistes, la Turquie offre depuis quelques temps une image sombre en matière de liberté d'expression. De nombreux journalistes et artistes ont perdu leur emploi à cause de leur position critique envers le gouvernement. La condamnation de Fazil Say vient de noircir un peu plus ce tableau.

Un article de l'expansion.com du 17 avril 2013

### Le lobby français des télécoms chiffre l'évasion fiscale des géants du Net. (18.04)

**Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft auraient dû payer 22 fois plus d'impôt sur les sociétés en 2011, selon une étude de Greenwich Consulting commandée par la Fédération française des télécoms, qui cherche à leur faire payer plus de taxes. Soit 828,7 millions d'euros au lieu de 37,5 millions.**

Cela fait plusieurs mois que le lobbying des opérateurs télécoms se concentre sur un nouveau cheval de bataille, celui de l'équité fiscale avec les acteurs "over the top" (OTT) que sont Apple, Google, Amazon, Facebook ou Microsoft. Toujours obsédés par le poids des taxes spécifiques qui pèsent 1,2 milliard d'euros et près de 3% de leur chiffre d'affaires, ils cherchent à élargir l'assiette de ces taxes, en espérant que cela réduira le poids de chacun d'entre eux dans l'enveloppe globale qui rentre dans les caisses de l'Etat. Une stratégie plus pragmatique et sans doute plus efficace que celle qui consisterait à simplement éliminer ou diminuer ces taxes.

Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft auraient dû payer 22 fois plus d'impôt en 2011

Alors, après avoir publié les résultats d'une étude commandée à Arthur D. Little en novembre 2012, qui soulignait les difficultés de l'économie des télécoms, la Fédération Française des Télécoms (FFT) publie ce mercredi une étude de Greenwich Consulting portant uniquement sur l'optimisation fiscale des OTT et le manque à gagner qui en découle. Un choix et un timing pertinent au regard de l'ambiance actuelle : entre le rapport sur la fiscalité du numérique remis au gouvernement, les enquêtes pour fraude fiscale qui visent tous les OTT en France et en Europe, et la crise du déficit public, Google et les autres sont les moutons noirs. La FFT s'assure une oreille attentive de la part des pouvoirs publics.

L'étude de Greenwich estime que Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft ont payé 22 fois moins d'impôt sur les sociétés que ce qu'ils auraient dû en 2011. Soit 37,5 millions d'euros au total, au lieu de 828,7 millions si l'assiette correspondait aux estimations de chiffres d'affaires réalisés en France calculées par Greenwich.

D'après ces estimations, Google aurait ainsi dû payer 162 millions d'euros en France au lieu de 5,5 millions ; Apple 317,5 millions au lieu de 6,7 ; Facebook 21,2 millions au lieu de 50.000 euros ; Amazon 10,9 millions au lieu de 3,3 ; et Microsoft 317 millions au lieu de 22 millions d'euros.

*"Il faut re-territorialiser la fiscalité du numérique"*

Ces sociétés parviennent à optimiser leur fiscalité en usant habilement des paradis fiscaux européens et des traités fiscaux mis en place entre les différents pays de l'Union : mécanisme des prix de transfert, IS à 12,5% en Irlande, traité fiscal bilatéral dérogatoire entre l'Irlande et les Pays-Bas exemptant de taxes les royalties reversées par l'Irlande (sur les brevets par exemple), etc.

*"Ce que font les OTT en Europe n'est pas illégal, souligne Pierre Louette, président de la FFT et directeur exécutif de France Télécom. Ils jouent de notre incapacité à offrir un front unique. Il faut re-territorialiser la fiscalité du numérique. Aujourd'hui, le problème c'est qu'on a des acteurs un peu 'hors sol', dématérialisés, qui échappent aux contraintes de l'ancienne économie". "Malgré tous les rapports Colin et Collin que l'on pourra faire, le défi est essentiellement européen. Il s'agit de parvenir à une vraie harmonisation fiscale", ajoute-t-il.*

Et le manque à gagner fiscal ne porte pas seulement sur l'impôt sur les sociétés, mais aussi sur la TVA. Apple et Amazon, par exemple, reversent l'intégralité de leur TVA au Luxembourg. Greenwich chiffre entre 400 et 700 millions d'euros le montant de TVA qui aurait été payé en France par les OTT si leurs activités avaient été soumises aux règles locales, contre quelques dizaines de millions d'euros réellement payés.

Google a réagi, comme à son habitude, en déclarant qu'il se conformait "aux lois fiscales françaises", et qu'il contribuait "à l'économie française par le paiement de l'impôt sur les sociétés et de charges sociales". La société indique employer plus de 500 personnes en France.



L'objectif: faire aussi contribuer les OTT aux taxes payées par les opérateurs

Bien sûr, les efforts de la FFT pour faire rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat ne sont pas désintéressés. Les OTT sont des concurrents des opérateurs (Skype, Facebook Messenger, les services de cloud, etc.) et des partenaires parfois encombrants pour leurs infrastructures de réseaux (les vidéos de YouTube, notamment). Ce que ne conteste absolument pas la FFT. *"Nous avons intérêt à ce que l'assiette des taxes soit plus large et à ce qu'on ne tape pas que sur nous"*, déclare Pierre Louette. *"A plusieurs points de vue, nous essayons de faire entrer les OTT dans les logiques qui sont les nôtres, y compris pour contribuer au financement des réseaux."*

Participer à l'offensive contre l'optimisation fiscale de ces acteurs est aussi une stratégie défensive pour la FFT, dans le but d'instaurer un rapport de force plus favorable avec Google, reconnaît Pierre Louette.

On pourrait penser que faire payer leur juste dîme aux OTT ne rapporterait rien directement aux opérateurs télécoms, mais ce n'est pas leur point de vue. *"Nous attendons que l'Europe définisse ce qu'est un établissement virtuel stable. On pourra ensuite imputer à ces acteurs du chiffre d'affaires et des bénéfices dans les territoires où sont réellement réalisées leurs activités"*, explique Yves Le Mouél, le directeur général de la FFT. *"Une fois qu'ils seront devenus nationaux au sens de la fiscalité, ils contribueront et rentreront dans les mécanismes de financement, de la culture par exemple"*, estime la FFT.

Les ayants droit, de leur côté, ne seraient pas opposés à une diminution de la part apportée par les opérateurs télécoms si Google, Amazon ou Facebook rentraient dans le dispositif.

Taxes spécifiques = 20% des investissements des opérateurs

Les taxes spécifiques aux télécoms ont représenté respectivement 235 millions d'euros pour la taxe sur le financement de la fin de la publicité sur France Télévisions en 2011, 150 millions pour celle dédiée au financement du cinéma et de la TV (via le CNC), et 41 millions au titre de la copie privée. Les opérateurs ont également versé cette année là 253 millions d'euros à l'Etat pour exploiter leurs fréquences, et 532 millions d'euros au titre de l'IFER, une taxe sur le parc d'antennes et sur le réseau cuivré.

*"Si on avait moins de taxes spécifiques, on pourrait investir plus ou ne pas investir moins"*, avance Pierre Louette, qui déplore *"la déconnexion de ces taxes des réalités économiques du secteur"*. Les taxes spécifiques ont représenté l'équivalent de 20% des investissements réalisés par les opérateurs en 2011.



## Un article de l'AFP du 17 avril 2013

### Les deux entreprises les plus puissantes du monde sont chinoises, selon Forbes. (18.04)

Deux banques chinoises se sont hissées en tête du classement des entreprises les plus puissantes du monde publié mercredi par le magazine américain Forbes, détrônant le groupe pétrolier américain ExxonMobil.

Le groupe américain, qui occupait l'an dernier la première place du classement, s'en est fait évincer par la première banque chinoise, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC).

Une autre banque chinoise, China Construction Bank, s'est hissée à la deuxième position du classement, gagnant ainsi 11 places comparé à l'édition précédente, précise Forbes.

ExxonMobil est lui-même tombé à la cinquième place, derrière deux autres groupes américains, la banque JPMorgan Chase (3e) et le conglomérat industriel General Electric (GE, 4e).

Le groupe informatique américain Apple, au coude-à-coude avec ExxonMobil pour la place de première capitalisation boursière mondiale, arrive seulement en 15e position, à égalité avec les supermarchés américains Wal-Mart.

La première entreprise française, la banque BNP Paribas, est 22e, suivie par le groupe pétrolier Total (23e).

Le classement de Forbes se base sur plusieurs paramètres: le chiffre d'affaires, les bénéfices, les actifs et la capitalisation boursière.

Dans le cas des banques chinoises, leur progression au classement vient surtout "*d'une croissance à deux chiffres à la fois de (leurs) chiffres d'affaires et des bénéfices*", explique le magazine.

Par pays, les Etats-Unis continuent de dominer la liste: 543 des 2.000 entreprises recensées y sont basées (+19). Le Japon a perdu 7 membres mais reste au deuxième rang avec 251 entreprises. La Chine est troisième avec 136 entreprises, comme l'an dernier.

Commentaire.

Il n'est pas précisé ici qu'aux "*chiffres d'affaires et (à ces) bénéfices*" de ces banques correspondent des dettes et qu'il s'agit de création monétaire au passage...

## Un article de l'AFP du 17 avril 2013

### Merkel voit dans le salaire minimum une cause du chômage en Europe. (18.04)

La chancelière allemande Angela Merkel, qui prône un salaire minimum négocié branche par branche en Allemagne, a redit son opposition ferme à un salaire plancher généralisé, y voyant la cause du chômage dans certains pays d'Europe, dans un entretien jeudi au journal Bild Zeitung.

La chancelière allemande qui se pose en défenseur de l'emploi en Allemagne, voit dans le salaire minimum généralisée dont l'Allemagne est dépourvue, la "*raison*" qui explique que "*de nombreux pays en Europe ont un taux de chômage bien plus élevé que chez nous, du fait que les salaires et le rendement ne sont pas en rapport*".

Avec un chômage de 6,9% enregistré en mars, l'Allemagne connaît actuellement un chômage proche de son niveau le plus bas atteint depuis la Réunification en 1990.

Mme Merkel s'est dite strictement opposée à "*un salaire minimum généralisé imposé par les politiques*", en référence à un projet de loi en ce sens adopté début mars par l'opposition de gauche qui contrôle la chambre haute du Parlement (Bundesrat), selon le tabloïd.

L'Allemagne n'a pas de salaire minimum applicable à tous les salariés, mais les partenaires sociaux ont la possibilité d'en fixer, région par région et secteur par secteur: c'est déjà le cas pour le BTP, le personnel d'entretien ou encore les peintres en bâtiment.

Pour pallier les dérapages dans certains métiers, les conservateurs (CDU et branche bavaroise CSU) de Mme Merkel veulent introduire un salaire minimum obligatoire dans les secteurs qui en sont encore dépourvus.

Début mars, le Bundesrat, qui représente les seize Etats régionaux, s'était prononcé pour un salaire minimum horaire de 8,50 euros, applicable dans tout le pays, ce qui n'existe pas actuellement en Allemagne.

Le Bundestag, chambre basse du parlement allemand, où les partis de la coalition gouvernementale conservatrice et libérale ont la majorité, doit se encore pencher sur ce projet de loi qui selon toute vraisemblance, sera rejeté.

Commentaire.

Que dit Mme. Merkel ? Que même un salaire minimum permettant tout juste à un travailleur de survivre serait incompatible avec l'existence du capitalisme. Alors qu'il disparaisse !

## Un article de l'AFP du 17 avril 2013

### Affaire Tapie-Lagarde: la patronne du FMI convoquée devant la CJR, selon Mediapart. (18.04)

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde est convoquée devant la Cour de justice de la République (CJR) dans le cadre de l'enquête sur le règlement, par un arbitrage controversé, de l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais, affirme mercredi soir Mediapart.

L'ancienne ministre de l'Economie et des Finances devrait être entendue dans la deuxième quinzaine de mai, précise le site d'informations en ligne. Mediapart avance au conditionnel la date du 23 mai et souligne que *"la patronne du FMI pourrait être mise en examen"* à cette occasion.

Locataire de Bercy de 2007 à 2011 jusqu'à sa nomination au FMI, Mme Lagarde est la cible d'une enquête pour *"complicité de faux et de détournement de fonds publics"*, visant son choix de recourir à un arbitrage pour solder un contentieux entre le Crédit lyonnais et Bernard Tapie sur le rachat d'Adidas.

Le tribunal arbitral, une juridiction privée, avait condamné en juillet 2008 le Consortium de réalisation (CDR), structure publique qui gérât le passif du Crédit lyonnais, à verser à M. Tapie 285 millions d'euros d'indemnités (400 millions avec les intérêts).

Jugeant *"contestable"* le recours à l'arbitrage, la CJR estime que Mme Lagarde s'est impliquée *"personnellement"* dans un processus comportant *"de nombreuses anomalies et irrégularités"*. Mme Lagarde a elle toujours justifié ce recours pour mettre fin à une procédure, selon elle longue et coûteuse.

Sollicité mercredi par l'AFP, le FMI n'a pas souhaité faire de commentaires. Fin mars, l'institution basée à Washington avait indiqué continuer d'apporter sa *"confiance"* à Mme Lagarde, quelques jours après une perquisition policière menée le 20 mars à son domicile parisien dans le cadre de la même affaire.

Le Fonds monétaire international avait également souligné que son conseil d'administration avait été informé de cette affaire avant la nomination de Mme Lagarde à sa tête en juillet 2011 en remplacement de Dominique Strauss-Kahn, contraint à la démission.

Commentaire.

La *"procédure"* aurait été *"longue et coûteuse"* au-delà des 400 millions d'euros versés à Tapie ? En voilà un argument convainquant pour un juge !

Un article de Le Point.fr du 18 avril 2013

### Enquête sur le vrai pouvoir de Bruxelles (19.04)

**Christophe Deloire et Christophe Dubois révèlent les dessous des institutions européennes dans un documentaire qui sera diffusé le 30 avril sur France 5.**

On peut ne pas être un farouche nationaliste et se montrer stupéfait devant l'enquête de Christophe Deloire et Christophe Dubois sur les coulisses de la mécanique européenne. À grand renfort d'images inédites, d'anecdotes et d'interviews, les deux journalistes nous dévoilent tout des institutions bruxelloises, là où se trouve, selon eux, *"le vrai pouvoir."* Pour ne pas dire le cimetière des nations. C'est Viviane Reding, vice-présidente du Conseil européen, qui le dit sans complexe ni précaution, sur le ton de l'oraison funèbre : *"Les nations doivent obéir à Bruxelles (...) Les politiques intérieures n'existent plus."* On se pince.

Dans ce documentaire diffusé prochainement sur France 5 (\*), on découvre une scène tout bonnement surréaliste : Bruno Le Roux, le patron des députés socialistes, se fait rabrouer comme un vulgaire petit préfet par le très redouté commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia, lequel reproche à l' élu français de généraliser les problèmes de son pays à l'ensemble du continent...

*"Le made in France n'existe plus"*

Deloire et Dubois nous entraînent également dans la souricière du Conseil européen, dans les couloirs ternes de l'institution où travaillent, jour et nuit, des petites mains reliées à des cerveaux formés aux meilleurs écoles européennes. Nous rencontrons un analyste financier français, 32 ans, qui, depuis son minuscule bureau, a accès aux comptes du pays, aussi bien que Bercy, et livre à sa hiérarchie des rapports visant à nous sortir de l'ornière. L'ambition de ce jeune homme ? *"Faire prendre conscience aux autorités françaises"* de la nécessité de déréguler, de réformer profondément notre système social.

Président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schultz a les mots les plus durs s'agissant des sommets européens, ce grand raout réunissant les chefs d'État des 27 : *"On fait des formules (...) Oui, on cache nos désaccords avec des formules vides. Nos conclusions sont souvent artificielles."* Le téléspectateur a ensuite droit à une virée au sein du collège des commissaires européens, sorte de conseil des ministres continental, où se décide l'avenir de nos économies et de nos sociétés.

L'occasion de faire la connaissance de l'austère et ultralibéral commissaire au Commerce, Karel de Gucht, qui nous apprend que *"le made in France n'existe plus"*, que c'est une chimère et que *"la marinière de Montebourg ne lui va pas"*. Interrogé sur la toute-puissance bruxelloise, le ministre du Redressement productif y va franchement : *"On est sous surveillance, on craint la foudre jupitérienne..."* Voilà un documentaire qui, à coup sûr, creusera encore un peu le fossé entre le peuple et ses élites - non élues - européennes.

(\*) France 5, Le Monde en face, *"Bruxelles, le vrai pouvoir"*, mardi 30 avril à 21 h 40

Commentaire.

Je ne pourrai pas voir ce reportage en Inde. Si un militant pouvait l'enregistrer et me l'envoyer je le mettrai ensuite sur le site, si ce reportage en vaut vraiment la peine, merci d'avance.

## Un article de l'AFP du 19 avril 2013

### L'austérité en Grèce fait exploser le nombre de suicides et de meurtres. (20.04)

Les mesures drastiques d'austérité imposées en Grèce pour assainir les finances publiques du pays se sont accompagnées d'une explosion des suicides, des meurtres et d'une détérioration de la santé publique, selon une étude américano-grecque publiée jeudi.

Le taux de mortalité résultant de suicides et d'homicides a augmenté de 22,7% et de 27,6% respectivement de 2007 à 2009 surtout parmi les hommes, précisent les auteurs de ce rapport publié dans l'*American Journal of Public Health*, en se basant sur les statistiques du gouvernement.

Ils ont aussi constaté un accroissement du nombre de cas de troubles mentaux, d'abus de drogue et même de maladies infectieuses provoquées par le virus du Nil occidental et du sida.

Ces phénomènes ont coïncidé avec une forte hausse du chômage à la suite de la crise économique de 2007 dont le taux est passé de 7,2% en 2008 à 22,6% au début de 2012.

En même temps, les dépenses de l'Etat consacrées aux services publics ont été fortement réduites, le budget du Ministère de la Santé baissant pour sa part de 23,7% de 2009 à 2011.

Cette diminution des services de santé publique s'est aussi produite au moment où un grand nombre de Grecs au chômage ont été contraints de réduire leurs recours aux soins médicaux privés pour se faire soigner dans des organismes publics dont les moyens étaient également très réduits et plus entièrement gratuits.

Quand on taille dans les programmes d'échange de seringues pour les drogués et la distribution de préservatifs, le risque de contracter le virus du sida augmente, soulignent les auteurs. Les nouveaux cas d'infection par le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) ont augmenté de 57% de 2010 à 2011 (607 à 954).

*"Nous nous attendions à ce que les mesures d'austérité aient des effets négatifs sur les services de santé et la santé publique mais l'impact a été beaucoup plus sévère que nous avions imaginé"*, a expliqué le principal auteur de cette étude, Elias Kondilis, chercheur à l'Université Aristote.

Citant la situation grecque, ces chercheurs mettent en garde contre des effets néfastes similaires sur la santé publique dans d'autres pays européens confrontés à une situation économique difficile et même les Etats-Unis où on évoque des coupes dans les programmes de couverture médicale des retraités et de santé publique.

*"La politique des coupes budgétaires actuellement proposées (...) auraient les mêmes effets dévastateurs sur les services de santé et la santé publique aux Etats-Unis"*, estime le Dr Howard Waitzkin, professeur retraité de médecine et de sociologie à l'Université du Nouveau-Mexique, coauteur de l'étude.

Commentaire.

N'est-on en présence d'une lutte à mort engagée entre deux classes dont pour le moment la classe ouvrière est la principale victime ? Ne pose-t-elle pas la question de liquider purement et simplement le régime criminel en place, les institutions, l'Etat des capitalistes ?

Nos dirigeants ont décidé que ce serait non, pas encore, pas maintenant, il est trop tôt, la situation n'est pas mûre, ils doivent attendre que les bandes fascistes défilent dans la rue et que les militaires prennent le pouvoir, ensuite on verra, il faudra encore y réfléchir... Bon, on a compris quand il sera trop tard. Ensuite ils se justifieront : vous voyez, on vous l'avait bien dit, il est trop tard !

**Un article de slate.fr du 22 avril 2013**

**Si votre téléviseur doit être remplacé trois ans après l'achat, c'est normal: c'est prévu. (23.04)**

Certains appareils électroniques sont abîmés deux ou trois ans après avoir été achetés. Impossible de les réparer, de racheter des pièces: il faut racheter du neuf. Selon le CEC, Centre européen des consommateurs, la responsabilité incombe aux fabricants, qui prévoient les pannes des appareils qu'ils conçoivent. C'est de l'obsolescence programmée, rapporte le blog SOS Conso du Monde.fr:

*«L'obsolescence programmée est le fait de planifier délibérément la durée de vie d'un produit. Cela permet de réduire cette durée de vie afin d'inciter les consommateurs à en acheter un autre.»*

Pour cela, différentes stratégies possibles, parmi lesquelles l'obsolescence *«par défaut fonctionnel»*, la plus fréquente. Le Monde.fr explique: *«Les producteurs font en sorte que si une seule et unique pièce tombe en panne, c'est l'appareil entier qui cesse de fonctionner»*. Les machines à laver seraient ainsi programmées, selon le CEC, pour faire 2000 à 2500 cycles de lavage seulement, et les téléviseurs pour fonctionner 20.000 heures.

Ce rapport intervient trois ans après la publication, en 2010, par Les amis de la Terre en collaboration avec le Cniid (Centre national d'information indépendante sur les déchets) d'un autre rapport: L'obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage. Le cas des produits électriques et électroniques. Il assurait déjà que les produits technologiques, des ordinateurs aux lave-vaisselles, étaient programmés pour une courte durée de vie. *«C'est ce qu'on appelle l'obsolescence technologique, une technique qui vient prendre place près d'une autre obsolescence bien connue: l'obsolescence commerciale ou comment rendre un produit has been en un rien de temps»*, écrivait alors lesnumeriques.com.

En 2011, un documentaire diffusé sur Arte et intitulé Prêt à jeter, montrait que le concept n'était pas récent puisqu'il daterait des années 20. *«Un produit qui ne s'use pas est une tragédie pour les affaires»*, expliquait une revue, citée dans le documentaire, dès 1928.

En France, une proposition de loi *«visant à lutter contre l'obsolescence et à augmenter la durée de vie des produits»* a été déposée le 18 mars par Jean-Vincent Placé (Europe Écologie Les Verts). Elle vise à étendre la durée légale de conformité des produits électriques et électroniques, actuellement de deux ans. *«Le fabricant aura ainsi intérêt à produire des biens plus durables, tandis que le consommateur n'aura pas intérêt à renouveler l'achat avant la date d'expiration de la garantie»*, explique l'exposé des motifs, repris par Le Monde.fr

## Un article de l'AFP du 22 avril 2013

### Pouvoir d'achat: les Français se préparent à réduire leurs dépenses. (23.04)

Après une baisse de leur pouvoir d'achat pour la première fois en 30 ans en 2012, les Français se préparent à réduire encore leurs dépenses en 2013 en renonçant à des achats plaisir, et pour certains même à rogner sur l'essentiel.

Selon un sondage 60 millions de consommateurs/Mediaprim, 79% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé en 2012 et 77% s'attendent à ce que celui-ci diminue encore en 2013.

En cause: l'augmentation des impôts et taxes, citée par 71,6%, mais également la hausse de prix de plusieurs dépenses contraintes comme l'énergie (85,6%), les produits de grande consommation (72,9%) et le carburant (69,5%).

Résultat: près d'un quart des Français déclare avoir désormais *"de plus en plus de mal à joindre les deux bouts en fin de mois"* (48,4% chez les personnes gagnant moins de 1.500 euros), et plus de quatre sur dix annoncent *"avoir supprimé certaines dépenses et se priver plus qu'avant"*.

Pour s'en sortir, plus d'un Français sur deux se trouve ainsi contraint de mettre moins d'argent de côté (54,5%), voire de puiser dans son épargne (52,9%).

Près de huit Français sur dix (76,4%) déclarent également avoir modifié leurs habitudes de consommation.

C'est ainsi que 70% des sondés font plus attention aux gestes simples de la vie quotidienne qui leur permettent de faire des économies, comme limiter leur consommation d'électricité ou adopter une conduite automobile moins gourmande en énergie.

La comparaison des prix des produits (67,4%) ou la recherche effrénée de promotions (61,9%) sont également devenus courants.

Plus de la moitié des Français a même globalement réduit sa consommation, tandis que 67,7% ont repoussé certains achats.

Ces comportements vont se poursuivre voire s'accroître en 2013, notamment la réduction de la consommation (58,4%) ou le fait de casser sa tirelire pour équilibrer son budget (61%).

En 2013 comme en 2012, les postes les plus impactés par ces arbitrages seront les loisirs (65,9%), les vacances (62,9%) ou l'habillement (64,9%).

Les dépenses automobile, d'énergie ou de télécommunications, relativement préservées jusqu'à maintenant, feront à leur tour l'objet de coupes sévères en 2013.

*"L'heure n'est plus aux petits ajustements, elle est aux remises en cause plus drastiques. Les Français ont déjà réduit leurs achats plaisir, leurs dépenses inutiles, en 2013, ils vont resserrer leur ceinture d'un nouveau cran et taper dans l'essentiel"*, souligne Thomas Laurenceau, rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs.

Seule l'alimentation, que 50% des Français avait limitée en 2012, sera un peu plus préservée (39,6%). *"Il est possible que l'affaire de la viande de cheval ait agi comme le signal qu'un plancher a été atteint"*, note l'association.

Ce sentiment de devoir rogner sur tout devrait particulièrement se faire sentir chez les plus modestes.

*"Il y a désormais une vraie fracture entre ceux qui ont encore un peu de marge de manoeuvre, et les autres qui ont déjà réduit tout ce qu'ils pouvaient et qui vont désormais devoir tailler dans les besoins de base"*, souligne M. Laurenceau.

Parmi les personnes gagnant moins de 1.500 euros par mois, 91% déclarent avoir déjà profondément modifié leurs habitudes de consommation, réduisant aussi bien leurs dépenses d'alimentation (65,3%) que celles de santé (33,4%).

En 2013, elles vont encore accentuer cette tendance. Alors que seules 5% des ménages gagnant plus de 3.000 euros envisagent de réduire ses dépenses de santé, elles sont 32% chez celles en dessous du Smic.

*"Dans les ménages les moins aisés, une personne sur deux (52%) renonce à préserver sa santé: elle n'en a pas les moyens",* remarque M. Laurenceau.

*"On est loin de la chasse aux dépenses futiles. Derrière la question du pouvoir d'achat, ce sont désormais des éléments constitutifs de notre pacte social qui se jouent",* conclut-il.



## Un article de l'AFP du 22 avril 2013

### Grèce: la crise creuse le déficit démographique. (23.04)

Trois mères allaitant leurs nourrissons, trois autres bébés endormis: l'heure n'est pas à la presse à la maternité athénienne Lito, où beaucoup de lits restent vides, attestant du déficit croissant des naissances dans un pays frappé par une grave crise économique.

*"Les allocations ont été coupées, le coût de la vie est monté en flèche, les salaires sont à la baisse et il y a une grande incertitude"*, détaille Leonidas Papadopoulos, qui dirige cette clinique privée, une des grandes maternités de la capitale.

*"Les couples y réfléchissent désormais à deux fois, même pour un premier enfant (...) il pourrait y avoir 10.000 naissances de moins cette année"*, affirme-t-il, invoquant des estimations officielles et d'experts.

Les naissances ont déjà reculé de 118.000 en 2008 à 101.000 en 2012, note cet obstétricien, déplorant qu'*"à ce rythme, la Grèce va se réduire à vue d'oeil en quelques années"*.

Selon l'Agence statistique grecque, Elstat, le pays souffre d'un déficit démographique au moins aussi grave que celui creusant ses comptes publics: le taux de fertilité est passé de 2,33 enfants par femme en 1975 à 1,4 en 2011, alors qu'un taux de 2,07 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la population.

Cela pourrait ramener à 9,7 millions la population grecque en 2050, contre 11,29 millions en 2012, selon les projections d'Estat.

A titre de comparaison, les leaders européens de la natalité, comme l'Irlande ou la France, affichaient respectivement en 2012 des taux de 2,05 et de 2,01 enfants par femme.

*"Les politiques natalistes sont plus faciles à mettre en oeuvre en période de prospérité"*, reconnaît un haut-responsable de la protection sociale, qui ne souhaite pas être cité.

Il relève notamment que *"dans le privé, les mères de familles préfèrent fréquemment ne pas exercer leurs droits de peur du chômage"*, qui frappe près d'un tiers des femmes actives, pour un taux général de 27%.

Sur le papier, les employées du privé peuvent prétendre à des congés maternité d'une durée cumulée allant jusqu'à 15 mois, dont 11 payés, mais dans la pratique, peu osent les réclamer.

Mieux protégées, les fonctionnaires peuvent elles bénéficier de jusqu'à 14 mois de congés payés de maternité. Elles étaient aussi réputées profiter souvent de congés supplémentaires pour grossesse difficile, ou prétendue telle.

Risque accru de chômage pour les femmes enceintes

Le Médiateur grec du citoyen vient de tirer la sonnette d'alarme contre l'impact de la crise sur les droits des mères.

*"Les femmes enceintes ou concluant leurs congés maternité sont exposées à un risque accru de chômage ou d'emploi précaire (...) dans beaucoup de cas elles acceptent des violations de leurs droits pour garder leur emploi"*, relève son dernier rapport annuel.

En Grèce, comme dans de nombreux autres pays, *"avoir des enfants risque de nuire aux perspectives salariales et à la carrière d'une femme"*, relève aussi ce document.

*"Nous avons même eu des cas extrêmes de couples qui après s'être battu pendant des années, et avoir subi des traitements coûteux pour pouvoir porter un enfant, ont recouru à l'avortement car le mari avait perdu son emploi"*, affirme M. Papadopoulos.

Paradoxalement, les familles nombreuses ont même été frappées plus que les autres par les mesures d'économie dictées par les créanciers du pays, UE et FMI, qui ont réduit les allocations et les allègements fiscaux jusque là consentis.

Le dernier train d'austérité adopté par le pays en 2012 a ainsi supprimé la prime de naissance de 2.000 euros accordée à partir du troisième enfant, et le régime d'allocations aux familles nombreuses indépendamment de leurs revenus, dont le montant pouvait atteindre jusqu'à 4.700 euros par an.

Le nouveau système mis en place en 2012 se prévaut d'assurer une assistance mieux ciblée. Mais pour recevoir le maximum prévu, 5.880 euros par an, une famille doit aligner six enfants, et ne disposer que de revenus de famine.

Parmi les autres victimes européennes de la crise de la dette, l'Espagne a aussi rogné sur ses prestations natalistes, en supprimant en 2011 une prime de 2.500 euros par naissance.

Pour Georgia et Nikos Kitsaki, un couple sans emploi de Salonique, dans le nord de la Grèce, élever trois enfants relève du coup de la gageure.

Avec une allocation chômage de 470 euros par mois, qui s'interrompra en décembre, et des allocations familiales de 276 euros, *"nous ne pouvons pas couvrir les besoins de nos enfants, et nos parents doivent nous aider sur leurs pensions de retraites"* elles-même réduites par la rigueur, affirme Mme Kistaki, qui travaillait dans l'hôtellerie.

Un article de 20minutes.fr du 21 avril 2013

### Ces lobbys qui nous pourrissent la vie (23.04)

**Livre - Dans «24 heures sous influence», Roger Lenglet dénonce la manière dont les groupes de pression influencent les moindres parcelles de nos existences...**

«*En refermant ce bouquin, soit on s'exile sur une île déserte, soit on se tire une balle...*», confie un membre de la maison d'édition. Philosophe, Roger Lenglet a passé plus de trente ans à enquêter sur les lobbys. Dans *24 heures sous influences*, il raconte comment ces groupes de pression ont infiltré les moindres parcelles de nos vies, non sans danger. Morceaux choisis.

Du thé aux métaux lourds.

Dès le petit déj', les lobbys sont présents. Dans les sachets de thé que les industriels gonflent souvent de mauvaises herbes. Et dans le thé lui-même qui a la propriété de capter les métaux lourds tels que le plomb, le cadmium ou le mercure. Dès 1995, un rapport de la direction générale de la Santé dénonçait cette situation. Depuis, il dort toujours au fond d'un tiroir.

Pas de grève au travail.

En trente ans, le nombre de syndiqués français a été divisé par cinq alors que le nombre de salariés dans les centrales a été multiplié par cinq. Les ressources des syndicats proviennent désormais à près de 50 % des entreprises et à 30 % des collectivités qui «*achètent ainsi la paix sociale*», selon Roger Lenglet. La France est aujourd'hui l'un des pays les moins syndiqués d'Europe. (Vous pouvez ajouter le milliard d'euros de l'Etat. - Ndlr)

Mauvaises ondes en soirée.

Wifi, smartphone, télévision... En finançant, eux-mêmes, des études, les grands opérateurs ont entretenu le doute sur les conséquences néfastes des ondes depuis 15 ans. En 2010, l'Agence de sécurité sanitaire (Afsset) reconnaissait que «*l'hypothèse de l'implication des [ondes] dans les pathologies neurodégénératives ne pouvait être écartée.*»

Le sommeil du juste ?

Soutenu par celui de la chimie, le lobby de la literie a tout fait pour éviter d'avoir à rendre des comptes sur les étiquettes des matelas. Mais il y aurait en fait, dans la mousse, plus d'une cinquantaine de produits toxiques, responsables, entre autres, de favoriser la maladie d'Alzheimer.

24 heures sous influence de Roger Lenglet (Ed. Bourin) 255 pages - 20 €

Un article [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 22 avril 2013

### Faut-il imiter l'"Abenomics" japonais ? (23.04)

**Au Japon, Shinzo Abe, le Premier ministre libéral-démocrate, utilise sans complexes la planche à billets pour briser les tensions déflationnistes.**

Shinzo Abe restera-t-il comme LE sauveur de l'économie japonaise ? Le Premier ministre conservateur mise sur une révolution de la politique monétaire pour enfin sortir son pays de ses tendances déflationnistes, dont il a du mal à sortir depuis 20 ans. Pour faire ce que personne n'a réussi avant lui, Shinzo Abe n'a pas hésité à écorner l'indépendance de la Banque centrale du Japon (BOJ) en nommant à sa tête un homme à sa main. À peine en place, Haruhiko Kuroda a annoncé le 4 avril un véritable arsenal pour redonner envie aux entreprises d'investir et aux ménages de dépenser.

#### Planche à billets massive

La première arme consiste à financer massivement la dette publique par la planche à billets. La BOJ, qui soutenait déjà une dette de plus de 200 % du PIB - au premier semestre 2012, elle avait déjà financé 78 % des émissions nettes -, va encore doubler ses rachats en deux ans. Y compris à long terme : elle va s'emparer d'obligations remboursables jusqu'à 40 ans après leur émission. La maturité moyenne de son portefeuille devrait ainsi passer de 3 à 7 ans. Mais la BOJ ne se contentera pas de soutenir la dette publique. Elle va investir 1 000 milliards de yens (8,2 milliards d'euros) dans des actions pour faire augmenter les cours, via des fonds ETF - des fonds de placement en action qui reproduisent la performance de plusieurs indices boursiers. Et comme si ce n'était pas déjà assez spectaculaire, elle va aussi soutenir le marché immobilier, à raison de 246 millions d'euros par an via des fonds communs de placements. Autant de mesures destinées à restaurer la confiance des agents économiques en améliorant le climat des affaires et en leur donnant le sentiment d'être plus riches.

*"C'est un changement d'échelle complet par rapport à la politique monétaire précédente",* juge Évelyne Dourille-Feer, spécialiste du Japon au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Cette thérapie de choc doit permettre un doublement de la masse monétaire en circulation d'ici 2014 et de faire monter les prix de 2 % par an d'ici deux ans. Car au Japon, atteindre la cible fixée à la Banque centrale européenne paraissait jusqu'à présent largement hors de portée. Les ménages ont tendance à reporter leur consommation pour bénéficier d'une baisse de prix qu'ils anticipent. Il faut donc les convaincre de cesser de différer leurs achats, en rendant crédible une hausse future des étiquettes. Le cercle vertueux serait alors renforcé grâce à la baisse induite du yen ainsi que par l'augmentation des crédits distribués par les banques.

*"Nouvel épisode de la guerre des monnaies"* (Charles Gave)

Pour certains, le Japon n'avait plus le choix. *"De 2008, au moment où la crise a vraiment commencé, à 2012, le Japon a vu son taux de change s'apprécier de 50 % face au dollar, car la BOJ refusait d'imprimer du yen",* selon Charles Gave, président de l'Institut des libertés et de GaveKal Capital. Le résultat était prévisible : *"Avec d'un an à un an et demi de retard, le commerce extérieur s'est effondré et le Japon a connu un déficit courant."* La première fois depuis 28 ans ! De quoi déclencher une réaction d'orgueil : *"Les Japonais ne peuvent pas supporter un déficit extérieur, ils sont mercantilistes",* interprète Charles Gave. D'autant que si celui-ci avait perduré, le risque pour le Japon aurait été de devenir dépendant des investisseurs étrangers pour financer sa dette publique record de quelque 240 % du PIB... L'objectif principal de la Banque centrale japonaise serait donc surtout de faire baisser le yen pour relancer les exportations. *"C'est un nouvel épisode de la guerre des monnaies. Le reste, c'est du pipeau",* tranche ce libéral-libertaire.

Pour l'instant, les résultats sont là. Euphoriques, les investisseurs se sont lancés dans un mouvement autoréalisateur, avant même la mise en place de la nouvelle politique monétaire. Depuis novembre et la promesse d'un choc, l'indice phare de la place boursière japonaise, le Nikkei, a gagné plus de 40 % ! Et le yen s'est effondré face au dollar de 20 %. De quoi donner des arguments à ceux qui rêvent de voir la zone euro suivre la même voie, avec la menace persistance de spirale déflationniste (avec la baisse des coûts et le chômage en Espagne, au Portugal)... Récemment, le Premier ministre espagnol a d'ailleurs réclamé que l'Eurotower de Francfort puisse agir plus fortement contre la crise. Pour l'instant, c'est nient. La BCE s'est contentée de l'annonce d'un programme de rachat de dette publique des pays en difficulté qui n'a pas

encore été activé. Mais même s'il devait l'être, il serait limité à des titres remboursables trois ans après leur émission au maximum.

Un problème de partage du profit ?

Une prudence de bon aloi ? Séduisante sur le papier, la politique japonaise pourrait se révéler inefficace. Dans une note parue début avril, la recherche économique de Natixis estime qu'elle a en fait peu de chances de faire repartir le crédit. Les achats massifs de dette souveraine devraient théoriquement permettre aux banques, détentrices de dette, d'augmenter leurs liquidités et donc de prêter plus. Mais cela ne marche que s'il existe une demande de crédits. Or, malgré des taux déjà très bas, les entreprises n'en ont pas vraiment besoin puisque leurs profits sont très élevés. Et le vieillissement de la population japonaise réduit la demande des ménages. Toujours selon Natixis, si hausse des prix il y a, elle pourrait en fait venir d'une augmentation du coût des produits importés, avec la baisse attendue du yen. Un facteur positif pour la compétitivité des exportations japonaises, mais qui augmente le prix des produits de consommation intermédiaire importés ou des énergies.

Pour Patrick Artus, de chez Natixis, la politique monétaire est en fait impuissante face au problème essentiel : *"le partage des revenus au Japon se déplace en faveur des entreprises et au détriment des salariés depuis 1999"*. Alors que les salaires n'augmentent pas aussi vite que la productivité des travailleurs japonais, *"l'excès de profit des entreprises est déposé dans les banques qui prêtent ensuite à l'État qui ne peut pas réduire son déficit public en raison de la faiblesse de la demande des ménages"*. Une situation en partie liée à l'importance du nombre de travailleurs précaires, à temps partiel ou en intérim, précise Évelyne Dourille-Feer, pour qui l'évolution de la consommation sera effectivement *"un des grands enjeux"*.

Le contraire de la politique européenne

Mais elle rappelle que la politique monétaire n'est pas le seul facteur censé stimuler la demande. Le programme économique du Premier ministre japonais, déjà surnommé *"Abenomics"*, ne se limite pas à la politique monétaire. Pour réussir, Shinzo Abe a promis de tirer *"trois flèches"* : à côté de l'assouplissement monétaire, il compte sur une relance budgétaire (10,3 trillions de yens au titre de l'année fiscale 2012), mais aussi sur des mesures structurelles en faveur de la croissance. Au final, *"le Japon fait exactement le contraire de ce qu'on fait en Europe. Il fait de la relance massive, malgré sa dette de plus de 200 % du PIB"*, remarque Évelyne Dourille-Feer. Cela passe par une stimulation de la construction immobilière, dont les effets devraient se transmettre assez rapidement à l'économie. Quant aux mesures structurelles, encore assez floues, elles devraient passer par la conclusion d'accords de libre-échange bilatéraux (dont l'accord commercial transpacifique à l'exclusion de la Chine et de la Corée), ce qui devrait nécessiter la restructuration de quelques secteurs comme l'agriculture, explique l'économiste.

Confortées par une ligne politique claire, certaines grandes entreprises comme Toyota ont déjà annoncé qu'elles étaient prêtes à augmenter les bonus d'été de leurs salariés. Un début de tendance, qui, s'il devait se confirmer par des hausses permanentes de salaires, pourrait relancer la consommation et, au final, l'investissement.

En attendant, les mesures *"non conventionnelles"* de la Banque du Japon ne sont pas exemptes de risques. *"Si cela ne marche pas, cela aura énormément augmenté la dette"*, prévient Évelyne Dourille-Feer. En cas de déficit de la balance extérieure, le Japon devrait alors faire financer une plus grande partie de sa dette publique à l'étranger, malgré les rachats massifs de sa banque centrale. Et contrairement aux Japonais, les investisseurs étrangers réclameraient une rémunération importante. Avec, dans le pire des scénarios, une faillite du pays.

## Un article de l'AFP du 22 avril 2013

### Chypre: le président accuse l'UE d'avoir utilisé son pays comme cobaye. (23.04)

Le président chypriote Nicos Anastasiades, s'exprimant devant les chefs des Parlements européens, a accusé l'Union européenne d'avoir traité Chypre comme un "cobaye" en imposant pour la première fois dans le cadre d'un plan d'aide une ponction sur les comptes bancaires.

Les ministres de la zone euro ont avalisé le 12 avril un plan de sauvetage prévoyant un prêt de 10 milliards d'euros de l'UE et du FMI en faveur de Chypre, qui doit de son côté trouver 13 milliards d'euros afin d'éviter la faillite.

La majeure partie de la contribution chypriote va provenir d'une ponction allant jusqu'à 60% sur les comptes au-delà de 100.000 euros dans la principale banque du pays, et encore plus lourde dans la deuxième, une décision sans précédent qui fait polémique.

"Chypre a été traitée comme un cobaye dans une expérience destinée à tester la théorie économique consistant à imposer une ponction sur les comptes bancaires et à évaluer les répercussions qui s'ensuivent", a fermement protesté M. Anastasiades lors d'un sommet rassemblant à Nicosie le président des Parlements nationaux des pays de l'UE.

Cela a été décidé en dépit du fait qu'il y a eu *"une surveillance inefficace du système bancaire en général"*, a-t-il poursuivi, selon le texte de son discours dont l'AFP a obtenu une copie.

*"J'espère sincèrement que ce précédent à Chypre ne va pas être mis en application ailleurs en Europe, bien que, nous le savons tous, la principale raison d'être d'un précédent est de servir à établir des normes et des règles qui seront appliquées à maintes reprises et dans le monde entier"*, a-t-il averti.

*"Chypre ne demande pas un traitement de faveur, mais un traitement juste et équitable, basé sur les mêmes termes et conditions que ceux dont ont bénéficié tous les autres partenaires de l'UE en difficulté"*, a-t-il par ailleurs déclaré.

*"Nous ne réclamons que ce à quoi nous avons le droit: la solidarité"*, a martelé le président conservateur.

*"Il est regrettable que ce principe fondamental de l'Union européenne n'ait pas été respecté. Au contraire, les décisions sur lesquelles les parties intéressées se sont mises d'accord en amont ont été imposées par la force"*, a-t-il déploré.

Le président chypriote n'a pas précisé à quelles parties il faisait allusion, mais des Chypriotes furieux des contreparties du plan de sauvetage UE-FMI ont pointé du doigt l'Allemagne comme étant à l'origine de ces mesures.

## **Un article lemonde.fr du 23 avril 2013**

### **Epargne salariale : 9 millions de salariés concernés. (25.04)**

La proposition de loi sur le déblocage exceptionnel de la participation salariale est discutée aujourd'hui, mardi 23 avril, à l'Assemblée nationale. Elle concerne près de 9 millions de salariés. En 2010 (derniers chiffres disponibles), 57,3 % des salariés du secteur marchand non agricole avaient, en effet, accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'épargne salariale, selon la Dares.

#### **Qu'entend-on par épargne salariale ?**

Il s'agit de dispositifs mis en place au sein d'une entreprise afin d'associer les salariés à sa réussite. Il faut distinguer :

la participation, qui est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés. La somme versée est calculée en fonction des bénéfices réalisés par l'entreprise, selon une formule prévue par la loi. En 2010, le montant moyen versé était de 1 494 euros par salarié bénéficiaire.

l'intéressement est facultatif. Il fait l'objet d'un accord d'entreprise. Son montant est fixé en fonction d'objectifs à atteindre. Le montant moyen versé en 2010 était de 1 546 euros par salarié bénéficiaire, toujours selon les chiffres de la Dares.

Le salarié peut aussi alimenter librement son plan d'épargne salariale, sans dépasser 25 % de sa rémunération annuelle. Pour le Perco, il est possible de verser les sommes correspondantes à 10 jours maximum de son compte épargne temps et 5 jours maximum de congés non pris.

#### **Quand le salarié peut-il disposer de cette épargne ?**

Chaque année le salarié a le choix entre placer cette somme dans un dispositif d'épargne salariale - dans ce cas la somme est exonérée d'impôt sur le revenu - ou récupérer le montant, qui sera alors imposé selon sa tranche d'impôt sur le revenu.

#### **Qu'est ce que l'abondement ?**

Lorsque le salarié alimente son dispositif d'épargne salariale, l'entreprise peut (ou non) l'abonder. Cet abondement peut varier selon le dispositif, mais il ne dépassera pas 2 962,56 euros pour un plan d'épargne entreprise (PEE) et 5 819 euros pour un plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco). En 2010, le montant moyen de l'abondement sur un PEE était de 593 euros et de 608 euros sur un Perco.

#### **Où est placée cette épargne ?**

Les entreprises proposent à leurs salariés soit un plan d'épargne entreprise (PEE), soit un Perco (plan d'épargne pour la retraite collectif), soit les deux. Les modalités de ces produits diffèrent notamment sur la durée de blocage de l'épargne et sur les options de sortie, le Perco permettant, par exemple, le versement d'une rente viagère au moment de la retraite.

#### **PEE :**

Comment placer son épargne : au moins 3 FCPE (fonds communs de placements d'entreprise) avec des profils d'investissements différents (monétaire, actions, obligations...) au moins un fonds solidaire. Actionnariat salarié : certaines entreprises proposent un FCPE qui est, en partie, investi dans des actions de la société, d'autres permettent d'acheter des titres en direct. Les comptes bloqués sont rares.

Disponibilité de l'épargne : Au bout de 5 ans glissants.

Cas de déblocages anticipés : mariage, pacs, naissance, divorce, séparation, fin du contrat de travail, création ou reprise d'une entreprise, achat de la résidence principale, décès, invalidité, surendettement.

Sortie : sortie en capital en une ou plusieurs fois.

Fiscalité de l'épargne en cas de retrait : seulement les prélèvements sociaux (15,5%).

En cas de décès : Les héritiers peuvent récupérer les sommes accumulées.

### **Perco**

Comment placer son épargne : au moins 3 FCPE (fonds communs de placements d'entreprise) avec des profils d'investissements différents au moins un fonds solidaire.

Disponibilité de l'épargne : bloquée jusqu'à la retraite.

Cas de déblocages anticipés : achat de la résidence principale, décès, invalidité, surendettement, fin des droits au chômage.

Sortie : sortie en capital et/ou en rente.

Fiscalité de l'épargne en cas de retrait : en cas de sortie en capital : prélèvements sociaux.

En cas de décès : les héritiers peuvent récupérer les sommes accumulées. En cas de rente viagère, l'épargne est perdue à moins d'avoir souscrit une option de réversion ou à annuités garanties.

Sortie en rente : imposition sur les revenus sur 30 % à 70 % du montant en fonction de l'âge du bénéficiaire + prélèvements sociaux.



## Un article de l'Expansion.com du 24 avril 2013

### Niveau de vie, patrimoine: 10 chiffres sur les inégalités en France. (25.04)

La crise a bel et bien affecté le niveau de vie des Français. Mais certaines catégories de la population ont été plus touchées que d'autres. Qui ont été les gagnants et les perdants? Eléments de réponses tirés de l'édition 2013 de l'ouvrage "Les revenus et le patrimoine des ménages", publié par l'Insee ce mercredi 24 avril.

**19 270 euros** : c'est le niveau de vie médian des Français en 2010, soit 1.610 euros mensuels. Par rapport à 2009, il a baissé de 0,5%. Les 10% de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10 430 euros annuels, contre au moins 36 270 euros pour les 10% les plus aisées, soit 3,5 fois plus.

**+1,3%** : c'est la hausse du niveau de vie plancher des plus riches en 2010, contre une baisse de 1,2% pour les 10% de Français les plus pauvres. Tous les déciles de niveau de vie ont été affectés par une baisse, à l'exception donc des 5% des plus aisés. La masse de leurs revenus a augmenté de 4,7% en 2010. Les trois quarts de cette augmentation proviennent des revenus d'activité et le dernier quart de la hausse des revenus du patrimoine.

**2%** : c'est le poids des amortisseurs sociaux dans l'atténuation des des inégalités de revenus entre les ménages les plus et les moins favorisés. Ainsi, entre 2008 et 2010, le 1er décile de revenu par unité de consommation diminue de 3,2% par an avant transferts sociaux et fiscaux, contre 1,2% après transferts.

**14,1% de pauvres en France**, soit 600.000 personnes (il doit y avoir un erreur, ce serait plutôt aux alentours de 9 millions. - Ndlr) vivant avec moins de 964 euros par mois en 2010. Le taux de pauvreté monétaire est en hausse de 0,6 point sur un an. La plupart des indicateurs d'inégalités sont remontés en 2010. Le rapport entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20% des ménages les plus aisés et celle détenue par les 20% des plus pauvres est ainsi passé de 4,3 à 4,5.

**2,7 millions d'enfants pauvres**. La hausse de la pauvreté concerne principalement les inactifs : les retraités (11% de la hausse), les chômeurs (16%) et surtout les enfants de moins de 18 ans (63%). Le taux de pauvreté des moins de 18 ans atteint de 19,6% en 2010. Le risque de pauvreté des enfants est principalement déterminé par la situation des parents sur le marché du travail et la taille des fratries. Ainsi, en 2010, 39% des enfants pauvres vivent dans une famille dans laquelle aucun parent ne travaille.

**18 560 euros** : c'est le niveau de vie médian annuel des plus de 65 ans, soit 710 euros de moins que la médiane de tous les Français. Globalement, depuis 1996, en moyenne, les niveaux de vie des plus de 65 ans et des personnes d'âge actif évoluent parallèlement. La concentration des personnes âgées dans les niveaux de vie intermédiaires s'est accentuée entre 1996 et 2009. Elles ont moins souvent de très faibles revenus, grâce au plancher de ressources assuré par le minimum vieillesse, cumulé éventuellement avec des aides au logement.

**13% des plus de 75 ans sont pauvres**. Avec un taux de pauvreté de 10,4%, les personnes âgées restent en moyenne moins touchées par la pauvreté que les personnes d'âge actif (12,8% en 2009). Ce taux est de 7,7 % pour les personnes âgées de 65 à 74 ans ou plus. Il monte à 13% pour les 75 ans et plus. La pauvreté des seniors reste concentrée - et s'est même accrue - chez les femmes de plus de 75 ans, souvent veuves et qui, sur les générations concernées, ont peu travaillé.

**46% des Français ont un crédit en cour en 2010**. 18% de ces ménages se sont endettés uniquement pour un achat immobilier ou financer de gros travaux. 18% ont souscrit un emprunt pour un motif de consommation (électroménager, voiture...). Et enfin 10% d'entre eux cumulent les deux types de crédits. L'acquisition de la résidence principale est le premier motif d'endettement (44 %). Vient ensuite l'achat d'un véhicule (41%) et le financement de gros travaux ou d'un autre bien immobilier.

**54.000 euros** : c'est le montant moyen que les ménages endettés doivent rembourser en 2010, soit 621 euros par mois. Ce moyenne varie de 225 euros par mois pour un crédit à la consommation à 775 euros pour l'immobilier. Le patrimoine net moyen d'un ménage endetté est de 213 000 euros contre 186 500 euros

pour les ménages non endettés. Les ménages endettés pour motif immobilier ont un patrimoine net encore plus élevé, de 308 300 euros.

**18% des ménages** remboursent chaque mois plus de 30% de leur revenu disponible. Un ménage endetté sur deux rembourse plus de 15% de son revenu disponible. Cette charge monte jusqu'à 19% dans le cas d'un emprunt immobilier et descend à 8% pour un crédit à la consommation. Par ailleurs, 18% des ménages endettés sont en situation de fragilité et doivent rembourser plus de 30% de leurs revenus disponibles sur l'année.

## Un article de l'AFP du 23 avril 2013

### L'Islande ordonne à Visa et MasterCard de débloquent les paiements à WikiLeaks. (25.04)

L'Islande a ordonné mercredi au partenaire en Islande des deux géants des cartes bancaires Visa et MasterCard, qui bloquent les donations au site internet Wikileaks depuis 2010, de les permettre à nouveau.

La Cour suprême a confirmé un jugement prononcé en juillet qui estimait que Valitor (anciennement Visa Iceland) avait mis fin sans raison valable à son contrat avec WikiLeaks.

Elle a donné à cette société 15 jours pour rouvrir le portail de donations. Si ce n'est pas fait, Valitor devra s'acquitter d'une amende journalière de 800.000 couronnes (plus de 5.200 euros).

Après s'être rendu mondialement célèbre en publiant des documents classés sur les guerres d'Irak et d'Afghanistan et des milliers de télégrammes secrets de la diplomatie américaine, WikiLeaks a dû faire face à la tentative de Visa et MasterCard de bloquer les dons d'internautes. WikiLeaks estime que le manque à gagner se chiffre en millions de dollars.

*"Nous remercions le peuple islandais d'avoir montré qu'il ne se laisserait pas intimider par des groupes de services financiers soutenus par Washington tels que Visa", a affirmé dans un communiqué le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange.*

Des plaintes contre le blocage des dons à WikiLeaks ont été déposées dans d'autres pays, et la Commission européenne évalue si elle doit enquêter sur cette affaire.

Un article [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 23 avril 2013

### Une overdose de cocaïne à l'origine de la crise financière ? (25.04)

**Elle pousse à prendre toujours plus de risques et sa consommation est fréquente chez les traders : la poudre blanche pourrait être la cause du chaos financier.**

La cocaïne, voilà l'ennemi ? Alors que les gouvernements tentent d'éponger les dégâts de la crise financière de 2008, le professeur David Nutt croit détenir la source des maux de nos économies. La semaine dernière, il expliquait au Sunday Times que les banquiers avaient été amenés à prendre des risques irrationnels sous l'effet de la cocaïne qui leur procurait un "excès de confiance". Résultat : *"Ils nous ont mis dans un chaos sans nom."*

Ce spécialiste des drogues a été le conseiller du gouvernement de Gordon Brown en 2009, avant d'être renvoyé pour avoir publié des propos jugés controversés. Il affirmait, par exemple, que prendre de l'ecstasy ne causait pas plus de mal que de monter à cheval. Difficile, cependant, de lui donner tort sur les effets de ce puissant psychotrope.

La coke *"altère la capacité à décider"*

*"La cocaïne rend euphorique et mégalomane... au début"*, explique Laurent Karila, psychiatre spécialiste des addictions au Centre d'enseignement de recherche et de traitement des addictions de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif. *"Puis, très vite, une consommation régulière altère la capacité de décision et conduit à augmenter ses prises de risque"*, confirme-t-il. Les patients qui viennent se faire soigner, surtout parmi les classes supérieures, franchissent le pas, car la drogue, très addictogène, commence à détruire petit à petit vie professionnelle comme personnelle.

Reste à savoir dans quelle mesure le monde de la finance est plus concerné que le reste de la population, alors que la cocaïne a vu son prix divisé par deux en dix ans. Dans un rapport daté de 2010, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie souligne que certaines professions *"sont plus touchées que d'autres"* face à la prise de drogues. Comme les *"personnels dirigeants"* et celles du *"secteur financier"* ! Mais il est difficile d'obtenir une radiographie plus précise, l'utilisation de la cocaïne étant illicite en Europe. Elle est cependant la deuxième drogue la plus consommée sur le continent, après le cannabis.

Des traders shootés témoignent

Dans les rues de la City, ou de l'autre côté de l'océan, à Wall Street, les témoignages d'anciens traders et autres *"golden boys"* se sont multipliés sur ce sujet depuis cinq ans. En réaction aux déclarations du docteur Nutt, le Guardian a donné la parole à Geraint Anderson, un ex-analyste financier : *"Je ne peux qu'être d'accord. La cocaïne (je m'y connais) est une drogue qui vous met dans un état d'exubérance excessive et vous pousse à parler de choses dont vous ne connaissez rien avec beaucoup de conviction"*, se souvient-il.

Toujours dans les colonnes du quotidien britannique, Joris Luyendijk confesse qu'il a dû quitter le monde de la spéculation pour ne pas devenir *"un monstre"*. Et il dresse ce constat accablant : *"Il existe un parallèle frappant entre l'addiction à une drogue et certains aspects de la finance. Chaque junkie vous dira qu'il n'est pas dépendant, qu'il veut juste une dernière prise. Beaucoup de banquiers vous diront qu'ils veulent sortir de ce secteur, mais pas avant un dernier bonus."* Désormais loin de ses collègues, il se rappelle qu'il mélangeait allègrement cocaïne et alcool avec ses clients de l'époque, *"pour ne rien sentir, même après huit pintes"*.

Il existe, en effet, un *"mariage magique entre la coke et l'alcool"*, prévient Laurent Karila. *"Ce cocktail produit du cocaéthylène, une molécule qui pousse à une consommation de substances toujours plus importante."* Une spirale infernale. Et pour qui veut un exemple célèbre, n'oublions pas celui du plus célèbre des escrocs et ex-courtier Bernard Madoff. On dit que son bureau contenait tellement de cocaïne que l'endroit avait pour surnom... le *"pôle Nord"*.

Commentaire.

C'est tous bonus pour les banquiers : ils blanchissent la came en empochant une grosse commission au passage, ensuite une masse énorme du fric de la vente de la came retourne dans leurs coffres via leurs traders défoncés comme des bêtes, à qui la came doit être tendue plein pot, normal ils sont bourrés de tunes.

Bordel, quel business d'enfer, ils lavent, ils rincent, ils sèchent et ils blanchissent, un service complet digne d'un 5 étoiles situé dans un paradis fiscal au coeur de la City par exemple.

Au fait, plus sérieusement, nos gouvernants, leur police qui fait chier un jeune parce qu'il fume un malheureux joint assis tranquillement sur l'heure dans un parc, est-elle au courant que les banquiers et autres traders s'en foutent plein le pif à longueur de journée sous leurs yeux ?

Bien entendu, comme elle sait que ce sont les banquiers eux-mêmes qui organisent le trafic de la came. Il y a 38 ans un pote m'en avait touché deux mots, quand à Boulogne Billancourt un fils de banquier s'était fait serrer, bon avant d'être relâché peu de temps après un coup de fil de papa. Je vous ai déjà raconté que l'un des plus gros trafics de came de la région parisienne se déroulait à cent mètres des bureaux d'Interpol à Saint-Cloud, sous leurs fenêtres quoi. Je connaissais le dealer qui approvisionnait le show-business, Haliday, Cocatrix et Cie.

Quant à la cocaïne, j'ai essayé quelques fois il y a plus de 35 ans. Effectivement, le danger c'est que tu te sens tellement bien que tu peux faire d'énorme connerie en imaginant que cela sera sans conséquence, tu te marres comme un tordu, le danger extrême, c'est qu'au bout d'une semaine tu es accroché et si tu n'as pas la présence d'esprit d'en détecter les premiers signes, des crampes d'estomac, t'es foutu ! Alors pas touche, même pour se marrer, l'héroïne c'est pareil sauf que cela te rend malade, comme quand tu as trop picolé. Le LSD peut vous rendre dingue, ça monte et ça redescend, c'est génial, on a l'impression d'être dans une fusée qui décolle ou dans un Mirage 4, ça pousse très fort, ouais, jusqu'au jour où on ne redescend plus jamais, où une partie du cerveau a été endommagé, donc pas touche.

## Un article de l'AFP du 22 avril 2013

### Zone euro: l'activité privée se contracte encore, inquiétudes pour l'Allemagne. (25.04)

L'activité privée dans la zone euro a continué de se contracter en avril au même rythme que le mois précédent, avec des signes inquiétants en provenance d'Allemagne qui font craindre une intensification de la récession au deuxième trimestre.

Le PMI composite s'est établi à 46,5 points en avril, soit le même niveau qu'en mars, selon le cabinet Markit qui publie mardi une première estimation de cet indice. Lorsqu'il dépasse 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se contracte s'il est inférieur à ce seuil.

C'est la 19<sup>e</sup> contraction mensuelle de l'activité globale au cours des 20 derniers mois, l'exception ayant été une croissance marginale en janvier 2012, souligne Markit.

*"Bien que l'indice PMI reste inchangé en avril, la situation économique de la zone euro reste préoccupante en ce début de deuxième trimestre, la région semblant s'orienter vers une intensification de la récession",* indique Chris Williamson, économiste pour Markit.

La situation est d'autant plus préoccupante que l'Allemagne, première économie de la zone euro, a vu son activité se contracter en avril, avec un PMI à 48,8 points.

Cela *"laisse craindre que le principal moteur de croissance de la région ne commence à se replier, entraînant le reste de la région dans son sillage alors que des contractions particulièrement fortes persistent en France, en Italie et en Espagne"*, indique le cabinet.

Dans le détail, l'activité de la zone euro s'est contractée en avril tant dans le secteur manufacturier (46,5, le plus fort repli en quatre mois) que dans les services (46,6).

## Un article de l'AFP du 29 avril 2013

### La CIA a arrosé d'"argent fantôme" le président afghan. (30.04)

La CIA a livré aux services du président afghan, Hamid Karzaï, des dizaines de millions de dollars en liquide dans des valises, des sacs à dos et même des sacs en plastique, écrit le New York Times, qui cite des conseillers du chef de l'Etat afghan.

Cet "*argent fantôme*" visait à asseoir l'influence des services de renseignement américains, mais il a surtout alimenté la corruption et les chefs de guerre, liés pour certains au trafic de drogue, voire aux taliban, minant la stratégie de retrait d'Afghanistan décidée à Washington, ajoute le journal en citant des sources autorisées américaines.

*"Les Etats-Unis ont été la plus grande source de corruption en Afghanistan"*, a dit un responsable américain au NYT.

La CIA n'a pas souhaité faire de commentaire sur cet article. Le département d'Etat n'a pas immédiatement réagi. Le journal ne mentionne pas de réaction du gouvernement afghan.

*"Nous appelions cela 'l'argent fantôme'", a confié au journal Khalil Roman, directeur de cabinet d'Hamid Karzaï de 2002 à 2005. "Il arrivait en secret et il repartait en secret."*

La CIA a procédé à de tels versements environ chaque mois pendant une dizaine d'années, écrit le New York Times. Rien n'indique que le président afghan en ait bénéficié personnellement, ont dit au journal des officiels afghans, selon lesquels l'argent était remis à son Conseil de sécurité nationale.

En visite à Helsinki où il a rencontré les dirigeants finlandais, Hamid Karzaï a reconnu que le Conseil de sécurité nationale avait bénéficié du soutien du gouvernement américain au cours des dix dernières années.

Il a ajouté devant la presse que les montants versés n'étaient "*pas substantiels*" et que les fonds étaient employés à différentes tâches dont l'aide à des blessés. *"Il s'agissait d'une assistance à usage multiple"*, a-t-il seulement dit, sans s'exprimer sur les allégations de corruption.

La mise au point sur ce sujet a été faite à Kaboul par le porte-parole du ministère afghan des Affaires étrangères qui a déclaré que le New York Times ne disposait d'aucun élément de preuve à l'appui de ce qu'il publie.

Commentaire.

Personne n'osera remettre en cause ces informations et accuser l'AFP de conspirationnisme ou de complotisme compulsif !

Ce que ne dit pas cet article c'est d'où provient cet argent. Peut-on raisonnablement soupçonner qu'elle proviendrait du trafic d'héroïne qu'elle organise en sous-main, ce qui confirmerait ce que nous savions déjà.

Il n'est pas sûr que l'ensemble de l'administration américaine soit impliquée dans cette affaire, cela confirmerait aussi qu'il existe bien un gouvernement "*fantôme*" à l'intérieur du gouvernement américain qui implique des pans entiers de la CIA, du FBI et du Pentagone, qui agit hors de tout contrôle, dont le commandement suprême serait situé, où ? Par exemple à la Fed. Non, mais alors qui détient le pouvoir économique aux Etats-Unis sinon les faux monnayeurs...

## Un article de l'AFP du 27 avril 2013

### Zone euro: l'austérité à marche forcée, "erreur" plus ou moins nécessaire. (28.04)

Au moment où la zone euro ralentit la cadence de la rigueur budgétaire, l'heure est à un premier bilan de l'austérité appliquée jusqu'ici à marche forcée. Un "succès", plaide l'Allemagne. Une erreur, répondent des économistes, alors que d'autres y voient un mal nécessaire.

En pleine récession, et face à la grogne sociale, plusieurs gouvernements européens ont décidé de se donner un peu plus de temps pour réduire leurs déficits. Et Bruxelles a fini par admettre les limites de l'austérité.

Pour autant, le débat sur la stratégie adoptée jusqu'ici n'est pas tranché.

C'est "*déjà un succès*", affirme le ministère allemand des Finances, chiffres à l'appui. De fait, confirme la Commission européenne, le déficit public de la zone euro est passé d'environ 6% du produit intérieur brut (PIB) en 2011 à moins de 3% cette année. Et à ceux qui demandent un changement de rythme, elle répond: le ralentissement est en cours, puisque l'effort structurel de réduction des déficits est moitié moindre en 2013 qu'en 2012.

Sans en nier les résultats, des économistes interrogés par l'AFP contestent le bien fondé de ces choix.

*"Si l'objectif était de casser la croissance et d'augmenter de plusieurs millions le nombre de pauvres en Europe, alors c'est une réussite!"*, ironise Philippe Askenazy, de l'Ecole d'économie de Paris.

Ce membre du collectif des "*économistes atterrés*", classé à gauche, constate "*un cercle vicieux: sans croissance, les pays sont incapables d'atteindre leurs objectifs budgétaires donc ils font plus d'austérité, ce qui casse davantage la croissance et rend encore moins possible d'atteindre les objectifs*".

Jean Pisani-Ferry estime aussi que "*l'Europe a fait l'erreur de tout miser sur la réduction des déficits*". Celui qui vient de quitter la direction du cercle de réflexion européen Bruegel pour conseiller le gouvernement français affirme que les Européens auraient dû, avant de serrer à ce point la vis budgétaire, régler "*les problèmes de l'économie privée*" et améliorer "*les conditions du financement bancaire*".

*"Il y a eu un raté"*, reconnaît l'économiste en chef de la Deutsche Bank, Gilles Moëc, "*toute la stratégie a été pensée avec l'idée que la consolidation budgétaire serait compensée par une politique monétaire accommodante*". Mais il s'est avéré que les fragilités bancaires ont empêché de bien transmettre les bienfaits de cette politique monétaire à tous les pays de la zone euro.

L'austérité a donc eu des effets bien plus négatifs sur l'activité économique que ne le prédisaient officiellement les institutions internationales et les gouvernements.

Mais certains estiment qu'il n'y avait pas d'alternatives possibles.

Pour Gilles Moëc, les Européens n'avaient pas d'autre choix que de suivre la voie empruntée. "*On ne peut pas faire autre chose que ce que les marchés sont prêts à accepter*", résume-t-il. Selon lui, "*en 2009, promettre autre chose qu'une réduction des déficits aurait été suicidaire, parce que les marchés à l'époque étaient incapables d'entendre un autre discours*".

Surtout, insiste-t-il, cette première phase douloureuse a permis aux Etats européens de faire la démonstration de leur crédibilité budgétaire, ce qui les autorise aujourd'hui à relâcher l'effort.

*"D'autres voies étaient possibles"*, rétorque Philippe Askenazy. Il évoque notamment "*un autre choix institutionnel*": "*si la Banque centrale européenne avait joué son rôle de parapluie pour les dettes européennes il n'y aurait eu aucune spéculation, comme il n'y a pas de spéculation sur la dette américaine, et on aurait pu se passer totalement de l'austérité*".



Mais ce "*choix politique*" supposait de modifier les traités européens et, donc, d'avoir "*des leaders européens courageux*", glisse-t-il, soulignant qu'en 2010, la chancelière allemande Angela Merkel, chantre de la rigueur, avait face à elle "*un Nicolas Sarkozy déjà affaibli en France, un Silvio Berlusconi sans consistance en Italie et José Luis Zapatero en fin de mandat en Espagne*".

Commentaire.

Voilà des gens modestes, honnêtes, sincères, si, si, qui reconnaissent leurs erreurs. Ah bon ! 20 millions de chômeurs dans l'UE, en voilà une formidable réussite, chiffre officiel, en réalité beaucoup plus. 1 jeune sur 2 au chômage, quel succès ! Des dizaines de millions de travailleurs pauvres, un formidable progrès social ! Etc. etc. etc.

Mais bon, il faut les comprendre les malheureux, ils "*n'avaient pas d'autre choix*", parce qu'il ne leur était pas possible de "*faire autre chose que ce que les marchés sont prêts à accepter*", donc à part servir de porte-parole des marchés, tous ces gouvernements, ces parlementaires nationaux et européens ils servent à quoi, à rien, alors il faut les chasser du pouvoir.

Ces "*économistes atterrés*", classés à gauche, sans rire, sont ceux qui dans un show animé par Mediapart sur la dette avaient omis de citer son origine, cette loi de 1973 qui subordonnait l'Etat au marché, un "*oubli*", qu'ils n'envisageaient évidemment pas d'abolir, pas plus que rompre avec la finance, pensez donc.

La croissance, vous en voulez, alors il faut rompre avec les marchés qui manipulent le cours des monnaies, des matières premières qui ont gangrené toutes les institutions politiques, il faut leur retirer tout leur pouvoir, tout le pouvoir doit revenir aux travailleurs, c'est à eux de définir quoi produire, dans quelles conditions, à quel coût, de décider de la répartition des richesses produites, il faut donc exproprier les banquiers et toutes les institutions financières, les actionnaires des grandes entreprises, s'attaquer aux fondements du capitalisme sur la base d'une République sociale une fois que les travailleurs se sont emparés du pouvoir politique par une révolution prolétarienne et socialiste, il n'existe pas d'autre alternative : le socialisme.

## Un article de l'AFP du 26 avril 2013

### Bruxelles veut faciliter la libre circulation des travailleurs. (28.04)

La Commission européenne a présenté vendredi un plan visant à faciliter la libre circulation des travailleurs dans l'UE au moment où plusieurs capitales dont Londres et Berlin s'inquiètent de l'arrivée massive de travailleurs bulgares ou roumains sur leur sol.

*"La libre circulation des travailleurs est un principe fondamental du marché unique de l'Union européenne", a rappelé le commissaire européen chargé des Affaires sociales, Laszlo Andor, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles.*

*"Alors que certains Etats membres affichent un taux de chômage beaucoup plus élevé que d'autres, il est d'autant plus important d'aider ceux qui le souhaitent à travailler dans un autre pays de l'Union. La mobilité de la main-d'oeuvre profite aux économies des Etats membres comme aux travailleurs concernés. Cette proposition permettra aux travailleurs de surmonter les obstacles à l'exercice d'une activité professionnelle dans un autre pays de l'Union", a insisté le commissaire européen.*

Bruxelles souhaite une meilleure application de la loi européenne sur le droit des citoyens européens de travailler dans un autre Etat membre que le leur.

Mais plusieurs pays souhaitent un aménagement de cette législation.

Les ministres de l'Intérieur allemand, autrichien, britannique et néerlandais ont ainsi demandé cette semaine à l'UE un durcissement de la lutte contre la fraude aux prestations sociales des immigrés au sein de l'UE.

Concrètement, les quatre ministres ont demandé qu'une interdiction de territoire puisse être prononcée à l'encontre de citoyens de l'UE, qui bénéficient de la liberté de circulation, s'ils ont commis une fraude aux prestations sociales.

*"Ce type d'immigration fait peser un coût supplémentaire considérable sur les sociétés-hôtes (...) et un nombre significatif de nouveaux arrivants reçoivent du pays d'accueil des aides sociales, très souvent sans y avoir réellement droit, obérant le système social de ce pays", ont affirmé les ministres sans toutefois chiffrer ce coût.*

Ils ont plaidé pour une libre circulation s'appliquant *"de façon responsable"*.

Sans les nommer, les ministres visaient principalement la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, qui constituent les gros bataillons de migrants européens dans les pays d'Europe de l'ouest. Ces migrants sont souvent des Roms discriminés dans leur pays d'origine.

Interrogé à ce sujet, M. Andor a estimé que la lettre des quatre ministres européens s'expliquait avant tout pour des raisons de politique intérieure.

*"La lettre ne contient aucune preuve ou analyse concrète de la situation", a-t-il dit.*

Actuellement, 3% de la main-d'oeuvre de l'Union, soit 9,5 millions de personnes, vivent et travaillent dans un autre Etat membre. Il convient d'y ajouter 1,2 million de personnes supplémentaires qui vivent dans un pays de l'Union, mais travaillent dans un autre.

Commentaire.

Il est clair que la Commission européenne ne peut pas prendre des décisions favorables aux travailleurs, ce n'est pas sa fonction ou mission. Que cache ces *"bonnes"* intentions ? Faire baisser le coût du travail, accroître la précarité et le chômage dans les pays les plus riches, fournir des arguments à l'extrême droite...

## Un article de l'AFP du 6 mai 2013

### Wal-Mart, première entreprise américaine devant ExxonMobil, selon Fortune. (07.05)

Le géant de la distribution Wal-Mart a accédé au rang de première entreprise américaine en termes de chiffres d'affaires, détrônant le groupe pétrolier ExxonMobil, selon le classement du magazine Fortune pour 2013 publié lundi.

Deuxième du classement 2012, le géant de la distribution affiche un chiffre d'affaires de 469,2 milliard de dollars contre 449,9 milliards pour ExxonMobil, relégué à la deuxième place et suivi à distance par son concurrent Chevron (233,9 milliards).

Phillips 66, groupe de raffinage et distribution pétrolière issu de la scission de ConocoPhillips, se place en 4e position (169,6 milliards de dollars), comme l'était ConocoPhillips l'an dernier avant de séparer ses activités d'exploration et de production du raffinage.

Berkshire Hathaway, la holding du deuxième homme le plus riche des Etats-Unis, Warren Buffett, qui tenait son assemblée générale ce week-end, avance de deux places par rapport à l'année dernière et se classe désormais en 5e position avec un chiffre d'affaires de 162,5 milliards de dollars.

Le géant informatique Apple fait un bond spectaculaire de la 17e à la 6e place, avec un chiffre d'affaires de 156,5 milliards de dollars. Son rival Microsoft n'arrive qu'à la 35e place de ce classement des 500 plus grandes entreprises américaines.

Avec 134,3 milliards, le constructeur automobile Ford ferme un Top 10 dont le groupe informatique Hewlett-Packard et la société publique de refinancement hypothécaire américaine Fannie Mae ont été exclus cette année.

La première banque du classement, JPMorgan Chase, figure en 18e position avec 108,2 milliards.

La bataille des producteurs de sodas est par ailleurs remportée haut la main par PepsiCo, qui se classe en 43e position (65,5 milliards de dollars), alors que le groupe Coca-Cola n'arrive qu'à la 57e position (48 milliards).

Selon Fortune, les bénéfices engrangés par les 500 plus grandes entreprises américaines se sont par ailleurs élevés en 2012 à 820 milliards de dollars en 2012, tout près du record historique de 824 milliards atteint l'année précédente.

*"Les dirigeants ont de plus en plus confiance dans le fait qu'ils peuvent maintenir un haut niveau de rentabilité même dans une économie qui se rétablit lentement",* a commenté Shawn Tully, un des responsables du magazine Fortune.

Avec 44,8 milliards de bénéfices, ExxonMobil est l'entreprise américaine la plus rentable suivie de près par Apple et ses 41,7 milliards, d'après les données du magazine.

Première en termes de chiffre d'affaires, Wal-Mart arrive loin derrière avec 16,9 milliards de bénéfices.

## Un article de fr.goldbroker.com du 4 mai 2013

### Deutsche Bank, la banque la plus exposée aux produits dérivés dans le monde. (08.05)

Par Philippe Herlin – Chercheur en finance

C'est la petite info de la semaine, qui est passée sous les radars, mais sur laquelle il faut revenir : la banque qui possède la plus forte exposition aux produits dérivés dans le monde n'est pas la JP Morgan, comme on le pensait, mais la Deutsche Bank. Comme l'indique son rapport annuel 2012, la banque est exposée à hauteur de, attention retour à la ligne :

55.605.039.000.000 euros, autrement dit 55.605 milliards d'euros, 55 mille milliards d'euros, ou 55,6 trillions d'euros, ouf.

Par comparaison, le PIB de l'Allemagne s'élevait à 2012 à 2.644 milliards d'euros, ce qui signifie que les engagements de la première banque du pays dans les produits dérivés sont vingt fois plus élevés que toute la richesse créée en un an dans la première puissance économique européenne. Converti en dollars, cela représente 72,8 trillions de dollars, soit un peu plus que la JP Morgan. L'Europe détient le record, la première banque au cœur du pays le plus solide, bravo !

Mais il ne faudrait pas s'inquiéter selon les comptes de la banque allemande, car tous ces engagements sont compensés et, au final, l'exposition nette ressort à 20,3 milliards d'euros seulement. C'est ce qu'expliquent les dirigeants des grandes banques lorsqu'on met ce sujet sur la table : les positions s'équilibrent. Quand un engagement est pris sur un produit dérivé, la banque achète une protection (la position inverse) pour se prémunir.

Mais au fait, à qui achète-t-elle cette protection ? A une autre banque... En réalité toutes les grandes banques se vendent des produits dérivés, ce qui signifie que si l'une d'entre elles fait faillite, toutes les autres plongent ! Les protections vendues par la banque en faillite s'évanouissent, et les autres banques voient leur exposition nette exploser et tombent également. C'est ce qui a failli se produire avec la faillite d'AIG en septembre 2008 qui était la contrepartie de nombreux établissements financiers, et qui a été sauvée en catastrophe par l'Etat américain. Le calcul de l'exposition nette est ainsi purement théorique. Les dépôts de la Deutsche Bank représentent un centième de ces 55,6 trillions d'euros de produits dérivés, Chypre à côté c'est de la rigolade.

Toutes les grandes banques se tiennent ainsi en équilibre sur une montagne de produits dérivés qui devient très friable en période de crise. Il y a tout de même un point positif dans cette affaire : le siège de la Deutsche Bank se trouve à Francfort, comme celui de la BCE, ainsi Mario Draghi n'aura que quelques rues à traverser en cas de problème.

Un article de fr.goldbroker.com du 4 mai 2013

### Azouz Begag, victime de l'islamophobie médiatique ? (09.05)

Azouz Begag a-t-il été écarté du talk-show Hondelatte Dimanche, diffusé sur Numéro 23, pour s'être opposé aux propos islamophobes du journaliste Robert Ménard ? C'est ce qu'affirme l'ancien ministre chargé de la Promotion de l'égalité des chances dans une interview accordée à Zaman France parue lundi 6 mai.

Azouz Begag était un des chroniqueurs du talk-show hebdomadaire animé par Christophe Hondelatte. Robert Ménard, connu pour avoir dirigé un temps Reporters sans frontières (RSF), y a été invité autour du thème « *L'islam est-il soluble dans la République ?* » avec, pour point de départ du débat, le sondage paru en janvier dernier soulignant un vif rejet de la religion par 74 % de Français.

Lors de ce moment de télé passé inaperçu mais diffusé le 17 février, ce dernier aurait dit « *qu'en Seine-Saint-Denis naissent plus de musulmans que de Français !* ». Des propos scandaleux au regard de Azouz Begag. « *J'ai demandé à Menard : mais comment savez-vous ça, vous avez des statistiques ? Il y a eu un énorme silence à l'antenne. Menard proférait des mots qui étaient pénalement répréhensibles et ils le savaient. Je suis persuadé que ma position d'attaquer les islamophobes m'a été préjudiciable* », a-t-il déclaré.

Vérification faite par Saphirnews, ces déclarations ont bien été faites (voir vidéo plus bas). « *Dans un département comme la Seine-Saint-Denis où un enfant sur deux qui naît est un enfant musulman* », a dit plus exactement M. Ménard, appuyant ses dires sur « *des statistiques de sociologues* » relatives aux prénoms comme pour entretenir le sentiment d'une « *invasion* ». « *Quand des minorités sont à ce point importantes dans certaines parties du territoire, ça leur fait peur (aux gens). On peut trouver cela déplorable, (...), reste que c'est comme ça* », conclut-il. Des propos qui arrivent en fin d'émission et qui suivent un discours qui sent bon la stigmatisation.

Le journaliste n'a en effet pas mâché ses mots à l'égard de la religion musulmane, qui aurait selon lui « *un problème de fond* ». Déclarant d'abord que « *ce n'est pas une religion sympathique, Mahomet n'est pas un Prophète sympathique. Le Christ, quand il plaide pour l'amour, ça me parle plus qu'un type qui fait la guerre et qui tue dans la deuxième partie de sa vie bon nombre de gens* » (4'12), il lie ensuite les atteintes aux droits de la femme en terres d'islam à la religion (6'28).

Dans ce registre, on remarquera aussi et surtout la polémiste Elisabeth Lévy, chroniqueuse de l'émission, qui n'a cessé d'assimiler les jeunes de quartiers à des potentiels Mohamed Merah et de répéter que l'islam, « *quand il est majoritaire* », est « *extrêmement intolérant* ».

L'islam endure bien une mauvaise image auprès d'une majorité de Français, à en croire les sondages mais plutôt que de combattre les préjugés, ils sont aussi entretenus par des personnalités médiatiques à coup de propos caricaturaux qui témoignent d'une méconnaissance - voulues ou non - de l'islam.

Depuis cet épisode filmé il y a plusieurs semaines, Azouz Begag n'est plus le bienvenu à l'émission et n'aurait toujours pas obtenu les raisons officielles de son éviction par la chaîne ni par Christophe Hondelatte. Seulement un sms tout récent de l'animateur lui signifiant, selon l'ex-ministre, son licenciement par décision de la chaîne alors qu'ils se connaissent depuis « *une quinzaine d'années* ». « *Je n'ai eu aucune explication officielle sur mon éviction. Je peux juste faire un lien entre cette éviction et l'émission elle-même* », dit-il à Zaman.

Et s'en suit son constat sur la banalisation de l'islamophobie dans la sphère médiatique : « *L'islamophobie est omniprésente. Les gens ne s'en préoccupent même plus. C'est absolument banalisé. Quand elle est rendue visible à la télévision, sans répercussions pour celui qui la diffuse, cela devient extrêmement grave.* »

Azouz Begag a depuis été remplacé par le député européen Karim Zéribi, pas Elisabeth Lévy malgré ses trop nombreuses sorties litigieuses aux relents xénophobes. Dans le même temps, Hondelatte Dimanche se présente aussi comme « *un talk-show vif, virulent, cru et sans langue de bois* » où « *la parole est donnée, en toute liberté, aux acteurs et militants de tous horizons* ». Numéro 23, qui a commencé à émettre en

décembre 2012 et qui s'est positionné pour promouvoir la diversité, aurait tout intérêt à fournir des explications sur ce qui pourrait être l'affaire Begag pour clarifier sa position.

Commentaire.

L'adresse du Réseau Voltaire d'un dossier de 32 articles accablant sur Robert Ménard et RSF : <http://www.voltairenet.org/mot120787.html?lang=fr>

Sinon vous avez la page que lui a réservé Wikipédia qui résume bien le réac. Le titre du portail de Ménard parodie ou tend à créer une confusion avec celui de Meyssan "Boulevard Voltaire", j'ai noté qu'à part Pierre Hillard, ses principaux contributeurs André Bercoff, Éric Brunet, Gilles-William Goldnadel, Jean Sévillia ou Denis Tillinac sont tous des chroniqueurs qui interviennent sur le portail néo libéral et sioniste Atlantico.fr...

## Un article de l'AFP du 8 mai 2013

### L'astrophysicien Hawking va boycotter une conférence en Israël. (09.05)

Le célèbre astrophysicien britannique Stephen Hawking ne participera pas en juin à une conférence en Israël, rejoignant un groupe d'universitaires boycottant l'Etat hébreu, ont indiqué mercredi les organisateurs de l'événement.

L'université britannique de Cambridge, où M. Hawking travaille depuis 1962, a confirmé que l'astrophysicien ne participerait pas à la conférence, mais a évoqué des *"raisons de santé"*, les médecins ayant déconseillé au scientifique malade depuis des dizaines d'années de prendre l'avion.

*"Hawking prend part au boycott universitaire d'Israël et s'est retiré de la conférence présidentielle israélienne: Faire face à demain 2013, sous l'égide du président (Shimon) Peres"*, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué.

Le Comité britannique pour les universités palestiniennes (CBUP), qui soutient ce boycott et s'oppose à l'occupation des territoires palestiniens, a confirmé que M. Hawking avait décidé d'observer ce boycott et qu'il avait donc *"décliné l'invitation"*.

Sa décision se base sur *"sa connaissance de la Palestine, et sur les conseils unanimes de ses propres contacts universitaires là-bas"*, indique le comité sur son site.

Ce communiqué *"a été diffusé avec l'aval du bureau du professeur Hawking"*, a assuré le CBUP dans une déclaration ajoutée sur son site.

Le directeur de la conférence, Israel Maimon, a qualifié le boycott universitaire contre Israël de *"scandaleux et inapproprié, surtout pour une personne pour laquelle l'esprit de liberté réside à la base de sa mission humaine et universitaire"*.

Cette conférence, qui se tiendra du 18 au 20 juin, accueille diplomates, politiciens et universitaires. Parmi les intervenants figurent l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, l'ancien président américain Bill Clinton et la chanteuse et actrice américaine Barbara Streisand.

## Un article lemonde.fr du 8 mai 2013

### Enseignement supérieur : pourquoi un nouvel appel à la grève ? (09.05)

Plusieurs syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche ont appelé dans un communiqué, mercredi 8 mai, à une grève nationale et à des manifestations le 22 mai, jour de l'ouverture, à l'Assemblée nationale, des débats sur le texte présenté par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso. Ils exigent le "retrait" de ce projet de loi qu'ils jugent "toujours inacceptable".

Qui appelle à la grève ?

L'intersyndicale est composée de la FSU, première organisation syndicale dans l'éducation, de la CGT, de FO, de Solidaires et des collectifs "Sauvons la recherche" (SLR) et "Sauvons l'université" (SLU). Plusieurs "collectifs de précaires" (INRA de Versailles, EHESS, Paris 1, CNRS de Gif-sur-Yvette, de Montpellier...) se sont associés à l'appel à manifester le 22 mai, à Paris, entre le Panthéon et l'Assemblée nationale.

Qui n'appelle pas à la grève ?

Le projet de loi est soutenu par la principale organisation étudiante, l'UNEF, proche du PS. Il est également soutenu avec réserves par la Conférence des présidents d'universités (CPU).

Quels sont les principaux points du projet de loi Fioraso (PDF) ?

Mise en place d'une nomenclature nationale des diplômes (mesure 2). Le ministère souhaite simplifier les 1 420 licences générales, 1 841 mentions de masters et 5 806 spécialités qui existent actuellement. (Geneviève Fioraso : "Notre objectif, faire disparaître 5 800 spécialités de master")

Instauration de quotas en STS (Sections de techniciens supérieurs) et IUT (Instituts universitaires de technologie) pour les bacheliers professionnels et technologiques (mesure 3)

Lutte contre le décrochage avec l'instauration d'une première année pluridisciplinaire et d'une spécialisation progressive (mesure 5), pour permettre des réorientations sans redoublement et réduire le taux d'échec en première année (50 %) et en licence. Seuls 38 % des étudiants obtiennent leur diplôme en trois ans.

Une trentaine de regroupements d'universités et d'écoles sont prévus pour permettre un travail en réseau plus qu'en concurrence (mesure 15).

Mise en place d'un conseil académique, aux compétences propres sur les questions de recherche et de formation. Recentrage du Conseil d'Administration sur son rôle de pilotage stratégique (mesure 16)

Inscription de la parité dans les instances de gouvernance des universités et autres établissements d'enseignement supérieur (mesure 18)

Permettre les enseignements en langue étrangère lorsqu'ils sont dispensés dans le cadre d'un accord avec une institution étrangère pour attirer les étudiants étrangers (mesure 20)

Quels points posent problème ?

*"Sous l'apparence d'un texte de rupture avec la politique du précédent gouvernement, il n'est pas bien difficile de voir que la LRU 2.0, comme on la surnomme déjà dans les universités, prolonge et approfondit même les logiques les plus contestables de la précédente réforme",* écrivait le 25 avril dans Le Monde Jean-Louis Fournel, professeur à l'université Paris-VIII et ancien président du collectif Sauvons l'université.

*"Le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, dans ses différentes versions, n'apporte pas la rupture attendue avec la loi LRU et la loi Pacte pour la recherche. Pire, certains aspects pourraient être aggravés",* estiment également les membres de l'intersyndicale dans leur communiqué.



Le manque de moyens financiers. La première insatisfaction vient du manque de moyens financiers, encore accru par l'annonce, le 21 février, du *"surge!"*, pour cause d'austérité, de 250 millions d'euros sur un budget global de 23 milliards d'euros, lui-même en hausse de 2 % par rapport à 2012. *"Où sont passés les milliards des investissements d'avenir et d'excellence [Idex, initiatives d'excellence], aujourd'hui distribués de manière opaque par le commissaire général à l'investissement, placé sous la tutelle du premier ministre, loin du regard démocratique des parlementaires ?"*, s'interrogeait Emmanuel Saint-James, président de Sauvons la recherche, lors d'une assemblée générale le 2 mars à l'Inalco.

La résorption de la précarité. *"Ce projet de loi exclut tout moyen supplémentaire"*, déplorent les membres de l'intersyndicale. Ils réclament *"une augmentation substantielle des moyens d'Etat (dotations, plan pluriannuel de création d'emplois à hauteur d'au moins 5 000 postes par an pendant cinq ans, toutes catégories confondues) pour permettre la titularisation des précaires (et, en attendant, l'arrêt des non-renouvellements des contrats de CDD), pour revenir sur les gels d'emplois, pour répondre aux besoins des formations et améliorer l'encadrement, pour augmenter les soutiens de base des laboratoires au lieu des financements sur projets."*

La gouvernance. Avec la mise en place des *"communautés d'universités et d'établissements"*, les membres de l'intersyndicale redoutent la création de *"mastodontes, dans lesquels collégialité et vie démocratique seraient réduits à la portion congrue"*.

Continuité entre lycées et premiers cycles universitaires. Dans sa tribune du Monde du 25 avril, Jean-Louis Fournel dénonçait la transformation du *"premier cycle universitaire en un grand lycée dans lequel règnera une pluridisciplinarité sans approfondissement disciplinaire, un accompagnement des étudiants sans moyens, un enseignement sans dimension critique et, cerise sur le gâteau, la compensation entre toutes les notes"*.

Le temps du débat à l'Assemblée. Les membres de l'intersyndicale *"protestent contre la confiscation du débat par l'utilisation de la procédure d'urgence au Parlement décidée par le gouvernement"*, c'est-à-dire qu'il ne fera l'objet que d'une seule lecture dans chaque chambre. Les débats débiteront le 27 mai à l'Assemblée nationale pour une adoption en principe en juillet.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 10 mai 2013

### Les dealers de l'agroalimentaire (11.05)

Le soir du 8 avril 1999, une longue file de voitures dépose devant le quartier général de Pillsbury à Minneapolis (Minnesota) les big boss des plus grandes compagnies agroalimentaires américaines. Il y a là Nabisco, Kraft, General Mills, Mars, Coca-Cola, Procter & Gamble et Nestlé. Concurrents de tous les jours, les voilà réunis, à l'invitation de James Behnke, un dirigeant de Pillsbury, pour débattre d'un seul sujet : que faire face à la vague grandissante d'obésité qui frappe l'Amérique et dont l'industrie agroalimentaire est en partie responsable, accuse la communauté scientifique ? James Behnke, docteur en sciences de l'alimentation, a participé à la création de grands succès de la marque Pills-bury (dont le pop-corn aux micro-ondes). Il a été alerté par des scientifiques sur le danger croissant pour la santé de certains produits et de certaines pratiques encourageant le consommateur à manger toujours plus. Il estime qu'il est temps d'en avertir la profession au plus haut niveau. Devant une assistance de patrons soucieux de défendre leur "stomach share" - la part des estomacs américains occupée par leurs marques respectives -, le représentant de Pillsbury expose la situation sans détour : augmentation du pourcentage d'obèses dans la population, notamment chez les enfants, victimes de diabète, d'hypertension et de problèmes cardiaques ; condamnations de l'industrie agroalimentaire par de nombreuses sociétés scientifiques et par le secrétaire à l'agriculture, qui a lui-même qualifié l'obésité d'"*épidémie nationale*". L'orateur va jusqu'à comparer les méfaits de la malbouffe à ceux du tabac et exhorte les participants à diminuer l'usage du sel, du sucre et des graisses - les trois agents provocateurs de l'obésité. "*Une chose nous est interdite : ne rien faire*", conclut-il.

Stephen Sanger, le patron de General Mills, demande alors la parole. Avec Yoplait dans sa gamme - un gros succès, dont les yaourts contiennent deux fois plus de sucre que des marshmallows -, il est l'un des plus concernés. Et il va droit au but : "*Ne me parlez pas de nutrition. Parlez-moi de goût et, si un produit a meilleur goût, n'essayez pas de me faire vendre autre chose qui a moins bon goût.*" La messe était dite pour James Behnke. "*Ces gens n'étaient pas prêts à recevoir notre discours. En clair, ils nous disaient : " Vous ne croyez pas qu'on va gâcher les bijoux de famille et changer nos formules parce qu'une bande de gars en blouse blanche se soucie de l'obésité."*" Nous sommes en 1999. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, un adulte sur trois est considéré cliniquement obèse, un enfant sur cinq ; 24 millions d'Américains sont atteints de diabète de type 2, près de 79 millions de pré-diabète et 7 millions souffrent de goutte, la "*maladie des riches*" associée à la gloutonnerie. Le sucre, le sel et les matières grasses les en remercient. Partant de ce constat, Michael Moss, journaliste d'investigation américain (Prix Pulitzer 2010), a voulu savoir pourquoi ses concitoyens mangent trop et si mal. Il a enquêté durant quatre ans, rencontré plus de 300 personnes dans les bureaux, les laboratoires et les arrière-cours de l'agroalimentaire.

C'est lui qui a raconté en mars ce meeting de Minneapolis dans le *New York Times Magazine* pour la sortie de son livre *Salt Sugar Fat : How the Food Giants Hooked Us* ("*Sel, sucre, gras : comment les géants de l'agroalimentaire nous ont rendus accros*", Random House). Outre le cynisme de ces multinationales, Michael Moss explique leurs moyens et leurs méthodes pour mettre au point des produits qui "*accrocheront*" les clients jusqu'à en faire des consommateurs compulsifs. C'est un métier aux Etats-Unis : "*optimiseur*" de produit. De pizza, de soda, de sauce bolognaise, de plateau repas, de n'importe quoi. Son objectif : trouver le bliss point, le point de l'extase, qui plonge l'usager dans la béatitude et lui en fait redemander. Ni trop ni pas assez de sucre, de sel ou de graisse. Le juste point où le cerveau envoie un message de satisfaction sans sensation de satiété, l'important n'étant pas d'aimer trop mais d'en redemander beaucoup. On découvre ainsi que c'est une véritable science, avec ses concepts, ses équations, ses logiciels, pratiquée par tous les groupes agroalimentaires pour capturer le plus grand nombre de clients et les gaver. A couper l'appétit, mais à lire absolument en attendant la traduction française.

[jpgene.cook@gmail.com](mailto:jpgene.cook@gmail.com)

A consulter Le blog de Bruce Bradley, ancien cadre de l'industrie alimentaire (General Mills, Pillsbury et Nabisco), qui dénonce aujourd'hui leurs méthodes (en anglais) : [www.brucebradley.com](http://www.brucebradley.com) Le blog de Michael Moss, journaliste d'investigation pour le New York Times : [www.michaelmossbooks.com](http://www.michaelmossbooks.com)

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 11 mai 2013

### Scandale d'espionnage chez Bloomberg, visant Goldman Sachs et JPMorgan (12.05)

**Des journalistes de l'agence Bloomberg auraient utilisé les données privées issues des terminaux boursiers fournis par une autre branche de Bloomberg, concernant des clients de grandes banques, pour enquêter sur eux. Ils s'en seraient notamment servis pour couvrir l'affaire de "la baleine de Londres".**

Le groupe Bloomberg a indiqué vendredi avoir bloqué l'accès de ses journalistes à certaines données sur ses terminaux boursiers, après des plaintes de certains clients qui soupçonnent les reporters d'avoir utilisé ces écrans pour enquêter sur eux.

Bloomberg combine une agence de presse et la fourniture d'informations financières (cours en temps réel, données de marché, actualités...) sur des terminaux dédiés, qui font concurrence à ceux de Thomson Reuters dans les banques et les salles de marché.

*"Nos journalistes peuvent depuis longtemps accéder à des données limitées sur les liens de nos clients à leurs terminaux, et cela n'a jamais concerné de données sécurisées des clients sur leurs positions, leurs transactions ou leurs messages", a déclaré vendredi un porte-parole de Bloomberg à l'AFP. "Au vu de leurs inquiétudes ainsi que d'une sensibilité accrue à l'accès aux données, nous avons décidé de désactiver l'accès pour les journalistes à ces informations concernant tous les clients", a-t-il ajouté.*

Le porte-parole réagissait à des informations du *New York Post* et du *Financial Times*, concernant respectivement Goldman Sachs et JPMorgan Chase. Selon ces quotidiens, les deux banques américaines se sont plaintes auprès de Bloomberg de ce que des journalistes ont pu utiliser ces accès pour espionner l'activité de certains de leurs salariés, et en tirer des tuyaux pour des articles.

Goldman Sachs aurait notamment découvert que les journalistes pouvaient voir non seulement lesquels de ses salariés s'étaient connectés aux terminaux Bloomberg, mais aussi combien de fois ils avaient utilisé certaines fonctions particulières, détaille le *New York Post*. Le FT écrit que ces informations auraient pu nourrir la couverture de l'affaire de "la Baleine de Londres", qui avait occasionné 6 milliards de dollars de pertes à JPMorgan l'an dernier.

*"Lorsque nous avons porté cette affaire à l'attention de l'organe de presse, la direction de Bloomberg a réagi rapidement et nous a assuré qu'elle prenait des mesures pour régler le problème", a confirmé un porte-parole de Goldman Sachs.*

JPMorgan n'a pas voulu faire de commentaire.

Le groupe Bloomberg a été fondé par l'actuel maire de New York, Michael Bloomberg, qui n'en assure toutefois plus la gestion au jour le jour en raison de ses activités politiques.

### Complément de Reuters.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé samedi qu'elle souhaitait obtenir des informations de la part de Bloomberg concernant l'accès potentiel de journalistes de l'agence de presse à des données sur les utilisateurs des terminaux financiers de Bloomberg à la banque centrale des Etats-Unis.

*"Nous examinons la situation et nous sommes en contact avec Bloomberg pour en savoir plus", a dit un porte-parole de la Fed.*

Le directeur général de Bloomberg, Daniel Doctoroff, a dit que l'entreprise avait commis une "erreur" en donnant à des journalistes accès à des informations sur l'utilisation des terminaux par les clients.

Des utilisateurs des terminaux financiers enquêtaient sur d'éventuelles fuites d'informations confidentielles.

Thomson Reuters qui possède Reuters News est un concurrent de Bloomberg.

Commentaire.

Les deux procédures ont lieu simultanément, question : La Fed et Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Cie, ne serait-ce pas la même clique de banquiers par hasard ?

1913-2013 Happy birthday to the Fed ! 1913-2013 Happy birthday to the cartel of banksters !

## Un article de l'AFP du 6 mai 2013

### Déby triomphe au Mali et arrête ses opposants. (14.05)

En ce lundi, le président tchadien, Idriss Déby, aurait pu savourer tranquillement son triomphe. À l'occasion de retour au pays d'une partie du contingent envoyé combattre les islamistes au Mali, un grand défilé militaire a été organisé dans N'Djamena. La foule a accueilli ses héros, 700 hommes et des blindés, sur les quelque 2000 qui ont combattu al-Qaïda dans le Sahara. L'action des troupes tchadiennes, qui a été lourdement payée (38 morts et 47 blessés), a recueilli des louanges tant en Afrique qu'en Occident, à commencer par la France, qui n'a cessé de remercier cet appui précieux. Dimanche, le président malien par intérim s'est même rendu dans un camp militaire au nord du Tchad pour rendre hommage «aux martyrs du Mali» et a décoré le chef du contingent, le général Mahamat Déby, qui n'est autre que le fils adoptif du chef de l'État. À la tribune, ce dernier, qui peut désormais rêver du Tchad comme d'une puissance régionale, a tout de même conservé un air tendu.

Dans la capitale, les esprits n'étaient pas totalement à la fête. Depuis début mai, une série d'arrestations d'élus et de journalistes a gâché l'ambiance. Pour expliquer ces rafles, le président Idriss Déby a dénoncé une «très grande conspiration». Les faits connus sont en réalité maigres. Le 1er mai, des militaires ont investi une maison de la capitale et une église. De brefs combats auraient fait trois morts et une vingtaine de personnes auraient été arrêtées. Dans les heures suivantes, deux députés et trois officiers supérieurs étaient appréhendés, pour la plupart chez eux. Il leur serait reproché d'avoir voulu renverser le président en collaboration avec un petit groupe rebelle peu actif et aujourd'hui dirigé depuis la France par Djédouboum Sadoum. L'autre cible est l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), une autre rébellion suffisamment puissante en 2008 pour entrer les armes à la main dans N'Djamena mais aujourd'hui affaiblie. L'un de ses anciens cadres, rallié au régime, a été arrêté. Moussa Tao Mahamat est présenté comme le cerveau du complot. Dans les jours suivants, deux autres députés ont rejoint les prisons. Un élu de la majorité, Routouang Yoma Golom et un opposant, Gali Ngothé Gatta. Gali semble en passe de devenir la nouvelle bête noire du pouvoir. L'an dernier, il avait passé plus d'un mois à l'ombre sous l'accusation rocambolesque de complicité de braconnage de phacochère. En parallèle, deux journalistes ont également été incarcérés, notamment Éric Topona, le secrétaire général de l'Union des journalistes tchadiens.

Plusieurs ONG internationales ont protesté contre ces arrestations, particulièrement contre celles de députés censés être protégés par leur immunité. En réponse à ces accusations, le gouvernement a assuré contre toute évidence avoir agi en flagrant délit. «Ces arguments mal ficelés démontrent que tout ce complot ne repose en réalité pas sur grand-chose», explique un spécialiste de la question tchadienne en soulignant que la diversité des personnes appréhendées, sans grands liens entre elles, et la faiblesse du cerveau de l'affaire, Moussa Tao Mahamat, un quasi-inconnu sur la scène politique tchadienne, rendent l'idée de la conspiration encore moins crédible.

«Il n'y a rien eu contre Idriss Déby. C'est juste pour préparer les élections législatives de 2015 en mettant la pression sur les opposants», affirme au Figaro, Saleh Kebzabo, chef de file de l'opposition. En voyage en Afrique du Sud lors des arrestations, le député assure qu'il rentrera bientôt au Tchad. «Si les autorités veulent m'entendre, elles le pourront.»

Pour lui, ces accusations de complot trahissent aussi une certaine nervosité du pouvoir. Elles arrivent alors que fin mars, Timane Erdimi, un chef rebelle réfugié au Qatar a annoncé reprendre les armes. Si beaucoup doutent de la capacité d'Erdimi de relancer une guerre, ce fut néanmoins une mauvaise nouvelle pour Déby. D'autant que le président s'inquiète aussi officiellement des menées de certains de ses ennemis réfugiés à Benghazi en Libye. Il n'ignore pas non plus que si son aura internationale est au plus haut, dans le pays la misère qui s'aggrave et le manque de transparence de la répartition des revenus pétroliers provoquent de fortes tensions. «Idriss Déby a mis un coup de semonce car il sait qu'il peut se le permettre», glisse un diplomate.

La France s'est ainsi contentée, et encore tardivement, de faire part de préoccupation après les arrestations. Une preuve que Paris n'entend pas critiquer en ce moment cet allié indispensable au Mali même au nom de principes avec lesquels François Hollande avait promis de ne jamais transiger.

Un article [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 13 mai 2013

### Corée du sud: un journaliste d'investigation menacé de prison

**Une des stars du journalisme d'investigation en Corée du sud, Choo Chin-woo, pourrait être jeté en prison dès demain. Un signal inquiétant pour la liberté de la presse dans cette démocratie parlementaire à l'occidentale, où une nouvelle présidente est arrivée au pouvoir en février**

En Corée du sud, la liberté de la presse était déjà malmenée du temps de l'ex-président Lee Myung-bak. L'arrivée au pouvoir de Park Geun-hye, en février, n'a guère amélioré la situation, semble-t-il. Au contraire. Choo Chin-woo, journaliste d'investigation réputé, pourrait être jeté en prison, à la demande du parquet, dès le 14 mai. Enquêteur à l'hebdomadaire *SisaIN*, il est aussi la star du très populaire podcast satirique *Nanum Ggomsuda* - un nom qui pourrait se traduire ainsi : "*Je suis une raclure mesquine*", *Naggomsu* en raccourci.

Choo Chin-woo est poursuivi pour diffamation et infraction à la loi électorale. Dans les semaines qui ont précédé l'élection présidentielle du 19 décembre 2012, il aurait, selon l'accusation, "*diffamé*" et "*diffusé de fausses informations*" sur le frère de celle qui devait devenir présidente, "*avec pour objectif d'empêcher son élection*".

Choo Chin-woo a eu le tort de revenir sur une affaire datant de 2011. A l'époque, la police avait découvert dans un parc de Séoul le corps sans vie d'un membre de la famille Park. Selon l'enquête, il aurait été assassiné par l'un de ses cousins; celui-ci a été retrouvé pendu non loin du premier cadavre. L'affaire aurait pu s'arrêter là mais, peu après la clôture du dossier, le frère de Park Geun-hye, Park Ji-man, a été accusé par son beau-frère d'avoir joué un rôle dans cet assassinat. Un procès a été intenté et perdu par cet accusateur, qui a même passé quelque temps en prison pour avoir "*diffamé*" Park Ji-man.

L'accusation de diffamation, utilisée pour museler les critiques

Le ton parfois outrancier du podcast *Naggomsu* lui a souvent suscité la critique, mais ses journalistes y ont révélé d'importantes affaires comme les soupçons d'implication des services secrets dans des opérations visant à discréditer le candidat progressiste, Moon Jae-in, pendant la campagne de décembre 2012. Dans ce podcast, et au fil de plusieurs enquêtes parues dans la presse traditionnelle, Choo Chin-woo a rouvert le dossier, s'interrogeant sur l'enquête policière et reprenant les interrogations du beau-frère de Park Ji-man. M. Park a choisi de réagir en engageant des poursuites contre le journaliste. Celui-riskue l'incarcération, car la diffamation reste considérée comme un crime en Corée du Sud.

Ce motif apparaît très pratique pour museler les critiques. Ajoutée à la loi de sécurité nationale de 1948, qui permet de sanctionner toute personne soupçonnée de la moindre sympathie pour la Corée du Nord, l'accusation de diffamation permet aux politiciens et aux dirigeants d'entreprises d'engager des poursuites à la moindre remarque désobligeante. Du temps de Lee Myun-bak, plusieurs blogueurs ou journalistes d'investigation en ont été victimes.

C'est également pour ce motif que l'ancien député Chung Bong-ju, lui aussi membre de *Naggomsu*, a passé un an en prison. Il avait contribué à la révélation, pendant la campagne présidentielle de 2007, d'un scandale dans lequel apparaissait le nom de celui qui devait devenir président, Lee Myung-bak.

Le problème est que ces affaires sont suffisamment fréquentes pour avoir convaincu en 2010 le rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression, Frank La Rue, de faire part en 2010 de ses inquiétudes sur la liberté de la presse en Corée du Sud. M. Choo bénéficie également du soutien de Reporters sans frontière (RSF).

Cette fois, l'affaire implique une personnalité très populaire auprès des jeunes. Certains craignent que le parquet se montre sévère uniquement à des fins politiques, pour plaire au nouveau pouvoir.

Un article [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 13 mai 2013

### Etats-Unis: la justice new-yorkaise déstabilisée par les méthodes d'un ex-flic (14.05)

**L'ancien enquêteur de la police criminelle de Brooklyn, Louis Scarcella, est soupçonné d'avoir falsifié des témoignages pour obtenir des condamnations. Cinquante de ses affaires vont être réexaminées.**

Quelque 50 affaires de meurtres réexaminées à New York. Dans le collimateur, l'ancien détective de la police criminelle Louis Scarcella. La récente libération de David Ranta, condamné en 1991 à 37,5 ans de prison pour le meurtre d'un rabbin, a jeté le doute sur les affaires traitées par le détective. Et pour cause, il aurait encouragé des témoignages compromettants afin d'obtenir des condamnations.

Dans le cas de David Ranta, un jeune homme a été amené à fournir un faux témoignage, explique le New York Times. Autre cas douteux: la même prostituée aurait témoigné à six reprises dans six affaires différentes.

Des méthodes de cowboy

Réputé pour tordre le cou aux affaires les plus difficiles, Louis Scarcella, qui rejoint l'équipe de police criminelle de Brooklyn Nord en 1987 alors que la criminalité battait des records à New York, aurait usé de méthodes particulières: il aurait nourri les suspects en échange d'aveux, leur aurait permis de voir des prostituées ou même d'obtenir de la drogue, d'après The Independent. L'avocat de David Ranta décrit un enquêteur aux méthodes de "cowboy". Un cas de violences envers un suspect est également évoqué. Scarcella, lui, parle juste d'un don pour obtenir les témoignages compromettants.

Theresa Capra n'est pas de cet avis. En 2002, cette directrice adjointe d'un établissement scolaire de Brooklyn a été accusée par un enseignant de falsifier des résultats. Le principal de l'établissement et l'académie sont mis en cause. L'affaire a été confiée à Louis Scarcella, retiré de la police criminelle, bien décidé à faire plier les coupables. Au terme d'un an d'enquête -le New York Times rapporte des interrogatoires mouvementés et des menaces répétées- le rapport est accablant. Après contre-enquête, il s'avère que le dossier a été monté de toutes pièces, Scarcella ayant agi comme un "agent" de l'accusateur. Theresa Capra est lavée de tous soupçons en 2007. Y a-t-il d'autres cas?

Sur les quelque 175 enquêtes pour meurtre traitées par Scarcella, une cinquantaine devrait être réexaminées. Mais dans la mesure où il a travaillé main dans la main avec des procureurs, *"leur confier l'enquête aujourd'hui revient à demander au renard de veiller sur le poulailler"* déplore Jeffrey Deskovic, ancien détenu innocenté. Avec sa Fondation pour la Justice, il compte bien mener une enquête indépendante sur le travail de Louis Scarcella.

Si d'autres cas sont avérés, le délai de prescription devrait toutefois permettre à Scarcella d'échapper à des poursuites judiciaires.



## Un article Lexpansion.com du 15 mai 2013

### Ce que cachent les augmentations de salaires en Allemagne (16.05)

Le syndicat allemand IG Metall et le patronat des secteurs de la métallurgie et de l'électricité ont conclu mercredi un accord salarial en deux temps prévoyant une augmentation de 3,4% en juillet et une autre de 2,2% en mai 2014.

L'accord pilote, qui porte sur une durée de 20 mois, a été conclu en Bavière et doit être étendu aux quelque 3,7 millions de salariés concernés à travers l'Allemagne.

IG Metall réclamait une hausse de 5,5% des salaires et avait menacé d'engager des grèves en série, comme d'autres syndicats qui comptent profiter des élections législatives prévues en septembre pour obtenir le soutien de la classe politique.

"C'est un compromis équitable", a déclaré Berthold Huber, président d'IG Metall, à propos de l'accord conclu mercredi.

La Bavière, où se trouvent les sièges de grands groupes industriels comme Siemens, BMW ou MAN est rarement le Land où les syndicats et le patronat parviennent à des accords pilotes. Au cours des dernières années, ils ont surtout été conclus dans le Bade-Wurtemberg. Reuters 15.05

Mais cet accord n'est que l'arbre qui cache la forêt. Outre-Rhin, le niveau général des salaires n'est pas prêt d'augmenter.

Des patrons ravis

Les entreprises du secteur de la métallurgie allemande vont donc devoir augmenter leurs salariés. Et pourtant, ce matin, le président de la fédération patronale Gesamtmetall Rainer Dulger n'avait pas assez de mots louangeurs pour qualifier l'accord négocié dans la nuit avec le syndicat IG Metall : *"Cet accord pilote nous apporte de la sécurité pour notre planification. Il est marqué par le fair-play et la clairvoyance"*, a-t-il déclaré.

La direction de l'IG Metall n'est pas moins satisfaite: *"Nos accords collectifs garantissent depuis de longues années des augmentations qui intègrent un rattrapage de l'inflation ainsi qu'une prise en cours de la progression de la productivité"*, clamait pour sa part le puissant président de l'IG Metall Bertold Huber. L'accord passé au niveau de la Bavière joue un rôle pilote et va être repris par les autres fédérations régionales. Il prévoit une augmentation en deux temps de 3,4% en 2013 puis une autre de 2,2% en 2014.

De 2000 à 2011, les salaires réels français ont en effet progressé de 10,7% pendant que les salaires réels allemands ont reculé de 1,8%. Pratiquée depuis plus d'une décennie, cette politique a renforcé la compétitivité des entreprises allemandes tout en freinant la consommation intérieure et les importations, deux phénomènes qui expliquent en partie l'insolent déséquilibre économique actuel entre l'Allemagne et ses voisins européens. Face à cela, peut-on donc considérer les 5,6 % obtenus par l'IG Metall comme l'heureux signal d'un retournement de tendance? Pas vraiment. Il y a de nombreuses raisons à cela.

Comme le montre la première grande grève lancée hier dans plusieurs centres d'acheminement d'Amazon Deutschland, ou encore l'annonce faite par la chaîne de grands magasins Karstadt qu'elle n'alignerait plus le niveau de ses salaires sur ceux des accords collectifs du commerce, le nombre des entreprises décidant de reprendre leur liberté pour baisser les salaires ne cesse d'augmenter. Ceci montre que les avancées salariales obtenues dans le cadre des accords collectifs, si belles soient-elles, ne suffisent plus à compenser le poids des bas salaires.

Le think tank des syndicats allemands, la fondation Hans Böckler, ne recense pas moins de 6,8 millions de salariés payés moins de 8,5 euros l'heure. L'exemple des primes de plusieurs milliers d'euros versées dans l'automobile en 2011 et 2012 illustre la fracture. Celles-ci n'ont en fait profité qu'à 55% des 730 000 salariés du secteur, c'est-à-dire à ceux qui sont embauchés en CDI chez Volkswagen, Daimler ou BMW. Le reste, la



plèbe de l'automobile, est composée d'intérimaires ou alors travaille chez des sous-traitants qui ne reconnaissent pas les accords.

La composante salariale est réduite ou flexibilisée

S'il faut bien entendu se réjouir pour les métallos allemands, il ne faut pas non plus se voiler la face sur l'évolution qui touche actuellement les accords collectifs en Allemagne. Depuis la fin des années 90, au gré des crises successives, les patrons n'ont cessé de lutter, avec succès, pour que la composante salariale des accords diminue. En lieu et place des augmentations, les syndicats ont accepté plus de composantes sociales et organisationnelles comme l'aménagement de la durée du temps de travail, des accords sur la sécurité de l'emploi, des dispositifs pour garantir la formation ou encore lutter contre le vieillissement démographique des effectifs, etc. Ces mesures sont bien sûr tout à fait utiles. Mais elles n'améliorent aucunement le pouvoir d'achat des salariés.

De même, alors que la règle générale des années 80/90 était de renégocier annuellement un accord collectif, la tendance des années 2000 est à l'allongement du temps de validité des accords. L'accord négocié hier dans la métallurgie s'étale ainsi sur 20 mois, celui signé chez Deutsche Post fin avril sur 26 mois. Ce qui n'aboutit pas du tout au même résultat que sur 12 !

Chez Lufthansa, on peut même voir comment une augmentation peut cacher une baisse. Fin avril, les 33 000 salariés de la compagnie aérienne ont obtenu une augmentation comprise entre 3% et 4,7% sur ... 26 mois, soit jusqu'au 31 mars 2015. A raison d'un taux annuel d'inflation que l'on peut évaluer entre 1,5 et 2%, une bonne partie des salariés de la Lufthansa verra son salaire réel et son pouvoir d'achat stagner ou reculer. En clair, une forte hausse des salaires allemands n'est pas encore pour demain.

Commentaire.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'un média qu'on ne soupçonnera pas d'être au côté des travailleurs démontre qu'IG Metal est un syndicat pourri, si c'était nous qui l'avions avancé on aurait pu nous accuser d'exagérer...

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 13 mai 2013

**"Aligner les salaires français sur ceux du Bangladesh" : le scénario du pire.(16.05)**

Parler de "*réformes structurelles de compétitivité*", c'est accepter le principe d'un moins-disant salarial au plan international : c'est admettre qu'il existe un pays où le niveau du salaire de subsistance est le plus bas, et que ce salaire de subsistance du travailleur le plus misérable de la planète doit jouer le rôle d'un "*attracteur*" pour l'ensemble des salaires à la surface du globe.

Le salaire moyen au Bangladesh étant aujourd'hui cinq fois plus faible qu'en Chine, j'ai choisi de traduire dans mes conférences l'expression obscure "*réformes structurelles de compétitivité*" par "*aligner les salaires français sur ceux du Bangladesh*", une phrase dont la signification est identique, mais présente l'avantage d'être comprise aisément par tous mes auditeurs.

En utilisant cette expression polémique, je ne pensais cependant pas qu'une actualité tragique en ferait à ce point résonner la pertinence.

Le 24 avril, l'effondrement à Savar, un faubourg de Dacca (Bangladesh), du Rana Plaza, un immeuble de huit étages rassemblant un grand nombre d'ateliers de confection aux conditions de travail dickensiennes, a causé la mort de plus de mille personnes, des femmes essentiellement.

A la vue d'étiquettes de marques familières mêlées aux corps sans vie au milieu des gravats, l'indignation est à son comble. La presse financière internationale n'est pas en reste : à de telles situations où des ouvrières et des ouvriers sont renvoyés dans des locaux en voie d'effondrement et aux issues de secours bloquées par une "*police industrielle*", elle connaît la réponse. Son nom, affirme le Financial Times, c'est la syndicalisation, qui permet aux travailleurs de faire-valoir leurs droits.

#### HAVRES FISCAUX

Tout occupés à échapper à l'enfer du monde rural pour découvrir la paix relative des ateliers urbains (migration qui en vingt ans a fait baisser la pauvreté de moitié), les Bangladais auraient négligé la protection qu'offrent les syndicats. Sans doute, mais peut-être ont-ils en mémoire le syndicaliste Aminul Islam, dont le cadavre portant les marques de sévices fut retrouvé l'année dernière abandonné sur une autoroute.

La révélation spectaculaire des conditions dans lesquelles est produit dans le tiers-monde notre low cost occidental modifiera-t-elle la philosophie de nos dirigeants ? Il en faudrait certainement plus, car nous vivons dans un monde où, si les individus sont encore ancrés dans une logique territoriale, les entreprises ont cessé de l'être depuis plus d'un siècle.

Par le biais de l'instrument juridique qu'est le "*trust*" anglo-saxon, les individus les plus fortunés, grâce à des montages fondés sur l'anonymat qu'autorisent les havres fiscaux, ont le moyen d'accéder à titre personnel au pouvoir dont disposent les transnationales : pouvoir économique, mais aussi pouvoir politique en raison du poids que l'argent permet d'exercer sur le mécanisme démocratique.

Dans le cadre actuel, la logique du moins-disant salarial est l'un des principes de base de l'économie de marché, à preuve l'indifférence des populations à l'annonce de ces "*réformes structurelles de compétitivité*".

L'horreur de Rana Plaza restera-t-elle sans conséquences ? Rien n'est moins sûr cependant, car c'est la philosophie du "*moins-disant*" sous toutes ses formes qui se retrouve aujourd'hui sur la défensive, depuis que l'affaire Cahuzac a mis sur la sellette le moins-disant juridique et fiscal des havres fiscaux, et que l'inviolabilité qui faisait leur force s'est vue compromise dans la résolution de l'affaire de Chypre.

Si en effet les sommes déposées sur un compte dans un havre fiscal ont cessé d'y être en sécurité, c'est l'édifice entier qui s'effondre.

#### TALON D'ACHILLE

Et c'est là que se situe le talon d'Achille du moins-disant salarial : dans le fait que les opinions publiques sont désormais en rébellion ouverte contre la philosophie du moins-disant dans toutes ses manifestations.

Ce ne sont pas les dirigeants eux-mêmes qui ont mis le holà, mais la réprobation générale les a obligés d'installer des coupe-feu dans l'urgence pour contenir la vague d'indignation. Qu'on pense à la promptitude de la réponse, même si ce n'était pas une transparence voyeuriste que réclamait de la classe politique, l'opinion, mais, bien plus banalement, des gages d'honnêteté.

Le moins-disant juridique et fiscal a atteint le seuil de l'intolérable, parce qu'il instaure en régime idéal la piraterie que les grosses entreprises – transnationales de fait – exercent sur l'économie mondiale : prédation par elles des entreprises plus petites, quant à elles confinées de par leur taille sur le territoire national et contribuant seules par le versement de l'impôt aux frais de maintien de l'ordre commercial, ordre dont les transnationales bénéficient sinon gratuitement, du moins avec un rabais considérable.

Ces transnationales n'en voient pas moins le contribuable voler à leur secours en période de vaches maigres, pour régler non seulement leurs pertes économiques réelles, mais également leurs paris spéculatifs perdus, illustration tragique du principe de "*privatisation des profits, socialisation des pertes*".

Le moins-disant salarial des "*réformes structurelles de compétitivité*" relève de la même logique exactement que le moins-disant fiscal : il s'agit là aussi, par la baisse des salaires, de maximiser la part de la richesse créée, qui passera en dividendes et en bonus extravagants que les dirigeants des plus grosses entreprises s'octroient à eux-mêmes.

Paul Jorion (économiste et anthropologue)

Commentaire.

Bravo pour cette analyse, un constat qu'on partage ! Ensuite on fait quoi, vous proposez quoi pour mettre fin à la dictature de l'oligarchie financière et des multinationales ? Rien.

On va vous aider. Autrefois en Russie ce fut l'alliance du prolétariat et de la paysannerie qui permit de chasser le tsar et son régime honni des masses, d'instaurer la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie... Nous vous proposons la même alliance adaptée à notre époque, celle du prolétariat avec la classe moyenne pour chasser l'oligarchie financière du pouvoir et instaurer notre propre dictature démocratique sous la forme d'une République social...

La classe moyenne est vouée à connaître le même sort qu'aux Etats-Unis, en Grèce, etc. Et là où elle se développe, son mode de vie est finalement plus proche de celui des ouvriers que des bourgeois, venez faire un tour en Inde, vous pourrez le constater par vous-même.

**Un article lefigaro.fr du 16 mai 2013**

### **Comment la diplomatie américaine veut imposer les OGM. (17.05)**

C'était un secret partagé par le régime communiste de l'ex-RDA et les grandes entreprises pharmaceutiques de l'Ouest avides de profits. Après les révélations du Spiegel, cette semaine, le gouvernement d'Angela Merkel a promis de faire toute la lumière sur ce scandale retentissant. Jusqu'à la chute du Mur, en 1989, plus de 50.000 patients auraient servi de cobayes dans des hôpitaux en Allemagne de l'Est pour le compte de laboratoires établis de l'autre côté du rideau de fer, selon l'hebdomadaire.

Des hôpitaux universitaires à la réputation internationale, telle la Charité à Berlin, comptaient parmi les institutions est-allemandes participant à ces tests. Au total, une cinquantaine d'établissements publics à travers tout le pays, à Dresde, Erfurt, Halle, Léna ou Rostock étaient impliqués. Et la plupart des grands noms de l'industrie pharmaceutique étaient concernés, y compris Bayer, Schering, Hoechst, Boehringer, Pfizer, Sandoz ou Roche. Les laboratoires offraient jusqu'à 800.000 Marks ouest-allemands (environ 400 .000 euros) par étude.

Selon le Spiegel, ces entreprises y testaient clandestinement tous les produits développés dans leurs laboratoires: des traitements de chimiothérapie, des antidépresseurs ou des médicaments pour le cœur et d'autres molécules dont les scientifiques ignoraient encore largement les effets. Au total quelque 600 essais auraient été réalisés par ces entreprises ouest-allemandes, suisses et américaines. Dans l'écrasante majorité des cas, les traitements expérimentaux étaient administrés à l'insu des patients. Et nombre d'entre eux en sont décédés.

Bien souvent les patients n'étaient pas en état de donner un consentement éclairé.

Des documents inédits du ministère est-allemand de la Santé et de l'Institut allemand des médicaments obtenus par le Spiegel font apparaître deux morts à Berlin-Est lors d'essais concernant le Trental, un produit améliorant la circulation sanguine développé par le groupe ouest-allemand Hoechst (fusionné depuis avec Sanofi). Ou encore deux morts près de Magdebourg lors d'essais d'un médicament contre la tension pour Sandoz, racheté depuis par le groupe suisse Novartis. Bien souvent les patients n'étaient pas en état de donner un consentement éclairé, comme ces trente grands prématurés sur lesquels l'EPO a été testée, ou les alcooliques en plein delirium tremens à qui on a donné du Nimodipin de Bayer, qui améliore la circulation sanguine cérébrale.

L'attitude des grands groupes pharmaceutiques, qui redoutent d'avoir à payer des dommages, fait scandale outre-Rhin. Les entreprises concernées soulignent que ces faits remontent à fort longtemps et qu'en principe, les tests de médicaments obéissent à des protocoles très stricts. Mais la pression monte sur eux, pour qu'ils fassent la lumière sur leurs agissements.

Mardi, le ministre allemand de la Santé, Daniel Bahr, les a appelés à contribuer à l'éclaircissement des faits. Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Die Zeit paru jeudi, le responsable gouvernemental des archives de la Stasi, la police politique du régime est-allemand, Roland Jahn, a enjoint l'industrie pharmaceutique «*d'ouvrir ses archives et de contribuer financièrement*» à établir la vérité sur ce sombre chapitre de l'histoire allemande.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 16 mai 2013

### Comment la diplomatie américaine veut imposer les OGM (17.05)

**On le sait, les organismes génétiquement modifiés (OGM) font l'objet de lobbying de la part des firmes de l'industrie des biotechnologies comme Monsanto, Syngenta, Bayer, Dow Agrochemical et consorts. Mais ce que l'on soupçonne moins, c'est qu'une partie de cette promotion active, voire agressive, est menée depuis des années par des diplomates américains dans de nombreux pays du monde.**

L'ONG américaine Food and Water Watch a analysé et compilé, dans un rapport publié mardi 14 mai, 926 câbles diplomatiques échangés entre le département d'Etat américain et les ambassades de 113 pays étrangers entre 2005 et 2009. Il en ressort une campagne soigneusement conçue pour briser la résistance aux produits génétiquement modifiés à l'extérieur des Etats-Unis, et ainsi aider à promouvoir les profits des grandes entreprises agrochimiques américaines, qui dominent la production de maïs, soja et coton outre-Atlantique.

Le rapport offre un autre aperçu de la puissance de cette industrie, après que la Cour suprême a apporté son soutien, lundi, à Monsanto, contre un petit agriculteur de l'Indiana accusé d'avoir enfreint ses brevets dans l'utilisation de graines transgéniques.

#### RELATIONS PUBLIQUES

Les câbles, publiés par WikiLeaks en 2010, mettent tout d'abord en lumière la stratégie de relations publiques, via des dizaines de conférences, événements et voyages tous frais payés aux Etats-Unis, visant à convaincre scientifiques, médias, industriels, agriculteurs et élus des avantages et de l'absence de danger des produits génétiquement modifiés – dont la question du risque et des rendements est posée.

Parmi les nombreux exemples dévoilés par le rapport, un câble de 2005 indique qu'un circuit dans quatre villes italiennes pro-OGM, organisé par le consulat à Milan, avait débouché sur une interview de quatre pages dans le magazine L'Espresso, ainsi que des reprises dans des quotidiens et à la télévision. En 2008, pour empêcher la Pologne d'interdire les OGM dans l'alimentation du bétail, le département d'Etat avait également invité une délégation du ministère polonais de l'agriculture à rencontrer des experts, notamment du département de l'agriculture américain. Entre 2005 et 2009, 28 voyages ont été organisés de la sorte aux Etats-Unis, avec des délégations de 17 pays.

#### PRESSIONS ET TERRAIN JURIDIQUE

Les diplomates américains devaient aussi faciliter les relations entre les firmes des biotechnologies et les gouvernements étrangers, notamment des pays en développement comme le Kenya ou le Ghana, pour promouvoir non seulement les politiques favorables aux biotechnologies et à la brevetisation du végétal, mais aussi les produits et exportations de ces entreprises. En 2005, l'ambassade d'Afrique du Sud informait ainsi Monsanto et Pioneer de deux postes vacants au sein de l'agence gouvernementale de régulation des biotechnologies, leur suggérant de proposer des "*candidats qualifiés*".

Enfin, l'effort du département d'Etat s'est aussi déployé sur le terrain juridique : les diplomates américains installés à l'étranger se sont ainsi opposés à des lois sur l'étiquetage des produits OGM ou des règles bloquant leur importation. Et les Etats-Unis ont saisi plusieurs fois l'Organisation mondiale du commerce, notamment contre le moratoire de sept pays européens sur la culture du maïs MON810.

Selon le rapport de Food and Water Watch, 70 % des câbles échangés avaient trait aux lois et réglementations des pays étrangers quant à l'agrochimie et 38 % portaient sur des pays membres de l'Union européenne, parmi les plus hostiles. Dans un câble de 2009, l'ambassade américaine en Espagne demande ainsi "*une intervention du gouvernement américain de haut niveau*", à la "*demande urgente*" de Monsanto, pour lutter contre les opposants espagnols aux cultures OGM. L'ambassade de France a, elle, proposé de tenir une conférence sur le thème "*comment les biotechnologies peuvent répondre aux pénuries dans les pays en développement*" pour contrer l'image négative dont pâtissent les OGM dans l'Hexagone.

## ARGENT DES CONTRIBUABLES AMÉRICAINS

A la suite de la publication de ces câbles, l'un des porte-parole de Monsanto, Tom Helscher, a répondu qu'il était *"crucial de maintenir un dialogue ouvert avec les autorités et industriels d'autres pays"*. *"Nous sommes engagés à aider les agriculteurs dans le monde, alors qu'ils travaillent à répondre à la demande alimentaire d'une population croissante"*, assure-t-il.

*"Cela va vraiment au-delà de la promotion de l'industrie des biotechnologies américaine, rétorque Wenonah Hauter, directrice exécutive de la Food & Water Watch, citée par Reuters. Il s'agit de saper les mouvements démocratiques locaux qui peuvent être opposés aux cultures OGM, et de faire pression sur les gouvernements étrangers afin de réduire également la surveillance sur ces cultures."*

*"Il est consternant de constater que le département d'Etat est complice de soutenir cette industrie, malgré l'opposition du public et des gouvernements de plusieurs pays, regrette de son côté, dans les colonnes de l'agence de presse, Ronnie Cummins, directrice de l'ONG Organic Consumers Association. L'argent des contribuables américains ne devrait pas être dépensé pour remplir les objectifs des géants des biotechnologies."*

## Un article wikistrike.com du 18 mai 2013

### BNP soupçonnée de blanchiment africain à Monaco (20.05)

L'« affaire » ressort jeudi 16 mai dans les médias, avec un article dans Libération. Le quotidien décrit « *le vaste système de blanchiment d'argent venu d'Afrique* » mis en place par BNP Paribas Wealth Management Monaco, filiale de la banque dans la Principauté. Auparavant, l'agence Reuters et le Canard enchaîné avaient déjà levé une partie du voile dans cette affaire. En avril dernier, ils relayaient les informations détenues dans un document interne révélant que BNP Paribas n'avait pas exercé suffisamment de contrôles sur les transactions de clients basés en Afrique et sur ses activités de banque privée à Monaco.

Jeudi, le procureur de Monaco, Jean-Pierre Dreno, joint par téléphone, reconnaît avoir reçu un signalement concernant des soupçons de réseau de chèques blanchis en Afrique et encaissés à Monaco.

Concrètement de quoi s'agit-il ? Des touristes français étaient incités à régler leurs achats en chèques, et donc en euros, dans plusieurs pays africains (Madagascar, le Gabon, le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire) sans indiquer l'ordre. Un chèque sans ordre était revendu par le commerçant qui l'avait reçu à quelqu'un désireux de blanchir des revenus peu avouables. Cette personne payait un peu plus cher que la valeur du chèque, indiquée par le touriste en monnaie locale.

Puis elle confiait ensuite ce chèque, toujours non attribué, à une troisième personne titulaire d'un compte monégasque BNP Paribas, qui inscrivait enfin son nom sur la ligne bénéficiaire. Lui qui était devenu le porteur du chèque versait alors l'équivalent de sa valeur en euros au « blanchisseur », moins, probablement, une petite commission pour ses services.

### COUP DOUBLE POUR LES TRAFIQUANTS

Coup double pour les trafiquants : sortir de l'argent d'un pays où les réserves de change sont contrôlées, tout en dissimulant des revenus. Libération rapporte les confidences d'un ancien salarié (par ailleurs en procès avec la banque, aux prud'hommes de Monaco, où il conteste son licenciement). « *Tous les jours, on recevait des dizaines d'enveloppes Fedex* », raconte-t-il.

« *Les assistantes du service Afrique se plaignaient de n'avoir à faire que cela.* » Car le système aurait fonctionné à plein régime, un « apporteur d'affaires » malgache ayant ainsi déposé 284 chèques pour un montant de 10,2 millions d'euros, entre 2008 et 2011. L'argent aurait ensuite été transféré sur d'autres comptes en Chine, en Belgique et en Suisse.

### MISSION MALGACHE

« *Pour ouvrir une information, explique Jean-Pierre Dreno, il me faudrait ce fameux rapport interne. Les informations qui nous ont été communiquées par l'ancien salarié ont apporté assez peu d'éléments de preuve. Je fonde plus d'espoir sur une enquête de police.* »

Le document en question, un audit interne, transmis à la direction de la banque française en octobre 2011, et qui s'est concentré sur les opérations en lien avec Madagascar, révèle que la filiale monégasque du groupe, BNP Paribas Wealth Management, a accepté d'encaisser plusieurs milliers de chèques en euros émis à Madagascar entre 2008 et 2011, sans vérifier leur origine.

« *Ces opérations irrégulières portaient sur des petits montants unitaires. L'examen des flux effectués par la banque a permis d'identifier une augmentation du nombre de ces opérations, a attiré l'attention du management local de BNP Paribas et a suscité une mission de l'inspection générale de la banque* », a déclaré ensuite à Reuters une porte-parole de BNP dans un courrier électronique.

« *Cette mission, qui a pris fin en octobre 2011, a conclu à l'existence d'opérations susceptibles d'être en infraction avec la réglementation du pays de domicile des clients et en conséquence, les quelques dizaines de comptes concernés ont été fermés et les mesures nécessaires ont été prises pour renforcer les contrôles et éviter que ce type d'irrégularités se reproduise* », ajoute-t-elle.



## NOUVEAU COUP DUR POUR LA BANQUE

Certes, l'enquête risque de buter sur le fait que la fraude au contrôle des changes dans les pays africains concernés n'est pas une infraction en Europe. Certes, l'infraction sous-jacente au blanchiment (escroquerie, trafic de stupéfiants...) risque d'être difficile à prouver. Certes, il faudra compter avec les difficultés habituelles des demandes d'entraide judiciaire, en particulier avec des pays qui n'adhèrent pas à la convention contre les drogues et le blanchiment de l'ONU (l'UNODC, Office des Nations unies contre la drogue et le crime)...

Mais le combat de la principauté n'est pas anodin : « *Il y a des prises de guerre qui peuvent être intéressantes, on parle de millions d'euros* », confie Jean-Pierre Dreno. Car, quand les sommes gelées sont saisies par la justice, elles sont partagées entre les pays parties prenantes, souvent moitié-moitié.

Victoire pas seulement financière, mais aussi symbolique, dans un contexte de lutte contre les paradis fiscaux, ce que Monaco se défend d'être depuis que le Rocher a officiellement pris l'engagement de mettre en œuvre les principes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en matière de transparence et d'échange effectif de renseignements en 2009.

Dans cette affaire, la banque se défend aujourd'hui en expliquant : « *Les pratiques identifiées concernaient des comptes de clients de différents pays africains. Ces comptes étaient liés à une activité commerciale réelle (hôteliers, commerçants...) et pouvaient recevoir des remises de chèques pour faciliter les achats sur place de touristes ou d'expatriés français sans compte dans les banques locales.* »

Quant à savoir si de telles pratiques pourraient toucher d'autres branches de gestion de fortune de BNP Paribas Wealth Management, la banque répond : « *Nos procédures en la matière ont été renforcées.* »

C'est un nouveau coup dur pour la banque après l'affaire Luxumbrella, qui avait montré une volonté de dissimulation et d'optimisation fiscale, à tout le moins ; le produit de défiscalisation Luxumbrella a depuis cessé d'être commercialisé.

Début avril, la banque avait ensuite dû ensuite affronter les révélations Offshore Leaks et la mise au jour que BNP Paribas et Crédit agricole avaient supervisé la création de sociétés offshore dans des paradis fiscaux à la fin des années 1990 et dans les années 2000.

Source : Le Monde



**Un article lepress.fr du 17 mai 2013**

### **Santé: comment les industriels nous manipulent. (20.05)**

**Tabac, OGM, réchauffement climatique, amiante, polluants... Depuis des dizaines d'années, les industriels manipulent l'opinion à travers des études tronquées, parfois même en achetant des scientifiques. Démonstration.**

285 pages bien tassées. 285 pages qui égrènent, un à un, les scandales sanitaires provoqués par les industriels, qu'il s'agisse de l'amiante, du tabac, des OGM ou encore du dérèglement climatique. Pendant des mois, Stéphane Foucart s'est plongé dans des documents officiels longtemps demeurés secrets. Des millions de pages à lire sur Internet, des centaines de rapports à éplucher, des dizaines d'interviews effectuées: le journaliste, spécialiste des questions d'environnement au Monde après être passé par L'Express, s'est livré à un travail de fourmi.

Le résultat est impressionnant de rigueur. Il fait aussi froid dans le dos, à énumérer ainsi des travaux qui n'ont de scientifique que le nom. Sans parti pris, sans militantisme, Stéphane Foucart montre à quel point la science est aujourd'hui gangrenée par des enjeux économiques qui la dépassent parfois. Un livre bienvenu, que cette Fabrique du mensonge (Editions Denoël, 17 euros), à lire et à faire lire.

**Vous consacrez un très long chapitre aux fabricants de cigarettes. Quand ont-ils commencé à "se servir" de la science?**

Très tôt! Dès 1953 exactement, au moment où étaient publiés les premiers articles scientifiques évoquant des liens entre consommation de tabac et cancer du poumon. Un communicant de génie, John Hill, a soufflé aux cigarettiers l'idée de financer de la recherche académique classique. Ces derniers ont donc créé une agence ad hoc, le CTR (Council for tobacco research) qui a, au total, investi près de 500 millions de dollars en 40 ans!

**Mais quel intérêt de financer ainsi des études?**

Pour orienter la recherche. Plus exactement, pour retirer aux chercheurs la possibilité de déterminer, par eux-mêmes, l'objet de leurs travaux. Concrètement, cela consiste par exemple à financer tout ce qui permettra de suggérer que les cancers ne sont pas uniquement dus à la cigarette.

**Vont-ils jusqu'à "acheter" des scientifiques?**

Pas nécessairement, il suffit souvent de les instrumentaliser à leur corps défendant. Leur force consiste à rémunérer des travaux sérieux, puis à se servir des résultats obtenus dans une mécanique de communication. Dans le cas du tabac, cela va de la pollution intérieure au radon, en passant par les prédispositions génétiques et l'alimentation. Plus on suspectera d'autres facteurs que le tabac, plus les industriels s'en serviront.

**C'est tout? Ils ne leur proposent jamais d'argent en dessous de table?**

Si bien sûr. Certaines pratiques sont discutables, voire carrément crapuleuses. Les cigarettiers ont ainsi "arrosé" la recherche mondiale, et en particulier la recherche américaine. Rémunérations privées, versements effectués par le biais de sociétés écran, appel à des cabinets d'avocats, tout est bon. L'idéal pour eux, c'est de recruter un scientifique qui va peu à peu gravir les échelons pour se poser en expert reconnu et infiltrer les organismes officiels - Agences de sécurité sanitaire, groupes de travail parlementaires ou même postes techniques au sein du gouvernement.

**Et en France? Les cigarettiers ont-ils aussi payé des chercheurs?**

A travers mon enquête, j'en ai identifié une dizaine dont on sait, grâce à des documents restés longtemps secrets, qu'ils ont effectivement perçu de l'argent par des sociétés écran liées à Philippe Morris. Combien? Pas beaucoup, en regard des sommes versées aux Etats-Unis: en dehors d'un cas particulier, qui a reçu plusieurs centaines de milliers de francs en Suisse (il est mort aujourd'hui), cela se situait aux alentours de

quelques dizaines de milliers de francs à l'époque. Leur boulot consistait à participer à des conférences mais aussi à critiquer le résultat d'autres chercheurs... Des critiques évidemment non spontanées et destinées à contrebalancer des résultats négatifs pour l'industrie du tabac.

### **Vous consacrez un long passage à l'un d'entre eux, Jean-Pol Tassin...**

Le laboratoire de ce neurobiologiste, qui a été directeur d'une Unité de recherches Inserm, a en effet été financé à hauteur de 2,8 millions de francs entre 1989 et 2000. Il affirme aujourd'hui qu'il n'a jamais travaillé sur la nicotine avec l'argent des cigarettiers, mais il a pourtant signé pas mal d'articles sur ce sujet. De même, rien ne permet d'affirmer qu'il aurait, en plus, reçu de l'argent comme consultant privé. Je note toutefois qu'il a, en permanence, tenu des discours qui à la fois étaient en contradiction avec la littérature scientifique et en accord avec les prises de position officielles de l'industrie du tabac.

### **Un exemple précis?**

En 2009, il participe à une étude consacrée aux mécanismes d'addiction à la nicotine et menée sur des rats. Et il fait diffuser par le service de presse du CNRS un communiqué dont le message principal est que les substituts nicotiques ne sont pas efficaces. Or, l'objet de son article n'est pas du tout celui là. Pis, il fait dire à une étude le contraire de ce qu'elle avance sur la question des substituts!

L'autre méthode très efficace des industriels, c'est de se servir d'Internet. Pour contester la réalité du réchauffement climatique par exemple, on peut s'offrir un blogueur renommé...

En l'occurrence, des industriels américains ont fait appel à Anthony Watts, un présentateur météo populaire aux Etats-Unis, dont le blog est effectivement très lu et qui prétend, depuis des années, que le réchauffement climatique est une lubie de quelques illuminés. Or, celui-ci a touché 90 000 dollars rien qu'en 2012 de la part d'un lobby néoconservateur. J'appelle cela du "blanchiment de l'opinion industrielle"!

De même, des boîtes de communication embauchent des Internautes pour diffuser des messages orientés sur la Toile, et visant à mettre en doute des données pourtant incontestables. De ce point de vue, Internet est tout autant un remède - parce qu'on y trouve quantité d'informations - qu'un poison - parce qu'elles sont parfois manipulées.

Plus fort encore, les industriels créent leurs propres outils pour évaluer les risques liés à leurs activités. Vous le démontrez avec le cas des insecticides qui provoquent la mort des abeilles.

Ils ont réussi un vrai tour de force. En noyant la plupart des organisations intergouvernementales, les industriels comme Monsanto sont à la fois juge et partie. Prenez l'ICPBR, un organisme complètement inconnu, informel, sans existence juridique réelle. Censé "*promouvoir et coordonner les recherches sur les plantes et les abeilles de tout type*", il rassemble des scientifiques honnêtes et d'autres payés par l'industrie. Son rôle: construire des protocoles expérimentaux pour vérifier la toxicité des insecticides et les proposer ensuite à l'Agence européenne. Et comme le consensus fait aujourd'hui office de Graal, ces recommandations sont forcément nivelées par le bas.

### **Les industriels peuvent-ils aller jusqu'à " trafiquer " des modèles animaux?**

Pas la peine! Il leur suffit de trouver le " *bon* " modèle, c'est-à-dire celui qui servira au mieux leurs intérêts. Pour étudier les effets du Bisphénol A par exemple, les industriels ont eu recours à une espèce de rats qui est presque insensible aux perturbateurs endocriniens. Cet artifice leur a permis d'affirmer pendant des années que le Bisphénol était sans danger. Alors qu'avec des souris "ordinaires", des doses 100 à 1 000 fois inférieures provoquent des effets mesurables.

### **La science est aussi affaire de sémantique. En quoi les industriels ont-ils gagné la bataille des mots?**

Pour le grand public, la science se résume aujourd'hui à la technologie - et, inversement, l'innovation technologique, c'est de la science. En d'autres termes, les industriels ont imposé l'idée - fausse - que toute science qui régule l'innovation n'est pas de la "*vraie*" science. Ainsi, les scientifiques qui s'intéressent au

climat (géochimistes, physiciens, océanographes....) sont présentés par ces lobbies comme des militants, des écologistes, pas des scientifiques rigoureux.

**Mais c'est la science dans son ensemble qui perd sa crédibilité.**

Elle est d'ores et déjà bien entamée, à plus forte raison quand s'y mêlent des enjeux économiques ou politiques. A cet égard, l'activisme des fabricants d'aspartam est phénoménal : ces dernières années, des dizaines et des dizaines d'études ont été publiées avec leur soutien, qui toutes concluent à l'innocuité de ce composant.

**Tabac, OGM, dérèglement climatique, perturbateurs endocriniens... Avec le recul, quelle est la situation qui vous scandalise le plus?**

Sans hésitation, l'amiante. Voilà un produit qui a tué des centaines de milliers de personnes dans le monde, notamment en France. Résultat? Rien. Pas une condamnation dans notre pays. On savait pourtant depuis des années le danger que l'amiante comportait, on connaît pourtant le nom des responsables, on sait comment des scientifiques ont été achetés, les boîtes de communication qui ont oeuvré sont identifiées. Tout cela laisse un profond sentiment de gâchis et d'injustice.

Un article [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 19 mai 2013

### Israël : un nouvel impôt... sur les tombes ! (21.05)

**Pour tenter de combler un déficit budgétaire abyssal, les fonctionnaires des finances israéliens ont imaginé un nouvel impôt local : la "taxe sur les morts".**

Les Israéliens en étaient persuadés. Après le décès, finis les impôts directs, la TVA, les taxes en tout genre. Erreur ! Dans le cadre du plan d'austérité mis au point par le Trésor pour tenter de combler un déficit budgétaire abyssal, les fonctionnaires des finances israéliens veulent annuler l'exemption de taxe municipale sur les sociétés de pompes funèbres qui gèrent les obsèques et les cimetières. Furieuses, celles-ci ont immédiatement réagi en annonçant que ce nouvel impôt serait répercuté sur les familles des défunts. *"C'est une plaisanterie de mauvais goût. Le Trésor veut calmer le public en faisant croire qu'il fera payer la taxe à nos sociétés. En fait, il le trompe"*, affirme l'association israélienne des pompes funèbres. En tout cas, si le gouvernement entérine cette proposition, dès janvier prochain, les héritiers pourraient avoir à payer, chaque mois, un impôt local sur les tombes de leurs chers disparus. Cela vaudrait aussi pour les morts des dix dernières années.

Mais, compatissant, le Trésor pourrait décider de ne pas faire de prélèvement rétroactif. L'impôt sur les tombes serait collecté comme une taxe d'habitation par les municipalités qui se verraient transmettre la liste des propriétaires de sépultures - tenue par les pompes funèbres -, la somme à payer étant établie en conformité avec le ministère de l'Intérieur.

#### Cimetières militaires exemptés

Dans l'intention d'alerter le public, les sociétés de pompes funèbres ont déjà fait les comptes et publié un barème des futurs tarifs dans les principales villes du pays. Pas de surprise : c'est encore une fois la région de Tel-Aviv qui arrive en tête, avec au top le cimetière de Holon où, pour une tombe, il en coûtera 1 220 shekels (soit 258 euros) par an. Dans le grand cimetière de Jérusalem, ce sera beaucoup moins coûteux : 445 shekels (94 euros). Et pour ceux qui voudraient faire faire des économies à leurs héritiers, la solution passera par Dimona, une ville pauvre du sud d'Israël, où ce sera pratiquement donné : 209 shekels (44 euros) par tombe. Et comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, pour les époux qui reposent côte à côte, l'impôt ne concernera qu'une seule sépulture, et pour des niches en étages, ce sera tout à fait symbolique, avec quelques dizaines de shekels sur l'année. Les cimetières militaires seront exemptés.

Cela étant, les experts en fiscalité locale doutent d'une entrée en vigueur rapide de cette *"taxe sur les morts"*. Pour une raison simple : son calcul sera un véritable casse-tête, avec notamment une question prioritaire : qui est redevable ? La famille maternelle ? Paternelle ? Autre question : les descendants des héritiers devront-ils payer ? Autrement dit, cela va-t-il courir sur des générations ?

Par ailleurs, cette idée ne tient pas compte d'un autre sujet particulièrement d'actualité : le manque de places dans les cimetières d'Israël. Pour y remédier, de nombreux maires ont donné carte blanche à de grands cabinets d'architectes afin qu'ils imaginent des solutions répondant aux critères religieux, culturels et économiques. C'est ainsi qu'on évoque déjà la création de cimetières en forme de tour ou d'immeuble à multiples étages...

**Un article lemonde.fr du 19 mai 2013**

**Afrique du Sud : de nouvelles grèves à venir dans les mines (21.05)**

(Le titre du Monde : *"Afrique du Sud : craintes de nouvelles grèves dans les mines, pour eux c'est une crainte, pour nous un espoir !"*)

**Les syndicats des mines d'Afrique du Sud ont annoncé, dimanche 19 mai, qu'ils allaient réclamer des augmentations de salaires de jusqu'à 60 % dans les mines d'or et de charbon, ce qui accentue la tension dans ce secteur déjà très affecté par les grèves de l'année dernière. Ces nouvelles revendications salariales ont relancé les craintes de nouvelles grèves à grande échelle similaires à celles, sanglantes, qui ont frappé l'Afrique du Sud l'année dernière et qui se sont soldées par plus de 50 morts.**

Le syndicat majoritaire proche du pouvoir NUM a annoncé qu'il allait exiger qu'un mineur de fonds gagne un salaire de base mensuel de 8 000 rands (850 USD). Les mineurs travaillant en surface devront toucher 7 000 rands (744 USD), selon ce syndicat. Cette nouvelle demande correspond à une augmentation de 60 % des salaires, sachant que le salaire de base actuel est de 5 000 rands par mois.

*"Les revendications ont été soumises à la Chambre de commerce des mines vendredi. Les augmentations demandées sont de 15 % pour toutes les catégories de travailleurs, hormis les mineurs de fonds pour lesquels nous ne demandons pas de pourcentage mais une somme d'argent fixe",* a déclaré le porte-parole du NUM, Lesiba Seshoka.

La Chambre de commerce des mines a indiqué avoir reçu les revendications et s'apprêter à préparer les négociations annuelles.

La principale négociatrice pour la Chambre Elize Strydom a estimé que la négociation *"nécessitera une direction d'envergure tant pour la Chambre que pour les syndicats pour trouver un compromis et parvenir à un accord tenant compte à la fois de la situation financière des compagnies (minières) et des aspirations des employés"*.

Les prix de l'or ont chuté en mai à leur plus bas depuis 30 ans en raison de la faible croissance chinoise et des informations en provenance de Chypre selon lesquelles l'île aurait l'intention de vendre une partie de ses réserves en or.

Le secteur de la platine est déjà confronté à des grèves sauvages après qu'un grand producteur de platine Anglo American Platinum a annoncé au début du mois son intention de supprimer 6 000 emplois en Afrique du Sud. Il avait initialement envisagé de supprimer 14 000 emplois pour réduire les coûts, mais a fini par y renoncer à la demande du gouvernement et des syndicats.

Le secteur minier d'Afrique du Sud, très éprouvé par les grèves violentes de l'année dernière, a fait passer la croissance sud-africaine de 3,5 % en 2011 à 2,5 % en 2012.

Commentaire.

Les grève responsable de la baisse de la croissance sud-africaine : à bas la grève ! Toujours plus réac Le Monde... des banquiers.

## **Un article de Reuters du 20 mai 2013**

### **Un projet européen prévoit de moins protéger les gros déposants. (21.05)**

Un projet de législation européenne approuvé lundi par une commission du Parlement européen prévoit que l'épargne des petits déposants sera protégée à concurrence de 100.000 euros tandis que les titulaires de comptes disposant de soldes supérieurs risqueront de devoir passer des pertes en cas de faillite bancaire.

Ce projet fait écho à la solution retenue dans le dossier chypriote dans le cadre duquel les déposants les plus fortunés avaient été contraints d'accepter de passer des pertes pour éviter un naufrage du système bancaire local.

Pour entrer en vigueur, ce projet doit encore être approuvé par les 27 ministres des Finances de l'Union européenne et par les Parlementaires européens.

Commentaire.

J'ai cherché en vain sur le Net un complément d'information.

## Un article de Rue89 du 21 mai 2013

### Les embarras d'Al Jazeera qui censure puis rétablit un article anti-israélien. (22.05)

La chaîne qatarie Al Jazeera a atteint un tel statut que tout ce qu'elle fait est analysé et débattu comme aucun autre média au monde.

C'est ce qui vient de se produire avec un article très polémique, sur le site anglophone d'Al Jazeera, d'un professeur d'origine palestinienne, associé à l'université américaine de Columbia, Joseph Massad.

Cet article, très hostile au sionisme et dont la thèse est qu'Israël a besoin de l'antisémitisme pour se légitimer, a été censuré par la direction d'Al Jazeera, avant d'être remis en ligne trois jours plus tard, ce mardi, avec un billet d'explications vagues du rédacteur en chef du site.

La publication initiale de l'article a suscité de violentes critiques d'Al Jazeera en Israël et parmi les partisans d'Israël aux Etats-Unis. Puis son retrait a valu à la chaîne qatarie d'autres attaques, cette fois de la part des détracteurs de l'Etat hébreu, qui l'accusaient d'avoir cédé aux « *pressions sionistes* ».

En republiant l'article, mardi, Imad Moussa, le responsable du site anglophone de la chaîne d'info, n'explique pas réellement pourquoi l'article a été initialement retiré, signalant simplement que la tribune « *a suscité de nombreuses questions* ». Il ajoute :

*« Nous aurions du mieux gérer cette affaire, et nous en avons tiré les leçons qui nous permettront de maintenir le plus haut niveau d'intégrité journalistique. (...) »*

*Al Jazeera ne se soumet pas aux pressions, quelles que soient les circonstances, et notre histoire est pleine d'exemples de circonstances où, confrontés à des choix difficiles, nous n'avons pas cédé. C'est le secret de notre réussite ».*

Tel n'est pas l'avis des détracteurs d'Al Jazeera. Les pro-israéliens, y compris le quotidien de la droite israélienne Jerusalem Post, considèrent qu'Al Jazeera abrite la pire propagande contre l'Etat hébreu.

Et les anti-israéliens la jugent complaisante, et soumise au bon vouloir de l'émir du Qatar, considéré à certains moments comme un ami d'Israël.

A la reparution de l'article censuré, un tweet ironique faisait remarquer :

*« RIP le contrôle sioniste d'Al Jazeera, 18 mai 2013 - 21 mai 2013 »*

Certains commentateurs arabes établissent un rapport entre cet acte de censure très visible et le prochain lancement d'Al Jazeera aux Etats-Unis, et sa tentative de se donner une image « *respectable* » pour signer des accords avec les cablo-opérateurs américains.

Le blog influent Electronic Intifada s'interroge après la republication de l'article :

*« La volte-face fait suite à des critiques croissantes à l'intérieur comme à l'extérieur d'Al Jazeera à propos du retrait de l'article, et des craintes que cela suscite quant à l'indépendance éditoriale et la liberté d'expression alors que la chaîne qatarie s'apprête à lancer sa chaîne aux Etats-Unis ».*

Al Jazeera a racheté la chaîne CurrentTV fondée par l'ancien vice-président américain Al Gore, qui reste lié à la future chaîne Al Jazeera USA.

Dans cette affaire, Al Jazeera a réussi à irriter tout le monde, pro et anti-Israël, aussi bien que ses propres journalistes inquiets de voir un article retiré sans un mot d'explication, et remis sans explications claires, et bine sûr l'auteur de l'article, un Palestinien né en Jordanie, et qui enseigne la pensée arabe à Columbia.

Les seuls vainqueurs sont ceux qui ont toujours considéré Al Jazeera comme une chaîne avec un agenda politique, celui de l'émir du Qatar, qui a fait que la chaîne a été très active dans certains pays arabes comme la Tunisie et l'Egypte, mais plus discrète sur Bahrein, dans le voisinage immédiat de l'émirat.

Commentaire.

Les Américains créent Al-Qaïda et déclare la guerre au terrorisme. L'un justifie l'autre. Un jeu d'enfants.

Parallèlement à l'objectif du mondialisme d'instaurer un gouvernement mondial, il financent le Forum social altermondialiste. Pendant que les altermondialistes combattent la mondialisation, l'oligarchie financière avance sur le terrain du mondialisme. La mondialisation, tout le monde est pour, alors ils se déconsidèrent, le mondialisme tout le monde ou presque ignore ce que c'est et personne ne le combat, génial non ?

Ils manipulent des organisations ou groupes terroristes qui provoquent les gouvernements en place, ceux-ci répliquent violemment, les Américains décident que ces gouvernements doivent tomber au nom de la démocratie. Ensuite ils manipulent les opinions publiques, les médias leur sont acquis, trop facile quoi.

Al Jazeera emploie la même méthode ou une variante, ils dénoncent d'une part les Israéliens pour qu'on ne les accuse pas d'en être les complices, et de l'autre ils les soutiennent, c'est plus grotesque, à l'image de l'émir !

A quand le boycott du Qatar ?



## Un article de Le Nouvel Observateur du 21 mai 2013

**Charles Enderlin : "Pas un seul expert indépendant". (22.05)**

**Un rapport israélien relance la polémique autour du reportage diffusé par France 2, en 2000. Trop d'incohérences pour être crédible, répond le journaliste Charles Enderlin. Interview.**

Les images ont fait le tour du monde. Plus de 10 ans ont passé et le reportage de Charles Enderlin montrant un enfant palestinien de 12 ans, Mohammad al-Doura, trouvant la mort sous les tirs de l'armée israélienne, ne cesse de faire couler l'encre. La polémique sur la véracité des images diffusées dans le journal télévisé de France 2 en septembre 2000, au début de la deuxième Intifada, refait surface après la publication par le gouvernement israélien d'un rapport exonérant l'armée. A en croire ce rapport, l'enfant "n'a pas été touché" par les tirs israéliens.

Parallèlement, la cour d'appel de Paris doit rendre sa décision mercredi 21 mai, dans une affaire de diffamation entre le journaliste Charles Enderlin et Philippe Karsenty, adjoint au maire de Neuilly sur Seine et directeur d'un site qui se présente comme une "agence de notation des médias".

Pour Charles Enderlin, auteur du reportage et correspondant de France 2 à Jérusalem depuis le début des années 80, le rapport comporte trop d'incohérences pour être crédible.

**Le rapport commandé par le gouvernement israélien se base-t-il sur une enquête sérieuse ? La composition de la commission d'enquête vous paraît-elle contestable ?**

- C'est le moins qu'on puisse dire. Un des experts - soi disant indépendants - n'est autre que le Docteur Yehouda David contre lequel Jamal Al Dura, le père de l'enfant, a porté plainte en diffamation. Il a été condamné à Paris. En appel, il a déclaré devant les juges qu'il avait critiqué Jamal parce qu'il n'avait jamais vu les images de toutes les cicatrices de Jamal, et il a été relaxé. L'affaire est devant la cour de cassation. Aujourd'hui, ce même David revient dans le rapport israélien sur les mêmes accusations qui lui ont valu d'être condamné en première instance.

Et puis, dans cette commission, selon le quotidien "Haaretz", il n'y a que des personnes directement concernées par l'affaire. Pas un seul expert indépendant. Ce n'est pas tout, le rapport n'évoque absolument pas les opérations et autres soins reçus par Jamal al Dura, le lendemain de ses blessures, à Amman en Jordanie. Le rapport dit qu'il n'était pas blessé. Donc, selon cette logique, les chirurgiens militaires jordaniens qui l'ont opéré jouaient la comédie. Et le roi Abdallah qui lui a rendu visite dans sa chambre au al Hussein medical center d'Amman... tout le monde ment?

**Comment interprétez-vous cette prise de position d'Israël ? Pensez-vous qu'il y ait un lien avec le procès en diffamation de Philippe Karsenty ?**

- Je trouve effectivement cela curieux.

**Vous demandez la constitution d'une "commission d'enquête officielle indépendante", est-ce la seule solution pour faire la lumière sur l'affaire ?**

- Nous ne demandons rien du tout. Mais, nous avons toujours dit, depuis les premiers jours, que nous sommes prêts à participer à une commission d'enquête, indépendante, selon les standards internationaux et avec un suivi juridique. Aucune autorité ou administration israélienne ne nous a jamais demandé de participer à une enquête quelconque. Pour autant que je sache, c'est également le cas de Jamal al Dura qui, par ailleurs, est prêt à accepter l'exhumation du corps de son fils à des fins d'examen pathologique.

**Avez-vous déjà douté de la version de votre caméraman Tahal Abu Rahma ?**

- Talal est un employé de France 2 qui a reçu plusieurs récompenses internationales. Votre question est insultante.

**Les images sont devenues un symbole. "La version répandue par le reportage a servi d'inspiration et de justification au terrorisme, à l'antisémitisme et à la délégitimation d'Israël", va même jusqu'à affirmer Benjamin Netanyahu. La polémique autour de la véracité du reportage dépasse-t-elle l'affaire elle-même ?**

- Selon le quotidien "*Haaretz*", 951 enfants et adolescents palestiniens ont été tués par Israël entre 2000 et 2008. Il ne faudrait pas montrer les images de l'occupation car cela nourrirait la haine d'Israël... Donc censurons tout ce qui pourrait provoquer des réactions négatives.

**Etes-vous sujet à des pressions ou recevez-vous des menaces ? De quelle manière la polémique vous affecte-t-elle dans votre travail ?**

- Je fais mon travail tout à fait normalement. Au cours de ces années, j'ai publié sept livres et diffusé trois documentaires. Le dernier ouvrage est sorti le mois dernier : "*Au nom du Temple. Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif. 1967-2013*". Cela aussi n'est peut être qu'une coïncidence.

**La décision de la Cour d'appel marquera-t-elle le point final de l'affaire ? Qu'envisagez-vous de faire si Philippe Karsenty est à nouveau relaxé mercredi ?**

- Attendons demain.

## Un article de Reuters du 22 mai 2013

### Des millions d'Italiens dans la pauvreté, selon un institut. (24.05)

Des millions d'Italiens ne peuvent plus se permettre de se chauffer correctement ou de manger de la viande, affirme l'Istat, l'institut national des statistiques, dans un rapport publié mercredi sur la pauvreté dans le pays.

Le rapport s'intéresse à neuf indicateurs de pauvreté et souligne leur aggravation générale depuis le début de la récession il y a deux ans.

Le nombre d'Italiens dont les foyers vivent dans une situation de pauvreté grave, définie comme au moins quatre critères remplis sur les neuf, a doublé entre 2010 et 2012 à 8,6 millions, soit 14% de la population.

Quelque 14,9 millions d'Italiens, soit un quart de la population, répondent à au moins trois critères.

Une personne interrogée sur cinq ne pouvait pas chauffer suffisamment son domicile en 2012, soit deux fois plus qu'en 2010, et 16,6% des Italiens ne pouvaient pas manger un repas riche en protéines, comme de la viande, tous les deux jours, contre 12,4% en 2011 et 6,7% en 2010.

Plus de la moitié des personnes interrogées n'ont pas pu partir en vacances au moins une semaine l'an dernier, et la proportion monte à 69% dans le Sud, la partie la plus pauvre du pays.

Le pouvoir d'achat des Italiens a subi un déclin "*exceptionnellement abrupt*" de 4,8% l'an dernier, en grande partie à cause de fortes hausses d'impôts destinées à renforcer les finances publiques, relève l'Istat.

Le gouvernement de coalition dirigé depuis la fin du mois dernier par Enrico Letta s'est engagé à relancer la croissance et à lutter en particulier contre le taux de chômage chez les 15-29 ans, qui atteint presque 40%.

## Un article euronews du 23 mai 2013

### Jean-Claude Trichet : pour une Europe économique fédérale . (24.05)

Jean-Claude Trichet a présidé la Banque centrale européenne de 2003 à 2011 (et invité du groupe Bilderberg à plusieurs reprises - Ndlr). Notre correspondant permanent à Paris, Giovanni Maggi, a recueilli son sentiment sur la réponse de l'Union à la crise financière et économique.

Giovanni Magi, euronews :

Les politiques d'austérité sont-elles vraiment la meilleure solution ou, comme certains économistes le disent, sont-elles un dogme contreproductif ?

Jean-Claude Trichet, ancien président de la BCE :

Je crois que les mots comptent. On parle d'austérité aussi bien aux Etats-Unis, qu'en Angleterre, éventuellement au Japon, dans un pays qui était en très grand déficit de balance des paiements courants, comme la Grèce, ou dans des pays qui sont en excédent. À mon avis c'est un terme inapproprié.

Il y a nécessité de management sage, de saine gestion, lorsque l'on est dans une situation où l'on dépense plus qu'on ne gagne. Pour quelle raison ? Ce n'est pas un choix en réalité, c'est une obligation, parce qu'il n'y a plus de, je dirais, généreux donateurs qui sont prêts à financer éternellement les pays qui dépensent beaucoup plus qu'ils ne gagnent. Et il me semble que la saine gestion est le meilleur moyen de préparer la croissance future et la création d'emplois future.

euronews :

Mais on a l'impression que dans l'échiquier mondial, seule l'Europe reste obsédée par les comptes publics...

Jean-Claude Trichet :

Non, je ne crois pas qu'on puisse dire ça. Le débat public aux Etats-Unis demeure un débat majeur : est-ce qu'il faut mettre d'abord l'accent sur la remise en ordre des comptes publics ou pas ? En Angleterre aussi, il y a un débat : austérité ou croissance.

Dans la mesure où l'Europe s'est trouvée, malheureusement, de par sa propre faute, parce qu'elle a été négligée dans un certain nombre de cas, elle s'est retrouvée à l'épicentre de la crise mondiale des risques souverains, donc des crises budgétaires. Elle a été, elle est encore l'endroit où ça se passe, si je puis dire.

Mais je crois qu'il faut demeurer lucide : l'Europe a fait d'énormes progrès, elle est toujours à l'épicentre de cette crise mais elle a éloigné le risque de catastrophe grâce aux décisions qu'elle a prises, gouvernements, institutions européennes et banque centrale, et donc nous sommes maintenant dans une situation où il faut absolument consolider tout ce qui va permettre à la croissance de revenir.

euronews :

Quelles leçons peut-on tirer des crises grecque et chypriote ? Peut-être que certaines économies étaient trop faibles pour entrer dans la zone euro ? Ou que les économies plus fortes de la zone euro ne sont pas prêtes à payer le prix fort pour protéger les pays plus pauvres de la même zone ?

Jean-Claude Trichet :

D'abord, dire que les pays sont forcément plus riches ou plus pauvres, vous savez, ça se discute. Le problème que nous avons aujourd'hui c'est qu'il y a des pays, heureusement ils sont relativement nombreux, qui sont compétitifs, qui vendent leurs biens et leurs services convenablement sur les marchés domestiques,

européens et mondiaux et qui ont d'ailleurs de bonnes raisons pour cela parce qu'ils ont maîtrisé leurs coûts et fait des réformes structurelles.

Et puis il y a des pays qui ont beaucoup moins bien maîtrisé leurs coûts et qui n'ont pas fait les réformes structurelles et ces pays-là évidemment sont en difficulté. Donc, je crois que la grande leçon c'est qu'il faut en effet améliorer formidablement la gouvernance économique et budgétaire de l'ensemble de la zone euro, en étant, le cas échéant, très fermes lorsque tel ou tel pays a une gestion qui devient dangereuse pour lui même et pour l'ensemble de la zone.

euronews :

Etes-vous favorable à une fédération européenne économique et budgétaire? Quelles devraient être ses caractéristiques et pensez-vous que c'est un avenir réaliste pour l'Europe d'aujourd'hui?

Jean-Claude Trichet :

Je crois en effet qu'il faut aller plus loin dans la voie d'une fédération économique et budgétaire, ce qui suppose évidemment un nouveau changement de traité. Personnellement je crois qu'on peut imaginer plusieurs possibilités, il y en a une qui me paraît être imaginable et je ne dis pas que c'est la seule, je ne dis pas que c'est forcément la meilleure, mais je crois qu'elle satisfait trois critères : primo, c'est un concept que je vais vous exposer, qui est efficace, deuxièmement démocratique et troisièmement qui respecte le principe de subsidiarité.

Ce sont trois choses qui me paraissent essentielles. Si un pays se gère très mal, ne respecte pas les recommandations qui lui sont faites par la Commission et par le Conseil et met en danger, ce faisant, la stabilité de l'ensemble de la zone euro, comme on l'a bien vu dans la crise, alors les sanctions qui sont censées être la dissuasion, les sanctions sont des amendes. Je ne crois pas que cela marche, ça n'a pas marché dans le passé, je ne crois pas que ça marchera à l'avenir.

Et donc, on pourrait imaginer, au lieu des amendes, d'activer un processus fédéral de décision au niveau de l'ensemble des institutions européennes. La Commission joue le rôle de gouvernement, elle anticipe un gouvernement. Le Conseil des gouvernements est une sorte de chambre haute, un Sénat. Et le Parlement européen, avec ses députés élus au suffrage universel et qui vont être élus lors des prochaines élections, agit comme la chambre basse.

Je suggère que la Commission dise : voilà ce qu'il faut faire, que le Sénat, la chambre haute réfléchisse et dise : voilà ce que j'en pense et que le Parlement européen, évidemment restreint à l'ensemble des représentants de la zone euro, décide, après contact avec le Parlement national.

Alors, c'est une fédération. Nous venons d'activer des institutions fédérales. Mais elles respectent le principe de subsidiarité, parce que ce n'est pas du tout le cas général, c'est dans des cas absolument exceptionnels et lorsque la stabilité de l'ensemble de la zone est en cause, c'est évidemment démocratique, la décision ultime est prise par les représentants du peuple et ça permet d'être relativement sûrs que l'on ne parle pas en l'air et que l'on n'a pas une dissuasion avec des amendes qui n'est pas efficace.

euronews :

Il est en train de se former, en Europe, un axe France-Italie-Espagne qui adopte une approche un peu plus dialectique de la crise que la politique de la chancelière allemande Angela Merkel. Quel est votre regard sur cela?

Jean-Claude Trichet :

Non, je ne partage pas ce sentiment. Je suis trop profondément attaché à l'amitié entre les Européens et bien entendu à l'amitié entre la France et l'Allemagne, pour ne pas considérer, ne pas voir d'ailleurs, qu'il y a, au-delà des agitations ici et là, une réelle volonté d'avancer ensemble et une réelle volonté de surmonter les difficultés systémiques que l'Europe a dû affronter, qu'elle a affrontées et auxquelles elle a répondu de

manière, il faut le dire, quand même incontestable, quand on regarde tout ce qui a été fait dans cette période terriblement difficile.

Un article libération.fr et AFP du 23 mai 2013

### Retraites : le futur rapporteur annonce une réforme «d'ampleur» (24.05)

**Le député PS Michel Issindou, probable rapporteur du projet de loi de la réforme des retraites a annoncé des décisions «impopulaires», anticipant les tensions à venir.**

«C'est une réforme d'ampleur. Nous aurions tort de faire une réforme au rabais» a déclaré le député PS Michel Issindou, probable rapporteur du projet de loi sur les retraites, précisant que le gouvernement envisageait de le déposer «dans la deuxième quinzaine de septembre», pour qu'il soit débattu dans l'hémicycle «en septembre-octobre».

«Il y aura des tensions, je pense que ce sera dur, il y aura des mouvements dans la rue, mais par rapport à 2010 (précédente réforme des retraites), l'opinion publique est plus prête à entendre les choses» a expliqué le probable futur rapporteur. «De toute façon, nous allons être impopulaires avec cette réforme, et tant qu'à l'être, autant faire des choses utiles pour l'avenir (...), qu'au moins nous allions au fond des choses» a-t-il ajouté.

Ainsi «nous n'échapperons pas à un allongement de la durée de cotisation, car c'est la mesure qui produit le plus d'effets à terme», a souligné le député de l'Isère. Mais «en maintenant l'âge légal (de départ) à 62 ans, nous laissons une porte de sortie» a-t-il précisé. Par ailleurs, «il y a un autre sujet qui fera débat, c'est celui du rapprochement public-privé. Il faut crever l'abcès et nous ne réussirons pas si nous ne passons pas par cette phase-là», a-t-il affirmé.

Des mesures «désagréables»

Faire contribuer les retraités? «Je pense qu'il faudra faire attention aux petites retraites, ne pas demander d'efforts supplémentaires à ceux qui sont, peut-être, en deçà de 1.500 euros» a-t-il dit. La réforme comportera donc «des mesures désagréables» afin de combler le déficit de 20 milliards d'euros prévus en 2020, mais aussi des «mesures de justice sociale». «S'il y a des mesures très positives, sur les femmes par exemple, personne ne pourra s'opposer à cela» juge-t-il.

Les métiers difficiles seront aussi pris en compte: «quelqu'un qui a fait 10 ans à la chaîne, on peut espérer qu'il ne fera pas 40 ans». Pour autant, «il faut des critères hyper simples» pour définir la pénibilité, selon lui.

Tout dépendra également du «rapport de forces» qui sera établi entre le gouvernement et les partenaires sociaux, lors de la concertation qui débutera les 20 et 21 juin avec la conférence sociale, et devrait s'achever à la fin de l'été. Début juin, la commission sur l'avenir des retraites doit rendre son rapport qui contiendra «les éléments de la réforme» selon le député.

Commentaire.

Avec la bénédiction de la CGT, de FO, du FdG, du POI, du NPA et de LO.

## Un article de Reuters du 14 mai 2013

### La Slovénie modifie sa Constitution pour convaincre les marchés. (25.05)

Le Parlement slovène a convenu vendredi de modifier la Constitution pour permettre au gouvernement d'équilibrer le budget à partir de 2015, afin d'éviter un plan de sauvetage international.

Le Parlement a en outre limité le recours aux référendums, utilisés durant des années par les syndicats et les partis politiques pour empêcher tout changement d'ordre économique.

Le Premier ministre, Alenka Bratusek, doit convaincre les marchés financiers et la Commission européenne que la Slovénie peut mettre en oeuvre des réformes longtemps retardées et éviter de recourir à l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Le déficit budgétaire doublera pratiquement, à 7,9% du produit intérieur brut, cette année.

La Slovénie, dont le secteur bancaire est plombé par sept milliards d'euros de créances douteuses, est le seul ancien pays communiste à ne pas avoir encore vendu ses principales banques.

*"Le vote du Parlement (sur les limites budgétaires) est une bonne nouvelle qui prouve qu'un consensus politique a finalement été trouvé en ce qui concerne les choses importantes"*, a déclaré Saso Stanovnik, économiste de la société d'investissement Alta Invest.

Parmi les mesures de crise destinées à lui éviter de faire appel à une aide internationale, la Slovénie a annoncé début mai son intention de lancer un vaste programme de privatisations.

La deuxième banque du pays, Nova KBM Bank, le principal opérateur télécoms, Telekom Slovenia, la compagnie aérienne Adria Airways et l'opérateur de l'aéroport de Ljubljana figurent parmi 15 entreprises nationales appelées à être privatisées.

Alenka Bratusek, qui est au pouvoir depuis deux mois, a également annoncé que le taux de TVA serait relevé de deux points, à 22%, à compter du 1er juillet et que les coûts salariaux dans la fonction publique seraient réduits.

Commentaire.

Leur politique réactionnaire est incompatible avec *"le recours aux référendums"*, la moindre trace de démocratie doit disparaître, leur régime est donc une dictature, dans ce cas-là, il ne reste plus que la révolution pour les chasser du pouvoir.

Messieurs du Front de gauche adeptes de la *"révolution dans les urnes"* ou *"citoyenne"* parce que vous craignez la révolution prolétarienne, le soulèvement des masses, votre théorie a fait long feu, en réalité depuis 2007 que Sarkozy s'est assis dessus, rejoignez le camp de la révolution socialiste, toute autre attitude consistera à soutenir les institutions...



Un article de Slate.fr du 24 mai 2013

### Près d'un quart des Français n'ont pas de quoi se nourrir. (25.05)

La question à l'origine de l'étude, menée par PewResearch, était simple:

*«Au cours cette année, avez-vous rencontré des moments où vous n'aviez pas assez d'argent pour nourrir votre famille?»*

Si les réponses sont simples («oui» ou «non»), c'est leur proportion qui est préoccupante. Sur les douze derniers mois, 24% des Américains reconnaissent avoir rencontré des difficultés financières pour s'alimenter. Une valeur bien plus élevée qu'en 2002, où le seuil s'élevait à 15%, selon le rapport.

*«Ce niveau de privation est plus proche de celui de l'Indonésie ou de la Grèce que celui de l'Angleterre ou du Canada.»*

Pour The Atlantic qui a relayé cette étude, elle montre comment l'implosion de l'eurozone a frappé les plus puissantes économies de la région et *«certaines cultures culinaires les plus réputées»* au passage.

En Europe, la situation n'est pas plus réjouissante. Ne pas avoir assez d'argent pour acheter à manger est un problème assez répandu puisque la République Tchèque ou la France ont chacun vu cette statistique grimper au cours des derniers mois. Cette dernière évalue à 20% la proportion de Français touchés par ces difficultés financières. Un niveau plus élevé qu'en 2011 (13%) ou qu'en 2007 (6%).

En Angleterre où le niveau est passé de 6% en 2007 à 15% en 2013, la situation est tout aussi délicate. Une étude de l'association de consommateurs Which? évalue à 55% la part de familles qui prévoient de réduire leur dépenses en nourriture.

Le cas de la Grèce est frappant, puisqu'il est le pire en Europe. Comme aux Etats-Unis, 24% de sa population n'a pas pu se nourrir systématiquement, faute d'argent, au cours des douze derniers mois. En réponse à ces carences, des soupes populaires ont été organisées dans le pays pour subvenir aux besoins des plus démunis. Un temps fédératrices, elles sont parfois devenues le réceptacle d'un nationalisme grec virulent. Le 3 mai 2013, une de ces soupes a viré à l'émeute après l'interdiction d'une distribution de nourriture, réservée exclusivement aux Grecs, par le maire d'Athènes.

En Europe, le constat n'est pas complètement négatif puisque des pays ne s'en sortent pas si mal, explique The Atlantic. L'Allemagne comptait, en 2007, 10% de sa population incapable de se payer de la nourriture contre 8% en 2013. Mais le progrès semble être plus significatif en Pologne ou en Russie. En 2002, 50% des Russes ne pouvaient pas se nourrir suffisamment contre 23% aujourd'hui.

## Un article de libération.fr du 24 mai 2013

### Travail : les ruptures conventionnelles toujours en vogue. (25.05)

Cinq ans après sa création, le succès de la rupture conventionnelle ne se dément pas : selon une étude de la Dares publiée ce vendredi, 320 000 de ces accords, qui permettent à un employeur et à un salarié de se quitter bons amis, ont été signés en 2012 – soit 11 % de plus que l'année précédente. L'avantage du dispositif varie cependant selon la taille de l'entreprise et le niveau de rémunération du salarié.

A l'origine, la rupture conventionnelle visait à offrir une alternative à la démission et au licenciement pour motif économique ou personnel : un simple accord suffit entre les deux parties. Il est ensuite homologué par l'administration, qui s'assure notamment du bon niveau de l'indemnité de rupture, du respect du délai de rétractation ou encore de la liberté de consentement des intéressés. Pour le patron, cette solution est moins risquée juridiquement qu'un licenciement – et donc potentiellement moins coûteuse; pour le salarié, elle offre l'avantage d'ouvrir des droits à l'assurance-chômage, à la différence d'une démission.

#### Les hauts salaires avantagés

Sitôt lancé, le dispositif a connu une forte croissance, atteignant 28 400 demandes d'homologation par mois, en moyenne, l'année dernière. Surtout populaire dans les établissements de petite taille, la rupture conventionnelle représente désormais 16 % des fins de CDI (contre 27 % de licenciements et 57 % de démissions). Le taux d'homologation des demandes, quant à lui, est stabilisé entre 90 % et 95 % depuis la fin 2009. Les refus sont motivés, dans 40 % des cas, par une indemnité de rupture inférieure au plancher légal (un cinquième de mois de salaire par année d'ancienneté, plus deux quinzièmes au-delà de dix ans) ou conventionnel.

Même lorsque ces indemnités sont homologuées – pour un montant moyen de 6 660 euros –, d'importantes disparités existent entre les salariés. Ainsi, 10 % de ceux qui recourent à une rupture conventionnelle reçoivent moins de 240 euros, 50 % moins de 1 400 euros, 25 % plus de 4000 euros, et 10 % plus de 14 000 euros. Le montant dépend bien sûr de l'ancienneté, mais d'autres facteurs entrent en jeu, comme le niveau de salaire.

En effet, selon l'étude, les salariés dont la rémunération est inférieure à 2 000 euros touchent une indemnité moyenne équivalente à 0,21 mois de salaire par année d'ancienneté. Ce ratio est de 0,41 pour les rémunérations supérieures à 3 000 euros. De plus, l'avantage financier d'une rupture conventionnelle par rapport à un licenciement s'accroît pour les plus hauts salaires. Alors que les deux indemnités sont très comparables en bas de l'échelle des revenus, l'écart peut atteindre 50 % à 60 % pour les rémunérations supérieures à 2 500 euros. Toutefois, 95 % des salariés ayant conclu une rupture conventionnelle dans l'année suivant leur arrivée ont perçu une indemnité d'au moins 0,2 mois de salaire, sans que cela soit légalement obligatoire.

#### Des risques de détournements

Pour certains analystes, le succès des ruptures conventionnelles reste suspect : comment s'assurer du libre consentement du salarié ? Certains ne sont-ils pas fortement incités à conclure une rupture conventionnelle pour éviter à leur employeur de passer par un licenciement, plus complexe et risqué ? Dès 2010, une note du Centre d'analyse stratégique, rattaché à Matignon, s'inquiétait de «*nouveaux comportements frauduleux*», «*suffisamment cités par l'échantillon de services interrogés pour illustrer certains risques*». En juillet 2012, sur la base d'une étude de cas, le Centre d'études sur l'emploi (CEE), rattaché au ministère du Travail, estimait qu'*«à peine un quart des cas»* de l'échantillon correspondait à une «*mobilité vraiment choisie*» par les salariés.

Ces soupçons pourront être entretenus par plusieurs données de l'étude Dares. Comme le fait que le taux de ruptures conventionnelles parmi les fins de CDI soit au plus haut chez les 58-60 ans (26 %). Des mises en retraite anticipées ? Selon l'étude elle-même, «*il est vraisemblable qu'un certain nombre de ces salariés ne parviendront pas à trouver un nouvel emploi avant la liquidation de leur pension de retraite, mais pourront (...) être indemnisés par l'assurance-chômage jusqu'à cette liquidation*». Reste que, chez les 55-60 ans, l'ampleur du surcroît de licenciements et de ruptures conventionnelles est d'ampleur comparable en 2007 – avant la création de ces dernières – et 2012 (voir le graphique ci-dessous).

Selon Bernard Gomel, chercheur au CEE, *«il est possible que les ruptures conventionnelles aient remplacé de faux licenciements que les employeurs accordaient à leurs salariés seniors désireux de se retirer, pour qu'ils aient des droits au chômage courant jusqu'à l'âge de départ à la retraite»*. Reste à voir si le succès des ruptures conventionnelles se confirmera en 2013 : depuis le début de l'année, une partie des indemnités de départ du salarié est soumise à un forfait social rendant le dispositif moins avantageux financièrement.

Un article LeParisien.fr r du 24 mai 2013

## **Le Royaume-Uni a payé l'Espagne pour qu'elle reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale (25.05)**

Et si le destin de l'Europe s'était joué à 200 millions de dollars près ? C'est en tout cas ce que révèlent des documents des services secrets britanniques, gardés secrets jusqu'à présent mais publiés jeudi par *The Guardian*. Le Royaume-Uni a payé cette somme à l'Espagne en 1940 pour que le pays du général Franco n'entre pas en guerre, alors même que le dictateur voulait engager la nation ibère pour soutenir Adolf Hitler.

Les documents fournissent de nouveaux détails sur ce versement de 200 millions de dollars entre le Royaume-Uni et l'Espagne, déjà suggéré par plusieurs historiens depuis des années. L'argent a été transféré grâce un compte situé à New York dans une banque suisse avec comme protagoniste principal l'ambassadeur britannique à Madrid, Samuel Hoare. Ce dernier était très inquiet de la tournure qu'aurait pu prendre la guerre en cas d'engagement de Franco.

*«Que l'Espagne entre en guerre ou non dépend de notre rapidité à agir»*

En juin 1940, Samuel Hoare s'est empressé de réclamer l'argent au ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni. *«Que l'Espagne entre en guerre ou non dépend de notre rapidité à agir»*, a écrit par télégramme l'ambassadeur aux services secrets britanniques du MI6. *«La situation est critique. Nous ne pouvons plus perdre de temps à expliquer notre position dans cette affaire»*, ajoutait-il quelques mois avant la grande réunion d'Hitler et de Franco à Hendaye (photo), en octobre 1940.

Jusqu'en 1942, Franco a été au bord de s'engager aux côtés de l'Allemagne nazie avant que se produise le débarquement allié en Afrique du Nord, qui affaiblissait considérablement les troupes d'Hitler. Mais il semblerait bien que l'apport de 200 millions de dollars, à une époque où les caisses de l'Etat espagnol étaient vides, ait changé le cours de l'Histoire.

Commentaire.

La raison invoquée ne correspond pas à la réalité. Franco était acculé financièrement, qui pouvait lui fournir de l'argent frais ? Les banquiers qui ont financé les Etats des deux camps avant et pendant la guerre.

L'internationale des monarchies orchestrées par les bailleurs de fonds, les banquiers de la Fed et de la BoE, les mêmes en réalité, via la BIS (aujourd'hui BRI) en Suisse, tout est dans l'ordre des choses. En fait ils ont utilisé le même canal qui leur avait servi quelques années plus tôt pour financer discrètement le régime nazi, c'est prouvé les documents figurent dans le site.

Même sous Franco, l'Espagne demeurait une monarchie, en sommeil dirons-nous, comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas notamment. Or même si les monarchies lorgnaient du côté du régime nazi, il ne fallait pas que cela s'ébruite ou tout du moins que cela ait un caractère officiel qui pourrait apparaître plus tard dans les manuels scolaires ou passer à la postérité, cela aurait contrecarré leur plan qui était de les associer à la suite du programme : Bilderberg, l'Union européenne...

## Un article de La Tribune du 23 mai 2013

### La crise, ce prétexte pour baisser le coût du travail, mais pas celui du capital. (27.05)

Comment augmenter la productivité, la compétitivité de la France? D'aucun répondront qu'il faut « *baisser les coûts du travail* ». Pourtant, l'économiste Michel Santi note que si la réduction du coût du travail a permis à l'Allemagne de baisser ses prix à l'exportation, elle a créé une société de travailleurs précaires. Et observe qu'étonnamment, les revenus nets distribués aux propriétaires de capital, eux, continuent de grimper...

Une confiscation en bonne et due forme de l'appareil économique a été entreprise depuis la fin des années 70 par une infime minorité qui a redistribué le produit du travail des autres largement en sa faveur. Ce ne sont effectivement pas tant nos usines, nos industries et nos entreprises qui ne sont pas productives. Cette productivité a en fait été monopolisée au bénéfice d'une élite qui a assisté, totalement indifférente, au creusement d'un fossé entre les salaires réels et la productivité. L'Allemagne elle-même, qui s'érige en donneuse de leçon de productivité, n'a pu bénéficier d'une croissance au-dessus de la moyenne européenne qu'à la faveur de sacrifices constants exigés à sa population. Le moteur à l'exportation allemand ne rugit pas seulement par la grâce de la force productive de ses entreprises. En réalité, c'est aux réformes dites « *Hartz* » entreprises entre 2003 et 2005 – et qui ont consisté à transférer des ressources et des richesses du citoyen vers les entreprises et vers le secteur financier – que l'Allemagne doit d'avoir dopé ses exportations. Ce sont effectivement les réductions salariales et les réformes drastiques de son marché du travail qui ont amélioré notablement sa productivité, en y comprimant à l'extrême le coût du travail.

Les réformes Hartz ont fabriqué des mendiants sociaux

Réformes sinistres initiées en ce 16 août 2002 où un groupe d'experts dirigés par le directeur des ressources humaines de Volkswagen, Peter Hartz, présentait au chancelier allemand Gerhard Schröder, ses propositions relatives aux réformes du marché du travail. Dix ans plus tard, la société allemande se retrouve profondément transformée par ces réformes. En effet, une étude de l'OCDE, publiée à fin 2012, conclut à un accroissement spectaculaire de l'inégalité des revenus en Allemagne et, ce, davantage que dans n'importe quel autre pays membre de cette organisation. Ayant très finement manœuvré, la commission Hartz a réussi à créer dans son pays un marché du travail subsidiaire – ou parallèle – dominé par des salaires bas et non soumis aux droits sociaux. De fait, ces réformes privent les chômeurs allemands de tous leurs droits aux allocations chômage. Ils sont dès lors réduits à l'état de mendiants sociaux ! Ainsi, ce n'est qu'après une année entière de chômage que le travailleur est en droit de demander une misérable allocation mensuelle de 347 euros par mois, à la seule condition toutefois d'avoir préalablement épuisé son épargne et à la condition expresse que son conjoint soit incapable de subvenir à ses besoins. Pourquoi ne pas évoquer également l'obligation lui étant imposée d'accepter n'importe quel emploi, indépendamment de ses qualifications et de ses revenus antérieurs ?

Hartz est donc tout à la fois un piège et la meilleure voie pour la pauvreté, ou comment accéder à un état de précarité absolue inconcevable et intolérable dans un pays riche comme l'Allemagne. Une étude réalisée par l'Association à l'aide sociale paritaire allemande dévoile effectivement que les trois-quarts des personnes touchées par ces lois restent à jamais tributaires de Hartz. Sachant que, par ailleurs, la simple menace de tomber dans Hartz contraint les chômeurs à accepter des emplois à salaire bas, à temps partiel, dénués de toute sécurité, de droits à la retraite et autres allocations. Le dogme allemand du travailleur « *low cost* » est donc né de ces réformes... Et, de fait, seuls 29 millions d'Allemands (sur près de 42 millions de travailleurs) disposent aujourd'hui d'emplois soumis au régime de la sécurité sociale, pendant que quelque 5,5 millions d'entre eux travaillent à temps partiel, et que plus de 4 millions gagnent moins de 7 euros de l'heure ! Le secteur allemand des bas salaires tire par le fond tous les salaires du secteur industriel en agissant comme une sorte de levier infernal. Le travailleur y subit des conditions similaires à celles encore en vigueur dans le Tiers-monde et dans les pays émergents.

Obsession pour le coût du travail, mais pas du capital

La compétitivité elle-même – maintes fois invoquée – n'est-elle pas une notion floue désignant la capacité d'un pays et de ses entreprises à affronter la concurrence ? En privilégiant une compétitivité par le bas – en réalité dévaluation interne – qui consiste à baisser les prix à l'exportation tout bonnement en diminuant les coûts à la production. Le débat public se concentre donc sur le coût du travail tandis que le coût du capital n'est jamais évoqué, alors que les revenus nets distribués représentent aujourd'hui 10 % de la valeur

ajoutée des sociétés non financières. Ce niveau historiquement record depuis la Seconde Guerre mondiale, par rapport à 5,5% en 1999, permet de conclure que la part dévolue aux actionnaires a donc crû dans des proportions considérables ces douze dernières années. Autrement dit, la plainte patronale faisant de la baisse du taux de marge la raison profonde des faibles investissements et du moindre effort en matière de recherche et développement ne tient pas la route. Elle passe en effet sous silence la part de plus en plus lourde que les entreprises choisissent de distribuer aux propriétaires de capital, quelle que soit l'intensité de la crise économique et financière. Avec une remise en cause profonde de la capacité des entreprises à faire face à toutes les aspérités de la compétitivité du fait de ces distributions. Voilà pourquoi les droits des salariés subissent une attaque sans précédent, voilà pourquoi les coûts doivent être comprimés si le but est bien de gagner des parts de marché à l'export. Tels sont à l'évidence les impératifs si le but est bien de toujours plus rémunérer l'actionnariat, les capitaux et en finalité les parieurs en bourses... Logique toutefois prise dans des contradictions inextricables, sachant que le discours orwélien des industriels et des patrons d'entreprise atteint des sommets d'in vraisemblance et d'arrogance dès lors qu'ils expliquent que lutter contre les plans de licenciements revient à...lutter contre l'emploi!

Comprenons une fois pour toutes que compétitivité ne rime pas nécessairement avec chômage, avec précarité, ni avec explosion des inégalités, contrairement à ce que marchés et patrons imposent aux salariés et aux travailleurs depuis plus de vingt ans. Rebellons-nous donc et rejetons avec dégoût les allégations de la Présidente du syndicat des patrons (le MEDEF), Laurence Parisot, qui se demandait en 2005 dans le Figaro : « *La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail ne serait pas précaire ?* » De telles déclarations consacrent en effet la défaite du politique dont l'une des missions devrait être la détermination des règles du jeu économique et la mise sous tutelle du néo-libéralisme qui n'est qu'une manœuvre visant à mettre l'Europe en pilotage automatique d'une concurrence supposée régler toutes les problématiques. Remplacer la culture de l'Etat par l'obsession du chiffre revient à fouler aux pieds l'essence même du travail, pourtant source de toute valeur économique.

Michel Santi est un économiste franco-suisse qui conseille des banques centrales de pays émergents. Il est membre du World Economic Forum, de l'IFRI et est membre fondateur de l'O.N.G. « *Finance Watch* ». Il est aussi l'auteur de l'ouvrage « *Splendeurs et misères du libéralisme* »

Un article de 20minutes.fr du 28 mai 2013

### **Qatar: L'envers du décor . (29.05)**

Devant l'échoppe d'épices, la télé hurle en bengali. Tous les soirs, Shahabuddin, plâtrier de 45 ans, vient ici se changer les idées avec ses compatriotes. Un repos bien mérité après une journée de travail qui commence à 5h du matin et s'achève à 16h dans la canicule de Doha. Shahabuddin fait partie de ces centaines de milliers de travailleurs asiatiques qui construisent, au sens propre, le Qatar, micro-Etat aux chantiers tentaculaires.

Arrivé il y a trois mois, Shahabuddin ne se plaint pas. Il touche 200 euros par mois. Au Bangladesh, il en gagnait la moitié à peine, affirme-t-il. *«La chaleur est forte ici mais au moins, il n'y a pas de moustiques. Et puis, de toute façon, si je reste chez moi, qui va me nourrir ?»*, demande celui qui fait vivre ainsi sa femme et ses deux enfants, restés au pays. Un célibat forcé car le Qatar n'accepte le regroupement familial que pour les étrangers qui gagnent un salaire seuil de 10.000 rials (environ 2.120 euros).

Shahabuddin vit donc dans un «labor camp», un dortoir qui appartient à son employeur où s'entassent une trentaine de salariés bangladais de l'entreprise. Le bâtiment de deux étages est situé dans l'«*industrial area*», une vaste zone poussiéreuse d'entrepôts et de garages, parsemée de cadavres de voitures et de camions, sans éclairage public. Au sud de la ville, loin de la «*corniche*», le front de mer orgueilleux du centre-ville où les gestes architecturaux les plus ambitieux se démultiplient.

Shahabuddin partage une chambre spartiate avec quatre collègues et de nombreuses blattes. Seul luxe: la climatisation, bruyante, mais fonctionnelle. L'ouvrier fait visiter la cuisine où un réchaud à gaz hors d'âge trône devant des murs dégoulinant de graisse et les toilettes recouvertes de crasse. Dans le couloir, où des pneus, des bols de plastiques usagés et des papiers forment une drôle de moquette, il se fait apostropher par un collègue: *«tu aurais dû nous dire que tu avais un invité, on aurait un peu nettoyé...»* Shahabuddin sourit, il dit «*être bien ici*». Ses voisins de chambre n'en diront pas plus.

Pourtant, l'insalubrité de ce type de «*labor camp*» est dénoncée dans un rapport de février 2013 de Human Rights Watch (HRW). L'ONG estime que la Coupe du monde de 2022 au Qatar est «*l'occasion unique*» d'améliorer les droits des travailleurs migrants. Au cœur des préoccupations, le «*kafala*», le système de parrainage qui lie la résidence légale d'un migrant à son employeur, son «*parrain*», forcément qatarien. *«Il est courant pour les employeurs de confisquer les passeports, ce qui rend difficile le départ des travailleurs (...) qui n'ont ni le droit de se syndiquer ni celui de faire grève»*, regrette HRW. Sans le consentement de son parrain, le travailleur étranger ne peut donc pas quitter le Qatar ni même changer d'emploi. Une situation qui peut toucher aussi bien les cols bleus asiatiques que les expatriés occidentaux. *«Ce qui crée une forme d'esclavage moderne»*, accuse la Confédération syndicale internationale. *«C'est le pire système d'exploitation de la région avec l'Arabie Saoudite»*, surenchérit Nicholas McGeehan, en charge du Qatar à HRW.

Des promesses d'amélioration ont pourtant été formulées par les autorités qatariennes. Le Comité suprême Qatar 2022, en charge de l'organisation de la coupe du monde, a assuré que les entrepreneurs ne remporteront les contrats d'infrastructures qu'à condition qu'ils appliquent les règles internationales de droit du travail. *«Le Qatar n'a pas tenu ses promesses»*, souligne HRW. Quant à une éventuelle abolition du «*kafala*», «*une étude est en cours*», répond Mohamed Kuwari, l'ambassadeur du Qatar en France. *«Si un ouvrier commet un crime et s'enfuit du pays, quelle garantie avons-nous qu'il reviendra pour y être jugé?»*, interroge-t-il.

*«La situation est complexe, reconnaît un activiste indépendant, rencontré à Doha, sous le sceau de l'anonymat. Parmi ceux qui violent les droits des travailleurs, il y a aussi des étrangers. Notamment les ambassades des pays d'origine qui se font concurrence pour fournir au Qatar la main d'œuvre la moins chère possible. Parfois, même le parrain n'est pas au courant de la situation des employés car il est éloigné d'eux et le management au jour le jour de la société est aux mains d'une autre personne»*, elle-même parfois étrangère.

C'est ce que vit Nallan, un nettoyeur de voitures sri-lankais, croisé au même magasin d'épices que Shahabuddin. Son manager direct, un Indien, ne lui donne pas les 1.000 rials (environ 200 euros) promis mais seulement 700. *«Ce n'est pas assez pour vivre»*, estime ce père de quatre enfants qui dit ne pas avoir



eu un seul jour de repos depuis les deux ans qu'il est au Qatar. Son patron lui a promis de l'augmenter mais il ne croit plus en ses promesses. *«Je préfère partir, je n'aime pas ma vie ici.»*

Mais le garagiste qui l'emploie refuse de lui donner son autorisation de sortie tant qu'il n'a pas trouvé un employé pour le remplacer. *«Si j'avais ce document, je partirai dès ce soir»*, se plaint Nallan qui n'a de toute façon pas de quoi se payer un billet d'avion. Pourquoi n'attaque-t-il pas son employeur en justice? *«Je ne savais pas que j'avais le droit»*, répond le Sri-Lankais, heureux de l'apprendre. Puis, interrogateur: *«mais quand est-ce que j'irai au tribunal, je travaille tout le temps?»*

Commentaire.

Quel modèle pour la Syrie après la Libye, quelle démocratie messieurs Hollande et Fabius, dites-moi qui sont vos amis, je vous dirais qui vous êtes.

Le rôle des ONG, c'est de dénoncer une situation contre laquelle on ne peut rien faire, dont on n'est pas responsable, alors on sait, on laisse faire puisqu'on n'y peut rien, on a sa bonne conscience pour soi, c'est déjà cela de gagner et le monde continue comme avant, allez on passe à autre chose...



**Un article de libération.fr du 28 mai 2013**

### **La Deutsche Bahn va tester des mini-drones pour lutter contre les tags (29.05)**

La compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn va tester des drones aériens miniatures pour lutter contre le vandalisme dont ses trains sont régulièrement la cible. La compagnie allemande a indiqué vouloir tester des hélicoptères miniaturisés pouvant être équipés de caméras pour renforcer la surveillance de ses entrepôts où ses trains sont l'objet des assauts nocturnes de tagueurs. L'année dernière, ces tagueurs ont causé à la Deutsche Bahn un préjudice estimé à 7,6 millions d'euros, selon la compagnie.

*«Nous allons faire appel à cette technologie seulement aux endroits où nous rencontrons des problèmes particuliers, là où les tagueurs sont particulièrement actifs»,* a expliqué un porte-parole de la compagnie ferroviaire qui confirme ainsi les infos parues dans la presse ce week-end. Cette technologie doit également permettre à la compagnie allemande d'épauler son personnel de sécurité, qui se trouve souvent contraint à parcourir à pied de très grandes distances pour surveiller des sites à la structure parfois complexe. La mesure est très critiquée en Allemagne.

#### Infrarouge

Selon le fabricant allemand Microdrones, ses drones sont des appareils d'une envergure d'environ un mètre pour un poids de 1,2 kg, peuvent atteindre la vitesse de 54 km/h et sont capables de prendre des photos la nuit s'ils sont équipés d'une caméra infrarouge.

La compagnie allemande s'est défendue de vouloir protéger ses trains en faisant appel à des drones. *«Il s'agit d'hélicoptères miniaturisés, pas de drones»,* assure-t-elle. La Deutsche Bahn a indiqué vouloir lancer *«prochainement»* une phase test pour se prononcer après la fin de l'année sur un recours durable à cette technologie. La compagnie de chemins de fer s'est refusée à préciser le nombre d'appareils qu'elle compte acquérir pour sa phase test, se bornant à indiquer que chacun de ces mini-hélicoptères lui coûterait 60 000 euros.

La collecte de données à l'insu des personnes est un sujet en Allemagne où le lancement en 2010 du service de photo-cartographie Google Street View avait suscité la méfiance de la population qui s'était montrée attachée au respect de la vie privée. Les particuliers allemands avaient alors obtenu la possibilité de s'opposer à la publication des images de leur domicile avant la mise en ligne, une première.

#### Commentaire.

Invivable leur société de dégénérés. S'ils volent suffisamment bas, je propose un exercice de tir au pigeon pour s'en débarrasser, un bon entraînement sur cible vivante, pardon mobile.

## Un article libération.fr et AFP du 28 mai 2013

### Les médicaments causeraient au moins 18 000 morts par an. (29.05)

**Le docteur Bernard Bégaud, qui témoigne dans le cadre du procès Servier, déplore l'encadrement insuffisant des prescriptions.**

Les effets secondaires des médicaments sont responsables d'au moins 18 000 décès chaque année en France, plus que les suicides et les accidents de la route réunis, a indiqué lundi le docteur Bernard Bégaud, entendu comme témoin à Nanterre dans le procès du Mediator.

*«Il y a chaque année 18 000 morts directement liés à la prise de médicaments. Parmi eux, beaucoup de cas sont inévitables, mais un tiers de ces décès correspondent à des prescriptions qui ne sont pas justifiées»,* a estimé à la barre le professeur, membre de la commission de pharmacovigilance de 1982 à 2000 et co-auteur d'une étude sur le sujet.

Par comparaison, en 2012, 3 645 personnes ont été tuées sur les routes, selon les chiffres de la sécurité routière. Environ 10 000 personnes se suicident chaque année en France. *«La France est un pays qui depuis toujours surveille très mal l'usage de médicaments»,* a déploré Bégaud.

Ainsi le Mediator, à l'origine un antidiabétique, a été largement détourné comme coupe-faim et prescrit dans de nombreux cas à des patients qui souhaitaient uniquement perdre quelques kilos. Quelque 5 millions de personnes en auraient consommé avant qu'il ne soit retiré du marché en 2009, accusé de provoquer des hypertension artérielles pulmonaires, une pathologie incurable, et des valvulopathies (dysfonctionnement des valves cardiaques).

*«Mourir pour un produit dont vous n'avez pas besoin est quelque chose de très grave»,* a souligné le professeur, qui a pointé du doigt la mauvaise formation des médecins en pharmacologie, la science des médicaments. *«Les alertes sur les effets indésirables d'un médicament proviennent à 85% des hôpitaux et seulement à 15% des médecins libéraux»,* car ceux-ci sont mal formés en pharmacologie, a déploré le docteur Bégaud.

Le procès du Mediator visant Jacques Servier, 91 ans, le fondateur du groupe et quatre cadres de chez Servier et Biopharma, l'une des filiales des laboratoires, devrait durer jusqu'au 14 juin. Les prévenus sont jugés pour *«tromperie aggravée»*.

#### Commentaire

Ce sont ces médecins libéraux qui nous rackettent en pratiquant les dépassements d'honoraire et qui sont des assassins. Normal, ils n'ont pas choisi cette profession par vocation ou servir la population mais pour s'enrichir et pour le statut social, ils se foutent bien des patients.

Un gouvernement ouvrier fixerait un tarif pour chaque acte avec interdiction de le dépasser, ainsi seuls des médecins possédant une conscience exerceraient. Mieux, l'accès aux soins serait gratuit.

En Inde, les tarifs sont libres et rien n'est remboursé, c'est mille fois pire, on est entre les mains de véritables salopards, pas des médecins, sauf rares exceptions.

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 27 mai 2013

### Ce que les dépassements d'honoraires coûtent aux Français

**Sur 40 milliards d'euros versés par les Français aux professionnels de santé en 2012, 13 milliards sont restés à leur charge. Sur ce total, plus de 7 milliards sont imputables aux seuls dépassements d'honoraires.**

En 2012, les Français ont versé 40 milliards d'euros aux professionnels de santé exerçant à titre libéral (médecins généralistes et spécialistes, chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures podologues). Sur ces 40 milliards d'euros, 27 milliards ont remboursés par l'assurance maladie et 13 milliards sont restés à la charge du patient ou de son assurance complémentaire. Sur ce total, plus de 7 milliards sont imputables aux seuls dépassements d'honoraires.

C'est ce que révèle une étude d'un nouvel observatoire, indépendant des médecins et de la Sécu, dont la création a été annoncée ce lundi. *"Cela fait trop longtemps qu'on nous dit qu'on s'en occupe mais chat échaudé craint l'eau froide"*, a déclaré lundi Thomas Laurenceau, rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs qui s'est associé au Collectif interassociatif sur la santé (CISS) et à Santéclair, société spécialiste du risque santé, pour créer cet *"observatoire citoyen des restes à charge en santé"*.

Le reste à charge sur les honoraires des professionnels de santé libéraux correspond au montant à la charge de l'assuré après remboursement par l'assurance maladie (ticket modérateur, participations forfaitaires et dépassements). Il ne représente toutefois qu'une partie du reste à charge en santé, puisqu'il n'intègre ni le coût des médicaments ni celui de l'hospitalisation notamment.

La part des dépassements médicaux dans le reste à charge des patients a représenté 43,9% (ensemble des médecins) et 57,6% pour les seuls spécialistes. Les dépassements de ces derniers (notamment des chirurgiens, anesthésistes, obstétriciens) ont augmenté de 9% en deux ans et ont totalisé 2,3 milliards en 2012. Les quelque 30 000 spécialistes établis en secteur 2 totalisent 82 % des dépassements d'honoraires des médecins.

Un reste à charge élevé en Ile-de-France, à Lyon et dans les Alpes-maritimes Le montant moyen du reste à charge est de 8,40 euros par acte (tous professionnels de santé confondus). Pour une consultation d'un spécialiste, secteurs 1 et 2 confondus, le reste à charge moyen est de 15,90 euros. Ce chiffre recouvre de fortes inégalités d'un département à l'autre : il va de 8,20 euros par acte en Moselle à 37,70 euros à Paris

En moyenne, tous actes confondus (consultations et actes techniques), les dépassements d'honoraires représentent 38% des honoraires versés et 88% du reste à charge en chirurgie ; 45% des honoraires versés et 81% du reste à charge en gynécologie/obstétrique ; 38% des honoraires versés et 73% du reste à charge en ophtalmologie ; 33% des honoraires versés et 67% du reste à charge en ORL.

La plus grosse proportion du reste à charge des patients provient des dépassements des chirurgiens-dentistes (82,9%), un sujet sur lequel l'Observatoire entend se pencher à l'avenir. Mais pour le moment, il se concentre sur les dépassements des médecins qui ont fait l'objet d'un accord obtenu de haute lutte en octobre dernier, entre l'assurance maladie, les syndicats de médecins libéraux et les complémentaires santé.

Cet accord qualifié d'*"historique"* par François Hollande, a d'un côté laissé sceptiques de nombreux acteurs de la santé, très critiques de ces dépassements. Et de l'autre il a suscité de multiples mouvements de colère de la frange dure de la médecine libérale. Il prévoyait la création d'un observatoire de contrôle de ces dépassements qui n'a toujours pas vu le jour.

Commentaire.

Un accord entre qui et qui, *"l'assurance maladie, les syndicats de médecins libéraux et les complémentaires santé"*, donc entre les syndicats qui gèrent l'assurance maladie et ces gangsters. Normal, non ?

**Un article de lexxpress.fr du 28 mai 2013**

**Ursula von der Leyen: "La sauvegarde de la compétitivité est un facteur de changement" (29.05)**

**Paris et Berlin ont donné mardi le coup d'envoi d'une "offensive" franco-allemande pour l'emploi des jeunes en Europe. Interview avec Ursula von der Leyen, la ministre allemande du Travail et des Affaires sociales.**

**Les propositions franco-allemandes sur l'emploi des jeunes peuvent-elles produire des résultats à court terme?**

Ursula von der Leyen: Nous jugeons la situation actuelle insupportable. Et il faut cibler nos politiques avec plus d'acuité. Il est clair que les PME seront prêtes à offrir des emplois ou des contrats d'apprentissage si on leur donne la possibilité d'investir du capital à de faibles taux d'intérêt, par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement. De même, le développement de la formation par alternance va renforcer la compétitivité des économies. Il y a des décisions à prendre si nous voulons agir vite.

**Michel Sapin vante d'un côté les "contrats aidés" et "contrats d'avenir" et souscrit de l'autre à ces propositions franco-allemandes d'inspiration libérale. Comment jugez-vous ce double discours?**

Nous avons eu en Allemagne l'expérience d'un dialogue social bien organisé et efficace. Je retiens que Michel Sapin veut mettre l'accent sur ce dialogue entre partenaires sociaux... L'accord sur la plus grande flexibilité du marché du travail est, de ce point de vue, un premier pas très positif. C'est pourquoi je salue l'initiative prise avec le ministre Sapin en février afin de créer un groupe de travail franco-allemand réunissant les partenaires sociaux. Cela devrait faciliter l'adoption de solutions communes et rapides.

**Depuis 20 ans, tous les gouvernements français ont tenté de développer l'apprentissage avec des résultats mitigés. Pourquoi cet échec relatif?**

Je peux dire pourquoi ça a marché en Allemagne. Il faut d'abord que les postes d'apprentissage viennent du secteur privé car cela garantit que les formations correspondent à la demande du marché. Le taux de chômage en Allemagne prouve que le système fonctionne bien. La bonne réputation de cette filière est aussi indispensable: des PDG allemands se flattent de l'avoir empruntée. La perméabilité que l'apprentissage offre est très importante.

**Que pensez-vous de la proposition de François Hollande de pousser à un " gouvernement économique " européen?**

Les trois dernières années nous ont appris que l'avenir de l'Europe ne peut être que dans une intégration approfondie. Quand au chemin précis à prendre, il faut voir.

**Les propositions franco-allemandes d'aujourd'hui sont-elles une étape de plus vers la convergence entre les deux pays?**

C'est un pas supplémentaire dans l'amitié franco-allemande. Et je suis convaincue que chacun de nous peut apprendre l'un de l'autre. Mon but est d'établir un accord assez étroit pour que les autres Européens s'y rallient.

**Dans le camp de la réforme, en France, l'Allemagne est vu comme un aiguillon nécessaire. Qu'est-ce que cela vous inspire?**

Pour nous, Allemands, c'est la sauvegarde de la compétitivité et le besoin de croissance qui seront les plus importants facteurs de changement. Ce sont les chiffres de la démographie qui nous pressent à revoir notre politique de la famille; ce sont les chiffres économiques qui poussent à l'action et à la réforme.

**Vous vous êtes déclarée, naguère, en faveur des Etats-Unis d'Europe. Plus personne n'évoque cet horizon en France...**

Il faut garder cette perspective à long terme! J'espère que mes enfants ou petits-enfants les connaîtront. Car c'est le point d'arrivée vers lequel il faut tendre

Commentaire.

La recette de la "*croissance*" : "des contrats d'apprentissage", et "le développement de la formation par alternance" qui permettra de "*renforcer la compétitivité des économies*", sans oublier "*la plus grande flexibilité du marché du travail*".

Oh merveille, en Allemagne "*le système fonctionne bien*". Grâce à quoi ? Pardi, au dialogue social ! A qui ? Pardi aux syndicats vendus qui y participent ! Et la lutte des classes dans tout cela ? Disparue, en voie de disparition.

Un article de [marianne.net/wikistrike.com](http://marianne.net/wikistrike.com) du 29mai 2013

### Il faut baisser le SMIC de 300 euros !. (31.05)

La semaine dernière, The Economist a consacré un papier au salaire minimum, se demandant s'il en fallait un et si oui, à quel niveau il fallait le mettre. Une plongée glaçante dans la pensée néolibérale.

Les penseurs néolibéraux ont au moins un mérite. Ils osent tout. L'économie n'est qu'une science abstraite faite de chiffres, totalement désincarnée et déshumanisée. C'est bien ce qui ressort de ce papier de la bible des élites mondialisées sur le salaire minimal. *The Economist* cite Milton Friedman, pour qui il est « *une forme de discrimination contre les travailleurs sans qualification* ». Qualifier de « *discrimination* » le fait d'empêcher de payer un salaire de misère en dit déjà long...

Mais l'hebdomadaire souligne que d'autres économistes affirment que quand les employeurs ont un fort pouvoir, ils peuvent fixer les salaires à un niveau trop faible, ce qui a poussé les gouvernements à instaurer un salaire minimal dans un nombre grandissant de pays. La Nouvelle-Zélande a été la première en 1894, suivie par les Etats-Unis de Roosevelt en 1938, la Grande-Bretagne patientant jusqu'en 1999. Le SMIC étasunien, très bas, a été relevé de 40% depuis 2007.

L'oubli de l'homme

Les économistes ont mené des études divergentes sur le niveau du salaire minimum aux Etats-Unis, du fait des différences entre Etats. Deux économistes ont démontré que les différences de niveau du salaire minimum n'ont pas d'impact sur le niveau de l'emploi dans la restauration entre 1990 et 2006 mais deux autres ont démontré l'inverse. En Grande-Bretagne, les études sont plutôt positives et soulignent un effet d'entraînement pour les salaires supérieurs au SMIC.

Ce qu'il y a de terrifiant dans ce papier, c'est son aspect clinique, froid et finalement inhumain. Aucune question n'est posée sur le niveau du seuil de pauvreté, ou même de l'évolution du salaire médian (qui baisse), base contre laquelle il faudrait fixer le SMIC. Réfléchir à l'impact que tout cela a sur les travailleurs pauvres ne semble pas effleurer une seconde l'auteur du papier. La conclusion est glaçante : « *Quels que soient leurs défauts, les salaires minimums vont persister* ». Il est difficile de ne pas y voir un regret de la part de *The Economist*, comme s'il indiquait qu'il n'était malheureusement pas possible politiquement de les supprimer... Mais le pire est à venir au sujet du niveau souhaitable du SMIC. L'hebdomadaire néolibéral indique que pour l'OCDE et le FMI, « *un salaire minimum modéré fait probablement plus de bien que de mal* », avant de préciser que la définition d'un salaire minimum modéré signifie entre 30 et 40% du salaire médian. *The Economist* reconnaît que le cas britannique (à 46% du salaire médian) démontre que l'on peut aller un peu plus haut. Les Etats-Unis et le Japon restent sous le cap des 40% alors que la France se distingue avec le niveau le plus élevé de la sélection avec un SMIC à 60% du salaire médian. Bizaremment, pas d'information sur les pays scandinaves. En clair, pour *The Economist*, en France notre SMIC est trop élevé de 25 à 30% ! Cela veut dire qu'avec un SMIC à 1118 euros nets par mois, ils recommandent une baisse d'environ 300 euros.

Voilà le fond de la pensée néolibérale... Voilà sans doute pourquoi Pierre Moscovici valorise la minuscule hausse du SMIC de juin, pourtant trois fois moins importante que celle de Jacques Chirac en 1995. On aimerait que les donneurs de leçon néolibéraux essaient de vivre ne serait-ce que quelques semaines avec le SMIC qu'ils recommandent...

**Un article d'Atlantico.fr du 3 juin 2013**

### **L'or physique bientôt inaccessible pour les particuliers ? (04.06)**

**Il se passe des choses étranges sur le marché de l'or, qu'il s'agisse de l'or physique ou de "l'or-papier". Coup de projecteur sur une évolution majeure du métal jaune.**

Selon Eric Sprott, directeur de Sprott Asset Management, *"l'heure zéro"* de l'or - c'est -à-dire le moment où le prix de l'or réel, physique, commence à s'éloigner du prix coté en bourse - est devenue inévitable avec les banques centrales occidentales qui font un genre de *"crédit bail"* sur leur or à des banques commerciales à moins de 1% par an. Les banques commerciales vendent ensuite cet or et réinvestissent le produit de ces ventes dans des investissements à revenus plus élevés.

*"Aujourd'hui"*, écrit Sprott dans un nouveau livre blanc, *"il semble que nous ayons trouvé ce que nous recherchions depuis longtemps : la preuve tangible de notre hypothèse"*.

On trouve cette preuve dans les données de marché mensuelles du Census Bureau américain. Le rapport, datant de décembre 2012, révèle que les exportations nettes d'or des Etats-Unis se montaient à 2,5 milliards de dollars — soit près de 50 tonnes. Ce chiffre étonnant a immédiatement amené Sprott et son équipe à creuser un peu plus et à étudier les données depuis qu'elles existent — soit depuis 1991.

On apprend ainsi que, de 1991 à 2012, les exportations nettes américaines se sont élevées à 5 504 tonnes.

Problème : au cours de cette même période, la production aurifère minière américaine et son recyclage ont représenté 7 532 tonnes, tandis que la demande était de 6 517 tonnes. Cela ne laisse que 1 015 tonnes disponibles pour l'exportation.

D'où proviennent les 4 489 autres tonnes ? Selon M. Sprott, *"le seul vendeur américain capable de fournir une quantité aussi énorme d'or est le gouvernement américain, qui détiendrait 8 300 tonnes"*.

*"Si l'analyse de l'équipe Sprott est exacte"*, explique notre confrère Chris Martenson, *"il manque beaucoup d'or dans cette équation américaine. Il devait provenir de sources officielles, soit d'origine américaine soit appartenant à d'autres pays. Quoi qu'il en soit, l'or loué aux banques commerciales représente un énorme passif pour la Fed et les bullion banks — banques détentrices de lingots — à qui il a été prêté"*.

*"Dans ce contexte"*, continue M. Martenson, *la chute brutale de l'or ressemble fort à une opération conçue pour extorquer le plus d'or possible des 'petits' afin que les bullion banks puissent commencer à le recouvrer pour régler leurs compte"*.

*"GLD, l'ETF or que tant de petits investisseurs ont acquis, est évidemment un des grands objectifs car il reposait en janvier 2013 sur 1 350 tonnes d'or"*, ajoute-t-il.

Fin avril, plus de 250 tonnes de cette quantité avaient disparu. Et la ponction sur le stock de GDL suit parfaitement le prix papier de l'or.

Les comptes sont truqués

*"L'or et l'argent-métal"*, observe M. Martenson, *"s'approchent du jour où vous et moi nous ne serons plus capables d'acheter de lingot physique, quel qu'en soit le prix"*.

*"Pour moi, l'or n'est même plus de l'or... Ils l'ont sécurisé"*, déclarait sur CNBC Rick Santelli le 27 mars — bien avant le grand effondrement.

Le coup de sifflet final approche. *"Selon moi, probablement dans un futur pas trop lointain, le mécanisme de fixation des prix des marchés de l'or et de l'argent-métal va basculer vers le marché physique"*, affirme John Embry, bras droit d'Eric Sprott. *"Ce dernier ne peut être manipulé parce que, en gros, soit vous avez de l'or soit vous n'en avez pas"*.



*"Tandis que le marché papier, lui, a été spécifiquement mis en place pour pouvoir être manipulé. Je ne m'inquiéterais pas trop de cela, même si jusqu'à présent ils ont eu le dessus. Je pense que leur pouvoir va être sérieusement amoindri très prochainement".*

Mais alors vous ne serez plus capable d'obtenir le moindre métal quel qu'en soit le prix. Il vaut mieux agir avant que ce jour n'arrive : *"l'actuelle liquidation de l'or"*, explique Eric Sprott, *"ne devrait pas être considérée avec inquiétude mais comme une opportunité incroyable d'acheter le métal à un prix artificiellement bas"*.

Commentaire.

Rapidement, ce que j'ai compris, c'est qu'il s'agit d'une formidable arnaque des faux-monnayeurs.

Ils ont mis sur le marché de l'or papier en quantité monstrueuse sans rapport avec les stocks d'or physique. Les acheteurs se sont rués dessus en pensant que c'était une valeur aussi sûre que l'or physique, on leur a vendu comme tel, le résultat a été de faire monter puis chuter le prix de l'or, tandis que les banques centrales raffaient derrière l'or physique disponible à moindre coût.

Explication. Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont émis et acquis (c'est pratique !) une grande quantité de ces titres (or papier), ce qui a eu pour résultat de faire monter le cours de l'or histoire d'appâter le poisson avide de profits ou de bonnes affaires. Une fois ferré et les clients se précipitant en masse pour en acheter, le cours a atteint des sommets. Puis ils ont sifflé la fin de la partie, ils ont revendu en masse leurs titres en empochant une grosse plus-value pendant que les cours chutaient brutalement laissant les détenteurs d'or papier avec leur bout de papier tout juste échangeable contre des dollars, les derniers servis étant les dindons de cette farce, puisqu'eux ils n'ont tiré aucun profit de cette opération, pire, ils y ont laissé leur chemise ! Bordel, je n'ai jamais foutu les pieds dans un casino, mais à côté quel ennui cela doit être, là au moins tu peux suivre le mécanisme par lequel tu vas te faire plumer !

Résultat : Les investisseurs jusqu'aux petits porteurs des classes moyennes se retrouvent avec des titres (or papier) qu'ils ne peuvent pas échanger contre de l'or physique, à la place les banquiers se destinent à leur fournir de la monnaie de singe, des dollars qui ne valent déjà plus grands choses et demain que dal ! Vous avez saisi l'arnaque, en échange de dollars on leur a servi un bout de papier, et à ceux qui s'en sont séparés ils ont donné... des dollars. C'est à n'y rien comprendre. Si, si, lisez la suite et vous comprendrez, certains ont tout de même réalisé un beau profit, mais l'essentiel était ailleurs.

Allez, mieux encore.

Derrière tout cela, il y avait autre chose, il s'est opéré un gigantesque transfert d'argent de l'économie réelle ou productive vers l'économie fictive ou spéculative et davantage encore, car l'or papier que les banquiers ont émis, il n'avait pas plus de valeur que les milliers de milliards de dollars qu'ils créent en faisant tourner la planche à billets et qu'ils injectent dans l'économie, par contre l'argent que leur ont versé les clients qui les ont achetés il ne tombait pas du ciel, ils ne l'avaient pas fabriqué la nuit dans leur cave ou leur garage, non, c'était les économies des petits épargnants qui travaillaient, des classes moyennes qu'ils dépouillaient ainsi. Du coup, la monnaie qu'ils avaient fabriquée avec la planche à billets et qui avait acquis la forme fictive d'or papier pour l'occasion et qui n'avait aucune valeur en acquièrait une par le biais de ce mécanisme, cette opération s'apparente donc à du blanchiment de fausse monnaie. Est-ce clair ?



## Un article d'euronews.fr du 3 juin 2013

### Turquie : les raisons de la colère (04.06)

Comment le mécontentement d'une poignée d'activistes qui tentaient d'empêcher l'abattage des arbres du parc Gezi à Istanbul a-t-il pu se transformer en une contestation massive contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan?

L'explosion de colère est sans égale depuis des décennies en Turquie, elle exprime une défiance contre ce que beaucoup parmi les manifestants dénoncent comme un autoritarisme rampant du Premier ministre Erdogan.

Elu avec 50% des voix lors des législatives de 2011, le chef du parti islamiste modéré AKP, impose son hégémonie politique à la société dans tous les domaines. D'ici la fin de son troisième et ultime mandat, en 2015, il veut réformer la constitution pour donner des pouvoirs exécutifs à la présidence du pays et il ne cache pas son intention de se présenter à la présidentielle.

Pendant ces dix années de l'AKP au pouvoir, la Turquie a connu une remarquable stabilité politique et une forte croissance. Pourtant, ces derniers mois une série d'événements ont mis les laïcs sur le qui-vive.

Fin mai, une centaine de couples se rassemblaient à Ankara pour s'embrasser en public, protestant ainsi contre l'interdiction de se faire des bisous dans le métro de la capitale.

Cette suspicion de vouloir insidieusement islamiser la société turque s'est renforcée avec l'approbation d'une loi interdisant la publicité et limitant la vente d'alcool, il y a quelques jours. Beaucoup de Turcs considèrent cela une intrusion du gouvernement dans la vie privée des citoyens.

Début mai, c'était le personnel de Turkish Airlines qui dénonçait l'interdiction par la compagnie des rouge à lèvres et vernis trop voyants aux hôtesses de l'air, soit-disant à la demande des passagers. Mais pour les syndicats, ce n'est qu'une position politique et idéologique, aucunement une décision motivée par la clientèle.

Et le 15 avril, le musicien et pianiste Fazil Say a été condamné à 10 mois de prison avec sursis pour une série de tweets considérés par la cour comme *"insultants à l'égard des valeurs religieuses d'une partie de la population turque"*.

Enfin la société turque désapprouve la politique étrangère d'Erdogan concernant la Syrie, selon les sondages d'opinion. Ces manifestants accusent même le gouvernement d'avoir par ses positions entraîné deux attentats à la bombe à Reyhanli, près de la frontière avec la Syrie le 11 mai, ils firent 51 morts.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé le Professeur Riva Kastoryano, de l'Institut d'Etudes politiques à Paris.

### **Devrim Hacisalihoglu, euronews : Pour quelle raison le peuple turc organise des manifestations massives contre le gouvernement ?**

Riva Kastoryano : Il serait plus juste de dire qu'il y a plusieurs causes, mais pas une seule raison. Au début, il s'agissait d'un mouvement pacifique pour sauver un parc d'Istanbul. La manifestation a débuté dans un cadre écologiste, mais parce que la police turque a attaqué violemment les manifestants, le sens de la réaction a très vite évolué. À présent il semble que toutes les couches de la société turque qui veulent exprimer leur désaffection pour le gouvernement se joignent aux rassemblements.

### **euronews : Il semblerait que des gens qui n'ont jamais manifesté auparavant descendent maintenant dans la rue.**

Riva Kastoryano : Quand je parle à des gens en Turquie, je vois qu'il y a un réel enthousiasme, une envie de prendre part aux manifestations, même chez ceux qui n'ont jamais participé à un mouvement politique. Il y a des gens issus de tant d'horizons politiques différents. Le mouvement a évolué en quelque chose de moins

homogène. Il ne s'agit plus uniquement d'une manifestation de l'opposition. Il y a de plus en plus de dissensions, y compris au sein de la majorité. Ils veulent que le gouvernement tienne compte des manques politiques. Ce n'est donc pas un mouvement qui peut être attribué à une idéologie homogène.

**euronews : Nous avons vu que le mouvement n'est pas resté cantonné à Istanbul, il s'est propagé dans d'autres villes de Turquie. Jusqu'où pensez-vous que cela puisse aller ?**

Riva Kastoryano : Ce fut avant tout un mouvement de solidarité contre la violence policière. Puis c'est devenu une réaction à l'intransigeance du Premier ministre. La solidarité, c'est la nature de ces mouvements sociaux. Comme nous le savons tous, facebook, twitter et autres réseaux sociaux contribuent à développer ce genre de mouvement. D'autre part, les médias turcs ne sont pas capables d'exprimer tout ce qu'ils souhaitent. Avec l'aide de ces réseaux, le mouvement s'est amplifié. Il est devenu plus efficace.

**euronews : Plusieurs analystes mettent en évidence des similitudes entre ces manifestations et le printemps arabe. Certains évoquent même un printemps turc, qu'en pensez-vous ?**

Riva Kastoryano : Je ne vois pas de printemps turc puisque Recep Tayyip Erdogan est un dirigeant démocratiquement élu. Le processus électoral a été très démocratique. La majorité a gagné les trois dernières élections. Ce n'est pas un pouvoir établi. Ce qui veut dire qu'Erdogan ne sera pas capable de rester au pouvoir s'il n'est pas réélu lors du prochain scrutin. La démocratie, en Turquie, sera la solution. L'évolution du mouvement dépendra de la réponse qu'Erdogan donnera aux manifestants. Y aura-t-il des négociations et un compromis à la fin de ce processus ? C'est ce que déterminera l'issue de cette situation. Tout sera décidé par les avancées décidées dans chaque camp. Voulons-nous que la Turquie reste une démocratie ? Oui. C'est pour cela que les gens descendent dans la rue. Des législatives anticipées pourraient être proposées. On peut également attendre les élections locales. C'est le processus électoral qui résoudra le problème.

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 3 juin 2013

### Le FBI ne pense qu'à mettre les internautes américains sur écoute (04.06)

**Mettre les internautes sur écoute: c'est la "priorité majeure" du FBI. Les autorités américaines redoublent d'efforts pour s'en donner les moyens, malgré la résistance de l'industrie des nouvelles technologies et de groupes de défense des libertés civiles.**

L'opacité de la Toile empêche les autorités américaines d'obtenir des informations cruciales, c'est la principale raison énoncée par le FBI pour mettre ses "*cyber-citoyens*" sur écoute. Andrew Weissmann, à la tête du département juridique de la police américaine, a ainsi affirmé lors d'une conférence récente à Washington que l'élargissement des pouvoirs de la police dans ce domaine était une "*priorité majeure cette année*". Avec les lois actuelles, la police fédérale peut déjà obtenir un mandat judiciaire pour accéder à des communications en ligne. Les grandes entreprises comme Google et Microsoft sont en général en mesure d'y répondre, mais le spectre n'est pas assez large et de nombreuses autres sociétés n'ont pas les moyens ou les capacités techniques d'une "*mise sur écoute*".

La proposition en cours d'élaboration, selon certaines informations des médias, exigerait des entreprises informatiques qu'elles permettent l'accès du gouvernement aux communications sous peine de lourdes amendes. Mais la simple évocation d'une intrusion dans ce domaine a entraîné une levée de boucliers, motivée par des craintes multiples.

Des oppositions multiples

D'abord, pour le secteur des technologies, un tel accès créerait une faille du point de vue de la sécurité des utilisateurs. "*Cela crée une vulnérabilité intentionnelle à la sécurité qu'ils espèrent n'être exploitée que par les bonnes personnes. Mais nous savons que les individus mal intentionnés s'en servent aussi*", note ainsi Joseph Hall, expert au Centre pour la démocratie et la technologie (CDT).

La possibilité de mandater des "*cyber-écoutes*" sur de vastes champs de communications sur internet fera du tort aux "*citoyens normaux qui respectent la loi*", les rendant vulnérables, "*tout en permettant à des criminels et des terroristes de désactiver ces écoutes ou d'utiliser des produits plus sécurisés venant d'autres pays*", fait valoir Bruce Schneier, autre expert en sécurité informatique.

Les fabricants de technologies s'insurgent aussi des coûts, et des conséquences sur le plan de leur compétitivité, qu'impliquerait pour eux cette nouvelle loi. Joseph Hall explique ainsi que de nouveaux coûts pèseraient sur les groupes high-tech car les autorités auraient besoin des clés qui permettent l'encodage des systèmes informatiques et exigeraient que les logiciels et programmes soient conçus avec une "*porte dérobée*", c'est-à-dire un accès inconnu de l'utilisateur légitime mais que d'autres parties pourraient s'octroyer.

Michael Beckerman, lobbyiste à l'Internet Association, estime que ce projet, qui n'est pas même rendu public, est déjà "*fondamentalement défectueux*". Aux yeux de Joseph Hall, du CDT, la solution existe déjà. "*Il est peut-être temps d'utiliser plus intelligemment les montagnes d'informations que le FBI collecte déjà, plutôt que d'essayer d'en obtenir davantage*", tranche-t-il.

Commentaire.

Quand l'une des institutions avec la CIA connue pour être à la pointe du combat contre les droits politiques des Américains et des travailleurs dans le monde se donne pour mission de défendre la liberté d'expression, on peut se dire qu'elles sont plus menacées que jamais aux Etats-Unis.

Contrairement à ce que laisse entendre cet article, Google, Microsoft, Yahoo, YouTube et Cie. sont complices de la CIA et du FBI, ils appartiennent tous au même cartel criminel.

Un article publié par french.tribune.fr du 3 juin 2013

## **L'Europe a volé 1 400 milliards de dollars à l'Afrique! (04.06)**

**Les flux financiers illicites en Afrique ont été de l'ordre de 1 220 à 1 350 milliards de dollars entre 1980 et 2009, éclipsant les transactions financières enregistrées.**

Telle est la conclusion du rapport consacré aux flux financiers illicites dans le continent africain, rendu public à l'occasion des 48es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) qui se déroulent actuellement à Marrakech, au Maroc. Révélant que les transferts nets de ressources hors d'Afrique sont passés de 597 milliards de dollars à 1 400 milliards de dollars, le document, élaboré conjointement par la BAD et l'ONG Global Financial Integrity (GFI), basée à Washington, conclut que *«le déficit net de ressources et les fuites illégales de capitaux compromettent gravement le développement»*.

Intitulé *«Illicit Financial Flows and the Problem of Net Resource Transfers from Africa: 1980-2009»*, (Les flux financiers illicites et le problème des transferts nets de ressources en provenance d'Afrique : 1980-2009), le rapport n'analyse pas les facteurs à l'origine de ces flux financiers illicites. Cependant, il préconise que des études de cas spécifiques à certains pays devraient être effectuées pour identifier ces facteurs sous-jacents, qui varient probablement d'un pays africain à l'autre. Les rédacteurs du rapport notent aussi qu'une grande partie du produit du trafic de drogue, de la traite d'êtres humains et d'autres activités criminelles – qui se règlent souvent en espèces – n'est pas prise en compte dans ce travail de recherche, sans donner de plus amples détails à ce sujet.

*«Plus de mille milliards de dollars se sont échappés frauduleusement d'Afrique au cours des trente dernières années, éclipsant les entrées de capitaux et entravant le développement économique»*, a commenté l'économiste en chef de GFI, Dev Kar, qui fut auparavant économiste en chef au FMI. *«Limiter ces flux sortants devrait être primordial pour les décideurs africains et occidentaux car ils entraînent et subissent à leur tour les contrecoups d'un climat des affaires défavorable et d'une mauvaise gouvernance globale – qui entravent tous deux la croissance économique»*, a recommandé l'économiste.

*«L'idée reçue a toujours été que l'Occident injecte de l'argent en Afrique, grâce à l'aide étrangère et aux autres flux de capitaux du secteur privé, sans recevoir grand-chose en retour. Notre rapport inverse le raisonnement : l'Afrique est en situation de créancier net par rapport au reste du monde depuis des décennies»*, a, pour sa part, expliqué Raymond Baker, directeur du centre de recherche et de défense GFI, basé à Washington. Comment contenir ces flux financiers illicites en partance d'Afrique ? *«Ces sorties sont facilitées par l'opacité financière constatée dans les économies occidentales avancées et les paradis fiscaux. L'application des mesures de transparence en vue de restreindre le secret des paradis fiscaux et les opérations des sociétés écrans anonymes est cruciale si l'on veut freiner les flux illicites»*, a conseillé Raymond Baker.

Un article lefigaro.fr du 4 juin 2013

### L'Égypte menace de guerre l'Éthiopie (06.06)

Plusieurs politiciens islamistes égyptiens, réunis par leur président, Mohammed Morsi, ont envisagé, lundi lors d'une émission en direct sur la télévision publique, tous les actes de guerre susceptibles de stopper la construction du barrage sur le Nil Bleu engagé par l'Éthiopie.

Le président Morsi, membre de la confrérie des Frères musulmans, s'est bien gardé de condamner les suggestions de sabotage ou d'attaques contre l'Éthiopie que ses invités formulaient devant lui. «Nous ne pouvons rien laisser passer qui puisse avoir un impact sur une goutte d'eau du Nil», a seulement déclaré le chef de l'État égyptien.

Que l'Éthiopie ait engagé, le 28 mai, une déviation sur le Nil Bleu, en vue de la construction d'un important barrage hydroélectrique dénommé «*Grande Renaissance*», ne semble pas acceptable par l'Égypte. Le Nil Bleu rejoint le Nil Blanc au Soudan, avant de former ce Nil qui irrigue la terre et la culture égyptienne depuis les pharaons.

Le spectre de missiles longue portée

Parmi les responsables de partis islamistes, convoqués lundi par le président Morsi, Younis Makhyoun a proposé d'armer les rebelles en Éthiopie, en jouant sur les dissensions tribales et ethniques, avant, en dernier ressort, de détruire le barrage. L'Éthiopie, a-t-il analysé, est «*fragilisée*» par plusieurs mouvements de rébellion. «*On peut entrer en contact avec eux et les utiliser comme une carte dans la négociation avec le gouvernement éthiopien. Si tout échoue, il n'y aura pas d'autre choix pour l'Égypte que d'utiliser ses services secrets pour détruire le barrage*», affirme ce membre du parti Nour, qui a remporté environ 25% de sièges au Parlement, lors des élections de la fin 2011 et début 2012.

Un autre homme politique, Ayman Nour, a proposé de distiller des rumeurs sur l'achat par l'Égypte d'avions de ravitaillement en vol, afin de suggérer qu'une attaque aérienne contre le barrage était en préparation.

Un intervenant, cité par RFI, a eu l'idée suivante: «*Nous devons conclure des accords avec la Somalie, l'Érythrée et Djibouti, pour les utiliser comme bases contre l'Éthiopie, et, comme vous le savez, tout s'achète en Afrique*». «*Il faut se doter de missiles de longue portée*», a renchéri un autre responsable islamiste, devant le président égyptien, muet et souriant.

Un article lemonde.fr du 5 juin 2013

### Paupérisation des classes moyennes : un risque économique, social et politique (06.06)

L'Organisation internationale du travail (OIT) ne prévoit pas seulement une hausse du chômage mondial pour les cinq années à venir, elle décrit un processus d'augmentation des inégalités dans les économies avancées et un affaiblissement des classes moyennes. Autant dire que la tonalité du *"Rapport sur le travail dans le monde 2013"*, présenté à la veille de l'ouverture de la 102e conférence internationale du travail, qui réunit du 5 au 20 juin, à Genève, quelque 5 000 délégués représentant les gouvernements, les employeurs et les syndicats de 185 pays, n'est pas optimiste.

Première mauvaise nouvelle, le chômage qui touche 200 millions de personnes dans le monde, devait atteindre les 208 millions en 2015. L'emploi ne retrouverait qu'en 2017 son niveau d'avant la crise de 2008. Au-delà de ce constat, l'organisation internationale, qui mène campagne pour des *"emplois décents"*, estime que la qualité des emplois continue de se détériorer. Entre 2007 et 2010, la part des temps partiels a augmenté de 85 % dans les économies avancées étudiées dans le rapport.

#### AFFAIBLISSEMENT DES DÉMOCRATIES

Deuxième constat, explique l'OIT, *"les inégalités de revenus ont augmenté entre 2010 et 2011 dans 14 des 26 économies avancées étudiées, y compris en France, au Danemark, en Espagne et aux Etats-Unis"*. Cette montée des inégalités s'accompagne d'une régression des classes moyennes dans de nombreux pays occidentaux, un élément aux conséquences nombreuses. *"Alors qu'elles progressent dans les pays en développement, elles régressent dans les économies développées à cause de la crise de l'emploi, d'une protection sociale amoindrie et d'un impôt de moins en moins redistributif"*, explique Raymond Torres, auteur du rapport et directeur de l'Institut international d'études sociales, lié à l'OIT.

Cette paupérisation n'est pas qu'un problème économique. Elle a des conséquences sociales et politiques. *"La stabilité des démocraties occidentales repose en grande partie sur ces classes moyennes, qui votent, payent des cotisations sociales, des impôts, constituant ainsi un pilier du système"*, dit M. Torres.

Ces nouveaux risques politiques et sociaux des pays occidentaux pourraient, à terme, pousser les grandes entreprises, souvent localisées en Europe ou en Amérique du Nord, à se tourner vers d'autres continents. *"Elles ont besoin de stabilité et d'une proximité avec des classes moyennes qui leur offrent un débouché, un dynamisme"*, explique M. Torres. S'il y a encore des avantages pour elles à investir dans les économies occidentales, caractérisées par un certain niveau de démocratie participative, *"la dégradation de la situation pourrait encourager plus encore les délocalisations"*.

A ce titre, les crises sociales et politiques des derniers mois en Grèce, en Espagne, au Portugal... envoient un message plutôt négatif. A l'inverse, le rapport sur le travail de l'OIT détaille l'émergence de classes moyennes dans les pays en développement, notamment grâce aux politiques de lutte contre la pauvreté et à la volonté d'assurer un revenu minimum par le l'intermédiaire des systèmes de protection sociale.

#### INVESTISSEMENTS EN BERNE

Enfin, les rapporteurs insistent sur les investissements en berne dans les pays les plus riches. *"Alors que la rémunération des personnels dirigeants a recommencé à augmenter depuis 2010, que les indices boursiers sont à la hausse, que les bénéfices des grands groupes sont revenus, l'investissement productif reste déprimé"*, commente M. Torres. Entre 2007 et 2012, il a diminué de 3,6 points. Les petites et moyennes entreprises restent les plus touchées, avec des difficultés à se financer. *"Le système financier ne remplit absolument pas son rôle d'aide aux entreprises"*, a déclaré Guy Ryder, le directeur général de l'OIT, dans un entretien au Monde.

Commentaire.

Au Monde ils apprécient l'OIT, normal. En fait ce rapport ne fait que livrer un constat qu'on a déjà pu faire avec d'autres cent fois. Il ne sert qu'à cautionner le monde tel qu'il existe avec la participation, pardon, la collaboration des syndicats.

## Un article d'euronews.fr du 7 juin 2013

### Victimes de la faim, aussi à Washington, la ville la plus riche de l'Amérique (08.06)

Washington DC. Dans la ville la plus riche des Etats-Unis et alors que le pays se remet lentement de la pire récession depuis 1929, la précarité, et la faim sont moins visibles qu'ailleurs. Pourtant, les exclus de la crise sont bien là.

Depuis 2007, ceux qui viennent demander assistance aux organisations caritatives ont augmenté de 25%. Des jeunes et des femmes surtout, comme le dit cette volontaire: *“Je vois de plus en plus de familles ici, plus de femmes, qui viennent avec leurs enfants. De plus en plus. Avant il n’y avait que des hommes”. “Dans le foyer de femmes pour qui nous réussissons à manger, il y a de plus en plus de jeunes femmes, voire d’adolescentes”* ajoute cette autre bénévole.

Couvrant aussi la Virginie du nord et une partie du Mariland, la Banque alimentaire de Washington DC est une ONG financée par des dons privés et soutenue par des milliers de bénévoles.

*“La Banque alimentaire est absolument nécessaire dans la capitale fédérale : dans cette région, on compte environ 680 000 personnes qui ne mangent pas à leur faim. C’est la ville la plus riche du pays le plus riche au monde, et pourtant, on y voit des gens frapper à notre porte parce qu’ils n’ont assez à manger”* explique Dylan J. Menguy, l'un des responsables de la Banque.

Parmi ces personnes en difficulté, 200.000 sont des enfants.

En tout chaque année, ce sont quinze mille tonnes de nourriture qui sont distribuées, via les soupes populaires, les refuges pour sans-abris et les organisations confessionnelles faisant partie du réseau de la banque .

Chaque année, plus de 18 000 volontaires aident à secourir ceux qui souffrent de la faim dans la capitale du pays le plus riche de la planète. C'est la solidarité et la compassion qui les guident. C'est cela qui rend l'Amérique plus forte, là où échouent les autorités.



## Un article de Reuters du 7 juin 2013

### Au Cambodge, les revendications sociales montent dans le textile (08.06)

Importante zone de délocalisation pour les grands groupes mondiaux du textile, le Cambodge connaît un boom de son secteur de la confection et, en parallèle, une montée des revendications salariales et pour de meilleures conditions de travail.

Dernier incident en date, plusieurs centaines d'ouvriers en colère s'en sont pris fin mai à une usine textile cambodgienne qui travaille pour le géant américain des articles de sport Nike. Ils demandaient une augmentation de salaire. Des affrontements ont eu lieu avec la police.

Ces incidents sont survenus quelques semaines après la mort de 1.100 ouvriers dans l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh, autre nation qui sert d'atelier textile pour les grands distributeurs de la planète.

Plusieurs géants mondiaux ont déjà connu des mouvements sociaux au Cambodge comme Hennes and Mauritz (H&M), Wal-Mart Stores, Gap ou Puma.

Le Cambodge, où le secteur textile emploie 300.000 personnes, est pourtant souvent considéré comme un des pays modèles dans le domaine de la fabrication de vêtements à bas coût, parce que l'Organisation internationale du travail (OIT) y surveille les conditions de salaires et de travail, dans le cadre via le programme Better Factories Cambodia (BFC).

Mais les dirigeants syndicaux et des militants sociaux estiment que ce programme, en place depuis plus de dix ans, n'a pas empêché une détérioration des droits des salariés. Le BFC n'a pas forcément les moyens de faire appliquer ses recommandations, soulignent-ils alors que les propriétaires des usines ont tendance à céder à la pression des acquéreurs internationaux qui veulent des prix toujours plus bas.

#### NOURRITURE INSUFFISANTE

Des violations des libertés syndicales sont régulièrement signalées dans les usines tandis que le plafond légal des heures supplémentaires est souvent dépassé, selon un rapport de l'International Human Rights Clinic de la Stanford Law School, publié en février.

Le BFC a pour sa part constaté, selon son dernier rapport, une forte détérioration des conditions en matière de prévention des incendies.

En mai, deux salariés ont trouvé la mort dans une usine de production de chaussures de sport pour le groupe japonais Asics. La société exploitant l'usine n'était pas partie prenante au programme de l'OIT.

Plusieurs milliers d'ouvriers ont souffert ces dernières années d'une multitude d'incidents liés, semble-t-il, à une nourriture insuffisante, à un temps de travail trop long ou à une mauvaise aération des locaux.

*"Les marques ne peuvent pas se cacher derrière l'OIT", déclare David Welsh, un responsable du Solidarity Center à Phnom Penh, qui défend les droits des salariés.*

*"Si les marques ne font pas pression sur les usines pour qu'elles s'améliorent, elles ne s'amélioreront pas parce que tout le monde est là pour faire autant d'argent que possible dans ce secteur."*

#### PÉNURIE DE PERSONNEL

Le nombre de grèves - 134 - a pratiquement quadruplé l'an dernier, selon la Garment Manufacturers Association of Cambodia (GMAC). Depuis le début de l'année, 48 mouvements de grèves ont été comptabilisés, soit autant que pour toute l'année 2010 ou l'année 2011.

L'industrie de la confection est devenue de loin la plus grosse source d'exportation du pays. Ses livraisons ont augmenté de 10% en 2012 à 4,44 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros).



Jusqu'à cette année, le salaire minimum dans le secteur textile était de 61 dollars par mois (46,50 euros), contre 38 dollars au Bangladesh et plus de 150 dollars en Chine.

Ce salaire minimum a été porté à 80 dollars (61 euros) en mars. Mais les ouvriers de Nike et d'autres estiment que la hausse des salaires n'est pas suffisante pour suivre celle du coût de la vie.

L'inflation au Cambodge s'est officiellement élevée à 3% en 2012 mais beaucoup de salariés estiment que le prix des denrées de première nécessité a augmenté plus vite.

Les salariés de l'usine travaillant pour Nike se sont mis en grève les premiers le 21 mai bien que l'usine ait augmenté le salaire minimum. Les grévistes ont expliqué que divers avantages, notamment en terme d'assurance santé, qui étaient auparavant payés séparément ont été réintroduits dans les nouveaux salaires augmenté. Ils réclament donc une hausse supplémentaire de 14 dollars.

Une porte-parole de Nike a déclaré à Reuters la semaine dernière que les rémunérations dans l'usine cambodgienne étaient de la responsabilité de l'usine, mais que Nike était "*en contact étroit*" avec l'usine et continuait à "*suivre la situation*".

Un article de 20minutes.fr avec AFP du 7 juin 2013

## Le renseignement US a accès aux serveurs de tous les grands acteurs Web pour surveiller les internautes (08.06)

**Les révélations se poursuivent, après celles sur le programme d'espionnage des appels téléphoniques...**

Big Brother, bis repetita. L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) et le FBI ont accès aux serveurs de neuf géants américains de l'internet, dont Microsoft, Yahoo!, Google et Facebook, pour y surveiller les activités d'étrangers, ont révélé le Washington Post et le Guardian jeudi.

Un ancien employé du renseignement a notamment fourni au Post une présentation PowerPoint décrivant le partenariat entre l'agence d'espionnage NSA et les sociétés internet. Le programme secret, au nom de code «PRISM», est en place depuis 2007 et permet à la NSA de se connecter aux serveurs des entreprises, via un portail, pour consulter des informations sur des utilisateurs dont il existerait des éléments permettant de penser «raisonnablement» qu'ils sont à l'étranger, le tout sans ordonnance de justice.

Surveillance en temps réel de tout matériel publié en ligne

La loi américaine protège ses citoyens d'une surveillance faite sans ordonnance, mais les personnes hors du territoire ne bénéficient pas de cette protection et peuvent être espionnées en toute légalité.

Selon le journal, *«les analystes qui utilisent le système sur un portail internet à Fort Meade (une base militaire près de Washington, ndlr) doivent entrer des mots-clé de recherche, de façon à ce que la probabilité que la cible soit étrangère dépasse 51%»*.

Skype, AOL, YouTube, Apple et PalTalk (très utilisé lors du Printemps arabe) participeraient également au système, et la plate-forme d'hébergement de fichiers Dropbox devrait être ajoutée prochainement. Selon le Guardian, la NSA peut consulter *«courriers électroniques, photos, vidéos, chats, transferts de fichiers, détails des réseaux sociaux, et plus»*. Les communications par Skype peuvent être espionnées en direct.

Pas de «porte cachée», jurent les entreprises

Google a déclaré dans un communiqué aux deux quotidiens qu'il faisait *«très attention à la sécurité des données de (ses) utilisateurs»*. *«Nous ne divulguons de données à l'Etat fédéral qu'en accord avec la loi, et nous examinons ces demandes avec attention»*, dit-il. *«Des personnes affirment que nous avons créé une "porte d'entrée cachée" pour l'Etat dans nos systèmes, mais»* ce n'est pas le cas, poursuit-il. Microsoft, Facebook et tous les autres ont tenu le même discours, jurant ne pas participer à PRISM. Mais selon certains observateurs, les démentis sont sans valeur car la NSA n'aurait jamais communiqué le nom de son programme.

Cet espionnage a été permis par une loi votée pendant le mandat de George W. Bush, et renouvelée et promulguée par Barack Obama en décembre 2012, malgré l'inquiétude d'élus face à cette carte blanche donnée à la NSA. *«Une expérience directe de ces systèmes et un sentiment d'horreur face à ses possibilités a poussé un officier du renseignement à fournir la présentation PowerPoint sur PRISM et d'autres documents au Washington Post pour révéler ce qu'il estime être une intrusion choquante dans la vie privée»*, écrit le Washington Post. *«Ils peuvent vraiment voir vos idées se former au fur et à mesure que vous les tapez»*, a confié cet officier au journal.

Ces révélations suivent celles du quotidien britannique sur un autre programme conduit par la NSA, grâce auquel l'agence d'espionnage recueille la totalité des relevés téléphoniques des abonnés américains.

### 1- Complément d'eronews.fr 07.06

*«Cette activité de la NSA touche les clients de l'opérateur télécoms qui font des appels téléphoniques aux Etats-Unis, indique Marc Rotenberg, président d'un centre d'information sur les données informatiques confidentielles. On donne ainsi à l'agence de renseignements un mandat très large pour agir, et je pense*

*qu'il est illégal*". La collecte de données personnelles se ferait dans le cadre d'un programme secret anti-terroriste baptisé Prism. Il a été mis en place sous la présidence de George W. Bush, et Barack Obama, qui en a hérité, l'a maintenu et même élargi.

*"Ils collectent toutes sortes de données, ce qui veut dire qu'ils savent probablement tout le temps où je suis, réagit une Américaine. Je pense qu'ils portent atteinte à ma vie privée en faisant ça". "Si cela m'évite d'être bombardé, pense au contraire un Américain, je suis entièrement du côté du gouvernement, qui fait ce qu'il peut faire".* Selon une source gouvernementale, le programme Prism ne viserait que des ressortissants étrangers. La loi américaine ne permet pas, normalement, de fouiller dans la vie privée d'un citoyen américain.

## **2- Complément d'eronews.fr 07.06**

Mis dans l'embarras, Barack Obama est forcé de réagir sur les questions de sécurité et de surveillance du public. Le président américain a défendu ce vendredi deux programmes de collectes secrètes de données, téléphoniques notamment, des services de renseignements américains :

*"Personne n'écoute vos appels téléphoniques. Il ne s'agit pas de cela. Mais je pense qu'il est important de comprendre qu'on ne peut pas avoir 100% de sécurité avec 100% de vie privée et aucun inconvénient".*

Barack Obama a promis que seuls les étrangers pouvaient être l'objet de surveillance sur internet.

Des récentes affaires de collusion entre des sociétés de téléphonie et de messagerie internet – qui ont toutes démenti – et les services de renseignement américain ont alerté l'opinion.

Le président américain choisit donc de jouer franc-jeu, admettant à présent la nécessité de *"compromis"* entre la protection de la vie privée et les exigences de la lutte anti-terroriste.

Commentaire.

Qui peut s'y opposer, quelle opposition existe-t-il aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde ? Personne, aucune, nulle part, ils sont les maîtres du monde et agissent comme bon leur semble et l'avouent sans problème. Et ils en ont conscience, je le rajoute parce qu'ils pourraient y en avoir pour ne pas le comprendre, puisque personne ne veut en tenir compte.

## Un article du Nouvel Observateur du 6 juin 2013

### Ces puissants et mystérieux messieurs du cercle Bilderberg (08.06)

**François Fillon, invité jeudi soir sur France 2, se rend vendredi à la conférence de ce club très fermé, qui se réunit jusqu'à dimanche près de Londres.**

Le dîner ne figure pas à l'agenda officiel. L'hôte et ses invités tiennent à cette discrétion. Début novembre 2011, alors que la crise de l'euro est à son comble, François Fillon prend le temps de recevoir à Matignon un groupe obscur d'une trentaine de personnes dont les noms sont presque tous inconnus du grand public, mais pas des initiés.

Ce soir-là, le Premier ministre de Nicolas Sarkozy planche sur l'état de la France devant les membres d'un petit club qui ne fait jamais la une des journaux, mais fascine les obsédés du complot : le Bilderberg. A croire les "*conspirationnistes*", ce cercle, fondé en 1954 par un prince hollandais et un milliardaire américain pour endiguer le communisme, serait le "*vrai gouvernement du monde*". On lui devrait la victoire de Bill Clinton, la guerre en Irak ou la nomination de Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. Rien de moins !

Gotha politico-financier occidental

Comparés au Bilderberg, d'autres forums internationaux bien plus célèbres, tels la Trilatérale ou Davos, auraient autant d'influence qu'une fête de patronage. Les convives de François Fillon sont tous d'éminents représentants du gotha politico-financier occidental. Sous les lambris de l'hôtel Matignon, il y a là, entre autres, le patron de la banque Goldman Sachs, Peter Sutherland, le big boss de la banque d'affaires Lazard, Ken Jacobs, l'inspirateur des néoconservateurs américains, Richard Perle, le grand manitou de Shell, Jorma Ollila, le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, ou la présidente du Musée d'Art moderne de New York, Marie- Josée Kravis, par ailleurs épouse du propriétaire d'un fonds d'investissement américain.

Le grand ordonnateur du dîner n'est autre qu'Henri de La Croix, comte de Castries, PDG du groupe d'assurances Axa et premier Français à présider le Bilderberg. Petit-fils d'un ministre de la IVe République et inspecteur des Finances, ce pilier de l'establishment français est aussi proche de Nicolas Sarkozy que de François Hollande, son camarade de la promotion Voltaire à l'Ena. On l'a compris : à un tel aréopage, même le chef du gouvernement de la cinquième puissance mondiale ne peut refuser l'hospitalité. Ce repas est-il pour autant le signe d'une vaste conspiration ? "*Je ne comprends pas l'hystérie autour du Bilderberg, s'amuse aujourd'hui François Fillon. Je ne trouve pas qu'il s'y dise des choses si confidentielles...*"

Groupe ultramondain ou confrérie d'influence planétaire ?

Groupe ultramondain ou confrérie d'influence planétaire ? De 6 au 9 juin, le club réunira, à l'abri des regards, sa soixantième et unième conférence annuelle, dans un palace près de Londres. Comment fonctionne ce groupe, dont la liste des membres n'est publiée officiellement que depuis trois ans ? A-t-il le pouvoir qu'on lui prête ? "*Le Nouvel Observateur*" a interrogé une trentaine de personnalités françaises et étrangères qui ont participé aux travaux du Bilderberg. Elles racontent, souvent pour la première fois, les coulisses de cette institution qui suscite tant de fantasmes.

"*C'est un Davos en plus fermé*", dit Jean-Pierre Jouyet, président de la Caisse des Dépôts et autre camarade de promotion de François Hollande à l'Ena. Le célèbre forum suisse accueille plus de mille VIP issus des cinq continents. Le Bilderberg, lui, s'adresse à un cercle bien plus restreint - cent trente personnes, jamais plus, venues d'Europe et des Etats-Unis. Les fondateurs du club l'ont voulu ainsi, discret et transatlantique. Le prince Bernhard des Pays-Bas et David Rockefeller l'ont créé en 1954, au plus chaud de la guerre froide, avec un objectif précis : la lutte contre le communisme. La première réunion se déroule du 29 au 31 mai, en catimini, à Oosterbeek, aux Pays-Bas, dans un hôtel appelé Bilderberg.

Les participants : de grands leaders politiques et économiques du Nouveau et du Vieux Continent - tels les Français Guy Mollet, Jean Monnet et Antoine Pinay. "*A l'époque, le but était de convaincre les dirigeants européens et américains de resserrer leurs liens et de ne pas baisser la garde face à la puissante Union soviétique*", explique l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine.

Dans les premières années du Bilderberg, on s'exprime en français et en anglais, les deux langues officielles de l'Otan. On parle défense de l'Europe de l'Ouest et contre-propagande. On réfléchit à des actions communes contre le péril rouge.

Rien ne doit filtrer

Rien ne doit filtrer. David Rockefeller veille. Le richissime héritier de la Standard Oil est un expert en opérations spéciales. Comme il le raconte dans ses Mémoires (1), le futur patron de la Chase Manhattan Bank a fait la guerre dans le renseignement militaire, à Alger. Francophone, il a poursuivi ses activités d'espion en 1945 à Paris. Son goût du secret a imprégné l'esprit du club, dont on n'a découvert l'existence qu'au milieu des années 1960.

L'institution est véritablement sortie de l'ombre en 1976, à l'occasion d'une grande affaire de corruption qui a durablement terni son image. On a appris que le prince Bernhard monnayait son prestige pour favoriser le groupe d'armement Lockheed auprès de l'armée néerlandaise et que ses conciliabules avec les dirigeants de la firme américaine avaient notamment lieu en marge de la conférence du Bilderberg, qu'il présidait depuis vingt ans. *"Ce scandale a failli tuer le club, reconnaît Thierry de Montbrial, patron de l'Institut français des Relations internationales (Ifri) et membre du Bilderberg jusqu'à aujourd'hui. On l'a sauvé en remplaçant le prince par l'ancien Premier ministre britannique, lord Home."* L'odeur de soufre est restée.

En dépit de ce passé controversé, le Bilderberg est toujours le cercle le plus sélect de l'élite transatlantique. Sa grande affaire n'est plus le communisme, mais la mondialisation et les défis qu'elle pose à l'Occident. Au sommet, on trouve un petit cénacle, le comité directeur, composé de trente personnalités du monde du grand business et de la géopolitique, celles-là mêmes qui ont dîné à Matignon.

*"De l'entregent et une vision planétaire"*

*"Pour y être coopté, il ne suffit pas d'être patron de Coca-Cola : il faut avoir de l'entregent et une vision planétaire"*, explique l'avant-dernier président du Bilderberg, le flamboyant vicomte Etienne Davignon, dans son immense bureau qui surplombe la place Royale à Bruxelles. Lui-même tutoie la terre entière. Ancien commissaire européen, cet octogénaire belge toujours bronzé et courtois est administrateur d'une dizaine de multinationales. "Steevie", comme le surnomment ses amis du gotha, a siégé pendant des décennies au comité directeur du club, aux côtés de figures historiques, tels le magnat italien Giovanni Agnelli ou l'ex-secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, et de personnalités montantes, comme l'avocat Tom Donilon, qui deviendra conseiller de Barack Obama pour la sécurité.

Les trente se réunissent deux fois par an - généralement dans une capitale européenne pour parler de la situation du club et du monde. Ils en profitent pour dîner discrètement avec les dirigeants locaux ou les leaders prometteurs. En février, c'était à Rome, autour du nouveau président du Conseil italien, Mario Monti, un fidèle du Bilderberg depuis trois décennies. Il n'a fait que présenter ses réformes au club. Mais ces repas peuvent avoir une influence sur le cours des choses. En novembre 2009, le comité directeur se retrouve à Bruxelles. On invite le chef du gouvernement belge d'alors, Herman Van Rompuy. *"Personne ne connaissait ce petit homme discret et quadrilingue, raconte "Steevie". Il nous a fait un exposé très clair. Il a défendu l'euro avec force et brio, face aux Américains incrédules."*

Quelques jours plus tard, à la surprise générale, le "petit homme" est désigné à la présidence de l'Union européenne. *"Sa brillante présentation l'a peut-être ajouté, au dernier moment, à la liste des candidats possibles"*, reconnaît son compatriote Davignon, sans livrer d'autres détails. En revanche, les trente n'ont pas réussi à rencontrer le futur président français, François Hollande. En novembre 2011, Henri de Castries avaient convié son camarade de l'ENA, qui venait tout juste de remporter la primaire socialiste, à plancher devant le steering committee à Paris. L'adversaire de Nicolas Sarkozy avait accepté, avant de se décommander. C'est son ami Jean-Pierre Jouyet, autre "voltairien", qui l'a remplacé au pied levé.

100 invités

Le comité directeur a une autre prérogative : établir la liste des cent invités à la prestigieuse conférence annuelle du Bilderberg, qui se déroule début juin, en Europe ou aux Etats-Unis. Comme tous les ans depuis 1954, David Rockefeller, 97 ans, assistera à la prochaine, *"si sa santé le lui permet"*, précise le vicomte belge. Rares sont ceux qui déclinent l'invitation. Certains redoutent encore d'être épinglés par les

"conspirationnistes". François Fillon, par exemple, a refusé d'y assister tant qu'il dirigeait le gouvernement. Vladimir Poutine aussi. C'était en 2002 quand le président russe a commencé à vociférer contre l'Occident. Mais, le plus souvent, les invités acceptent, flattés.

*"Etre convié à ce forum annuel est un signe de reconnaissance, une marque de prestige, assure Thierry de Montbrial, membre du steering committee jusqu'en 2011. J'y ai été coopté en 1976, en remplacement de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances sous de Gaulle",* glisse-t-il pas peu fier. C'est donc lui qui, pendant trente-cinq ans, a désigné les heureux élus français à la conférence du Bilderberg - *"quatre par promotion"*, précise-t-il. Délicieux privilège pour cet X-Mines, éternel patron de l'Ifri.

De l'ère Giscard au quinquennat Sarkozy, Thierry de Montbrial a fait défiler à la conférence du Bilderberg une grande partie de l'élite parisienne. Quand le français a été abandonné comme langue officielle du club, à la fin des années 1980, il n'a plus convié que des anglophones. *"Ca limite le choix"*, ironise-t-il. Sont venus des dirigeants politiques, de droite et de gauche, des grands patrons, des journalistes réputés. Aujourd'hui encore, craignant d'être stigmatisés par les obsédés du complot, certains n'avouent leur participation que du bout des lèvres. *"Moi, je regrette de ne pas avoir été invité plus souvent"*, reconnaît franchement le député UMP Pierre Lellouche, grand spécialiste de l'Otan.

### Jets privés et limousines

La conférence annuelle est organisée comme un sommet de chefs d'Etat. Arrivés en jets privés et en limousines aux vitres teintées, les 130 happy few sont enfermés pendant deux jours et demi dans un hôtel de luxe entièrement privatisé. L'obsession de la sécurité et de la confidentialité est telle que le lieu exact de la rencontre est tenu secret jusqu'au dernier moment. *"A ce point, c'est ridicule, confie Hubert Védrine. Il y a même un système de triple badge pour franchir chacune des trois barrières de sécurité."* *"Il est interdit de venir avec son conjoint ou sa secrétaire"*, ajoute Nicolas Bazire, l'ancien directeur de cabinet de Balladur et témoin de mariage de Nicolas Sarkozy. Et *"pas le droit non plus de partir avant la fin du week-end"*, précise le patron de Publicis, Maurice Lévy.

A l'extérieur, des militants altermondialistes tentent de prendre des photos des participants. Leurs pancartes dénoncent une conspiration. *"Cette idée de complot est une farce, assure Hubert Védrine. Le Bilderberg réunit des gens du même monde qui se rencontrent dans d'autres cercles."* *"Contrairement aux fantasmes, aucune décision n'y est prise"*, assure l'économiste et éditorialiste au "Figaro" Nicolas Baverez, qui vient de remplacer Thierry de Montbrial au comité directeur. *"En fait, on est là pour travailler. Les deux jours et demi sont très intenses. De 8 heures à 20 heures, il y a une succession de débats."* Les thèmes ? Depuis peu, le site du Bilderberg en publie une liste dont on ignore si elle est exhaustive.

Au menu officiel de la conférence 2012, à Chantilly (Etats-Unis) : *"austérité et croissance"*, *"l'Occident face à l'Iran"* ou *"géopolitique de l'énergie"*. Selon nos informations, cette année, ils débattront de l'accélération de la croissance aux Etats-Unis et en Europe, du nationalisme et du populisme ou des orientations prioritaires de la recherche médicale... Bref, les grands dossiers du moment. *"Les exposés sont strictement limités à dix minutes et les questions à trois minutes"*, raconte l'ancien patron de la banque Paribas André Lévy-Lang. Seul Henry Kissinger n'est pas rappelé à l'ordre quand il déborde.

### Confidentialité absolue

Autre règle, plus surprenante : tous les membres, sans distinction de titre, doivent accepter d'être assis par ordre alphabétique. Ainsi, lors des trois conférences auxquelles elle a assisté, la star du petit écran Christine Ockrent s'est-elle retrouvée à la droite de Béatrix d'Orange-Nassau, reine des Pays-Bas (et fille du prince Bernhard). Tandis que la Russe Lilia Shevtsova, kremlinologue réputée, côtoyait l'autre souveraine habituée du Bilderberg, la reine Sofa d'Espagne.

Au Bilderberg, tout le monde est traité sur un pied d'égalité. Le compte rendu des débats est rédigé par deux journalistes de l'hebdomadaire économique britannique *"The Economist"*, qui font office de greffiers mais n'ont pas le droit d'en publier le contenu. Tous les participants sont tenus de respecter une confidentialité absolue. Même les think tanks les plus stricts, comme le prestigieux club de géostratégie Chatham House, autorisent que l'on dévoile la substance des discussions, à condition de ne pas citer de personnalités précises. *"A Bilderberg, c'est le silence total"*, souligne, admiratif, Maurice Lévy. *"A cause de cette contrainte, certains journalistes réputés refusent de venir"*, admet le vicomte Davignon. Mais les hauts responsables



parlent plus librement que dans d'autres forums. Le patron des services secrets britanniques a pu ainsi décrire la cyberdéfense en détail, bien avant que le sujet ne devienne médiatique.

Cette liberté de parole provoque parfois des étincelles. En juin 2003, alors que l'armée américaine vient d'envahir l'Irak, la conférence annuelle se déroule au Petit Trianon à Versailles. Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, fervent opposant à la guerre, accepte de se déplacer. L'éditeur Conrad Black, propriétaire notamment du *"Daily Telegraph"*, le prend à partie. Il l'accuse d'avoir souhaité une défaite des Etats-Unis. *"C'est faux"*, s'insurge Villepin. *"Pourtant quand l'un de mes journalistes vous a demandé si vous préféreriez une victoire de Saddam Hussein ou de George Bush, vous avez refusé de répondre"*, lance Black. Le Français dément. *"J'ai ici la cassette de l'interview, vous voulez l'entendre ?"*, rétorque le Canadien.

"Un niveau inégalé dans le monde"

*"Parce que rien ne fuit, les conversations du Bilderberg sont d'un niveau inégalé dans le monde"*, dit, enthousiaste, Michel Rocard. Plus réservé, Philippe Villin, ancien patron du *"Figaro"*, trouve les invités *"assez conformistes"*, *"tous attachés au capitalisme et au libre-échange"*. *"Les sessions sont d'un intérêt variable"*, commente Anne Lauvergeon. L'ex-patronne d'Areva se souvient du jour où, en 2007, José Luis Zapatero est venu présenter, en avant-première, les mesures financières que son gouvernement allait prendre. *"Il a été applaudi à tout rompre, raconte-t-elle. Et puis on a vu le résultat..."*

Passionnante ou pas, la conférence du Bilderberg est l'occasion de se faire repérer par des hommes très puissants. Manuel Valls, Michel Sapin et Jean-François Copé y sont allés. *"Copé, vous êtes sûr ? Je ne l'ai pas remarqué"*, dit, vachard, le vicomte Davignon. Margaret Thatcher a été invitée dès 1975, quatre ans avant sa nomination à Downing Street. Et Bill Clinton, en 1991, quand personne ne misait sur lui. C'est l'un des piliers du club et grand argentier du Parti démocrate, Vernon Jordan, qui a repéré l'obscur gouverneur de l'Arkansas.

Le Bilderberg a joué un rôle dans la présidentielle américaine de 2004. En juin, alors qu'il est en passe d'être désigné candidat face à George Bush, John Kerry (autre habitué du club) cherche un colistier. Selon le *"New York Times"*, il reçoit alors un appel de son ami le diplomate Richard Holbrooke. Celui-ci est à Stresa, en Italie, où il assiste à la fameuse conférence annuelle. Il vient d'écouter une intervention du sénateur de Caroline du Nord John Edwards, et a été séduit. Il lui recommande de le choisir. Kerry écouterait son conseil.

Christine Lagarde, Valérie Pécresse et François Fillon

*"Le plus souvent, ce sont les à-côtés de la conférence qui sont les plus intéressants"*, dit Anne Lauvergeon. Pendant deux jours et demi, du petit déjeuner au coucher, les cent trente invités ne se quittent pas. *"C'est plus intime que Davos, souligne Maurice Lévy. On a le temps de construire des relations qui vont au-delà du 'speed dating'."* Autour d'un verre ou pendant une promenade, des discussions inattendues s'amorcent. Lors du Bilderberg de 1998, en Ecosse, l'ancien directeur de la stratégie de Matra Jean-Louis Gergorin a appris que l'allemand Dasa et l'anglais BAE négociaient leur rapprochement. Du coup, il a initié la fusion entre Matra et Aerospatiale, qui a donné ensuite naissance à EADS. Philippe Villin, lui, a rencontré là-bas le banquier qui l'a aidé à démarrer dans la finance quand il a quitté *"le Figaro"*.

Pour la première fois depuis 1954, le Bilderberg vient de publier sur son site la liste des participants à sa conférence annuelle qui démarre le 6 juin dans le Hertfordshire, au nord de Londres. Seront présents notamment Christine Lagarde, Valérie Pécresse et... François Fillon.

(1) "Mémoires" de David Rockefeller, Editions de Fallois, 2006.

Commentaire.

Voilà un excellent article qui confirme absolument tout ce que nous avons dit avec d'autres sur le groupe Bilderberg, y compris que ses participants s'y livrent à un complot contre le prolétariat mondial, tous les peuples sans exceptions, dans la mesure où il est bien précisé à plusieurs reprises que la confidentialité doit être absolue, que rien ne doit filtrer de leurs discussions, où en réalité ils engagent le sort de l'humanité, fomentent les guerres en tous genres.

La présence très remarquée de dirigeants du PS depuis 1954 à ces réunions témoignent du lien permanent qui existe entre ce parti et l'élite mondiale de la finance et des affaires, autrement dit, cela fait plus d'un demi-siècle qu'il se situe au côté de nos ennemis, tandis que, comment les appeler, des escrocs, des traîtres, des vulgaires aventuriers, des ignorants se sont employés à nous présenter le PS comme un parti ouvrier, ouvrier bourgeois, bref, un parti issu du mouvement ouvrier.

Il y en a parmi nous qui s'en foutent complètement, cela ne compte pas selon eux, seul compte leur dogmatisme effréné. Ce sont eux qui nous ont conduit à la situation où nous en sommes, le PS n'a fait que jouer son rôle, celui qu'il avait adopté le 3 août 1914 et dont il s'est jamais départi. Terrible manipulation, n'est-ce pas ?



**Un article lemonde.fr du 9 juin 2013**

**La NSA demande d'enquêter sur l'origine des fuites sur Prism (09.06)**

La National Security Agency (NSA), l'une des principales agences de renseignement américaines, a demandé samedi 8 juin au ministre de la justice, Eric Holder, l'ouverture d'une enquête pénale sur l'origine des fuites qui ont conduit à la divulgation dans la presse d'un programme de surveillance hautement confidentiel baptisé Prism. La décision de la NSA a été annoncée par la Direction du renseignement national, qui chapeaute les agences de renseignement. Son directeur, James Clapper, s'est livré à une défense vigoureuse du programme de surveillance Prism dont le Guardian et le Washington Post ont révélé l'existence et de nombreux détails cette semaine. James Clapper a dénoncé dans un communiqué des *"divulgations imprudentes"* et souligné que le programme était légal, qu'il ne visait pas les ressortissants américains et qu'il avait permis d'éloigner des menaces contre les Etats-Unis.

Reconnaissant que les agences de renseignement comme la NSA obtenaient des données auprès des opérateurs téléphoniques et d'Internet, il a insisté sur le fait que cela était fait avec l'aval de la justice. *"Le gouvernement des Etats-Unis n'obtient pas unilatéralement des informations en provenance des serveurs des fournisseurs américains de services de communication électronique. Toutes ces informations sont obtenues avec l'approbation du FISA et le fournisseur est informé"*, a-t-il dit, en référence au Foreign Intelligence Surveillance Act, loi sur la surveillance des renseignements extérieurs. Le directeur du renseignement national a ajouté que le gouvernement ne ciblait un individu sur internet que *"s'il existe un intérêt approprié et documenté"*. Parmi ces intérêts, il cite le terrorisme, la prolifération nucléaire et les menaces informatiques.

Cette requête survient dans un contexte politique chargé pour le ministre de la justice, en butte depuis plusieurs semaines à des accusations d'empiètement sur la liberté de la presse et à des appels à la démission. Selon plusieurs médias, Eric Holder a approuvé des écoutes téléphoniques et la surveillance de messageries électroniques de la chaîne Fox News après des fuites relatives à la Corée du Nord. Il est également mis en cause dans les écoutes menées auprès de journalistes de l'agence Associated Press après une fuite sur un complot déjoué par la CIA au Yémen.

Commentaire.

Dans une autre situation, nous retournerons à la bonne vieille lettre en papier, après avoir testé que le courrier n'était pas ouvert, évidemment.

## Un article de Reuters du 9 juin 2013

### Un ancien de la CIA à l'origine des fuites sur PRISM (10.06)

Un ancien technicien de la CIA âgé de 29 ans est à l'origine des fuites ayant permis aux quotidiens The Guardian et Washington Post de révéler l'existence d'un programme de surveillance hautement confidentiel mené par les services secrets américains, ont annoncé dimanche soir les deux journaux.

Le Guardian, ainsi que le Washington Post, ont publié jeudi des informations ultra-confidentielles provenant de la National Security Agency (NSA, renseignements) qui expliquent comment, dans le cadre du très secret programme PRISM, l'agence a amassé quantité de données téléphoniques et numériques provenant de compagnies telles que Verizon, Google, Apple et Facebook.

Dimanche, le Guardian explique que sa source, Edward Snowden, lui a demandé de révéler son identité pour que le public sache ce qui est fait en son nom.

Edward Snowden, ancien assistant technique de la CIA, travaillait avec la NSA en tant qu'employé détaché du groupe de défense Booz Allen Hamilton. Il se trouve désormais dans un hôtel de Hong Kong après avoir quitté les Etats-Unis avec des documents secrets, indique le Guardian.

La révélation du programme secret PRISM a suscité un vif débat aux Etats-Unis et à l'étranger au sujet des pouvoirs très importants de la NSA. L'agence a accru très fortement ses programmes de surveillance ces dix dernières années. Les autorités américaines affirment que la NSA opère dans les limites de la loi.

#### "LA NSA PEUT INTERCEPTER PRESQUE TOUT"

*"Je ne veux pas vivre dans une société qui fait ce genre de choses. Je ne veux pas vivre dans un monde où tout ce que je fais et dit est enregistré. Ce n'est pas une chose avec laquelle je veux vivre ou que je veux supporter",* a déclaré Edward Snowden au Guardian qui a publié sur son site internet une vidéo où son informateur est interviewé.

*"La NSA a construit une infrastructure qui lui permet d'intercepter presque tout. Avec cette capacité, la vaste majorité des communications humaines sont automatiquement ingérées sans ciblage. Si je veux voir vos courriels ou le numéro de téléphone de votre femme, je n'ai qu'à utiliser les interceptions. Je peux avoir nos courriels, mots de passe, enregistrements téléphoniques, cartes de crédit",* affirme-t-il.

*"Mon seul but est d'informer le public sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui",* déclare Snowden au Guardian.

*"Je comprends qu'on va me faire souffrir pour mes actions",* ajoute-t-il dans une note qui accompagne les documents qu'il a fournis au journal.

*"Il est important d'envoyer un message au gouvernement que les gens ne seront pas intimidés",* a déclaré Edward Snowden selon le Washington Post.

Selon le Guardian, Edward Snowden a travaillé à la NSA pendant quatre ans comme représentant de sociétés extérieures telles que Booz Hamilton et Dell.

Il y a trois semaines, il a copié les documents secrets au bureau de la NSA de Hawaï où il travaille et a déclaré à son supérieur qu'il avait besoin d'un congé pour un traitement contre l'épilepsie, raconte le quotidien britannique.

Il s'est envolé pour Hong Kong le 20 mai.

### Un complément de Rue89

Entre deux scoops, vendredi, Glenn Greenwald a justement pris le temps de théoriser le débat. Dans un billet consacré aux « lanceurs d'alerte », il résume son engagement, opposant les décideurs du « service public » aux « individus privés » :

*« La façon dont les choses sont censées fonctionner est la suivante. Nous sommes censés à peu près tout savoir d'eux : c'est pour cela qu'on parle de service public. Eux sont censés à peu près ne rien savoir de ce que nous faisons : c'est pour cela qu'on nous appelle des individus privés. »*

*Cette dynamique, la base d'une société saine et libre, a été inversée de manière radicale. Maintenant, ils savent tout de ce que nous faisons, et construisent sans cesse des systèmes pour en savoir plus. Pendant ce temps, nous en savons de moins en moins sur ce qu'ils font, puisqu'ils construisent des murs de sécurité derrière lesquels ils travaillent.*

*C'est ce déséquilibre qui doit prendre fin. Aucune démocratie ne peut être saine et efficace si les actions les plus importantes de ceux qui détiennent le pouvoir politique restent totalement inconnues de ceux auxquels ils sont censés rendre des comptes. »*

Un article lemonde.fr du 9 juin 2013

**Julian Assange : "L'avancée des technologies de l'information annonce la fin de la vie privée" (10.06)**

Le livre *The New Digital Age*, ("*La Nouvelle Ere numérique*", non encore traduit) est un projet clair et provocateur d'impérialisme technocratique rédigé par deux de ses principaux thaumaturges, Eric Schmidt et Jared Cohen. Dans cet essai, ils créent le nouveau langage de la puissance américaine au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce langage traduit la relation plus proche que jamais qu'entretiennent la diplomatie américaine et la Silicon Valley, M. Schmidt étant le président exécutif de Google, tandis que M. Cohen, ancien conseiller de Condoleezza Rice et d'Hillary Clinton, dirige aujourd'hui le think tank Google Ideas.

Les auteurs se sont rencontrés dans Bagdad occupée en 2009, et c'est là que le projet de livre a vu le jour. Déambulant parmi les ruines, les deux hommes s'enthousiasment à l'idée que la technologie était en train de transformer une société laminée par l'occupation américaine. Ils parvinrent à la conclusion que l'industrie technologique pouvait être un puissant agent de la politique étrangère américaine.

Le livre vante le rôle joué par la technologie dans la manière dont les peuples et pays du monde sont peu à peu remodelés, qu'ils le veuillent ou non, à l'image de la superpuissance mondiale. Le style est austère, l'argumentation assurée et la réflexion banale. Mais ce n'est pas un livre conçu pour être lu. Il s'agit plutôt d'un appel destiné à entretenir des alliances.

#### VERTUS PROGRESSISTES

*The New Digital Age* est, avant tout, une tentative de la part de Google de se positionner comme le visionnaire géopolitique de l'Amérique – la seule entreprise capable de répondre à la question : "*Où doit aller l'Amérique ?*" Il n'est donc guère surprenant qu'un certain nombre des plus grands fauteurs de guerre soient convoqués pour apporter leur caution à cette défense du soft power occidental. Les remerciements mettent en exergue le nom d'Henry Kissinger qui, aux côtés de Tony Blair et de l'ancien directeur de la CIA Michael Hayden, a formulé avant même sa parution des critiques élogieuses du livre.

Les auteurs assument allègrement le fardeau du "geek" blanc. On voit surgir au fil des pages tout une série de faire-valoir à peau sombre aussi commodos qu'hypothétiques : femmes pêcheurs du Congo, graphistes du Botswana, militants anticorruption salvadoriens et bergers massai analphabètes du Serengeti sont tour à tour docilement convoqués pour démontrer les vertus progressistes des téléphones Google connectés à l'empire occidental.

Schmidt et Cohen proposent une vision savamment banalisée du monde de demain : ils prévoient que les gadgets en circulation d'ici quelques décennies ressembleront beaucoup à ceux d'aujourd'hui – en plus cool. Le "*progrès*" avance au rythme de la propagation inexorable de la technologie américaine. Aujourd'hui déjà, environ un million d'appareils portables pilotés par Google sont activés chaque jour. Google, et donc le gouvernement américain, s'immiscera dans les communications de tout être humain vivant ailleurs qu'en Chine (vilaine Chine !). Les produits deviennent de plus en plus merveilleux ; les jeunes urbains actifs dorment, travaillent et font leurs achats avec plus de facilité et de confort ; la démocratie se trouve subvertie par les technologies de surveillance, et le contrôle est rebaptisé avec enthousiasme "*participation*".

Les auteurs jettent un regard amer sur la grande victoire des Egyptiens en 2011. Ils rejettent avec mépris les revendications de la jeunesse égyptienne, affirmant que "*le mélange de militantisme et d'arrogance est quelque chose d'universel chez les jeunes*". La mobilisation sur les réseaux sociaux signifie que les révolutions seront "*plus faciles à déclencher*" mais "*plus difficiles à terminer*". En raison de l'absence de dirigeants forts, elles ne pourront déboucher, explique M. Kissinger, que sur des gouvernements de coalition dégénéralant peu à peu en autocraties. Le livre affirme en outre qu'il n'y aura "*plus de printemps*" (mais la Chine est dans les cordes).

Schmidt et Cohen fantasment sur l'avenir de groupes révolutionnaires disposant de "*solides ressources financières*". Une nouvelle "*équipe de consultants*" "*utilisera les données pour façonner avec précision une personnalité politique*".

Le livre reflète les tabous et les obsessions du département d'Etat. Il évite toute critique significative d'Israël et de l'Arabie saoudite. Il affirme de manière parfaitement ahurissante que le mouvement latino-américain pour la souveraineté, qui depuis trente ans a libéré tant de gens des ploutocraties et des dictatures soutenues par les Etats-Unis, n'existe tout simplement pas. Se référant aux *"dirigeants vieillissants"* de la région, le livre confond l'Amérique latine avec Cuba. Et bien entendu, les auteurs s'inquiètent des croque-mitaines préférés de Washington : la Corée du Nord et l'Iran.

## CYBERTERRORISME

En dépit du fait qu'il n'est responsable que d'une fraction infime des morts violentes dans le monde, le terrorisme reste une des premières préoccupations des milieux de la politique étrangère américaine. Comme c'est une obsession qu'il convient d'alimenter, un chapitre entier est consacré à *"l'avenir du terrorisme"*. Nous y apprenons que cet avenir sera le cyberterrorisme. S'ensuit un long passage où sont complaisamment nourries les peurs, notamment sous la forme d'un scénario catastrophe dans lequel les cyberterroristes prennent le contrôle des systèmes de régulation du trafic aérien américain, envoient des avions s'écraser contre des immeubles, coupent les réseaux de distribution d'électricité et déclenchent des tirs d'armes nucléaires. Puis les auteurs s'empressent de mettre les militants participant à des sit-in numériques dans le même sac que ces terroristes.

Mon point de vue est très différent. L'avancée des technologies de l'information telle qu'incarnée par Google annonce la fin de la vie privée pour la plupart des êtres humains et entraîne le monde vers le totalitarisme. Mais si MM. Schmidt et Cohen nous disent que la disparition de la vie privée aidera les gouvernements des *"autocraties répressives"* à *"cibler leurs citoyens"*, ils soulignent également que les gouvernements des démocraties *"ouvertes"* la considéreront comme *"un cadeau"* leur permettant de *"mieux répondre aux préoccupations des citoyens et des consommateurs"*. En réalité, l'érosion de la sphère privée individuelle en Occident et la centralisation concomitante du pouvoir rendent inévitables les abus, rapprochant de plus en plus les *"bonnes"* sociétés des *"mauvaises"*.

La partie concernant les *"autocraties répressives"* décrit différentes mesures de surveillance : dispositions juridiques autorisant l'installation de portes dérobées sur les logiciels afin de pouvoir espionner les citoyens, contrôle des réseaux sociaux et collecte d'informations sur des populations entières. Toutes ces mesures sont déjà largement en usage aux Etats-Unis. En fait, certaines d'entre elles – comme l'obligation faite à tout profil de réseau social d'être lié à un nom réel – ont été lancées par Google lui-même.

La menace est là mais les auteurs ne s'en rendent pas compte. Ils empruntent à William Dobson l'idée que les médias, dans une autocratie, *"autorisent une presse d'opposition tant que les opposants au régime comprennent où se situent les limites tacites"*. Or ces tendances commencent à se manifester aux Etats-Unis. Personne ne doute de l'effet dissuasif qu'ont eu les investigations dont ont fait l'objet l'agence de presse Associated Press et le journaliste James Rosen de la chaîne d'information Fox News. Mais on n'a guère lu d'analyses sur la façon dont Google s'est plié aux demandes relatives à l'assignation de Rosen. J'ai moi-même fait l'expérience de ces tendances.

## FUNESTE OEUVRE

Le département de la justice a reconnu en mars dernier qu'il entamait sa troisième année d'enquête sur WikiLeaks. La déclaration du tribunal spécifie que ses objectifs visent *"les fondateurs, propriétaires ou gérants de WikiLeaks"*. Le 3 juin s'est ouvert le procès d'une source présumée de WikiLeaks, Bradley Manning, procès au cours duquel vingt-quatre témoins à charge devraient déposer à huis clos.

Ce livre est une funeste oeuvre dans laquelle aucun des deux auteurs ne possède le langage lui permettant ne serait-ce que d'appréhender, et encore moins d'exprimer, le mal centralisateur titanesque qu'il contribue à édifier. *"Ce que Lockheed Martin a été au XXe siècle, nous disent Schmidt et Cohen, les entreprises de technologie et de cybersécurité le seront pour le XXIe."* Sans s'en rendre compte, ils ont redécouvert et appliquent la célèbre prophétie de George Orwell.

Si vous voulez avoir une vision du futur, imaginez des Google Glass bénéficiant de la sanction de Washington, fixée – pour l'éternité – sur des visages humains totalement inexpressifs. Les zéloteurs du culte des technologies ne trouveront guère dans ce livre de quoi les inspirer, et d'ailleurs ils n'ont pas l'air d'en

avoir besoin. Mais c'est une lecture essentielle pour quiconque est impliqué dans la bataille de l'avenir, en vertu d'un impératif tout simple : connais ton ennemi.

© 2013 "*The New York Times*", traduit de l'anglais par Gilles Berton

**Un article lemonde.fr du 10 juin 2013**

**La secrétaire générale de l'UMP pourrait être menacée par une enquête en Espagne (11.06)**

Nouvelles révélations de Mediapart. Selon le site d'information, la secrétaire générale de l'UMP, Michèle Tabarot, pourrait être visée par une enquête ouverte en 2008 contre son frère. Des juges espagnols ont en effet mis en examen Claude Roch Tabarot pour une escroquerie immobilière de 72 millions d'euros.

Le frère de la députée et maire du Cannet est accusé d'avoir vendu, par sa société Riviera Invest, des appartements sur plans, en Grenade et Murcie, qui n'ont jamais été construits et sur des terrains qui ne lui appartenaient pas.

Le groupe immobilier a également effectué des retraits en espèces de 13,5 millions d'euros, selon les pièces de l'enquête consultées par Mediapart. Et des virements auraient été effectués vers le Maroc, les Etats-Unis et la France. Des montants *"suffisamment significatifs pour s'interroger sur l'usage de ces fonds et la logique de cette opération"*, selon les enquêteurs.

**DE L'ARGENT "DÉTOURNÉ"**

Une partie des victimes françaises est donc sur le point de demander la poursuite de l'investigation dans l'Hexagone. Ce qui pourrait, toujours selon Mediapart, pousser la justice espagnole à s'intéresser à Michèle Tabarot et au second frère, Philippe, secrétaire national de l'UMP, conseiller général des Alpes-Maritimes et candidat à la mairie de Cannes en 2014.

*"Il y a des preuves qu'une partie de l'argent des victimes espagnoles du groupe Riviera est allée en France et que cet argent a été détourné par un membre de la famille de responsables politiques, dans leur campagne électorale"*, déclare ainsi l'avocat de l'association des victimes, José Luis Escobar.

Les soupçons des victimes sont renforcés par le fait qu'un proche conseiller de Michèle Tabarot, Frank Mezzasoma, également trésorier adjoint de la fédération UMP des Alpes-Maritimes, a été l'un des actionnaires de la holding Riviera Coast Invest.

Commentaire.

Non, mais il faut les comprendre, quand dans votre famille ou votre parti vous avez des avocats d'affaires, des banquiers, etc. il faut s'en servir (et se servir !), c'est la moindre des choses, sinon à quoi bon, franchement.

## Un article Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

### Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC (11.06)

Le 23 avril, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles des milliers de contribuables français ont ouvert des comptes non déclarés en Suisse chez HSBC, pratique révélée en 2009 par un ex-informaticien de la banque, Hervé Falciani.

Mais bien avant l'ouverture de cette enquête, des informations compromettantes sur les activités illicites de la banque britannique circulaient déjà, rappellent Fabrice Arfi et Valentine Oberti dans Mediapart. Dans l'article qu'ils signent ensemble ce lundi 10 juin, ils soulèvent le fait qu'à l'été 2010, Jérôme Cahuzac, alors président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a été *"personnellement destinataire"* de tels renseignements. Toutefois, *"il ne les a pas utilisés malgré ses larges pouvoirs d'enquête parlementaire"*, poursuivent les journalistes de Mediapart.

Arnaud Montebourg avait alerté Jérôme Cahuzac

Alors député de l'opposition, l'actuel ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a, dans le courant de l'été 2010, alerté Jérôme Cahuzac des agissements de la banque.

*"Proche de l'avocat historique de Hervé Falciani, Me Patrick Rizzo, qui craignait – à juste titre – un enlèvement judiciaire du dossier dès 2010 en France, alors sous le statut d'enquête préliminaire au parquet de Nice, Arnaud Montebourg a recueilli, le 2 mars 2010, les confidences enregistrées"* d'Hervé Falciani, explique Mediapart. Le site d'information a consulté le procès-verbal de 25 pages signé de l'ex-informaticien. Un document accablant pour la banque.

Le 3 août 2010, Arnaud Montebourg fait suivre ce PV à Jérôme Cahuzac, accompagné d'une lettre que Mediapart reproduit dans son article. Mais le courrier est restée lettre morte.

Antoine Cahuzac, frère de Jérôme, en poste à HSBC

Comme raison *"toute personnelle"* pouvant expliquer l'absence de réaction de Jérôme Cahuzac, Mediapart évoque le fait que son frère, Antoine Cahuzac était au moment des faits *"l'un des principaux dirigeants de la HSBC Private Bank France, dont il a intégré le comité exécutif en 2008"*. Jérôme Cahuzac est aujourd'hui lui-même mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale.

L'exploitation de ces fichiers par le fisc a conduit à l'époque le ministre du Budget, Eric Woerth (UMP), à annoncer qu'il disposait d'une liste de 3.000 fraudeurs présumés et à ouvrir une cellule de régularisation.

En fait, rappelle Mediapart, *"selon un récent bilan de Bercy, il n'y avait pas 3.000 mais 6.313 comptes de Français (personnes morales et physiques) dans cette liste, dont 2.846 comptes ont été identifiés avec encours positif"*. Sur ce total, *"seules 66 personnes se sont déclarées spontanément à la cellule de régularisation mise en place par Éric Woerth. A ce jour, 896 contrôles fiscaux sont achevés et seulement 86 dossiers ont fait l'objet d'une plainte pénale par Bercy"*, indique le site web d'information.

Mediapart précise que l'émission *"Cash Investigation"* (France 2), diffusera, mardi 11 juin à 20h45, une enquête sur les évadés du fisc. A la tête de ce magazine, la journaliste Elise Lucet promet, sur Twitter, des *"séquences exclusives et des documents inédits"*.

Commentaire.

Toutes ces révélations, affaires, scandales vont venir alimenter le rejet des institutions et du gouvernement par les travailleurs, c'est excellent, cela va favoriser la radicalisation des masses auxquelles ils osent demander de nouveaux sacrifices. On est gouverné par des crapules : dehors, à nous de gouverner !



## Un article Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

### Surveillance des données : le programme secret du Canada (11.06)

**Un journal canadien révèle lundi une affaire qui se rapproche du "NSAgate" américain. Le Commissariat à la protection de la vie privée envisage une enquête.**

Le Canada a renouvelé en 2011 un programme secret de collecte de données téléphoniques et internet, à l'instar des programmes américains de surveillance étendue révélés la semaine dernière dans la presse, affirme lundi 10 juin le quotidien canadien *"The Globe and Mail"*.

Le ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, a signé en novembre 2011 un décret ministériel renouvelant un programme de surveillance des télécommunications, qui avait initialement été mis en place dès 2005 par le précédent gouvernement libéral, a indiqué le quotidien de référence.

Le programme, qui a pour objectif de traquer les activités suspectes, a été suspendu pendant plus d'un an en 2008 après l'intervention d'un juge de la Cour suprême. Le magistrat avait exprimé ses craintes qu'il ne mène à une surveillance indue des Canadiens, ajoute le journal, qui a obtenu des registres de données censurés en grande partie au nom de la sécurité nationale.

Aux Etats-Unis, les révélations sur un programme de recueil de données via neuf groupes informatiques ont déclenché la semaine dernière une vive controverse, forçant le président Barack Obama à préciser qu'il ne s'appliquait pas *"aux citoyens américains"*. Le président avait aussi indiqué qu'un autre programme de collecte de données téléphoniques, via l'opérateur Verizon, ne portait pas sur le contenu des appels.

*"Les mesures actuelles de protection de la vie privée sont adéquates"*

Au Canada, des données provenant de citoyens canadiens sont parfois collectées *"accidentellement"*, ont admis des responsables du programme au *"Globe and Mail"*. Ces données sont alors immédiatement détruites, ont assuré ces responsables appartenant au Centre de la sécurité des télécommunications du Canada (CSTC), une agence du ministère de la Défense.

Dans un compte-rendu adressé en 2011 au ministre de la Défense, les responsables du programme avaient défendu son utilité, en précisant qu'il ne visait pas l'écoute des communications mais la récolte d'*"une information associée à une télécommunication"*.

*"Les mesures actuelles de protection de la vie privée sont adéquates"*, ajoutaient ces mêmes responsables, alors qu'ils cherchaient à obtenir le renouvellement du programme, selon le *"Globe and Mail"*.

Une enquête d'envergure est envisagée

*"La métadonnée est utilisée pour isoler et identifier des communications de l'étranger, puisque le CSTC ne peut, en vertu de la loi, mener ses activités auprès des Canadiens"*, a précisé au journal un porte-parole du CSTC, Ryan Foreman.

Ces développements ont suscité l'inquiétude du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, qui relève du parlement fédéral.

Une porte-parole a indiqué à l'AFP que la Commissaire Jennifer Stoddart envisageait de mener une enquête d'envergure sur ces révélations.

Le Canada faisant partie du programme d'échange de renseignements *"Five Eyes"* - avec les Américains, les Britanniques, les Néo-Zélandais et les Australiens -, la Commissaire compte aussi s'adresser à ses homologues à Canberra, Wellington, Londres et Washington pour mener cette investigation, a précisé son bureau.

## Un article lemonde.fr du 11 juin 2013

### Huit millions de français peinent à payer leurs factures énergétiques (13.06)

Ce sont pas moins de huit millions de personnes en France qui ont du mal à régler leurs factures d'énergie. Dans son rapport annuel publié mardi 11 juin, le médiateur national de l'énergie confirme la montée de la précarité énergétique et relance l'idée de créer un "*chèque énergie*", afin de protéger les Français modestes de la hausse "*inélucltable*" du prix de l'électricité.

L'an dernier, "*18 % des dossiers traités par ses services concernaient des personnes en difficulté de paiement, avec une dette moyenne supérieure à 1 900 euros*", contre 15 % en 2011, indique le document. Et la situation s'est encore aggravée cet hiver : le quart des dossiers reçus depuis janvier concernaient des difficultés de paiement, avec un pic à 34 % en mars.

Parmi ses recommandations, le médiateur préconise des augmentations de l'électricité planifiées sur plusieurs années, pour aider les consommateurs à s'y préparer. Il estime qu'il faudrait augmenter les tarifs de l'électricité d'environ 5 % par an cette année et les deux suivantes, en s'appuyant notamment sur l'avertissement au début du mois de la Commission de la régulation de l'énergie (CRE) qui avait prédit de fortes augmentations.

Mais, parallèlement, afin d'amoindrir l'impact pour les plus fragiles, l'organisme qui conseille et protège les consommateurs d'électricité et de gaz réclame la mise en place d'un dispositif "*chèque énergie*", doté de plus de 1 milliard d'euros et remplacerait des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz.

Le médiateur juge les dispositifs existants très insuffisants car ils sont d'un montant faible (ils coûtent moins de 200 millions d'euros par an), ne couvrent pas toutes les énergies (fioul, bois, réseaux de chaleur sont exclus), ont des frais de gestion élevés et peinent à arriver jusqu'aux foyers éligibles. Comme les tarifs sociaux, le chèque énergie serait financé par les consommateurs. Il pourrait être couplé à l'APL (aide personnalisée au logement) pour plus de simplicité.

En outre, le médiateur demande l'instauration d'un "*fournisseur de dernier recours*" dans l'énergie, comme cela existe déjà dans la banque ou les télécoms, pour les ménages dont les contrats ont été résiliés et qui n'arrivent pas à trouver un nouvel opérateur.

**Un article lemonde.fr du 12 juin 2013**

### **En Europe, la crise a précipité une refonte générale des retraites (13.06)**

**En dix ans, la France aura connu quatre réformes des retraites (en 2003, 2007, 2010 et 2013), pouvant laisser penser qu'il s'agit là d'une spécificité hexagonale. Mais la crise économique, combinée à un vieillissement croissant de la population – un rapport de la Commission européenne estime à 42 millions le nombre de nouveaux retraités d'ici à 2060 – a obligé la majorité des Etats membres de l'Union européenne à repenser la pérennité de leur système de retraite.**

#### **France et Allemagne**

Le principal levier sur lequel jouent les Etats pour financer leur régime de retraite par répartition à long terme, c'est le recul de l'âge légal minimum de départ à la retraite.

En France, il a été porté en 2010 sous la présidence de Nicolas Sarkozy de 60 à 62 ans, à raison d'une augmentation de quatre mois par an jusqu'en 2018. Pour prétendre à une retraite sans décote, il faudra atteindre 67 ans. En Allemagne, l'âge légal est actuellement de 65 ans, pour atteindre progressivement un départ à 67 ans en 2029, selon la loi en vigueur de janvier 2012. Mais la différence la plus criante entre les deux systèmes repose sur la durée de cotisation.

Un Français qui commence aujourd'hui à travailler à 25 ans devra cotiser 41 ans et demi pour toucher une pension complète sans décote, qu'il atteindra au minimum à 66 ans (excepté s'il bénéficie d'un régime lié à la pénibilité).

Marisol Touraine envisage d'ailleurs la possibilité de suivre la préconisation du rapport Moreau sur l'avenir des retraites concernant un rallongement de la durée de cotisation en vue de la loi sur les retraites prévue en septembre, sans fournir de chiffre à l'appui.

Outre-Rhin, la durée de cotisation demeure inchangée, fixée à 45 ans. Les salariés allemands qui ont cotisé 35 ans peuvent également partir à la retraite à 63 ans, en subissant une décote. Selon Eurostat, l'âge effectif de départ à la retraite en Allemagne en 2012 est d'un peu plus de 62 ans, si bien que le taux d'emploi des seniors reste l'un des plus hauts d'Europe, estimé à 59,9 % en 2011.

A l'inverse, en France, on part en moyenne à 60 ans à la retraite, mais à peine 41,4 % des 55-64 ans ont encore un emploi avant de liquider leur pension. Les projections faites par le Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'évolution des régimes des retraites sont pessimistes. Elles indiquent que le nombre de retraités devrait s'accroître deux fois plus vite que celui des salariés cotisants entre 2011 et 2030. A l'horizon 2040, selon l'organisme, il y aura moins d'un actif pour un retraité.

#### **L'Europe du Sud : Espagne, Portugal, Italie et Grèce**

La cure d'austérité en Europe du Sud s'est traduite uniformément par une hausse de l'âge légal de départ à la retraite dans chacun des pays. Ainsi, en 2011, l'Espagne a voté un recul de l'âge de départ de 65 à 67 ans à l'horizon 2025. En décembre de la même année, le gouvernement de Mario Monti, sous la pression de Bruxelles, avait introduit en Italie dans son plan de rigueur la fixation à 66 ans de l'âge de la retraite pour les hommes et à 62 ans pour les femmes.

En Grèce, fortement endettée et sous l'œil soucieux du FMI et de la Commission, c'est une loi de 2010 qui instaure l'alignement, de 60 à 65 ans, de l'âge de départ des femmes sur celui des hommes d'ici à fin 2013, en plus d'une baisse des pensions jusqu'à 20 %. En mai, le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, a soumis l'idée d'une hausse de un an du même indicateur, soit de 65 à 66 ans pour les années à venir.

Si la durée de cotisation pour obtenir une pension pleine n'excède guère 35 années en Espagne et en Italie, 40 au Portugal et en Grèce d'ici à 2015, ces chiffres masquent une autre réalité : celle d'un chômage record qui touche de plein fouet les seniors. Du côté de Rome et d'Athènes, selon les chiffres 2011 d'Eurostat, ils

sont plus des deux tiers sans emploi entre 55 et 64 ans et partent en moyenne à la retraite respectivement à l'âge de 60 et 61 ans environ.

Pour la péninsule ibérique, le chiffrage des chômeurs de plus de 50 ans concerne plus d'un actif sur deux avec un âge de départ au-delà de 62 et 63 ans pour les femmes portugaises et espagnoles. Autant de cas chiffrés qui témoignent d'une hausse des départs anticipés à la retraite qui grèvent, par des systèmes de décote, les pensions des retraités.

### **Europe centrale : Pologne, Hongrie et République tchèque**

Les pays d'Europe centrale, touchés par une forte hausse du chômage, n'ont pas contrevenu à la règle d'une réforme en profondeur de leur système de retraite. En Hongrie, où la pension moyenne de retraite s'élève à 358 euros en 2012 selon une étude du Trésor, l'âge l'égal va passer de 62 à 65 ans entre 2014 et 2021. Il faut aussi 40 annuités pour recevoir une retraite équivalente à 66 % du salaire brut moyen.

Idem pour la République tchèque, dont l'originalité comprenait la création en 2011 de fonds privés d'assurance-retraite pour alléger le fardeau du financement public.

La Pologne, qui prévoit que la moitié de sa population aura plus de 50 ans en 2040, a également durci l'ouverture des droits à la retraite en 2012 de 65 à 67 ans, soit le seuil le plus élevé avec le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne.

### **Royaume-Uni**

Cas à part, le Royaume-Uni cumule système par répartition et par capitalisation, c'est-à-dire que les actifs peuvent bénéficier d'une retraite publique et de moyens d'épargnes complémentaires pour leurs vieux jours par des placements dans des fonds de pension.

Au Royaume-Uni, le déficit total des fonds de pension du pays atteignait en décembre 295 milliards d'euros, selon le Fonds de protection des retraites britannique. L'OCDE signale que ces ressources privées représentent 40 % des revenus des retraités. Un article du Figaro mentionne qu'une étude d'octobre réalisée par le cabinet de conseil Towers Watson estimait que le système ne pourrait pas retrouver son équilibre avant 2039.

Dans ce contexte de crise, le Royaume Uni, par un plan de rigueur, a également procédé en deux étapes pour réformer son système public des retraites qui est devenu l'un des plus sévères d'Europe. Une loi de 2010 a relevé à 65 ans le droit à toucher une pension complète, puis à 68 ans d'ici à 2046. Début 2012, le gouvernement Cameron s'était attaqué cette fois-ci à la durée de cotisation passée à 44 ans pour les hommes et 39 pour les femmes, mobilisant le secteur public contre son projet de loi.

Selon une étude du COR, le régime obligatoire public anglais ouvre des droits très faibles : seulement 115 euros par semaine en étant éligible à la pleine pension de retraite. Une seconde pension d'Etat, sous conditions de ressources, complète les revenus de ceux qui ne bénéficient pas de fonds de pension en entreprise.

Malgré ces mesures d'austérité pour limiter le poids du financement public des retraites, entre 2008 et 2011, sa part en pourcentage du produit intérieur brut a plus que doublé, passant de 5 à 12 % du PIB, selon des chiffres fournis par le COR et Eurostat.

Commentaire.

Peut-on parler de mise en esclavage généralisé ou est-ce déplacé, exagéré ?

Un article publié par wikistrick.com du 11 juin 2013

### La Banque d'Espagne propose d'abolir le salaire minimum... (13.06)

C'est parti. Ce qui devait arriver arrive, malgré les dires des sceptiques, des naïfs et des menteurs. La Commission européenne qui s'est permis cette semaine d'exhorter la France à une mesure similaire se frotte les mains. La Banque d'Espagne qui croule sous 168 milliards d'euros d'emprunts toxiques a trouvé la solution facile, du niveau de la taxation des dépôts bancaires que le gouvernement espagnol va mettre en place. Que les Espagnols gagnent déjà 17% de moins que la moyenne de l'UE n'est pas son souci.

Il est évident qu'en Espagne comme ailleurs, des voix éruditent vont enfourcher à nouveau ce cheval de bataille au nom de la compétitivité et de la sortie de « crise », pour faire de nous des minijobbers devant se contenter des miettes de la richesse que nous créons. Belle Europe, on ne le dira jamais assez.

La Banque d'Espagne a indiqué dans son rapport annuel pour 2012 que le risque de chômage de longue durée devient «*chronique*» est «*très préoccupant*», et veut explorer la possibilité de contracter le salaire minimum (SMI), qui est actuellement à € 645,30 par mois. Rendez-vous compte: 645 euros c'est trop. Le pire est que cette rémunération, bien inférieure au seuil de pauvreté même en Espagne, soit considérée comme un «*salaire*» alors qu'il ne s'agit tout au plus qu'une «*indemnisation*» ou d'un «*défraiement*». Le terme «*Pourboire*» pourrait même convenir parfaitement.

Les arguments avancés par la Banque d'Espagne pour étayer sa proposition ne manquent pas de sel. Il s'agit en effet selon elle:

- «*d'explorer des mécanismes pour empêcher la loi sur le salaire minimum comme une restriction à certains groupes de travailleurs ayant plus de difficultés dans leur insertion professionnelle*». On est dans le «*400 euros c'est mieux que rien*», argument d'une morale et d'une intelligence économique imparables, que seuls les Bacs +20 au QI de 160 peuvent se permettre.

- de créer des emplois à court terme en introduisant une plus grande flexibilité des salaires par de «*nouvelles formules qui permettent, dans des cas particuliers, un écart temporaire avec les termes de la négociation collective*». Les Bangladaïes montrent chaque jour comment leurs conditions de travail abominables ont permis de tirer leur pays vers le haut...

La Banque d'Espagne a également son opinion sur les retraites. Elle estime, conformément aux recommandations de Bruxelles, qu'«*il serait sage d'anticiper l'entrée en vigueur du report de l'âge de la retraite (à 67 ans) et l'allongement de la période de calcul de la base (15 à 25 années)*».

La Banque d'Espagne omet de rappeler que le gouvernement espagnol a commencé à puiser dans la caisse des retraités pour combler les manques de sa politique délirante.

Pour finir, selon elle, il convient de procéder à un examen «*en profondeur*» de la taille du secteur public, des différents programmes de dépenses et du système fiscal.

Vous l'aurez compris la Banque d'Espagne a fait un récital de la pensée libérale la plus aboutie. Réduction des salaires, corvéabilité flexibilité du travail, privatisations, recul de l'âge de la retraite avec allongement de la période de calcul de base afin d'en réduire le montant.

Tout cela sent bien sûr l'arnaque et l'exploitation à plein nez. Encore une fois, les salariés espagnols seront les dindons de la farce, car la richesse dégagée par leurs sacrifices leur sera confisquée pour tomber toujours dans les mêmes mains. A vous les salaires de misère, les conditions de travail déplorables, à nous les bénéfices.

La paupérisation devient désormais un mode de fonctionnement, les droits sociaux ne seront bientôt qu'un vague souvenir. L'économie de subsistance sera le nouveau crédo. Olé!

Un article de [blogs.mediapart.fr](http://blogs.mediapart.fr) publié par [wikistrick.com](http://wikistrick.com) du 11 juin 2013

### Vítor Constâncio, vice-président de la BCE, décrit les véritables causes de la crise (13.06)

**Avant de mourir dans un accident (ou pas), le vice-président de la BCE vous raconte les véritables causes de la crise dans un discours historiquement intègre...**

Le Vice-Président de la Banque centrale européenne, le Portugais Vítor Constâncio, a récemment prononcé un discours remarquable lors d'une conférence de la Banque de Grèce. Je dis « *remarquable* » parce qu'il dénonce les arguments austéritaires (entre autres, de l'Allemagne) et souligne le rôle de l'intégration financière européenne en tant que cause majeure de la crise. Jamais une personnalité aussi élevée de la zone euro, Constâncio est peut-être le fonctionnaire européen le deuxième plus puissant après Mario Draghi, n'a conforté ainsi les thèses des progressistes américains (Krugman, etc.) et des souverainistes français (Dupont-Aignan, etc.).

Constâncio présente quatre arguments principaux :

- La crise n'est pas principalement due aux déficits publics excessifs, c'est-à-dire au non-respect du Pacte de Stabilité et de Croissance (la fameuse règle des 3 %). Des pays qui l'ont respecté connaissent des crises graves (Irlande, Espagne), des pays qui ne l'ont pas respecté s'en sortent relativement bien (France, Allemagne).
- La crise est surtout due à l'explosion des prêts et de la dette privés, notamment sous l'impulsion des bulles financières provoquées par les investissements douteux des banques.
- Ces déséquilibres économiques ont été provoqués et aggravés par l'intégration financière européenne, qui a complètement libéralisé les mouvements de capitaux et rendu ces bulles incontrôlables.
- L'euro a placé les pays de la périphérie en position de vulnérabilité financière comparable à des pays du Tiers-Monde, notamment à cause de la fuite massive des capitaux et l'incapacité de s'auto-garantir par la banque centrale.

Traduction :

[L]e premier des récits de la crise, progressivement corrigé par les universitaires mais toujours apprécié dans certains segments de l'opinion, peut être résumé ainsi : Il n'y avait rien de fondamentalement erroné avec la conception initiale de l'[Union économique et monétaire], et la crise a été provoquée principalement du fait que plusieurs pays de la périphérie n'ont pas respecté cette conception – en particulier les règles budgétaires du Pacte de Stabilité et de Croissance – ce qui a provoqué la crise des dettes souveraines. C'est le récit « *c'est surtout budgétaire* », qui peut être facilement lié à deux autres : l'indiscipline budgétaire a provoqué la surchauffe économique, l'augmentation des salaires et des prix impliquant une perte de compétitivité, et cela a ensuite provoqué une crise de la balance des paiements.

Si ce récit présente une cohérence interne, elle n'est pas exacte, surtout en tant que cause principale de la crise.

D'abord, il n'y aucune corrélation marquée entre le respect ou non du Pacte de Stabilité et de Croissance avant la crise par un État-membre donné, et les taux d'intérêts demandés par les marchés financiers aujourd'hui. Par exemple, l'Allemagne et la France n'ont pas respecté le Pacte en 2003-4 ; l'Espagne et l'Irlande l'ont respecté à peu près complètement jusqu'à 2007. [...]

Je propose, pour avoir un récit plus exact des causes de la crise, qu'on regarde au-delà des seules politiques budgétaires : les déséquilibres sont venus principalement de l'augmentation des dépenses du secteur privé, qui étaient eux-mêmes financés par les secteurs bancaires des pays créditeurs et débiteurs. [...]

D'où est venu le financement pour cette explosion de la dette privée ? Un aspect particulier du processus d'intégration financière en Europe après l'introduction de l'euro a été une augmentation importante de

l'activité bancaire transfrontalière. Les prêts [exposure] des banques des pays non-stressés [c'est-à-dire, pas en crise, France, Allemagne, etc.] aux pays en crise ont quintuplé entre l'introduction de l'euro et le début de la crise financière.

Si cette explosion des flux financiers a été distribuée de manière très inégale parmi les pays de la périphérie, elle les a touché tous, et limiter ses effets s'avéra extrêmement difficile.

De mon expérience j'ai pu directement constater les difficultés auxquelles ont fait face les pays de la périphérie. Les règles européennes sur le libre mouvement des capitaux, l'objectif de créer un champs uniforme [level-playing field] pour les différents secteurs bancaires, et la croyance en l'efficacité de marchés financiers soi-disant auto-équilibrés, ont tous rendu extrêmement difficile la mise en œuvre d'une quelconque politique d'endiguement. De plus, personne n'a jamais prédit qu'un arrêt soudain, caractéristique des économies émergentes, pourrait se produire dans la zone euro.[...]



Un article [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) du 12 juin 2013

### **Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans les paradis fiscaux (13.06)**

**Aucun des 50 plus grands groupes européens ne fait exception, avec pléthore d'implantations offshore. Leur paradis fiscal préféré ? Les Pays-Bas.**

Ils en ont 117 chacun, en moyenne. Les cinquante plus grands groupes européens comptent pléthore de filiales dans les paradis fiscaux. Une présence massive, selon une enquête publiée mercredi 12 juin par l'ONG CCFD-Terre solidaire et la revue Projet.

Dans ce rapport intitulé *"Aux paradis des impôts perdus"*, le Comité catholique contre la faim et pour le développement, en pointe dans la lutte contre l'évasion fiscale, a épluché les comptes et rapports d'activités de ces entreprises cotées en bourse, des banques HSBC, BNP Paribas et Deutsche Bank aux constructeurs automobiles Peugeot et Volkswagen en passant par Siemens, Vodafone ou encore Total et Enel.

Résultat: 4.858 filiales dans des paradis fiscaux, soit 29% de leurs filiales à l'étranger. Aucun de ces cinquante groupes n'est absent des ces territoires montrés du doigt.

*"Rien qu'aux îles Caïmans, ils ont plus de filiales qu'au Brésil et deux fois plus qu'en Inde. Et au Luxembourg presque autant qu'en Chine"*, déplore l'organisation non gouvernementale.

Rendre illisible la localisation des profits

Si elle ne constitue pas en soi une preuve d'évasion fiscale, cette concentration massive de filiales offshore va de pair avec une opacité comptable rendant illisible la localisation des 208 milliards d'euros de profits de ces entreprises en 2012", ajoute l'ONG. *"Personne n'est dupe"*. Les *"destinations de prédilection"* sont, dans l'ordre, les Pays-Bas, l'Etat du Delaware (Etats-Unis), le Luxembourg, l'Irlande et les îles Caïmans, selon le rapport. Et cette présence n'a pas faibli depuis que la communauté internationale a déclaré, en 2009, la guerre aux paradis fiscaux.

Le CCFD-Terre solidaire et la revue Projet appellent les grandes puissances du G8, qui se réunissent lundi et mardi en Irlande du Nord, puis les pays riches et émergents du G20 à prendre des mesures pour combattre ce phénomène, notamment *"la généralisation du reporting (compte-rendu d'activité, ndlr) pays par pays pour tous les secteurs d'activité"*.



## Un article AFP du 13 juin 2013

### Les firmes américaines omniprésentes parmi les grandes capitalisations mondiales (14.06)

Les groupes américains sont les plus présents parmi les grandes capitalisations boursières mondiales et sont sortis renforcés de la crise financière, au contraire de leurs homologues européens, révèle une étude publiée jeudi par le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC).

Parmi les 100 plus importantes capitalisations boursières dans le monde, 43 entreprises étaient américaines en mars 2013, contre 35 cinq ans plus tôt.

*"Les sociétés américaines dominent le classement mais ce qui est vraiment remarquable, c'est la capacité des Etats-Unis à engendrer de nouveaux pionniers",* souligne Philippe Kubisa, associé chez PwC, cité dans un communiqué.

Pour preuve, Apple se classe première capitalisation mondiale et Google troisième, tout en ayant fortement progressé en cinq ans.

Outre le secteur de la technologie, les Etats-Unis profitent du succès de groupes comme WalMart et McDonald's dans la distribution ou la consommation, ainsi que d'acteurs du e-commerce comme Amazon et eBay.

Les grandes perdantes sont les entreprises de la zone euro, dont le nombre est tombé à 14, contre 26 en mars 2008, un déclin qui s'explique en partie par la baisse de l'euro par rapport au dollar, souligne l'étude.

PwC observe par ailleurs que les sociétés en Chine et à Hong Kong peinent à bien figurer dans le classement malgré la croissance de l'économie chinoise.

Seules neuf d'entre elles sont dans les 100 premières (contre 8, cinq ans auparavant). Elles ont encore un rayonnement plus régional que mondial, note le cabinet.

Au total, les 100 plus grandes entreprises du monde totalisent une capitalisation boursière de 13.600 milliards de dollars, contre un point bas de 8.400 milliards en 2009.

Il a fallu quatre ans pour retrouver les niveaux d'avant la crise financière, puisque la capitalisation boursière totale atteignait 13.500 milliards en 2008.

## Un article AFP du 13 juin 2013

### Onze milliards de terriens en 2100, avec 3 milliards de plus de 60 ans (14.06)

La population mondiale, aujourd'hui de 7,2 milliards d'individus, devrait atteindre 8,1 milliards en 2025, 9,6 milliards en 2050 et 10,9 milliards en 2100, selon un rapport des Nations unies publié jeudi.

Cette population avance rapidement en âge: le nombre de personnes de 60 ans et plus devrait tripler d'ici à 2100 (de 841 millions aujourd'hui à 2 milliards en 2050 et près de 3 milliards en 2100).

Cette évolution sera encore plus marquée dans les pays en développement en raison de la baisse de la fécondité et de l'augmentation de l'espérance de vie (81 ans vers 2095, contre 89 ans dans les pays riches). La proportion de séniors dans les pays en développement passera de 9% aujourd'hui à 19% en 2050 et 27% en 2100 (contre 22% d'enfants de moins de 15 ans).

Les 80 ans et plus seront sept fois plus nombreux à la fin du siècle (830 millions contre 120 millions aujourd'hui) et les deux-tiers vivront dans des pays en développement.

Ces prévisions ont été revues à la hausse par rapport aux chiffres précédents datant de 2010 (qui tablaient sur 9,3 milliards d'individus en 2050 et 10,1 milliards en 2100) en raison d'une hausse de la fécondité dans l'Afrique sub-saharienne, selon John Wilmoth, directeur de la démographie au département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA).

Ces estimations sont fondées sur un "scénario médian", a-t-il souligné. *"Le rythme de baisse de la fécondité dans beaucoup de pays africains pourrait se révéler plus rapide ou plus lent"*.

L'Inde dépassera la Chine

Selon le rapport, intitulé *"Perspectives démographiques mondiales, révision de 2012"*, c'est l'Afrique qui assurera plus de la moitié de la croissance de la population mondiale, passant de 1,1 milliard d'habitants à 2,4 milliards en 2050 et 4,2 milliards en 2100.

La population dans le reste du monde ne devrait augmenter que de 10% entre 2013 et 2100 tandis que l'Europe verra sa population baisser de 14%. La quasi-totalité des pays européens n'arrivent en effet pas à renouveler leur population, avec 1,5 enfant par femme aujourd'hui en moyenne et à peine 1,9 en 2100.

L'Inde devrait dépasser la Chine comme pays le plus peuplé de la planète aux alentours de 2028, avec 1,45 milliards d'habitants, et continuer sur cette lancée jusqu'à 1,5 milliard en 2100 (contre 1,1 milliard en Chine).

Avant 2050, les Nigériens devraient être plus nombreux que les Américains et se retrouver au niveau de la Chine à la fin du siècle.

Plusieurs pays, surtout africains, devraient passer la barre des 200 millions d'habitants avant 2100 dont le Pakistan, la Tanzanie, la République démocratique du Congo l'Ethiopie, l'Ouganda et le Niger.

Par contre, une douzaine de pays, la plupart en Europe centrale et de l'est, verront leur population chuter de plus de 15% d'ici à 2050: le Belarus, la Bulgarie, la Croatie, Cuba, la Géorgie, la Lettonie, la Lituanie, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, l'Ukraine. Belarus, Moldavie, Russie et Ukraine ont aujourd'hui l'espérance de vie la plus faible de tous les pays développés, avec moins de 70 ans.

En ce qui concerne les courants migratoires, l'étude cite parmi les principaux pays d'accueil sur la période 2010-2050 les Etats-Unis (1 million d'immigrés par an en moyenne), le Canada (205.000), le Royaume-Uni (172.500), l'Australie (150.000), l'Italie (131.250), la Russie (127.500), la France (106.250) et l'Espagne (102.500).

## Un article AFP du 15 juin 2013

### Etats-Unis: la ville de Detroit fait défaut sur une partie de sa dette (16.06)

La ville de Detroit, au nord des Etats-Unis, a été contrainte vendredi de faire défaut sur une partie de sa colossale dette de 18,5 milliards de dollars en raison de ses grandes difficultés financières.

En mal de liquidités, la municipalité a décidé d'imposer un moratoire sur des paiements qui étaient dus vendredi et a proposé un plan de restructuration de sa dette à certains créanciers qui devraient se prononcer dans les 30 jours.

Le plan prévoit d'isoler 7 milliards de paiements dus par la ville, notamment à des fonds de retraites, qui ne seraient plus entièrement garantis.

En cas de rejet de la restructuration, la ville pourrait connaître la plus grande faillite de l'histoire des Etats-Unis.

C'est du "50/50", a évalué Kevyn Orr, un expert nommé par le gouverneur de l'Etat du Michigan pour gérer les problèmes de la ville, ancien berceau américain de l'automobile.

*"Une mauvaise gestion financière, une population en baisse, une érosion de la base fiscale pendant ces quarante-cinq dernières années ont amené Detroit au bord de la ruine", a-t-il ajouté devant la presse.*

Après l'annonce du défaut partiel, l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's a abaissé la note de solvabilité de la municipalité à "CCC-", ce qui correspond aux obligations très risquées.

M. Orr a toutefois assuré que le *"chemin de Detroit vers la reprise commençait aujourd'hui"*.

Autrefois quatrième ville la plus peuplée des Etats-Unis, Detroit a vu sa population fondre de plus de moitié en soixante ans, passant de 1,8 million d'habitants en 1950 à 685.000 actuellement.

Les tensions raciales et les émeutes qui ont éclaté lors du mouvement des droits civiques dans les années 1960 ont accentué le mouvement de départ des populations blanches issues de la classe moyenne vers les banlieues ou hors de la ville.

Les entreprises ont suivi le mouvement, érodant les recettes fiscales et obligeant à réduire certains services publics.

Detroit, plombée par une criminalité rampante, n'est par exemple pas en mesure d'assurer l'éclairage public dans l'ensemble de ses rues.

## Un articleAFP du 15 juin 2013

### Affaire Tapie: Sarkozy aurait demandé une médiation dès 2004 (16.06)

Nicolas Sarkozy est intervenu dès 2004 pour un règlement à l'amiable, en dehors des tribunaux, du conflit entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais, en donnant l'instruction d'entamer une médiation, contre l'avis du Consortium de réalisation (CDR), a déclaré à l'AFP son ancien président, Jean-Pierre Aubert.

*"Début juillet 2004, quand Nicolas Sarkozy était ministre de l'Économie, Claude Guéant m'avait fait venir dans son bureau et m'avait demandé d'accepter une solution transactionnelle. Je lui ai dit +non+", a affirmé M. Aubert, patron du CDR de fin 2001 à fin 2006. Selon lui, un autre conseiller de M. Sarkozy, François Pérol, avait fait la même démarche, en vain.*

*"Nicolas Sarkozy a souhaité me voir en septembre/octobre 2004. Il m'a réitéré lui-même fortement cette demande, mais je lui ai dit que ça me paraissait une très mauvaise idée", a poursuivi l'ancien patron du CDR.*

Cet organisme public était chargé de solder le passif du Crédit Lyonnais et notamment le conflit entre l'ancienne banque publique et Bernard Tapie, qui s'estimait grugé lors de la vente d'Adidas.

Selon M. Aubert, M. Sarkozy lui a alors donné instruction d'ouvrir une médiation: *"Je ne pouvais pas refuser, mais j'ai posé deux conditions : que je puisse nommer un médiateur incontesté et incontestable et que le CDR n'ait jamais à faire un chèque, ne serait-ce que d'un euro, aux époux Tapie".*

Confiée entre novembre 2004 et mars/avril 2005 à Jean-François Burgelin, ancien procureur près de la Cour de cassation, cette médiation a échoué, Bernard Tapie en ayant refusé les conclusions : il aurait dû apporter l'ensemble de ses actifs, y compris son hôtel particulier à Paris, et de son côté, le CDR aurait effacé tout ou partie de ses créances de 120 millions d'euros.

En 2005, la cour d'appel de Paris a alors condamné le CDR à payer 135 M EUR à M. Tapie, un arrêt cassé en 2006 par la Cour de cassation. Mais, en 2007, un tribunal arbitral (privé) a été saisi et a condamné le CDR à verser environ 400 millions d'euros. Cet arbitrage fait aujourd'hui l'objet d'une enquête.

Bernard Tapie a affirmé samedi à l'AFP qu'il était *"tout à fait exact qu'en 2004 les services de M. Sarkozy souhaitaient et espéraient une médiation"*. Mais selon lui, *"elle a échoué, car la proposition du CDR, c'était +on ne lui donne rien et on lui prend tout ce qu'il a"*.

Répondant aux affirmations de M. Aubert, dont il a tenu à souligner qu'il était *"maire socialiste de Barcelonnette"* (Alpes de Haute-Provence), M. Tapie a encore affirmé: *"Son explication, pour justifier cette position, c'était que le CDR dans cette affaire ne risque rien. Un an après, le CDR était condamné à (quelque) 140 millions d'euros"*.

*"Ce sont les mêmes qui ont poussé (l'ex-ministre de l'Economie Thierry) Breton à aller en cassation de ce jugement. Résultat, 340 millions par le tribunal arbitral. En attendant la suite...", a ironisé M. Tapie.*

Une médiation et un arbitrage permettent de solder un conflit sans passer par les tribunaux. Alors qu'une médiation permet d'aboutir à un accord négocié entre des parties via un intermédiaire, lors d'un arbitrage, les parties font valoir leurs arguments mais doivent accepter la sentence délivrée.

En 2004, M. Aubert était défavorable à une médiation car il craignait que l'imminence de l'ouverture de la procédure devant la Cour d'appel place le CDR *"dans une position de faiblesse"*.

M. Aubert s'interroge en outre sur le choix de recourir à un arbitrage après la décision de la Cour de cassation: *"Pourquoi dessaisir la justice de la République, qui venait de donner raison au CDR après dix ans de procédure, pour confier cette affaire à une justice privée"* en faisant appel à un arbitrage?

Dans l'enquête sur les conditions du recours à l'arbitrage, le successeur de M. Aubert à la tête du CDR, Jean-François Rocchi, a été mis en examen cette semaine pour *"escroquerie en bande organisée"*, de

même que le PDG d'Orange, Stéphane Richard, alors directeur de cabinet de la ministre de l'Économie Christine Lagarde.

Deux proches collaborateurs à l'Elysée de Nicolas Sarkozy en 2007, François Pérol et Claude Guéant, sont désormais dans le collimateur des enquêteurs.

Commentaire.

C'est parfaitement clair : La Talonnette est mouillée jusqu'au cou dans cette affaire-là, il en même à l'initiative !

## Un article Reuters du 14 juin 2013

### Le rapport Moreau cible retraités et actifs (16.06)

Allongement de la durée de cotisation, hausse des cotisations: le rapport Moreau remis vendredi au Premier ministre trace les pistes d'un retour à l'équilibre du système de financement des retraites en France à l'horizon 2020.

Il s'agit de résorber un déficit évalué pour l'heure à 20 milliards d'euros à cette date. Des propositions potentiellement explosives socialement que le gouvernement présente pour l'heure comme de simples pistes de réflexion appelées à être discutées avec les partenaires sociaux à partir de la conférence sociale de la semaine prochaine.

La commission présidée par Yannick Moreau considère un allongement de la durée de cotisation comme *"la réponse la plus pertinente pour adapter le système de retraites au progrès social que constitue l'allongement de l'espérance de vie"*.

Mesure phare, elle propose d'augmenter la durée de cotations jusqu'à 44 ans.

La commission propose aussi d'aligner le taux maximal de Contribution sociale généralisée (CSG) des retraités sur celui des actifs, de réviser certains avantages fiscaux propres aux retraités et réduire voire supprimer l'abattement fiscal de 10%.

Côté recettes, une hausse des cotisations d'assurance-vieillesse de 0,1 point par an est aussi envisagée.

Autre proposition: une sous-indexation exceptionnelle des pensions, qui se traduirait par exemple par une cotisation de 100 euros, dont 95 seulement seraient pris en compte pour la retraite.

A plus long terme, la Commission propose de *"rapprocher davantage les règles applicables aux fonctionnaires de celles en usage dans le secteur privé, ce qui limiterait les incompréhensions existantes"*.

Elle juge excessive la part des primes dans la rémunération des fonctionnaires. Elle propose une modification du calcul de la pension reposant sur une plus longue durée de référence et l'intégration d'une partie des primes *"afin que cette modification soit aussi neutre que possible pour les agents"*.

Elle souhaite par ailleurs la création d'un *"compte individuel pénibilité"* donnant des droits aux salariés exposés à des facteurs de pénibilité convertibles en période de formation, de temps partiel ou de rachat de trimestres de retraite.

La création d'un comité de pilotage des retraites chargé de *"corriger de manière anticipée et réactive d'éventuels déséquilibres et un meilleur contrôle du rapport entre niveau des pensions et revenu d'activité"* est aussi envisagé.

## **Un article lemonde.fr du 14 juin 2013**

### **Retraites : "Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps" (16.06)**

Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites et ex-présidente du COR (Conseil d'orientation des retraites) a remis vendredi 14 juin le rapport de sa commission sur les retraites à Jean-Marc Ayrault. La conseillère d'Etat préconise notamment de repousser progressivement la durée de cotisation de 41,5 ans à 44 ans. Elle demande aussi un effort aux retraités, via une désindexation de leurs pensions ou une hausse de leur fiscalité. Mme Moreau explique ses choix au "Monde".

#### **Quelles sont vos principales propositions ?**

Yannick Moreau : Notre rapport est construit autour de trois orientations. La première est qu'il faut rétablir l'équilibre financier de notre système de retraite à court terme, puis le stabiliser sur le long terme. La deuxième est fondée sur des mesures d'équité, de justice, de lisibilité et de meilleure gestion. Enfin, nous faisons des propositions sur le travail des seniors et la pénibilité.

#### **Comment fait-on pour rétablir l'équilibre à court terme ?**

Il faut faire un effort de sept milliards d'euros d'ici à 2020 pour rééquilibrer le régime général et les régimes alignés. C'est une somme très importante, qui s'explique par la situation démographique et par la crise. Nous listons des mesures, mais ce sera au gouvernement de dire celles qu'il retient. D'autres peuvent même venir de la concertation qui va s'ouvrir avec les partenaires sociaux.

Les mesures que nous proposons concernent aussi bien les actifs que les retraités. Il est par exemple possible de supprimer des niches fiscales ou de faire des moindres revalorisations des retraites, même si nous pensons qu'il ne faut pas toucher les pensions les plus basses. Nous appelons également à faire attention à l'impact de ces mesures sur la croissance : il vaudrait mieux ne pas les faire toutes en même temps.

Nous avons par ailleurs regardé s'il était possible d'accélérer la hausse de la durée de cotisation décidée en 2003. Elle devrait progresser jusqu'à 42 ans en 2020, mais comme le calendrier est déjà fixé par décret pour les générations qui partiront avant 2018, on ne peut pas compter énormément sur des mesures d'âge à l'horizon 2020.

#### **Quelles pistes préconisez-vous alors à plus long terme ?**

Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps. Nous avons chiffré différents scénarios de hausse de la durée de cotisation ou de report de l'âge minimum légal, mais nous estimons surtout qu'il faut changer d'optique pour les réformes des retraites. Dans toutes les réformes précédentes, le gouvernement s'est situé dans une hypothèse économique donnée. Or, la croissance économique est instable, ce qui force systématiquement à réformer à nouveau les retraites.

Nous proposons de construire un mode de calcul des pensions qui tienne un peu plus compte de la croissance. Un comité d'experts proposerait chaque année un coefficient d'indexation pour les salaires pris en compte pour le calcul de la pension qui dépende de la croissance et de la démographie. Après concertation, le gouvernement retiendrait ce coefficient ou des mesures d'effet équivalent, par exemple des cotisations. C'est un pilotage annuel qui existe ailleurs en Europe. On ne dit pas qu'il n'y aurait plus de réformes sur les retraites, mais cela éviterait les crises financières successives.

#### **Vous proposez aussi de rapprocher le mode de calcul des retraites du public sur celui du privé. Pourquoi ne pas aller jusqu'à l'alignement total ?**

Un alignement total coûterait très cher et serait inéquitable, notamment entre fonctionnaires. Par ailleurs, une telle réforme ne serait possible qu'en modifiant la politique salariale de la fonction publique sur une longue durée. Les niveaux de retraite comparés au dernier salaire sont similaires entre public et privé. Mais comme nous constatons que cette réalité est visiblement difficile à comprendre, nous estimons que rapprocher les modes de calcul serait plus lisible. C'est pourquoi nous proposons de calculer les retraites

des fonctionnaires sur plusieurs années en incluant une partie des primes. Mais cette réforme n'aurait aucun impact financier et son but n'est pas de faire des perdants ou des gagnants.

Pourquoi ne proposez-vous pas une réforme systémique en fusionnant les différents régimes de retraite ?

L'urgence est de rééquilibrer les régimes et de stabiliser financièrement le système, pas de faire une réforme systémique. Ce n'est pas la demande des Français ; ils ne savent même pas ce que ça veut dire. Mais cela n'empêche pas de travailler, par exemple, sur la convergence des avantages familiaux et des pensions de réversion calculés différemment selon les régimes.

**Que proposez-vous sur les avantages familiaux qui sont contestés ?**

Il y a une redondance d'avantages familiaux. Certains n'ont plus beaucoup de sens. Les majorations de pensions pour les parents de trois enfants bénéficient par exemple plus aux hommes qu'aux femmes. Ils pourraient être forfaitisés, ce qui avantagerait les femmes. Si on fait une grande réforme, il faut aussi qu'il y ait une convergence entre les avantages des différents régimes. Mais ce sujet est extrêmement complexe et les propositions ne sont pas entièrement bouclées. Je ne suis pas sûre que les trois mois de concertation de cet été suffisent d'ailleurs pour la mener.

**La prise en compte de la pénibilité, prévue par la réforme de 2010, est un échec. Que proposez-vous à la place ?**

Dans les trente prochaines années, la moyenne d'âge va augmenter de dix ans dans les entreprises. Il faut donc absolument qu'elles s'adaptent pour rester compétitives. Cet enjeu est aussi essentiel pour que nos mesures sur l'âge et la durée de cotisation soient comprises. Nous proposons de créer un compte temps pour les salariés soumis à la pénibilité. Ces salariés gagneraient des points qu'ils pourraient utiliser ensuite, soit pour du temps de formation professionnelle, soit pour du temps partiel en fin de carrière, soit pour pouvoir partir plus tôt en retraite. Mais le but de notre système est de favoriser la formation en faisant que les points "*valent*" trois fois plus dans ce cadre que pour un départ anticipé. Il est bon d'inciter les salariés à utiliser ce temps tout au long de leur carrière et pas seulement au moment du départ en retraite.

**Pourquoi ne faites-vous pas de propositions spécifiques sur les régimes spéciaux et notamment les départs anticipés pour les catégories actives (conducteurs SNCF, contrôleurs aériens, agents RATP...) ?**

Il est évident que les mesures financières de court terme que nous proposons devront concerner tous les régimes. Pour les catégories actives, la réforme de la pénibilité que nous proposons peut éventuellement les intéresser.



## Un article euronews.fr avec AFP du 18 juin 2013

### De plus en plus d'enfants européens menacés de pauvreté (20.06)

De plus en plus d'enfants sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale dans plusieurs Etats membres de l'Union Européenne en raison cause de la crise économique, a annoncé mardi l'Agence de l'UE pour la protection des droits fondamentaux (FRA).

*“La pauvreté des enfants est une question de plus en plus préoccupante dans l'UE”*, déplore la FRA dans son rapport annuel qui fait le point sur la situation des droits fondamentaux dans l'UE.

En 2012, les Etats membres ont dû prendre plusieurs mesures face à la malnutrition des enfants, mais ils ont aussi dû pratiquer des coupes budgétaires dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux qui ont eu *“d'importantes conséquences”* pour les enfants.

Selon des statistiques officielles pour l'année 2011, 27 % des enfants vivant dans l'Union Européenne étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Le rapport note d'importantes diminutions des revenus des familles et des réductions des dépenses sociales qui ont touché les foyers en raison de la crise économique.

Par exemple, en Espagne, les coupes budgétaires ont touché des services consacrés aux enfants, notamment les services de santé, l'éducation et les services sociaux, selon une étude réalisée par l'Unicef. Au Portugal, un décret adopté en juin 2012 a réduit le montant de diverses allocations de manière significative, ce qui a eu de *“graves conséquences financières”* pour les familles avec enfants.

En Grèce, la situation est particulièrement dramatique. Le rapport ne peut que répéter les observations du Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant concernant *“le droit à la vie, à la survie et à l'épanouissement”* des enfants et des adolescents dont les familles perdent rapidement leurs revenus et leur accès aux services sociaux financés par l'État, notamment en matière de soins de santé et de sécurité sociale. A cela s'ajoute un taux record de chômage chez les jeunes et un taux élevé de décrochage scolaire, en particulier parmi les enfants roms. Un médiateur grec au Comité de l'ONU soulignait par exemple une augmentation du nombre d'enfants qui mendient ou qui travaillent comme vendeurs ambulants.

En mars 2012, indique le rapport, le Comité national grec de l'Unicef avait exprimé ses préoccupations concernant la pauvreté des enfants et la malnutrition, relevant des cas d'élèves qui se sont évanouis à l'école.

Un article lesechos.fr publié par wikistrike.com le 18 juin 2013

### Une bombe de 1.000 milliards d'euros pour les contribuables européens (20.06)

Eclipsée par la crise des dettes souveraines et par la récession des économies réelles, la crise des « subprimes » n'est pas une affaire classée. Détonateur de la bombe financière européenne, elle laisse une facture que les banques et les Etats européens ne sont pas près de régler. Pour se sauver, de grands établissements de crédit, paralysés par les créances douteuses et les actifs illiquides accumulés au fil des ans depuis 2007, ont constitué des « *bad banks* ». Bilan, six ans après le début de la crise financière : plus de 1.000 milliards d'euros d'actifs restent encore stockés dans ces structures de défaisance en Europe.

En amont, la création de ces dernières répond toujours à la nécessité de tirer un trait arbitraire sur les actifs toxiques et non stratégiques, pour que les activités cœur de métier restent attractives aux yeux des investisseurs. Mais les « *bad banks* » peuvent prendre différentes formes : une structure nationale rachetant des actifs aux banques privées, comme l'a fait l'Irlande avec la Nama (National Asset Management Agency) ; une banque insolvable nationalisée et séparée en « *good bank* » et « *bad bank* » ; et enfin une structure de cantonnement à l'intérieur d'un établissement privé.

#### Partie émergée de l'iceberg

C'est le schéma retenu par plusieurs banques françaises. Dont, en tête, Dexia. La « *bad bank* » de l'établissement franco-belge recensait fin mars 266 milliards d'euros d'actifs douteux gérés en extinction. Un record en Europe. Mais deux des poids lourds du secteur ont également eu recours à une « *bad bank* » interne. Natixis, la banque de financement et d'investissement du groupe coopératif BPCE, s'est doté en 2009 d'une GAPC (gestion active des portefeuilles cantonnés), regroupant 35 milliards d'actifs toxiques ou illiquides. Quatre ans plus tard, à la fin mars 2013, la banque n'en gérât plus « *que* » 13,5 milliards, misant sur la fermeture de sa GAPC à la mi-2014. La Société Générale suit une trajectoire analogue : sa « *bad bank* » Inter Europe Conseil, constituée début 2010 avec 35,5 milliards d'euros d'actifs douteux, en rassemblait 8,8 milliards à la fin de 2012.

Les plus de 1.000 milliards logés au sein des « *bad banks* » européennes ne constituent toutefois que la partie émergée de l'iceberg. Des centaines de milliards de créances douteuses et de fonds communs de créance, dont la valeur de marché s'est brutalement dégradée, figurent dans les livres des banques européennes. La banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole, Cacib, n'a pas créé de « *bad bank* » et ne détenait plus, à la fin 2012, que 1,15 milliard d'actifs douteux en cours de cession.

Ces actifs dégradés, que les Etats, les banques et les marchés savent si mal évaluer, constituent-ils une bombe financière à retardement ? Une gestion à très long terme, en extinction ou au gré des opportunités de marché, permettra aux banques de digérer leurs erreurs. Mais elle pèse sur le dynamisme du secteur financier.

Un article [Lepoint.fr](http://Lepoint.fr) du 18 juin 2013

### Affaire Tapie : des fonctionnaires racontent les pressions politiques (20.06)

**De hauts fonctionnaires expliquent comment on les a poussés à opter pour l'arbitrage dans le règlement de l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais.**

De hauts fonctionnaires ont raconté aux enquêteurs les pressions politiques subies pour opter contre leur gré en faveur d'un arbitrage dans le litige Tapie/Crédit Lyonnais, notamment de Stéphane Richard, un proche de Sarkozy, selon des pièces de l'enquête révélées mardi par Le Monde. *"En clair, les affaires Tapie sont remontées en direction de la médiation puis de l'arbitrage chaque fois que Nicolas Sarkozy en a eu le pouvoir"*, dira au cours de l'enquête Patrick Peugeot, ancien administrateur du Consortium de réalisation (CDR), l'organisme chargé de solder le passif du Lyonnais.

Patrick Peugeot raconte, devant la brigade financière, avoir été *"impressionné par la communauté de vues des personnes chargées de défendre les intérêts de l'État"*, toutes *"contre l'arbitrage"* et *"en faveur du recours en annulation de la décision"* qui devait accorder 403 millions d'euros à Bernard Tapie en 2008. Alors directeur général de l'Agence des participations de l'État (APE), Bruno Bézard a écrit en août 2007 à la ministre de l'Économie Christine Lagarde pour *"déconseiller (...) la voie d'un arbitrage"*, qui pourrait *"être considéré comme une forme de concession inconditionnelle et sans contrepartie faite à la partie adverse"*.

"Instruction"

Directeur général du Lyonnais à l'époque, Christian Duville écrit également au CDR pour lui signifier que sa banque *"est fort réservée sur le principe même de l'arbitrage"*. Mais tous se heurtent à un barrage avec, selon eux, un rôle crucial joué par le directeur de cabinet de Christine Lagarde, Stéphane Richard. Entendu le 28 février, Bruno Bézard lâche : *"Depuis le début, nous avons le sentiment qu'un arbitrage irait"* dans un sens favorable à Bernard Tapie.

Bernard Scemama, président de l'EPFR (Établissement public de financement de la restructuration, qui chapeaute le CDR), raconte avoir été convoqué en septembre 2007 à Bercy par Stéphane Richard : *"Sa seule instruction était d'aller à l'arbitrage."* Témoignant devant la Cour de justice de la République (CJR), Bruno Bézard insiste : Stéphane *"Richard a clairement indiqué que la position retenue par les pouvoirs publics était l'arbitrage"*. *"Il s'agissait d'un dossier exclusivement suivi par Stéphane Richard"*, dit Christian Dufour, le chef de cabinet de Christine Lagarde entendu le 5 juin par la CJR à qui il confiera avoir croisé Bernard Tapie dans les couloirs de Bercy.

Christine Lagarde *"impliquée"*

Patrick Peugeot dénonce les *"interventions"* de Stéphane Richard qui, à l'automne 2007, l'a *"soustrait d'une réunion" pour tenter de le "convaincre d'approuver non seulement l'arbitrage, mais aussi le contenu du compromis"*. Même constat quand il s'agit de décider de contester ou pas la sentence arbitrale dont a bénéficié Bernard Tapie. Selon Bruno Bézard, *"nous avons clairement recommandé de rechercher l'annulation"*.

Bernard Scemama raconte un conseil d'administration du CDR le 28 juillet 2008, où doit être prise la décision d'introduire un recours contre la sentence. Il faut une majorité de trois des cinq administrateurs. Deux sont pour le recours. Bernard Scemama, qui hésite, est appelé au téléphone et sort de la réunion : *"C'est Stéphane Richard, directeur du cabinet de la ministre que j'ai eu au bout du fil. Il m'a dit que je devais voter contre le recours en annulation."*

Stéphane Richard a confié au Monde ne pas avoir souvenir de cette conversation. Lors de sa garde à vue, il a assuré que *"c'est Christine Lagarde qui a donné cet accord"* à l'arbitrage, insistant sur le fait qu'elle avait *"géré et s'était impliquée dans le dossier"*. *"Ce sont les politiques - dont Christine Lagarde - qui ont décidé et validé la solution de l'arbitrage"*, a réagi mardi l'entourage du patron d'Orange auprès de l'Agence France-Presse. *"Les politiques, d'ailleurs, l'affirment et l'assument. Stéphane Richard n'a été, à son niveau, qu'un de ceux qui l'ont mis en oeuvre"*, selon cette source. Stéphane Richard est l'un des trois mis en examen pour

escroquerie en bande organisée dans le dossier. Christine Lagarde a été placée sous le statut intermédiaire de témoin assisté par la CJR.

## Un article Lepoint.fr du 18 juin 2013

### Laurence Parisot démolit le rapport Moreau sur les retraites. (20.06)

À deux jours de l'ouverture de la "*grande conférence sociale pour l'emploi*" de Hollande, le Medef met en garde le gouvernement sur sa réforme.

La seconde "*grande conférence sociale*", qui aura lieu jeudi, s'annonce plutôt mal. Pour le gouvernement et les syndicats, le principal enjeu doit être l'emploi. En témoignent les thèmes de trois des six tables rondes au programme : l'emploi et la formation professionnelle ; les conditions de travail et la santé au travail ; l'identification des filières d'avenir. Mais pour le Medef, la plus importante d'entre elles sera clairement celle consacrée aux retraites. "*C'est fondamental pour le regard que les investisseurs porteront sur la France*", a souligné mardi matin Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle avenue Bosquet, à Paris.

La présidente du Medef sur le départ n'a pas caché son inquiétude. Le rapport Moreau, officiellement remis au gouvernement vendredi, a été cloué au pilori pour son "*manque de rigueur et de hauteur de vue*". Elle a jugé "*contestable voire invraisemblable*" l'absence de propositions sur le régime de retraite des fonctionnaires et les régimes spéciaux, alors que le premier générerait 8,6 milliards par an sur les 22 milliards de trou à combler à l'horizon 2020, à en croire ses chiffres.

#### Refus des hausses de cotisations

Autre angle d'attaque, la piste des hausses de cotisations patronales et salariées de 0,4 point sur plusieurs années. "*Inacceptable, inenvisageable, irresponsable*", a pesté la patronne des patrons en soulignant une nouvelle fois la chute de compétitivité des entreprises françaises. Alors que le rapport penche plutôt pour un allongement de durée de cotisation mesuré, au même rythme que celui prévu par la réforme Fillon de 2003, Laurence Parisot plaide au contraire pour tirer parti de ce paramètre qui pourrait générer les deux tiers des économies réalisées d'ici l'horizon 2020. Elle rêve également de voir les bornes d'âge légal de départ et de retraite à taux plein à nouveau décalées, une piste totalement exclue par le gouvernement.

Dernier point de désaccord, sur la pénibilité cette fois. Pour le Medef, le problème a été réglé par la réforme de 2010. Tant pis si moins de 4 000 personnes ont bénéficié de départ anticipé à ce titre entre juillet 2011 et décembre 2012 contre 20 000 par an anticipés à l'époque. La santé au travail et la gestion des carrières pénibles doivent être totalement dissociées du dossier retraite. D'autant que selon le patronat, une partie du problème a été traitée via le retour à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler très tôt.

#### Question purement arithmétique

La réforme des retraites est finalement cantonnée à "*une question purement arithmétique*" sur laquelle on ne peut faire jouer que quatre leviers : les taux de cotisation, le taux de remplacement du salaire, l'âge légal et la durée de cotisation. Laurence Parisot appelle donc les Français à bien mesurer l'effet qu'aurait une désindexation des pensions de l'inflation. "*Le semi-pilotage des retraites de Mme Moreau, c'est en réalité une baisse des pensions.*"

Des critiques d'autant plus dures que François Hollande a semblé valider certaines des pistes les plus décriées par le Medef dimanche soir, lors de son passage en direct dans l'émission Capital de M6. Le chef de l'État veut continuer à augmenter la durée de cotisation, certes, mais "*pas tout de suite*". En clair, il n'ira pas plus vite que ce que prévoit déjà la loi Fillon de 2003. Il pourrait simplement la prolonger dans le temps après 2017-2018, à un rythme à négocier, croient savoir Les Échos de mardi. Et il ne devrait pas toucher aux régimes spéciaux de retraite. Pour les fonctionnaires, il n'a pas non plus évoqué le calcul de la pension sur les 25 meilleures années plutôt que sur les 10 derniers mois de salaire (sans les primes). En revanche, il a bien suggéré que les cotisations devraient augmenter en affirmant qu'il "*faudra bien trouver des recettes*". Un message très clair pour les entreprises : "*Le patronat sait très bien qu'il faut financer les retraites*", a fait savoir le président.

Les discussions s'annoncent d'autant plus compliquées que les syndicats mettent la pression. Le nouveau secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a lui prévenu qu'il n'accepterait pas un nouvel allongement de la durée de cotisation et a fustigé un chef de l'État "*de plus en plus sensible*" aux arguments du patronat et

aux "*injonctions*" de la Commission européenne. Laurence Parisot peut bien vanter la méthode Hollande de dialogue social, de "*diagnostic partagé*", sa "*volonté de trouver un chemin commun*" et afficher sa confiance dans la possibilité "*d'aboutir à quelque chose de censé et de rationnel*", elle risque bien d'être déçue...

## Un article Reuters du 21 juin 2013

### **L'Eurogroupe réduit sans le briser le lien banques-Etats. Suivi de : Les Européens cherchent qui paiera pour les banques en difficulté. (22.06)**

Les ministres des Finances de la zone euro ont abouti à un accord jeudi sur les règles permettant au Mécanisme européen de stabilité (MES) d'aider des banques mais les conditions posées sont si strictes qu'elles risquent de ne pas briser complètement le lien entre les Etats et les institutions financières.

Créé à l'origine pour aider les Etats en difficulté, le MES a vu son champ d'intervention étendu aux banques, dans le but de restaurer la confiance dans le système financier et de relancer les circuits du crédit, grippés par les doutes sur la solvabilité des établissements concernés.

La décision d'autoriser le fonds à entrer au capital des banques en cas de besoin a été prise au plus fort de la crise en juin 2012. Depuis, la Banque centrale européenne (BCE) est parvenue à apaiser pour l'essentiel les tensions sur les marchés en s'engageant à acheter si nécessaire des emprunts d'Etat en quantités illimitées.

Ce retour au calme a conduit l'Allemagne et d'autres Etats à freiner les réformes bancaires, de peur que celles-ci obligent les contribuables à financer la résolution de crises touchant d'autres pays.

L'accord conclu jeudi soir à Luxembourg sur le MES répond en partie aux inquiétudes sur les liens entre les problèmes des banques et celles des Etats, mais en partie seulement, et pas autant qu'envisagé il y a neuf mois, quand les dirigeants de la zone euro prétendaient briser le cercle vicieux entre dette privée et dette publique.

*"Cet instrument va contribuer à préserver la stabilité de la zone euro et à supprimer le risque de contagion du secteur financier vers les Etats souverains, réduisant ainsi le cercle vicieux entre banques et Etats souverains"*, a assuré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, lors d'une conférence de presse.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a formulé les choses différemment.

*"Nous devons éviter de susciter des attentes mal placées concernant la recapitalisation directe des banques. Ceux qui s'attendent à ce que n'importe quelle banque en manque de capitaux puisse se tourner vers (le MES) sont dans l'absurdité"*, a-t-il dit à des journalistes à l'issue de la réunion.

Le MES sera en mesure d'investir jusqu'à 60 milliards dans des actions de banques, un plafond qui vise à préserver l'essentiel de ses moyens pour prêter aux Etats. Mais cette limite pourra être relevée en cas de besoin.

Les ministres se sont aussi mis d'accord pour que l'Etat dans lequel est basé une banque en difficulté soit systématiquement contraint de participer à son sauvetage.

Cette intervention publique passerait dans un premier temps par une recapitalisation afin que la banque respecte un ratio de fonds propres *"Tier 1"* de 4,5% avant que le MES n'entre à son tour à son capital.

Si une banque respecte déjà ce ratio, l'Etat concerné devra apporter 20% des capitaux nécessaires et le MES 80% pendant les deux premières années après l'entrée en vigueur des nouvelles règles, en principe à l'automne 2014.

Après ce délai de deux ans, la contribution de l'Etat concerné à l'augmentation de capital serait ramenée à 10%.

Un autre pan de l'accord est susceptible de limiter son impact en terme de reconquête de la confiance des marchés: il prévoit en effet qu'avant l'intervention du MES, les actionnaires de la banque en difficulté, ses créanciers obligataires et éventuellement ses plus gros déposants puissent être sollicités pour contribuer au sauvetage.

Cette méthode dite du "*bail-in*" a déjà été utilisée dans le dossier chypriote il y a quelques mois.

Les discussions de jeudi à l'Eurogroupe sont distinctes de celles que doivent avoir vendredi l'ensemble des ministres des Finances de l'Union sur le projet d'union bancaire, mais elles sont évidemment liées.

Les règles de fonctionnement du MES ne seront définitivement arrêtées que lorsque le Parlement européen aura adopté le projet de directive.

Les ministres des Dix-Sept ont aussi prévu que le MES puisse devenir actionnaire d'une banque dont les difficultés auront commencé avant l'automne 2014, mais les décisions éventuelles relevant de cette rétroactivité seront examinés au cas par cas.

Ce principe pourrait s'appliquer aux banques irlandaises, grecques, chypriotes et portugaises. L'Espagne a affirmé qu'elle n'aurait pas recours à cette possibilité.

Wolfgang Schäuble a déclaré que le cas de Dublin pourrait être étudié.

*"Nous avons dit à nos amis irlandais qu'une éventuelle utilisation rétroactive n'était pas exclue, sur la base d'une décision au cas par cas"*, a-t-il expliqué.

### **Complément : Les Européens cherchent qui paiera pour les banques en difficulté - AFP 21.06**

Les ministres européens des Finances espéraient vendredi trouver avant le week-end un accord sur des règles communes pour liquider les banques en difficulté sans faire appel aux contribuables, mais leurs positions très éloignées laissaient augurer des discussions ardues.

Cela "*va être difficile, je m'attends à une réunion très longue*" car il y a "*encore de grandes divergences d'opinion*", a averti le ministre irlandais des Finances, Michael Noonan, qui préside les débats à Luxembourg.

*"Le solstice d'été est le jour le plus long de l'année, donc nous avons tout le temps de conclure un accord"*, a plaisanté le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

Les ministres ont déjà déterminé qui devra mettre la main à la poche quand il s'agira de renflouer ou de liquider une banque, et dans quel ordre: d'abord les actionnaires, puis les créanciers non assurés, puis le cas échéant les détenteurs d'obligations dits "*seniors*" et en dernier recours les déposants, au-delà de la somme de 100.000 euros.

Les dépôts inférieurs à cette somme ont été sanctuarisés depuis le traumatisme du premier plan de sauvetage de Chypre, qui prévoyait de taxer tous les dépôts.

Mais certains, comme la France et le Royaume-Uni, veulent pouvoir bénéficier d'une certaine flexibilité au cas par cas, qui leur permettrait d'épargner certains de ces acteurs. Paris souhaite pouvoir protéger, dans certaines circonstances, les déposants individuels et les PME.

D'autres pays comme l'Allemagne défendent au contraire des règles les moins flexibles possibles, pour éviter l'incertitude qui risque de faire fuir investisseurs et déposants.

Autre problème: par qui remplacer certains acteurs privés si on les exclut du sauvetage? Des fonds nationaux, alimentés par les banques elles-mêmes, devront être mis en place, mais ne seront abondés que progressivement. Il faut donc prévoir un niveau minimum de fonds dans les passifs des banques, dont on sera sûr qu'ils pourront être sollicités en cas de renflouement.

Tout est donc question d'équilibre entre le degré de flexibilité, la taille des fonds nationaux dits "*de résolution*" et le montant minimum de passif exigible des banques dans lequel il sera possible de puiser.



## Un article Lexpress.fr du 22 juin 2013

### La CIA entraîne depuis des mois des rebelles syriens, affirme le Los Angeles Times. (22.06)

La CIA et des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie et en Turquie depuis des mois, soit bien avant que la Maison Blanche n'annonce son intention d'accroître son aide "*militaire*" à l'opposition, rapporte vendredi le Los Angeles Times.

La formation des insurgés comprend le maniement d'armes de guerre antichars et anti-aériennes, affirme le journal, citant des responsables américains et des commandants de la rébellion syrienne.

Ces entraînements, qui n'avaient jamais dépassé dans la presse le stade de la rumeur, ont débuté en novembre 2012 dans une base américaine du sud-ouest de la Jordanie, d'après le L.A. Times, qui explique qu'ils consistent en des sessions de deux semaines pour 20 à 45 combattants syriens rebelles.

La Maison Blanche a annoncé le 13 juin qu'elle voulait apporter un "*soutien militaire*" aux rebelles syriens, mais sans jamais préciser officiellement s'il s'agissait de fournir des armes. Des analystes pensent que Washington n'enverra pas d'armements lourds et sophistiqués, mais des armes légères qui seraient insuffisantes pour changer le cours du conflit.

Kerry au Qatar pour coordonner l'aide militaire à apporter à la rébellion syrienne Historiquement, la CIA est réputée entraîner et armer en secret des insurgés dans de nombreux conflits du globe, avec l'appui de forces spéciales américaines. Ni la centrale de renseignements, ni la Maison Blanche n'ont voulu commenter les informations de presse.

Des rebelles de l'armée syrienne libre (ASL) sont formés au maniement de fusils et missiles antichars et d'armes lourdes pour résister aux avions des forces armées syriennes, détaille le L.A. Times, citant un commandant de l'opposition armée.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est envolé vendredi pour le Qatar, où il participera à une nouvelle conférence des "*Amis de la Syrie*" pour coordonner avec dix autres pays l'aide, y compris militaire, à apporter à la rébellion syrienne.

Commentaire.

Les "*Amis de la Syrie*" qui sont en train de la détruire et de massacrer son peuple, Besancenot et Mélenchon sont-ils aussi invités à participer à cette grande oeuvre démocratique ?

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 21 juin 2013

### Les services secrets britanniques espionnent Internet par les fibres optiques. (22.06)

Le Guardian révèle, vendredi 21 juin, que les services secrets britanniques ont "*secrètement accès*" au réseau de câbles sous-marins reliant l'Amérique du Nord à l'Europe, et se servent de cet accès pour surveiller, analyser et partager avec la NSA le trafic internet qui y transite.

Le journal britannique se base sur de nouveaux documents fournis par Edward Snowden, qui a déjà révélé l'existence du programme Prism, conduit par la NSA. "*[Les Britanniques] sont pires que les Américains*", a expliqué Snowden à propos de ces nouvelles révélations.

Selon le Guardian, la capacité du Government Communications Headquarters (GCHQ), l'équivalent de la NSA, à surveiller tout le trafic passant par les fibres optiques a fait de la Grande-Bretagne "*une superpuissance du renseignement*", et ce depuis 2008.

Cette capacité d'interception et de surveillance comprend des appels téléphoniques, le contenu d'e-mails, des posts sur Facebook ou encore "*l'historique de navigation des internautes*". Une source explique cependant au Guardian que les services ne scrutent pas toutes les données collectées et se concentrent sur "*quelques aiguilles au sein de la botte de foin*".

#### SURVEILLANCE DES CÂBLES

En 2012, le service de renseignement britannique avait accès à 200 câbles de fibre optique et pouvait gérer les données de 46 d'entre eux simultanément.

Pour ce faire, les espions de sa majesté ont déployé des sondes positionnées sur les câbles transatlantiques qui font la liaison entre l'Europe et l'Amérique du Nord et débouchent en Grande-Bretagne. Comment ? En nouant des partenariats avec les entreprises qui les gèrent, appelées par le GCHQ "*partenaires d'interception*". Ces entreprises, précise le Guardian, étaient forcées, secrètement, à coopérer.

Fin 2011, cette surveillance s'accélère. Le GCHQ lance Tempora, un programme plus large qui comprend une évolution technologique majeure : les espions ne se contentent plus de consulter les données en direct mais peuvent désormais les stocker pour un usage ultérieur (trois jours pour du contenu et trente jours pour les métadonnées, qui renseignent entre autres la date, l'heure ou le lieu d'une communication).

#### PARTAGE AVEC LA NSA

Mais la principale innovation de Tempora, c'est la collaboration très étroite du GCHQ avec son homologue américaine, la NSA, avec qui le service britannique partage les données obtenues par sa surveillance. La NSA a un intérêt bien compris : le GCHQ est en avance sur elle, notamment concernant les métadonnées. C'est ainsi que 250 agents de la NSA étaient chargés, en mai dernier, de l'analyse des données récoltées par les Britanniques.

Au total, selon le Guardian, ce sont 850 000 employés de la NSA et sous-traitants américains qui avaient accès aux données récoltées par le GCHQ. Tempora vient donc s'ajouter à Prism, dont le Guardian redit qu'il consiste en un accès aux "*systèmes internes*" des grandes entreprises d'Internet.

#### DE FAIBLES GARDE-FOUS

Le GCHQ profite d'une faille dans une loi ancienne pour mener à bien son entreprise de surveillance. Cette loi, qui date de l'an 2000, exige un mandat pour intercepter des données, mais prévoit une dérogation dans le cas où la source des données surveillées est à l'étranger. C'est en vertu de cette dérogation que le GCHQ surveille les câbles sous-marins.

"*Nous ne lisons pas des millions d'e-mails. Il n'y a pas de volonté d'utiliser ce programme pour regarder du trafic national, des Britanniques parlant à des Britanniques*", affirme ainsi une source au Guardian. Mais,

comme le note le journal, la nature même du trafic d'Internet passant par ces fibres optiques fait que des données de citoyens britanniques sont également interceptées.

Une source précise cependant au Guardian que des garde-fous ont été mis en place, notamment en restreignant les motifs d'interception aux seuls "*sécurité, terrorisme et crime organisé*", tout en mettant en place des "*mécanismes d'audit, pour savoir si l'interception est justifiée ou non*". Mais cela n'a pas empêché les juristes du GCHQ d'expliquer aux analystes américains de la NSA : "*Nous avons des mécanismes de supervision bien plus légers que les vôtres.*"

Cette même source indique que "*la majorité des données sont détruites sans que nous les ayons regardées*" et que ce programme avait permis de déjouer plusieurs "*crimes sérieux*", notamment terroristes ou liés à la pédopornographie. Mais, note le journal britannique, les critères utilisés sont maintenus secrets, loin du "*débat public*", tout comme les audits pour s'assurer que la GCHQ se conforme à ces critères.

Vers plus de déclassification aux Etats-Unis

Selon le site Bloomberg, le ministre de la justice américain, Eric Holder, a déclaré que l'administration Obama avait entrepris un processus général afin de déclassifier davantage de détails sur les activités de surveillance du gouvernement. L'objectif étant de redorer l'image des programmes de renseignement, qui subissent beaucoup de "*désinformation*", selon lui.

Commentaire.

Nous sommes vraiment gouvernés par de dangereux psychopathes, de furieux mégalomanes, des paranoïaques confirmés, des cinglés au dernier degré...

Et puisque vous ne ferez pas forcément le lien entre ces officines mafieuses et les représentants de l'Etat avec lesquels les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats acceptent de discuter faisons-le pour vous, rien que d'y penser nous fait dire que décidément nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne combattons pas pour le même objectif.

Je trouve ces derniers développements tout à fait intéressant car révélateur, cela permet de remettre les uns et les autres à leurs places, j'ai été traité de mégalomane par ceux qui pratiquent la collusion avec les institutions et les appareils pourris des syndicats.

Ils se sont moqués de moi lorsque je me suis intéressé aux institutions du Nouvel ordre mondial, c'était selon eux la preuve que j'étais moi-même cinglé, un illuminé gagné par la théorie du complot. Sauf que voilà, ces officines du renseignements qui agissent secrètement et espionnent l'ensemble de la société pour mieux s'en assurer le contrôle ont pour commanditaires les représentants de ce Nouvel ordre mondial, et leurs agissements qui viennent d'être révélés au grand jour confirment ce que j'ai justement exposé au mois de janvier et les mois suivants. Autrement dit, ils m'ont traité de cinglé pour épargner ceux qui le sont vraiment, mais pour qui roulent-ils ?

## Un article Internationalnews.fr du 21 juin 2013

**«La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.» (23.06)**

Par le Colonel Alain Corvez.

### **France : Intervention du Colonel Alain Corvez au colloque sur la Syrie du 19 juin à l'Assemblée Nationale**

*« La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens. »*

C'est ainsi que présentait la crise syrienne de façon magistralement synthétique un homme qui ne peut être accusé d'être un suppôt du régime de Damas, lui qui dénonça en son temps l'occupation militaire de son pays par Damas. Je veux parler du Patriarche maronite du Liban et de tout l'Orient, Béchara El Raï lors de la venue du pape Benoît XVI à Beyrouth en septembre 2012.

Cette affirmation est chaque jour vérifiée un peu plus. Le nombre de combattants « *takfiristes* » de nationalités étrangères, notamment européennes, soutenus et armés principalement par le Qatar et l'Arabie Séoudite avec le soutien de la Turquie, de la Jordanie et des services occidentaux ayant atteint des dizaines de milliers de non syriens, prouve que nous sommes en présence d'un complot international pour renverser le régime en place à Damas, jugé indésirable par les monarchies du Golfe dont la doctrine féodale wahhabite est à l'opposé de l'islam sunnite modéré qui a toujours caractérisé la Syrie, comme la cohabitation harmonieuse entre de nombreuses confessions religieuses différentes.

Bien sûr, une frange irréductible de Syriens sunnites proches ou membres des Frères Musulmans, héritiers des insurgés de 1982 à Hama, ajoutés à ceux de la révolte commencée il y a deux ans sont décidés à renverser le pouvoir par les armes, moins pour établir la démocratie, déjà proposée dans les nouveaux textes constitutionnels, mais par hostilité fondamentale à Bachar El Assad.

Il faut en effet prendre un peu de recul pour porter un regard serein et objectif sur cette crise dramatique qui continue à tuer de nombreux innocents en plus des combattants des deux bords, souvent de façon inhumaine et odieuse, et remonter aux origines.

Dès son arrivée au pouvoir en 2000 alors qu'il ne l'avait pas cherché, le jeune Président Bachar El Assad s'est attelé à la tâche énorme de moderniser son pays pour l'adapter au monde présent, gêné par la conjoncture internationale qui le confrontait à d'autres priorités, comme l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005 puis la guerre entre Israël et le Liban à l'été 2006, et par une « vieille garde », lucide contrairement à ce qui a été dit, mais obnubilée par la crainte que les libertés accordées trop vite dans divers domaines ne débouchent sur une « *perestroïka* » qui entraînerait le même effondrement qu'en URSS.

Le « *printemps arabe* » qui éclata en Tunisie puis en Egypte fin 2010 ne devait pas se produire en Syrie qui ne présentait pas le même immobilisme dictatorial que ces pays. Pourtant en mars 2011 des manifestations pacifiques au nom de la démocratie se produisirent à Deraa, ville aux confins jordano-israéliens, rapidement instrumentées afin de tuer manifestants et forces de l'ordre et provoquer l'enchaînement de la violence.

Conscient de la gravité des événements le régime engagea alors un train de réformes accélérées pour déboucher sur une nouvelle Constitution totalement démocratique avec la suppression du parti unique et l'attribution des libertés dans tous les domaines. Ces réformes furent noyées par ceux qui n'étaient pas intéressés par la démocratisation de la Syrie mais par le renversement d'un régime qui défend depuis longtemps la cause arabe face à Israël, accueillant des réfugiés palestiniens et irakiens par millions.

Paradoxalement, ce sont les états les moins démocratiques au monde qui sont le fer de lance des attaques pour renverser le pouvoir de Damas, états qui se voient encouragés par un Occident semblant avoir perdu ses repères, armant ou facilitant l'armement de djihadistes qu'il combat partout ailleurs dans le monde, notamment au Mali.

Mais le régime a montré sa force et sa cohésion en résistant depuis plus de deux ans à ces attaques brutales. L'Armée constituée majoritairement de sunnites est, dans son immense majorité, restée fidèle et disciplinée, aux ordres de ses chefs et avec le soutien de la population qui l'appelle souvent pour la protéger des exactions des rebelles ; quant au monde politique et diplomatique il est aussi globalement resté à son poste.

Les takfiristes dominant depuis des mois les mouvements rebelles, et l'opposition politique extérieure, créée et soutenue par les occidentaux, ne parvenant ni à s'entendre ni à s'organiser, de nombreux opposants déposent les armes depuis quelques semaines, conscients que l'islam prôné par les rebelles n'est pas celui qu'ils souhaitent pour leur pays et ne veulent plus être associés à ces extrémistes.

D'autant plus qu'il existe maintenant une quinzaine de partis politiques qui proposent des programmes inspirés par la démocratie et les libertés fondamentales, et qu'un ministère de la réconciliation nationale sous l'égide duquel un dialogue constructif s'est installé est à l'œuvre depuis plus d'un an.

Le caractère international de la crise syrienne est renforcé par les soutiens extérieurs de Damas, Russie et Chine ayant clairement signifié qu'elles n'accepteraient pas un changement de régime provoqué en Syrie, jugeant que le nouvel ordre mondial multi polarisé imposait la fin de ces affrontements par une solution négociée entre les grandes puissances. Après avoir cru possible une chute rapide du régime, l'Amérique en a convenu depuis peu et nous nous dirigeons désormais vers cette issue pacifique.

Il faut enfin que cesse la désinformation propagée par les médias d'un tyran sanguinaire qui prendrait plaisir à tirer sur son peuple, et même à employer les armes chimiques, pour aller plus vite ou plus loin dans son œuvre. La vérité est que le régime se défend contre un complot international visant à le renverser et qu'il combat des forces militaires commettant des exactions souvent insoutenables, avec l'appui de la majorité de son peuple, toutes confessions et ethnies confondues.

La « *paix des braves* » a été déjà proposée aux rebelles syriens et, comme je viens de le dire a été acceptée par certains ; mais reste à régler le sort des milliers de combattants islamistes étrangers qui pourraient transporter ailleurs dans le monde leur soif de sang et de massacres odieux, au nom d'un dévoiement pervers des principes de l'Islam, alimentant dramatiquement les haines pour la noble religion des fidèles du Coran.

**Un article AFP le 22 juin 2013**

**Espionnage: Snowden lance des accusations contre le Royaume-Uni (23.06)**

Les services britanniques de renseignement ont un accès à des câbles à fibres optiques qui en font un acteur majeur dans la surveillance des communications mondiales, selon des documents dévoilés par Edward Snowden au Guardian qui ont indigné les défenseurs des libertés individuelles.

Selon l'ex-consultant, inculpé pour espionnage aux Etats-Unis pour avoir divulgué des programmes américains de surveillance des communications, ce phénomène n'est *"pas juste un problème américain"*.

*"Le Royaume-Uni joue un rôle majeur"*, a déclaré Snowden, cité samedi par le Guardian. *"Ils sont pires que les Américains"*, ajoute-t-il même à propos du Quartier général des communications du gouvernement (GCHQ), service britannique des écoutes.

Le GCHQ a quant à lui assuré respecter *"scrupuleusement"* la loi. *"Nous ne faisons pas de commentaires sur les questions touchant au renseignement. Nos agences de renseignement continuent à agir en respectant un strict cadre légal"*, a déclaré une porte-parole de l'agence britannique, basée à Cheltenham (centre).

Selon le journal britannique, GCHQ a obtenu un accès aux câbles transatlantiques à fibres optiques qui permettent le trafic internet et les appels téléphoniques, par des *"accords secrets"* avec des entreprises privées, et partage les données ainsi rassemblées avec l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA).

Les données récupérées peuvent être stockées pendant une période allant jusqu'à 30 jours par l'agence britannique à des fins d'analyse, dans le cadre d'une opération portant le nom de code *"Tempora"*, qui a commencé il y a 18 mois, rapporte le journal.

Le directeur de la commission parlementaire britannique chargée du renseignement et de la sécurité, Malcolm Rifkind, a indiqué s'attendre à avoir une réponse de la part de GCHQ sur cette affaire dans les prochains jours.

*"La question cruciale n'est pas tant de savoir quelle quantité de données (GCHQ) peut en théorie collecter mais ce à quoi il peut avoir accès, s'il s'agit d'une intrusion dans la vie privée des citoyens"*, a-t-il résumé sur la BBC, ajoutant que la commission pouvait décider le cas échéant d'entendre directement le directeur de GCHQ et de se pencher sur *"tout document permettant de tirer au clair la situation"*.

L'opposition travailliste a estimé que les informations du Guardian soulignaient *"l'urgence et l'importance du travail sur cette question de la commission sur le renseignement et la sécurité"*, tandis que les militants pour la protection de la vie privée ont exprimé leur inquiétude.

*"Si GCHQ a intercepté un grand nombre de communications de personnes innocentes dans le cadre d'une opération de large envergure, je vois mal comment cela peut coller avec la procédure qui prévoit une autorisation (gouvernementale) pour chaque interception de communication individuelle"*, a déclaré le directeur de l'association Big Brother Watch, Nick Pickes.

*"Cette question doit de façon urgente être abordée au Parlement"*, a-t-il dit.

Shami Chakrabarti, directrice de Liberty, autre association de protection des libertés individuelles, s'est dit *"choquée mais pas surprise"* des informations du Guardian et accusé GCHQ d'avoir *"une interprétation très généreuse de la loi"*. *"Ils exploitent le fait que l'internet est international par nature"*, a-t-elle estimé sur la BBC.

Selon le Guardian, les données obtenues incluent des enregistrements de conversations téléphoniques, le contenu de courriels, de messages sur Facebook, l'historique de l'activité en ligne d'un internaute.

Les documents consultés par le Guardian montrent qu'en 2012, l'agence britannique avait accès à plus de 200 câbles à fibres optiques et pouvait traiter 600 millions de communications téléphoniques chaque jour.

Les deux principales composantes du programme de surveillance de GCHQ sont "*Maîtriser l'internet*" ("*Mastering the Internet*") et "*Exploitation des télécommunications mondiales*" ("*Global Telecoms Exploitation*") et sont, indique le Guardian, menées sans "*que le public en ait eu la moindre connaissance ou qu'il y ait eu le moindre débat*".

**Un complément sur la Chine : Espionnage: Snowden affirme que les USA piratent les SMS chinois - L'Expansion.com 22.06**

L'homme qui a alerté l'opinion publique sur le programme d'espionnage PRISM accuse maintenant les Etats-Unis de pirater les réseaux mobiles chinois pour avoir accès aux messages échangés par SMS.

Le gouvernement américain pirate les compagnies de téléphones portables chinoises pour recueillir des millions de SMS, a affirmé Edward Snowden, l'ex-agent de la CIA, dans un article publié samedi par le quotidien de Hong Kong South China Morning Post.

"*La NSA fait des tas de choses comme pirater des compagnies de téléphones portables chinoises pour voler tous vos SMS*", a déclaré l'ancien technicien de la CIA dans un extrait d'une interview datant du 12 juin publié samedi dans un article sur le site web du South China Morning Post. M. Snowden "*affirme avoir des preuves sur ce qu'il avance*", selon le quotidien, qui ne cite aucun document allant dans ce sens.

Selon des statistiques officielles citées par le journal, les Chinois ont échangé près de 900 milliards de SMS en 2012, soit 2,1% de plus qu'en 2011.

L'article ne divulgue pas comment le piratage présumé a eu lieu, mais il indique que les experts chinois de la cybersécurité se sont inquiétés depuis longtemps déjà d'attaques "*clandestines*" menées avec des équipements étrangers.



**Un article Atlantico.fr du 23 juin 2013**

**Rupture de tendance : l'espérance de vie en bonne santé diminue pour la première fois. Dans quel état vivons-nous la grande vieillesse ? (24.06)**

Avec l'augmentation de l'espérance de vie, le temps passé en situation de dépendance s'allonge également. Une réalité qui oblige les pouvoirs publics à s'organiser en conséquence, alors que l'argent manque.

**Atlantico : L'espérance de vie sans incapacité (EVSI), c'est-à-dire la part de l'existence passée sans problème de santé majeur, aurait baissé. Une femme qui naît aujourd'hui devrait par exemple passer en moyenne 22 ans avec des incapacités, contre 15 si elle est née en 2004. Plus les années avancent, plus la "vraie vie" (dont on profite pleinement) diminue-t-elle effectivement ? Pourquoi ?**

(Le docteur Christophe de Jaeger est médecin-gériatre, directeur de l'Institut de Jaeger (Paris), professeur de physiologie médicale et titulaire de la première chaire européenne de la longévité à l'Université des sciences appliquées de Belgique.)

Frédéric de Jaeger : En réalité, on est en train de lever le voile sur une information que l'on a déjà depuis longtemps mais qui n'arrive pas à percer dans le grand public. On sait que l'on est en train d'atteindre une sorte de sommet en termes d'espérance de vie. On est habitué depuis des dizaines d'années à entendre que l'espérance de vie augmente. C'est une bonne nouvelle en soi. Mais il faut reconnaître que cette espérance de vie est acquise passivement : personne n'a d'aptitude active pour l'augmenter. Cela est lié au fait que l'on traite mieux les maladies aujourd'hui, ce qui permet aux gens de survivre plus longtemps.

Il est une deuxième notion que l'on nous cache jusqu'à présent, à savoir l'espérance de vie en bonne santé. Elle est fondamentale, car si on peut vivre plus longtemps, ça n'a d'intérêt que si on peut en faire quelque chose. Quand je parle de grande longévité, on me rétorque souvent que si c'est pour vivre comme Jeanne Calment, ce n'est pas la peine, car cela signifie être sourd, aveugle et en fauteuil roulant. Or cette espérance de vie en bonne santé ne diminue pas depuis aujourd'hui mais depuis 2007. C'est un vrai problème psychologique : pourquoi n'en avons-nous pas parlé plus tôt ? J'ai essayé, mais le message était trop négatif pour être entendu. Pourtant c'est la réalité : On vit plus longtemps certes, mais sous la dépendance de la médecine.

En termes de charges sociales, ce sont les dernières années de vie (et tout particulièrement les deux dernières) qui coûtent le plus cher à la nation. De nombreux problèmes sont posés, et les résoudre n'a rien d'évident. Selon les chiffres de 2010, un jeune Américain qui naît aujourd'hui a une espérance de vie plus faible que son père, à cause principalement des maladies métaboliques. Cela montre bien que l'on ne peut pas espérer passivement voir son espérance de vie augmenter régulièrement tous les deux mois. Ça ne marche plus comme ça.

**Sur le plan sociologique, constate-t-on des inégalités ? Certains groupes de personnes sont-ils plus défavorisés que d'autres ?**

On remarque qu'entre hommes et femmes les différences diminuent de manière constante. On retrouve toujours les mêmes groupes socio-économiques. Toute personne avec un travail pénible aura une durée d'incapacité plus grande. La réflexion sur la retraite et la pénibilité n'est d'ailleurs pas du tout stupide, le problème étant de savoir ce qu'est un travail pénible, pour qui il l'est, etc. Ce débat n'est toujours pas abordé avec la gravité qui s'impose pourtant, car le nombre de personnes en situation d'incapacité va augmenter de façon de plus en plus importante, et va coûter une fortune à nos systèmes sociaux.

**Nous dirigeons-nous vers une "société impotente" ? Notre système de santé publique y est-il préparé, ou doit-il subir de profondes mutations pour affronter l'avenir ?**

On arrive à une situation légèrement perverse, car la situation d'emploi est difficile. On entend ici et là des voix qui nous disent que dans le cadre des services à la personne, on va assister à une explosion des besoins. La solution consisterait donc à diriger les demandeurs d'emploi dans ce domaine-là. C'est vrai dans une certaine mesure car de plus en plus de gens seront sauvés par la médecine, qui fait bien son travail en la matière. La contrepartie de cela, ce sont des coûts humains et financiers, car il faudra payer de plus en



plus de gens pour aider les autres. Notre société n'est pas préparée à y faire face. Les maisons de retraite sont saturées, les coûts sont considérables, et ce sont l'État et les collectivités qui payent. Ce problème socioéconomique va devenir de plus en plus prégnant et incontournable.

**Quelles mutations cela implique-t-il ? Va-t-on assister à un boom des maisons de retraite, et faudra-t-il organiser de vastes campagnes de recrutement d'auxiliaires de vie sociale ?**

En effet, mais ce ne n'est pas une façon positive d'orienter une société. Il est tout à fait moral et logique de s'occuper des gens dans le besoin, mais ce n'est pas une création positive d'emploi. Ce n'est pas comme si on créait des emplois pour faire des médicaments rendant les gens de nouveaux valides, ou réaliser des percées technologiques.

Je ne suis pas certain que les pouvoirs publics ont conscience de l'énorme problème qui est devant nous. Au niveau du ministère de la Santé, des syndicats, des hôpitaux... tout le monde est conscient que cela va être de plus en plus difficile, mais la réponse est toujours la même : *"il n'y a pas d'argent"*.

Tant que l'on restait dans l'optique de l'augmentation de l'espérance de vie, on était dans une situation de progrès psychologiquement positive. Mais le fait de se dire qu'une partie de cette augmentation réside dans la dépendance est très négatif. C'est un problème, au sens où on a besoin de voir le bon côté des choses.

**Existe-t-il un dilemme moral par rapport à cette situation créée par l'homme à des fins positives, mais qui aujourd'hui le handicape financièrement et structurellement ?**

La médecine ne peut pas répondre à cette question, car elle se doit faire le maximum de progrès pour diagnostiquer, traiter et maintenir dans la meilleure forme le plus longtemps possible. Se pose ensuite le problème pour la société, qui est presque d'ordre politique. En Grande-Bretagne par exemple, passé un certain âge l'accès aux soins est beaucoup plus difficile ; certaines technologies médicales ne sont pas ouvertes à tout le monde. Jusqu'où faut-il aller dans les soins ? Jusqu'où faut-il pousser les soins ? Faut-il laisser mourir certaines personnes ? Mais un médecin ne peut pas entrer dans cette logique-là.

A terme, une situation perverse se crée tout de même, dans la mesure où l'on a de plus en plus de malades, et qu'il faut que la société les assume. Ou bien la société doit décider de changer la règle du jeu en répondant à la question suivante : le coût de la dépendance devient-il un luxe pour une société qui va mal ? Mais encore une fois, ce n'est pas un débat de médecin. C'est à nous de prendre en charge la qualité de notre vieillissement et de mettre un maximum de chances de notre côté pour le faire le mieux possible. Nous devons nous responsabiliser par rapport à notre propre vieillissement.

Commentaire.

Faut-il en avoir les moyens !

Commentaire d'un internaute.

- "Dire que les maisons de retraite sont à la charge exclusive de l'Etat et des collectivités est faux. Demandez aux familles ce qu'elles en pensent! Dire que l'âge de la personne n'est pas pris en compte dans les thérapies proposées est aussi faux. Cela se fait mais n'est pas dit.

L'Etat, comme d 'habitude agit hypocritement. En diminuant le nombre de médecins, il diminue l'accès aux soins et donc la prise en charge. Plus les délais s'allongent pour obtenir une consultation, plus les risques s'accroissent.

L'Etat ne veut pas voir ce qui le dérange mais il est le premier à dénoncer toute maltraitance ou toute négligence envers une personne âgée.

Il ouvre grand son parapluie, au nom du principe de précaution (voir vaccins H1N1) mais n'a pas la décence de reconnaître qu'au nom de ce principe, il oblige souvent les médecins à avoir recours à de nombreux examens pour se couvrir.

Alors oui, son espoir est que les personnes âgées meurent au plus vite, alors non, jamais il n'en conviendra et se dira outragé par une telle affirmation.

Demandez aux technocrates du ministère, ce qu'ils en pensent? Avant les personnes âgées étaient prises en charge par les familles."

Mais mon cher monsieur, la famille n'existe plus ou elle est programmée pour disparaître, apparemment vous avez raté la dernière campagne de propagande des réactionnaires en la matière, vous voyez de quoi je veux parler, oui, elle en faisait partie.

Un article lemonde.fr du 25 juin 2013

### Aux Etats-Unis, une cybersurveillance digne d'un Etat policier. (26.06)

**Il n'y a jamais eu, à mes yeux, dans l'histoire américaine, de fuite plus importante que la divulgation par Edward Snowden des programmes secrets de l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA). L'alerte qu'il a lancée permet de prendre la mesure d'un pan entier de ce qui se ramène à un "coup d'Etat de l'exécutif" contre la Constitution américaine.**

Depuis le 11-Septembre, le Bill of Rights, cette Déclaration des droits pour laquelle cette nation combattit il y a plus de deux cents ans, a été l'objet, dans un premier temps secrètement, ensuite de plus en plus ouvertement, d'une révocation de fait. Les quatrième et cinquième amendements de la Constitution, qui protégeaient les citoyens d'une intrusion injustifiée du gouvernement dans leurs vies privées, ont été pratiquement suspendus.

Le gouvernement affirme qu'il peut se prévaloir d'un mandat de justice en vertu du FISA, du Foreign Intelligence Surveillance Act (loi de 1978 portant sur les procédures de surveillance physique et électronique et l'activité de renseignement à l'étranger). Mais ce mandat est d'une si grande portée qu'il est inconstitutionnel. Il est de plus délivré par une juridiction secrète, à l'abri de toute supervision efficace, et qui fait preuve d'une déférence presque totale face aux demandes de l'exécutif.

Affirmer, comme le fait le président, qu'il y a eu une supervision juridique n'a pas de sens. Le fait que les dirigeants du Congrès aient été informés sur cette question et aient approuvé tout cela, sans aucun débat public ni auditions, montre l'état misérable, dans ce pays, du système des contre-pouvoirs.

A l'évidence, les Etats-Unis ne sont pas aujourd'hui un Etat policier. Mais, au regard de l'ampleur de cette invasion de la sphère privée, nous avons là l'infrastructure électronique et législative d'un tel Etat. Si une guerre devait éclater et conduire à l'apparition d'un mouvement pacifiste de très grande ampleur ou si nous devons être la cible d'une nouvelle attaque d'une gravité similaire à celle du 11-Septembre, je ne donne pas cher de l'avenir de notre démocratie. Ces pouvoirs sont extrêmement dangereux.

Il existe de nombreuses raisons justifiant légitimement le secret, en particulier pour tout ce qui relève de l'écoute des communications transitant par les ondes. C'est pourquoi Bradley Manning, l'auteur des fuites révélées par WikiLeaks, et moi-même – qui avions accès à de telles sources de renseignement parce que nous étions accrédités pour un niveau plus élevé encore que celui du top secret – avons choisi de ne divulguer aucune information ainsi classifiée. Et c'est pourquoi Edward Snowden s'est engagé à ne pas divulguer la plus grande partie de ce qu'il aurait pu révéler.

Mais, ce qui n'est pas légitime, c'est d'utiliser un système axé sur le secret pour dissimuler des programmes qui, de façon flagrante, sont anticonstitutionnels par leur ampleur et par les potentialités d'abus qu'ils recèlent. Ni le président ni le Congrès ne pourraient à eux seuls tirer un trait sur le quatrième amendement, portant sur le droit des citoyens d'être garantis dans leurs personnes, domiciles, papiers et effets, contre les perquisitions et saisies non motivées. C'est pourquoi ce qu'Edward Snowden a révélé jusqu'ici était tenu au secret, dissimulé au peuple américain.

En 1975, le sénateur Frank Church parla de l'Agence de sécurité américaine en ces termes : *"Je sais qu'il y a là tout ce qu'il faut pour faire de l'Amérique une tyrannie accomplie, et nous devons veiller à ce que cette agence et toutes les agences qui disposent de cette technologie opèrent dans le cadre de la loi, et sous une supervision appropriée, de sorte que nous ne sombrions jamais dans ces ténèbres. Ce sont des ténèbres d'où l'on ne revient pas."*

La perspective funeste qu'il discernait était que la force de frappe grandissante des renseignements américains – qui est aujourd'hui incomparablement plus puissante que tout ce qui existait à leur époque prénumérique – "puisse à tout moment être retournée contre le peuple américain, et qu'aucun Américain ne sache plus ce qu'est la vie privée".

Cela est désormais arrivé. C'est ce qu'Edward Snowden a démontré, documents officiels secrets à l'appui. La NSA, la police fédérale (FBI) et l'Agence centrale de renseignement (CIA) disposent, avec la nouvelle

technologie digitale, de pouvoirs de surveillance sur nos propres citoyens dont la Stasi (la police secrète de la disparue République démocratique allemande) n'aurait guère pu rêver. Edward Snowden révèle que ladite communauté du renseignement est devenue the United Stasi of America.

Nous nous retrouvons donc plongés dans les ténèbres que craignait tant le sénateur Church. Il nous faut désormais nous demander si ce dernier eut raison ou tort de dire qu'il s'agit de ténèbres d'où l'on ne revient pas, et si cela signifie qu'une démocratie effective deviendra impossible.

Il y a peu, j'aurais trouvé difficile de rétorquer quoi que ce soit à des réponses pessimistes à ces questions. Mais devant la manière qu'a Edward Snowden de mettre sa vie en jeu pour que ces informations soient connues de tous, et parce qu'il pourrait de cette façon inciter très possiblement d'autres personnes ayant le même savoir, la même conscience, et le même patriotisme, à faire preuve d'un courage civique comparable – dans l'opinion publique, au Congrès et au sein de l'exécutif lui-même –, je vois une possibilité inespérée de traverser ces ténèbres et d'en réchapper.

Une pression exercée sur le Congrès par une opinion informée afin que soit créée une commission d'enquête parlementaire au sujet des révélations d'Edward Snowden et, je l'espère, d'autres restant à venir, pourrait nous conduire à placer la NSA et les autres agences de renseignement sous un véritable contrôle, et pourrait nous amener à restaurer les protections de la Déclaration des droits.

Edward Snowden a agi comme il l'a fait, parce qu'il a reconnu les programmes de surveillance de la NSA pour ce qu'ils sont : une activité dangereuse et anticonstitutionnelle. Cette invasion massive de la sphère privée des Américains et des citoyens étrangers ne contribue en rien à notre sécurité. Elle met en danger les libertés mêmes que nous tentons de protéger.

(Traduit de l'anglais par Frédéric Joly)

Daniel Ellsberg (Ancien haut fonctionnaire américain)

Il est à l'origine de la fuite, en 1971, des Pentagon Papers, qui révélèrent la duplicité des autorités américaines lors de la guerre du Vietnam.

## Un article AFP du 25 juin 2013

### Etats-Unis: la Cour suprême invalide un monument de la lutte des droits civiques. (26.06)

La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé mardi un monument de la lutte des droits civiques, une loi électorale mise en place pour empêcher toute discrimination raciale dans les Etats au passé ségrégationniste.

Objet de toute l'attention des mouvements de défense des minorités, la loi sur les droits électoraux, née après la grande marche des droits civiques de 1965, a été décrétée surannée par les cinq juges conservateurs de la haute Cour.

Cette décision a déclenché un tonnerre de condamnations chez les organisations des droits de l'homme, les élus démocrates et le président Barack Obama, qui l'avait défendue bec et ongles jusqu'au bout.

*"La décision d'aujourd'hui (...) remet en cause des décennies de bonnes pratiques qui permettent de s'assurer que le vote est juste, tout particulièrement dans des régions où la discrimination a été historiquement très présente",* a déclaré le premier président afro-américain des Etats-Unis.

La haute Cour a annulé *"une pierre angulaire de notre législation sur les droits civiques"*, a renchéri son ministre de la Justice Eric Holder, également afro-américain, parlant de *"revers grave pour les droits de vote qui a le potentiel d'affecter négativement des millions d'Américains"*.

La plus haute juridiction du pays, à majorité conservatrice, a jugé en partie anticonstitutionnelle cette loi fédérale, vieille de près de 50 ans, qui protégeait les droits de vote des minorités face aux risques de résurgences de discrimination raciale.

Le texte, que le Congrès avait renouvelé pour 25 ans en 2006, soumet, dans sa section 5, neuf Etats, principalement ceux du Sud du pays connus pour leur passé ségrégationniste, à un blanc-seing de Washington pour toute réforme de leur code électoral. C'est ainsi que récemment le Texas a vu tour à tour retoqués, sur des soupçons de discrimination vis-à-vis des minorités, son redécoupage électoral et sa loi exigeant des électeurs qu'ils présente une carte d'identité pour voter.

Mais mardi, dans une décision très marquée politiquement, la haute Cour a estimé que la méthode utilisée pour déterminer la zone où s'applique cette loi --les neuf Etats sélectionnés pour leur propension au racisme et des comtés de sept autres Etats-- était surannée.

*"La section 4 de la loi sur les droits électoraux est anticonstitutionnelle à la lumière des circonstances actuelles"*, a tranché le président de la Cour, John Roberts, au nom de la majorité, en la soumettant au Congrès pour qu'il la remette au goût du jour et redessine la carte de la discrimination aujourd'hui.

La haute Cour confirme cependant le reste de la loi, en particulier sa section 5, en concluant que *"l'exercice inhabituel du pouvoir fédéral"* peut être justifié dans des *"conditions exceptionnelles"*.

Mais *"aujourd'hui, le pays n'est plus divisé comme il l'était en 1965"* et *"près de 50 ans ont passé, les choses ont énormément changé"*, peut-on lire dans la décision.

Ce n'est pas l'avis des quatre juges progressistes qui rappellent que le Congrès, en 2006, avait jugé que *"40 ans n'étaient pas suffisants pour éliminer tous les vestiges de la discrimination, après près de 100 ans de mépris du 15e amendement"*.

*"La Cour suprême a planté un poignard dans le coeur de la loi sur les droits de vote"*, a lancé à l'AFP John Lewis, un Représentant afro-américain de Géorgie.

*"Il ne faut pas s'y tromper"*, a renchéri le sénateur démocrate Charles Schumer, la haute Cour emprunte *"une porte dérobée pour étripier la loi"* alors que les républicains détiennent la majorité à la Chambre des représentants.

Après un mutisme remarqué, le camp républicain s'est félicité de cette décision qualifiée d'*"énorme progrès pour l'égalité dans les urnes"*, selon le sénateur texan Ted Cruz.

*"C'est une claire victoire pour le fédéralisme et les Etats"*, s'est réjoui Rick Perry, le gouverneur du Texas. Même son de cloche pour le ministre de la Justice de Caroline du Sud Alan Wilson, qui considère la loi comme *"une extraordinaire intrusion dans la souveraineté de certains Etats"*.

*"Quand vous allez au Tennessee, en Géorgie, en Caroline du Nord, les gens ne sont pas privés du droit de vote à cause de la couleur de peau"*, a renchéri le sénateur Jeff Sessions d'Alabama, où se trouve le comté de Shelby qui a porté l'affaire devant la haute Cour.

Commentaire.

Cela se justifierait si le racisme avait disparu aux Etats-Unis, or dans certains Etats il est toujours omniprésent. Le sénateur Jeff Sessions d'Alabama peut vanter l'égalité devant le droit de vote, maintenant qu'il ne sert absolument plus à rien aux Etats-Unis, la classe ouvrière ne disposant même plus de partis ouvriers ou de représentation politique...

Un article [libération.fr](http://liberation.fr) le 26 juin 2013

### Un coup de canif dans la prévention des risques au travail ? (29.06)

En pleine crise économique, le gouvernement s'apprête à rogner dans le budget de prévention des risques au travail. Une bien mauvaise idée, selon Marc Benoit, délégué syndical CGT à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). *«Ce n'est vraiment pas le moment : les conditions de travail se dégradent brutalement. On assiste à une envolée des troubles musculo-squelettiques, les risques psychosociaux touchent aussi beaucoup de monde.»* Entre 2014 et 2018, Bercy veut réduire de 15% les budgets et de 10% les effectifs des services de prévention régionaux (les Carsat) et de l'INRS, la principale instance nationale dédiée à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (AT/MP).

Les 630 employés de l'INRS sont particulièrement menacés. La masse salariale représente en effet 85% du budget de l'institut. 60 à 80 personnes seraient concernées, par le biais du non-remplacement des départs en retraite. *«Une partie de nos activités va disparaître, estime Marc Benoit. Nos salariés sont très spécialisés. Si un formateur en risques machines s'en va, il partira avec sa spécialité.»* L'intersyndicale de l'INRS devait rencontrer ce mercredi les services du ministère du Budget. *«On va essayer de leur faire comprendre qu'on ne peut pas fonctionner à -10%»,* explique Antoine Bondeelle, délégué CFDT à Paris.

#### Sous-évaluation des risques psychosociaux

Le syndicaliste doute de la pertinence de telles économies, alors que le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient de recommander d'accorder une plus grande place à la prévention. *«Des études montrent que quand on investit un euro dans la prévention, on en gagne deux dans la qualité et les délais.»* Antoine Bondeelle craint également une recrudescence des accidents du travail et des maladies professionnelles. Autant de phénomènes qui, in fine, pèsent sur les comptes de la sécurité sociale. *«Un gars qui n'est pas protégé sur un chantier pourra développer plus tard une pathologie pulmonaire. C'est alors l'assurance maladie qui paiera derrière.»*

Marc Benoit l'assure : en n'investissant pas dans la prévention, on creuse irrémédiablement le déficit de la branche maladie de la sécurité sociale. Les cotisations sociales d'une entreprise pour la branche AT/MP sont en effet conditionnées à un travail préalable de recherche : *«Beaucoup de maladies professionnelles ne sont pas reconnues comme telles, et sont donc compensées par la branche maladie. Notre travail, c'est de développer de nouveaux tableaux des risques professionnels.»*

Les risques psychosociaux, par exemple, sont largement sous-évalués. En 2010, la branche AT/MP n'a reconnu que 72 dépressions liées au travail pour les 16 millions de salariés du régime général. *«Il y a clairement une sous-déclaration, assure Marc Benoit. L'INVS évalue à 2% le nombre de salariés qui souffrent psychiquement au travail.»* Dans un communiqué, la CGT s'agace : *«Le maintien de cette décision du ministère du Budget reviendrait pour ce gouvernement à renoncer à s'attaquer à l'injustice de la non-reconnaissance des AT/MP et à renoncer à présenter enfin la facture au patronat pour réduire le déficit de la branche maladie.»*

Un article [dessousdebruxelles.ellynn.fr](http://dessousdebruxelles.ellynn.fr) du 28 juin 2013

### Plans de sauvetage de la Grèce : 77 % des fonds sont allés à la finance (29.06)

Une étude d'Attac montre que les « *plans de sauvetage* » mis en œuvre par les institutions de l'Union européenne et les gouvernements européens sauvent les banques, pas la population.

Depuis mars 2010, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) ont attribué 23 tranches de financement au prétendu « *sauvetage de la Grèce* », pour un total de 206,9 milliards d'Euros. Ils n'ont cependant fourni presque aucune précision sur l'utilisation exacte de ces énormes sommes, provenant de fonds publics. C'est pourquoi Attac Autriche a entrepris une étude sur cette question : au moins 77% de l'argent du plan de sauvetage ont bénéficié directement ou indirectement au secteur de la finance.

21 juin

Les résultats en détails :

58,2 milliards d'Euros (28,13%)

Ils ont servi à recapitaliser les banques grecques —au lieu de restructurer ce secteur trop grand et moribond de manière durable et de laisser les propriétaires des banques payer pour leurs pertes.

101,331 milliards d'Euros (48,98%) sont allés aux créanciers de l'État grec. Parmi lesquels 55,44 milliards d'Euros ont été utilisés pour rembourser des bons du Trésor arrivés à échéance —au lieu de laisser les créanciers assumer le risque pour lequel ils avaient préalablement perçu des intérêts. 34,6 autres milliards d'Euros ont servi de prime d'incitation pour obtenir l'accord des créanciers sur le prétendu « *allègement*[1] » en mars 2012. 11,3 milliards d'Euros ont été affectés au rachat de la dette en décembre 2012, lorsque l'État grec a racheté des bons presque sans valeur à ses créanciers.

43,7 milliards d'Euros (22,46%) ont alimenté le budget de l'État ou n'ont pu être clairement affectés.

0,9 milliard d'Euros (0,43%) ont constitué la contribution de la Grèce au financement du nouveau fonds de sauvetage, le MES.

Sources : [www.attac.at/uploads/mediaba...](http://www.attac.at/uploads/mediaba...)

« *Le but des élites politiques n'est pas de secourir la population grecque mais de sauver le secteur financier* » conclut Lisa Mittendrein d'Attac. « *Ils ont utilisé des centaines de milliards d'argent public pour sauver les banques et autres acteurs financiers —en particulier leurs propriétaires— de la crise qu'ils ont provoquée.* »

Les élites politiques ont trompé le public en affirmant prendre des « *mesures de sauvetage* ». Les résultats du rapport d'Attac Autriche réfutent les affirmations publiques des institutions et chefs d'Etat européens, selon lesquelles c'est la population grecque qui a bénéficié desdits « *plans de sauvetage* ». C'est plutôt elle qui paie pour sauver les banques et les créanciers en subissant une brutale course à l'austérité, ainsi que les catastrophiques conséquences sociales que l'on sait.

Des milliardaires et des fonds spéculatifs bénéficiaires des « *sauvetages* »

Parmi ceux qui ont bien été sauvés, on compte le clan multimilliardaire Latsis, l'une des plus riches familles grecque, qui détient en grande partie l'Eurobank Ergasias sauvée par l'État (1). Des spéculateurs en ont aussi profité : lors du rachat de la dette en décembre 2012, le fonds spéculatif Third Point a empoché 500 millions d'Euros grâce aux fonds publics européens (2). « *Quand Barroso, le président de la Commission européenne, a qualifié le prétendu plan de sauvetage de la Grèce d'acte de solidarité (3), la question est : solidarité avec qui ?* », note Dominique Plihon, porte-parole d'Attac France.

34,6 milliards d'Euros supplémentaires en paiements d'intérêts



43,6 milliards d'Euros tout au plus (22,46%) desdites « *enveloppes de sauvetage* » ont été affectés au budget de l'État. Il faut cependant comparer ce montant à celui d'autres dépenses de l'État au cours de la même période, qui n'ont pas bénéficié à toute la population : plus de 34,6 milliards d'Euros ont encore été versés aux créanciers en paiement d'intérêts sur des bons du Trésor en attente (du 2e trimestre 2010 au 4e trimestre 2012 (4)). En outre, l'État grec a affecté une autre enveloppe de 10,2 milliards d'Euros au budget de la défense (2010 et 2011 (5)). Selon certains initiés, Berlin et Paris auraient pressé la Grèce de ne pas réduire ses dépenses militaires parce que cela aurait porté préjudice aux fabricants d'armes allemands et français (6).

Ce n'est pas le premier renflouement des banques

« *L'étude de nos amis d'Attac Autriche prouve que le prétendu sauvetage de la Grèce s'avère être un autre renflouement des banques et des riches particuliers* » affirme Dominique Plihon. Les banques européennes ont déjà reçu 670 milliards d'Euros de soutien direct de la part de l'État (hors garanties) depuis 2008 (7). Pourtant le secteur financier reste instable en Grèce comme dans toute l'Europe. Ce que démontre une fois encore le récent versement de deux tranches supplémentaires destinées aux recapitalisations des banques pour 23,2 milliards d'Euros depuis décembre 2012.

Les élites politiques échouent à mettre en œuvre les régulations nécessaires...

Les coupes de l'État grec ont frappé si fort les banques locales que l'État est contraint à s'endetter à nouveau pour voler à leur secours avec un renflouement d'un milliard d'Euros. « *Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis le krach financier, les politiques européens n'ont pas réussi à réglementer les marchés financiers et à adopter un régime de faillite des banques. Aussi les contribuables sont-ils toujours contraints de venir en aide en cas de pertes, tandis que les propriétaires des banques s'en tirent en toute impunité. Les gouvernements doivent cesser de donner de telles opportunités de chantage au secteur de la finance* » critique Dominique Plihon.

... et volent au secours du secteur bancaire grec corrompu

Ce qui est encore pire, c'est que les milliards du plan de sauvetage vont aux banques grecques, même si certaines d'entre elles ont recours à des méthodes douteuses pour remplir les conditions officielles d'éligibilité. En 2012, un rapport de Reuters a révélé les pratiques scandaleuses des banques utilisant un système de Ponzi basé sur des sociétés offshore pour donner un coup de pouce à des prêts non garantis de l'une à l'autre. Elles ont procédé de la sorte pour sembler être encore en mesure d'attirer des capitaux privés et répondre ainsi aux critères de recapitalisation par l'État (8). « *Alors que les élites politiques grecques et européennes exigent le sang et les larmes du peuple grec, elles ferment les yeux sur les accords secrets entre les oligarques financiers, qui sont en fait les principaux bénéficiaires de l'argent du sauvetage accordé à la Grèce* », confirme l'économiste Marica Frangakis, membre de l'Institut Nicos Poulantzas d'Athènes et membre fondatrice d'Attac Grèce.

La manipulation opaque des fonds publics

« *Nos résultats révèlent que, depuis 2008, le principal objectif de la politique de gestion de la crise de nos gouvernements est de sauver les fortunes des plus riches. Les élites politiques acceptent un énorme taux de chômage, la pauvreté et la misère pour sauver un secteur financier incurable. Le gouvernement autrichien a, lui aussi, participé à cette ligne de conduite inhumaine pendant des années* », ajoute Plihon. Il est d'ailleurs inquiétant de constater que les responsables de la Troïka et du FESF rendent à peine compte de leur gestion des fonds publics. « *C'est un scandale que la Commission européenne publie des centaines de pages de rapport mais ne parvienne pas à préciser où l'argent est exactement allé* », explique Mittendrein. « *Nous appelons les responsables à imposer une réelle transparence et à indiquer à qui profitent véritablement les paiements.* »

Le changement radical de politique se fait attendre

Un changement de cap radical se fait attendre dans la politique européenne de gestion de la crise. « *Nos gouvernements volent au secours des banques européennes et des riches à coups de milliards et de milliards de fonds publics tout en racontant à leurs électeurs que l'argent est versé à la population grecque. Cela doit cesser* », revendiquent Mittendrein et Frangakis. Les banques « *too big to fail*[2] » doivent être

divisées et remises au service de l'intérêt public plutôt qu'à celui des profits privés. Les créanciers et les riches doivent payer leur part des coûts de la crise, tandis que le secteur financier doit être sévèrement réglementé. « Après les ravages de trois années d'austérité imposée, la Grèce a besoin de véritables mesures de secours qui parviennent réellement à l'ensemble de la population », conclut Plihon.

D'autres détails qui interpellent...

En outre, l'enquête menée par Attac Autriche a mis en lumière plusieurs points qui interpellent dans le prétendu « *plan de sauvetage de la Grèce* » :

À plusieurs reprises, l'UE et le FMI sont revenus sur leurs déclarations et ont suspendu les versements promis pendant des semaines voire des mois pour faire pression sur la démocratie grecque : à l'automne 2011 pour empêcher la tenue d'un référendum sur la politique d'austérité ; en mai-juin 2012 pour augmenter les chances des partis amis de la Troïka lors des élections législatives. En suspendant les fonds promis, la Troïka contraint le gouvernement grec à émettre des obligations à court terme pour éviter la faillite imminente. Ces « *bons du Trésor* », arrivant à échéance en quelques semaines ou quelques mois, revêtent un taux d'intérêt plus élevé, ce qui augmente de fait la dette publique grecque. Une preuve de plus que la réduction de la dette n'est pas la principale préoccupation de la Troïka mais plutôt un prétexte pour poursuivre la destruction de l'État providence et des droits des travailleurs.

Une tranche d'1 milliard d'Euros versée en juin 2012 a essentiellement servi à financer la contribution obligatoire de la Grèce au remplaçant du FESF, le MES. Le FESF a ainsi financé son propre successeur — certes pas directement mais en accroissant la dette du gouvernement grec.

Klaus Regling, directeur général du FESF et du MES, a fait de nombreux allers-retours entre la politique et le monde de la finance au cours de sa carrière. Avant de rejoindre le FESF, il a travaillé tour à tour pour le gouvernement allemand, pour le fonds spéculatif Moore Capital Strategy Group, pour la Commission européenne comme directeur général aux Affaires économiques et financières, ou encore pour le fonds spéculatif Winton Futures Fund Ltd. Regling constitue ainsi un exemple symbolique de l'étroite imbrication des marchés financiers et de la politique, qui explique en partie pourquoi la politique de gestion de la crise de l'UE vise principalement à sauver le secteur de la finance.

Selon ses comptes annuels, la masse salariale du FESF s'élevait à 3,1 millions d'Euros en 2011 (9). Selon les médias, 12 personnes travaillaient cette année-là au FESF (10), soit une moyenne de 258.000 EUR dépensée par personne. Le directeur général Klaus Regling aurait gagné 324.000 EUR, plus un supplément de salaire par année (11). Ceux qui touchent de telles sommes contrôlent la réduction du salaire minimum brut mensuel grec à 580 EUR (510 EUR pour les jeunes) (12).

## Sources

Tagesschau (2012) : Milliardenhilfen für den Milliardär, 4 juin 2012, <http://www.tagesschau.de/wirtschaft...>

Der Spiegel (2012) : Schuldenrückkauf : Hedgefonds verdient halbe Milliarde mit Griechenland, 19 décembre 2012 / <http://www.spiegel.de/wirtschaft/un....>

Commission européenne (2010) : Statement of President Barroso following his meeting with Mr Georgios Papandreou, Prime Minister of Greece, 6 décembre 2010 / <http://europa.eu/rapid/press-releas...>

Eurostat (2013) : Comptes non-financiers trimestriels des administrations publiques, 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

(5) Eurostat (2013) : Dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP), 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

Transnational Institute (2013) : Guns, Debt and Corruption. Military Spending and the EU crisis, 14 avril 2013 / <http://www.tni.org/briefing/guns-de..., p. 11f.>

Der Standard (2013) : Bankenrettungen kosteten EU-Staaten 670 Milliarden, 22 avril 2013 /<http://derstandard.at/1363708829426...>

Reuters (2012) : Special Report : Clandestine Loans were used to fortify Greek bank, 16 juillet 2012 / <http://www.reuters.com/article/2012...>

FESF (2011) : Financial Statements, Management report and Auditor's report, 31 décembre 2011 / <http://www.efsf.europa.eu/about/cor...>, p. 37.

CNBC (2011) : EFSF : CNBC explains, 20 octobre 2011, <http://www.cnbc.com/id/44685464>

Die Welt (2012) : Fürstliche Gehälter : ESM-Chef verdient mehr als Bundeskanzlerin, 7 juillet 2012 <http://www.welt.de/wirtschaft/artic...>

OCDE (2013) : Salaires minimum à prix courant en monnaie nationale, 16 avril 2013 /<http://stats.oecd.org/>

Traduit de l'anglais par Muriel Carpentier, Coorditrad.

[1] NdT : traduction du terme imagé haircut, correspondant dans cet usage à une décote directe de la créance.

[2] NdT : idiotisme, littéralement « *trop grandes pour échouer* ».

## Un article lesmotsontunsens.com - wikistrike.com du 27 juin 2013

### Scandale en Irlande : des banquiers sauvés par des chiffres "sortis de leur cul". (29.06)

L'Irish Independent a publié des enregistrements internes à l'Anglo Irish Bank, au moment de son sauvetage qui aura coûté 30 milliards d'euros, en 2008. On y entend des banquiers hilares, se moquant ouvertement des autorités financières, auxquelles ils ont refourgué des chiffres "sortis de leur cul" pour leur soutirer du flouze. Histoire d'une escroquerie en bande organisée...

L'Anglo Irish Bank (AIB) a été sauvée par l'argent des contribuables, en 2008. De 30 à 40 milliards d'euros, selon les sources, soit un quart du produit intérieur brut irlandais. Et tout cela dans l'intérêt du peuple, entendait-on alors. Mais c'est une toute autre histoire que nous conte l'Irish Independent, qui vient de publier des enregistrements issus du propre système téléphonique de la banque.

Au cours de ces conversations, un des directeurs de la banque, John Bowe, explique en rigolant à un autre directeur, Peter Fitzgerald, non moins hilare, comment l'AIB a enfumé l'Etat irlandais. Objectif : ne réclamer en premier lieu qu'une petite somme, 7 milliards d'euros, alors que tout le monde, dans la banque, savait qu'il en faudrait beaucoup plus. Une fois que le premier chèque aurait été encaissé, l'Etat n'aurait dès lors plus le choix : il faudrait qu'il aille jusqu'au bout en continuant de régler les douloureuses à répétition, à grand coup d'argent public.

Un système cul par dessus tête

Comment a été choisi ce chiffre de 7 milliards ? Bowe l'affirme clairement : *"Comme [David Drumm, qui était alors le pégé de l'Anglo Irish Bank] le dirait lui-même, il est sorti de mon cul"*. Le tout suivi d'un éclat de rire. *"S'ils [la banque centrale irlandaise] voient d'emblée l'énormité [des chiffres], ils vont peut-être décider de faire un choix. Tu vois ce que je veux dire ? Ils pourraient dire que le coût pour le contribuable est trop élevé... Si ça ne semble pas trop important au début, assez pour être important, mais pas au point de tout remettre en cause, alors je pense que l'on a une chance. Je pense donc qu'on pourra ensuite augmenter le montant, sournoisement"*, explique Bowe. *"Ouais"*, répond Fitzgerald. *"Ils mettent leur peau en jeu, et c'est ça, la clé"*.

David Drumm, qui a pris la tangente aux Etats-Unis dans la foulée, rigole tout aussi gaiement : *"un jour, un milliard"* blague-t-il, en se référant aux pertes que la banque centrale était condamnée à subir. A un autre moment, John Bowe se met à chanter *"Deutschland Uber Alles"* en évoquant la réaction négative de l'Allemagne sur cette aide publique. Dans un autre enregistrement, Bowe et Fitzgerald rient de nouveau de concert lorsqu'ils évoquent la naïveté des autorités, qui croyaient alors que la banque allait leur rembourser les prêts accordés.

*"Pour la première fois, les contribuables peuvent avoir un aperçu des manigances bancaires qui ont coûté sa souveraineté à l'Irlande"*, conclut amèrement le journal. Il est possible que ces enregistrements aient été en possession des autorités depuis 2009, mais rien n'aurait été fait depuis lors. D'autres révélations sont à attendre, ces prochains jours, qui impliqueraient des politiciens et des hauts fonctionnaires... La banque a été liquidée en début d'année, après avoir été nationalisée en 2009, des milliards d'argent public auraient pu être économisés. Mais ç'aurait été moins drôle, n'est-ce pas ?

Proverbe irlandais : "Chat timide fait souris effrontée"

## Un article Reuters du 27 juin 2013

### Nouvelles révélations du Guardian sur l'espionnage de la NSA. (29.06)

Le Guardian britannique publie jeudi de nouvelles révélations sur l'ampleur du cyberespionnage pratiqué par la NSA, qui aurait recueilli une masse de données brutes à partir des communications téléphoniques et des courriels de citoyens et de résidents américains.

Citant un projet de rapport ultra-secret préparé en 2009 par l'inspecteur général de la National Security Agency, le site du Guardian ([www.guardian.co.uk/](http://www.guardian.co.uk/)) précise que la collecte de ces informations présentées comme "*des métadonnées internet brutes*" a débuté peu après les attentats du 11 septembre 2001.

Dans un premier temps, le programme recueillait des informations impliquant au moins une partie ou une personne se trouvant hors du territoire américain ou espionnait des communications entre des étrangers connus mais il a été élargi en 2007.

Selon le journal, les "*métadonnées*" internet ainsi collectées par la NSA comprenaient les adresses des messages entrants et sortants, y compris les adresses IP qui permettent de localiser l'origine géographique du message.

Ces révélations semblent montrer que la NSA a recueilli la même catégorie de données brutes internet venant de gens situés sur le territoire américain comme sur les utilisateurs de téléphone.

D'après le Guardian, déjà à l'origine avec le Washington Post des révélations sur le programme de cyberespionnage Prism, la collecte de ces "*métadonnées*" par la NSA a commencé dans le cadre d'un programme controversé d'écoutes autorisé par l'administration de George W. Bush.

Ce programme a ensuite été autorisé par la Foreign Intelligence Surveillance Court, un tribunal fédéral secret encadrant les écoutes et les surveillances pratiquées par les agences de renseignement.

Cité par le journal, Shawn Turner, porte-parole du Directeur national du renseignement américain (DNI), assure que le programme de collecte, qui s'est poursuivi après l'élection de Barack Obama en 2008, a pris fin en 2011 "*pour des raisons opérationnelles et de financement et n'a pas été relancé*".

"*Le programme a pris fin sur ordre de l'exécutif à la suite d'une étude menée par plusieurs agences*", ajoute le porte-parole.

Toutefois, le Guardian affirme avoir vu d'autres documents secrets de la NSA, considérée comme "*les grandes oreilles*" du renseignement américain, suggérant que la collecte de données en ligne d'Américains se poursuit en partie aujourd'hui.

## Un article Le Point.fr du 29 juin 2013

### Le riz au cadmium sème la panique en Chine. (01.07)

Le Century Weekly a encore frappé. Pour la troisième fois depuis 2011, le célèbre magazine chinois a de nouveau consacré sa une au dernier scandale alimentaire qui secoue la Chine : le riz au cadmium. *"Le cadmium est en train de ruiner la santé des Chinois"*, écrit l'hebdomadaire sur la couverture de son numéro du 3 juin. *"Présent d'abord dans les sols, il contamine ensuite les rizières et, enfin, l'homme."*

Il y a trois ans, ce titre réputé pour son journalisme d'investigation, propriété du groupe de presse Caixin, avait été le premier média chinois à enquêter sur les conséquences très nocives de ce métal lourd. Issu de l'activité minière, le cadmium est un minerai similaire au zinc provoquant chez l'individu qui l'absorbe via l'alimentation de graves déformations osseuses, des insuffisances rénales et des cancers. À l'époque, une étude réalisée par l'université de Nankin, citée dans l'article du Century Weekly, avait révélé que 10 % du riz produit en Chine était contaminé par cette substance cancérigène.

Mais la situation semble s'être aggravée entre-temps. Le mois dernier, la Chine a découvert avec effroi que près de la moitié du riz vendu à Canton était impropre à la consommation, selon une étude réalisée en mai par la municipalité de cette grande métropole du sud. Sur 18 échantillons de riz testés, 8 contenaient des teneurs en cadmium jusqu'à deux fois supérieures au maximum autorisé, actuellement de 0,2 milligramme par kilo.

*"C'est à cause de la pollution des sols et de l'eau. En Chine, les industries minières et chimiques déversent leurs déchets dans les fleuves et les rivières. C'est cette même eau qui est ensuite utilisée pour l'irrigation par les riziculteurs"*, explique Wu Heng, un expert en sécurité alimentaire. La situation est particulièrement critique dans la province du Hunan, l'un des greniers de la Chine d'où provenait en grande partie le riz toxique consommé à Canton.

Depuis, l'affaire continue de faire les gros titres de la presse chinoise. Car cette fois-ci, contrairement aux scandales alimentaires précédents, c'est l'aliment de base des Chinois qui est en cause. *"La qualité du riz, c'est fondamental. On en mange tous les jours !"* explique Pan Guizhen, une grossiste interrogée au marché alimentaire de Xinfadi, où s'approvisionnent les supermarchés et les restaurants de la capitale chinoise.

Consommé, sous formes diverses, à tous les repas, par 65 % de la population chinoise, le riz est une denrée stratégique. La Chine en produit 200 millions de tonnes par an - une production étroitement contrôlée par les autorités qui rachètent le grain blanc aux paysans locaux à un prix supérieur au prix mondial pour assurer des réserves suffisantes. Depuis 2011, cependant, la Chine est importatrice nette de riz. Les importations chinoises de riz thaïlandais, plus cher mais de meilleure qualité, devraient d'ailleurs augmenter si la prochaine récolte d'automne en Chine révélait de nouveau des taux en cadmium trop importants.

Si le scandale a choqué l'opinion publique, très sensible à la sécurité alimentaire depuis l'affaire du lait mélangé qui, en 2008, avait intoxiqué 300 000 bébés, les professionnels du secteur, en revanche, n'ont pas été surpris. *"Ce n'était pas un secret dans l'industrie"*, raconte Zhang Guoming, un commerçant qui tient boutique depuis dix ans sur le marché de Xinfadi. La Chine n'est d'ailleurs pas le premier pays touché. Dès 1912 dans la préfecture japonaise de Toyama, des centaines de personnes furent intoxiquées par du riz au cadmium, résultat de la pollution déversée dans l'eau et l'air par les industries de cette importante région minière.

Mais contrairement au Japon, qui a depuis reconnu officiellement et indemnisé les victimes, la Chine n'est pas encore remontée à la source du problème. En attendant, les producteurs et les détaillants de riz s'organisent. *"À l'époque, on achetait du riz du Hunan car nos clients en voulaient. Maintenant, on fait plus attention, on achète du riz de marque, mais impossible de savoir s'il est contaminé ou non"*, explique Wang Jiao, une jeune commerçante de 22 ans.

En janvier, le Conseil d'État chinois a certes pris une directive sur le sujet, mais concrètement, sur le terrain, la pollution perdure. *"C'est particulièrement difficile de dépolluer les sols. Cela demande beaucoup de temps et d'argent"*, explique Wu Heng, le spécialiste en sécurité alimentaire. *"Il faut que les gouvernements locaux indemnisent les riziculteurs pour qu'ils puissent abandonner leurs champs pollués et aller cultiver sur des terrains propres. Sans cela, le problème pourrait encore continuer pendant dix, voire vingt, ans."*



## Un article Le Nouvel Obs du 30 juin 2013

### Espionnage de l'UE par la NSA : ce que l'on sait. (01.07)

L'Union européenne aurait été surveillée par l'agence américaine, selon "Der Spiegel". Les Européens somment Washington de s'expliquer.

De nouvelles révélations sur une surveillance à grande échelle par les services secrets américains. Début juin, on apprenait que la National Security Agency (NSA), une agence de renseignement américaine, avait accès aux communications électroniques mondiales dans le cadre du programme "*Prism*", notamment via des accords passés avec les géants du net comme Facebook, Google, ou encore Skype. Depuis samedi 29 juin, la NSA est accusée d'avoir espionné l'Union européenne.

D'où vient ce nouveau scandale ?

Ces révélations viennent de l'hebdomadaire allemand "*Der Spiegel*", qui a assuré dans son édition de dimanche que "*Prism*", le programme d'espionnage de la NSA, avait visé les institutions de l'Union européenne.

"*Le Spiegel*" fonde ses accusations sur des documents confidentiels dont il a pu avoir connaissance grâce à l'ancien consultant américain de la NSA, Edward Snowden, au coeur d'un imbroglio mondial digne des meilleurs romans d'espionnage. Auteur de révélations explosives, Edward Snowden, qui a sollicité l'asile politique en Equateur, est bloqué depuis une semaine à l'aéroport de Moscou, son passeport ayant été annulé par les Etats-Unis, qui réclament son extradition pour espionnage.

Quels étaient les dispositifs d'espionnage de l'Union européenne ?

Selon le "*Spiegel*", le programme était constitué non seulement de micros installés dans les bâtiments de l'UE, mais aussi d'une infiltration du réseau informatique qui lui permettait de lire les courriers électroniques et les documents internes.

Qui était ciblé ?

Dans les documents consultés par le magazine allemand, les Européens sont explicitement désignés comme des "*cibles à attaquer*".

Les représentations diplomatiques de l'Union européenne à Washington et à l'ONU auraient espionnées. La NSA aurait même étendu ses opérations jusqu'à Bruxelles.

Il y a "*plus de cinq ans*", écrit "*Der Spiegel*", les experts en sécurité de l'UE avaient découvert un système d'écoutes sur le réseau téléphonique et internet du bâtiment Justus-Lipsius, principal siège du Conseil de l'Union européenne, et qui remontait jusqu'au quartier général de l'Otan en banlieue de Bruxelles. En 2003, l'UE avait confirmé la découverte d'un système d'écoutes téléphoniques des bureaux de plusieurs pays, dont la France et l'Allemagne. Mais il est difficile de savoir s'il s'agit de cette histoire dont parle l'article de "*Der Spiegel*".

Outre les institutions de l'UE, les communications électroniques de millions de citoyens européens auraient été surveillées via le programme "*Prism*".

Quels pays étaient en particulier surveillés ?

L'Allemagne est "*le pays européen le plus surveillé*" par la NSA, avec 500 millions de connexions téléphoniques et Internet enregistrées mensuellement, assure le "*Spiegel*", qui explique qu'une journée "*normale*" d'espionnage concerne environ 15 millions d'appels téléphoniques recensés en Allemagne, contre environ deux millions quotidiennement en France.

L'Allemagne, comme la France, sont considérées par la NSA comme moins fiables que le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, explique aussi *"Der Spiegel"* se fondant sur ces documents.

Comment se défendent les Etats-Unis ?

Les Européens sont *"parmi les alliés les plus proches"* des Etats-Unis, a assuré dimanche le conseiller adjoint à la Sécurité nationale, Ben Rhodes, dans l'unique réaction américaine à ce stade. Interrogée par l'AFP, la porte-parole du Département d'Etat américain, Marie Harf, s'est refusée à tout commentaire.

Que répondent les Européens ?

Les Européens somment Washington de s'expliquer. Ils ont exigé dimanche des explications sur le programme d'espionnage américain. Bruxelles a même averti des possibles conséquences sur la négociation d'une zone de libre-échange transatlantique.

*"Entre partenaires, on n'espionne pas!"*, a lancé dimanche au Luxembourg la commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding. *"On ne peut pas négocier sur un grand marché transatlantique s'il y a le moindre doute que nos partenaires ciblent des écoutes vers les bureaux des négociateurs européens"*, a-t-elle estimé, en réclamant que les Etats-Unis *"dissipent ces doutes très rapidement"*.

Directement concerné par cette négociation, le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, a jugé sur une chaîne de télévision belge que l'affaire serait *"très grave"* si ces allégations étaient confirmées. Il a toutefois refusé de s'engager dans une escalade verbale, dans l'attente des explications réclamées par l'UE à Washington.

*"Clarté, vérité et transparence : c'est ce qu'on peut et doit attendre de nos amis et alliés. Les explications américaines sont nécessaires et urgentes"*, a de son côté affirmé sur son compte Twitter le commissaire français, Michel Barnier.

Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a quant à lui évoqué un possible *"immense scandale"*, tandis que le député européen écologiste Daniel Conh-Bendit a appelé à une rupture immédiate des négociations sur le traité de libre-échange transatlantique, qui viennent d'être lancées, tant qu'un accord n'a pas été signé avec les États-Unis sur la protection des données personnelles.

Des négociations en ce sens, lancées en 2011, n'ont toujours pas abouti.

Après les premières révélations sur *"Prism"*, la Commission européenne avait assuré que Washington avait accepté d'informer les Européens. Mais la promesse ne semble pas avoir été tenue, Bruxelles ayant à nouveau réclamé le 19 juin des réponses *"aussi rapidement que possible"*.

Comment ont réagi la France et l'Allemagne, particulièrement visées ?

La France a elle aussi demandé des explications *"dans les plus brefs délais"*. *"Ces faits, s'ils étaient confirmés, seraient tout à fait inacceptables"*, a déclaré le chef de sa diplomatie, Laurent Fabius. La ministre française de la Justice, Christiane Taubira, a été plus loin, en estimant que si Washington avait bel et bien mené les opérations d'espionnage décrites par le *"Spiegel"*, ce serait *"un acte d'hostilité inqualifiable"*.

Pour son homologue allemande Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, *"cela dépasse l'entendement que nos amis américains considèrent les Européens comme des ennemis"*. *"Ce n'est pas sans rappeler des actions entre ennemis pendant la Guerre froide"*, a-t-elle ajouté, cinglante, réclamant elle aussi des explications *"immédiatement et en détail"*.



## Un article AFP le 1er juillet 2013

### Kazakhstan: lancement du gisement d'hydrocarbures géant de Kachagan. (03.07)

Le Kazakhstan a lancé dimanche, lors d'une visite du Premier ministre britannique David Cameron, l'exploitation plusieurs fois retardée du gisement d'hydrocarbures géant de Kachagan, dans la mer Caspienne, a annoncé lundi le service de presse de la présidence.

*"L'exploitation de Kachagan ouvre une nouvelle ère pour l'industrie pétrolière et gazière du Kazakhstan"*, a déclaré le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, cité dans un communiqué.

Le chef de l'Etat de cette république d'Asie centrale a inauguré dimanche avec David Cameron l'usine de Bolachak, qui doit traiter les hydrocarbures extraits de cet immense gisement situé à 4.200 mètres de profondeur sous la mer Caspienne, dans l'ouest du pays.

Le gisement de Kachagan est considéré comme l'un des plus prometteurs découvert lors de ces 40 dernières années. Selon M. Nazarbaïev, sa production devrait atteindre, dans un délai qu'il n'a pas précisé, une production quotidienne de 450.000 barils de pétrole et 8,8 millions de mètres cubes de gaz. Il représente plus de 2.500 emplois.

Le projet est mené par le consortium NCOC, dont sont actionnaires le kazakh KMG, l'italien Eni, l'américain ExxonMobil, l'anglo-néerlandais Shell et le français Total avec 16,81% chacun, ainsi que l'américain ConocoPhillips (8,4%) et le japonais Inpex (7,56%).

Son lancement a subi d'importants retards, qui avaient poussé les autorités kazakhes à suspendre provisoirement les activités d'Eni en 2007.

Doté de réserves massives d'hydrocarbures, le Kazakhstan, la plus grande et la plus riche des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, a considérablement développé la production de pétrole et de gaz ces dernières années.

Selon le gouvernement américain, sa production d'or noir a dépassé en 2003 un million de barils par jour pour atteindre en 2012 1,6 million de barils par jour, ce qui en fait le deuxième producteur de brut dans l'ex-URSS, après la Russie.

En matière de gaz naturel, le pays a doublé entre 2000 et 2009 sa production, désormais suffisante pour sa consommation domestique.

Accompagné d'une délégation de plus de 30 hommes d'affaires, David Cameron est arrivé dimanche au Kazakhstan et a rencontré dès son arrivée Noursoultan Nazarbaïev à Atyraou, *"la capitale pétrolière"* à l'ouest du pays, à 1.500 kilomètres de la capitale, Astana.

Lors de sa visite de deux jours, la première d'un Premier ministre britannique au Kazakhstan, M. Cameron a signé plus de dix accord dépassant un milliard de dollars, a indiqué le service de presse de la présidence kazakh.

*"Nous sommes à la recherche d'emplois et d'investissements. C'est l'un des pays émergents les plus dynamiques au monde"*, avait déclaré M. Cameron à la BBC dimanche depuis Atyraou.

Le Premier ministre britannique était arrivé à Atyraou en provenance du Pakistan. Il avait auparavant effectué une visite surprise en Afghanistan, où sont déployés quelque 7.900 soldats britanniques.

## **Un article 20minutes.fr du 2 juillet 2013**

### **Le nombre de sans domicile a augmenté de 50% depuis 2001. (03.07)**

Environ 141.500 personnes, dont 30.000 enfants, étaient sans domicile début 2012 en France, soit une progression de près de 50% depuis 2001, selon une étude de l'Insee rendue publique mardi.

Près de deux sans domicile sur cinq sont des femmes. Avec ou sans enfants, elles bénéficient de conditions d'hébergement souvent plus stables que les hommes seuls et étrangers.

L'enquête se base sur les personnes ayant fréquenté les services d'hébergement ou de restauration dans les agglomérations de plus de 20.000 habitants, entre le 23 janvier et le 3 mars 2012.

Parmi 103.000 personnes recensées, 81.000 étaient sans domicile, c'est-à-dire qu'elles avaient passé la nuit précédent l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation (on parle alors de sans-abri), ou qu'elles avaient dormi dans un service d'hébergement (hôtel ou logement payé par une association, chambre ou dortoirs dans un hébergement collectif, lieu ouvert en cas de grand froid). Ces 81.000 personnes étaient accompagnées de 30.000 enfants.

En ajoutant les 8.000 sans-domicile des communes rurales et des petites agglomérations et les 22.500 personnes en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), l'Insee totalise 141.500 personnes sans domicile début 2012.

Sur les 81.000 adultes sans domicile recensés dans les agglomérations de plus de 20.000 habitants, 53% étaient d'origine étrangère, alors qu'ils n'étaient que 38% en 2001. Ce chiffre est en augmentation en raison de la hausse du nombre des demandeurs d'asile sans places en Cada.

L'étude se penche plus particulièrement sur les 66.300 adultes francophones sans domicile. Près de la moitié étaient en centre d'hébergement collectif (11% dans un centre qu'ils doivent quitter le matin, 35% dans un centre où l'on peut rester la journée), un tiers dans un logement payé par une association, 12% dans un hôtel, et 9% étaient des sans-abri.

La moitié de ces sans-abri n'avaient pas voulu dormir en centre d'hébergement à cause du manque d'hygiène et de l'insécurité. Les autres ont été refusés par manque de places ou n'ont pu s'y rendre (arrivée trop tardive, chiens non admis, etc.).

Les femmes accompagnées d'enfants sont majoritairement hébergées en hôtel ou en logement associatif. Les personnes seules sont plus nombreuses dans les centres collectifs ou parmi les sans-abri, mais on y compte moins de femmes seules que d'hommes seuls.

Les hôtels accueillent principalement les femmes étrangères, tandis que les hommes seuls étrangers connaissent les conditions les plus précaires (à la rue ou dans les centres à quitter le matin).

## Un article AFP du 2 juillet 2013

### Rémunérations en hausse des patrons de sociétés cotées, hors CAC 40. (03.07)

Les dirigeants de grandes entreprises cotées en bourse hors CAC 40 ont vu leur rémunération totale augmenter depuis la crise de 2008, notamment ceux à la tête de sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros, selon une étude présentée mardi. Cette étude annuelle de l'ATH, association technique de cabinets d'audit et d'experts comptables, s'appuie sur un panel de 388 dirigeants de 154 sociétés cotées hors CAC 40, banque et assurance.

Elle montre que les dirigeants d'entreprises à capitalisation boursière de plus d'un milliard d'euros (catégorie A, par exemple TF1, Havas ou Areva) ont vu leur rémunération totale moyenne baisser de 17% entre 2008 et 2012.

Ceux dont les entreprises ont une capitalisation boursière comprise entre 150 millions et un milliard (catégorie B, par exemple Meetic ou Gaumont) ont en revanche bénéficié d'une hausse de leur rémunération totale de 3%, tandis que ceux dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions (catégorie C, Mr Bricolage) ont été augmenté de 18%, assure l'association.

Dans le même temps, la rémunération moyenne des dirigeants du CAC 40 a, elle, augmenté de 21%, rappelle ATH. Ceux-ci, qui gagnaient déjà deux fois plus que les responsables de sociétés de catégorie A en 2008, gagnent désormais quasiment trois fois plus.

Dans le détail des rémunérations, la part variable est globalement restée stable entre 2008 et 2012 dans l'ensemble des entreprises cotées interrogées, avec à nouveau une baisse pour les dirigeants des entreprises de catégorie A et une évolution modérée pour les deux autres catégories.

Seuls 28% du panel, soit 109 dirigeants d'entreprise, assurent en outre avoir bénéficié d'options de souscription ou d'achat d'actions dont les montants ont progressé de 25% sur cinq ans, précise encore ATH (+145% pour les catégories C).

Les Golden parachutes bénéficient également à 28% des dirigeants d'entreprises cotées, surtout ceux de catégorie A (50%), mais correspondent à des montants hétérogènes (entre 6 et 24 mois de salaires).

Ils sont également 26% à bénéficier d'une retraite supplémentaire, dont toujours la moitié des dirigeants de sociétés de catégorie A.

L'association ATH a en outre calculé que 63% des dirigeants interrogés gagnaient moins de 450.000 euros par an, la limite imposée par le gouvernement aux responsables d'entreprises publiques.

Elle a également estimé à 23 millions d'euros le surcoût pour les 41 entreprises comprenant des dirigeants rémunérés au delà d'un million d'euros, de la nouvelle fiscalité à 75%.

Enfin, ATH a regretté que sur 388 dirigeants de ces sociétés, 22 seulement soient des femmes dont une seule PDG (d'une entreprise de catégorie C). Leur rémunération moyenne est en outre équivalente à 59% de celle des hommes.

## Un article Réseau Voltaire du 1er juillet 2013

### Le prix de la vérité. (03.07)

**Alors que la presse internationale traite les informations d'Edward Snowden comme des révélations sur le programme PRISM et feint de découvrir ce que tout le monde pouvait savoir depuis longtemps, Thierry Meyssan s'intéresse au sens de cette rébellion. De ce point de vue, il attache beaucoup plus d'importance au cas du général Cartwright, également mis en examen pour espionnage.**

Les fonctionnaires états-uniens, civils ou militaires, qui encourent 30 ans minimum de réclusion pour avoir révélé à la presse des secrets d'État US, sont-ils des « lanceurs d'alerte » exerçant un contre-pouvoir dans un système démocratique ou des « résistants à l'oppression » d'une dictature militaro-policière ? La réponse à cette question ne dépend pas de nos propres opinions politiques, mais de la nature de l'État US. Cette réponse change totalement si l'on se concentre sur le cas de Bradley Manning, le jeune soldat gauchiste de Wikileaks, ou si on y intègre le cas du général Cartwright, conseiller militaire du président Obama, mis en examen jeudi 27 juin 2013 pour espionnage.

Ici, un retour en arrière est nécessaire pour comprendre comment on passe de l'« espionnage » au profit d'une puissance étrangère à la « déloyauté » face à une organisation criminelle qui vous emploie.

Pire que la censure : la criminalisation des sources

Le président des États-Unis et Prix Nobel de la paix, Woodrow Wilson, tenta de donner à l'Exécutif le pouvoir de censurer la presse lorsque la « *sécurité nationale* » ou la « *réputation du gouvernement* » sont en jeu. Dans son discours sur l'état de l'Union (7 décembre 1915), il déclara : « *Il y a des citoyens des États-Unis ... qui ont versé le poison de la déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale, qui ont cherché à traîner l'autorité et la bonne réputation de notre gouvernement dans le mépris ... à détruire nos industries ... et à avilir notre politique au profit d'intrigues étrangères .... Nous sommes sans lois fédérales adéquates .... Je vous exhorte à faire rien de moins que de sauver l'honneur et le respect de soi de la nation. De telles créatures de la passion, de la déloyauté, et de l'anarchie doivent être écrasées* » [1].

Cependant, le Congrès ne le suivit pas immédiatement. À la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, il vota l'Espionage Act, reprenant l'essentiel de l'Official Secrets Act britannique. Il ne s'agit plus de censurer la presse, mais de lui couper l'accès à l'information en interdisant aux dépositaires des secrets d'État de les communiquer. Ce dispositif permet aux Anglo-Saxons de se présenter comme des « *défenseurs de la liberté d'expression* », alors qu'ils sont les pires violateurs du droit démocratique à l'information, défendu constitutionnellement par les pays scandinaves.

Le silence, pas le secret

De la sorte, les Anglo-Saxons restent moins bien informés de ce qui se passe chez eux que ne peuvent l'être les étrangers. Par exemple, durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada purent ainsi maintenir le secret chez eux sur le Projet Manhattan de construction de la bombe atomique, alors qu'il employait 130 000 personnes pendant 4 ans et qu'il était largement pénétré par les services secrets étrangers. Pourquoi ? Parce que Washington ne préparait pas cette arme pour cette guerre, mais pour la suivante, contre l'Union soviétique. Comme l'ont montré les historiens russes, la capitulation du Japon fut reportée jusqu'à ce qu'Hiroshima et Nagasaki soient détruites, comme avertissement à l'URSS. Si les États-uniens avaient su que leur pays disposait d'une telle arme, leurs dirigeants auraient eu à l'utiliser pour en finir avec l'Allemagne et non pas pour menacer l'allié soviétique au détriment des Japonais. En réalité, la Guerre froide commençait avant la fin de la Seconde Guerre mondiale [2].

En matière de secret, on observera que Staline et Hitler furent informés du Projet Manhattan dès son lancement. Ils disposaient en effet d'agents dans la place. Tandis que Truman n'en fut pas informé en sa qualité de vice-président, mais seulement au dernier moment, après le décès du président Roosevelt.

La véritable utilité de l'Espionage Act

Quoi qu'il en soit, l'Espionage Act ne traite que secondairement d'espionnage comme le montre sa jurisprudence.

En période de guerre, il sert à sanctionner les opinions dissidentes. Ainsi, en 1919, la Cour suprême a admis dans les affaires Schrenck contre États-Unis, et Abrams contre États-Unis que le fait d'appeler à l'insoumission ou à ne pas intervenir contre la Révolution russe tombait sous le coup de l'Espionage Act.

En période de paix, la même loi sert à empêcher les fonctionnaires à rendre publics un système de fraudes ou des crimes commis par l'État, même lorsque leurs révélations sont déjà connues, mais pas encore attestées.

Sous l'administration de Barack Obama, l'Espionage Act aura été invoqué 8 fois, un record en temps de paix. Laissons de côté le cas de John Kiriakou, un officier de la CIA qui a révélé l'arrestation et la torture d'Abou Zoubeida. Loin d'être un héros, Kiriakou est en réalité un agent provocateur de l'Agence chargé de faire accroire le public aux pseudos aveux extorqués à Zoubeida pour justifier a posteriori la « *lutte contre le terrorisme* » [3].

Éliminons également le cas de Shamal Leibowitz, dans la mesure où ses révélations ne furent jamais diffusées au public. Restent 6 cas qui nous enseignent sur le système militaro-policiier US.

Stephen Jin-Woo Kim a confirmé à Fox News que la Corée du Nord préparait un test nucléaire, malgré les menaces US ; une confirmation qui ne portait aucun tort aux USA sinon celui de souligner leur incapacité à se faire obéir par la Corée du Nord. Dans un autre contexte, cette information avait déjà été diffusée par Bob Woodward sans provoquer de réactions.

Thomas Andrew Drake a révélé la gabegie du programme Trailblazer à un membre de la Commission du Renseignement de la Chambre des représentants. Il lui a été reproché d'avoir informé les parlementaires chargés de surveiller les agences de renseignement de ce que la NSA jetait secrètement des milliards par les fenêtres. Trailblazer visait à trouver un moyen d'implanter des virus sur n'importe quel ordinateur ou téléphone portable. Il n'a jamais fonctionné.

Dans la même veine, Edward Snowden, un employé du cabinet juridique Booz Allen Hamilton, a rendu publics divers documents de la NSA attestant de l'espionnage US en Chine aussi bien que de celui des invités au G20 britannique. Surtout, il a montré l'ampleur du système d'écoutes militaire des téléphones et du web, auquel nul ne peut échapper fut-il président des États-Unis. La classe politique US le décrit comme « *un traître à abattre* », uniquement parce que ses documents empêchent la NSA de continuer à nier devant le Congrès des activités connues de tous de longue date.

Bradley Manning, un simple soldat, a transmis à Wikileaks les vidéos de deux bavures de l'armée, 500 000 rapports de renseignement des bases militaires en Afghanistan et en Irak, et 250 000 câbles sur les renseignements recueillis par les diplomates US lors de conversations avec des hommes politiques étrangers. Rien de tout cela n'a d'importance capitale, mais cette documentation donne une piètre idée des ragots récoltés par le département d'État et qui servent de base à sa « *diplomatie* ».

Jeffrey Alexander Sterling est un employé de la CIA qui révéla au New York Times « *l'Opération Merlin* ». Plus étonnant, le général James Cartwright était le numéro 2 des armées, en sa qualité de chef d'état-major adjoint interarmes, et un conseiller proche du président au point d'être surnommé « *le général d'Obama* ». Il aurait révélé, l'an dernier, au New York Times « *l'Opération Jeux Olympiques* », et vient d'être placé sous enquête, selon CNN.

Sterling et Cartwright ne croient pas au mythe israélien de « *la bombe atomique des mollahs* ». Ils ont donc tenté de désamorcer la guerre dans laquelle Tel-Aviv tente de précipiter leur pays. « *L'Opération Merlin* » consistait à faire parvenir à l'Iran de fausses informations sur la fabrication de la bombe. En réalité, il s'agissait de pousser l'Iran à engager un programme militaire nucléaire de manière à justifier a posteriori l'accusation israélienne [4]. Quant à « *l'Opération Jeux Olympiques* », elle consistait à implanter les virus Stuxnet et Flame dans la centrale de Natanz, pour en perturber le fonctionnement, notamment les centrifugeuses [5]. Il s'agissait donc de bloquer le programme nucléaire civil de l'Iran. Aucune de ces révélations n'a porté atteinte aux intérêts US, mais aux ambitions d'Israël.

## De grands résistants

Une opposition de salon nous présente les hommes mis en cause au nom de l'Espionage Act comme des « lanceurs d'alerte » (whistleblower), comme si les États-Unis d'aujourd'hui étaient une réelle démocratie et qu'ils alertaient les citoyens de quelques erreurs à corriger. En réalité, ils nous apprennent qu'aux États-Unis, du simple soldat (Bradley Manning) au numéro 2 des armées (le général Cartwright), des hommes tentent comme ils le peuvent de lutter contre un système dictatorial lorsqu'ils découvrent en être un rouage. Face à un système monstrueux, ils sont à placer au niveau de grands résistants comme l'Amiral Canaris ou le comte de Stauffenberg.

Notes.

[1] "There are citizens of the United States ... who have poured the poison of disloyalty into the very arteries of our national life ; who have sought to bring the authority and good name of our Government into contempt ... to destroy our industries ... and to debase our politics to the uses of foreign intrigue.... [W]e are without adequate federal laws.... I am urging you to do nothing less than save the honor and self-respect of the nation. Such creatures of passion, disloyalty, and anarchy must be crushed out."

[2] « La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943 » « Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin... » et « La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie », entretien de Viktor Litovkine avec Valentin Faline, Ria-Novosti/Réseau Voltaire, 30 mars, 1er et 6 avril 2005.

[3] « Abou Zoubeida, la "balance d'Al-Qaida" », et « La torture occultée : Lee Hamilton, John Brennan et Abou Zoubeida », par Kevin Ryan, Traduction Maxime Chaix, Réseau Voltaire, 17 janvier et 25 février 2013.

[4] State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration, par James Risen, Free Press, 2006.

[5] « Obama Order Sped Up Wave of Cyberattacks Against Iran », par David E. Sanger, The New York Times, 1er juin 2012. « Did America's Cyber Attack on Iran Make Us More Vulnerable ? », par Marc Ambinder, The Atlantic, 5 juin 2012. « The rewards (and risks) of cyber war », par Steve Coll, The New Yorker, 7 juin 2012. « U.S., Israel developed Flame computer virus to slow Iranian nuclear efforts, officials say », par Ellen Nakashima, Greg Miller et Julie Tate, The Washington Post, 19 juin 2012.



Un article Atlantico.fr du 3 juillet 2013

## 2,7 millions d'enfants pauvres en France : une bombe à retardement ? (04.07)

**Selon une étude de l'Insee publiée mercredi, 40 000 Français supplémentaires sont tombés sous le seuil de pauvreté en 2010 par rapport à 2009. Les enfants sont particulièrement touchés, avec 2,7 millions d'enfants pauvres et un taux de pauvreté des moins de 18 ans atteignant 19,6%.**

Par Julien Damon est ancien sous-directeur de la Caisse nationale des Allocations familiales et professeur associé à Sciences Po (Cycle d'aménagement et d'urbanisme), et Nina Schmidt est sociologue de formation, elle est responsable de l'antenne Ile-de-France de l'Observatoire des inégalités et plus spécifiquement en charge du développement d'un projet de sensibilisation des jeunes aux inégalités et aux discriminations.

Atlantico : Selon les chiffres révélés par une enquête de l'Insee ce mercredi (voir l'enquête), un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France, soit près de 3 millions d'enfants. Qui sont concrètement ces enfants, quel est leur profil sociologique ?

Julien Damon : Je tiens d'abord à préciser qu'il ne s'agit pas d'une information exceptionnelle. Cela doit bien faire une dizaine d'années que l'on reporte des chiffres de cet ordre. Le phénomène n'est pas neuf et n'a pas explosé. Environ 20 % des enfants sont, en effet, sous le seuil de pauvreté.

Pour ce qui est du profil de ces enfants, trois grands facteurs peuvent contribuer à la pauvreté. D'abord le taux d'activité. Nombre de ces enfants vivent dans des familles dont le taux d'emploi est extrêmement faible.

Ensuite, on assiste à une "*monoparentalisation*" de la pauvreté. Auparavant les enfants pauvres vivaient surtout dans des familles nombreuses, aujourd'hui ils sont plutôt dans des familles monoparentales. Cela s'explique aisément car le potentiel de ressources est plus faible et, surtout, car les familles nombreuses sont de moins en moins nombreuses, et les familles monoparentales de plus en plus nombreuses.

Le troisième facteur de pauvreté, qui est le plus sensible, c'est l'immigration. Le taux de pauvreté des enfants vivant dans une famille dont la personne de référence est immigrée, est de plus de deux enfants sur cinq !

Par ailleurs, on constate une spécificité géographique. Si au niveau national un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, c'est le cas de la moitié des enfants vivant dans les zones urbaines sensibles (qui concentrent bien souvent les facteurs de pauvreté évoqués ci-dessus). C'est extrêmement problématique, même si, je tiens à le souligner, ce n'est pas nouveau.

Si ces indicateurs ont évolué, avec une augmentation de la pauvreté entre 2009 et 2010, la période 2000/2009, a quant elle été marquée par une baisse de la pauvreté. Mais comme la démographie en France est dynamique, le nombre d'enfants pauvres augmente pour atteindre 2,7 millions précisément.

Nina Schmidt : Ces enfants sont pauvres parce que leurs parents le sont, c'est-à-dire qu'ils disposent de revenus insuffisants, notamment du fait du chômage, des bas salaires et du morcellement des temps de travail (temps partiel, intérim, CDD, etc.). Les femmes à la tête d'une famille monoparentale sont particulièrement touchées par la pauvreté, et donc les enfants de ces foyers aussi. Le taux de pauvreté des immigrés et des étrangers est aussi supérieur à la moyenne, notamment parce qu'ils sont plus souvent exclus du marché de l'emploi en France. Bref, un enfant pauvre est un enfant vivant dans une famille pauvre, dont la catégorie socioprofessionnelle des parents et les revenus qui vont avec sont peu élevés.

Doit-on craindre les conséquences d'une telle situation ? Sommes-nous face à une bombe à retardement ?

Julien Damon : Oui, mais comme la mèche est allumée depuis longtemps, il n'y a pas à voir cela de façon catastrophique. Je pense que plutôt que le sujet même de la pauvreté comme instrument de mesure, ce sont les trois autres phénomènes qui devraient nous inquiéter. A savoir, les enfants grandissant dans des foyers sans activité et où les revenus du ménage sont intégralement composés de prestations sociales, qui ne savent pas ce qu'est le travail et dont les parents sont effondrés. Ou encore, les enfants victimes de divorces et de séparation qui n'ont généralement pas les mêmes succès en matière éducative que les autres enfants.

Sur le troisième phénomène qu'est l'immigration, les enfants peuvent connaître des difficultés liées à l'intégration. Les conséquences de ces trois facteurs sont graves car ils mènent à une ghettoïsation d'une partie de la jeunesse. Les enfants qui cumulent ces trois facteurs seraient environ un demi million. La situation d'un demi million d'enfants est donc extrêmement préoccupante. Et les conséquences sont en partie que les banlieues s'enflamment et qu'il existe une coupure de plus en plus nette entre les centres villes qui sont des attractions pour bobo et des quartiers pourris. Plus qu'un problème hexagonal de pauvreté, il faut s'inquiéter des problèmes de chômage, de monoparentalité et de ghettoïsation d'une partie de la jeunesse.

Nina Schmidt : Ce qui est inquiétant c'est l'installation durable dans la pauvreté de ces catégories de parents. Et l'exclusion de ces personnes et de leurs enfants de certains standards de vie dont est dotée une société développée comme la nôtre. Cette exclusion nous heurte davantage quand il s'agit des enfants. D'ailleurs, selon l'enquête "Standards de vie" de l'Insee menée en janvier 2006 auprès de 5 900 personnes, 90 % d'entre elles jugeaient inacceptable de " *ne pas pouvoir payer à ses enfants des vêtements et des chaussures à leur taille* ", 89 % de " *ne pas pouvoir payer des appareils dentaires à ses enfants* " et 86 % de " *ne pas avoir assez de rechange pour envoyer ses enfants à l'école avec des vêtements toujours propres* ".

L'avenir de ces enfants est-il forcément compromis par rapport à leurs camarades plus chanceux ? Le seuil de pauvreté est-il un bon indicateur pour juger de l'avenir d'un enfant ?

Julien Damon : Il existe des enfants vivant dans des familles dont les revenus par unité de consommation sont inférieurs au seuil de pauvreté et qui n'ont pourtant pas le sentiment de se situer à la limite de l'indigence. Même s'ils ont conscience de vivre avec des revenus modestes. Certaines familles nombreuses, en divisant leurs revenus par le nombre de bouches à nourrir, se retrouvent facilement sous le seuil de pauvreté mais ne connaissent pas de problèmes particuliers et ne suscitent pas d'inquiétudes quant à l'avenir. Ce qui est grave c'est la ghettoïsation d'une partie de la jeunesse et le défaut d'intégration, en termes de travail notamment. Voilà ce que masquent les chiffres de la pauvreté.

Il faut, techniquement, se demander ce que l'on définit par le seuil de pauvreté. Pour une personne seule, le seuil de pauvreté est à peu près équivalent à 1000 euros net par mois (précisément 60% de la médiane des revenus). Quoiqu'on en dise c'est relativement élevé (il s'agit, en gros, du SMIC) Si vous êtes dans une famille où deux actifs travaillent et arrivent avec 3000 euros par mois dans leurs poches et qu'ils ont entre 4 et 5 enfants, cette famille est sous le seuil de pauvreté. Ces ressources sont certes modestes, mais, surtout si le ménage est propriétaire de son logement, cela ne pèsera pas sur l'avenir de ces enfants.

Nina Schmidt : Bien sûr, le niveau de vie d'un enfant, le milieu social dans lequel il grandit, a un impact sur son avenir, plus précisément sur sa réussite à l'école et dans les études. La France est un des pays où le milieu social pèse le plus sur les résultats scolaires. Et il est évident que les enfants issus de milieux défavorisés vont avoir moins de chances de réussir à l'école, de faire des études longues et prestigieuses et d'accéder aux emplois auxquels ils mènent. Cela dit, il y a des leviers à ce déterminisme social... Paradoxalement, l'école en est un. Mais surtout qui pourrait prédire à un enfant qu'il sera pauvre comme papa et/ou maman ? On ne peut pas parier de l'avenir d'un enfant sur le seuil de pauvreté de ses parents...

Cette situation ne risque-t-elle pas de créer de la frustration et de la colère au sein de toute une génération ?

Julien Damon : Le Royaume-Uni est confronté à des taux de pauvreté juvénile plus élevés, aux alentours de 25% de sa jeunesse. Ce n'est pas pour cela que la jeunesse britannique est plus désespérée ou plus ghettoïsée que la jeunesse française. La jeunesse française connaît un désespoir et une hargne plus prononcée. Au Royaume-Uni, la pauvreté est, si j'ose dire, mieux répartie. En France elle est concentrée dans les familles monoparentales et dans les populations immigrées dans les quartiers sensibles.

Nina Schmidt : Connaître la pauvreté dans son enfance ne va pas forcément développer de la frustration et de la colère d'abord parce que cela ne signifie pas que ces enfants seront pauvres à vie... (même si la pauvreté s'installe durablement pour certaines catégories de personnes). Et ensuite parce que lorsqu'on fait l'expérience de quelque chose, on n'est pas forcément en colère contre, on est davantage sensibilisé à cette réalité. Il est frappant de constater à quel point les jeunes issus de milieux modestes ont conscience de toutes les difficultés qu'ils rencontreront plus encore que leurs camarades plus aisés, que leur environnement familial influe sur ce qu'ils deviennent, mais aussi qu'à la naissance, nous sommes tous égaux et quand on veut, on peut. Même s'ils savent aussi que c'est quand on peut qu'on veut...



## Comment agir concrètement pour améliorer la situation de ces enfants ?

Julien Damon : Il y a bien une orientation originale qu'il faudrait avoir à l'esprit et qui fait toujours sourire. Il faudrait que les gens se séparent moins. Du point de vue des finances publiques, chaque couple qui se sépare, c'est un besoin de logements supplémentaires. C'est extrêmement coûteux, y compris du point de vue des prestations publiques. L'idée n'est pas d'interdire les séparations mais de ne pas les inciter et, surtout, de les prévenir.

Dans les politiques publiques britanniques ou américaines vous avez cette orientation première qui est de valoriser la stabilité des unions et ce quelle que soit cette union (mariage, union libre). Aussi plus les familles monoparentales se recomposent, plus les enfants seront dans un contexte favorable parce qu'il y aura deux apporteurs de ressources.

L'ensemble des dispositifs d'action sociale dont l'orientation première est, aujourd'hui, de vous accompagner dans vos séparations, devrait en fait essayer de prévenir ces séparations. Et si les gens ne sont plus ensemble, il faut inciter à ce qu'ils trouvent d'autres partenaires. Tous ces centres sociaux qui ne servent pas à grand chose, mieux vaudrait les remplacer par des bars et des boîtes de nuit. Je ne pense pas que ce soit une idée si étrange... quand on voit combien le taux de pauvreté des enfants est lié aux familles monoparentales.

Nina Schmidt : Il faut réduire les inégalités, et par là-même l'exclusion de certains. L'école est un outil, peut-être pas telle qu'elle est actuellement, avec l'importance accordée aux notes, à l'évaluation, au classement et enfin au diplôme. Il faut que l'ensemble des enfants aient accès aux mêmes choses : que ce soit en termes de connaissances, mais aussi de soins et de loisirs, d'activités culturelles, de vacances...

## Un article Reuters du 5 juillet 013

### L'Unasur réclame des excuses de l'Europe pour l'escale de Morales. (05.07)

Plusieurs chefs d'Etat de la gauche sud-américaine ont réclamé jeudi des excuses publiques pour l'escale forcée de leur homologue bolivien Evo Morales après la fermeture des espaces aériens de plusieurs pays européens, dont la France, à la suite de rumeurs sur la présence avec lui d'Edward Snowden.

L'ancien consultant de la National Security Agency (NSA), recherché par les Etats-Unis pour ses révélations sur l'ampleur des programmes de surveillance et d'espionnage des services américains, ne se trouvait pas dans l'avion présidentiel.

Mais l'appareil, qui ramenait le président bolivien d'un sommet sur l'énergie à Moscou, a dû se détourner sur l'aéroport de Vienne où Morales a passé la nuit de mardi à mercredi.

Dans une déclaration commune, les pays de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) réclament des explications à la France, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Jose Manuel Garcia-Margallo, a estimé vendredi que son pays n'avait pas à présenter des excuses.

Il a expliqué dans une interview à la télévision nationale que l'autorisation de survol avait été accordée par Madrid, mais que sa durée avait expiré en raison de l'escale forcée de Vienne, due selon lui aux interdictions française et portugaise.

Une nouvelle autorisation a alors été accordée et l'appareil a pu ultérieurement faire une escale technique aux Canaries, a-t-il ajouté.

*"L'Espagne n'a en aucune manière à demander pardon, parce que son espace aérien n'a jamais été fermé", a-t-il dit.*

Le communiqué diffusé à l'issue d'un sommet organisé dans l'urgence à Cochabamba, le berceau de la carrière politique de Morales, ne mentionne pas les Etats-Unis, pourtant soupçonnés par certaines capitales sud-américaines d'avoir fait pression sur les Européens.

Evo Morales, qui a regagné son pays tard mercredi avec 24 heures de retard, a indiqué qu'il envisageait de faire fermer l'ambassade des Etats-Unis à La Paz.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a rapporté de son côté qu'un ministre d'un gouvernement européen, dont il a tu le nom, lui avait dit que la CIA, l'agence centrale du renseignement US, était derrière cet incident.

*"Nous ne sommes plus des colonies, nous méritons le respect, et lorsqu'un de nos gouvernements est insulté, nous sommes tous insultés", a dit son homologue uruguayen Jose Mujica.*

L'Equatorien Rafael Correa a relevé pour sa part que si un pays avait interdit son espace aérien au président des Etats-Unis ou d'un Etat européen, la situation aurait été tout autre. *"Les tambours de la guerre auraient probablement résonné", a-t-il dit.*

### L'ABSENCE REMARQUÉE DE DILMA ROUSSEFF

À ce jour cependant, aucun Etat latino-américain n'a offert l'asile à Snowden, dont la présence dans la zone de transit de l'aéroport de Moscou-Cheremetievo commence à indisposer les autorités russes.

Etaient présents à Cochabamba, outre Correa, Mujica et Maduro, les présidents d'Argentine et du Suriname.

En revanche, la Brésilienne Dilma Rousseff s'est fait représenter par son conseiller diplomatique et le vice-ministre des Affaires étrangères. Le Chili, le Pérou et la Colombie, qui entretiennent de bonnes relations avec Washington, ont marqué leurs distances: ni chef d'Etat, ni chef de la diplomatie de ces trois pays n'ont fait le déplacement.

Les regrets exprimés mercredi soir par la France n'ont pas suffi à apaiser la colère de l'Unasur, qui a dénoncé dès mercredi des *"actes inamicaux et injustifiables"* tandis que la présidente argentine Cristina Fernandez voyait dans le camouflet infligé à Morales un *"vestige du colonialisme"* et une *"humiliation pour toute l'Amérique du Sud"*.

Bloqué depuis le 23 juin dans la zone de transit de l'aéroport Cheremetievo à Moscou, où il est arrivé en provenance de Hong Kong, Edward Snowden a demandé l'asile à une vingtaine de pays, mais se trouve dans l'impossibilité de se déplacer. Lui accorder l'asile ne serait pas sans conséquences, a averti Barack Obama.

## Un article Reuters du 5 juillet 2013

### Décollage en vue pour les obligations convertibles. (05.07)

L'intérêt des investisseurs pour les obligations convertibles est en train de décoller en Europe, les institutionnels "averses" au risque cherchant à se prémunir contre une hausse des taux sans pour autant investir directement dans les actions.

Les obligations convertibles, qui permettent de convertir un titre de créance en titre de propriété, offrent généralement un coupon inférieur à celui d'une obligation traditionnelle.

Cela permet aux entreprises de lever des fonds à moindre coût. Et la récente hausse des taux d'intérêt rend encore un peu plus intéressante pour les émetteurs cette alternative de financement.

"*Nous sommes à un point d'inflexion*", observe Antoine de Guillenchmidt, responsable de l'activité Equity Capital Markets en France et en Scandinavie chez Goldman Sachs.

"*Après 12 mois de conditions extrêmement favorables sur les taux d'intérêt pour les entreprises, la tendance pourrait être en train de tourner avec les récentes tensions et la volatilité sur le marché du crédit et la remontée des taux à long terme. Cela replace les obligations convertibles dans la 'boîte à outils' des financements des émetteurs*", ajoute-t-il.

Le volume des émissions d'obligations convertibles atteint depuis le début de l'année 14,8 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros) en Europe, selon Morgan Stanley, contre 22 milliards en 2012 et 11,5 milliards en 2011. Au niveau mondial, les émissions représentent près du double du premier semestre 2012, à 46,6 milliards de dollars, selon la plateforme Dealogic.

### "LES FONDS DE PENSION ET LES ASSUREURS LES ADORENT"

Cet actif hybride est également à la mode chez les investisseurs car il représente le meilleur moyen de jouer les risques asymétriques croissants entre actions et obligations, en évitant d'être piégés par la baisse du prix des obligations avec la reprise économique aux Etats-Unis, tout en captant le 'rally' potentiel des Bourses sans être totalement exposés aux actions.

"*La composante 'action' d'une obligation convertible devient un rempart contre la volatilité que l'on observe dans des segments du marché du crédit comme le haut rendement*", commente Pierre Alexis Renaudin, responsable des obligations convertibles en Europe pour Morgan Stanley.

Jean-Edouard Reymond, responsable de l'équipe des obligations convertibles chez UBI, explique que les obligations convertibles captent généralement environ 70% des gains de l'action à laquelle est liée le titre pour une exposition à la baisse limitée à seulement 50%.

"*Les fonds de pension et les assureurs les adorent, et la hausse des taux des emprunts d'Etat rendent les convertibles encore plus intéressantes*", relève-t-il.

"*Il n'y a aucune sortie sur ces titres, au contraire, nous avons vu entre 7,0 et 8,0 milliards de dollars d'argent frais arriver depuis le début de l'année*", précise-t-il.

Des chiffres à comparer avec les sorties massives observées dans le monde obligataire suite au projet de la Réserve fédérale américaine de commencer à réduire ses rachats d'actifs, 23 milliards de dollars ont ainsi été retirés des fonds obligataires la semaine dernière selon les données compilées par EPFR Global, société spécialisée dans les flux financiers.

En termes de performance, l'indice mondial UBS sur les obligations convertibles est en progression d'environ 6%, soit bien mieux que la baisse de 3,5% de l'indice Merrill Lynch sur le crédit entreprise et la hausse de 2% du Stoxx 600.

Complément.

Vous prenez moins de risque et le rendement de votre placement est supérieur, génial non ?

## Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 4 juillet 2013

### La DGSE espionne toutes les communications en France. (05.07)

**"Le Monde" dévoile ce jeudi que *"toutes nos communications sont espionnées"* et que les données sont stockées pendant plusieurs années.**

La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) *"intercepte la totalité des communications"* en France pour les stocker *"pendant des années"* en dehors de tout contrôle, écrit jeudi 4 juillet "Le Monde". Matignon a affirmé jeudi soir que les assertions du quotidien étaient *"inexactes"*. *"Plusieurs services font des interceptions de sécurité, DGSE, DCRI et douanes. L'ensemble de ces interceptions sont régies par la loi de 1991. C'est une décision du Premier ministre (de procéder à des interceptions) après avis de la CNCIS qui a ensuite le pouvoir de contrôler et de vérifier les interceptions"*, a-t-on expliqué. On a assuré qu'il y avait *"une traçabilité de toutes les requêtes"*.

La mise en cause par "Le Monde" de la DGSE intervient alors que des allégations d'espionnage des institutions et citoyens européens par les Etats-Unis ont provoqué une vague d'indignation en Europe. Selon "Le Monde", la DGSE *"collecte systématiquement les signaux électromagnétiques émis par les ordinateurs en France, tout comme les flux entre les Français et l'étranger : la totalité de nos communications sont espionnées"*.

Tout est stocké

Le fruit de cette collecte (courriels, SMS, relevés d'appels téléphoniques, Facebook, Twitter ...) est ensuite stocké *"pendant des années"* dans un supercalculateur au siège de la DGSE à Paris. Les autres services, assure "Le Monde", comme la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) ou les douanes, viennent y *"puiser quotidiennement"* les données qui les intéressent. Dans un communiqué en réaction aux informations du "Monde", le député PS Jean-Jacques Urvoas, co-rapporteur de la mission d'évaluation sur le cadre juridique applicable au services de renseignements souligne que *"les questions de renseignement s'accommodent difficilement des phantasmes et des imprécisions"*. Pour lui, l'affirmation selon laquelle *"la totalité de nos communications sont espionnées [et] stocké[e]s pendant des années" ne correspond guère à la réalité que je peux connaître*". Il rappelle que les interceptions concernant des citoyens français sont soumises à autorisation de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) et que les données collectées doivent être détruites après utilisation.

*"Les citoyens français"*, ajoute Jean-Jacques Urvoas, *"ne sont donc pas soumis à un espionnage massif et permanent en dehors de tout contrôle"*. Dans l'hémicycle, le porte-parole des députés UDI, Jean-Christophe Lagarde a interpellé, sans obtenir de réponse, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, au sujet de l'article du "Monde". *"Pouvez vous assurer, Monsieur le ministre, qu'aucun parlementaire n'est visé par un tel dispositif et que ces informations sont fausses ?"*, a demandé le député-maire de Drancy (Seine-Saint-Denis), en marge du débat sur le cumul des mandats.

2.500 personnes à la DGSE

Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), explique que les écoutes et les interceptions en France sont assurées en quasi totalité par la direction technique de la DGSE, soit 2.500 personnes (40 % des effectifs de la DGSE) depuis une dizaine de centres d'écoutes en métropole et outremer. Lors de son audition le 20 février devant la Commission de la défense de l'Assemblée, Erard Corbin de Mangoux, alors patron de la DGSE, avait dit que son service *"dispose de l'ensemble des capacités de renseignement d'origine électromagnétique"*. Après les préconisations du Livre blanc de 2008, la DGSE a pu *"développer un important dispositif d'interception de flux internet"*, avait alors ajouté Erard Corbin de Mangoux.

Commentaire.

Effectivement, ce flicage généralisé s'effectue bien *"en dehors de tout contrôle"* contrairement à ce que nie Matignon, puisque si vous demandiez à exercer un contrôle dessus on vous répondrait invariablement : secret défense !

Quelque part on s'en tape de leurs manigances, autant que les 17 millions d'Egyptiens qui sont descendus dans la rue pour chasser Morsi du pouvoir, le pion de Wahington, Jérusalem et Doha ou le peuple syrien qui résiste héroïquement...

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 5 juillet 2013

### Grèves et manifestations le 10 septembre contre la réforme des retraites. (05.07)

La rentrée sociale sera chaude. Alors que le gouvernement a donné le coup d'envoi de la concertation avec les partenaires sociaux ce jeudi, et prévoit de les rencontrer durant tout le mois de juillet, la contestation s'organise déjà dans les rangs syndicaux contre la réforme des retraites qui doit être votée avant la fin de l'année.

Quatre syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires) prévoient une *"journée de grèves et de manifestations sans doute le 10 septembre"*, a annoncé vendredi à l'AFP Annick Coupé, porte-parole du syndicat SUD-Solidaires. *"Il devrait y avoir la CGT, FO, la FSU et Solidaires"*, a précisé Mme Coupé, après avoir été reçue par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault dans le cadre de la concertation sur les retraites. La CGT a confirmé à l'AFP que cette date serait *"celle retenue"* et annoncée officiellement en intersyndicale lundi prochain.

Cette journée d'action interviendra donc avant la présentation du projet du gouvernement, attendu à la mi-septembre. La CGT jeudi et FO vendredi avaient déjà indiqué qu'elles allaient mobiliser leurs troupes en septembre sans donner de date précise. Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, reçue également vendredi à Matignon, a aussi indiqué que son syndicat mobiliserait en septembre, mais sans donner de date. Cette mobilisation de la FSU sera précédée d'une campagne d'information auprès des salariés fonctionnaires, a-t-elle précisé.

Les quatre syndicats qui s'apprêtent à passer à l'action refusent l'allongement de la durée de cotisation, seule piste clairement annoncée comme probable par le gouvernement pour préserver le régime de retraites. Ils refusent également d'autres pistes comme la mise à contribution des retraités qui sont contenues dans le rapport Moreau.

Le gouvernement va poursuivre sa concertation pendant le mois de juillet. Fin août les syndicats seront à nouveau invités à Matignon. Le projet de loi devrait être présenté à la mi-septembre et discuté au parlement en octobre.

Commentaire.

Pour le moment il s'agit encore d'une journée d'action bidon, grèves et manifestations au pluriel...



**Un article slate.fr du 9 juillet 2013**

### **Il faut un Pinochet en Egypte selon le Wall Street Journal. (10.07)**

L'éditorial, non signé, est venu remplir les pages du Wall Street Journal le jeudi 4 juillet. La solution pour l'Egypte serait donc d'avoir un général semblable au dictateur Pinochet afin d'assurer une transition économique et la mise en place d'une économie libérale solide. Mais l'auteur anonyme n'oublie-t-il pas quelque chose?

*«Les Egyptiens seraient chanceux si leurs nouveaux généraux s'avéraient être de la trempe d'Augusto Pinochet au Chili, qui arriva au pouvoir en plein chaos mais engagea des réformateurs libéraux et instigua une transition démocratique. Si le général Abdel Fattah al-Sisi essaie de restaurer l'ordre de Moubarak, il souffrira au bout du compte du même destin que Morsi.»*

L'éditorial, non signé, est venu remplir les pages du Wall Street Journal le jeudi 4 juillet. La solution pour l'Egypte serait donc d'avoir un général semblable au dictateur Pinochet afin d'assurer une transition économique et la mise en place d'une économie libérale solide. Mais l'auteur anonyme n'oublie-t-il pas quelque chose?

Le journaliste Martin Pengelly s'indigne dans le Guardian:

*«Vraisemblablement, le Wall Street Journal pense que les Egyptiens ont maintenant 17 années pendant lesquelles ils peuvent s'estimer chanceux si les dissidents sont torturés avec de l'électricité, violés, jetés dans des avions ou –si ils sont vraiment chanceux– simplement abattus. C'est ce qu'il s'est passé au Chili après 1973, entraînant la mort de 1.000 à 3.000 personnes. Environ 30.000 ont été torturées.»*

Les recommandations du Wall Street Journal sont en effet pour le moins surprenantes. Depuis quand un média reconnu internationalement conseille-t-il ouvertement la mise en place d'une dictature sur le simple motif que cela pourrait être bon pour l'économie? Pengelly ajoute:

*«Vraisemblablement l'équipe éditoriale du Wall Street Journal croit que, puisque Pinochet a "engagé des réformateurs libéraux", il devrait être excusé pour les excès que représentent quelques brigades criminelles. C'est pour cela, vraisemblablement, qu'ils pensent qu'un tueur de sang froid pro-business dans la trempe de Pinochet est ce dont les Egyptiens ont besoin pour réussir leur "transition vers la démocratie".»*

Ce n'est pas la première fois que des médias américains considérés comme libéraux félicitent l'oeuvre de Pinochet. En 2006, à la mort du général, Forbes s'insurgeait contre la nécrologie du New York Times jugée trop sévère:

*«Dans le papier du New York Times il faut vraiment chercher pour trouver un mot sur le fait que Pinochet a sauvé le Chili du chaos économique infligé par son prédécesseur socialiste, Salvador Allende.»*

Avant de continuer sur le ton de l'ironie:

*«Bien sûr les socialistes n'ont jamais voulu infliger ce chaos. Les événements ont dépassé les pauvres petits cons, vous voyez.»*

L'éditorial du New York Times était pourtant lui-même assez mesuré à l'égard du dictateur défunt:

*«Le général Pinochet a pris le pouvoir le 11 septembre 1973 lors d'un coup d'Etat sanglant qui a renversé le gouvernement marxiste du président Salvador Allende. Il a ensuite mené le pays dans une ère de croissance économique. Mais sous sa présidence plus de 32.000 personnes ont été exécutés ou ont disparu et des milliers d'autres ont été détenues, torturées ou exilées.»*

Notons que la croissance économique vient avant les tortures et les exécutions. Une vision de l'héritage du dictateur assez différente de celle que l'on a en France en somme.

**Commentaire.**

Plus facile à dire qu'à faire, le Wall Street Journal ne fait qu'exprimer ce que pense une couche de la classe dominante au Pentagone, à la CIA, à Washington...

**Un article lemonde.fr du 11 juillet 2013**

### **Les grands oreilles américaines écoutent les Mexicains. (12.07)**

Le Mexique enquête sur un rapport selon lequel son précédent gouvernement avait autorisé les Etats-Unis à installer sur son territoire un système d'interception des appels téléphoniques et des communications par Internet, a indiqué mercredi un porte-parole gouvernemental.

Le président mexicain, Enrique Peña Nieto, a jugé mercredi soir qu'il serait "*totallement inacceptable*" que les Etats-Unis aient espionné des usagers de télécommunications en territoire mexicain, lors d'un événement dans l'Etat du Chihuahua, selon le site internet du quotidien La Jornada. Le président mexicain a toutefois indiqué que "*pour le moment il n'y a pas les conditions pour altérer le climat de respect et de cordialité que nous avons établi avec le gouvernement des Etats-Unis*".

Le journal Excelsior avait affirmé dans son édition de mercredi que l'ex-président conservateur Felipe Calderon (2006-2012) avait passé un accord avec le département d'Etat américain en 2007, autorisant l'installation au Mexique d'un système permettant l'interception, le traitement, l'analyse et le stockage d'appels téléphoniques, de courriers électroniques ou de conversations sur le Web.

Le ministère de la justice mexicain "*examine les documents et une enquête est en cours*" pour déterminer si un acte illégal a été commis, a indiqué le porte-parole du ministère de l'intérieur, Eduardo Sanchez, lors d'une conférence de presse.

Selon le rapport publié par Excelsior, le système fonctionnait sous le contrôle de la défunte Agence fédérale d'investigation (AFI) et du ministère de la justice mexicain, au nom du combat contre le trafic de drogue et le terrorisme.

L'équipement avait été vendu par Verint System au gouvernement américain pour un montant de 3 millions de dollars, ce qui implique, selon le journal, que les Etats-Unis avait accès à l'information en provenant. "*Nous allons vérifier si le contrat existe et dans quelles conditions il se trouve*", a dit le porte-parole. L'administration de Calderon avait été marquée par une coopération étroite avec les Etats-Unis dans la lutte contre les cartels de la drogue.

Le président Enrique Peña Nieto, investi en décembre, s'est engagé à poursuivre sa coopération avec les Etats-Unis dans ce domaine, mais avec une différence importante : toutes les agences américaines doivent dorénavant passer par le filtre du puissant ministère de l'intérieur mexicain, alors qu'auparavant elles pouvaient traiter directement avec leurs homologues mexicaines.

Le gouvernement mexicain avait exigé mardi des Etats-Unis une "*information complète*" sur les cas supposés d'espionnage de pays latino-américains, révélés par le quotidien brésilien O Globo. Ce journal citait des documents provenant de l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden.

## Un article lemonde.fr et Challenge du 9 et 10 juillet 2013

### Les 500 plus fortunés de France se sont enrichis de 25 % en un an. (12.07)

Le Monde - Leur richesse cumulée s'établit désormais à 330 milliards d'euros et n'a jamais été aussi élevée depuis 1996, année où Challenges a lancé le classement des "500". Elle a quadruplé en une décennie et représente 16 % du produit intérieur brut du pays. Elle compte aussi pour 10 % du patrimoine financier des Français, *"soit un dixième de la richesse entre les mains d'un cent-millième de la population"*, affirme Challenges.

Ce groupe de 500 compte 55 milliardaires, soit 10 de plus que l'année dernière, précise l'hebdomadaire. Le plus petit des 445 millionnaires affiche, pour sa part, quelque 64 millions d'euros de patrimoine. Et la tendance ne semble pas faiblir. Les dix premiers du classement ont vu leur fortune croître de 30 milliards en douze mois, à 135 milliards (40 % du total). Une embellie qui permet même aux riches français de s'inscrire dans le nouveau palmarès des 100 premières fortunes européennes, publié par le magazine suisse Bilan.

En tête de liste, Bernard Arnault, PDG de LVMH, affiche une fortune de 24,3 milliards d'euros, en hausse de 3,1 milliards. Il est suivi de l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt, avec une fortune de 23,2 milliards, qui a fait un bond de 7,9 milliards. Gérard Mulliez, du groupe de distribution Auchan, arrive non loin derrière, avec 19 milliards (+ 1 milliard), suivi de Bertrand Puech (Hermès), dont la richesse s'est maintenue à 17,4 milliards.

Les suivants sont Serge Dassault, du groupe industriel Marcel Dassault (12,8 milliards d'euros), François Pinault (Kering, 11 milliards), Vincent Bolloré (Bolloré, 8 milliards), le *"roi de la bière et du vin"*, Pierre Castel (7 milliards), qui fait cette année son entrée dans le top 10, Alain Wertheimer de Chanel (7 milliards) est lui aussi un nouveau membre du club des dix.

Enfin, le dernier du top 10 est le fondateur de l'opérateur Free, Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du groupe Le Monde) entré dans le classement des 500 plus grandes fortunes de France en 2003 avec 80 millions d'euros et qui pèse actuellement plus de 70 fois plus (5,9 milliards).

Selon le classement des 100 familles les plus riches d'Europe, publié mercredi par le magazine suisse Bilan, c'est l'Espagnol Amancio Ortega Gaona, un autodidacte de 77 ans qui a créé le groupe textile Zara, qui est la première fortune d'Europe, avec un patrimoine de 40,9 milliards d'euros. Un quart de ces cent familles très riches vivent en Suisse.

En deuxième position figure le Suédois Ingvar Kamprad (Ikea), suivi par Bernard Arnault (LVMH) et Liliane Bettencourt (L'Oréal). Les Français sont bien représentés dans le classement avec quatre fortunes dans les dix premiers (familles Arnault, Bettencourt, Mulliez et Hermès). Au total, ce classement compte douze familles françaises.

Au total, 26 des familles les plus riches d'Europe vivent en Suisse dont trois sont françaises (Castel (vin, bière), Wertheimer (Chanel), Louis-Dreyfus (matières premières)). Les Français ont fait fortune dans le domaine du luxe, comme les Italiens, alors que les Allemands sont plus actifs dans les biens de grande consommation.

Enfin, ce classement montre qu'en Europe les *"grandes fortunes actuelles sont issues, à quelques exceptions près, de la 'vieille économie'"*, relève le journal, qui ajoute que *"les secteurs des nouvelles technologies de l'information sont quasiment absents de ce palmarès"*.

### Complément de Challenge

De quoi donner le tournis. Et fournir quelques arguments à une France qui a toujours détesté ses riches, surtout en période de crise. Jamais depuis 1996, année où Challenges a lancé son classement des "500", leur fortune globale n'avait atteint de tels sommets.

En une décennie, ce chiffre a plus que quadruplé, alors que le produit intérieur brut (PIB), lui, n'a fait que doubler. Ces 330 milliards d'euros de richesse professionnelle représentent 16% du PIB ou encore 10% du

patrimoine financier des Français, évalué à 3.400 milliards d'euros. Soit 1/10 de la richesse entre les mains de 1/100000 de la population. Du grain à moudre pour ceux qui dénoncent l'extrême concentration des richesses.

Les 10 plus riches pèsent 40% du top 500

Concentrée, la richesse? C'est encore pire que ce que vous pensez : même parmi les 500 premières fortunes, il y a riches et riches : 445 millionnaires, dont le plus petit, cette année, affiche quand même 64 millions d'euros de patrimoine; et 55 milliardaires, soit 10 de plus que l'année dernière. Et, parmi ces milliardaires, le Top-10. Des fortunes tellement élevées qu'elles jouent dans la catégorie des champions internationaux. Elles trustent ainsi 11 places dans le nouveau palmarès des 100 premières fortunes européennes que publie le magazine suisse Bilan. Ce Top-10 a une autre particularité : ses membres s'y enrichissent à un rythme beaucoup plus soutenu que les autres. En 1996, nos dix super-riches pesaient 20 milliards d'euros et 25% de la valeur totale des "500".

Aujourd'hui, après s'être encore enrichi de près de 30 milliards en douze mois, le Top-10 pèse 135 milliards, soit 40% du total! Depuis l'édition de 2003, ce club ultrafermé a été partiellement renouvelé avec l'arrivée des frères Wertheimer (Chanel), du roi de la bière et du vin Pierre Castel, et de Vincent Bolloré. Mais l'entrée la plus tonitruante est bien celle de Xavier Niel , le fondateur de Free, qui a fait son apparition dans le classement en 2003 avec 80 millions d'euros, et qui pèse aujourd'hui... 70 fois plus.

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 15 juillet 2013

### Comment associer les syndicats et les partis aux "*négociations*" de libre échange USA-UE tout en trompant le peuple. (15.07)

(titre de L'Expansion : *Négociations de libre échange USA-UE: Paris demande à Bruxelles de rendre public son mandat*. En lisant cet article vous allez tout de suite comprendre pourquoi j'ai choisi un autre titre, plus conforme à la réalité)

Un rappel avant de passer à cet article, un extrait de la causerie du 15 juillet.

Le libéralisme sous Hollande

Les socialistes au pouvoir, c'est bon pour le business libéral. À condition que l'on ne s'en remette pas à la seule classe politique. Le travail des libéraux de la société civile au cours de ces prochains mois va consister à communiquer, à proposer, à s'organiser.

Communiquer : il faut briser le cercle de l'ignorance qui emprisonne l'opinion publique, avoir une pédagogie active... - contreponts.org 15.05.2012

Même pas besoin des libéraux ou plutôt néolibéraux pour faire le sale boulot, le PS va le faire lui-même, mais bon, soyons sûr que votre collaboration lui sera utile.

L'article de L'Expansion.

**- Il ne faut pas négocier l'accord de libre-échange UE-Etats-Unis "*dans le dos des peuples et des sociétés civiles*", écrit Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, dans une lettre adressée au commissaire européen au Commerce Karel de Gucht.**

La confiance règne... Paris a demandé à la Commission européenne de rendre public son mandat de négociation d'un accord de libre échange avec les Etats-Unis, pour ne pas négocier "*dans le dos des peuples et des sociétés civiles*". Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, a écrit un courrier à ce sujet au commissaire européen au Commerce Karel de Gucht.

Les États-Unis et l'Union européenne ont commencé le 8 juillet à Washington de vastes négociations visant à créer l'une des plus grandes zones de libre-échange dans le monde. "*Cette négociation intéresse les entreprises, les syndicats de salariés, les associations de consommateurs, les organisations non gouvernementales, les peuples enfin*", a écrit Nicole Bricq à Karel de Gucht, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie lundi.

"*Nous devons les écouter et les entendre; ils nous guideront dans ces débats qui tourneront essentiellement sur l'harmonisation et la convergence réglementaire*", écrit Nicole Bricq, qui demande que "*les choix profonds des sociétés européennes soient respectés*". "*Ils pourront nous alerter au mieux si les choix de société venaient à être bousculés*", ajoute-t-elle en exigeant "*la transparence*".

Le document déjà public aux Etats-Unis.

La ministre s'insurge dans sa lettre contre le fait que ce texte, diffusé par d'autres voies sur nombre de sites internet, de journaux notamment, et ainsi accessible aux lecteurs américains, n'ait pas été mis à la disposition des "*acteurs de la vie économique et sociétés européennes*" par la Commission elle-même. "*C'est pourquoi je souhaite tout d'abord que le mandat, document politique, soit rendu public*", écrit Nicole Bricq.

"*Comment entendez-vous mener cette négociation? Comment comptez-vous associer les parties prenantes? J'attends de vous un calendrier et une méthode d'association des sociétés civiles aux négociations*", demande-t-elle également au commissaire européen. "*Un tel accord ne peut se faire dans le dos des peuples et des sociétés civiles*", indique la lettre datée de vendredi.

*"Comment entendez-vous mener cette négociation? Comment comptez-vous associer les parties prenantes?"*, écrit Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, au commissaire européen Karel de Gucht, dans le cadre des négociations de libre échange USA-UE.

Commentaire.

Le tour de passe-passe consiste à associer *"syndicats de salariés, les associations de consommateurs, les organisations non gouvernementales"* qui sont des partisans ou des alliés de l'Union européenne, de la mondialisation ou plutôt du mondialisme, qui adhèrent à leur projet, qui ne se situent pas sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière ou des peuples parce qu'ils sont gangrenés par l'idéologie dominante, ils vont servir à légitimer cet accord au nom des peuples, à lui donner un vernis démocratique et le tour est joué.

Il faut évidemment rejeter toute participation à cette entreprise ultra réactionnaire, car c'est une nouvelle étape très importante qui se joue ici vers l'instauration d'un gouvernement mondial ou le Nouvel ordre mondial. Qui en a vraiment conscience dans nos rangs ? Il y a urgence.

## Un article LePoint.fr du 16 juillet 2013

### Marseille : une médecin brise l'omerta. (17.07)

**Installée dans le quartier de la Belle de Mai, une médecin raconte son quotidien, où les exigences de soins se heurtent à une précarité et à un intégrisme galopants.**

*"Jamais je n'aurais imaginé qu'en 2013 je serais séquestrée dans un appartement au milieu d'une dizaine de personnes qui me demandent d'établir un certificat de virginité pour l'une de leurs filles." D'un sourire à peine gêné, et malgré le silence que lui impose le secret médical, Marie\* distille les anecdotes qui rythment son quotidien de médecin dans l'un des quartiers les plus sensibles de l'Hexagone. Chanté par Renaud, lieu de naissance du sculpteur César et des fines fleurs du banditisme (Francis le Belge en tête), ce quartier du 3e arrondissement de la cité phocéenne s'est abîmé. Il est désormais à l'image des appartements insalubres aux volets désespérément clos qu'il abrite. Tout juste si les façades colorées témoignent de la douceur d'antan, lorsque les bals populaires rythmaient le quotidien d'une forte communauté italienne qui avait fui la Toscane.*

Les temps ont changé, "la Belle" aussi. Les petits primeurs ont cédé la place à quelques magasins de téléphonie et à des bars sans âme. Une importante communauté maghrébine et comorienne s'est implantée ces trente dernières années. Une population d'environ 13 000 âmes, livrée à elle-même et qui tente de redonner vie à un quartier tombé à l'abandon depuis la délocalisation des manufactures de tabac au début des années 1990.

*"Dans ce quartier, on n'est plus en République"*

Il faut arpenter la rue éponyme de ce quartier pour arriver au cabinet de Marie, à l'avant-dernier étage d'un immeuble à la façade fatiguée. Voilà dix ans que cette quadragénaire insatiable enchaîne ses consultations dans ce quartier présenté comme le plus pauvre d'Europe. Depuis quelques mois, elle a repris le cabinet d'un confrère. *"Ce fut un concours de circonstances"*, explique-t-elle. Et d'ajouter, sourire aux lèvres : *"En même temps, ça ne se bousculait pas. De moins en moins de médecins veulent s'installer. Alors ici..."*

Dans ce quartier où le silence est d'or, cette mère de trois enfants a choisi de briser l'omerta. Pas de noms, ni de photos ni de détails qui peuvent l'identifier : tel est le prix de sa tranquillité. Cela ne l'empêche pas de vouloir dénoncer la décrépitude d'un lieu autrefois appelé *"le petit paradis"*. Stigmatisé pour son insécurité, la Belle de Mai est d'abord victime d'une misère galopante. *"Le plus difficile, c'est de constater chaque jour la précarité dans laquelle les gens vivent, s'emporte-t-elle. Je pense surtout aux plus jeunes, qui évoluent dans des conditions de pauvreté extrême et qui sont victimes de carences éducationnelles majeures."* Pointant du doigt une *"défaillance manifeste des institutions"*, elle estime qu'il est urgent de lancer un cri d'alarme.

*"Il n'y a pas de projets pour eux aujourd'hui. Que leur propose-t-on ? Rien, on les condamne d'avance. On ne peut pas s'étonner par la suite que certains prennent le mauvais chemin"*, souligne cette médecin. À plusieurs reprises, elle explique avoir saisi les services sociaux face aux cas les plus graves. Mais parfois, devant la réticence de quelques familles, elle avoue avoir fait machine arrière. *"J'ai envie de rester en vie"*, lâche-t-elle, avouant ressentir quotidiennement de la peur lors de ses consultations. *"Vous savez, dans ce quartier, on n'est plus en République."*

#### Des violences protéiformes

Depuis son arrivée à la Belle de Mai, Marie apprend à faire avec la violence, souvent verbale, parfois physique. *"Au départ, on vous demande avec insistance des ordonnances et puis un jour cela dérape et on se retrouve face au canon d'une kalachnikov"*, poursuit-elle. Un épisode d'une rare violence survenu après qu'elle eut refusé de fournir des prescriptions de complaisance. *"J'ai arrêté les visites à domicile pour des raisons de sécurité. L'épisode du certificat de virginité m'a convaincue"*, souffle-t-elle. Elle raconte s'être rendue au domicile d'une famille qui l'avait contactée au prétexte qu'une jeune fille était malade. *"Sur place, j'ai compris que les personnes présentes attendaient de moi que je délivre un certificat de virginité pour la future mariée. Sans doute une façon pour eux d'assurer leur honneur"*, précise-t-elle.



Lorsqu'elle n'en est pas la victime, Marie est témoin de cette violence. *"Il m'arrive d'être confrontée à des situations de violences intrafamiliales sordides, touchant des enfants maltraités et des femmes séquestrées"*, confie-t-elle. Elle révèle ainsi le cas d'épouses venues directement de pays du Maghreb, ne parlant pas le français, transformées en "esclaves" par leurs maris, qui justifient ce traitement par la religion. *"La plupart d'entre elles ne se confient pas directement. Parfois, elles viennent me voir à l'insu de leurs époux. J'apprends qu'on leur a confisqué leurs passeports et que certaines sont venues en France contre leur volonté"*, précise-t-elle. Soulignant de nouveau la précarité du quartier, elle assure : *"Une telle pauvreté est le terreau idéal à une montée de la radicalisation et des extrémismes. Je suis confrontée de plus en plus à des femmes voilées, parfois intégralement."* Et d'ajouter, dans un éclat de rire : *"Enfin, extrémisme, on s'entend. Sous le voile, on voit parfois des dessous en dentelle très sexy."*

Face à un tel environnement, Marie ne se voit pas pour autant abdiquer. *"J'aime profondément mon métier, et je me sens bien plus utile ici que dans un quartier bourgeois"*, explique-t-elle. Elle avoue cependant finir ses journées avec soulagement et en commencer certaines avec crainte. *"On ne sait jamais ce que l'on va trouver. En venant ici, je ne pensais pas que cela serait si difficile, ni être confrontée à de pareilles souffrances. Mais on ne peut pas résumer ce quartier à sa mauvaise réputation, on garde tous l'espoir que les choses changent et que les envies prennent vie"*, conclut la médecin. D'ici là, au propre comme au figuré, Marie reste à la Belle de Mai pour y panser les plaies.

\* Le prénom a été changé

## Un article lefigaro.fr du 16 juillet 2013

### Le grand argentier du Parti populaire accable Rajoy. (17.07)

Mariano Rajoy n'entend pas démissionner. Accusé par son ancien trésorier d'avoir reçu de l'argent au noir, pressé par l'opposition alors qu'un scandale de corruption menace son parti et sa survie politique, le chef du gouvernement espagnol a évoqué un motif inattendu pour se maintenir au pouvoir: la crise économique. *«L'Espagne, dans une situation difficile, fait des pas vers la sortie de la crise, et la grande valeur du pays, c'est la stabilité politique. Je respecterai mon mandat. Je garantis aux Espagnols qu'il y a un gouvernement stable qui va remplir ses obligations»*, a-t-il déclaré lundi après-midi, alors qu'il s'adressait pour la première fois à la presse depuis l'accélération de l'«affaire Bárcenas».

Le sort du chef de l'exécutif est intimement lié à celui de l'ex-trésorier du Parti populaire (PP, droite), Luis Bárcenas. Le comptable est en détention provisoire après la découverte de comptes en Suisse à son nom sur lesquels étaient placés quelque 48 millions d'euros.

Accusé d'être au cœur d'une affaire de corruption, de financement occulte et de blanchiment, Bárcenas a commencé à vider son sac. Et le comptable vise haut. Devant le juge, l'ex-trésorier a affirmé avoir distribué, entre 2009 et 2010, 95.000 euros en liquide à deux personnes: María Dolores de Cospedal, la numéro deux du PP, et Mariano Rajoy lui-même!

Les déclarations de Bárcenas confirment les révélations de la presse depuis janvier 2013. Les quotidiens El País et El Mundo ont alterné témoignages d'élus et documents écrits pour étayer la thèse d'un financement occulte et systématique du PP depuis vingt ans. Face au juge de l'Audiencia Nacional - le plus haut tribunal pénal espagnol -, Bárcenas a reconnu être l'auteur d'une comptabilité parallèle tenue à la main.

L'affaire s'est aggravée pour Rajoy avec la publication dimanche de SMS par lesquels le chef de l'exécutif envoie des encouragements à Bárcenas, alors que l'affaire de ses comptes en Suisse était déjà dévoilée.

Le PP nie l'ensemble des faits. Les conservateurs expliquent les accusations de leur ancien trésorier par une tentative désespérée d'amadouer la justice. Bárcenas, dont Rajoy disait jadis que *«personne ne pourra démontrer qu'il n'est pas innocent»*, est devenu, dans la bouche des dirigeants du PP, un vulgaire *«délinquant»*.

Malgré les protestations de l'opposition et le risque d'une mobilisation sociale - une manifestation est prévue jeudi soir -, Rajoy sait qu'il peut compter sur sa majorité absolue au Parlement pour écarter toute motion de censure. Sa survie politique dépend donc de sa capacité à tenir le parti... et de l'espoir que Bárcenas ne produise aucune preuve définitive contre lui.

Ce mardi, El Mundo reproduisait un reçu pour une commission de 200.000 euros attribuée à la fédération du PP en Castille La Manche en échange d'un contrat public à Tolède. María Dolores de Cospedal, qui est aussi présidente de la région, a qualifié l'accusation d'«*absolument fausse*». Dans l'un des fameux SMS envoyés à Bárcenas, Rajoy confiait sa philosophie personnelle face aux épreuves: *«La vie consiste à résister et que quelqu'un t'apporte de l'aide.»*

## Un article euronews.com du 17 juillet 2013

### Stages : le côté obscur de la force de travail. (17.07)

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du stage, et ce royaume semble malheureusement ne pas connaître de frontières. Ce quelque chose est pourtant facile à identifier : les mauvaises conditions de travail pour les stagiaires sont répandues, et de plus en plus dénoncées partout dans le monde et pas seulement à Bruxelles, où se tient mercredi 17 juillet la première « *Manifestation du Sandwich* » contre cet alien de l'emploi, supposément à mi-chemin entre formation et monde du travail. C'est pourtant désormais une étape quasiment obligatoire sur la route du travail.

En France, le collectif Génération Précaire en a fait son cheval de bataille : il dénonce la paupérisation de toute une génération qui va de stage en stage, sans rémunération ou presque. Depuis 2009, un stage de plus de deux mois consécutifs doit obligatoirement être indemnisé, à hauteur de minimum 436,12 euros. C'est très peu quand on considère que certains jeunes diplômés passent parfois près d'un an cumulé en stage, comme le raconte le blogueur Yann Quelquechose. Il dénonce, comme la plupart de ses camarades stagiaires, des conditions de travail qui ne respectent en rien la législation. La violation la plus courante consiste à employer un stagiaire comme un employé régulier de l'entreprise, c'est-à-dire en lui donnant des tâches à accomplir qu'un employé payé au salaire normal en vigueur devrait accomplir.

Cette pratique est illégale, et ce dans la plupart des pays européens. Le stage est une période de formation par une entreprise, pas un emploi sous-payé.

Le Royaume-Uni fait face à ce problème également. Un rapport d'un service du gouvernement britannique spécialisé dans les carrières des étudiants diplômés publié au début du mois de juillet 2013 indique que près de 2 000 étudiants effectuent des stages non rémunérés dans les six mois après leur fin d'études. Un fléau que l'organisation InternAware entend combattre, en poussant les parlementaires à prendre des mesures obligeant les entreprises à rémunérer leurs stagiaires.

Aux Etats-Unis, plus de la moitié du million de stages effectués par an ne sont pas rémunérés. Ce qui pose problème : dans ce pays où l'éducation supérieure est très coûteuse, de nombreux étudiants travaillent à côté de leurs études pour essayer d'endiguer le montant de la dette qui les attend au sortir de l'université. Effectuer un stage, non-payé tend donc à être réservé à ceux qui peuvent s'assurer du soutien financier de leurs familles, et donc à être un autre facteur discriminant, dans la possibilité d'obtenir une telle expérience qui valorisera une candidature plus tard.

De plus, à cela s'ajoute un autre problème, déjà évoqué plus haut : l'utilisation de stagiaires comme des employés réguliers, qu'il est possible de ne pas rémunérer, pratique courante aux Etats-Unis. Pour ne pas être rémunéré, un stage doit remplir plusieurs conditions : être un terrain de formation avant tout, et le travail fourni ne doit pas être fourni au bénéfice de l'employeur.

Ce qui est rarement le cas, mais personne n'osait tirer la sonnette d'alarme, jusqu'à Eric Glatt. Ce quarantenaire a été stagiaire dans les bureaux de la production de Fox Searchlight Pictures durant l'hiver 2010, attaché à la production du film *Black Swan*, et n'a pas été payé. Le fait est que son stage ne contenait aucun élément de formation, et que son activité consistait principalement en un travail d'assistant : faire du café, des courses pour la production... Le tout soumis à des horaires très étendus. En 2011, il parvient à convaincre son ancien collègue stagiaire d'attaquer le studio. En juin 2013, un juge de la cour de Manhattan a statué en leur faveur, avançant que Fox Searchlight Pictures avait enfreint les lois fédérales et de l'état de New York sur le salaire minimum et l'emploi. C'est un précédent qui pourrait changer la donne.

La Chine, quant à elle, a récemment défrayé la chronique quand la politique d'une école de Huai'an a été dévoilée. Cette école technique, qui affirme vouloir professionnaliser ses étudiants, entend donc forcer ces derniers à effectuer un stage. Mais là où le bât blesse, c'est quand le domaine du stage n'a pas de rapport apparent avec la formation délivrée. Les étudiants de cette université étaient, en effet, forcés d'intégrer la chaîne d'assemblage de l'usine Foxconn, connu pour être un des principaux fournisseurs de la firme californienne Apple. Des étudiants affirment que s'ils n'effectuaient pas ce stage, l'université menaçait de ne pas leur fournir les crédits correspondants, et donc d'invalider leur année d'études.

D'après les chiffres officiels fournis par Foxconn, les stagiaires constituent 2,7% de la masse salariale de l'entreprise, soit 32 000 personnes durant l'année, et 180 000 l'été. Ces chiffres sont démentis par la SACOM, Students and Scholars Against Corporate Misbehaviour, une organisation non gouvernementale Hong-Kongaise qui défend les droits des travailleurs.

Un fonctionnaire du gouvernement chinois a confié que, dans la mesure où il était difficile de trouver un stage dans le champ d'études de la plupart des étudiants, ils étaient « *encouragés à aller travailler dans les usines pour en apprendre plus sur la société.* »

On est en droit de se demander si ce savoir est vraiment nécessaire, à regarder les chiffres du suicide : en juin 2010, un stagiaire appelé Liu Jiang (un alias utilisé par la presse) a sauté du sixième étage de son dortoir à Foshan, ville chinoise du sud du pays, où il effectuait son stage, chez Foxconn. Il était la 17ème personne à effectuer une tentative de suicide, et le 13ème employé de la compagnie à trouver la mort, depuis le début de cette année. C'est beaucoup, même au regard du taux de suicide chinois, qui est très élevé (environ 287 000 personnes par an d'après une étude dévoilée en 2007).

Au Japon aussi, les stages ont revêtu un habit funèbre quand en 2010, la mort de 27 stagiaires étrangers a été liée à leurs conditions de travail. Ils travaillaient pour la plupart près de 100 heures supplémentaires aux 350 heures qu'ils travaillaient déjà chaque mois (chiffres fantaisistes, ils travailleraient 20 h par jour sur la base de 22 jours ouvrés : - ndlr) Lila Abiko, avocate la famille d'une victime, affirme que ces morts peuvent être liées à une surcharge de travail : neuf sont décédés de maladies cérébrales ou d'arrêt cardiaques ; trois se sont suicidés ; quatre se sont tués dans des accidents industriels et quatre autres dans des accidents de la route.

La situation n'est pas si grave en Belgique, pourtant, les stagiaires belges réunis le 17 juillet place du Luxembourg appellent à un changement rapide des pratiques. Sans revendication autre que le désir d'attirer l'attention sur leur situation et d'ouvrir le dialogue, ils dénoncent des situations qui vont à l'encontre du droit du travail belge et de la plupart des pays européens.

Une réflexion est menée au niveau des institutions européennes : une alliance européenne pour l'apprentissage a été lancée le 2 juillet 2013 par les deux commissaires européens Androulla Vassiliou (éducation, culture, multilinguisme et jeunesse) et László Andor (emploi, affaires sociales et inclusion), qui devrait inclure des pistes de réflexion sur l'encadrement des stages.

## Un article Reuters du 17 juillet 2013

### **COR-Le nombre de pauvres en forte augmentation en Italie. (18.07)**

Le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue et de pauvreté relative en Italie a fortement progressé l'an dernier et c'est avant tout le sud de la Péninsule qui est touché, au vu d'un rapport rendu public mercredi.

Environ 4,8 millions de personnes, soit 8% de la population, sont en situation de "*pauvreté absolue*", ce qui signifie qu'elles ne sont pas en mesure de bénéficier du niveau de vie minimum acceptable, selon le rapport, réalisé par l'institut des statistiques italiennes, Istat. En 2011, par comparaison, ils étaient 3,4 millions dans cette situation.

En tout, 9,56 millions de personnes, soit 15,8% de la population, sont considérées comme étant pauvres, d'après les normes italiennes. Ils étaient 8,17 millions dans ce cas en 2011. L'économie italienne est en récession depuis près de deux ans.

Dans un autre rapport publié en mai, Istat dévoilait que des millions d'habitants de la Péninsule ne pouvaient plus se permettre de chauffer correctement leur logement, de prendre des congés en dehors de chez eux ou encore de manger de la viande.

## Un article AFP du 18 juillet 2013

### Etats-Unis: la ville de Detroit se déclare en faillite. (20.07)

Detroit, berceau de l'automobile, est devenue jeudi la plus grande ville américaine à se déclarer en faillite, selon des documents judiciaires consultés par l'AFP.

Un temps joyau de l'industrie, Detroit a perdu la moitié de sa population en 60 ans et les grands groupes ont progressivement abandonné la ville, portant un coup rude aux recettes fiscales.

*"Les habitants de Detroit ont besoin et méritent une feuille de route qui leur permettra de sortir de la spirale qui les entraîne vers des services publics de moins en moins performants",* a justifié Rick Snyder, le gouverneur de l'Etat du Michigan, dans une lettre qui accompagnait l'acte déposé auprès d'un tribunal.

*"La mise en faillite est l'unique solution qui permettra à Detroit de redevenir stable et viable",* a-t-il poursuivi.

Detroit est passée de 1,8 million d'habitants en 1950 à 685.000 aujourd'hui. Ce mouvement s'est accompagné d'un exode massif des entreprises et d'un effondrement des recettes fiscales.

Progressivement, nombre de services publics ont dû être réduits et, exemple le plus saillant de cette diète, l'éclairage n'est plus assuré dans certains quartiers la nuit.

Prise à la gorge, la ville avait annoncé le mois dernier qu'elle ferait défaut sur une partie des 18,5 milliards de dollars de dette qui l'accable.

### Un complément à partir de deux articles de l'AFP et de Reuters du 19 juillet.

Cette ville industrielle du nord des Etats-Unis a accumulé une dette vertigineuse de 18,5 milliards de dollars. A tel point que la municipalité n'est plus en mesure d'assurer l'éclairage public dans de nombreux quartiers et que seul un tiers des ambulances fonctionnent, faute de moyens pour les entretenir.

Le taux de criminalité n'a jamais été aussi élevé en 40 ans, et la police met en moyenne 58 minutes pour arriver lorsqu'elle est appelée, contre 11 minutes au niveau national.

L'évolution de la situation est suivie de près par les employés de la ville, qui craignent de voir leurs retraites coupées. Sur les plus de 18,5 milliards, neuf milliards sont en effet dus à des fonds de retraite. Detroit compte 10.000 employés du service public et 20.000 retraités du même secteur.

*"Oui, il y a 10.000 employés. Oui, il y a 20.000 retraités. Mais il y a aussi 700.000 citoyens qui ne méritent pas d'attendre 58 minutes avant que la police arrive",* a martelé Kevyn Orr, l'expert mandaté pour sortir Detroit de l'ornière, devant les journalistes.

*"Est-il normal de voir des arbres vieux de 40 ans pousser à travers les toits délabrés de maisons en ruine? Est-il normal de voir les enfants marcher dans des rues non éclairées en rentrant de l'école?",* a-t-il insisté.

Kevyn Orr a précisé que la ville disposait de 2 milliards de dollars pour rembourser 12 milliards de dette "non garantie", y compris ces prestations de retraite.

Mais le président du principal syndicat des employés du secteur public du pays AFSCME, Lee Saunders, a reproché à Rick Snyder, le gouverneur du Michigan, et Kevyn Orr d'avoir refusé de négocier une autre approche. *"Les employés du secteur public de Detroit travaillent dur et respectent les règles, et à présent leur droit à prendre leur retraite dans la dignité est mis en danger",* a-t-il dénoncé.

*"Manifestement, le gouverneur Snyder et Kevyn Orr veulent que les employés du service public de Detroit se reposent sur leurs enfants pour se nourrir et se loger, ou alors qu'ils travaillent jusqu'à leur mort",* s'est-il insurgé.

Rick Snyder a défendu vendredi la mise en faillite, soulignant qu'il n'y avait pas d'autres options "*viables*" vu que la ville était "*fauchée*".

M. Snyder a néanmoins tenté d'apaiser les inquiétudes des habitants. "*Nous voulons rassurer les citoyens de Detroit: tout va continuer à fonctionner normalement*", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse.

*"Le moment est venu de remettre Detroit sur les rails. Réglons le problème de la dette. Réglons le problème des services publics"*, a-t-il insisté.

Le lent déclin économique et financier de la ville est allé de pair avec une déchéance sociale qui s'illustre dans l'exode de ses habitants. Detroit a perdu la moitié de sa population en 60 ans, passant de 1,8 million d'âmes en 1950 à 700.000. Et plus d'un quart de sa population, à 80% noire, vit désormais sous le seuil de pauvreté. (Précision : dans les années 60-70 Detroit comptait 2,5 millions d'habitants, entendu dans un documentaire diffusé par TV5Monde Asie la semaine dernière. - Ndlr)

Avec la mise en faillite de Detroit, les municipalités du Michigan et, par ricochet, d'autres Etats du pays, risquent d'avoir des difficultés à emprunter de l'argent, faute de confiance des prêteurs.

Prochaine étape: un juge devra dire si Detroit peut se placer sous la protection de la loi sur les faillites, qui lui permet de renégocier sa dette. AFP 19.07

Reuters - Un juge de l'Etat du Michigan a ordonné vendredi à l'administrateur d'urgence nommé par l'Etat de la ville de Detroit de retirer sa demande de mise sous la protection du régime des faillites déposée la veille.

La juge Rosemarie Aquilina a indiqué que la loi 2012 du Michigan, autorisant le gouverneur Rick Snyder à donner son feu vert à la demande de mise en faillite de la ville, la plus grosse faillite d'une ville dans l'histoire des Etats-Unis, enfreignait la Constitution du Michigan.

Ce jugement intervient dans le cadre de procès engagés ce mois-ci par des fonds de pensions de Detroit, pour des retraités et des employés de la ville, qui s'opposent à ce dépôt de bilan qui réduirait le montant de leurs pensions, en violation avec le principe de protection de ces prestations prévu dans la constitution. Le procureur général du Michigan a fait appel de cette décision au nom du gouverneur du Michigan, Rick Snyder.

La faillite, si elle est approuvée par la justice fédérale, contraindra les milliers de créanciers de Detroit, berceau de l'industrie automobile américaine, à négocier avec le gestionnaire financier ad hoc nommé en mars par le gouverneur du Michigan Rick Snyder, Kevyn Orr.

Les experts en procédures de faillite s'attendent à ce que les procès durent des années et coûtent des millions de dollars. Reuters 19.07

## Un article Reuters du 18 juillet 2013

### Les patrons de la CGT et du Medef se trouvent des convergences. (20.07)

Les nouveaux patrons de la CGT et du Medef se découvrent des convergences et souhaitent notamment de concert une remise à plat des aides publiques, même si leurs positions restent aux antipodes sur des sujets comme les retraites.

Dans une interview croisée à paraître samedi dans l'hebdomadaire Marianne, Pierre Gattaz dénonce *"la financiarisation à outrance"* de l'économie et dit incarner *"un capitalisme qui veut recréer de l'emploi en France dans la durée, réhabiliter le travail et l'outil de travail"*.

*"Ces préoccupations nous rapprochent, avec Thierry Lepaon"*, souligne le successeur de Laurence Parisot à la présidence de la principale organisation patronale française, le Medef.

Le secrétaire général de la CGT dénonce certes les politiques qui *"ne voient dans le travail qu'un coût à rabaisser"* mais estime que la France ne repartira d'un bon pied *"qu'en remettant la valeur travail"* au coeur de la société.

Il critique le *"droit indifférencié"* des entreprises à profiter de 200 milliards d'euros d'aides publiques et souhaite le retour à une politique d'aides ciblées.

*"Il est tout à fait normal d'évaluer les aides que l'on distribue aux entreprises"*, répond Pierre Gattaz. *"Sur le fond, je préférerais même que nous recevions moins d'aides ou des aides choisies en fonction de leur efficacité."*

Thierry Lepaon salue une *"bonne nouvelle"* dans cette volonté exprimée par le président du Medef de *"travailler sur l'efficacité des aides publiques"*.

*"La CGT ne sera donc plus la seule organisation à réclamer cette remise à plat et je pense que si le patronat et les syndicats de salariés revendiquent auprès de François Hollande le droit de travailler le sujet, ils peuvent être entendus."*

Les deux hommes se retrouvent encore sur l'idée d'une harmonisation économique et sociale de l'Europe, même s'ils n'en ont pas nécessairement la même vision.

*"Je suis en partie d'accord : il faut harmoniser l'Europe sur le plan économique et social aussi rapidement que possible"*, déclare ainsi Pierre Gattaz en réponse à une charge de son interlocuteur contre le *"dumping social"*.

Le secrétaire général de la CGT défend un modèle allemand dans lequel les entreprises *"mobilisent leurs personnels en leur accordant un droit de regard sur leur stratégie et leur plan de formation"* ?

*"Sur le long terme, Thierry Lepaon a sans doute raison"*, répond Pierre Gattaz, qui lance cependant une mise en garde contre un surcroît de contraintes pour les entreprises.

Sur la réforme des retraites, le fossé reste entier entre une CGT opposée à tout allongement de la durée de cotisation ou tout report de l'âge légal et un Medef pour qui ce sont là les seuls leviers à actionner.

*"Thierry Lepaon notera que, comme la CGT, nous ne prôtons pas une baisse des pensions ou une hausse des cotisations salariales, nuisibles au pouvoir d'achat"*, déclare cependant Pierre Gattaz, qui se dit apolitique et admet que les problèmes de la France *"ne datent pas de l'élection de François Hollande"* à la présidence de la République.

Commentaire.



La technique est très fine et diffère de celle employée avec la CFDT, qui elle ne nécessite aucun effort d'imagination ou d'ingéniosité puisque la CFDT est un syndicat patronal ou jaune. Elle consiste à appâter le poisson avec quelques flatteries bien pesées et une fois qu'il a mordu à l'hameçon, il suffit de tirer délicatement sur le fil pour qu'il atteigne sa destination finale, qu'il rejoigne le panier de crabes dans lequel figure déjà le Medef et les syndicats jaunes et le tour est joué.

Simuler d'être d'accord avec son ennemi pour l'affaiblir ou profiter de ses faiblesses ou contradictions pour l'amener sur votre terrain et en obtenir ce qu'on veut est une tactique ou une ruse plus qu'un piège, désolé pour ceux qui voient des pièges partout. Celui qui en est la victime en est le complice en réalité, car la manoeuvre est grossière ou éculée et saute aux yeux.

Ce que dit Gattaz ici, c'est que Lepaon est d'accord avec lui sur le fond, donc ils partagent le même diagnostic sur la situation ("sur le long terme"), leur désaccord porte uniquement sur les moyens à accorder au capitalisme français pour qu'il s'en sorte, car c'est leur objectif commun, pour Gattaz si les entreprises coulent c'est évidemment une catastrophe pour les patrons et actionnaires dont il est le porte-parole, et pour Lepaon c'est une catastrophe pour les travailleurs dont il prétend être le porte-parole, ils ont donc tous les deux intérêt à ce que les entreprises s'en sortent par n'importe quel moyen.

On voit également ici que le rôle de Lepaon est de tendre la perche au patronat ou de lui laisser le champ libre pour qu'il puisse agir à sa guise. Par exemple, Lepaon dénonce le "*dumping social*" au sein de l'UE, Gattaz saisit la balle au bond et répond qu'il a raison et qu'il "*faut harmoniser l'Europe sur le plan économique et social aussi rapidement que possible*", ce qui signifie dans sa bouche dans le sens des intérêts du patronat, c'est-à-dire en alignant le droit du travail et le coût du travail dans l'UE sur les pays où ils sont le plus avantageux pour les patrons, ainsi Gattaz a répondu à la question soulevée par Lepaon et ainsi de suite, c'est ainsi qu'il légitime au passage la politique patronale du gouvernement.

Peu importe ensuite que Lepaon conteste l'orientation du patronat, pour deux raisons.

La première, c'est que l'essentiel consistait à accepter de se situer sur le terrain du patronat en dénonçant le "*dumping social*", qui est avant tout une revendication patronale puisque son intention est de l'instrumentaliser pour aboutir à une baisse généralisée du coût du travail et à la liquidation de la législation du travail favorable aux travailleurs.

La seconde, c'est qu'il ne s'opposera pas aux mesures qui seraient prises par le gouvernement pour aboutir à ce résultat, jamais il ne mobilisera les masses pour empêcher qu'elles s'appliquent.

A l'arrivée, c'est bien parce que Lepaon se situe sur le terrain du patronat, reprend finalement à son compte ses besoins que Gattaz peut se féliciter de ce "*rapprochement*", c'est un euphémisme bien sûr.

**Un article L'Express.fr du 19 juillet 2013**

**Hollande et la finance: "*La collusion entre banquiers et politiques est toujours aussi forte*". (20.07)**

**Pour la première fois depuis le début de son mandat, François Hollande a reçu les banquiers à l'Elysée. Un an et demi après le discours du Bourget, où en sont les relations entre le Président et les financiers? Réponse avec Jean-Paul Pollin, du cercle des Economistes.**

Jusqu'à présent François Hollande avait maintenu une distance prudente avec les grands banquiers français. Ce vendredi après-midi, le président de la République a reçu pour la première fois le comité exécutif de la Fédération bancaire française (FBF), qui regroupe les chefs de file de Crédit agricole, BNP Paribas, BPCE, Société générale, le Crédit mutuel et La Banque postale. Une rencontre qui intervient au lendemain de l'adoption définitive de la loi bancaire par le Parlement. Qu'a fait le président, pour réguler le secteur, un an et demi après avoir déclaré la guerre à la finance sans visage? Le point avec Jean-Paul Pollin, membre du Cercle des Economistes, et professeur à l'Université d'Orléans.

**Le Président de la République a reçu ce vendredi les principaux banquiers français. Depuis que François Hollande est au pouvoir, les banques sont-elles mieux encadrées?**

On ne peut pas vraiment dire ça. Toutes les grandes promesses de François Hollande ont été annihilées par la puissance du lobby financier. La preuve avec la réforme bancaire qui vient d'être adoptée, et qui, contrairement à ce qui avait été promis, ne séparera pas les activités de détail des activités de marché. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette réforme élude aussi totalement la question du shadow banking, ces hedge funds et autres structures qui permettent aux banques de cantonner certaines activités à risque. Cela peut en effet sembler curieux pour quelqu'un qui voulait en finir avec la "*finance sans visage*".

**Le lobby bancaire a donc obtenu gain de cause. Mais concrètement, comment cela s'est traduit sur la réforme?**

Pour éviter qu'une trop grande partie de leurs activités ne soient filialisées, les banquiers ont réclamé au gouvernement toute une série d'exceptions, qui ont fini par vider la loi de son contenu. A chaque fois, l'argumentaire développé était le même : la réforme risquait de pénaliser la croissance de l'économie. C'est ainsi que les activités de tenue de marché (market making) qui concentrent l'essentiel des activités spéculatives, vont pouvoir échapper à la filiale. Cette exclusion fait sans doute de la réforme française la réforme la moins ambitieuse au niveau mondial. A l'exception de l'Allemagne, qui s'est malheureusement inspirée de notre projet.

**Un amendement défendu par Karine Berger, le rapporteur du projet de loi, devrait permettre au ministre de l'Economie de fixer un seuil au-delà duquel ces activités pourront être filialisées. N'est-ce pas suffisant?**

Vous croyez vraiment que les financiers, qui viennent de faire la preuve de leur grand pouvoir d'influence, laisseront faire? Cette réforme a minima démontre que la collusion entre les banquiers, la haute fonction publique et les politiques est toujours aussi forte.

**Y a-t-il quand même quelques avancées satisfaisantes?**

Le gouvernement a tenté de contrebalancer l'absence de réforme structurelle par quelques mesures positives de défense du consommateur. Ainsi, la loi instaure le plafonnement de certains frais bancaires en cas de découverts, comme les commissions d'intervention.

Par ailleurs, on peut noter que les pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel vont être renforcés: l'institution pourra par exemple obliger les établissements bancaires en difficultés à céder certains actifs ou à modifier les organes de direction. Le problème est que l'ACP, dont le conseil est composé de représentants du Trésor, est loin d'être parfaitement indépendante. C'est d'ailleurs l'une des critiques formulées récemment par le FMI à l'encontre du système bancaire français.

**La venue des banquiers à l'Elysée est aussi l'occasion de discuter de la taxe sur les transactions financières. Est-il exact que les établissements français sont les plus touchées par le projet européen, comme le déplore Pierre Moscovici?**

C'est sans doute exact dans la mesure où les banques françaises sont extrêmement puissantes dans les activités de marché ! Même la BRI classe la Société Générale et la BNP comme des banques universelles avec une dominante de BFI (Banque de financement et d'investissement). De là à regretter le fait qu'elles soient davantage touchées par une taxe sur les transactions financières, cela peut sembler un peu schizophrénique de la part d'un gouvernement régulateur.

Quoi qu'il en soit, je suis un peu sceptique sur l'intérêt de la mise en place d'une taxe sur les transactions financière. Déjà, parce que les banques délocaliseront leurs activités de marché ailleurs, mais aussi parce que contrairement à ce que disent certains, cet accroissement des coûts de transaction n'aura pas pour effet de limiter la volatilité des marchés. Au contraire, elle pourrait même la renforcer. C'est pourquoi, il m'aurait semblé plus judicieux de taxer les activités de marché de la même manière qu'on taxe la pollution ou les activités non productives, dans un ensemble. Mais pour ce faire, il aurait fallu les séparer de la banque de détail.

**Parmi les réclamations actuelles des banquiers, ils demandent de pouvoir garder une part plus importante dans leur bilan des encours du Livret A. Qu'en pensez-vous?**

A un moment où les régulateurs durcissent les exigences de liquidité, la crainte des banques françaises, plus fragiles sur ce point, est légitime. Cela étant, j'apporterai deux bémols à cette requête : le premier est que les banques françaises, à la différence de leurs homologues allemandes, ont toujours refusé de rémunérer les dépôts. Il est donc un peu facile de se plaindre de ne pas pouvoir bénéficier de la liquidité apportée par les encours du Livret A. Par ailleurs, si cette demande aboutissait, il me semblerait opportun de l'accompagner d'un certain nombre d'obligations, comme celle de financer les PME par exemple.

## Un article french.irib.ir du 22 juillet 2013

### L'Aipac et la lettre "pro iranienne" du Congrès. (23.07)

Le Comité des affaires publiques israélo-américaines (Aipac) n'a pas encore réagi officiellement à la signature d'une lettre par 131 membres du Congrès américain qui demandent au président Barack Obama d'opter pour une nouvelle diplomatie avec l'Iran.

Cependant, certaines sources à Washington disent que le puissant lobby pro-israélien avaient demandé aux élus américain de ne pas signer cette lettre qui circulaient dans les couloirs du Congrès depuis l'élection du nouveau président iranien Hassan Rohani. En effet, si l'élection de M. Rohani à la présidence avait créé des espoirs aux Etats-Unis pour une meilleure interaction entre l'Iran et la communauté internationale au sujet du programme nucléaire iranien, à Tel-Aviv le Premier ministre du régime sioniste et ses conseillers se sentaient inquiets d'un changement de cap éventuel de Washington à l'égard de la république islamique d'Iran.

La presse israélien publie tous les jours des articles qui mettent en garde contre les positions que les autorités américaines pourraient adopter envers l'Iran de Hassan Rohani. Certains journaux parlent même des contacts secrets entre les autorités américaines et israéliennes lors desquels, les Américains auraient assuré leurs alliés israéliens en ce qui concerne la volonté de la maison Blanche de garder ses pressions sur la République islamique d'Iran. En tout état de cause, la semaine dernière 131 membres du Congrès des Etats-Unis ont signé une lettre adressée au président Barack Obama pour lui demander l'adoption d'une nouvelle diplomatie à l'égard de l'Iran et de son programme nucléaire, en examinant la possibilité l'allègement des sanctions afin de convaincre Téhéran à coopérer avec la communauté internationale au sujet de son programme nucléaire.

Jusqu'à présent, l'Aipac n'a pas réagi à la publication de cette lettre. Pour la première fois depuis des mois, il paraît que les partisans d'une interaction diplomatiques avec l'Iran sont majoritaires à Washington. Suite à la victoire de M. Hassan Rohani à l'élection présidentielle du 14 juin en Iran, le Congrès américain semble avoir compris le changement de la donne et souhaite que l'administration Obama en profite pour avancer les négociations nucléaires avec la République islamique d'Iran. En outre, cette lettre a été publiée quelques jours seulement après les déclarations du premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahu qui avait demandé à la Maison Blanche d'être plus ferme à l'égard de l'Iran. Les signataires de cette lettre se disent convaincus quant à la nécessité d'entamer des efforts pour établir des pourparlers directs avec Téhéran. Dans la dernière réunion des représentants des 5+1 (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne) à Bruxelles, il a été convenu que le prochain tour des négociations nucléaires avec l'Iran ait lieu en septembre, c'est-à-dire après l'investiture officielle du nouveau président iranien, Hassan Rohani.

Dans le dernier tour des pourparlers, les 5+1 ont proposé à l'Iran l'allègement de certaines sanctions imposées à l'Iran en échange de plus de souplesse de la part des Iraniens au sujet de leur programme nucléaire civil. Les autorités américaines ont dit ces derniers jours qu'elles n'ont pas encore reçu la réponse de Téhéran à leur dernier paquet de propositions.

Par ailleurs, 19 anciens diplomates et experts américains ont écrit une lettre la semaine dernière au président Barack Obama et lui ont demandé d'être moins ferme envers la République islamique d'Iran, en estimant que le dialogue avec l'Iran pourrait permettre aux Etats-Unis à arriver à des résultats plus concrets autour des activités nucléaires iraniennes. Ils lui avaient même proposé d'écrire une lettre personnelle au nouveau président iranien et lui féliciter son élection. Cependant tous les membres du Congrès ne sont pas favorables à une approche positive avec l'Iran. 46 membres du Congrès ont écrit une lettre à Obama pour lui demander l'intensification des sanctions contre Téhéran. En effet, avant les vacances d'été, le Congrès doit approuver une nouvelle série de sanctions à imposer à la République islamique d'Iran. Pourtant certains indices laissent deviner que l'approbation de ces nouvelles sanctions serait probablement reporter jusqu'au mois de septembre.

## Un article Réseau Voltaire du 22 juillet 2013

### Bientôt, plus d'obstacle au nouveau Sykes-Picot. (23.07)

Par Thierry Meyssan

Vous avez sûrement observé le changement de ton de la presse atlantiste sur la question syrienne. Les « *rebelles* », ces « *héros de la Liberté* », se sont soudain mués en terroristes fanatiques qui s'entre-déchirent. Pour Thierry Meyssan, il n'y a rien de nouveau sous le soleil : Washington a simplement abandonné l'idée de renverser Bachar el-Assad et se dirige vers la tenue de la conférence de Genève II. Prochaine étape : la perte d'influence française dans la région.

Le 13 juin dernier, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis annonçait que la ligne rouge avait été franchie : ainsi que le montraient les preuves accumulées par les Français et les Britanniques, la Syrie de Bachar el-Assad avait utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. On allait voir ce que l'on allait voir... Sans attendre, le nouveau commandement joint des Forces terrestres de l'Otan était activé à Izmir (Turquie). La guerre était imminente.

Un mois plus tard, la détermination occidentale a disparue. La presse atlantiste découvre avec effroi que l'opposition armée en Syrie est composée de fanatiques hais par la grande majorité des Syriens, ce que nous ne cessons de dire depuis deux ans. Tandis que, sur place, l'Armée syrienne libre et le Front Al-Nosra, au lieu de combattre contre les troupes de Damas, se livrent l'un à l'autre une guerre sans merci.

Que s'est-il donc passé qui a pu transformer la guerre de « libération » de la Syrie en ce vaste désordre ? En réalité, aucun des enjeux n'a changé en un mois : l'Armée arabe syrienne n'a jamais utilisé d'armes chimiques contre les « *rebelles* » ; et ceux-ci ne se sont pas « *radicalisés* ». Par contre, le plan US que j'exposais, le premier, en novembre dernier, se met lentement en place. L'étape du jour, c'est le lâchage de l'opposition armée.

Tout ceci nous confirme l'essoufflement de l'impérialisme anglo-saxon. L'application sur le terrain des décisions prises à Washington s'effectue avec une extrême lenteur. Ce processus met en évidence l'aveuglement des médias occidentaux qui ignorent ces décisions prises jusqu'à ce qu'elles se traduisent en actes. Incapables d'analyser le monde tel qu'il est, ils persistent à relayer et à crédibiliser la « communication politique ».

Ainsi, ce que j'écrivais [1], et qui était qualifié de « *théorie du complot* » par la presse dominante, devient une évidence pour elle, dix mois plus tard. Eric Schmitt écrit pudiquement dans le New York Times que « *les plans de l'administration US sont bien plus limités qu'elle ne le déclarait en public et en privé* » [2]. Tandis que David Ignatius titre crument dans le Washington Post : « *Les rebelles syriens ont été plaqués par Washington* » [3]. Ils attendaient des armes anti-char et ils reçurent des mortiers de 120 millimètres. On leur avait promis des avions, et ils reçurent des kalachnikovs. Des armes arrivent en nombre, mais pas pour renverser Bachar el-Assad, pour qu'ils se tuent entre eux et qu'il n'en reste aucun.

Et pour qu'il n'y ait pas de doute : le directeur de la CIA, John Brennan, et le vice-président, Joe Biden, ont convaincu à huis clos le Congrès qu'il ne fallait pas envoyer d'armes décisives en Syrie. Tandis qu'à Londres, la Chambre des Communes s'est engouffrée dans la brèche. Et qu'à Paris, Alain Marsaud et Jacques Myard —pour d'autres raisons— tentent d'embarquer l'Assemblée nationale dans le même refus occidental de continuer à soutenir les « rebelles ».

Sans aucun état d'âme, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius qui déplorait en décembre l'inscription par les États-Unis du Front Al-Nosra sur leur liste des organisations terroristes « *parce qu'ils font du bon boulot sur le terrain* » (sic), a lui-même demandé à l'ONU de l'inscrire sur la liste internationale des organisations terroristes. Et Manuel Valls, le ministre français de l'Intérieur, a déclaré sur France2 que les Français qui combattent en Syrie aux côtés de ses anciens alliés islamistes seraient arrêtés et jugés à leur retour en France.

La conférence de Genève II, dont on parle depuis un an, se précise. Les principaux obstacles venaient de la Coalition nationale qui, soutenue par le Qatar, exigeait la capitulation préalable de Bachar el-Assad, et des Franco-Britanniques qui refusaient de voir l'Arabie saoudite et l'Iran à la table des négociations.

L'ayatollah Khamenei a retiré du jeu le président Ahmadinejad et son directeur de cabinet Meshaie, hommes de foi et anti-cléricaux forcenés, pour les remplacer par le cheikh Rouhani, un religieux très pragmatique. Dès son installation comme nouveau président iranien, fin août, ce dernier devrait accepter de participer à la négociation. De leur côté, les Anglo-Saxons ont retiré du jeu le Qatar, ce micro-État gazier qui leur servait à camoufler l'alliance entre l'OTAN et les Frères musulmans. Ils ont confié la gestion des « *rebelles* » en Syrie à la seule Arabie saoudite, tout en discréditant ces « *rebelles* » internationaux dans leur presse. Avec ou sans le roi Abdallah, Riyad devrait également accepter la négociation.

Fausse surprise : à la demande pressante du secrétaire d'État John Kerry, l'Autorité palestinienne a accepté de reprendre les négociations avec Israël, même si celui-ci poursuit la colonisation des Territoires.

Sauf revirements inattendus en Égypte ou en Tunisie, il ne devrait donc plus y avoir, d'ici deux à trois mois, d'obstacles majeurs à la tenue de Genève II, le « *nouveau Sykes-Picot* » élargi ; du nom des accords secrets par lesquels la France et le Royaume-Uni se partagèrent le Proche-Orient durant la Première Guerre mondiale. Au cours de cette conférence, les États-Unis et la Russie se répartiront l'Afrique du Nord et le Levant, au détriment de la France, en divisant la région en zones sous-traitées par les Saoudiens (sunnites) ou les Iraniens (chiites).

Après avoir contraint l'émir du Qatar à abdiquer et avoir abandonné les « *rebelles* » en Syrie, Washington va donc retirer son influence régionale à sa fidèle alliée, la France, qui aura sali ses mains durant deux ans pour rien. C'est la loi cynique de l'impérialisme.

Un article Slate.fr du 25 juillet 2013

### Faut-il supprimer des vacances pour relancer l'économie française? (26.07)

**L'idée a été avancée dans plusieurs pays européens pour faire face à la crise. Mais son efficacité est loin d'être prouvée sur le long terme.**

En plein été, le gouvernement français décide de supprimer les vacances du mois d'août et d'avancer la rentrée d'un mois pour remplir les caisses de l'Etat. Rassurez-vous, aoûtiens de France, il s'agit d'un scénario de fiction, celui du récent film d'Antonin Peretjatko, *La Fille du 14 juillet*.

Il y a peu de chances pour que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ou n'importe quel autre gouvernement, prenne une décision aussi soudaine et drastique. Mais l'idée de réduire les vacances pour favoriser l'économie n'est pas l'apanage des scénaristes de cinéma. publicité

En 2010, deux fédérations représentant les PME allemandes ont proposé de réduire d'une voire deux semaines le nombre légal de congés payés *«pour préserver la reprise»* économique. Plus récemment, le secrétaire d'Etat italien à l'Economie a proposé de réduire les congés d'une semaine pour sortir son pays de la récession, affirmant qu'une telle mesure entraînerait *«un impact immédiat d'environ un point sur le PIB»*.

En France, sans aller jusqu'à proposer de supprimer une semaine de vacances, Luc Chatel avait reproché aux socialistes lors de la dernière campagne présidentielle d'avoir participé à la *«fuite en avant budgétaire»* de la France en ayant fait *«payer à crédit les 5e semaines de congés payés»*. Et l'idée ne vient pas toujours d'en haut: en mars 2012, les électeurs suisses ont rejeté à 66,5% un référendum fédéral issu d'une initiative populaire qui proposait d'instaurer deux semaines de congés payés supplémentaires, craignant les conséquences néfastes sur l'économie.

#### Baisse du coût du travail

Avec la crise économique que connaît l'Europe, les pays européens cherchent à gagner en compétitivité en réduisant leurs coûts de production, et notamment le coût du travail. Pour atteindre cet objectif, ils peuvent par exemple réduire les salaires, comme l'a fait l'Espagne en 2010. Une politique pour le moins impopulaire et qui comporte des risques importants.

Réduire les congés payés est théoriquement une autre solution. *«En faisant travailler les salariés plus longtemps pour le même salaire, on fait baisser le cout du travail»*, explique Vincent Touzé, économiste à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) de Sciences-Po. On peut même calculer les effets théoriques d'une telle mesure.

#### Un peu de mathématiques

Prenons l'exemple d'un salarié français en 2013. Sur les 365 jours de l'année, il y a eu 251 jours ouvrés. En soustrayant à ces jours ouvrés les 30 jours de congés payés minimum prévus par la loi, on obtient 221 jours de travail pour un salarié qui a pris ses 5 semaines de vacances et qui a travaillé 35h par semaine de travail (et n'a donc pas eu de jour de RTT en plus).

Si l'Etat français décide de supprimer un jour de congé payé, il fait en théorie augmenter la production du pays de  $1/221$ , soit 0,45% de production en plus. Une variation assez importante pour entraîner une croissance légèrement plus rapide du PIB (dont la production n'est qu'une des composantes) sur l'année de mise en application de la réforme. Si l'on supprime une semaine de vacances (soit cinq jours de congés payés), on obtient une augmentation de la production de  $5/221$ , soit de 2,26%.

Dans les années suivant la suppression des jours de congés payés, le niveau de production resterait plus élevé, mais la croissance (la variation de production de biens et de services d'une période à l'autre) ne serait en revanche plus affectée.

Les statisticiens comme ceux de l'Insee arrivent d'ailleurs aux mêmes conclusions. Chaque année, pour calculer la croissance, l'Insee mesure ce qu'elle appelle les «effets calendaires», à savoir les variations de



croissance qui sont uniquement dues à la différence dans le nombre de jours ouvrés. Ainsi, il y a seulement 251 jours ouvrés en 2013, contre 253 en 2012, qui comporte en revanche un samedi supplémentaire. D'après les calculs de l'institut national des statistiques, cet écart a entraîné une perte de 0,1 point de croissance entre 2012 et 2013, ce qui montre qu'un jour non-travaillé nuit à la croissance.

*«On estime qu'un jour ouvré en plus apporte entre 0,07 et 0,08 point de croissance supplémentaire, précise Ronan Mahieu, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. L'effet sur la croissance annuelle reste assez faible.»* Faible mais réel.

#### Le cas des Etats-Unis

Malgré ces bénéfices théoriques de jours de travail supplémentaires, tous les pays de l'Union européenne offrent au moins 20 jours de congés payés à leurs travailleurs. En fait, la très grande majorité des pays développés faite de même, à l'exception notable des Etats-Unis, qui est le seul à ne garantir aucun jour de congé payé à ses travailleurs. Cette absence d'obligation légale signifie qu'un salarié sur quatre (soit 28 millions d'Américains) n'y reçoit aucun congé payé, une situation qui touche particulièrement les bas salaires et les travailleurs à temps partiel.

Outre Atlantique, beaucoup estiment que les 20 à 30 jours de congés payés octroyés par les pays européens sont une aberration économique au même titre que d'autres avantages sociaux trop généreux. Lors de la dernière campagne présidentielle, le candidat républicain malheureux Mitt Romney a accusé son rival Obama de vouloir faire des Etats-Unis un *«Etat providence à l'européenne»*, ce qui *«empoisonnerait l'esprit même de l'Amérique»*. En d'autres termes, si les Etats-Unis ont la meilleur économie du monde, c'est parce qu'ils travaillent plus que les autres.

#### Moins de travail, plus d'efficacité?

Pourtant, l'impact négatif des congés payés sur l'économie n'a jamais été prouvé, et certains soutiennent même le contraire. Prenons l'exemple de la France. Entre les 35 heures, les cinq semaines de congés payés légales et les conventions collectives et autres accords d'entreprise qui font que certains employés ont plus de 13 semaines de vacances, nous sommes un des pays développés où l'on passe le moins de temps au travail, 1.479 heures en 2012 en moyenne pour être précis.

En comparaison, les travailleurs grecs ont en moyenne travaillé 2.034 heures en 2012. Pourtant, la Grèce est en récession depuis plusieurs années et connaît actuellement un taux de chômage de 27% tandis que la France, qui n'est certes pas dans une santé économique éclatante, a un taux de chômage légèrement supérieur à 10% et une croissance beaucoup moins catastrophique.

La réponse à cette énigme tient en partie dans la fameuse productivité du travail des Français, qui est une des plus élevées d'Europe. En d'autres termes, un Français produit plus de richesse en une heure de travail qu'un Allemand, qu'un Anglais ou qu'un Suédois.

*«D'un point de vue théorique, plus un travailleur a de vacances, plus il est heureux et plus sa productivité au travail augmentera, explique Francesco Vona, économiste à l'OFCE. Il y a aussi une explication cognitive: notre capacité de concentration est limitée et notre créativité est liée à notre capacité à voir les choses de l'extérieur, ce qui est difficile à faire quand on travaille trop.»*

Son collègue Vincent Touzé souligne que, si les salariés ont des revenus suffisants, une augmentation des congés payés peut aussi *«entraîner une demande de loisirs plus élevée et porter des secteurs comme celui du tourisme»*. Les Américains vers plus de vacances?

La vision positive du repos et des vacances, bien ancrée dans la culture européenne, gagne petit à petit les Etats-Unis, pays où le travail est au-dessus de tout le reste et où beaucoup d'employés ne prennent pas toutes leurs vacances par peur de perdre leur emploi.

Une récente étude publiée dans la Harvard Business Review a ainsi montré qu'obliger les employés d'une grande compagnie de conseil qui ne comptaient pas leurs heures à prendre de vraies pauses toutes les semaines augmentait leur productivité. KPMG utilise depuis peu des *«cartes de bien-être»* pour s'assurer



que les employés ne font pas trop d'heures supplémentaires ou ne font pas sauter leurs vacances. Le repos, c'est aussi la santé

Robert Reich, l'ancien secrétaire au Travail de Bill Clinton, a proposé pendant la dernière campagne présidentielle d'instaurer un minimum légal de trois semaines de congés payés aux Etats-Unis. Une mesure qui selon lui aurait aussi des effets bénéfiques indirects sur l'économie:

*«Plus de vacances et pendant plus longtemps améliorerait aussi notre santé. Une étude de la clinique Marshfield dans le Wisconsin montre que les femmes qui prennent régulièrement des vacances sont moins tendues et moins touchées par la dépression tout au long de l'année. Les études montrent aussi que les hommes qui prennent des vacances régulièrement ont moins de risques cardio-vasculaires et subissent moins de crises cardiaques.*

*Une meilleure santé n'est pas seulement bonne pour les individus. Cela signifie aussi des travailleurs plus productifs, moins d'arrêts maladie et moins d'absentéisme. Et des coûts de santé moins élevés.»*

Le repos pour la santé n'a d'ailleurs rien de nouveau. *«Beaucoup de jours fériés ont été instaurés pour des raisons religieuses, mais ils avaient aussi une fonction de santé publique, et permettaient aux travailleurs de se reposer»*, rappelle Vincent Touzé.

Mais attention, en accordant trop de congés payés, on risque aussi de faire augmenter la cadence de travail dans des secteurs comme l'industrie pour compenser la perte de temps de travail effectif des salariés. Or une cadence trop intense peut avoir les mêmes effets néfastes sur la santé (stress, fatigue, maladies) qu'un manque de vacances. Rien n'est prouvé

De manière générale, plus un pays est riche, plus son nombre d'heures travaillées par an est faible, mais cela ne veut pas forcément dire que la manière pour un pays de s'enrichir rapidement est de réduire le nombre d'heures travaillées, en réduisant le temps de travail par exemple. La Corée du Sud et le Mexique, qui travaillent encore plus d'heures annuelles que la Grèce, ont une croissance bien plus élevée que la France.

Il y a de bonnes raisons de penser que plus de vacances entraîne une hausse de productivité des travailleurs, mais ce qui intéresse un pays est avant tout la croissance économique, à savoir la production de richesse supplémentaire par rapport à la période précédente. Or, l'idée que des vacances supplémentaires puissent améliorer la production totale sur une année et donc créer de la croissance est beaucoup moins évidente: si c'était le cas, la meilleure manière de maximiser la production serait de n'avoir que des congés payés tout au long de l'année.

*«Calculer le nombre l'impact réel d'un jour de congé en plus ou en moins sur l'économie est très difficile»* résume Ronan Mahieu de l'Insee, qui rappelle que tous les travailleurs ne prennent pas tous les congés auxquels ils ont le droit.

Comme très souvent en économie, l'approche que l'on a des congés payés et de leurs supposés avantages ou inconvénients pour l'économie dépend de la sensibilité de celui qui analyse. *«La gauche aura tendance à être pour un partage du temps de travail, tandis que la droite va encourager la recherche de la compétitivité»* analyse Vincent Touzé.

Existe-t-il un nombre idéal de congés payés pour l'économie? Sans doute pas, d'autant plus qu'un nombre légal minimum de jours de congés ne correspond pas aux jours de congés effectivement pris par les travailleurs, entre ceux qui ne prennent pas toutes leurs vacances et ceux qui travaillent dans des secteurs ou des entreprises qui proposent le double du minimum.

La solution réside peut-être dans une approche beaucoup plus flexible des congés et plus généralement du temps de travail. *«On peut imaginer un contrat de travail de 30 heures hebdomadaires minimum avec des ajustements en fonction de l'activité économique et des cahiers de commandes»*, essaie Vincent Touzé.

Ou encore imaginer un avenir avec un nombre de vacances illimité, comme les entreprises IBM ou Netflix. Le principe? Laisser ses employés prendre autant de vacances qu'ils veulent tant que le travail est fait en temps voulu. Une méthode qui semble porter ses fruits.

## Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 25 juillet 2013

### Tunisie. Grève générale au lendemain du meurtre de Brahmi. (26.07)

**Des centaines de personnes ont manifesté hier à Tunis. Les partisans de l'opposant accusent les islamistes au pouvoir d'être derrière l'assassinat.**

La principale centrale syndicale tunisienne (UGTT) a appelé à une grève générale vendredi 26 juillet après l'assassinat du député de l'opposition de gauche Mohamed Brahmi, abattu jeudi près de Tunis.

L'UGTT a annoncé dans un communiqué une grève générale vendredi après ce "*crime odieux*" et en réponse, la compagnie Tunisair et sa filiale Tunisiar Express ont annoncé l'annulation de tous les vols programmés vendredi.

Après l'assassinat de Mohamed Brahmi, abattu jeudi près de Tunis, des centaines de personnes ont manifesté dans le centre de la capitale et en province, notamment à Sidi Bouzid, région natale du député, dont la famille et les partisans accusent les islamistes au pouvoir d'être derrière le meurtre.

La nouvelle a secoué les Tunisiens en cette journée chômée marquant le 56e anniversaire de la République et des centaines de personnes ont afflué dans le centre de la capitale pour dénoncer l'assassinat, accusant eux aussi le parti Ennahda, qui a démenti toute implication.

Six mois après l'assassinat de Chokri Belaïd

Cet assassinat intervient près de six mois après celui de Chokri Belaïd, une autre figure de la gauche tunisienne. Sa famille avait aussi accusé Ennahda, qui avait là aussi démenti toute implication. Le pouvoir avait imputé ce crime à un groupuscule islamiste radical.

A l'étranger, la France, les Etats-Unis, la Suisse, l'Algérie et le Parlement européen ont dénoncé l'assassinat et la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay a demandé "*une enquête rapide et transparente*".

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton a condamné "*avec la plus grande fermeté*" l'assassinat, et appelé la Tunisie à une "*réponse citoyenne et pacifique*" à ce meurtre.

"*Mohamed Brahmi a été assassiné par balles au sortir de son domicile*", a laconiquement annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, sans préciser les circonstances.

Corps criblé de balles

Selon la télévision nationale Watanya et l'agence officielle TAP, Mohamed Brahmi, coordinateur général du Mouvement populaire et membre de l'Assemblée nationale constituante (ANC), a été assassiné par balles devant son domicile dans la région de l'Ariana, au nord de Tunis.

"*Son corps a été criblé de balles devant son épouse et ses enfants*", a déclaré à la radio, Mohsen Nabti, membre du bureau politique du Mouvement populaire. D'après la télévision, il a été abattu par onze balles tirées à bout portant par des inconnus.

Homme rond à la moustache touffue et au teint basané, Mohamed Brahmi, 58 ans, avait été élu député à Sidi Bouzid, le berceau de la révolution qui a renversé le régime de Ben Ali en 2011.

Cet homme très critique des islamistes avait démissionné le 7 juillet de son poste de secrétaire général du Mouvement populaire, mouvement qu'il a fondé, en déclarant que sa formation avait été infiltrée par les islamistes.

"*J'accuse Ennahda*"

Sa famille a imputé l'assassinat au parti au pouvoir. "*J'accuse Ennahda*", a déclaré en pleurs Chhiba Brahmi, la soeur du défunt, sans avancer de preuves.

Dans une déclaration à l'AFP, le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi a rejeté ces accusations affirmant que les commanditaires veulent mener le pays vers une "*guerre civile*" et "*perturber la transition démocratique*".

Dans une allocution télévisée, le président tunisien Moncef Marzouki a parlé d'une "*deuxième catastrophe nationale*" après la mort de Belaïd.

"*Les responsables de ce drame veulent montrer que la Tunisie (...) peut basculer elle aussi [dans la violence, NDLR], ils veulent démontrer que le Printemps arabe a échoué*", a déclaré le chef de l'Etat en référence à l'Egypte où des violences meurtrières ont lieu depuis le renversement par l'armée le 3 juillet du président islamiste.

Le chef du gouvernement Ali Larayedh a appelé les Tunisiens au calme, soulignant que cet assassinat "*ne doit pas être exploité pour semer le trouble et inciter les Tunisiens à s'entretuer*".

Tirs de gaz lacrymogènes

"*La Tunisie est libre, dégagez les Frères*", ont scandé des manifestants dans la capitale, en référence aux relations étroites entre Ennahda et la confrérie des Frères musulmans en Egypte.

"*Ghannouchi assassin*", "*Ennahda doit tomber aujourd'hui*", "*l'Assemblée constituante doit être dissoute*", ont-ils crié sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre-ville aussitôt la nouvelle de l'assassinat connue.

Après une accalmie à l'heure de rupture du jeûne de ramadan, les manifestations ont repris dans la soirée et la police a tiré des gaz lacrymogènes quand ils ont voulu installer une tente pour un sit-in "*jusqu'à la chute du pouvoir islamiste*".

A Sidi Bouzid, les manifestants ont envahi le siège du gouvernorat et incendié des bureaux. Là aussi, la police a dispersé les manifestants à coup de bombes lacrymogènes.

Dans la même région, à Menzel Bouzaïane, les manifestants ont saccagé les locaux du parti islamiste en criant "*A bas les obscurantistes, Ennahda et salafistes*", en référence aux groupes islamistes radicaux.

### **Un complément AFP de la veille.**

Un ministre tunisien a affirmé mercredi à la presse que les commanditaires de l'assassinat, le 6 février, de l'opposant Chokri Belaïd, avaient été identifiés.

"*Nous avons identifié les commanditaires et les auteurs de l'assassinat de Chokri Belaïd*", a dit le ministre conseiller politique du chef du gouvernement tunisien, l'islamiste Nouredine B'hiri, à l'issue d'une réunion du conseil des ministres.

M. B'hiri a ajouté que les détails seraient révélés "*bientôt*" par le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou, sans donner de date.

Le meurtre de Chokri Belaïd, un critique virulent du parti islamiste Ennahda au pouvoir, a été imputé fin février à un groupuscule islamiste radical par le chef du gouvernement Ali Larayedh, alors ministre de l'Intérieur

Les autorités tunisiennes ont publié le 13 avril les photos de cinq hommes soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de cet opposant et lancé un appel à témoins pour les retrouver

Un communiqué du ministère de l'Intérieur identifiait Kamel El Gathgathi, 39 ans, comme principal suspect et évoquait quatre complices: Ahmed Rouissi (46 ans), Salmane Marakchi (30 ans), Marouane Ben Haj Salah (33 ans) et Ezzedine Abdelaoui (38 ans). AFP 24.07

Commentaire.

Apparemment il fallait leur laisser le temps de commettre un nouveau crime, ils sont donc complices.

## Un article Reuters du 28 juillet 2013

### L'opposition tunisienne parle de nommer un gouvernement de salut. (29.07)

L'opposition laïque tunisienne, indignée par l'assassinat de deux hommes politiques de ses rangs depuis février, a déclaré dimanche qu'elle envisageait la mise sur pied d'un *"gouvernement de salut"* alternatif, défiant le cabinet actuel, dominé par les islamistes d'Ennahda.

*"Nous allons nous réunir ce soir pour évoquer la création d'un nouveau gouvernement de salut, et nous envisagerons de nommer un Premier ministre destiné à remplacer ce gouvernement, qui a échoué"*, a déclaré Djilani Hammami, l'un des dirigeants de la coalition du Front du salut, par ailleurs à la tête du Parti des travailleurs.

*"Il ne fait plus aucun doute qu'il (le gouvernement en place) a fait son temps et aurait dû s'incliner"*, a-t-il ajouté.

Si l'opposition s'accordait sur un tel gouvernement alternatif, cela marquerait une escalade de la part du camp laïque, qui estime n'avoir aucun intérêt à une quelconque réconciliation avec Ennahda.

Jeudi dernier, une personnalité de l'opposition de gauche laïque, Mohamed Brahmi, a été assassiné, six mois environ après un autre opposant du même bord, Chokri Belaïd, tué devant chez lui début février.

L'opposition impute l'assassinat de Brahmi à Ennahda et des manifestations de colère ont éclaté dans la capitale Tunis ainsi que dans des villes de province.

Le porte-parole de l'Assemblée nationale constituante, chargée de rédiger une nouvelle Constitution, avait dit pourtant samedi que le gouvernement envisageait un nouvel accord de partage du pouvoir avec ses alliés laïques.

*"La tendance est d'aller vers un élargissement de la base du pouvoir"*, avait déclaré Mofdi Mseddi sur les ondes de la radio Shems FM.

En vertu d'un accord de partage du pouvoir conclu en novembre 2011, dix mois après la chute du président Zine Ben Ali, les islamistes d'Ennahda tiennent le gouvernement et deux partis de centre-gauche, le Congrès pour la République et Ettakatol, occupent respectivement la présidence et la présidence de l'Assemblée constituante.

L'assassinat de Chokri Belaïd en février avait débouché sur la démission du gouvernement d'Hamadi Jebali et la formation de l'actuel gouvernement dirigé par Ali Larayedh.

Le président du parlement, Moustafa Ben Jaafar, a appelé les députés qui se sont retirés de l'assemblée constituante à revenir sur leur décision.

*"Il n'est pas rationnel de jeter l'éponge à quelques mètres de la ligne d'arrivée"*, a-t-il dit dans une allocution télévisée.

A la date de dimanche, le nombre de parlementaires qui ont claqué la porte de l'assemblée constituante était de 70, sur un total de 217 sièges, selon une personnalité de l'opposition, Khamis Ksila.

Ils comptent observer un sit-in sur la place devant le parlement, bien que la police les en ait délogés samedi soir.

*"Il s'agit d'un sit-in ouvert et nous ne partirons pas tant que nos revendications n'auront pas été satisfaites. Nous tiendrons le gouvernement pour responsable de toute agression nous visant, tout comme du sang répandu"*, a ajouté Ksila.

Le sit-in a débuté à cet endroit samedi, après les obsèques de Mohamed Brahmi, qui ont attiré des milliers de personnes.

Dimanche, des manifestants pro- et anti-gouvernementaux, agitant des drapeaux rouges tunisiens, se sont rassemblés à des bords opposés de la place, que gardaient plusieurs dizaines d'agents des services de sécurité en uniforme noir.

On ne signalait aucun acte de violence, mais le ministère de l'Intérieur a demandé à l'un des deux groupes de s'éloigner d'un secteur afin d'éviter tout débordement.

Plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition ont entonné l'hymne national et ont crié "*Dégagez!*" à leurs adversaires. Une foule plus réduite, de quelques dizaines de partisans d'Ennahda, a riposté en scandant: "*Respecter la légitimité du gouvernement est un devoir!*"

Commentaire.

Rompre avec le régime, avancer vers l'institution d'un double pouvoir n'est possible qu'en appelant les masses à se mobiliser et à en prendre la direction avec ses partis, les syndicats à y participer tout en appelant à la grève générale. Sans la mobilisation et l'organisation des masses une telle initiative ne dépassera pas le stade des bonnes intentions...

## Un article Slate.fr du 27 juillet 2013

### De faux souvenirs ont été implantés dans la mémoire d'une souris. (31.07)

C'est une première réalisée par le MIT. De faux souvenirs de peur ont été implantés dans le cerveau d'une souris et elle a ensuite réagi comme s'ils étaient réels. Une révolution dans la compréhension des mécanismes de la mémoire.

L'expérience est aussi simple que le résultat est stupéfiant. Au premier jour, prenez une souris et placez la dans une chambre A. Laissez la explorer ce lieu nouveau pour elle, histoire qu'elle en grave les détails dans sa mémoire.

Placez la, le second jour, dans une chambre B très différente de la chambre A. Lorsqu'elle en a pris connaissance, appliquez-lui des décharges électriques sur les pattes via le sol de la pièce. Bon, ce n'est pas très «animal friendly» mais, bon, c'est juste pour faire peur à la souris... Et cela ne lui fait pas très mal, paraît-il.

Au moment où les chocs électriques sont appliqués, et c'est là que cela se complique un peu, les chercheurs utilisent de la lumière pour activer les cellules qui enregistrent la mémoire de la chambre.

Le troisième jour, vous remplacez la souris dans la chambre A, celle qui est inoffensive. Et voici que la souris est pétrifiée de peur alors qu'elle n'a jamais reçu de chocs électrique dans ce lieu. En fait, de faux souvenirs ont été implantés dans sa mémoire. C'est ce qui la conduit à confondre la chambre A avec la chambre B.

Il arrive rarement qu'une expérience laisse pantois. Celle-ci fait partie de ces avancées qui signifient que la science a réalisé une rupture, un breakthrough, disent les anglophones. Et quelle rupture !

Pour la première fois, les chercheurs du MIT ont réussi à localiser le siège biologique, dans le cerveau de la souris, de la mémoire d'un événement précis, la visite de la chambre A. Ils ont ensuite réussi à activer artificiellement cette mémoire au moment où la souris se trouvait dans la chambre B. Dans le cerveau de l'animal, le décor de la chambre A a ainsi remplacé celui de la chambre B. D'où sa peur lorsqu'elle s'est retrouvée dans la chambre A.

Les chercheurs ont également pu démontrer que la fausse mémoire entrait en compétition avec le véritable souvenir de la chambre B. En effet, l'animal, replacé dans cette chambre, est également pétrifié de peur... mais moins qu'une souris qui n'a pas subi l'implantation d'un faux souvenir.

Immédiatement après le rappel du faux souvenir, les chercheurs ont enregistré une activité neuronale élevée dans l'amygdale, le siège de la peur dans le cerveau, qui reçoit des informations provenant de l'hippocampe. Ce niveau d'activité se trouve être le même que celui que reçoit l'amygdale lorsque la souris se rappelle du vrai souvenir...

Susumu Tonegawa, professeur de biologie et de neurosciences et principal auteur de l'article publié dans Science le 25 juillet 2013 qui relate cette expérience et qui fait la couverture du magazine, note que *«qu'il s'agisse d'un faux ou d'un vrai souvenir, les mécanismes neuronaux sous-jacents du rappel d'un souvenir sont les mêmes»*.

Ainsi, brutalement, le film Total Recall passe de la pure science-fiction à la presque réalité. D'où des questions éthiques et philosophiques dont l'intensité est au moins égale à celle de l'émerveillement que suscite une telle avancée de la biologie.

Commentaire.

Selon vous dans quel objectif financent-ils de telles recherches qui confinent on l'aura bien compris à la manipulation de la mémoire d'une personne à son insu pour objectif de sa part une réaction programmée ? En quoi cela aurait-il un rapport avec le capitalisme ? Aucun apparemment. Cela n'aurait-il pas plutôt à voir avec leur volonté d'exercer un contrôle toujours plus grand sur la population et ses réactions, le mondialisme ?



## Un article publié lemonde.fr du 31 juillet 2013

### La CGT recrute un directeur de la communication par petite annonce (01.08)

"La CGT recherche un(e) directeur(trice) de la communication". Cette petite annonce a été publiée dans l'Humanité daté du mardi 30 juillet, et elle passe d'autant moins inaperçue qu'elle est la seule à côté d'une autre annonce classée du Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne...

Le texte définit d'emblée le profil du poste – une création – et fait aussi l'objet d'un appel à candidatures en interne qui a été lancé lundi 29 juillet : *"Sous l'autorité politique du membre du bureau confédéral chargé de la communication et de l'information de la CGT [en l'occurrence Agnès Naton, directrice de la Nouvelle vie ouvrière], vous aurez pour mission de participer à la définition de la stratégie de communication globale de la Confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT."*

Les compétences requises ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles que pourrait rechercher une grande entreprise pour un poste équivalent : *"Poste accessible avec un diplôme d'école spécialisée en communication et en relations publiques (CELSA, Ircom, EFAP, ISCOM, ISERP...), de formation supérieure de type IEP ou écoles de commerce avec une spécialisation en communication ou d'un diplôme universitaire bac+5 et plus (master professionnel, master spécialisé...) en communication ou dans les relations publiques."* Bref, la CGT recrute à très haut niveau.

Pour Mohamed Oussedik, qui assure, en cette fin juillet, la permanence du bureau confédéral, il s'agit de *"mettre un peu de cohérence, un peu d'ordre"* dans la communication en dotant la confédération d'un directeur ou d'une directrice. Le responsable pilotera l'ensemble du département communication, composé de trois pôles : les relations avec la presse (actuellement assurées par Jacques Delallée, sans qu'on sache si l'intéressé conservera cette fonction), le numérique et la presse confédérale. Chaque pôle continuera à avoir son propre responsable.

*"On cherche un vrai professionnel de la communication pour piloter le département, précise Mohamed Oussedik. Après, il y a un pilotage politique qu'on assure au niveau du bureau confédéral."* L'annonce insiste en conclusion sur le fait que le poste *"s'adresse à des profils confirmés justifiant d'expérience significative en communication interne et externe ainsi qu'en management"*. Management, vous avez dit management ? Les candidatures sont à adresser directement au siège de la CGT à Montreuil.

Commentaire.

En quoi cette S.A. a-t-elle encore quelque chose à voir avec un syndicat ouvrier ? Ne rigolez pas, aussi pourri soit-il jusqu'à l'os ils y tiennent et personne ne songerait à créer un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat. C'est ainsi que le mouvement ouvrier creuse sa propre tombe.

## Un article publié lemonde.fr du 31 juillet 2013

### La CGT recrute un directeur de la communication par petite annonce (01.08)

"La CGT recherche un(e) directeur(trice) de la communication". Cette petite annonce a été publiée dans l'Humanité daté du mardi 30 juillet, et elle passe d'autant moins inaperçue qu'elle est la seule à côté d'une autre annonce classée du Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne...

Le texte définit d'emblée le profil du poste – une création – et fait aussi l'objet d'un appel à candidatures en interne qui a été lancé lundi 29 juillet : *"Sous l'autorité politique du membre du bureau confédéral chargé de la communication et de l'information de la CGT [en l'occurrence Agnès Naton, directrice de la Nouvelle vie ouvrière], vous aurez pour mission de participer à la définition de la stratégie de communication globale de la Confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT."*

Les compétences requises ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles que pourrait rechercher une grande entreprise pour un poste équivalent : *"Poste accessible avec un diplôme d'école spécialisée en communication et en relations publiques (CELSA, Ircm, EFAP, ISCOM, ISERP...), de formation supérieure de type IEP ou écoles de commerce avec une spécialisation en communication ou d'un diplôme universitaire bac+5 et plus (master professionnel, master spécialisé...) en communication ou dans les relations publiques."* Bref, la CGT recrute à très haut niveau.

Pour Mohamed Oussedik, qui assure, en cette fin juillet, la permanence du bureau confédéral, il s'agit de *"mettre un peu de cohérence, un peu d'ordre"* dans la communication en dotant la confédération d'un directeur ou d'une directrice. Le responsable pilotera l'ensemble du département communication, composé de trois pôles : les relations avec la presse (actuellement assurées par Jacques Delallée, sans qu'on sache si l'intéressé conservera cette fonction), le numérique et la presse confédérale. Chaque pôle continuera à avoir son propre responsable.

*"On cherche un vrai professionnel de la communication pour piloter le département, précise Mohamed Oussedik. Après, il y a un pilotage politique qu'on assure au niveau du bureau confédéral."* L'annonce insiste en conclusion sur le fait que le poste *"s'adresse à des profils confirmés justifiant d'expérience significative en communication interne et externe ainsi qu'en management"*. Management, vous avez dit management ? Les candidatures sont à adresser directement au siège de la CGT à Montreuil.

Commentaire.

En quoi cette S.A. a-t-elle encore quelque chose à voir avec un syndicat ouvrier ? Ne rigolez pas, aussi pourri soit-il jusqu'à l'os ils y tiennent et personne ne songerait à créer un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat. C'est ainsi que le mouvement ouvrier creuse sa propre tombe.

## Un article AFP du 05 août 2013

### Brevets Apple et Samsung: Séoul exprime son "inquiétude". (06.08)

La Corée du Sud a exprimé son *"inquiétude"* lundi, après la décision du gouvernement américain de mettre son veto à une interdiction de vente aux Etats-Unis de certains produits Apple violant des brevets de son concurrent du sud-coréen Samsung.

Le ministère américain du Commerce extérieur (USTR) a eu recours samedi à un droit de veto qu'il n'avait plus employé depuis 1987 pour *"désapprouver"* une décision juridique défavorable à Apple prise en juin par la Commission américaine du commerce international (USITC).

Dans un communiqué, le ministère sud-coréen du Commerce a exprimé *"son inquiétude quant à l'impact négatif qu'aura la décision de l'USTR sur la protection des licences détenues par Samsung"*.

Il a ajouté qu'il allait *"surveiller de près"* une décision de l'USITC attendue le 9 août, cette fois sur la violation éventuelle de brevets d'Apple par Samsung.

*"Nous espérons que la décision de l'USITC (...) ainsi que les décisions ultérieures de l'administration américaine se feront sur la base de motifs justes et raisonnables"*, a insisté le ministère sud-coréen du Commerce.

Saisie d'une plainte déposée par Samsung en août 2011, l'USITC avait estimé que certains smartphones iPhone, tablettes iPad et baladeurs iPod d'Apple violaient des brevets du groupe sud-coréen et interdit en conséquence leur importation depuis l'Asie, où ils sont fabriqués, vers les Etats-Unis. Cela revenait à empêcher le groupe américain de les vendre sur son marché domestique.

La décision était une victoire importante pour Samsung, qui s'oppose à Apple pour des affaires de brevets devant les tribunaux de plusieurs pays. Elle restait toutefois symbolique, car elle ne concernait que des produits relativement anciens d'Apple, notamment les smartphones iPhone 3 et 4 vendus par l'opérateur AT&T, et les tablettes iPad et iPad 2. Les produits les plus récents du groupe à la pomme, et donc les plus vendus comme son iPhone 5, n'étaient pas touchés.

Le groupe sud-coréen s'est pour sa part dit *"déçu"*.

## Un article AFP du 05 août 2013

### Turquie: lourdes peines dans le procès des putschistes. (06.08)

La justice turque a prononcé lundi de lourdes peines, dont au moins 16 condamnations à la prison à vie, contre les membres du réseau putschiste Ergenekon dans un procès dénoncé par l'opposition comme une chasse aux sorcières.

Le tribunal de Silivri, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Istanbul, a notamment condamné à la réclusion à perpétuité l'ancien chef d'état-major des armées, le général Ilker Basbug, pour *"tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la force"*.

L'ancien militaire a dit *"être en accord avec sa conscience"* et prédit que *"le peuple aura le dernier mot"*, dans un communiqué rendu public à la fin du procès.

D'autres anciens généraux, comme l'ex-chef de la gendarmerie Sener Eruygur et l'ex-chef de la Première armée Hürsit Tolon, le journaliste Tuncay Özkan et le chef du petit Parti des travailleurs (IP, nationaliste) Dogu Perinçek ont également été condamnés à la prison à vie.

Le journaliste renommé du quotidien de gauche Cumhuriyet Mustafa Balbay, élu pendant sa détention député du principal parti d'opposition, le CHP (pro-laïcité), a été condamné à 35 ans de prison.

Egalement élu député du CHP, l'ex-recteur Mehmet Haberal a été condamné à 12 ans et demi de prison. Mais le tribunal a prononcé dans le même temps sa remise en liberté, au bénéfice d'une réduction de peine.

Le gouvernement s'est refusé tout commentaire après la sortie du Conseil des ministres à Ankara. *"Nous respectons la décision de justice"*, a déclaré à la presse le porta-parole du gouvernement Bülent Arınç.

Concernant la condamnation de Mustafa Balbay, le président en Turquie de l'association Pen, Tarik Günersel, a estimé qu'il s'agissait d'*"un scandale"*.

*"C'est une décision politique"*, a renchéri l'éditeur norvégien William Nygaard, membre également de l'association Pen International. *"Les peines prononcées montrent que la Turquie ne respecte pas les droits de l'homme"*, a-t-il déclaré à l'AFP.

Quelque 275 accusés, dont 66 en détention provisoire, étaient jugés depuis octobre 2008 dans le cadre de l'affaire Ergenekon, premier d'une longue série de procès controversés visant à déjouer des complots supposés contre le gouvernement islamo-conservateur.

Un imposant dispositif de sécurité était déployé lundi autour du tribunal, avec des centaines de policiers et de gendarmes anti-émeutes soutenus par des blindés et des canons à eau.

Des échauffourées ont néanmoins eu lieu à la mi-journée entre des manifestants et la police près de Silivri, sur une autoroute reliant Istanbul à Tekirdag. La police a répondu aux jets de pierre par des jets d'eau et des gaz lacrymogènes, a constaté un photographe de l'AFP, qui a estimé à environ 10.000 le nombre de manifestants.

Le réseau Ergenekon est accusé d'avoir tenté de favoriser un coup d'Etat militaire contre M. Erdogan, un ancien islamiste au pouvoir depuis 2002, en semant le chaos dans le pays par des attentats et des opérations de propagande.

La lecture du verdict par le président du tribunal, Hasan Hüseyin Özese, et ses adjoints, a été accueillie par un tollé de l'assistance, pourtant réduite sur décision de la cour aux prévenus, à leurs avocats, aux journalistes et aux parlementaires.

"*Maudite soit la dictature de l'AKP*", ont scandé avocats et députés, conspuant le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, dénoncé par l'opposition laïque comme le commanditaire de ce procès, pour faire taire les critiques contre M. Erdogan.

Peu avant l'entrée dans le tribunal de la cour, M. Balbay a harangué l'auditoire, dénonçant "*un procès entièrement politique*", et promettant "*un automne chaud*" de contestation politique dans les villes de Turquie, après trois semaines de manifestations antigouvernementales sans précédent en juin.

Le réseau Ergenekon a été mis au jour en juin 2007 lors d'une opération anti-terroriste dans un bidonville d'Istanbul. Des armes et des explosifs ont été découverts, première étape d'une longue enquête qui a conduit à la rédaction de 23 actes d'accusation successifs --plusieurs milliers de pages-- finalement réunis dans un même procès.

Plusieurs autres procès contre des groupes de conspirateurs supposés ont par ailleurs été ouverts après Ergenekon.

Premier procès à atteindre un verdict, Balyoz (masse de forgeron) avait déjà surpris par la sévérité des peines prononcées.

L'armée, qui pendant des décennies s'est voulue la gardienne des valeurs laïques de la République turque, a renversé trois gouvernements élus depuis 1960 et forcé un gouvernement pro-islamiste à la démission en 1997.

Pour certains, le procès Ergenekon et ses avatars s'inscrivent dans les efforts du gouvernement pour limiter les intrusions de l'armée dans la vie publique.

Mais pour les défenseurs de la laïcité et des militants des droits de l'Homme, ces procès sont surtout un montage visant à écarter du champ politique les opposants.

Ces critiques remettent notamment en cause la validité des preuves apportées et le recours à des témoignages anonymes.

## Un article Slate.fr du 30 juillet 2013

### 72% des millionnaires ne se sentent pas riches. (06.08)

Alors que certaines professions gagneraient à se faire discrètes pendant quelques temps, rapport à leur cote de popularité, on apprend que la banque d'investissement UBS Wealth Management Americas a réalisé une étude pour nous expliquer que les millionnaires ne se sentent pas riches.

Comme l'écrit ABC News, les investisseurs qui n'ont «qu'un» malheureux million de dollars (environ 750.000 euros) ne sont que moins d'un tiers à se considérer comme riches (28%). Autrement dit, 72% ne se considèrent pas comme riches. Il faut passer à la catégorie des petits multimillionnaires, ceux disposant de 1 à 5 millions (environ 3.768.000 euros) de patrimoine financier, pour trouver une majorité de clients s'estimant «riches», mais là encore ils ne sont que 60%.

L'une des plus grandes surprises, écrit UBS, a été de découvrir que quatre investisseurs sur cinq avaient la charge financière de leur enfant ou de parents âgés. Certes, mais n'est-ce pas le cas d'une majorité d'adultes qui travaillent et gagnent de l'argent à la fin du mois?

Plus surprenant encore, c'est parmi les jeunes millionnaires que le pessimisme sur le long terme est le plus marqué: ces derniers ont plus peur que leurs aînés de ne pouvoir financer leurs soins médicaux et leur retraite...

Alors qu'on apprend qu'aux Etats-Unis, quatre personnes sur cinq ont connu des situations de chômage, de quasi-pauvreté ou de dépendance aux aides sociales au moins à un moment de leur vie, le sentiment d'insécurité économique des possédants est-il franchement fondé?

Première explication de ce paradoxe du riche, le contexte d'incertitude des marchés financiers. Comme le souligne Emily Pachuta d'UBS Wealth Management Americas:

*«Les gens ont certainement été confrontés à la volatilité du marché, et ils sont conscients qu'il faut une certaine somme d'argent pour avoir le sentiment d'en avoir assez et de ne pas avoir de contraintes financières.»*

David Cay Johnston, journaliste financier auteur d'un best-seller en 2003 sur les failles du système fiscal américain et la manière dont les plus fortunés en profitent, n'est pas surpris par ces résultats, comme il l'explique à ABC:

*«Il y a toujours des gens autour de vous qui ont plus que vous. D'autre part, avoir 5 millions à Keokuk dans l'Iowa n'est pas la même chose que d'avoir 5 millions à New York, dans la Silicon Valley ou à Seattle.»*

Le fric, c'est re-la-tif. Bon courage pour aller l'expliquer à la télé... Résumons cela d'un paradoxe. Dans l'étude UBS, la richesse est définie par les sondés comme «le fait de n'avoir pas de contraintes financières dans ses activités». Mais rien ne définit où s'arrête la «contrainte» et où commence le luxe.

Car comme nous l'expliquions en 2012, le CLEWI (Cost of Living Extremely Well Index), sorte de panier de la ménagère version luxe réalisé par le magazine Forbes, listait quelques exemples hallucinants du coût de la vie de la partie la plus fortunée de la société. A Londres, une composition florale pour six chambres, changée hebdomadairement, coûte pratiquement 100.000 dollars (environ 75.000 euros)! Un manteau de zibeline russe, 240.000 (environ 180.845 euros).

De quoi effectivement se sentir comme une petite chose avec ses quelques millions d'actifs. Quant à un jet privé, il ne faut même pas y penser, ou alors à la rigueur, en location à la journée. Celui de Bernard Tapie lui a coûté 23 millions d'euros à l'achat.

## Un article Reuters du 7 août 2013

### Des scientifiques vont créer des formes plus dangereuses de H7N9. (08.08)

(Eugénisme. Et dire qu'il y en a qui vont prendre pour argent comptant les explications de ces "virologues")

- Des virologues ont annoncé mercredi qu'ils comptaient créer des formes mutantes et plus dangereuses du virus de la grippe aviaire H7N9, afin d'évaluer plus facilement les risques de pandémie que représenterait sa transmissibilité d'un humain à l'autre.

Le virus H7N9, qui a pour la première fois été diagnostiqué chez l'être humain en février, a infecté au moins 133 personnes, pour la plupart en Chine et à Taïwan, et en a tué 43 personnes, selon les derniers chiffres en date de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les virologues Ron Fouchier et Yoshihiro Kawaoka, en charge du projet qui sera mené dans plusieurs laboratoires à travers le monde, ont prévenu que le risque de pandémie augmenterait de façon "exponentielle" si le virus était facilement transmissible entre humain.

Dans un article publié dans les revues de référence Science et Nature, au nom des 22 scientifiques qui mènent le projet, Ron Fouchier explique que ces recherches tentent d'aller plus vite que la nature, en identifiant les combinaisons de mutations génétiques susceptibles de permettre une telle transmissibilité du virus.

*"Ce virus H7N9 a certainement plusieurs caractéristiques d'un virus pandémique, et il lui manque aussi certainement au moins une ou deux des caractéristiques observées dans les virus pandémiques du siècle dernier",* a expliqué Ron Fouchier à Reuters.

*"L'étape la plus logique, c'est donc désormais de provoquer ces mutations (manquantes) en premier",* a-t-il ajouté.

Cette identification a pour but de permettre aux chercheurs et aux autorités sanitaires de mieux évaluer la dangerosité d'un virus et la nécessité de développer des médicaments, des vaccins et d'autres défenses médicales.

Ce type de recherches, déjà effectuées en 2011 sur le virus H5N1, a cependant provoqué par le passé l'inquiétude des autorités de régulation de biosécurité des Etats-Unis (NSABB), qui ont tenté de censurer leur publication par crainte qu'elles soient employées à des activités bioterroristes.

*"La nature est la plus grande menace contre nous, pas ce que nous faisons dans le laboratoire",* a estimé Ron Fouchier. *"Il y a des couches et des couches et des couches de sécurité biotechnologique, de façon à ce qu'en cas de rupture de l'une d'entre elles, les autres empêcheront toute échappée de ce virus."*

#### Commentaire

C'est marrant on aurait plutôt tendance ces derniers temps à penser que l'homme (néolibéral) est une plus grande menace que la nature, non ? Qui vous financent ? Les mêmes banquiers que ceux dont on n'arrête pas d'évoquer les méfaits depuis un siècle ? Ce sont assurément de grands humanistes...



## Un article AFP du 7 août 2013

### Craintes autour du gaz de schiste avec le début des forages à Jouarre. (08.08)

Le pétrolier américain Hess Oil a commencé à forer le sol mardi à Jouarre (Seine-et-Marne) pour cartographier le sous-sol du bassin parisien, selon la société, alors que des riverains redoutent qu'il s'agisse d'un préalable à l'exploitation du gaz de schiste.

Six à huit ouvriers s'activaient à la mi-journée aux abords de la foreuse de la société, haute de 26 mètres et installée au milieu des champs dans la Brie, à environ 50 kilomètres de Paris, selon une journaliste de l'AFP sur place.

Des camions transportant de la boue, probablement pour préparer le sol, faisaient des aller-retour et environ toutes les 10 minutes, la tête de la foreuse perçait le sol et descendait sous terre.

*"C'est le début du forage d'exploration de pétrole conventionnel, comme les autres forages qui ont eu lieu dans la région"* et qui ont été réalisés par Hess Oil, a assuré l'entreprise à l'AFP. *"L'exploration servira à cartographier les réserves de pétrole conventionnel dans le sous-sol du bassin parisien"*.

*"Les carottes (de terre prélevées pendant les forages, ndlr) qui seront extraites seront ensuite analysées, ce qui permettra d'identifier et de mesurer les réserves de pétrole"*, a indiqué la société, précisant que le forage devrait durer *"à peu près trois mois"*.

Les militants et riverains, dont plusieurs centaines ont manifesté samedi à Jouarre, jugent eux que les réserves sont connues après 50 ans d'exploitation pétrolière en région parisienne, qui abrite de nombreux puits de petite envergure.

Ils accusent Hess Oil de vouloir explorer la roche mère, qui renferme le pétrole ou gaz de schiste, et est située bien plus bas que là où se forment les réserves de pétrole traditionnelles.

Pour Isabelle Lévy, du Collectif fertois, *"Hess veut mettre un pied dans la porte et passer à la fracturation hydraulique"* si la loi devait changer à nouveau.

La cartographie du sous-sol parisien va permettre de localiser du pétrole *"pour lequel les techniques de production (...) sont interdites"*, a admis le président pour la France de Hess Oil, Bertrand Demond, à l'AFP. Mais la société, très active dans l'exploitation de gaz de schiste aux Etats-Unis, compte surtout découvrir du pétrole conventionnel dans des couches négligées jusque-là ou du pétrole de roche-mère extractible sans fracturation, a-t-il fait valoir.

Lors de l'entretien télévisé du 14 juillet, François Hollande avait dit exclure pendant sa présidence toute exploration du gaz de schiste.

### Complément : Gaz de schiste : des enfants américains réduits au silence - lefigaro.fr 07.08

Une entreprise a accordé 750.000\$ à une famille américaine qui la poursuivait pour des problèmes de santé. Un geste qui aurait un prix : celui de son silence sur la question de la fracturation hydraulique, enfants compris. Au lendemain de la révélation de cette information, l'entreprise conteste une partie des faits.

L'industrie du gaz de schiste achète-t-elle le silence des enfants américains? Un accord à l'amiable sanctionné par la justice entre une compagnie exploitant le précieux gaz en Pennsylvanie et un couple qui la poursuivait pour des problèmes de santé, interdit au couple et à leurs deux enfants d'évoquer cette industrie en public, révèle le journal Pittsburgh Post Gazette.

La famille Hallowich réside dans l'est des États-Unis, dans l'État de Pennsylvanie. Plus précisément dans la région du *«Marcellus Shale»*, du nom d'un des principaux gisements de gaz de schiste américains.



Une véritable mine d'or qui attire depuis des années les entreprises d'une industrie en pleine expansion. Un cauchemar pour les Hallowich. Car ces derniers vivent désormais à proximité de quatre forages, de stations de compression de gaz naturel et d'un système de bassins d'eaux d'égout. Un dispositif nécessaire pour la fracturation hydraulique, technique controversée d'exploitation du gaz de schiste et jugée hautement polluante par les associations écologistes.

Brûlure aux yeux, maux de tête, douleurs à la gorge... Les Hallowich craignent pour la santé de leurs enfants. Le couple attaque alors la compagnie pétrolière Range Resources, affirmant que les produits chimiques utilisés pour le forage de puits près de leur ferme ont eu des conséquences sur leur santé. Mais, comme souvent aux États-Unis, le contentieux débouche sur un accord amiable: la famille Hallowich cède à la compagnie son domicile contre la somme de 750.000\$. De quoi acheter un nouveau logement et démarrer une nouvelle vie.

Les enfants réduits au silence jusqu'à la fin de leurs jours

Mais cet accord, signé en 2011, a un prix: celui du silence. L'accord contient un «gag order», littéralement une *«injonction de bâillonnement»*. Jusqu'à la fin de leur vie, il sera ainsi interdit aux parents d'évoquer publiquement la fracturation hydraulique ou le *«Marcellus Shale»*. Jusque-là, rien d'anormal: ce type de clause est fréquent dans ce genre de litige.

Problème, l'accord s'applique également aux deux enfants du couple, âgés de 7 et 10 ans: une exigence de la compagnie Range Resources qui étonne l'avocat de la famille Hallowich: *«En 30 ans de pratique, je n'ai jamais vu une telle requête»*, a assuré Peter Villari au juge chargé de valider l'accord.

Les parents, qui représentent légalement leurs enfants mineurs, ont donc été contraints de sacrifier leur liberté d'expression, garantie par le sacro-saint premier amendement de la Constitution américaine. «Pour la sécurité et la santé de nos enfants, nous devons les retirer de cet endroit», se justifie leur mère. Reste désormais à s'assurer que les enfants sauront tenir leur langue. Pas facile, alors que la famille vit toujours en Pennsylvanie, région reine du gaz de schiste, qui génère de nombreux emplois. *«Nous pouvons les prévenir de ce qu'ils peuvent dire ou ne pas dire. Mais lorsqu'ils sont dans la cour de récréation...»*, s'inquiète déjà leur père, Chris Hallowich.

Devant le tollé provoqué par l'affaire, l'entreprise Range Resources a démenti les informations du Pittsburgh Post Gazette, pourtant basées sur un compte-rendu d'audience du tribunal de Washington: *«Il n'a jamais été question d'appliquer l'accord aux enfants, mais seulement aux parents. Il n'est pas fait mention des parents dans l'accord»*, a déclaré son porte-parole, Matt Pitzarella.

Des déclarations accueillies avec méfiance par l'avocat de la famille Hallowich: *«C'est peut-être leur position aujourd'hui, à cause des répercussions dans la presse. Mais ce n'était pas leur position face au juge durant l'audience, tel que formulée par leur avocat M. Swetz»*.

Ce culte du secret qui entoure le gaz de schiste est dénoncé par les associations écologistes. À leurs yeux, il témoigne d'une volonté des compagnies de cacher les preuves des problèmes de l'impact écologique de son exploitation.

## Un article Libération.fr du 09 août 2013

### Le contrat zéro-heure, la flexibilité made in Grande-Bretagne. (11.08)

A son arrivée à Londres en 2006, Julien n'a pas mis longtemps à trouver un job. *«Au bout du troisième jour, j'ai signé un contrat pour travailler dans un bar, afin de compléter mon activité d'assistant en langue dans un collège.»* Sur le contrat, aucune durée de travail n'est précisée. Pas même une estimation sur le nombre d'heures qu'il devra effectuer. Sans le savoir à cette époque, le jeune diplômé français vient de signer un «contrat zéro heure», (zero-hours contract), synonyme d'ultra-flexibilité, dont les employeurs raffolent outre-Manche. *«Mes horaires étaient affichés au planning deux semaines à l'avance. J'étais un salarié permanent, puisque le contrat est illimité dans le temps. Je n'avais pas de vacances, le patron me délivrait une prime en échange au bout de six mois.»* Rémunéré 6,51 euros de l'heure (équivalent du salaire minimum en Grande-Bretagne), Julien travaille en moyenne une quinzaine d'heures par semaine.

Prévus initialement pour permettre aux entreprises de répondre à une hausse temporaire de l'activité, les contrats zéro heure existent depuis longtemps en Grande-Bretagne. Les lois sur l'emploi et le salaire de 1996 et 1998 les ont institutionnalisés, la crise les a généralisés. Selon les chiffres du gouvernement, il y avait 250.000 contrats zéro heure en 2012, soit une augmentation de 25% en un an. Les estimations du Chartered Institute of Personnel Development sont plus alarmantes: près d'un million de personnes pourraient être concernées, soit 3% de la population active britannique. Et pour des centaines de milliers de travailleurs, le contrat zéro heure est la seule source de revenus.

MacDonald's, premier employeur britannique de contrats zéro heure

Renommés par The Guardian *«l'armée de réserve de la main d'œuvre»*, ces salariés précaires sont une véritable variable d'ajustement, contraints à une totale disponibilité. Depuis quelques jours, les journalistes du journal britannique s'emploient à recenser les entreprises les plus consommatrices de ce type de contrat. Les grandes chaînes de magasins, les chaînes de restauration rapide, Cineworld, les pharmacies Boots sont en ligne de mire. Selon le quotidien, sur les 23.000 employés de la chaîne de magasins Sports Direct, 90% sont sous contrat zéro heure, quand les 10% en CDI empochent jusqu'à 120.000 euros de primes annuelles. McDonalds serait le plus gros employeur de contrat zéro heure, avec 90% des 82.000 salariés.

Avec les coupes budgétaires initiées par le gouvernement, la fonction publique s'y est mise. Cet été, 350 personnes ont été embauchées en contrat zéro heure par Buckingham pour gérer l'afflux de visiteurs, note The Guardian. Et la direction de la demeure royale, sauf accord préalable, n'autorise pas ces salariés à exercer une seconde activité. Au sein du gouvernement, ce contrat précaire concernerait 144 personnes. De 2010 à 2011, Julien a effectué un deuxième contrat zéro heure, dans un organisme culturel étatique, la cinémathèque du British Film Institute. Sur environ 70 salariés, seulement 7 bénéficiaient d'un CDI. *«Lorsqu'un gros film sortait en salles, je pouvais être sollicité jusqu'à 45 heures dans la semaine. Et la suivante ne faire que 12 heures! »*

Une enquête en cours

Le droit de refus du travail s'applique pour les salariés, en cas de non-disponibilité. A leurs risques et périls: *«Avec ce système, tu n'oses pas dire non! Si tu refuses une fois, les offres se font de plus en plus rares et tu finis par te faire virer, sans qu'il n'y ait aucune procédure de licenciement»*, raconte Julien.

La classe politique de droite reste relativement silencieuse sur le sujet. Lors du débat organisé au Parlement par les députés travaillistes, aucun conservateur n'y a participé. Nick Clegg, le leader des libéraux-démocrates, au pouvoir aux côtés des conservateurs, a tout de même condamné une *« source d'insécurité pour les salariés »*. Le ministre des Affaires, de l'Innovation et du Savoir-faire Vince Cable est chargé de mener une enquête.

## Un article [blog.lemonde.fr](http://blog.lemonde.fr) du 8 août 2013

### Comment McDo exploite 82 000 équipiers en Angleterre (90% de ses effectifs). (13.08)

C'est sous le contrat de travail appelé "zéro heure" que McDonald's emploie 90 % de ses employés britanniques, soit plus de 82 000 personnes.

Très critiqué en Angleterre en raison de son caractère précaire, ce contrat prévoit que l'employé, pendu à son téléphone, se rende disponible à tout moment de la journée sans qu'aucune durée de travail ne soit fixée dans son contrat. Autre coup dur pour le salarié, il n'est rémunéré que pour les heures travaillées.

McDonald's serait ainsi le plus gros employeur de salariés à contrat sans horaire défini au Royaume-Uni. Le géant de l'alimentation rapide, qui fait travailler 92 000 personnes dans ses 1 200 restaurants britanniques, s'est attiré les foudres de certains hommes et femmes politiques du pays.

A l'instar d'Andy Sawford, député travailliste et farouche opposant au contrat :

*"Certains salariés travaillent vingt à trente heures par semaine, d'une semaine à l'autre, et il est injustifiable de ne pas leur accorder de contrat. MCDonald's sait identifier les besoins de ses clients lors de leur commande, et préparer en fonction de ces données les bonnes quantités de nourriture. Le même raisonnement pourrait être utilisé pour les besoins de son personnel, et apporter ainsi à ses employés plus de certitude."*

Depuis son entrée en Grande-Bretagne, en 1974, McDonald's a recours à ce type de contrat. Mais si l'entreprise est pointée du doigt, elle est loin d'être la seule société mise en cause.

La semaine dernière, le *Guardian* révélait que Sport Direct, le premier vendeur d'articles de sport en Angleterre employait 90 % de ses salariés – soit 20 000 personnes – sous ce contrat controversé.

*"Les membres du personnel ne savent pas combien d'heures ils vont travailler d'une semaine sur l'autre, sans garantie d'horaire de travail régulier, sans indemnité maladie ni congés payés"*, expliquait le *Guardian*.

Depuis ces révélations, certains députés britanniques ont demandé au gouvernement d'ouvrir une enquête. Alison McGovern, députée travailliste, assure au quotidien britannique que le recours au contrat "zéro heure" est largement sous-estimé :

*"Tous les jours nous en apprenons davantage sur l'ampleur de cette pratique. Nous ne pouvons plus ignorer ce problème."*

Selon une étude, citée par *The Independent*, un million de salariés pourraient être employés sous ce contrat. Un chiffre quatre fois plus élevé que les estimations de l'office national de la statistique, qui l'évalue à 250 000 personnes.

Si les estimations divergent, tous notent la hausse du nombre de contrats à "zéro heure", dans tous les domaines, secteur public comme privé. Même le palais de la reine n'échappe pas à la polémique. Cet été, les 350 saisonniers du palais de Buckingham sont employés en contrat "zéro heure".

## Un article AFP du 12 août 2013

### La Chine va devenir le premier importateur mondial de pétrole. (13.08)

La Chine, dont les besoins en énergie augmentent sans cesse, va cette année doubler les Etats-Unis pour devenir le premier importateur net de pétrole du monde, selon une projection de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Les importations nettes de pétrole de Pékin devraient dépasser celles de Washington d'ici octobre 2013, précise l'EIA, qui dépend du ministère américain de l'Energie (DoE).

Ce résultat s'explique par *"une hausse continue de la demande chinoise, une hausse de la production aux Etats-Unis et un niveau stationnaire de la demande en pétrole sur le marché américain"*, souligne l'EIA.

Dans le détail, la production de pétrole des Etats-Unis devrait enregistrer une hausse de 28% de 2011 à 2014, pour atteindre près de 13 millions de barils par jour, grâce à ses forages offshore dans le Golfe du Mexique et à son exploitation en plein essor des ressources non conventionnelles (huile de schiste, sables bitumineux).

L'EIA s'attend par ailleurs à ce que la demande en carburants liquides de la Chine augmente de 13% entre 2011 et 2014, pour atteindre plus de 11 millions de barils par jour, tandis que la demande aux Etats-Unis tournerait autour de 18,7 millions de barils par jour, nettement moins que le record de 20,8 millions en 2005.

Premier marché automobile mondial et premier consommateur d'énergie du monde, la Chine mène une diplomatie énergétique active pour diversifier ses sources d'approvisionnement, notamment en Asie centrale et en Afrique.

Pékin a signé en juin avec Moscou un méga-contrat de 270 milliards de dollars sur 25 ans qui double les exportations de pétrole russe à la Chine.

## Un article AFP du 12 août 2013

### Mexique: vers l'ouverture de Pemex à des partenariats public-privé. (13.08)

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a présenté lundi un projet de révision constitutionnelle qui permettrait à la compagnie pétrolière nationale Pemex de nouer des partenariats avec des intérêts privés pour l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures.

Cette "*réforme énergétique*", qui ne prévoit toutefois pas d'ouverture du capital de Pemex, contrairement à ce qu'attendaient certains observateurs, propose également que soit autorisé l'octroi de "*permis*" pour que la compagnie puisse s'associer à des privés dans ses activités de raffinage, de pétrochimie, de transport et de stockage.

La réforme nécessitera une modification des articles 27 et 28 de la Constitution encadrant depuis 1938 le monopole de la compagnie nationale sur les activités pétrolières et gazières du Mexique, actuellement 10<sup>e</sup> producteur mondial de brut selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le texte a été présenté ces dernières semaines par les autorités comme une initiative visant à dynamiser les activités de la compagnie, dont la production a décliné ces dernières années, faisant craindre au gouvernement une baisse de ses recettes, dont 35% dépendent aujourd'hui de Pemex.

Toutefois, selon M. Peña Nieto, "*le pétrole et d'autres hydrocarbures continueront à faire partie du patrimoine exclusif de la nation*" et Pemex continuera à être à "*100% propriété de la nation*".

Ce texte propose également une restructuration de Pemex et de ses filiales, en vue d'améliorer la transparence du géant pétrolier, au centre de plusieurs affaires de corruption et de détournements de fonds ces dernières années.

Selon le ministre de l'Energie Pedro Joaquín Coldwell, la réforme est principalement motivée par la nécessité de trouver de nouveaux gisements dans un contexte d'épuisement progressif des réserves conventionnelles du pays.

Un investissement public multiplié par 6 ces 15 dernières années

Les réserves prouvées de brut au Mexique ont chuté de 31,2% entre 2003 et 2012, passant de 20 à 13,8 milliards de barils, selon des données officielles.

"*Au Mexique, nous produisons moins de pétrole et de gaz naturel malgré un investissement public qui a sextuplé ces 15 dernières années, pour atteindre près de 20 milliards de dollars annuels*", a-t-il expliqué.

Ainsi, pour explorer les réserves potentielles en eaux profondes dans le Golfe du Mexique, des opérations coûteuses et risquées, le ministre a souligné la nécessité d'attirer "*des capitaux, de la technologie et des expertises*" dans le cadre de ces associations.

Cette réforme embrassant l'ensemble des secteurs énergétiques prévoit aussi la participation d'acteurs privés dans les opérations de la compagnie nationale électrique Commission fédérale l'électricité (CFE).

Si les trois principaux partis du pays soutiennent une réforme de Petróleos Mexicanos (Pemex) pour dynamiser l'entreprise et les activités pétrolières du pays, la gauche s'oppose pour l'heure à toute modification constitutionnelle. Des manifestations ont d'ailleurs déjà été prévues ces prochains jours et semaines pour protester contre ce que les détracteurs de la réforme qualifient de "*privatisation*" des ressources publiques.

Plus importante entreprise du Mexique, Pemex produit quelque 2,5 millions de barils de brut par jour (contre 3,4 mbj en 2004). Si cette réforme était adoptée, le président mexicain a assuré que la production pétrolière du pays passerait à 3 mbj en 2018 puis à 3,5 mbj à l'horizon 2025.

## Un article lemonde.fr du 16 août 2013

### Equateur : "Yasuni ITT" ou l'échec de la non-exploitation du pétrole. (17.08)

L'Equateur est le plus petit pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; environ un cinquième de ses ressources supposées reposent dans le sous-sol du parc Yasuni reconnu pour sa grande richesse en matière de biodiversité. Entre la sauvegarde de ce petit bout d'Amazonie et l'exploitation des énergies fossiles, le président équatorien, Rafael Correa, a tranché en faveur de la seconde.

Les champs pétroliers d'Ishpingo, de Tambococha et de Tiputini – dits "ITT" – et leurs quelque 900 millions de barils de pétrole seront donc exploités, a annoncé, jeudi 15 août lors d'une allocution solennelle, le président Correa, avec une *"profonde tristesse"*.

Réélu en février, Rafael Correa avait promis d'approfondir sa *"révolution citoyenne"* où doivent se mêler transformation sociale du pays et respect de l'environnement. M. Correa a reconnu avoir pris "une des décisions les plus difficiles de tout [son] gouvernement" en favorisant le pétrole aux dépens de cette réserve de biosphère classée par l'Unesco (PDF), où vivent 696 variétés d'oiseaux, 2 274 d'arbres, 382 de poissons, 169 de mammifères ou encore 121 de reptiles, ainsi que des dizaines de milliers d'espèces d'insectes.

## ULTIMATUM ÉCOLOGIQUE

Avant de se résoudre à ce que beaucoup dénoncent comme un désastre écologique, le pouvoir équatorien avait tenté une approche originale, sinon inédite : l'initiative Yasuni-ITT. En 2007, à la tribune de l'ONU, le président Correa lançait à la communauté internationale une sorte d'ultimatum écologique – de chantage, diront certains – pour que soit préservée la forêt amazonienne.

En échange de la non-exploitation de son sous-sol et du non-rejet dans l'atmosphère de 400 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, le président équatorien demandait 3,6 milliards de dollars, sur une douzaine d'années, aux plus gros consommateurs de pétrole sur la planète, soit la moitié de ce que rapporterait à l'Etat équatorien l'extraction du pétrole.

L'initiative a pris un tour plus concret en 2010, quand le gouvernement équatorien a signé un accord avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui a ouvert un *"fonds d'affectation spéciale"*, une sorte de compte ad hoc, destiné à recevoir les contributions internationales. Le PNUD s'engageait également à administrer ces fonds, en accord avec les pays donateurs.

## UNE VICTOIRE POLITIQUE ?

Certains ont vu dans Yasuni ITT un renouveau des discussions environnementales, à l'heure de l'échec des grandes conférences sur le réchauffement climatique, et notamment celle de Copenhague, fin 2009. Ainsi, Matthieu Le Quang, chercheur en sciences politiques à Quito – et auteur de *Laissons le pétrole sous terre !* – écrivait en 2010 dans les colonnes du Monde que l'initiative ITT Yasuni était *"une proposition pionnière et innovante, une alternative aux discussions dominantes au niveau mondial"*.

Aujourd'hui, après son abandon par M. Correa, M. Quang estime qu'il s'agit d'un *"échec économique prévisible"*, dans la mesure où il était peu probable que *"les pays du Nord soutiennent l'initiative qui revenait à remettre en cause la base des sociétés capitalistes"*. En revanche M. Quang y voit un gain politique : l'Equateur, en proposant une *"solution avant-gardiste" pour sauvegarder l'environnement, s'est placé comme "un acteur majeur de la lutte contre le réchauffement climatique"*.

## "FAUSSE BONNE IDÉE"

Un positionnement à l'international qui était critiqué, au moment de la réélection de M. Correa en février par Luis Saavedra, de l'organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme Inredh. *"En 2006, Rafael Correa est arrivé au pouvoir avec un programme progressiste, largement inspiré des propositions du mouvement social, des Indiens et des écologistes. Mais il a fait marche arrière sur un certain nombre de*

*points essentiels. Le projet Yasuni est de la propagande à l'attention de la communauté internationale*", lâchait-il au Monde, au moment de sa réélection.

Pour d'autres, il s'agissait d'une *"fausse bonne idée"*. Ainsi, Romain Pirard et Raphaël Billé, de l'Institut du développement durable et des relations internationales, assurent, dans une tribune publiée sur Slate, qu'un succès n'aurait fait que retarder l'échéance de l'exploitation du pétrole de Yasuni, dans la mesure où la *"rareté de la ressource le rendra bien trop précieux pour être maintenu dans le sol"*. Et, poursuivent-ils, *"pour peser indirectement sur la consommation d'énergies fossiles, le projet demanderait à être répliqué à grande échelle"*, impliquant des sommes colossales.

#### DES GARANTIES APPORTÉES À LA POPULATION

Sur les 3,6 milliards escomptés, seuls 13 millions de dollars ont effectivement été abondés et 116 millions, promis. Trop peu pour compenser la non-exploitation du trésor pétrolier de Yasuni. Jeudi 15 août, M. Correa, estimant que *"le monde nous a lâchés"*, a signé le décret qui a mis un terme définitif à l'initiative. Le président équatorien devra toutefois composer avec la Constitution, qui interdit l'extraction des ressources non renouvelables dans les zones protégées. Ladite Constitution apporte néanmoins quelques exceptions qui seront discutées au Parlement. Ce qui ne devrait pas poser de problème majeur, dans la mesure où le président Correa y dispose d'une confortable majorité.

L'exploration et la construction des infrastructures de forage par des compagnies pétrolières publiques devraient commencer dans les prochaines semaines dans cette partie de l'Amazonie à l'est du pays. Dans le même décret, M. Correa a voulu apporter des garanties à une population qui reste très majoritairement opposée au projet. *"Si l'Assemblée nationale autorise l'exploitation, cette dernière ne pourra pas se développer sur une surface supérieure à 1 % du parc national de Yasuni"*, est-il précisé. Mais M. Correa a rectifié peu de temps après sur Twitter : la limite est en fait fixée à un pour mille...



## Un article AFP du 16 août 2013

### Etats-Unis: malgré les assurances d'Obama, la NSA viole la loi. (17.08)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, a violé à des milliers de reprises les lois protégeant la vie privée sans toujours en référer aux autorités de contrôle, un désaveu pour les promesses de transparence de Barack Obama.

Ces infractions ont été révélées par l'analyse d'un audit interne et d'autres documents secrets, fournis au Washington Post par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie.

Elle mettent à mal les appels à la confiance du président américain, qui a affirmé le 9 août avoir *"pris des mesures pour qu'il y ait (...) de réels garde-fous pour empêcher les abus"*.

Cet audit, réalisé en mai 2012, a recensé 2.776 incidents au cours des douze mois précédents concernant la collecte ou l'accès à des données hors du cadre légal. La plupart ne sont pas intentionnels mais dus à des défaillances ou au non-respect des procédures.

Le quotidien donne l'exemple de la collecte en 2008 d'un *"grand nombre"* d'appels téléphoniques en provenance de Washington après une erreur de programmation qui a interverti l'indicatif de la capitale américaine (202) avec celui de l'Egypte (20).

Cet incident n'avait pas été révélé à l'équipe de contrôle de la NSA.

Sollicité par l'AFP, la NSA a confirmé qu'il s'agissait d'un document *"interne"* et assuré *"enquêter"* sur chaque *"erreur"*.

*"Quand nous faisons une erreur (...), nous la signalons en interne et aux superviseurs fédéraux et allons au fond du problème"*, a-t-elle assuré, précisant que ses activités sont *"continuellement auditées et supervisées en interne et en externe"*.

Lors d'une audioconférence, le directeur du département du contrôle interne, John DeLong, a martelé qu'il s'agissait *"d'erreurs et non pas d'infractions délibérées"*, de l'ordre d'une centaine par mois à comparer avec les quelque 20 millions de requêtes de collecte mensuelles, soit *"un taux d'erreur de 0,0005%"*.

Les personnels chargés de s'assurer du respect des lois par la NSA comprennent *"plus de 300 personnes, un chiffre multiplié par quatre depuis 2009"*, selon lui.

Les sénateurs Ron Wyden et Mark Udall, de la commission du renseignement, ont sous-entendu que les violations étaient plus importantes encore que ce qu'évoque le Post.

*"Nous avons déjà dit que les violations des lois et règlements étaient plus graves que ce qui est reconnu et nous pensons que les Américains doivent savoir que cette confirmation est juste la partie émergée de l'iceberg"*, affirment-ils dans un communiqué.

Plus grave, selon le Post, la NSA ne rend pas compte aux autorités de contrôle dans leur intégralité de ces incidents au cours desquelles elle a intercepté les communications d'Américains hors du cadre légal.

L'audit *"contient un niveau de détails et d'analyse qui n'est pas systématiquement partagé avec le Congrès ou la cour spéciale"* secrète composée de juges fédéraux, la FISC.

Le Congrès ne reçoit que des versions expurgées des rapports d'incidents. Quant à la FISC, chargée d'encadrer les programmes de surveillance de la NSA, elle n'est pas toujours tenue informée.

L'un des incidents les plus graves a ainsi concerné la captation et le stockage des données transitant par un câble fibre-optique sur le territoire américain, y compris les données de communications de citoyens américains, ce qui est formellement interdit sauf raison motivée et personnalisée.



Or, selon le quotidien, ce n'est qu'en octobre 2011, "*des mois après le début du programme*", que la FISC a été informée et considéré que cette action était "anticonstitutionnelle".

L'un des documents explique également aux employés comment "*caviarder*" les rapports d'incidents et utiliser des "*descriptions génériques*" pour justifier les interceptions de communications au département de la Justice et à la Direction du renseignement (ODNI).

Pour l'influente association de défense des droits civiques ACLU, ces révélations montrent que la FISC, la cour secrète, a les "*mains liées*" face à l'agence qu'elle est chargée de surveiller puisque dépendante des informations que la NSA lui fournit.

Le président de la FISC, Reggie Walton, le reconnaît dans un communiqué au Post: "*la FISC est contrainte de se reposer sur la précision des informations qui lui sont fournies*" et n'a "*pas de pouvoir d'enquête*".

## Un article AFP du 16 août 2013

### Russie: l'endettement des ménages proche de la surchauffe. (17.08)

"*Crédit express, en une heure*": alléchés par ce type d'annonces omniprésentes dans les rues de Moscou, comme par les offres des grandes banques, les Russes accumulent les prêts à des taux parfois extravagants.

Mais les autorités s'inquiètent de plus en plus de l'endettement des ménages, qui, après avoir alimenté la rapide croissance du pays ces dernières années, menace de devenir incontrôlable.

"*Nous arrivons à la fin d'une période de croissance excessive du crédit à la consommation et le niveau d'endettement des ménages est dangereusement élevé*", a prévenu cette semaine le ministre de l'Economie, Alexeï Oulioukaev.

En deux ans, le montant total des crédits accordés aux particuliers en Russie a doublé et dépasse désormais 8.300 milliards de roubles (190 milliards d'euros), selon les statistiques de la banque centrale.

Dans le même temps, les revenus n'ont augmenté que de 22%, estime dans une étude récente la Sviaznoi Bank.

Cet établissement a calculé qu'une personne sur cinq qui lui demande un crédit détient déjà au moins cinq prêts et que l'endettement moyen de ses clients a été plus que multiplié par trois en deux ans, atteignant 440.000 roubles (environ 10.000 euros).

Chez certaines banques, jusqu'à 20% des clients sont en retard sur leurs paiements.

Urgent de s'attaquer aux "*contrats opaques*"

Elena, Moscovite de 39 ans, a contracté ces derniers mois quatre crédits à la consommation, pour 250.000 roubles (5.700 euros), à des taux annuels compris entre 23% et 30%, pour des voyages destinés à préparer son mariage avec son compagnon géorgien.

Chaque mois, près de la moitié du salaire de cette responsable des ventes d'une petite entreprise locale (environ 1.000 euros) part dans le remboursement de ses créances.

"*C'est difficile, mais je paie mes remboursements*", assure la jeune femme, qui espère se désendetter d'ici à un an... pour reprendre un crédit et pouvoir s'acheter une voiture.

Elena reconnaît avoir gonflé son salaire dans ses demandes de crédit. "*La plupart des banques ne contrôlent rien*", constate-t-elle.

Le patron de la première banque russe, Sberbank, a récemment jugé urgent de s'attaquer "*aux contrats opaques*" et aux "*prétendues banques qui proposent dans les commerces des crédits dont les taux atteignent 90%*".

Guerman Gref a annoncé que sa filiale de crédit Cetelem Bank, dont BNP Paribas détient 30%, proposerait à partir de cet automne aux Russes des crédits à des taux maximum de 17,5% pour qu'ils remboursent leurs emprunts plus coûteux.

L'idée est d'alléger le poids de la dette sur les ménages sans plomber la consommation intérieure, qui porte actuellement à bouts de bras la croissance de l'économie russe.

"*On ne peut plus continuer à accumuler les risques*", a reconnu fin juin la nouvelle présidente de la banque centrale, Elvira Nabioullina, promettant des mesures "*pour éviter une surchauffe du secteur*".

Le danger, évoqué par le président Vladimir Poutine, c'est un scénario du type "*subprime*" aux Etats-Unis, quand l'éclatement d'une bulle immobilière et des prêts accordés au mépris des capacités de remboursement des ménages avaient fait chanceler tout le secteur financier américain et au-delà.

Pour Ivan Tchakarov, économiste chez Renaissance Capital, le niveau d'endettement des ménages risque d'atteindre "*la saturation d'ici un ou deux ans*"

*"Il y a une partie de la population, surtout en dehors des grandes villes, qui emprunte de plus en plus et dont il faut s'inquiéter"*, relève-t-il.

Loin de Moscou, les salaires restent très faibles et la population, peu armée face à une pratique relativement nouvelle en Russie, se laisse plus aisément tenter face aux clauses abusives proposées par d'obscures sociétés échappant à tout contrôle.

Les médias régionaux se font régulièrement l'écho des menaces des "*collecteurs*" engagés par les créanciers pour sommer les retardataires de régler leurs dettes.

L'an dernier, le coup de téléphone reçu par un habitant de Nijni-Taguil, dans l'Oural, en retard sur ses traites, a fait le tour du pays: on lui conseillait d'assassiner femme et enfants puis de mettre fin à ses jours, faute de quoi sa vie allait se transformer en enfer.

**Un article AFP, lemonde.fr, slate.fr, french.tribune.fr des 15 et 16 août 2013**

### **Plusieurs articles sur la situation en Egypte (17.08)**

#### **- Un "vendredi de la colère" meurtrier en Egypte - lemonde.fr**

Les partisans du président déchu Mohamed Morsi ont manifesté vendredi 16 août au Caire et dans plusieurs grandes villes pour dénoncer la répression sanglante menée par la police et l'armée contre les pro-Morsi de mercredi.

Une coalition islamiste égyptienne a elle appelé à des manifestations dès samedi et prévenu qu'il y aurait des défilés "*tous les jours*" après de nouveaux rassemblements meurtriers dans toute l'Egypte qui ont fait au moins 80 morts.

#### **AU CAIRE, UNE CAPITALE QUADRILLÉE, DES DIZAINES DE MORTS**

Les partisans de Mohamed Morsi ont convergé vers la place Ramsès où ils étaient entre 20 et 25 000 selon notre correspondant sur place. Ils défilaient dans une ville cernée par les forces de l'ordre qui verrouillaient les "installations névralgiques" de la capitale. La place Tahrir, foyer de la révolution de 2011, était ainsi entièrement bouclée par les tanks et les barbelés.

Des hélicoptères ont survolé la place Ramsès pendant les rassemblements. Les affrontements ont fait au moins 39 morts, selon le décompte effectué par l'Agence France-Presse dans des mosquées attenantes transformées en morgue. Elles accueillaient aussi de nombreux blessés, comme le signalait la photographie du Monde, qui faisait état d'une mosquée "pleine de blessés et de morts" en fin d'après-midi.

Des témoins ont rapporté à l'AFP qu'ils entendaient des rafales de mitrailleuse, y compris dans le centre de la ville. Les télévisions égyptiennes montraient des hommes tirant d'un pont à la kalachnikov, mais il est impossible de savoir s'il s'agissait de manifestants ou de policiers en civil, qui quadrillent la ville avec les soldats.

#### **DES AFFRONTEMENTS DANS PLUSIEURS GRANDES VILLES**

Des combats à l'arme automatique ont également eu lieu dans de nombreuses villes, faisant au moins 31 morts selon des sources sécuritaires citées par l'AFP. Des affrontements ont eu lieu à Alexandrie, Ismaïlia, Damiette, Beni Soueïf, Fayoum ou encore dans la ville touristique de Hourghada, au bord de la mer Rouge.

D'après un responsable des services de sécurité, 24 policiers égyptiens ont été tués dans les violences en vingt-quatre heures dans le pays. Dans la soirée, à Suez, cinq personnes ont été tuées par les forces de l'ordre et des dizaines blessées lors d'une manifestation bravant le couvre-feu, selon des sources de sécurité. Les autorités égyptiennes ont évoqué un bilan total d'au moins 60 morts dans tout le pays.

#### **LE GOUVERNEMENT AFFIRME "COMBATTRE LE COMLOT TERRORISTE"**

Pour justifier la répression, le premier ministre égyptien, Hazem El-Beblawi, a affirmé dans un communiqué vendredi que "ses membres, les forces armées, la police et le grand peuple d'Egypte sont unis pour combattre le complot terroriste malveillant ourdi par les Frères musulmans". Les forces armées avaient été autorisées par le gouvernement à ouvrir le feu sur quiconque prendrait pour cible la police ou les institutions publiques, comme ce fut le cas jeudi au Caire et dans le Sinaï.

Dans son sillage, le Front de salut national, coalition allant de la gauche aux libéraux, avait appelé les Egyptiens à manifester contre les "*actes évidents de terrorisme*" commis par les islamistes. Des "*comités populaires*" pro-pouvoir quadrillaient notamment la capitale.

Le couvre-feu, instauré mercredi, est à nouveau entré en vigueur, vendredi à 19 heures. L'état d'urgence est réinstauré pour une durée d'un mois.

## **- Obama n'a plus aucune influence sur le pouvoir égyptien - slate.fr**

Les Etats-Unis semblent aujourd'hui totalement impuissants face à la descente aux enfers de l'Egypte. Un pays qui était pourtant le plus proche allié de Washington dans le monde arabe et qui reçoit depuis des décennies une aide financière et militaire conséquente.

Mais comme l'explique Josh Rogin du site The Daily Beast, *«les initiatives de la Maison Blanche depuis le printemps arabe ont toutes affaibli les quelques moyens de pression qu'elle avait encore...»*. Par ses incohérences, je lâche Hosni Moubarak, un allié historique des Etats-Unis, et je soutiens la transition démocratique, mais je ne m'oppose pas vraiment au coup d'Etat de l'armée qui deux ans plus tard recrée la situation antérieure, l'administration Obama a réussi le tour de force de se mettre à dos les deux camps en présence. Elle est considérée par les Frères Musulmans comme le principal soutien étranger de la répression militaire et du côté de l'armée égyptienne comme un allié objectif des islamistes.

En 2011 pourtant, l'influence américaine sur l'armée égyptienne avait eu un impact considérable sur la tournure des événements comme en Tunisie d'ailleurs. L'armée égyptienne avait obtempéré aux pressions de Washington de ne pas ouvrir le feu sur les manifestations anti-Moubarak. Mieux «les militaires avaient protégé les manifestants et Obama avait été capable de soutenir réellement les révolutions arabes en contraignant l'homme fort de l'Egypte à quitter le pouvoir».

L'armée égyptienne est devenue sourde

En 2013, les militaires égyptiens ont superbement ignoré toutes les remarques et recommandations de l'administration américaine. Depuis la prise de pouvoir par l'armée égyptienne le 3 juillet, Washington a demandé successivement aux militaires de ne pas arrêter les dirigeants des Frères Musulmans, de ne pas instaurer la loi martiale, d'autoriser les manifestations pacifiques et de tenter de trouver un compromis avec les islamistes. En vain.

*«Les Etats-Unis condamnent avec fermeté les mesures qui ont été prises par le gouvernement intérimaire égyptien et les forces de l'ordre»*, a déclaré jeudi 15 août Barack Obama. «Nous déplorons les violences exercées contre les civils. Nous soutenons les droits universels essentiels à la dignité de l'homme, y compris le droit de manifester pacifiquement» a-t-il ajouté.

Le Président américain a aussi annoncé que les Etats-Unis avaient informé l'Egypte de l'annulation des manoeuvres militaires *«Bright Star»*, qui ont lieu tous les deux ans depuis 1981 et sont considérées comme un élément central des relations militaires entre Washington et Le Caire. Mais il n'a rien dit sur l'aide militaire de 1,3 milliard de dollars donnée à l'armée égyptienne tous les ans.

En fait, la pression financière n'a plus beaucoup d'impact. Les Etats-Unis ont été supplantés par d'autres bailleurs de fonds régionaux. L'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Koweït ont déjà donné au gouvernement de transition égyptien 13 milliards de dollars, dix fois l'aide américaine.

Et la pression politique est elle-aussi devenue inefficace. A quelques moments clés au cours des deux dernières années, l'administration Obama est apparue trop faible. Ainsi, quand le gouvernement des Frères Musulmans a fait arrêter et condamner à des peines de prison des membres d'ONG essentiellement américaines sous le prétexte de financements illicites, Washington a protesté mollement.

L'administration américaine est tellement discréditée que la Russie rêve aujourd'hui de remplir le vide et même de devenir le nouveau partenaire du pouvoir égyptien après avoir retrouvé un poids politique et militaire au Moyen-Orient comparable à celui de l'URSS dans les années 1970.

En fait, comme l'écrit, Samuel Tadros, expert du Think Tank américain Hudson Institute, l'administration Obama s'est totalement fourvoyée dans son analyse politique de l'Egypte.

Quand la révolution arabe a gagné l'Egypte, Barack Obama a demandé, selon le New York Times, à ses équipes d'étudier les transitions politiques vers la démocratie dans plus de 50 pays. Après des travaux approfondis, ils en ont conclu que *«l'Egypte était comparable à la Corée du sud, les Philippines et le Chili»*.

Benjamin Rhodes, conseiller adjoint à la Sécurité nationale expliquait que *«la trajectoire du changement allait dans la bonne direction»*.

Brillante analyse. Après avoir pris le pouvoir les Frères Musulmans se sont montrés tellement incompetents qu'un rejet massif dans la population a permis à l'armée de saisir l'occasion pour les renverser et reprendre le pouvoir. Et le carnage qui a suivi a mis aujourd'hui le pays au bord de la guerre civile et du chaos.

#### **- Egypte: appui tacite des leaders arabes au coup de force - AFP**

La majorité des dirigeants arabes ont appuyé tacitement le coup de force sanglant contre les Frères musulmans en Egypte, y voyant un coup d'arrêt à la menace que représente la confrérie pour leur pouvoir, estiment des experts.

Seuls le Qatar, parrain de la confrérie, et la Tunisie, où le parti au pouvoir appartient à la même mouvance, ont condamné de manière virulente le bain de sang qui a fait près de 600 morts mercredi, selon un bilan officiel.

En revanche, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a proclamé vendredi son appui au pouvoir égyptien *"face au terrorisme"* et a appelé *"les Egyptiens, les Arabes et les musulmans à s'opposer à tous ceux qui tentent de déstabiliser l'Egypte"*.

*"Toutes les monarchies du Golfe, à l'exception du Qatar, ainsi que la Jordanie et d'autres pays arabes craignent l'exportation de la révolution des Frères musulmans chez eux. C'est pour cela qu'elles ont misé sur un retour au schéma classique d'un pouvoir fort en Egypte, pays pivot du monde arabe"*, note Khattar Abou Diab, professeur à Paris-Sud. L'armée égyptienne, au pouvoir depuis 1952, a destitué début juillet l'islamiste Mohamed Morsi, premier président civil élu démocratiquement un an plus tôt, avant d'installer un gouvernement intérimaire.

La majorité des pays arabes, Ryad en tête, *"ont constaté avec déplaisir le poids grandissant de la Turquie et de l'Iran sur tous les dossiers concernant le monde arabe. Leur soutien au (nouveau) régime égyptien montre leur volonté de refonder un nouveau système régional purement arabe sur des bases plus classiques"*, note M. Abou Diab, spécialiste du monde arabe.

Grâce au Printemps arabe, Ankara, dont le gouvernement est issu des Frères musulmans, a acquis le statut de puissance régionale en s'impliquant à fond dans les affaires arabes. L'Iran de son côté a renforcé ses liens avec le régime de Damas et noué des relations avec les Frères musulmans en Egypte.

*"Ce qui s'est passé en Egypte s'inscrit dans ce qu'on peut appeler une +guerre froide+ arabe et il est facile aujourd'hui de savoir qui est le vainqueur"*, assure Shadi Hamid, expert du Moyen-Orient auprès du Brookings Doha Center.

Selon lui, les gagnants sont l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, principaux parrains du nouveau pouvoir en Egypte, au détriment du Qatar et des Frères musulmans.

Ryad et Abou Dhabi *"ont été ravis du coup d'Etat militaire qui profite à leurs intérêts régionaux et qui porte un coup à leurs plus dangereux opposants que sont les Frères musulmans"*, ajoute l'expert.

Les relations entre l'Arabie et les Frères musulmans, bonnes durant trois décennies, se sont dégradées avec la première guerre du Golfe en 1990 quand la confrérie a critiqué le royaume pour avoir accepté des bases américaines sur son territoire.

Beaucoup de Frères musulmans ont été expulsés, et les relations se sont tendues davantage après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

A l'époque, Ryad avait accusé les Frères musulmans d'être à l'origine de l'idéologie jihadiste et le ministre de l'Intérieur, le prince Nayef, avait déclaré publiquement en 2002 que *"tous les groupes extrémistes sont issus des Frères musulmans"*.

*"Pour les Emiratis et les Saoudiens, les Frères musulmans ont une ambition régionale qui peut être un danger pour les monarchies du Golfe", estime Stéphane Lacroix, professeur à l'Institut des Sciences politiques de Paris et spécialiste des Frères Musulmans.*

*"Ces monarchies estiment que leur intérêt est d'avoir plutôt des dictatures que des régimes démocratiques qui sont trop instables et imprévisibles à leurs yeux", ajoute l'expert.*

Ce que Ryad n'a pas pardonné à la confrérie, c'est son flirt avec l'Iran chiite, principal rival du royaume sunnite au Moyen-Orient.

*"Les Frères n'ont jamais été hostiles à des relations avec l'Iran chiite alors que pour les Saoudiens, c'est une ligne rouge tant du point de vue de l'orthodoxie sunnite que pour des raisons de géopolitique régionale", estime M. Lacroix.*

*"Les deux pays se battent pour la suprématie dans la région et pour Ryad, Téhéran est l'adversaire numéro un", ajoute-t-il.*

Pour M. Abou Diab, *"l'option démocratique dans le monde arabe est plus ou moins stoppée. Ce qui s'est passé en Egypte peut donner des idées à d'autres en Libye et en Tunisie et cette mainmise de l'armée en Egypte pourrait faire tache d'huile".*

#### **- La démocratie US prend ses quartiers au Caire - french.irib.ir 15.08**

Le président Morsi, élu démocratiquement au printemps 2012, a été renversé par l'armée le 3 juillet 2013. Un coup d'Etat militaire, donc, et signé en direct devant toutes les télévisions.

Mais pas du tout, nous avait expliqué John Kerry le 1<sup>er</sup> août, c'était pour rétablir la démocratie : « *Des millions et des millions de gens ont demandé à l'armée d'intervenir. Tous avaient peur d'une descente dans le chaos et la violence. Et l'armée n'a pas pris le pouvoir, d'après ce que nous pouvons en juger, jusqu'à présent. Pour conduire le pays, il y a un gouvernement civil. En fait, elle rétablissait la démocratie* ».

C'est un truc incroyable : ce pays qui est le premier fauteur de troubles dans le monde, du Vietnam à la Lybie en passant par l'Irak, qui a créé ou soutenu toutes les pires dictatures à partir du moment où ça lui permettrait de contrôler le pétrole, ce pays qui injurie les droits de l'homme avec Guantanamo ou le système PRISM de surveillance du monde, qui asservit toute idée de démocratie au Proche-Orient au nom de son soutien à Israël, ce pays qui refuse de signer les grands textes protecteurs de droits de l'homme, continue à faire le beau en distribuant les diplômes de démocrates. Donc, un diplôme pour Abdel Fattah Al-Sissi...

Oui, mais voilà, hier a été un jour dramatique pour l'Egypte, avec un bilan provisoire du gouvernement de 278 morts. Aucun chiffre disponible pour les blessés. Les chiffres réels sont à multiplier : hier, c'était des scènes de guerre au Caire, et les médecins témoignent de tirs par balles dans le thorax. Un massacre... Et pour finir, le rétablissement de l'état d'urgence, qui avait été le régime appliqué pendant toute l'ère Moubarak, de 1981 à 2012 : couvre-feu, interdiction des rassemblements, fonction judiciaire transférée aux militaires, fouilles et surveillances sans avoir à justifier de motif...

John Kerry a retrouvé un micro pour condamner ces événements mais en les qualifiant de «*lamentables*» alors qu'ils sont criminels... et banalisant pour appeler à des nouvelles élections... démocratiques et sincères bien sûr, organisées par le démocrate Abdel Fattah Al-Sissi pendant que Mohamed Morsi reste en détention illégale : « *La responsabilité revient au gouvernement intérimaire et l'armée, qui à eux deux ont l'ascendant dans ce conflit, d'empêcher davantage de violence et de proposer des options constructives parmi lesquelles le remaniement de la Constitution et l'organisation d'élections législatives et présidentielles* ».

Pour traiter le fond de la question, je ne peux mieux faire que citer ce qu'a écrit M. Saadoun, dans Le Quotidien d'Oran, la semaine dernière :

*« Les médias qui parlent d'embarras américain se trompent clairement. Israël le sait, toute démocratisation dans un pays comme l'Egypte aboutira inéluctablement à une remise en question de Camp David et à un rapport très différent aux Palestiniens. Quand l'armée égyptienne intervient et reprend le peu de pouvoir*



*qu'elle avait concédé, c'est Camp David qui est encore plus protégé. Quand un processus démocratique échoue - et en Egypte il ne peut être question de démocratie quand une moitié d'Egyptiens est traitée déjà en « terroriste », Israël, la « prétendue seule démocratie au Proche-Orient », est tranquille ».*

Comme vient de le faire Mohammed El-Baradei, devenu vice-président grâce aux militaires alors qu'il avait renoncé à se présenter aux élections... les libéraux progressiste adorés dans les pays occidentaux, vont tous se casser, et finiront haïs d'avoir été la caution immature du clan des militaires. Et ce n'est pas demain la veille que les militaires organiseront des élections ouvertes aux Frères musulmans, alors que tous les leaders sont recherchés pour être entaulés. Or, il n'y a pas de solution démocratique en Egypte qui exclurait les Frères musulmans.

La démocratie US prend donc ses quartiers au Caire. Et va bien sur continuer à former les cadres et financer l'armée qui rétablit si bien la démocratie, pour 2 milliards de dollars par an.

Commentaire d'un internaute

*- "D'abord il est utile de suggérer que le maintien de la manne de près de un milliard et demi au régime de El Sissi,serait en soi une position codée de soutien clair apres le coup d'etat.Les autres déclarations nuancées et ambiguës résultent de déclarations vides de sens mais surtout distillées comme indicateur dissimulé pour épargner à l'opinion publique internationale de situer de quel coté serait la position officielle us.Cela relève exclusivement du lexique diplomatique ambigu et variable à volonté,sans doute.Si les militaires échouent,les usa les situeraient comme coupables,s'ils réussissent,ils seraient des héros ayant sauvé la démocratie.D'ailleurs J.Kerry,l'a très tôt déclaré durant son voyage en Jordanie,il y a trois semaines."*



## Un article lexxpress.fr, libération.fr et Reuters du 17 et 18 août 2013

### Plusieurs articles sur la situation en Egypte (19.08)

Reuters - Mahmoud Badr, l'un des trois fondateurs de l'initiative Tamarod qui a largement contribué à l'éviction de Mohamed Morsi, a exprimé samedi son soutien à l'armée et juge que le bilan de la répression contre le camp islamiste est le *"prix élevé"* à payer pour libérer l'Egypte de *"l'organisation fasciste des Frères musulmans"*.

*"Ce que l'Egypte traverse actuellement, c'est le prix, le prix élevé, à payer pour se débarrasser de l'organisation fasciste des Frères avant qu'elle prenne le contrôle de tout et nous chasse tous"*, a déclaré Mahmoud Badr au cours d'une interview accordée par téléphone à Reuters.

Le journaliste de 28 ans et deux camarades sensiblement du même âge ont lancé il y a trois mois le mouvement *"Tamarod-Rebelle"* pour exiger le départ de Mohamed Morsi. Ils affirmaient avoir recueilli 22 millions de signatures avant les grandes manifestations du 30 juin contre le président islamiste.

*"Je n'ai rien vu de mal de la part de l'armée"*, a déclaré à Reuters Mahmoud Badr, à qui des responsables de sécurité ont conseillé de s'abriter dans un lieu tenu secret. *"Elle ne s'est pas mêlée de politique, et j'en suis témoin."*

Il a précisé ne plus avoir de contact avec l'armée depuis une rencontre le 3 juillet avec Abdel Fattah al Sissi, en présence de généraux, d'un cheikh, du pape copte orthodoxe, Taouadros II, d'un haut magistrat et de dirigeants d'opposition.

*"Maintenant, mon rôle, c'est d'agir en tant que groupe de pression en observant la transition politique, et d'être prêt à intervenir si les choses vont dans la mauvaise direction"*, estime Mahmoud Badr.

Le fondateur de Tamarod ne partage pas les préoccupations d'une partie du camp libéral, qui craint que le rôle grandissant de l'armée, ainsi que la mise en avant de la police lors des assauts contre les islamistes, présagent d'un retour à la répression de l'époque de l'ancien président Hosni Moubarak. Reuters 17.08

libération.fr- Les islamistes ont annulé plusieurs de leurs manifestations prévues dimanche contre le coup militaire en Egypte, évoquant des *«raisons de sécurité»* après des heurts qui ont fait en quatre jours plus de 750 morts.

Cette décision intervient alors que le nouvel homme fort du pays, le chef de la toute-puissante armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, a assuré dimanche que son pays ne *«plierait»* pas face à la violence des islamistes, devant un parterre de chefs militaires et de la police.

Dans le centre du Caire, devant l'une des mosquée d'où devait partir un défilé réclamant le retour au pouvoir du président islamiste Mohamed Morsi destitué par l'armée le 3 juillet, un journaliste de l'AFP a vu des membres des *«comités populaires»*.

Aucun manifestant n'était présent, redoutant visiblement la réaction de ces *«comités»*, des groupes d'auto-défense formés en général de jeunes armés qui s'en prennent aux hommes portant la barbe et aux femmes vêtues du voile intégral.

Ahmed Gomaa, l'un des habitants qui attendaient devant la mosquée Assad Ibn Al-Forat à Dokki, dans le centre de la capitale, a lancé à l'AFP: *«Nous les attendons, je jure que nous les tueront s'ils approchent de la mosquée»*.

Signe du manque apparent d'organisation des Frères musulmans, la confrérie de Mohamed Morsi dont la plupart des dirigeants sont désormais incarcérés ou en fuite, plusieurs communiqués contradictoires ont annoncé l'annulation ou le maintien des neuf cortèges prévus.

L'armée bloquait des grands axes du Caire, pour empêcher des manifestations islamistes, tandis que le ministère des Biens religieux a annoncé que les mosquées ne seraient désormais plus ouvertes que pour les prières, tentant ainsi d'éviter les rassemblements dans ces lieux de culte.

Des images de télévision ont toutefois montré des défilés en dehors de la capitale.

Les pro-Morsi ont appelé samedi à une semaine de manifestations, mais ils ne sont pas parvenus à mobiliser ce jour-là, seuls quelques groupes de manifestants bravant le couvre-feu nocturne. libération.fr 18.08

lexpress.fr - Pour endiguer la montée de la justice de rue, le ministère égyptien de l'Intérieur a prononcé dimanche l'interdiction des comités populaires. Depuis le début des heurts, ces milices s'en prennent physiquement à ceux qu'elles considèrent comme étant des pro-Morsi.

Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé dimanche l'interdiction des "*comités populaires*", des milices de quartiers anti-islamistes qui ont récemment essaimé en Egypte. Ces groupes d'auto-défense sont formés en général de jeunes armés qui s'en prennent depuis plusieurs jours aux partisans du président islamiste déchu Mohamed Morsi.

Le ministère affirme dans un communiqué avoir pris cette décision car ces groupes mènent "*des actions illégales*". Dans plusieurs quartiers, des résidents membres de ces "*comités*" ont installé des barrages, fouillant les véhicules et vérifiant les papiers d'identité à l'entrée de leur quartier ou de leur rue. Ils s'en prennent régulièrement aux hommes portant la barbe et aux femmes vêtues du voile intégral, les accusant d'être pro-Morsi.

Ces milices font craindre une montée de la justice de rue dans le pays profondément divisé entre pro-Morsi et partisans des nouvelles autorités installées par l'armée après la destitution et l'arrestation de l'ex-chef de l'Etat le 3 juillet. leexpress.fr 18.08

Commentaire.

Je n'en sais pas suffisamment sur ces "*comités populaires*" pour m'exprimer. On peut se demander quand même si les militaires ne craignent pas qu'ils se retournent contre eux ? Par contre je n'ai aucune confiance dans Tamarod, je me demande qui tire les ficelles, un pan de la bourgeoisie égyptienne, l'Arabie saoudite, les Américains ?

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 18 août 2013

### Grèce: reprendre les expulsions pour sauver les banques? (19.08)

Le ministre grec des finances défend la reprise des ventes aux enchères de maisons hypothéquées, mettant en garde contre un *"écroulement des banques"*, ébranlées par leurs créances douteuses.

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras a défendu dimanche la nécessité de mettre fin à une mesure protégeant les petits propriétaires ayant bénéficié des prêts immobilier, mettant en garde contre *"un écroulement des banques"* si elle était maintenue.

Adoptée pour des raisons sociales en 2010, lors du début de la crise de la dette, cette mesure prévoit la suspension de la vente aux enchères de certaines catégories d'habitations faisant l'objet d'hypothèques sur des prêts immobiliers accordés par les banques. Elle doit être levée d'ici la fin 2013. Le ministère est en train d'élaborer une loi pour lever cette disposition sous certaines conditions, ce qui provoque une polémique au sein même du gouvernement, certains députés réclamant son prolongement.

59,6 milliards de créances douteuses

*"On ne peut pas se permettre de rien faire, sinon les banques vont s'écrouler"*, a affirmé M. Stournaras à Realnews, cité par l'agence de presse grecque (Ana, semi-officielle).

Les emprunts immobiliers constituent une large part des créances douteuses des banques grecques, qui sont montées à 29% des créances totales après six années de récession dans le pays.

La fin de la suspension des ventes aux enchères, qui profite aux propriétaires d'un seul bien immobilier servant de résidence principale, est nécessaire selon le ministère pour parer aux pertes importantes des banques provenant de prêts non remboursés en raison de la crise. Selon le quotidien libéral grec Kathimerini de dimanche, les créances douteuses des banques s'élèvent à 59,6 milliards d'euros dont 30 milliards proviennent de prêts aux entreprises, 16,8 milliards de crédits immobilier et le reste de prêts à la consommation.

Toujours selon ce journal, le nombre de ventes aux enchères entre 2009 et 2012 a chuté de 50%, alors que la fin de la suspension devrait permettre la vente de 110.000 habitations.

Bradage ou sauvetage de l'immobilier?

Outre l'opposition de gauche, même certains députés de la coalition gouvernementale droite-socialistes, s'opposent à la levée de la mesure qui est contre *"le petit propriétaire"*, selon eux, et entraîne le *"bradage"* de l'immobilier *"à des fonds étrangers"*.

Mais le ministère rétorque que sans la levée de la mesure, le secteur de l'immobilier, qui était avant la crise un moteur important de l'économie du pays, va définitivement dégringoler, vu la chute des prix déjà enregistrée d'environ 30% depuis 2010. *"La question est très importante et il faut évaluer tous les facteurs économiques et sociaux"*, a indiqué un communiqué ministériel dimanche en réponse aux nombreux articles de la presse grecque sur le sujet.

*"Il n'y a pas de solution facile (...) il faut faire en sorte de ne pas porter un coup à ceux qui ne peuvent pas répondre à leurs obligations en raison de la conjoncture économique mais en même temps il ne faut pas affecter le crédit immobilier car cela aurait des répercussions sociales et économiques négatives"*, a indiqué ce communiqué.

Le taux de propriété en Grèce est l'un de plus élevés en Europe. Plus de 70% des Grecs possèdent leur habitation.

Complément de Reuters du 17 août

L'Union européenne et le Fonds monétaire international, bailleurs de fonds d'Athènes qui ont dépensé quelque 38 milliards d'euros pour sauver les banques grecques, font pression sur le gouvernement du conservateur Antonis Samaras pour qu'il prenne des mesures afin d'assainir le bilan des établissements financiers.

Mais plusieurs parlementaires issus de la coalition bipartite au pouvoir, alliant conservateurs et socialistes, sont opposés aux saisies dans un contexte de chômage record et de salaires en chute libre.

*"Les gens prendront les armes (...). Un marché immobilier qui s'effondre vaut mieux qu'une guerre civile",* a déclaré récemment l'élue conservatrice Sophia Voultepsi.

Onze autres élus du parti conservateur Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras et du parti socialiste Pasok sont ouvertement favorables à l'extension du blocage, rapporte le journal Eleftherotypia.

Yannis Stournaras répond que des mesures seraient prises pour protéger les plus pauvres. *"Il y aura des critères sociaux et économiques pour protéger les personnes vraiment dans le besoin."*

Le gouvernement Samaras n'a que cinq sièges de majorité à la Vouli, le parlement monocaméral de 300 membres.

Le gel concerne actuellement les primo-acquisitions d'une valeur inférieure à une fourchette de 300.000 à 495.000 euros, en fonction du statut marital et familial des propriétaires.

**Un article liberation.fr du 21 août 2013**

### **La CIA reconnaît avoir orchestré le coup d'Etat iranien de 1953 (22.08)**

Soixante ans après le coup d'Etat qui a renversé le Premier ministre iranien Mohamed Mossadegh, le 18 août 1953, la CIA reconnaît pour la première fois avoir orchestré ce putsch dans des documents récemment déclassifiés. Les Archives de la sécurité nationale ont publié lundi sur leur site plusieurs documents internes, notamment le rapport d'un historien de l'agence américaine du renseignement datant des années 1970. Un groupe de chercheurs de l'université George Washington a obtenu ces documents grâce à la loi sur la liberté des informations, obligeant les agences fédérales américaines à transmettre leurs documents internes à quiconque en fait la demande.

*«Le coup d'Etat militaire qui a renversé Mossadegh et son cabinet de Front national a été mené sous la direction de la CIA dans un acte de politique étrangère»,* est-il écrit dans ces documents. Les Etats-Unis avaient en effet décidé d'appuyer le Royaume-Uni, placé dans une situation délicate après la nationalisation en 1951 de l'Anglo-Iranian Oil Company, l'ancêtre de BP, par Mohamed Mossadegh. Washington craignait à l'époque que les Soviétiques n'envahissent l'Iran, dans un contexte de guerre froide. *«Non seulement le pétrole iranien aurait alors été irrémédiablement perdu pour l'Ouest, mais la chaîne de défense autour de l'Union soviétique, une composante de la politique étrangère américaine, aurait été rompue»,* justifient les auteurs des rapports.

Les Etats-Unis ont orchestré le renversement de Mohamed Mossadegh lors d'une opération secrète dont le nom de code était TPAJAX. Le complot, reposant sur des collaborateurs locaux, consistait notamment à affaiblir le Premier ministre par une campagne de propagande, à forcer le chah à coopérer, à soudoyer les membres du Parlement iranien et à organiser des manifestations, rapporte le magazine américain Foreign Policy. Après le coup d'Etat, le chah Mohammad Reza Pahlavi fut mis sur le trône et demeura un proche allié de Washington jusqu'à son renversement lors de la révolution islamique de 1979.

Un secret de polichinelle

Le rôle de la CIA dans ce putsch, un secret de polichinelle depuis des années, hante toujours les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, pour tenter d'améliorer les relations avec Téhéran, avait déjà admis en 2000 que les Etats-Unis avaient *«joué un rôle significatif»* dans le renversement de Mossadegh. Et d'ajouter qu'il s'agissait d'un *«revers pour le développement politique de l'Iran»*. Le président Barack Obama avait lui aussi reconnu le rôle des Etats-Unis lors de son discours au Caire en 2009.

Néanmoins, la position est toute autre au Royaume-Uni, qui a lui aussi participé à l'orchestration de ce putsch. Les documents révèlent ainsi que les Britanniques ont empêché leurs alliés de déclassifier ces *«informations embarrassantes»* dans les années 1970. Bien que l'ancien ministre des Affaires étrangères anglais Jack Straw ait publiquement reconnu en 2009 les *«interférences»* du Royaume-Uni dans la vie politique iranienne du XXe siècle, le gouvernement britannique s'est refusé lundi à confirmer son implication dans le coup d'Etat, rapporte le Guardian.

Un certain nombre de documents concernant le coup d'Etat de 1953 sont aujourd'hui encore classifiés. Malcolm Byrne, le directeur adjoint des Archives de la sécurité nationale, a appelé les autorités américaines à publier le reste des rapports sur cette affaire. *«Il n'y a plus de raison valable à garder secret un épisode si important de notre histoire récente»,* a-t-il expliqué lundi. *«Etouffer ces détails ne fait que dénaturer l'Histoire et participe à la création de mythes de chaque côté»,* conclut-il. L'administration américaine, qui a précédemment exprimé ses regrets au sujet de ce putsch, n'a jusqu'ici jamais présenté d'excuses officielles.

Commentaire.

Hier encore les médias aux ordres parlaient de théorie du complot ou ne reconnaissait qu'à demi-mot l'implication de la CIA dans ce coup d'Etat, et voilà que la CIA le confirme pour qu'ils parlent d'un "secret de polichinelle".

Libération, un journal de "*gauche*", sans rire, appartient à Rothschild qui était directement impliqué dans ce putsch et en tirera profit en obtenant des concessions pétrolières en Iran, un "*secret de polichinelle* !

Boycottez les médias nationaux !

## Un article AFP du 20 août 2013

### Retour des dérivés de crédits risqués, "*virus*" de la crise financière. (22.08)

Les dérivés de crédits risqués font leur retour aux Etats-Unis après avoir quasiment disparu pendant la crise financière qu'ils ont contribué à créer, mais ils sont désormais adossés sur les prêts crédits aux entreprises et non plus sur l'immobilier résidentiel.

Ces produits financiers (Collateralized Debt Obligation, ou CDO) que le milliardaire Warren Buffett avait qualifiés "*d'armes financières de destruction massive*", étaient jusqu'à la crise très populaires et massivement adossés à des prêts hypothécaires américains, notamment à des prêts "*subprime*", octroyés à des ménages insolvable.

Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé en 2007, la valeur de ces titres dérivés s'est effondrée, entraînant des milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et propageant la crise financière la plus grave depuis 1929.

De 520 milliards de dollars en 2006, le marché des CDO a fondu à 4,3 milliards de dollars en 2009.

Le marché des CDO a donc de facto disparu. Il a dans une certaine mesure remplacé par les "*CLO*" ou "*Collateralized Loan Obligation*", des dérivés de crédits également, mais adossés à des prêts aux entreprises.

"*Il y a un redressement du marché mais il est très loin de retrouver les volumes atteints avant la crise*", nuance Campbell Harvey, professeur de finance à l'université de Duke.

Une porte-parole de l'organisation sectorielle Loan Syndication and Trading association (LSTA) explique qu'il y a eu 50 milliards de dollars de CLO émis depuis le début de l'année aux Etats-Unis" avec 70 milliards attendus pour l'ensemble de 2013, pour un total de 100 milliards de dollars dans le monde entier.

L'activité en Europe est beaucoup plus marginale, avec seulement "*6 milliards de dollars de CLO depuis le début 2013*", ajoute la LSTA.

Goldman Sachs, Morgan Stanley, Barclays et Citigroup font partie des banques les plus actives sur ce créneau. Citigroup a notamment structuré une vingtaine de contrats de CLO depuis le début de l'année.

Pour Ruben Marciano, trader de la Société Générale, les banques françaises par exemple ne sont "*pas très friandes de ce genre de produits, elles ont été un peu traumatisées pendant la crise*".

Doper les rendements des fonds spéculatifs

Les CLO fonctionnent chacun comme une petite entreprise, avec d'un côté du bilan les crédits de sociétés auxquels ils sont adossés, et de l'autre des "*tranches*" achetées par des investisseurs, dont le rendement varie en fonction du risque.

La tranche "*junior*" ou "*equity*" est la plus risquée: c'est elle qui encaisse les pertes des premiers éventuels défauts de paiement. Elle est donc très prisée des fonds spéculatifs qui veulent doper leurs rendements. "*Les taux d'intérêt sont encore relativement bas, on emprunte pour peu cher alors les gens recherchent encore le risque*", explique Ruben Marciano, même si les taux ont remonté ces derniers jours.

Vient ensuite la tranche dite "*mezzanine*" puis la tranche "*senior*", la moins risquée, prisée des assureurs et des banques.

Le problème est qu'avant la crise, les tranches senior de beaucoup de produits structurés immobiliers bénéficiaient d'excellentes notes de la part des agences de notations, et que des investisseurs les ont achetées les yeux fermés. Sans parler des banques qui décrivaient de façon douteuse des produits bien plus risqués qu'elles ne l'avouaient à leurs clients.

*"Mais quand tous les actifs sont corrélés, à l'instar des prêts hypothécaires tous liés au même marché immobilier, plus rien n'est sûr, même la tranche senior", explique un analyste spécialisé d'une grande banque britannique.*

Pour lui, les CDO eux-mêmes ne sont pas risqués tant que les actifs sélectionnés ne sont pas tous corrélés au même marché, mais les CLO sont plus sûrs car ils regroupent des prêts à des entreprises de différents secteurs, dont les risques évoluent différemment.

L'analyste souligne en outre que les acheteurs de ces produits sont désormais prudents et tendent à embaucher des spécialistes indépendants pour évaluer les CLO, sans se reposer sur les agences de notation.

Si les CDO adossés à des prêts hypothécaires ont disparus, Ruben note qu'il reste un marché secondaire actif depuis la crise.

*"Il y a des gens qui ont acheté des titres de mauvaise qualité très dévalués et comme tous n'ont pas fait défaut, certains ont gagné beaucoup d'argent".*



## Un article Reuters du 20 août 2013

### Affaire Snowden: le Guardian dénonce les pressions de Londres. (22.08)

Les autorités britanniques ont obligé le Guardian à détruire des documents confidentiels fournis par Edward Snowden, a révélé mardi le rédacteur en chef du quotidien, tout en qualifiant l'initiative d'"inutile" si elle visait à l'empêcher d'enquêter sur les programmes de surveillance américain et britannique.

Dans un éditorial publié mardi, Alan Rusbridger estime que la liberté de la presse est menacée en Grande-Bretagne au vu de cet épisode "étrange" survenu il y a un mois, auquel s'est ajoutée dimanche l'interpellation à l'aéroport londonien de Heathrow de David Miranda. Ce dernier est le compagnon brésilien du journaliste Glenn Greenwald, à l'origine de la publication des documents confidentiels dérobés par Edward Snowden.

L'avocate de David Miranda, Gwendolen Morgan, a annoncé mardi que son client avait intenté une action en justice pour demander que soient examinées les bases juridiques de son interpellation. Il souhaite aussi empêcher les autorités britanniques d'examiner les documents qui lui avaient été confisqués.

*"Nous avons demandé des garanties qu'il n'y ait aucune inspection, copie, divulgation, transfert, ou interférence de quelque manière que ce soit avec les documents de notre client, en attendant une décision sur le réexamen (de son arrestation)", a-t-elle dit.*

David Miranda a été interpellé en vertu de l'article 7 d'une loi antiterroriste de 2000, permettant à la police d'arrêter et d'interroger des personnes en transit dans les ports ou aéroports si elle les soupçonne de préparer des actes terroristes en Grande-Bretagne.

*"Cette loi ne devrait pas être donnée aux policiers", a déclaré David Miranda au Guardian après son retour au Brésil. "Ils l'utilisent pour avoir accès à des documents ou des individus auxquels ils ne peuvent pas avoir accès par la voie juridique, via les tribunaux ou les juges. C'est un total abus de pouvoir."*

David Miranda a été relâché sans aucune charge. Son ordinateur portable, son téléphone et des clés USB lui ont été confisqués.

La police britannique a répondu mardi aux critiques sur son interpellation, en déclarant qu'elle était "légalement fondée".

Le Home Office (ministère de l'Intérieur) a quant à lui publié un communiqué expliquant qu'il était "de son devoir de protéger le public et la sécurité nationale".

*"Si la police pense qu'un individu est en possession d'informations volées hautement sensibles qui pourraient aider des terroristes, elle doit agir et la loi lui fournit un cadre pour cela. Ceux qui s'opposent à ce genre d'action doivent réfléchir à ce qu'ils excusent", a-t-il ajouté.*

Le Guardian, pour qui travaille Glenn Greenwald, s'est dit "effaré" par cette arrestation et le Parti travailliste s'est demandé comment les autorités pouvaient justifier le recours à l'article 7 dans le cas de Miranda.

Glenn Greenwald a déclaré lundi que Londres allait "regretter" cette initiative et promis de diffuser de nouveaux documents confidentiels piratés par Edward Snowden, actuellement réfugié en Russie.

Dans son article, Alan Rusbridger écrit que le gouvernement britannique a menacé il y a un mois son journal de poursuites judiciaires si celui-ci n'acceptait pas de détruire ou de restituer la copie des documents piratés qu'Edward Snowden avait remis à son journaliste Glenn Greenwald.

*"Vous vous êtes bien amusés. Maintenant, nous voulons que vous nous rendiez le matériel", lui a déclaré alors un fonctionnaire du gouvernement.*

Le Guardian a finalement obtempéré et procédé à la destruction des documents en présence de représentants des services britanniques d'écoutes (GCHQ), le pendant britannique de l'Agence américaine de sécurité (NSA).

Alan Rusbridger, qui ironise sur le caractère décalé de cette opération de destruction de disques durs "*à l'ère numérique*", promet que le Guardian poursuivra son travail journalistique sur les documents révélés par Edward Snowden.

En transit à Londres au moment de son arrestation, David Miranda revenait d'un voyage à Berlin où il a rendu visite à Laura Poitras, une réalisatrice américaine contactée par Snowden plusieurs mois avant les premières révélations publiques sur l'étendue du programme de surveillance électronique des Etats-Unis. Celle-ci a cosigné plusieurs articles sur Snowden pour le Washington Post et l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Commentaire.

On en rigole, le gouvernement britannique et ses services secrets en proie à une crise d'infantilisme, les documents qu'ils ont détruits doivent avoir été copiés une multitude de fois et doivent être en possession de plusieurs personnes à travers le monde, ils ne pourront pas empêcher leur divulgation sauf si leurs propriétaires en décidaient autrement évidemment. Ils sont pitoyables, impuissants !

## Un article francetv.info des 20 et 21 août 2013

### Plusieurs articles sur la situation en Egypte (22.08)

#### - Egypte : Al-Sissi, un général imprévisible au sommet du pouvoir - francetv.info

Il est le nouvel homme fort de l'Egypte. Le général Abdel Fattah Al-Sissi, chef des armées et ministre de la Défense, est celui qui a mis en place le gouvernement de transition après avoir destitué Mohamed Morsi en juillet. C'est sous sa direction que les forces de l'ordre sont intervenues, mercredi 14 août, pour réprimer dans le sang les pro-Morsi. L'avenir du pays, menacé de guerre civile, est entre ses mains. Qu'en fera-t-il ? Il est difficile de le dire, tant l'homme semble imprévisible. Portrait.

Un fervent musulman désigné par Morsi

Cela semble inconcevable aujourd'hui, mais c'est Mohamed Morsi, président islamiste élu démocratiquement en juin 2012, qui a fait passer le général Abdel Fattah Al-Sissi de l'ombre à la lumière, en le désignant ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée. Morsi pense alors faire "un bon choix", raconte La Croix : "*Sissi a une réputation de grande piété, une vision conservatrice de l'islam, et sa femme est voilée.*" De plus, "l'un des cousins de son père, Abbas Al-Sissi, a été en son temps une grande figure de la confrérie [des Frères musulmans]."

Tout laissait donc croire que le pieux général de 58 ans allait être celui qui rendrait l'armée plus proche des islamistes. Juste après la chute de Moubarak, il avait créé la polémique en défendant les tests de virginité pratiqués par les militaires sur les manifestantes arrêtées. Au moment de sa nomination, certaines rumeurs ont même laissé entendre qu'il était une taupe islamiste au sein de l'armée. Au début de son mandat, "*il surprend certains en ouvrant les portes des écoles militaires aux islamistes – ce qu'avaient banni les régimes antérieurs, farouchement hostiles aux intégristes*", rappelle Le Figaro.

L'artisan du coup d'Etat du 3 juillet

Quelques mois après sa nomination, les événements prennent cependant une tournure imprévue. En novembre 2012, le président Morsi décide de modifier la Constitution pour s'attribuer les pleins pouvoirs. C'est un tollé dans la population, et le pays est secoué de manifestations monstres. Abdel Fattah Al-Sissi tente alors d'organiser une table ronde entre l'opposition et le pouvoir. Mais Morsi s'y refuse au dernier moment. "Pour le général Sissi, c'est un affront personnel, qui marque aussi la volonté de la confrérie de marginaliser l'armée", relate La Croix.

Ces événements marquent le début d'une opposition avec le pouvoir, qui aboutira à la décision de l'armée, le 1er juillet, de donner un ultimatum au président : 48 heures pour "*satisfaire les revendications du peuple*". Le soir même de cette annonce, le général Abdel Fattah Al-Sissi envoie des hélicoptères militaires déployant le drapeau national au-dessus du Caire, en signe de soutien aux manifestants. Puis, deux jours plus tard, on le voit s'exprimer à la télévision. Sans laisser apparaître une émotion, il annonce la suspension de la Constitution, la destitution de Mohamed Morsi et déploie la feuille de route préparée par l'armée pour sortir de la crise. Abdel Fattah Al-Sissi devient l'homme fort de l'Egypte après un coup d'Etat qui ne dit pas son nom. Il nomme une personnalité de son choix, le juge Adly Mansour, à la présidence, pour installer un gouvernement de transition.

Le commanditaire de la répression, admirateur de Nasser

Les Frères musulmans n'acceptent pas cette prise de pouvoir et, le 14 août, le divorce est définitivement acté. Abdel Fattah Al-Sissi ordonne la dispersion des camps pro-Morsi au Caire. La répression menée par son armée fait des centaines de morts. S'il continue d'être perçu par de nombreux Egyptiens comme "l'homme providentiel" selon Libération, son comportement commence à susciter de nombreuses interrogations à l'étranger. "*Le personnage est extrêmement versatile*", confie une source officielle française au JDD. "*Qui peut assurer que cet homme-là redonnera un jour le pouvoir aux civils ?*", s'interroge Alexandra Schwartzbrod dans Libération.

Le doute plane surtout sur son positionnement vis-à-vis des Etats-Unis, le pays le plus à même d'infléchir la politique égyptienne pour éviter la guerre civile. *"Vous avez tourné le dos aux Egyptiens, ils ne l'oublieront pas"*, a lâché Sissi à l'encontre des Américains dans une rare interview au Washington Post (lien en anglais), après la destitution de Mohamed Morsi. Selon le site israélien DebkaFiles, cité par le JDD, il a refusé de prendre au téléphone le président Obama mercredi 14 août au soir. Formé dans une académie militaire britannique avant de rejoindre, comme de nombreux officiers égyptiens, l'Ecole de guerre américaine en 2006, le général Al-Sissi reste un fervent admirateur de la période des officiers libres et de leur chef, Gamal Abdel Nasser (qui a dirigé le pays de 1954 à 1970).

Plus inquiétant encore, comme l'explique France24, des écrits publiés par Al-Sissi en 2006 ont pris un nouvel écho : les autocrates de la région ont des *"raisons valables"* de se méfier *"d'un contrôle de leur régime par le vote populaire"*, avançait-il dans l'introduction d'une réflexion sur *"La Démocratie et le Moyen-Orient"*.

### **- Egypte: les autorités portent un rude coup aux Frères musulmans - AFP**

Le pouvoir installé par l'armée en Egypte, engagé dans une féroce répression contre les Frères musulmans du président destitué Mohamed Morsi, a porté un rude coup mardi à la confrérie en arrêtant son Guide suprême qui sera jugé dimanche pour *"incitation au meurtre"*.

L'arrestation de Mohamed Badie et sa mise en détention provisoire pour 15 jours est le dernier d'une série de revers infligés par les autorités au mouvement islamiste engagé depuis six jours dans une épreuve de force extrêmement sanglante avec les forces de l'ordre ayant fait près de 900 morts en majorité des manifestants pro-Morsi.

Après l'arrestation de M. Badie, les Frères ont nommé Mahmoud Ezzat Guide par intérim. Ce dernier *"a la réputation d'être un faucon"*, note Karim Bitar, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). *"Il pourrait s'agir d'un signal envoyé, montrant qu'on peut répondre à l'autoritarisme par un autre autoritarisme"*.

L'un des dirigeants de la coalition pro-Morsi a affirmé à l'AFP qu'une *"énorme manifestation"* était prévue vendredi pour poursuivre la mobilisation contre la destitution et la détention le 3 juillet par l'armée de M. Morsi.

Ces derniers jours, les islamistes ne sont toutefois pas parvenus à réunir les cortèges de manifestants qu'ils appellent à manifester quotidiennement. Mais les images diffusées en boucle par les télévisions locales, acquises à la cause de l'armée et vantant la méthode forte contre le *"terrorisme des Frères musulmans"*, montrant M. Badie, l'air prostré, habillé d'une simple gallabeya, la longue tunique traditionnelle, pourraient attiser la colère de ses partisans.

M. Badie, 70 ans, a été arrêté avant l'aube dans un appartement de la capitale puis transféré à la prison de Tora au Caire, où se trouvent ses deux adjoints, Khairat al-Chater et Rachad Bayoumi, avec lesquels il sera jugé dimanche pour *"incitation au meurtre"* de manifestants anti-Morsi.

Arrestation pour *"incitation à la violence"*

La Maison Blanche a critiqué mardi cette arrestation, estimant que le gouvernement avait trahi par cette action *"son engagement à un processus politique rassembleur"*.

Rien ne semble arrêter l'armée dans sa répression des Frères musulmans qui avaient remporté coup sur coup depuis 2011 les premières législatives puis présidentielle libres du pays, ce qui fait planer la menace d'un retour des islamistes à la clandestinité et une radicalisation de certains d'entre eux comme lors des années 1990 émaillées d'attentats sanglants.

### **- Aide américaine suspendue: Le Caire menace Washington, les Etats-Unis démentent - Lexpress.fr**

Le Premier ministre égyptien a prévenu mardi les Etats-Unis qu'ils commettraient une erreur s'ils suspendaient leur aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars, affirmant que Le Caire pourrait se débrouiller sans.

Si Washington devait geler ou couper son assistance militaire à l'Egypte, *"cela serait un mauvais signal et cela affecterait l'armée pendant un certain temps"*, a déclaré le chef par intérim du gouvernement égyptien, Hazem Beblawi, dans un entretien à la télévision américaine ABC News.

Mais *"n'oublions pas que l'Egypte a vécu avec le soutien militaire de la Russie et que nous avons survécu. Ce ne se serait donc pas la fin du monde et nous pouvons vivre dans des circonstances différentes"*, a-t-il mis en garde.

Ces déclarations surviennent en pleine campagne de lobbying de parlementaires et d'ONG aux Etats-Unis pour que l'administration de Barack Obama cesse d'aider les autorités égyptiennes en raison de la répression sanglante des manifestations des supporters de l'ancien président destitué par l'armée, Mohamed Morsi.

Le gouvernement américain a formellement démenti mardi avoir suspendu cette assistance.

Hazem Beblawi a dit regretter les actuelles tensions entre son pays et Washington, qui a jugé *"lamentable"* la répression par les forces de sécurité égyptiennes. *"Il y a beaucoup d'incompréhension et je suis sûr que le temps passera et sera bénéfique"* à l'Egypte et aux Etats-Unis, a dit le responsable.

A l'instar de la diplomatie américaine qui refuse de parler de *"guerre civile"* en Egypte, le Premier ministre égyptien a également assuré *"ne pas craindre une guerre civile"* dans son pays, lequel avance *"dans la bonne direction"*.

**- Premier contact Al-Sissi/Régime Assad, Riyad en colère. - <http://french.tribune.fr>**

Une délégation militaire égyptienne de haut rang vient d'arriver en Syrie chargée par le ministre égyptien de la Défense Al Sissi de coordonner les efforts de guerre Damas /Le Caire pour *"une lutte plus efficace contre les Frères musulmans"*.

Selon Dampress qui rapporte cette information, les coordinations sécuritaires entre les services du renseignement égyptiens et syriens iraient croissant avec pour l'objectif l'échange de renseignement, la coordination des opérations et de lutte anti salafisme, anti frérisme. Cette visite une première depuis 2011 intervient alors que le nouveau gouvernement égyptien vient d'arrêter plusieurs membres syriens des frères musulmans sur son territoire et que la Syrie en a fait autant pour quelques membres égyptiens des Frères actifs sur son territoire.

Selon ce rapport, cette amorce de coopération entre le Caire et Damas a provoqué le mécontentement de Riyad, mais Al Sissi fait bloc et affirme noir sur blanc à ses soutiens saoudiens que ce sont les intérêts suprêmes de l'Egypte qui sont en jeu et qui exigent que les deux pays Syrie et Egypte développent leurs coopérations sécuritaires et que surtout ces coopérations soient coordonnées. Le ministre syrien de la Défense s'est aussi entretenu avec son homologue égyptien Al Sissi. Al Sissi n'a pas fait de mystère de son intention de voir les *"deux armées égyptienne et syrienne combattre ensemble les terroristes"*.

## Un article AFP du 21 août 2013

### Colombie: les paysans bloquent des routes pour obtenir de l'aide (23.08)

Une trentaine de routes en Colombie étaient bloquées jeudi par des paysans qui ont lancé lundi un mouvement social illimité pour obtenir des aides et un meilleur accès à la propriété foncière, selon la police.

Plus de 200.000 paysans, selon leurs leaders, étaient mobilisés et avaient installé des campements au bord de nombreuses routes, dont ils bloquaient ou ralentissaient la circulation.

Les provinces les plus affectées, parmi les onze concernées, étaient celles de Nariño (sud-ouest) et Boyaca, près de Bogota, par où transite une bonne partie de l'approvisionnement alimentaire destiné aux 7,3 millions d'habitants de la capitale. Une marche pacifique d'un millier de paysans bloquait la route reliant Bogota et Tunja, capitale de Boyaca.

Les manifestants bloquaient également dans la matinée plusieurs routes des provinces de Cundinamarca (centre), Putumayo (sud), Arauca (est) et Antioquia (nord-ouest). Les poids lourds étaient particulièrement visés.

Des dizaines de milliers d'agriculteurs et d'éleveurs ont lancé depuis quatre jours un mouvement illimité avec manifestations, rassemblements et barrages routiers dans l'ensemble de la Colombie. Des mineurs indépendants et plusieurs syndicats de chauffeurs routiers et d'employés des secteurs de la santé et de l'éducation sont venus mardi grossir leurs rangs avec d'autres revendications.

Jusqu'à mercredi, un total de 82 policiers et un nombre indéterminé de manifestants ont été blessés dans des heurts sporadiques. La police a, de son côté, indiqué avoir interpellé 98 protestataires.

Les paysans entendent obtenir l'ouverture de négociations avec le pouvoir et réclament l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs demandent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux mineurs de petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Le ministre de l'Intérieur Fernando Carrillo a assuré jeudi que le gouvernement était "*prêt*" à dialoguer avec les paysans de Boyaca, mais a posé comme préalable "*la fin des barrages et la suspension de la violence*", sur l'antenne de la radio privée Blu.

La veille, les initiateurs du mouvement avaient toutefois rejeté toute négociation régionale et exigé des pourparlers au niveau national. Ils doivent rencontrer jeudi le président du Sénat Juan Fernando Cristo pour une première prise de contact avec les autorités, a annoncé à l'AFP Eberto Diaz, porte-parole de la Table nationale de dialogue agraire, qui coordonne ce mouvement d'une durée illimitée.

**Un article publié par mondialisation.ca du 21 août 2013**

### **Le Sinaï : Base américaine ? (23.08)**

Les discussions vont bon train dans les centres d'études US, les séminaires et ateliers sur le Sinaï et son importance stratégique. Certains chercheurs en arrivent à deux équations possibles qui se résumeraient à dire que la sécurité d'Israël dépend du Sinaï non du Golan syrien, et que la sécurité des gazoducs et oléoducs dépend du Sinaï non de Homs en Syrie. D'autres planchent sur l'importance stratégique comparée entre Al-Qusayr en Syrie et le Sinaï en Égypte et, tenant compte des frontières terrestres et maritimes des deux pays, en arrivent à dire que le Sinaï est stratégiquement plus important que la Syrie.

Habituellement, une telle focalisation des centres de recherche sur un sujet donné n'est pas sans finalité et ne consiste pas à se contenter d'échanger les points de vue, réagir, ou exagérer un événement sécuritaire ou politique ; d'autant plus que les organisateurs de ces workshops sont aussi les décideurs en la matière.

Les diverses études ainsi menées donnent pléthore d'informations importantes sur le Sinaï, l'accent étant particulièrement porté sur sa géographie offrant à la fois des zones côtières, des zones montagneuses, et de vastes zones désertiques vides de population répondant, par conséquent, aux conditions requises par le Pentagone pour l'établissement de bases militaires fixes.

En effet, un demi-million d'habitants répartis sur 60 000 kilomètres font que la superficie de cette région est trente fois supérieure à celle de Gaza alors que son peuplement est quatre fois inférieur. Autrement dit, le Sinaï est cent vingt fois moins densément peuplé que Gaza alors que sa superficie est égale à trois fois celle de toute la Palestine, à six fois celle du Liban ou des territoires occupés en 1967 et en 1948.

Par ailleurs, le Sinaï est traversé de gazoducs, actuellement en service, transportant le gaz égyptien vers la Jordanie via la Palestine et pourrait recevoir les gazoducs partant des Pays du Golfe vers la Méditerranée.

Géographiquement, le Sinaï tient les deux rives du golfe d'Aqaba faisant face au tiers de la côte saoudienne sur la mer Rouge et au détroit de Bab el Mandeb, débouché maritime des pays du Golfe vers les côtes du Yémen, de la Somalie, du Soudan, de l'Érythrée et de l'Éthiopie. Adjacent à l'une des deux rives du Canal de Suez, il tient aussi la Méditerranée, s'ouvre en profondeur sur l'Égypte par terre et par mer, et côtoie la Jordanie, Gaza et le Néguev. Autant d'atouts pour servir de base à des porte-avions, des missiles de croisière, des antimissiles Patriot, des stations de radars géants, des stations d'écoute et de communications par satellites, et aussi de base pour des forces terrestres états-uniennes qui pourraient atteindre les cent milles soldats avec la garantie de toujours rester complètement à l'écart de la population locale.

D'autres études se sont concentrées sur l'Histoire en remontant jusqu'à Abraham pour dire que le Sinaï est le berceau des civilisations et des religions. S'appuyant, entre autres, sur l'ouvrage de Kamal Salibi, elles rappellent que la Torah est née de la péninsule arabique et que les premiers fidèles du judaïsme, du christianisme et de l'islam y ont évolué, sans oublier la dynastie monothéiste des Hyxos qui les a précédés et a gouverné l'Égypte et les Bilad al-Cham [les Pays du Levant].

Il est improbable que ces études soient l'objet d'un tel regain d'intérêt au moment même où les équations régionales calculées et imposées par les États-Unis risquent de s'inverser vu la très rapide évolution de la situation égyptienne et le non effondrement de M. Bachar al-Assad et des piliers des institutions syriennes. Non, ces études remises à l'ordre du jour ne peuvent être fortuites, d'autant plus que les États-Unis sont sur le point d'adopter une nouvelle équation fondée sur moins de dispersion de leurs forces et un repli stratégique vers une nouvelle base plus lourde axée sur l'Asie et l'Afrique, avant de s'aventurer par un redéploiement sur les mers et océans.

En revanche il est plus que probable que les Services de sécurité et la politique des USA vont désormais concentrer leurs efforts sur le Sinaï. Cela pourra prendre des mois et même des années au cours desquelles ils testeront plusieurs options. Parmi ces options, transformer cette zone en refuge pour les différents réseaux d'Al-Qaïda sur lesquels les drones US pourraient continuer leur besogne, ou la transformer en refuge pour les Frères Musulmans ; lesquels, forts de leur continuité géographique avec leurs autres Frères à Gaza leur permettraient de lancer une guerre ouverte contre le chaos dans toute l'Égypte. Une autre option plus facilement réalisable serait d'exploiter toutes ces entrées ouvertes au chaos dont des opérations



fabriquées prétendument menaçantes pour Israël, notamment pour Eilat si proche, pour justifier leur mainmise directe sur le Sinaï au moyen de bases militaires gigantesques qui deviendraient le plus important porte avion US du monde.

Cette mainmise des États-Unis sur le Sinaï semble être devenue l'objectif stratégique du moment. À partir de là, il sera possible de compenser la perte des richesses pétrolières et gazières due à leur échec en Syrie. À partir de là, la sécurité d'Israël sera sous leur garde directe ainsi que celle de l'Asie, de l'Afrique et des pays du Golfe qui ne pourra pas échapper à leur vigilance. Ainsi, les États-Unis pourront dire qu'ils sont redéployés mais non vaincus !

Les yeux US sont braqués sur le Sinaï. Faisons-en autant, surtout les Égyptiens et leur Armée, maintenant que la mainmise sur le Sinaï risque de menacer la souveraineté de L'Égypte, laquelle souveraineté exige de se libérer des contraintes unilatérales imposées par « *les accords de Camp David* ».

Nasser Kandil - 13/08/2013

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal

Article original : Top News

[http://www.topnews-nasserkandil.com/topnews/share.php?art\\_id=2106](http://www.topnews-nasserkandil.com/topnews/share.php?art_id=2106)

Nasser Kandil est libanais, ancien député et directeur de Top News-nasser-kandil



## Un article AFP du 23 août 2013

### La croissance chinoise piégée par le crédit facile (24.08)

La banque centrale du Brésil a annoncé dans la nuit de jeudi qu'elle allait consacrer plus de 50 milliards de dollars jusqu'à la fin de l'année à la défense du réal, attaqué sur les marchés, alors que la croissance du géant latino-américain bat de l'aile.

*"Avec pour objectif de fournir une couverture de change aux agents économiques et de la liquidité au marché des changes, la banque centrale du Brésil communique qu'elle va commencer, à partir de ce vendredi, un programme d'enchères de +swaps+ de changes et de vente de dollars avec promesse de vente", a-t-elle indiqué dans un communiqué.*

Depuis son "point haut" de la fin juillet (2,2571 dollars), le réal brésilien était tombé à 2,45 dollars cette semaine. En fin de journée vendredi, il était remonté de 3,2% à 2,35 réals pour un dollar.

*"Cette intervention a constitué un signal positif pour les marchés émergents", estime Luis Costa, analyste chez Citigroup. "Il prévient les investisseurs que les banques centrales des pays émergents réagissent plus agressivement et sont prêts à intensifier leur intervention pour stabiliser les marchés".*

Le Brésil fait partie, avec la Russie, l'Inde et la Turquie, des principales victimes du mouvement de défiance envers les grands pays émergents apparu depuis quelques jours sur les marchés.

Les investisseurs, souhaitant bénéficier de la remontée des taux d'intérêts aux États-Unis, rapatrient désormais massivement les sommes investies dans les pays émergents qui leur semblent présenter des fragilités structurelles.

*"Je pense que la position de la banque centrale est nécessaire étant donnée l'actuelle instabilité des marchés (...) Il faut récupérer la confiance des investisseurs", explique Wellington Ramos, de Austin Rating, agence basée à Sao Paulo.*

Pour défendre sa monnaie, le Banco central do Brasil proposera donc au marché 500 millions de dollars par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi, sous forme de "swaps". Le vendredi, la banque centrale organisera des enchères pour vendre (avec promesse de rachat) des lignes de crédit d'une valeur de 1 milliard de dollars.

A raison de 3 milliards de dollars offerts par semaine, la banque centrale consacrerait ainsi quelque 54 milliards de dollars à la défense de sa monnaie nationale.

Une croissance moins robuste qu'espéré

*"Si elle le jugeait approprié, la Banque centrale du Brésil réaliserait des opérations additionnelles", a-t-elle précisé.*

Ce programme durera au moins jusqu'à la fin décembre.

Une croissance moins robuste qu'espéré

L'instauration de cette nouvelle ligne de défense suit de quelques heures l'annonce que la croissance de l'économie brésilienne n'atteindra que 2,5% en 2013 et 4% en 2014.

*"Le gouvernement travaille sur ses prévisions pour 2014 et dans le rapport que nous allons publier ce mois-ci, nous allons réviser la croissance pour 2013 qui sera de 2,5%", a indiqué le ministre des Finances, Guido Mantega, lors d'un entretien publié sur le site internet du journal G1 de Globo.*

Pour 2014, la prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) "était de 4,5% et va passer à 4%", a-t-il ajouté.

En décembre 2012, le ministre des Finances avait estimé que la croissance de l'économie brésilienne serait de 4% cette année et l'avait ensuite progressivement réduite pour la ramener, en juillet, à 3%.

Lors d'une précédente interview à la revue Vieja début août, Guido Mantega avait affirmé que le gouvernement était prêt à sacrifier la croissance pour lutter contre l'inflation.

*"Le gouvernement ne laissera jamais l'inflation devenir hors de contrôle même si cela signifiait une réduction du taux de croissance",* avait-il dit, en ajoutant: *"la pire chose pour le Brésil est l'inflation"*.

La Banque centrale a relevé son taux d'intérêt en juillet pour la troisième fois consécutive pour le porter à 8,5%. Une telle hausse permet de lutter contre la hausse des prix et la fuite des capitaux mais ralentit aussi la consommation et la croissance.

L'inflation est tombée à 6,27% sur douze mois en juillet, restant sous le plafond de 6,5% fixé par le gouvernement.

Commentaire.

Après avoir fait monter artificiellement les monnaies des pays émergents (sauf la Chine ou très peu), ils s'emploient à la faire chuter, c'est ce qui attend Wall Street et toutes les places boursières d'ici peu...

## Un article Reuters du 23 août 2013

### Brésil: 50 milliards de dollars consacrés à la défense du réal (24.08)

Le ralentissement de la croissance économique en Chine contraste avec la dynamique du crédit, faisant redouter qu'une partie des financements octroyés ne servent qu'à refinancer des projets à la rentabilité douteuse ou des entreprises moribondes.

Ces craintes sont alimentées par l'examen conduit par Reuters de portefeuilles de *"trust loans"*, ces prêts accordés aux entreprises ou aux collectivités locales par des sociétés fiduciaires et qui enregistrent les plus forts taux de croissance parmi les instruments de financement de l'économie chinoise.

Sur la base de données acquises auprès de la société d'études spécialisée Use-Trust Studio, Reuters a pu établir que la moitié des *"trust loans"* émis en 2012 étaient utilisés pour refinancer des dettes antérieures et ne contribuaient pas directement à de nouveaux projets d'investissement.

Parmi les 1.166 *"trust loans"* émis en 2012 examinés, qui représentent 234 milliards de yuans, soit environ 8% des 3.000 milliards de yuans de ce type de produits émis l'année dernière, 4% seulement sont explicitement destinés à des opérations de refinancement.

Mais dans 37% des cas, les motifs invoqués sont le *"financement du fonds de roulement"*, des *"besoins de trésorerie"* ou d'autres objectifs aussi vagues dont les spécialistes estiment qu'ils recouvrent en fait le refinancement de dettes antérieures. Dans 8% des cas, aucun détail sur l'utilisation des fonds n'était précisé.

Les taux proposés aux épargnants par les sociétés fiduciaires émettrices se situaient entre 9% et 12% l'an, sensiblement au-dessus des 5% à 7% des produits de placement proposés par les banques.

En tenant compte de la commission de 1% à 2% perçue par la société fiduciaire, les taux payés par l'emprunteur peuvent facilement atteindre 15% sur des prêts à un ou deux ans, deux fois plus que le coût d'un crédit bancaire. Des niveaux qui hypothèquent un peu plus encore la capacité de remboursement et peuvent alimenter une spirale de l'endettement.

Au-delà des collectivités locales, les entreprises de secteurs en surcapacité utilisent le marché des *"trust loans"* pour assurer leur survie.

Selon les données examinées par Reuters, 10% des concours consentis dans ce cadre étaient destinés à des entreprises de secteurs que les autorités chinoises ont identifiés comme étant en surcapacité.

*"La croissance économique chinoise depuis 2009 a été alimentée par un boom du crédit disproportionné qui a laissé les collectivités locales et les entreprises d'Etat avec un grand nombre de dettes qu'elles ne peuvent rembourser"* prévient Arthur Kröber, directeur général de GK Dragonomics, dans une récente note de recherche.

*"Le risque d'un pourrissement à la japonaise est réel"*, poursuit-il en référence au maintien à flot d'emprunteurs insolubles par des banques japonaises elles-mêmes incapables de se recapitaliser, un phénomène qui a empêché l'assainissement de l'économie nipponne.

## Un article Reuters du 28 août 2013

### Accord de libre-échange entre quatre pays d'Amérique latine (29.08)

Le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili, regroupés au sein de l'Alliance du Pacifique, ont annoncé avoir conclu un accord en vue de supprimer tous les droits de douanes en vigueur dans leurs échanges commerciaux.

*"On vous présente un accord (...) qui signifie qu'entre tous nos pays, il n'y aura plus de barrières commerciales pour tous les biens et services, et que nous allons pouvoir réunir le potentiel de ces nations",* a déclaré lundi Alfredo Moreno, ministre chilien des Affaires étrangères

Les droits de douanes seront immédiatement éliminés pour 92% des biens et services, lorsque l'accord entrera en vigueur entre les quatre pays, dont les produits intérieurs bruts (PIB) cumulés représentent un tiers de l'économie latino-américaine. Pour le reste des échanges, la plupart des droits de douane disparaîtront au cours des prochaines années.

L'accord, qui devrait être signé au cours du quatrième trimestre de cette année, prévoit cependant une solution à plus long terme pour des produits, principalement agricoles, qui représentent 1,4% des échanges commerciaux et pour qui les droits de douanes ne devraient pas être supprimés avant 2030.

**Un article lepoint.fr du 29 août 2013**

**Le miracle japonais n'aura pas lieu . (29.08)**

**La dette publique japonaise atteindra 245 % du PiB fin 2013.**

Le kyudo désigne au Japon l'art martial du tir à l'arc. Vieux de plusieurs siècles, le kyudo - merci, wikipédia - permet en théorie à celui qui le pratique, à travers la recherche du geste parfait alliant tension musculaire minimale et énergie spirituelle maximale, de s'élever vers la vérité, la beauté et la vertu. Ce n'est certes pas avec cet objectif, mais pour retrouver le chemin radieux de la croissance et de l'inflation, que Shinzo Abe, le Premier ministre élu en décembre dernier, a décoché ce qu'il a appelé les "*trois flèches*" de son programme économique.

Abenomics entend rompre avec les politiques menées antérieurement. Rupture monétaire d'abord, avec la mise sous tutelle de la banque centrale. Son nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, s'est vu intimer l'ordre par le gouvernement de M. Abe de doubler la quantité de yens en circulation dans l'espoir de relancer la distribution de crédit, d'affaiblir le yen et de fabriquer de l'inflation.

Rupture budgétaire, ensuite, avec un programme de relance (80 milliards d'euros), dont près de la moitié pour de grands travaux d'infrastructures. Rupture dans le fonctionnement du secteur privé, enfin, avec des réformes structurelles visant à libéraliser le commerce, à rendre le marché du travail plus flexible, à accroître la concurrence, mais aussi à stimuler les hausses de salaire dans les entreprises et à assainir les finances publiques en taillant dans les dépenses sociales et en relevant fortement la TVA. Le tout, on l'aura compris, forme un ensemble au moins aussi déroutant que le théâtre nô, un mélange totalement inédit d'ultrakeynésianisme et d'ultralibéralisme.

Salué en Europe, notamment par François Hollande, qui y a vu la preuve qu'une autre politique que l'orthodoxie monétaire et budgétaire à l'allemande est possible, Abenomics a surtout été applaudi par les marchés financiers. L'indice Nikkei a gagné plus de 30 % depuis le début de l'année, dopé par le plongeon du yen (- 20 % face au dollar), qui bénéficie aux grandes entreprises exportatrices. Sur le plan de la croissance, après un premier trimestre plein de promesses (+ 0,9 %), le deuxième a déçu (+ 0,6 %). Quant à l'inflation, elle reste négative (- 0,4 % en juillet hors énergie et alimentation). Preuve que le Japon n'est pas encore sorti de la déflation (baisse des prix) dans laquelle il s'est installé depuis la fin des années 90. Et qui a des effets très négatifs sur la consommation, puisque les Japonais ne cessent de différer leurs achats dans l'espoir de prix toujours plus bas, un peu comme s'ils vivaient en permanence dans l'attente de nouvelles soldes.

S'il est encore un peu tôt pour juger de la réussite d'Abenomics, il n'est en revanche pas trop tard pour en souligner les dangers, comme vient de le faire le FMI. Celui de provoquer une brutale remontée des taux d'intérêt qui rendrait problématique le financement de la dette publique (elle atteindra 245 % du PIB fin 2013) et qui entraînerait des faillites bancaires en cascade (les banques japonaises détiennent des quantités phénoménales d'emprunts d'État). De sauveur providentiel Shinzo Abe se transformerait alors en grand fossoyeur.

La grande leçon qu'on peut d'ores et déjà tirer avec certitude des mesures extrêmes que constitue Abenomics est plutôt inquiétante pour nous, Occidentaux. À savoir qu'après l'éclatement d'une gigantesque bulle spéculative, comme le Japon en a subi une il y a maintenant vingt-trois ans, la route du redressement est longue. À la fin des années 80, la capitalisation boursière de Tokyo dépassait celle de Wall Street et, pour le prix d'un mètre carré dans le centre de Tokyo, on pouvait s'en offrir cent à Manhattan. A l'époque, Mitsubishi avait racheté le Rockefeller Center, Sony s'était emparé de Columbia et Mme Cresson évoquait la menace des "*fourmis*" nipponnes.

Mais la bulle a explosé au début des années 90, et le Japon ne s'en est toujours pas remis. Financièrement (la Bourse de Tokyo vaut le tiers de ce qu'elle valait en 1989). Économiquement : la croissance n'a jamais durablement redécollé malgré une capacité intacte d'innovations technologiques (le Japon dépose le tiers des brevets mondiaux). Et surtout moralement. Déprimé par sa rivalité avec la Chine, qui lui a ravi en 2010 le rang de deuxième économie mondiale, affaibli par le vieillissement de sa population (on y vend plus de couches pour personnes âgées que pour bébés), le Japon, au moins autant que la France, ce qui n'est pas peu dire, vit dans un déclinisme que les flèches d'Abenomics auront bien du mal à transpercer.

## Un article lexxpress.fr du 29 août 2013

### Syrie: pour la presse, la guerre d'Irak rattrape les dirigeants occidentaux. (29.08)

**L'opération en Syrie n'est plus aussi imminente qu'elle l'était mercredi. Etats-Unis, France et Royaume-Uni sont convaincus de sa nécessité, mais temporisent. Pour la presse anglo-saxonne, c'est une bonne chose.**

Après des réactions à chaud, les Occidentaux qui se disaient prêts à une opération rapide ont mis un coup de frein mercredi. La punition du régime de Bachar el-Assad reste nécessaire après l'attaque à l'arme chimique en Syrie, continuent de marteler Barack Obama et François Hollande, mais elle a été décalée. La presse américaine et britannique y voit plusieurs raisons.

"Obama ne veut pas y aller", affirme Fox News. Non seulement parce que le Président américain est parmi les plus réticents à entrer en guerre, mais aussi parce que l'opinion publique est clairement opposée à une nouvelle guerre au Moyen-Orient. *"Nous sommes entrés en guerre cinq fois en 20 ans au Moyen-Orient pour sauver des vies musulmanes, et à chaque fois que nous le faisons nous ne recevons rien d'autre que de l'ingratitude en retour"*, estime Jonah Goldberg, éditorialiste pour la chaîne conservatrice.

Le Washington Post semble aussi incertain des motivations du Président américain, même s'il ne joue pas la carte de l'opinion. *"Obama veut-il vraiment impliquer les Etats-Unis dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient sans un débat au Congrès et son approbation explicite?"* questionne le journal centriste. *"Un conflit armé contre le gouvernement syrien, même à durée très limitée, ne fait clairement pas partie du rêve d'Obama"*, écrit E.J. Dionne Jr au lendemain du cinquantenaire du discours de Martin Luther King, *"alors qu'il a été élu sur l'engagement ferme de retirer nos troupes d'Irak"*.

L'intervention en Irak à l'esprit

Le New York Times et plusieurs journaux britanniques s'appuient également sur le spectre de la guerre d'Irak pour saluer la soudaine prudence des Occidentaux. *"Si l'administration Obama détient des preuves, elle doit les rendre publiques immédiatement. Compte tenu de l'échec de l'Amérique en Irak, où l'administration Bush est entrée pour combattre des armes nucléaires inexistantes, le standard des preuves est incontestablement plus élevé"*, estime le journal démocrate américain. Sans compter que *"sans un large soutien international, une intervention pourrait donner à Bachar el-Assad des outils de propagande"*.

De l'autre côté de l'Atlantique, le Mirror voit aussi planer le fantôme irakien. Le Royaume-Uni doit-il attaquer la Syrie? Oui et non, répond le journal proche du parti travailliste. Il estime que le Labour a bien fait de faire reculer David Cameron et que *"les deux leçons à tirer du désastre en Irak sont: premièrement, les inspecteurs de l'ONU doivent pouvoir faire leur travail et d'autre part, le droit international doit être du côté des nations qui attaquent"*.

Avoir une voix face aux USA

De son côté, le Guardian, de centre-gauche, parle de *"retraite tactique"* du Royaume-Uni. *"Les relations sont tendues depuis 48 heures entre David Cameron et Ed Miliband (le chef de l'opposition britannique, ndlr) pour une raison: les deux leaders sont hantés par le spectre de l'Irak et veulent échapper à son héritage. Cameron veut montrer qu'il respecte les Nations Unies en appliquant scrupuleusement la loi. Mais il veut aussi veiller à ne pas être paralysé par les actions de Tony Blair il y a 10 ans. De son côté, Miliband veut montrer qu'il est prêt à tenir tête à un président américain, même démocrate"* analyse Nicholas Watt.

Pour The Independent, la question de l'opposition aux Etats-Unis est aussi capitale. *"En Grande-Bretagne, le traumatisme de la désastreuse guerre en Irak a tout et rien changé. Les décisions concernant des interventions militaires contre des tyrans meurtriers sont toujours complexes. Au Royaume-Uni, elles sont encore plus compliquées parce que les dirigeants sont confrontés à un thème secondaire: oseront-ils s'opposer aux Etats-Unis?"*

Une intervention utile?

L'opportunité d'une intervention militaire conjointe est largement discutée dans la presse américaine et britannique, mais l'utilité et les conséquences d'une telle attaque sont aussi abordées. *"Une attaque est risquée, illégale et peu susceptible d'aider"* écrit Slate. *"Le fait que bombarder soit rarement une manière optimale d'aider des populations n'est pas une raison pour ne pas le faire. La raison pour éviter une campagne de bombardements est que la recherche de la paix à long terme demande aux Etats-Unis de jouer le jeu."* Attaquer la Syrie résoudra-t-il le problème de ce pays déchiré? Certainement pas, estime Slate. *"Pour un problème insoluble comme celui de la Syrie, la bonne option est la plus sensée: ne pas commencer une guerre inutile et illégale"*.

Comment réagir, dans ce contexte? *"Même l'intervention la plus pétée de nobles intentions peut s'avérer contre-productive dans cette région"*, estime le Huffington Post. *"Quand bien même elle s'inscrit dans une stratégie qui mènerait la Syrie à un accord politique pour mettre fin à la guerre, un raid aérien américain est un pari risqué qui pourrait l'exacerber et l'agrandir, le tout pour le gain modeste de sauver l'honneur du président"* Obama.

Pour les journalistes des deux côtés de l'Atlantique, le compromis politique est finalement le seul objectif à atteindre. *"Toute action, militaire ou autre, doit être adaptée pour aller vers un règlement politique entre le régime de Damas et l'opposition, la seule solution rationnelle du conflit. Si l'action militaire a un objectif stratégique plus large et fait partie d'un plan diplomatique cohérent, Barack Obama doit l'expliquer"*, estime le New York Times. L'appel sera-t-il entendu?



## Un article Le Grand Soir du 30 août 2013

**Témoignages syriens à Gouta : ce sont les rebelles fournis par l'Arabie Saoudite qui sont à l'origine de l'attaque chimique (Mint Press News). (31.08)**

**Les rebelles et les résidents locaux à Gouta accusent le prince saoudien Bandar bin Sultan d'avoir fourni les armes chimiques à un groupe rebelle lié à Al-Qaïda .**

Cet article est une collaboration entre Gavlak Dale pour Mint Press News et Yahya Ababneh .

Gouta, Syrie – Tandis que la machine de guerre américaine se met en place après l'attaque par armes chimiques la semaine dernière, les Etats-Unis et leurs alliés sont peut-être en train de se tromper de coupable.

C'est ce qui semble ressortir des entretiens avec des gens à Damas et Gouta, une banlieue de la capitale syrienne où, selon l'ONG humanitaire Médecins sans frontières, au moins 355 personnes ont trouvé la mort la semaine dernière par ce que l'organisation croit être un agent neurotoxique.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ainsi que la Ligue arabe ont accusé le régime du président syrien Bachar al-Assad d'avoir mené une attaque avec des armes chimiques qui ont visé principalement des civils. Des navires de guerre américains sont stationnés dans la mer Méditerranée prêts à lancer des frappes militaires contre la Syrie en guise de punition pour cette attaque massive d'armes chimiques. Les États-Unis et d'autres ne sont pas intéressés à examiner toute élément de preuve contraire tandis que le secrétaire d'Etat américain John Kerry déclarait lundi que la culpabilité d'Assad était « *un jugement ... déjà clair aux yeux du monde.* »

Cependant, selon de nombreux entretiens avec des médecins, des résidents à Gouta, des combattants rebelles et leurs familles, le tableau est différent. Beaucoup croient que certains rebelles ont reçu des armes chimiques par l'intermédiaire du chef du renseignement saoudien, le prince Bandar bin Sultan, et sont responsables de l'attaque au gaz.

« *Mon fils est venu me voir il y a deux semaines pour me demander ce que je pensais des armes qu'on lui avait demandé de transporter* », déclare Abou Abdel-Moneim, le père d'un rebelle luttant pour déloger Assad, qui vit à Gouta.

Abdel-Moneim dit que son fils et 12 autres rebelles ont été tués à l'intérieur d'un tunnel utilisé pour stocker des armes fournies par un militant saoudien, connu sous le nom d'Abou Ayesha, qui dirigeait un bataillon de combat. Le père décrit les armes comme ayant une « *structure en forme de tube* » tandis que d'autres ressemblaient à « *d'énormes bouteilles de gaz* ».

Des habitants de Gouta disent que les rebelles utilisaient des mosquées et des maisons privées pour se réfugier tout en stockant leurs armes dans des tunnels.

Abdel-Moneim dit que son fils et les autres sont morts lors de l'attaque chimique. Le même jour, le groupe Jabhat al-Nusra, lié à Al-Qaïda, avait annoncé qu'il allait attaquer de la même manière des civils à Latakia, au coeur de la région acquise au régime Assad sur la côte ouest de la Syrie, apparemment en guise de représailles.

« *Ils ne nous ont pas dit ce qu'étaient ces armes ni comment les utiliser* », se plaint une combattante nommée « K. » « *Nous ne savions pas qu'il s'agissait d'armes chimiques. Nous n'avions jamais imaginé que c'était des armes chimiques* » .

« *Quand le prince saoudien Bandar donne de telles armes, il doit les donner à ceux qui savent comment les manipuler et les utiliser* », averti-t-elle. Elle, comme d'autres Syriens, ne veut pas utiliser son nom et prénom par crainte de représailles.

Un chef rebelle bien connu à Gouta nommé « J » acquiesce. « *Les militants de Jabhat al-Nusra ne coopèrent pas avec les autres rebelles, à l'exception de combats sur le terrain. Ils ne partagent pas*



*d'informations secrètes. Ils ont simplement utilisé des rebelles ordinaires pour transporter et utiliser ce matériel »*, dit-il.

*« Nous étions très curieux au sujet de ces armes. Et malheureusement, certains des combattants ont manipulé les armes de façon inappropriée et ont déclenché les explosions »*, déclare « J ».

Des médecins qui ont traité les victimes des attaques chimiques nous (les intervieweurs) ont mis en garde de faire attention à poser des questions quant à savoir qui, exactement, était responsable de l'agression mortelle.

Le groupe humanitaire Médecins sans frontières a ajouté que des soignants auprès des 3.600 patients ont également signalé des symptômes similaires, y compris l'écume à la bouche, des difficultés respiratoires, des convulsions et une vision floue. Le groupe n'a pas été en mesure de vérifier l'information.

Plus d'une douzaine de rebelles interrogés ont indiqué que leurs salaires proviennent du gouvernement saoudien.

#### Implication saoudienne

Dans un récent article de Business Insider, le journaliste Geoffrey Ingersoll a souligné le rôle du prince saoudien Bandar dans la guerre civile syrienne qui dure depuis deux ans et demi. De nombreux observateurs estiment que Bandar, avec ses liens étroits avec Washington, a été au cœur de la campagne pour la guerre par les Etats-Unis contre Assad.

Ingersoll a fait référence à un article dans le quotidien britannique The Daily Telegraph au sujet de négociations secrètes russo-saoudiennes alléguant que Bandar avait offert au président russe Vladimir Poutine du pétrole bon marché en échange de son abandon d'Assad.

*« Le prince Bandar s'est engagé à protéger la base navale de la Russie en Syrie si le régime d'Assad était renversé, mais il a également fait allusion à des attaques terroristes Tchétchènes pendant les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, en Russie, en cas d'absence d'accord, »* écrit Ingersoll .

*« Je peux vous donner une garantie pour protéger les Jeux olympiques d'hiver de l'année prochaine. Les groupes tchétchènes qui menacent la sécurité des jeux sont contrôlés par nous »*, aurait dit Bandar aux Russes.

*« De même que les autorités saoudiennes, les États-Unis auraient donné le feu vert au chef du renseignement saoudien pour mener ces négociations avec la Russie, ce qui n'est pas une surprise »* écrit Ingersoll.

*« Bandar a reçu son éducation aux États-Unis, à la fois militaire et universitaire, et a servi comme ambassadeur saoudien très influent aux États-Unis, et la CIA l'adore, »* ajoute-t-il.

Selon le journal britannique The Independent, c'est l'agence de renseignement du prince Bandar qui a lancé en premier les accusations d'utilisation de gaz sarin par le régime, à l'attention des alliés occidentaux, au mois de février.

Le Wall Street Journal a récemment rapporté que la CIA a réalisé que l'Arabie Saoudite était "sérieuse" quant au renversement d'Assad lorsque le roi saoudien a nommé le prince Bandar pour diriger l'opération.

*« Ils croyaient que le prince Bandar, un vétéran des intrigues diplomatiques de Washington et du monde arabe, pouvait offrir ce que la CIA ne pouvait pas : des tonnes d'argent et d'armes, et, comme l'a dit un diplomate américain, wasta, des pots-de-vin »* dit-il.

Selon le Wall Street Journal, Bandar a mis en marche l'objectif prioritaire de la politique étrangère de l'Arabie saoudite, à savoir le renversement d'Assad et ses alliés, l'Iran et le Hezbollah.

Dans ce but, Bandar a convaincu Washington de soutenir un programme pour armer et entraîner les rebelles sur une base militaire prévue en Jordanie.

Le journal rapporte qu'il a rencontré « *les Jordaniens mal à l'aise avec une telle base* » :

Ses rencontres à Amman avec le roi Abdallah de Jordanie duraient parfois huit heures d'affilée. « *Le roi plaisantait : 'Oh, Bandar vient à nouveau ? Prévoyons deux jours pour la réunion'* », a dit une personne proche de ces réunions.

La dépendance financière de la Jordanie auprès de l'Arabie saoudite a peut-être fourni aux Saoudiens un fort argument. Un centre d'opérations en Jordanie a commencé à fonctionner au cours de l'été 2012, comprenant une piste d'atterrissage et des entrepôts d'armes. Selon le WSJ, citant des responsables arabes, des AK-57 et munitions furent fournies par les Saoudiens.

Bien que l'Arabie Saoudite a officiellement affirmé qu'elle soutenait les rebelles plus modérés, le journal a rapporté que « *des fonds et des armes ont été discrètement acheminés à des groupes radicaux, simplement pour contrer l'influence des islamistes rivaux soutenus par le Qatar.* »

Mais les rebelles interviewés ont dit que le prince Bandar est appelée « *al- Habib* » ou « *l'amant* » par les militants d'al -Qaida combattant en Syrie.

Peter Osborne, dans un article du Daily Telegraph jeudi, a émis une mise en garde au sujet de la précipitation de Washington à punir le régime d'Assad par de soi-disant frappes "*limitées*" qui ne sont pas destinées à renverser le dirigeant syrien mais à diminuer sa capacité à utiliser des armes chimiques :

Considérez ceci : les seuls bénéficiaires de l'atrocité sont les rebelles, qui étaient en train de perdre la guerre, et qui ont maintenant la Grande-Bretagne et l'Amérique prêtes à intervenir à leurs côtés. Bien qu'il semble y avoir peu de doute que des armes chimiques ont été utilisées, il y a un doute sur qui les utilisées.

Il est important de se rappeler qu'Assad a déjà été accusé d'utiliser des gaz toxiques contre les civils. Mais à cette occasion, Carla del Ponte, commissaire de l'ONU sur la Syrie, a conclu que c'étaient les rebelles, et non Assad, qui étaient probablement responsables.

Dale Gavlak, Yahya Ababneh

<http://www.mintpressnews.com/witnesses-of-gas-attack-say-saudis-suppli...>

Certaines informations contenues dans cet article n'ont pu être vérifiées de manière indépendante. Mint Press News continuera de fournir de plus amples informations et des mises à jour.

Dale Gavlak est correspondant au Moyen-Orient pour Mint Press et a exercé à Amman, en Jordanie, pour Associated Press, NPR et la BBC. Expert dans les affaires du Moyen-Orient, Gavlak couvre la région du Levant, écrivant sur des sujets tels que la politique, les questions sociales et les tendances économiques. Dale est titulaire d'une maîtrise en études du Moyen-Orient de l'Université de Chicago.

Yahya Ababneh est un journaliste indépendant jordanien et travaille actuellement sur un diplôme de maîtrise en journalisme, il a couvert des événements en Jordanie, au Liban, en Arabie Saoudite, la Russie et la Libye. Ses articles ont été publiés par Amman Net, Saraya News, Gerasa News et ailleurs.

Traduction « *tiens, c'est vrai, encore fallait-il qu'un journaliste pense à faire son travail. Message perso à Hollande : y'a plus qu'à "punir" l'Arabie Saoudite, c'est juste à côté.* » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

## Un article Le Monde du 31 août 2013

### Les Etats-Unis auraient lancé 231 cyberattaques en 2011. (01.09)

Les services de renseignement américains ont lancé deux cent trente et une cyberattaques en 2011, visant notamment l'Iran, la Russie, la Chine ou la Corée du Nord, affirme le Washington Post samedi 31 août, sur la base de documents fournis par Edward Snowden.

*"Ces révélations (...) fournissent de nouvelles preuves que les 'cyberguerriers', de plus en plus nombreux, de l'administration Obama infiltrent des réseaux informatiques à l'étranger et en perturbent le fonctionnement", écrit le quotidien, qui se fonde sur le budget secret des services de renseignement américains fournis par l'ex-sous-traitant de l'Agence de sécurité nationale (NSA).*

Outre ces cyberattaques, des spécialistes *"s'introduisent dans des réseaux étrangers pour les mettre sous un contrôle américain discret"*, poursuit le quotidien, évoquant un projet baptisé GENIE, dont le budget s'élève à 652 millions de dollars. Des logiciels malveillants ont ainsi été placés *"chaque année dans des dizaines de milliers de machines"*.

*"D'ici à la fin de l'année, GENIE devrait contrôler au moins quatre-vingt-cinq mille logiciels implantés dans des machines choisies stratégiquement tout autour du monde"*, contre environ vingt et un mille en 2008, selon les documents consultés par le quotidien. *"Les documents fournis par Snowden et des entretiens avec d'ex-responsables américains illustrent une campagne d'intrusion informatique bien plus importante et plus agressive que ce qui avait jusqu'à présent été envisagé"*, poursuit encore le Washington Post.

Parmi les deux cent trente et une cyberattaques menées en 2011, *"près des trois quarts visaient des cibles de la plus haute importance, que d'anciens responsables identifient comme des adversaires comme l'Iran, la Russie, la Chine et la Corée du Nord, ou des activités comme la prolifération nucléaire"*, ajoute le quotidien.

Le virus informatique Stuxnet, qui avait attaqué en 2010 le programme nucléaire iranien, avait été attribué par Téhéran à une attaque israélo-américaine. Les Etats-Unis ont plusieurs fois appelé au cours des derniers mois la Chine à cesser ses activités de piratage informatique, mais *"les services de renseignement américains utilisent de manière routinière dans le monde entier des logiciels malveillants conçus par le gouvernement qui diffèrent assez peu dans leur fonctionnement des 'menaces perfectionnées persistantes' que les responsables américains attribuent à la Chine"*, pointe le Washington Post.

La principale différence, selon des responsables, *"est que la Chine vole des secrets industriels américains pour un gain financier"*, poursuit le quotidien américain.

**Un article Rue89 publié par Wikistrick.com du 26 août 2013**

### **Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers SA . (02.09)**

Lorsqu'il a obtenu ce mémo, l'écrivain et journaliste d'investigation américain Greg Palast « *n'arrivait simplement pas à y croire* ». Selon lui, ce document – qu'il affirme authentique – est digne des pires théories complotistes :

*« A la fin des années 1990, les hauts fonctionnaires du Trésor américain ont conspiré en secret avec une petite cabale de gros bonnets du secteur bancaire pour tailler en pièces la régulation financière dans le monde entier. »*

Ce mémorandum ne serait donc rien de moins que la genèse de la crise financière mondiale et du « *sang et des larmes* » qui en ont coulé.

Daté du 24 novembre 1997, son auteur Timothy F. Geithner écrit à son « *boss* », le secrétaire adjoint au Trésor américain, Larry Summers, à propos des dernières tractations à l'OMC :

*« Alors que nous entrons dans la dernière ligne droite des négociations à l'OMC sur le commerce des services, je pense que ce serait une bonne idée pour vous d'en toucher un mot avec les PDG des principales banques et sociétés boursières qui ont suivi de près les négociations. »*

Timothy Geithner transmet ensuite la liste des numéros des cinq PDG les plus puissants de la planète (d'alors) : Bank of America, Goldman Sachs, ou encore JP Morgan figurent au tableau. Le but de ces entretiens téléphoniques : préparer la dérégulation – ou ouvrir la boîte de Pandore, selon le point de vue.

Geithner assure ensuite que les estimations quant au succès des négociations peuvent être – « *prudemment* » – interprétées comme étant « optimistes ». Il ajoute que les entreprises du secteur sont « largement satisfaites avec les grandes lignes de l'accord ».

#### Acte I : briser la régulation

De quoi ont-ils tous discuté après, le mémo ne le précise pas. Mais Greg Palast explique la suite des événements qu'il présente comme un « *coup d'Etat financier global* » pour déréguler d'un seul coup toutes les banques à travers le monde – et les placer sous la domination des vautours américains. Il fallait d'abord briser le mur entre banque de dépôt et banque d'investissement instauré par le Glass-Steagall Act de 1933 – et censé empêcher une nouvelle « *Grande Dépression* ». Cela tombe bien : en 1997, le mur est déjà très poreux et les exceptions à la règle pleuvent.

Le Trésor américain, de son côté, fait rempart à toute tentative de régulation des produits dérivés financiers. Dans la foulée, le président Clinton déclarera que la loi « *Glass-Steagall Act n'est plus appropriée* ». Deux ans plus tard, son abrogation signifiera le début du règne de la dérégulation financière.

#### Acte II : briser les frontières

L'acte deux est plus délicat et franchement machiavélique, comme l'explique le journaliste : « *Mais pourquoi donc transformerait-on les banques américaines en casinos à produits dérivés si l'argent s'enfuit vers des nations où les lois bancaires sont plus sûres ? La réponse conçue par le top 5 bancaire : éliminer les contrôles sur les banques dans toutes les nations de la planète – d'un seul coup. C'était aussi brillant que terriblement dangereux.* »

Le Trésor américain à la solde du lobby bancaire s'est donc servi des négociations sur le nouvel accord de l'OMC. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sera conclu en décembre 1997, un mois après le mémo, et entrera en vigueur en 1999.

Alors que l'OMC ne prenait en compte jusque-là que les marchandises, l'AGCS pave la voie au commerce d'instruments et actifs financiers qui seront largement responsables de la crise actuelle.

La boîte de Pandore est maintenant grande ouverte :

« Parmi les célèbres transactions légalisées : Goldman Sachs (le secrétaire du Trésor Rubinen avait été vice-président) a travaillé avec la Grèce sur un swap d'obligation qui, finalement, a détruit cette nation.

*L'Equateur, une fois son secteur bancaire dérégulé et démoli, a été ravagé par des émeutes.*

*L'Argentine a dû vendre ses entreprises pétrolières et ses réseaux d'approvisionnement en eau alors que ses professeurs cherchaient leur subsistance dans les poubelles. »*

Les joueurs, eux, n'ont pas connu la crise

Pour l'auteur, Larry Summer est le « serpent » et Geithner son « valet » chargé de « transformer les accords en bélier pour les banquiers ». Comble du cynisme, il souligne le parcours professionnel des différents acteurs impliqués dans la manœuvre :

- Robert Rubin, secrétaire au Trésor en 1997, a pris la tête du Citigroup dont la création a été permise par la dérégulation de la finance. Alors que cette « monstruosité financière » a coulé en 2008 suite à une chute de son action de 70%, Rubin a tiré son épingle du jeu avec 100 millions d'euros sous le bras ;

- Larry Summers remplace son mentor Robert Rubin à la tête du Trésor américain sous l'administration Clinton. Il prend ensuite la tête de Harvard tout en travaillant en tant que conseiller pour des « hedge funds » et en donnant des conférences à 135 000 dollars pour JP Morgan, Goldman Sachs et d'autres, accroissant sa fortune de quelque 23 millions d'euros. Il devient en 2009 un des conseillers spéciaux d'Obama et prend la tête du Conseil économique national. Il est maintenant pressenti pour prendre la tête de la Réserve fédérale américaine.

Greg Palast relativise cependant l'importance du mémo :

« Est-ce que tout ce mal et cette souffrance proviennent d'un seul mémo ? Non, bien entendu : le mal était la partie elle-même, jouée par la clique des banquiers. Le mémo révèle seulement leur tactique de jeu pour mettre échec et mat. »

Complément.

● [Memo from Geithner to Summer \(Department of Treasury -Washington DC \) \(26.08.13\)](#)

Commentaire.

Larry Summer est le favori d'Obama pour prendre la direction de la FED.

Quand on croit que le monde est gouverné à l'aveuglette par des gens qui peuvent commettre de graves erreurs ou imprudences, on se dit qu'on est mal gouverné, que les choses pourraient aller mieux mais pire aussi, on est disposé à prendre son mal en patience ou à leur trouver des excuses en estimant que personne n'aurait peut-être fait mieux à leur place.

Mais lorsque qu'on sait qu'ils suivent une stratégie et que c'est délibérément qu'ils nous pourrissent la vie, là on change de registre, on n'est plus vraiment enclin à faire preuve de patience ou de compréhension, cela change du tout au tout le regard que l'on portait jusqu'à présent sur la situation.

Est-ce que vous saisissez l'extrême importance de dévoiler cette stratégie (néolibérale) aux masses ? Demandez-vous aussi pourquoi les dirigeants du POI, du NPA et de LO s'y refusent obstinément ? Je vous laisse vous poser les questions suivantes qui coulent de source.

Un article lefigaro.fr du 4 septembre 2013

### **Mexico bloquée par des enseignants opposés à la réforme de l'éducation. (05.09)**

**Des dizaines de milliers d'enseignants campent sur le Zocalo au centre de la capitale mexicaine, alors que le président Enrique Peña Nieto a réussi à faire adopter par le Parlement une profonde réforme de leur statut.**

Les enseignants bloquent le centre-ville de Mexico depuis le 19 août, jour de la rentrée scolaire. Deux millions d'enfants n'ont pas repris le chemin de l'école du fait de cette grève illimitée déclenchée par la CNTE (Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement). Mercredi, plusieurs dizaines de milliers de professeurs ont manifesté sur le Zocalo, la très vaste place de la Constitution, et dans plusieurs autres villes du Mexique. Dans une ville déjà congestionnée en temps normal, ces manifestations exaspèrent une bonne partie de la population qui demande à l'armée d'intervenir. Mais le maire de la ville, Miguel Angel Mancera, refuse d'utiliser la force pour déloger les grévistes.

La CNTE proteste contre la réforme de l'éducation qui vient d'être approuvée par le Parlement. Cette nouvelle loi prévoit le contrôle régulier des enseignants dont dépendront les augmentations de salaires, le déroulement de leur carrière et même leur maintien à un poste. Si trois évaluations sont négatives, le fonctionnaire devra exercer d'autres fonctions que celle d'enseignant. Le ministre de l'Education, Emilio Chuayffet, a expliqué que cette nouvelle loi va mettre fin à un système donnant un rôle décisif aux organisations professionnelles dans l'embauche et les salaires des enseignants et *«à l'héritage et à la vente des postes»*.

Le système éducatif mexicain est considéré comme très peu performant. Si pour la CNTE, c'est le manque de moyens qui explique que seuls 47 % des élèves terminent le cycle secondaire, beaucoup dénoncent la mainmise des syndicats sur l'éducation et un système totalement corrompu. Ainsi, il n'est pas rare que des postes soient achetés, voire transmis de père en fils. Le système des augmentations et des gestions de carrière est contrôlé par les syndicats, sans évaluation des professeurs.

La menace d'opposants à la réforme constitutionnelle

En place depuis neuf mois, le nouveau président Enrique Peña Nieto, issu du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) qui a dirigé le pays de 1929 à 2000, a promis de réformer profondément le pays et en premier lieu l'éducation et le secteur pétrolier. Il a proposé un «pacte pour le Mexique» aux deux autres grands partis le PAN (Parti d'action nationale) et le PRD (Parti de la révolution démocratique), pour changer en profondeur le pays. L'une des premières mesures a été d'arrêter la très controversée et puissante patronne du syndicat d'enseignants SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'enseignement), Elba Esther Gordillo, pour corruption et détournements de fonds. A la tête d'une immense fortune, celle-ci semblait jusque-là intouchable et une alliée incontournable pour toute réforme de l'éducation. Elle attend désormais son jugement en prison et son syndicat semble en perte de vitesse.

A ce mécontentement enseignant risque bientôt de s'ajouter celui des opposants à la réforme constitutionnelle annoncée début août par le président Enrique Peña Nieto. Cette proposition vise à permettre à la compagnie pétrolière nationale Pemex de s'ouvrir à des partenariats public-privé, ce qui a provoqué une levée de boucliers de la gauche qui dénonce une tentative de privatisation du secteur pétrolier. Si tout le monde reconnaît que Pemex souffre d'un manque criant de capacité d'investissements, le spectre d'une privatisation brandi notamment par le PRD risque de rendre cette réforme encore plus compliquée que celle de l'enseignement, la nationalisation du pétrole par le général Lazaro Cardenas en 1938 étant devenu un symbole de la souveraineté nationale.



Un article lexpansion.com du 3 septembre 2013

**"La finance dérégulée nous condamne aux krachs" (05.09)**

**Pour l'économiste André Orléan, dans un univers boursier par essence spéculatif, la transparence ne sert à rien. Le seul moyen d'éviter les crises à répétition engendrées par les bulles est de définanciariser l'économie.**

Un bureau grand comme un mouchoir de poche, grignoté par des piles de dossiers et des rayonnages de livres. Et un pupitre pour tout meuble, surplombé d'une affiche au titre ironique : Manifeste des "sagesses boursières"... jamais respectées.

André Orléan.

Économiste et historien des krachs, il considère que les bulles spéculatives sont inhérentes à l'histoire du capitalisme européen et surgissent dès la naissance du grand marché en Hollande au XVII<sup>e</sup> siècle.

Justement, les folies financières et les bulles de marché, André Orléan, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, les scrute et les dissèque depuis longtemps à la façon d'un biologiste. Apparemment, pour l'auteur de *L'Empire de la valeur* (Seuil) et de *De l'euphorie à la panique* (Editions Rue d'Ulm), la série des krachs entamée depuis une douzaine d'années risque de se poursuivre.

**Mouvements erratiques des actions, chute de l'or, recul des marchés émergents, bulle sur quelques obligations d'Etat... Cette situation d'extrême nervosité sur tous les marchés - et non pas quelques-uns - est-elle inédite dans l'histoire?**

Non. Dans les situations de forte incertitude, les investisseurs se replient fréquemment sur les actifs réputés sans risque, quitte à les faire mécaniquement monter au-delà du raisonnable. Aujourd'hui, majoritairement, ce sont quelques emprunts d'Etat, en l'occurrence ceux émis par l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et dans une certaine mesure la France, qui profitent de ce flight to quality alimenté par le déluge de liquidités que les banquiers centraux déversent sur les marchés financiers.

Cette situation est fort risquée. Plus la période est troublée, plus les marchés réagissent de façon binaire, rejetant tous les titres à l'exception des plus sûrs. Cette absence de discrimination dans les risques n'est en rien une nouveauté. Déjà, en 1931, la faillite de la banque autrichienne Kreditanstalt provoqua une ruée... sur les banques allemandes. La question fut alors soulevée de savoir si les créanciers américains faisaient bien la différence entre l'Autriche et l'Allemagne. De même, en 1994, le krach des emprunts mexicains se propagea à l'Argentine, dont l'économie est pourtant dans une situation très différente.

Ces phénomènes de contagion psychologique donnent aux actifs un "*faux prix*", trop élevé pour les produits les plus sûrs, trop bas pour les autres. Franchement, l'emprunt italien est-il vraiment huit ou dix fois plus risqué que l'emprunt allemand, quand il y a cinq ans il fallait croire que ces deux pays se valaient sur les marchés ? "*Le marché boursier est un vote et non une juste évaluation*", disait l'économiste Benjamin Graham.

**Les marchés boursiers nous condamneraient alors à passer d'une bulle spéculative à l'autre, sans répit...**

Les successions de bulles et de krachs depuis trente ans, mais plus particulièrement depuis 2000, sont la conséquence directe de la financiarisation et de la dérégulation. L'ère du capitalisme fordien (1945-1970), quant à lui, ne connaît ni crise bancaire ni crise financière : les marchés étaient moins puissants, plus régulés, et les banques finançaient directement l'économie. La financiarisation de l'économie, qui commence au début des années 80, repose sur l'idée qu'en matière financière il faut laisser faire la concurrence. Or ce précepte fonctionne à peu près bien partout, sauf... en Bourse.

**Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce paradoxe?**

Sur les marchés ordinaires - ceux des automobiles, des chaises de bureau, des ordinateurs -, quand le prix augmente, la demande décroît. Par ce simple mécanisme, la libre-concurrence fait son oeuvre et réalise à peu près l'équilibre entre l'offre et la demande. Elle empêche que les prix montent à des niveaux absurdes. Or, sur les marchés financiers, la hausse des prix ne provoque pas nécessairement la fuite des capitaux.

Tout au contraire, un titre dont le prix augmente peut parfaitement attirer de nouveaux investisseurs, qui y voient le signe de hausses futures. C'est de cette manière que les bulles se forment. Sur les marchés des biens ordinaires, la logique est tout autre : la hausse des prix produit immédiatement des forces de rappel, parce que les consommateurs refuseront ces marchandises devenues trop chères.

L'univers très mimétique des marchés financiers produirait donc par nature des bulles et des krachs?

Absolument. C'est inhérent à la finance dérégulée. Elle nous condamne à l'instabilité. D'ailleurs, quand les Néerlandais inventent les grands marchés, au XVII<sup>e</sup> siècle, les bulles font immédiatement leur apparition, comme celle sur les bulbes de tulipe, en 1636 et 1637.

**Mais pourtant, depuis la faillite de Lehman Brothers, de sommets du G20 en normes de Bâle, de déclarations du FMI en directives européennes, le pouvoir politique multiplie les tentatives pour réguler ce système incontrôlable...**

Le problème, avec le diagnostic du G20, c'est qu'il entretient l'idée fausse selon laquelle les marchés financiers seraient la bonne solution pour allouer le capital à l'échelle planétaire. Pour le G20, la crise ne résulte pas des mécanismes financiers eux-mêmes, mais de l'opacité des produits. Il suffirait de rétablir la transparence et tout irait mieux. Erreur. La transparence ne va pas empêcher les bulles d'apparaître. Il n'est que de penser à la bulle Internet, qui a pu se développer dans la plus parfaite transparence des produits et des mécanismes. Celle-ci peut même, en rassurant les marchés, favoriser la spéculation.

**Mais alors, que proposez-vous?**

De définanciariser l'économie. Si on se place dans le court terme, nous aurions dû couper nettement les banques en deux, avec, d'un côté, les établissements de crédit qui distribuent des prêts et des produits d'épargne, et, de l'autre, les activités financières. Cela aurait été un premier pas. Nos sociétés n'ont pas encore pris toute la mesure des risques que la spéculation nous fait courir.

Commentaire.

On a du mal à ne pas éclater de rire, encore un ahurie ou un charlatan, dans quel monde vit-il ? Mais bon, apparemment cela permet d'assurer une carrière et à mon avis cela doit être bien payé ! C'est l'histoire des têtes trop pleines qui sonnent creux ! Il fait penser spontanément à nos dirigeants !



**Un article lepress.fr du 4 septembre 2013**

**Etats-Unis: le républicain James Comey prend la direction du FBI. (05.09)**

**James Comey, républicain de 52 ans, prend aujourd'hui les rênes de l'Agence américaine du renseignement intérieur. Il succède à Robert Mueller, qui part à la retraite après douze années de service.**

Ancien numéro 2 du Département de la Justice sous l'administration Bush (de 2003 à 2005), James Comey entame un mandat de dix ans à la tête du Federal Bureau of Investigation (FBI), dont le rôle principal, depuis les attaques du 11 Septembre, est la lutte anti-terroriste. Mais James Comey devra aussi faire face à un tout autre problème: gérer les sévères coupes budgétaires. Celles-ci s'appliquent automatiquement depuis l'entrée en vigueur cette année d'un décret enclenchant le blocage de 85milliards de dollars (65milliards d'euros). Une importante réduction budgétaire qui impacte toutes les branches du système fédéral.

Son prédécesseur, Robert Mueller, avait déjà évoqué les conséquences de ce décret sur le fonctionnement du Bureau : réduction des aides financières permettant à la police locale de résoudre des affaires de kidnappings, limitation de la formation de nombreux officiers, mais surtout, retard dans des projets majeurs de lutte contre le cyberterrorisme.

A l'heure où le spectre des attentats de Boston, le 15 avril dernier, plane encore sur les Etats-Unis, nombreux sont ceux qui prônent la surveillance accrue des communications téléphoniques et des échanges sur Internet. Mais avec un budget en nette diminution et la polémique autour de la surveillance de l'Agence nationale de sécurité (NSA) dans lequel est empêtré le FBI, née de l'affaire Snowden, c'est à un jeu d'équilibriste que James Comey devra se prêter. Pour l'heure, il se dit ouvert à un débat sur la transparence de ces programmes de surveillance.

En 2004, James Comey avait menacé de démissionner de son poste au Département de la justice afin de forcer la Maison Blanche à modifier un des programmes secrets de surveillance de la NSA, mis en place après le 11-Septembre. Il avait fini par quitter l'administration l'année suivante pour rejoindre le géant de la défense Lockheed Martin. Il a ensuite rejoint de 2010 à 2013 Bridgewater Associates, un important fonds d'investissement, avant d'intégrer le conseil d'administration de la banque britannique HSBC. Un républicain confirmé

Certains se sont demandés pourquoi le Président démocrate, Barack Obama, a porté son choix sur un républicain confirmé, plutôt que sur Lisa Monaco, actuelle conseillère au sein du Ministère de la Sécurité intérieure, et longtemps prétendante au poste. Fervent opposant à la candidature de Barack Obama, James Comey a effectivement participé au financement des campagnes présidentielles des deux opposants à l'actuel président américain (John Mc Cain en 2008, et Mitt Romney en 2012). Pourtant, il est loin de l'aile très conservatrice du parti républicain. En 2013, il a soutenu le mariage homosexuel dans le cadre d'un procès en Californie qui est remonté jusqu'à la Cour Suprême. Fort de sa longue expérience dans le domaine de la sécurité nationale, Barack Obama a donc privilégié les compétences de cet homme modéré à des positions politiciennes pures.

Selon des sources internes au FBI, James Comey n'a pas l'intention, dans l'immédiat, de changer le fonctionnement actuel de l'organisation. Il veut, dans les premiers mois, apprendre de ses agents et écouter ses analystes. Depuis quelques semaines déjà, il secondait Robert Mueller dans ses fonctions afin que la relève d'aujourd'hui se déroule de la manière la plus sereine possible.

## **QUI SURVEILLE QUOI ?**

### **FBI Federal Bureau of Investigation (Bureau fédéral d'investigation).**

Créé en 1908 et dirigé, entre 1924 et 1972, par J. Edgar Hoover, c'est le principal service fédéral de police judiciaire chargé par ailleurs du renseignement intérieur. Son patron était depuis le 4 septembre 2001, Robert S. Mueller, remplacé le 4 septembre 2013 par James Comey.

### **NSA National Security Agency (Agence de la sécurité nationale).**

Fondé en 1952, cet organisme collecte et analyse les communications à travers le monde. En juin 2013, Edward Snowden, ancien employé de la NSA, révèle le scandale des surveillances illégales effectuées par le logiciel PRISM dont se servent la NSA et le FBI.

### **CIA Central Intelligence Agency (Agence centrale du renseignement).**

Fondée en 1947 et basée à Langley (Virginie), non loin de Washington, cette agence est chargée du renseignement de la plupart des opérations clandestines menées en dehors des Etats-Unis.

Elle est dirigée depuis mars 2013 par John O. Brennan, ancien conseiller du Président Barack Obama pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste.

### **Et d'autres...**

Plus de 250 organisations chargées de divers aspects de la lutte antiterroriste ont été créées dans le secteur public américain depuis les attentats du 11 septembre 2001.

## Un article AFP du 5 septembre 2013

### La Chine pourrait autoriser la conversion du yuan à Shanghai. (06.09)

La Chine pourrait pour la première fois autoriser une libre conversion complète de sa monnaie dans une zone franche commerciale qu'elle prévoit d'ouvrir à Shanghai, une réforme audacieuse qui marquerait une ouverture accrue de la deuxième économie mondiale.

Ce grand pas dans l'internationalisation du yuan figure dans le document officiel de ce projet pilote, que l'AFP a pu consulter.

La zone franche de Shanghai (ZFS), qui est officiellement soutenue par le Premier ministre Li Keqiang, vise à faire de la capitale économique de la Chine une authentique place forte internationale pour le commerce et la finance.

Cela mettrait Shanghai en concurrence ouverte avec l'économie ouverte de Hong Kong, qui a statut de "région administrative spéciale" chinoise.

*"A condition que les risques soient contrôlés, la libre convertibilité du renminbi (yuan) sera mise en place dans les comptes de capitaux de la zone franche"*, indique clairement le projet.

Afin de réduire son exposition aux fluctuations du dollar dont il détient déjà de colossales réserves, le gouvernement chinois encourage l'utilisation du yuan pour ses échanges commerciaux. De fait, le yuan connaît une montée en puissance dans le commerce international.

Mais le renminbi n'est actuellement pas convertible pour les comptes en capitaux, le gouvernement chinois se méfiant des flux spéculatifs et maintenant toujours un contrôle étroit sur ces mouvements.

Concrètement, les investisseurs sont limités par toutes sortes d'entraves pour faire entrer et retirer leurs fonds de Chine.

La Chine affirme que son objectif est de rendre à terme le yuan totalement convertible et de se doter d'un système de taux de changes flottant librement.

La valeur du yuan --que les Etats-Unis comme l'Europe jugent sous-évaluée-- est en effet déterminée par la Banque centrale, qui fixe son taux quotidiennement, et non par la loi de l'offre et de la demande comme c'est le cas pour la plupart des grandes monnaies de la planète.

La zone franche de Shanghai couvrira 29 kilomètres carrés répartis en quatre zones et comprenant l'aéroport international et un port en eau profonde.

Le texte précise que la ZFS "*soutiendra*" l'établissement de banques étrangères et joint ventures bancaires, ainsi que d'institutions financières privées.

Ce grand projet a bénéficié en août d'un premier feu vert du Conseil des affaires de l'Etat (gouvernement), l'approbation en détail étant attendue pour le 27 septembre.

Les entreprises autorisées à s'y installer pourront ouvrir des comptes bancaires spéciaux leur permettant de changer librement leurs yuans, mais elles devront pour cela --sauf pour de rares exceptions -- renoncer à leurs comptes en capitaux dans le reste de la Chine continentale et les fermer, a indiqué à l'AFP un responsable chinois familier du projet.

Selon le projet officiel, les taux d'intérêt seront fixés par les lois du marché dans la zone franche de Shanghai.

Plus tôt cette année, Li Keqiang avait appelé à la libéralisation des taux d'intérêt en Chine, un objectif majeur de réforme pour 2013.

Le tout s'inscrit dans une série de mesures destinées à moderniser le système financier chinois, encore marqué par le rôle prédominant des banques d'Etat et caractérisé par une allocation préférentielle des capitaux aux grandes entreprises publiques.

La zone franche de Shanghai prévoit l'instauration d'une plate-forme d'échanges pour des matières premières comme les métaux ou des produits agricoles.

*"Ils veulent un port offshore, comme à Hong Kong"*, a commenté un cadre de banque informé du projet.

Hong Kong gardera toutefois l'avantage, selon les analystes, grâce à son système légal et ses infrastructures financières, mais devra lutter pour conserver sa compétitivité.

Les contrôles restreignant le commerce dans 19 industries seront progressivement levés, pour libéraliser des secteurs comme la culture ou la banque.

Complément très vite.

A retenir. Les taux d'intérêt seront fixés par les lois du marché et non plus par la Banque centrale, autrement dit, c'est un nouveau pas que franchit la Chine dans l'intégration du marché capitaliste mondial... Ah ces maoïstes, quels révolutionnaires !

## Un article Reuters du 5 septembre 2013

### Le marché des changes représente 5.300 milliards par jour. (06.09)

Les transactions sur le marché des changes ont augmenté de plus d'un tiers durant les trois dernières années, pour atteindre 5.300 milliards de dollars (plus de 4.000 milliards d'euros) par jour, soit 90% environ du PIB annuel du Japon, lit-on dans un rapport de la Banque des Règlements internationaux (BRI).

Ce rapport triennal montre que cette croissance est entretenue par la puissante montante des fonds spéculatifs et autres intervenants non bancaires, que Londres affirme son statut de place prédominante pour les changes et que le dollar reste de loin la monnaie la plus traitée.

La part de l'euro est elle tombée au plus bas depuis son lancement en 1999, conséquence de la crise de la dette de la zone euro débutée en 2010.

*"Volatilité, intervention banque centrale et évolution réglementaire ont été quelques-uns des thèmes dominants du marché des changes ces trois dernières années", a dit David Puth, directeur général de CLS Bank, une société de compensation des transactions de change.*

*"Aujourd'hui, le marché des changes est plus liquide, efficace, transparent... On peut raisonnablement supposer que le volume d'affaires quotidien continuera d'augmenter dans les années à venir".*

Les volumes quotidiens moyens traités par CLS d'avril 2010 à avril 2013, période couverte par le rapport de la BRI, ont augmenté de 42,5%.

Le dollar représentait 87% de toutes les transactions en avril 2013 contre 85% trois ans auparavant. Les transactions sur le yen ont bondi de 63% depuis 2010 et la part de la monnaie japonaise dans les opérations de changes est passée de 19% voici trois ans à 23%.

La BRI remarque que pour l'essentiel cette progression est intervenue entre octobre 2012 et avril 2013, une période marquée par des changements profonds du paysage politique nippon et de la politique suivie par la banque centrale, devenue plus volontariste afin de mieux soutenir l'économie de l'archipel.

Même si l'euro reste la deuxième monnaie mondiale la plus liquide, son rôle international s'est affaibli durant les trois dernières années. Sa part du trading Forex était de 39% en 2010 mais était tombée à 33% en avril 2013.

Les parts de marché du sterling et du franc suisse ont fléchi, tandis que celles du peso mexicain ou encore du yuan chinois ont sensiblement augmenté.

La parité euro/dollar reste de loin la plus travaillée, avec une part de marché de 24% contre 28% en 2010, tandis que la part de marché de la parité dollar/yen est montée de 14% à 18%.

Le rapport de la BRI montre enfin que les transactions sont plus concentrées localement, ce qui constitue un changement de tendance inédit depuis 1998 et qui joue en faveur des grands centres financiers.

Le Royaume Uni conforte sa position de leader avec une part de marché des changes de 41%, suivi par les Etats-Unis (19%) et par Singapour qui a ravi la troisième place au Japon.

Attestant de cette tendance à la concentration, la part de marché des transactions de change transfrontalières a diminué à 58% contre 65% en 2010, un pourcentage au plus bas depuis 2001.

Les *"autres établissements financiers"* ont représenté 53% des transactions de change durant la période, tandis que les grandes banques commerciales, banques d'investissement et sociétés de courtage traitant régulièrement par l'intermédiaire de plateformes électroniques telles qu'EBS ou Reuters ont compté pour 39%.

Banques centrales et fonds souverains ne revendiquent que moins de 1% du total des transactions de change journalières, alors que les banques régionales ou de moindre ampleur en absorbent près du quart.

Les swaps de devises ont été l'instrument le plus couramment échangé, représentant 42% de l'ensemble des transactions de change, alors que les transactions spot (au comptant) ont compté pour 38%.

Sur le marché des dérivés de change de gré à gré (OTC), ce sont les options qui sont privilégiées, avec une croissance de plus de 60%.

La BRI doit publier en novembre les résultats détaillés de l'activité du marché des changes à avril 2013.

**Un article LeParisien.fr du 7 septembre 2013**

**Bernard Vivier : « Les accords de compétitivité sont devenus une nécessité ». (09.09)**

Directeur de l'Institut supérieur du travail (IST)

Pour Bernard Vivier, expert du monde du travail, une loi sur la compétitivité permet d'affronter la mondialisation du travail.

**Une loi encadrant des accords de compétitivité, c'était une bonne idée ?**

Bernard Vivier. C'était une nécessité. Les entreprises ont besoin de conjuguer les exigences de la compétitivité d'un marché devenu mondial avec celles non moins fortes d'une réglementation française très protectrice. Ce n'est pas une critique. Nous avons acquis un haut niveau de protection sociale et en droit du travail, mais il convient aujourd'hui de mieux concilier les deux.

**Cela ne constitue donc pas un retour en arrière ?**

Un retour en arrière s'inscrirait dans une logique où la croissance continuerait à progresser. Or, nous vivons une récession et nous n'avons aucune idée de quand cela redémarrera. Et même quand ce sera le cas, on assistera à une redistribution des cartes industrielles au niveau mondial. Dans la période des Trente Glorieuses, la négociation était simple. La seule question qui se posait, c'était : quand est-ce qu'on nous augmente ? Puis sont arrivées les années 1980-1990 où l'on s'est mis à parler d'accords donnant-donnant. Aujourd'hui, on parle de restructuration générale des conditions de travail et de rémunération. Soit davantage de flexibilité pour les entreprises et une plus grande sécurité pour les salariés.

**Y a-t-il des risques d'abus, de perte des acquis sociaux ?**

Pour les grandes entreprises, le risque est limité grâce à la présence des organisations syndicales qui jouent le rôle de garde-fou. Il est en revanche plus présent pour les petites structures. D'où l'importance des négociations et des accords de branche, qui permettent de les protéger et encadrer des dérives possibles. C'est un dispositif qu'il faut continuer à valoriser car il se trouve au plus près des réalités de chaque secteur professionnel.

## Un article extrait de french.irib.ir du 8 septembre 2013

### Déclaration de membres du Congrès américain à propos des documents des renseignements américains classifiés sur la Syrie (09.09)

Par Mireille Delmarre.

L'administration Obama affirme que des documents des renseignements US classifiés contiennent des preuves que le gouvernement d'Assad est responsable de l'attaque chimique dans la Ghouta en Syrie.

Pourtant un grand nombre de membres du Congrès US qui ont eu accès à ces documents classifiés affirment qu'ils ne prouvent rien pas plus d'ailleurs que la synthèse rendue publique par l'administration Obama. Justin Amash membre du Congrès US a déclaré la semaine dernière :

*« Ce que j'ai entendu lors du briefing de l'administration Obama m'a rendu encore plus sceptique sur certains aspects des raisons invoquées par le Président pour attaquer la Syrie. »*

Aujourd'hui Amash a écrit :

*« j'ai participé à un autre briefing sur des documents classifiés sur la Syrie. Maintenant encore plus sceptique que jamais. Je ne peux croire que le Président pousse à la guerre. »*

*« Si les Américains pouvaient lire les documents classifiés ils seraient encore plus contre une action en Syrie. Les déclarations publiques de l'administration Obama sont au mieux trompeuses. »*

Un autre membre du Congrès, Tom Harkin a dit :

*« je viens juste de participer à un briefing du Congrès sur les documents classifiés sur la Syrie qui en vérité pose plus de questions qu'il apporte de réponses. J'ai trouvé les preuves fournies par les responsables de l'administration circonstanciées. »*

Autrement dit des supputations des interprétations mais pas de preuve réelle basée sur des faits.

Michael Burgess membre du Congrès lui aussi est peu convaincu. A quelqu'un qui lui demandait s'il avait vu des « preuves » Il a répondu:

*« Oui j'ai vu des documents classifiés ; Ils sont plutôt minces. »*

Selon des informations publiées par Yahoo la membre du Congrès la démocrate du New Hampshire Carol Shea Porter par exemple en quittant le briefing sur les documents classifiés jeudi a dit qu'elle était opposée « maintenant plus que jamais »

*« Je pense qu'il y a un long chemin à parcourir pour le Président pour défendre la cause... il semble vraiment que l'inquiétude est très forte et qu'on penche vers le non »*

Le sénateur Joe Manchin a annoncé qu'il voterait « non » en ce qui concerne une frappe contre la Syrie juste après le briefing sur les documents classifiés.

Alan Grayson membre du Congrès a fait remarquer dans le NYT :

*« le rapport documenté concernant l'attaque en Syrie ne comprend que deux documents : un résumé non classifié de 4 pages et un résumé classifié de 12 pages. Le premier énumère les preuves en faveur d'une attaque ; Je ne suis pas autorisé à vous dire ce qu'il y a dans le résumé classifié mais vous pouvez tirer vos propres conclusions. (Cela n'est pas plus convainquant que ce qui est dans les 4 pages de la version publique. »*



« Jeudi j'ai demandé au personnel Du Comité des renseignements du Congrès s'il y avait d'autres documents disponibles classifiés ou non classifiés ; LEUR REPONSE A ETE « NON »

*Les résumés sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie se basent sur plusieurs centaines d'éléments provenant des informations des services secrets. Le résumé non classifié cite des écoutes téléphoniques – fournis par l'unité 8200 des renseignements militaires israéliens favorables à une guerre ndlt – des publications sur les « médias sociaux » et autres mais aucun de ces éléments ne sont cités ou même mis en pièces jointes – même pas les clips postés sur YouTube (En ce qui concerne le résumé classifié est ce que c'est la même chose de nouveau tirez votre propre conclusion). (...)*

*Et nous membres du Congrès de plus sommes supposés accepter sans questionner que ceux qui soutiennent une frappe contre la Syrie aient décrit les preuves alors même qu'ils refusent de nous les montrer ou de les montrer au public américain.*

*En fait obtenir l'accès juste au résumé classifié implique toute une série d'importants obstacles injustifiés. Nous devons descendre dans les entrailles du Centre du Capitole réservé aux Visiteurs dans une pièce au 4ème sous sol. Sur ordre du président du Comité des affaires de renseignements du Congrès la prise de notes n'est pas autorisée Une fois partis nous ne sommes pas autorisés à discuter du résumé classifié avec le public les médias ou même d'autres membres.»*

**Nous ne sommes pas non plus autorisés à faire quoi que ce soit pour vérifier la validité des informations fournies. En refusant même aux membres du Congrès de vérifier ces données l'administration rend impossible pour quiconque de porter un jugement indépendant sur la justesse de ces affirmations**

La précipitation avec laquelle les deux agents sionistes, John Kerry et Laurent Fabius, mènent leur blitzkrieg politico médiatique pour pousser les US et la France à déclarer la guerre à la Syrie s'explique par le fait que tous deux ne sont absolument pas sûr qu'Obama aura l'aval du Congrès malgré une vaste campagne de pression prévue dès demain par le Lobby juif sioniste AIPAC & C° au sein même du Congrès et aussi malgré les interventions TV d'Obama sur plusieurs chaînes.

**Un article publié par legrandsoir.info du 7 septembre 2013**

## **Le dessous des cartes en Syrie meurtrie. (09.09)**

Robert BIBEAU

Pourquoi l'attaque possible des États-Unis et de la France contre la petite Syrie exsangue et pourquoi ce bruit de bottes qui retentit encore une fois dans les pays impérialistes ? Tout simplement parce que l'agression militaire exaltée depuis deux années contre la Syrie martyrisée, visant à faire tomber Bachar al-Assad et son clan afin de placer sur le trône de Damas un sous fifre sorti de la cuisine de l'occident, a totalement échoué. Sauver les conseillers militaires occidentaux et les djihadistes exfiltrés

Ce plan machiavélique visait à déboulonner Bachar et à remettre la proie syrienne entre les mains du chacal étatsunien ravissant une autre néocolonie à la Russie-ennemie. Par ailleurs, à ce moment-ci de la partie de poker menteur un bombardement sur la Syrie aura exactement l'effet inverse et cette attaque ne fera que braquer la bourgeoisie syrienne contre l'occident (leur allié au temps où Damas sous contractait la torture des soi-disant « *terroristes internationaux* » pour le compte de la CIA étasunienne).

Ce plan machiavélique a été tramé, non pas à Tel-Aviv comme le prétend le Parti communiste syrien révisionniste et fumiste (ce qui est bien au-dessus des capacités de l'impérialisme israélien tout juste bon à massacrer la population de Gaza emmurée), mais bien plutôt manigancé à Paris, à Londres et à Washington avec le soutien des qataris, des turcs et des saoudiens [1].

Selon ce plan sinistre, Bachar al-Assad et son clan devaient être rapidement exécutés et remplacés par des affidés recrutés par les ambassades occidentales, qatari, saoudienne et turque parmi la diaspora éperdue traînant ses savates à travers le monde en quête d'un maître à appâter et à qui livrer leur patrie endeuillée. Mais rien n'a fonctionné comme anticipé. La meute djihadiste enragée et affamée s'est disputée le royaume syrien avant même que de l'avoir tué et dépecé.

Bachar et son camp, solidement soutenus par leur tuteur russe et l'allié chinois, ne se sont pas écartés comme prévu. Pire, l'ours russe a fait savoir dès le début qu'il cessait ses reculs successifs. Fini pour Poutine de céder la Géorgie pour sauver la Tchétchénie ; de céder la Serbie pour sauver la Libye ; de céder la Libye pour sauver la Syrie. Avant-hier, c'était le Mur et l'effondrement des colonies à l'Est (1989) ; puis l'ex-Yougoslavie-Serbie- Kosovo (1991-2001) ; ensuite le Caucase (2001-2012) ; puis la Libye (2011) et aujourd'hui son suzerain lui réclame la Syrie.

Pourquoi la Russie décide-t-elle soudain de se dresser et de résister aux visées hégémoniques de l'impérialisme étatsunien, français et londonien ?

C'est que l'impérialisme américain est sur son déclin et qu'il ne sait plus imposer son hégémonie sur sa meute désordonnée – la succession est déjà ouverte dans le camp de l'OTAN. Pour exemple la flotte d'attaque américaine comptait 586 navires de guerre à son apogée au temps du Président Reagan. Elle ne compte plus que 286 navires de guerre agressifs et démodés au temps du Président pacifiste, Nobel de la paix.

Du côté du BRICS le leadership de la Chine n'est pas encore affirmé ni accepté par ses alliés. Ça viendra d'ici quelques années.

Pourquoi alors ces menaces d'interventions aériennes probablement par missiles de croisières et par des drones sans pilote dont les USA ont la quasi exclusivité, armes meurtrières que les batteries anti-aériennes S-300, de fabrication russe, déjà opérationnelles comme nous l'avions prédit, abattront en partie. Peut-être même que quelques batteries S-400, ou leur équivalent iranien, servis par des moudjahidines de la révolution de Téhéran compléteront le travail [2].

Comme nous l'avions écrit à l'époque, l'aviation israélienne a effectué en mai dernier quelques vols de reconnaissance afin de vérifier l'état de préparation de ces engins de perdition qui coûtent cher aux américains. Que Stephen Harper se le tienne pour dit : les pilotes canadiens n'effectueront pas des promenades de tout repos, comme à Tripoli ; cette fois-ci ils y laisseront leur peau [3].

Mais la question demeure : « *Pourquoi ces menaces et ces leurre*s » ? Qu'est-ce qui se cache sous cette arnaque ?

Par ces menaces l'impérialisme étatsunien poursuit trois objectifs :

1 – Tous conviennent dans le camp occidental qu'ils ont perdu la guerre d'agression contre le gouvernement syrien légal. Mais cette guerre n'est pas terminée, de nombreux terroristes djihadistes entraînés par la Turquie, des mercenaires bien payés par les États-Unis, des sous fifres embauchés par le Qatar et l'Arabie, et même des conseillers militaires occidentaux sont présentement encerclés dans quelques poches de résistance et il faut obtenir leur libération par l'armée syrienne sans que ces flibustiers ne passent par les tribunaux où ils risquent d'exposer les crimes de guerre (dont les gaz sarin ne sont qu'un exemplaire) et dont se sont rendues complices les puissances occidentales pseudo humanitaires.

2 – Washington souhaite également par cette démonstration de force indiquer aux adjudants qui s'activent derrière les paravents pour le remplacement du Président de l'Alliance Atlantique en décrépitude, que les États-Unis sont les seuls qui ont la capacité militaire et la pugnacité de frapper qui ils veulent et quand ils le veulent. Le chef de meute étatsunien n'est pas sénile qu'on se le tienne pour dit dans le chenil.

3 – Enfin, une démonstration de force étatsunienne fera voir à Monsieur Poutine que s'il a pu conserver sa néo-colonie, bien mal en point selon lui, tout n'a pas été dit. Obama, Nobel de la paix (sic) prépare ainsi la suite de son plan d'agression contre le Moyen-Orient mis à feu et à sang. Il est difficile de s'y retrouver parmi les différentes options politiques couvrant l'ensemble du kaléidoscope de l'extrême droite jusqu'à l'extrême « gauche » et qui se courtisent mutuellement.

Il peut paraître hasardeux de dégager une ligne politique juste dans une telle cacophonie, chacun étant écartelé entre le Front national, Le PCF et le PC canadien révisionnistes (qui désapprouvent l'intervention occidentale en Syrie) ; entre les formations islamistes et les autres formations politiques de la bourgeoisie, le Parti Socialiste français et le Parti Conservateur canadien jusqu'à et y compris le vieux Parti communiste syrien qui dénonce l'agression et fait des rodomontades à Bachar al-Assad pour ne pas avoir obtenu quelques ministères pour services rendus. Ils en ont marre ces vieux collabos de ronger leur frein dans l'opposition au parlement de Damas [4].

Quelle est la position de l'avant-garde ouvrière syrienne ?

Il n'existe qu'une méthode scientifique pour contourner le récif de la « *conspirationniste* » et éviter de s'inscrire en soutien à l'une ou à l'autre des factions de la bourgeoisie en guerre pour l'hégémonie sur ce pays.

1. Il suffit de s'en tenir au point de vue de la classe ouvrière. Le partisan doit épouser les intérêts du prolétariat syrien. De facto, les intérêts des autres sections de classe qui composent le peuple syrien seront défendus.

2. Il s'agit d'adopter le point de vue marxiste-Léniniste, la science prolétarienne de la révolution. C'est-à-dire, d'épouser le point de vue des éléments conscients et avancés de la classe ouvrière syrienne.

En combinant et en croisant ces deux visions qui, en réalité, comme dans la vision humaine se confondent dans le cerveau pour ne former qu'une seule et même perception – une seule représentation de la réalité concrète, l'analyste comprend que cette guerre d'agression des capitalistes monopolistes de l'OTAN contre les capitalistes monopolistes syriens et leurs alliés iraniens et russes ne sert aucunement les intérêts de la classe ouvrière syrienne.

L'impérialisme occidental, les fripouilles djihadistes et les conseillers militaires occidentaux exfiltrés doivent quitter la Syrie sans discuter ou être jugés par la justice syrienne. Le prolétariat syrien ne doit faire aucune confiance à l'ONU ni à la Cour Pénale Internationale (PNI) instruments de la soi-disant « *Communauté internationale* » de l'impérialisme mondial.

Le prolétariat syrien s'oppose à toute ingérence internationale illégitime et illégale sur le sol de la Syrie et dans les affaires internes de la Syrie. Les problèmes que représentent Bachar al-Assad et la classe

capitaliste syrienne, traitres et malmenés par leurs ex-alliés occidentaux – sont les problèmes des ouvriers syriens qui pour le moment, compte tenu du rapport de force, les tolère à la tête de l'État et de la société syrienne. Leur sort sera scellé quand le prolétariat syrien organisé en aura décidé.

La société syrienne, comme celle de tous les pays du Moyen-Orient et de la zone arabe africaine (Égypte – Tunisie – Yémen – Irak – Liban – Bahreïn – Libye – Algérie – Soudan – Somalie – Mali – Mauritanie et Maroc) subit de plein fouet la crise économique mondiale. Pas plus le clan Assad que les brigands regroupés sous les oripeaux de l'Armée syrienne Libre (libre d'être les larbins des américains et des européens) ne pourront résoudre cette crise économique mondiale et donner la prospérité à ces sociétés strangulées.

Le prolétariat syrien ne porte allégeance à aucune de ces factions mais il tolère la marionnette de l'impérialisme russe et du capital comprador syrien comme un moindre mal, en attendant de s'être donné un Parti révolutionnaire ouvrier (PRO) et de préparer sa contribution à la seconde phase de la Révolution arabe en cohésion avec le prolétariat égyptien qui songe sérieusement à cette option [5].

Ouvriers et camarades de Syrie, quand l'agression de la section occidentale de l'impérialisme mondial aura été repoussée (par votre détermination à défendre vos foyers et vos familles, les usines, les moyens de transport et de communication, les services publics, les champs et les vergers, le bétail et vos conditions de vie et de travail) – ne remettez pas vos armes à quiconque ; dissimulez vos fusils et vos munitions en prévision de la prochaine occasion, en prévision de la prochaine révolution arabe à venir...

Prolétaires du monde entier unissez-vous !

[1] <http://www.michelcollon.info/Entretien-avec-Ammar-Bagdash.html>

[2] <http://www.legrandsoir.info/deux-alliances-paralysees-auproche-orient...>

[3] <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-guerre-contreliran-aura-lieu/>

[4] <http://www.michelcollon.info/Entre%20tien-avec-Ammar-Bagdash.html>

[5] <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/les-revoltesegyptiennes-suites...>

Commentaire.

Si je ne suis pas d'accord sur les raisons de cette agression contre la Syrie, je partage l'analyse et les conclusions de Robert Bibeau (que je ne connais que de nom à travers ses articles) qui se place sur le terrain du marxisme.

Un article [libération.fr](http://liberation.fr) du 11 septembre 2013

### Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie. (12.09)

**Allemagne, France, Royaume-Uni... Les sondages montrent une forte réticence face à un nouvel engagement militaire occidental au Proche-Orient.**

Barack Obama a lundi accepté de «*s'engager dans des discussions à l'ONU*» suite à la proposition russe de mettre sous contrôle international de l'arsenal chimique du régime syrien, ce qui lui permet de faire machine arrière sur la guerre sans perdre la face. Et de contenter les opinions publiques, majoritairement hostiles à un nouvel engagement militaire au Moyen-Orient.

Aux Etats-Unis, selon une enquête réalisée par le Pew Research Center entre le 29 août et le 1er septembre, seulement 29% des Américains sont en faveur de frappes aériennes en Syrie, alors que 48% s'y opposent. Fin août, un autre sondage (YouGov) donnait 15 % d'Américains favorables, 59 % contre, et 26 % incertains. Et si 55 % des interrogés pensent que le régime syrien s'est servi d'armes chimiques, 21 % estiment que les rebelles syriens ont fait de même.

En France, l'opinion publique semble désormais résolument pencher en faveur de l'anti-interventionnisme. D'après un sondage réalisé par Ifop pour le Figaro entre les 4 et 6 septembre 2013, 68% des Français seraient opposés à un engagement militaire de la France dans l'hypothèse d'une intervention en Syrie, et 32% y seraient favorables, avec des pics d'opposition chez les sympathisants FN et les retraités.

En Allemagne, selon la même enquête Ifop, l'opinion publique est désormais nettement défavorable à toute intervention occidentale (63% contre, 27% pour), 77% des sondés s'opposant à un engagement de la Bundeswehr. Et même dans le cas d'une intervention sous commandement américain à laquelle ils ne participeraient pas militairement, les Allemands ne sont que 41% à souhaiter que leur pays y apporte un soutien financier et matériel (sondage réalisé pour la chaîne publique ZDF).

En Italie, pays qui s'était engagé dans la guerre en Irak, un sondage de l'IPR Institute a montré que 52% du public était opposé à une attaque de la Syrie, même en l'absence d'engagement italien. Selon ce même sondage, environ 57% des Italiens sont opposés à ce que les bases militaires italiennes soit utilisées pour assister d'éventuelles forces militaires engagées dans les frappes.

Au Royaume-Uni, l'opinion publique apparaît traumatisée par la guerre en Irak. Les mensonges des faucons américains pour précipiter le «*meilleur allié*» des Etats-Unis dans la croisade contre Saddam Hussein, puis l'enlèvement des troupes de la coalition dans cette prétendue «*guerre éclair*» pèsent lourd dans la mémoire collective britannique. Selon un sondage ComRes réalisé le 1er septembre, deux Britanniques sur trois sont contre un engagement au Moyen-Orient. D'après les mêmes résultats, seuls 29% des Anglais estiment que l'armée américaine, même sans soutien militaire anglais, devrait lancer des frappes aériennes. Et dans tous les cas, 80% des sondés estiment que des frappes militaires quelles qu'elles soient doivent d'abord obtenir l'aval de l'ONU.

En Russie, selon le dernier sondage disponible, réalisé en juin par le Centre Levada et publié le 5 septembre seulement, seulement 8% des Russes portaient alors une attention particulière à la guerre en Syrie, alors que 52% étaient «un peu» au courant et 39% n'en connaissaient rien. 40% des Russes s'opposaient alors à une intervention étrangère en Syrie.

Seul pays où l'opinion publique se dit favorable à une intervention militaire en Syrie, Israël. Un sondage réalisé par le Gal Hadash et publié par Israël Hayom fin août a conclu que 67% des interrogés étaient en faveur d'une intervention militaire occidentale en Syrie. Seulement 17% y seraient opposés. Cependant, dans un autre sondage publié par le quotidien Maariv, les Israéliens se disent majoritairement opposés à l'entrée de Tsahal, l'armée israélienne, dans l'hypothétique coalition qui attaquerait la Syrie. Et 70% se sont dit inquiets qu'une intervention américaine mène à un engagement israélien.

*«Jusqu'ici, on sondait les opinions sur une intervention une fois qu'elle était engagée [...] Là, comme la crise dure, on regarde ce que pensent les opinions publiques de ce qui relève du domaine réservé au Président.*

*On a donc l'impression qu'elles s'introduisent de façon plus forte dans le débat. Il y a une extension de la démocratie d'opinion, de la doxocratie»,* constate Edouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres.

## Un article french.irib.ir du 11 septembre 2013

### La géopolitique du gaz et la crise syrienne... (14.09)

Sur quels principes a été définie l'approche saoudienne, qatarie, turque ou occidentale, et surtout américaine, envers l'affaire syrienne ? Or, nul doute que la Syrie est plus démocratique que l'Arabie saoudite et le Qatar, et que ceux même que les Occidentaux avaient l'habitude d'appeler terroristes, ont changé de nom et s'appellent, aujourd'hui, les "*guerriers de la liberté*", lorsqu'on parle de la Syrie.

L'agence Mehr News s'intéresse aux aspects économiques en rapport avec la tragédie syrienne, et cela, en se référant à un article paru sur le site Petronet ; en ce sens que les soucis liés à l'énergie surtout le gaz naturel, considéré comme étant la plus importante ressource énergétique de ce 21ème siècle, font l'objet essentiel des alignements anti-syriens. Ainsi, les questions géopolitiques liées à la production, au transfert et à la consommation du gaz, sont-elles parmi les points prioritaires de la stratégie des occidentaux.

#### - La Syrie et la fourniture du gaz à l'Europe au 21ème siècle

L'Occident se trouve face à un dilemme, au sujet des itinéraires qui vont devoir lui transférer du gaz. Les deux itinéraires envisageables seraient : Iran-Irak-côtes méditerranéennes ou Qatar-Arabie saoudite- Syrie-Turquie-Europe. L'Union européenne sait bien que le gazoduc Nabucco, reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale, le Trans Adriatic Pipeline (TAP), et en général, le corridor du Sud, s'appuient seulement sur les ressources gazières de l'Azerbaïdjan, ce qui n'est pas suffisant pour mettre fin à l'indépendance envers les ressources gazières de la Russie. C'est pourquoi l'Europe souhaite avec convoitise accéder aux ressources gazières du golfe Persique. La Syrie étant un maillon important de cette chaîne, l'Occident suit avec sérieux le projet de changement de régime dans ce pays qui, d'ailleurs, a des liens stratégiques importants avec l'Iran et la Russie. La guerre qui se poursuit aujourd'hui en Syrie, au nom de la démocratie, a, en fait, d'autres objectifs d'ordre géopolitique de ce genre.

Pour le rappel, les émeutes ont commencé en Syrie presque, alors même que Damas, Téhéran et Bagdad sont tombés d'accord, en 2011, sur un projet tripartite de construction du gazoduc. D'une longueur totale de 1500 kilomètres, ce gazoduc devra commencer depuis Assalouyeh. Cet itinéraire sera divisé en 3 secteurs : 225 km sur le territoire iranien, 500 km en Irak et entre 500 à 700 km sur le sol syrien. Les coûts du projet s'estiment à 10 milliards de dollars moyennement et il est possible d'étendre le gazoduc, après la Syrie, vers la Grèce et l'Europe, par le biais de la mer Méditerranée.

Il était établi que les travaux de construction commencent entre 2014 et 2016, afin que le gazoduc puisse pomper quotidiennement 110 millions de mètres cubes de gaz, soit 40 milliards de mètres cubes, par an. L'Irak, le Liban et la Syrie se sont déjà montrés intéressés par le gaz iranien ; ceci dit, il serait possible d'exporter chaque année 20 milliards de mètres cubes de gaz, vers l'Europe.

Le gazoduc Iran-Irak-Syrie est tout à fait économique et lucratif pour Damas. Mais les Etats occidentaux et leurs alliés arabes dans la région du golfe Persique, ainsi que la Turquie, ne souhaitent nullement que ce projet soit accompli. Une fois accompli, ce projet retirera de la Turquie son statut du premier itinéraire de transfert du gaz vers l'Europe et renforcera la situation de l'Iran, par rapport au Qatar et à l'Arabie saoudite. La "*coalition malsaine*" que les Etats Occidentaux, le Qatar, l'Arabie et la Turquie ont formée contre la Syrie n'est envisageable que dans ce cadre ; sinon, tout le monde accepterait que la démocratisation, au Moyen-Orient, doit commencer par des pays comme le Qatar et l'Arabie saoudite.

#### - Fournir du gaz à l'Europe : que le Qatar remplace l'Iran et la Russie !

Selon le journal arabe Al-Akhbar, on parle, aujourd'hui, au sein du gouvernement américain, d'un autre projet. Un nouveau gazoduc va devoir transférer le gaz naturel, depuis le Qatar, vers l'Europe, et qui couvrira, sur son passage, Israël et la Turquie. La capacité de ce projet n'a pas été indiquée, mais vu les ressources gazières du Moyen-Orient, le projet en question pourrait même défier les exportations du gaz russes. Curieux, c'est que celui qui a élaboré ce plan est aussi un membre du comité de crise, au sein du gouvernement américain, en rapport avec la crise syrienne. Ce gazoduc doit commencer depuis le Qatar, passer par l'Arabie saoudite et la Jordanie, et arriver à la Syrie, en contournant l'Iran et l'Irak. C'est à proximité de Homs que ce gazoduc devra être divisé en trois branches dont l'une ira à Lattaquié, la deuxième ira à Tripoli dans le Nord libanais et la troisième en Turquie.



La ville de Homs sera donc située au croisement de ce gazoduc et ce n'est pas étonnant que les affrontements les plus violents aient lieu dans cette ville, ainsi qu'à Qousseir, près de Homs. Les lieux dont on entend souvent le nom, dans l'actualité sur les affrontements dans lesquels les rebelles soutenus par les Etats occidentaux, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite luttent contre l'autorité centrale syrienne, tombent, exactement, sur les zones importantes, en rapport avec le passage de gazoduc en question. Une comparaison entre les régions que les rebelles semblent vouloir séparer du territoire syrien et la carte du gazoduc susmentionné confirme aussi cette question. A travers ce projet, les alliés du Qatar chercheraient trois objectifs : briser le monopole russe dans la fourniture de l'énergie à l'Europe, mettre fin à la dépendance turque envers le gaz iranien et fournir l'occasion à Israël d'exporter du gaz à l'Europe, par des moyens pas chers.

De tout cela, on peut conclure que l'objectif principal d'une éventuelle guerre contre la Syrie consiste à suivre et à faire aboutir ce projet, et cela, de façon à faire échouer l'accord irako-irano-syrien de construction de leur gazoduc, à eux. Le lancement dudit projet a été plus d'une fois reporté jusqu'aujourd'hui à cause des opérations militaires et des évolutions en cours en Syrie. Pourtant, le gouvernement irakien s'est dit prêt, en février 2013, à signer une note d'entente établissant un cadre pour les travaux de construction du gazoduc irano-irako-syrien. Depuis, de plus en plus de groupes chiites en Irak ont annoncé leur appui au gouvernement de Bachar Al-Assad, en Syrie.

Il est clair, maintenant, que la "*guerre injuste*" qui pourrait se déclencher en Syrie sent le gaz et le sang. Les dépenses très généreuses des Etats occidentaux, du Qatar, de l'Arabie et de la Turquie, dans ce sens, visent, ainsi, à retracer, à leur façon, la carte géopolitique du monde de l'avenir. Tout pourrait servir de prétexte. Tant que le but justifie les moyens, le front Al-Nosra pourra brandir le drapeau de la démocratie et les terroristes d'hier comme les Qaïdistes pourront recevoir des armes européennes. En réalité, les questions énergétiques n'ont jamais été résolues dans le cadre des compétitivités de libre marché ; les puissances impérialistes ont toujours essayé de planifier le réseau mondial de l'énergie, de façon à se réserver la plus grande capacité de gestion et d'influence.



## Un article francetvinfo.fr du 11 septembre 2013

### Syrie : le vrai visage des rebelles (14.09)

*"Des meurtres, des exécutions sans procédure régulière, des actes de torture, des prises d'otages et des attaques contre des objets protégés."* Le rapport de l'ONU rendu mercredi 11 septembre n'est pas tendre avec les rebelles en Syrie. Les experts internationaux n'épargnent pas plus le régime de Bachar Al-Assad, accusé de *"crimes contre l'humanité"*.

Qui sont ces rebelles, certains aussi violents que les soldats du dictateur ? Francetv info répond aux questions que vous vous posez sur ceux qui combattent Bachar Al-Assad.

#### Les rebelles ont-ils commis des crimes ?

Ex-otage d'un groupe d'insurgés, précise La Stampa, le journaliste italien Domenico Quirico évoque des bandits qui profitent du chaos qui règne dans le pays pour *"s'emparer de pans entiers du territoire, rançonner la population, enlever des gens et se remplir les poches"*, raconte-t-il dans une interview au Monde. Cependant, tous ceux qui combattent Al-Assad ne sont bien sûr pas des criminels.

*"Ce qui m'étonne, moi, c'est qu'on soit surpris par ces exactions"*, s'énervait Nora Benkorich, chercheuse à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe du Collège de France. *"Les gens, y compris les soldats, n'ont plus à manger depuis plusieurs mois. Certains font appel à des méthodes crapuleuses pour gagner de l'argent, pour pouvoir manger et s'acheter des munitions, continue la chercheuse pour francetv info. Je ne les excuse pas, j'essaye de les comprendre."*

Des comités locaux, des groupes d'habitants, ont essayé de faire signer des sortes de *"chartes de bonne conduite"* aux insurgés, sans se faire d'illusions. Ces tentatives se sont en effet révélées infructueuses auprès des éléments les plus cruels de la rébellion.

#### Qui est responsable des meurtres de sang-froid, des enlèvements, des pillages ?

Depuis le début du conflit, des vidéos circulent sur internet, montrant des rebelles décapitant, violant, tuant. Le New York Times s'est fait le relais de l'une d'entre elles sur laquelle on voit des insurgés abattre sommairement des soldats loyalistes. Difficile d'en retracer l'origine. Les prises de vue amateurs sont parfois remises en cause. Des rebelles accusent des militaires du régime de se faire passer pour des islamistes barbares afin de décrédibiliser leur mouvement, sans que cela puisse être affirmé indubitablement.

Nora Benkorich rappelle aussi qu'au début de la révolution, en 2011, Bachar Al-Assad a ouvert les portes des prisons, laissant s'échapper des détenus peu dangereux, mais aussi des grandes figures de l'islamisme et des meurtriers, qui ont depuis opéré une reconversion dans la rébellion laïque et islamiste. Quirico assure, lui, avoir été enlevé par *"des gens du coin, plus bandits qu'islamistes ou révolutionnaires"*.

#### Les rebelles sont-ils tous islamistes ?

Depuis quelques mois, le constat est clair : les islamistes infiltrent de plus en plus la rébellion syrienne. Certains sont affiliés à Al-Qaïda. Aron Lund, un expert suédois de l'islamisme en Syrie, explique dans un rapport que les *"groupes jihadistes jouent un rôle en Syrie - limité, certes, mais en expansion rapide"*. *"Même des rebelles sans véritable idéologie adoptent la rhétorique islamiste"*, continue-t-il.

Anciens soldats du régime qui ont déserté, musulmans radicaux, combattants venus de l'étranger... les rebelles ne sont pas un groupe uni, homogène. The Independent (en anglais) résume l'étude d'Aron Lund, qui décrit trois ensembles distincts de rebelles, islamistes ou non, et des dizaines de sous-ensembles, bataillons de quelques centaines d'hommes, ou brigades plus grandes. Chaque brigade, chaque groupe d'hommes a sa propre idéologie, plus ou moins proche de l'islam. Contrairement aux islamistes, les *"laïcs"*, musulmans, ne souhaitent pas instaurer un Etat dont leur religion serait le moteur.

#### Pourquoi rejoignent-ils les jihadistes s'ils n'adhèrent pas à leurs idées ?

La raison est simple : pour l'argent. *"Une brigade entière s'est laissée pousser la barbe parce que le seul argent qu'ils pouvaient avoir pour se faire payer venait de réseaux religieux"*, raconte Nora Benkorich. *"Mais des rebelles assurent que si demain, une autre source de financement, non-islamiste, se présente, ils tombent la barbe."*

Peut-on pour autant parler d'opportunisme ? *"Non, il s'agit d'une question de survie"*, insiste la chercheuse, alors que les conditions de vie en Syrie sont de plus en plus précaires, selon un communiqué de Médecins sans frontières remontant à mars.

### **Pourquoi parle-t-on de la rébellion, comme si elle était unie ?**

Malgré toutes leurs différences, les rebelles ont un point commun : ils veulent faire tomber Bachar Al-Assad. Et pour cela, il faut parfois s'allier pour être plus puissant contre le régime. La guerre en Syrie se joue surtout à l'échelle des villes, des régions. Chaque petite avancée compte, et les grandes branches rebelles ne maîtrisent pas forcément les hommes qui se battent en leur nom. Chaque chef noue donc les alliances qui l'avantagent localement, rappelle Nora Benkorich. Chaque petit bataillon louvoie au gré de ses besoins financiers et stratégiques. Ainsi, l'Armée syrienne libre (ASL), laïque, le Front Al-Nosra et l'Etat islamique d'Irak et du Levant, des islamistes, s'entendent pour gérer Raqqa, dans le nord, et s'écharpent ailleurs dans le pays.

### **Les rebelles se battent-ils entre eux ?**

Chaque groupe a son propre agenda politique, sa propre vision de la révolution et cela mène à des tensions. Jeudi 11 juillet, un convoi de l'ASL, la branche de la rébellion la plus proche des Occidentaux, trouve sur sa route un barrage tenu par l'Etat islamique d'Irak et du Levant. Le chef de l'ASL, connu et craint dans la région, veut savoir qui tient ce barrage et sous quel prétexte. La conversation s'échauffe avec l'émir islamiste et se solde par une balle dans la tête de l'officier de l'ASL. Cette dernière, sous-équipée et pauvre, ne peut répliquer contre les dollars des associations religieuses du Golfe, qui arrosent certains groupes islamistes, selon Nora Benkorich.

Cet épisode montre que les accrochages entre *"laïcs"* et islamistes existent. Mais les relations ne sont pas au beau fixe non plus à l'intérieur du clan des islamistes, eux aussi divisés. Récemment, le chef d'Al-Qaïda en Irak a unilatéralement décidé de fédérer le Front Al-Nosra, un des groupes islamistes les plus radicaux. Certains, au Front, ont fait sécession : les idées d'Al-Qaïda, qui dépassent les frontières syriennes, sont peu au goût de ces nationalistes, comme le rappelle Libération.

Un article Almanar.com publié par Le Grand Soir du 13 septembre 2013

### Les dessous du tir des deux missiles en Méditerranée. (15.09)

Une source diplomatique éminente a révélé que *« la guerre américaine contre la Syrie a commencé et a terminé au moment du tir des deux missiles balistiques qui sont tombés dans la mer »* ! Selon le quotidien libanais assafir, citant cette haute source, *« les deux missiles ont été lancés par les forces américaines d'une base militaire de l'OTAN en Espagne. Ils ont été détectés par les radars russes immédiatement. Les batteries de défense russe les ont confrontés. Un missile a explosé en l'air alors que l'autre a été dérouté et est tombé ensuite en mer »*.

Et la source d'ajouter : *« Le communiqué publié par le ministère russe de la défense sur la détection de deux missiles balistiques lancés en direction de la Méditerranée a négligé de souligner deux informations : le lieu du tir des missiles, et leur interception »*.

Pourquoi ? Parce qu'immédiatement après cette opération militaire, la direction des renseignements russes a contacté les renseignements américains pour les informer que *« frapper Damas équivaut à frapper Moscou et nous avons omis la phrase de l'interception des deux missiles du communiqué que nous avons publié pour sauvegarder les relations bilatérales et pour ne pas provoquer plus d'escalade. Pour cette raison, vous devez revoir rapidement votre politique et vos intentions envers la crise syrienne et vous devez réaliser qu'il vous est impossible d'éliminer notre présence en Méditerranée »*.

*« Cette confrontation directe non annoncée entre Moscou et Washington a augmenté la confusion de l'administration d'Obama qui est devenue plus convaincue que la partie russe est prête à aller jusqu'à la fin en ce qui concerne la cause syrienne, et a montré que seule une initiative russe pourra sauver la face de l'administration US et que la volonté de la Russie décidera de la paix ou de la guerre en Syrie »*.

La même source a poursuivi : *« Après qu'Israël a démenti sa connaissance au sujet du tir des missiles dans son premier communiqué, Washington a demandé de Tel Aviv de revendiquer les tirs des missiles pour la sauver de cette position, surtout que ce tir était le signal de lancement de l'offensive contre la Syrie. Il était prévu que le Président américain participe au sommet du G-20 pour mener des négociations sur le sort du président syrien Bachar el-Assad »*.

*« Après la confrontation balistique entre les Etats-Unis et la Russie, Moscou a augmenté ses experts militaires en Syrie, et a multiplié ses pièces militaires et ses navires pour renforcer sa présence militaire en Méditerranée, et a choisi d'annoncer son initiative sur la fin de l'offensive contre la Syrie après le sommet du G-20. Cette décision a été prise suite à des réunions avec la partie syrienne qui a donné son accord sur la proposition russe de placer les armes chimiques sous contrôle international et d'adhérer à la convention de la non-prolifération d'armes chimiques »*.

*« Les premiers résultats de la confrontation balistique américano-russe furent le vote de la chambre des communes britannique sur le refus de participer à la guerre en Syrie, une décision qui a été suivie par des positions européennes, notamment la position de la chancelière allemande Angela Merkel », a encore révélé ladite source.*

source : assafir

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=130437&frid=18&a...>

(Je mettrai cet article en ligne au format pdf plus tard dans la journée)

## Un article AFP du 23 septembre 2013

### Bangladesh : les ouvriers du textile en colère dénoncent leur paie indigente. (24.09)

Des centaines de milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh ont déversé leur colère dans la rue lundi, bloquant des rues et mettant le feu à des usines faute d'obtenir un salaire minimum de 100 dollars par mois, cinq mois après un dramatique accident industriel.

Jusqu'à 200.000 ouvriers ont manifesté lundi pour le troisième jour consécutif, selon Abdul Baten, chef de la police du district de Gazipur, près de la capitale Dacca, où plusieurs centaines d'usines textiles sont implantées.

Quelque 300 usines ont été fermées pour prévenir toute attaque d'usines de la part de manifestants, a précisé à l'AFP son adjoint, Mustafizur Rahman.

*"La situation est très volatile. La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser les ouvriers incontrôlables"*, a-t-il ajouté, précisant que plusieurs dizaines d'ouvriers et quelques policiers avaient été blessés.

Les manifestations contre les faibles salaires et les mauvaises conditions de travail ont secoué le secteur de l'habillement du Bangladesh depuis l'effondrement en avril du Rana Plaza, qui a tué plus de 1.100 personnes.

Dans le faubourg de Savar, où l'immeuble s'est effondré, des ouvriers en colère ont mis le feu à au moins deux usines, a déclaré Reaz-Bin-Mahmood, vice-président de l'association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh.

Des milliers d'ouvriers ont par ailleurs attaqué une centre de policiers réservistes à quelque 40 km au nord de Dacca, blessant trois policiers et brisant trois fusils, a dit un officier de police, Rafiqul Islam, à l'AFP.

#### Refus patronal

Dans la zone industrielle de Tejgaon, à Dacca, des heurts ont opposé des milliers d'ouvriers à la police devant le siège de l'association des fabricants de textile, selon la police.

Un dirigeant syndical, Shahidul Islam Sabuj, a prévenu que les manifestations pourraient se prolonger tant que les salaires ne sont pas augmentés.

*"100 dollars c'est le minimum que nous demandons. Un ouvrier a besoin de bien plus pour pouvoir vivre décemment"*, a-t-il dit à l'AFP;

Des milliers d'entre eux, batons à la main, ont bloqué les routes reliant la capitale Dacca au nord et à l'ouest du pays, interrompant la circulation pendant plusieurs heures.

*"Les prix de toutes les denrées principales ont augmenté mais nos payes n'ont pas bougé depuis des années"*, déclaré l'un des manifestants.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de vêtements au monde, fournissant notamment des grands noms tels que l'américain Walmart, le français Carrefour ou encore le suédois H&M. Pilier de l'économie, le secteur avec ses 4.500 usines représente 80% des exportations annuelles s'élevant à 27 milliards de dollars.

Mais la grande majorité des 3 millions de travailleurs ne gagnent qu'un salaire de base mensuel de 3.000 taka (38 dollars américains) - soit un des plus bas au monde - suite à un accord tripartite entre les syndicats, le gouvernement et les fabricants signé en août 2010.

En juin, le gouvernement avait mis en place un groupe de travail spécial pour examiner les salaires et les syndicats ont demandé un salaire mensuel minium de 8.114 taka (100 dollars US).

Les propriétaires d'usine ont rejeté la demande, affirmant qu'ils pouvaient augmenter les salaires de seulement 20% à 3.600 taka, en raison de la conjoncture économique mondiale morose.

Un article publié par Mondialisation.ca du 23 septembre 2013

## **L'Occident détrôné : Washington est "L'axe du mal". (25.09)**

Par Paul Craig Roberts

(Le Dr Roberts fut Secrétaire Adjoint au Trésor US de la politique économique dans l'administration Reagan. Il a été rédacteur en chef adjoint et éditorialiste du Wall Street Journal, chroniqueur pour Business Week et du Scripps Howard News Service. Il a occupé de nombreux postes universitaires.)

*"Le cours évolutif du progrès européen pendant ces trois cents dernières années pourrait se résumer à seulement quatre mots: égoïsme, massacres, impudeur et corruption."* Yan Fu

Il n'a fallu que 300 ans au reste du monde pour saisir tout le mal qui se cache derrière la «civilisation occidentale», ou peut-être l'émergence de nouvelles puissances dignes de confiance pour voir l'évidence. Quiconque doute de la responsabilité de l'Amérique dans le chaos actuel devrait lire The Untold History of the United States par Oliver Stone et Peter Kuznick.

Le «nouveau siècle américain» proclamé par les néo-conservateurs a pris fin brutalement le 6 Septembre à la réunion du G20 en Russie. Les dirigeants de la plupart des peuples du monde ont dit à Obama qu'ils ne le croyaient pas et que ce serait une violation du droit international si le gouvernement américain attaquait la Syrie sans l'autorisation de l'ONU.

Poutine a dit aux dirigeants du monde réunis que l'attaque aux armes chimiques était *«une provocation de la part des insurgés armés dans l'espoir d'une aide de l'extérieur, par les pays qui les ont soutenus dès le premier jour.»* En d'autres termes, Israël, l'Arabie Saoudite, et Washington, l'axe du mal.

La Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie et l'Argentine ont rejoint Poutine en affirmant qu'un dirigeant qui commet une agression militaire sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU se met *«en dehors de la loi.»*

En d'autres termes, si vous défiez le monde, Obama, vous êtes un criminel de guerre.

Le monde entier attend de voir si le lobby pro-israélien peut pousser Obama dans le rôle du criminel de guerre. Beaucoup parient qu'Israël l'emportera sur le faible président américain, un individu dénué de tout principe. Il y a quelques dizaines d'années avant que les américains ne deviennent un troupeau de moutons, l'un des derniers résistants américains, l'amiral Tom Moorer, chef des opérations navales et de l'Etat-Major des Armées, a déclaré publiquement *« qu'aucun président américain ne peut résister à Israël »*. Le plus haut gradé de l'Amérique ne pouvait pas obtenir une enquête honnête sur l'attaque israélienne contre l'USS Liberty.

Nous attendrons encore longtemps avant de voir un président américain résister à Israël. Ou le congrès. Ou un média.

Le régime Obama a tenté de contrer sa défaite fracassante au sommet du G20 en forçant ses Etats fantoches à signer une déclaration commune condamnant la Syrie. Toutefois, les États fantoches ont nuancé leur position en déclarant qu'ils s'opposaient à une action militaire et attendaient le rapport de l'ONU.

La plupart des supporters achetés-et-payés d'Obama sont impuissants, sans envergure. Par exemple Obama compte le Royaume-Uni comme un des pays le soutenant, en raison de l'appui personnel du discrédité Premier ministre britannique, David Cameron, malgré le fait que celui-ci ait été désavoué par le Parlement britannique lors d'un vote qui interdit la participation britannique à un autre des crimes de guerre de Washington. Ainsi, bien que Cameron ne puisse pas amener le peuple et le gouvernement britannique avec lui, Obama compte le Royaume-Uni parmi ses partisans. De toute évidence, il s'agit d'un comptage désespéré du nombre de *«pays qui le soutiennent»*.

Le gouvernement fantoche turc, qui a tiré sur ses citoyens qui manifestaient pacifiquement dans les rues, sans protestation d'Obama ou du lobby pro-israélien, soutient *“la responsabilité de la Syrie”*, mais pas la sienne, bien sûr, ni celle de Washington.

Les États fantoches du Canada et de l'Australie, des pays impuissants, n'ayant pas une once d'influence dans le monde, se sont précipités pour offrir leurs services à leur maître Washington. Le souci majeur des gouvernements Canadien et Australien est d'avoir une récompense de Washington.

Le décompte d'Obama inclut également le soutien du Japon et de la République de Corée, deux autres pays dépourvus de toute influence diplomatique et sans aucun pouvoir. Le Japon, impuissant, est sur le point d'être détruit par la catastrophe nucléaire de Fukushima, pour laquelle il n'a pas de solution. Comme les fuites radioactives se propagent dans l'aquifère sur lequel Tokyo et ses environs comptent, le Japon est confronté à la possibilité d'avoir à déménager 40 millions de personnes.

L'Arabie saoudite, impliquée dans le transfert aux rebelles d'Al-Nusra des armes chimiques utilisées dans l'attaque, soutient Washington, sachant que par ailleurs sa tyrannie est grillée. Même les néo-conservateurs menés par l'hystérique conseillère à la sécurité nationale d'Obama, Susan Rice, veulent renverser les Saoudiens.

Obama prétend également avoir le soutien de la France et de l'Allemagne. Toutefois, tant Hollande que Merkel ont indiqué clairement qu'une solution diplomatique, et non la guerre, était leur premier choix et que le résultat repose sur l'ONU.

En ce qui concerne le soutien de l'Italie et de l'Espagne, ils espèrent être récompensés avec la Réserve Fédérale qui imprimerait assez d'argent pour renflouer leurs économies endettées afin que les deux gouvernements ne soient pas renversés par la rue pour leur acceptation du pillage de leur pays par les banksters internationaux. Comme tant d'autres gouvernements occidentaux, ceux de l'Italie et de l'Espagne, et, bien sûr, de la Grèce, soutiennent les banksters internationaux, et non leurs propres citoyens.

Le président de la Commission européenne a déclaré que l'Union européenne, en tant que pouvoir central au-dessus de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, et l'Espagne, ne soutient pas de solution militaire à la crise syrienne. *“L'Union européenne est certaine que les efforts devraient viser à un règlement politique”*, a déclaré José Manuel Barroso aux journalistes lors de la réunion du G20. L'UE a le pouvoir de délivrer des mandats d'arrêt contre les chefs de gouvernements de l'UE qui participent à des crimes de guerre.

Ce que cela révèle, c'est que le soutien derrière le menteur Obama est faible et limité. La capacité des pays occidentaux à dominer la politique internationale a pris fin lors de la réunion du G20. L'autorité morale de l'Occident a complètement disparu, brisée et érodée par les innombrables mensonges et des actes éhontés d'agression basés uniquement sur des mensonges et des intérêts personnels. Il ne reste rien de *«l'autorité morale»* de l'Occident qui n'a jamais été autre chose qu'une couverture pour l'intérêt personnel, l'assassinat, et le génocide.

L'Occident a été détruit par ses propres gouvernements, qui ont raconté trop de mensonges égoïstes, et par ses sociétés capitalistes, qui ont délocalisé les emplois et la technologie de l'Occident vers la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Brésil, privant les gouvernements occidentaux de recettes fiscales et de soutien à leurs citoyens.

Il est difficile de savoir si les citoyens de l'Ouest détestent moins leurs gouvernements corrompus que les musulmans, dont la vie et les pays ont été dévastés par l'agression occidentale, ou les citoyens des pays du Tiers Monde qui ont été appauvris et pillés par les organismes financiers prédateurs appartenant au Premier Monde.

Les gouvernements occidentaux idiots ont surestimé leur influence. Il n'y a aucune chance pour que l'hégémonie américaine, rêve fantaisiste des néo-conservateurs, s'exerce sur la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud, et l'Iran. Ces pays peuvent mettre en place leur propre système de paiements et de finances international et abandonner le standard du dollar quand ils le voudront. On se demande pourquoi ils attendent. Le dollar américain est imprimé en quantités incroyables et n'est plus qualifié pour être la monnaie de réserve mondiale. Le dollar américain est au bord de la dévalorisation totale.



Le sommet du G20 a clairement indiqué que le monde ne veut plus accompagner les mensonges de l'Occident et ses méthodes meurtrières. Le monde a saisi ce qu'est l'Occident. Chaque pays comprend maintenant que les plans de sauvetage proposés par l'Occident ne sont que des mécanismes de pillage des pays sauvés et pour appauvrir le peuple.

Au 21e siècle, Washington a traité ses propres citoyens avec la même façon dont elle traite les citoyens des pays du tiers monde. Des trillions de dollars ont été distribués à une poignée de banques, alors même qu'elles jetaient des millions d'Américains hors de leurs maisons et saisissaient tous les actifs restants des familles brisées.

Les entreprises américaines ont vu leurs impôts réduits à presque rien, quelques-unes ne payant pas d'impôts du tout, alors qu'elles offraient les emplois et les carrières de millions d'Américains à des chinois et à des Indiens. Avec ces emplois sont partis le PIB américain, l'assiette fiscale, et le pouvoir économique, laissant les Américains avec d'énormes déficits budgétaires, une monnaie avilie, et des villes en faillite, comme Detroit, qui était autrefois la puissance manufacturière du monde.

Dans combien de temps Washington abattra-t-il ses propres sans-abri, ses affamés, et ses citoyens manifestant dans les rues?

Washington représente Israël et une poignée de puissants intérêts privés organisés. Il ne représente personne d'autre. Washington est un fléau pour le peuple américain et une peste pour le monde.

Commentaire.

En France, en guise d'os à ronger leur haine à défaut de pouvoir bombarder le peuple syrien, PS, PCF, PG, UMP et UDI s'emploient désormais leur « *autorité morale* » à s'attaquer aux prostituées, ils sont aussi un "fléau" pour le peuple français et une "peste pour le monde".

Comme dirait l'autre, voilà un article qui a de la gueule même si on n'y adhère pas en totalité, il présente plus d'intérêt que tout ce qu'on peut lire dans la presse ouvrière française insipide au possible ou archi nulle. Et dire qu'il a été rédigé par un ancien membre de l'administration Reagan, c'est à tomber à la renverse !



Un article publié par slate.fr du 25 septembre 2013

### **L'empire américain est mort, c'est Obama qui l'a dit. (26.09)**

Devant les dirigeants du monde rassemblés aux Nations unies, le président américain Barack Obama a présenté son pays sous les traits d'une superpuissance circonspecte, prête à faire face aux armes nucléaires iraniennes et à tuer ses ennemis à coups de drones mais pas du tout à embarquer dans des missions militaires à durée indéterminée en Syrie ou dans d'autres pays ravagés par des troubles internes. Et cela, a-t-il insinué, devrait donner au reste du monde des raisons de se faire du souci.

*«Les Etats-Unis ont appris l'humilité à la dure pour ce qui concerne notre capacité à déterminer la conduite des événements dans d'autres pays», a-t-il avoué devant les 193 membres de l'Assemblée générale.*

*«L'idée d'empire américain est peut-être une propagande utile, mais elle n'est pas étayée par la politique actuelle de l'Amérique ni par l'opinion publique.»*

Obama a expliqué que *«le débat récent qui a eu lieu aux Etats-Unis sur la question de la Syrie a clairement montré que le danger pour le monde n'est pas une Amérique empressée de se plonger dans les affaires d'autres pays ou de s'attaquer à tous les problèmes de la région comme si c'était les siens. Le danger pour le monde est que les Etats-Unis, après une décennie de guerre –justement inquiets des problèmes sur leur territoire national, conscients de l'hostilité que notre engagement dans la région a suscité dans tout le monde musulman– puissent se dégager, créant un vide de leadership qu'aucune autre nation n'est prête à remplir».*

Obama a dit que pour l'instant, la politique étrangère américaine au Moyen-Orient se concentrerait principalement sur deux priorités:

*«La poursuite par l'Iran des armes nucléaires et le conflit israélo-palestinien. Même si ces questions ne sont pas la cause de tous les problèmes de la région, elles sont une grande source d'instabilité depuis bien trop longtemps, et les résoudre pourra servir de fondation à une paix plus large.»*

Sur le sujet du conflit en Syrie, Obama a déclaré que les objectifs américains étaient largement humanitaires.

*«Il n'y a pas un "grand jeu" à gagner, et l'Amérique n'a aucun intérêt en Syrie au-delà du bien-être de ses habitants, de la stabilité de ses voisins, de l'élimination des armes chimiques et de l'assurance qu'elle ne devienne pas un refuge pour terroristes.»*

Obama a affirmé son engagement au projet russo-américain de placer les armes chimiques d'Assad sous contrôle international, et reconnu que le président syrien avait fait un premier pas positif en déclarant ses stocks.

*«Ma préférence s'est toujours portée vers une résolution diplomatique de ce problème», a-t-il dit, soulignant l'importance d'une résolution du Conseil de sécurité qui liera Assad à ses engagements.*

*«Il doit y avoir des conséquences s'ils ne tiennent pas parole, a-t-il précisé. Si même sur ça nous ne pouvons nous mettre d'accord, cela montrera que l'ONU est incapable de faire appliquer la plus basique des lois internationales.»*

Le président a présenté le projet russo-américain comme le catalyseur d'une démarche internationale plus vaste visant à mettre un terme au conflit, tout en insistant sur le fait que ce n'est pas l'Amérique qui devra décider qui, au final, dirigera la Syrie. Conformément à son approche étriquée de la question, il a annoncé 340 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire américaine mais a répugné à faire la moindre référence à un renversement de Bachar el-Assad.

Les Etats-Unis et la Russie restent profondément divisés sur la manière de mettre en application leur accord sur les armes chimiques; la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU avalisant le pacte a été différée plusieurs fois. Les Etats-Unis insistent pour que la Syrie soit mise face à la menace de «conséquences»

non-spécifiées si elle ne respecte pas ses obligations de désarmement, tandis que la Russie favorise une approche plus consensuelle qui ne comprend aucune menace de recours à la force, ni implicite ni explicite.

Avant la prise de parole d'Obama, le Secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon a pressé le Conseil de sécurité de faire en sorte que le gouvernement syrien «honore pleinement et rapidement» les engagements pris à détruire ses armes chimiques, et lui a demandé de mettre au point une résolution «*applicable*» pour s'assurer que la Syrie s'exécuterait.

Mais Ban Ki-moon a ajouté que le retrait des armes non-conventionnelles ne pouvait être l'unique objectif de la communauté internationale en Syrie. *«Nous pouvons difficilement nous contenter de la destruction des armes chimiques alors que la guerre continue de ravager la Syrie. La grande majorité des massacres et des atrocités a été commise avec des armes conventionnelles»*, s'est-il indigné.

Ban Ki-moon a pressé les combattants syriens et leurs appuis étrangers *«d'arrêter d'alimenter les carnages en Syrie»* et de cesser tous les transferts d'armes aux combattants.

*«La victoire militaire est une illusion. La seule réponse est un accord politique.»*

Le Secrétaire général a également évoqué la possibilité d'envoyer des inspecteurs de l'ONU chargés du respect des droits humains en Syrie, où ils *«pourraient jouer un rôle utile pour dénoncer et empêcher d'autres violations»*.

Obama, quant à lui, a exposé un état des lieux plutôt modeste des *«intérêts cruciaux»* de l'Amérique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: il s'agit de s'opposer à l'agression militaire des partenaires des Etats-Unis dans la région, de protéger les réserves énergétiques mondiales et de faire face à la double menace du terrorisme et de la prolifération nucléaire.

*«Les Etats-Unis d'Amérique sont prêts à utiliser tous les éléments en notre pouvoir, y compris la force des armes, pour protéger ces intérêts cruciaux dans la région. Mais je crois également que ces objectifs peuvent rarement être atteints par le biais d'une action américaine unilatérale –particulièrement militaire. L'Irak nous montre que la démocratie ne peut être imposée par la force. En réalité, le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est de s'allier à la communauté internationale, aux pays et aux peuples de la région.»*

De fait, il a défendu la décision américaine de travailler avec le nouveau régime militaire en Egypte, qui a accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat le 3 juillet dernier et a lancé une campagne de répression sanglante contre son opposition. Obama a prévenu:

*«Notre approche de l'Egypte illustre une question plus vaste: les Etats-Unis travailleront parfois avec des gouvernements qui ne répondent pas aux plus hautes attentes de la communauté internationale, mais qui travaillent à préserver avec nous nos intérêts cruciaux.»*

Le président américain a ajouté qu'il était prêt à collaborer même avec les traditionnels rivaux de l'Amérique, désignant ainsi l'Iran, pour atteindre ses objectifs. Dans son discours qui a eu lieu plusieurs heures avant la prise de parole du président iranien Hassan Rohani devant l'Assemblée générale des Nations unies, Obama a offert des assurances que *«nous ne recherchons pas un changement de régime, et nous respectons le droit du peuple iranien à avoir accès à une énergie nucléaire pacifique. En revanche, nous insistons pour que le gouvernement iranien prenne ses responsabilités en vertu du Traité de non-prolifération nucléaire et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU»*.

*«Nous devrions être capables de parvenir à une résolution qui respecte les droits du peuple iranien, tout en rassurant le monde sur le fait que le programme iranien est pacifique. Pour y parvenir, les paroles de conciliation devront être suivies d'actes transparents et vérifiables.»*

Le même jour, la présidente brésilienne Dilma Rousseff était montée à la tribune de l'ONU pour attaquer à boulets rouges le programme d'espionnage électronique massif supervisé par Obama. Cette surveillance, a-t-elle protesté, constitue une violation des lois internationales et un affront aux alliés de l'Amérique. Obama a cherché à assurer aux dirigeants comme elle qu'il était à l'écoute [sic].

*«Nous avons commencé à réexaminer notre méthode de collecte de renseignements, pour pouvoir équilibrer correctement les inquiétudes de sécurité légitimes de nos citoyens et de nos alliés et les exigences de respect de la vie privée partagées par tous», a répondu Obama. Mais il a continué de défendre les écoutes controversées, affirmant qu'il ne s'agissait que d'un moyen de combattre le terrorisme par une superpuissance qui «n'entend plus être perpétuellement sur le pied de guerre».*

## Un article liberation.fr du 25 septembre 2013

### **Qatar Airways accusée de contrôler la vie privée de ses hôtesse . (26.09)**

La compagnie de Doha imposerait, entre autres, à son personnel féminin de demander son autorisation pour se marier.

Derrière l'uniforme impeccable et le sourire de rigueur, les hôtesse de Qatar Airways, Emirates ou Etihad Airways ont la vie dure. Des salariées sans droits que leur compagnie contrôle jusque dans leur vie privée, à en croire la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF). L'organisation, basée à Londres, entend dénoncer les pratiques de ces compagnies des pays du Golfe, en pleine expansion sur le marché.

«Dissimulation de grossesse»

Selon l'ITF, Qatar Airways impose à son personnel féminin de demander l'autorisation de la compagnie pour se marier. Leur contrat stipule : *«Vous êtes tenue de demander l'autorisation de la compagnie dans le cas où vous souhaitez changer de statut marital et vous marier.»* De même, les employées doivent *«notifier à leur employeur leur grossesse dès le moment où elles en ont elle-même connaissance. L'employeur se réserve le droit de mettre fin au contrat à compter de la date de notification de la grossesse. Toute dissimulation de la grossesse sera considérée comme une rupture de contrat.»* L'organisation évoque aussi un couvre-feu imposé aux femmes et un encouragement à la délation entre employés.

Il est d'autant plus difficile pour ces salariés de se défendre qu'il s'agit pour la grande majorité d'étrangers, travaillant grâce à des visas de travail temporaires, souligne l'organisation syndicale. *«Bien qu'ils soient essentiels à la bonne marche de la compagnie, ils ne disposent d'aucun des droits élémentaires du travail, y compris le droit d'association ou à une convention collective, qui ont cours dans leurs pays d'origine»*, dénonce l'ITF. *«Ces compagnies font fortune sur le dos d'un personnel à qui l'on demande beaucoup et qui, sans défense, est licencié à merci»*, s'indigne son président, Paddy Crumlin.

«Les syndicats rendent les compagnies sous-compétitives»

L'ITF était déjà monté au créneau contre Qatar Airways au printemps, sur le sujet du droit à se syndiquer. Réponse du PDG de la compagnie, Akbar Al Baker, dans une interview au site ArabianBusiness : *«Si vous n'aviez pas les syndicats vous n'auriez pas de tels problèmes de chômage en Occident. Les syndicats rendent les compagnies sous-compétitives et ne font que freiner leur productivité.»*

Qatar Airways dit employer 28 000 salariés. Sollicitée, la compagnie n'a pas encore commenté mais a fait savoir qu'elle diffuserait prochainement un communiqué. Le Qatar est régulièrement accusé de ne pas respecter les travailleurs étrangers. En témoignait encore récemment l'épisode des quatre Français bloqués dans l'émirat, privés de visa de sortie par leurs employeurs.

**Un article atlantico.fr du 25 septembre 2013**

**Qatar : une enquête révèle la présence d'esclaves sur les chantiers de la Coupe du monde 2022.  
(26.09)**

Selon une enquête publiée The Guardian, des dizaines de travailleurs népalais sont morts au Qatar au cours des dernières semaines et des milliers d'autres subissent des conditions de travail épouvantables dans le cadre des préparatifs de la Coupe du monde 2022. Au cours de l'été, on a déploré près d'un mort par jour, dont un grand nombre de jeunes hommes décédés de crises cardiaques soudaines. Selon cette enquête, les conditions dans lesquelles travaillent ces Népalais correspondent à de l'esclavage moderne, selon la définition qu'en fait l'Organisation internationale du Travail.

Les documents obtenus auprès de l'ambassade du Népal à Doha confirment ces informations et indiquent qu'au moins 44 travailleurs sont morts entre le 4 Juin et 8 Août. Plus de la moitié d'entre eux sont morts de crises cardiaques, d'insuffisance cardiaque ou d'un accident du travail. Le Guardian a également obtenu des preuves de travail forcé sur un vaste projet d'infrastructures, révélé que de nombreux travailleurs n'ont pas été payés depuis des mois et retenus pour les empêcher de s'enfuir tandis que d'autres se voient confisquer leur passeport et se voient réduits au statut d'étrangers en situation irrégulière.

L'enquête du Guardian révèle enfin que certains travailleurs se sont vus refuser l'accès à l'eau potable gratuite dans la chaleur du désert. Trente Népalais ont trouvé refuge auprès de leur ambassade à Doha afin d'échapper aux conditions inhumaines de leur emploi. Ces allégations suggèrent l'existence d'une chaîne d'exploitation menant des Népalais pauvres de leur village aux dirigeants qataris. Elles jettent surtout de graves soupçons sur l'organisation de l'un des plus importants événements sportifs de la planète et ajoutent de l'eau au moulin de ceux qui considèrent que le mondial de football n'a pas sa place au Qatar.

Un article [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 25 septembre 2013

### Pourquoi les syndicats sont nuls. (26.09)

**Côté salariés comme côté employeurs, l'efficacité n'est plus au rendez-vous, le dialogue est stérile, la division règne. L'opacité aussi, qui caractérise un financement bancal, source de dérives, comme le démontre le livre de Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *Syndicat. Corruption, dérives, trahisons*, paru chez First. Aujourd'hui, les partenaires sociaux sont des fantômes qui s'agitent sur un théâtre d'ombres.**

Il y a quelques années, une telle journée aurait fait peur : le 10 septembre, quatre syndicats, dont la puissante CGT, appellent à manifester contre la réforme des retraites. Mais, ce mardi-là, les trains et les métros roulent, le défilé est clairsemé, rassemblant des militants plus que des travailleurs. Cette baisse des charges, voilà des années que les patrons en rêvent. Cette fois, ils frappent fort. Ils veulent 100 milliards d'euros d'allégements pour investir et embaucher. Le gouvernement leur promet... d'examiner la question.

Syndicats, patronat, même combat ? Et oui ! L'économie tourne au ralenti, le chômage bat des records, le pouvoir d'achat recule : les uns comme les autres font appel aux vieilles recettes. On ne change pas une méthode qui perd... Il est vrai que les intéressés sont trop occupés par leurs petites affaires internes pour tenter de se renouveler. En l'espace de quelques mois, quatre organisations ont changé de tête, souvent dans la douleur. Les débutants découvrent à la fois leur job et de nouveaux partenaires. Leurs faiblesses n'en sont que plus visibles.

Le pays vieillit, les militants et les adhérents aussi

La première, ancienne, s'aggrave. Les salariés sont de moins en moins nombreux à se syndiquer : 9,8 % en 1991, 7,6 % en 2008, selon l'OCDE. Cette moyenne cache de grosses disparités : d'un côté, des bastions - les fonctionnaires et le secteur public, avec un taux de 15 % ; de l'autre, des déserts syndicaux - les entreprises privées, avec 5 % à peine. Et encore, ce chiffre chute à environ 2 % dans les métiers du commerce ou du BTP.

En apparence, chantre du dialogue social, François Hollande fixe une feuille de route très contraignante au patronat et aux syndicats. Ici, le 20 juin, lors de la Conférence sociale.

Le pays vieillit, les militants et les adhérents aussi. Sur les photos des manifs, beaucoup de têtes masculines et grises : des quinquagénaires, mais aussi des retraités. Leur poids dans les effectifs atteint, par exemple, 15 % des troupes à la CGT. Quand ces baby-boomers arrêteront de renouveler leurs cartes, le choc sera encore plus brutal.

Trop nombreux après une histoire agitée, trop politisés aux yeux des salariés, les syndicats français n'attirent pas. Le pire, c'est qu'ils n'ont pas vraiment intérêt à le faire : chargés de gérer des institutions paritaires (chômage, retraites complémentaires, etc.), ils y trouvent une reconnaissance institutionnelle qui leur fait oublier la faiblesse de leurs effectifs.

Ne pas compter sur eux pour renouveler le débat. Atteints du syndrome de la forteresse assiégée, ils se crispent sur des postures convenues. La CGT est absente du terrain des idées depuis la guerre qui a opposé les aspirants à la succession de Bernard Thibault en 2012. Force ouvrière, qui avait lancé, à la fin de 2011, Forum, une revue trimestrielle de réflexion de très haut niveau, n'en a diffusé que trois numéros avant d'abandonner.

Même la CFDT, pourtant plus imaginative, reconnaît qu'elle a besoin de s'abstraire du quotidien pour se fixer de nouvelles frontières. *"Il nous faut une utopie mobilisatrice. Pas de celles où on ne fait rien tant qu'elle n'est pas atteinte, mais de celles qui donnent un cap pour avancer, même à petits pas"*, estime Laurent Berger, son secrétaire général. Côté patronal, le Medef, qui avait lancé une ambitieuse refondation sociale en 2000, campe aujourd'hui sur son triptyque *"35 heures, baisse des charges, Code du travail"*.

En 2008, pourtant, une réforme a essayé de simplifier le paysage, de muscler ses acteurs. Pour donner de la légitimité aux syndicats, on a mesuré leur audience et fixé un seuil de survie. Avec l'espoir implicite que

certains ne le franchiraient pas. C'est loupé, tous se sont qualifiés. Plus grave, cette réforme de la représentativité favorise la concurrence dans les entreprises, le chacun pour soi. Poussés par les petits nouveaux, comme SUD ou l'Unsa, les anciens se laissent tenter par la surenchère électorale. Les organisations les plus fragiles perdent des équipes entières, qui, pour des querelles de personnes ou par peur de la disparition, passent sous une bannière qui leur paraît plus porteuse.

Il faut bien le dire : tous les délégués ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Peu formés, éloignés de leur activité professionnelle depuis trop longtemps, souvent parce que les patrons ne souhaitent pas les promouvoir, certains élus syndicaux sont davantage préoccupés par leur sort personnel que motivés par l'intérêt collectif.

En France, une absence de culture du compromis, vite assimilée à de la compromission

Une histoire tourmentée, une concurrence exacerbée expliquent cette exception française : une absence de culture du compromis, vite assimilée à de la compromission. La loi remplace donc ce que le dialogue ne produit pas. Elle est souvent complexe et contraignante. Depuis 2007, pourtant, le gouvernement est obligé de proposer aux syndicats et au patronat de négocier tout projet concernant les relations du travail.

L'usage de ce texte est très élastique. Au début de son quinquennat, Nicolas Sarkozy s'en fait le grand défenseur. Il finit pourtant son mandat en dénonçant la *"puissance des corps intermédiaires"*, qui empêchent les réformes et *"confisquent la parole des Français"*. François Hollande semble davantage jouer le jeu, mais fixe une feuille de route aux partenaires sociaux qui ne leur laisse guère de liberté.

Les principaux intéressés sont tout aussi ambivalents. Quand les socialistes sont au pouvoir, le patronat brandit le dialogue social pour éviter des lois gauchisantes. Quand la droite dirige, ce sont les syndicats qui se montrent plus sensibles aux vertus de la négociation. Seule la CFDT reste constante, infatigable militante de la discussion. Elle en pâtit souvent. Ses équipes sont régulièrement chahutées par les plus radicaux, qui les accusent de trahir les salariés en bradant les acquis.

Les contestataires n'ont pas mieux à proposer. La rue ne paie plus. La réforme des retraites de 2010 l'a montré : Nicolas Sarkozy n'a pas reculé, malgré sept manifestations, plusieurs millions de personnes dans toute la France. Trois ans plus tard, la désespérance est toujours là, mais la résignation l'emporte.

Affaiblies, les grandes organisations sont débordées par des mouvements qu'elles contrôlent mal. Et qui dégradent un peu plus encore leur image. Exemple : l'actuel conflit au magasin Sephora des Champs-Élysées. La direction a signé un accord sur le travail de nuit avec le syndicat CFTC de l'entreprise, accord contesté en justice, notamment par la fédération francilienne du commerce de la CFTC..., qui est, elle-même, en conflit avec sa confédération et en partance pour l'Unsa.

Troublant un peu plus la situation, une campagne de publicité est parue dans des grands médias nationaux pour défendre le travail de nuit. Emanant en apparence de salariés, elle est en réalité financée par la direction du magasin.

Chez les patrons, Pigeons, Poussins, Tondus, Plumés... menacent la suprématie du Medef

Chez les patrons, l'exaspération prend la forme d'un poujadisme que Pierre Gattaz a bien senti durant la campagne, et qu'il doit désormais gérer. A la fin des années 1980, les syndicats de salariés ont dû affronter la concurrence des coordinations (celle des infirmières, par exemple). Aujourd'hui, le même phénomène frappe les employeurs. Toutes sortes de bestioles menacent la suprématie, déjà contestée, du Medef.

Les Pigeons, chefs d'entreprise souvent jeunes, attaquent, en septembre 2012, et obtiennent très vite d'un gouvernement terrorisé une modification du régime de la taxation des plus-values de cession. Les Poussins font ensuite entendre la voix des autoentrepreneurs. Les Tondus, les Plumés, les Dupés (Gattaz les a rencontrés le 25 juillet) et même les Autruches relaient la plainte du petit patronat.

Le Medef sait bien que, s'il ne canalise pas cette colère, il entamera sérieusement sa propre légitimité et nourrira le vote Front national. L'inquiétude est similaire chez les syndicats de salariés. *"Le Front national monte dans les entreprises, pas tant parce que ses militants font de l'entrisme, mais tout simplement parce*



*qu'il progresse dans l'ensemble de la population, explique un responsable de confédération. Quand le FN récolte un tiers des voix sur un bassin d'emploi, cette même proportion se retrouve forcément dans les entreprises."*

Les centrales syndicales voient donc approcher les municipales avec inquiétude : que feront-elles si certains de leurs militants figurent sur les listes FN ? Elles commencent à y réfléchir. Le problème s'annonce plus sérieux en mars 2014 qu'il ne le fut lors des cantonales de 2011 : cette fois, Marine Le Pen a décidé de présenter un maximum de candidats. Baromètre de l'incurie des politiques, le score du Front national pourrait aussi être celui de l'inefficacité syndicale.

Commentaire rapide.

L'auteur de cet article est antisyndicat, normal à L'Express, un article bien pourri diront certains et ils auront raison de le souligner, cependant il y figure quelques vérités que vos chers dirigeants s'emploient à camoufler qui nous intéressent en premier lieu dans une perspective opposée au rédacteur de cet article cela va de soi. Notre propos n'est jamais de tirer sur les syndicats, le procès d'intention qu'on nous fait parfois, mais au contraire nous dénonçons la dérive corporatiste, bureaucratique, la gangrène réformiste qui a pourri le syndicalisme, PS et PCF en portent essentiellement la responsabilité, leurs satellites d'extrême gauche et autres ensuite.

Les dirigeants syndicaux étant tous corrompus ou vendus, il est donc facile de tirer sur les syndicats, ce sont eux qui en sont les principaux fossoyeurs. Tous ceux qui refusent de rompre avec eux sont leurs complices et en partagent la responsabilité.



## Un article AFP du 26 septembre 2013

### ONU: Maduro renonce à venir à New York par crainte pour sa vie. (27.09)

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a affirmé mercredi qu'il avait renoncé à venir à New York, où il espérait participer à l'assemblée générale des Nations unies, *"pour préserver son intégrité physique"* et *"sa vie"*, face à des informations révélant des projets de violences contre lui.

M. Maduro a expliqué qu'il avait fait escale à Vancouver - à son retour d'une tournée en Chine - après avoir reçu des informations à propos de *"deux graves provocations"* concernant sa visite aux Etats-Unis, ce qui l'avait décidé à y renoncer.

*"Quand je suis arrivé à Vancouver j'ai évalué les informations directes qui nous parvenaient depuis différentes sources. C'est à ce moment là que j'ai décidé de continuer mon voyage jusqu'à Caracas et de suspendre celui prévu à New York pour atteindre un objectif essentiel (...) qui est de préserver mon intégrité physique, ma vie"*, a-t-il affirmé lors d'une allocution diffusée par toutes les chaînes de télévision du pays.

L'une de ces *"provocations"*, selon M. Maduro, *"était pensée pour affecter mon intégrité physique"* et l'autre *"pouvait provoquer une circonstance de violence à New York"*, a-t-il ajouté. Le président vénézuélien a également affirmé que le gouvernement américain disposait d'informations sur ces provocations dans lesquelles seraient impliqués l'ex-Secrétaire d'Etat américain adjoint pour les Affaires occidentales, Roger Noriega, et l'ancien ambassadeur américain à Caracas, Otto Reich.

*"Le gouvernement américain sait que ces gens sont derrière une activité très dangereuse qui était en préparation à New York. La mafia de Roger Noriega et Otto Reich (...). Ce clan préparait une provocation folle, on ne peut pas la qualifier autrement, terrible"*, a-t-il assuré sans donner toutefois d'autres détails.

M. Maduro avait annoncé plus tôt son arrivée au Venezuela sur son compte Twitter, et indiqué qu'il avait prévu de s'entretenir avec son vice-président Jorge Arreaza et de consacrer sa journée à des questions relatives à l'économie.

Evoquant un *"programme dense"* pour mercredi, il n'a pas évoqué l'annulation de son déplacement à l'Assemblée générale de l'ONU, initialement prévue ce même jour.

Lundi, Caracas avait même demandé à l'ONU des *"garanties"* pour que Nicolas Maduro et sa délégation soient *"respectés"* par les Etats-Unis au moment de venir à l'Assemblée générale de l'ONU, après une polémique sur le survol du territoire américain de l'avion présidentiel.

## Un article publié wikistricke.com du 26 septembre 2013

### 25 faits que vous ignorez peut-être sur la banque fédérale américaine (la FED). (27.09)

La FED avait expliqué il n'y a pas si longtemps que cela qu'elle songeait à réduire les QE et donc, le montant des injections monétaires dans l'économie américaine pour ne pas qu'elle s'effondre, impensable dans la réalité puisque l'Amérique n'est plus qu'une junkie qui ne sait plus vivre sans sa dose. Quand à cette « *banque fédérale* », elle ne l'est que de nom puisqu'il s'agit plus d'une trahison au peuple américain et aux pères fondateurs qu'autre chose, ils avaient fuit l'Angleterre justement pour échapper à un système bancaire centralisé...

Une chose à noter, il y a beaucoup de similarités entre ces faits rapportés ci-dessous, et la situation de la France au niveau de sa dette, un hasard? Quand il s'agit d'argent, il n'y a plus de hasard, et l'arnaque dure depuis des décennies sans que personne ne fasse rien de concret.

Nous sommes du coup dans une chaîne de Ponzi comme il n'y en a jamais eue jusqu'à présent, et lorsque les dominos les plus visibles tomberont (puisque les autres tombent chaque jour dans un silence plus ou moins étouffé par les médias), alors cela sera la fin d'un système et le krach financier que tout le monde redoute.

Maintenant, voici 25 faits sur la FED que tout le monde devrait savoir pour bien comprendre l'ampleur du problème:

1- La plus grande période de croissance économique dans l'histoire américaine était quand il n'y avait pas de banque centrale .

2- Les Etats-Unis n'ont jamais eu de problème d'inflation jusqu'à ce que la Réserve fédérale ait été créée . Au siècle avant que la Réserve fédérale ne soit créée, le taux d'inflation annuel moyen était d'environ 0,5%. Au cours du siècle depuis que la Réserve fédérale a été créée, le taux d'inflation annuel moyen est d'environ 3,5% , et il serait encore plus élevé n'avaient pas été si grossièrement manipulés .

3- Même en utilisant les chiffres officiels, la valeur du dollar américain a baissé de plus de 95% depuis que la Réserve fédérale ait été créée il y a près de 100 ans.

4- Le rassemblement secret de Novembre 1910 à Jekyll Island, en Géorgie, au cours duquel le plan de la Réserve fédérale, a été ébauché a été suivi par le sénateur américain Nelson W. Aldrich, secrétaire adjoint du Département du Trésor AP Andrews et une foule de représentants de la crème des crèmes de l'établissement bancaire de Wall Street.

5- En 1913, le Congrès a promis que si le Federal Reserve Act était adopté, il aurait pour but d'éliminer le cycle économique .

6- Le texte qui suit provient directement de l'énoncé de mission officiel de la Fed : « *Pour doter la nation d'un système monétaire et financier plus sûr, plus souple et plus stable au fil des ans, son rôle dans le secteur bancaire et l'économie a augmenté.* ».

7- ce n'était pas un hasard si un impôt sur le revenu permanent a également été introduit la même année de l'établissement de la Réserve fédérale. L'idée était de transférer la richesse de nos poches pour le gouvernement fédéral et du gouvernement fédéral pour les banquiers.

8- Dans les 20 années qui suivirent la création de la Réserve fédérale, l'économie américaine a plongé dans la Grande Dépression.

9- Croyez-le si vous le voulez mais il y a eu 10 récessions économiques différentes depuis 1950. La Réserve fédérale a créé la « *bulle Internet* », la Réserve fédérale a créé la « *bulle immobilière* » et maintenant elle a créé la plus grande bulle obligataire de l'histoire de la planète.

10- Selon un rapport officiel du gouvernement, la Réserve fédérale a fait 16 100 000 000 000 dollars (16 mille milliards) de prêts secrets aux grandes banques au cours de la dernière crise financière. Ce qui suit est une liste des bénéficiaires des prêts qui a été copiée directement à partir de la page 131 du rapport ...

Citigroup – \$ 2 513 000 000 000  
Morgan Stanley – \$ 2 041 000 000 000  
Merrill Lynch – \$ 1 949 000 000 000  
Bank of America – \$ 1 344 000 000 000  
Barclays PLC – 868 000 000 000 \$  
Bear Sterns – 853 milliards de dollars  
Goldman Sachs – 814 000 000 000 \$  
Royal Bank of Scotland – 541 000 000 000 \$  
JP Morgan Chase – 391 milliards de dollars  
Deutsche Bank – \$ 354 milliards  
UBS – 287 milliards \$  
Credit Suisse – 262 milliards \$  
Lehman Brothers – 183 milliards de dollars  
Bank of Scotland – 181 milliards de dollars  
BNP Paribas – 175 milliards de dollars  
Wells Fargo – 159 milliards de dollars  
Dexia – 159 milliards de dollars  
Wachovia – 142 milliards de dollars  
Dresdner Bank – 135 milliards de dollars  
Société Générale – 124 milliards de dollars  
«Tous les autres emprunteurs » – \$ 2 639 000 000 000

11- La Réserve fédérale a également prêté aux grandes banques 659 400 000 \$ en honoraires pour les aider à « gérer » ces prêts secrets.

12- La Réserve fédérale a créé environ 2,75 trillions de dollars à partir de rien et les a injecté dans le système financier au cours des cinq dernières années. Cela a permis au marché boursier de s'envoler vers des sommets sans précédent, mais elle a aussi causé de nombreux dégâts à notre système financier devenu extrêmement instable.

13- On nous a dit que le but de l'assouplissement quantitatif est d'aider à « *stimuler l'économie* », mais aujourd'hui, la Réserve fédérale est en train de payer les grandes banques pour ne pas prêter 1,8 billion de dollars situés dans des «*réserves excédentaires*» situées à la Fed .

14- L'assouplissement quantitatif favorise majoritairement les très riches. Même Barack Obama a admis que 95% des gains de revenus depuis qu'il est président sont allés à 1% des titulaires de revenus.

15- L'écart entre les 1% des plus riches et le reste du pays est désormais le plus grand qu'il a été depuis les années 1920 .

16- La Réserve fédérale a soutenu avec véhémence devant la cour fédérale qu'il n'est « *pas une agence* » du gouvernement fédéral et n'est donc qu'il n'est pas soumis à la loi sur la liberté de l'information.

17- La Réserve fédérale admet ouvertement que les 12 banques régionales de la Réserve fédérale sont organisées « *exactement comme les sociétés privées* » .

18- Les réserve régionales des banques fédérales font des émission d'actions aux «*banques membres* » qui en sont propriétaires.

19- Le système de la Réserve fédérale favorise grandement les grandes banques. En 1970, les cinq plus grandes banques américaines possédaient 17 pour cent de l'ensemble des actifs du secteur bancaire aux États-Unis. Aujourd'hui, les cinq plus grandes banques américaines détiennent 52 pour cent de l'ensemble des actifs du secteur bancaire aux États-Unis.

20- La Réserve fédérale est censée «réguler» les grandes banques, mais elle n'a rien fait pour arrêter la bulle des dérivés des taux d'intérêt du dollars qui n'a cessé de gonfler et qui pourrait dévaster complètement notre système financier en entier.

21- La Réserve fédérale a été conçue pour être une machine de dette perpétuelle. Les banquiers l'ont conçue pour qu'elle soit destinée à piéger le gouvernement américain dans une spirale d'endettement perpétuel d'où il ne pourrait peut-être jamais en réchapper. Depuis que la Réserve fédérale a été créée il y a environ 100 ans, la dette nationale américaine a été multipliée par 50.

22- Le gouvernement américain va dépenser plus de 400 milliards de dollars sur les intérêts sur la dette nationale cette année.

23- Si le taux d'intérêt moyen sur la dette du gouvernement américain s'élève à seulement 6% (et il a été beaucoup plus élevé que dans le passé), nous paieront plus d'un billion de dollars par année uniquement en intérêts sur la dette nationale .

24- Selon l'article I, section 8 de la Constitution américaine , le Congrès américain est celui qui est censé avoir le pouvoir de « *battre monnaie, d'en déterminer la valeur de celle-ci ainsi que de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures* ». Donc à quoi sert exactement la FED?

25- Il ya beaucoup de systèmes financiers alternatifs possibles, mais à ce stade les 187 pays appartiennent au FMI. Sommes-nous censés croire que c'est juste une sorte de coïncidence bizarre?

Source: The economic collapse blog

**Un article lemonde.fr du 26 septembre 2013**

**L'Inde dans le viseur de la NSA, selon de nouveaux documents secrets. (27.09)**

Le quotidien indien The Hindu, s'appuyant sur de nouveaux documents fournis par Edward Snowden, révèle que l'Inde, allié des Etats-Unis, a fait l'objet d'une surveillance intensive, malgré les affirmations contraires de responsables américains.

The Hindu affirme ainsi que la NSA a intercepté des communications liées à des enjeux cruciaux pour l'Inde, à savoir le nucléaire, le domaine spatial et la politique. L'agence, ainsi que les autorités indiennes, avait précédemment nié s'intéresser à de tels sujets, affirmant se concentrer sur le terrorisme, explique The Hindu. Cela n'a pas empêché des courriels, des messages textes et des conversations téléphoniques d'être interceptés, selon le journal.

*"Cela signifie qu'ils écoutent ce que nos hommes politiques, nos bureaucrates et nos scientifiques communiquent entre eux en temps réel",* affirme un membre des renseignements indiens sous couvert d'anonymat.

*"Si les Américains écoutent nos hommes politiques, écoutent les téléphones ou lisent les courriels de ceux qui gèrent les programmes nucléaires et spatiaux, ils peuvent obtenir un énorme avantage sur nous dans toutes les négociations économiques et diplomatiques. Avant même d'arriver à la table des négociations, ils savent ce que nous allons y présenter. Ce n'est pas simplement une violation de notre souveraineté, c'est une intrusion complète dans notre processus de décision",* a réagi un haut responsable du ministère de l'intérieur indien.

Sur la base d'un autre document, The Hindu a également révélé que les réseaux informatiques de la représentation indienne à l'ONU ainsi que de son ambassade à Washington avaient été pénétrés par la NSA, qui y a inséré des mouchards. Selon The Hindu, la diplomatie indienne figurait dans une liste de pays, comportant des alliés européens des Etats-Unis, particulièrement ciblés par l'espionnage américain.

Selon ce document, des outils permettant la copie des disques durs, le visionnage des images sur les écrans d'ordinateurs, voire même l'écoute des conversations se tenant dans les bâtiments diplomatiques indiens ont été mis en place. Les documents n'offrent cependant aucune indication sur la quantité ou la nature exacte des données collectées par les Américains.

Ces nouvelles révélations posent de nouveau la question des véritables priorités de la NSA, et surtout de l'étendue de la surveillance de pays généralement considérés comme des amis des Etats-Unis, occidentaux y compris. L'Inde est ainsi listée parmi les pays cibles aux côtés de pays *"considéré comme des ennemis"* des Etats-Unis, souligne The Hindu.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 28 septembre 2013

### Berlusconi replonge l'Italie dans la crise politique. (29.09)

Silvio Berlusconi a replongé l'Italie dans la crise politique en provoquant, samedi 28 septembre, la démission des ministres appartenant à sa formation, le Peuple de la liberté (PDL), faisant éclater un gouvernement de coalition mis en place dans la douleur il y a cinq mois.

Obéissant à la consigne du "*Cavaliere*", les cinq ministres du PDL (centre-droit) ont fait savoir qu'ils jugeaient "*inacceptable*" et "*irrecevable*" "*l'ultimatum*" du président du Conseil, Enrico Letta. Ce dernier, excédé par la fronde constante du PDL, avait annoncé la veille qu'il demanderait la confiance du parlement afin de "*clarifier*" le soutien du centre-droit à son gouvernement, et avait gelé dans l'intervalle toutes les décisions du gouvernement.

Menacé d'être exclu du Sénat après sa condamnation pour fraude fiscale, M. Berlusconi a accusé le président du Conseil d'avoir trahi le "*pacte de coalition*" unissant le PDL et le Parti démocrate (centre gauche) du premier ministre. M. Letta a dénoncé en retour un "*geste fou et irresponsable, entièrement destiné à protéger les intérêts personnels*" du "*Cavaliere*".

Depuis des semaines, les partisans de Silvio Berlusconi font monter la pression pour tenter d'éviter sa probable destitution de son poste de sénateur, après sa condamnation définitive le 1er août à quatre ans de prison – réduits à un an – pour fraude fiscale. Jeudi, les parlementaires du PDL avaient menacé de démissionner en bloc pour protester contre le vote d'une commission du Sénat vendredi prochain, qui doit se prononcer sur une éventuelle déchéance du "*Cavaliere*".

C'est dans ce climat délétère qu'Enrico Letta, rentré précipitamment de New York pour affronter la crise politique, avait convoqué un conseil des ministres vendredi. Son but : obtenir des ministres PDL qu'ils entérinent des mesures budgétaires, parmi lesquelles un relèvement du taux de TVA de 21 à 22 %, qui devait entrer en vigueur au 1er octobre. Mais les ministres du PDL ont maintenu leur opposition. Pourtant, aucune décision politique n'a été prise en raison de la tension politique, et l'augmentation de la TVA devait quand même être appliquée dès mardi.

Samedi, le *Cavaliere* a invité les ministres de son parti à "*ne pas se rendre complices d'une nouvelle vexation imposée par la gauche aux Italiens*". "*La décision adoptée hier par le président du Conseil de geler l'action du gouvernement (...) est une grave violation du pacte de gouvernement*", a-t-il argumenté. Ce à quoi Enrico Letta a immédiatement riposté que Silvio Berlusconi avait proféré "un énorme mensonge" et "*utilisait la TVA comme alibi*" pour couvrir ses problèmes personnels. "*Chacun au parlement assumera sa propre responsabilité devant le pays*", a-t-il asséné.

Le monde politique italien va donc, une nouvelle fois, entrer dans une phase de tractations pour chercher une nouvelle majorité parlementaire prête à soutenir un autre gouvernement, afin d'éviter de renvoyer les électeurs devant les urnes, sept mois après les dernières législatives. Les jeux politiques sont ouverts et incertains : M. Letta pourrait tenter de former un deuxième gouvernement en comptant sur des défections diverses et des soutiens dans les formations à gauche de l'échiquier politique. Un retour des ministres PDL semble en tout cas improbable.

Certains dans l'opposition, comme Beppe Grillo, l'ancien comique qui dirige le mouvement anti-partis "*Cinq étoiles*", n'ont pas tardé à demander de nouvelles élections anticipées. Mais les derniers sondages donnent les deux grands blocs au coude à coude au parlement, et de nouvelles législatives risqueraient fort, étant donné le mode de scrutin italien, de se solder par une impasse politique. Le président Giorgio Napolitano, dont le rôle sera essentiel pour donner des indications de sortie de crise, a exprimé sa réticence. "*Nous avons besoin d'un parlement qui débattenne et travaille, et non qui soit dissous en permanence. Nous avons besoin de continuité*", a-t-il estimé, quelques heures avant la démission des ministres.

Le FMI avait fermement mis en garde l'Italie, vendredi, contre les tensions au sein de sa majorité, qui font peser "*un grand risque*" pour sa croissance. A la tête depuis cinq mois d'un cabinet de coalition de centre droit et de centre gauche, Enrico Letta a déjà éprouvé les pires difficultés à faire adopter les réformes nécessaires au pays pour mettre fin à deux ans de récession, une décennie de léthargie économique, une dette publique de 2 000 milliards d'euros et un taux de chômage des jeunes atteignant les 40 %.

Un article [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 30 septembre 2013

### Israël : la France sacrifie une diplomate. (01.10)

**Marion Fesneau-Castaing devra quitter son poste à Jérusalem pour avoir frappé un soldat israélien, après avoir été malmenée lors d'une opération humanitaire.**

Entre le respect du droit international et la préservation de ses bonnes relations avec Israël, la France a tranché. Et c'est à une diplomate française d'en faire les frais. Le 20 septembre dernier, Marion Fesneau-Castaing est tirée de force d'un camion et plaquée au sol par des soldats de Tsahal. La Française, attachée humanitaire du consulat général de Jérusalem, fait partie d'un groupe de diplomates européens accompagnant un convoi humanitaire dans la vallée du Jourdain, à l'est de la Cisjordanie.

Par leur présence, ils comptent protéger une équipe de militants d'ONG et de Palestiniens locaux, venus distribuer des vivres et des tentes à des Bédouins de Makhoul, sans domicile après avoir vu leurs habitations détruites sur décision de la Cour suprême israélienne. Comme 90 % de la vallée du Jourdain, le village de Makhoul se trouve en zone C, sous contrôle total de l'armée israélienne. Ce territoire, qui représente 62 % des Territoires palestiniens, demeure sous l'autorité exclusive d'une administration civile israélienne depuis les accords d'Oslo II (1995, NDLR), dans l'attente de son transfert à un hypothétique État palestinien.

#### Destructions

En tant que puissance "*occupante*", l'État hébreu est censé, en vertu du droit international humanitaire, assurer les besoins fondamentaux des "*occupés*", c'est-à-dire des 150 000 civils palestiniens. Israël, qui s'est approprié 70 % de l'espace pour ses besoins militaires, favorise dans les 30 % de territoire restant le développement des colonies juives. 300 000 colons y vivent aujourd'hui au mépris du droit international. Quant aux Palestiniens, ils se voient refuser 90 % de leurs demandes de permis de construire dans la zone. Refusant d'être expulsés, les locaux ont recours aux constructions illégales.

Financées en partie par l'Union européenne, ces installations de fortunes comprennent, outre les habitations, des citernes à eau, des systèmes électriques ou des panneaux solaires. Mais ces projets n'obtenant pas non plus de permis israéliens, ils sont de fait frappés par des ordres de démolition. Depuis début 2013, Israël a détruit 524 structures appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est, provoquant le déplacement de 862 personnes, selon les statistiques du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) de l'ONU. Les 120 Palestiniens de Makhoul en font partie. Le 16 septembre dernier, l'armée israélienne a démoli une cinquantaine de structures, dont une dizaine d'habitations leur appartenant, avant de décréter le site "*zone militaire fermée*". Le convoi humanitaire comptait ainsi leur apporter l'aide nécessaire afin qu'ils puissent rester sur place.

#### Droit international

Mais la protection diplomatique n'a pas suffi. Le véhicule est bloqué de force par les militaires israéliens qui confisquent les tentes. Les diplomates s'interposent. "*Ils m'ont éjectée du camion et forcée à rester au sol, sans considération pour mon immunité diplomatique*", s'est insurgée auprès de l'agence Reuters Marion Fesneau-Castaing. "*Voilà comment le droit international est respecté ici*", a ajouté la diplomate, décrite comme une personne "*de caractère*". "*C'est choquant et révoltant*", a renchéri un autre diplomate européen qui a requis l'anonymat. "*Nous allons en référer à nos gouvernements respectifs*." Très vite, la photo de la diplomate à terre fait le tour du Web.



## Un article AFP du 1er octobre 2013

### Faim et pauvreté dans le monde. Juste une statistique. (02.10)

(Le titre de l'AFP : *La faim dans le monde recule de pair avec la pauvreté*)

La lutte contre la faim a marqué des progrès spectaculaires depuis 20 ans accompagnant le recul de la pauvreté, mais une personne sur huit reste aujourd'hui sous-alimentée dans le monde, essentiellement en Afrique et Asie du Sud, selon la FAO.

Au total sur deux décennies, entre 1990-92 et 2011-2013, le nombre d'affamés est passé de 24% à 14% de la population mondiale, selon le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI 2013), présenté mardi par l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à son siège romain.

Pour la FAO, les Objectifs du Millénaire adoptés en 2000, qui visent à réduire de moitié la faim dans les pays en développement d'ici 2015, peuvent encore être atteints et sont déjà en passe de l'être en Asie.

Néanmoins, 842 millions de personnes ont encore souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013, contre 868 millions en 2010-2012 (soit une réduction de 3%).

Selon les agences de l'Onu, qui mettent en rapport leur chiffre avec la population mondiale, 12% d'entre elle ne mangent pas à leur faim, contre 17% en 1990-1992.

L'Afrique reste le continent le plus affecté avec plus de 21% de la population qui a faim, en particulier en Afrique sub-saharienne "*qui accuse le niveau de sous-alimentation le plus élevé*" de la planète et compte 223 millions de personnes affamées de façon chronique.

La grande majorité des personnes qui souffrent de la faim, soit 827 millions d'entre elles, vivent dans des pays en voie de développement, notamment Asie du Sud, où elles sont le plus nombreuses, et en Afrique, dont un habitant sur cinq ne mange pas à sa faim.

Au total, près de 60% des personnes sous-alimentées se trouvent toujours en Asie du Sud (295 millions) et en Afrique sub-saharienne, mais même dans cette région, la part de la population sous-alimentée a fortement diminué sur les deux dernières décennies, passant de près d'un tiers à moins d'un quart de la population totale.

Simultanément, la plupart des pays asiatiques "*ont enregistré une réduction importante à la fois du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées*", notamment en Asie du Sud-Est où la prévalence de la sous-alimentation a baissé en vingt ans de 31 à 10,7%.

L'amélioration de l'accès à la nourriture va de pair avec le recul de la pauvreté (moins d'1,25 dollar par jour), passée statistiquement entre 1990 et 2008 de 47% à 24 % dans l'ensemble des régions en développement, explique la FAO.

Mais plus les pays sont dépendants des importations de denrées de base, telles les céréales, plus "l'accès économique aux aliments est en dents de scie" résume-t-elle. Même si, c'est une surprise, la flambée des cours des céréales sur le marché mondial en 2010-2012 a finalement eu moins d'impact que redouté sur les prix à la consommation.

Ceci s'explique par une combinaison d'autres facteurs qui déterminent les prix, selon la FAO, notamment les coûts de transport (particulièrement bas en 2012 pour le fret maritime mondial), de transformation et les éventuelles subventions aux prix publics.

La FAO relève quand même l'exception notable de l'Afrique de l'Est et de "*certaines pays importateurs à faibles revenus*", où les consommateurs ont été exposés frontalement aux yoyos du marché international. "*Notamment les consommateurs les plus pauvres qui consacrent plus de 75% de leurs dépenses à la nourriture*".



*"Sur les 20 dernières années", considère le FAO, "la disponibilité en nourriture a crû plus vite que la population des pays en développement".*

D'où la baisse du nombre des mal nourris mais aussi l'amélioration du régime alimentaire moyen, indique l'agence de l'ONU qui souligne *"la baisse de la part des céréales, des racines et des tubercules"* au profit des fruits, des légumes, des produits d'origine animale et des oléagineux, *"qui ont respectivement augmenté de 90%, 70 et 32%"* insiste-t-elle.

*"Seules l'Afrique et l'Asie du Sud n'ont pas bénéficié pleinement de cette évolution"*, leurs régimes respectifs restant dépendants des céréales et tubéreux.

La FAO rapproche encore la bataille de la faim de celle de l'eau: alors que des progrès significatifs ont été faits dans l'accès à l'eau depuis 20 ans estime-t-elle, avec 12% de la population mondiale *"privée d'accès adéquat à l'eau potable"* en 2010 contre 24% en 1990, seuls 61% des habitants d'Afrique sub-saharienne *"ont accès à une fourniture en eau améliorée, contre 90% en Afrique du Nord, en Amérique Latine et dans la plupart des pays d'Asie"*.

## Un article AFP du 1er octobre 2013

### La croissance ne profite toujours pas aux Africains pauvres. (02.10)

La croissance économique spectaculaire de l'Afrique laisse toujours de côté près la moitié des habitants du continent, qui continuent à vivre dans l'extrême pauvreté, selon un sondage conduit dans 34 pays et publié mardi à Johannesburg.

L'économie africaine devrait croître en moyenne de près de 5% cette année, mais *"satisfaire les besoins de base quotidiens reste un défi majeur pour la majorité des Africains"*, a commenté Afrobaromètre, dont des agents locaux ont interrogé plus de 51.000 personnes entre octobre 2011 et juin 2013. Les résultats de ce vaste sondage confirment des études publiées ces derniers mois, notamment par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), selon lesquelles les impressionnants taux de croissance enregistrés dans de nombreux pays africains depuis quelques années n'ont pas permis de faire reculer la pauvreté de façon significative.

Et l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a encore rappelé mardi que la faim recule de pair avec la pauvreté dans le monde, notant que 21% de la population du continent a faim, l'Afrique subsaharienne accusant *"le niveau de sous-alimentation le plus élevé"* de la planète avec 223 millions de personnes affamées de façon chronique.

Afrobaromètre constate que de nombreux Africains manquent toujours d'eau et de nourriture, n'ont pas un accès suffisant aux soins et sont souvent à court d'argent: la moitié des personnes interrogées ont dit qu'elles manquaient de temps en temps de vivres, d'eau potable ou de médicaments.

Une personne interrogée sur cinq dit être confrontée à des pénuries fréquentes. L'Afrique de l'Ouest et de l'Est sont les plus touchées, tandis que les Nord-Africains en ont signalé le moins.

Les plus hauts niveaux de pauvreté ont été mesurés au Burundi, en Guinée, au Niger, au Sénégal et au Togo, tandis que l'Algérie et Maurice sont les moins affectés.

*"Soit la croissance économique n'est pas retombée sur les citoyens ordinaires pour se traduire par une réduction de la pauvreté ... (soit) il y a lieu de se demander si les taux de croissance rapportés sont effectivement réalisés"*, 53% des Africains estimant que la situation économique de leur pays est mauvaise, s'interroge Afrobaromètre.

Et la tendance est à la stabilité, selon l'enquête: 32% des personnes interrogées disent que leurs conditions de vie se sont améliorées dans les douze mois précédents contre 33% qui ont vu une détérioration, les 34% restants n'ayant constaté aucun changement.

Les gens les plus pauvres habitent dans les zones où les gouvernements n'ont pas construit d'infrastructures de base: *"Les données montrent des corrélations significatives entre l'accès aux réseaux électriques, de canalisations d'eau et d'autres services de base et les plus forts niveaux de pauvreté vécue"*, constate Afrobaromètre, qui ajoute que le faible niveau d'instruction a également une grande influence sur la pauvreté.

*"La pauvreté a baissé très, très légèrement"*, constate quand même Robert Mattes, l'un des responsables d'Afrobaromètre qui dirige le centre de recherche sur la démocratie en Afrique à l'Université du Cap (UCT).

Il constate notamment des améliorations au Cap Vert, au Ghana, au Malawi et en Zambie.

La situation s'est aussi nettement améliorée au Zimbabwe, ce qu'Afrobaromètre a attribué au *"dividende de la paix"* apportée par la formation d'un gouvernement d'union nationale entre 2009 et 2013, après une décennie de troubles politiques et de difficultés économiques.

A contrario, la pauvreté a progressé en Afrique du Sud, au Botswana, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie.

Les chercheurs d'Afrobaromètre exhortent en conséquence les gouvernements du continent à porter leurs efforts sur la réduction de la pauvreté plutôt que de se focaliser simplement sur la croissance de leurs économies.

*"Les investissements dans l'éducation et les infrastructures peuvent être l'un des moyens les plus efficaces pour que les gains économiques atteignent les citoyens les plus pauvres du continent", écrivent-ils dans leur rapport.*

## Un article Reuters et AFP du 3 octobre 2013

### François Hollande fait l'éloge de la Ve République. (04.10)

François Hollande a fait jeudi l'éloge de la Constitution de la Ve République, réaffirmant le pouvoir de stabilité, d'adaptation et de rassemblement de ce texte fondateur né il y a 55 ans sous les critiques de François Mitterrand, le mentor du président.

Devant plus de 200 ministres, ex-ministres et chefs de gouvernement réunis sous les ors du Conseil constitutionnel, le chef de l'Etat a salué la *"plasticité"* d'un texte qui a été *"capable d'évoluer"* et qui *"a été révisé 25 fois depuis 1958"*. *"La Constitution est le socle des valeurs fondamentales d'hier, d'aujourd'hui et de demain"*, a-t-il encore estimé.

(Traduisons : La Constitution inscrit dans le marbre les rapports entre les classes qui sont favorables la classe dominante des exploiters. La Constitution fournit le cadre institutionnel qui sert de garant au respect de la propriété privée des moyens de production. C'est elle et elle seulement qui fournit une légitimité juridique au capitalisme que rien ni personne ne peut justifier autrement, pour cette raison elle doit être abrogée. - ndlr)

Rédigé sous l'impulsion de Charles de Gaulle au lendemain de la Guerre d'Algérie, c'est un texte grâce auquel *"la constance l'a emporté sur la circonstance"*, qui *"a duré au-delà du contexte"*, surmontant crises et autres cohabitations.

(Ainsi, elle est foncièrement antidémocratique, car quelle que soit l'évolution des rapports entre les classes dans le pays, elle demeure en place, elle ne peut qu'incarner les intérêts de la classe des exploiters. Pour qu'il en soit autrement, il faut l'abolir. ndlr).

Il a été *"servi par ceux-là qui l'avaient le plus contesté"*, a encore souligné François Hollande, en référence à François Mitterrand qui l'avait qualifié de *"coup d'Etat permanent"* en raison du pouvoir énorme qu'il accorde au président.

(La Constitution est Bonapartiste puisqu'elle accorde au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels sans que personne ne puisse contester ses décisions, même celle d'entrer en guerre contre un autre pays. C'est ainsi que bien des dictateurs nous envient cette Constitution, c'est la plus despotique sur le continent européen. - ndlr)

Devant des élus de tous bords politiques, le président a solennellement rappelé que la Constitution n'est jamais aussi précieuse qu'au moment où *"la France a besoin de se rassembler"*.

*"Encore aujourd'hui, la France a besoin de se rassembler sur l'essentiel. Elle se divise sur suffisamment de sujets pour revenir à l'essentiel. Et l'essentiel, en ces moments, ce sont nos valeurs, ce sont nos principes, ce sont nos institutions, en un mot c'est la République"*, a conclu le président.

(Que Hollande et le PS partagent les mêmes valeurs et principes que l'UMP est naturel. Il est bien de droite. - ndlr)

Il a souligné au passage qu'il n'avait *"jamais été favorable à une VIe République"*, ardemment défendue notamment par son ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. *"Je n'ai jamais pensé qu'il serait possible d'en terminer avec l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Les Français y sont légitimement attachés"*, a-t-il fait valoir.

(Parole de chef de guerre. Il a raison, la population est toujours aussi arriérée sur le plan politique. - ndlr)

François Hollande s'est posé en garant d'une Constitution sur laquelle s'est fondée l'élection et l'action de sept présidents de la République, 19 Premiers ministres et 579 ministres depuis 1958.

*"En réunissant des ministres et anciens ministres qui ont servi sous la Ve République vous avez voulu démontrer une seule chose, c'est qu'au-delà de la diversité des personnalités, nos institutions ont permis aux*

*principales formations politiques républicaines de servir chacune à leur tour notre pays*", a déclaré le chef de l'Etat.

(La réaction en famille au grand complet, quoi. - ndlr)

M. Hollande a rendu hommage au président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, pour avoir pris *"l'initiative exceptionnelle"* d'une telle célébration.

S'exprimant avant lui, l'actuel président du Conseil constitutionnel, l'UMP Jean-Louis Debré, avait invité le chef de l'Etat à *"veiller sur notre Constitution"* en résistant *"au réflexe bien français de vouloir toujours (la) modifier"*.

Aucun des anciens chefs d'Etat vivants, membres de droit du Conseil constitutionnel -Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing- n'était présent jeudi, à la différence de nombres de figures politiques.

Dans un rassemblement aussi rare qu'insolite, on vit le ministre de l'Economie Pierre Moscovici s'entretenir avec l'ancien Premier ministre Edouard Balladur ou le président de l'UMP Jean-François Copé arriver en même temps que le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls.

## Un article Lexpansion.com du 3 octobre 2013

### Et si Karl Marx revenait? (04.10)

Par Raphaël Didier, économiste, auteur du "Dictionnaire révolté d'économie" (Bréal)

Si Karl Marx, mort un an avant que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 n'autorise à nouveau les syndicats ouvriers, revenait parmi nous, il serait surpris de voir que le capitalisme existe toujours, lui qui pensait que ses contradictions conduiraient à terme à sa disparition. Mais il serait surtout ravi d'apprendre que les théories qu'il a développées - notamment dans son oeuvre majeure, *Le Capital* - n'ont pas perdu de leur pertinence pour expliquer les crises du mode de production capitaliste, caractérisé essentiellement par la propriété privée des moyens de production.

En effet, la force de travail que les salariés mettent à la disposition des employeurs continue d'être exploitée, à ceci près qu'elle ne débouche plus sur une lutte des classes mais sur une lutte des places. Désormais, l'armée de réserve constituée des 26,5 millions de chômeurs en Europe, dont plus de 3 millions en France, exerce une pression à la baisse sur les salaires et conduit à une concurrence accrue entre les salariés pour obtenir les rares emplois disponibles.

D'où une dégradation des conditions de travail et le développement de la précarité : en 2010, par exemple, on compte entre 1 et 2 millions de travailleurs pauvres en France, selon les définitions, en raison certes de la faiblesse des salaires, mais aussi du fractionnement de l'emploi et de la multiplication des contrats précaires. Au reste, le recours massif à l'intérim, présenté comme indispensable à la survie des entreprises, rappellerait à Marx le temps des ouvriers journaliers... L'aliénation des travailleurs est donc toujours d'actualité !

La force de travail des salariés continue d'être exploitée. Elle ne débouche plus sur une lutte des classes mais sur une lutte des places.

La paupérisation des salariés aurait dû conduire à une baisse tendancielle du taux de profit des entreprises, selon l'économiste. Or les profits, mesurés à l'aune du retour sur fonds propres (ROE, return on equity), ont atteint des niveaux extravagants avant la crise de 2007, le seuil de 15 % étant souvent considéré comme la norme minimale. Cela traduit le pouvoir acquis par les investisseurs depuis le début des années 1980, au détriment des salariés mais aussi des entreprises : comment pourraient-elles dégager de telles rentabilités sur le long terme lorsque l'économie du pays ne croît que faiblement ?

Arrivés au bout de cette logique de prédation de l'entreprise, et ne pouvant guère compter sur un hypothétique progrès technique, les investisseurs exigent dorénavant un approfondissement de la division internationale du travail, dont Marx avait compris qu'elle accroîtrait l'exploitation des travailleurs (des pays périphériques) tout en favorisant les gains de productivité. Il suffit pour s'en convaincre de voir les conditions effroyables dans lesquelles sont fabriqués en Chine ou au Bangladesh des produits de grandes marques qui seront ensuite vendus très cher dans les pays riches.

Finalement, le capitalisme n'est pas mort, mais il vole de crise en crise. Si au temps de Marx les faillites et la baisse des salaires créaient les conditions d'une reprise jusqu'à la prochaine crise, essentiellement de surproduction, force est de constater que les crises actuelles deviennent de plus en plus fréquentes et de grande ampleur, sans solution simple pour en sortir. Après l'explosion de la bulle Internet du début des années 2000, la crise des subprimes, en 2007, a démontré que le système capitaliste est devenu à ce point instable qu'un problème lié à un petit compartiment financier aux Etats-Unis peut désormais se transformer en crise mondiale.

## Un article AFP du 7 octobre 2013

### L'internet des objets pèsera 1.900 milliards de dollars d'ici 2020. (08.10)

Les objets connectés ("*internet des objets*") devraient ajouter quelque 1.900 milliards de dollars de valeur à l'économie mondiale à l'horizon 2020, selon des estimations du cabinet américain de recherche Gartner publiées lundi.

A cette date, jusqu'à 30 milliards d'appareils et d'objets seront connectés à internet avec leur propre adresse IP, quand ils n'étaient que 2,5 milliards en 2009, souligne le cabinet.

A l'époque, il s'agissait essentiellement de téléphones portables et de PC, précise Gartner.

Des fabricants commencent toutefois à présenter désormais des montres, des lunettes, ou de l'électroménager intelligents, et selon le cabinet, la gamme d'objets concernés va aller en s'élargissant.

*"La puissance informatique sera bon marché et cachée. Nous ne saurons pas qu'elle sera là; elle sera dans nos bijoux et dans nos vêtements"*, prédit Peter Sondergaard, un analyste de Gartner cité dans le communiqué.

*"Nous mettrons davantage d'ordinateurs dans le panier à linge en une semaine que ce que nous en avons utilisé durant toute notre vie jusqu'ici"*, ajoute-t-il.

Gartner voit des bénéfices potentiels pour un grand nombre de secteurs, comme la santé, le commerce ou les transports.

## Un article Rue89 du 7 octobre 2013

### Eyal Sivan, cinéaste israélien : « *La France est gagnée par le sionisme* ». (08.10)

L'entretien a été conduit dans le cadre de l'émission "*Le Mur a des oreilles*".

« *Etat commun, Conversation potentielle* », sort le 9 octobre en France. Son auteur, Eyal Sivan, documentariste israélien, est une voix dérangeante qui mérite d'être entendue, en particulier sur ce qu'il dit de la France.

Sivan a coréalisé avec Rony Brauman « *Un spécialiste, portrait d'un criminel moderne* », film sur Adolf Eichmann sorti en 1999. Il s'est intéressé au Rwanda avec « *Itsembatsemba, Rwanda un génocide plus tard* », à l'Allemagne de l'Est (« *Pour l'amour du peuple* »). Mais il devient connu en France lorsqu'il coréalise avec Michel Khleifi « *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël* », qui lui vaut d'être accusé d'« *antisémitisme juif* » par Alain Finkielkraut. (C'est la définition du sioniste qu'est Finkielkraut... - ndlr)

L'entretien que nous publions a été réalisé par Frank Barat, militant pro-palestinien, et conduit pour l'émission « *Le Mur a des oreilles* ». Frank Barat est auteur, avec Noam Chomsky, Ilan Pappé et Stéphane Hessel, de « *Palestine l'Etat de siège* » (Ed. Galaade, 2013). Rue89

#### Frank Barat. Pourquoi ce titre ? Pourquoi « *commun* » et pas « *Etat unique* » ?

Eyal Sivan. On parle d'une solution à deux Etats, d'une solution à un Etat, d'une solution binationale. On a essayé de poser un principe : parlons d'un Etat qui sera commun. Sa forme étatique est à revoir : Etat binationaliste, Etat démocratique, Etat laïque, Etat unique... nous verrons.

D'abord, essayons de réfléchir à cette notion de « *commun* », qui est liée à l'opposition, très intéressante en français, entre deux mots qu'on confond qui sont « *partition* » et « *partage* ».

Aujourd'hui, la majorité des solutions, ou la solution consensuelle, c'est une solution de partition. Le mot commun nous appelle à réfléchir à un partage qui est le contraire d'une partition. Le partage c'est la façon dont on partage un repas, un espace, le commun insinue une égalité.

Donc, l'Etat commun n'est pas là pour poser une solution mais pour poser un cadre. Les communs, qui sont aussi issus de communautés, nous rappellent, pour ceux aussi que ça n'effraie pas, le communisme – non pas au sens étatique mais le communisme comme un moyen vers une égalité des communs. Le commun nous a paru beaucoup plus juste que le « *one State solution* », l'Etat unique.

#### Pourquoi « *Conversation potentielle* » ?

Parce que le film met en scène une conversation qui n'est pas une vraie conversation. Ce sont des interviews individuelles que j'ai effectuées à la fois avec des Palestiniens et des Israéliens autour de mêmes thèmes, et le montage a créé une conversation entre eux.

#### Avez-vous eu l'occasion de montrer ce film en Israël-Palestine ?

Non, pas vraiment. Le film a été montré lors d'une première projection en Israël, où les participants du film étaient invités. Il a été montré dans les territoires occupés une fois, mais je me suis heurté très vite à l'impossibilité de distribuer ce film en Israël, puisque il prend complètement à l'envers la proposition qui est aujourd'hui sur la table : le mode consensuel de réflexion. Il pose les problèmes autrement et considère comme un problème ce que certains voient comme une solution : l'idée même de partition.

#### Comment se passent en France les débats organisés autour du film et du livre « *Un Etat commun entre le Jourdain et la mer* » (Ed. La Fabrique, 2013), cosigné avec Eric Hazan ?

La surprise, d'abord, la surprise de beaucoup de gens, comme à Oslo récemment par exemple, où je participais à la conférence « *20 ans d'Oslo* ». La grande surprise pour les spectateurs est la différence totale



de mode d'expression entre les Israéliens et les Palestiniens. C'est-à-dire arriver à raisonner autrement, pas dans la plainte, dans la victimisation, ni dans l'accusation mais dans un effort commun de réflexion. C'est l'intelligence du film.

Un élément qui a beaucoup surpris est le fait de considérer que la question d'un Etat unique n'est pas hypothétique, c'est la réalité. Il y a déjà un Etat unique, non démocratique, un Etat d'apartheid, un Etat unique de ségrégation. La vraie question à se poser n'est pas comment transformer l'Etat unique en deux Etats. La question est comment rendre cet Etat unique injuste un Etat égalitaire.

**Vous habitez en France où votre position d'Israélien antisioniste vous a occasionné plus de problèmes qu'en Israël. Est-ce que la situation, depuis l'affaire Finkelkraut (qui vous avait traité « d'antisémite juif ») s'est calmée ?**

Non, ça ne s'est pas calmé. Le combat a été gagné par les portes-voix du sionisme en France car ils ont réussi à imposer une auto-censure. Pas une censure sur les autres. Aujourd'hui des journalistes et intellectuels français ont peur de prendre position sur la question israélo-palestinienne à cause des campagnes de terreur intellectuelle qui ont été menées pendant des années.

Moi, sur le plan personnel, je suis revenu en France après un exil en Angleterre, j'ai fait un peu comme la résistance française. Je suis revenu pour des raisons familiales mais je n'ai plus aucune activité professionnelle en France. C'est peut-être le seul pays européen dans lequel je n'enseigne pas.

J'enseigne partout en Europe, je suis invité partout, sauf en France. Je n'ai plus aucune existence publique en France et, d'une certaine manière, la sortie du film en France est un certain retour. Je ne sais pas ce qui va se passer mais je pense qu'ils ont compris, les représentants du sionisme en France – qui, il faut insister là-dessus, sont bien plus nombreux que la toute petite communauté juive de France – qu'il ne faut pas réagir comme ils ont fait dans les années 2000 où ils attaquaient tout le monde en permanence.

Maintenant c'est l'ignorance qui domine. Je vois, à une semaine de la sortie du film en salle, aucune demande d'interview en France, très peu de journalistes aux projections de presse. Je pense que la France est un pays gagné par le sionisme, non pas pour des raisons israélo-palestiniennes, mais pour des raisons franco-françaises, qui sont le gros problème qu'a la France avec son propre passé colonial.

**A quel moment cette conversation entre Israéliens et Palestiniens devient de la normalisation, contraire au mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanction) et à quel moment peut-elle participer à un futur commun ?**

La question de la normalisation et la question de BDS ne m'effraient pas. Je suis un adepte farouche du mouvement. Je crois que notre mode d'action aujourd'hui doit être à travers la perspective BDS.

D'abord, parce que les Palestiniens nous ont appelés à ce mode de solidarité. Et puis, parce que c'est un mouvement mené par la voix palestinienne. Il est temps que nous, Israéliens qui nous voyons comme progressistes, suivions et acceptions un mouvement dirigé par des Palestiniens. C'est déjà un bon exercice.

Pour ce qui est de la normalisation : la normalisation est le moment où on instaure une égalité dans une situation où il n'y en a pas. Elle est aussi la tentative de mettre sur un pied d'égalité une voix Palestinienne et une voix Israélienne.

Ça n'est pas le cas du film. La conversation potentielle est ici une conversation autour d'un accord qui existe déjà entre les différents participants, qui est la réflexion commune sur un futur commun. Ce n'est pas un débat entre des idées opposées. Bien sûr, il y a des oppositions à l'intérieur du film, mais les oppositions ne sont pas des oppositions Israéliennes-Palestiniennes.

Parfois, c'est une opposition entre Palestiniens. Il n'y a pas de normalisation, au contraire il y a une tentative de dénormaliser quelque chose. C'est créer un mode, un combat, une lutte. Il ne faut pas avoir peur du mot lutte, une lutte commune, comme une lutte commune pour l'émancipation palestinienne, une lutte commune sur le BDS.

La lutte commune contre la colonisation n'est jamais une normalisation parce que c'est une lutte pour créer les conditions d'égalité. C'est pour ça que je suis parmi ceux qui considèrent que la fin de l'occupation, une lutte qu'il faut mener, n'est pas du tout la fin du conflit. C'est la condition pour pouvoir commencer à parler d'une fin du conflit.

## Un article Reuters du 7 octobre 2013

### La Grande-Bretagne se dote de son "FBI" appelé NCA (08.10)

Une nouvelle Agence nationale contre le crime (National Crime Agency, NCA) a officiellement vu le jour lundi en Grande-Bretagne, présentée comme un "FBI" local et une force d'élite chargée d'appliquer une nouvelle stratégie contre les réseaux criminels.

La NCA succède à la SOCA (Serious Organised Crime Agency), créée en 2006, dont les résultats ont été largement critiqués et que le gouvernement du Premier ministre, David Cameron, peu après son arrivée au pouvoir en 2010, avait promis de remplacer.

La nouvelle force sera principalement vouée à la lutte contre le crime organisé, les délits économiques, la cybercriminalité et la pédophilie.

Son directeur général, Keith Bristow, s'est engagé à ouvrir une nouvelle phase dans les relations entre la police et le secteur privé, notamment avec les banques et les groupes industriels, afin de mieux lutter contre les *"criminels en col blanc"*.

Le nouvel organisme se dotera ainsi de *"specials"*, des collaborateurs volontaires, pour traquer les criminels notamment dans le domaine financier. *"Il nous faut des gens qui comprennent bien le système bancaire"*, a précisé Bristow, selon qui les candidats à ces postes de *"specials"* sont très nombreux.

*"Je pense que jusqu'ici nous n'avons pas prêté suffisamment attention au crime organisé"*, a déclaré à la presse la ministre de l'Intérieur, Theresa May. *"Le crime organisé change, il se diversifie, il devient international, il s'étend sur internet. Comme le crime change, nous devons aussi adapter notre réponse."*

Pour la ministre, ce crime organisé représente *"une menace pour la sécurité nationale"*.

Le Parti travailliste d'opposition ne voit dans la création de la NCA qu'une opération cosmétique pour tenter de masquer les coupes budgétaires.

La NCA, qui dispose de plus de 4.000 agents, estime qu'en Grande-Bretagne opèrent 37.000 criminels - dont 22% d'étrangers - au sein d'environ 5.500 réseaux.

## Un article AFP du 7 octobre 2013

### La Chine vole la vedette au sommet de l'Asie-Pacifique. (08.10)

La Chine a volé la vedette à l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique, lundi sur l'île indonésienne de Bali, profitant de l'absence remarquée du président américain Barack Obama, retenu par la crise budgétaire américaine.

Le numéro un américain a été contraint d'annuler sa participation à cet important rendez-vous des 21 dirigeants du forum de Coopération économique de l'Asie-Pacifique (Apec), une instance qui représente plus de la moitié de la richesse mondiale.

La chaise vide laissée par M. Obama a laissé le champ libre au président chinois Xi Jinping, qui a commencé une importante tournée de l'Asie du Sud-Est, aux allures d'offensive de charme, au moment même où M. Obama annulait son déplacement dans la région.

Dans un discours très attendu, le numéro un chinois a une nouvelle fois tendu la main à ses voisins.

*"La Chine ne peut pas se développer de manière isolée de l'Asie-Pacifique et l'Asie-Pacifique ne peut pas prospérer sans la Chine", a déclaré M. Xi.*

*"La Chine va maintenir avec fermeté la paix et la stabilité régionales... Nous les Chinois disons souvent qu'une famille harmonieuse prospère. En tant que membre de la famille de l'Asie-Pacifique, la Chine est prête à vivre en toute amitié avec les autres membres de la famille et à s'aider les uns les autres", a-t-il affirmé.*

Le dirigeant a visiblement tenté d'apaiser les tensions induites par les prétentions maritimes de Pékin en mer de Chine, qui heurtent nombre de ses voisins.

Ceux-ci comptent à ce titre sur les Etats-Unis pour contrecarrer les ambitions chinoises.

L'absence de M. Obama, bloqué à Washington par une crise qui s'éternise depuis près d'une semaine, a ainsi suscité l'inquiétude parmi les alliés américains et des doutes sur la capacité du président à réaliser sa promesse de faire de l'Asie-Pacifique le "pivot" de sa politique étrangère.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, contraint de remplacer au pied levé M. Obama, a juré que *"rien ne pourra saper l'engagement du président Obama envers un rééquilibrage vers l'Asie"*.

*"Personne ne peut remplacer les USA. Pas la Chine, pas le Japon, aucune autre puissance", a cependant souligné le Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong.*

Participer à l'Apec *"aurait été une occasion en or pour l'Amérique et le président Obama lui-même de montrer son leadership et de mettre l'accent sur l'Asie"*, a regretté le Premier ministre malaisien Najib Razak, chez qui M. Obama a également annulé une visite.

La non-participation du président compromet également les efforts de Washington de faire approuver avant la fin de l'année le TPP ou *"Partenariat trans-Pacifique"*, un accord de libre-échange qui réunirait 12 pays du bloc, dont les USA mais à l'exception notable de la Chine.

Le Premier ministre malaisien Najib Razak a ainsi reconnu que l'échéance de la fin de l'année, voulue par les Etats-Unis pour faire approuver l'accord, était très ambitieuse.

*"C'est un calendrier très serré", a-t-il souligné dimanche. "Notre sentiment est que cela pourrait prendre plus longtemps", a-t-il lâché.*

Le TPP, qui veut regrouper 40% du PIB mondial, doit réunir le Japon, l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam.

La crise à Washington ajoute de plus aux incertitudes entourant l'économie mondiale, déjà très fragile.

Selon le brouillon du communiqué final du sommet, qui s'achève mardi, les dirigeants devraient ainsi appeler à une *"série de réformes structurelles visant à accroître la productivité, la participation de la main-d'oeuvre et la création d'emplois qualifiés"*.

La perspective d'un défaut de paiement si aucun accord n'est trouvé sur le relèvement du plafond de la dette américaine d'ici au 17 octobre ajoute encore à l'incertitude.

Cela *"toucherait l'ensemble de la planète et pas seulement ces pays qui ont des liens géographiques et économiques étroits avec les Etats-unis"*, a averti le président mexicain Enrique Pena Nieto.

A l'inverse, l'économie chinoise se porte bien, a assuré le président Xi. Le ralentissement de la croissance chinoise, passée en quelques années d'un taux à deux chiffres à moins de 8%, se fait *"en douceur"* et sous contrôle, a-t-il assuré, rejetant les craintes d'un atterrissage brutal de la deuxième économie mondiale.

Un article lefigaro.fr du 7 octobre 2013

### Washington, théâtre des liens incestueux entre l'argent et la politique. (08.10)

Selon Mark Leibovich, reporter au New York Time Magazine, « *l'industrie de la politique* » a accouché d'une « *ville de millionnaires modifiant la nature du fonctionnement du pouvoir* ».

Quand on prend River Road vers le nord, en montant de Washington vers le riche comté de Montgomery, dans le Maryland, on se retrouve très vite dans la banlieue ultra-huppée de Potomac. De véritables châteaux du XX<sup>e</sup> siècle équipés de cinq ou six salles de bains et de cuisines semblables à des salles de bal s'y alignent sur des kilomètres.

Cette concentration de richesse extravagante est la manifestation physique de la bulle de richesse qu'est devenue Washington. Cette ville, longtemps considérée comme provinciale par comparaison avec New York, s'est transformée en quinze ans en havre de luxe. Sept des dix comtés les plus prospères des États-Unis sont situés dans la région. Mais le gisement de richesse qui fait couler l'argent à flots n'est ni le cinéma, ni le high-tech, ni Wall Street.

C'est « *l'industrie de la politique* » qui a accouché d'une « *ville de millionnaires modifiant la nature du fonctionnement du pouvoir* », avertit le journaliste Mark Leibovich, reporter politique au *New York Times Magazine*. Dans un livre qui fait grand bruit (1), ce reporter décrit « *un monde féodal* » où l'argent est roi, le blocage une source d'enrichissement et l'intérêt général englouti dans une quête carriériste effrénée.

#### Des «pots-de-vin différés»

Il y a toujours eu un lien voyant entre argent et politique en Amérique. À l'époque du président Grant, au XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes d'affaires le rencontraient carrément en personne dans le lobby de l'hôtel Willard, pratique qui allait créer le concept de «lobbyistes». Ces derniers -plus de 12.000 officiellement enregistrés aujourd'hui- sont devenus le symbole d'une ville dont le pouvoir de décision a crû de manière exponentielle au XX<sup>e</sup> siècle, sous la double influence du 11 Septembre puis de la crise financière, explique Leibovich. Le secteur de la défense et de la sécurité a grossi démesurément depuis 2001. La croissance de l'État fédéral et de son pouvoir de réglementation pousse également Wall Street et l'ensemble des grosses corporations à payer des milliards pour faire voter les lois qui les arrangent.

Du coup, toute personne susceptible d'ouvrir des portes au Congrès ou à la Maison-Blanche se vend à prix d'or. Obsédés par leur réélection, les élus se plient aisément aux requêtes des intérêts privés, avant de récupérer leur part du «gâteau» en devenant lobbyistes. C'est le système des portes à double sens (revolving doors). Dans *This Town*, Leibovich dépeint avec humour -et quelque amertume- ces floppées d'élus qui arrivent à Washington avec des idées humanistes, puis deviennent les patrons de firmes de lobbying où ils empochent des millions.

Ainsi du représentant démocrate Billy Tauzin, qui rédigeait les lois sur la réglementation des médicaments. Il a été «remercié» de ses loyaux services en devenant lobbyiste en chef de l'industrie pharmaceutique, avec 11,5 millions de dollars à la clé. Une forme de «*pot-de-vin différé*», dénonce Leibovich.

#### Une «fête pendant la peste»

«*S'enrichir est devenu l'idéal bipartisan. Il n'y a plus ni démocrates ni républicains, juste des millionnaires*», s'agace-t-il. L'équipe d'Obama a été absorbée par le système, après avoir voulu le changer. On ne compte plus les anciens collaborateurs de son Administration qui se recasent sans états d'âme à Wall Street.

Mark Leibovich estime que les médias ont une place de choix dans «*le club*». À l'heure d'Internet et de la télévision par câble, ils ont, dit-il, substitué au métier de reporter l'«*autopromotion*» pour assurer leur place dans la caste du pouvoir. Pour Mark Leibovich, la grand-messe «people» du dîner des correspondants de la Maison-Blanche, «*orgie d'autocélébration*» -qui coûte 10 millions de dollars chaque année- est l'ultime exemple de cette connivence. «*Les nouveaux médias ont accentué le côté myope, insulaire et autosuffisant d'une capitale déconnectée du pays*», estime-t-il.

Mark Leibovich voit dans «*cette fête pendant la peste* » une raison majeure du blocage politique actuel. «*Plus c'est paralysé, plus les lobbyistes empochent. Le courage et la modération ne sont pas valorisés dans un système carriériste.* » Ce qui ajoute au «*dégoût* » de Leibovich, c'est l'accueil fait à son livre. «*On en a parlé comme d'un événement théâtral, avant la prochaine « party ».* Pourtant, quand on le pose, on a envie de crier puis de faire la révolution », a noté Bill Moyers, de PBS.

(1) This Town, Blue Rider, 2013.

Un article publié par le Réseau Voltaire du 6 octobre 2013

### Pourquoi les spéculateurs n'en ont rien à cirer du « congé temporaire » de l'État fédéral ? (08.10)

Pour l'heure, les États-Unis sont loin d'avoir trouvé un compromis budgétaire. La Maison-Blanche n'arrive toujours pas à trouver un accord avec la Chambre des Représentants qui continue à marchander la réforme de l'aide sociale. Les institutions restent toujours fermées, malgré le coût exorbitant du blocage, qui se chiffre en plusieurs centaines de millions de dollars par jour. Pourtant, Wall Street ne réagit pas.

par Elena Gladkova

Hier soir, la Chambre des Représentants n'a pu voter les lois permettant de débloquent le financement de plusieurs administrations fédérales. Ce sont les Républicains qui avaient fait cette proposition, en espérant calmer ainsi la pression publique. Les membres du Congrès préoyaient de voter plusieurs lois distinctes pour financer diverses structures, telles que l'administration des Anciens combattants, celle des Parcs nationaux et d'autres lieux importants (musées, monuments comme la Statue de la Liberté). L'administration présidentielle n'a pas soutenu cette proposition et a déclaré que cette idée démontrait « l'absence totale de sérieux » de l'opposition dans son approche de financement de l'État fédéral, rapporte RIA-Novosti.

Pendant ce temps-là, les analystes font le décompte des pertes que le pays subit et continuera à subir si la situation dure. La compagnie internationale d'analyse du marché IHS Global Insight a déclaré que la fermeture partielle des administrations à partir du 1er octobre coûterait aux États-Unis 300 millions de dollars par jour ou 1.6 milliard de dollars par semaine, jours fériés y compris. Paul Edelstein, directeur des études financières et économiques de la compagnie, tient à calmer ses concitoyens : « *Même si 300 millions de dollars par jour semble être un gros chiffre, cela ne représente que quelques millièmes du PIB national* ». La compagnie a aussi remarqué que même si le shutdown ne durerait qu'une semaine, il pourrait conduire à une réduction de la croissance du PIB du pays de 0,2 %, la portant à 2,2 %. Mais les analystes remarquent que la conséquence économique la plus importante de l'actuelle crise budgétaire n'est pas la baisse de la croissance, mais la perte de confiance des investisseurs et des acteurs économiques.

La Maison-Blanche n'est pour l'heure pas prête à prendre des mesures drastiques afin de régler la situation et espère que les Républicains prendront l'initiative de sortir de la situation de crise actuelle au lieu de proposer des emplâtres sur une jambe de bois afin de s'épargner la colère populaire. Et qu'ils abandonneront alors leurs exigences « *politiques* » au moment du vote du budget. L'attaché de presse de la Maison-Blanche, Jay Carney, a déclaré : « *Nous n'avons pas le contrôle ici sur ce que font les Républicains à la Chambre des Représentants. Ce n'est pas le travail du président que d'adopter le budget. Il ne peut pas envoyer la garde nationale au Congrès pour obliger le speaker (de la Chambre des Représentants, donc John Boehner) à voter la loi. Il espère que le speaker et les autres leaders républicains au sein de la Chambre des Représentants fassent leur devoir* ».

Il faut remarquer ici que la Chambre des Représentants, dominée par les Républicains, s'entête à intégrer dans le projet de loi budgétaire la réforme des aides de santé (une des grandes réalisations du président Barack Obama) en prévoyant d'en suspendre le financement pour un an. Évidemment, les collègues de parti du président, les Démocrates qui contrôlent le Sénat, ne soutiendront jamais une telle proposition. La loi doit être votée dans les deux Chambres.

Donc, on continue à tourner en rond.

Suite à cela, voici l'état des lieux aux États-Unis : depuis le 1er octobre, de nombreuses administrations fédérales ne travaillent plus, et près de 800 000 des 2,1 millions de fonctionnaires sont en congé sans solde. Par exemple, la Communauté du Renseignement, qui rassemble près de seize services secrets différents, dont la CIA et la NSA, a renvoyé à leurs foyers près de 70 % de ses collaborateurs, indique The Hill [1]. Le Département d'État et l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) réduisent aussi leur train de vie de façon radicale. Le porte-parole du directeur national du Renseignement, Shawn Turner, a déclaré que la situation allait compliquer la détection de menaces contre la sécurité du pays. D'après lui, le Renseignement ne pourra s'occuper que des nécessités majeures.

La cerise sur le gâteau a été la déclaration hier de la Première Dame sur l'impossibilité de mettre à jour souvent son compte sur Twitter, puisque c'est un travail qui revenait – avant le shutdown – aux attachés de



presse. « *Du fait de l'incapacité du Congrès à voter la loi qui finance le gouvernement, les mises à jour de ce compte seront limitées* » a écrit Michelle Obama sur son profil Twitter, en décevant probablement ses 500 000 abonnés.

Il est assez curieux de constater alors que les indices financiers US ne réagissent quasiment pas à la situation critique de l'État. Est-ce que cela signifie qu'ils se sont complètement détachés de l'économie réelle ? Igor Nikolaïev, docteur en sciences économiques et directeur du département d'analyse stratégique de la compagnie d'audit, d'expertise et de conseil économique FBK répond à cette question pour Odnako :

*« En résumé, tout cela montre combien l'économie virtuelle (tout ce négoce d'actions et d'autres valeurs mobilières) se détache de l'économie et de la vie réelles. Théoriquement, il devrait y avoir un lien, qui se fonde assez simplement : les difficultés autour du budget fédéral et la possibilité de gel du financement public toucheront toutes les dépenses publiques, notamment en matière d'investissements. Donc cela touchera l'économie réelle de plein fouet. Mais il se trouve qu'il y a une économie virtuelle, qui dépend en grande partie de la politique de la Réserve fédérale (Fed) — si elle continue sa politique d'assouplissement quantitatif, si elle continue à acheter chaque mois pour près de 85 milliards de dollars d'actifs — et cela a bien plus d'importance que le budget. C'est pourquoi tout ce qui se passe montre une divergence croissante entre l'économie virtuelle et l'économie réelle. Il y a d'autres facteurs qui calment les investisseurs. Comme on le sait, ça n'arrive pas la première fois, et la plupart d'entre eux sont convaincus que bientôt les parties trouveront une sortie de crise par le haut. C'est pourquoi nous voyons que les indicateurs financiers ne réagissent pas. »*

Commentaire.

Excellent, cet article confirme celui dans cette page : *Washington, théâtre des liens incestueux entre l'argent et la politique*, et ma propre analyse sur les rapports entre l'économie productive ou réelle, le terme n'est peut-être pas le plus approprié, et l'économie virtuelle ou spéculative sortie de nulle part ou produit de la planche à billets que les banquiers de la Fed font tourner à leur guise.

Quand je lis des articles dans lesquels les auteurs remettent en cause la puissance financière ou militaire des E-U, je hausse les épaules, ils ont créé plus de 20.000 milliards de dollars pour empêcher que l'économie américaine et mondiale ne s'effondre, et ils ne pourraient pas disposer de quelques milliers de milliards pour une guerre, il ne faut pas réfléchir pour soutenir un truc pareil, c'est stupide au possible. Si on considère la situation des Etats-Unis uniquement sur le plan classique de l'économie, on en déduira qu'elle est synonyme de banqueroute, mais si on tient compte des outils qu'ils ont créés pour l'empêcher de s'effondrer on arrivera à la même conclusion que l'auteur de cet article qui est lucide.

## Un article AFP du 8 octobre 2013

### Etats-Unis: vers la fin du plafonnement du financement électoral? (09.10)

La Cour suprême des Etats-Unis est apparue prête mardi à déplaçonner les contributions financières des particuliers dans les campagnes électorales, provoquant l'appel à la vigilance du président Obama qui craint que la politique ne tombe entre les mains de quelques riches.

Trois ans après sa décision historique très controversée -- "*Citizens United* ". FEC (Federal Electoral Commission) -- par laquelle les neuf juges ont levé toute limite au financement électoral par les entreprises ou les syndicats, la plus haute juridiction du pays s'est penchée sur le plafond imposé aux donateurs individuels.

L'homme d'affaires de l'Alabama Shaun McCutcheon veut pouvoir donner plus que le montant autorisé pour un seul homme par le gouvernement fédéral: 123.200 dollars au total. Il a porté l'affaire devant la haute Cour, soutenu dans son recours par le parti républicain.

*"I n'y a pas beaucoup de démocraties dans le monde qui marchent de cette façon avec quelques millionnaires ou milliardaires qui financent qui ils souhaitent, parfois en secret"*, a estimé mardi le président Obama dans une conférence de presse. *"Cela signifie que les Américains ordinaires sont exclus du système"*.

*"Personne en politique ne fonctionne avec les mains parfaitement propres"*, a-t-il poursuivi en assumant sa part de responsabilité pendant ses campagnes présidentielles. *"Mais nous devons nous tenir à certaines règles"*.

Dans un débat d'une heure très soutenu, le président de la Cour suprême, le conservateur John Roberts a déclaré que l'existence d'un plafond des dons individuels lui *"semblait une restriction très directe"* au Premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression.

*"C'est une grave atteinte à la liberté d'expression politique"*, a abondé Bobby Burchfield, l'avocat du sénateur républicain Mitch McConnell qui soutient le donateur McCutcheon.

Le juge conservateur Antonin Scalia a estimé que limiter les dons individuels avait pour *"conséquence de saper la vitalité des partis politiques"* et *"n'empêchait pas de grosses sommes d'argent de se déverser en politique"* via les financements des entreprises et autres organisations.

Il a laissé entendre que la somme de 3,6 millions de dollars qu'un particulier pourrait verser en cas de suppression du plafond ne serait rien d'autre qu'une marque de *"gratitude"* et non de *"corruption"*.

Le plafond, un rempart contre la corruption

L'avocat du gouvernement Obama, Donald Verrilli a insisté sur les dangers d'un gouvernement de riches donateurs, *"par eux et pour eux"*, paraphrasant la devise d'Abraham Lincoln sur *"le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple"*. *"Nous pensons que le risque de corruption est réel"*, a-t-il ajouté.

La juge progressiste Ruth Ginsburg a aussi estimé que *"le plafond des contributions favorise la liberté d'expression et la participation démocratique"*. Selon elle, *"c'est le peuple qui doit compter"*.

Dehors, sur les marches du temple américain de la Justice, de nombreux manifestants s'étaient massés, brandissant des pancartes *"La démocratie n'est pas à vendre"* ou *"la liberté d'expression contre l'argent"* ou encore un drapeau américain recouvert de billets.

*"Nous ne permettrons pas la corruption de notre gouvernement par les gens riches"*, a déclaré au micro Fred Wertheimer, le président de Democracy 21, militant pour une réforme du financement électoral.

Pour les experts, cette affaire constituera un test pour jauger la volonté de la haute Cour à atténuer ou au contraire à renforcer sa très impopulaire décision de 2010.

*"Si la Cour supprime totalement le plafond, elle ferait une erreur dans la lignée de la bourde historique qu'elle a commise avec Citizens United", a déclaré à l'AFP l'avocate Elizabeth Wydra du Centre pour la responsabilité constitutionnelle (CAC). Car, "comme l'a rappelé Donald Verrilli, ce plafond fournit un rempart contre la corruption".*

M. Obama, qui avait condamné de manière virulente l'arrêt *"Citizens United"* dans son discours sur l'état de l'Union, le 27 janvier 2010, s'est dit persuadé que cette décision *"contribuait aux problèmes actuels à Washington"*, citant des *"extrémistes aux gros comptes en banque qui peuvent dénaturer notre politique"* en référence claire au Tea party.

No comment !

Un article publié par [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 9 octobre 2013

### Azerbaïdjan : pourquoi l'Europe ferme les yeux. (09.10)

**L'UE refuse de dénoncer l'autoritarisme du président Aliiev, sur le point de remporter un troisième mandat consécutif, en raison du gaz qu'elle lui achète.**

Il ne fait pas bon fâcher un important partenaire économique, même si celui-ci est loin d'être un modèle de démocratie. La République d'Azerbaïdjan, qui va alimenter l'Europe en gaz au cours des prochaines décennies, est sur le point de porter mercredi à la présidence Ilham Aliiev pour la troisième fois consécutive. Un homme qui a succédé à son père, Heydar Aliiev, ancien chef local du KGB puis membre du Politburo, l'organe dirigeant de l'URSS, qui avait été élu deux ans après l'indépendance de l'ex-République soviétique, en 1991.

Homme longiligne à la réputation de flambeur, Ilham Aliiev, un moustachu âgé de 51 ans, dirige le pays d'une main de fer depuis déjà une décennie. *"Au cours des dix dernières années, le pays a vraiment reculé en termes de démocratie, en n'ayant aucun respect pour les droits humains. Toute voix dissidente est durement réprimée"*, souligne Rebecca Vincent, directrice de l'antenne de Human Rights Club à Bakou, interrogée par Le Point.fr. Tout d'abord élu en 2003 avec 76 % des suffrages, Ilham Aliiev est plébiscité de nouveau en 2008, avec 89 % des voix.

#### Prisonniers politiques

Chaque fois, les observateurs occidentaux dénoncent de nombreuses irrégularités et doutent de l'impartialité du scrutin. Mais le président azerbaïdjanais n'en a cure et s'est même payé le luxe, en 2009, de changer par référendum la Constitution qui limitait à deux les mandats présidentiels. Crédité cette année de 80 % des suffrages par les sondages, Ilham Aliiev est pratiquement assuré de décrocher un troisième quinquennat consécutif, face à ses neuf adversaires.

*"Huit d'entre eux ne sont pas indépendants. Ce scrutin ne sera pas juste et libre, en raison de la répression sur la liberté d'expression"*, prévient Rebecca Vincent. En un an, 142 personnes - militants d'ONG, journalistes, blogueurs ou activistes - ont été emprisonnées. Selon un câble diplomatique de l'ambassade américaine à Bakou, révélé par le site WikiLeaks, l'objectif du président *"semble être de créer un environnement politique dans lequel la dynastie Aliiev ne connaîtrait aucune concurrence"*.

#### Régime en état d'alerte

Et il ne lésine pas sur les moyens. Le 27 septembre dernier, Hilal Mamedov, le rédacteur en chef du Talyshi Sado, un journal critique à l'égard du pouvoir, a été condamné à cinq ans de prison pour trahison et trafic de drogue. Le régime azerbaïdjanais est en état d'alerte depuis qu'une vague d'émeutes sans précédent a éclaté cette année dans la ville d'Ismaïlli. Plusieurs jours durant, les manifestants s'en sont pris à des bâtiments officiels.

*"Ils dénonçaient les disparités économiques et la corruption dont abusent les responsables politiques"*, explique au Point.fr Alex Nice, spécialiste du Caucase à l'Economist Independence Unit, basé à Londres. La fronde a été durement réprimée, et ses auteurs écroués. *"Même s'il le souhaitait, Ilham Aliiev ne pourrait mener une politique efficace contre la corruption car cela déstabiliserait le système, ce fléau étant présent à tous les niveaux de la bureaucratie"*, souligne Alex Nice.

#### Mafia

À la tête de cette véritable mafia, le clan Aliiev, accusé de s'être grassement enrichi sur les deniers du pétrole. Le câble diplomatique américain le dépeint même en parrain de la famille Corleone, en référence au film de Francis Ford Coppola. D'après la journaliste d'investigation Khadija Ismayilova, la famille Aliiev contrôlerait un pan important du secteur de la banque, de la construction et des télécoms azerbaïdjanais. À la suite à ses enquêtes, la journaliste a été la cible d'une campagne de vidéos pornographiques la mettant prétendument en scène sur Internet.

Au-delà des affaires, le bilan économique et social d'Ilham Aliev est loin d'être mauvais. Les milliards de dollars de la manne pétrolière ont permis d'augmenter considérablement le niveau de vie des quelques 10 millions d'Azerbaïdjanais, qui ont vu leur salaire moyen augmenter de 10 % par an. *"L'État a clairement mené une lutte contre la pauvreté"*, estime Alex Nice. Pendant ce temps, l'opposition a brillé par ses divisions. *"Si le système politique n'est pas démocratique, Ilham Aliev ne possède pas d'adversaire crédible"*, souligne le spécialiste du Caucase.

#### Timide remontrance européenne

Pour éviter une nouvelle déroute, l'opposition s'est cette fois mise d'accord pour présenter un candidat unique, l'historien et ancien député Jamil Hassanli, qui a promis en cas de victoire l'instauration en Azerbaïdjan d'un système parlementaire. Problème, l'opposant est boycotté par les chaînes nationales. *"Les figures de l'opposition apparaissent rarement dans les médias, alors qu'Ilham Aliev bénéficie, lui, d'une large couverture médiatique"*, dénonce Rebecca Vincent, du Human Rights Club. *"Or, si la jeunesse commence à s'ouvrir à Internet, la majorité de la population ne regarde que la télévision."*

Lors de ses brèves apparitions dans des débats, l'opposant Jamil Hassanli a estimé que seule la fraude pouvait apporter une nouvelle victoire à Ilham Aliev. Or, même si les observateurs européens présents mercredi en Azerbaïdjan relevaient des irrégularités, il reste peu probable qu'elles bénéficient d'un écho retentissant en Occident. À titre d'exemple, le climat répressif à la veille du scrutin a été timidement pointé du doigt par l'Union européenne, qui s'est dite *"préoccupée"* par les *"pressions"* exercées contre l'opposition, la société civile et les médias indépendants.

#### Un pays convoité

Dans leur communiqué, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire chargé de l'Élargissement, Stefan Füle, ont même *"reconnu que le contexte pré-électoral"* en Azerbaïdjan était *"globalement pacifique"*. Il faut dire que cette ancienne République soviétique qui borde la mer Caspienne est devenue, depuis son indépendance, l'objet de toutes les convoitises. En grands pragmatiques, Ilham Aliev et, avant lui, son père, Heydar, ont réussi à diversifier leurs clients en Europe et ainsi à s'émanciper de la tutelle russe.

Le président azerbaïdjanais a supervisé la construction de pipelines de pétrole et de gaz reliant la Caspienne au Vieux Continent. L'Azerbaïdjan est également un partenaire indispensable de l'Otan, à qui il ouvre son territoire pour le passage des troupes en direction de l'Afghanistan. *"Les critiques européennes et américaines seront à coup sûr très limitées en raison de l'intérêt qu'ils ont à ce que l'Azerbaïdjan reste stable"*, prédit Alex Nice. Le 19 septembre dernier, le consortium Shah Deniz II (BP, Socar, Statoil et Total), qui exploite l'immense gisement gazier de Shah Deniz, a annoncé avoir conclu un accord sur 25 ans pour fournir du gaz à neuf sociétés européennes, dont le Français GDF Suez. Les premières livraisons sont attendues dès 2019 en Europe.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 7 octobre 2013

### Paris et Ryad veulent renforcer l'opposition syrienne. (09.10)

**Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a été reçu par le roi Abdallah. Il a déclaré à la presse que la France et l'Arabie Saoudite étaient en «grande convergence» sur le sujet.**

La France et l'Arabie saoudite ont convenu de la nécessité de renforcer l'opposition syrienne et l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles), a déclaré lundi le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, en visite dans le royaume.

Jean-Yves Le Drian a expliqué aux journalistes à Jeddah (ouest) avoir été reçu par le roi Abdallah, et a fait état d'une «grande convergence sur les principaux sujets», en particulier sur *«les crises dans la région»*. *«Notre approche sur la situation est identique. Nous sommes dans la logique de renforcer la Coalition nationale syrienne et l'état-major du général (Sélim) Idriss»*, chef d'état-major de l'ASL, a dit le ministre.

L'Arabie saoudite est un des principaux soutiens de la Coalition nationale syrienne à laquelle est liée l'ASL mais qui a été récemment désavouée par les principaux groupes islamistes opérant en Syrie. *«Il faut que la coalition nationale soit forte, respectée (...) Nous soutenons la coalition à la fois militairement et sur les plans humanitaire et politique»*, a encore dit Jean-Yves Le Drian, exprimant l'espoir *«que la conférence de Genève (pour une solution politique) réussisse parce qu'il n'y a pas de solution militaire en Syrie»*.

Paris et Ryad négocient de gros contrats

Le ministre français a aussi été reçu par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz, qui est également ministre de la Défense, avec lequel il a évoqué *«les moyens de renforcer les relations bilatérales»* ainsi que *«les développements sur les scènes régionale et internationale»*, selon l'agence officielle SPA. Jean-Yves Le Drian s'est également entretenu avec le prince Mitab, fils du roi Abdallah et ministre de la Garde nationale. D'importants contrats d'exportation sont en discussion entre Paris et Ryad.

Le ministre s'est félicité dans ce cadre que ses interlocuteurs *«lui aient confirmé l'entrée en vigueur effective»* à compter de ce lundi d'un contrat de 1,3 milliard d'euros, selon son entourage, pour moderniser quatre frégates et deux pétroliers-ravitailleurs saoudiens mis en service dans les années 1980, selon le ministère français de la Défense. Ces travaux seront effectués par DCNS, Thalès et MBDA, en partenariat avec des industriels saoudiens.

Des discussions sont en outre en cours pour moderniser la défense antiaérienne saoudienne. Le projet d'un montant d'environ 2 milliards d'euros porte notamment sur la fourniture à l'armée saoudienne de missiles sol-air Crotale de nouvelle génération du groupe Thales, qui équipe l'armée française depuis les années 1990. Il s'agit de la troisième visite du ministre dans le royaume depuis son entrée en fonctions en mai 2012.

## **Un article lemonde.fr du 8 octobre 2013**

### **Armement et politique étrangère : relations au beau fixe entre Paris et Riyad. (09.10)**

C'était sa troisième visite en Arabie Saoudite en un peu plus d'un an, et elle est jugée fructueuse : le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, qui était à Riyad lundi 7 octobre, a obtenu la confirmation de plusieurs grands contrats d'armement et pu mesurer, plus largement, qu'un accord politique solide liait actuellement Paris et Riyad sur les dossiers stratégiques de l'Iran et de la Syrie. Les deux pays s'accordent pour fournir un soutien militaire aux fractions modérées de l'opposition syrienne. Selon Paris, Riyad a souligné la proximité et la constance des positions françaises sur ces dossiers, au moment où la position américaine paraît plus changeante.

A l'invite du royaume saoudien, qui l'en a prévenu la veille, M. Le Drian a ainsi passé un long moment avec le roi Abdallah ben Abdelaziz Al-Saoud. Il s'est, en outre, entretenu – ce qui était prévu – avec les principales autres autorités du pays : le prince héritier ministre de la défense, le vice-ministre de la défense et le chef de la garde nationale.

Les relations d'armement entre Paris et Ryad sont au mieux, notamment dans le domaine naval. Le royaume saoudien a confirmé que le contrat LEX (Life extension Sawari 1) entrait en exécution lundi : il vise la rénovation de quatre frégates et de deux pétroliers ravitailleurs saoudiens pour un montant officiel de 1,4 milliards d'euros, dont plus de la moitié revient aux entreprises françaises DCNS et Thalès, le reste étant réalisé par un chantier naval saoudien.

Le contrat total dépasserait 2 milliards d'euros selon plusieurs experts. Il s'agit du premier contrat majeur passé avec ce pays depuis celui des avions ravitailleurs multi-rôles en 2007 (dans lequel la part française était faible), souligne-t-on dans l'entourage de M. Le Drian.

L'autre nouvelle importante est la confirmation par Riyad du contrat Sawari 2, portant sur la poursuite de la modernisation des frégates. Ce programme est important car il doit préfigurer un contrat plus large d'acquisition de six frégates de nouvelle génération, les Fremm. Au-delà, c'est un contrat sur la fourniture de sous-marin qui est en ligne de mire.

D'autres discussions sont en cours, qui portent sur l'équipement de la Garde nationale en missiles sol-air Mica par MBDA, et la fourniture de systèmes sol-air par Thalès (Mark 3) à l'armée. Selon La Tribune du 7 octobre, les négociations entre l'entreprise française et le ministère saoudien de la défense en vue de renouveler les systèmes Crotale de défense aérienne du pays sont terminées, pour un montant qui pourrait à terme atteindre 4 milliards d'euros. Des discussions ont également commencé dans le domaine des satellites.

Selon le dernier rapport sur les exportations d'armement remis au Parlement en 2013, l'Arabie Saoudite reste le premier client de la France sur la période 2003-2012 avec près de 7 milliards d'euros de contrats, devant l'Inde et le Brésil.



## Un article AFP du 8 octobre 2013

### Sommet de l'Apec: duel Etats-Unis-Chine pour le contrôle du commerce. (09.10)

Les Etats-Unis ont poussé les feux en vue de la conclusion rapide d'une vaste zone de libre-échange, mardi au sommet de l'Asie-Pacifique, trouvant cependant sur leur chemin une Chine enhardie par l'absence du président Barack Obama.

Le sommet du "*forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique*" (Apec) s'est achevé mardi sur l'île indonésienne de Bali par une déclaration finale soulignant la "*trop grande faiblesse*" de la croissance mondiale et la persistance des "*risques*" sur l'économie.

Les 21 Etats-membres, qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale, ont en conséquence promis de "*promouvoir une croissance durable*" dans la région. Aucune mesure concrète n'a été décidée, comme c'est le cas dans ce genre de sommets, mais l'Apec a réitéré son "*engagement envers une libéralisation du commerce et des investissements d'ici à 2020*".

Mais cette ambition à long terme est concurrencée par deux autres projets de libre-échange.

Un partenariat trans-Pacifique

D'un côté, les Etats-Unis défendent un Partenariat trans-Pacifique (TPP), qui regrouperait 12 pays, à l'exception notable de la Chine.

Pékin n'exclut pas totalement de rejoindre un jour le TPP mais lui préfère un projet concurrent exclusivement asiatique, réunissant 16 pays, sans les Etats-Unis. Cette initiative est défendue par l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) et sera au coeur des discussions lors de son sommet qui s'ouvrira à Brunei mercredi, juste avant celui de l'Asie de l'Est dans le même sultanat.

"*La Chine va s'engager dans l'édification d'un cadre de coopération régionale trans-Pacifique qui soit bénéfique à l'ensemble des parties*", a souligné le président chinois Xi Jinping lundi au premier jour du sommet de l'Apec.

Cette remarque est une critique directe à l'encontre du TPP, selon les médias officiels chinois.

Le TPP est "*largement considéré comme un nouvel effort des Etats-Unis en vue de dominer l'économie de l'Asie-Pacifique*", écrit le China Daily.

Dans un discours lundi à l'Apec, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a tenté de convaincre ses partenaires, tout en essayant de pallier l'absence de Barack Obama retenu par la crise budgétaire chez lui. La venue du président avait été programmée dans le but qu'il pèse de tout son poids pour faire avancer le projet de TPP.

"*Il nous faut des règles modernes dans un monde en changement*", a estimé M. Kerry, en référence aux "*normes d'or*" que le TPP voudrait imposer au commerce trans-Pacifique, notamment en matière de propriété intellectuelle.

M. Kerry a rencontré dans l'après-midi à Bali les représentants des onze autres pays parties prenantes aux négociations sur le TPP.

"*Nous sommes en bonne voie d'achever les négociations*", ont-ils indiqué dans un communiqué commun à l'issue de la rencontre, sans pour autant s'engager fermement sur une conclusion d'ici à la fin de l'année, comme voulu par Washington mais mise en doute par plusieurs partenaires.

"*Nous sommes convenus que les négociateurs devraient dorénavant se diriger vers la résolution de tous les problèmes en suspens dans le but d'aboutir cette année à un accord régional équilibré et complet*", ont-ils écrit.



Le partenariat, qui veut regrouper 40% du PIB mondial, doit réunir l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, les Etats-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

Mais l'empressement américain a froissé l'Indonésie, pays hôte du sommet mais qui ne veut pas se joindre au TPP.

*"Cela nous dérange en fait... Nous ne souhaitons pas que de l'ombre soit faite aux travaux de l'Apec"*, a expliqué à l'AFP un responsable gouvernemental indonésien sous couvert de l'anonymat.

Les efforts de Washington souffrent de l'absence de M. Obama, ce qui a semé le doute sur son aptitude à faire de l'Asie le "pivot" de sa politique étrangère, comme il l'a promis.

M. Kerry a juré de ses grands Dieux que *"rien ne pourra saper l'engagement du président Obama envers un rééquilibrage vers l'Asie"*.

Mais cela n'a pas empêché le président Xi de sauter sur la chaise vide laissée par son homologue américain. M. Xi a largement volé la vedette lors du sommet de l'Apec, notamment avec un discours très remarqué lundi où il a loué les mérites de la grande *"famille"* de l'Asie-Pacifique, *"unie et prospère"*.

## Un article Reuters du 9 octobre 2013

### 1% de la population détient 46% de la richesse mondiale. (10.10)

La richesse mondiale a augmenté de 68% ces dix dernières années pour atteindre 241.000 milliards de dollars (178.000 milliards d'euros) et le centième de la population le plus fortuné détient 46% du patrimoine global, montre une étude publiée mercredi par Crédit Suisse.

Le patrimoine moyen a atteint 51.600 dollars par adulte mais les richesses restent très inégalement réparties, ajoute le rapport "World Wealth Report" rédigé par les analystes de la banque helvétique.

Il prévoit que la fortune mondiale devrait progresser de 40% supplémentaires d'ici 2018 pour atteindre 334.000 milliards de dollars.

Les pays les plus riches, dans lesquels le patrimoine par adulte dépasse 100.000 dollars, sont concentrés en Amérique du Nord, en Europe occidentale et parmi les nations les plus avancées de la région Asie-Pacifique et du Moyen-Orient.

Sans surprise, la Suisse se classe en tête avec un patrimoine moyen par adulte de 513.000 dollars, devant l'Australie (403.000 dollars), la Norvège (380.000) et le Luxembourg (315.000). Suivent les Etats-Unis, la Suède, la France, Singapour, la Belgique et le Danemark avec des patrimoines moyens situés entre 250.000 et 300.000 dollars.

A l'opposé, deux tiers des adultes de la planète disposent d'un patrimoine inférieur à 10.000 dollars et ne représentent que 3% de la richesse globale.

Credit Suisse précise que 98.700 personnes dans le monde disposent d'une fortune de plus de 50 millions de dollars, dont plus de la moitié aux Etats-Unis et un peu plus d'un quart en Europe.

Les "BRIC" (Brésil, Russie, Inde et Chine), les quatre principaux pays émergents, comptent chacun environ 5.800 de ces "ultra-riches", selon les estimations de l'étude.

Mais alors qu'ils ne représentaient que 5% des milliardaires du monde entier en 2000, cette proportion atteignait 19% en 2010. En Chine, le nombre de milliardaires est passé en dix ans d'un à 64, précise le rapport.

## Un article AFP du 9 octobre 2013

### Le patrimoine des ménages a augmenté de 4,9% dans le monde en 2013. (10.10)

Le patrimoine des ménages dans le monde, soit l'ensemble de leurs biens mobiliers et immobiliers, a augmenté de 4,9% en 2013 au niveau record de 241.000 milliards de dollars, indépendamment de la crise économique, selon le 4ème rapport annuel de la fortune mondiale publié mercredi par la banque Credit Suisse.

Ce montant représente un patrimoine moyen par adulte de 51.000 USD (37.800 euros).

En Amérique du Nord, le patrimoine des ménages a augmenté de 11,9%, et en Europe de 7,7%.

En revanche, au Japon, le patrimoine des particuliers a chuté de 20%, ce qui a fait reculer l'ensemble de la région Asie-Pacifique de -3,7%.

Hors Japon, la région a connu une croissance de 6,2%.

La Suisse reste le pays champion du monde du patrimoine par adulte, avec un montant de 512.600 USD par personne. Elle dépasse de 100.000 USD le numéro 2 de ce classement, l'Australie.

Pour le Credit Suisse, le patrimoine des ménages devrait continuer sur cette lancée d'ici 2018. Les experts de la banque prévoient une croissance de 40% d'ici 5 ans et une hausse de 50% du nombre des millionnaires à 47,6 millions de personnes.

En Afrique, le nombre de millionnaires devrait grimper de 81% à 163.000.

En Asie-pacifique, les millionnaires devraient progresser de 75% à 11,5 millions, et en Europe de 47% à 15 millions.

Parmi les personnes disposant d'un patrimoine de plus de 50 millions de dollars, 47% sont aux Etats-Unis, 5,9% en Chine, 4,6% en Allemagne et 3,5% en Suisse.

La France occupe le 7ème rang des pays où les ménages sont les plus riches, en dépit "*d'un chômage élevé et d'une croissance faible*".

"*Il y a plus de millionnaires en France que dans n'importe quel autre pays européen*" relève l'étude. Le Credit Suisse en a recensé 2.211.000.

La France est cependant dépassée par l'Allemagne, la Suisse et le Royaume-Uni par le nombre de millionnaires détenant plus de 50 millions USD ou plus de 100 millions USD.

Le patrimoine détenu par les ménages français s'élève à 14.200 milliards USD.

## Un article Reuters du 10 octobre 2013

### L'UE se dote d'un système commun de surveillance des frontières (11.10)

Le Parlement européen a approuvé jeudi la création d'un système de surveillance des frontières, baptisé Eurosur, qui permettra aux Etats de partager en temps quasi-réel images et informations sur la situation aux frontières extérieures de l'UE.

Ce réseau, en gestation depuis 2008, a vocation à *"combattre l'immigration clandestine et la criminalité transfrontière"* mais doit aussi, à la demande des eurodéputés, *"contribuer à assurer la protection et le sauvetage des migrants"*.

Le projet de règlement qui crée Eurosur ayant déjà fait l'objet d'un accord entre le Parlement et les Etats membres, le réseau pourra commencer à fonctionner dès le 2 décembre entre dix-huit Etats membres, dont la France, tous situés aux frontières extérieures de l'UE.

Il sera mis en service dans les autres pays un an plus tard. Le Royaume-Uni et l'Irlande, quoique non membres de l'espace Schengen, pourront y participer.

Un centre national de coordination assurera dans chaque Etat membre l'interface entre les sources d'information nationales, les centres de coordination des autres pays et l'agence Frontex, qui coordonne la coopération en matière de surveillance des frontières extérieures au niveau de l'UE.

*"La responsabilité (de la surveillance) continuera d'incomber aux Etats membres mais tout le monde sera informé de ce qui se passe et, si nécessaire, Frontex pourra alerter et aider les Etats membres en demandant une assistance"*, a estimé lors d'une conférence de presse, le député libéral néerlandais Jan Mulder, rapporteur du projet de règlement.

Interrogé sur la capacité d'Eurosur à empêcher un drame comme celui de Lampedusa, où plus de 300 Africains se sont noyés le 3 octobre en tentant de débarquer sur les côtes italiennes, il a douté *"qu'il puisse exister un système qui empêche ces gens de venir"*.

*"On aurait pu détecter l'embarcation plus tôt et prendre des mesures plus rapidement, mais il est très difficile de répondre à ce genre de question"*, a-t-il ajouté.

Eurosur ne concerne que la surveillance des frontières maritimes et terrestres, sans interdire à un Etat d'apporter volontairement des informations sur ses frontières aériennes.

Le partage de données devra respecter les droits fondamentaux, *"y compris le principe de non refoulement (le droit d'asile), le droit à la dignité humaine et les exigences de protection des données"*, précise le règlement.

La création d'Eurosur a été approuvée par 479 voix contre 101 et 20 abstentions.

Les Verts et la gauche communiste ont voté contre.

Commentaire.

La participation au Parlement européen suffit à légitimer son existence et donc toutes les mesures liberticides ou réactionnaires qu'il est amené à adopter.

## Un article AFP du 10 octobre 2013

### FMI: la stabilité financière mondiale menacée par l'endettement et la Fed. (11.10)

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé le FMI mercredi.

Dans un premier rapport, le Fonds monétaire international se penche sur la question qui devrait dominer son assemblée générale cette semaine à Washington et qui agite les marchés depuis plusieurs mois: la réduction imminente des injections de liquidités de la Réserve fédérale (Fed). Cette échéance, encore incertaine, a déjà provoqué pendant l'été une chute brutale de l'afflux de capitaux dans les pays émergents, faisant plonger leur monnaie et les privant d'une source cruciale de financement.

Ces événements "*mettent en lumière des nouvelles inquiétudes pour la stabilité financière*", a averti mercredi José Vinals, directeur du département des marchés financiers au Fonds.

Ce ne pourrait être que le début, selon le FMI. "*Les anticipations d'abandon progressif de la politique monétaire accommodante aux Etats-Unis pourraient (...) révéler des zones d'excès financier et de vulnérabilité*", indique son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale.

Les pays émergents, qui ont ces dernières années attiré quantité d'investisseurs en quête de rendements élevés, pourraient se retrouver en mal de liquidités à mesure qu'un mouvement de relocalisation s'opère vers les Etats-Unis.

Selon une récente étude du lobby bancaire international (IIF), les flux de capitaux vers les pays émergents devraient ainsi fondre cette année de 12,6% par rapport à 2012.

Certains Etats et entreprises pourraient dès lors avoir plus de mal à se financer, d'autant que les "*fondamentaux*" économiques de ces pays se sont dégradés (inflation, ralentissement de la croissance...), note le FMI.

Selon le Fonds, l'Indonésie, la Turquie, les Philippines, la Turquie ou le Brésil seraient les plus exposés et verraient leur coût de financement flamber en cas de nouvel assèchement de capitaux.

"*Si ces mesures non-conventionnelles (de la Fed) continuent pendant longtemps, les risques de créer des problèmes de stabilité financière grandiront*", a assuré le gouverneur adjoint de la Banque centrale du Mexique, Manuel Ramos-Francia, lors d'une table-ronde.

Indirectement mise en accusation, la Fed défend bec et ongles sa politique de rachats d'actifs et de taux directeur proche de zéro. "*Ces mesures sont utiles pour l'économie mondiale*", a déclaré mercredi Charles Evans, directeur de l'antenne de la Fed de Chicago.

Il a toutefois reconnu que le maintien de taux quasi-nuls encourageait des prises de risques sur les marchés et pourrait faire peser une menace "*accrue*" sur la stabilité financière y compris aux Etats-Unis où le climat est, selon lui, "*plein d'incertitude*".

Dans un second rapport publié mercredi, l'institution pointe un autre risque pour la stabilité financière: l'endettement des Etats.

En moyenne, la dette publique des pays développés devrait atteindre le "*pic historique*" de 110% de leur produit intérieur brut en 2014, soit 35 points de plus qu'en 2007, écrit le Fonds dans son rapport sur la surveillance budgétaire.

"*En dépit des progrès sur la réduction des déficits, les fragilités budgétaires profondes restent élevées dans les pays développés*", indique le rapport.

Avec un ratio de dette/PIB de 242,3% prévu en 2014, le Japon devrait encore figurer en tête du peloton des pays développés les plus endettés, suivis par la Grèce (174%), l'Italie (133,1%) et le Portugal (125,3%).

Les Etats-Unis, paralysés par une impasse budgétaire, devraient eux voir leur endettement progresser à 107,3% de leur PIB en 2014, loin devant la France et ses 94,8%.

Face à cette situation, le FMI s'aventure sur un terrain qui lui est peu familier en jugeant "*possible*" de faire davantage contribuer les plus fortunés et les multinationales à la réduction des déficits.

*"Il semble exister une marge suffisante dans beaucoup de pays avancés pour tirer davantage de recettes des plus hauts revenus"*, souligne l'institution.

Sur les seuls Etats-Unis, le Fonds retient une estimation de 60 milliards de dollars de recettes qui seraient perdus chaque année du fait des techniques d'optimisation fiscale des multinationales, un sujet qui a récemment retenu l'attention des pays du G20.

Un article Lexpansion.fr du 18 octobre 2013

### Grève historique des ouvriers smicards de Cartier. (19.10)

**Une quarantaine d'ouvriers de l'atelier Cartier de Reims ont manifesté vendredi à Paris pour réclamer une augmentation de 200 euros. Le premier bijoutier mondial et principal contributeur aux profits du groupe suisse Richemont leur en offre 75.**

*"Ouvriers, mal payés, chez Cartier!"* Le slogan claquait ce vendredi rue de la Paix à Paris, devant le siège social du premier bijoutier mondial. Une quarantaine de salariés en colère étaient descendus en car de leur atelier de Reims pour offrir une manifestation historique à leur prestigieux employeur. C'est en effet la première grève essuyée par Cartier, leader d'un secteur qui ne connaît pas la crise, et principal contributeur aux profits du groupe suisse Richemont.

Le délégué syndical a mené ses troupes dès 11 heures ce matin et une bonne partie de la journée devant l'enseigne de luxe, troublant l'habituelle sérénité des autres bijouteries de la rue et de la place de Vendôme. Ils y ont distribués des centaines de tracts afin de médiatiser leur situation. Et affichaient leur salaire net mensuel sur des pancartes: 1080 euros sur l'une, 1050 sur une autre ou encore 1161 euros sur une troisième.

*"Après 26 ans de carrière certains ouvriers ne gagnent pas plus de 1300 euros net. C'est inadmissible. Nous en avons marre"* dénonce le syndicaliste à la caméra de l'Expansion.

Les salariés de la filiale de Reims du fabricant de bijoux Cartier Joaillerie International (CJI) en sont ainsi à leur quatrième journée de grève. 80% des 70 salariés du site spécialisé dans la fonte de métaux précieux et l'ajustage des bijoux, sont mobilisés. Ils étaient 43 à avoir rejoint ce matin la capitale.

*"Nous sommes les moins payés de tous les ouvriers de Cartier en France. Nous demandons une augmentation de nos salaires de 200 euros net par mois"*, clame Flavien Lacrampe, délégué CGT de l'usine de Reims à l'Expansion.com.

Les ouvriers rémois réclament également une régularisation de leurs RTT qui sont, selon eux, systématiquement posées pendant des jours fériés.

Depuis six mois les salariés se battent pour défendre leurs demandes. *"C'est notre dernière chance cette manifestation. Je ne sais pas ce qu'on va faire après"* confie un des ouvriers qui a préféré rester anonyme, comme tous ses collègues, par peur de représailles.

*"La bijouterie c'est un monde caché, assez obscur. On ne veut pas se retrouver sans emplois. La situation est tellement dure en Champagne-Ardenne. Il y a des fermetures partout"*, s'inquiète un de ses collègues qui a déjà changé de métier à trois reprises pour ne pas tomber au chômage. 75 euros d'augmentation proposés

La direction de Cartier qui n'a de son côté pas souhaité s'exprimer ce jours, a proposé une augmentation mensuelle de 75 euros brut.

*"Ça fait 57 euros net ! C'est se moquer du monde. Le groupe fait plusieurs centaines de millions d'euros de bénéfices chaque année"*, s'énervé le délégué syndical. Selon un analyste interviewé par Challenges en 2012, le chiffre d'affaires de l'enseigne de luxe représenterait près de la moitié de celui du groupe suisse Richemont auquel il appartient.

Dans un communiqué publié jeudi soir, la direction de Cartier Joaillerie International faisait part de *"sa forte déception et de son incompréhension après l'échec des discussions avec le délégué syndical CGT"*.

La direction qui assure avoir *"fait des propositions d'augmentation très significative des rémunérations, au cours des trois derniers jours"* constate *"l'impossibilité d'aboutir"*. Elle reste cependant *"ouverte au dialogue, avec l'ensemble des salariés, en souhaitant parvenir à une solution équilibrée"*.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 18 octobre 2013

### Les instances de gouvernance d'Internet veulent s'émanciper des Etats-Unis. (19.10)

Les révélations de ces derniers mois sur la surveillance exercée par l'administration américaine sur Internet pourraient faire perdre aux Etats-Unis le contrôle des institutions en charge du fonctionnement de la Toile. En tout état de cause, la "fronde" monte au sein des différentes instances mondiales techniques, chargées de définir les standards et gérer les ressources du réseau. Et c'est le Brésil qui pourrait porter et fédérer cette volonté d'émancipation.

Réunies à Montevideo en Uruguay, les architectes techniques d'Internet ont ainsi appelé, lundi 7 octobre, à l'émancipation de l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) et de sa composante, l'IANA (Internet Assigned Numbers Authority). Il faut, ont-ils déclaré, accélérer *"la mondialisation des fonctions de l'IANA et de l'ICANN vers un environnement dans lequel toutes les parties prenantes, y compris tous les gouvernements, participent sur un pied d'égalité"*.

L'ICANN gère les adresses de connexion à Internet (adresses IP) et les noms de domaine (comme [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)) au niveau mondial. Il le fait sous le contrôle du département américain du commerce.

La déclaration a été endossée par l'IETF (Internet Engineering Task Force) et du W3C (The World Wide Web Consortium), en charge des standards techniques d'Internet et du Web, par l'ICANN et ses sociétés sœurs, ainsi que par quatre gestionnaires régionaux des adresses IP et l'Internet Society, un promoteur historique d'un Internet ouvert.

*"La déclaration de Montevideo est une première historique, jamais ces organisations, les architectes techniques d'Internet n'ont ainsi interpellé le gouvernement américain"*, lance Bernard Benhamou, délégué aux usages de l'Internet au ministère de l'économie numérique et ancien négociateur aux Nations unies.

Suite au scandale de la surveillance des communications mondiales par la NSA (National Security Agency), la mainmise des Etats-Unis sur les institutions qui définissent les règles d'Internet et les appliquent est devenue un sujet majeur de politique internationale. Le pays qui crée les règles du réseau mondial les détournerait ainsi à son avantage.

Les instances mondiales *"techniques"*, qui se pensaient à l'abri des jeux politiques, affichent désormais leur désaveu des méthodes américaines.

#### SOMMET EN 2014 AU BRÉSIL

Dans ce contexte, le Brésil est devenu un interlocuteur de choix. Le lendemain de la déclaration de Montevideo, le président de l'ICANN, Fadi Chehadé, a rencontré la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, pour lui demander d'assurer le leadership dans la mise en place d'une nouvelle gouvernance d'Internet plus égalitaire, rapporte le blog Internet Governance Project.

Cette déclaration traduit clairement la volonté d'une supervision entre Etats, *"comme substitut à une supervision américaine, même si aucun projet précis n'existe"*, explique le site.

*"Nous avons décidé que le Brésil accueillera, en avril 2014, un sommet international de gouvernements, d'industriels et d'académiques"* sur la question de la gouvernance, a déclaré pour sa part la présidente brésilienne.

Le volontarisme brésilien n'est pas qu'un opportunisme politique. La révélation que la NSA a directement espionné la présidente brésilienne Dilma Rousseff a été un choc pour le pays.

Cette découverte a mené à la convocation de l'ambassadeur américain puis au report d'une visite de Dilma Rousseff aux Etats-Unis, mi-septembre, tant que la situation ne serait pas éclaircie.



La présidente a affirmé vouloir plus d'indépendance et de sécurité pour l'Internet brésilien. Le pays a par ailleurs demandé, au début d'octobre, des explications au Canada, qui aurait mené un espionnage "*inacceptable*" du ministère des mines et de l'énergie, et exigé de ses "*alliés*" l'arrêt de la surveillance.

Les révélations sur l'espionnage mondial constituent une clé, mais pas la seule. L'accélération de la réflexion chez les pays émergents a eu un premier déclencheur : le sommet onusien sur la gouvernance d'Internet à Dubaï, en décembre 2012.

Ce sommet a vu les Etats-Unis et les "*grands émergents*" (dont la Russie) lutter pour le contrôle d'Internet, avec en toile de fond le risque de voir certains pays non-démocratiques "*nationaliser*" leurs réseaux.

Entre un contrôle américain et l'éclatement d'Internet par pays, certains tentent de trouver une solution pour une gestion mondiale du réseau.

**Un article lemonde.fr du 18 octobre 2013**

### **Les opposants au gaz de schiste de plus en plus mobilisés dans le monde. (19.10)**

Alors que de plus en plus de pays autorisent l'exploration et l'exploitation des pétrole et gaz de schiste, les contestations se succèdent. Samedi 19 octobre, ils doivent être des milliers à manifester, en France (à Paris, Toulouse, Lille ou Nice), aux Etats-Unis, Canada, Angleterre, Allemagne ou encore Roumanie à l'occasion de la Journée mondiale contre le gaz de schiste.

Car si ces hydrocarbures non conventionnels font miroiter aux entreprises et aux pays revenus, recettes fiscales et emplois – jusqu'au rêve d'une indépendance énergétique –, ils sont vivement critiqués pour leurs conséquences néfastes sur l'environnement ainsi que sur le climat. Tour d'horizon de ces mouvements d'opposition.

#### **En Roumanie : le recul de Chevron**

C'est une victoire importante remportée par les opposants au gaz de schiste. Les deux mois de protestations de villageois contre des projets d'exploration à Silistea, dans le nord-est du pays, ont eu raison de Chevron. Le géant américain de l'énergie a annoncé la suspension de ses activités jeudi 17 octobre, au lendemain d'échauffourées entre gendarmes et protestataires qui bloquaient depuis lundi l'unique voie d'accès au site où le pétrolier comptait forer son premier puits d'exploration.

Le groupe avait obtenu en juillet des permis d'exploration dans trois villages de cette région pauvre, juste après la levée, en mars, par le gouvernement, du moratoire instauré l'année précédente. Après avoir vivement combattu ces hydrocarbures non conventionnels lorsque la coalition de centre gauche, à laquelle il appartient, était dans l'opposition, le premier ministre Victor Ponta s'est finalement rallié à cette nouvelle source d'énergie, rejoignant le président de centre droit Traian Basescu, fervent défenseur du gaz de schiste. Objectif : s'affranchir des coûteuses importations de gaz russe. Selon les dernières estimations de l'Agence d'information sur l'énergie américaine (EIA – Energy Information Administration), publiées en juin, le pays abriterait, avec l'Ukraine et la Bulgarie, 5 500 milliards de mètres cubes de gaz de schiste et 1,6 milliard de barils de pétrole de schiste.

Les opposants, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, la fracturation hydraulique, qui consiste à injecter à haute pression dans la roche d'énormes quantités d'eau additionnées de sable et d'additifs chimiques, pollue les nappes phréatiques, fragilise les sols, voire favorise les tremblements de terre.

#### **En Ukraine : une mobilisation naissante**

L'exemple roumain a fait des émules dans l'Ukraine voisine : jeudi 17 octobre, ce sont des centaines d'Ukrainiens qui ont manifesté contre les projets de Chevron d'exploiter le gaz de schiste dans leur pays.

L'an dernier, le géant américain avait remporté un appel d'offres pour exploiter le gisement d'Olesky, dans l'ouest du pays, dont le gouvernement estime les réserves à 2 980 milliards de mètres cubes de gaz. Un enjeu capital pour cette ex-république soviétique qui cherche à réduire sa dépendance par rapport à la Russie. Mais les populations locales s'inquiètent de l'impact sur l'environnement dans une région montagneuse qui est également un site touristique.

#### **Au Canada : une opposition musclée**

Coup de feu, cocktails Molotov et véhicules de la gendarmerie brûlés : au Canada, la mobilisation contre l'exploitation du gaz de schiste a également pris un tour violent jeudi 17 octobre. Une quarantaine d'opposants ont été arrêtés à la suite de heurts avec les forces de l'ordre.

Depuis le mois dernier, ces opposants, dont des Amérindiens, cherchent à empêcher une entreprise gazière canadienne, SNW Ressources, d'effectuer des tests sismiques dans l'est du Nouveau-Brunswick, sur la côte atlantique. Des travaux de prospection ont débuté dans ces zones qui seraient riches en hydrocarbures – le pays compterait 16 000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz de schiste selon l'EIA. Les opposants ont notamment érigé des barrages sur une route à proximité de l'entrepôt qui abrite l'équipement

d'exploration de l'entreprise, mais la justice a prononcé une injonction pour mettre fin au blocus. Le soir, deux cents personnes ont marché dans les rues de Montréal en signe de solidarité avec les manifestants du Nouveau-Brunswick.

### **Au Royaume-Uni : un mécontentement grandissant**

Alors qu'une campagne de forage est en cours dans le sud de l'Angleterre, l'engouement de la population britannique pour le gaz de schiste s'érode. Selon un sondage publié le 1er octobre par l'université de Nottingham, 55 % des Anglais soutiennent aujourd'hui la fracturation hydraulique, contre 62 % en juillet.

Entre ces deux mois, des manifestations de milliers d'opposants ont secoué la région du Sussex, après le début des forages par l'entreprise Cuadrilla Resources le 2 août. La société britannique avait obtenu du gouvernement, en décembre 2012, l'autorisation de reprendre ses explorations qu'elle avait dû interrompre en 2011 en raison de secousses telluriques.

Autre sujet de mécontentement des opposants : le coût de la fracturation hydraulique se révèle deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, ce qui devrait entraîner une baisse très limitée du prix de l'électricité dans le pays, selon des données de l'agence Bloomberg. Le gouvernement, au contraire, assure que les promesses de ressources de gaz de schiste avancées par Cuadrilla (3 000 milliards de mètres cubes) sont un gage d'indépendance énergétique accrue. Mais rien ne dit à ce jour que les réserves se concrétiseront.

## Un article AFP du 19 octobre 2013

### Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne. (20.10)

La chancelière allemande Angela Merkel veut donner davantage de pouvoirs à la Commission européenne en matière de politique économique et financière et s'emploie à faire évoluer les traités européens en ce sens, selon un journal.

D'après l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* à paraître dimanche, citant des sources proches du gouvernement allemand, elle en a discuté jeudi soir avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, lors d'un dîner à Berlin.

Interrogé à ce sujet par l'AFP, un porte-parole du gouvernement allemand a déclaré: *"Nos réflexions sur l'évolution future de l'union économique et monétaire sont connues depuis longtemps. Après les législatives, nous allons continuer sur cette voie"*.

Il n'a rien voulu dire sur l'entretien avec M. van Rompuy.

Dans le programme électoral des conservateurs de Mme Merkel, il était déjà question de renforcer les pouvoirs de la commission européenne.

Lundi, Mme Merkel doit rencontrer à Berlin le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, avant le conseil européen qui a lieu le 24 et 25 octobre.

Un article [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 20 octobre 2013

### Colère des Français : attention, danger ! (21.10)

**Impôts, délinquance, sentiment d'abandon : un rapport confidentiel des préfets tire la sonnette d'alarme, soulignant l'exaspération grandissante des Français.**

Faut-il craindre le pire dans les mois à venir ? C'est en tout cas l'exaspération grandissante des Français qui ressort de la dernière note confidentielle rédigée par le ministère de l'Intérieur à partir des rapports transmis par les préfets. Publiée le 27 septembre, cette note a été jugée suffisamment préoccupante pour être communiquée aux principaux dirigeants de la majorité, comme le révèle *Le Nouvel Observateur*.

Il en ressort un mécontentement croissant des Français, sur fond d'aigreurs accumulées. Le premier point du rapport souligne ainsi le *"sentiment d'abandon"* ressenti par le monde rural, qui s'inquiète du redécoupage cantonal. Selon les préfets, ce dernier fait l'objet de *"débats enflammés dans les exécutifs locaux"*, où l'on redoute les *"conséquences d'un tel redécoupage sur le maillage territorial des services publics et l'éligibilité à certaines subventions ou projets d'équipement"*.

*"Matraquage fiscal"* et délinquance

*"L'hégémonie des métropoles"*, que le gouvernement serait en train d'organiser via la loi Lebranchu, est également de plus en plus pointée du doigt. Plus classique, le deuxième point abordé par le rapport concerne le ras-le-bol fiscal des Français. Les élus *"considèrent que les limites du consentement à l'impôt sont atteintes"* et redoutent que le *"matraquage fiscal"* évoqué fasse le lit du Front national.

Le rapport parle même de *"choc psychologique"* pour *"des foyers jusque-là non imposables"*. Selon les préfets, *"la menace de désobéissance fiscale"* est même *"clairement brandie"*. Autre thème mis en avant par la note confidentielle : la sécurité. L'augmentation de la petite délinquance, notamment *"dans des régions qui s'en croyaient indemnes"*, *"inquiète autant que cela exaspère"*. Aussi les préfets soulignent-ils que *"la population semble désormais prête à s'impliquer davantage dans la lutte contre la délinquance à travers des opérations comme Voisins vigilants ou Alertes commerce"*.

Dernier sujet de grogne évoqué, celle des professionnels du bâtiment. Les préfets soulignent *"la situation de détresse"* du monde artisanal, notamment du secteur du bâtiment, qui s'estime victime d'une *"concurrence déloyale"* des autoentrepreneurs. La note rappelle en particulier que *"dans certains départements, près de 70 % des créations d'entreprises artisanales"* relèvent de ce statut, ce qui vient d'ajouter à la concurrence *"low cost"* d'entreprises étrangères.

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 21 octobre 2013

### Pour échapper à la législation américaine, le marché des swaps se tourne vers Londres. (22.10)

Pour échapper à la législation américaine jugée trop contraignante, bon nombre d'institutions financières outre-Atlantique transfèrent leurs activités sur le gigantesque et très lucratif marché des produits dérivés dits "swaps" de Londres, où l'utilisation de ces instruments complexes est moins réglementée. Ce mouvement illustre à quel point le contournement, en toute légalité, des nouvelles règles est devenu un jeu d'enfant pour les grandes banques, gestionnaires de patrimoine ou encore fonds spéculatifs ("hedge funds").

Entrée en vigueur en 2010, mais appliquée de façon partielle en raison des résistances du lobby bancaire, la législation américaine Dodd-Frank entend, entre autres, imposer la transparence au marché des produits dérivés. Son bras armé, la Commodity futures trading commission (CFTC), régulateur des marchés à terme, oblige toutes les "personnes américaines", particuliers comme entreprises, à utiliser une chambre de compensation pour le règlement de ces transactions. Cet organisme, intermédiaire entre acheteurs et vendeurs, permet d'identifier les transactions ainsi que leurs auteurs sur un marché jusque-là dominé par les opérations de gré à gré, effectuées en toute discrétion.

L'enjeu est énorme. Les swaps de taux, de devises, de matières premières ou de crédit servent de mètre-étalon pour les 600 000 milliards de dollars (438 384 milliards d'euros) de produits financiers à terme qui s'échangent chaque jour. Utilisés à des fins de couverture contre le risque ou pour spéculer de façon parfois outrancière, ces instruments hautement sophistiqués et obscurs sont accusés d'avoir alimenté la crise financière de 2007-2008 aux Etats-Unis, tout comme la tourmente de la zone euro.

Aux Etats-Unis, la révolte gronde contre une législation sur les dérivés jugée tatillonne et coûteuse. Une simple erreur d'exécution dans une transaction peut ainsi s'avérer potentiellement ruineuse pour un opérateur. C'est pourquoi, à lire une récente étude du consultant financier Tabb Group, les trois-quarts des intervenants sur les "swaps" refusent d'utiliser la nouvelle plateforme électronique de trading créée spécialement pour ces produits (Swap execution facility), et qui a commencé à fonctionner le 2 octobre. De leur côté, des géants comme Goldman Sachs, Citigroup, JPMorgan et Morgan Stanley, très actifs sur ce marché, font désormais passer par la City une partie du négoce au profit de clients non américains.

En effet, les filiales britanniques des groupes américains dépendent, en terme de supervision, du régulateur britannique, la Financial conduct authority, moins regardant. La législation européenne sur les produits dérivés (European market infrastructure regulation, ou EMIR), qui devrait entrer en vigueur en 2014, est en outre jugée plus souple en la matière.

Les croisés de la transparence financière approuvent l'approche "musclée" américaine pour mieux réglementer les produits dérivés. *"Davantage de réglementation et une meilleure gouvernance ne doivent pas être considérés comme un obstacle à la bonne marche des affaires. Déplacer ses opérations pour éviter une réglementation américaine prétendument coûteuse ou peu pratique n'est pas une solution à long terme"*, souligne Jérôme Lussan, fondateur de Laven Partners, cabinet de conseil londonien aux hedge funds.

Mais Washington s'inquiète des risques provoqués par ce transfert à l'étranger et pour cause : de nombreux scandales financiers trouvent leur origine dans des filiales d'établissements américains à Londres. L'effondrement de l'assureur AIG, sauvé par le contribuable américain, le trucage des comptes publics grecs par Goldman Sachs International, ou encore les pertes essuyées par la "baleine" de JPMorgan... Ces affaires ont toutes été orchestrées sur les bords de la Tamise.

Les régulateurs américains entendent donc élargir la supervision à l'étranger, c'est ainsi que plusieurs enquêtes ont été menées récemment à Londres auprès des hedge funds actifs aux Etats-Unis, ou opérant pour le compte d'une clientèle américaine.

L'entente anglo-américaine, tout au moins dans les discours officiels, est traditionnelle et constante. En réalité, comme le montre la polémique sur les swaps, elle prend un caractère exceptionnel dans les affaires financières. La raison en est simple : la City et Wall Street sont plus que jamais en compétition pour conserver le leadership financier mondial.

Commentaire.

Ils sont plutôt complémentaires. Le Monde découvre l'existence de l'empire anglo-saxon ! La Grande-Bretagne n'est pas le 51e Etat américain, il en fut le premier, le modèle...

Commentaire d'un internaute

*- "Compte tenu du risques que représentent les CDS (dont les encours ne sont pas provisionnés et qui n'apparaissent pas dans le bilan des banques !) l'attitude de la City est réellement scandaleuse. La Grande Bretagne n'est sans doute pas un paradis fiscal; c'est un Etat voyou. Pour redonner du lustre à sa vénérable place financières, Londres ne recule devant rien. Dans une société utopique, l'Angleterre serait mise sur une liste noire des pays avec lesquels tout commerce est interdit."*

Désolé, le socialisme n'est pas encore une "utopie", mais il pourrait le devenir...

Un article Francetvinfo.fr du 22 octobre 2013

## Politique, institutions, médias : la génération Y est encore plus désabusée que vous ne pensez. (23.10)

**Francetv info a confronté les clichés qui collent à la peau des 18-34 ans avec les résultats d'une grande enquête en ligne.**

Les 18-34 ans ont-ils un problème avec la citoyenneté ? A l'occasion de la diffusion du documentaire *Génération Quoi ?* mardi 22 octobre sur France 2, francetv info a confronté les clichés qui collent à la peau de la fameuse génération Y aux résultats de la consultation menée depuis le 19 septembre sur le web.

Isoloirs désertés, politiques méprisés, médias soupçonnés de connivence avec le pouvoir : chiffres à l'appui, des spécialistes décryptent ou démontent les différents volets du problème.

### Attachés au vote, ils méprisent la plupart des responsables politiques

Ce que l'on croit. Enfants d'une société individualiste, les membres de la génération Y auraient perdu le goût de la chose publique. Ils tourneraient le dos aux partis politiques, ainsi qu'aux isoloirs : environ 20% des électeurs nés après 1980 ne se sont pas rendus aux urnes lors des dernières élections présidentielles, selon l'Insee. C'est presque deux fois plus que pour les Français nés entre 1945 et 1979.

Ce que les chiffres montrent. Les résultats de l'étude "*Génération Quoi ?*" confirment un désintérêt pour l'engagement partisan. Seuls 7% des plus de 120 000 répondants âgés de 18 à 34 ans affirment avoir "*essayé, et aimé*" le militantisme politique. Ils sont 55% à indiquer "*ne pas être intéressés*" par la chose, et 5% à affirmer avoir essayé, mais ne pas avoir été conquis.

Sarah, étudiante en commerce de 22 ans à Lyon (Rhône), explique son désintérêt par un décalage entre les promesses électorales et les actes. "*On ne peut jamais savoir si ce qui est promis par les politiques sera effectivement fait, ni si ce qu'ils disent est une véritable conviction ou un simple positionnement électoral*", juge-t-elle. "*Tout ça me paraît trop brouillon, trop lointain.*"

Rien de surprenant à cela, estime Anne Muxel. Directrice de recherche au Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences Po, et auteure d'*Avoir 20 ans en politique* (2010, Seuil), elle explique que le fonctionnement des partis "*ne correspond pas à la conception de l'engagement que se font les jeunes*". A une organisation verticale jugée archaïque, ils préfèrent la mobilisation ponctuelle autour d'une cause facile à identifier et à défendre, comme le retour de Leonarda, la collégienne kosovare interpellée lors d'une sortie scolaire. Mais le manque d'attractivité des partis va au-delà des 18-34 ans, tient à souligner la spécialiste : "*L'engagement militant est très marginal, puisqu'il ne concerne qu'environ 2% des Français*", explique-t-elle.

La génération Y garde en revanche un réel attachement au bulletin de vote. Cinquante-six pour cent des sondés entre 18 et 34 ans indiquent qu'ils ne "*pourraient pas être heureux sans voter*". Ce qui ne les empêche pas d'être très critiques envers la classe politique : seuls 14% des 18-34 ans ayant répondu à l'enquête ont "*plutôt*" ou "*tout à fait confiance*" en elle.

"*Je me sens profondément de gauche, mais les partis politiques ne m'inspirent pas confiance*", raconte ainsi Maryne, 24 ans, qui travaille dans le secteur culturel à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). "*J'ai l'impression que dans la plupart des cas, ce sont des clans de mafieux.*" Un jugement sévère, mais largement partagé : plus d'un sondé sur deux (51%) estime que "*presque tous*" les responsables politiques sont corrompus. Ils ne sont que 2% à penser que seule une infime minorité est concernée.

Mais là encore, explique Anne Muxel, "*c'est un phénomène qui concerne l'ensemble de la société*". "*Les jeunes ne font que refléter la dégradation du lien de confiance des citoyens envers leurs représentants*", dit-elle. Le baromètre de la confiance politique publié en janvier par son centre de recherche indique ainsi que 52% des Français ne font confiance ni à la droite, ni à la gauche pour gouverner le pays.

### A part l'armée, ils ne croient plus à la plupart des institutions



Ce que l'on croit. *"Police machine matrice d'écervelés mandatés par la justice / Sur laquelle je pisse / Aucunement représentatif de l'entière populace / Que dois-je attendre des lois, des flics / Qui pour moi ne sont signe que d'emmerdes ?"* chantait NTM en 1993. Police, justice, armée : les 18-34 ans ne feraient pas confiance aux corps constituants de l'Etat.

Biberonnée au rap, cette génération a connu les émeutes des banlieues en 2005 et son cortège de voitures brûlées, ainsi que des manifestations parfois tendues, comme celles contre le CPE en 2006.

Ce que les chiffres montrent. A part l'armée, qui recueille une majorité d'opinions favorables (57% des sondés ont *"plutôt"* ou *"tout à fait"* confiance en elle), le crédit des institutions est sensiblement entamé. Cinquante-trois pour cent des 18-34 ans interrogés ne font peu ou pas confiance à la police, et 54% ont un sentiment identique vis-à-vis de la justice.

Même l'Union européenne, avec laquelle ils ont grandi, est considérée avec défiance : 18% n'ont pas du tout confiance en elle, 39% plutôt pas. *"Le problème de l'Union, c'est qu'elle a le cul entre deux chaises"*, juge ainsi Sarah, de Lyon. *"Elle a trop de pouvoirs ou pas assez, mais elle est en tout cas moyennement efficace. Cela pourrait changer avec une vraie gouvernance commune, mais ce n'est pas pour demain"*, continue l'étudiante.

Anne Muxel n'est, là encore, pas surprise par ces chiffres. *"La société est en crise, les jeunes se sentent menacés, ne trouvent pas de travail... Toutes les institutions auxquelles ils pourraient faire confiance pâtissent de cette situation"*, explique la chercheuse, qui relève toutefois que ces entités ont une meilleure image que la classe politique.

### **Ils ne font plus confiance aux médias pour les informer**

Ce que l'on croit. Connectés depuis l'enfance, la génération Y utiliserait avant tout internet pour s'informer et nourrirait une certaine méfiance à l'endroit des médias traditionnels.

Ce que les chiffres montrent. Les résultats de l'enquête *"Génération Quoi ?"* sonnent comment un désaveu cinglant pour les journalistes : 86% des 18-34 ans interrogés indiquent faire peu ou pas du tout confiance aux médias. Ce qui n'empêche pas la majorité d'entre eux de confier ne pas pouvoir se sentir heureux sans être informée.

Claire, 25 ans, travaille dans le secteur médical en région parisienne. Elle pense que *"les politiques ont un sacré pouvoir sur les médias"*. *"Pas facile, du coup, de démêler le vrai du faux"*, explique-t-elle. Maryne, d'Aix-en-Provence, tient pour sa part à *"ne jamais regarder les infos à la télé"*. Elle préfère utiliser Twitter et *"aller sur des sites critiques mais drôles, comme Brain Magazine"*, pour trouver des infos.

Laurence Corroy, maître de conférences à l'université Sorbonne-Nouvelle et spécialiste de la consommation et des pratiques médiatiques des jeunes, explique les raisons de cette défiance envers les organes de presse traditionnels. *"Comme les autres franges de la population, ils reprochent aux journalistes d'être trop proches des milieux politiques, de sortir des mêmes écoles qu'eux, ou encore d'être trop parisiens"*, dit-elle.

*"Leur singularité réside dans le fait de ne pas se retrouver dans l'image d'eux qui est véhiculée par les médias"*, continue la chercheuse. *"Ils s'estiment caricaturés, particulièrement lorsqu'on parle des jeunes de banlieue. Et, surtout, les journalistes leur donnent moins la parole."*

Commentaire.

A boire et à manger ici. Je remarque seulement qu'ils ont donné la parole à une étudiante en commerce, deux personnes travaillant dans les secteurs culturel et médical, à une chercheuse de Sciences Po et à un maître de conférences à l'université, aucun jeune ouvrier, pas une seule employée, vendeuse, caissière, pas un seul chômeur, à croire qu'ils n'existent pas où qu'il fallait les faire disparaître.

Tout n'est pas à jeter ici, mais ils passent volontiers, l'air de rien, de certains clichés à d'autres clichés bien orientés et qui confirment que l'idéologie dominante est bien ancrée dans les cerveaux.

Au lieu de se faire manipuler par la télévision ou les médias nationaux, ils sont manipulés par des portails Internet. Ils croient déjouer la manipulation des grands partis pour se faire manipuler par des partis plus petits qui sont des appendices des plus grands. Ils croient ne pas tomber dans le panneau de la pensée unique pour tomber dans celui de l'idéologie néolibérale qui avance masqué et plus difficile à détecter parce que le PS, la gauche et l'extrême gauche s'en font le porte-parole.

Autrefois on disait qu'il était plus facile de savoir ce qu'on ne voulait plus que de savoir ce que l'on voulait, aujourd'hui comme hier d'ailleurs selon moi, peut-être à un degré plus élevé que par le passé, il faut ajouter qu'il est encore plus difficile de savoir comment faire pour obtenir ce qu'on veut, d'où la tentation de trouver un raccourci et verser dans l'individualisme ou l'illusion qu'on pourrait le trouver spontanément, malheureusement cela ne correspond pas à la réalité. Les voies de l'enfer sont semées de bonnes intentions.

Acquérir la méthode qui permet d'interpréter la société et le monde dans une perspective progressiste ou révolutionnaire, autrement dit le marxisme ou le matérialisme dialectique et historique, ne s'improvise pas, n'est pas le produit d'un phénomène spontané.

L'homme ne vient pas au monde doté d'un état de conscience supérieur. Cette faculté n'est pas innée chez l'homme, elle ne se décrète pas non plus, et elle ne se développe pas forcément dans le cerveau des gens habitués à l'utiliser de manière intensive comme les chercheurs ou les scientifiques ou les intellectuels en général, chez lesquels cet état de conscience n'est pas plus développé que chez un ouvrier. On voit là à quelle difficulté nous avons à faire.

On ne peut l'acquérir qu'en partant de la matière qui constitue les rapports sociaux qui existent dans la société en observant et analysant les différentes transformations qu'ils ont connues au cours des siècles précédents, principalement tout au long du développement historique du capitalisme, le processus dialectique qui s'est déroulé et dont la situation que nous avons sous les yeux est le produit ou la continuité, au cours duquel différents facteurs ont été amenés à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la société et de l'humanité jusqu'à nos jours, au point de les orienter dans une direction ou une autre selon un rapport de force (entre les classes), l'individualisme, l'injustice, les inégalités, la guerre, la dictature, la barbarie ou leur contraire, qui théorisé s'appelle le socialisme. (pour faire bref)

Ajoutons, que l'observation et l'analyse ne suffisent pas, il faut mettre en pratique les conclusions auxquelles nous sommes parvenues en participant à la lutte des classes pour les valider, en vérifier la pertinence ou l'exactitude à travers les résultats obtenus ou les enseignements qu'on en tirera qui alimentera ou enrichira en permanence cet état de conscience qui doit encore progresser.

Pratique incompatible avec une action individuelle sur le plan politique ou décidée sur un coup de tête sans orientation politique précise, il nous faut admettre que n'ayant pas atteint un niveau de conscience supérieur, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas, pour orienter notre action dans la bonne direction, lui donner un contenu politique correct ou conforme au but ou à la cause que l'on défend, on a besoin d'un cadre organisé qui incarne ce niveau de conscience au plus haut degré pour tirer profit ou des enseignements de cette expérience qui nous serviront pour la suite de notre combat.

De plus, il va de soi sans préjuger du résultat d'une action, victoire ou défaite, défaite le plus souvent, ce qui n'a pas vraiment d'importance, qu'une action menée consciemment et collectivement recelle un potentiel, une puissance supérieure à une somme d'individualités en mouvement sans direction ou contenu précis ou souvent contradictoires, facilement manipulables, potentiel qui se traduira par le ralliement à nos idées de nouveaux travailleurs et jeunes qui viendront grossir les rangs de notre parti.

## Un article AFP du 22 octobre 2013

### L'Union européenne relance les négociations d'adhésion avec la Turquie. (23.10)

L'Union européenne a décidé d'ouvrir mardi un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec la Turquie après trois ans de paralysie, a annoncé la présidence lituanienne de l'UE.

Suivant les recommandations de la Commission européenne, les ministres de l'UE chargés des Affaires européennes, réunis à Luxembourg, ont donné leur feu vert à l'ouverture, le 5 novembre, du chapitre 22 portant sur la politique régionale.

La décision formelle d'ouvrir un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec Ankara avait été prise en juin avant d'être ajournée, notamment sous pression allemande, en raison de la répression par les autorités turques de la vague de contestation civile partie de la place Taksim à Istanbul.

Le commissaire à l'Elargissement, Stefan Füle, s'est félicité de la décision des ministres, y voyant un "pas important" pour le rapprochement UE-Turquie.

*"Les récentes évolutions en Turquie soulignent l'importance de l'engagement de l'UE et de ce que l'UE reste la référence pour les réformes en Turquie. A cette fin, les négociations d'adhésion doivent retrouver de l'élan", a-t-il ajouté.*

Dans son rapport de suivi la semaine dernière, la Commission européenne avait dénoncé le *"recours excessif à la force de la police"* en juin, mais salué les *"pas importants"* faits malgré tout par le pays en matière de démocratie.

L'ancienne ministre française de la Justice, Rachida Dati, eurodéputé PPE (centre-droit) a, au contraire, dénoncé une décision *"irresponsable dans le contexte de crise européenne actuelle"*.

*"La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne", a soutenu Mme Dati. "L'UE doit plus que jamais marquer une pause durable dans son élargissement"*.

La Turquie est officiellement candidate depuis 1999, mais le processus de négociations, engagé en 2005, s'avère le plus lent jamais mené par l'UE avec un aspirant à l'adhésion.

Il se heurte aux réserves de Paris et Berlin à l'entrée d'un pays de 76 millions d'habitants à majorité musulmane, et à l'absence de règlement du cas de Chypre, dont la partie nord est occupée depuis 1974 par les troupes turques.

Sur les 35 chapitres de négociations, treize ont été ouverts et un seul a jusqu'ici pu être bouclé. L'UE a en outre gelé des pans entiers de négociations face au refus de la Turquie d'élargir à la République de Chypre, membre de l'UE, le bénéfice des accords de libre circulation qui la lient au bloc européen

Le chapitre 22 portant sur la politique régionale sur lequel les deux parties vont reprendre langue concerne un sujet parmi les plus consensuels.

Souhaitant faire levier pour garantir la poursuite des réformes de démocratisation en Turquie, la Commission entend aussi entrer dans le vif du sujet. Elle a demandé aux 28 Etats de dégager la voie à l'ouverture de deux autres chapitres portant sur les droits fondamentaux, la justice, la liberté et la sécurité.

La Turquie s'était réjouie samedi des bons points décernés par la Commission, y voyant la reconnaissance de sa *"détermination à mener les réformes"*

*"Le niveau atteint aujourd'hui par la Turquie en termes de démocratisation, de droits de l'homme et de développement économique est incontestablement le plus proche des standards de l'UE jamais atteint", avait jugé le ministre turc des Affaires européennes, Egemen Bagis.*

Mais il avait rejeté les critiques de la gestion de la fronde de juin par le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, soulignant que *"le recours à la violence et aux méthodes illégales ne sera jamais considéré comme un moyen de faire respecter ses droits"* en Turquie.

Commentaire.

Après avoir atterri en Turquie, c'est en franchissant la frontière qui sépare ce pays de la Syrie que près de 100.000 mercenaires djihadistes armés se sont infiltrés en Syrie, donc avec la complicité des autorités turques qui n'est plus à prouver. L'offensive armée pour le compte des Etats-Unis et l'Etat sioniste contre la Syrie et le peuple syrien a été perpétrée à partir de la Turquie des Frères musulmans ayant à leur tête le Qatar, l'Arabie saoudite passant par la Jordanie.

C'est le rôle attribué ou plutôt reconnu à la Turquie, puisque ce sont les Américains qui en ont décidé ainsi, dans cette guerre par la Grande-Bretagne, la France et en général par l'Union européenne, qui permet aujourd'hui de réactiver le processus d'intégration de la Turquie dans l'UE et au ministre turc des Affaires européennes d'affirmer à la face du monde que *"le niveau atteint aujourd'hui par la Turquie en termes de démocratisation, de droits de l'homme (...) est incontestablement le plus proche des standards de l'UE jamais atteint"* qui en réalité coïncide avec ceux de la dictature américaine, qui par ailleurs a toujours prôné l'intégration de la Turquie dans l'UE, sans doute pour y précipiter le chaos et la guerre civile ou un climat de guerre civile permanent.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que Bruxelles envisage sérieusement l'intégration dans l'UE un Etat qui soutient ouvertement les barbares d'une cruauté inouïe qui massacrent la population civile en Syrie, c'est conforme à sa nature, démocratique évidemment et à son message de paix dans le monde, sans rire.

Pour finir, sachant que ce sont les pays les plus peuplés de l'UE qui ont le plus de poids dans ses institutions et qu'en cas d'adhésion la Turquie serait le pays le plus peuplé de l'UE avec ses quelque 80 millions d'habitants, on voit d'ici quelle orientation politique prendrait l'UE, celle d'une farouche dictature, une confirmation en somme, en plus accentuée encore.

## Un article Liberation.fr du 22 octobre 2013

### Le sultan Hassanal Bolkiah impose la charia à Brunei. (23.10)

Brunei, petit sultanat situé sur l'île de Bornéo extrêmement riche grâce à ses réserves d'hydrocarbures, a introduit hier la charia, la loi islamique. Le sultan Hassanal Bolkiah, 67 ans, a annoncé dans un discours officiel la promulgation d'un code pénal islamique qui entrera progressivement en vigueur dans les six mois à venir. La nouvelle législation, qui faisait l'objet de débats depuis des années, prévoit l'amputation de membres pour les voleurs, la flagellation pour la consommation d'alcool ou l'avortement, ainsi que la lapidation en cas d'adultère.

*«Avec l'entrée en vigueur de cette législation, nous remplissons notre devoir envers Allah», a déclaré le sultan, dont le patrimoine, qui a beaucoup fondu ces dernières années, est quand même estimé à 14,6 milliards d'euros. Le sultan, qui s'offre une nouvelle conduite, possède une collection de 130 Rolls-Royce et de 367 Ferrari. Les 400 000 habitants de Brunei sont musulmans aux deux tiers, avec une forte présence bouddhiste (13 %) et chrétienne (10 %) qui, eux, ne seront pas soumis à la charia. Le sultan Hassanal Bolkiah a assuré dans son discours que l'application de la charia «n'entamait en rien la politique [de son pays]... en tant que membre de la famille des nations».*

Commentaire.

Quelle famille, on préfèrerait être orphelin !

**Un article lemonde.fr du 23 octobre 2013**

### **Zone euro : les banques ont encore besoin d'être recapitalisées. (24.10)**

Les analystes financiers de Royal Bank of Scotland ont tiré les premiers. Mercredi 23 octobre, la Banque centrale européenne (BCE) avait à peine publié son calendrier et sa méthode pour évaluer l'état de santé des grandes banques de la zone euro et exiger le cas échéant des recapitalisations - les actifs et les risques de 124 établissements seront examinés à partir de novembre, pour des résultats publiés à l'automne 2014 -, qu'ils publiaient leur estimation des besoins en capitaux futurs : selon leurs calculs, les onze plus grosses banques de l'Union monétaire (dont BNP Paribas, Deutsche Bank, ou encore Santander) auront besoin de 47 milliards d'euros supplémentaires au cours des trois à cinq ans à venir.

Pour important qu'il soit dans un contexte de ralentissement économique, ce chiffrage serait parfaitement gérable, estiment les analystes de RBS. Il suffirait ainsi de trois années de mise en réserve des résultats de ces banques pour obtenir 18 milliards d'euros. Le reste pourrait être trouvé auprès des investisseurs sur les marchés financiers par le biais d'augmentation de capital et également au moyen d'efforts accrus pour réduire la taille des bilans...

De fait, s'agissant de ce dernier point, moins une banque a d'engagements, moins elle doit mettre en face des capitaux propres pour couvrir ses risques. Toutefois, pour RBS, cet effort devra être conséquent, avec une réduction des bilans, pour ces onze banques, de 661 milliards d'euros au total. Pour les établissements de petite et moyenne tailles, en revanche, *"le tableau est moins rose"*, écrivent les auteurs de l'étude.

Selon leurs travaux, l'ensemble des banques de la zone euro (y compris celles de petite et moyenne taille qui ne font pas partie de l'examen conduit par la BCE) auraient besoin, pour renforcer leurs fonds propres au niveau exigé par les nouvelles règles dites de Bâle III, de délester leurs bilans d'un total de... 2 800 milliards d'euros au cours des trois à cinq prochaines années.

Ce qui signifie, pour elles, d'importantes ventes d'actifs et d'activités... et devrait avoir un effet non négligeable sur certains types de financements. Déjà, depuis mai 2012, rappelle RBS, l'ensemble des bilans bancaires - jugés hypertrophiés, après la crise de la zone euro - ont décru de 3 300 milliards d'euros...

L'évaluation publiée par RBS sera suivie de nombreuses autres d'ici la publication des résultats de la revue des bilans conduite par la BCE, avec l'aide des banques centrales nationales, dans un an, et la parution, à la même échéance, des tests de résistance menés en parallèle par l'Autorité bancaire européenne (sur la base d'hypothèses de chocs financiers plus ou moins sévères).

La pression va donc monter sur les banques européennes, notamment les grandes, pour qu'elles renforcent leurs capitaux propres sans attendre, en vue des recapitalisations de précaution qu'exigera la BCE. L'enjeu de ces travaux est important : doter les investisseurs de la zone euro d'une vision claire et incontestable de la santé des banques européennes, à l'horizon 2014... Soit sept ans après le début de la crise bancaire de 2007.

Un préalable au retour de la confiance, indispensable en économie de marché. Selon toute vraisemblance, les banques situées dans les pays fragiles ou sous assistance financière (Irlande, Espagne, Portugal, Italie...) afficheront les plus gros déficits en capitaux.

### **Complément de l'AFP que Le Monde a ignoré... volontairement semble-t-il**

Autre écueil: une fois le diagnostic posé, il faudra que les outils de recapitalisation des banques soient en place. Or les négociations ne sont pas terminées à ce sujet.

La Commission européenne privilégie l'implication des actionnaires et des créiteurs privés, avant de faire appel à de l'argent public au niveau national puis européen. Or M. Draghi, dans une lettre adressée à la Commission cet été et rendue publique récemment, s'inquiète d'une déstabilisation des marchés financiers en cas d'"interprétation trop stricte" de ce principe, jugeant que *"les aides d'Etat devraient être possibles pour recapitaliser les banques à titre préventif"*.



## Un article AFP du 26 octobre 2013

### L'Afrique de l'Ouest décide de hâter ses pas vers un marché unifié. (28.10)

Réunis en sommet extraordinaire vendredi à Dakar, les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont pris une série de décisions destinées à hâter la création d'un marché unifié dans cette région de 15 pays à partir de janvier 2015.

Même si des questions d'ordre politique étaient inévitables, le sommet a consacré une grande partie de ses travaux aux questions économiques: cordon douanier régional unique, monnaie communautaire, négociations commerciales avec l'Union européenne (UE) entre autres.

*"Les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé leur ferme engagement pour le développement de la région à travers l'approfondissement de l'intégration économique",* selon le communiqué du sommet lu à l'issue des travaux par le président de la Commission de la Cédéao, Kadré Désiré Ouédraogo.

Ils ont pris une série de *"décisions spécifiques"* en vue d'attendre cet objectif, la mesure phare étant l'instauration d'un *"tarif extérieur commun (TEC)"* de la Cédéao, qui sera un cordon douanier unique, applicable à toutes les marchandises provenant de pays non membres à partir du 1er janvier 2015.

Pour les dirigeants ouest-africains, cette *"union douanière"* est une *"étape décisive et irréversible dans le processus de consolidation du marché commun"*, et ils ont validé des recommandations de leurs ministres concernant *"les mesures complémentaires de protection (douanière) relatives à la taxe d'ajustement à l'importation et à la taxe complémentaire de protection pour permettre un ajustement progressif de l'application harmonieuse du TEC qui interviendra à partir du 1er janvier 2015"*, selon le communiqué.

*"Avec l'adoption du TEC, nous constituons désormais un bloc commercial solide et compétitif, capable d'améliorer la contribution de notre organisation et de nos Etats dans les échanges mondiaux et de dynamiser le commerce intra-communautaire",* a déclaré le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, président en exercice de la Cédéao, dans son discours de clôture du sommet.

*"Nous avons aujourd'hui fait un pas important et franchi une étape supplémentaire pour la consolidation de notre union et l'approfondissement de notre intégration communautaire",* a estimé M. Ouattara.

"Nouveau scénario d'accès au marché" de l'Afrique de l'Ouest

Les dirigeants de la Cédéao ont par ailleurs confirmé leur calendrier pour la création d'une monnaie unique en Afrique de l'Ouest en 2020.

Créée en 1975, la Cédéao est une véritable mosaïque, avec environ 300 millions d'habitants répartis entre des pays francophones, anglophones et lusophones, qui utilisent différentes monnaies.

Huit de ses Etats membres ont en commun le franc CFA arrimé à l'euro et sont rassemblés au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa): Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Chacun de ses sept autres pays membres a sa monnaie: Cap-Vert (escudo), Gambie (dalasi), Ghana (cédi), Guinée (franc guinéen), Liberia (dollar libérien), Nigeria (naira) et Sierra Leone (leone).

La Cédéao espère la création à partir de 2015 d'une monnaie unique pour ces sept pays au sein d'une deuxième sous-entité régionale, la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), qui fusionnera ensuite avec l'Uémoa pour faciliter la création de la zone monétaire unique en 2020.

Le sommet a invité *"les Etats membres (...) à prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la convergence de leurs politiques macroéconomiques nécessaires à l'opérationnalisation de la deuxième zone monétaire"*.



Autre point discuté à Dakar: les accords de partenariat économique (APE) que tente de conclure l'UE avec des pays en développement, sans grand succès. Les négociations piétinent depuis plus de 10 ans notamment parce que les pays africains craignent que l'ouverture des marchés ne fragilise leurs économies.

Les dirigeants ouest-africains ont souhaité un "*APE régional équitable axé sur le développement*", estimant que la perspective du TEC Cédéao constituait "*un nouveau scénario d'accès au marché*" de la région.

*"Le sommet demande aux négociateurs en chef de l'Afrique de l'Ouest de reprendre diligemment les discussions avec la partie européenne dans l'optique de conclure dans les meilleurs délais l'accord régional"*, en souhaitant "la flexibilité nécessaire des deux parties dans la recherche des compromis sur l'ensemble des questions" en discussions et ce, dans l'intérêt mutuel des deux régions.

En Afrique de l'Ouest, l'UE a cependant déjà conclu des APE intérimaires avec le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Ces accords intérimaires devraient être remis en cause en cas d'accord régional, avait indiqué Kadré Désiré Ouédraogo lors d'une rencontre avec la presse internationale à Dakar deux jours avant le sommet.

## Un article AFP du 26 octobre 2013

### Idées, partis, leaders: la crise est aussi politique en France. (28.10)

Leadership contesté, identités brouillées, partis morcelés: la France connaît une crise politique d'une ampleur telle que des experts et acteurs s'alarment, tout en misant sur des institutions à même d'amortir le choc.

Le diagnostic est implacable: "*Le système politique est en train de s'effondrer sous nos yeux*", s'émeut Bruno Le Maire, ex-ministre UMP. "*On n'a jamais connu une telle crise*", renchérit Pascal Perrineau du Cevipof. D'autant qu'"*on est dans le temps court d'un quinquennat, et il n'y a plus d'amortisseurs*".

(La Maire regrette l'époque où un monarque pouvait monopoliser le pouvoir pendant 14 ans, 10 ans c'est déjà long, 5 ans c'est trop aussi ! Ils balisent, ils craignent qu'un jour les masses décident de prendre directement entre leurs mains leur destin. - ndlr)

Symptômes de cette crise: abstention croissante, percée électorale du FN, impopularité record du chef de l'Etat, sondages calamiteux pour les patrons de l'UMP comme du PS, affrontements fratricides entre alliés (EELV contre le gouvernement, Parti de gauche contre PCF) ou au sein des partis (Jean-François Copé contre François Fillon, éviction brutale du numéro un écologiste Pascal Durand, élus quittant leur parti).

(La crise politique qui est celle du système capitaliste se répercute dans tous les partis, sans exception. - ndlr)

La frontière droite-gauche, la plus structurante de la vie politique hexagonale, devient plus floue. "*Il y a un brouillage idéologique, tous ces partis rassemblent des leaders dont on se dit: mais qu'est ce qu'ils font ensemble!*", s'exclame M. Perrineau.

(Tous montent au créneau pour soutenir à bout de bras un régime à bout de souffle. Hier, le PS et ceux de gauche ou d'extrême gauche le soutenaient d'une autre manière ou plus discrètement, les masques tombent. - ndlr)

Jean-Christophe Cambadélis (PS) pointe une "*technocratisation du discours*" qui "amène à la réduction du clivage gauche-droite".

(Il s'agit plutôt d'une uniformisation du discours politique, dans la mesure où ils sont tous inféodés au néolibéralisme, les nuances entre conservatisme, néoconservatisme, libéralisme et néolibéralisme disparaissent du fait de l'emprise croissante de l'oligarchie financière sur l'économie, de la soumission de tous les partis de droite le PS inclu au néolibéralisme, la gauche ou ce qu'il appelle la gauche de la gauche, le Front de gauche, incarne dorénavant le conservatisme bourgeois, et encore, ses positions empiètent sur le néolibéralisme quand il refuse de rompre avec l'UE, la BCE, l'euro et l'ONU, des créations néolibérales par excellence, y mêlant des positions social-patriotes, tout comme l'extrême gauche. - ndlr)

"*Le PS assume-t-il oui ou non ses choix sociaux-démocrates? L'UMP qui prétendait rassembler le centre se droitise-t-elle ou non?*", demande M. Perrineau.

(En période de crise la droite se droitise, c'est normal, le PS aussi puisqu'il est le droite il a la même réaction. Etre social-démocrate signifie être conservateur aujourd'hui, souverainiste, social-patriote, réformiste, autant de notions réactionnaires ou qui sont incompatibles avec la crise du capitalisme. - ndlr)

Pour M. Le Maire, "*la droite a suivi la gauche*". "*Nous avons pensé comme elle que le progrès, c'était le progrès social*". Pour son collègue PS, "*la gauche s'interroge sur la validité du réformisme à l'époque de la toute-puissance du marché et la domination du capital financier*".

(Monsieur Le Maire est un hypocrite, la "*la droite a suivi la gauche*" signifie qu'elle n'a pas eu le choix face à la résistance des masses, car la droite, le patronat ou la bourgeoisie n'ont jamais été progressistes naturellement, ils y ont été forcés lors de la période ascendante du capitalisme, et ils ont du le subir le reste du temps sous les coups de la lutte de classe du prolétariat. Foutaise, personne ne "*s'interroge sur la validité*"

*du réformisme*" qui est incompatible avec l'existence du système capitalisme en situation de survie artificielle grâce à la planche à billets des banques centrales et le formidable endettement des Etats, des entreprises, de la population. - ndlr)

## Brouillage

Les deux députés se renvoient indirectement la balle: M. Cambadélis jugeant que *"la droite ne s'est pas repensée idéologiquement"*, l'élu de l'Eure considérant que *"la gauche est dans un no man's land idéologique"*. Ce *"gigantesque brouillage idéologique ne sert que le FN"*, résume l'ex ministre.

(Tous deux refusent de regarder la réalité en face et on comprend parfaitement pourquoi puisqu'ils sont sur la même longueur d'onde, la droite s'est repensée idéologiquement puisqu'elle est passée du conservatisme, au libéralisme puis au néolibéralisme, tandis que le PS est passé du réformisme bourgeois qui avait valeur de conservatisme au libéralisme puis au néolibéralisme, on s'aperçoit ici qu'en réalité ils ont suivi le même parcours, au départ en parallèle pour finalement se rejoindre parce qu'il n'y a plus de place pour le réformisme.

Et il faut voir dans ce que Le Maire appelle le *"gigantesque brouillage idéologique"*, davantage l'expression des illusions que les masses avaient dans le capitalisme et les partis qui étaient censés représenter leurs intérêts dans le passé, plutôt que des illusions dans le capitalisme ou ces partis à l'heure actuelle. Autrement dit, l'attitude des masses coïncide avec leur incompréhension de la nature et du rôle précis qu'ont joué les partis qui se prétendaient de gauche depuis plus d'un demi-siècle, ainsi que le fonctionnement du capitalisme sur lequel ils ont tous menti aux travailleurs en le présentant comme le système économique idéal une fois réalisé le *"gigantesque brouillage idéologique"* entre stalinisme et socialisme pour se débarrasser de ce dernier, toute alternative au capitalisme ayant disparu à l'horizon, il ne reste plus aux masses qu'à s'en remettre à un sauveur suprême. - ndlr)

Le politologue Philippe Braud relève que des clivages ont toujours existé au sein des formations: *"ruraux versus urbanisés, public versus privé, catholiques versus laïques, nationalistes versus européens"*. A chaque crise *"ils réapparaissent, facilitant la pérennité de multiples partis en marge des deux grands et fragilisant les effets électoraux de la bipolarisation"*, cette organisation en deux pôles, constante française accentuée par la Ve République et l'élection directe du chef de l'Etat.

(A ces *"clivages"* le PS, la gauche et l'extrême gauche se sont employés à en ajouter qui sont de puissants ferments de dislocations des partis et de tous les rapports sociaux sur des bases sexistes, sexuelles, mondialistes, etc. A chaque crise, en période électorale ou tout simplement pour gouverner, ils réapparaissent parce qu'il y a toujours des partis pour les manipuler et en tirer profit, le Bonaparte de service et le gouvernement en place aussi.

C'est uniquement l'illusion que le PS était de gauche et que le PCF était un parti communiste qui a permis à la Ve République de se maintenir jusqu'à nos jours, d'atteler ces deux *"pôles"* à sa préservation, parce qu'ils n'en formaient qu'un en réalité, même si à l'extérieur des institutions il existait bien deux *"pôles"* distincts qui existent toujours, la classe des exploités et celle des exploités dont les intérêts sont antinomiques et irréconciliables. On pourrait dire que le Président de la République incarne au plus haut degré le corporatisme, une dictature, celle du capital que nous devons renverser. -ndlr)

Ce brouillage aboutira-t-il à une recomposition en trois pôles, PS/UMP/FN? M. Cambadélis a été le premier à le formuler. *"Le tripartisme, dont un d'extrême droite, va bousculer le champ politique"*, assure-t-il.

Bruno Le Maire n'y croit pas: *"je vois bien la percée du FN, mais ce n'est pas un parti de gouvernement"*.

*"Le FN peut faire jeu égal dans des élections dont la portée échappe largement aux citoyens (cantonales, européennes), mais son score en termes d'élus demeurera modeste aux municipales"*, prévoit M. Braud. Toutefois, *"s'il était significatif, ce serait pour lui le risque d'une crise d'identité, tant son programme est irréaliste"*.

(Pour le coup, cela déboucherait sur une véritable crise politique, où les contradictions qui se font jour dans tous les partis exploseraient, il est trop tôt pour aborder la suite, on y reviendra plus tard. - ndlr)

Même s'ils ne devaient pas être ébranlés par le FN, les partis souffrent. *"Leur crise est profonde, il faut la prendre très au sérieux"*, avertit M. Perrineau, pour qui *"assez peu représentatifs, ils ont perdu leurs racines"*.

(Disons que les nouveaux masques qu'ils se confectionnent à la hâte au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifie tombent en lambeaux à une vitesse supérieure à celle qu'il en faut pour en revêtir un autre, entre temps c'est leur véritable visage ou nature qui apparaît au grand jour, ce qui présente un réel danger pour le régime et les institutions. - ndlr)

Le Maire tranche: *"nous restons une aristocratie"*. Au coeur de son réquisitoire: *"une haute fonction publique qui truste les postes, sans prendre aucun risque"*. *"Initiatives bloquées, pas d'ascenseur social, le système est à bout de souffle"*.

(On croirait entendre certains critiques de *"gauche"*, sans rire. - ndlr)

*"Les partis ont toujours eu du mal à s'adapter aux évolutions de la société car leur préoccupation est d'abord la rentabilité électorale"*, explique M. Braud. D'ailleurs via internet et réseaux sociaux, *"les citoyens se sentent instruits par d'autres canaux, préfèrent se tenir à distance des consignes de parti. Les mobilisations importantes sont accompagnées par les partis plutôt que déclenchées par eux"*. Exemple: *"la manif pour tous"*.

(Mauvais exemple, mais normal dans un article de l'AFP, en effet la réaction est toujours plus apte à se mobiliser spontanément, là aussi c'est normal, elle a plus à perdre et elle a conscience de ses intérêts de classe, ce qui n'est pas le cas du prolétariat. A entendre ce monsieur Braud, les *"évolutions de la société"* se produiraient naturellement sans que rien ni personne n'en soit à l'initiative et les partis suivraient comme des moutons, alors qu'en réalité c'est la classe dominante par le canal de ses lobbies, officines ou des médias qui prend l'initiative de lancer telle ou telle campagne sur un thème donné, qui soumet une question précise à la population en l'orientant dans une direction politique déterminée, les masses en tant que telles n'ont absolument aucun pouvoir en la matière, faire croire le contraire est une supercherie. - ndlr)

De plus, déplore M. Cambadélis, *"seule la posture médiatique fait sens"*. *"Une pensée nuancée ou dialectique est ravalée à la langue de bois ou la mollesse. S'ensuit une série de polémiques formatées pour le débat télévisé. La pipolisation, les batailles de leadership occupent tout l'espace"*.

(Tenez, Cambadélis confirme à sa manière ce qui vient d'être dit. Ce dont il feint de se plaindre ensuite, il en a profité à fond également ! - ndlr)

Eclatement

Mais *"le parti comme communauté de destin, reste"*, croit celui qui voulait diriger le PS.

(Il faut entendre par *"communauté de destin"* des intérêts corporatistes, des privilèges de castes auxquels tiennent par dessus tout la classe moyenne et la petite-bourgeoisie. - ndlr)

Les tendances centrifuges minent cependant les formations classiques: socialistes rejoignant le Parti de gauche, Debout la République (Dupont-Aignan) ou UDI se détachant de l'UMP, création éphémère du groupe parlementaire RUMP...

S'il y a *"objectivement des raisons pour l'éclatement"*, M. Perrineau constate que *"le mode de scrutin et la bipolarisation rendent prudents ceux qui ont des vocations scissionnistes"*. *"C'est l'approche du scrutin présidentiel qui va clarifier les choses et le désir de l'emporter, ajoute M. Braud, sera un puissant facteur de remobilisation"*.

(Ils n'interprètent pas la situation mais l'observe par le petit trou de la lorgnette du bonapartiste pour lequel la situation serait définitivement scellée jusqu'en 2017, or rien n'est moins sûr. Bien des événements sur le plan social peuvent se produire d'ici là qui alimenteront la crise de tous les partis et des institutions. - ndlr)

## Un article AFP du 28 octobre 2013

### L'épargne des Français, forteresse quasi inviolable. (30.10)

La volte-face fiscale du gouvernement ce week-end a montré à quel point l'épargne était un domaine sensible pour les Français, qui gardent jalousement un bas de laine parmi les mieux remplis au monde.

La France affichait en 2012 un taux d'épargne des ménages de 15,6% du revenu disponible brut, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, soit l'un des plus élevés d'Europe. Ce taux était la même année de 10,95% pour la moyenne des 27 pays de l'Union européenne (source: Eurostat). En zone euro, seuls les Allemands épargnent plus que les Français.

Pour donner un ordre de grandeur, l'Insee a calculé que le patrimoine net accumulé par les ménages français pesait fin 2011 un peu plus de 10.300 milliards d'euros, ce qui équivaut à plus de huit années de leurs revenus.

Cette épargne est investie aux deux tiers dans des actifs dits "*non financiers*", essentiellement la pierre. Le solde est l'épargne dite "*financière*": livrets, plans d'épargne en tous genres, dépôts, portefeuilles d'actions ou obligations, ou encore contrats d'assurance-vie.

C'est dans ce bas de laine que le gouvernement a voulu puiser pour financer la protection sociale, en relevant de 11 à 15,5% les prélèvements sociaux sur certains produits parmi les plus courants, comme les plans d'épargne en actions (PEA), les plans d'épargne-logement (PEL) ou l'épargne salariale. Avant de faire machine arrière ce week-end, face au tollé suscité par ce projet jusque dans les rangs de la majorité.

Au plan strictement financier, la mesure ne pèse pas si lourd: 200 millions d'euros de recettes perdues, une goutte d'eau par rapport au budget de l'Etat ou de la Sécurité sociale.

Mais quand il s'agit de l'épargne des Français, la calculatrice ne suffit pas à tout expliquer: "*L'épargne, en France, est avant tout culturelle*", explique à l'AFP l'économiste Pascale Hébel, du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

"*Il y a une inquiétude française, un tempérament moins confiant que celui des Anglo-saxons*", et aussi le fait que les Français "*font des enfants, plus que dans d'autres pays développés*", dont ils veulent assurer l'avenir, explique la chercheuse.

"*L'impression d'une mesure confiscatoire*"

Le taux d'épargne apparaît de ce fait "*relativement stable*" face aux aléas de la conjoncture, note aussi Jacques Le Cacheux, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

"*Toucher à ce qui a été mis de côté pour les coups durs ou pour les enfants, souvent au prix de sacrifices, c'est donner aux Français l'impression qu'ils perdent de l'argent*", analyse Mme Hébel.

Pour M. Le Cacheux, la réforme de la fiscalité de l'épargne projetée par le gouvernement "*a produit l'impression d'une mesure confiscatoire*".

Quant à faire appel à la bonne volonté des épargnants pour financer davantage l'économie réelle, quitte à prendre plus de risques avec leurs deniers, ou la sécurité sociale, c'est difficile, juge Mme Hébel: "*Chacun épargne pour soi et se dit que l'Etat providence va pourvoir au reste*".

Jacques Le Cacheux souligne lui que les Français se portent spontanément vers des placements "*sûrs et également liquides*", dans lesquels ils peuvent puiser facilement en cas de coup dur, quitte à se contenter d'une rentabilité faible. Exemple type: le Livret A.

Mettre davantage à contribution leur épargne, non pour abonder le budget mais pour procurer de l'argent frais aux entreprises, reste toutefois une intention affichée de l'actuel gouvernement.

Bercy entend pour cela piloter l'assurance-vie, placement fétiche des Français, lourd de plus de 1.400 milliards d'euros. (Un jour viendra où l'Etat déclarera que les entreprises étant en faillite, l'argent de l'assurance-vie qu'il a investi dedans a disparu, n'existe plus, l'Etat étant dans la même situation, les épargnants ne reverront jamais leur argent. - ndlr)

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a confirmé ce week-end la création de ce qu'il a appelé un "*troisième pilier*" de l'assurance-vie, un type de contrat davantage orienté vers les actions, qui doit être présenté en novembre. Cet instrument était déjà imaginé dans un rapport sur l'épargne financière rendu en avril par deux députés socialistes. (A fuir absolument ! Ils sont bien ces députés socialistes, en cas d'effondrement à venir et programmé de la Bourse, ces épargnants seraient tout simplement ruinés. C'est déjà arrivé à des dizaines de millions d'Américains dont les fonds de retraite et autres placements étaient en actions. Une gigantesque escroquerie, à l'image du capitalisme - ndlr)

Dans le même ordre d'idée, le gouvernement a imaginé un PEA dédié aux PME et entreprises de taille intermédiaire, présenté en août dernier.

## Un article AFP du 28 octobre 2013

### Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne. (30.10)

Le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer a éreinté lundi le projet européen de taxation des transactions financières, se plaçant sur la même ligne que le gouvernement français, soucieux de préserver les intérêts de la place financière nationale.

Dans des termes d'une virulence rare pour un banquier central, M. Noyer a affirmé au Financial Times que la future taxe sur les transactions financière, telle qu'elle a été conçue par Bruxelles, posait *"un énorme risque"* pour les pays qui l'appliqueraient et devait être réécrite.

*"Le projet de la Commission n'est pas viable et doit être entièrement revu"*, souligne M. Noyer dans cet entretien.

*"Je ne pense pas que cela ait été à un quelconque moment l'intention du gouvernement français de faire quelque chose qui déclencherait la destruction de pans entier de l'industrie financière française, provoquerait une délocalisation massive d'emplois et porterait atteinte globalement à la reprise"*, fait valoir M. Noyer, interrogé par le journal britannique.

Onze pays emmenés à l'origine par la France et l'Allemagne se sont dit d'accord pour taxer les transactions financières selon le modèle développé par l'économiste américain James Tobin.

La Commission européenne leur a présenté en février un projet de taxe très large, pouvant rapporter jusqu'à 35 milliards d'euros par an, et couvrant un très grand nombre de produits.

Mais le gouvernement français estime que ce projet va trop loin car il menace certaines spécialités financières françaises, comme les fonds monétaires.

Paris Europlace, association qui défend les intérêts de la place parisienne, estime qu'en détournant les transactions par exemple vers la Grande-Bretagne, qui ne fait pas partie des pays volontaires, la taxe imaginée par la Commission pourrait coûter 30.000 emplois rien qu'en France.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici n'a de cesse de réclamer publiquement une mesure européenne *"ambitieuse"* mais, au sein de son administration, la taxe a de nombreux détracteurs, qui jugent qu'elle devrait rester *"symbolique"*.

Au niveau national d'ailleurs le gouvernement français s'applique à contenir les effets de la *"taxe Tobin"* à la française, déjà en vigueur.

La semaine dernière, les députés ont ainsi renoncé à une initiative visant à durcir cette taxe française, qui rapporte beaucoup moins que prévu (600 millions d'euros par an au lieu des 1,6 milliard d'euros escomptés). Au grand dam des associations, car l'instrument, censé avoir des vertus anti-spéculatives, doit aussi financer l'aide au développement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Un manque d'enthousiasme généralisé

La France n'est pas seule à s'inquiéter des conséquences d'une taxe européenne vigoureuse sur les transactions boursières. C'est aussi le cas de l'Allemagne, pays qui s'est beaucoup fait prier avant de rallier l'idée d'une taxe appliquée seulement à un groupe restreint de pays.

L'opérateur de la Bourse de Francfort, Deutsche Börse, n'a de cesse de pourfendre tout *"cavalier seul"* en matière de taxe. Il met aussi en garde contre toute taxation des produits dérivés, susceptible selon lui de *"compromettre la couverture des risques de l'économie réelle"*.

A la Bundesbank, même si le ton est plus mesuré qu'à la Banque de France, la critique est aussi là. Joachim Nagel, membre du directoire de l'influente banque centrale allemande, met en garde contre d'éventuelles



"conséquences négatives": une taxation des transactions, si elle rendait le marché inter-bancaire moins attractif, pourrait aggraver la dépendance de certaines banques aux mesures d'aides exceptionnelles de la Banque centrale européenne, fait-il valoir.

Les sociaux-démocrates allemands, qui négocient actuellement leur entrée au gouvernement d'Angela Merkel, sont favorables en principe à une "taxe Tobin". Mais jusqu'ici ils n'en font pas une revendication de premier plan, et semblent concentrer leur stratégie face à la chancelière conservatrice sur l'introduction d'un salaire minimum généralisé en Allemagne.

Face à ce manque d'enthousiasme généralisé, l'économiste Megan Greene (Maverick Intelligence) s'amusait récemment sur Twitter d'une "FTT - Financial Transaction Tax" qui s'apparente de plus en plus à une "FTT - Fairy Tale Tax", une taxe de conte de fées.

Commentaire.

Tout est dit à la toute dernière ligne : pure intox ou un "conte de fée !

Christian Noyer se fait le porte-parole de l'oligarchie financière qui par principe refuse qu'on lui impose une taxe qu'elle n'a pas elle-même décidé compte tenu qu'elle est toute puissance, personne dans le monde n'a à lui dicter son attitude, enfin.

Et si certains gouvernements insistaient malgré tout, il se fait menaçant, autrement dit les représailles ne traîneraient pas et ces gouvernements seraient déstabilisés par les marchés financiers, voire renversés. Avec Hollande, aucune crainte que cela arrive un jour.



## Un article lemonde.fr du 1er novembre 2013

### Kenya : les médias s'élèvent contre une loi jugée liberticide pour la presse. (02.11)

Les médias kényans étaient vent debout vendredi 1er novembre après le vote par les parlementaires d'une loi qui pourrait restreindre la liberté de la presse. Elle prévoit notamment la création d'un tribunal spécial pour les médias, nommé par le gouvernement, qui pourra infliger des amendes très élevées, jusqu'à 20 millions de shillings kényans (173 000 euros). Ce tribunal sera également en mesure d'empêcher les journalistes de travailler.

La loi, qui doit encore être promulguée par le président Uhuru Kenyatta, annonce aussi la mise en place d'un contrôle strict des programmes de radio et de télévision, imposant notamment un quota de production locale d'au moins 45 %.

S'en prenant violemment à la loi, le quotidien The Daily Nation fustigeait vendredi un texte qui *"ramène le pays au même niveau que le Zimbabwe, Cuba, l'Ethiopie et le Koweït"*. Pour le journal The Star, le gouvernement aura *"la mainmise sur les médias"*, tandis que The Standard déplore *"un coup sévère"* contre la démocratie et la liberté d'expression.

Le vote de cette loi s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures pour renforcer la sécurité nationale après la sanglante attaque islamiste contre le centre commercial Westgate de Nairobi en septembre. Les médias avaient déclenché la colère des autorités en dévoilant des images prises par les caméras de sécurité du centre. Elles montrent des soldats probablement en train de piller les magasins pendant l'opération contre le commando islamiste.

Le directeur d'une chaîne de télévision et deux journalistes avaient d'ailleurs été convoqués par la police. Celle-ci avait finalement dû faire machine arrière devant le tollé. Avant de revenir sur sa décision, la police avait néanmoins expliqué *"qu'il existe des limites"* à la liberté d'expression, accusant les journalistes d'inciter au soulèvement contre les autorités.

Un article [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 31 octobre 2013

### Comment bien réussir une alliance entreprise-association? (02.11)

**Face à la nécessité d'innover, de donner du sens au travail, d'ouvrir des nouvelles pistes de business et de cultiver leur capital image, les sociétés tissent des partenariats gagnant-gagnant avec le monde associatif**

*"La cocréation entre le monde du business et du social constitue une véritable réponse à des problèmes que les pouvoirs publics n'arrivent plus à prendre seuls en charge", estime Thibaut Guilluy, dirigeant d'Ares (Association pour la réinsertion économique et sociale, 400 collaborateurs).*

Ce diplômé de l'ESCP Europe explique: *"En France, par exemple, 380 000 personnes en situation de handicap sont sans emploi, beaucoup n'ont jamais travaillé, ou pas depuis longtemps, et ont un bas niveau de qualification. Or, certains secteurs, comme la logistique, ont besoin de main d'oeuvre pour des opérations que peuvent parfaitement effectuer ces personnes...encore faut-il créer des passerelles entre les deux univers"*. Fort de ce constat, et désireux de faire bouger les lignes, l'entrepreneur social a convaincu l'entreprise de logistique Norbert Dentressangle de développer une entreprise commune dont *"la finalité est autant économique que sociétale"*.

En septembre 2011, le groupe (12 600 collaborateurs) et Ares créent Log'ins, dont ils détiennent respectivement 51 et 49 % des parts. Cette joint venture à vocation sociale spécialisée dans la logistique génère 1,4 million d'euros de chiffre d'affaires et salarie une vingtaine de personnes en situation de handicap. *"Nous nous donnons trois ans pour créer une centaine d'emplois, dont 80 en insertion"*, précise Thibaut Guilluy. Log'ins devrait atteindre le point mort cette année et ouvrir une antenne à Lyon. Norbert Dentressangle fournit l'informatique, l'immobilier, de l'expertise technique et financière. De son côté, Ares apporte sa connaissance du monde du handicap. Bâtir ce type d'alliances n'est pas sans obstacles. Voici dix questions à se poser avant de se lancer.

Pourquoi pratiquer la cocréation?

Travailler avec des ONG permet, bien sûr, à l'entreprise de cultiver son capital image (un troisième acteur, les pouvoirs publics, est en général impliqué dans ces partenariats, mais ne fait pas l'objet de cet article). *"Attention, c'est efficace si et seulement si le contenu du partenariat ne se limite pas à une simple contribution financière, ce qui est loin d'être toujours le cas!"*, avertit Charles-Benoît Heidsieck, fondateur du laboratoire de recherche appliquée Le Rameau, qui a passé au crible quelque 300 expériences de partenariats entreprise/associatif. Sa conclusion: *"Seul un quart des partenariats est équilibré, durable et à forte utilité sociétale"*.

Deuxième atout: ces partenariats gagnant-gagnant permettent aussi d'ouvrir la voie à de nouvelles sources de business, comme l'explique Paul Polman, président d'Unilever à L'Express: *"Six millions d'enfants meurent chaque année, entre autres d'affections diarrhéiques, en raison d'un manque d'hygiène et d'accès à l'eau potable. Ils pourraient être deux fois moins touchés s'ils se lavaient les mains... avec nos savons LifeBuoy, par exemple! Pour transformer les habitudes, et ouvrir de nouveaux marchés, Unilever ne peut agir seul, mais doit travailler en concertation avec les programmes de l'Education nationale, les écoles et les ONG. En janvier 2012, à Davos, nous avons annoncé le lancement de notre Fondation Unilever, en partenariat avec cinq ONG: Unicef, Save the Children, World Food Program, PSI, et Oxfam"*.

Ces partenariats permettent d'ouvrir la voie à de nouvelles sources de business

De fait, *"la complémentarité est au coeur de ces alliances: l'entrepreneur social fournit l'expertise sociétale, et l'entreprise permet le changement d'échelle grâce à sa force de frappe"*, synthétise Arnaud Mourot, codirecteur d'Ashoka Europe, qui a ouvert cette année un centre européen dédié à la cocréation, à Paris. Troisième intérêt: booster l'innovation. Renault a créé le programme Mobiliz, qui vise à faciliter l'accès à la mobilité des personnes en situation de précarité. Via son fonds d'investissement lancé en septembre 2012, doté de cinq millions d'euros, le groupe automobile a financé trois entreprises sociales (sur 70 projets reçus). *"Cela 'pollinise' notre business classique"*, se félicite Claire Martin, directrice de la RSE de Renault. La relation-client, par exemple.

Mobiliz a récemment investi dans Chauffeur & Go, qui forme des chômeurs de longue durée au métier de chauffeur pour particuliers; et dans MobilEco, entreprise d'insertion qui loue des vélos électriques, des scooters. *"Nous avons déjà testé les vélos électriques comme voitures de remplacement dans nos garages. Au-delà de l'aspect social, ces projets sont donc pour nous un vrai laboratoire d'innovation frugale"*, explique Claire Martin.

La complémentarité est au coeur de ces alliances

*"Cet apprentissage de la frugalité peut bénéficier à l'ensemble de l'entreprise, surtout dans un contexte économique difficile, et faire émerger des opportunités pour des marchés plus classiques"*. La motivation par le sens est un quatrième atout. Travailler avec des entreprises sociales s'avère *"un fort vecteur d'attraction et de fidélisation des talents car cela renforce le sens au travail"*, relève Bernard Saincy, directeur responsabilité sociétale au sein de la direction du développement durable du groupe GDF Suez. *"Notre SAS solidaire de quatre salariés reçoit un nombre impressionnant de candidatures!"* Bien consciente du potentiel de séduction de ces partenariats, l'université GDF Suez prépare l'envoi d'une trentaine de hauts potentiels en immersion pendant une semaine dans l'une des entreprises sociales, Le Chênelet, dans le nord de la France. Et travaille déjà à dupliquer l'opération.

La cocréation relève-t-elle d'un phénomène marginal, d'un feu de paille?

*"Nous sommes au contraire au début d'une vague de fond, une transition est en marche"*, estime Olivia Verger-Lisicki, spécialiste des questions de *"business inclusif"*. *"Il y a dix ou quinze ans, les entreprises traitaient les sujets sociaux à la marge. Aujourd'hui, elles les adressent via la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) et les plus avancées coconstruisent des modèles hybrides, qui visent autant l'efficacité économique que sociétale. La notion même de valeur se transforme: celle-ci n'est plus tant dans les biens que dans le lien que l'entreprise crée entre elle et son écosystème"*. C'est un fait, *"les liens avec les entreprises et les ONG se densifient et se complexifient, abonde Jean-Michel Severino, président de Convergences. Ils vont désormais de la simple concertation aux subventions, en passant par les fondations, les prestations de service, les investissements et les véritables modèles hybrides de cocréations plus stratégiques et intégrées"*.

Comment sélectionner le bon partenaire?

Comme pour toute relation d'affaires, *"le choix de l'organisation partenaire est crucial"*, relève Stéphanie Schmidt, responsable cocréation Europe chez Ashoka. *"Sauf que, pour l'heure, il n'existe pas de bases de données. Il peut être utile de faire appel à un "trusted broker" (intermédiaire facilitateur de confiance), un rôle qu'Ashoka joue souvent"*.

Le choix de l'organisation partenaire est crucial

Autre porte d'entrée: *"la fondation"*, souligne Virginie Seghers, cofondatrice du cabinet Prophyl. De fait, *"c'est souvent par le don que GDF Suez démarre les relations"*, confirme Bernard Saincy, qui pilote Rassembleurs d'énergies, de GDF Suez. Ce programme complet mixe subventions, assistance technique, fonds d'investissement solidaire (17 millions d'euros). Via notamment sa SAS solidaire, le groupe soutient déjà une vingtaine d'entreprises sociales et d'ONG. *"Avec le don, chacun peut ainsi voir comment fonctionne l'autre, notamment sur les questions d'argent, de profit, encore souvent taboues dans le monde de la solidarité"*, relève Bernard Saincy. Ensuite, la SAS solidaire prend le relais et analyse les projets sur des critères de sélection précis: quel est l'impact social et environnemental du projet? Quelle est qualité du lien avec les pouvoirs publics? La durabilité économique du projet?

La cocréation est-elle chronophage?

Oui. *"Nous prenons au moins un an avant de démarrer une activité économique avec une entreprise sociale, car nous sommes assez différents"*, confie Bernard Saincy. Dans certains cas, cela permet un joli décollage, comme l'expérimente actuellement Le comptoir du recrutement et de l'entrepreneuriat (voir plus loin). Mais pas toujours, raconte avec amertume un entrepreneur social: *"Pendant un an, nous avons reçu, expliqué, discuté avec une dizaine d'interlocuteurs d'un grand groupe. Ce n'était jamais les mêmes, en raison du "turnover". Finalement, le comité de direction n'a pas validé le projet, et s'est contenté de nous envoyer un simple e-mail. Une vraie perte de temps"*.

Est-il utile de définir avec précision le partenariat?

Essentiel! Certes, il va forcément évoluer avec le temps, et il est important de savoir rebondir de façon agile sur les apprentissages. *"Il faut cependant définir la vision commune, l'ambition, les objectifs et les indicateurs clefs de succès, business et sociaux"*, insiste Stéphanie Schmidt, d'Ashoka. Que cherche vraiment l'entreprise? Que veut l'ONG? Le projet sera-t-il facilement duplicable à plus grande échelle? Et dans quel but?

Une fois défini, le partenariat doit avancer via des petites actions, pas trop ambitieuses, afin de se tester mutuellement, en bref, *"procéder par itération"*, abonde Navi Radjou, consultant et coauteur de L'Innovation Jugaad: redevenons Ingénieurs! Experts (filiale d'Adecco France) et l'entreprise sociale Mozaik RH (dirigée par Saïd Hammouche, et spécialisée dans le recrutement de candidats de la diversité) testent ainsi depuis le printemps et pendant un an une offre commerciale commune mettant en contact entreprises et diplômés de la diversité. Selon la convention de partenariat, *"l'entité qui apporte une affaire à l'autre touche 20% du contrat total, explique Katia Delmas, directrice commerciale chez Experts. Et d'ajouter: Notre volonté est d'aller au-delà, en intégrant Mozaik RH comme un fournisseur auprès des directions achats et recrutement, et non pas seulement auprès des directions de la diversité, où ils sont encore en général cloisonnés"*.

La gouvernance doit-elle impliquer la direction?

Oui. Justement, parce ce qu'ils sont pionniers, hors des sentiers battus, ces projets doivent avoir le soutien officiel et visible de la direction, sinon, ils risquent de tomber aux oubliettes. Le dirigeant de Norbert Dentressangle assure la présidence du comité d'administration de Log'ins. La direction opérationnelle est commune au groupe de logistique et à Ares.

Disparates, les partenaires n'ont-ils pas intérêt à travailler chacun dans leur coin, avec leurs propres méthodes?

Surtout pas. *"Le danger est précisément le manque de communication au quotidien"*, a pu constater à plusieurs reprises Stéphanie Schmidt, d'Ashoka. Quand le Comptoir du recrutement et de l'entrepreneuriat s'est lancé à Saint-Ouen (93), il y a quelques mois, dans le but de réussir l'embauche des candidats des quartiers populaires auprès des entreprises, c'est justement l'un des écueils qui a été discuté entre les partenaires pour le moins hétéroclites: entrepreneurs sociaux (Mozaïk RH-à l'origine du projet, Ares, BGE), groupes (Adecco, Accenture...), associations (Unis-cités), pouvoirs publics (Pôle Emploi, Conseil général et préfecture du 93). Pour éviter la dispersion et le chacun pour soi, la structure a recruté une personne dédiée à l'harmonisation de l'ensemble, Nicolas Macabéo. *"Ma mission consiste à piloter nos outils collectifs: bases de données, site Internet d'offres, chartes, règlements intérieurs, démarches commerciales et mesures de l'impact social"*.

Est-il facile d'entraîner les collaborateurs dans le projet?

C'est parfois un sacerdoce! Les équipes peuvent avoir du mal à comprendre l'intérêt de ces actions hybrides, qui ne rentrent dans aucune case connue. L'idéal est de mettre en place dès le début une équipe transversale incluant la RSE mais aussi l'innovation, les ressources humaines, la direction générale, les responsables opérationnels, la communication afin de capitaliser sur les expertises maison, car, ensuite, *"il sera très difficile de casser les silos en interne"*, relève Stéphane Schmidt. A signaler: au sein des directions des ressources humaines, ces fonctionnements en alliances restent mal, voire pas identifiés. Les insérer dans les parcours de carrière serait, à n'en pas douter, un facteur de motivation.

Faut-il contractualiser le partenariat?

Incontournable. *"Ce n'est pas parce que la cocréation vise au double impact économique et sociétal qu'il faut négliger la partie contractuelle"*, insiste Mouhsine Serrar, fondateur de Praksi. Basée en Inde, cette entreprise sociale développe et distribue des foyers de cuisson de haute performance pour les pays en voie de développement. Ces équipements permettent de cuisiner pour 250 000 personnes en Inde, en Haïti, au Darfour, au Népal et en République démocratique du Congo. Pour accélérer son impact, depuis août 2012, Praksi a développé un partenariat avec Cummins, l'un des producteurs de moteurs Diesel.

## La route des nouvelles alliances est jonchée d'obstacles

Le groupe américain accompagne Prakti dans la R&D et la distribution de ses foyers decuissons. *"Nous avons signé un " memorandum of understanding " (MOU) établissant notamment que la propriété intellectuelle relative à la conception des foyers de cuisson nous revenait"*, lance Mouhsine Serrar. Pour sa part, la fondation Grameen-Crédit agricole, spécialisée dans la microfinance et le *"social business"*, fait signer aux partenaires une charte de *"social business"*. *"C'est une véritable feuille de route" dans le projet. Y figurent les objectifs et la définition de la mission, la déclinaison des étapes, la mesure de l'impact et les indicateurs"*, précise Jean-Luc Perron, son délégué général.

Le cadre légal et fiscal est-il adapté à la cocréation?

Hybrides par nature, ces partenariats ne rentrent donc pas dans les cases habituelles du monde des affaires. *"Dans des pays occidentaux ultra réglementés, dans des secteurs comme la santé, la finance, les questions de données privées, de propriété intellectuelle, sont particulièrement sensibles, et rendent complexes la cocréation"*, relève Navi Radjou, spécialiste de l'innovation sociétale. Parmi les accusations dont peuvent être la cible les entreprises et les ONG, figurent celle de *"vente à perte"* ou *"d'entente anticoncurrentielle"*, constate Jacques Berger, directeur du *"think tank"* d'HEC, Entreprises et pauvreté. La route des nouvelles alliances est jonchée d'obstacles. Pas découragés pour autant, les pionniers gardent le cap, portés par leur vision d'un monde économique et sociétal plus juste et équilibré.

Commentaire.

Les derniers négriers.

Ces gens-là sont de toute évidence des philanthropes, qui comptent profiter de la main d'oeuvre bénévole ou subventionnée par l'Etat (qualité du lien avec les pouvoirs publics), sous-payée, qu'on trouve dans les ONG, mieux encore, qui s'endette pour travailler (microfinance), alliant les *" objectifs et les indicateurs clefs de succès, business et sociaux"*, ils précisent bien que *"la finalité est autant économique que sociétale"*, disons plutôt économique *"comme pour toute relation d'affaires"*, cela aussi ils le précisent eux-mêmes.

Si *"les liens avec les entreprises et les ONG se densifient et se complexifient"*, peu importe si *"seul un quart des partenariats est équilibré, durable et à forte utilité sociétale"*, business is business.

## **Un article Reuters du 31 octobre 2013**

### **Vers l'autorisation d'un nouveau maïs OGM en Europe. (02.11)**

Pour la première fois depuis plus de dix ans, l'Union européenne est en passe d'approuver la culture d'un nouveau type de maïs génétiquement modifié, selon une proposition de la Commission que Reuters a pu consulter.

Cette proposition a été élaborée après un arrêt du Tribunal de première instance réprimandant la Commission européenne pour la lenteur du processus de validation du maïs TC1507, qui produit un insecticide. Le TC1507 est fabriqué conjointement par les groupes américains DuPont et Dow Chemical.

La Commission devrait transmettre sa proposition aux ministres européens concernés la semaine prochaine. Même si les gouvernements ne parviennent pas à se décider, ce qui est probable, l'exécutif bruxellois sera habilité à approuver la culture du nouveau maïs avant la fin de l'année.

La proposition devrait être combattue par des pays comme la France, l'Autriche ou la Pologne et approuvée par la Grande-Bretagne, l'Espagne ou encore la Suède.

La demande de validation du TC1507 en Europe a été pour la première fois déposée en 2001. Mais une série d'évaluations du produit menées en réponse à des objections soulevées par certains pays a retardé la procédure pendant des années.

Le mois dernier, le Tribunal a contraint la Commission à agir.

Même en cas de validation du maïs transgénique, il est peu probable que le TC1507 soit produit à grande échelle en Europe, où la culture des OGM reste marginale, mais cette approbation risque de faire bondir les mouvements écologistes et de se heurter à la méfiance des consommateurs.

Selon un porte-parole du semencier Pioneer Hi-Bred, filiale du groupe DuPont qui dirige les efforts pour commercialiser le TC1507, la société n'a pas encore décidé de mettre ce maïs sur le marché en Europe même en cas de feu vert de la Commission.

La seule autre semence transgénique actuellement cultivée en Europe est le maïs MON810 de Monsanto, approuvée en 1998. Il est cultivé sur environ 100.000 hectares principalement en Espagne, ainsi qu'au Portugal, en République tchèque, en Roumanie et en Slovaquie.

En dehors de l'Europe, les OGM sont cultivés à grande échelle sur le continent américain et dans certaines régions d'Asie. La culture des OGM a représenté 170 millions d'hectares dans le monde l'an dernier, selon un organisme spécialisé (International Service for the Acquisitions of Agri-biotech Applications).



## Un article lepress.fr du 31 octobre 2013

### 10 chiffres clés sur les salaires et l'emploi en France. (02.11)

L'Insee a publié, jeudi 31 octobre, sa dernière étude sur l'évolution des salaires et de l'emploi en France en 2011. Ce qu'il faut retenir en 10 chiffres clés.

+ 2,3%. C'est l'augmentation du salaire net en euros courants par rapport à 2010. Compte tenu de l'inflation (+ 2,1 % en 2011), le salaire net moyen progresse très faiblement et ralentit même pour la deuxième année consécutive : + 0,2% en 2011, + 0,5% en 2010 et + 1,2% en 2009.

2130 euros nets, ou 2830 euros bruts. C'est le salaire mensuel en équivalent temps plein (EQTP) d'un salarié français, du secteur privé ou public.

1712 euros. C'est le salaire médian net en 2011. Cela signifie que la moitié des salariés français gagne plus et l'autre moitié gagne moins. Ce salaire médian connaît une quasi-stagnation par rapport à 2010 (+0,1% en euros constants). Il reste inférieur de 20 % au salaire net moyen.

1554 euros, le salaire net moyen des employés, 2049 euros bruts, soit plus faible que celui des ouvriers, 1635 euros nets et 2137 bruts. Les salaires des ouvriers ont connu l'évolution la plus favorable, +2,1% en 2011. Mais cette hausse est en trompe-l'oeil, prévient l'Insee. Les pertes d'emplois enregistrées dans l'industrie et la construction ont affecté principalement des salariés peu qualifiés et peu rémunérés et conduit "mécaniquement à une hausse du salaire moyen" des salariés ayant conservé leurs postes.

3988 euros nets, ou 5 385 bruts. C'est le salaire moyen d'un cadre, en baisse (de -1,5%) à l'inverse des ouvriers, sauf dans la finance et les assurances (+0,6%).

1170 euros. C'est la rémunération nette mensuelle maximum des 10% des salariés les moins bien payés en France, en hausse de 0,3% par rapport à 2010. Les 10% des femmes les moins payées touchent une rémunération inférieure à 1120 euros nets contre 1226 euros pour les hommes.

3400 euros, ou la rémunération nette minimale des 10% les mieux payés (+0,5%). Les 1% les mieux lotis ont gagné plus de 7817 euros (-0,1%).

19%. C'est l'écart de salaire en EQTP entre hommes et femmes. Les salaires moyens bruts des hommes stagnent à 2312 euros nets, soit 3064 bruts en 2011. La rémunération des femmes, en hausse de 0,7%, s'établit à 1865 euros nets et 2493 bruts. Cette différence est due à la progression de la part des cadres parmi les femmes salariées. Elle s'explique également par la diminution moins forte du salaire moyen des femmes cadres que celui des hommes cadres entre 2010 et 2011. L'écart salarial relatif entre hommes et femmes a ainsi diminué en moyenne de 0,5 point en 2011.

59,1%. C'est la part des hommes dans l'emploi en France. La part des femmes, 40,9%, régresse de 0,1 point par rapport à 2010.

64,3%. C'est la part des hommes dans le total des emplois à temps complet contre seulement 35,7% des femmes. A l'inverse, les femmes représentent 67,6 des temps partiels contre 32,4 d'hommes.

15%. C'est la part des temps partiels dans le volume de travail en 2011.

Un article [bastamag.net](http://bastamag.net) du 30 octobre 2013

### Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français. (03.11)

En reportant l'entrée en vigueur de l'écotaxe pour les poids lourds, le gouvernement Ayrault vient une nouvelle fois de capituler face à des intérêts privés. Mais derrière cette taxe écologique se cache une autre question, qui n'a jamais été soumise au débat public : c'est la première fois que la collecte de l'impôt est confiée à des entreprises privées. Un consortium emmené par Benetton, Goldman Sachs, Thalès et SFR empochera 20% des recettes de la taxe pour assurer son recouvrement. Du jamais vu ! Enquête.

Après six ans de reports et d'atermoiements, l'écotaxe poids lourds est devenue un sujet explosif. Et le gouvernement n'en finit plus de s'empêtrer dans des reculades qui le décrédibilisent. Les critiques se focalisent sur le coût de la taxe pour les transporteurs et les agriculteurs. Pourtant, l'essentiel est ailleurs : pour la première fois, la collecte d'un impôt est confiée à des entreprises privées. L'État a fait le choix de déléguer le recouvrement de l'écotaxe à un prestataire, par le biais d'un contrat de partenariat public-privé. Le produit de la perception de la taxe, estimée à 1 200 millions d'euros par an, sera reversé à l'administration des douanes. Une première en matière de fiscalité ! Un système choisi sous Sarkozy et mis en œuvre par un gouvernement socialiste et écologiste... L'écotaxe « s'appuie sur un mode de recouvrement entièrement nouveau et automatisé. A bien des égards, c'est une taxe du XXI<sup>e</sup> siècle ! », s'enthousiasme la sénatrice UMP Marie-Hélène Des Esgaulx, dans un rapport remis à la Commission des finances en février dernier.

« *Un retour à la Ferme Générale de l'Ancien Régime !* », dénonçait la CGT, lorsque le gouvernement Fillon a validé cette option, peu après le Grenelle de l'environnement. Cette externalisation entraîne un surcoût pour le contribuable. « *L'écotaxe est incontestablement coûteuse* », admet Marie-Hélène Des Esgaulx. Sur un total de 1,2 milliard d'euros collectés, environ 280 millions d'euros sont consacrés à la rémunération du prestataire privé qui assure le recouvrement. Soit 23 % [1] ! C'est la taxe la plus coûteuse jamais mise en place ! « *A titre de comparaison, ce pourcentage ne dépasse pas 1,2 % pour l'impôt sur le revenu* », poursuit le rapport. « *Le recouvrement d'un impôt coûte souvent moins de 1% du montant de celui-ci* », confirme Philippe Bock, secrétaire général du syndicat Solidaires Douanes. « *Pour les services des douanes, la masse salariale coûte un milliard d'euros, pour des rentrées fiscales de 67 milliards d'euros. Le coût de recouvrement de l'écotaxe est complètement prohibitif !* » Cette taxe poids lourds, « *c'est service public minimum et profits maximum* », résume le syndicat.

Benetton, Goldman Sachs, Thales et SFR, collecteurs d'impôt

« *Le coût global du contrat de partenariat, bien qu'élevé, ne semble pas surestimé* », conclut Marie-Hélène Des Esgaulx devant la commission des Finances. Il est de toute façon bien tard pour s'en apercevoir. Le contrat de partenariat a été signé en octobre 2011, pour une durée de 13 ans et 3 mois. Au terme du contrat, l'ensemble du dispositif doit être remis à l'État. Celui-ci se trouve lié jusqu'en 2025, sans qu'aucune étude n'ait été menée sur l'opportunité de confier cette mission au secteur privé. « *Les Douanes n'étaient pas capables de faire un tel montage technique* », tranche le député UMP Hervé Mariton. Sauf qu'il était possible de créer un système bien moins complexe. Ou de déléguer seulement certaines missions au secteur privé.

Qui va toucher ces 280 millions par an (desquels sont déduits 50 millions de TVA) pour mettre en œuvre le dispositif de recouvrement ? Un consortium d'entreprises baptisé Ecomouv', mené par le groupe italien Autostrade per l'Italia. Celui-ci est une filiale d'Atlantia, la société qui gère la plupart des autoroutes italiennes. Elle est détenue (à 48 %) par le fonds d'investissement Sintonia, propriété de la famille Benetton [2]. La banque états-unienne Goldman Sachs est entrée au capital de ce fonds en 2008. Autostrade, qui détient 70 % d'Ecomouv', s'est allié avec les groupes français Thales, SNCF, SFR et Steria, une entreprise qui vend des services informatiques aux entreprises. Visiblement, personne ne s'est demandé comment la SNCF appréhendera d'éventuels conflits d'intérêt, alors que les 3 300 camions de sa filiale Geodis, spécialisée dans le transport de marchandises, seront concernés par l'écotaxe. Rappelons également que l'objectif initial de l'écotaxe est de développer des transports plus écologiques, notamment le fret ferroviaire, sur lequel la SNCF a quelques intérêts financiers.

Les rentrées fiscales passeront-elles par les paradis fiscaux ?



Ecomouv' prévoit des recettes de près de 2,8 milliards d'euros pour les 11,5 années d'exploitation du dispositif. Les véhicules de plus de 3,5 tonnes – environ 600 000 immatriculés en France et 200 000 étrangers – devront s'enregistrer auprès d'Ecomouv', notamment via des sociétés de télépéages habilitées : Axxes, DKKV, Eurotoll, Ressa, Telepass et Total. Les poids lourds devront se doter d'un boîtier, type GPS, qui permettra de retracer leur parcours sur les 15 000 km de tronçons routiers concernés par la taxe. Des portiques installés sur ces routes serviront uniquement à contrôler que les camions sont bien dotés de boîtiers. Les sociétés de télépéage collecteront une partie des taxes, versées sous forme d'abonnement [3]. En contrepartie, elles seront rémunérées par Ecomouv' à hauteur de 60 millions d'euros par an. Les transporteurs pourront, s'ils le souhaitent, s'acquitter de la taxe directement auprès d'Ecomouv'.

« Nous osons tout de même espérer que le cahier des charges a formellement interdit à Ecomouv' de disposer comme il l'entend des sommes avancées par les redevables, sous peine de voir celles-ci reversées aux actionnaires, ou bien servir à quelque spéculation ou encore transférées dans quelque paradis fiscal », s'interroge Solidaires. Que le collecteur d'impôts joue en bourse les sommes collectées serait en effet une nouveauté ! Le syndicat s'inquiète également des usages possibles des données recueillies sur les transporteurs et leurs pratiques.

« Pour le prestataire privé, c'est gagnant-gagnant, résume Philippe Bock, de Solidaires Douanes. Mais pour l'État, c'est un fiasco sur le plan fiscal et sur le plan environnemental. L'objectif écologique a été complètement perdu en route. L'écotaxe devait promouvoir les circuits courts, en taxant les transports, et comme les autoroutes sont exonérées, cela incite les camions à se reporter vers les grands axes routiers ! » Un travers pointé dans le rapport de la sénatrice Marie-Hélène Des Esgaulx : avec l'écotaxe, le ministère des Transports s'attend à une augmentation de 15 à 20 % du trafic poids lourds sur les autoroutes. Une recette supplémentaire estimée à 400 millions d'euros par an pour les sociétés gérant les autoroutes, principalement Vinci et la Sanef !

Ecotaxe : quels profits pour le privé, quelles recettes pour l'État ?

C'est ce type de partenariat public-privé qu'a choisi l'Allemagne pour son écotaxe poids lourds. Celle-ci permet de collecter près de 4,4 milliards d'euros par an, autoroutes comprises. Toll Collect, le consortium qui gère le dispositif, regroupe Deutsche Telekom, le constructeur automobile Daimler et Cofiroute, filiale du groupe français Vinci. Il est rémunéré à hauteur de 600 millions d'euros par an pour la mise en place des installations et le recouvrement de la taxe. L'affaire semble juteuse, puisque Toll Collect annonce un bénéfice net de 80 millions d'euros en 2012 [4]. Un peu moins évident pour l'État allemand, qui, depuis 2004, lui réclame 3,3 milliards d'euros de dommages-intérêts pour manque à gagner, du fait de nombreux retards subis par le projet, et 1,7 milliard de pénalités pour non-respect du contrat initial. Un contentieux qui dure depuis huit ans. A ce tarif, autant gérer soi-même la collecte.

En Slovaquie, c'est également un consortium privé, SkyToll, qui a signé un contrat d'exploitation pour 13 ans. Ce consortium, détenu à 10% par le concessionnaire d'autoroutes français Sanef, dirigé par Alain Minc, a gagné l'appel d'offres en 2007. Il avait pourtant fait l'offre la plus élevée... Douze recours [5] et deux enquêtes de la commission européenne plus tard, le dispositif mis en place est loin d'avoir fait ses preuves. La taxe a rapporté 141 millions d'euros en 2010. Sur lesquels Sky Toll ponctionne 110 millions d'euros ! Résultat : l'État slovaque a touché à peine le quart de la somme collectée [6]. « Les coûts de fonctionnement par rapport au rendement de la taxe seront nettement inférieurs en France à ce qu'ils sont en Slovaquie », explique le député UMP Hervé Mariton, auteur d'un rapport à l'Assemblée nationale sur le sujet en 2011. Voilà qui est rassurant. Difficile d'avoir beaucoup de recul : seuls six pays européens ont mis en place un système de taxe similaire [7].

Contentieux et présomption de corruption

Le service des douanes sera chargé de gérer les contentieux et les recouvrements forcés, mais aussi d'assurer le contrôle du dispositif. « Quel accès aurons-nous au système informatique ?, interroge Philippe Bock. Il sera impossible pour nous d'avoir une vue globale du système. » Les risques de défaillance sont grands. La France se prépare-t-elle à des déceptions ? Car la bataille entre sociétés privées pour le marché de l'écotaxe est rude. L'appel d'offre a déjà été marqué par plusieurs contentieux. En janvier 2011, la Sanef – qui a perdu l'appel d'offre – dépose un recours devant le tribunal administratif de Pontoise afin d'empêcher la signature du contrat. Motif : l'État a été conseillé durant la procédure par la société RAPP, qui a travaillé pour la société Autostrade sur la mise en place d'une taxe poids lourds en Autriche. L'indépendance de ce

conseil est donc contestée. La procédure d'appel d'offre est alors annulée par le juge administratif, mais validée par le Conseil d'État.

La Sanef a également saisi le service central de la prévention de la corruption du ministère de la Justice pour « *faits relevant du délit de favoritisme, de trafic d'influence et d'incitation à la corruption* ». Selon ses dirigeants, la société « a été approchée » et « *on lui aurait fait comprendre que le résultat de l'appel d'offre serait fonction de ce qu'elle pourrait accepter de "faire" ou de qui elle pourrait "gratifier"* » [8]. L'affaire a été transmise au Parquet de Paris, puis de Nanterre. Qu'importe. Le contrat entre l'État et Ecomouv' est signé en octobre 2011, sous le gouvernement Fillon. Commence alors un « *délai contractuel* » de 21 mois au terme duquel le dispositif devra être prêt et la collecte lancée. Jean-Marc Ayrault profitera-t-il du nouveau report annoncé le 29 octobre pour renégocier les modalités de collecte de l'écotaxe ? Pieds et poings liés au partenariat public-privé, le nouveau gouvernement dispose d'une faible marge de manœuvre.

Déjà un demi-milliard de perdu

Le lancement de la taxe, prévue en juillet 2013, est repoussé une première fois en octobre, puis en janvier 2014. Chaque report signifie une perte de recettes pour l'État. Un préjudice évalué à 90 millions d'euros par mois, selon L'Officiel des Transporteurs. Soit un manque à gagner de plus de 500 millions d'euros rien qu'en 2013. Le nouveau report sine die laisse présager une accumulation des pertes. Selon Ecomouv, entre 800 millions et un milliard d'euros d'investissements ont déjà été engagés. Un montant que devra rembourser le gouvernement en cas d'annulation du projet, estime le consortium. Celui-ci n'obtiendra sans doute pas les 800 millions d'euros prévus en cas d'annulation du contrat – puisque celui-ci est seulement suspendu – mais il pourrait demander des indemnités de plusieurs dizaines de millions d'euros.

Des agents des douanes chargés de superviser les contrôles ont déjà été mutés au centre de Metz, où travailleront 130 agents au sein du service taxe poids lourds. Plusieurs centaines de personnes ont été recrutées par Ecomouv' pour son centre d'appel et de traitement des factures, également basé à Metz. Autant de personnes qui risquent de se retrouver en chômage technique si la situation ne se débloque pas.

La Bretagne, quasi exemptée d'écotaxe

Reste que les opposants à l'écotaxe – Medef et FNSEA de Bretagne en tête – semblent avoir fait plier le gouvernement. Ce qui agace profondément les associations écologistes. Seule une partie du réseau routier est concernée par l'écotaxe [9]. Et la Bretagne en est grandement exemptée en raison de son caractère « *péninsulaire* », avec un taux de réduction de 50%, rappellent le Réseau action climat et la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) dans un communiqué. La contribution des transporteurs bretons est évaluée à 42 millions d'euros par an, alors que la région devrait recevoir annuellement 135 millions d'euros pour l'amélioration de ses infrastructures de transport [10], expliquent les associations. De cela, FNSEA et Medef locaux n'en ont cure. Les objectifs écologiques de la taxe semblent bien loin. Réduire les transports routiers est pourtant un enjeu de taille : les conséquences sanitaires de la pollution atmosphérique liée aux poids lourds coûteraient environ 45 milliards d'euros par an en Europe [11].

Derrière la bataille sur l'écotaxe et la capitulation permanente du gouvernement, subsiste une interrogation plus grave : l'État français a-t-il encore les moyens et l'autorité nécessaires pour assurer la collecte des impôts, sans céder à des intérêts privés ? En matière de fiscalité devraient primer la cohérence et l'intérêt général, et non la sous-traitance au plus offrant d'une fonction régalienne déjà bien mise à mal.

Notes

[1] « *En termes nets, il convient cependant de soustraire 50 millions d'euros qui sont versés au titre de la TVA acquittée sur le loyer de PPP et qui revient donc à l'Etat. Le coût de recouvrement s'établit alors à un peu moins de 20 %* ». Source : Rapport à la Commission des finances du Sénat, 5 février 2013.

[2] Voir le détail des actionnaires d'Atlantia ici

[3] Un abattement de 10 % sur le versement de la taxe sera offert pour les transporteurs qui passeront par l'intermédiaire de ces sociétés de télépéage.

[4] Source : Cofiroute, Rapport financier annuel au 31 décembre 2012, p.10.

[5] Le consortium mené par Autostrade (qui pilote l'écotaxe française via Ecomouv') accuse son concurrent d'un flou sur l'actionnariat – une partie du consortium serait une coquille vide semblant appartenir à des actionnaires chypriotes.

[6] En 2009, le système de vignette rapportait 50,6 millions d'euros, soit 19,4 millions d'euros de plus. Et était moins lourde pour les sociétés de transport. Source : Rapport d'information par la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, présenté par Hervé Mariton, le 4 octobre 2011.

[7] Cela fait notamment suite au vote de la surtaxe kilométrique poids lourds adoptée par les eurodéputés à l'été 2011. Les pays européens qui n'ont pas encore mis en place cette taxe peuvent appliquer la directive "Eurovignette" de 1999, révisée en 2006. Voir le détail dans cet article, Le monde, 30/10/2013.

[8] Sur ce sujet, lire *Le soupçon de corruption qui pollue l'écotaxe*, Le Point, 12/05/2011, et l'enquête de Médiapart consacrée à l'écotaxe le 31/10/2013 : Le contrat insensé de l'écotaxe

[9] 0,5% du réseau routier local est concerné, mais presque la moitié du réseau routier national est éco-taxé (10 000 km sur 21 157 km). Voir la carte du réseau soumis à l'écotaxe ici.

[10] Les recettes de l'écotaxe seront versées en grande partie à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) qui a pour mission d'investir dans les transports.

[11] La pollution atmosphérique générée par le trafic poids lourds provoquerait notamment 3 millions de jours de congé maladie et 350.000 décès prématurés par an en Europe. Evaluation réalisée par l'Agence européenne de l'environnement.

**Un article publié par wikistrike.com du 30 octobre 2013**

### **La Chine émet désormais des obligations libellées en euros. (05.11)**

Voilà qui devrait déplaire aux Etats-Unis et encore plus à la Fed (Réserve Fédérale Américaine) et à Janet Yellen, sa nouvelle patronne : les entreprises chinoises sont désormais présentes sur le marché des obligations libellées en euro. Le Dieu dollar n'a plus désormais qu'à bien se tenir.

Fin septembre, le géant pétrolier China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a ainsi levé 500 millions d'euros à 7 ans. Suivi de près par son compatriote Sinopec avec 550 millions d'euros et sur la même durée.

Un « *tournant* » qualifié « *d'historique* », par Yves Jacob, responsable des émissions de dette pour la région Asie-Pacifique de la Société Générale, laquelle a participé à l'opération de Sinopec.

Les spécialistes du marché obligataire estiment pour leur part que s'il est trop tôt pour parler de tendance, le mouvement devrait prendre de l'ampleur. Ils s'attendent en effet à ce qu'en vue de diversifier leurs sources de financement les groupes chinois continuent à tenter d'émettre en euros, et ce d'autant plus que le marché national chinois ne semble plus assez grand pour satisfaire ses besoins.

Données encourageantes : les deux émissions ont rencontré une forte demande, que certains considèrent même comme assez exceptionnelle. L'émission de Sinopec aura ainsi attiré un total de 279 investisseurs pour une demande de 3,3 milliards d'euros.

Autre élément à prendre en compte : la crise budgétaire américaine aura pu inciter les investisseurs à se tourner vers les marchés européens, la Vieille Europe pouvant alors retrouver son attrait de valeur refuge.

Depuis la fin de l'année 2010, les sociétés chinoises ont envahi les marchés du crédit à une vitesse spectaculaire. En l'espace de quelques années, voire quelques mois, la Chine est devenue premier émetteur d'obligations en devises étrangères, dépassant la Corée avec une moyenne annuelle de 25 milliards de dollars.

Yves Jacob rappelle ainsi qu'en 2010, la Chine levait moins de 5 milliards de dollars par an, ce qui constitue un montant non significatif à l'échelle des marchés internationaux. Pour 2013, la Société Générale s'attend à ce que l'Empire du Milieu lève environ 100 milliards de dollars.

Le contexte actuel de libéralisation de l'économie chinoise permettant d'alléger le système de contrôle des changes aura également progressivement ouvert la porte aux entreprises chinoises pour une émission sur les marchés internationaux tout en leur offrant désormais la possibilité de rapatrier les fonds en Chine.

Élément qui devrait accélérer le mouvement : la signature début octobre d'un accord d'échanges de devises entre la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque populaire de Chine, d'une durée de trois ans, pour notamment faciliter les transactions commerciales.

L'accord, dit « *de swap* », porte au maximum sur 350 milliards de yuans, soit 45 milliards d'euros. Ce qui constitue le troisième montant le plus important derrière Hong-Kong (400 milliards de yuans) et la Corée du Sud (360 milliards de yuans), très largement en deçà de l'accord signé par la Banque d'Angleterre (200 milliards de yuans) selon Paris Europlace.

Grâce à cet accord, les banques de la zone euro pourront obtenir des yuans en échange d'euros, la Chine pouvant quant à elle recevoir des euros en échange de yuans.

Sources : AWP, AFP, Le Monde

## Un article AFP du 5 novembre 2013

### Gaz de schiste: l'Ukraine signe un accord avec Chevron. (07.11)

L'Ukraine, qui cherche à réduire sa dépendance énergétique à la Russie, a signé mardi un accord avec le groupe américain Chevron pour extraire du gaz de schiste dans l'ouest du pays, pouvant déboucher sur un investissement de dix milliards de dollars.

Le document, paraphé en présence du président Viktor Ianoukovitch, prévoit que Chevron investisse 350 millions de dollars dans l'exploration du gisement d'Oleski, selon la présidence ukrainienne.

Kiev vise une production atteignant 8 à 10 milliards de mètres cubes par an et estime les réserves à un volume gigantesque de 2.980 milliards de mètres cubes.

L'ex-république soviétique cherche à développer de nouvelles sources d'approvisionnement de gaz pour réduire sa dépendance à la Russie, son principal fournisseur actuellement.

Les deux pays voisins entretiennent des relations tendues depuis la chute de l'Union soviétique, qui se sont encore dégradées ces derniers mois alors que Kiev pourrait signer fin novembre un accord d'association avec l'Union européenne.

En janvier dernier, le gouvernement avait signé un accord avec le géant anglo-néerlandais Shell pour explorer le gisement d'Iouzovske, dans l'est, estimant également l'investissement à dix milliards de dollars, pour une production pouvant atteindre 10 à 20 milliards de mètres cubes par an.

*"La mise en oeuvre des projets de grande échelle avec Shell et Chevron vont permettre à l'Ukraine de répondre à ses besoins en gaz naturel d'ici à 2020", a souligné mardi Viktor Ianoukovitch.*

Les experts sont cependant très prudents sur le potentiel réel des gisements de gaz de schiste en Europe de l'Est, plusieurs campagnes d'exploration s'étant soldées par des échecs.

La nature des sols y est en effet moins favorable à la production qu'aux Etats-Unis.

Les projets se heurtent en outre à l'hostilité d'une partie de la population, inquiète des conséquences environnementales.

Des centaines de personnes avaient ainsi manifesté en octobre à Lviv, la principale ville de l'Ouest de l'Ukraine, pour protester contre le projet de Chevron.

Hors du gaz de schiste, l'Ukraine a signé un accord avec Shell et l'Américain ExxonMobil pour produire du gaz en mer Noire.

De son côté, la Russie, via le groupe public Gazprom, investit des milliards d'euros pour construire des gazoducs évitant le territoire ukrainien, comme Nord Stream en mer Baltique (déjà lancé) et South Stream passant notamment sous la mer Noire (en construction).

Les régulières *"guerres du gaz"* entre les deux pays ont vu Moscou couper le gaz à Kiev en 2006 et 2009, perturbant les exportations de gaz russe à l'UE.

Les deux pays s'opposent de nouveau sur la question, Gazprom ayant accusé la semaine dernière Kiev de ne pas avoir réglé une facture gazière de 882 millions de dollars.

Le groupe russe menace d'exiger désormais des paiements à l'avance, ce qui serait compliqué pour l'Ukraine, confrontée à d'importants déficits publics et en récession depuis plus d'un an.

Le ministre de l'Energie, Edouard Stavytski, a annoncé mardi que l'Ukraine avait commencé à régler sa dette, refusant de dévoiler les détails du paiement effectué, relevant selon lui du *"secret commercial"*.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de Gazprom Sergueï Kouprianov a confirmé que "*des petites tranches*" de la dette ukrainienne avaient été versées.

*"Mais pour l'instant on est loin de pouvoir dire qu'ils ont réglé leur dette", a-t-il ajouté.*

Plus généralement, Moscou a prévenu son voisin des conséquences négatives qu'aurait sur leurs relations commerciales un accord d'association entre Kiev et l'UE assorti d'une zone de libre-échange.

Bruxelles conditionne ce rapprochement à la libération par Kiev de l'opposante emprisonnée Ioulia Timochenko.

## Un article AFP du 6 novembre 2013

### En Turquie, Erdogan ouvre un nouveau front contre la laïcité. (07.11)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a ouvert un nouveau front dans la guerre qui oppose son gouvernement islamo-conservateur aux laïcs en promettant de s'attaquer, au nom de la morale, à la mixité dans les résidences étudiantes.

D'abord évoquée dans le huis clos d'une réunion de son Parti de la justice et du développement (AKP), l'offensive a été lancée publiquement mardi devant le Parlement, où des députées s'affichent voilées depuis une semaine.

*"Nous n'avons pas autorisé et nous n'autoriserons pas que filles et garçons restent ensemble dans les résidences d'Etat",* a lancé le chef du gouvernement.

*"Toutes sortes de choses peuvent se produire quand c'est mixte. Nous recevons des plaintes de familles qui nous demandent d'intervenir",* a-t-il justifié sa démarche, avec plein de sous-entendus.

Dans la foulée, M. Erdogan a intimé aux gouverneurs des 81 provinces du pays l'ordre de contrôler les établissements et même encouragé la population à dénoncer les comportements suspects.

Son appel a été immédiatement entendu par le gouverneur d'Adana (sud), qui a promis d'intervenir. *"// appartient à l'Etat de protéger les jeunes des mauvaises habitudes",* a dit Hüseyin Avni Cos à l'agence de presse Dogan.

Selon une source officielle, les trois-quarts des résidences étudiantes gérées par Yurtkur, un organisme public, séparent déjà filles et garçons. Et il ne devrait plus rester le moindre établissement mixte au début 2014.

Mais le Premier ministre a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas en rester là. Dans son intervention de mardi, il a évoqué l'idée d'étendre son combat contre la mixité aux résidences étudiantes privées, ainsi qu'aux colocations.

Dans un pays à très large majorité musulmane mais laïque, la sortie du chef du gouvernement a provoqué la surprise des étudiants.

*"Nous sommes majeurs et nous avons le droit de voter mais nous n'avons pas le droit d'être ensemble, hommes et femmes, c'est ridicule",* s'amuse Ahmet, un étudiant en droit de 22 ans d'Ankara.

Les adversaires politiques comme les défenseurs des droits des femmes ou de la laïcité, eux, multiplient les critiques contre la dérive *"islamiste"* du Premier ministre.

*"La véritable intention d'Erdogan est de mettre fin à la pratique de la mixité dans l'enseignement en général",* a estimé mardi Kemal Kılıçdaroglu, le président du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition.

D'autres vont plus loin. Après la loi restreignant la vente et la consommation d'alcool qui a nourri la fronde antigouvernementale de juin puis le décret autorisant le port du voile dans la fonction publique, ils dénoncent l'agenda de moins en moins caché de l'AKP.

*"Sous nos yeux, la République turque se transforme en Etat islamique",* enrage Birsan Temir, qui dirige l'Association des femmes d'Anatolie.

A l'heure de la reprise des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), cette nouvelle polémique a fait froncer quelques sourcils à Bruxelles.



*"Le choix en cette matière doit en principe revenir aux étudiants et à leurs familles", a relevé Peter Stano, le porte-parole du commissaire européen à l'Élargissement, Stefan Füle. "Nous rappelons que l'élément clé du récent paquet de démocratisation annoncé par le Premier ministre était la protection des modes de vie", a-t-il ajouté dans une déclaration transmise à l'AFP.*

En Turquie, des juristes ont aussi pointé du doigt les difficultés légales soulevées par cette initiative. Comment l'Etat pourrait-il intervenir contre des étudiants majeurs vivant sous un même toit, alors que la Constitution garantit égalité des sexes et libertés fondamentales ?

En déplacement mercredi en Finlande, M. Erdogan a balayé la question d'un revers de main.

*"Nous ne sommes jamais intervenus dans la vie de qui que ce soit. Si nous l'avions fait, nous ne serions pas soutenus par un électeur sur deux en Turquie", a-t-il plaidé. "Nous exerçons nos responsabilités dans le cadre de la loi".*

Avant de s'envoler pour Helsinki, le Premier ministre avait toutefois affiché sa détermination. *"S'il faut changer les lois, alors on les changera", a-t-il sèchement répondu mardi à une journaliste.*

Commentaire.

Et au même moment : - Turquie: l'UE ouvre un nouveau chapitre des négociations d'adhésion - libération.fr 05.11

- L'Union européenne et la Turquie ont ouvert mardi à Bruxelles un nouveau chapitre des négociations d'adhésion de ce pays, affirmant leur volonté d'accélérer le processus...

Dans l'UE il y a déjà des paradis fiscaux, bientôt il y aura aussi un Etat islamiste dirigé par un Frère musulman, en votant en mai prochain vous le légitimerez.



## Un article AFP du 6 octobre 2013

### La pauvreté continue de s'étendre en France, alerte le Secours catholique. (07.11)

La pauvreté continue de s'étendre en France et concerne de plus en plus de couples avec enfants, souligne le Secours catholique dans son rapport annuel publié jeudi, qui constate aussi que les plus fragiles ont de moins en moins accès à l'emploi.

En 2012, l'association humanitaire a rencontré 1,43 million de personnes, dont 672.000 enfants.

La très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté (977 euros par mois en 2011), voire de très grande pauvreté (644 euros), explique le secrétaire général du Secours catholique, Bernard Thibaud.

Près d'une personne sur six (17%) ne dispose d'aucune ressource et 45% ne vivent que d'aides sociales.

Constat alarmant, leur niveau de vie a baissé de 2,5% depuis 2011, à 497 euros, souligne M. Thibaud, qui note *"une part croissante de couples avec enfants"* (23%).

Les familles monoparentales (31%) et les hommes seuls (24%) représentent toujours une part importante des bénéficiaires. Un tiers sont étrangers (dont 48% avec un titre de séjour), avec des niveaux de vie encore plus faibles.

Les impayés liés aux dépenses contraintes, en hausse, touchent près de 6 personnes sur 10, avec un montant mensuel médian de 797 euros. Sont principalement concernés les impayés de loyer, les dépenses d'énergies et les découverts bancaires. *"Le reste à vivre continue à se réduire"*, souligne M. Thibaud.

Pour Vickie, 34 ans, le reste à vivre *"c'est même pas 50 euros"*, explique-t-elle à l'AFP. Cette célibataire, qui vit à Carnac (Morbihan) et qui ne souhaite pas donner son nom de famille, travaille entre 18 et 21 heures par semaine, comme auxiliaire de vie auprès d'une personne âgée, pour un salaire moyen de 730 euros.

Après le loyer, l'eau, l'électricité et la taxe d'habitation mensualisée, *"c'est très difficile"*, dit-elle, surtout depuis qu'un arrêt-maladie consécutif à une fracture du poignet a diminué ses revenus de moitié pendant six mois.

Avec 700 euros de découvert sur son compte, Vickie *"compte au moins un an pour (s'en) sortir"*.

*"J'ai pas droit à la CMU"*, la couverture maladie universelle pour les plus démunis, ajoute la jeune femme qui refuse de se faire réopérer du poignet, mal remis, pour éviter un nouvel arrêt: *"Financièrement, je ne peux pas me priver de travailler, même pour ma santé."*

*"J'ai perdu une dent, je ne peux pas la remplacer"*, poursuit Vickie, qui doit déjà 120 euros au dentiste. Son seul loisir: les activités du Secours catholique, dans lesquelles elle s'investit, car *"ça me permet de ne pas rester à la maison et je me sens utile"*.

Pour se rendre à son travail, elle fait entre 8 à 12 km aller-retour. Un trajet qu'elle effectuait à pied, avant que le Secours catholique lui procure un vélo. *"J'ai le permis, mais pas les moyens d'acheter une voiture."*

La jeune femme s'accroche à son emploi *"pour ne pas dépendre entièrement de la société"*. Elle voudrait travailler plus, mais *"sans voiture, quel employeur me voudra?"* Et *"sans ordinateur, on fait comment pour envoyer des CV?"* Se rendre à Pôle emploi lui coûte 4 euros. *"Moi avec 4 euros, je mange pendant trois jours"*, dit-elle.

*"Le marché de l'emploi est quasi inaccessible aux plus précaires"*, déplore M. Thibaud: 18% des bénéficiaires sont des travailleurs pauvres et 37,5% sont au chômage, dont 26% sans indemnité.

Alors que les bénéficiaires du Secours catholique font partie des publics prioritaires pour les emplois aidés, seulement 4,1% en bénéficient, note le secrétaire général, qui demande des contrats aidés spécifiques pour les plus démunis, de plus de deux ans.

Le Secours catholique fait au total huit propositions: il souhaite notamment "*un véritable accompagnement personnalisé*" des chômeurs avec des moyens supplémentaires pour Pôle emploi, insiste sur la "*responsabilité sociale des entreprises*" dans la lutte contre le chômage, et la formation professionnelle, pas assez accessible aux plus démunis.

## Un article Le Point.fr du 9 novembre 2013

### Révélation sur le prix des médicaments français. (11.11)

**Une enquête de France 3 révèle que des médicaments de laboratoires français sont achetés à l'étranger pour être revendus en France.**

Des médicaments de laboratoires français achetés à l'étranger là où ils sont le moins chers pour être revendus en France : c'est l'une des découvertes d'une enquête du magazine Pièces à conviction diffusée mercredi sur France 3 (23 h 10).

Dans la banlieue de Milan, en Italie, deux hommes aux costumes impeccables dévoilent un entrepôt contenant plusieurs dizaines de tonnes de marchandises. Ce sont des médicaments en provenance de la République tchèque, du Portugal ou de Norvège.

Un des cartons arrive des Pays-Bas. Il contient du Plavix, un anticoagulant du groupe français Sanofi-Aventis, qui sera revendu à des pharmacies françaises. *"On achète les médicaments là où ils coûtent moins cher et on les revend là où ils coûtent plus cher"*, résume un représentant de la société de distribution.

"Un comble"

Avant d'être acheminé vers les officines françaises, le Plavix acheté aux Pays-Bas fait un détour par la Toscane, où il est reconditionné avec une boîte et une notice rédigées en français.

*"En quelques secondes, un Plavix acheté aux Pays-Bas prend l'aspect d'un Plavix français. Un Plavix bon marché, venu de l'étranger, en concurrence avec celui vendu plus cher aux pharmaciens français par Sanofi. Un comble !"* commente le documentaire réalisé par Mahaut Chantrel et Lionel de Coninck.

La facture des laboratoires français est donc plus salée pour la France que pour l'Italie ou les Pays-Bas, plus offensifs sur le prix des médicaments. Ainsi, le Plavix est vendu 37,11 euros en France, 18,23 euros en Italie.

Le prix des génériques varie lui aussi fortement d'un pays à l'autre. Ceux cités par l'enquête (un anti-cholestérol et un anti-ulcère) coûtent 50 centimes aux Pays-Bas contre une dizaine d'euros en France.

Les médecins français dans le viseur

Le sujet souligne encore que les médecins français ont davantage tendance que leurs voisins européens à prescrire les dernières molécules, plus onéreuses sans être forcément plus performantes.

Il en va ainsi pour la rosuvastatine, la seule molécule anti-cholestérol n'ayant pas d'équivalent générique et vendue sous le nom commercial de Crestor, du laboratoire AstraZeneca. L'Assurance maladie avait indiqué en mai que le Crestor était prescrit 3 fois sur 10 en France en 2012, une proportion largement supérieure à celle de l'Allemagne ou du Royaume-Uni.

Le directeur général de l'Assurance maladie, Frédéric Van Rookeghem, avait alors estimé que la prescription de génériques à la place du Crestor représentait un *"potentiel d'économies majeur de 500 millions d'euros par an"*.

L'industrie pharmaceutique est reine en France

Les efforts du gouvernement sur le coût des médicaments - 960 millions d'économies prévues dans le budget de la Sécurité sociale pour 2014 via des baisses de prix et le développement des génériques - sont modérés, selon l'enquête, par la volonté de préserver l'emploi dans l'industrie pharmaceutique.

*"La France est le paradis de l'industrie pharmaceutique. (...) C'est là que (les industriels) sont les rois"*, conclut, amer, Michel de Lorgeril, cardiologue et chercheur au CNRS.

## Commentaire.

Le système économique capitalisme repose sur un seul et unique principe : le vol. Il existait déjà depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme ou la division de la société en classes existe, le capitalisme l'a perfectionné, étendu à différents secteurs économiques tout simplement, en faisant preuve d'une imagination intarrissable.

Du simple vol de notre force de travail, la part que le patron ou l'action empoche, il a généralisé l'économie de la dette qui permettait aux créanciers (banquiers) d'empocher des intérêts sur une somme d'argent qu'ils ne détenaient et allaient créer de toutes pièces pour la prêter à des débiteurs de telle sorte qu'ils allaient s'enrichir illégitimement mais légalement avec de l'argent qui ne leur appartenait pas puisqu'elle n'existait pas, une façon de reprendre aux travailleurs une partie du salaire qu'ils avaient perçu en échange de la vente de leur force de travail, ils allaient créer les impôts directs et indirects et toutes sortes de taxes dont la majeure partie allait atterrir dans l'escarcelle des capitalistes ou pour financer leurs guerres, l'appareil d'Etat répressif, police, justice, armée, les banques allaient vous imposer des frais de gestion qui relevaient en réalité du racket, ils allaient obliger la totalité de la population à contracter une assurance pour son moyen de transport et son habitation qui dans 90% des cas ne lui servirait à rien, on atteint là le brigandage, ils allaient même jusqu'à pousser le vice jusqu'à vous faire cotiser toute votre vie active pour une retraite dont vous ne profiterez pas ou si peu parce vous crèverez avant de la prendre ou quelques années plus tard après avoir cessé de bosser, etc. etc. etc.

Un article [agoravox.fr](http://agoravox.fr) du 10 novembre 2013

### La vraie face de l'Amérique. (11.11)

Peu avant sa mort, l'ancien président français François Mitterrand s'est livré à une confession au caractère inhabituel, troublant, sous la forme d'un testament politique, en quelque sorte : *"La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort"*.

Sans même développer sur les faits que ce pays se soit construit sur le génocide d'un peuple et l'esclavage d'un autre ; Les États-unis est le seul pays dans l'histoire humaine, qui se soit développé par l'argent, la corruption, le commerce internationale et les accords de libre échange ; cela leur aura permis d'annexer plusieurs pays du globe, comme Hawaï, l'Alaska, les Philippines, Porto rico ... jusqu' à des parcelles du continent américain qui deviendront les États-unis, si l'on remonte dans leur histoire il y a la Louisiane achetée aux français en 1803, et l'Arizona au Mexique en 1853.

C'est ainsi qu'ils ont inventé et mis en place sournoisement cette nouvelle guerre permanente et inconnue (...sans mort apparemment...F. Mitterrand), par le biais du libre échange, afin d'assouvir leur soif de posséder le monde ; Ils sont également à l'origine de l'invention de l'Europe, avec tout ce que cela comprend, soit le fédéralisme et la monnaie euro ; la première phase si l'on peut dire, de cette néo colonisation économique.

Aujourd'hui ces accords de libres échanges sont signés, et nous appartenons définitivement aux États-unis, étant la deuxième phase du processus. La France, l'Espagne, l'Italie... ont été absorbés par l'Europe afin de démanteler la souveraineté de ces nations, et c'est maintenant au tour de l'Europe d'être absorbée par les États-unis. Ce néo colonialisme est l'asservissement des nations à l'échelle d'un continent, en vassales des usa. Ce sont maintenant les pays d'Europe qui vont renflouer les États-unis et les aider à continuer à vivre tranquillement à crédit, pour quelques temps encore. Un nouveau sursis donc pour ce pays, dont l'effondrement est inéluctable, toutefois l'Europe suivra les USA dans leur chute.

L'Europe n'est donc pas un contre poids à la puissance américaine (comme on nous l'a vendu), puisqu'elle sert aux intérêts américains, dans la structure même de sa construction. C'est ça, l'art de la guerre, le stratagème des chaînes, afin de rendre ingérable une union entre 27 pays, et surtout pour qu'une seule entité décide de tout pour cette Europe maintenant paralysée par ses différences et sa monnaie unique.

Comment est-il possible que personne ne puisse voir cette guerre « invisible », que François Mitterrand a habilement décrit lors de son testament politique ?

A cause d'une autre invention et une constante de cette mouvance impérialiste américaine. La stratégie implacable de ces oligarques a divisé les gens avec des choses futiles, pour éviter tous débats sur les problèmes de fonds. Regardez partout les medias, la politique,... tout aujourd'hui fonctionne ainsi. Susciter l'émotion chez les gens en faisant appel à leur instinct animal, afin d'éviter la réflexion ; accentue à provoquer ces divisions entre les peuples, entre les gens. Réveiller la violence en nous, pour étouffer la sagesse. Voilà une des causes de la tragédie de NOSY BE à Madagascar.

Sur le fait qu'il espionne également tout le monde avec la NSA, cela nous ramène à comprendre qu'à la base le terrorisme et un fait d'État. Ce n'est plus un secret non plus, que la CIA a créé Al Qaida en les formant et les armant, contre les russes dans les années 80.

Ce pays est donc responsable de la plupart des maux du monde, de par sa volonté à le posséder.

Combien de gens sont morts, meurent et mourront de faim à cause de leur blocus commercial ?

La Corée du nord(1950), Viet-nam(1954), Cuba(1960), la Libye(1978), le Pakistan(1979), l'Iran(1984), la Sirye(1986), le Soudan(1988), la Birmanie(1988), la Chine(1989), le Congo(1990), l'Irak(1990), la Yougoslavie(1991), l'Indonésie(1991), la Liberia(1992), le Cameroun(1992), la Somalie(1992), le

Cambodge(1992), l'Azerbaïdjan(1992), le Nigeria(1993), l'Angola(1993), la Gambie(1994), Niger(1996), la Zambie(1996), Haïti(1997) et Inde(1998).

Agression directe et indirecte (Vietnam, Irak, Afghanistan, Syrie, Iran...la liste est trop longue) afin de déstabiliser différentes régions du monde, espionnage de l'Europe et de ses dirigeants, création du terrorisme dans le monde (bras armé islamiste de la CIA), créateur du media mensonge (11 septembre, armes de destructions massives...), afin de justifier des attaques, comme en Irak et en Afghanistan.

Soit un empire fasciste en décadence qui assassine ou emprisonne ses opposants, pille et pollue la planète, bombarde les populations civiles, se sert de sa monnaie de singe pour capter la richesse mondiale.

## Un article du Réseau Voltaire du 8 octobre 2013

### Quelques liens entre l'administration Obama et les Frères musulmans. (11.11)

Plusieurs éléments ont été publiés sur des liens humains entre l'administration Obama et les Frères musulmans. Ils permettent de mieux comprendre le rôle joué par la Confrérie dans le « printemps arabe ».

- 1. Le jour de sa prise de fonction, le président Obama a invité Ingrid Mattson à dire une prière à la Cathédrale nationale, en sa qualité de présidente de l'Islamic Society of North America (ISNA), l'association des Frères et Soeurs aux États-Unis.
- 2. L'assistante de l'ex-secrétaire d'État Hillary Clinton, Huma Abedin (épouse de l'ancien représentant Anthony Weiner), est la fille de Saleha Abedin, directrice de la branche féminine de la Confrérie et collaboratrice de l'épouse de l'ex-président égyptien Mohamed Morsi.
- 3. Jusqu'en 2012, un des responsables du projet sur le climat de la Clinton Foundation, Gehad el-Haddad, était le fils d'un des dirigeants mondiaux de la Confrérie. Il partageait son temps entre la Clinton Foundation et son travail de conseiller politique des Frères égyptiens. Après avoir quitté la Fondation, il a organisé l'invitation du président Morsi par celle-ci.
- 4. L'un des membres du Conseil consultatif de Sécurité de la Patrie, Mohamed Eliabary, est un Frère musulman.
- 5. Deux sources différentes affirment que le demi-frère du président Obama, Abon'go Malik Obama (photo), serait membre des Frères musulmans.

Juste après le coup d'État militaire qui a renversé le président Mohamed Morsi et l'interdiction de la Confrérie en Égypte, Saad Al-Shater, fils du numéro 2 des Frères en Égypte, a déclaré que le président Obama était directement impliqué dans le soutien à la Confrérie et que celle-ci disposait de documents pouvant le faire condamner aux États-Unis.

Puis, la vice-présidente de la Cour constitutionnelle, Tahani al-Gebali, a indiqué à la télévision égyptienne qu'Abon'go Malik Obama était le trésorier de l'œuvre missionnaire des Frères au Soudan (dont le président Omar el-Béchir est membre d'une branche de la Confrérie).

- 6. En avril 2009, une délégation officielle de la Confrérie a été reçue secrètement par le président Obama à la Maison-Blanche, a révélé le quotidien Al-Masry Al-Youm (Égypte).

## Un article AFP du 13 octobre 2013

### Syndicats et patronat conviennent d'un agenda social 2014. (14.11)

Les organisations syndicales et le patronat sont parvenus mercredi soir à un accord sur un agenda social pour 2014 qui prévoit l'ouverture d'une négociation sur l'assurance chômage en janvier et des états des lieux de leurs accords antérieurs, en particulier sur l'emploi des jeunes.

Réunis au siège du Medef pendant plus de trois heures, les cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC) et le patronat (Medef, CGPME, UPA) ont décidé d'ouvrir la négociation sur une nouvelle convention d'assurance chômage en janvier, dans le but d'aboutir en mars.

En décembre, les partenaires sociaux se retrouveront pour proroger de quelques mois la convention actuelle qui vient à échéance au 31 décembre.

En outre, syndicats et patronat procéderont ensemble à une "évaluation" des accords antérieurs sur l'emploi des jeunes et les contrats de génération. *"Il s'agit de se donner des objectifs pour l'emploi des jeunes en 2014"*, a souligné Véronique Descacq (CFDT).

L'agenda prévoit aussi un bilan des ruptures conventionnelles qui depuis 2008 permettent une séparation à l'amiable entre patron et salarié. *"Ce dispositif ne répond plus à son objectif de départ"*, a estimé Pascale Coton (CFTC) qui souhaite un débat sur son éventuelle révision. Le Medef est opposé à toute renégociation de ce dispositif.

Un "échange" patronat/syndicat est par ailleurs prévu sur *"le financement de la protection sociale"*. Toutefois, les syndicats ont totalement refusé de relier ce débat à la question du coût du travail, comme le souhaitait le Medef.

De son côté, le patronat a refusé l'ouverture d'une négociation avec les syndicats sur la représentativité patronale, qui doit faire l'objet d'une loi en fin d'année.

D'autres rendez-vous sont déjà pris, comme sur les retraites complémentaires.

*"Dans un contexte difficile"*, l'établissement de cet agenda social a montré *"la volonté de garder les liens"* entre partenaires sociaux, s'est félicité Jean-François Pilliard (Medef).

Mais, pour Stéphane Lardy (FO), il n'y *"aucune union sacrée"* entre syndicats et patronat. Tout en se disant ouvert au débat, il a estimé que sur des sujets comme le financement de la protection sociale ou l'économie, il n'y aura au bout du compte *"aucun texte commun"* puisque *"nous ne sommes pas d'accord sur les diagnostics et les résultats"*.

Commentaire.

Le Medef est satisfait, c'est l'essentiel, on est habitué.

Leurs maîtres les sifflent et ils accourent, c'est tout ce qu'on peut constater, ensuite qu'ils gardent leur baratin pour ceux que cela arrange d'y croire.



## Un article AFP du 12 octobre 2013

### Chine: le Parti s'engage à accorder un "rôle décisif" au marché. (14.11)

Le Parti communiste chinois (PCC) a conclu mardi les travaux de son troisième plénum sur un engagement à laisser le marché jouer un "rôle décisif" en vue d'un "approfondissement général des réformes", ont annoncé les médias d'Etat.

Les quelque 370 membres du Comité central du PCC avaient entamé samedi à Pékin leur troisième réunion plénière depuis la transition au sommet du pouvoir il y a un an, avec l'objectif affiché de s'attaquer à des réformes économiques et sociétales "historiques".

Les dignitaires communistes ont toutefois prévenu mardi que "le plus important" restait de "maintenir l'autorité du Parti" sur la Chine, selon le communiqué final du plénum cité par l'agence de presse officielle Chine Nouvelle.

"Le principal problème est de gérer correctement les relations entre le gouvernement et le marché" afin que ce dernier ait un "rôle décisif" dans la répartition des ressources économiques, permettant ainsi au gouvernement de "mieux jouer son rôle", relève le document.

Aucun "big-bang" ne semble toutefois poindre à l'horizon, puisque les autorités "maintiendront la prépondérance des secteurs économiques d'Etat et les laisseront jouer le rôle moteur".

Mais en même temps, "nous devons résolument encourager, soutenir et guider le développement du secteur non public", poursuit le communiqué, rappelant que privé et public sont "tous deux des composantes importantes de l'économie socialiste de marché".

Selon la presse officielle de ces derniers jours, les réformes issues du plénum doivent ouvrir à la concurrence des secteurs actuellement dominés par les monopoles des grandes entreprises d'Etat, des chemins de fer aux télécoms, en passant par la banque.

Un "groupe dirigeant central" doit être mis sur pied pour "concevoir" et "superviser" les réformes à venir, a encore décidé le Comité central du PCC.

Les analystes n'avaient anticipé qu'"une feuille de route" très générale, estimant que des mesures concrètes et leur calendrier ne seraient dévoilés qu'ultérieurement. Pour certains experts, leur préparation prendra plusieurs mois au minimum.

La Chine va également "donner davantage de droits aux agriculteurs sur la propriété" de leurs terres, ajoute le document final du plénum, sans toutefois préciser si ceux-ci seront autorisés à les vendre - ce qui leur est actuellement interdit.

Le système du hukou (permis de résidence), qui restreint l'accès aux services publics des nombreux ruraux ayant migré vers les villes, n'était pas mentionné dans le communiqué, mais le Comité central s'est engagé "à promouvoir un accès équitable pour tous aux services publics de base".

En revanche, la politique controversée de l'enfant unique a été totalement passée sous silence, malgré les perspectives de réforme récemment suggérées par les médias officiels.

En outre, une "Commission chargée de la sécurité de l'Etat" sera mise en place en vue de renforcer "la sécurité nationale", indique le document, sans détails.

"Le ton (du communiqué) est très vague, ce qui donne l'impression qu'un consensus (sur les réformes) n'a peut-être pas été trouvé (...) Comme s'il y avait un large accord sur la direction des réformes, mais pas sur la manière de les enclencher", a déclaré à l'AFP Wang Qinwei, analyste du cabinet Capital Economics.

*"Le résultat est bien plus conservateur que ce qu'attendaient les marchés", a-t-il commenté, redoutant que les intérêts farouchement défendus par les groupes d'Etat ne soient "un gros défi" à surmonter pour la mise en place des réformes économiques.*

Le plénum du PCC s'est déroulé loin des regards et sous bonne garde, dans un hôtel de l'ouest de Pékin.

La télévision d'Etat a montré les membres du Comité réunis dans une grande salle, face aux 25 membres du Bureau politique alignés devant une estrade ornée de la faucille et du marteau, votant à main levée de façon apparemment unanime.

Les deux premiers plénums suivant un congrès du PCC servent traditionnellement à désigner les dirigeants du Parti et de l'Etat, tandis que le troisième fixe les grandes lignes politiques et économiques. C'est à cette occasion que Deng Xiaoping avait lancé en 1978 sa grande modernisation de l'économie chinoise.

Le président Xi Jinping et le Premier ministre Li Keqiang, qui ont pris leurs fonctions en mars, affichent leur volonté de rééquilibrer la croissance de la deuxième économie mondiale, pour la rendre moins dépendante des exportations et des investissements au profit de la consommation intérieure.

Le Comité central a semblé écarter toute évolution politique majeure, réaffirmant son rejet de *"la vieille et rigide politique de fermeture"* vis-à-vis de l'étranger, *"tout comme des velléités d'abandonner le socialisme et de suivre des voies erronées"*.

Ce rappel de l'autorité du Parti intervient à un moment où une vaste campagne contre la corruption frappe tous les niveaux de l'appareil administratif.

Un article de 20 minutes.fr et AFP du 13 octobre 2013

### Un ancien commissaire de police dénonce le «business» des contraventions (14.11)

Un ancien commissaire de police au parcours atypique et controversé, Philippe Vénère, dénonce dans un livre à paraître ce jeudi le «business tiré des contraventions», qu'il assimile à un «racket d'Etat qui ne veut pas dire son nom».

«On est tombé dans l'excès absolu», explique à l'AFP Philippe Vénère, retraité de la police et commissaire divisionnaire au tribunal de police de Paris entre 1992 et 1996. Il raconte avoir rédigé son livre, publié aux Editions du Cherche Midi, en réaction à «cette pression qu'on a mise sur les contraventions depuis plusieurs années».

Intitulé «Le grand racket des automobilistes», cet ouvrage vise à donner aux conducteurs, considérés par l'auteur comme les «premiers contribuables de France», les clés pour lutter contre ce qu'il qualifie de «racket fiscal soigneusement concocté et planifié par des technocrates»: lettres-types, astuces juridiques pour faire sauter les PV, descriptions détaillées des procédures et des juridictions...

Du pare-brise jusqu'à la Cour de cassation

«Je donne la marche à suivre pour obtenir satisfaction, afin de voir si on est dans une verbalisation justifiée ou injustifiée», détaille celui qui avait déjà écrit en 2009 un livre intitulé «Manuel de résistance contre l'impôt policier» sous-titré «comment contester vos contraventions», chez un autre éditeur.

«La première fois, je m'arrêtais infraction par infraction et je donnais quelques clés. Là, j'ai adopté une autre démarche: on part du PV sur le pare-brise et on va jusqu'à la Cour de cassation», dit cet ancien maître de conférences à l'Université Paris VIII, où il enseignait notamment le droit pénal entre 1996 et 2013.

«On essaye de rendre de plus en plus difficile le parcours de la contestation», grogne-t-il, pointant notamment du doigt des «juridictions de proximité très approximatives» ou l'amenuisement des «possibilités de contester».

Dans sa ligne de mire, le «tout électronique» dans la gestion des contraventions, entre les radars et «la grande mode» du PV électronique, qui s'est développé ces dernières années. «Tout vous échappe, puisque vous n'avez plus en tête le moment précis où vous avez pris votre contravention!» peste-t-il.

«Course au PV»

Sans toujours argumenter, Philippe Vénère dénonce dans son livre, entre autres, le «faux procès» fait selon lui à la vitesse comme cause principale de mortalité routière, le bonus-malus («un effet d'annonce»), «le comportement dogmatique et haineux de certains écologistes à l'égard des voitures» et bien sûr les radars automatiques -- dont il condamne cependant les récentes destructions en marge de la contestation des «Bonnets rouges» en Bretagne.

Les radars, «une affaire formidablement juteuse pour l'Etat», n'ont plus d'impact sur «la vitesse pure» des automobilistes et la sécurité routière, dans la mesure où ils flashent «à 93% des petits excès de vitesse», estime Philippe Vénère. Seule solution pour continuer à faire baisser le nombre de morts sur les routes - qui s'élevait encore à 3.653 en 2012-- l'accroissement des «moyens humains»: «Il faut remettre les effectifs (de police) sur les routes», assure-t-il.

Ce policier atypique, et parfois controversé du temps où il était en fonction, critique enfin dans son livre la «répartition des recettes procurées par les PV», «proportionnelle au nombre de contraventions dressées l'année précédente sur le territoire de chaque commune ou groupement de communes», ce qui entraîne selon lui une «course aux PV» dans chaque ville.

Un article 20minutes.fr du 14 novembre 2013

### Les préfets s'inquiètent du climat d'«exaspération» et de «colère». (15.11)

Au tour des préfets d'entrer dans la contestation sociale. D'après une note que Le Figaro publie ce jeudi, les préfets s'inquièteraient de la fronde fiscale et sociale dans le pays. Dans ce document confidentiel daté du 25 octobre dernier, les fonctionnaires alertent le gouvernement sur *«une société en proie à la crispation, à l'exaspération et à la colère.»*

La note décrit une population française pour laquelle *«la fiscalité est devenue le principal moteur de la contestation de l'action gouvernementale»*. La critique du gouvernement est dorénavant un élément fédérateur de mécontentement et de revendications de plus en plus exprimés hors du cadre syndical, révèlent les fonctionnaires pour qui *«la situation sociale laisse peu de place à l'optimisme»*.

Un climat de tension qui va bien plus loin

A entendre ces préfets, l'écotaxe pose un problème central. La fronde contre la taxe poids lourds s'étend à au moins 23 départements selon eux. Ils proposent de démonter ces fameux portiques routiers avant qu'ils ne soient tous détruits par le mouvement des Bonnets rouges.

Selon Le Figaro, le secrétariat général du ministère de l'Intérieur évoque un risque d'extension de la fronde au point que *«la plupart des responsables politiques s'expriment désormais en faveur d'un moratoire»*.

Mais l'«accablement» et le climat de tension dont fait état la note vont au-delà de cette question. *«Face à l'accumulation (des) mauvaises nouvelles, il règne un climat douloureux, un sentiment d'accablement qui empêche de se projeter dans un avenir meilleur»*, peut-on lire dans un extrait. *«C'est sur ce terreau que prospèrent les ferments d'une éventuelle explosion sociale.»*

## Un article Reuters du 14 octobre 2013

### L'industrie condamnée à détruire des emplois ? (15.11)

La poursuite des destructions d'emplois dans le secteur privé en France au troisième trimestre, à un rythme ralenti par rapport aux trimestres précédents, est essentiellement imputable à l'industrie, prise au piège de la déflation.

Plus lisible que les chiffres du chômage, l'évolution de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole fait apparaître 17.000 destructions de postes sur la période juillet-septembre dont 16.500 dans l'industrie, selon de premières estimations publiées jeudi par l'Insee.

Les 5.300 créations d'emplois dans le secteur tertiaire, principalement au titre de l'intérim - auquel recourt toutefois largement l'industrie -, compensent à peine les 5.800 destructions dans le secteur de la construction.

Sur les trois premiers mois de 2013, l'industrie a ainsi détruit 47.300 postes permanents contre 17.700 sur la période correspondante de 2012 : le rythme s'est accéléré alors qu'aucun décrochage majeur de la production n'est intervenu.

*"Le mouvement de restructuration et les enjeux de restauration de la productivité s'intensifient"*, relèvent les analystes de Xerfi qui soulignent que l'industrie est confrontée à un environnement déflationniste.

L'indice des prix à la production dans l'industrie est orienté à la baisse depuis avril 2011 et sa variation en rythme annuel s'est inscrite en territoire négatif pour le deuxième mois consécutif en septembre, tombant à - 0,8%.

Confrontés à la concurrence des produits émergents sur les productions standardisées et peu sophistiquées mais aussi à celle des Etats-Unis, du Japon et des autres pays européens sur les produits à plus haute technologie et à plus forte valeur ajoutée, les industriels français doivent s'aligner.

*"Quelle que soit l'arme utilisée - déflation salariale, guerre des changes, choix énergétiques radicaux comme l'exploitation des gaz de schiste -, le résultat est le même : les coûts de production baissent, les prix fléchissent et exercent en retour des pressions à la baisse sur les prix des industriels français"*, expliquent les analystes de Xerfi.

Avec des marges parmi les plus faibles d'Europe, les industriels français ont entamé une course à la réduction de leurs coûts.

Si l'emploi en fait les frais, le gel des projets d'investissement constitue une autre variable d'ajustement.

Les entreprises du secteur de l'industrie manufacturière ont revu en baisse leurs prévisions d'investissement pour cette année et attendent une nouvelle baisse en 2014, selon une enquête trimestrielle publiée la semaine dernière par l'Insee.

Certes, les dépenses des entreprises en produits manufacturés, comme les automobiles, ont renoué avec une franche croissance progressant de 0,9% après une contraction de 0,3% au trimestre précédent selon les premiers résultats des comptes nationaux trimestriels publiés par l'Insee. .

Mais, comme le souligne Denis Ferrand, de COE-Rexecode, les conditions d'une reprise de l'investissement ne sont pas réunies, *"car il n'y a aucune évolution qui soit porteuse de l'amélioration des marges"*.

## Un article Reuters du 14 novembre 2013

### L'OCDE invite la France à changer pour liquider son modèle social. (15.11)

(Le titre de Reuters : *L'OCDE invite la France à changer pour sauver son modèle social*, je l'ai modifié en tenant compte des recommandations de l'OCDE ou ses véritables intentions. En réalité, le titre de l'article est en totale contradiction avec son contenu : on va vous sauver et quand vous avez fini de lire vous êtes mort ! Un bon exercice pour les jeunes militants.)

La France peut mener de nombreuses réformes pour enrayer l'érosion de sa compétitivité et préserver son modèle social, estime l'OCDE dans un rapport publié jeudi, dans un contexte de fortes pressions internationales sur les autorités françaises.

Vendredi, la Commission européenne devrait presser à nouveau la France de redresser ses finances et de faire reculer le chômage, tandis que l'agence de notation Standard & Poor's a sanctionné la semaine dernière la politique de réformes à petits pas de François Hollande.

Le rapport de l'OCDE, réalisé à la demande du président français, ouvre de nombreuses pistes: renforcer la recherche, l'innovation et la concurrence, rendre le service public plus efficace, réformer la fiscalité pour qu'elle pèse moins sur le travail, réformer le marché du travail, renforcer l'éducation, ou encore modifier les politiques de soutien au logement.

*"Ce redressement est indispensable pour que la France bénéficie au mieux de la mondialisation des échanges et des investissements tout en préservant ses atouts, la qualité de ses services publics et les éléments les plus importants de son 'modèle social'",* lit-on dans le rapport publié jeudi.

Malgré une croissance économique *"fragile"*, la France a évité la pression des marchés financiers qui a obligé l'Italie ou l'Espagne à se réformer. Mais *"les marchés financiers peuvent se retourner très rapidement"*, a souligné le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, en présentant le rapport.

Il a invité la France à *"maintenir le cap des réformes"* pour *"constamment mener et ne pas être mené par les marchés"*. (Devancer les demandes des marchés, comme diraient les syndicats, le gouvernement doit *"anticiper"* les désirs ou les besoins des marchés et les satisfaire avant qu'ils vous tombent dessus. -ndlr)

#### LE MARCHÉ DU TRAVAIL, "PIERRE ANGULAIRE"

L'OCDE salue le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'accord sur le marché du travail, la rénovation du système éducatif et le soutien à l'innovation. (Normal, que des contre-réformes ou des cadeaux au patronat. -ndlr)

Mais elle invite à mettre en oeuvre *"une stratégie plus globale et davantage cohérente de réformes de fond pour accroître la productivité et redresser la compétitivité du tissu productif français"*. (Il faut passer à la vitesse supérieure, sortir le rouleau compresseur ou la Grosse Bertha à la Schröder. - ndlr)

Elle souligne que plusieurs pays européens ont mené ou mènent ces réformes, ce que n'a pas fait la France où, souligne-t-elle parallèlement, les salaires continuent de progresser alors que la productivité baisse. *"Cela affecte les parts de marché de la France (...) mais aussi plus globalement l'attrait de la France pour les investisseurs"*, estime-t-elle. (Baisser les salaires serait faire preuve d'*"innovation"*... - ndlr)

Pour renforcer la recherche et l'innovation, particulièrement basse de la part des entreprises, surtout les PME, les efforts doivent être poursuivis et évalués afin d'améliorer les dispositifs comme le Crédit d'impôt recherche (CIR).

La France pourrait renforcer la concurrence pour stimuler l'innovation et accroître la productivité, soutenant ainsi la croissance et l'emploi, estime l'OCDE, qui cite les industries de réseau (rail, énergie), le commerce de détail, les services aux entreprises et certaines professions libérales.

Accroître l'efficacité du secteur public et réduire la pesanteur réglementaire, en rationalisant le "*millefeuille*" administratif et territorial français et en simplifiant l'organisation des autorités décentralisées, serait bénéfique.

Une réforme de la fiscalité devrait soutenir l'emploi et l'investissement, la fiscalité sur le travail étant particulièrement élevée, ce qui, combiné avec un salaire minimum comparativement élevé pénalise particulièrement les salariés non qualifiés, et surtout les plus jeunes. (Le smic est trop élevé, l'arlésienne, il pénalise l'emploi, mais pas les dividendes qu'encaissent les actionnaires du CAC40, la fraude fiscale généralisée, la double comptabilité via les paradis fiscaux, etc. - ndlr)

La réforme du marché du travail reste quant à elle "*la pierre angulaire de toute stratégie de croissance et de compétitivité en France*", estime l'OCDE, soulignant le faible taux d'emploi des jeunes et des plus âgés, un important chômage de longue durée et une forte segmentation de ce marché.

Commentaire.

Une fois que vous avez fait le tour des recommandations de l'OCDE qui sont partagées par Bruxelles et le FMI notamment, que reste-t-il du "*modèle social*" qu'ils entendaient "*sauver*" ? Plus rien !

Un article [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) du 14 octobre 2013

### **Fabius redoute un retrait américain du Moyen-Orient (15.11)**

**Le ministre des Affaires Etrangères a critiqué hier la stratégie américaine actuelle au Moyen-Orient. Aucun responsable occidental n'était allé aussi loin.**

Ce fut un traumatisme. Le 31 août, alors que tout l'appareil d'Etat français s'apprête à lancer, le soir même, une opération franco-américaine contre la Syrie, Barack Obama appelle François Hollande pour lui annoncer que finalement il n'ira pas. Les frappes sont annulées au dernier moment.

A l'Elysée et au Quai d'Orsay le choc est immense – plus grand qu'on ne l'a imaginé à l'époque. Quelles conclusions tirer de cet épisode ? Pour Laurent Fabius, il est la preuve définitive de ce que beaucoup de spécialistes subodoraient depuis plusieurs mois : les Etats-Unis veulent se désengager du Moyen-Orient. Vers un désengagement américain au Moyen-Orient ?

Mercredi, lors du 40e anniversaire du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du Quai d'Orsay (débat organisé à la Grande Bibliothèque en partenariat avec *"le Nouvel Observateur"*), le ministre des Affaires Etrangères a présenté son analyse et ses inquiétudes à ce sujet, dans un discours qui devrait faire date.

A notre connaissance, aucun responsable occidental n'est allé aussi loin dans la critique de la stratégie américaine actuelle. Esquissant une nouvelle politique étrangère française, Laurent Fabius a déclaré :

*"Les Etats-Unis semblent ne plus vouloir se laisser absorber par des crises qui ne correspondent plus à leur vision nouvelle de leurs intérêts nationaux. A Washington, les partisans d'un retrait des zones considérées comme 'non stratégiques' impriment leur marque."*

*"S'expliquent sans doute ainsi plusieurs épisodes politiques récents, selon le ministre, notamment la non-réplique par frappes à l'utilisation des armes chimiques par le régime de Damas."* La France inquiète

Les raisons de ce désengagement ?

- *"La volonté de recentrer la politique étrangère américaine sur ce qui est perçu comme ses principaux intérêts, notamment économiques, qui se trouveraient dorénavant davantage en Asie."*
- *"La nouvelle donne énergétique – les Etats-Unis vont redevenir exportateurs nets d'hydrocarbures."*
- *Le "lourd traumatisme des interventions en Irak et en Afghanistan."*
- *"La tendance actuelle plutôt 'isolationniste' de l'opinion publique."*

Les risques de ce "retrait" sont, selon lui, considérables :

- *"Un désengagement américain, compte tenu du statut des Etats-Unis, c'est un désengagement tout court. Ce qui peut laisser des crises majeures 'livrées à elles-mêmes'."*
- *D'ores et déjà, cette situation "crée de l'incertitude et attise la concurrence entre acteurs régionaux."*
- *"Elle déstabilise les Etats fragilisés" : Liban et Irak.*
- *"Elle provoque interrogations, suspicions voire théorie du complot sur les intentions réelles des Etats-Unis."*
- *"Elle rétroagit sur la crédibilité globale des pays occidentaux."*

Que faire ?



Face à ce désengagement, que doit faire la France ?

- Travailler à la construction d'une gouvernance mondiale dans le monde éclaté, qui n'est pas, selon lui, multipolaire, mais "*a-polaire*".

- "*Continuer à prendre ses responsabilités*" - ce qui n'est donc plus le cas des Etats-Unis....

On attend avec impatience la réponse de John Kerry.

Commentaire.

Ce qui est extraordinaire, je ne parle pas du Nouvel Observateur bien sûr, c'est qu'on n'arrive pas à imaginer que Fabius, dirigeant du PS et ministre des Affaires étrangères, soit un pur sioniste, un pur produit du néolibéralisme.

Si les Américains ne lâcheront jamais Israël, c'est parce qu'il incarne, il s'identifie au néolibéralisme qui est une création de l'oligarchie financière sioniste. A moins qu'ils y trouvent leur intérêt, tout est possible partant de là. Rappelons-nous, n'ont-ils pas favorisé l'accession de Hitler au pouvoir, n'ont-ils pas continué de le soutenir alors qu'il avait entrepris la liquidation à grande échelle des juifs, cela faisait partie de leur stratégie pour mettre la main sur la Palestine et le pétrole de la région, dominer le monde, si demain il fallait sacrifier Israël pour franchir une nouvelle étape vers leur objectif final, ils n'hésiteraient pas un instant.

D'ailleurs ce serait tout à fait possible, car logique si Israël constituait un obstacle à l'établissement d'une institution supranationale au Moyen et Proche-Orient du même type que celles qui existent déjà sur tous les continents pour réaliser leur nouvel ordre mondial, il le liquiderait ou cet Etat ne pourrait plus exister sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Ils ne sont pas guidés par des intérêts religieux ou philosophiques, encore moins moraux, mais uniquement politiques.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste fait en sorte que les intérêts économiques des Etats-Unis et d'Israël correspondent à leur stratégie ou permette d'avancer dans cette voie, ils se foutent du reste, des Etats-Unis et d'Israël qui n'ont pas plus d'importance à leurs yeux qu'un simple papier d'emballage. Ils savent le capitalisme condamné, donc qu'ils sont condamnés eux-mêmes, donc la stratégie qu'ils ont définie est leur seule et unique planche de salut, ils sacrifieront tout pour atteindre leur objectif, leur détermination est totale et leur cynisme illimité, nous ne cessons de le marteler, apparemment en vain.

Croire que ce serait Israël qui déciderait de la politique étrangère américaine est une vue de l'esprit, autant que son contraire d'ailleurs, en réalité ce sont les intérêts politiques de l'oligarchie financière ou leur stratégie qui la guide, car elle incarne ou coïncide avec la survie du capitalisme ou le système économique qui existerait une fois qu'ils se seraient rendus maîtres du monde, cela inclus l'oligarchie financière de tous les continents.

A moins de déclencher une Troisième guerre mondiale pour remettre les pendules à zéro ou redonner un nouveau souffle au capitalisme mondial qui est au bout du rouleau, scénario fort risqué et susceptible de se transformer en apocalypse planétaire nucléaire, chimique et bactériologique qui les emporterait ou hypothèquerait leur propre avenir, c'est la seule alternative qu'il leur reste, qui inclut l'affrontement direct avec le prolétariat, l'établissement de dictatures sur tous les continents, etc.

Finalement, c'est bien le vieux capitalisme avec ses contradictions analysé par Marx et Engels qui continue de mener la danse, qui les fait danser, une danse macabre. Le jour où nous l'aurons enfin compris, peut-être pourrions-nous envisager de danser sur leurs cadavres, exquis aurait ajouté un surréaliste.

Un article Slate.fr du 14 octobre 2013

### Les super riches sont les dictateurs du XXI<sup>e</sup> siècle. (15.11)

**Les indicateurs de développement se sont considérablement améliorés au cours des 50 dernières années, mais cela n'empêche pas de s'assurer que les bénéfices mirobolants réalisés par les élites ne finissent pas par priver tous les autres de leurs droits de citoyens.**

Début octobre, la banque d'investissement Crédit Suisse a publié son rapport annuel sur la richesse mondiale. Le document regorge de trouvailles très intéressantes, mais il y en a une qui m'a frappée en particulier. Elle concerne la distribution des actifs en Russie, où, comme l'indique le rapport, 35% des richesses du pays seraient détenues par près de 110 personnes, un chiffre ahurissant. A l'inverse, 93,7% des Russes ne pèseraient que 10.000 dollars (7.500 euros environ) ou moins.

Comme le fait remarquer ce rapport, ces chiffres font de la Russie le pays aux plus grandes disparités de richesses au monde. Les Américains peuvent se consoler de ce constat, eux qui s'inquiètent de plus en plus de l'écart qui se creuse dans leur propre pays. Même dans les circonstances actuelles, les richesses sont bien mieux réparties aux États-Unis qu'en Russie (comme le montre ce comparatif). Ça pourrait être pire, non? publicité

Oui, ça pourrait être pire. Mais je vois peu de raisons de se réjouir. La Russie n'est que l'exemple le plus extrême d'une tendance mondiale qui constitue l'une des plus grandes menaces potentielles à la démocratie dans le monde actuel: une expansion de l'oligarchie.

Le problème n'est pas seulement qu'il y ait des gens extrêmement riches dans le monde d'aujourd'hui; le problème, c'est que richesse disproportionnée rime avec pouvoir disproportionné. La Russie, encore elle, est l'exemple parfait des dangers que cela implique. Dans les années 1990, une poignée de magnats des affaires, très proches de certains hommes politiques, se sont arrangés pour tirer parti de leur relation privilégiée avec le Kremlin de Boris Eltsine, en profitant de la privatisation de l'industrie des bijoux du pays — plus importante que l'argent généré par le pétrole.

Ces hommes d'affaires n'avaient pas peur d'exploiter leur pouvoir économique à des fins politiques. Ils ont assuré la réélection d'Eltsine à la présidentielle de 1996, s'autorisant à contrôler les rendez-vous ministériels, et à dicter la politique gouvernementale. Pas étonnant que ces hommes d'affaires devenus politiciens aient vite été qualifiés d'oligarques. (En grec, «*oligarchie*» signifie «*gouvernement par une minorité*»).

L'un de ces hommes d'affaires, Boris Berezovsky, récemment décédé, a permis à un ancien du KGB d'accéder au poste de premier ministre. Vladimir Poutine s'est montré très peu reconnaissant, au final. Une fois élu président, celui-ci n'a pas attendu longtemps avant de réduire drastiquement l'influence de son ancien bienfaiteur, poussant Berezovsky à l'exil.

Poutine privé les autres magnats de l'ère Eltsine de leur pouvoir (notamment Mikhail Khodorkovsky, emprisonné depuis 10 ans en camp de travail), avant de les remplacer par un nouveau groupe d'hommes d'affaires— dont beaucoup ont des liens avec les anciens services de sécurité soviétiques— qui doivent leur fortune à Poutine. L'un d'eux, Igor Sechin, ancien du KGB, et dirigeant de la plus grosse entreprise pétrolière du pays, est considéré comme le deuxième homme le plus puissant de Russie, après Poutine lui-même.

Mais ce problème ne se limite pas à la Russie. Il est maintenant clairement évident que la mondialisation et les puissantes forces économiques qu'elle a libérées ont permis à une nouvelle minorité très restreinte d'accéder à une richesse et à un pouvoir sans précédent.

Appelez-les comme vous voudrez: la superclasse, les ploutocrates, la «*méritocratie mondiale*». Ils sont le parfait exemple du lien entre argent et pouvoir politique. Et c'est un problème qui irrite de plus en plus d'électeurs, de Londres à Kuala Lumpur.

(Ils ont "*mérité*" quoi, à part qu'on hâte leur disparition ! - ndlr)

C'est un défi à plusieurs facettes: en Chine, être membre du Parti Communiste au pouvoir est souvent le chemin le plus court pour accéder à la richesse. Nombre de scandales politiques actuels sont liés aux frasques de «*jeunes princes*» au carnet d'adresses bien rempli, des descendants de dirigeants politiques vétérans qui incarnent le mélange étrange et puissant entre marxisme-léninisme et capitalisme.

(Marxisme-léninisme appartient ici au délire de l'auteur de cet article, on a à faire à un anticommuniste primaire : les néolibéraux sont des primates ! Primate : Homme grossier, brutal, inintelligent (comparé à un singe). - Définition du Grand Robert de la langue française. - ndlr)

Ces dernières années, grâce à des investigations remarquables de la part de journalistes culottés, nous avons pu découvrir des choses ahurissantes sur l'ampleur des privilèges dont jouissent les proches de familles de notables comme le président Xi Jinping et l'ancien premier ministre Wen Jiabao.

Mais ce n'est pas vraiment une surprise. Quand on constate que la République pour le Peuple est gouvernée par les sept membres du Comité Permanent du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois, il n'est question que d'un très petit nombre de familles qui exercent impunément leur contrôle sur une des plus grosses économies du monde.

Dans de telles conditions, il semble naturel que les pouvoirs politique et économique se renforcent l'un l'autre.

Il est évident que la situation chinoise n'est que le résultat d'un programme de libéralisation économique piloté par une élite autocrate. Dans les pays développés occidentaux, la situation est sensiblement différente: il y a davantage de concurrents; la richesse et l'influence politique sont distribuées à une échelle plus large.

Mais ce n'est qu'un maigre réconfort pour... disons les Américains, qui se présentent comme les perdants du dernier âge d'or de leur pays. L'égalité économique aux États-Unis a grimpé de façon régulière pendant les trois décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, mais a été interrompue par la stagflation et la compétition de plus en plus forte des autres pays dans les années 70.

L'économiste Joseph Stiglitz a d'ailleurs noté dans un récent éditorial :

*L'année dernière, les 1% d'Américains les plus riches ont rapporté 22% du PIB ; les 0,1%, 11%. 95% des revenus depuis 2009 sont allés aux 1% les plus riches. Les chiffres du dernier recensement ont montré que le salaire moyen aux États-Unis n'a pas bougé depuis près d'un quart de siècle.*

D'un autre côté, l'incroyable permissivité des lois américaines sur le lobbying et le financement des campagnes électorales a permis aux élites fortunées de s'assurer un pouvoir immense sur la politique. Quiconque suit la politique américaine aujourd'hui a entendu parler des grosses sommes d'argent dépensées par des magnats des affaires conservateurs, comme les frères Koch; ce dont on parle peut-être moins, ce sont les riches démocrates, comme George Soros ou Tom Steyer, qui se font une joie de mettre la main au portefeuille afin de façonner la politique.

(L'auteur ménage les hyper riches en parlant de *grosses sommes d'argent* ", alors qu'ils ont amassé de colossales fortune, par contre il n'est pas avare quand il s'agit de se pencher sur le " *pays aux plus grandes disparités de richesses au monde*" ou encore qui incarne " *l'exemple le plus extrême*, la Russie, simple constat. - ndlr)

Mais les grosses entreprises et les conglomérats industriels sont encore plus discrets, et peuvent se payer des législateurs pour faire en sorte que les lois leur permettent d'augmenter leurs profits.

(Dites plutôt leurs fortunes - ndlr)

Une récente étude universitaire a déterminé que 40% des contributions aux campagnes politiques en 2012 provenaient d'un centième d'un pourcent des foyers américains. Ce chiffre est clairement le reflet d'une nouvelle élite économique qui prend de plus en plus conscience de son propre pouvoir politique— sans parler

de l'indifférence dans d'autres segments de la population, qui voient de moins en moins l'intérêt de participer à la vie politique.

(Ils en ont été exclus, mais cela il ne peut pas le dire, il est le porte-parole du néolibéralisme comme ce portail. - ndlr)

L'effritement des centres de pouvoir alternatifs, comme les syndicats, contribue indéniablement à la montée du cynisme et du désengagement. Tout cela ne sert qu'à saper le système démocratique des États-Unis. (Au vu du contexte, il n'est pas surprenant que la Cour suprême des États-Unis délibère une fois de plus sur la question de la limite autorisée pour les contributions aux campagnes politiques.)

(Il n'existe plus, c'est un leurre, sinon le 11 septembre 2001 n'aurait jamais eu lieu. - ndlr)

Conséquence de tout cela, les États-Unis ont entamé un débat sans précédent sur les causes de ces nouvelles inégalités et leurs conséquences au niveau politique. Des auteurs comme George Packer ou Tyler Cowen conduisent des débats passionnés sur la dégradation du contrat social. Le nouvel ouvrage de l'économiste Andrew Deaton, *The Great Escape* (voir l'extrait ici), contient une citation mémorable de l'avocat Louis Brandeis: *«Si la démocratie se transforme en ploutocratie, ce sont les moins riches qu'on prive de leurs droits»*.

(Ils n'en ont déjà plus depuis belle lurette en réalité. Cet article s'emploie à le camoufler, c'est aussi sa raison d'être. - ndlr)

Qui peut inverser la tendance? Certains— comme Cowen, qui croit que les inégalités actuelles sont en grande partie liées au changement technologique— sont sceptiques. D'autres insistent sur le fait que nous pouvons contrer cette dérive vers un gouvernement par une minorité grâce à des règles qui limiteraient le terrain de jeu— surtout dans l'éducation, l'infrastructure, et la santé.

Des mesures pour limiter l'impact de l'argent en politique ne seraient pas mal non plus (à supposer qu'on puisse en développer qui fonctionnent vraiment). Pour ceux qui croient encore à la suprématie du marché, le paquet de mesures pourrait aussi en inclure quelques-unes qui feraient la promotion d'une compétition vraiment équitable, au lieu d'avoir de grosses entreprises qui réussissent grâce à leurs relations politiques.

(Quel baratin ! - ndlr)

Bien sûr, ça ne sous-entend pas qu'il faut dire adieu au capitalisme. (Ouf ! - ndlr) Comme le remarquent les économistes du développement, la mondialisation a amené une prospérité relative à beaucoup de gens qui n'auraient jamais pu en rêver auparavant.

(Pensons, pour commencer, à tous ces paysans chinois qui peuvent maintenant se permettre trois repas par jour— impensable par le passé). (Pure invention ! Les ouvrières du textile au Bangladesh payée 28 dollars par mois pour 48h de travail par semaine et qui travaillent pour le compte de multinationales occidentales dont des américaines feraient des cauchemars en lisant ces lignes, quelle ordure ! - ndlr)

La santé générale et les indicateurs de développement se sont considérablement améliorés au cours des cinquante dernières années. Mais rien de tout cela n'empêche de s'assurer que les bénéfices mirobolants réalisés par les élites ne finissent pas par priver tous les autres de leurs droits de citoyens. Parce que sinon, c'est un avenir bien obscur qui nous attend.

(Tiens donc, serait-il pas au programme de vos amis par hasard ? - ndlr)

Seulement voilà: les riches accepteront-ils vraiment d'abandonner aussi facilement le pouvoir qu'ils ont acquis? Même si Occupy Wall Street visait les 1% avec une verve et une passion considérables, on peut dire que son impact politique a été proche de zéro.

(Il y avait des banquiers derrière, tout le monde ne le sait pas. Pourquoi l'oligarchie financière devrait-elle abandonner le pouvoir qu'elle a acquis sachant que c'était son objectif, que cela correspondait à une

stratégie politique, alors qu'elle est bien partie pour l'atteindre, quoique avec quelques difficultés semble-t-il. C'est seulement par la force qu'ils abandonneront leur pouvoir, une révolution socialiste. - ndlr)

Il est grand temps d'avoir de nouveaux mouvements politiques qui puissent rassembler les citoyens et offrir des réponses cohérentes à la concentration de plus en plus forte de l'influence d'une poignée d'individus en haut de l'échelle. Et il y a même des chances que certains des ploutocrates les plus éclairés offrent des idées pour rendre le pouvoir à la majorité. Où est Bill Gates quand on a besoin de lui?

(Notre bourreau, notre pire ennemi, elle est bien bonne celle-là, on en tombe à la renverse de rire pour le coup! Là encore vous vous apercevez que le titre de cet article était trompeur, le mot n'est pas assez fort, il tenait de la manipulation ou de l'intention sournoise et malhonnête. Car l'auteur savait pertinemment dans quelle direction il voulait entraîner les lecteurs, dans les bras de l'oligarque Bill Gates après avoir critiqué vertement la Chine et la Russie, pas forcément toujours à tort du reste, ce qui devait servir à affaiblir la vigilance du lecteur sur ses réelles intentions. C'est un procédé dégueulasse à mettre au compte de la propagande néolibérale. Cela marche avec les esprits faibles ou incapables de s'orienter librement, qui ne possèdent pas un esprit critique bien aiguisé ou exercé à ce genre de pratiques. - ndlr)

Un article lexpansion.com du 15 octobre 2013

### Ces appareils high-tech programmés pour la panne. (16.11)

**En concevant des équipements fragiles et souvent impossibles à réparer, les industriels nous ont fait entrer dans l'ère du tout jetable. Avec la complicité des consommateurs, toujours prêts à acheter le dernier joujou high-tech à la mode.**

"C'était mieux avant." Bien sûr, le discours est usé jusqu'à la corde, même s'il fleure bon les vieilles chansons de Francis Cabrel. Pourtant, il resurgit encore et encore. On l'entend même désormais dans les rayons high-tech des grands magasins. Votre imprimante vient de vous lâcher ? *"C'est normal, explique placidement le vendeur. Les constructeurs ne font plus comme avant des produits de qualité."* Vous désirez acheter un ordinateur qui dure dix ans ? *"Impossible, jure son collègue, la main sur le cœur. C'est fabriqué en Chine, alors..."*

Un sujet tabou chez les fabricants

Jamais les vendeurs aux arguments commerciaux millimétrés n'ont tenu de discours aussi décomplexé. Oubliées, la Mère Denis et sa machine à laver increvable. A l'heure du mass market, tout est jetable. Il faut dire que, en quelques années, la durée de vie des produits électroniques et électroménagers s'est réduite comme peau de chagrin. Téléphones, ordinateurs, lave-linge, grille-pain... Aucun produit n'échappe à la tendance.

480 millions d'euros par an

C'est le coût total du recyclage des produits électriques et électroniques en France.

Aujourd'hui, il ne faut guère espérer faire vrombir son aspirateur flambant neuf plus de cinq cents heures au total, selon des sources compilées par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). La durée de vie des imprimantes destinées au grand public atteint à peine trois ans et celle des ordinateurs portables est comprise entre deux ans et demi et cinq ans au maximum. Les écrans plats meurent aussi rapidement.

Selon le site spécialisé Les Numériques, leur taux de panne pourrait atteindre 34 % au bout de quatre ans pour certains modèles. Enfin, un grand nombre de batteries de smartphones et de tablettes seraient conçues pour ne pas dépasser de 300 à 400 cycles de charge, affirment les réparateurs, ce qui représente à peine de deux à trois ans d'utilisation. *"Il n'existe aucune norme, aucun standard pour mesurer et comparer la durée de vie de tel ou tel appareil"*, regrette Jean-Charles Caudron, expert de l'Ademe. Le plus grave ? Une fois en panne, les appareils sont difficilement réparables.

Alors que les achats d'équipements électroniques ont été multipliés par six entre 1990 et 2007, les dépenses de réparation ont chuté de 40 % sur la même période, d'après l'Ademe. Seulement 44 % des appareils tombant en panne seraient réparés. Et le nombre d'entreprises de réparation a chuté de 22 % entre 2006 et 2009. De là à imaginer que certains industriels conçoivent soigneusement la durée de vie de leurs produits, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir. *"Evidemment, le sujet est tabou chez les industriels, et il faut se battre pour obtenir des informations"*, ajoute Thierry Libaert, rapporteur du texte sur l'obsolescence programmée au Comité économique et social européen.

Pris la main dans le sac, Apple: la durée de vie des batteries de ses premiers Ipod était limitée à dix-huit mois. Or, le constructeur ne proposait pas de batterie de rechange.

Il faut dire que certaines grandes marques se sont fait prendre la main dans le sac. Epson est sans doute l'exemple le plus frappant. Le fabricant d'imprimantes avait intégré, il y a quelques années, une puce dans certains de ses modèles afin de limiter le nombre d'impressions à 18 000 pages. En partageant des informations sur les pannes grâce à Internet, les utilisateurs ont fini par découvrir le pot aux roses. Un citoyen russe a même résolu le problème en proposant un logiciel libre capable de remettre à zéro le compteur de l'imprimante.



Apple a aussi été piégé : la durée de vie des batteries de ses premiers iPod était limitée à dix-huit mois. Or le constructeur ne proposait pas de batterie de rechange. Il a fallu une class action - une action en justice menée par de nombreux consommateurs lésés - pour obliger la marque à la pomme à assurer le remplacement des batteries, à étendre la garantie et à dédommager les plaignants. Epson et Apple ne sont pas les seuls ni les premiers à pratiquer ce que les experts appellent l'"obsolescence programmée". Aux Etats-Unis, dans les années 20, le cartel Phoebus, réunissant Philips, Osram et General Electric, s'était fait épingleur pour avoir limité la durée de vie des lampes à incandescence à mille heures, contre deux mille cinq cents auparavant.

Les pièces de rechange sont indisponibles ou trop chères

Dans les années 40, au sortir de la guerre, on soupçonna les fabricants de bas Nylon d'entailler la maille des collants pour qu'ils se filent plus rapidement. Dans ce genre d'affaire, il est souvent difficile d'apporter des preuves. Mais, pour Christophe Inaebnit, gérant de La Bonne Combine, un magasin de réparation, l'obsolescence programmée est une réalité. *"Il y a un véritable problème avec la conception des produits"*, explique-t-il. Exemple : la taille des moteurs s'est considérablement réduite. Résultat, il ne reste presque plus aucun emplacement pour injecter du lubrifiant.

De même, la multiplication de pièces en plastique fragilise les appareils. Avant, il était possible de changer facilement les roulements du tambour d'un lave-linge. Aujourd'hui, les cuves sont fabriquées avec des roulements sertis. Si ces derniers cassent, il faut tout changer !

Comme si cela ne suffisait pas, il existe d'autres formes d'obsolescence tout aussi vicieuses, explique Thierry Libaert. Au bout d'un certain temps, les pièces de rechange ne sont plus disponibles ou sont trop chères. Parfois, les chargeurs des nouveaux appareils ne sont pas compatibles avec les anciens. La batterie peut être collée au lieu d'être vissée... Apple est devenu un spécialiste de ce type de pratique. La marque va même jusqu'à équiper ses appareils de vis spéciales incompatibles avec la plupart des tournevis.

*"De nombreux produits sont conçus pour ne pas être réparés. Ils doivent donc être remplacés quand leur batterie rend l'âme, au bout de deux à trois ans"*, constate Elizabeth Chamberlain, employée à iFixit, un site Internet américain de réparation créé par des anciens d'Apple. Impossible d'ouvrir sans l'abîmer l'arrière du smartphone HTC One. La tablette Surface Pro de Microsoft est un cauchemar pour les réparateurs. De manière générale, les constructeurs diffusent peu d'informations sur leurs produits. Pis, ils en suppriment parfois. Toshiba a ainsi fait disparaître l'an dernier un nombre important de manuels de réparation de ses produits sur Internet.

Le consommateur boude les produits écologiques

Dans ce grand gaspillage high-tech, difficile de n'accuser que les industriels. Les consommateurs, drogués aux bidules dernier cri qui font le buzz chez les geeks, sont aussi complices de cette gabegie. Oubliant les discours sur l'environnement, ils se ruent chaque année sur les nouveaux joujoux d'Apple. Malgré leurs prix prohibitifs !

Les pistes antigaspi: apprendre à réparer soi-même ses produits défectueux

Augmenter la durée de vie des produits... Le Parlement européen planche actuellement sur une loi obligeant les constructeurs à allonger la période de garantie. En attendant, si l'on veut lutter contre l'obsolescence programmée, mieux vaut réparer soi-même ses produits défectueux. Sur iFixit.com, les consommateurs peuvent trouver plusieurs centaines de guides et de vidéos permettant de réparer smartphones, tablettes, mais aussi grille-pain ou voitures ! Kyle Wiens, l'un des fondateurs, a eu l'idée du site il y a dix ans, lorsque son Mac est tombé en panne. Aucun manuel de réparation n'était disponible, y compris sur Internet. Alors, en bon débrouillard, Kyle a fabriqué le sien. Son site, aujourd'hui, fait tout pour faciliter le travail des apprentis bidouilleurs : il vend des pièces détachées et fournit même des kits nécessaires à la réparation. Dès qu'un nouveau produit arrive sur le marché, iFixit l'achète, le démonte et filme le tout pour l'ensemble des internautes. iFixit attribue même une note aux appareils en fonction de leur capacité à être réparés.

Grâce à ce site, plusieurs millions de personnes ont pu prolonger la durée de vie de millions d'appareils. Un beau succès, même si la démarche n'est pas totalement désintéressée : le chiffre d'affaires d'iFixit a atteint 10 millions d'euros l'an passé.

En moyenne, les Français changent de smartphone tous les dix-huit mois, constate Christian Laferrère, directeur général de Love2recycle.fr, une entreprise qui récupère les téléphones, les répare et les revend. Le taux de renouvellement peut même tomber à dix mois chez les plus jeunes. *"Chez nous, 96 % des smartphones récupérés sont en état de marche. Ils ont juste besoin d'une réparation mineure. Preuve que l'obsolescence liée au marketing et à la mode est très forte."*

Elle est même si forte qu'elle conduit les consommateurs à bouder les produits les plus écologiques, témoigne Mark Goedkoop, directeur général du cabinet de consultants PRé. En 2008, Nokia avait lancé un téléphone recyclable avec une batterie plus performante. Les consommateurs n'ont pas suivi. Plus récemment, Paul Maher, un entrepreneur irlandais, a commercialisé lameco, un ordinateur recyclable à 98 % muni d'une coque en bois. L'appareil ne manque pas d'atouts : il est silencieux, consomme peu et, surtout, sa durée de vie dépasse dix ans. Pourtant, il peine à séduire. Et Phone Block, un appareil entièrement composé de pièces que l'on peut remplacer, reste, lui, au stade de projet... faute de gros financeurs.

En attendant, la gabegie high-tech devient chaque année plus indécente. Dans l'Hexagone, les déchets de produits électriques et électroniques représentent déjà plus de 20 kilos par an et par habitant. Or seuls 30 % d'entre eux sont recyclés par les 150 acteurs de la filière (entreprises solidaires, brokers, opérateurs agréés). Très loin de l'objectif fixé par les directives européennes : collecter 65 % des déchets en 2016.

Une partie de ces déchets échappe aux circuits de collecte traditionnels et se retrouve dans la nature ou exportée illégalement en Asie ou en Afrique. Une autre dort tout simplement dans les tiroirs des Français. Dans les usines de Paprec, l'un des poids lourds du recyclage en France, quelque 5 000 tonnes de déchets électriques et électroniques sont traitées chaque année dans huit usines. *"C'est encore faible, admet David Dias, le directeur commercial. Dans notre branche papier, une seule usine réalise le même tonnage en un mois."*

Certes, le chiffre d'affaires de la division high-tech de Paprec a été multiplié par deux en quatre ans. Mais la question de la rentabilité se pose toujours. Car traiter les déchets électriques et électroniques coûte cher : de 250 à 300 euros par tonne. *"Il faut constamment s'adapter : pour les téléviseurs, nous avons eu trois technologies différentes en dix ans"*, avoue David Dias.

Par ailleurs, certains écrans contiennent des polluants, ce qui rend le recyclage plus difficile. La législation tire aussi les coûts vers le haut en rendant obligatoire la mise en place de coupe-feu, de décanteurs, de trappes de désenfumage... Certes, l'extraction de métaux précieux des appareils permet d'amortir un peu les investissements. Elle rapporte entre 50 et 150 euros par tonne. *"Mais nous sommes loin d'être assis sur un trésor"*, assure David Dias. Contrairement aux idées reçues, les fabricants utilisent de moins en moins de métaux précieux. Dans une carte mère d'ordinateur, on ne trouve plus qu'entre 100 et 150 grammes d'or par tonne, contre 300 à 400 dans les années 2000. Comme quoi, tout n'était pas forcément mieux avant.

Complémentaire.

Ce sont des méthodes mafieuses, quel gachis ! En fait ils vous vendent des produits qui comportent un vice caché : ils ont été programmés pour une durée réduite, ils possèdent des défauts ou des faiblesses irrémédiables intégrés dans leur conception ou fabrication qui apparaissent au bout de peu de temps qui vous obligent à repasser à la caisse et ainsi de suite.

Il vaut donc mieux toujours acheter le produit qui correspond à l'usage qu'on en fera, au lieu d'acheter un produit plus cher qui correspond à une multitude d'usages auxquels nous ne ferons jamais appel, on appelle cela le bon sens.



## Un article AFP du 15 octobre 2013

### Libre-échange UE-USA: les négociateurs ont fait "*un pas en avant*". (16.11)

(Avant-propos : avons-nous réellement conscience de ce qui est en train de se tramer ici et que chaque fois qu'ils font un pas en avant, nous faisons un pas en arrière ? Je n'en suis pas du tout sûr, tout porte à croire le contraire, hélas ! - ndlr)

Européens et Américains ont fait "*un pas en avant*" cette semaine dans leurs discussions pour un accord de libre-échange, ont indiqué vendredi les chefs de des deux délégations à l'issue du deuxième round de négociations.

"*Nous avons fait un pas en avant pour identifier les secteurs où nous avons un terrain d'entente*", a déclaré le négociateur européen, Ignacio Garcia-Berceron, lors d'une conférence de presse.

Ce deuxième round des négociations ouvertes en juillet "*nous a donné l'occasion d'avancer plus en profondeur*", tant sur les questions de régulation que sur les secteurs précis qui seront finalement retenus, a souligné son homologue américain, Dan Mullaney.

Un nouveau round est prévu à Washington du 16 au 20 décembre. D'ici là, une réunion spécifiquement consacrée aux services financiers est prévue le 27 novembre.

Mais les négociateurs ont souligné n'en être encore qu'au début d'une procédure qui doit durer plusieurs années. "*Nous avançons pas à pas (...) cela va prendre beaucoup de temps*", a souligné M. Garcia-Berceron.

Les discussions de cette semaine ont balayé une large gamme de sujets, des services, notamment financiers, aux matières premières, en passant par les cosmétiques, la question d'une reconnaissance des qualifications professionnelles ou l'énergie. (Tout doit passer au rouleau compresseur du néolibéralisme, y compris le droit du travail. -ndlr)

La question des OGM, pomme de discorde importante entre les Etats-Unis et l'UE, n'a en revanche pas été abordée dans l'immédiat, même si côté américain, l'ambition est d'accroître les exportations agricoles vers l'UE, comme l'a souligné M. Mullaney.

(Inutile, la Commission européenne s'emploie à légaliser les OGM dans l'UE, on en a encore eu un exemple récemment. Leurs "*exportations agricoles*" un vrai poison, même les Américains n'en veulent plus, voir une vidéo mise en ligne récemment dans le site. - ndlr)

"*Nous avons identifié les questions de régulation et de normes comme une question prioritaire*", mais "*rien de ce que nous faisons ne va abaisser le niveau de protection de l'environnement, du consommateur, et de sécurité*", a-t-il assuré.

(On peut leur faire confiance, une fois qu'on sera mis devant le fait accompli, il sera trop tard. - ndlr)

Alors qu'une mobilisation s'est engagée des deux côtés de l'Atlantique contre le risque d'une réduction des normes au plus petit dénominateur commun, les deux négociateurs ont affiché leur volonté de transparence et d'implication de la société civile.

Ils ont indiqué avoir reçu vendredi quelque 400 représentants d'entreprises, syndicats et ONG.

(La racaille corrompue et ignarde est de la partie, ils savent reconnaître leurs ouailles. -ndlr)

Ces dernières s'inquiètent en particulier de la volonté affichée des Américains de renforcer les droits des investisseurs, via la mise en place d'un tribunal arbitral privé auquel ils pourraient recourir pour contester des règles de protection sociale, environnementale ou sanitaire.

(C'est déjà le cas au Canada, lire un article en ligne à ce sujet dans le site qui le prouve, c'est terrible, les multinationales ont plus de pouvoir que le gouvernement et le parlement réunis. - ndlr)

La partie européenne entend s'assurer qu'une telle approche "*ne mette pas en doute le droit des Etats*" à légiférer et réguler, a souligné M. Garcia-Berceron, indiquant que la question avait été abordée.

(On peut leur faire confiance, alors qu'ils piétinent depuis des lustres le "*droit des Etats*", c'est la raison d'être de l'UE. -ndlr)

"*Nous voulons inclure dans un accord le plus haut niveau de protection pour les investisseurs*", et un mécanisme arbitral "*en fait partie*", a pour sa part dit son collègue américain.

(Tout est dit ici, l'oligarchie financière doit bénéficier de droits spéciaux la plaçant au-dessus des lois, mieux, c'est elle qui est chargée de faire les lois, c'est extrêmement grave. - ndlr)

Ce second round de discussions aurait dû se tenir à la mi-octobre, mais la fermeture partielle de l'administration américaine avait contraint à le reporter. Entretemps, le scandale de l'espionnage américain a gonflé, incitant certains en Europe à réclamer la suspension des négociations, mais les dirigeants européens s'y sont refusé.

(Ils ont déjà enterré l'affaire d'espionnage révélée par Snowden, c'était couru d'avance, l'UE est le vassal de Washington. - ndlr)

Un accord euro-américain de libre-échange pourrait rapporter quelque 119 milliards d'euros par an à l'UE, et doper ses exportations vers les Etats-Unis de quelque 28%, selon une étude britannique citée par la Commission.

(C'est la carotte qui cache le gros bâton, l'emprise de l'oligarchie américaine sur l'ensemble de l'économie européenne, pouvoir qui lui servira de tremplin à l'établissement de son gouvernement mondial, à ce moment-là si cela se réalisait, vous pourriez enterrer le socialisme. -ndlr)

**Un article de 20 minutes.fr et AFP du 13 octobre 2013**

**Grèce: manifestation pour l'anniversaire du soulèvement de 1973 contre les colonels. (18.11)**

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche en Grèce, encadrées par de nombreux policiers, pour marquer le 40e anniversaire du soulèvement étudiant contre la dictature des colonels et protester contre la politique d'austérité du gouvernement.

A Athènes, au moins 12.000 manifestants, selon la police, ont défilé, comme chaque année, jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis, accusés d'avoir soutenu la junte des colonels.

Le défilé, qui s'est déroulé sans incidents, était canalisé par pas moins de 6.000 policiers anti-émeutes.

De nombreuses rues du centre-ville et plusieurs stations de métro avaient été fermées.

Comme chaque année, les manifestants ont ouvert le défilé en brandissant le drapeau taché de sang qui flottait sur l'Ecole polytechnique d'Athènes dans la nuit du 17 novembre 1973, après l'intervention meurtrière des forces de sécurité.

A Salonique (nord), ce sont environ 13.000 personnes qui ont manifesté dans le centre-ville. D'autres manifestations ont eu lieu à travers le pays, notamment à Patras (centre).

En 1973 *"j'étais étudiant à Grenoble (France) et j'avais suivi tous les événements à la télévision"*, a expliqué à l'AFP Thodoros Psarras, 63 ans, qui participait au défilé athénien.

*"Quarante ans après, on ne peut pas s'empêcher de faire le rapprochement avec le drame que vivent les Grecs aujourd'hui... La crise économique est devenue insupportable"*, a-t-il ajouté.

"Quarante ans sont passés, mais nous vivons aujourd'hui une dictature encore plus terrible, et personne ne réagit", a affirmé Nikitas Rondogiannis, un technicien de 35 ans.

Lourdement endettée, la Grèce a dû adopter des mesures draconiennes en échange de deux plans de sauvetage des bailleurs de fonds internationaux: licenciements massifs de fonctionnaires, réductions de salaires et des retraites, hausses d'impôts, privatisations.

Athènes négocie actuellement avec la troïka des crédateurs (UE-BCE-FMI) le versement d'une tranche de prêts d'un milliard d'euros.

Une nouvelle réunion entre la troïka et le ministère grec de l'Economie doit avoir lieu lundi.

Commentaire.

Deux saignées. La première sur fond d'offensive de la classe ouvrière internationale finalement trahie, la seconde sur fond de dégénérescence du mouvement ouvrier incapable de renouer avec la voie du socialisme sur fond d'offensive du capitalisme mondial ayant adopté le néolibéralisme.

**Un article lexpansion.com du 19 novembre 2013**

**Le gouvernement envisage de supprimer les élections prud'homales». (20.11)**

**Le ministre du Travail Michel Sapin envisage de supprimer l'élection par les salariés des conseillers prud'homaux et de la remplacer par une désignation par les organisations syndicales et patronales.**

Le ministre du Travail Michel Sapin envisage de supprimer l'élection par les salariés des conseillers prud'homaux et de la remplacer par une désignation par les organisations syndicales et patronales en fonction de leur représentativité, selon un courrier consulté mardi par l'AFP.

Dans une lettre aux huit organisations représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, Medef, CGPME, UPA), révélée par le Figaro, Michel Sapin estime que l'élection générale des conseillers prud'homaux *"connaît aujourd'hui ses limites"* et souligne que *"le taux de participation ne cesse de décroître, au détriment de la légitimité de l'institution prud'homale"*, chargée des litiges individuels entre patrons et salariés.

Grâce à la loi de 2008 sur la représentativité syndicale, *"la désignation des conseillers de prud'hommes sur la base des résultats de la mesure de l'audience est désormais possible. A terme, elle pourra concerner le collège employeur comme le collège salariés, compte tenu de la réforme en cours en matière de représentativité patronale"*, écrit le ministre.

*"J'envisage d'intégrer dans le projet de loi (sur la formation professionnelle et la démocratie sociale, attendu début 2014 ndlr) un article habilitant le gouvernement à préparer ces modifications par la voie d'une ordonnance"*, poursuit Michel Sapin.

Seule la CGT reste attachée au suffrage direct

Parmi les organisations, seule la CGT s'est montrée très attachée au maintien d'une élection au suffrage direct. Lors de la dernière élection, en 2008, seuls 25,5% des salariés ont voté, contre 63% en 1979. Quelque 14.500 conseillers - des non professionnels issus du monde du travail, à parité patronat/syndicats - ont été élus pour une durée de cinq ans, mais leur mandat a été prolongé de deux ans et expire au plus tard fin 2015.

Une des fonctions de ce scrutin, qui coûte près de 100 millions d'euros tous les cinq ans, était de mesurer l'audience des organisations syndicales. Or depuis la loi de 2008, la représentativité des syndicats est mesurée via leurs scores aux élections professionnelles (la CGT est arrivée en tête suivie par la CFDT, FO, CFE-CGC et la CFTC). Les 210 conseils prud'hommes traitent plus de 200.000 nouvelles affaires par an.

**Un article libération.fr du 19 octobre 2013**

**Pays pauvres : plus d'enfants que d'emplois. (21.11)**

L'Onu juge la croissance des pays les moins avancés de la planète (PMA) «*non soutenable*».

La forte croissance affichée par les 49 pays les moins avancés de la planète (PMA) ne génère pas suffisamment de créations d'emplois pour absorber leur démographie galopante. C'est la conclusion sans appel d'un rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publié hier.

La croissance, bien que forte (7,2% par an entre 2002 et 2008), n'a en effet généré que 2,9% de progression des emplois sur toute la période, alors que la population se développe au rythme de 2,3% par an.

L'Angola en est un parfait exemple. Le deuxième plus grand exportateur de pétrole d'Afrique a vu son PIB par habitant progresser de 92% durant cette période, alors que l'emploi y a baissé de 2,3%. Il illustre la manière dont les PMA ont concentré leurs efforts sur une activité nécessitant beaucoup de capitaux, comme l'extraction pétrolière, mais peu de main-d'œuvre, a constaté le directeur de la Cnuced, le Kényan Mukhisa Kituyi, jugeant ce type de croissance «*non soutenable*». Il y a urgence : 60% de la population des PMA a moins de 25 ans.

Commentaire.

Les puissances occidentales et leurs multinationales peuvent continuer de piller ces pays-là. Ils peuvent aussi continuer de soutenir leurs gouvernements corrompus qui organisent ce pillage en règle et affament leurs peuples, avec la bénédiction de l'Onu il ne faut pas l'oublier, il faut au moins que cette institution serve à quelque chose, n'est-ce pas ?

Les Chinois vont jusqu'à exporter leur main d'oeuvre pour ne pas perdre une miette de leur soit-disant investissements.

Le plus simple serait quand même de mettre en oeuvre un programme eugénique pour liquider une partie de la population, stériliser les hommes et les femmes pendant qu'ils y sont, non ?

Un article le figaro.fr du 20 octobre 2013

### Réforme fiscale: une concertation inédite avec les partenaires sociaux. (21.11)

Inviter patronat et syndicats à discuter de la «remise à plat» de la fiscalité, comme l'a fait Jean-Marc Ayrault, la démarche est peu commune. Habituellement, les partenaires sociaux sont consultés pour parler emploi, salaires, conditions de travail, bref, de sujets sociaux. Et si le Medef ou l'Afep (Association française des entreprises privées, représentant les grands groupes) peuvent peser sur l'élaboration des lois de finances, c'est par des rencontres en coulisse. En faisant entrer cette fois-ci les organisations représentatives de salariés dans le jeu, le gouvernement envoie avant tout un message politique. *«L'exécutif montre qu'il concerte. C'est une façon de faire baisser la pression. Il met aussi les partenaires sociaux devant leurs responsabilités»*, analyse Jean-Dominique Simonpoli, un ex-responsable de la CGT aujourd'hui directeur général de l'association Dialogues, un lieu de rencontres entre syndicalistes et DRH.

(Vous avez sous les yeux confirmation de ce qu'affirme Franz-Olivier Giesbert. dans son article. Quand des "syndicalistes" fricotent avec les coupeurs de têtes, c'est que votre peau ne vaut plus grand chose, avis aux travailleurs. - ndlr)

Les syndicats apprécient la démarche.

Sans surprise, les syndicats ont tous saisi la main tendue par le gouvernement, la CGT regrettant simplement *«une réaction tardive»* (Il regrette de ne pas avoir été associé plus tôt à la politique antisociale du gouvernement, pourtant avec l'ANI et les retraites ces pourritures avaient déjà été mis à contribution. - ndlr). Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a parlé de *«bonne initiative»* (Normal, FO est dans son élément. - ndlr), la CFDT a souligné qu'*«elle appelait depuis de nombreux mois à une mise à plat de la fiscalité»* (Les jaunes sont complés ! - ndlr) et la CFTC a déclaré ne pouvoir *«qu'encourager cette démarche»*. (Même que le Medef en redemande déjà. Tous aussi corrompus ces dirigeants syndicaux, il n'y en a pas un pour rattraper l'autre. - ndlr)

De là à ce que cette concertation débouche sur des solutions, c'est une autre affaire. (L'essentiel, c'est de participer, de légitimer la politique du gouvernement, peu importe la suite, c'est joué d'avance. - ndlr) Certes, les syndicats ont de grandes revendications. *«Nous souhaitons redonner sa place à l'impôt sur le revenu pour que la fiscalité soit plus redistributive et taxer davantage les dividendes non réinvestis»*, précise pour FO Pascal Pavageau, secrétaire confédéral. Côté CFDT, on veut également que les impôts soient davantage acquittés par les plus aisés. *«Nous prônons la mise en place d'une fiscalité écologique»*, ajoute Véronique Descacq, sa secrétaire générale adjointe. La CGT veut, quant à elle, relever l'ISF ou encore lutter contre les paradis fiscaux.

(Chacun y va de son créneau pour voler au secours du régime. - ndlr)

Quid de la suite du processus?

Mais, en fiscalité, le diable est dans les détails. Avoir de grands principes ne suffit pas. Et d'aucuns doutent que les syndicats puissent fournir des solutions détaillées. *«Contrairement au Medef et à l'Afep, ils n'ont pas d'équipes étoffées spécialisées sur la fiscalité»*, souligne Bernard Vivier, président de l'Institut supérieur du travail. Quid, dès lors, de la suite du processus, une fois passée la première rencontre entre chaque syndicat et l'exécutif, rencontre très générale où seront aussi abordées les questions d'emploi, de formation et d'investissement? En outre, un point d'achoppement apparaîtra rapidement: les organisations syndicales, qui veulent que la CSG continue à financer la Sécu, sont opposées à sa fusion avec l'impôt sur le revenu, une option à laquelle tient particulièrement la gauche du Parti socialiste.

(Qui s'avère être en la matière son courant le plus droitier, tiens, comme c'est étonnant ! - ndlr)

Un bras de fer côté patronal également

Côté patronal, la concertation ne s'annonce pas non plus sous les meilleurs auspices. Pierre Gattaz, le président du Medef, a prévenu mardi que, passée la première réunion, il ne resterait pas à la table des négociations si la réforme consistait *«juste à faire un jeu de bonneteau sur la fiscalité»*, sans baisse des

charges et d'impôts pour les entreprises. Or Jean-Marc Ayrault parle, dans son interview, de remise à plat «à *prélèvements constants*». Le bras de fer est lancé avant même le début des discussions. Avant même aussi que patronat et syndicats ne s'opposent sur la répartition de la charge entre ménages et entreprises...

(Les uns et les autres sont bien embarrassés, car la baisse du taux de profit frappe en premier lieu les pays où le capitalisme est le plus développé, à défaut de pouvoir le faire remonter, ils doivent s'attaquer au coût du travail pour obtenir en volume le profit qui leur permettra d'en freiner les conséquences, provisoirement, mais d'un autre côté plus ils réduisent le coût du travail tout en maintenant un chômage de masse, plus le marché se rétrécit, moins il y a aura de travailleurs solvables où en situation pour prétendre obtenir un crédit, plus la crise de surproduction va s'amplifier, plus il y aura d'entreprises menacées de fermetures, plus le chômage augmentera et ainsi de suite. De plus, rien ne dit que les travailleurs continueront encore longtemps de consentir de nouveaux sacrifices ou de vivre de plus en plus mal dans une société de moins en moins supportable... - ndlr)

Commentaire.

Le corporatisme est en bonne voie... N'oubliez pas de remercier au passage vos dirigeants du POI, NPA, LO et éventuellement du FdG qui n'entendent pas rompre avec les appareils vendus des syndicats.

Oui, je sais on se répète, je n'y suis pour rien, si vous croyez que cela m'amuse, franchement, vous ne voudriez tout de même pas qu'on ménage ceux qui bradent nos droits ou qu'on collabore avec eux, non ?

Au fait, nous sommes ingrat, il faut remercier Le Figaro pour cet article, car si vous comptez sur la littérature des partis ouvriers pour vous informer, vous pouvez attendre longtemps !

## Un article Le Point du 20 octobre 2013

### Il vaut toujours mieux être de gauche... (21.11)

Par Franz-Olivier Giesbert.

**La différence entre la gauche et la droite ?** La première a la réputation d'être plus droite. Elle a tout pour elle. La réputation. La légitimité. La morale. Le sens de l'équité. (L'incapacité d'assumer son hypocrisie, ses mensonges et ses crimes il faudrait ajouter. La droite nous répugne comme ennemi de classe déclarée, là les choses sont très claires dès le départ. - ndlr)

**Il est donc plus facile à la gauche de gouverner.** De gouverner à droite, s'entend. Qui plus est, sans craindre d'être démontée par les médias. Ce n'est certes pas le cas en ce moment, mais imaginez la situation actuelle, sur fond de jacquerie sociale et fiscale, avec un pouvoir de droite. Rien ne lui serait épargné ni pardonné. (Parfaitement, les médias savent reconnaître les alliés de leurs mentors ou que la droite et la soit-disant gauche appartiennent au même camp. - ndlr)

**Il vaut mieux être de gauche.** C'est pourquoi M. Hollande pouvait être le président qui allait enfin procéder aux réformes que notre pays attend depuis si longtemps, tout en assainissant les finances publiques. Une mission historique. Il aurait pu avoir le profil pour ça. (Il l'a, mais les choses ne sont pas aussi simples que cela, la lutte des classes existent encore, hélas pour vos amis politiques ! - ndlr)

**La social-démocratie européenne compte dans ses rangs plusieurs figures visionnaires** qui, envers et contre tout, ont remis leur pays debout : ainsi M. Schröder en Allemagne ou M. Persson en Suède. Sans parler de l'ancien Premier ministre Pierre Mauroy (1981-1984), qui, après avoir laissé filer les déficits dans un premier temps, imposa la rigueur et prit un certain nombre de mesures courageuses ou réputées de droite, comme la fermeture des charbonnages et, surtout, la désindexation des salaires et des prix. (Il a raison, les dirigeants de l'Internationale socialiste étaient voués à faire le sale boulot que ceux du parti de l'ordre ne pouvaient pas faire et ils s'y sont attelés avec application et persévérance. - ndlr)

**Même quand elle transgresse ses valeurs, la gauche a un complexe de supériorité.** D'abord, parce qu'elle a, plus que la droite, le sentiment hégélien d'être dans le sens de l'Histoire, quand elle ne croit pas l'écrire. Ensuite, parce qu'elle ne doute pas d'appartenir au parti du Bien, le camp adverse symbolisant évidemment celui du Mal. (L'imposture est totale en effet, et cela vous arrange bien ainsi que vos amis. - ndlr)

**C'est cette bonne conscience confite dans son jus** qui amène de temps en temps la gauche à franchir les limites du ridicule. Quand, il n'y a pas si longtemps, un candidat à la présidence nous promettait sans rire un monde sans SDF. Ou quand des socialistes, certes bien intentionnés, nous déclarent, la main sur le cœur, qu'ils vont éradiquer la prostitution. Au train où vont les choses, on attend qu'ils nous annoncent, dans la foulée, la prohibition de la bêtise ou de la haine... (Mais le pire, c'est que ça marche, le populisme de gauche a le vent en poupe, même que l'extrême gauche en redemande ! - ndlr)

La prostitution est un fléau, il n'y a aucun doute là-dessus. L'exploitation de la femme par l'homme, en l'espèce le proxénète, en fait une activité qui tient du trafic de chair fraîche, ni plus ni moins, et la légalisation à l'allemande n'est pas, de toute évidence, une solution satisfaisante. Mais de là à décréter la disparition du plus vieux métier du monde en pénalisant les clients, il y a un pas qu'on ne franchira pas. Le pas du comique involontaire.

**L'interdiction de la prostitution n'a jamais mis fin à ce triste commerce**, ni en Union soviétique ni en Chine populaire. Au moment où tant de catégories de Français sont parties en guerre contre le pouvoir, était-il bien judicieux qu'il s'attaque à celle des "*consommateurs*" de la prostitution, l'une des rares à rester tranquille ? Trêve de plaisanterie, voilà encore une preuve que M. Hollande n'est pas aidé par les siens. (Vous vous trompez, votre haine de la classe ouvrière vous aveugle, il ne peut plus gouverner qu'en divisant tous les partis pour les affaiblir puisqu'il les a tous sur le dos, bon jusqu'à un certain point seulement n'exagérons rien, ils le ménagent tous vous l'avez dit plus haut et c'est la vérité. S'il s'attaque à la prostitution, c'est parce qu'on lui a soufflé. Et qui a bien pu lui souffler cette ignominie sinon les tenants de la théologie néolibérale, ces curés de la pensée unique et de la dictature du marché qui véhiculent le nihilisme, vos amis justement ? - ndlr)



**Mais bon, le parti du Bien sera content, c'est l'essentiel.** La bonne conscience est un métier et un filon. C'est comme une eau bénite qui purifie tout, les dérives, les fautes et mêmes les crimes de masse. Observez comme les complices ou les encenseurs des pires tyrans du XXe siècle ont toujours été traités avec respect, voire compassion, pourvu qu'ils fussent de gauche. Pour un peu, il faudrait les plaindre d'avoir appelé au meurtre des patrons ou des bourgeois. Si l'on devait rayer des listes les anciens maoïstes, castristes ou staliniens, il ne resterait plus grand monde d'audible dans notre chère intelligentsia. (Quand on compare le nombre de patrons et de bourgeois qui ont été sacrifiés au cours de la lutte des classes par rapports aux centaines de millions de simples travailleurs, on a tendance à dire effectivement que le camp des capitalistes est bien celui des assassins, des barbares, et le camps des opprimés celui des victimes innocentes, ne vous en déplaise. On lui laissera sa "*chère intelligentsia*" dont il fait partie, en ajoutant que les anciens maoïstes, castristes ou staliniens n'ont jamais appartenu au camp de vos ennemis, ils ont au contraire toujours figuré au côté de vos amis. - ndlr)

**L'affaire Sacha Guitry reste un cas d'école.** Dans son livre de souvenirs *Ce genre de choses* (1), un petit bijou très personnel et très exquis, l'acteur Jean Rochefort raconte comment, à la Libération, notre Guitry national fut "*emmené menotté, en pyjama*", pour avoir sablé le champagne avec des officiers nazis à l'issue des représentations de quelques-unes/de ses pièces. Certes, pendant l'Occupation, il s'était battu, entre autres, auprès des autorités allemandes pour que son ami Tristan Bernard ne fût pas envoyé dans les camps de la mort. Il avait même proposé de prendre sa place. Mais il n'avait pas la carte. Celle du parti du Bien. Après la guerre, il a donc passé soixante jours à la prison de Fresnes. ( C'est bien peu et bien charitable en vérité ! - ndlr)

**Jean-Paul Sartre avait la carte.** Passée à travers le filtre d'une censure très vigilante, sa pièce *Les mouches* fut jouée devant un parterre d'officiers nazis dans un théâtre dirigé par Charles Dullin, qui ne chôma pas pendant l'Occupation. Il y a de meilleurs brevets de résistance. Mais comme, à la Libération, il sut virer rapidement à gauche, il se retrouva, lui, dans... le comité d'épuration. (Comme Mitterrand et bien d'autres, quoi. - ndlr)

**En somme, il suffit d'être de gauche pour que les fautes soient pardonnées.** C'est dire la chance de François Hollande, malgré les apparences. Pourquoi donc n'en profite-t-il pas pour forcer sa nature en s'attaquant, enfin, au tonneau des Danaïdes de nos dépenses publiques, ce qui permettrait de réduire les impôts et de retrouver la croissance ? (Malheureusement, vous avez raison bon nombre de militants au cerveau ramolli et surtout leurs dirigeants corrompus ont la mémoire courte ou sélective et sont enclins à pardonner ce qui les arrange aux dirigeants du PS et du PCF. Quant à attendre de Hollande plus que ce que les rapports entre les classes lui permettent, vous vous faites des illusions, à moins qu'il tente de passer en force avec le soutien des dirigeants du mouvement ouvrier, vous pouvez en formuler le vœux, pourquoi pas, il est vrai qu'on niveau de dégénérescence où en sont rendus syndicats et partis ouvriers, tout est possible ou presque... - ndlr)

Commentaire.

Franz-Olivier Giesbert est un réactionnaire et il le revendique, chacun le sait dont inutile d'y revenir.

Par contre sa tirade est intéressante dans la mesure où il dit tout haut ce que tout le monde sait à gauche et à l'extrême gauche depuis des lustres mais tait ou ne chante pas sur tous les toits, ne veut surtout pas entendre, car tous conservent des liens avec le PS, tous le ménagent, tous se sont compromis avec lui, dénoncer sa véritable nature reviendrait à se tirer une balle dans le pied ou à se démasquer et ils n'y tiennent pas.

Un article [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) du 21 octobre 2013

### Au supermarché parisien de la sécurité, la torture au catalogue (22.11)

Vous avez dit promotion de la torture ? Alors que la France défend haut et fort dans le monde la lutte contre la torture, voilà que Paris accueille, une année de plus, dans le cadre feutré et policé du salon mondial de la sécurité et de la sûreté intérieure des Etats, dans des catalogues plus chatoyants les uns que les autres, une panoplie d'accessoires pouvant permettre l'usage de traitements dégradants. Autrement dit : torturer.

Paris soutient pourtant l'adoption annuelle d'une résolution sur la "*Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*" par l'Assemblée générale des Nations unies qui rappelle non seulement l'interdiction absolue de la torture mais encourage aussi la création par les Etats de mécanismes de prévention contre la torture.

Comment, alors, peuvent s'étaler dans un salon parisien, à disposition des acheteurs du monde entier, des équipements dénoncés depuis des années comme pouvant permettre la torture ? Entre véhicules d'intervention, stands d'armes ou de munitions, appareils de surveillance en tous genres, certains fabricants exposent aux murs de leurs stands et dans leurs catalogues menottes incapacitantes, entraves pour les jambes, boucliers et autres matraques à impulsions électriques... Autant d'instruments qui peuvent provoquer de graves blessures, des mutilations, des crises cardiaques. Et, vendus à certains régimes autoritaires, sont utilisés à cette fin.

#### Vitrine

Inauguré en grandes pompes mardi 19 novembre par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls en personne, le salon est une vitrine importante pour de très nombreuses entreprises françaises du secteur, qui exposent aux côtés des plus grands fournisseurs mondiaux de la sécurité intérieure : 1.000 exposants de 50 pays différents sont ici représentés. Une vitrine nécessaire à l'exportation mais "*qui ne doit pas faire oublier les engagements de la France pour les droits de l'homme*", estime Aymeric Elluin, expert des questions d'armements à Amnesty international.

La France vit, aussi, de son industrie de la défense et de la sécurité. Et, aussi décalés, voire malsains, que peuvent paraître les étals de munitions de gaz irritants, sous-vêtements militaires où viseurs pour troupes d'élites, ces marchandises doivent s'exposer pour pouvoir se vendre.

Mais quid des boucliers à impulsion électrique de l'israélien Tar ou du français Magforce ? Des menottes non-conventionnelles des chinois Tianjin Myway ou Beijing Anlong ? Ou encore des entraves et bâtons électriques de ces mêmes fabricants ? Des équipements qui relèvent de la législation européenne sur le commerce des biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

#### Ejectés du salon londonien

Deux de ces entreprises, le français MagForce et le chinois Tianjin Myway, ont d'ailleurs été éjectées manu militari du salon londonien DSEI en septembre dernier pour avoir présenté les mêmes produits et catalogues que ceux visibles ces jours-ci à Villepinte au Milipol.

Principaux produits pointés par les organisateurs comme contraire à l'éthique du salon et à la législation britannique en terme de matériel de maintien de l'ordre : les fameuses entraves – des sortes de fers aux pieds – ainsi que les matraques électriques. Des produits bien présents dans les catalogues des deux marques, comme a pu le constater "*Le Nouvel Observateur*" sur place. "*Je vais vous montrer l'objet du délit*", raconte un commercial au stand de MagForce, le ton léger, en tournant les pages du catalogue de la marque avant d'arriver en page 92 puis 94. "*Voilà, bon, on n'a pas compris. C'était quand même assez traumatisant de se voir éjectés comme ça...*" Sur les deux pages s'étalent menottes extrêmement incapacitantes et fers pour les jambes. Puis différentes tailles de bâtons électriques. Deux catégories de produits clairement interdits sur le site du salon britannique. Des marchandises qu'on retrouve sur les stands parisiens d'autres fabricants.

L'accueil est bien moins cordial au stand du distributeur chinois Tianjin Myway. *"Nous ne donnons pas de documentation aux journalistes."* Concernant l'épisode londonien ? *"Je ne sais pas."* Fin de la conversation, et *"bonne journée"*. Cela ne nous empêchera pas de parcourir le catalogue et d'y trouver, en bonne place pages 106 et 108, matraques électriques et entraves pour les jambes.

Vide juridique abyssal

Est-ce contraire à la législation française ? Pas exactement. En fait, l'article 5 du règlement européen prévoit qu'une autorisation soit exigée pour toute exportation de biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, quelle que soit la provenance de ces biens listés en annexe. De quoi garantir, en principe, qu'aucun régime autoritaire ne puisse recevoir ce type de produits.

Pourtant, le règlement ne fait aucunement référence aux questions de promotion de ces matériels dits de *"sécurité"*. Peut-on promouvoir ces produits sur le territoire européen ? Peut-on permettre la conclusion de ventes en France si les produits ne transitent pas par Paris ?

*"Il y a un vide juridique abyssal concernant la promotion en France de ces produits pouvant servir à des actes de torture"*, dénonce Aymeric Elluin. *"Alors que ces biens sont reconnus comme pouvant infliger la torture, il est tout à fait légal d'inciter à leur vente sur le territoire français. C'est ainsi que des entreprises chinoises, israéliennes et même françaises sont autorisées en France à faire la promotion de leur produits"*, explique l'expert.

*"Que vaut la voix de la France ?"*

*"La France doit mettre fin à cette contradiction et combler cette faille juridique au niveau national et européen avec ses partenaires"*, demande le représentant d'Amnesty international, *"sinon, nous verrons au salon Milipol 2015, comme au salon 2011 et 2013, ces mêmes sociétés - Tianjin Myway, Tar, MagForce - continuer de faire la promotion de leur équipement de torture en toute impunité"*.

Car Paris peut assez aisément mettre fin à ces pratiques. *"Une simple décision interministérielle suffirait, selon les douanes françaises, pour que la France s'engage dans l'interdiction de ces scandaleuses promotions"*, affirme Aymeric Elluin.

*"Les autorités françaises doivent mettre un terme à leurs atermoiements. Sinon, que vaudra la voix de la France lorsqu'elle dénoncera des actes de torture commis dans le monde au moyen d'équipements dont elle a permis la promotion sur son territoire ? Rien"*.

Commentaire.

Vous oubliez que Bush et Obama qui ont légalisé la torture, les assassinats ciblés, les enlèvements par la CIA, la détention arbitraire, etc. sont des modèles pour Hollande. Au fait n'y aurait-il un nombre d'adhérents ou de sympathisants du PS chez Amnesty international ? Et puis le Président et le gouvernement français ont tellement de dictateurs ou tyrans dont les ploutocrates du Golfe parmi leurs amis démocrates, qu'il est devenu impossible pour eux de distinguer les différents régimes, sauf l'Iran et la Syrie ou d'autres occasionnellement !

Pour le Nouvel Observateur tout comme pour Londres, un minimum de discrétion s'impose...

## Un article AFP du 21 octobre 2013

### Allemagne: Merkel se résout à un salaire minimum généralisé. (22.11)

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé jeudi que son pays allait se doter d'un salaire minimum généralisé, une concession qu'elle doit faire aux sociaux-démocrates avec lesquels elle va gouverner.

*"Nous allons décider des choses que, au vu de mon programme, je ne considère pas comme justes, parmi elles un salaire minimum généralisé", a dit la chancelière. Elle faisait référence à son parti conservateur et aux sociaux-démocrates du SPD, en tractations depuis plus de quatre semaines pour élaborer un programme commun de gouvernement.*

Or sans salaire minimum, ces négociations vont capoter, a-t-elle prévenu: *"une appréciation réaliste (de la situation) montre que les sociaux-démocrates ne vont pas conclure les négociations sans"*.

Le SPD milite pour un salaire horaire de 8,50 euros pour tous. Ni la date d'introduction ni le niveau de ce Smic à l'allemande ne sont connus, mais l'accord de principe des conservateurs constitue déjà une révolution dans un pays qui s'en remet traditionnellement là-dessus aux partenaires sociaux.

D'ailleurs la pilule a du mal à passer pour beaucoup. *"Le salaire minimum fixe a ruiné l'Allemagne de l'Est",* tempêtait le chef du gouvernement de Saxe-Anhalt (est), le conservateur Reiner Haseloff, en référence aux salaires fixés par l'Etat dans l'ex-RDA communiste, *"nous ne devons pas refaire la même erreur"*.

Le président fraîchement élu de l'association patronale BDA, Ingo Kramer, se demande *"pourquoi la politique pense en savoir plus que les partenaires sociaux?"*. Tout en jugeant *"inacceptables"* les salaires de misère qui ont cours par endroits, il assène qu'*"il y a de bonnes raisons"* pour des salaires d'embauche faibles dans certains cas. (On peut tout justifier effectivement, même l'existence de la pire dictature, le patronat allemand n'en est pas à son premier coup d'essai, il est le maître absolu toutes catégories en la matière si on a bonne mémoire. - ndlr)

5,6 millions de salariés concernés

La nouvelle a été en revanche saluée avec enthousiasme à Paris. *"C'est un signal (...) d'une approche peut-être plus coopérative des politiques économiques en Europe"*, a déclaré le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici.

Outre la France, l'OCDE, le FMI ou les Etats-Unis ont appelé ces derniers mois l'Allemagne à soutenir sa demande intérieure pour aider à la reprise en zone euro. Un objectif qui passe notamment par une hausse des salaires allemands.

Selon l'institut économique DIW, 5,6 millions de personnes, soit 17% des salariés, gagnent actuellement moins de 8,50 euros, surtout les salariés peu qualifiés et à temps partiel.

Le CDU avait déjà mis de l'eau dans son vin ces dernières années pour permettre l'introduction de seuils de salaire dans certains métiers mal rémunérés. Les coiffeurs, dont certains gagnaient 3 euros de l'heure, ont ainsi maintenant un salaire minimum (de 8,50 euros), même chose pour les intérimaires ou encore les couvreurs.

L'introduction de ces salaires minimum à petit échelle n'a pas conduit à une hémorragie d'emplois dans les secteurs concernés. Mais cela n'empêche pas milieux économiques et économistes de peindre un tableau apocalyptique du marché de l'emploi une fois que le SPD aura eu gain de cause.

Le dernier rapport des "Sages", économistes influents qui conseillent le gouvernement allemand, y voit une *"mesure nuisible à la croissance et à l'emploi"*.

Le DIW pour sa part prévient que l'introduction d'un salaire minimum n'aura sans doute pas les effets attendus sur les inégalités et le pouvoir d'achat des ménages, notamment parce que quiconque gagne plus

paie aussi plus d'impôts. L'institut recommande l'introduction d'un salaire plancher bas, qui serait progressivement relevé.

C'est ce que semblait suggérer en début de semaine Ilse Aigner, ex-ministre de Merkel et participante aux négociations de coalition. Le salaire minimum voulu par le SPD *"peut être un objectif, on n'est pas obligé de le faire tout de suite"*, selon elle.

Si elle cède sur le salaire minimum, la chancelière a martelé jeudi qu'elle restait opposée à des hausses d'impôts et à l'assouplissement du passage à 67 ans de l'âge de la retraite. Et viscéralement attachée à l'objectif d'allègement de la dette du pays.

Conservateurs et sociaux-démocrates veulent boucler les négociations de coalition la semaine prochaine. Parmi les points d'achoppement figure encore la question de la doublé nationalité, voulue par le SPD, notamment pour les Turcs vivant en Allemagne.

Complémentaire.

Bien sûr Merkel est obligée de composer, mais de là à en faire tout un plat, il ne faudrait pas exagérer. Voici pourquoi.

Une fois qu'ils auront établi le smic, rien ne les empêchera de le revaloriser au minimum chaque année comme en France, et puis ils pourront toujours le contourner, par exemple par des exonérations de cotisations sociales, l'emploi de stagiaires, apprentis, etc. sans oublier les *"emplois détachés"* facilités par la proximité avec les ex-pays de l'Europe de l'Est. Il existe un autre moyen : une entreprise allemande se délocalise en Pologne par exemple, et embauche des ouvriers allemands au titre des *"emplois détachés"* au niveau de rémunération inférieur au smic allemand, c'est parfaitement légal, le chômage n'augmente pas en Allemagne, le tour est joué et ils font d'une pierre deux coups.

Mieux encore, l'OCDE a conseillé à l'Allemagne de privatiser des services, de s'attaquer une nouvelle fois à la législation du travail, etc. ce sera la contrepartie que le SPD acceptera, chut !

## Un article AFP du 23 novembre 2013

### Chômage: des jeunes seniors contraints de revenir dans le nid familial (24.11)

On les surnomme les "*Tanguy avec des rides*". Retourner dans le nid parental à plus de 40 ans, c'est un des effets de la crise et de la pauvreté, encore peu mesuré, et ces adultes balancent entre "*humiliation*", "*culpabilité*" et "*traumatisme*".

Contraints de retourner vivre chez leurs parents en raison de difficultés financières, ces jeunes seniors se sentent infantilisés mais tous reconnaissent leur chance de bénéficier de la solidarité familiale pour échapper à la rue.

"*C'est une véritable cure de jouvence*", ironise Nathalie Michaud, 52 ans, qui avait fait sensation en août en interpellant François Hollande à La Roche-sur-Yon. Depuis 2012, cette femme au chômage dort de nouveau dans sa chambre d'enfant chez sa mère et a retrouvé son job d'étudiante: surveillante dans une école.

"*Je n'aurais jamais imaginé en arriver là*", souffle-t-elle, en évoquant un bond de "*30 ans en arrière*".

Difficile de savoir combien de seniors connaissent cette situation. Associations et instituts de statistiques ne nient pas le phénomène mais aucune étude ne le quantifie et les estimations varient du tout au tout.

Ainsi pour Jérôme Accardo, responsable à l'Insee, "*c'est un phénomène relativement limité*". En revanche, le sociologue Serge Guérin évalue à des centaines de milliers ces "*Tanguy avec des rides*".

Auteur de différents essais sur la solidarité et les seniors, il estime que la crise et la hausse des loyers poussent au retour chez les parents et que le phénomène va s'amplifier, car dans ces circonstances "*on se serre les coudes*".

Seul chiffre, très partiel: parmi les 1,45 million de personnes à avoir tapé à la porte du Secours Catholique en 2008, environ 20.500 adultes âgés de 40 et 60 ans vivaient chez des proches ou de la famille.

#### 'Les nouveaux secrets de famille'

Au départ, Nathalie Michaud pensait que le retour chez sa mère de 76 ans serait "*provisoire*" mais elle est restée "*par contrainte*". Elle se sent désormais "*un peu coupable*" mais n'a pas "*honte*".

Ce sentiment est pourtant partagé par nombre de seniors qui trouvent refuge dans le nid parental, observe Alain Guézou, président de l'association RSA38.

Il cite l'exemple "*inimaginable*" d'un ex-cadre quinquagénaire "*détruit socialement et professionnellement*". Sa mère "*reprend le dessus*", "*elle l'infantilise c'est terrible*", dit-il.

"*Il est mort pour la société c'est même plus un invisible c'est un mort-vivant*", dénonce le Grenoblois pour qui un tel retour est "*un traumatisme*" tabou. D'après lui, ce sont "*les nouveaux secrets de famille*".

Comme pour Bernard, qui a demandé à ce que son nom soit changé. Cet ancien chef d'entreprise de 60 ans a employé jusqu'à dix salariés en région parisienne, avant le dépôt de bilan qui a marqué le début de sa "*descente aux enfers*" en 2003.

Il vit désormais en Isère, chez sa mère âgée de 90 ans. Pourtant mère et fils ne se connaissaient presque plus. "*On s'est retrouvés en 2003*", raconte-t-il, culpabilisant de lui faire vivre "*des problèmes dont elle n'a pas besoin*".

Les situations d'extrême pauvreté peuvent aussi être des moments de repli sur soi, raconte Michel Pouzol, député PS de l'Essonne. Ancien bénéficiaire du RMI, lui a préféré vivre dans une cabane en banlieue parisienne avec femme et enfants plutôt que de se retourner vers ses parents.

Pour lui, le retour au foyer parental passé 40 ans revient à *"avouer absolument l'impasse"*. C'est *"le plus grand des échecs"*, une *"régression psychologique très grande"*.

*'Une chance extraordinaire'*

Un *"échec pour les parents comme les enfants"* observe Christophe Robert, délégué général adjoint fondation Abbé Pierre, mais *"ceux qui ont la chance de pouvoir avoir une solidarité familiale s'en sortent"*. *"L'hébergement chez des tiers est un amortisseur de crise du logement"*, dit-il, regrettant que la solution soit *"privatisée"* et *"profondément inégalitaire"*.

*"La famille, c'est ce qu'il reste quand il n'y a plus rien (...) pouvoir aller chez ses parents c'est une chance"*, abonde l'épidémiologiste Viviane Kovess-Masfety. *"Que des gens en difficulté y aillent pour rebondir ça ne me fait pas bondir, si vous n'avez pas ça vous êtes dans la rue"*, estime l'auteur d'un essai intitulé *"N'importe qui peut-il péter un câble?"*.

C'est aussi l'avis de Christine, 53 ans: *"J'ai une chance extraordinaire d'avoir un réseau d'amitié pareil, une soeur pareille, j'ai énormément de chance je le sais"*.

Après avoir occupé différents postes d'assistante de direction, technico-commerciale ou gestionnaire en région parisienne, elle est au chômage depuis 2009 et s'installe chez sa soeur dans le Var en 2011.

Depuis, elle a travaillé quelques mois en Suisse et part de temps en temps vivre chez des amis car elle se sent *"un peu envahissante"*.

*"Le nomadisme ne me dérange pas mais je ressens une rupture dans le sens où je ne suis plus autonome"*, témoigne cette chômeuse en fin de droits bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qui regrette de moins voir ses amis et de ne pas pouvoir recevoir.

*"Lorsqu'on n'est pas chez soi, il est difficile de faire quoi que ce soit"*, commente aussi Bernard. Aujourd'hui, il *"ne voit pas d'avenir"*, n'envisage plus de travailler. Il sera à la retraite l'année prochaine et gagnera 1.000 euros par mois contre 430 aujourd'hui au RSA et ainsi *"sortir d'un système dévalorisant et humiliant"*.



Un article Slate.fr du 23 octobre 2013

### Des milliers d'Américains en prison à vie pour des délits sans violence. (24.11)

Il y a neuf ans, Ronald Washington a volé deux teeshirts estampillés Michael Jordan dans un magasin de Shreveport en Louisiane. Les teeshirts étaient en solde et vendus chacun à 45 dollars. Mais leur prix officiel était de 60 dollars, une différence qui a une conséquence inimaginable sur le destin de Ronald Washington. A moins de 100 dollars, un vol en Louisiane est considéré comme un délit mineur passible d'une peine de prison de moins de six mois, au-delà il s'agit d'un crime dont la peine maximum est la prison à vie. C'est la sentence qui a été infligée à Ronald Washington... sans la moindre possibilité de remise de peine.

Le site d'informations Reason.com dénonce les errements de la justice américaine à partir d'un rapport intitulé «A living death» (Une mort vivante) que vient de rendre public l'American Civil Liberties Union (ACLU), une association qui défend les libertés aux Etats-Unis. Elle dénonce le sort de milliers de délinquants condamnés par une justice américaine devenue folle à des peines de prison à vie sans la moindre possibilité de remise de peine pour avoir commis des délits et des crimes parfois dérisoires et surtout sans le moindre acte de violence .

Au moins 3 278 prisonniers étaient dans ce cas dans les geôles américaines à la fin de l'année 2012. Ils illustrent des décennies de politiques toujours plus dures contre la criminalité «qui n'ont qu'un lointain rapport avec la justice et ne font preuve d'aucune sagesse et d'aucune compassion» écrit Reason.com. Et encore ces chiffres sont incomplets car trois Etats américains, le Delaware, le Nevada et la Virginie, ne fournissent aucune statistique sur ses cas.

Selon une estimation de l'ACLU, 65% de ses prisonniers *«qui ne rentreront jamais chez eux pour revoir leurs parents ou leurs enfants»* sont noirs et un grand nombre d'entre eux étaient affectés par des maladies mentales ou sous l'emprise de drogues quand ils ont commis des délits. Le contribuable américain paye des millions de dollars pour les laisser mourir à petit feu.

Le magazine Time s'insurge aussi contre cette situation. Il souligne que *«le nombre de prisonniers américains condamnés à la perpétuité sans possibilité de remise de peine a quadruplé entre 1992 et 2012»* et que *«plus de 18% des délinquant condamnés à une telle peine pour un délit non violent en sont à leur première condamnation»*. Dans la majorité des cas, il s'agit d'affaires de drogues.

La récidive est aussi souvent à l'origine de ces condamnations parce qu'elle permet une escalade des peines encourues. Ainsi, Ronald Washington, le voleur de teeshirts a été considéré *«comme un criminel récidiviste»* et passible de peines extrêmement lourdes conçues pour mettre hors de la société des délinquants considérés comme *«perdus»*. Le problème avec Ronald Washington et de nombreux autres c'est qu'aucun des précédents délits dont il était l'auteur – vol, faux et usage de faux, possession de cocaïne – n'était passible de la perpétuité. *«Au nom de quoi l'addition de ses délits justifie la perpétuité ?»* s'interroge Reason.com.

Il y a de nombreux autres exemples tout aussi révoltants. A 28 ans, James R. Byers a été condamné à la perpétuité pour avoir vendu une dose de crack pour 10 dollars au nom d'une loi en Caroline du sud dite des *«three strikes»* contre la récidive.

Kevin Ott avait lui 33 ans quand il a été condamné à la prison à vie en Oklahoma pour être en possession de quelques centaines de grammes d'amphétamines tandis qu'il était en liberté sur parole pour une condamnation relative au trafic de marijuana.

Teresa Griffin avait 26 ans et aucun passé criminel quand elle a été envoyé en prison à vie pour avoir servi de *«mule»* à son ami dans une opération de trafic de cocaïne. Même cas de figure et même sentence pour Alice Marie Johnson à l'âge de 42 ans.

L'ACLU conclut son rapport en soulignant que *«les Etats-Unis sont virtuellement seuls à condamner des délinquants non violents à mourir derrière les barreaux»*. L'association ajoute *«nous devons commencer par reconnaître que tuer quelqu'un est pire que de lui vendre de la drogue»*.



Commentaire.

La pire dictature au monde, non ?

## Un article AFP du 23 octobre 2013

### La Russie sous le choc de la fermeture de Master Bank. (24.11)

Des clients inquiets massés devant des agences aux portes closes, des millions de cartes bancaires soudainement hors service: la fermeture brutale de Master Bank cette semaine a replongé les Russes dans les heures les plus traumatisantes de la période post-soviétique.

La banque centrale a retiré mercredi, avec effet immédiat, la licence de l'établissement, créé en 1992 et qui compte dans son conseil d'administration Igor Poutine, cousin du président russe.

Le régulateur a expliqué n'avoir pas d'autre choix après avoir constaté des *"infractions répétées"* à la loi sur le blanchiment d'argent, le ministère de l'Intérieur évaluant les sommes en jeu à plus de 45 millions d'euros.

A première vue, Master Bank, 70e banque russe en termes d'actifs, est un établissement relativement modeste.

Mais *"c'est la première fois qu'une banque avec plus de trois millions de clients perd sa licence"*, a souligné lors d'une conférence de presse Oleg Ivanov, vice-président de l'Association des banques régionales.

Et les conséquences pour le grand public ont été spectaculaires, puisque Master Bank contrôle le troisième réseau de distributeurs automatiques en Russie et occupe la cinquième place en termes de cartes bancaires en circulation.

Soudainement, des millions de Russes se sont retrouvés sans accès à leur compte. D'autres, qui pensaient n'avoir aucun rapport avec Master Bank, ont vu leur carte bancaire cesser de fonctionner: la banque proposait ses services de traitement de données à 200 autres petits établissements.

De très nombreux commerces, hôtels, restaurants, mais aussi le parti politique libéral Iabloko se servaient de ses cartes bancaires pour payer les salaires de leurs employés, qui se retrouvent de fait bloqués.

A la différence notable des retentissantes faillites bancaires des années 1990, la plupart des clients devraient récupérer une grande partie de leurs fonds: depuis 2004, les dépôts sont assurés jusqu'à 700.000 roubles (15.700 euros). Au delà de ce seuil, leurs détenteurs sont prioritaires pour être indemnisés à l'issue de la procédure de faillite.

Les remboursements sont estimés à un niveau record de 30 milliards de roubles (675 millions d'euros).

En revanche, les entreprises, y compris les entrepreneurs individuels, ne sont pas couverts par la garantie des fonds. L'association caritative Docteur Liza a reconnu avoir perdu plus de 50.000 euros qu'elle destinait à un hospice.

*"On a retiré du système un maillon faible, ce qui veut dire que le reste du système devient plus fiable, plus transparent, plus stable"*, a plaidé le vice-président de l'Association des banques régionales.

*"Cela ne va pas créer de panique"* mais *"cela affecte à court terme la confiance de la population"*, a regretté de son côté Pavel Samiev, de l'agence de notation Expert RA.

La nouvelle a eu un retentissement considérable en Russie, où une partie de la population garde le souvenir douloureux des économies envolées lors de faillites bancaires, notamment pendant la crise financière de 1998, et reste méfiante vis à vis des banques.

D'autant que la présidente de la banque centrale, Elvira Nabioullina, a prévenu: Master Bank ne sera pas la dernière à disparaître.

*"C'est une surprise de voir une banque de cette taille avoir sa licence retirée"*, reconnaît l'économiste Chris Weafer, de la firme de conseil Macro Advisory.

*"Cela envoie un message très clair au secteur: personne n'est à l'abri et la banque centrale muscle sa surveillance", estime-t-il, soulignant qu'il existe actuellement "bien trop de banques en Russie".*

Plus de 900 banques y sont actuellement en activité et le secteur est divisé entre quelques mastodontes contrôlés par les pouvoirs publics et une myriade de petits établissements à la situation financière fragile et aux pratiques parfois douteuses.

Les autorités russes cherchent depuis des années à réduire ce nombre, hérité de la chute de l'URSS, quand il suffisait de quelques milliers de dollars pour créer une banque et que les entrepreneurs avaient besoin de ces établissements pour leurs sociétés.

Si le nettoyage du secteur a pris du retard, il semble s'être accéléré depuis la prise de fonction cet été de Mme Nabioullina, auparavant conseillère économique au Kremlin: près d'une vingtaine d'établissements ont perdu leur licence, soit presque autant que sur une année entière habituellement.

## Un article AFP du 23 octobre 2013

### Mory Ducros annonce l'un des plus importants dépôts de bilan depuis 2001. (24.11)

L'entreprise de transport de colis Mory Ducros, 5.000 salariés, a annoncé vendredi son dépôt de bilan, l'un des plus importants en France depuis celui de Moulinex en 2001, confirmant les craintes syndicales d'une saignée d'emplois, que le gouvernement espère limiter.

Quinze jours après FagorBrandt, le numéro deux français de la messagerie va demander à son tour son placement en redressement judiciaire et mise désormais sur un repreneur.

Depuis les Pyrénées-Atlantiques, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a assuré que le gouvernement cherchait "toutes les solutions site par site". Mory Ducros compte 85 agences sur le territoire.

*"Nous préférons une reprise globale (...) Nous ne fermons toutefois pas la porte à une reprise site par site"*, a déclaré de son côté Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, en évoquant *"des manifestations d'intérêt"*.

Le ministre des Transports Frédéric Cuvillier a d'ores et déjà laissé entrevoir des milliers de suppressions d'emplois. *"Tout va être mobilisé, tout va être étudié"* pour espérer le *"sauvetage de 2.000 emplois au moins"*, a-t-il déclaré.

Pour Martial Brancourt (CGT) *"la situation est catastrophique et des suppressions d'emplois seront inévitables"*, *"on aura un carnage"*, a réagi le délégué à la sortie du comité d'entreprise extraordinaire convoqué par la direction. *"Cette boîte est viable, mais elle est surdimensionnée"*, jugeait-il.

*"Au-delà des 5.000 salariés, il y a 2.000 sous-traitants. C'est un cataclysme"*, a souligné son collègue Jean-Claude Hacquard.

Fabian Tosolini, secrétaire national de la Fédération des transports de la CFDT, premier syndicat, a estimé qu'était désormais enclenchée *"une course contre la montre"* afin de préserver *"le maximum d'emplois"*. La CFDT souhaite un plan de reprise *"global"* et estime possible de conserver une cinquantaine d'agences, soit environ 3.000 emplois.

Le groupe, qui espère trouver un repreneur, considère, lui, *"vraiment prématuré d'évoquer un nombre de suppressions d'emplois"*.

Grâce à la procédure de redressement, *"la réorganisation de l'entreprise, annoncée depuis plusieurs mois, pourra être conduite dans des conditions économiquement viables. Des partenaires industriels et financiers ont déjà manifesté leur intérêt"*, a expliqué la direction dans un communiqué.

203 millions d'euros de dettes

Né de la fusion l'an dernier de Mory et Ducros, deux entreprises déjà mal en point, le groupe n'a pas réussi à surmonter la crise du marché du fret et la guerre des prix qui fait rage dans le secteur.

Mais la CFDT et la CGT ont aussi ensemble dénoncé l'*"absence volontaire de développement de l'entreprise"* de leur actionnaire, la société Arcole Industries, un fonds spécialisé dans le retournement des entreprises en difficultés.

Selon la CFDT, la prévision de déficit pour 2013 du groupe est de 80 millions d'euros, comme en 2012. La dette de l'entreprise s'élève à près de 203 millions d'euros, selon les comptes déposés au greffe consultés par l'AFP.

Vendredi matin, sur les quais de chargement de poids lourds à Gonesse (Val-d'Oise), siège du groupe et centre logistique, *"même des grands gaillards se sont effondrés en apprenant la nouvelle"*, a décrit Djamel, 50 ans, dont 20 ans de maison.

Mardi prochain, jour où le tribunal de commerce de Pontoise examinera la demande de l'entreprise d'être placée sous redressement, *"tous les sites seront arrêtés"* et des rassemblements de salariés auront lieu devant le tribunal et les préfectures, a annoncé la CGT.

Selon les syndicats, le groupe déposera formellement lundi sa déclaration de cessation des paiements.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg et M. Cu villier ont indiqué avoir *"demandé aux partenaires sociaux de les rencontrer au plus vite"* afin d'étudier *"l'ensemble des hypothèses"*.

M. Montebourg avait récemment indiqué que Mory Ducros faisait partie des entreprises éligibles aux prêts d'urgence de son *"plan de résistance"* économique, comme FagorBrandt, Kem One ou encore Arc International.

Les défaillances d'entreprises ont atteint un niveau *"historiquement élevé"* en 2013, selon l'assureur-crédit Coface, qui prévoit 62.500 défaillances sur l'année, contre 60.500 en 2012.

Dans le transport routier, elles ont augmenté de plus de 27%, selon les chiffres de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR).

En 2001, à la suite du retentissant dépôt de bilan de Moulinex (5.500 personnes) et de la reprise partielle de son activité par son concurrent SEB, 3.300 personnes étaient restées sur le carreau.

Un article legrandsoir.info du 22 octobre 2013

### Des pétrodollars aux "petrowars" : les dessous de la politique étrangère étasunienne. (28.11)

(Le contrôle de la monnaie (création et volume en circulation) servant aux échanges internationaux, des matières premières clés, dont le pétrole et le gaz, sert de toile de fond à la domination politique (et militaire) mondiale que l'oligarchie financière américaine exerce déjà en partie ou convoite... C'est en même temps une stratégie politique globale à laquelle tous les oligarques sont appelés à adhérer pour tenter de contrer l'effondrement du capitalisme et la lutte de classe du prolétariat international.

Un excellent article que je n'ai pas le temps de commenter, on peut le compléter à partir des analyses fournies dans le site. - ndlr)

Extrait. (l'article en entier est dans le site)

#### La realpolitik au service des pétrodollars

Pour comprendre les orientations et les stratégies mises en place aujourd'hui par les États-Unis au Moyen-Orient, il convient de se placer dans l'étude historique de leur politique étrangère. Un petit retour à l'époque de l'après-guerre nous permet de mettre à jour les mécanismes économiques par lesquels les États-Unis se sont assurés une hégémonie planétaire (qu'ils entendent bien conserver) au cours de la seconde moitié du XXème siècle.

À la sortie de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis disposent de la plus grande partie des capitaux mondiaux. Ils produisent la moitié du charbon, les deux tiers du pétrole, plus de la moitié de l'électricité au niveau mondial, et détiennent deux tiers des réserves mondiales d'or. Les accords de Bretton Woods signés en 1944 mettent en place un système d'étalon change-or (Gold-Exchange Standard) fondé sur le dollar US : toutes les monnaies sont définies en dollar, et seul le dollar est défini en or. Le taux de change des différentes monnaies est établi par rapport au dollar, et les réserves des banques centrales doivent être constituées de devises [2] et non plus d'or. Du dollar dépendent désormais la croissance et l'inflation mondiales, au service des Trente glorieuses présidant l'essor économique et l'opulence du « monde occidental ». En revanche, le gouvernement américain est censé – à travers la Federal Reserve System, ou FED – garantir la valeur « réelle » du dollar et s'interdire d'imprimer trop de monnaie. Les accords de Bretton Woods donnent aussi naissance à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, dont le rôle officiel est « de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté[3] ».

Dans les années 1960, la guerre du Vietnam et la course à l'espace conduisent le gouvernement américain à multiplier les dépenses et à créer une immense liquidité internationale de dollars. Voyant se déséquilibrer la balance des paiements des États-Unis, la France et d'autres pays européens réclament la contrepartie en or d'une forte proportion des dollars qu'ils possèdent. Les États-Unis ne s'y soumettent pas, souhaitant conserver leur encaisse-or. Pour éviter ce remboursement en or, le président des États-Unis Richard Nixon décide le 15 août 1971 de mettre fin à la convertibilité du dollar en or (décision officialisée le 8 janvier 1976 suite aux Accords de la Jamaïque). Le système des taux de change fixes s'écroule définitivement le 19 mars 1973 et est remplacé par un système moins régulé de changes flottants (ou régime de changes flexibles). La création monétaire est ainsi libérée des contraintes d'un étalon monétaire mondial fixe existant en quantités finies, mais cela affecte désormais la demande globale de dollars US, et menace directement l'économie étasunienne. Le gouvernement des États-Unis, aidé par des compagnies aux lobbies tout puissants, trouve alors une ressource de rechange pour conserver la suprématie du dollar : le pétrole.

En 1973, le secrétaire d'État des États-Unis Henry Kissinger passe des accords secrets avec la famille royale d'Arabie Saoudite : les États-Unis lui offrent une protection militaire et un approvisionnement en armement, contre l'assurance que l'Arabie Saoudite vendra désormais son pétrole contre des dollars US uniquement, et investira les profits excédentaires dans les bons du Trésor et les billets américains. D'autres accords passés en 1971 et 1973 obligent l'ensemble des pays de l'OPEC[4] à vendre leur pétrole en dollars US, ce qui crée une demande permanente de dollars sur le marché international des échanges. La plupart des pays du monde étant dépendants des importations de pétrole, le pétrodollar devient la monnaie de réserve dominante dans le monde, remplaçant l'or comme monnaie étalon. Depuis lors et jusqu'à

aujourd'hui, les pays importateurs et exportateurs se voient donc dans l'obligation d'acheter des dollars US auprès de la FED, la réserve fédérale des États-Unis, qui est la seule institution autorisée à émettre cette monnaie.

Après quarante ans d'inflation et deux (voire trois) chocs pétroliers, les prix du pétrole s'envolent : en 1972 le baril de pétrole est à 1,90 USD, en 1981 à 34 USD, et en 2008 à plus de 140 USD. En conséquence, les bénéfices des pays producteurs de pétrole, ainsi que des États-Unis qui profitent des transactions en dollars US, explosent. Ainsi le dollar US, monnaie d'un État fédéral qui accuse en 2012 une dette totale de plus de 16.000 milliards de dollars soit 103% du PIB, tient bon grâce à son adossement au pétrole et à la dépendance de la plupart des pays industrialisés à cette ressource.

Les guerres des hydrocarbures, au nom de la paix et de la démocratie

Le fait que l'euro et le yen soient des monnaies fortes a amené certains pays exportateurs de pétrole à souhaiter être payés dans une autre monnaie que le dollar US. S'ils y parvenaient, la valeur du dollar US diminuerait fortement par rapport aux autres monnaies, ce qui augmenterait le prix des importations aux États-Unis et ruinerait leur économie. On comprend dès lors que tous les pays qui annoncent publiquement vouloir vendre leur pétrole dans une autre monnaie que le dollar se retrouvent dans une ligne de mire qui tourne souvent au désastre humanitaire :

## IRAK

En 2000, le président irakien Saddam Hussein, qui avait déjà entamé la nationalisation des compagnies pétrolières en 1972, annonce que les transactions pétrolières se feront désormais avec des devises en euros plutôt qu'en dollars.

En 2001 George W. Bush devient le président des États-Unis et appelle auprès de lui plusieurs sympathisants néoconservateurs du Project for the New American Century (PNAC) : Jeb Bush, Dick Cheney, Zalmay Khalilzad, Lewis Libby, Dan Quayle, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz ; ainsi que Condoleezza Rice, ex-collaboratrice de Chevron (Texaco). Plusieurs d'entre eux sont signataires de la lettre que le PNAC envoya à Bill Clinton en 1998, qui stipulait que « *la seule stratégie acceptable est celle qui élimine la possibilité que l'Irak puisse ou menace d'employer des armes de destruction massive. À court terme, cela signifie la volonté d'entreprendre une action militaire [5]* ».

PNAC, Project for the New American Century.

Immédiatement après le 11 septembre 2001, Donald Rumsfeld (alors secrétaire à la Défense des États-Unis) et Dick Cheney (alors vice-président des États-Unis et ancien directeur d'Halliburton, une multinationale spécialisée dans l'industrie pétrolière qui a décroché de gros contrats en Irak en 2003) mettent en oeuvre un projet pour faire tomber l'Irak, la Libye, la Syrie et l'Iran. Paul Wolfowitz (alors secrétaire adjoint à la Défense, sous les ordres de Donald Rumsfeld), déclare : « *les revenus du pétrole irakien au cours des deux ou trois prochaines années vont apporter 50 à 100 milliards de dollars, qui viendront rembourser la propre reconstruction du pays et plus encore* ».

En 2003, les États-Unis et leurs alliés envahissent l'Irak en prétextant que le régime dispose d'armes de destruction massive (« *weapon of mass destruction* », ou WMD), et lancent l'Operation Iraqi Freedom qui prévoit la chute de Saddam Hussein et l'instauration d'une démocratie irakienne. Deux mois après l'invasion de l'Irak de mars 2003, George W. Bush annonce le rétablissement des ventes du pétrole irakien en dollar US.

**IRAN** (deuxième producteur de pétrole au monde et premier exportateur de l'OPEC.

Dispose par ailleurs de la plus grande réserve en gaz naturel au monde) En 1951, le futur Premier ministre d'Iran Mohammad Mossadegh nationalise la compagnie pétrolière britannique Anglo-Iranian Oil Company (qui deviendra The British Petroleum Company en 1954, aujourd'hui BP) et entame une politique anti-britannique. L'opération secrète Ajax, menée en 1953 par le MI6 (service de renseignements extérieurs du Royaume-Uni) et la CIA (principale agence de renseignements des États-Unis), destitue Mohammad Mossadegh et consolide le pouvoir du Chah Mohammed Reza Pahlavi. La Anglo-Iranian Oil Company est

alors restaurée, et des licences sont accordées à cinq entreprises pétrolières états-uniennes, en plus de la Royal Dutch Shell et de la Compagnie française des pétroles (aujourd'hui Total).

En 1979 l'Ayatollah Khomeini prend le pouvoir lors de la révolution iranienne. Un an plus tard l'Irak, soutenu financièrement et militairement par les autres pays arabes puis par les États-Unis et les pays occidentaux, envahit l'Iran : c'est le début de la première guerre du Golfe.

En 1996, les États-Unis imposent un embargo sur les importations de pétrole et d'autres produits iraniens.

Depuis 2003, l'Iran demande que ses exportations de pétrole vers l'Europe et l'Asie soient payées en euros plutôt qu'en dollars. En 2006, le Venezuela appuie la décision de l'Iran. Le 17 février 2008, l'Iran ouvre l'Iranian International Petroleum Exchange, une bourse où s'échangent des produits dérivés du pétrole iranien, ayant à terme pour objectif d'échanger également le pétrole brut. La particularité de cette bourse est que les échanges se font principalement en rial iranien et non en dollar comme dans les autres bourses mondiales. À terme, d'autres monnaies pourraient être utilisées, dont l'euro. En février 2009, l'Iran annonce avoir complètement cessé de conduire des transactions pétrolières en dollars US. Les pays de l'Union européenne ont décidé le 23 janvier 2012 d'imposer un embargo pétrolier graduel contre l'Iran, et de sanctionner sa banque centrale afin d'assécher le financement de son (supposé) programme nucléaire.

## **LIBYE**

Après le coup d'État qui le porte à la tête du pouvoir libyen en 1969, Mouammar Kadhafi contraint en 1970 les compagnies pétrolières étrangères à accepter une augmentation du prix du baril, ouvrant la voie aux autres pays producteurs. En 1973, il nationalise les compagnies pétrolières. Le choc pétrolier enrichit le pays.

Peu avant l'intervention de l'OTAN en Libye début 2011, Mouammar Kadhafi avait refusé le dollar comme monnaie de règlement du pétrole libyen. Il s'apprêtait également à créer un bloc de pays africains fonctionnant avec une monnaie indexée sur l'or, afin de remplacer le dollar dans les transactions régionales.

Le 17 mars 2011 le Conseil de sécurité des Nations unies, dont cinq membres permanents sont pourvus d'un droit de veto (la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie), adopte la résolution 1973 qui autorise des frappes aériennes contre les forces de Kadhafi, « *pour la protection du peuple libyen* ». Après 9.658 raids de bombardement et 7.700 bombes et missiles tirés, le nombre de victimes civiles n'a pas été dévoilé.

Dans les cas de la guerre en Afghanistan et du soutien qu'apportent les États-Unis et quelques pays européens belliqueux (France et Royaume-Uni notamment) à la rébellion syrienne anti- Assad, il s'agit là aussi d'intérêts géostratégiques concernant l'acheminement des hydrocarbures de la région du Caucase (productrice) vers les pays européens (consommateurs).

## **AFGHANISTAN**

Le fond de la mer Caspienne regorge de gisements de pétrole et de gaz qui sont encore relativement peu exploités. Contrairement au pétrole des pétromonarchies, de l'Irak ou de l'Iran, qui peut s'exporter aisément depuis les ports du golfe persique, le pétrole et le gaz de la Caspienne nécessitent d'être acheminés par des pipelines avant d'être exportés en Europe et aux États-Unis. Plusieurs tracés sont possibles depuis l'Azerbaïdjan, en passant par la Russie, la Géorgie, l'Arménie ou la Turquie. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) par exemple, ouvert en 2005, transporte le pétrole brut du champ pétrolifère de la mer Caspienne jusqu'à la mer Méditerranée. Mais pour décongestionner les détroits du Bosphore et des Dardanelles, il faut trouver de nouveaux tracés. Les États-Unis, désireux d'éviter la Russie et l'Iran pour acheminer le pétrole et le gaz turkmène, imaginent le projet de pipeline TAP qui traverserait le Turkestan, l'Afghanistan et le Pakistan, mais ils se heurtent à l'opposition du régime taliban afghan.

En 2001, prétextant capturer Oussama Ben Laden, détruire l'organisation Al-Qaïda et renverser le régime taliban, les États-Unis envahissent l'Afghanistan. Hamid Karzai (ancien consultant de la compagnie pétrolière et gazière californienne Unocal) devient le président de l'Administration intérimaire en 2001 puis président de l'Afghanistan en 2004 ; il est réélu à ce poste en 2009. Un rapport de 2009 de l'United Nations



Office on Drugs and Crime révèle par ailleurs que le trafic d'opium en Afghanistan (qui avait été presque totalement éradiqué par le régime taliban en 2001, cf. infographie ci-dessous) représente aujourd'hui 93% de la production mondiale et génère 3,4 milliards de dollars de revenus annuels. Cette manne opiacée profite directement aux trafiquants et aux paysans qui cultivent le pavot à opium, mais aussi et surtout (pour 75% de la somme) aux officiels du gouvernement, à la police et aux autorités locales et régionales. Ahmed Wali Karzaï, le frère du président afghan Hamid Karzaï, a été accusé de narcotrafic et de corruption, et recevait de l'argent de la CIA. Le président Hamid Karzaï lui-même a reçu des dizaines millions de dollars de la CIA, ce qui révèle la préoccupation de l'agence d'accroître l'influence des États-Unis dans le pays.

## SYRIE

Un des torts de la Syrie est de se trouver sur la route (ou plutôt, sur une des routes) du pétrole venant d'Iran et à destination des pays européens. Un autre de ses torts est d'être l'allié indéfectible de l'Iran (lui-même l'ennemi des États-Unis depuis la révolution islamique de 1979), pour des raisons historiques et confessionnelles [6]. Pour acheminer le pétrole iranien vers l'Europe, un projet de pipeline traversant l'Irak et la Syrie a été mis au point par la Russie. Ce projet menaçait les intérêts des États-Unis, de la Turquie (un des principaux bénéficiaires du transit du pétrole iranien sur son sol, et un allié précieux des États-Unis dans la région) et des pétromonarchies sunnites du Golfe, au premier rang desquelles l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Selon le journaliste Charlie Skelton du Guardian, la « transition démocratique » en Syrie a été préparée par les États-Unis dès 2005 à travers le programme Arab Reform Initiative initié par le Council on Foreign Relations (CFR), un des think-tank [7] les plus influents en matière de politique étrangère aux États-Unis. Un article du Washington Post – prenant appui sur des câbles diplomatiques confidentiels fuités par Wikileaks – a révélé qu'en 2006 le United State Department of State [8] a proposé cinq millions de dollars pour financer le Syria Democracy Program, un programme destiné à « *accélérer le travail des réformateurs en Syrie* ». En 2008, le Democracy Council basé aux USA et le Movement for Justice and Development (MJD) basé à Londres ont organisé à Washington une conférence dont l'objectif était clairement contenu dans l'intitulé de la réunion : « *La Syrie en transition* ». Le MJD – un réseau d'opposants syriens de l'étranger – aurait reçu six millions de dollars du même State Department pour développer ses activités, notamment par le biais de la chaîne Barada TV.

Allant dans le même sens, un article du New York Times révèle que l'autoproclamée « *Armée Syrienne Libre* » (Free Syrian Army ou FSA) bénéficia en 2011 de l'aide d'agents de la CIA installés au Sud de la Turquie. Leur but était de choisir les combattants anti-Assad qui recevraient des armes (des fusils automatiques, des lance-roquettes, des munitions et des armes antichars) fournies par la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar. Ces armes seraient ensuite acheminées depuis la Turquie jusqu'en Syrie par un « *obscur réseau d'intermédiaires incluant des Frères Musulmans syriens* [9] ».

En 2012 enfin, le State Department a autorisé 15 millions de dollars d'aide (fournitures médicales et matériel de communication) aux « groupes d'opposition civile » en Syrie. Toutefois, cette somme paraît presque ridicule lorsqu'on la compare au fonds de 300 millions de dollars promis lors du Syrian Business Forum qui s'est tenu en juin 2012 à Doha (capitale du Qatar). Le fonds – alimenté par des hommes d'affaires syriens installés à l'étranger – serait destiné à « soutenir toutes les composantes de la révolution en Syrie », selon les termes de Wael Merza, alors secrétaire général du Syrian National Council (SNC). Selon Merza, 150 millions de dollars auraient déjà été dépensés, en partie pour financer les opérations militaires de la Free Syrian Army.

Il est important de noter que le Syrian National Council, organe politique de l'opposition syrienne créé en Turquie en 2011 et constitué en grande partie de frères musulmans syriens, a été largement financé par la Libye post-Kadhafi (à hauteur de 20,4 millions de dollars), par le Qatar (15 millions de dollars) et par les Émirats arabes unis (5 millions de dollars) [10]. Pour le chercheur Fabrice Balanche [11], le Syrian National Council est « *un groupe très disparate constitué et financé par le Qatar et appuyé par la France* [12] ».

Enjeux géopolitiques des guerres modernes : un secret à éventer

Ces faits largement méconnus du grand public jouent pourtant un rôle déterminant dans la politique étrangère US, et plus largement dans la compétition acharnée et mortifère à laquelle se livrent toutes les nations du monde. Les enjeux géostratégiques qui sous-tendent les guerres menées au nom de la liberté,

des droits de l'homme et de la démocratie, conditionnent une certaine vision du monde qui appuie dangereusement la thèse manichéenne et simpliste d'une « *lutte des civilisations* ». Par ailleurs, ces guerres pour le contrôle des hydrocarbures de la planète sont budgétivores. Elles creusent de façon dramatique la dette publique des États tout en enrichissant les banques prêteuses et l'industrie de l'armement – le fameux « *complexe militaro-industriel* » qui dispose des lobbies parmi les plus influents.

Qu'il s'agisse d'une guerre dite civile, conventionnelle, asymétrique ou dissymétrique pour reprendre la terminologie militaire, ou encore de haute ou de basse intensité (avec tout le cynisme que comporte l'expression « *basse intensité* » pour ceux qui vivent ces conflits), la première et plus désastreuse conséquence d'une guerre est la mort et l'exode de millions d'individus. La guerre implique l'atomisation des familles, le déchirement d'un peuple, l'agonie d'une culture, la régression d'une histoire. La guerre laisse derrière elle des territoires exsangues, des pays dévastés, des carcasses fumantes et des cadavres puants. La guerre balafre et défigure. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan, qui ont coûté plus de 5.000 milliards de dollars [13] aux contribuables états-uniens, ont d'abord coûté la vie à plus d'un million de personnes, dont plus de 200.000 ont été identifiés comme morts de guerre directs. (...)

31 octobre 2013

NOTE.

[1] La *realpolitik* (ou « *politique réaliste* ») est définie par le diplomate états-unien Henry Kissinger comme « *la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national* ». Henry Kissinger, *Diplomatie*, éd. Fayard, 1996, p. 123.

[2] Une devise est l'unité monétaire d'un pays ou d'une zone économique.

[3] Présentation du FMI par lui-même : *Guide du FMI. Qu'est-ce que le Fonds monétaire international ?*, Washington, 2004, p. 1.

[4] Organization of Petroleum Exporting Countries, ou Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en français.

[5] « Lettre du PNAC au Président Bill Clinton », sur le site internet du PNAC.

[6] En effet, le président syrien Bachar el-Assad et les cadres de son régime sont d'origine alaouite, une branche de l'islam dont les membres partagent avec les chiites iraniens d'être perçus comme des kouffar (mécréants) par le royaume saoudien sunnite wahhabite.

[7] Groupe de réflexion informel et privé, qui peut parfois agir comme un lobby auprès d'un gouvernement.

[8] L'équivalent aux États-Unis du ministère des Affaires étrangères français.

[9] Eric Schmitt, « *C.I.A. Said to Aid in Steering Arms to Syrian Opposition* », NYTimes, 21 juin 2012.

[10] Chiffres officiels au 31 octobre 2012.

[11] Directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo) et maître de conférences à l'Université Lyon 2.

[12] Armin Arefi, « *Syrie : l'opposition en voie de décomposition ?* », Le Point.fr, 29 février 2012.

[13] En prenant en compte les coûts indirects et subséquents.

<https://karamareporter.wordpress.com/>

● [Des pétrodollars aux "petrowars" : les dessous de la politique étrangère étasunienne \(.legrandsoir.info\) \(22.11.13\)](http://legrandsoir.info/22.11.13)

## Un article AFP du 26 octobre 2013

### OMC: mauvais auspices pour la Conférence de Bali. (28.11)

La Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra du 3 au 6 décembre à Bali, va commencer sous de mauvais auspices, car aucun pré-accord n'a pu être conclu avant cette échéance considérée comme essentielle pour le commerce mondial.

Ces accords, désormais compromis, auraient dû permettre à l'OMC de restaurer sa crédibilité, sérieusement ébranlée après l'absence de progrès dans les négociations du cycle de Doha, lancé au Qatar en 2001, et au point mort depuis de nombreuses années.

*"Nous n'allons pas à Bali avec un ensemble d'accords finalisés qui aurait permis aux ministres d'annoncer au monde un ensemble d'accords multilatéraux, le premier depuis la création de l'OMC",* en 1995, a déclaré Roberto Azevedo, directeur général de l'Organisation, à l'issue de semaines de négociations marathon à Genève.

*"Le processus de Genève est terminé, nous sommes allés aussi loin que possible",* et c'est à présent aux ministres *"de décider quel sera l'avenir de tous les problèmes mis sur la table aujourd'hui, et aussi quel sera l'avenir de l'OMC",* a ajouté le directeur général.

Concrètement, les ministres vont recevoir les 10 textes sur lesquels ont planché les ambassadeurs des pays-membres à Genève, assortis des traditionnelles parenthèses autour des dispositions encore sujettes à discussion.

Le nombre de ces parenthèses est passé de 207 à 65, ces derniers jours, a-t-on indiqué de source proche de l'OMC.

Ces 10 textes concernent les 3 sujets sur lesquels l'OMC s'était penchée en vue de Bali, soit la facilitation des échanges, l'agriculture et le développement.

Selon M. Azevedo, les ambassadeurs étaient arrivés tout près du but.

Les travaux avaient bien avancé, mais ces derniers jours, il y a eu blocage alors que les négociations étaient sur le point d'aboutir.

Suite à cette annonce, l'Union européenne a assuré qu'un accord global *"reste toujours possible à la Conférence de Bali"*. Selon Karel de Gucht, commissaire européen en charge du commerce, il suffit que tous les États-membres fassent preuve de *"volonté politique"*.

*"Alors que nous sommes si près du but, il ne faudrait pas laisser tomber",* a-t-il dit.

Les Etats-Unis, par la voix de leur ambassadeur auprès de l'OMC Michael Punke, se sont déclarés *"très tristes"* de la situation. *"Aujourd'hui nous sommes inquiets, comme beaucoup d'autres (au Conseil général de l'OMC), parce qu'une occasion comme il n'en arrive qu'une fois par génération, nous a échappé des mains",* a-t-il ajouté.

Il a aussi relevé les difficultés d'obtenir un accord à l'OMC, un organisme comptant 159 États-membres fonctionnant selon la règle du consensus, et qui peut théoriquement être bloqué par une poignée d'entre eux.

De son côté, l'ambassadeur du Maroc, M. Omar Hilal, qui préside le groupe Afrique de l'OMC, a déclaré aux journalistes *"qu'on ne va pas clore la conférence de Bali, avant même de l'avoir commencé",* et *"qu'on va négocier jusqu'au 6 décembre"*.

Sur les trois questions en discussion pour Bali, celle des facilitations des échanges semblait la plus prometteuse.

*"C'est le dossier le plus prometteur, avec le plus grand impact"*, a ainsi déclaré à la presse lundi Arancha Gonzalez, directrice générale du Centre du commerce international à Genève, un organisme qui s'occupe des PME et qui dépend à la fois de l'OMC et de l'ONU.

Selon des chiffres de l'OCDE, un accord pour simplifier les procédures douanières pourrait diminuer de 10% les coûts des échanges commerciaux, ce qui représente un montant estimé à 400 milliards USD.

Le B20, une coalition internationale des organisations patronales basée à Paris, a demandé instamment mardi un accord sur la facilitation des échanges à Bali. Un tel accord aboutirait à des gains de 1.000 milliards de dollars en termes de croissance et à 20,6 millions d'emplois, selon le B20. Les exportations des pays en développement pourraient augmenter de 570 milliards de dollars et celles des pays développés de 475 milliards USD, selon une étude de l'institut Peterson citée par l'organisation patronale.

Selon le B20, un accord sur la facilitation des échanges est *"un instrument idéal pour soutenir la croissance de manière équilibrée pour tous les membres de l'OMC"*.

Interrogé sur l'avenir de l'OMC alors que des accords commerciaux bilatéraux se multiplient au détriment du multilatéralisme, M. Azevedo a répondu que de tels accords avaient vocation à exister, car ils étaient plus ciblés que les accords multilatéraux.

*"Ce que je crains en revanche, a-t-il dit, c'est que les pays ne s'intéressent plus à des négociations menées au sein de l'OMC, les considérant comme un combat perdu d'avance"*.

## Un article AFP du 25 octobre 2013

### Mal remboursés, les soins dentaires font l'objet de "dérives" tarifaires. (28.11)

Les soins dentaires coûtent cher: peu remboursés par l'assurance maladie, ils font souvent l'objet de *"pratiques tarifaires excessives"* voire de *"dérives inacceptables"*, ce qui peut conduire à renoncer aux soins, souligne lundi une étude publiée par 60 millions de consommateurs.

Après une visite chez le dentiste, la somme qui reste à la charge des patients constitue la *"principale raison de renoncement aux soins auquel déclare être confronté près du tiers des consommateurs"*, relève cette étude.

Même après l'intervention des complémentaires santé, ce reste à charge est *"élevé"*, selon elle.

*"L'assuré est le dindon de la farce"*, a affirmé Thomas Laurenceau, rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs lors d'une conférence de presse, invitant les patients à réclamer des devis et *"à négocier"* pour éviter *"les petits arrangements malsains sur le dos de la Sécu"*.

L'étude, au sommaire du numéro de décembre du magazine, a été réalisée à partir de données de la Sécurité sociale par l'Observatoire citoyen des restes à charge en santé, créé par 60 millions de consommateurs, le CISS, collectif d'associations de patients, et Santéclair, filiale de plusieurs complémentaires santé.

Tous trois ont indiqué avoir interpellé l'assurance maladie, notamment sur les contrôles des tarifs.

Principaux soins incriminés: les prothèses, comme les couronnes, bridge, inlay ou reconstitutions, qui en 2012 ont représenté 5 milliards d'euros de dépenses, dont un milliard seulement est remboursé par l'assurance maladie.

Après remboursement de la Sécu, le patient doit déboursier plus de 290 euros en moyenne par acte de prothèse, avec des variations en fonction des départements.

Peu de dépassements sur les soins courants

Cette somme peut être remboursée par les complémentaires mais *"il est très difficile d'avoir une estimation précise de leur niveau de prise en charge global"*, souligne l'Observatoire.

Selon l'étude, le coût d'une couronne céramo-métallique dépasse 600 euros, alors que la prise en charge de l'assurance maladie n'est que de 75,25 euros.

Pour la pose d'un implant, peu remboursé, le coût moyen est supérieur à 2.000 euros.

Dépassements *"illégaux"* sur les soins courants

Plus grave, il existe dans certains cas des solutions moins onéreuses mais peu adoptées par les dentistes.

Cette *"dérive préoccupante"* concerne notamment les inlay-core, des reconstitutions partielles de dents apposées sous couronne.

Pour ce dispositif, élaboré par des prothésistes dentaires, le praticien fixe librement ses honoraires, qui varient entre 150 à 300 euros (la Sécu rembourse 70% de 122,55 euros).

Pourtant une alternative, la reconstitution *"au fauteuil"*, présente l'avantage d'être moins chère car elle est fabriquée par le dentiste à un prix fixé par la Sécurité sociale: 79,53 euros, soit un reste à charge de 24 euros pour l'assuré.

Syndicats et assurance maladie reconnaissent que la qualité des deux techniques se valent mais les reconstitutions à tarifs libres se développent: *"la situation a même empiré et on assiste à une réelle généralisation des inlay-core"*, souligne 60 millions de consommateurs.

En revanche, l'Observatoire constate que les soins courants (carie, dévitalisation, détartrage, etc.), dont les tarifs sont encadrés par l'assurance maladie, font peu l'objet de dépassements, en dehors de Paris (57% des dépassements).

Cependant, ces dépassements *"illégaux"* ont représenté 34 millions d'euros en 2012: *"cela nous a beaucoup étonnés parce qu'il ne doit normalement pas y avoir de dépassements sur ces soins au tarif opposable (tarif Sécu)"*, a indiqué Claude Rambaud, présidente du CISS.

*"La soins conservateurs ne sont peut-être pas assez rémunérés et on pourrait revoir les tarifs"*, reconnaît-elle.

Les dentistes affirment que les tarifs de la Sécu ont été peu revalorisés ces dernières années, ce qui les conduit à *"compenser"* sur les actes à honoraires libres.

Autre traitement pointé du doigt, l'orthodontie qui a représenté en 2012 plus d'un milliard d'euros, dont près de 80% sont des dépassements d'honoraires.

Ce type de traitement, qui se pratique le plus couramment par semestre, est d'autant plus coûteux qu'il peut durer jusqu'à trois ans: *"c'est vraiment un moment qui coûte cher aux familles"* selon M. Laurenceau.

Il a été facturé en moyenne 650 euros par trimestre l'an dernier, avec de fortes variations géographiques: près de 1.000 euros en moyenne à Paris contre 400 en Ariège.

Or la Sécurité sociale rembourse 193,50 euros par semestre si le traitement débute avant 16 ans.

## Un article AFP du 27 novembre 2013

### La Cour des Comptes suggère de revoir l'indemnisation chômage des emplois précaires. (28.11)

La Cour des comptes estime dans un rapport adressé mardi au gouvernement qu'il faut revoir le système d'indemnisation chômage pour les emplois précaires, car il favorise trop les intérimaires par rapport aux CDD et privilégie les intermittents du spectacle.

Dans ce "référé" rendu public à l'approche des négociations sur l'assurance chômage, la Cour note que l'indemnisation à l'issue des emplois précaires (CCD, intérim, intermittents) constitue une *"composante importante du déficit de l'assurance chômage"* (4,1 mds d'euros en 2013, selon l'Unédic).

La Cour l'impute notamment à l'augmentation de la part des emplois de courte durée sur le marché du travail.

Elle estime que le mode de calcul spécifique existant pour les intérimaires n'est *"ni justifié, ni équitable au regard des règles appliquées aux CDD"* qui relèvent du régime général, moins favorable.

Dans d'autres pays européens, les règles d'indemnisation sont les mêmes pour les intérimaires et les autres contrats courts, relève la Cour, qui juge *"souhaitable"* leur *"rapprochement"*. Selon elle, cela permettrait à l'assurance chômage de réaliser une économie d'au moins 300 millions d'euros.

La Cour se penche ensuite sur le régime des intermittents. Elle ne remet *"pas en cause l'existence d'un régime spécifique"* et juge *"inévitable"* qu'il soit déficitaire, vu la nature de leur activité.

Mais elle constate qu'il s'agit de la *"catégorie des demandeurs d'emplois indemnisés bénéficiant de loin des règles les plus favorables"*. Alors que les intermittents, les CCD et les intérimaires sont tous *"en situation de précarité"*.

Ce constat pose la question, à ses yeux, du *"bon niveau de solidarité interprofessionnelle"*.

Elle remarque aussi que les intermittents quittent pour la plupart leur travail *"quelques jours après avoir effectué le nombre de jours nécessaire pour être titulaires de droits et qu'ils retrouvent souvent une activité au moment où ils ont épuisé leurs droits"*.

Elle préconise donc d'augmenter les cotisations des employeurs et de les rendre variables *"en fonction du nombre d'heures d'intermittence"* utilisées.

Elle propose aussi de différencier les artistes des techniciens, *"principaux bénéficiaires de ce régime"*. Etant souvent dans une situation moins précaire que les artistes, ils pourraient, selon la Cour, se voir appliquer des règles plus proches de celles des intérimaires.

Les difficiles négociations sur la refonte des règles de l'assurance chômage doivent débuter en janvier avec les partenaires sociaux.

Commentaire.

Ah ces salauds de profiteurs ! Comment, au nom de l'équité et de la solidarité envers les plus défavorisés qui sont évidemment des valeurs auxquelles sont très attachés les comptables de la Cour des Comptes, tirer les indemnités chômages toujours vers le bas de certaines catégories qui seraient favorisées par rapport aux autres...



Un article [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 28 octobre 2013

### Islam, le danger communautariste. (30.11)

**C'est une minorité de radicaux, mais elle ne cesse d'étendre sa revendication confessionnelle dans la sphère laïque. De la crèche à l'université, des cantines à l'hôpital et à l'entreprise, la polémique gagne. Dans une France en crise, elle exacerbe les tensions et les rejets. Sous l'oeil d'une classe politique tétanisée. Enquête sur un sujet plus tabou que jamais.**

Le ton est détaché, bien loin des passions soulevées par l'affaire, mais les mots disent tout: *"C'est un énorme gâchis."* Après vingt et un ans d'une aventure hors norme à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), Natalia Baleato fermera les portes de la crèche Baby-Loup, le 31 décembre prochain. Une crèche fondée par cette ancienne réfugiée chilienne pour venir en aide aux mères du quartier, accueillant jour et nuit des bébés, mais aussi des enfants jusqu'à 12 ans. Un refuge et un confetti d'espoir dans cette cité des Poètes des années 1970, dont les mosaïques de Rimbaud, Mallarmé ou Paul Valéry contemplent, impuissantes, la lente dégradation sociale. Le 19 mars dernier, la Cour de cassation annulait le licenciement d'une employée de la crèche, revenue à son poste après quatre ans d'absence couverte d'un voile ne laissant apparaître que son visage. Depuis, Baby-Loup est devenue le symbole de la République laïque entamée par le communautarisme musulman. Elisabeth Badinter, Manuel Valls, avant et après sa nomination comme ministre de l'Intérieur, se sont démenés comme de beaux diables au côté de Natalia Baleato. Las! le principe de laïcité ne s'appliquant pas dans le privé, les juges ont estimé que le règlement intérieur de la crèche, qui exige la neutralité philosophique et religieuse de ses salariées, instaurait *"une restriction générale et imprécise"*. Après l'appel de la décision de la Cour de cassation, ce 17 octobre, le dossier sera définitivement clos.

Insultes, voitures vandalisées, menaces...

Cette affaire, d'une portée inédite depuis les débuts du débat sur le voile à l'école, laissera des traces, et pas seulement à Chanteloup-les-Vignes. Depuis l'avis de la Cour de cassation, les insultes, les voitures vandalisées, et les menaces sur le personnel et la direction, qui multiplie les mains courantes, empoisonnent le quotidien, motivant la fermeture de l'établissement. *"Les parents ont mal compris le jugement, ils pensent qu'il nous oblige à être une crèche confessionnelle, témoigne Natalia Baleato. Certains veulent que leur enfant mange halal et nous suggèrent de l'installer avec d'autres musulmans à des tables séparées, d'autres indiquent sur la feuille d'inscription les horaires auxquels il faut réveiller leur enfant pour qu'il fasse sa prière."*

De l'effet pervers de la loi... Natalia se souvient de l'année 2001 - celle des attentats du 11 Septembre - comme d'un tournant. *"Certaines salariées se sont mises à ne plus vouloir accompagner les enfants à la piscine, en prétextant un maillot oublié ou une indisposition intime ; les collègues leur proposaient d'y aller à leur place, en vertu de quoi tout se réglait à l'insu de la direction. Puis ça a concerné les parents : au moment des fêtes d'anniversaire, nous avons commencé à trouver des bonbons plein les poubelles..."* [NDLR : certaines confiseries contiennent des traces de porc.]

Une décennie plus tard, l'équipe de Baby-Loup se retrouve ainsi au coeur d'une polémique qui la dépasse. *"Toutes ces années, notre projet a consisté à travailler pour l'insertion des femmes des milieux populaires et pour leurs enfants, dans un esprit d'équité et de solidarité, raconte sa directrice. Aujourd'hui, on nous traite d'islamophobes. C'est incompréhensible!"*

*"Islamophobe"*: le voilà, le mot-piège, le mot-grenaille, si facile à dégoupiller dans la France inquiète de 2013, travaillée par la crise et l'essor de l'extrême droite. Quiconque s'enhardit à dénoncer la montée d'un communautarisme musulman encourt cette mise à l'index lexicale - et, au passage, l'accusation de rouler pour le FN. La sociologue Dounia Bouzar (1), spécialiste des relations entre l'islam et la laïcité, s'agace: *"C'est, au contraire, lorsqu'on ne sanctionne pas un homme qui refuse de serrer la main d'une femme que l'on se rend coupable de laxisme musulmanophobe. On accepte ce type de comportement alors qu'on ne le tolère pas chez les autres Français parce qu'on se dit: l'islam est comme ça, il faut l'accepter. Mais ces comportements radicaux n'ont rien à voir avec l'islam!"*

*"Islamophobe"*: aucun qualificatif n'est aussi efficace pour clore un débat plus tabou que jamais, à mesure que s'exacerbent les positions des uns et des autres. Les sondages ne peuvent pas être plus clairs: 44% des Français se disent persuadés que les fidèles du Prophète sont *"en partie intégristes"*, et 80 % pensent



que l'islam cherche "à imposer son mode de fonctionnement aux autres" (sondage Ipsos, janvier). 8 sur 10 sont favorables à une loi pour rappeler la laïcité dans les entreprises privées (enquête BVA, mars). Une majorité verrait également d'un bon oeil l'intervention du législateur à l'université. C'est peu dire que l'opinion française s'inquiète, d'autant que les couacs se répètent, comme avec la récente polémique sur les fêtes chrétiennes, trop nombreuses au goût de certains. En retour, la plupart des musulmans se murent dans le silence, victimes d'agressions personnelles et d'attaques de plus en plus fréquentes sur leurs lieux de culte, tandis qu'une poignée d'entre eux s'organisent désormais en collectifs anti-islamophobie. Sur le plan politique, la gauche est mal à l'aise. Les responsables associatifs et médiatiques, eux, évitent d'aborder ce sujet. Ce faisant, ils laissent le champ libre aux absolutistes de la laïcité, qui font de notre grand principe régulateur des relations entre la République et les religions un marqueur identitaire. D'un extrémisme l'autre...

Les situations litigieuses sont nombreuses

Mais comment éviter les amalgames et les mauvais procès contre l'islam si l'on s'enferme "*dans le déni*", pour reprendre l'expression de Me Richard Malka, l'un des avocats de Baby-Loup? Le communautarisme commence quand une communauté tente d'imposer ses règles à la collectivité. Certes, les boutefeux du Prophète sont loin d'avoir déboulonné les valeurs communes de la République, contrairement à ce que veulent faire accroire les zélotes du FN. Ils constituent une minorité parmi les musulmans, et il va de soi que les autres religions comptent aussi leur lot de fidèles peu respectueux du principe de neutralité laïque. Néanmoins, l'islam totalisant environ 6 millions de croyants en France, les situations litigieuses sont suffisamment nombreuses pour que le pays ne fasse plus comme si elles n'existaient pas.

Décembre 2012. Une quinzaine de femmes machinistes de la RATP travaillant au dépôt de Nanterre (Hauts-de-Seine) dénoncent les agissements d'une poignée de collègues musulmans professant une lecture rigoriste du Coran. Certains refusent de leur serrer la main, d'autres prient dans leur bus ou aux terminus, parfois les deux. Une réunion où ces conductrices expriment leurs griefs a été filmée par le site très anti-islam Riposte laïque. Le poids des mots, le choc des images. En représailles, les salariées essuient insultes - "*raciste*", "*SS*", "*facho*" - et petits mots incendiaires dans leurs casiers. La plupart optent pour la retraite anticipée ou la mutation; certaines se plaignent d'avoir été instrumentalisées par leurs collègues dans un combat contre l'islam.

La RATP diligente une enquête interne

Depuis, à Nanterre, "*c'est un peu la guerre froide, personne ne se parle*", constate Ghislaine, à l'origine de la fronde, et contributrice régulière de Riposte laïque. Elle est l'une des rares à être restée à son poste de machiniste. La direction? A la suite du branle-bas de combat déclenché par la vidéo, la RATP a diligenté une enquête interne, dont les conclusions n'ont jamais été rendues publiques. L'entreprise, contactée par L'Express, indique que les investigations ont confirmé l'"*existence de poussées communautaristes circonscrites à certaines unités de l'entreprise*" sans "*faire apparaître aucun élément structuré ou organisé qui puisse faire l'objet d'une sanction ou d'un début de procédure disciplinaire*". Pas de sanction, donc, mais un "*Guide de la laïcité et de la neutralité*" en entreprise distribué aux managers en mars 2013. Un agent refuse de serrer la main aux femmes? "*Si personne n'est tenu de serrer la main à tout le monde (ou de faire la bise), il est important de souligner que chacun mérite le respect, stipule le document. Il convient donc de rappeler à l'agent qu'il ne doit en aucun cas, par son attitude, stigmatiser ses collègues sur quelque motif que ce soit, et que, peu importe la manière de les saluer, l'ensemble de ses collègues doit être salué.*" Drôles de circonvolutions linguistiques...

De l'avis même de la sociologue Dounia Bouzar, également consultante en entreprise, "*la situation empire*" en milieu professionnel. Ici, un salarié en poste depuis dix ans se laisse pousser une barbe d'ancêtre et s'interdit de toucher la main d'une femme. Là, un employé refuse de rester seul dans le bureau de sa chef. "*Il y a dix ans, ce type de comportements concernait des jeunes sans repères, explique la chercheuse. Aujourd'hui, il peut toucher n'importe quel musulman, au nom d'un retour à la vérité de la tradition originelle, tel qu'il est prôné par le courant salafiste, dont le but est d'ériger des barrières symboliques entre les "purs" et les "impurs".*" De l'industrie au secteur tertiaire (banques, transports, communication, informatique), tous les domaines sont concernés. Les grandes entreprises ? Rien à déclarer, paraît-il. Et pour cause. "*Les firmes internationales, qui sont parfois implantées dans les pays arabes, préfèrent signer un chèque à l'employé plutôt que de risquer d'abîmer leur image et de perdre ainsi des contrats*", raconte Me Louis Gayon, avocat parisien en droit du travail, qui assiste plusieurs sociétés de renom sur ces questions, et a suivi le dossier Baby-Loup. Quant aux syndicats tels que la CGT, à forte tradition laïque, ils sont gênés aux

entournures. Lâcher ces salariés, c'est appauvrir leurs maigres troupes. L'absurdité peut aller très loin : en région parisienne, une entreprise sélectionne ses candidats à l'embauche, puis les fait agréer officieusement par l'imam du quartier...

L'université illustre bien la difficulté d'évaluer sereinement le problème. Au mois d'août dernier, un rapport du Haut Conseil à l'intégration (HCI), opportunément ébruité dans la presse, soulève la question du voile, dont le port est autorisé sur les campus. Il s'agirait de l'interdire à la fac - c'est du moins ce que chacun croit comprendre. En réalité, la recommandation du HCI n'a trait qu'aux salles de cours et de recherche, mais le feu est parti. Manuel Valls n'exclut pas de donner suite à l'avis, le gouvernement ne veut pas en entendre parler, et personne ne sait à quoi s'en tenir. Enquête faite, l'université n'est pas à l'abri des revendications communautaristes, sans pour autant connaître les mêmes accrochages que le monde de l'entreprise. Des exemples? Des étudiants demandent que le restaurant universitaire serve des plats halal. D'autres veulent obtenir le report d'un examen ou le prêt d'une salle, pour célébrer une fête religieuse. Une prof ne peut pas constituer des travaux dirigés mixtes. *"L'année dernière, deux étudiantes en doctorat étaient chargées d'encadrer des TD, rapporte Marylène Mante-Dunat, professeur de droit à l'université Lille I. Dans ce cadre, celui d'une mission publique, elles savaient qu'elles ne pouvaient pas porter leur voile. Elles se sont présentées avec une sorte de cagoule. Devant leur refus catégorique de se décoiffer, elles ont été réaffectées à l'élaboration de questionnaires pédagogiques pour ces mêmes enseignements."*

Les requêtes irrecevables sont désamorçées au cas par cas, grâce au dialogue ou via le rappel du règlement intérieur. La question des attitudes ostentatoires est plus complexe. *"On voit parfois des étudiants se promener avec un coran à la main ou un petit tapis de prière dans leurs affaires, relève un enseignant. Ce n'est pas du prosélytisme au sens strict, mais..."* *"La question des entorses à la laïcité ne concerne pas seulement les étudiants, précise Christian Mestre, doyen de la faculté de droit de Strasbourg et auteur du guide Laïcité et enseignement supérieur (2004), édité par la Conférence des présidents d'université, justement en cours de réécriture. Nous devons aussi être attentifs aux pratiques des employés administratifs ou de ceux des entreprises amenés à intervenir au sein de l'université."* Pas simple.

Pas de dortoir mixte pour une fillette de 3 ans

Dans les écoles, collèges et lycées où s'applique la loi de 2004 interdisant les signes religieux ostentatoires et où le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, vient d'instaurer une *"charte de la laïcité"*, les tensions sont plus subtiles. Un père ingénieur demande à l'institutrice de sa fille - dont il accepte de serrer la main - de ne pas coucher sa petite de 3 ans dans un dortoir mixte. Des affiches représentant des visages sont arrachées. Lors du ramadan, certains jeunes enchaînent crachat sur crachat, au prétexte que le jeûne interdit d'avalier sa salive. A Dunkerque, un gestionnaire de cantine confie qu'il sert de temps à autre de la viande halal aux collégiens sans que les élèves non musulmans en soient informés. De fait, le dossier *"cantine"* dépasse le cadre de l'Education nationale : dans certaines institutions publiques, le porc a disparu des menus. Zéro friction garanti ! A l'hôpital, où le personnel a été confronté très tôt au problème, les conflits se gèrent mieux, ce qui n'est pas le cas des cliniques privées.

Le monde du sport n'est pas non plus épargné. Dans certains clubs de football, les jeunes ne reçoivent que des sandwiches halal dans leur sachet pique-nique lorsqu'ils sont en déplacement. Ailleurs, on fait faire la prière avant les entraînements. Il y a trente ans, la Marche pour l'égalité, dont on fête l'anniversaire cet automne, braquait les projecteurs sur une partie de la population - les beurs - en mal d'intégration. Trois décennies plus tard, la question de la religion aurait-elle supplanté la question sociale ? Les musulmans d'aujourd'hui sont-ils les beurs d'hier? *"Attention aux raccourcis, nuance le père Christian Delorme, l'un des acteurs principaux de la marche (2). Une majorité de gens venus du Maghreb s'est intégrée; par ailleurs, la pratique musulmane actuelle est extrêmement diversifiée. La plupart des fidèles vivent leur foi sans ostentation, tandis que d'autres ont des attitudes qui ont l'apparence du religieux sans en avoir le contenu. Ils mangent halal, par exemple, mais ne font pas la prière. Cette religiosité-là est beaucoup plus une identité de secours qu'une revendication communautariste. Au milieu de cette complexité, il y a, c'est vrai, des groupes qui font pression pour que l'islam ait davantage de visibilité sous l'effet de la nouvelle islamisation que connaît le monde arabe depuis quarante ans et qui touche aussi la France, comme d'autres pays d'Europe. Les salafistes en font partie, mais il ne faut pas oublier non plus les Frères musulmans."*

Cette *"ultravisibilité"* engendre la perplexité au sein même de la communauté musulmane. Dans sa mosquée de Bordeaux, l'imam Tareq Oubrou (3) est régulièrement confronté à des jeunes qui suivent à la lettre les prêches simplistes de prédicateurs engagés dans un rapport de force avec la société et se permettent des remarques en pleine rue sur la moralité des femmes. *"Nous sommes face à un public mentalement*

*adolescent, pour qui la religion vient remplacer la bande du quartier, et à la place du chef de la bande, il y a le chef religieux, explique-t-il. Mais on ne peut pas dire: "Attention au communautarisme", et priver les musulmans des moyens de s'intégrer : ils sont parqués dans les mêmes quartiers, on leur refuse des emplois... La République doit savoir ce qu'elle veut!"*

La Grande-Bretagne réfléchit à une loi antiburqa

Le fait est que la République, ses représentants et ceux qui tiennent à préserver son modèle sont en plein désarroi. Alors même qu'à l'étranger des Etats multiculturalistes comme la Grande-Bretagne ou le Québec se demandent aujourd'hui s'ils ne sont pas allés trop loin dans la tolérance et discutent, comme dans le cas britannique, sur l'intérêt d'une loi antiburqa en référence à la législation française. Chez nous, l'Observatoire de la laïcité, installé en avril dernier et missionné pour *"trouver un consensus"* social, tient désormais pour acquise la nécessité d'imposer la neutralité dans les établissements de la petite enfance. Reste à trancher sur les moyens. Faut-il ou non une nouvelle loi? Les échanges sont nourris au sein de l'instance, dans laquelle certains parlent même d'une refondation totale de la laïcité à la française. Pour Dounia Bouzar, récemment intégrée dans l'Observatoire, la législation actuelle suffit pour endiguer de nombreuses revendications dans le monde professionnel, outre le contrat de travail, qui définit clairement les obligations du salarié. *"On peut se référer aux critères de la jurisprudence établis à partir du Code du travail: entrave aux règles de sécurité et d'hygiène, à la liberté de conviction de l'autre, aux règles d'organisation de l'entreprise, à l'aptitude nécessaire pour exercer la fonction. La loi contre le harcèlement discriminatoire, de son côté, interdit de refuser quelque chose à quelqu'un parce qu'il est un homme ou une femme."* Elargir cette stricte neutralité aux structures privées (associations et entreprises) ou médico-sociales chargées d'une mission de service public ou d'intérêt général, comme le préconisait le HCI? La réflexion ne va pas jusque-là. L'imam Tareq Oubrou résume bien l'enjeu, social et politique, de la confrontation actuelle: *"La question est de savoir comment renforcer la laïcité, sans qu'elle apparaisse aux yeux des musulmans comme un instrument d'imposition et de crispation."* Rappeler les principes face aux intégristes, oui, mais sans mettre au ban toute une communauté.

(1) Désamorcer l'islam radical, à paraître en janvier, Ed. de l'Atelier.

(2) La Marche, parution le 31 octobre, Bayard.

(3) Un imam en colère, Bayard.

## Un article AFP du 29 octobre 2013

### Le Brésil accorde des concessions de gaz de schiste, craintes pour l'environnement. (30.11)

Le Brésil a attribué jeudi des concessions pour l'exploitation de gaz naturel et de gaz de schiste, malgré les critiques de défenseurs de l'environnement sur les risques et le manque de réglementation sur ce type de production.

Un total de 72 bloc sur 240 ont été adjugés jeudi, dont 49 attribués à la compagnie publique brésilienne Petrobras. Ces enchères ont rapporté 165 millions de reals (environ 72 millions de dollars), selon l'Agence nationale du pétrole (ANP, publique).

Les adjudications devaient s'effectuer jeudi et vendredi.

Seulement quatre des compagnies étrangères qui étaient sur les rangs pour ces enchères se sont vu concéder des blocs: la Française GDF Suez, la Colombienne Petrominerales, la Panaméenne Trayectoria Oil y Gas et Geopark, des îles Bermudes, a détaillé l'ANP.

La dirigeante de l'ANP, Magda Chambriard, a souligné qu'il s'agissait de "*semier la culture*" de l'exploration et de l'exploitation de gaz naturel au Brésil.

La polémique porte principalement sur l'exploitation des gaz de schiste, dont l'extraction par fracturation hydraulique comporte de nombreux risques de pollution des nappes phréatiques en raison de l'usage de produits chimiques, en plus d'être très consommatrice d'eau.

La fracturation hydraulique "*suscite une énorme polémique dans tous les pays, en raison de ses énormes impacts environnementaux, raison pour laquelle certains pays comme la France l'ont interdite. Aux Etats-Unis, où cette technique est employée, le nombre de plaintes pour pollution des eaux augmente*", a dénoncé l'Institut socio-environnemental (ISA) brésilien.

Magda Chambriard a garanti que le Brésil préparait une réglementation environnementale sur l'exploitation de ces ressources.

Commentaire.

Parmi les heureux élus deux paradis fiscaux, Panama et les îles Bermudes...

## Un article Reuters du 28 octobre 2013

### Les fonds monétaires menacés par les taux négatifs en zone euro. (30.11)

L'industrie européenne de la gestion monétaire est prise en tenaille entre la menace de taux d'intérêt négatifs et de nouvelles contraintes réglementaires qui risquent de la mener au bord de la disparition.

Les fonds monétaires gèrent environ 850 milliards d'euros d'actifs investis dans des titres à court terme dont les notes ne sont pas inférieures à la catégorie investissement mais ils peinent à dégager des profits dans un environnement de taux déjà proches de zéro.

Sur les 1.555 fonds recensés au début de 2011, près de 400 ont déjà fermés et l'éventualité du passage en territoire négatif du taux de la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne (BCE) augure mal de l'avenir de ceux qui restent.

Certes, les fonds monétaires n'ont pas accès à la facilité de dépôt de la BCE, mais le passage en territoire négatif du taux servi sur les fonds qui y sont déposés par les banques de la zone euro aurait pour effet d'accentuer les pressions à la baisse sur les taux courts, compliquant un peu plus encore la tâche des gérants monétaires.

*"Cela pourrait bien être le dernier clou dans le cercueil des fonds monétaires", prévient Patrick Siméon, responsable de la gestion monétaire d'Amundi.*

*"Le fait que nous puissions encore capter une prime de crédit sur les émetteurs non souverains signifie que nous parvenons encore à dégager un rendement positif."*

*"Si la banque centrale passe en territoire négatif, nous n'aurons plus aucune chance d'atteindre cet objectif."*

Les fonds monétaires ont enregistré une décollecte nette de 57 milliards d'euros cette année.

Pour de nombreux analystes, une disparition de l'industrie ne serait pas nécessairement dramatique, les fonds devant trouver à s'investir ailleurs. Mais pour d'autres, les gouvernements et les banques de la zone euro verraient se tarir une source de financement encore abondante et sûre alors que la reprise économique reste très fragile.

Les fonds monétaires détiennent en effet 22% de l'ensemble des titres à court terme émis par les Etats et les entreprises de la zone euro et près de 40% des titres à court terme émis par les banques, selon Barclays.

Les opérateurs du marché monétaire ne s'attendent pas à ce que la BCE opte pour un taux de dépôt négatif selon une enquête Reuters publiée la semaine dernière, mais certains responsables monétaires de la zone euro comme Jörg Asmussen, membre du directoire de la BCE, n'ont pas exclu cette éventualité.

De grands fonds monétaires s'y préparent d'ailleurs, certains d'entre eux ayant refusé d'accepter de nouvelles souscriptions ou décidé de les plafonner tandis que d'autres ont élargi la gamme de leurs supports d'investissement pour garder une chance de dégager des bénéfices.

Jon Boyle, gérant de l'Institutional Liquidity Fund de Fidelity se veut confiant malgré un environnement difficile et se refuse à penser que l'industrie peut disparaître.

Il reconnaît toutefois que sa survie dépend de la volonté des clients de payer des commissions de gestion tout en sachant que la performance des fonds monétaire peut être négative.

Pour lui, le passage en territoire négatif du taux de dépôt de la BCE reviendrait à *"franchir le Rubicon"*.

*"Si vous gagnez cinq à dix points de base en ce moment, quel que soit l'actif dans lequel vous investissez, une baisse de 10 points de base vous met dans le rouge", prévient-il.*

Outre la menace de taux négatifs, l'industrie de la gestion monétaire doit aussi composer avec un renforcement de ses règles prudentielles engagé après la faillite de Lehman Brothers en 2008 et qui pèse sur sa rentabilité.

## Un article Reuters du 28 novembre 2013

### L'étude sur les OGM du biologiste français Séralini retirée. (01.12)

L'éditeur de la revue qui a publié en septembre 2012 les conclusions du biologiste français Gilles-Eric Séralini sur la nocivité d'un maïs transgénique a demandé leur retrait de la littérature scientifique.

L'étude, qui a fait grand bruit, indiquait que la consommation d'une variété de maïs produite par le groupe Monsanto provoquait des cancers ainsi que des troubles hépatiques et rénaux chez le rat.

Mais pour Reed Elsevier, propriétaire de la revue Food and Chemical Toxicology (FCT) qui a publié ces travaux, le nombre de rats soumis à l'étude était insuffisant pour tirer des conclusions.

*"Cette rétractation survient après des analyses longues et complètes de l'article publié et des données qu'il mentionne, effectuées en parallèle d'une enquête sur l'évaluation par les pairs de cet article",* dit-il dans un communiqué.

*"En fin de compte, les résultats présentés, qui ne sont pas inexacts, ne sont pas concluants et sont par conséquent en deçà des normes de publication de Food and Chemical Toxicology",* ajoute-t-il.

Le Pr Séralini, chercheur à l'université de Caen, a jugé ces critiques *"inacceptables"*.

*"Elles ont été promues par la société Monsanto dans la presse, alors qu'un de ses dirigeants Richard Goodman a pénétré au bureau de FCT au poste chargé de l'édition des recherches sur les biotechnologies, après parution de notre étude",* dit-il dans un communiqué du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen).

*"Ce retrait ne serait pas autorisé par les normes éthiques internationales auxquelles adhère la revue (nommées COPE), puisqu'il y a ni erreur ni fraude. Par contre, la courte étude de Monsanto publiée dans la même revue pour prouver l'innocuité de leur produit comporte erreurs ou fraudes, et ne fait pas l'objet d'une controverse",* ajoute-t-il, menaçant FCT de poursuites si elle ne renonce pas à sa décision.

Dans les semaines qui ont suivi la sortie de la revue, 700 scientifiques avaient signé une pétition demandant au Pr Séralini de communiquer tous ses résultats.

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a par ailleurs jugé en novembre 2012 que les conclusions de l'étude ne pouvaient être considérées comme *"scientifiquement fondées en raison des lacunes constatées dans la conception, le système de rapports des données et l'analyse de l'étude telles que décrites dans l'article"*.



## Un article AFP du 26 novembre 2013

### **L'Islande va annuler jusqu'à 24.000 euros de dettes par ménage. (01.12)**

Le gouvernement islandais a annoncé samedi un plan pour alléger les dettes des ménages qui ont contracté un emprunt immobilier, jusqu'à un peu plus de 24.000 euros chacun.

Ce plan était la principale promesse électorale du Parti du progrès (centriste) du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, victorieux aux législatives d'avril avec son allié conservateur, le Parti de l'indépendance.

Après de longs mois de tractations, le gouvernement de coalition a présenté des mesures d'un coût évalué à 150 milliards de couronnes (plus de 900 millions d'euros) sur quatre ans.

La mesure-phare est la réduction du principal de la dette pour les ménages ayant contracté un emprunt immobilier indexé sur l'inflation (ce qui correspond à la grande majorité des cas), sans conditions de revenus. Cet allègement de dettes, qui dépend du montant emprunté, est plafonné à quatre millions de couronnes (24.400 euros).

*"80% à peu près des ménages vont être directement touchés, mais tous les ménages islandais vont en tirer profit, entre autres grâce à une croissance (économique) et un pouvoir d'achat accru", a déclaré M. Gunnlaugsson.*

L'autre mesure est une exemption d'impôt pour les ménages puisant dans leur épargne-retraite pour rembourser leur emprunt immobilier.

Les banques en Islande ne proposaient pratiquement que des emprunts indexés avant l'effondrement du système financier en 2008. Or, la profonde crise financière traversée par ce pays a fait chuter la couronne islandaise, alimentant une inflation qui a fait grimper la dette des ménages.

*"Actuellement, la dette des ménages équivaut à 108% du PIB, ce qui est élevé au plan international. (...) La mesure va doper le revenu disponible des ménages et encourager l'épargne", a affirmé le gouvernement dans un communiqué.*

Le financement sera assuré par une taxation des banques et des fonds qui gèrent les actifs des banques ayant fait faillite en 2008.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Premier ministre a assuré que le plan ne devrait pas accroître la dette publique.

*"Nous pensons qu'il n'y a aucune doute sur le fait que cette taxe puisse être mise en place. Et si elle doit être attaquée, nous la défendrons jusqu'à la juridiction la plus élevée", a pour sa part déclaré le ministre des Finances Bjarni Benediktsson à la télévision publique Ruv.*

Les allègements de dettes doivent commencer *"vers la mi-2014"*, a précisé le gouvernement.



## Un article du Réseau Voltaire du 2 décembre 2013

### L'abdication de l'Iran. (03.12)

Alors que les médias applaudissent l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, Thierry Meyssan —un ami personnel de Mahmoud Ahmadinejad— y voit une abdication du nouveau gouvernement iranien. Pour lui, il est absurde de prétendre que les deux parties ont levé un quiproquo entretenu durant 8 ans par l'agressivité du président Ahmadinejad. La vérité est que l'Iran a renoncé à sa recherche nucléaire et qu'il a commencé à la démanteler, sans rien recevoir en retour sinon la levée progressive de sanctions illégitimes. En d'autres termes, le pays à genoux s'est rendu.

par Thierry Meyssan

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien, le 24 novembre à Genève, a été, à l'exception d'Israël, unanimement saluée comme la fin d'un quiproquo. Toutes les parties signataires ont essayé de nous persuader que cette entente aurait été trouvée beaucoup plus tôt s'il n'y avait eu les manières excessives de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Ainsi donc, on aurait brisé le commerce international de l'Iran et frôlé la guerre mondiale par inadvertance.

La réalité est évidemment très différente : les Occidentaux n'ont rien concédé de leurs exigences, mais l'Iran a abdicqué de toutes les siennes. Même si le texte signé n'est que transitoire, il renonce à la construction de la centrale d'Arak, à son uranium enrichi à 20% et à sa technique d'enrichissement [1].

En 2005, l'élection du président Ahmadinejad allait donner un second souffle à la Révolution khomeiniste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, les présidents Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005), Ahmadinejad n'était pas simplement favorable à une politique d'indépendance nationale, mais il était anti-impérialiste, dans la lignée du penseur de la Révolution, Ali Shariati. En quelques années, il fit de l'Iran un grand pays scientifique et industriel. Il développa la recherche nucléaire pour mettre au point un type de centrale qui puisse être reproduit dans le Tiers-monde et apporter à l'Humanité son indépendance énergétique, sans le charbon, le pétrole et le gaz.

On ne soulignera jamais assez l'opposition entre les partis iraniens. Rafsandjani et Khatami sont des clercs, tandis qu'Ahmadinejad est un Gardien de la Révolution. Durant l'agression irakienne, ce sont les Gardiens qui sauvèrent le pays au péril de leurs vies, tandis que le clergé utilisait ses passe-droits pour ne pas envoyer ses fils au front. Le clergé gère des biens immenses, Rafsandjani est lui-même l'homme le plus riche du pays, tandis que les Gardiens sont des gens du peuple au mode de vie spartiate. Durant 8 ans, l'Occident ne s'y est pas trompé qui a considéré Ahmadinejad comme un adversaire, mais c'est bien à tort qu'il a qualifié ce leader, à la fois mystique et anti-clérical, d'« *homme des mollahs* ».

En réponse aux prétentions révolutionnaires d'Ahmadinejad, les Occidentaux jetèrent le doute sur le programme nucléaire iranien [2] et utilisèrent l'Onu pour lui interdire d'enrichir lui-même son uranium, dont il dispose de réserves gigantesques [3]. De la sorte, ils l'empêchaient d'utiliser ses propres ressources et l'obligeaient à vendre son précieux métal à bas prix. Ils établirent, que ce soit au Conseil de sécurité ou de manière unilatérale, une série de sanctions sans précédent historique pour étrangler le pays. En outre, ils menèrent une campagne de propagande pour faire passer Ahmadinejad pour un dangereux illuminé. Enfin, ils organisèrent, avec l'aide de Rafsandjani et de Khatami, une tentative de révolution colorée, en 2009 [4].

Chacun se souvient de la fausse traduction d'un de ses discours pour faire accroire qu'il voulait anéantir les Israéliens (Reuters lui imputa mensongèrement d'avoir déclaré qu'il voulait rayer Israël de la carte) [5]. Ou encore de la falsification du Congrès sur l'holocauste, qui visait à montrer comment les Occidentaux ont détruit toute spiritualité dans leurs sociétés et ont créé une nouvelle religion autour de ce fait historique, pour laisser à penser que, malgré la présence de rabbins à ce congrès, il célébrait le négationnisme. Sans compter l'affirmation qu'il discriminerait les juifs [6].

L'équipe de cheikh Rohani représente à la fois les intérêts du clergé et de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Elle ambitionne la prospérité économique et ne se sent pas concernée par la lutte anti-

impérialiste. La levée progressive des sanctions lui permet d'obtenir un vaste soutien populaire, les Iraniens percevant —pour le moment— l'accord comme une victoire qui va augmenter leur niveau de vie.

Les Occidentaux, quant à eux, poursuivent toujours le même but. Le plan d'attaque du président George W. Bush prévoyait qu'ils détruiraient l'Afghanistan, puis l'Irak, puis simultanément la Libye et la Syrie (via le Liban), et encore simultanément le Soudan et la Somalie, et qu'enfin ils termineraient par l'Iran. De leur point de vue, les sanctions contre Téhéran étaient, sous un prétexte douteux, un moyen simple de l'affaiblir. Pour eux, la reddition de cheikh Rohani est comparable à celle de Mouammar Kadhafi, abandonnant son programme nucléaire et se soumettant à toutes les exigences de Washington pour éviter la guerre. Mais comme pour Kadhafi, les concessions de cheikh Rohani seront utilisées plus tard contre son pays.

C'est en effet à tort que Mouammar el-Kadhafi a cru que le bellicisme états-unien à son encontre était basé sur ses convictions politiques. L'unique mobile qui emporta la décision de George W. Bush était géopolitique. En 2001, la Libye était devenue l'alliée de Washington dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » et avait ouvert son marché intérieur aux multinationales US. Cela ne l'empêcha pas d'être traitée de « *dictature* » et d'être détruite sous les bombes. De la même manière, devenir un allié des États-Unis ne protégera pas l'Iran de la guerre.

Durant les quatre années à venir, l'Iran abandonnera à l'Histoire le rêve de Shariati et de Khomeiny pour se recentrer sur ses intérêts étatiques. Il va se désengager du monde arabe et se tourner vers les États membres de l'Organisation de coopération économique (la Turquie, l'Iran et toute l'Asie centrale) pour faire du business. Il va progressivement diminuer son soutien militaire et financier à la Syrie, au Hezbollah et aux Palestiniens. Lorsque Téhéran aura lui-même dissout sa ligne de défense extérieure, Washington entrera à nouveau en conflit avec lui.

[1] *"Nuclear deal between Iran and six world powers (full text)"*, Voltaire Network, 24 November 2013.

[2] « *Propagande : CNN, pris sur le fait, s'excuse auprès de l'Iran* », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 17 janvier 2006.

[3] « *Qui a peur du nucléaire civil iranien ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « *La CIA et le laboratoire iranien* », « *Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ?* », « *La "révolution colorée" échoue en Iran* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17, 21 et 24 juin 2009 ; « *Iran : le bobard de l'"élection volée"* », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 19 juin 2009 ; « *Rafsandjani acclamé au cri de « Mort à la Russie ! Mort à la Chine ! »* », Réseau Voltaire, 19 juillet 2009.

[5] « *Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran* », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[6] « *Iran : les gouvernements anglo-saxons fabriquent de fausses nouvelles* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2006.

## Un article AFP du 4 décembre 2013

### OMC: l'Inde rejette le paquet de Bali, compromettant un accord. (06.12)

L'Inde a rejeté mercredi un compromis en discussion à la ministérielle de l'OMC sur l'île indonésienne de Bali, rendant encore plus improbable la conclusion d'un accord visant à relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, paralysées depuis douze ans.

*"Les clauses concernant les restrictions (aux subventions agricoles) ne peuvent pas être acceptées sous leur forme actuelle"*: il aura suffi d'un discours de trois minutes au ministre indien du Commerce, Anand Sharma, pour confirmer les craintes que le compromis sur la table à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne réussisse pas à faire plier New Delhi.

L'Inde, à la tête des 46 pays en développement du G33, demande de pouvoir accroître ses subventions aux produits agricoles afin d'aider les agriculteurs et nourrir à bas prix les plus pauvres, mais cela est actuellement sévèrement limité par l'OMC, car considéré comme une forme de dumping.

Le gouvernement indien, en difficulté à l'approche d'élections nationales, entend mettre en oeuvre un programme visant à offrir à prix artificiellement bas des denrées alimentaires de base à plus de 800 millions de pauvres.

Les Etats-Unis, fervents opposants, ont proposé un compromis qui consisterait à offrir une *"clause de paix"* de quatre ans, selon laquelle aucune sanction ne serait recherchée contre les pays qui dépassent le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire.

Mais New Delhi et le G33 rejettent une période déterminée à l'avance, préférant qu'une telle exemption soit en vigueur *"jusqu'à ce qu'une solution permanente négociée soit convenue"*, a expliqué M. Sharma.

*"Pour l'Inde, la sécurité alimentaire n'est pas négociable"*, a martelé le ministre sur un ton étonnamment direct, assurant qu'il s'agissait de *"la décision définitive"* de New Delhi.

*"Les déséquilibres historiques des règles du commerce mondial doivent être corrigées afin d'assurer un ordre juste et équitable"*, a-t-il asséné, soulignant que *"l'agriculture soutient des millions de petits paysans"*.

La fin de non-recevoir opposée par l'Inde a jeté le froid sur les discussions de Bali qui tentent de réanimer les négociations lancées en 2001 à Doha afin de réduire les barrières aux frontières et ainsi doper l'économie mondiale.

*"Je suis de nature optimiste mais aujourd'hui je dois avouer que je suis quelque peu maussade"*, a réagi le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, accusant visiblement le coup après la *"bombe"* indienne.

*"Une solution n'est pas impossible mais à condition que l'Inde fasse preuve de la flexibilité nécessaire"*, a-t-il souligné, avertissant qu'un échec à Bali *"ferait vaciller les fondations même de l'OMC"*.

Outre la fin de l'Organisation en tant que cadre des négociations multilatérales sur l'ouverture des échanges, M. De Gucht a estimé qu'un échec à Bali pourrait également menacer la pertinence de l'OMC en tant qu'instance de règlement des conflits commerciaux, une fonction pourtant *"très importante"*.

La ministérielle, souvent qualifiée de *"réunion de la dernière chance"*, tente d'arracher un accord sur le *"paquet de Bali"* qui concerne moins de 10% des ambitions affichées à Doha: l'agriculture, l'aide au développement et la facilitation des échanges (en réduisant en particulier la bureaucratie aux frontières).

Mais beaucoup doutent que même ce *"Doha light"* puisse voir le jour, en particulier après l'échec de pré-négociations à Genève à aboutir à une ébauche d'entente sur laquelle les ministres des 159 Etats membres auraient pu plancher à Bali.

Le président de la réunion, le ministre indonésien du Commerce Gita Wirjawan, a évalué à *"environ 40%"* les chances d'un accord, après le refus indien. *"La possibilité que ce pourcentage augmente dépendra des actions prises"* jeudi et vendredi, a-t-il averti.

Dans les couloirs du centre de congrès de la station balnéaire de Nusa Dua, des responsables confirmaient que les discussions se multipliaient, en particulier entre l'UE, les Etats-Unis et l'Inde.

*"Je ne suis pas venu ici pour conclure un accord"*, a cependant tranché le ministre indien Anand Sharma. *"Je suis venu ici pour protéger les intérêts des pauvres"*.

Commentaire.

En réalité il n'avait pas vraiment le choix !

## Un article [Lemonde.fr](#) du 4 décembre 2013

### La NSA localise plusieurs centaines de millions de portables par jour. (06.12)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, intercepte les données de géolocalisation de centaines de millions de téléphones portables dans le monde, a révélé mercredi 4 décembre le Washington Post, s'appuyant sur des documents fournis par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

Six mois après les premières révélations, notamment sur la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés, etc.), cette nouvelle révélation semble montrer que l'agence américaine est également capable de suivre des personnes à la trace grâce à leur portable, même quand celui-ci n'est pas utilisé.

L'agence stocke ainsi des informations sur « *au moins des centaines de millions d'appareils* » et enregistre « *près de 5 milliards* » de données de localisation par jour, affirme le quotidien. « *Nous obtenons de vastes volumes* » de données de géolocalisation partout dans le monde, a confirmé un haut responsable de cette collecte cité par le Post.

L'agence y parvient en se connectant aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde et, de ce fait, collecte « *incidemment* » des données de géolocalisation de citoyens américains grâce à ce programme dont le nom de code est Co-Traveler.

Jusqu'ici, les révélations de Snowden ne mentionnaient, outre l'espionnage de nombreux responsables étrangers, que l'impressionnante collecte des métadonnées, comprenant notamment la durée des appels et les numéros appelés. On découvre maintenant que l'agence peut aussi se connecter aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde, y compris américains. Au moins deux sociétés, dont le nom n'est pas cité, collaborent avec l'agence de renseignement à cette fin, selon le Post.

L'intérêt de cette collecte, permise par le dialogue constant entre un téléphone et l'antenne-relais la plus proche et de puissants algorithmes mathématiques, est de « *retracer les mouvements et de mettre en lumière des relations cachées entre des personnes* », explique le quotidien.

Le volume de données enregistrées et stockées par la NSA atteindrait 27 téraoctets, soit deux fois le volume de l'ensemble du contenu de la bibliothèque du Congrès, la plus importante du monde. Ce volume d'informations serait tel qu'il « *surpasse notre capacité à digérer, traiter et stocker* » les données, affirme le Washington Post, citant un document interne de la NSA datant de 2012.

« *Les capacités de la NSA pour géolocaliser sont ahurissantes (...) et indiquent que l'agence est capable de rendre la plupart des efforts pour avoir des communications sécurisées futiles* », résume le quotidien.

## Un article Francetv info avec AFP du 4 décembre 2013

### Manipulation des taux : pourquoi 8 banques doivent payer 1,7 milliard d'euros d'amende. (06.12)

La Commission européenne parle d'un "*cartel*". Elle a infligé, mercredi 4 décembre, des amendes à huit établissements financiers qui ont manipulé les taux de référence en euro et en yen, l'Euribor, le Tibor et le Libor, pour un montant total record de 1,7 milliard d'euros. Ces taux interbancaires servent de référence pour la fixation des prix ou des rémunérations de centaines de milliers de milliards d'euros d'actifs et de produits financiers dans le monde, parmi lesquels des prêts immobiliers ou des produits dérivés.

En fonction de leur implication dans le scandale, la Deutsche Bank, la Société générale, Citigroup, Royal Bank of Scotland, JPMorgan, UBS et le courtier RP Martin ont été condamnés à des amendes atteignant jusqu'à 725 millions d'euros, détaille le communiqué de l'UE. Francetv info remonte le fil de cette affaire. Tout commence avant la crise

Nous sommes en septembre 2005. La crise des subprimes n'a pas encore balayé le monde de la finance mondiale, mais déjà, "*le marché est stressé*", se souvient BFMTV. "*Il y a un risque qu'il craque et que les établissements bancaires se retrouvent coincés sur la gestion de leur liquidité à court terme.*"

Des traders s'entendent sur un taux interbancaire en euro

En Grande-Bretagne, en Allemagne, ainsi qu'en France, des traders peu scrupuleux de Barclays, de la Deutsche Bank, de RBS et de la Société générale décident alors de passer outre les règles de concurrence en vigueur afin de limiter leur risque. Ils choisissent d'abord d'agir sur l'Euribor, le taux de référence appliqué aux échanges en euros uniquement. Concrètement, ils discutent "*des soumissions de leur banque pour le calcul de l'Euribor ainsi que de leurs stratégies de négociation et de fixation des prix*", écrit la Commission.

Ainsi, ces traders parviennent, dans la plus grande discrétion, à fausser l'évolution normale des composants du prix pour ces produits dérivés. La combine se révèle efficace. Du moins jusqu'en 2008.

L'entente fait ses preuves, et s'applique au yen

La manipulation ne s'applique aux taux d'intérêt en yens (JPY) qu'en 2007. Ces derniers sont rassemblés sous deux sigles : Libor et Tibor. Cette fois, des établissements américains figurent parmi les banques impliquées dans une ou plusieurs infractions, soit UBS, RBS, la Deutsche Bank, Citigroup et JPMorgan, détaille la Commission.

En tout, "*la Commission a mis à jour 7 infractions bilatérales distinctes d'une durée de 1 à 10 mois commises entre 2007 et 2010*". Pendant ces trois années, des traders de ces établissements discutent entre eux "*de certaines soumissions LIBOR en JPY*". "*Ils ont aussi échangé, à plusieurs occasions, des informations commercialement sensibles relatives soit aux positions de négociation, soit à de futures soumissions LIBOR en JPY (et, pour une des infractions, à certaines soumissions futures pour l'Euroyen TIBOR)*", résume encore la Commission européenne.

Mais en 2007, des employés révèlent le pot aux roses

La banque britannique Northern Rock s'écroule en septembre 2007. A cette occasion, les établissements qui se sont entendus sur le taux du Libor ne la jouent pas solidaire, histoire de ne pas être emportés. Le Libor varie de façon chaotique, montre cette infographie du Guardian (en anglais). Cette période marque le début de la fin pour cette entente.

A ce même moment, les langues se délient : des courriers électroniques, envoyés à la Réserve fédérale américaine (Fed), ainsi qu'à son équivalent britannique, la Bank of England, attirent l'attention des organismes. Un employé de la banque britannique Barclays se confie à la Fed, explique la BBC (en anglais). Il dit tout, ou presque, sur le Libor. Que le taux est manipulé. Que plusieurs établissements sont dans le coup. Qu'il s'agissait de rapporter un taux sous-estimé.

Les institutions n'ignorent plus la manipulation

En avril 2008, la British Banker Association, chargée de fixer le taux interbancaire qui sert de référence à une multitude de produits financiers, dit qu'elle se pose des questions, rappelle Challenges. *"Certains de ses membres [sont] soupçonnés d'annoncer des taux inexacts au risque de provoquer une distorsion de marché"*, indique sa patronne.

En juin 2008, Timothy Geithner, à la tête de la Fed, envoie un mémo à son homologue britannique, rapporte en 2012 le Financial Times (en anglais) pour demander que le mécanisme de calcul du Libor soit revu. Des recommandations sont faites, notamment à Barclays, explique la BBC (en anglais). Mais en 2009 et 2010, elles demeurent largement ignorées. L'action se déroule encore dans les coulisses.

En 2011, le scandale éclate avec les confessions d'UBS

La première à craquer, c'est UBS, la suisse. *"Le 16 mars 2011, dans son rapport annuel, elle révèle avoir reçu une série de citations à comparaître des autorités américaines et japonaises, qui veulent déterminer s'il y a eu tentative de manipulation du Libor"*, se souvient Challenges. Le lendemain, c'est l'hécatombe : 15 autres établissements sont mis en cause. Les autorités américaines et européennes envoient aux banques des assignations à comparaître, tandis que la Commission européenne lance des *"inspections surprises"*, en octobre 2011.

Et entraîne l'Euribor avec lui

En 2012, une douzaine d'établissements sont à leur tour visés par une enquête, cette fois lancée par la Commission européenne au sujet de l'Euribor. Des investigations sont menées dans plusieurs pays, y compris en France, où le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire après la plainte d'un actionnaire de la Société générale.

Pendant ce temps, l'enquête relative au scandale du Libor avance : la banque suisse UBS négocie avec les autorités britanniques et américaines pour éviter d'éventuelles poursuites. En juin, la banque britannique Barclays accepte de verser 453 millions de dollars dans le même but.

Le 9 octobre, la commission des Affaires économiques du Parlement européen vote un texte préconisant des sanctions pénales pour les agents du secteur financier qui se rendraient coupables de manipulations de marché. En décembre, la Commission européenne sanctionne

La Commission ouvre une procédure en mars 2013 qui aboutit en décembre de la même année. *"Aucune amende n'a été infligée à Barclays, qui a bénéficié d'une immunité d'amende au titre de la communication sur la clémence de 2006 pour avoir révélé l'existence de l'entente à la Commission"*, explique Bruxelles.

Pour Joaquin Almunia, le commissaire européen à la Concurrence *"ce qui est choquant, dans les scandales du Libor et de l'Euribor, ce n'est pas seulement la manipulation des indices de référence, qui mobilise les régulateurs financiers du monde entier, mais aussi la collusion entre des banques qui sont censées se faire concurrence"*.

*"La Deutsche Bank, RBS et la Société générale ont vu leurs amendes réduites pour avoir coopéré à l'enquête dans le cadre du programme de clémence de la Commission"*, poursuit la Commission dans un communiqué qui détaille le montant des amendes et les faits reprochés.

Mais l'histoire n'est pas terminée. Outre les procédures en cours dans différents pays, celle de l'UE se poursuit à l'encontre du Crédit agricole, de HSBC et de JPMorgan, précise la Commission. Ces banques ont refusé de négocier avec la Commission européenne, et ont indiqué qu'elles contesteraient ces pénalités, comme l'explique le Wall Street Journal (en anglais).

Commentaire.

1,7 milliard d'euros d'amende à payer au total par 8 banques qui ont manipulé pendant des années des taux d'intérêt sur des centaines de milliers de milliards d'euros et qui ont ainsi escroqué des centaines de milliards d'euros à travers le monde : une goutte d'eau, misérable, ridicule.



## Un article AFP du 4 décembre 2013

### En Afrique, Paris renoue avec sa politique d'intervention militaire. (06.12)

La France, qui s'apprête à intervenir en Centrafrique, enchaîne les opérations militaires sur le continent, mais insiste sur le fait qu'il s'agit désormais de passer au plus vite le relais aux Africains pour assumer leur propre sécurité.

Opérations en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011, Serval au Mali en 2013, la Centrafrique aujourd'hui: les interventions se succèdent, quel que soit le pouvoir en place. Le Livre blanc de 2013 a simplement remis l'Afrique au rang des priorités stratégiques de la France, au nom de sa sécurité et de celle de l'Europe.

*"Les pays africains doivent assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Mais nous ne pouvons les laisser seuls face aux risques et aux menaces qui, à terme plus ou moins rapproché, nous concerneraient directement",* résume Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense. C'est *"tout l'enjeu"*, selon lui, du sommet sur la sécurité en Afrique qui se tiendra vendredi et samedi à Paris.

Les crises africaines ont conduit les forces françaises à agir dans l'urgence, comme au Mali, où les jihadistes s'apprêtaient début janvier à déferler sur Bamako.

La France dispose pour ça d'une connaissance approfondie de l'Afrique et de forces prépositionnées qui lui permettent d'agir vite et efficacement. Si l'on est loin des 30.000 hommes qu'elle maintenait sur le continent en 1960, la présence permanente française devrait s'élever à plus de 4.000 militaires en 2014, à Djibouti, au Gabon, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Depuis 2011, les armées ont été confrontées aux situations les plus diverses et ont montré l'étendue de leur savoir-faire : emploi de la force aérienne en Libye, combats urbains en Côte d'Ivoire, dans le désert au Mali, démantèlement de bandes armées, qui relève plus de la sécurisation que de la guerre, demain en Centrafrique.

Revers de la médaille: alors que l'Afrique suscite de plus en plus d'intérêt et que les investissements étrangers (chinois, européens, américains...) augmentent, les Français se retrouvent en première ligne, le plus souvent seuls, quand il s'agit d'envoyer des troupes. *"Ce sont des zones où il faudra toujours intervenir, on ne pourra pas laisser les gens se massacrer"*, relève un officier général, qui regrette le manque de soutien des partenaires européens de la France qui *"ne veulent pas y mettre les pieds"*.

Pour prévenir les critiques contre l'interventionnisme de l'ancienne puissance coloniale, Paris agit le plus possible dans le cadre de la légalité internationale, sous mandat des Nations-Unies. En Centrafrique, les Français interviendront ainsi *"en soutien"* de la force africaine, la Misca, déjà sur le terrain. Même s'ils devraient assumer l'essentiel du travail au début de l'intervention.

*"L'objectif est de rétablir une sécurité minimale et de favoriser la montée en puissance de la Misca. Nous mobilisons un millier d'hommes pour une période de montée en puissance de 4 à 6 mois puis de retrait progressif de 4 à 6 mois"*, résume mardi Jean-Yves le Drian dans le Dauphiné libéré.

Comme le souligne l'amiral Edouard Guillaud, le volet militaire n'apporte *"qu'une partie de la solution du problème"*. *"Les forces armées agissent en soutien d'un projet politique global, consistant le plus souvent à recréer les conditions d'un fonctionnement normal et apaisé des institutions et d'une reprise de la vie économique"*, note le chef d'état-major des armées dans la Revue Défense Nationale.

Sur le terrain, les forces africaines devront prendre le relais des Français. A moyen terme au Mali, où Paris entend maintenir un millier d'hommes pour une durée indéterminée. Plus rapidement en Centrafrique, où Paris table sur une opération ponctuelle d'environ six mois.

Des forces africaines qui manquent de capacités de réactivité, logistiques ou de commandement. Le succès de ce type d'opérations passe donc par la mobilisation d'un soutien financier international important pour les aider à s'équiper et s'organiser.



La succession des opérations françaises survient en effet dans un climat de restrictions généralisées pour les armées, en France comme dans l'ensemble des pays occidentaux. Et les interventions dans des zones au climat parfois extrême, comme au Mali, et difficiles d'accès, sollicitent gravement les hommes et le matériel.

## Un article AFP du 6 décembre 2013

### Centrafrique: l'armée française déclenche son opération. (07.12)

L'armée française a déclenché son opération en Centrafrique avec un renforcement dans un premier temps vendredi des patrouilles dans la capitale Bangui, qui vit dans la psychose de nouvelles tueries, après les massacres et les violences qui ont fait au moins 300 morts depuis jeudi.

Si aucune violence de grande ampleur n'a été signalée vendredi, plusieurs milliers d'habitants de Bangui étaient rassemblés aux abords de son aéroport, où l'armée française et la force africaine ont leurs bases, de crainte d'exactions dans leurs quartiers voisins de Boeing et de Boy-Rabe, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans le quartier de l'Assemblée nationale, la Croix-rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries, à l'arme à feu ou à la machette.

Ces violences ont fait au moins 300 morts, a déclaré vendredi soir à l'AFP un responsable de la Croix-rouge centrafricaine ayant requis l'anonymat.

En comptabilisant les corps déposés dans les morgues des structures hospitalières, dans des lieux de culte et ceux ramassés dans les rues par les équipes de la Croix-rouge, le bilan provisoire s'élevait à 281 morts, a ajouté ce responsable, soulignant que les secouristes n'avaient pu accéder vendredi à tous les quartiers où la présence de cadavres a été signalée : *"il y a des quartiers, où il y a encore des corps à ramasser"*.

"L'opération a commencé" et les forces françaises présentes en Centrafrique ont déployé des patrouilles dans Bangui, a affirmé vendredi le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sur la radio RFI.

Vendredi soir, un millier de soldats français étaient présents dans le pays, a précisé l'état-major des armées. Au total, les effectifs militaires français en Centrafrique doivent rapidement atteindre 1.200 hommes.

A l'aéroport, d'où les patrouilles de blindés sortent dans Bangui, l'armée française continuait de renforcer son dispositif. Venu de la ville portuaire de Douala au Cameroun, un convoi terrestre s'apprêtait également à entrer en Centrafrique. De son côté, Londres a mis à la disposition de l'opération un avion militaire gros porteur C17.

A la nuit tombante, quelques minutes avant le couvre-feu, deux avions de combat français Rafale ont longuement survolé la ville pour impressionner les belligérants.

Excepté aux abords immédiats de l'aéroport, les rues sont encore restées désertes toute la journée.

Après les tueries de jeudi, les employés de la Croix-rouge, dans une odeur pestilentielle, emballaient les corps des victimes restées dans les rues dans des sacs blancs, puis les plaçaient dans des véhicules, sous le regard de combattants de l'ex-Séléka, l'ancienne rébellion actuellement au pouvoir, intégrés par le président Michel Djotodia aux nouvelles forces de sécurité.

Après avoir subi des mois durant la loi d'airain et les exactions des ex-rebelles Séléka, pour la plupart musulmans, certains à Bangui, ville très majoritairement chrétienne, pensent que l'heure de la vengeance a sonné. La colère des populations s'est progressivement reportée sur les musulmans, faisant planer le spectre de massacres de grande ampleur entre chrétiens et musulmans, avec l'habituel cercle infernal des représailles.

La présidence centrafricaine a demandé vendredi à toutes les forces de défense et de sécurité de regagner leurs casernes, autorisant seulement les forces panafricaine, française et de la sécurité présidentielle à patrouiller dans la capitale. En fin de journée, cette demande était restée lettre morte, avec des pick-up bondés de soldats visibles dans tout Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Jeudi, avant l'aube, de violents affrontements avaient éclaté dans la capitale. *"Des groupes armés ont lancé une offensive sur la ville. Les forces de l'ex-Séléka ont riposté"*, selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

C'est dans ce climat délétère et explosif que l'ONU a donné son feu à une opération commune de forces africaines et françaises pour rétablir la sécurité.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est déclaré vendredi *"très inquiet de l'escalade des violences entre communautés"* et a lancé un *"appel urgent"* à protéger les civils.

La France, ancienne puissance coloniale, est déjà intervenue à plusieurs reprises en Centrafrique par le passé.

La mission des militaires français, en appui de la force africaine sur place, est d'assurer *"une sécurité minimum, permettant à une intervention humanitaire de se mettre en oeuvre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui"*, a expliqué M. Le Drian. Cette mission passe par *"la sécurisation des rues, des itinéraires principaux pour permettre aux gens d'aller même à l'hôpital"*, a-t-il expliqué.

La Centrafrique, pays très pauvre de 4,6 millions d'habitants, est plongée dans le chaos et un engrenage de violences inter-communautaires et inter-religieuses entre chrétiens (80% de la population) et musulmans depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka.

Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été investi aux fonctions de président de transition en août, puis a dissous la Séléka, sans parvenir à rétablir l'ordre.

Un article Le Point.fr du 6 décembre 2013

### Empoisonnement d'Arafat : les Suisses persistent et signent. (07.12)

**L'Institut de radiophysique de Lausanne dit "*ne pas comprendre*" les conclusions des experts français allant dans le sens d'une "mort naturelle".**

Les scientifiques suisses ne sont pas d'accord avec leurs collègues français et tiennent à le faire savoir. L'équipe d'experts de l'Institut de radiophysique de Lausanne, dont les conclusions sur un possible empoisonnement de Yasser Arafat ont été contredites mardi par des experts français, répète que l'on peut "*raisonnablement soutenir la thèse d'un empoisonnement*" du raïs palestinien au polonium-210, une substance radioactive invisible hautement toxique. Interrogé par la Radio télévision suisse (RTS), le professeur Patrice Mangin, directeur du Centre universitaire romand de médecine légale, qui a dirigé l'expertise suisse, se dit "*surpris par les explications*" fournies par les scientifiques français.

Les équipes suisses et françaises, mandatées respectivement par l'Autorité palestinienne et le parquet de Nanterre, ont pu analyser des échantillons prélevés sur la dépouille de l'ancien dirigeant palestinien, exhumée le 27 novembre 2012. Un an plus tard, ils arrivent au même résultat : le corps de Yasser Arafat contient bien un taux de polonium-210 supérieur à la moyenne. D'après les Suisses, les quantités de polonium-210 mesurées seraient même jusqu'à 20 fois supérieures à la normale.

Mais là où le laboratoire de Lausanne évoque la thèse d'un empoisonnement, l'équipe française attribue la présence du gaz toxique à une "*origine environnementale naturelle*", à savoir l'existence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans la tombe du défunt. Ainsi, les Français vont dans le sens d'une "*mort naturelle*", même si, à la différence du rapport suisse, le document français n'est pas disponible dans son intégralité. Une conclusion que le professeur Patrice Mangin trouve pour le moins "*étrange*" et dit "*ne pas comprendre*", d'autant plus que les scientifiques français ne disposent pas de diagnostic précis.

À la mort du raïs en 2004, "*les plus grands experts de la place de Paris se sont penchés sur son sort et aucune cause n'a été établie*", rappelle le directeur du Centre universitaire romand de médecine légale. "*L'hypothèse de l'infection a été, semble-t-il, celle qui a été le plus facilement écartée. Il n'y avait pas de fièvre, pas de syndrome infectieux et toutes les investigations microbiologiques se sont révélées négatives.*" Et le scientifique de s'interroger sur les nombreuses zones d'ombre qui entourent l'affaire, comme l'absence d'autopsie du corps ou la destruction des échantillons prélevés à l'époque par l'Institut de recherche dépendant de l'armée.

Autre personne à s'étonner des conclusions françaises, la veuve du raïs, Souha Arafat, qui s'est dite mercredi "*convaincue*" que son mari "*n'est pas décédé de mort naturelle*". S'estimant "*choquée*" que le rapport médical français qui lui a été transmis "*se résume à 4 pages*", contre 108 pour le document suisse, la veuve du raïs palestinien a demandé, par la voix de son avocat, que l'expertise du laboratoire de Lausanne soit versée à la procédure française afin d'apporter une conclusion "*homogène*". Quant à l'équipe russe, la troisième à avoir analysé les échantillons de la dépouille du raïs, elle a conclu à l'impossibilité de déterminer si le polonium est bien la cause du décès de Yasser Arafat.

"*On va rester dans le doute*", prédit Patrice Mangin. L'équipe de l'Institut de radiophysique de Lausanne reste toutefois très prudente sur la thèse d'un empoisonnement. "*Nous avons simplement évoqué une hypothèse, mais nous n'avons pas d'élément de certitude*", rappelle le scientifique. Interrogé par le journaliste Darius Rochebin sur les moyens de se procurer du polonium, Patrice Mangin rappelle néanmoins qu'il est "*difficile*" d'en obtenir. "*Pour fabriquer du polonium, il faut disposer d'un réacteur, et ce sont les États qui maîtrisent ce genre de chimie*", souligne-t-il.

## Un article mondialisation.ca du 9 décembre 2013

### La lutte pour l'Ukraine. (10.12)

De Peter Schwarz

La vague de manifestations en cours en Ukraine porte les étiquettes « *Made in Germany* » « *Made in UE* » et « *Made in America* ». Les médias occidentaux font de laborieux efforts pour dépeindre les manifestations de Kiev comme une lutte pour la démocratie et la primauté du droit. En fait, elles font partie d'un conflit sur des questions géostratégiques. Le but est de repousser l'influence de la Russie et de soumettre l'Ukraine à la domination de l'Allemagne, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Il y a neuf ans, la révolution 'orange' a été organisée avec le soutien politique et financier massif du gouvernement américain et des ONG américaines telles que l'Open Society Institute du milliardaire George Soros. Ces forces ont réussi à faire annuler l'élection présidentielle et à s'assurer que le tandem pro-UE et pro-US de Viktor Yushchenko et Julia Tymoshenko prenne le pouvoir en tant que chef de l'Etat et chef du gouvernement à la place de Viktor Yanukovich, qui était considéré comme l'homme de main de la Russie. Le duo est cependant rapidement tombé en défaveur et Ianoukovitch a été en mesure de se faire élire au poste de Président en 2010.

Maintenant une autre tentative est mise en oeuvre pour amener au pouvoir un régime qui subordonnera à l'UE l'ancienne république soviétique et le grenier à blé de l'Empire russe. Un examen de la direction politique des protestations révèle leur caractère réactionnaire. Elles sont conduites par trois partis, dont deux ont des relations étroites avec le camp conservateur au sein de l'UE, tandis que le troisième est ouvertement fasciste.

Le parti Batkivshchyna (Patrie), dirigé par Julia Tymoshenko, actuellement emprisonnée, a le statut d'observateur dans le Parti populaire européen, l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs de l'Europe. UDAR (Coup), dirigé par le champion de boxe Vitali Klitschko, qui réside en Allemagne, est une création de l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière allemande Angela Merkel et de son groupe de réflexion, la Fondation Konrad Adenauer. Cette dernière annonce publiquement sur son site Web des séminaires consacrés à l'éducation politique des membres de l'UDAR.

Selon une étude intitulée « L'extrême droite en Ukraine (texte en anglais) » par la Fondation allemande Friedrich Ebert, le troisième parti, Svoboda (Liberté), est « *le porte drapeau d'une idéologie d'extrême-droite radicale* ». Le nom original du parti était Parti national-socialiste d'Ukraine. Il utilisait comme emblème un logo qui rappelle la croix gammée nazie. Sur les conseils du Front National (FN) français, avec qui il travaille en étroite collaboration, il a décidé d'adopter un nom moins provocateur.

Arseniy Yatsenyuk (Patrie) and Vitali Klitschko (le dirigeant d'UDAR) tiennent des conférences de presse communes avec Oleh Tyahnybok de Svoboda. Tyahnybok est un néo-nazi notoire connu pour son ultranationalisme, sa xénophobie et son antisémitisme.

Les dirigeants politiques européens et américains ont exprimé leur solidarité avec les protestations en Ukraine. Les mêmes forces qui ont tacitement soutenues la brutalité de la police, qui passe à tabac sans pitié les opposants aux politiques d'austérité de l'UE à Athènes, Madrid et ailleurs, proclament maintenant leur indignation face à la brutalité de la police ukrainienne.

Le Secrétaire d'Etat des USA, John Kerry, a exhorté le gouvernement ukrainien à « écouter la voix de son peuple », tandis que son homologue allemand, Guido Westerwelle, est intervenu personnellement mercredi pour se mêler à des manifestants à Kiev. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a demandé que le gouvernement ukrainien garantisse le droit à la liberté d'expression et de réunion. Le gouvernement allemand, qui vient de lancer de nouvelles poursuites contre le Parti national-démocrate d'Allemagne, néo-fasciste, défend le droit de manifester des fascistes ukrainiens.

Bien qu'elle réclame la démission du Président et des nouvelles élections, l'opposition ne jouit pas du soutien de la majorité des Ukrainiens. Une motion de censure contre le gouvernement a échoué mardi au

Parlement. L'Accord d'association de libre-échange avec l'Union européenne que l'opposition veut mettre en oeuvre aurait un effet dévastateur sur de larges couches de la population ukrainienne.

L'accord avec l'UE exclut l'adhésion simultanée dans une union douanière menée par la Russie et couperait donc l'Ukraine de son principal partenaire commercial, avec lequel son industrie et ses voies de transport sont étroitement connectées. La suppression des droits de douane sur les produits européens signifierait aussi la faillite pour de nombreuses industries ukrainiennes.

Les termes de l'accord, qui comprennent l'introduction des règles de l'UE en matière de déréglementation du marché du travail, de privatisation des entreprises publiques et de réduction de la dette publique, auraient un impact social semblable au programmes d'austérité imposé à la Grèce, à la Roumanie et à d'autres pays. Le Fonds monétaire International (FMI) a déjà refusé à l'Ukraine un crédit indispensable parce que le gouvernement refuse une hausse du prix du gaz de 40 %, ce qui entraînerait inévitablement la mort de nombreux chômeurs et retraités, incapables de payer leurs factures de chauffage.

L'Accord d'association transformerait le pays en un vaste atelier pour les entreprises allemandes et européennes, qui pourraient produire à des taux de salaires inférieurs à ceux de la Chine. Dans le même temps, les ressources naturelles du pays, son territoire vaste et fertile et son marché intérieur de 46 millions d'habitants font de l'Ukraine une cible alléchante pour les entreprises allemandes et européennes.

L'accord renforcerait également le jeu de l'UE contre la Russie. Une union douanière ou une union eurasienne comprenant la Russie et l'Ukraine aurait eu une position beaucoup plus forte dans les négociations commerciales avec l'UE qu'une Russie isolée.

L'Allemagne, l'Union européenne et les Etats-Unis poursuivent des objectifs non seulement économiques, mais aussi géopolitiques en Ukraine. Étant donné la perte d'influence en Europe de l'est de la Russie depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'intégration de l'Ukraine dans l'UE pousserait la Russie à la périphérie de l'Europe.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Ukraine a constitué une partie importante de l'État russe et soviétique. Par ailleurs, la flotte russe de la mer Noire est située en Crimée dans un port, loué à la Russie par l'Ukraine.

Tant les États-Unis que l'UE ont intérêt à l'affaiblissement de la Russie, qui est considérée comme une alliée importante de la Chine. Immédiatement après son élection en mars, le Président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour renforcer le « *partenariat stratégique* » entre les deux pays. Les deux pays se sentent menacés sur le plan économique et stratégique par les incursions agressives des Etats-Unis et de ses alliés en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

La Chine développe également ses liens économiques avec l'Ukraine, dont les échanges commerciaux avec la Chine atteignent actuellement environ 5 % de son commerce extérieur. En octobre, le South China Morning Post a rapporté que l'entreprise publique chinoise XPCC avait conclu un accord avec la société ukrainienne agricole KSG Agro pour avoir accès à 100.000 hectares de terres arables pour la production d'aliments destinés à la Chine. Cette zone doit être étendue à 3 millions d'hectares, la taille de la Belgique ou du Massachusetts.

La Chine a déjà accordé au pays des prêts de 10 milliards de dollars. L'Ukraine considère ses relations économiques avec la Chine comme si importantes que le Président Yanukovich est parti mardi pour une visite d'Etat de quatre jours à Pékin, malgré la crise politique en cours.

Tel est l'arrière-plan des tentatives de l'Union européenne et du gouvernement allemand d'utiliser les manifestations de Kiev pour déstabiliser le gouvernement ukrainien. Leur initiative a été lancée en tandem avec les États-Unis, qui étendent systématiquement leur présence militaire en Asie pour encercler la Chine et miner son influence dans la région. À cette fin, les États-Unis ont massivement intensifié leur pression sur la Chine ces dernières semaines.

L'offensive contre l'Ukraine soulève de profondes questions historiques. Au cours de deux guerres mondiales, l'Allemagne a cherché à placer l'Ukraine sous son contrôle et a commis des crimes abominables au cours de ces entreprises.

L'audace actuelle du gouvernement allemand soulève de nouveaux dangers. Les tensions internationales croissantes peuvent rapidement se transformer en un conflit armé.

Article original, WSWS, publié le 6 décembre 2013

**Un article publié par michelcollon.info du 9 décembre 2013**

### **La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du Sud. (10.12)**

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

Une polémique à deux balles met en cause l'attitude du Front National vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Jean-Marie Le Pen expliquait, au moment de la libération de Nelson Mandela, que l'évènement ne l'avait « *ni ému, ni ravi* », en raison d'« *une espèce de méfiance à l'égard des terroristes quel que soit le niveau auquel ils se situent* ». De la vieille carne raciste...

Mais ce serait une grave erreur de focaliser sur Le Pen, et le rappel de quelques points d'histoire montre que tout le système était pourri. La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Eh oui.

Le tournant de l'Onu de 1963

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1963, par deux actes.

(C'est la mobilisation des masses en Afrique du Sud relayée par le mouvement ouvrier international suite à la terrible répression orchestrée par le régime de l'apartheid qui a conduit l'ONU à décider cette mesure.

Entre 1961 et 1963, quelque cent quatre-vingt-dix attaques armées sont répertoriées, principalement à Johannesburg, à Durban et au Cap. C'est aussi en 1963 que Nelson Mandela est condamné à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés. (Wikipedia)

Il faut remettre les choses à leur place et ne pas laisser penser que l'ONU aurait défendu un jour dans le monde une quelconque cause sociale ou se serait placé au côté des opprimés, bien au contraire, ce n'est pas sa fonction, elle n'a pas été créée pour cela, pas plus l'UE. C'est le genre d'entailles dans la réalité qu'on ne peut pas admettre. - Note de La voix de l'Opposition de gauche)

Le premier est la résolution 181 du 7 août 1963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

Le second est la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale du 13 novembre 1963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud. C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire.

Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisait partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, ignore le crime et soutient l'apartheid

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins.



Les contreparties ont été doubles.

D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant... Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives... une blague éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle et Pompidou, l'Afrique du Sud était le 3<sup>e</sup> client pour l'armement... Dassault et la SNECMA se sont gavés.

Ensuite, le flux commercial. L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1975, le Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) fait le bilan : « *La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales* ».

Giscard accélère...

Giscard, élu en 1974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier.... et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en août 1977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta...

Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi-terroristes, mi-communistes... L'une des bases était le groupe parlementaire d'amités France Afrique, du Sud présidé par le gaulliste Raymond Schmitlein, et dont le président d'honneur était Pierre Raynaud, l'ancien président du Conseil.

La présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au Journal officiel du 10 août 1974 : « *Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales* »

En 1974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1976, il nommait Médecin secrétaire d'Etat au tourisme.

Source : lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

## Un article du Réseau Voltaire du 9 décembre 2013

### Mandela et Israël. (10.12)

Les Occidentaux pleurent la mort de Nelson Mandela avec plus de tristesse que n'en manifestent les Africains. Ce deuil est une manière de solder l'idéologie coloniale et les crimes qui furent commis en son nom. Mais il est incompréhensible que ce torrent d'hommages fasse l'impasse sur la persistance d'un État raciste, historiquement fondé comme l'Afrique du Sud selon la vision du monde de Cecil Rhodes, le théoricien de « *l'impérialisme germanique* ». L'exemple de Mandela reste à suivre.

par Thierry Meyssan

L'oeuvre de Nelson Mandela est célébrée, partout dans le monde, à l'occasion de son décès. Mais à quoi son exemple sert-il si nous acceptons que perdure dans un État —Israël— l'idéologie raciale qu'il a vaincue en Afrique du Sud ?

Le sionisme n'est pas un fruit du judaïsme, qui y fut longtemps farouchement opposé. C'est un projet impérialiste né de l'idéologie puritaine britannique. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Lord Cromwell renversa la monarchie anglaise et proclama la République. Il instaura une société égalitaire et entendit étendre autant que faire se peut la puissance de son pays. Pour cela, il espérait nouer une alliance avec la diaspora juive qui deviendrait l'avant-garde de l'impérialisme britannique. Il autorisa donc le retour des juifs en Angleterre, dont ils avaient été chassés quatre cent ans plus tôt, et annonça qu'il créerait un État juif, Israël. Cependant il mourut sans avoir réussi à convaincre les juifs de se joindre à son projet.

L'Empire britannique n'a depuis cessé de solliciter la diaspora juive et de proposer la création d'un État juif, comme le fit Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria à la conférence de Berlin (1884). Les choses changèrent avec le théoricien de l'impérialisme britannique, le « *très honorable* » Cecil Rhodes —le fondateur des diamants De Beers et de la Rhodésie—, qui trouva en Theodor Herzl le lobbyiste qu'il lui fallait. Les deux hommes échangèrent une abondante correspondance dont la reproduction fut interdite par la Couronne lors du centenaire de la mort de Rhodes. Le monde devait être dominé par la « *race germanique* » (c'est-à-dire selon eux, outre les Allemands, les Britanniques —Irlandais inclus—, les États-Uniens et Canadiens, les Australiens et Néo-Zélandais, et les Sud-Africains), qui devaient étendre leur empire en conquérant des terres nouvelles avec l'aide des juifs.

Theodor Hertzl fut non seulement capable de convaincre la diaspora de se rallier à ce projet, mais il renversa l'opinion de sa communauté en utilisant ses mythes bibliques. L'État juif ne serait pas sur une terre vierge, en Ouganda ou en Argentine, mais en Palestine avec Jérusalem comme capitale. De sorte que l'actuel État d'Israël est à la fois le fils de l'impérialisme et du judaïsme.

Israël, dès sa proclamation unilatérale, s'est tourné vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie, seuls États avec lui à afficher le colonialisme de Rhodes. Peu importe de ce point de vue que les Afrikaneers aient soutenu le nazisme, ils étaient nourris de la même vision du monde. Bien que le Premier ministre John Vorster ne fit de voyage officiel en Palestine occupée qu'en 1976, dès 1953 l'Assemblée générale des Nations Unies condamna « *l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme* ». Les deux États travaillèrent en étroite collaboration que ce soit en matière de manipulation des médias occidentaux, de transports pour contourner les embargos, ou encore pour mettre au point la bombe atomique.

L'exemple de Nelson Mandela montre qu'il est possible de s'affranchir de cette idéologie et d'atteindre la paix civile. Aujourd'hui, Israël est le seul héritier au monde de l'impérialisme selon Cecil Rhodes. La paix civile suppose qu'Israéliens et Palestiniens trouvent leur De Klerk et leur Mandela.

## Un article Reuters du 10 décembre 2013

### La Suède s'interroge sur ses écoles privées. (11.12)

Vingt ans après le lancement d'un programme de privatisation partielle des écoles secondaires, la Suède s'interroge sur le bien-fondé d'une telle politique, marquée par la faillite de nombreux établissements et la baisse du niveau des élèves.

Au début des années 1990, l'Etat a fourni aux parents des bons finançant l'inscription de leur enfant dans les premiers collèges privés du pays, autorisés par ailleurs à faire des bénéfices.

Le système, inédit à l'époque en Europe, a depuis fait école, notamment en Grande-Bretagne.

Mais aujourd'hui, le bilan financier et éducatif de ces établissements fait débat en Suède, après la faillite proclamée de plusieurs d'entre eux dont celle, spectaculaire, de JB Education, une école secondaire propriété de l'entreprise Axcel et qui accueillait 11.000 élèves.

*"Je pense que dans notre aveuglement, nous avons beaucoup trop cru que davantage d'écoles privées signifierait un meilleur niveau d'éducation"*, a reconnu récemment Tomas Tobe, président de la commission de l'Education au parlement et chef de file du Parti du rassemblement modéré, pivot de la coalition au pouvoir.

Un quart des établissements scolaires du secondaire sont désormais privés dans le pays, et financés en partie par des fonds publics, soit le double de la moyenne observée dans l'ensemble des pays industrialisés.

Près de la moitié de ces établissements sont la propriété partielle ou totale d'entreprises, qui peuvent en tirer des bénéfices.

Les Verts, longtemps partisans eux aussi de la privatisation, ont battu leur coulpe le mois dernier dans une tribune publiée par un grand quotidien sous le titre *"Pardonnez-nous, notre politique a fait dériver nos écoles"*.

### INSOLVABILITÉ

La faillite de JB Education, qui laisse une ardoise d'un milliard de couronnes (111 millions d'euros) et un millier d'enseignants au chômage, n'est pas une exception. Des dizaines d'autres établissements ont ainsi connu des revers de fortune.

En outre, un collège suédois sur quatre perd de l'argent et le risque d'insolvabilité a augmenté de 188% depuis 2008, selon UC, une firme d'informations sur le crédit aux entreprises.

Ces difficultés financières trouvent aussi leur source dans la démographie. Le nombre d'élèves dans le secondaire est en baisse et ne devrait retrouver ses niveaux de fréquentation passés que dans une génération au mieux.

La situation actuelle s'explique aussi par la dérégulation totale intervenue depuis vingt ans. La Suède est passée ainsi en quelques années d'une structure étatique très rigide à un laxisme autorisant tout, ou presque.

Un homme condamné pour pédophilie avait pu ainsi ouvrir plusieurs écoles sans enquête préalable des autorités de tutelle.

*"J'ai souvent dit qu'il était plus facile d'ouvrir une école indépendante qu'une baraque à hot dogs. Quand on incite à la liberté de choix, on perd de vue le contrôle de la qualité"*, souligne Eva-Lis Siren, secrétaire générale de Lararförbundet, le principal syndicat enseignant.

Selon une étude de l'Agence nationale pour l'éducation, un institut public, un élève de 15 ans sur quatre n'est pas capable de comprendre un texte factuel de base.

*"A mon sens, cela n'a pas seulement un impact sur le statut de la Suède en tant que nation détentrice de savoir. Cela agit aussi sur l'évolution de la démocratie"*, juge la directrice de l'Agence, Anna Ekstrom.

## ENSEIGNANTS SANS DIPLÔME

L'an dernier, les inspecteurs de l'Education nationale ont reproché à JB Education de ne pas agir suffisamment en faveur de la qualité de l'enseignement et de se contenter de faire passer les examens aux élèves.

Ils ont aussi dénoncé le mode de fonctionnement de Praktiska Sverige, qui accueille plus de 5.000 élèves dans ses établissements et engage des enseignants sans diplôme en CDD tout en réduisant le nombre de bibliothèques scolaires à sa plus simple expression

La durée d'engagement des entreprises dans un projet d'école fait également débat. Le ministre de l'Education, Jan Björklund (centre-droit), va présenter un projet de loi obligeant les investisseurs potentiels à s'impliquer pendant au moins dix ans, alors que nombre d'entre eux misent un projet à cinq ou sept ans.

Les dirigeants politiques suédois, dans leur majorité, n'envisagent pas de revenir au système éducatif d'antan, dans lequel parents et enfants n'avaient pratiquement aucun choix.

Mais un récent sondage montre que 58% des Suédois souhaitent que les entreprises privées investissant dans l'école ne puissent légalement pas faire de bénéfices.

Les dérives rencontrées dans le milieu éducatif incitent par ailleurs les politiques à s'interroger sur le rôle trop important joué par le marché libre dans d'autres secteurs d'activité.

Jan Björklund propose ainsi que les entreprises privées soient interdites dans le domaine de la santé, y compris dans l'accueil et les soins aux personnes âgées.

Commentaire.

Un jour, quand il sera trop tard de préférence, une dépêche tombera du ciel informant le monde entier que ce qui était présenté comme un *"modèle social"* était en réalité un véritable cauchemar pour la population de ce pays transformée en zombie participant à sa propre déchéance depuis de longues décennies, miracle rendu possible grâce à la collaboration du mouvement ouvrier lobotomisé.

Ben oui, je sais que cela va encore faire hurler les vendus et nantis (en général cela va ensemble) qui ont soutenu PS et PCF depuis plus d'un demi-siècle. Vous ou moi vous ne savons peut-être pas ce qui se passe dans ce petit pays quotidiennement, mais ceux qui se réclament du mouvement ouvrier en Suède, leurs homologues qui les connaissent et les rencontrent, eux ils le savent forcément, cela ne les dérange pas vraiment puisqu'ils participent aux institutions...

**Un article liberation.fr du 14 décembre 2013**

### **Merkel gouvernera avec les sociaux démocrates . (15.12)**

Le SPD allemand a approuvé le projet de gouvernement commun avec la chancelière conservatrice.

Le parti social démocrate allemand (SPD) a annoncé, samedi, que ses adhérents avaient approuvé le projet de gouvernement commun avec les conservateurs, ouvrant la voie à une réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat de chancelière.

La direction du SPD a annoncé une victoire du «oui» avec près de 76% des voix, dans un vote par correspondance organisé auprès de ses quelque 470.000 adhérents. Malgré de fortes réticences initiales parmi les militants, le président du parti, Sigmar Gabriel, a réussi à rassembler derrière lui une majorité nette, obtenue avec un taux de participation élevé, proche de 78%. Ce qui renforce son autorité à la tête du SPD. *«Cela fait longtemps que je n'ai pas été aussi fier d'être social-démocrate»*, s'est-il félicité, sous les acclamations de centaines de militants du SPD venus de toute l'Allemagne pour aider au dépouillement des bulletins de votes.

Ce résultat met un terme à des semaines de tractations difficiles pour former un gouvernement de «grande coalition» sous l'autorité de la chancelière conservatrice, arrivée largement en tête des législatives du 22 septembre. Avec 41,5% des voix, Angela Merkel avait frôlé la majorité absolue. Mais la défaillance de son allié libéral (FPD) éjecté du parlement, l'a obligé à de longues négociations avec les sociaux-démocrates arrivés deuxièmes (25,7%).

Les conservateurs (CDU) ont salué le résultat du vote des militants SPD: *«Tout est en place pour la formation d'une coalition commune. [...] Nous nous réjouissons que le travail du gouvernement commun puisse commencer rapidement.»*

Neuf postes aux conservateurs, six aux sociaux démocrates

Pour convaincre ses troupes, Sigmar Gabriel avait sillonné l'Allemagne depuis deux semaines, à la rencontre des militants de base, vantant les mesures de progrès social du contrat de coalition annoncé fin novembre: salaire minimum horaire de 8,50 euros, amélioration des petites retraites, mécanisme de limitation des hausses de loyer... Les mesures sociales et les investissements du nouveau gouvernement, évalués à 23 milliards d'euros d'ici 2017, ont cependant été très critiqués par les milieux patronaux et une grande partie de la presse.

La composition du nouveau gouvernement de «grande coalition» doit être annoncée officiellement dimanche. Neuf postes seront attribués aux conservateurs (CDU/CSU), six aux sociaux démocrates. Mais la plupart des nominations ont déjà fuité dans la presse. Wolfgang Schäuble, 71 ans, vieux routier de la politique allemande et fidèle lieutenant de Merkel, conserverait le ministère des Finances, fort d'une solide réputation forgée durant la crise de l'euro. Le cacique du SPD Frank-Walter Steinmeier, 57 ans, reviendrait aux Affaires étrangères, comme lors de la première «grande coalition» de Merkel (2005-2009). Le président du SPD, Sigmar Gabriel, dirigerait un grand ministère de l'Économie, chapeautant aussi la transition énergétique, projet phare de l'Allemagne pour les prochaines années.

Les analystes promettent à ce gouvernement une grande stabilité en raison de sa majorité écrasante au parlement. Merkel doit désormais être réélue chancelière pour quatre ans, lors d'un vote des députés du Bundestag mardi.

Commentaire.

Se confirme donc ce que nous avons affirmé les dernières semaines, les bavards (du POI notamment) qui avaient laissé entendre qu'un dénouement différent était encore possible en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils n'avaient fait que laisser libre cours à leurs propres souhaits trahissant ainsi leur véritable nature politique de suppôt du régime. C'est une constance chez eux notez bien, cela ne date pas d'hier.

## Un article AFP du 17 décembre 2013

### Le syndicaliste Edouard Martin tête de liste PS aux européennes. (19.12)

L'emblématique syndicaliste CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), Edouard Martin, 50 ans, a choisi de se lancer en politique en annonçant qu'il sera tête de liste PS aux élections européennes de 2014 dans la circonscription du Grand Est.

*"Oui, je serai tête de liste sur la liste socialiste dans le Grand Est. J'ai accepté la proposition qui m'a été faite"*, a déclaré Edouard Martin au journal de 20H00 de France 2.

Edouard Martin avait été propulsé l'an dernier sur le devant de la scène à l'occasion de la lutte contre la fermeture des hauts fourneaux lorrains.

A l'époque, le syndicaliste n'avait pas mâché ses mots contre le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, à qui il reprochait d'avoir cédé face à ArcelorMittal sur Florange.

*"Monsieur le Président, vous attendez quoi? Qu'il y ait un malheur ici? Eh bien, nous, on va être votre malheur!"*: l'image d'un Édouard Martin, submergé par la colère et la tristesse, interpellant François Hollande avait marqué le combat de Florange.

Avec son sens de la formule et sa belle gueule burinée, le cédétiste, né en Andalousie et arrivé en Lorraine avec sa famille au début des années 1970, était devenu l'ambassadeur des sidérurgistes, arpentant sans relâche les plateaux télévisés et multipliant les opérations médiatiques, tout en faisant grincer des dents dans les rangs syndicaux à Florange.

Depuis la parution en avril de son livre *"Ne lâchons rien"* sur ses mois de lutte syndicale, M. Martin avait à plusieurs reprises laissé entendre qu'il pourrait s'engager en politique.

Mais jusqu'à récemment il se méfiait du PS, de peur d'être utilisé comme un *"gadget"* électoral.

Il a refusé mardi avoir changé de camp. *"Ceux qui disent ça, c'est mal me connaître"*, a-t-il rétorqué.

*"Je ne renie rien et je n'enlève rien à ce que nous avons dit et fait"*, a-t-il souligné, appelant les ouvriers de Florange à se *"tourner vers l'avenir"*, après la fermeture des hauts fourneaux en avril et la promesse du président François Hollande en septembre de créer un centre de recherche dans la métallurgie à Florange.

*"Je m'engage dans une nouvelle mission: je n'ai pas l'impression de m'engager en politique, dans le sens où je n'ai pas programmé de faire une carrière politique. J'ai simplement envie de continuer le combat que nous menons depuis maintenant plusieurs années sur le maintien de l'industrie en France et en Europe, et j'ai envie de le poursuivre à un autre niveau, au niveau européen, parce que c'est là que se prennent toutes les grandes décisions qui nous impactent"*, a-t-il ajouté.

La nomination du charismatique leader syndical de Florange est un coup dur pour l'eurodéputée Catherine Trautmann, actuelle chef de délégation socialiste française au Parlement européen, initialement pressentie pour diriger la liste.

Elle a toutefois estimé que la campagne serait *"énergisée par sa venue"*, qui *"doit nous permettre de gagner une troisième place"* dans cette circonscription où le PS en avait obtenu deux aux dernières élections.

Le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, s'est aussi félicité du ralliement d'Edouard Martin, y voyant une *"très grande fierté pour les socialistes"*.

*"Edouard Martin apportera la force de ses valeurs et de ses convictions à notre combat pour une nouvelle politique industrielle européenne, pour la croissance et l'emploi, et pour une véritable Europe sociale protectrice des droits des travailleurs"*, a souligné Harlem Désir.

Le ralliement du syndicaliste mosellan fait écho, à Paris, à celui de Didier Le Reste, ex-leader de la CGT Cheminots, qui est sur la liste PS d'Anne Hidalgo aux municipales.

Pour l'ancienne ministre UMP Nadine Morano, l'offre du PS à Edouard Martin *"est la récompense d'un syndicaliste qui ne menait pas un combat pour les salariés de Florange, qui menait un combat personnel et surtout un combat politique"*.



Un article publié le monde.fr du 17 décembre 2013

### Les produits dérivés dépassent leur niveau d'avant-crise. (19.12)

« *Les produits dérivés sont une arme de destruction massive* », a coutume de dire l'investisseur et milliardaire américain Warren Buffett. L'étude publiée mardi 17 décembre par le cabinet d'analyse financière indépendante AlphaValue, intitulée « *Quelles banques sont des Fukushima en puissance ?* », montre que ce n'est pas près de changer. Celle-ci révèle en effet que la valeur notionnelle des dérivés (c'est-à-dire la valeur faciale qui apparaît sur les contrats de ces produits) dépasse désormais son niveau d'avant la crise des subprimes.

**Au premier semestre 2013, elle s'élevait en effet à 693 000 milliards de dollars, contre 684 000 milliards au premier semestre 2008, selon les chiffres que le cabinet a tirés des rapports de la Banque des règlements internationaux (BRI). L'équivalent de dix fois le PIB mondial, contre trois fois le PIB mondial il y a quinze ans. « C'est un risque potentiel énorme, et la crise n'a pas changé les pratiques des banques en la matière », explique Christophe Nijdam, qui a piloté l'étude.**

CDS, dérivés de taux, swaps... Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur varie en fonction du prix d'un actif appelé sous-jacent, qui peut être une action, une obligation, une monnaie, un taux, un indice ou encore une matière première. Ils ont été créés à l'origine par les agriculteurs afin de se couvrir contre les risques financiers, comme par exemple la flambée, ou au contraire l'effondrement, du prix du blé ou du café. Mais dès les années 1980, ils ont été progressivement détournés par les banques à des fins de spéculation.

Selon la BRI, sur les 5 300 milliards de dollars échangés tous les jours sur le seul marché des changes, seuls 7 à 8 % seraient utilisés par des opérateurs finaux non financiers souhaitant réellement se prémunir contre les risques. Or, la crise des subprimes l'a rappelé, les produits dérivés sont loin d'être sans danger. « *La plupart s'échangent de gré à gré, c'est-à-dire d'un établissement à l'autre, sans règle de sécurité et dans l'opacité totale* », explique-t-on à Finance Watch, une association qui milite pour une meilleure régulation de la finance.

L'assureur américain AIG, qui fut sauvé de la faillite par un prêt massif de l'Etat en 2008, détenait ainsi pour plus de 1 600 milliards de dollars de CDS (credit default swap)... « *Comme personne ne savait qui détenait les CDS vendus ou échangés par AIG, ces derniers ont contribué à propager la panique dans tout le système* », rappelle Christophe Nijdam, qui a travaillé sur les marchés dérivés dès les années quatre-vingt au sein de plusieurs établissements financiers. Un risque systémique que les dérivés font toujours planer sur le système financier.

AlphaValue a également épluché les documents officiels des grandes banques européennes afin de déterminer quelles sont celles qui détiennent les montants notionnels de produits dérivés les plus élevés. En tête arrive la Deutsche Bank (55 600 milliards d'euros), suivie de la française BNP Paribas (48 300 milliards) et la britannique Barclays (47 900 milliards). La Société générale (19 200 milliards) et le Crédit agricole (16 800 milliards) apparaissent en huit et neuvième positions.

Mais si l'on compare ces chiffres au PIB du pays d'origine de la banque, le classement est un peu différent. Cette fois, c'est Credit Suisse (86 fois le PIB helvète !) qui figure en tête, suivi par UBS (65 fois le PIB suisse) et Barclays (26 fois le PIB britannique). BNP Paribas apparaît en cinquième position (24 fois le PIB français) devant la Deutsche Bank (22 fois le PIB allemand), la Société Générale (10 fois le PIB français) et le Crédit agricole (8 fois) en dix et onzième positions. La première banque américaine, JPMorgan, n'apparaît qu'en treizième place du classement (« *seulement* » 4 fois le PIB américain).

Les régulateurs sont conscients du problème, et exigent notamment que les échanges de produits dérivés passent à l'avenir par des chambres de compensation – structures qui assurent le règlement-livraison des transactions et garantissent le respect des règles de transparence et de sécurité.

Pour les produits les plus « *exotiques* », les régulateurs projettent de demander aux établissements de mettre une certaine marge financière de côté, équivalente par exemple à 15 % de la valeur notionnelle du contrat pour les dérivés d'action. Déjà partiellement en place aux Etats-Unis, les réglementations sur le sujet sont encore en cours d'élaboration en Europe. De plus, la taxe sur les transactions financières, à l'étude en



Europe, toucherait 0,01 % des transactions sur les produits dérivés. « *Cette taxe réduirait de 75 % les volumes d'échange de ces instruments, c'est-à-dire l'essentiel de la part spéculative* », commente Christophe Nijdam. A condition qu'elle soit un jour appliquée. « *Le lobby du secteur mettra tout en œuvre pour en limiter la portée* », prévient un député européen.

## Un article du Reuters du 17 décembre 2013

### **Londres proposera de nombreux permis de gaz de schiste en 2014 (19.12)**

Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il lancerait au début de l'été prochain un grand nombre de licences d'exploration pour la recherche de gaz de schiste, sur lequel il compte pour réduire la dépendance croissante du pays envers les importations d'énergie.

Les études géologiques montrent que le Royaume-Uni possède d'importantes réserves de schiste mais il reste à voir quelles quantités de gaz elles renferment.

Le ministre de l'Energie, Michael Fallon, a dit s'attendre à délivrer entre 50 et 150 licences d'exploitation à l'été 2014.

*"Nous pourrions doubler le nombre de licences onshore lors de ce round"*, a-t-il dit à la presse après avoir présenté les conclusions d'un rapport sur le sujet.

Il s'agira de la 14e attribution de licences terrestres, dans le cadre d'un processus qui a été suspendu durant quatre ans à la suite de secousses sismiques provoquées par des forages d'exploration dans le Lancashire.

La technologie d'extraction par fracturation hydraulique suscite une forte opposition des riverains et des associations de défense de l'environnement au Royaume-Uni mais le gouvernement n'en continue pas moins de promouvoir cette nouvelle source d'énergie, qui selon ses calculs pourrait permettre de créer jusqu'à 32.000 emplois dans le pays d'ici les années 2020.

*"Aujourd'hui marque une nouvelle étape dans la libération du potentiel du gaz de schiste dans notre offre d'énergie"*, a affirmé Michael Fallon.

Dans son scénario le plus optimiste, le gouvernement estime que la production de gaz de schiste dans le pays pourrait représenter plus du triple de sa demande actuelle de gaz.

Les estimations des réserves du pays et des incitations fiscales promises par le gouvernement ont suscité l'intérêt de grosses firmes étrangères comme GDF Suez, qui a déjà pris des parts dans des projets, ou Total.

## Un article AFP du 17 décembre 2013

### Dans la Grèce en crise, des payes souvent amputées ou retardées. (19.12)

Salaires payés partiellement, en nature, ou avec des mois de retard, le paysage sinistré de l'emploi en Grèce ne se résume pas au taux de chômage record de la population, à plus de 27%.

*"Tous les matins, je laisse mes enfants, je prends ma voiture, je mets de l'essence et je viens travailler".* La crise n'a rien changé au rituel de Chrissoula Zarkamela, caissière à Katerini (nord du pays), sauf sur un point: elle n'a pas touché ses 894 euros mensuels depuis le mois d'août, comme ses dix collègues du supermarché Arvanitidis.

L'ensemble des salariés de cette chaîne, qui compte environ 150 magasins dans le pays, vivent au gré des versements aléatoires de salaire, explique-t-elle.

*"Les problèmes sérieux ont commencé il y a un an. Au début nous étions payés un mois en retard, on ne disait trop rien. Puis les impayés se sont accumulés"*, raconte Mme Zarkamela.

En mai, l'employeur, qui devait trois mois de salaire, leur fait une proposition étonnante: la moitié de leur dû versé en coupons de 20 euros à dépenser dans le magasin.

Plusieurs salariés ont refusé: *"ils croient que je vais payer mes impôts en farine et sucre!"*, peste la caissière quadragénaire.

Seule du magasin à pouvoir compter sur un deuxième salaire, celui de son mari, elle se demande pourtant si elle va pouvoir *"racheter du fuel pour le chauffage"*.

*"Plus d'un million de salariés impayés"* en Grèce, titrait début décembre le quotidien libéral Kathimerini, citant une estimation *"empirique"* de l'Institut de recherche du principal syndicat du privé GSEE. Un nombre à rapprocher des 1,37 million de chômeurs du pays.

*"Les retards d'un ou deux mois sont si fréquents que même l'inspecteur du travail le plus bienveillant juge inutile de s'y attaquer"*, affirme l'avocate Margetina Stefanatou, spécialisée en droit du travail.

*"Une entreprise sur deux ne paie pas ses salariés dans les temps"*, décrit Yannis Kouzis, enseignant à l'université Panteion d'Athènes et chercheur à l'institut de la GSEE. Les secteurs les *"plus problématiques"* sont, selon lui, la sécurité, le nettoyage, la restauration et l'hôtellerie.

Mais dans un pays comptant 98,5% d'entreprises de moins de 50 salariés, *"les plus vulnérables"* en temps de crise, cette estimation donne une image *"biaisée"*, nuance la fédération grecque du patronat SEV, interrogée par l'AFP.

Avec l'assèchement du crédit bancaire, ces petites entreprises ne peuvent plus faire face aux écarts de trésorerie, observe l'avocate Stenafatou sans nier les cas de *"mauvaise gestion"*.

A l'hôpital Henri Dunant d'Athènes, établissement dernier cri ouvert en 2000 sous l'égide de la Croix Rouge Hellénique, l'ancienne équipe de direction a laissé un trou de millions d'euros.

Plus de 1.000 employés n'y sont pas payés depuis neuf mois, raconte Anastasia Koutsouris, 45 ans, médecin généraliste privée de ses 1.650 euros mensuels. *"Partir? mais pour trouver du travail où?"*, demande-t-elle.

La crainte du chômage retient aussi N., 52 ans, serveur dans un hôtel du centre d'Athènes où il reçoit *"200 euros par-ci, par-là"* depuis *"quinze mois"*, explique-t-il à l'AFP.

Un autre salarié athénien, employé de la même entreprise automobile depuis 22 ans, affirme sous couvert d'anonymat être payé 100 à 150 euros par mois depuis deux ans et demi, *"l'argument étant que l'entreprise va mal"*.

Rares sont les salariés à se mobiliser comme l'ont fait cet automne les ouvriers des chantiers navals de

Skaramangas, près d'Athènes, manifestant régulièrement pour réclamer 18 mois d'impayés. Impayés également, les marins du *"Pénélope"* reliant la côte athénienne aux Cyclades, ont cessé le travail depuis cet été.

*"La crise est arrivée dans un marché du travail grec qui était déjà une jungle caractérisée par de nombreux abus"*, affirme Eli Varkalama, juriste à la GSEE.

Parmi les autres hardiesses salariales débusquées par le syndicat, des contrats d'embauche prévoyant le versement de la paye à trois mois. Ou pire: un hôtelier de l'île d'Egine a proposé un emploi de femme de chambre *"volontaire"*. Rémunération? la pension complète.

## **Un article lexxpress.fr du 16 décembre 2013**

### **La crise économique est une guerre comme les autres. (19.12)**

Partout dans le monde développé , et en France en particulier, les crises économiques et les guerres sont gérées très différemment :

Les guerres. sont gérées simplement et efficacement : un but de guerre, un chef de guerre, un consensus national, une analyse des forces ennemies, une stratégie, des tactiques, des moyens. Et on voit alors les chefs d'état les plus indécis se transformer, au contact de leurs généraux, en stratège décidé.

Les crises économiques, au contraire, sont gérées, la plus part du temps en démocratie.

Sans but clair, sans consensus national, sans analyse des forces hostiles, sans stratégie, et avec. des chefs indécis, multiples et contradictoires.

En conséquence, l'histoire récente a montré que même ceux qui savent gagner les guerres de mouvement les plus difficiles s'enlisent dans des conflits économiques et sociaux sans fin.

De fait, les dirigeants en arrivent même à préféré entrer dans des conflits militaires plutôt que de faire des choix économiques.

De plus, par définition, les ennemis dans un conflit international ne sont pas des électeurs; aussi le pouvoir politique n'a aucune raison de les ménager.

A la différence de tous ceux qui, dans le pays, ont quelque chose à perdre dans toute réforme économique globalement salutaire.

On a plus de chance d'être populaire en se lançant dans un conflit que dans des réformes. Et, dans certaines circonstances historiques particulièrement tragiques, les peuples finissent même parfois par confier la gestion de la crise économique à des militaires.

En France, ce raisonnement s'applique parfaitement aujourd'hui : le président actuel de la République, comme son prédécesseur, semble plus à l'aise dans la gestion de crises militaires que dans celle de la crise économique.

Dans un cas, il décide avec lucidité et détermination de déclencher l'action d'une excellente armée, unie sous un même commandement, pour gagner une guerre avec l'approbation d'une majorité du pays. Ainsi fut fait récemment en Lybie , au Mali, en RCA.

Dans un autre, l'un comme l'autre n'ont pas osé trancher, reformer, avancer autant que nécessaire de peur de mécontenter tel ou tel groupe.

Si un chef de guerre cherchait à être le barycentre des forces de ses lieutenants, il serait certain de perdre toutes les batailles. Il en va de même pour la guerre économiques.

L'histoire nous apprend donc qu'un grand pays ne peut conduire de grandes réformes, pour juguler une crise économiques, que s'il emploie les mêmes moyens que ceux qu'il emploie pour mener un conflit armé :

Une analyse claire des forces en présence, un chef déterminé , un but de guerre clairement énoncé, la construction d'un consensus national aussi large que possible, sur ce but de guerre. Et l'analyse lucide des pertes tolérables .

On rêve donc aujourd'hui de voir reconnaître que nous sommes en guerre économique, des ministres unis, formant un véritable état major de crise autour de lui, agissant sans sourciller, autour d'un président déterminé.

Et qu'on ne dise pas que la gestion d'une crise économique est plus complexe que celle d'une guerre: Dans les deux cas, on met en jeu la vie d'hommes et de femmes, en affrontant des péripéties parfois dramatiques et changeantes.

Il faudrait donc apprendre combattre la crise avec la même détermination, la même absence de recherche de popularité, avec le même décorum, la même mise en scène, le même vocabulaire que le combat contre un ennemi de l'extérieur.

Dans les deux cas, la patrie est en danger.

Commentaire.

Et le même cynisme !

Quelle est la patrie d'Attali, à défaut de Jérusalem ? La banque ! Vous retrouvez dans son discours la quasi-totalité de mon analyse sur l'oligarchie financière anglo-saxonne, le néolibéralisme, leur état d'esprit, leur stratégie politique, le nouvel ordre mondial qu'ils tentent d'instaurer.

## Un article AFP du 18 décembre 2013

### Afghanistan: le "grand jeu" autour des gazoducs s'intensifie. (19.12)

Des pays assis sur des gisements de gaz naturel colossaux, des multinationales qui rivalisent pour exporter cette manne et des rebelles plantés sur les routes de transit : de l'Asie centrale à l'Inde, la géopolitique des pipelines s'intensifie à l'approche du retrait occidental d'Afghanistan.

C'est l'un des plus ambitieux projets au monde, relier les champs gaziers d'Asie centrale au sous-continent indien.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan à la fin des années 1980, les sociétés américaine Unocal et argentine Bidas s'étaient cassées les dents en tentant de construire ces autoroutes du gaz dans un remake du "grand jeu", célèbre lutte au 19e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne pour le contrôle de cette région stratégique.

Mais la flamme du gazoduc espéré ne s'est jamais vraiment éteinte. Et aujourd'hui, à un an du retrait des forces de l'Otan d'Afghanistan, les jeux se multiplient en coulisses pour construire le TAPI, un gazoduc de 1.700 kilomètres reliant les champs gaziers du Turkménistan à l'Inde, via l'Afghanistan et le Pakistan.

Le Pakistan et l'Inde cherchent désespérément de l'énergie pour assurer leur croissance économique et l'Afghanistan démuni pourrait y gagner des centaines de millions de dollars de droit de passage.

*"L'Afghanistan est un pont entre l'Asie centrale et le sous-continent indien, ce projet est le premier exemple pour le prouver"*, se félicite Abdul Jalil Jumriany, directeur général de l'Autorité afghane du pétrole.

Les trois pays en aval ont déjà signé des contrats d'approvisionnement en gaz avec les autorités turkmènes. *"La balle est désormais dans le camp du Turkménistan"*, qui doit ces prochains mois fournir à ses trois partenaires une liste de sociétés avec lesquelles il serait prêt à construire ce pipeline, insiste M. Jumriany.

Mais qui acceptera d'investir au moins 7,6 milliards de dollars pour un gazoduc traversant des régions instables d'Afghanistan et du Pakistan ?

Les géants américains Chevron et ExxonMobil, le malaisien Petronas et la britannique British Gas ont déjà *"exprimé leur intérêt"* pour construire ce gazoduc en échange de frais de transport à long terme, ont indiqué à l'AFP des sources proches du dossier.

Mais ces groupes pourraient monnayer cher leur participation, et réclamer en plus au Turkménistan des participations dans l'exploration et la production gazière. *"Elles n'en font pas mystère"*, souligne Mobin Saulat, directeur de l'Inter State Gas systems, société gérant les dossiers de gazoducs internationaux au Pakistan.

Reste à savoir ce que le Turkménistan acceptera d'accorder à des sociétés étrangères et les garanties exigées des pays qui les soutiennent, en particulier les Etats-Unis, d'autant plus favorables au TAPI qu'ils sont hostiles au second projet de pipeline régional, l'IP, censé relier l'Iran et le Pakistan.

L'Iran a célébré plus tôt cette année la fin de la construction de sa portion de l'IP, un projet de 7,5 milliards de dollars devant relier le champ gazier offshore de South Pars au sud du Pakistan.

Une avancée à laquelle Washington n'a pas caché son hostilité, le Département d'Etat soulignant qu'*"il y a d'autres solutions à long terme pour répondre aux besoins énergétiques du Pakistan"* et que ce dernier a plutôt *"intérêt à éviter toute activité susceptible de sanction"*.

*"Le TAPI et l'IP sont tous deux compatibles, car nos besoins énergétiques sont supérieurs au volume des deux projets combinés"*, juge toutefois un haut cadre du ministère pakistanais du Pétrole. Seul hic, le Pakistan, sans le sou, n'a toujours pas lancé la construction de sa partie du pipeline, au coût estimé à deux milliards de dollars, et juge désormais *"irréaliste"* la fin d'éventuels travaux en 2014.

Les Etats-Unis oseront-ils imposer des sanctions au Pakistan, allié clé dans la "*guerre contre le terrorisme*", car ce dernier traite avec l'Iran? Islamabad nie toute menace, mais des experts du dossier évoquent des pressions de Washington, et ce malgré le récent dégel américano-iranien.

Chaque projet de gazoduc est confronté à des défis sécuritaires qui pourraient décourager des investisseurs.

L'IP comme le TAPI doivent traverser la province pakistanaise du Baloutchistan (sud-ouest), théâtre d'une guerre larvée entre l'armée et des mouvements sécessionnistes.

Le second y ajoute en plus des bastions rebelles talibans en Afghanistan. "*Mais le TAPI ne sera pas forcément gêné par les talibans afghans*" qui pourraient être incités à l'accepter par l'intermédiaire du Pakistan, toujours en contact avec une partie d'entre eux, note Didier Chaudet, chercheur français à l'IPRI, un centre de réflexion pakistanais. Et les rebelles afghans pourraient accepter le gazoduc en échange de droits de passage informels, note-t-il.

A l'approche du retrait de l'Otan, ces pipelines sont pour les puissances régionales une incitation économique à travailler ensemble pour stabiliser une zone déchirée par les conflits depuis plus de trente ans, notamment en Afghanistan. Un espoir qui vaut parfois au TAPI le surnom de "*gazoduc de la paix*".

"*C'est vrai en théorie*", estime l'analyste indien Bharat Karnad, qui ne cache toutefois pas son scepticisme, estimant que le TAPI ne pourra éventuellement voir le jour qu'"à très long terme lorsque tous les conflits inter et intra-étatiques de la région seront résolus". L'IP ne sera pas non plus simple à réaliser.

Le jeu en vaut pourtant la chandelle, souligne l'ancien ministre pakistanais des Finances Salman Shah, car si ces gazoducs finissent par voir le jour "*c'est toute la région qui décollera économiquement*".



Un article publié par french.trib.ir du 19 décembre 2013

### L'Europe, promoteur du désordre ukrainien. (20.12)

Pendant que les médias nous saoulent avec les funérailles de Mandela, s'essayant à faire monter la sauce d'une nouvelle idolâtrie cosmopolitiste, des événements d'une gravité extrême se déroulent en Ukraine, berceau légendaire de la Russie. Là où Rûs et Varègues qui, après avoir traversé des mers tempétueuses et franchi les détroits, remonté de vastes fleuves, débarquèrent de leur navire à fond plat pour fonder de nouveaux royaumes. Demain la guerre civile ? Peut-être pas, mais la répétition, avec un réel potentiel de violence, de la Révolution orange de novembre 2004 ne laisse pas d'inquiéter. Surtout dans le contexte d'un Levant toujours incandescent et des ennemis de la paix qui ne désarment pas à Riyad, à Paris, à Tel-Aviv, à Washington.

Qui ne voit que l'Union européenne, une entité bien identifiable, localisée à Bruxelles et incarnée par une poignée d'oligarques à mine patibulaire – les Martin Schultz, les Barroso et leurs sous-fifres faire-valoir, hommes et femmes de paille, les Ashton, les Van Rompuy – est au pire une fauteuse de guerre et au mieux un foyer de tensions ? Il suffit de considérer la situation à Kiev pour s'en convaincre. N'est-ce pas la proposition intempestive de Bruxelles d'établir un partenariat privilégié avec l'Ukraine qui a mis le feu aux poudres et déstabilisé le pays ? Car il ne fallait pas être devin pour prévoir la réaction russe, le Kremlin s'étant toujours montré très chatouilleux chaque fois que les Atlantistes se sont risqués à empiéter sur leur Pré-carré.

On l'a vu quand les États-Unis ont voulu déployer en Mer Baltique et en Europe orientale les radars d'acquisition et les missiles d'interception d'un « bouclier anti-missiles » prétendument destinés à protéger l'Occident contre une attaque de vecteurs nucléaires intercontinentaux iraniens ! En réponse Moscou avait prépositionné ses propres armes hypersoniques *"Iskender"* à Kaliningrad [Kœnigsberg]. De la même façon en 2008, quand la Géorgie, soutenue par Washington et Tel-Aviv, avait eu l'imprudence de tester en Ossétie du Sud la détermination de Moscou à ne pas laisser l'Ouest marcher sur ses plates-bandes, la réponse avait été cinglante. Mal lui en avait pris et l'Ossétie du Sud puis l'Abkhazie avait saisi l'occasion, à l'issue du conflit, de se déclarer indépendantes... sous le parapluie de la Fédération de Russie. En fait ce conflit limité dans le temps et l'espace - il se prolongea huit jours avant l'intervention d'un cessez-le-feu - fut néanmoins une guerre véritable qui eut pu facilement se solder par l'occupation complète de la Géorgie... n'eut été l'intervention de M. Sarkozy dont le pays, la France, assurait alors la présidence tournante du Conseil européen. À la suite de quoi Géorgie et Ukraine candidataient – ou furent incitées à le faire - à l'Otan. Adhésion qui eut put créer ultérieurement les conditions d'affrontements d'une toute autre ampleur eu égard à l'Article 5 de la Charte atlantique relative à l'obligation de solidarité en cas d'attaque de l'un de ses membres.

#### Révolution orange sur fond de concussions

En fait ce conflit était en gestation depuis 2004 et l'arrivée aux Affaires de l'américano-géorgien Saakachvili 1 à l'occasion de la *"Révolution des roses"* de novembre 2003. Celle-ci aura précédé d'un an la Révolution orange qui devait également porter en Ukraine une équipe pro-américaine conduite par Viktor Iouchtchenko 2, soutenue et financée en large partie par l'Administration américaine sous couvert la *"Fondation pour la société ouverte"* du milliardaire américain George Soros 3. Les occidentaux auront ensuite beau jeu d'accuser les Russes d'avoir planifié à partir de 2006 une offensive militaire en cas d'intervention géorgienne en Ossétie du Sud.

2013 rebelote. La Révolution orange de novembre 2004 ayant fait long feu, le gouvernement occidentaliste qui prend les commandes en janvier 2005 commencera très vite à se fissurer. Sans doute dès septembre de la même année avec le limogeage du Premier ministre Ioulia Tymochenko. La malheureuse ayant fait la preuve de ses incompétences – mais non point de son aptitude à la concussion - elle finit par se retrouver – au grand dam de ses bons amis de Bruxelles - derrière les barreaux en octobre 2011, condamnée à sept ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir à propos de contrats gaziers signés en 2009 entre son pays et la Russie ! Une condamnation apparemment pleinement justifiée au regard du dossier et des prévarications dont elle se serait rendue coupable ! Mais la leçon n'a été entendue ni à Washington ni à Bruxelles. Au reste les moyens mis en œuvre aujourd'hui pour relancer la machine subversive sont à la hauteur des enjeux : extraire l'Ukraine de l'orbite russe et l'arrimer à la nef des fous d'une Europe à la dérive...

Ainsi, les récentes émeutes de Kiev ont vu l'entrée en scène de jeunes Tatars de Crimée encadrant les manifestations. Des membres du mouvement Azatlyk [Liberté] de Naïl Nabiullin, qui militent pour la Grande Turquie et qui sont soutenus à l'occasion aussi bien par des partis trotskistes - tels le Front de gauche russe de Sergueï Oudaltsov - que par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Certains d'entre eux venaient de revenir - justement via la Turquie – des théâtres d'opérations syriens où ils s'étaient formés à la guérilla djihadiste en combattant l'État baasiste.

On notera par ailleurs et avec amusement la similarité des *modus operandi* en matière de communication des nouveaux "révolutionnaires" de Kiev... Le 9 avril 2003, à Bagdad, sur la place Ferdaous, quelques grappes d'opposants stipendiés revenus dans les fourgons du malheur et de l'armée américaine, abattaient la statue de Saddam Hussein. Seuls une profonde myopie empêcha les journalistes présents - et les salles de rédaction - de voir qu'il s'agissait d'une grossière mise-en-scène ; le 8 décembre, à Kiev, "Lénine" était à son tour déboulonné place de l'Indépendance. Nul ne le regrettera. Bien sûr comparaison n'est pas raison, mais la ressemblance spectaculaire entre ces deux "*happenings*" est trop forte pour être tout à fait fortuite : mêmes actions, mêmes finalités, mêmes type d'acteurs 4... car enfin il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que les foules mobilisées à Kiev sont essentiellement composées de jeunes hommes et que le mélange des couches sociales y semble réduit à sa plus simple expression. Une homogénéité des manifestants qui là encore pose question !

Le Centre étant inaccessible, l'offensive se déploie à la périphérie

Le 19 septembre le sénateur John McCain se voyait offrir une tribune libre sur le site en anglais de la Pravda [Vérité]. Il y publiait une lettre ouverte aux citoyens de la Fédération avec ce titre assez malgracieux : « *Les Russes méritent mieux que Poutine* ». Une réponse au président russe qui avait exprimé, dans les colonnes du New York Times, son point de vue quant au conflit syrien un peu auparavant. McCain parlant à la première personne et s'adressant sans ambages aux lecteurs russes : « *Je crois que vous devriez pouvoir vivre selon ce que vous dicte votre conscience, et non selon ce que vous dicte votre gouvernement* »... « *Je veux dissiper les mensonges des dirigeants russes, destinés à les maintenir au pouvoir et à justifier leur corruption... Les amis de Poutine sont les tyrans* ». En conséquence de quoi, Vladimir Poutine a fait savoir qu'il « *n'entamerait pas de polémique avec quelqu'un habitant de l'autre côté de l'Océan*. » [rfi.fr19spt13].

C'est le même McCain qui le 17 avril 2007, en campagne pour les présidentielles de 2008, chantonnait « *Bomb, bomb, bomb Iran* » sur un air des "Beach Boys" 5. C'est toujours le même homme qui ce 15 déc. s'adressait à près de 200 000 manifestants rassemblés sur Maïdan [place de l'Indépendance] pour demander la démission du président Viktor Ianoukovitch... Lequel doit se rendre à Moscou ce mardi 17 alors que son Premier vice-Premier ministre, Serhiy Arbousov avait eu tout loisir d'annoncer la semaine passée, l'imminence d'un "*accord d'association et de libre-échange*" avec Bruxelles. En contrepartie, en cas de signature, une aide financière d'un montant de 20 mds d'euros sera octroyée à l'Ukraine ainsi qu'une assistance dans la négociation d'un emprunt auprès du FMI ! La carotte est grosse mais plus encore... appétissante. Notons finalement que l'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit de corrompre les États !

Au final, les cyniques qui nous gouvernent ne donnant rien dans rien, les Ukrainiens fascinés par le scintillement des merveilles européennes trouveront peut-être la pilule amère lorsqu'il leur faudra, sous peine de voir le robinet à finances se refermer, accepter toutes les joyusetés obligatoirement livrées avec le kit européen... Dictature hygiéniste, tyrannie consensuelle, correction politique, fétichisme de la déviance, droits exorbitants des minorités, éclatement du noyau familial et exaltation des toutes les tares et pathologies physiques, morales ou mentales... et cætera. Tout ce que ce monstre de Poutine refuse pour la Russie. Lui qui a su mettre en lisière l'activité et la circulation des fonds de ces honnêtes Ong anglo-américaines œuvrant pour le salut de l'humanité et l'assomption de la démocratie participative. Mais quand le Centre est inaccessible ou imprenable, il convient d'entreprendre une manœuvre d'encerclement en jouant la périphérie contre le centre. Kiev contre Moscou !

Commentaire d'Alexeï Pouchkov, député à la Douma : les « *représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis sont directement impliqués dans le bras de fer politique en Ukraine... Veulent-ils y établir un nouveau régime colonial ?* » [courrierinter.com16 déc13]. En tout cas la visite de McCain, sans constituer pour autant un casus belli, n'est pas moins une provocation de la plus belle eau. Qu'en conclure ? Qu'à Washington les ennemis d'Obama sont puissants, qu'ils ne craignent pas d'accroître les tensions, qu'ils feront tout pour faire capoter les négociations avec l'Iran, que la marge de manœuvre de l'Administration Démocrate est mince et que les six mois pendant lesquels court l'accord intérimaire sur le contrôle du

programme nucléaire iranien devraient être mouvementés. (Une conclusion en eua de boudin comme d'habitude, mais inévitable, peu importe, le reste de l'article est très intéressant. - ndlr)

#### Notes

(1) Saakashvili pendant ses études a été boursier du Département d'État américain et commence sa carrière juridique à New-York dans le cabinet d'avocats Patterson Belknap Webb & Tyler.

(2) À l'heure où les manifestants s'affrontent à Kiev aux forces de police, l'UE négocie avec les É-U un « *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* ». En un mot l'établissement ou plutôt l'institutionnalisation d'une zone de libre échange qui existe déjà dans les faits... mais qui, si l'accord est adopté, permettra à l'Amérique du Nord (Alena) d'inonder le marché européen de produits frelatés à bas prix lesquels, par exemple, mettront à et en terre notre secteur agricole : poulets chlorés, bœufs poussés aux hormones, céréales génétiquement modifiées et tutti quanti.

(3) L'OSF, connu avant 2010 sous le nom d'Open Society Institute, est un réseau créé en 1993 par le milliardaire américain d'origine magyare George Soros, dans le but de promouvoir la "*gouvernance démocratique*", les droits humains, les associations "*caritatives*" et communautaristes, les syndicats et toute la panoplie des structures idéologiques utiles à énerver et convertir les peuples arriérés aux vertus de la permissivité extrême. Parmi ses nombreuses actions d'éclat citons : l'Optor, organisation insurrectionnelle ayant conduit la lutte en Serbie contre la présidence de feu Slobodan Milosevic durant l'été 2000 ; le CEDAR , premier réseau européen de professionnels musulmans ; la "Quadrature du Net" « *organisation de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet* » ; en Roumanie, la Gay Fest, festival homosexuel annuel de Bucarest ; en France, le Collectif contre l'islamophobie ; ou encore la formation des blogueurs égyptiens qui ont joué un rôle capital dans l'arrivée au pouvoir – par les urnes !? – de l'islamiste Morsi... Enfin Pora [« *Il est l'heure* » !] une « *organisation civique et de résistance non-violente de la jeunesse ukrainienne préconisant l'instauration d'une "vraie" démocratie nationale* ». Fondé en 2004 avec les fonds de la National Endowment for Democracy de G. Soros et ceux de l'Ambassade du Canada avec pour objectif avoué de coordonner l'opposition de la jeunesse au gouvernement. Pora, l'un des protagonistes de première ligne de la Révolution orange, était dirigé - par le plus grand des hasards - d'anciens cadres dirigeants d'Optor cité plus haut.

(4) Voir le billet pétri d'ironie mordante de Marie Delarue « *Ukraine : on a déboulonné Lénine... comme Saddam* » bdvoltaire.fr 10 décembre 2013.

(5) [wikipedia.org/wiki/Bomb\\_Iran#John\\_McCain\\_controversy](http://wikipedia.org/wiki/Bomb_Iran#John_McCain_controversy)

## Un article AFP du 19 décembre 2013

### La France, pays occidental le plus interventionniste en 2013. (20.12)

En première ligne au Mali et en Centrafrique, velléitaire en Syrie, pugnace dans le dossier iranien: la France a acquis en 2013 le statut, réservé de coutume aux Etats-Unis, de pays occidental le plus interventionniste.

Paradoxe: la France adopte une position "*guerrière*" inhabituelle sur la scène internationale au moment où elle semble sur le déclin, entre difficultés à boucler son budget militaire, perte d'influence économique et apparition de nouveaux acteurs à l'instar du Qatar, de l'Inde ou du Brésil.

*"La France a montré qu'elle était devenue ces dernières années le plus faucon des pays occidentaux sur les dossiers au Proche-Orient et dans la région"*, résume Hussein Ibish, analyste à Washington du groupe de réflexion American Task force on Palestine.

Et en Afrique, sa toute dernière intervention - l'opération "*Sangaris*" en Centrafrique - a définitivement posé la question du retour de l'ancienne puissance coloniale en "*gendarme de l'Afrique*".

Hussein Ibish rappelle que la France a "*poussé pour une intervention en Libye*" en mars 2011, a "*envahi et sauvé le Mali*" au début de l'année, "*était la plus enthousiaste à l'idée de frappes contre les sites d'armes chimiques en Syrie*" en août. Et sur l'Iran, elle a ferraillé pour empêcher un "*jeu de dupes*" sur le programme nucléaire iranien, pesant de tout son poids pour convaincre Européens et Américains de demander plus de concessions à Téhéran.

*"Qu'on s'en félicite ou le déplore, la France ne joue plus le même rôle qu'hier sur la scène internationale"*, résumait alors l'éditorialiste Bernard Guetta dans Libération. Elle est devenue sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande "*le plus attaché des pays de l'Alliance atlantique à défendre la sécurité, les principes et les intérêts du monde occidental*".

Le lancement jeudi de l'opération "*Sangaris*" après le feu vert de l'Onu pour rétablir l'ordre dans une Centrafrique sombrant dans le chaos est le dernier épisode de cet activisme de Paris dans le monde. "*La Côte d'Ivoire en 2011, le Mali début 2013 et aujourd'hui la Centrafrique: jamais, sans doute, la France n'a fait preuve d'un tel activisme militaire sur un temps aussi court pendant que d'autres pays - la Chine, l'Inde, la Turquie - investissent à tout va*", a constaté Libération à l'instar de l'ensemble de la presse française.

### "Ambitions mais moyens limités"

Pendant près de 50 ans, la politique étrangère de la France avait suivi la doctrine instaurée par le général Charles de Gaulle visant à placer à bonne distance les géants soviétique et américain, et Israël. Ce non-alignement a perduré sous le président socialiste François Mitterrand et culminé en 2003 lors du "*non*" de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein.

Il y a dix ans, les Républicains américains criaient au boycott de la France et qualifiaient les Français de "*singes capitulards bouffeurs de fromage*". Aujourd'hui, l'influent sénateur américain John McCain tweete "*Vive la France*" à propos du bras de fer mené avec l'Iran. Que s'est-il passé entre-temps?

La gestion offensive - similaire - de Nicolas Sarkozy et François Hollande a accompagné un renouvellement de générations aux Affaires étrangères, dans l'armée et les services secrets. La nouvelle a grandi dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York et fait ses armes dans la lutte antiterroriste, notamment en Afghanistan et au Sahel.

Paris a aussi profité en partie du "*vide*" relatif laissé par les Etats-Unis au Moyen-Orient. Après une décennie de guerres en Afghanistan et Irak, Washington a rapatrié ses GI's, réorientant son action sur l'Asie.

*"Les pays comme la France connaissent très bien l'équilibre des pouvoirs au Proche-Orient et ils veulent protéger leurs intérêts"*, souligne Alireza Nader, expert du centre de réflexion RAND. *"Il ne s'agit pas seulement du programme nucléaire (iranien) mais également de calculs de pouvoir et d'équilibre. La France protège la sécurité d'Israël mais a aussi des liens étroits avec l'Arabie saoudite et les pays du Golfe"*, dit-il.

En août, la Syrie a toutefois brutalement ramené les Français au principe de réalité. Après la mort de 1.500 personnes tuées par des armes chimiques près de Damas, la France pensait avoir convaincu les Etats-Unis de lancer des frappes sur les installations militaires syriennes. Mais une reculade à la dernière minute de Barack Obama a laissé François Hollande seul en première ligne, l'obligeant à baisser pavillon.

Cruel constat de l'analyste arabe Mustapha Al-Ani du Gulf Research Centre: la France *"n'a pas les moyens de sa politique"* au Proche-Orient car sa diplomatie *"reste tributaire de la politique des Etats-Unis"*.

Directeur de l'institut politique Issam Fares, Ramy Khory, tempère ce jugement: *"La France ne pourra pas jouer un rôle aussi important que les Etats-Unis au Proche-Orient, mais elle peut très certainement (y) jouer un rôle dynamique, efficace et constructif"*.

**Un article lemonde.fr du 26 décembre 2013**

**Corruption : le gouvernement turc fait pression sur la justice. (27.12)**

Le procureur Muammer Akkar, chargé d'enquêter sur un vaste scandale de corruption qui ébranle depuis quelques jours le gouvernement islamo-conservateur turc, a été dessaisi jeudi 26 décembre du dossier, après avoir dénoncé une tentative d'étouffement de l'enquête.

L'annonce en a été faite par M. Akkar lui-même, qui en a profité pour livrer aux médias turcs ses quatre vérités dans un communiqué. *« J'ai découvert aujourd'hui que j'ai été muté de ma juridiction sans qu'aucune raison ne soit donnée. Tous mes collègues ainsi que le public devraient savoir que, en tant que procureur, j'ai été empêché de lancer une enquête. »* Il a notamment mis en cause la police, qui n'aurait pas exécuté les nouveaux mandats d'arrêt qu'il avait lancés à l'encontre d'une trentaine de personnes, dont des députés et des hommes d'affaires. *« Par le moyen de la police, la justice a été soumise à des pressions directes, et l'exécution d'ordres donnés par les tribunaux a été entravée. »*

Pour justifier cette mutation, le procureur général d'Istanbul, Turhan Colakkadi, a expliqué que le magistrat n'avait pas respecté le code de procédure pénale. Selon lui, Muammer Akkar avait donné des informations aux médias et n'avait pas fourni à ses supérieurs des rapports réguliers sur l'avancement de son enquête.

Lancée la semaine dernière, la vaste enquête anticorruption qu'il menait a provoqué la démission de trois ministres, dont les fils ont été inculpés. Elle a contraint mercredi soir le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à procéder en urgence à un vaste remaniement ministériel.

Cette enquête se déroule sur fond de guerre ouverte entre le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et la confrérie du prédicateur musulman Fetullah Gülen, qui fut longtemps son alliée.

M. Erdogan a accusé, sans la nommer, l'organisation de M. Gülen, très influente dans la police et la justice turques, de constituer un « *Etat dans l'Etat* » à l'origine d'un « *complot* » contre son gouvernement. Une accusation reprise en miroir par l'opposition, qui estime que M. Erdogan cherche à gouverner le pays par l'intermédiaire d'un « *Etat parallèle* », l'AKP.



## Un article Reuters du 25 décembre 2013

### Trois ministres turcs démissionnent sur fond de scandale. (27.12)

Trois ministres turcs ont démissionné mercredi, après l'arrestation la semaine dernière de leur fils dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption, qui tourne à l'épreuve de force entre le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et la justice.

Immédiatement après l'annonce de sa démission, Erdogan Bayraktar, ministre de l'Environnement, a conseillé à Recep Tayyip Erdogan de quitter lui aussi ses fonctions, ce qui marque une contestation inédite du Premier ministre dans son propre camp.

*"Pour le bien de cette nation et de ce pays, je crois que le Premier ministre devrait démissionner"*, a dit sur une chaîne de télévision Erdogan Bayraktar, dont le fils a brièvement été arrêté le 17 décembre, au début de l'enquête publique.

Ses collègues de l'Intérieur et de l'Economie, Muammer Guler et Zafer Caglayan, comptent eux aussi un fils chacun parmi les 24 personnes interpellées ce jour-là. Ils affirment l'un comme l'autre que leurs proches sont innocents.

Idris Naim Sahim, actuel député et prédécesseur de Muammer Guler au ministère de l'Intérieur, a, par ailleurs, annoncé mercredi son départ du Parti pour la justice et du développement (AKP), la formation islamiste et conservatrice de Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier a présenté dans la soirée au président Abdullah Gül une nouvelle liste de membres du gouvernement, a-t-on appris de sources politiques.

On ignore dans l'immédiat si le remaniement a concerné uniquement les trois postes vacants ou davantage de portefeuilles.

L'enquête, qui implique en premier lieu le directeur général de la banque publique Halkbank, a fragilisé Recep Tayyip Erdogan. De nombreux observateurs lient l'agitation en cours à la rivalité entre le Premier ministre et un ancien allié, l'influent prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis.

Le Premier ministre a répliqué à la vague d'arrestations en limogeant plusieurs responsables de la police nationale, dont ceux de plusieurs services de la police d'Istanbul, où se trouve le siège d'Halkbank.

Selon le journal Hürriyet, au moins 550 policiers, dont de hauts gradés, ont été limogés la semaine dernière à travers le pays, par Muammer Guler.

Le gouvernement présente l'affaire comme une campagne orchestrée depuis l'étranger dans le but de semer la discorde en Turquie.

Lors d'un meeting de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a juré mercredi que la formation islamiste "ne sous-estime ou ne tolère pas la corruption", mais n'a pas réagi aux démissions.

*"Si l'opposition rend un verdict dès le deuxième jour de l'enquête, à quoi bon avoir des juges ?"*, a-t-il demandé. *"Si les médias prennent la décision, à quoi bon avoir de longues procédures de justice ?"*

*"Comment savoir à quoi est employé cet argent ?"*, a-t-il aussi dit en référence à des images, diffusées par des chaînes de télévision, de boîtes à chaussures remplies de billets et supposément saisies au domicile de suspects.

Aux yeux des analystes politiques, l'enquête anti-corruption en cours et ses développements politiques pourraient nuire au soutien populaire dont bénéficie l'AKP, mais ne devrait pas menacer pour autant le gouvernement dans l'immédiat.

Ces affaires pourraient toutefois affecter les résultats des élections locales de mars. Les prochaines législatives doivent elles avoir lieu en 2015.

*"J'ai démissionné de mon poste de ministre de l'Economie pour aider à la manifestation de la vérité et pour permettre de faire échouer cet horrible complot, qui a touché entre autres mon enfant et certains de mes plus proches collègues de travail",* a expliqué Zafer Caglayan dans un communiqué.

Dans un communiqué distinct, Muammer Guler a qualifié l'affaire en cours de *"montage sordide visant notre gouvernement, notre parti et notre pays"*.

Même si bon nombre d'investisseurs internationaux étant absents en ce jour de Noël, le principal indice de la Bourse turque perdait plus de 2% après les déclarations du ministre de l'Environnement en faveur de la démission de Recep Tayyip Erdogan. La livre, tombée vendredi à un plus bas historique de 2,0983 pour un dollar, restait à un bas niveau.



Un article de [nouvelordremondial.cc](http://nouvelordremondial.cc) du 23 avril 2008

## Happy birthday the Fed !

**Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. - [nouvelordremondial.cc](http://nouvelordremondial.cc) du 23 avril 2008 (27.12.13)**

« *Que peuvent les lois, là où seul l'argent est roi ?* » Pétrone.

« *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* »  
L'industriel Henry Ford.

On parle ici et là de « *finance de marché* », d'« *ingénierie financière de Wall Street* » de « *non-coïncidence de l'intérêt des parties* », de « *dysfonctionnements structurels de la finance dérégulée* » du « *rôle des monnaies* », comme si les opérations financières étaient mues par un petit moteur intérieur, se déroulaient dans la stratosphère et n'étaient pas connectés à la politique des Etats.

J'ai voulu montrer que derrière le théâtre d'ombres du vocabulaire abscons de spécialistes, des mains bien réelles s'activent dans les coulisses, les mains avides des hécatonchires de la finance internationale. Derrière les chiffres, les graphiques et les abstractions, une poignée d'hommes en chair en os agissent. Leurs cerveaux échafaudent les plans par lesquels ils défendent avec ténacité, et de génération en génération, des intérêts privés au détriment des intérêts des nations.

La crise financière actuelle n'est incompréhensible que pour ceux qui ne veulent pas savoir. C'est pourquoi j'ai essayé de remonter à sa source et de montrer que si le meccano s'est dérégulé une fois de plus, c'est qu'il est programmé de telle sorte que des crises périodiques sont inscrites dans le patrimoine génétique de son code de fonctionnement parce que ces crises sont hautement profitables à ses concepteurs.

Il se peut que l'exceptionnelle habileté des spéculateurs de la « *finance déstructurée* » à jouer à saute-mouton par-dessus les crises qu'ils ont régulièrement provoquées depuis plus d'un siècle, les ait à ce point enhardis que leur voracité a, cette fois, détraqué la machinerie monétaire dont ils avaient si ingénieusement ajusté les rouages. Peut-être apprendrons-nous dans un très proche avenir qu'une nouvelle « *conspiration des hécatonchires* » est en gestation en quelque île des Caraïbes ou du Pacifique afin, diront-ils, d'oeuvrer pour le salut de l'humanité et de « *sauver* » le système monétaire.

## Chapitres

- 1 – La conspiration de l'île Jekyll
- 2 – La liste des conspirateurs
- 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance à la crise de 1907
- 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire
- 5 – Les crises monétaires successives aux USA: 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907
- 6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel
- 7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du système de la Réserve Fédérale
- 8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie
- 9 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

### 1 – La conspiration de l'île Jekyll

Le 22 novembre de l'année 1910, le luxueux wagon privé du riche sénateur Nelson Aldrich a été accroché au train qui reliait New-York au sud des Etats-Unis et quelques personnes s'embarquent en direction de la Georgie. Le voyage durera deux jours et deux nuits et les occupants de ce wagon affecteront, avec une ostentation puérile, de ne pas se connaître bien que leur long périple ait le même but : la chasse au canard sur une petite île située à quelques encablures des côtes de Georgie, l'île de Jekyll.

Notre groupe voyage sous des noms d'emprunts. Les participants avaient fait preuve de ruses de Sioux afin de ne pas se croiser avant l'ébranlement du convoi et s'étaient interdit de se nommer en s'adressant la parole – ou de n'utiliser que leurs prénoms – durant le temps que dura le voyage, tellement leur méfiance

était grande et s'étendait au personnel de service . Un incognito total devait être préservé. L'un d'entre eux, qui n'avait jamais chassé de sa vie, portait même un grand fusil sur l'épaule afin de compléter le réalisme naïf du tableau.

Ces personnages, qui se comportaient de manière aussi étrange, représentaient pourtant à eux seuls le quart de la richesse planétaire de l'époque.

La description de l'embarquement et du voyage figure dans les ouvrages des auteurs qui rapportent cette scène, notamment dans celui, très détaillé, d'Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve*, *The London Connection*, dont je parlerai plus loin (2). Comme les voyageurs occupaient un wagon privé – donc soustrait par définition aux regards du public – les précautions des participants semblent pour le moins excessives , à moins que tel Monsieur Le Trouadec saisi par la débauche , nos sévères banquiers se soient livrés à un moment de détente ludique, avant de se concentrer sur le beau coup financier qu'ils étaient sur le point de monter.

## 2 – La liste des conspirateurs

Etaient présents:

- Le propriétaire du wagon qui roulait, tous rideaux baissés, vers son destin et vers le nôtre, le Sénateur Nelson Aldrich accompagné de son secrétaire privé, Shelton. Président de la National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale) créée en 1908 et entérinée par le Président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907 qui succédait à plusieurs autres catastrophes boursières, il était l'aiguillon et l'organisateur de la réunion. Le Sénateur entretenait des relations commerciales étroites avec l'influent homme d'affaires et banquier, John Pierpont Morgan, beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson

Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Celui-ci n'était pas physiquement présent, mais triplement représenté, il marqua la réunion de son empreinte. Au Congrès, le Sénateur Aldrich passait pour être le porte-parole du banquier J.P.Morgan , lequel représentait également les intérêts des Rothschild d'Angleterre.

Les représentants directs de John Pierpont Morgan étaient:

- Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.
- Charles Norton, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company.
- Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque, trois ans plus tard, à la suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale. Ces deux banquiers représentaient , eux aussi, les intérêts des Rothschild.
- Il semble qu'il y ait eu quelques autres « *invités* » dont les noms ne sont, pour l'instant , pas connus et peut-être ne le seront-ils jamais. Ainsi, lorsque George F. Baker, un des associés les plus proches de JP Morgan, mourut le 3 mai 1931, le New-York Times écrivit : « *Le club de l'Ile Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués* ».

Était également présent, Frank Vanderlip, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement internationale Kuhn, Loeb and Company.

Contrairement à ce laissent entendre ceux qui affirment qu'il se serait agi d'un « *complot des seuls banquiers* », le gouvernement n'était pas étranger à cette réunion. Il était représenté par A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint du Trésor et Aide Spécial de la National Monetary Commission. Je reviendrai sur cette Commission que le Congrès avait officiellement chargée, en 1907, de préparer une réforme monétaire. D'ailleurs, les défenseurs du système de la FED se fondent sur son existence et sur la présence du

représentant du gouvernement à l'île Jekyll pour dénoncer comme « *complotistes* » les critiques de la réunion de l'île Jekyll en omettant sciemment de mentionner les conditions dans lesquelles fut conçue, votée puis annoncée la création de la Federal Reserve et que j'analyserai plus loin. La présence de ce membre du Gouvernement prouve pour le moins la complicité de ce dernier avec les banquiers dans le « *coup d'Etat constitutionnel* » que banquiers et Gouvernement préparaient de conserve contre le Congrès.

Mais le personnage le plus important parmi les participants était Paul Warburg. C'était l'un des hommes les plus riches du monde. Son expérience du fonctionnement des banques européennes, sa forte personnalité et ses compétences en firent le meneur, la tête pensante du groupe et le véritable initiateur de la création de la FED. Il révéla d'ailleurs des capacités de manoeuvrier exceptionnelles en 1913, au moment du vote de la loi au Congrès. (3)

D'origine allemande, il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la Coon, Loeb and Company – il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York – il représentait sur place la dynastie bancaire des Rothschild d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait également des liens étroits avec son autre frère Max Warburg, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront les Barons voleurs. Une fois arrivés dans la luxueuse propriété de J.P. Morgan sur l'île Jekyll, nos banquiers millionnaires s'installèrent autour d'une table et neuf jours durant, dans le plus grand secret, ils mirent au point et rédigèrent minutieusement le règlement de ce qui allait devenir le Système de la Réserve Fédérale.

### 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance en 1776 à la crise de 1907

L'action des « *barons voleurs* » et la décision de 1913 qui en sera le point d'orgue, n'est pas un acte isolé. C'est le dernier et le plus décisif des coups de boutoir des financiers dans la guerre féroce, tant en Europe qu'en Amérique, entre le pouvoir politique et le pouvoir des banquiers, et notamment celui des Warburg et des Rothschild d'Angleterre. Cette guerre dura depuis la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Elle se termina par une victoire par KO de la finance internationale sur le pouvoir politique de l'Etat naissant et ouvrit la voie à une domination exponentielle des financiers sur le monde entier.

La bataille avait d'ailleurs commencé avant même la déclaration d'indépendance, en 1776, lorsque les banquiers de la City de Londres réussirent à faire voter par le gouvernement anglais une loi qui interdisait aux treize colonies d'Amérique de créer une monnaie locale, le Colonial Script, et de n'utiliser, pour leurs échanges, que la monnaie or et argent des banquiers. Comme cette monnaie était obtenue moyennant un intérêt, elle devenait automatiquement une dette des colonies.

Les monétaristes l'appellent une monnaie-dette et cette monnaie est un racket permanent des banques sur l'Etat soumis à ce régime.

Au moment de la déclaration d'indépendance du nouvel Etat, méfiants, les Pères fondateurs inscrivent dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ».

Thomas Jefferson était si persuadé du rôle pervers des banquiers internationaux qu'il a pu écrire: « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

Et voilà comment Jefferson a prophétisé, il y a plus de deux siècles, la crise actuelle des « *subprime* », qui jette de plus en plus de citoyens américains à la rue.

Mais les banquiers ne s'avouèrent pas vaincus. Ils trouvèrent des soutiens auprès du nouveau gouvernement et notamment auprès du Secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton et du Président George Washington lui-même. Ils obtinrent en 1791 le droit de créer une banque, abusivement appelée Banque des

Etats-Unis de manière à faire croire qu'il s'agissait d'une banque de l'Etat central alors que c'était une simple banque privée appartenant à ses actionnaires. Cette banque privée obtint, pour vingt ans, le privilège d'émettre la monnaie-dette du nouvel Etat.

Lorsqu'au bout de vingt ans, le Président Jackson voulut mettre fin à ce droit exorbitant, sortir du cycle de la monnaie-dette et revenir au droit inscrit dans l'art. 1 de la Constitution, les banquiers anglais, menés par Nathan Rothschild, suscitèrent en 1812, sous divers prétextes commerciaux – taxe sur le thé – et maritimes – contrôle des navires – une guerre de l'Angleterre contre ses anciennes colonies et ils mirent en action toute leur puissance financière afin de ramener le nouvel Etat au rang de colonie. « *Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur avait crié le Président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!* » Mais il échoua à les déloger et les banquiers eurent le dernier mot.

En 1816, les privilèges de la Banque des Etats-Unis étaient rétablis et les banquiers menés par la famille Rothschild avaient définitivement terrassé les hommes politiques qui, comme Jefferson et plus tard, Lincoln, tentèrent de s'opposer à leur racket.

C'est donc à juste titre que James Madison (1751-1836), le quatrième Président des Etats-Unis a pu écrire: « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie.* » Car il s'agit bien d'un racket. La guerre que mena – et perdit – Abraham Lincoln contre les banquiers en est une nouvelle illustration éclatante.

Durant la guerre de Sécession (1861-1865), la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point en Europe durant les guerres napoléoniennes. Les deux groupes, profitant de la situation, exigeaient des intérêts usuraires de 25 à 36%.

Le président Lincoln, qui avait percé à jour le jeu des Rothschild refusa de se soumettre au diktat des financiers européens et, en 1862, il obtint le vote du Legal Tender Act par lequel le Congrès l'autorisait à revenir à l'art. 1 de la Constitution de 1787 et à faire imprimer une monnaie libérée du paiement d'un intérêt à des tiers – les dollars « *Green Back* » – ils étaient imprimés avec de l'encre verte. C'est ainsi qu'il a pu, sans augmenter la dette de l'Etat, payer les troupes de l'Union.

« *Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix – écrivait-il – et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière. J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* »

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : « *Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains.* » (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Lincoln voyait clairement combien il était néfaste pour une nation souveraine que des puissances autres que l'Etat central aient le pouvoir de créer la monnaie. Il a été tué à Washington le 14 avril 1865 par John Wilkes Booth qui lui tira une balle dans la tête alors qu'il assistait à une représentation théâtrale dans la loge du Ford's Theater.

Les causes réelles de sa mort n'ont pas été élucidées, bien que la version officielle prétende toujours que son assassin vengeait la défaite des Sudistes. De nombreuses recherches, abondamment documentées, orientent la recherche de la vérité vers un complot beaucoup plus complexe et révèlent, notamment, que Booth reçut à ce moment-là des sommes d'argent très importantes de la part d'hommes d'affaires connus et qu'il bénéficia de nombreuses et efficaces complicités, tant pour accomplir son crime que pour quitter les lieux.

Toujours est-il que le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, semble, lui, n'avoir eu aucun doute quant à la cause de la mort de son prédécesseur : il a immédiatement et sans donner d'explication, suspendu l'impression des greenbacks et les Etats-Unis sont revenus à la monnaie-dette des banquiers.

Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du Contraction Act qui stipulait que les billets greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire.

Il est une autre personnalité qui, elle non plus, n'avait aucun doute sur les commanditaires de l'assassinat perpétré par Booth, c'est Otto von Bismarck, Chancelier de Prusse depuis 1862, qui écrivait : « *La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté. Il n'y avait pas dans tous les États-Unis d'homme qui méritât de seulement porter ses bottes. Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique et ne l'utilisent systématiquement dans le but de corrompre la civilisation moderne. Il n'hésiteront pas à précipiter les États chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière.* »

#### 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du Président Lincoln, la tentative du Président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance, tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérogiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963, le Président Kennedy signait l'Executive Order n° 11110 (4) par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve Fédérale. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du Président Lincoln.

Le Président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284,125,895 dollars en circulation aux États-Unis, détenus, probablement par des collectionneurs (source: The 1995 World Almanac).

Les conséquences de l'Executive Order n° 11110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913.

Pour lire la suite tout aussi instructive et passionnante...

● [Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. \(nouvelordremondial.cc\) \(23.04.08\)](http://nouvelordremondial.cc)

## Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

### Ryad va donner 3 milliards de dollars au Liban pour acheter des armes françaises. (31.12)

L'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises, a annoncé dimanche le président de la République libanaise, Michel Sleimane.

*"Il s'agit de l'aide la plus importante dans l'histoire du Liban et de l'armée libanaise", a-t-il précisé dans une allocution diffusée sur les chaînes de télévision libanaises.*

*"Le roi saoudien a décidé d'octroyer une importante aide au Liban, d'une valeur de trois milliards de dollars, allouée à l'armée libanaise pour renforcer ses capacités", a indiqué M. Sleimane.*

*"Les armes seront achetées auprès de l'Etat français dans les plus brefs délais, vu les relations historiques qui le lient au Liban et l'étroite coopération militaire entre les deux pays", a poursuivi le chef de l'Etat. (Apparemment le temps presse, la Syrie est pour ainsi dire détruite, il faudrait passer à la suite du programme sans tarder... - ndlr)*

Selon lui, cette aide *"fera l'objet de discussions entre le roi saoudien Abdallah et le président français François Hollande"*, actuellement en visite officielle à Ryad. (C'est Ryad et Paris qui vont se substituer aux autorités libanaises en matière de sécurité, autrement dit l'indépendance et la souveraineté du Liban leur est confiée par le chef de l'Etat libanaise qui a complètement déserté ou capitulé, il leur a livré le Liban clés en main. - ndlr)

Lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le roi Abdallah, M. Hollande s'est engagé dimanche à *"satisfaire"* les demandes d'armement de l'armée libanaise.

*"J'ai des relations avec le président Sleimane (...) et s'il y a des demandes qui nous sont adressées, nous les satisferons"*, a ajouté le président français, sans commenter l'annonce de M. Sleimane.

Le président libanaise n'a pas précisé quel type d'armes seraient achetées auprès de Paris.

Cette aide *"permettra à l'armée de mener à bien sa mission"*, a-t-il dit alors que l'institution militaire fait face à plusieurs défis sur le plan de la sécurité, illustrés par l'assassinat vendredi d'un ex-ministre critique de Damas ou par des tirs de roquettes du Liban sur Israël, qui a riposté dimanche. (La pourriture de journaliste de l'AFP fait l'impasse sur l'assassinat de dirigeants du Hezbollah, normal il est le porte-parole du gouvernement français. - ndlr)

Outre la mission de défense, l'armée au Liban est également en charge du maintien de l'ordre aux côtés de la police, et a dû intervenir lors des violences confessionnelles exacerbées ces derniers mois par le conflit en Syrie voisine. (Violences orchestrées par les services secrets israéliens et saoudiens ce qu'oublie volontairement le journaliste de l'AFP de préciser. - ndlr)

Elle est faiblement équipée en armement modernes, et ne dispose que de transports de troupe américains, de chars soviétiques et de canons mais n'a pas d'hélicoptère de combat. (Les hélicoptères ils servent à quoi en général sinon à viser et mitrailler l'opposition et la population civile du pays. - ndlr)

L'institution militaire, multiconfessionnelle, a reçu ces dernières années des aides de la France et des Etats-Unis, mais jamais d'armes lourdes. (Il faudrait songer à frapper un grand coup les opposants à l'Etat sioniste. -ndlr)

L'Arabie saoudite, un royaume sunnite, soutient la coalition de l'opposition libanaise hostile au régime syrien et au Hezbollah, et critique avec virulence le puissant parti chiite libanaise. (En fait le camp de la réaction pro américaine et sioniste. - ndlr)



Ce parti est le seul mouvement libanais armé et ses détracteurs l'accusent d'imposer sa volonté à travers son arsenal militaire. (En réalité, c'est sur lui que repose en grande partie l'indépendance du Liban face à Israël, un crime impardonnable. - ndlr)

Saad Hariri, dont le père Rafic Hariri a été tué en février 2005 dans un attentat à Beyrouth attribué à des membres présumés du Hezbollah, a salué dans un communiqué l'annonce du président libanais qui va permettre selon lui à l'Etat de prendre le contrôle de la situation. (Cette annonce est du sur-mesure pour les laquais de l'Etat sioniste et américain. - ndlr)

Le président Sleimane a *"annoncé un pas exceptionnel de nature à aboutir à un véritable Etat dont l'autorité et l'armée ne doivent être devancées par aucune autre force"*, a dit M. Hariri, ex-Premier ministre du Liban, qui doit rencontrer le président français en soirée à Ryad. (2014 s'annonce ainsi comme l'année de l'offensive contre le Liban. - ndlr)

Commentaire.

A qui profite le crime, qui y avait intérêts ? Qui a assassiné l'ancien ministre Mohamad Chatah, proche conseiller de l'ancien premier ministre libanais, Saad Hariri et son père, Rafic Hariri, ancien ministre des Finances, et membre du FMI ? Poser la question permet d'en identifier les commanditaires : Israël et son allié l'Arabie saoudite, les Etats-Unis. Le 3 décembre ce fut Hassan Hawlo Laqqis, un commandant du Hezbollah, qui est mort dans un attentat dans la banlieue Sud de Beyrouth sans doute commandité par les mêmes auteurs. L'attentat qui a coûté la vie à Mohamad Chatah a été condamné dans un communiqué du 27 décembre par le Hezbollah, alors que la coalition du 14 mars de Saad Hariri lui a imputé ce crime, il aurait été perpétré en représaille laisse-t-il entendre. Or le Hezbollah n'a pas intérêt à mener ce genre d'actions au Liban, seuls ceux qui veulent l'affaiblir et déstabiliser le Liban y trouvent leur compte.

L'annonce de ce prêt de trois milliards de dollars à l'armée libanaise par le régime wahhabite servira la propagande en faveur du désarmement du Hezbollah face au régime sioniste, il s'agit d'un changement de tactique sur le plan politique pour isoler le Hezbollah, le réduire à l'impuissance pour ensuite avoir les mains libres pour s'attaquer à l'Iran.

C'est à ce plan qu'adhère des deux mains Hollande et le PS, qui est conforme à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui veut se rendre maître de toute la région, la contrôler entièrement...

## Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

### Arabie: convergence de vue entre Paris et Ryad sur les crises régionales. (31.12)

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a souligné lors d'un entretien dimanche avec François Hollande la "convergence" des positions des deux pays sur la Syrie, l'Iran et les autres crises régionales, a-t-on indiqué dans l'entourage du président français.

*"Le roi Abdallah a manifesté son inquiétude, voire son anxiété à propos des crises régionales --l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Egypte-- et a salué la position courageuse de la France sur ces principaux dossiers", a-t-on ajouté dans l'entourage de François Hollande. (Alors que la pétromonarchie barbare porte en grande partie la responsabilité de la situation en Syrie pour recruter, financer et armer les djihadistes sanguinaires d'Al-Qaïda qui massacrent la population civile et détruisent ce pays, ce que sait parfaitement Hollande et qu'il approuve. Saviez-vous que le PS était la pire pourriture qui soit, le saviez-vous vous qui l'avez soutenu, qui avez appelé une multitude de fois au front unique avec ce parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui avez appelé à voter PS ? Quelle crédibilité pouvez-vous revendiquer aujourd'hui, dites-nous ? - ndlr)*

Le souverain saoudien a souligné *"les positions convergentes"* des deux pays sur ces différents dossiers, a-t-on précisé de même source.

Le roi Abdallah, dont le pays est l'un des principaux soutiens à l'opposition syrienne, a accusé au cours de l'entretien le président syrien Bachar Assad d'avoir *"détruit son pays"*, affirmant qu'il avait attiré les *"extrémistes islamistes"*, toujours selon l'entourage de François Hollande. (C'est le comble du cynisme, la barbarie, le PS incarne la barbarie, ce n'est pas exagéré de l'affirmer. - ndlr)

Le chef de l'Etat français est arrivé dimanche en Arabie saoudite pour une visite officielle dominée par la perspective d'enjeux commerciaux alléchants ainsi que les crises qui secouent le Moyen-Orient.

Il a été accueilli par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz avant d'être reçu par le roi dans son luxueux palais de Rawdat Khurayim, à 60 km au nord-est de Ryad.

Le président français doit également rencontrer l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri, dont un proche a été tué vendredi dans un attentat à la voiture piégée vendredi à Beyrouth, et le chef de l'opposition syrienne Ahmed Jarba au premier jour de sa visite dans le royaume, selon son entourage.



## Un article de Reuters du 29 décembre 2013

### Hollande se place comme un allié clé de l'Arabie au Moyen-Orient. (31.12)

François Hollande s'est positionné dimanche durant une visite officielle à Ryad comme un allié clé de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient, estimant notamment que Paris partageait "exactement" les positions du royaume sur le dossier syrien.

Le président a aussi annoncé que la France répondrait favorablement au Liban qui souhaite profiter d'un financement de trois milliards de dollars de l'Arabie saoudite pour acheter des armes françaises pour équiper son armée.

*"Ce que je sais, c'est que la France, depuis déjà longtemps mais encore récemment, équipe l'armée libanaise et entendra répondre à toutes les sollicitations qui lui seront adressées"*, a dit le président français, qui a promis que Paris et Ryad combindraient leurs efforts pour assurer l'intégrité et la stabilité du pays.

L'armée libanaise peine à endiguer les violences liées au conflit en Syrie voisine et souffre d'un manque d'équipements qui l'empêche de contenir l'influence du Hezbollah, mouvement armé soutenu par l'Iran chiite qui combat aux côtés des forces du président syrien Bachar al Assad.

François Hollande devait rencontrer dimanche dans la soirée l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri dont l'un des proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah, a trouvé la mort vendredi à Beyrouth lors d'un attentat.

Le président français, qui rencontrera aussi dimanche le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), a assuré les Saoudiens que Paris resterait sur la même ligne de fermeté à l'égard du président syrien pour soutenir l'opposition "modérée" et aboutir à une transition politique à Damas.

*"La France et l'Arabie saoudite sur la Syrie (...) partagent exactement la même position"*, a-t-il dit.

Le président français souhaite que la CNS participe à la conférence de paix dite de Genève II prévue le 22 janvier, que l'opposition menace de boycotter en raison notamment des bombardements qui se poursuivent à Alep.

La volonté de Paris de *"punir"* via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad en raison de l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée à Ryad et a contribué au réchauffement des relations bilatérales.

Ryad a aussi noté la fermeté de la diplomatie française sur le dossier du nucléaire iranien et le *"vive la France"* lancé par le sénateur républicain John McCain durant les négociations qui ont abouti à un accord temporaire à Genève a trouvé un écho dans la péninsule arabique.

*"Nous avons sur l'Iran la même volonté, faire en sorte que nous puissions trouver une solution définitive à la question nucléaire"*, a dit le président français.

Le déplacement de François Hollande intervient à un moment où l'axe Ryad-Washington, qui structure depuis des décennies la géopolitique de la région, bat de l'aile et où la diplomatie américaine déplace le centre de gravité de son action vers l'Asie.

Sa deuxième visite dans le royaume marque aussi une volonté d'équilibre après la *"lune de miel"* entre Nicolas Sarkozy et le Qatar, un pays 15 fois moins peuplé.

Pour certains analystes, François Hollande positionne progressivement la France pour qu'elle puisse, dans une certaine mesure, prendre le relais des Américains comme alliée privilégiée des Saoudiens.

*"C'est vrai que depuis plusieurs mois notre coopération s'est renforcée"*, a estimé le président français, qui n'a pas tari d'éloges à l'égard du monarque saoudien.

*"J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse"*, a encore estimé François Hollande dont l'entourage assure que son estime est réciproque.

*"Le roi a salué le rôle pionnier de la France sur la Syrie"*, a-t-on rapporté dans la délégation française où l'on espère beaucoup du partenariat avec *"le premier client de la France au Moyen-Orient"*.

Accompagné d'une délégation de patrons, François Hollande participera lundi à un forum économique où il doit évoquer les ambitions françaises.

Outre ses gigantesques besoins en infrastructures qui font rêver les géants du BTP comme Vinci ou Bouygues, le pays procède à la modernisation de son appareil militaire, ce qui pourrait déboucher sur d'importants contrats.

La France a déjà obtenu de participer à la modernisation de frégates saoudiennes et s'intéresse de près aux besoins de la marine du royaume ou à ses systèmes de défense antiaériens.

Paris aimerait aussi participer au programme nucléaire saoudien et livrer ses Airbus à la compagnie Saoudia, mais aussi attirer davantage d'investissements *"productifs"* saoudiens en France, comme ceux qui ont permis le sauvetage du volaille Doux.

Commentaire.

Pour quelle raison le régime barbare saoudien pourrait se doter d'un programme nucléaire mais pas l'Iran ou d'autres pays ? En quoi l'Iran constituerait-il plus une menace pour la région ou le monde qu'Israël qui contrairement à l'Iran n'a jamais déclaré la guerre à un autre pays ? Pour mettre la main sur le pétrole iranien, c'est tout.

## Un article de Reuters du 29 décembre 2013

### Hollande rencontre à Ryad le président de la CNS. (31.12)

François Hollande rencontrera dimanche en marge de son déplacement en Arabie saoudite le président de la Coalition nationale syrienne (CNS) afin d'évoquer la conférence de paix de Genève 2 prévue le 22 janvier, a annoncé son entourage.

Cette rencontre entre le président français et Ahmed Djarba intervient alors que la CNS menace de ne pas se rendre en Suisse en raison notamment des bombardements qui se poursuivent sur la ville d'Alep.

"Notre message, allez à Genève", a expliqué Laurent Fabius à des journalistes dans l'avion de la délégation française.

"Il faut y aller avec l'objectif de respecter le mandat de négociation", a ajouté le ministre des Affaires étrangères, en rappelant que le but de ces pourparlers était la constitution d'un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs.

Pour François Hollande, Bachar al Assad devra quitter le pouvoir au terme de ce processus qui doit permettre à la Syrie de sortir d'un conflit long de près de trois ans et qui a fait plus de 100.000 morts.

"Il faut qu'il parte", résume l'un de ses conseillers. (Hollande : dégage !)

Le président français entame sa visite officielle de deux jours en Arabie saoudite dimanche par un entretien et un repas avec le roi Abdallah. Il doit dans la soirée donner une conférence de presse conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères.

Le dossier syrien constitue une pomme de discorde entre Washington et Ryad, déçue du manque de soutien qu'apporte, selon elle, les Etats-Unis aux rebelles syriens.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad pour l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée par le royaume.

François Hollande profitera aussi de son séjour en Arabie saoudite pour aborder la question de la stabilité du Liban, mise à mal par le conflit syrien. Il rencontrera aussi dimanche à Ryad l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri après l'attentat qui causé la mort vendredi à Beyrouth d'un de ses proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah.